



Digitized by the Internet Archive
in 2014

<https://archive.org/details/statutesofprov2002v2onta>



**STATUTES
OF
ONTARIO
2002**

Third Session,
Thirty-Seventh Legislature

51 Elizabeth II

His Honour
James K. Bartleman
Lieutenant Governor

**LOIS
DE
L'ONTARIO
2002**

Troisième session,
trente-septième législature

51 Elizabeth II

Son Honneur
James K. Bartleman
Lieutenant-gouverneur

VOLUME 2

PRINTED BY THE
© QUEEN'S PRINTER FOR ONTARIO



IMPRIMÉ PAR
© L'IMPRIMEUR DE LA REINE
POUR L'ONTARIO

TORONTO
2002

These Statutes received Royal Assent during the Third session of the Thirty-Seventh Legislature held in 2002.

Les lois contenues dans le présent volume ont reçu la sanction royale au cours de la troisième session de la trente-septième législature qui s'est tenue en 2002.



ISBN 0-7794-4730-1 (set)
ISBN 0-7794-4732-8 (v.2)

USER'S GUIDE

I. The Statutes of Ontario, 2002

The Statutes of Ontario, 2002 are published in two volumes. These volumes contain the public and private Acts enacted by the Ontario Legislature in 2002. These volumes also contain materials, as described below, which the user may find useful in researching the law.

All Public Acts are enacted in English and French. Private Acts may be enacted in English or in both English and French. Both versions of a bilingual Act are equally authoritative.

The Statutes contained in these volumes are also available on the Internet at www.e-laws.gov.on.ca under the heading "Source Law".

II. Using the Statutes of Ontario, 2002

1. The User's Guide

This guide is intended to help readers of the Ontario statutes. Information contained in the guide was accurate at the time of publication. We invite your comments for improvements. Please write to:

Postal address:

The Office of Legislative Counsel
Room 3600, Whitney Block
Queen's Park
Toronto, Ontario, M7A 1A2

E-mail address:

redaction@jus.gov.on.ca

2. The Table of Contents

This table sets out all of the contents of the Statutes of Ontario, 2002. It is followed by an alphabetical listing in English and in French of the statutes enacted in 2002. The statutes are listed in two parts:

Part I – Public Acts

Part II – Private Acts

Each statute, when it was first introduced in the Legislative Assembly, was assigned a bill number. The bill number for each statute is given in the Table of Contents. A bill, when enacted, is assigned a chapter number. Chapter numbers are also given in the Table of Contents.

3. The Statutes of Ontario, 2002

The Statutes of Ontario, 2002 are arranged by chapter number. If you know the name of an Act, but not its chapter number, you should refer to the Table of Contents.

GUIDE D'UTILISATION

I. Les Lois de l'Ontario de 2002

Les Lois de l'Ontario de 2002 sont publiées en deux volumes. Ces volumes contiennent les lois d'intérêt public et d'intérêt privé qu'a édictées la Législature de l'Ontario en 2002. Ils contiennent en outre des éléments, énumérés ci-dessous, qui pourront être utiles à l'utilisateur qui effectue des recherches de nature juridique.

Toutes les lois d'intérêt public sont édictées en français et en anglais. Les lois d'intérêt privé peuvent être édictées en anglais seulement ou en anglais et en français. Les deux versions d'une loi bilingue ont également force de loi.

Les lois qui figurent dans ces volumes sont également accessibles sur Internet à www.lois-en-ligne.gouv.on.ca, sous la rubrique «Textes législatifs sources».

II. Utilisation des Lois de l'Ontario de 2002

1. Le Guide d'utilisation

Ce guide a pour but de faciliter aux usagers l'accès aux lois de l'Ontario. Les renseignements qui y figurent étaient exacts au moment de la publication. Nous vous invitons à nous adresser toute remarque qui nous permettrait de l'améliorer en nous écrivant à l'adresse suivante :

Adresse postale :

Bureau des conseillers législatifs
Édifice Whitney, bureau 3600
Queen's Park
Toronto (Ontario) M7A 1A2

Adresse électronique :

redaction@jus.gov.on.ca

2. La Table des matières

La table donne le plan du volume des Lois de l'Ontario de 2002. Elle est suivie d'un sommaire alphabétique, en anglais et en français, des lois édictées en 2002. Les lois sont divisées en deux parties :

Partie I – Lois d'intérêt public

Partie II – Lois d'intérêt privé

Chaque loi a reçu, lors de son dépôt devant l'Assemblée législative, un numéro de projet de loi. Ce numéro figure également dans le sommaire. Lorsqu'un projet de loi est édicté, il reçoit un numéro de chapitre. Ces numéros de chapitre sont aussi indiqués dans le sommaire.

3. Les Lois de l'Ontario de 2002

Les Lois de l'Ontario de 2002 sont disposées selon leur numéro de chapitre. Si le nom d'une loi est connu mais que son numéro de chapitre ne l'est pas, il faut se reporter au sommaire.

4. Guide to Reference Tables

The guide describes reference tables that are available on the Internet at www.e-laws.gov.on.ca to assist the reader in researching the statutes and regulations of Ontario.

III. References to Statutes

Statutes are normally referred to by their short titles (e.g. the *Ontario Loan Act, 1998*). For court and other purposes, a complete citation would also include a reference to an Act's chapter number (e.g. the *Crown Foundations Act, 1996*, c. 22).

IV. Organization of a Statute

1. Sections, subsections, etc.

Every statute is composed of numbered sections, cited as sections 1, 2, 3, etc. Many sections are further divided into two or more subsections, cited as subsections (1), (2), (3), etc. Some sections and subsections also contain clauses (cited as clauses (a), (b), (c), etc.), subclauses (cited as subclauses (i), (ii), (iii), etc.), paragraphs (cited as paragraphs 1, 2, 3, etc.) and subparagraphs (cited as subparagraphs i, ii, iii, etc.). Further levels of divisions are possible, although they are rare.

Some statutes are divided into numbered Parts, cited as Part I, II, III, etc.

Most statutes contain a definition section that lists, in alphabetical order, definitions of terms used in the statute. The definition section is usually at the beginning of the statute, although definitions sometimes appear elsewhere. In a statute that is divided into parts, the first section of a part often contains definitions of terms used in that part.

The definition of an English term contains a reference to the corresponding French term and a definition of a French term contains a reference to the corresponding English term. In a few cases, a term that is given a statutory definition in one language is not given a statutory definition in the other language. This occurs if the ordinary meaning of the term in the other language requires no statutory variation.

Some statutes contain a table of contents at the beginning of the statute.

2. Preambles

Some statutes begin with a preamble. The preamble is part of the statute and may be used in its interpretation.

4. Guide des tables de référence

Le guide décrit les tables de référence accessibles sur Internet à www.lois-en-ligne.gouv.on.ca qui visent à faciliter les recherches dans les lois et les règlements de l'Ontario.

III. Mention des lois

Les lois sont habituellement mentionnées sous leur titre abrégé (p. ex. la *Loi de 1998 sur les emprunts de l'Ontario*). À des fins judiciaires, notamment, la référence complète à une loi comprend également la mention de son numéro de chapitre (p. ex. la *Loi de 1996 sur les fondations de la Couronne*, chap. 22).

IV. Divisions des lois

1. Articles, paragraphes, etc.

Chaque loi se compose d'articles numérotés ainsi : article 1, 2, 3, etc. Ces articles se divisent souvent en paragraphes numérotés ainsi : paragraphe (1), (2), (3), etc. Certains articles et paragraphes contiennent également des alinéas (numérotés ainsi : alinéa a), b), c), etc.), des sous-alinéas (numérotés ainsi : sous-alinéa (i), (ii), (iii), etc.), des dispositions (numérotées ainsi : disposition 1, 2, 3, etc.) et des sous-dispositions (numérotées ainsi : sous-disposition i, ii, iii, etc.). Des divisions plus poussées sont rares dans les textes législatifs.

Certaines lois sont également divisées en parties numérotées ainsi : partie I, II, III, etc.

Les lois comportent généralement une disposition qui énonce, par ordre alphabétique, la définition de certains termes utilisés dans le texte. Cette disposition se présente habituellement sous la forme d'un article placé au début de la loi, bien que certaines définitions puissent être placées ailleurs dans le texte. Dans une loi qui est divisée en parties, le premier article d'une partie contient souvent la définition de termes utilisés dans celle-ci.

La définition d'un terme français se termine par le renvoi au terme anglais correspondant et, de la même façon, la définition d'un terme anglais renvoie au terme français correspondant. Il peut arriver qu'un terme ne soit défini que dans une langue, lorsque le sens courant d'un mot dans l'autre langue correspond au sens que lui donne la loi et qu'une définition législative particulière est donc inutile dans cette langue.

Certaines lois contiennent un sommaire, placé au début du texte.

2. Préambules

Il arrive qu'une loi commence par un préambule. Le préambule fait partie de la loi et peut servir à son interprétation.

3. Headnotes and Headings

Headnotes and headings in the body of a statute do not form part of the statute and should not be relied on as a means of interpreting the statute. They are included only for convenience of reference.

V. Parent and Amending Acts

Some statutes may be considered to be "parent" Acts. These statutes are free-standing and refer to other statutes only incidentally.

Other statutes amend parent Acts. The provisions of an amending statute itself, printed in bold-face type, show which amendments are to be made to the parent Act.

Where a provision of the parent Act is replaced with a new provision, that new provision, with its provision numbering in the parent Act, is printed in light-face type.

VI. Recent Amendments

To determine if a public Act has been amended, it is necessary to check the Table of Public Acts for possible amendments. The Table is available on the e-Laws website at www.e-laws.gov.on.ca. It is up to date to within 48 hours of the most recent amendments.

VII. Interpretation Act

Readers of the statutes of Ontario should be aware of the *Interpretation Act* (Revised Statutes of Ontario, 1990, c. I.11) which contains a number of provisions that apply to the interpretation of all statutes. For example, the Act contains definitions that apply to words and phrases used in all statutes, unless the context requires otherwise. It also contains provisions that apply when a statute is repealed and replaced by another statute.

VIII. Consolidations of Statutes

Publications Ontario publishes individual consolidations of many statutes, showing all amendments made before the date of publication. A consolidation of a statute is very convenient to use, especially if the statute has been amended several times. Consolidated statutes are also available on the Internet at www.e-laws.gov.on.ca.

IX. Other Laws

In addition to Ontario statutes, particular legal issues may be affected by other kinds of laws, including the Constitution of Canada, statutes of the Parliament of Canada, regulations, municipal by-laws and the common law.

3. Notes descriptives et intertitres

Les notes descriptives et les intertitres d'une loi ne font pas partie de celle-ci et ne doivent pas servir à l'interpréter. Ces éléments ne servent qu'à faciliter l'utilisation du texte.

V. Lois principales et lois modificatives

Certaines lois peuvent être considérées comme des lois «principales». Ces lois sont autonomes et ne renvoient que rarement à d'autres lois.

D'autres lois modifient des lois principales. Les dispositions de la loi modificative, imprimées en caractères gras, indiquent les modifications qui doivent être apportées à la loi principale.

Lorsqu'une disposition de la loi principale est remplacée par une nouvelle disposition, cette nouvelle disposition, qui comporte la numérotation appropriée de la loi principale, est imprimée en caractères ordinaires dans la loi modificative.

VI. Modifications récentes

Pour déterminer si une loi d'intérêt public a été modifiée, il faut se reporter à la Table des lois d'intérêt public pour vérifier s'il y a eu des modifications. La Table est accessible sur le site Web de Lois-en-ligne à www.lois-en-ligne.gouv.on.ca. Elle est mise à jour dans les 48 heures des modifications les plus récentes.

VII. Loi d'interprétation

Les usagers des lois de l'Ontario sont priés de tenir compte de la *Loi d'interprétation* (Lois refondues de l'Ontario de 1990, chap. I.11) qui contient certaines dispositions qui s'appliquent à l'interprétation de toutes les lois. Elle comporte, par exemple, des définitions qui s'appliquent aux termes et expressions utilisés dans les lois, sauf lorsque le contexte exige un sens différent. Elle contient également des dispositions qui s'appliquent lorsqu'une loi est abrogée et remplacée par une autre.

VIII. Codifications administratives des lois

Publications Ontario publie des codifications administratives d'un grand nombre de lois. Ces codifications tiennent compte de toutes les modifications apportées aux lois jusqu'à la date de publication. La codification administrative est un instrument de travail très utile, surtout lorsque la loi qu'elle reproduit a subi de nombreuses modifications. Les lois codifiées sont également accessibles sur Internet à www.lois-en-ligne.gouv.on.ca.

IX. Autres lois

Certaines questions d'ordre juridique peuvent nécessiter, outre la consultation des lois de l'Ontario, celle d'autres textes, y compris la Constitution du Canada, les lois du Parlement du Canada, les règlements, les règlements municipaux, ainsi que le recours à la common law.

X. Electronic Access (e-Laws)

Statutes and regulations are available on the Internet at www.e-laws.gov.on.ca.

XI. Other Electronic Resources

The reader may find the following Internet resources useful. This list was accurate at the time of publication.

Ontario:**e-Laws:**

www.e-laws.gov.on.ca

Government of Ontario:

www.gov.on.ca

Legislative Assembly:

www.ontla.on.ca

Publications Ontario:

www.publications.gov.on.ca

X. Accès électronique (Lois-en-ligne)

Les lois et règlements peuvent également être consultés sur Internet à www.lois-en-ligne.gouv.on.ca.

XI. Autres ressources électroniques

Les ressources suivantes sur Internet peuvent s'avérer utiles. Cette liste était exacte au moment de la publication.

Ontario :**Assemblée législative :**

www.ontla.on.ca

Gouvernement de l'Ontario :

www.gov.on.ca

Lois-en-ligne :

www.lois-en-ligne.gouv.on.ca

Publications Ontario :

www.publications.gov.on.ca

TABLE OF CONTENTS

	Page
User's Guide	iii
Table of Contents	
—List of Public Acts	vii
—List of Private Acts	x
Statutes of Ontario, 2002	
—Part I, Public Statutes	1
—Part II, Private Statutes	1509
Guide to Reference Tables	1525

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Guide d'utilisation	iii
Table des matières	
—Sommaire des lois d'intérêt public	vii
—Sommaire des lois d'intérêt privé	x
Lois de l'Ontario de 2002	
—Partie I : Lois d'intérêt public	1
—Partie II : Lois d'intérêt privé	1509
Guide des tables de référence	1525

PART I
PUBLIC ACTS

(Alphabetical by Statute Title)

PARTIE I
LOIS D'INTÉRÊT PUBLIC(Titres de loi dans l'ordre alphabétique
des titres anglais)

Chapter/Chapitre		Bill/Projet de loi	Page
34	Accountability for Expenses Act (Cabinet Ministers and Opposition Leaders), 2002 / Loi de 2002 sur l'obligation de rendre compte des dépenses (ministres et chefs d'un parti de l'opposition)	216	1489
16	Agricultural Employees Protection Act, 2002 / Loi de 2002 sur la protection des employés agricoles	187	359
20	Back to School Act (Simcoe Muskoka Catholic District School Board), 2002 / Loi de 2002 sur le retour à l'école (Simcoe Muskoka Catholic District School Board)	211	823
9	Building Code Statute Law Amendment Act, 2002 / Loi de 2002 modifiant des lois en ce qui concerne le code du bâtiment	124	257
34, Sch./Ann. A	Cabinet Ministers' and Opposition Leaders' Expenses Review and Accountability Act, 2002 / Loi de 2002 sur l'examen des dépenses des ministres et des chefs d'un parti de l'opposition et l'obligation de rendre compte	216	1490
11	City of Toronto Labour Disputes Resolution Act, 2002 / Loi de 2002 sur le règlement des conflits de travail à la cité de Toronto	174	301
31	Collision Repair Standards Act, 2002 / Loi de 2002 sur les normes de réparation en cas de collision	186	1263
30, Sch./Ann. A	Consumer Protection Act, 2002 / Loi de 2002 sur la protection du consommateur	180	1092
30	Consumer Protection Statute Law Amendment Act, 2002 / Loi de 2002 modifiant des lois en ce qui concerne la protection du consommateur	180	1091
14, Sch./Ann.	Declarations of Death Act, 2002 / Loi de 2002 sur les déclarations de décès	148	349
35	Edible Oil Products Repeal Date Amendment Act, 2002 / Loi de 2002 modifiant la date d'abrogation de la Loi sur les produits oléagineux comestibles	231	1503
23	Electricity Pricing, Conservation and Supply Act, 2002 / Loi de 2002 sur l'établissement du prix de l'électricité, la conservation de l'électricité et l'approvisionnement en électricité	210	981
14	Emergency Readiness Act, 2002 / Loi de 2002 sur l'état de préparation aux situations d'urgence	148	341
33	Funeral, Burial and Cremation Services Act, 2002 / Loi de 2002 sur les services funéraires et les services d'enterrement et de crémation	209	1397
18	Government Efficiency Act, 2002 / Loi de 2002 sur l'efficacité du gouvernement	179	551

Chapter/Chapitre	B - Project de loi	Page
10	Heritage Hunting and Fishing Act, 2002 / Loi de 2002 sur la chasse et la pêche patrimoniales	135 297
26	Highway Memorials for Fallen Police Officers Act, 2002 / Loi de 2002 sur les constructions situées sur la voie publique et nommées à la mémoire des agents de police décédés	128 1061
21	Highway Traffic Amendment Act (Emergency Vehicle Safety), 2002 / Loi de 2002 modifiant le Code de la route (sécurité des véhicules de secours)	191 833
3	Hydro One Inc. Directors and Officers Act, 2002 / Loi de 2002 sur les administrateurs et les dirigeants de Hydro One Inc.	80 73
13	Interjurisdictional Support Orders Act, 2002 / Loi de 2002 sur les ordonnances alimentaires d'exécution réciproque	131 315
18, Sch./Ann. B	International Interests in Mobile Equipment Act (Aircraft Equipment), 2002 / Loi de 2002 sur les garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles (équipements aéronautiques)	179 573
24	Justice Statute Law Amendment Act, 2002 / Loi de 2002 modifiant des lois dans le domaine de la justice	213 1023
22	Keeping the Promise for a Strong Economy Act (Budget Measures), 2002 / Loi de 2002 sur le respect de l'engagement d'assurer une économie saine (mesures budgétaires)	198 837
8	Keeping the Promise for Growth and Prosperity Act (2002 Budget), 2002 / Loi de 2002 sur le respect de l'engagement d'assurer la croissance et la prospérité (budget de 2002)	109 185
19	Legal Aid Services Amendment Act, 2002 / Loi de 2002 modifiant la Loi sur les services d'aide juridique	181 821
24, Sch./Ann. B	Limitations Act, 2002 / Loi de 2002 sur la prescription des actions	213 1028
25	Marriage Amendment Act, 2002 / Loi de 2002 modifiant la Loi sur le mariage	74 1059
30, Sch./Ann. B	Motor Vehicle Dealers Act, 2002 / Loi de 2002 sur le commerce des véhicules automobiles	180 1152
17	Municipal Statute Law Amendment Act, 2002 / Loi de 2002 modifiant des lois en ce qui a trait aux municipalités	177 371
4	Nutrient Management Act, 2002 / Loi de 2002 sur la gestion des éléments nutritifs	81 85
8, Sch./Ann. E	Ontario College of Art & Design Act, 2002 / Loi de 2002 sur l'École d'art et de design de l'Ontario	109 200
8, Sch./Ann. F	Ontario Colleges of Applied Arts and Technology Act, 2002 / Loi de 2002 sur les collèges d'arts appliqués et de technologie de l'Ontario	109 208
22, Sch./Ann. A	Ontario Municipal Economic Infrastructure Financing Authority Act, 2002 / Loi de 2002 sur l'Office ontarien de financement de l'infrastructure économique des municipalités	198 953
27	Ontario Society for the Prevention of Cruelty to Animals Amendment Act, 2002 / Loi de 2002 modifiant la Loi sur la Société de protection des animaux de l'Ontario	129 1063
2	Prohibiting Profiting from Recounting Crimes Act, 2002 / Loi de 2002 interdisant les gains tirés du récit d'actes criminels	69 55
8, Sch./Ann. H	Province of Ontario Savings Office Privatization Act, 2002 / Loi de 2002 sur la privatisation de la Caisse d'épargne de l'Ontario	109 215
30, Sch./Ann. C	Real Estate and Business Brokers Act, 2002 / Loi de 2002 sur le courtage commercial et immobilier	180 1183
15	Red Light Cameras Pilot Projects Extension Act, 2002 / Loi de 2002 sur la prorogation des projets pilotes ayant trait aux dispositifs photographiques reliés aux feux rouges	149 357
1	Reliable Energy and Consumer Protection Act, 2002 / Loi de 2002 sur la fiabilité de l'énergie et la protection des consommateurs	58 1
5	Rescuing Children from Sexual Exploitation Act, 2002 / Loi de 2002 sur la délivrance des enfants de l'exploitation sexuelle	86 137
32	Safe Drinking Water Act, 2002 / Loi de 2002 sur la salubrité de l'eau potable	195 1269

Chapter/Chapitre		Bill/Projet de loi	Page
8, Sch./Ann. K	Skydome Act (Bus Parking), 2002 / Loi de 2002 sur le SkyDome (stationnement d'autobus)	109	231
7	Student Protection Act, 2002 / Loi de 2002 sur la protection des élèves	101	179
36	Supply Act, 2002 / Loi de crédits de 2002	229	1505
29	Sustainable Water and Sewage Systems Act, 2002 / Loi de 2002 sur la durabilité des réseaux d'eau et d'égouts	175	1077
22, Sch./Ann. B	Tax Incentive Zones Act (Pilot Projects), 2002 / Loi de 2002 sur les zones d'allégement fiscal (projets pilotes)	198	962
17, Sch./Ann. E	Territorial Division Act, 2002 / Loi de 2002 sur la division territoriale	177	457
28	Toronto Waterfront Revitalization Corporation Act, 2002 / Loi de 2002 sur la Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto	151	1067
30, Sch./Ann. D	Travel Industry Act, 2002 / Loi de 2002 sur le secteur du voyage	180	1217
8, Sch./Ann. O	University of Ontario Institute of Technology Act, 2002 / Loi de 2002 sur l'Institut universitaire de technologie de l'Ontario	109	239
12	Victim Empowerment Act, 2002 / Loi de 2002 sur l'habilitation des victimes	60	311
6	Waste Diversion Act, 2002 / Loi de 2002 sur le réacheminement des déchets	90	159

PART II PRIVATE ACTS

(Alphabetical by Statute Title)

Private Acts are almost always enacted in English only.

PARTIE II LOIS D'INTÉRÊT PRIVÉ

(Titres de loi dans l'ordre alphabétique
des titres anglais)

Les lois d'intérêt privé sont presque toujours édictées en
anglais seulement.

Chapter/Chapitre	Bill/Projet de loi	Page
Pr4 1397399 Ontario Inc. Act, 2002	(Bill Pr8)	1514
Pr7 Elliott Act, 2002	(Bill Pr9)	1518
Pr8 Erin (Town of) Act, 2002	(Bill Pr11)	1520
Pr3 Groves Memorial Community Hospital Act, 2002	(Bill Pr5)	1511
Pr2 Ottawa (City of) Act (Remembrance Day), 2002	(Bill Pr3)	1510
Pr9 Reena Foundation Act, 2002	(Bill Pr17)	1521
Pr5 Royal Ottawa Health Care Group/Services de Santé Royal Ottawa Act, 2002	(Bill Pr10)	1515
Pr6 Tilbury Area Public School Act (William J. Miller Trust), 2002	(Bill Pr1)	1517
Pr1 Wycliffe College Act, 2002	(Bill Pr2)	1509

CHAPTER 19

An Act to amend the Legal Aid Services Act, 1998

Assented to November 26, 2002

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Subsection 14 (1) of the *Legal Aid Services Act, 1998* is amended by,

(a) adding after “disadvantaged communities” in the portion before clause (a) “the need to achieve an effective balance among the different methods of providing legal aid services”; and

(b) adding the following clause:

(a.1) entering into agreements with lawyers, groups of lawyers or law firms under which the lawyer, group or law firm provides legal aid services;

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Legal Aid Services Amendment Act, 2002*.

EXPLANATORY NOTE

This Explanatory Note was written as a reader's aid to Bill 181 and does not form part of the law. Bill 181 has been enacted as Chapter 19 of the Statutes of Ontario, 2002.

The *Legal Aid Services Act, 1998* is amended as follows:

1. The Act currently provides that Legal Aid Ontario shall provide legal aid services by any method that it considers appropriate, having regard to “the needs of low-income individuals and of disadvantaged communities, the costs of providing such services and [Legal Aid Ontario's] financial resources”. To this list of matters to which Legal Aid Ontario is to have regard, the Bill adds “the need to achieve an effective balance among the different methods of providing legal aid services” (subsection 14 (1)).

CHAPITRE 19

Loi modifiant la Loi de 1998 sur les services d'aide juridique

Sanctionnée le 26 novembre 2002

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. Le paragraphe 14 (1) de la *Loi de 1998 sur les services d'aide juridique* est modifié :

a) d'une part, par insertion de «de la nécessité d'assurer un équilibre efficace entre les différentes méthodes de prestation de tels services,» après «collectivités défavorisées,» dans le passage qui précède l'alinéa a);

b) d'autre part, par adjonction de l'alinéa suivant :

a.1) la conclusion, avec des avocats, des groupes d'avocats ou des cabinets d'avocats, d'accords aux termes desquels ils fournissent des services d'aide juridique;

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2002 modifiant la Loi sur les services d'aide juridique*.

NOTE EXPLICATIVE

La note explicative, rédigée à titre de service aux lecteurs du projet de loi 181, ne fait pas partie de la loi. Le projet de loi 181 a été édicté et constitue maintenant le chapitre 19 des Lois de l'Ontario de 2002.

La *Loi de 1998 sur les services d'aide juridique* est modifiée comme suit :

1. La Loi prévoit actuellement qu'Aide juridique Ontario fournit des services d'aide juridique en ayant recours à toute méthode qu'elle juge appropriée compte tenu «des besoins des particuliers à faible revenu et des collectivités défavorisées, du coût de la prestation de tels services et de ses ressources financières». À cette liste de questions dont doit tenir compte Aide juridique Ontario, le projet de loi ajoute «la nécessité d'assurer un équilibre efficace entre les différentes méthodes de prestation de tels services» (paragraphe 14 (1)).

Contracting out is added to the range of methods by which Legal Aid Ontario is authorized to provide legal aid services (clause 14 (1) (a.1)).

2. L'attribution de contrats est ajoutée à l'éventail des méthodes auxquelles Aide juridique Ontario est autorisée à avoir recours pour fournir des services d'aide juridique (alinéa 14 (1) a.1)).

CHAPTER 20

An Act to resolve a labour dispute between The Ontario English Catholic Teachers' Association and the Simcoe Muskoka Catholic District School Board

Assented to November 26, 2002

Preamble

The Ontario English Catholic Teachers' Association and the Simcoe Muskoka Catholic District School Board have reached an impasse in bargaining and a strike is underway at the board's secondary schools. This disruption is hurting the education of pupils. Parents of the children affected have asked the Government to ensure that this dispute is resolved without further lost instructional time.

The interests of pupils, parents and the broader community require that the strike cease so that teachers and pupils can return to the schools. To achieve this, means must be found for the settlement of a collective agreement that meets the requirements set out in the *Education Act*.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

INTERPRETATION AND APPLICATION

Interpretation and application of Act

1. (1) In this Act,

“bargaining agent” means The Ontario English Catholic Teachers' Association; (“agent négociateur”)

“bargaining unit” means the teachers' bargaining unit, as defined in section 277.1 of the *Education Act*, composed of every Part X.1 teacher, other than occasional teachers, who is employed by the Simcoe Muskoka Catholic District School Board and is assigned to one or more secondary schools or to perform duties in respect of such schools all or most of the time; (“unité de négociation”)

“board” means the Simcoe Muskoka Catholic District School Board; (“conseil”)

“Minister” means the Minister of Labour; (“ministre”)

CHAPITRE 20

Loi visant à régler le conflit de travail opposant l'Association des enseignantes et des enseignants catholiques anglo-ontariens et le conseil scolaire de district appelé Simcoe Muskoka Catholic District School Board

Sanctionnée le 26 novembre 2002

Préambule

L'Association des enseignantes et des enseignants catholiques anglo-ontariens et le conseil scolaire de district appelé Simcoe Muskoka Catholic District School Board sont arrivés à une impasse dans les négociations et une grève est en cours dans les écoles secondaires du conseil. La perturbation qui règne actuellement nuit à l'éducation des élèves. Les parents des enfants touchés ont demandé au gouvernement de veiller à ce que ce conflit de travail soit réglé sans que soient perdues d'autres heures d'enseignement.

Les intérêts des élèves, des parents et de la collectivité dans son ensemble exigent la cessation de la grève de sorte que les enseignants et les élèves puissent retourner dans les écoles. Pour que cela se produise, il faut que soient trouvés des moyens de conclure une convention collective qui satisfasse aux exigences énoncées dans la *Loi sur l'éducation*.

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

INTERPRÉTATION ET APPLICATION

Interprétation et application de la Loi

1. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«agent négociateur» L'Association des enseignantes et des enseignants catholiques anglo-ontariens. («bargaining agent»)

«conseil» Le conseil scolaire de district appelé Simcoe Muskoka Catholic District School Board. («board»)

«enseignant» S'entend d'un enseignant visé par la partie X.1 au sens de l'article 277.1 de la *Loi sur l'éducation*. («teacher»)

«grève» S'entend au sens du paragraphe 277.2 (4) de la *Loi sur l'éducation*. («strike»)

«ministre» Le ministre du Travail. («Minister»)

«nouvelle convention collective» Convention collective qui remplit les conditions suivantes :

Termination of strike

(3) As soon as this Act comes into force, the bargaining agent shall terminate any strike by members of the bargaining unit represented by the bargaining agent that is in effect immediately before this Act comes into force.

Same

- (4) Each member of the bargaining unit,
 - (a) shall terminate any strike that is in effect immediately before this Act comes into force; and
 - (b) shall report to work and perform his or her duties.

Exception

(5) Subsection (4) does not preclude a member of the bargaining unit from not reporting to work and performing his or her duties for reasons of health or by mutual consent of the member and the board.

Prohibition re strike

4. (1) Subject to section 6, no member of the bargaining unit shall strike and no person or trade union shall call or authorize or threaten to call or authorize a strike by any of the members of the unit.

Same

(2) Subject to section 6, no officer, official or agent of any trade union shall counsel, procure, support or encourage a strike by any of the members of the bargaining unit.

Prohibition re lock-out

5. (1) Subject to section 6, the board shall not lock out or threaten to lock out any of the members of the bargaining unit.

Same

(2) Subject to section 6, no officer, official or agent of the board shall counsel, procure, support or encourage a lock-out of any of the members of the bargaining unit.

Strike and lock-out after new collective agreement

6. After the parties execute a new collective agreement relating to the bargaining unit, the *Education Act*, including section 277.2 of that Act, governs the right of members of the unit to strike and the right of the board to lock out members of the unit.

Offence

7. (1) A person, including the board, or a trade union who contravenes or fails to comply with section 3, 4 or 5 is guilty of an offence and on conviction is liable,

- (a) in the case of an individual, to a fine of not more than \$2,000; and

Cessation de toute grève

(3) Dès l'entrée en vigueur de la présente loi, l'agent négociateur met fin à toute grève de membres de l'unité de négociation représentée par l'agent négociateur, qui a cours immédiatement avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

Idem

- (4) Chaque membre de l'unité de négociation :
 - a) d'une part, cesse de faire toute grève qui a cours immédiatement avant l'entrée en vigueur de la présente loi;
 - b) d'autre part, se présente au travail et accomplit ses fonctions.

Exception

(5) Si, pour des raisons de santé ou par consentement mutuel d'un membre de l'unité de négociation et du conseil, le membre n'est pas tenu de se présenter au travail et d'accomplir ses fonctions, le paragraphe (4) n'a pas pour effet de le contraindre à le faire.

Interdiction de grève

4. (1) Sous réserve de l'article 6, aucun membre de l'unité de négociation ne doit faire la grève et aucune personne ni aucun syndicat ne doivent lancer un ordre de grève à tout membre de l'unité, ni l'autoriser à faire la grève, ni ne doivent menacer de le faire.

Idem

(2) Sous réserve de l'article 6, aucun dirigeant ou agent d'un syndicat ne doit recommander, provoquer, appuyer ni encourager une grève de tout membre de l'unité de négociation.

Interdiction de lock-out

5. (1) Sous réserve de l'article 6, le conseil ne doit pas lock-outer ni menacer de lock-outer tout membre de l'unité de négociation.

Idem

(2) Sous réserve de l'article 6, aucun dirigeant ou agent du conseil ne doit recommander, provoquer, appuyer ni encourager un lock-out de tout membre de l'unité de négociation.

Grève et lock-out après la passation d'une nouvelle convention collective

6. Après la passation par les parties d'une nouvelle convention collective relative à l'unité de négociation, la *Loi sur l'éducation*, notamment l'article 277.2 de cette loi, régit le droit de grève des membres de l'unité et le droit du conseil de lock-outer des membres de l'unité.

Infraction

7. (1) Toute personne, y compris le conseil, ou tout syndicat qui contrevient ou omet de se conformer à l'article 3, 4 ou 5 est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité :

- a) s'il s'agit d'un particulier, d'une amende d'au plus 2 000 \$;

- (b) in the case of a corporation or a union, to a fine of not more than \$25,000.

Continuing offence

(2) Each day of a contravention or a failure to comply constitutes a separate offence.

Labour Relations Act, 1995

(3) Subsection 104 (3) and sections 105, 106 and 107 of the *Labour Relations Act, 1995* apply, with necessary modifications, with respect to an offence under this Act.

Deeming provision re unlawful strike, lock-out

8. A strike or lock-out in contravention of section 3, 4 or 5 shall be deemed to be an unlawful strike or lock-out for the purposes of the *Labour Relations Act, 1995*.

Terms of employment

9. Until a new collective agreement relating to the bargaining unit is executed, the terms and conditions of employment that applied with respect to the members of the unit on the day before the first day on which it became lawful for any member of the bargaining unit to strike continue to apply.

ARBITRATION

Mediation-arbitration notice

10. (1) If the parties have not executed a new collective agreement relating to the bargaining unit on or before the seventh day after this Act comes into force, they shall be deemed to have referred to a mediator-arbitrator all matters remaining in dispute between them with respect to the bargaining unit that may be provided for in a collective agreement.

Appointment of mediator-arbitrator

(2) On or before the seventh day after this Act comes into force, the parties shall jointly appoint the mediator-arbitrator referred to in subsection (1) and shall forthwith notify the Minister of the name and address of the person appointed.

Same

(3) If the parties fail to notify the Minister as subsection (2) requires, the Minister shall forthwith appoint the mediator-arbitrator and notify the parties of the name and address of the person appointed.

Replacement

(4) If the mediator-arbitrator is unable or unwilling to perform his or her duties so as to make the award,

- (a) the Minister shall forthwith appoint a new mediator-arbitrator and notify the parties of the name and address of the person appointed; and
- (b) the process shall begin anew.

- b) s'il s'agit d'une personne morale ou d'un syndicat, d'une amende d'au plus 25 000 \$.

Infraction répétée

(2) Chaque jour où se poursuit une contravention ou un défaut de se conformer constitue une infraction distincte.

Loi de 1995 sur les relations de travail

(3) Le paragraphe 104 (3) et les articles 105, 106 et 107 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'égard d'une infraction à la présente loi.

Disposition déterminative relative à une grève ou à un lock-out illicites

8. Une grève ou un lock-out déclenchés en contravention à l'article 3, 4 ou 5 est réputé une grève ou un lock-out illicites pour l'application de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*.

Conditions d'emploi

9. Jusqu'à la passation d'une nouvelle convention collective relative à l'unité de négociation, les conditions d'emploi qui s'appliquaient à l'égard des membres de l'unité la veille du premier jour où il est devenu légal pour eux de faire la grève continuent de s'appliquer.

ARBITRAGE

Avis de médiation-arbitrage

10. (1) Si elles n'ont pas passé une nouvelle convention collective relative à l'unité de négociation au plus tard sept jours après l'entrée en vigueur de la présente loi, les parties sont réputées avoir renvoyé à un médiateur-arbitre toutes les questions en litige ayant trait à l'unité de négociation qui continuent de les opposer et qui peuvent être prévues dans une convention collective.

Nomination d'un médiateur-arbitre

(2) Au plus tard sept jours après l'entrée en vigueur de la présente loi, les parties nomment conjointement le médiateur-arbitre visé au paragraphe (1) et avisent sans délai le ministre du nom et de l'adresse de celui-ci.

Idem

(3) Si les parties ne l'avisent pas comme l'exige le paragraphe (2), le ministre nomme sans délai le médiateur-arbitre et avise aussitôt les parties du nom et de l'adresse de celui-ci.

Remplacement

(4) Si le médiateur-arbitre ne peut ou ne veut pas remplir les fonctions qui lui incombent pour pouvoir rendre la sentence arbitrale :

- a) d'une part, le ministre nomme sans délai un nouveau médiateur-arbitre et avise aussitôt les parties du nom et de l'adresse de celui-ci;
- b) d'autre part, le processus reprend depuis le début.

Minister's power

(5) In appointing a mediator-arbitrator, the Minister may appoint a person who,

- (a) has no previous experience as an arbitrator or mediator-arbitrator;
- (b) has not previously been or is not recognized as a person mutually acceptable to both trade unions and employers;
- (c) is not a member of a class of persons which has been or is recognized as comprising individuals who are mutually acceptable to both trade unions and employers.

Notice, consultation not required

(6) In appointing a mediator-arbitrator, the Minister may depart from any past practice concerning the appointment of arbitrators, mediator-arbitrators or chairs of arbitration boards, whether established before or after this Act comes into force, without notice to or consultation with any employers or trade unions.

Appointment and proceedings of mediator-arbitrator not subject to review

(7) Where a person has been appointed as a mediator-arbitrator under this Act, it shall be presumed conclusively that the appointment was properly made under this Act and no application shall be made to question the appointment or to prohibit or restrain any of the mediator-arbitrator's proceedings.

Same

(8) If the parties execute a new collective agreement before a mediator-arbitrator is appointed under this Act, no mediator-arbitrator shall be appointed.

Pre-existing arbitration proceedings

11. If an arbitrator or mediator-arbitrator is appointed to settle matters in dispute between the parties with respect to the bargaining unit before this Act comes into force, this Act applies to his or her proceedings as if he or she had been appointed under this Act as a mediator-arbitrator when this Act came into force.

No outside appointment

12. While this Act is in force, the parties shall not appoint an arbitrator, mediator or mediator-arbitrator to settle matters in dispute between them with respect to the bargaining unit otherwise than under this Act, and anything done by a person so appointed is without effect.

Costs

13. Each party shall pay one-half of the fees and expenses of the mediator-arbitrator.

Jurisdiction

14. (1) The mediator-arbitrator has the exclusive jurisdiction to determine all matters that he or she considers necessary to conclude a new collective agreement relating to the bargaining unit.

Pouvoir du ministre

(5) Lorsqu'il nomme un médiateur-arbitre, le ministre peut nommer une personne :

- a) qui n'a pas d'expérience comme arbitre ou médiateur-arbitre;
- b) qui n'a jamais été reconnue comme une personne acceptable à la fois par les syndicats et les employeurs ou qui n'est pas reconnue comme telle;
- c) qui n'appartient pas à une catégorie de personnes qui a été ou qui est reconnue comme étant composée de particuliers qui sont acceptables à la fois par les syndicats et les employeurs.

Avis et consultation non obligatoires

(6) Lorsqu'il nomme un médiateur-arbitre, le ministre peut s'écarter de tout précédent concernant la nomination d'arbitres, de médiateurs-arbitres ou de présidents de conseil d'arbitrage, que ce précédent ait été établi avant ou après l'entrée en vigueur de la présente loi, sans préavis et sans consultation de tout employeur ou syndicat.

Nomination et travaux du médiateur-arbitre non susceptibles de révision

(7) Si une personne a été nommée médiateur-arbitre aux termes de la présente loi, la nomination est présumée, de façon irréfutable, s'être effectuée de façon régulière aux termes de la présente loi. Est irrecevable toute requête en contestation de la nomination ou toute requête visant à faire interdire ou restreindre les travaux du médiateur-arbitre.

Idem

(8) Si les parties passent une nouvelle convention collective avant la nomination d'un médiateur-arbitre aux termes de la présente loi, aucun médiateur-arbitre ne doit être nommé.

Procédure d'arbitrage déjà en cours

11. Si un arbitre ou médiateur-arbitre est nommé avant l'entrée en vigueur de la présente loi pour régler les questions en litige ayant trait à l'unité de négociation qui opposent les parties, la présente loi s'applique à ses travaux comme s'il avait été nommé médiateur-arbitre aux termes de la présente loi lors de son entrée en vigueur.

Nomination en dehors du cadre de la présente loi interdite

12. Tant que la présente loi est en vigueur, les parties ne doivent pas nommer d'arbitre, de médiateur ou de médiateur-arbitre pour régler les questions en litige ayant trait à l'unité de négociation qui les opposent, autrement qu'en vertu de la présente loi, et toute mesure prise par une personne ainsi nommée est sans effet.

Frais

13. Chaque partie verse la moitié des honoraires et des indemnités du médiateur-arbitre.

Compétence

14. (1) Le médiateur-arbitre a compétence exclusive pour trancher toutes les questions qu'il estime nécessaires à la conclusion d'une nouvelle convention collective relative à l'unité de négociation.

Same

(2) The mediator-arbitrator remains seized of and may deal with all matters within his or her jurisdiction until the new collective agreement between the parties is in force.

Mediation

(3) The mediator-arbitrator may try to assist the parties to settle any matter that he or she considers necessary to conclude the new collective agreement.

Where matters agreed between the parties

(4) As soon as possible after the mediator-arbitrator is appointed, but in any event no later than seven days after the appointment, the parties shall notify the mediator-arbitrator in writing as to the matters on which they reached agreement before the appointment of the mediator-arbitrator.

Same

(5) The parties may at any time notify the mediator-arbitrator in writing as to matters on which they reach agreement after the appointment of the mediator-arbitrator.

Same

(6) The mediator-arbitrator shall not give effect in the award to an agreement of which notice is given under subsection (4) or (5) unless the mediator-arbitrator is satisfied that he or she can do so without contravening subsection 17 (1).

Award to be comprehensive

(7) An award under this Act shall deal with all of the matters to be dealt with in the new collective agreement, whether or not the parties have given notice under subsection (4) or (5) in respect of one or more such matters.

New collective agreement

(8) If the parties execute a new collective agreement relating to the bargaining unit, they shall so notify the mediator-arbitrator and the mediation-arbitration proceedings are terminated when the collective agreement comes into force.

Time limits

15. (1) Subject to subsection 14 (8), the mediator-arbitrator shall,

- (a) begin the mediation-arbitration proceedings within 30 days after the appointment; and
- (b) make the award within 90 days after the appointment.

Same

(2) The Minister may extend a time period specified in subsection (1) before or after the expiry of the period.

Procedure

16. (1) The mediator-arbitrator shall determine the procedure for the mediation-arbitration, but shall permit the parties to present evidence and make submissions.

Idem

(2) Le médiateur-arbitre demeure saisi et peut traiter de toutes les questions qui relèvent de sa compétence jusqu'à l'entrée en vigueur de la nouvelle convention collective conclue entre les parties.

Médiation

(3) Le médiateur-arbitre peut essayer d'aider les parties à régler toute question qu'il estime nécessaire à la conclusion de la nouvelle convention collective.

Cas où les parties se mettent d'accord sur des questions

(4) Dès que possible après la nomination du médiateur-arbitre, mais en tout cas au plus tard sept jours après celle-ci, les parties avisent le médiateur-arbitre par écrit des questions sur lesquelles elles se sont mises d'accord avant sa nomination.

Idem

(5) Les parties peuvent en tout temps aviser par écrit le médiateur-arbitre des questions sur lesquelles elles se mettent d'accord après sa nomination.

Idem

(6) Le médiateur-arbitre ne doit pas donner effet dans sa sentence à l'accord dont il est donné avis aux termes du paragraphe (4) ou (5) à moins d'être convaincu qu'il peut le faire sans contrevenir au paragraphe 17 (1).

Caractère intégral de la sentence arbitrale

(7) Toute sentence arbitrale rendue aux termes de la présente loi traite de toutes les questions qui doivent être traitées dans la nouvelle convention collective, que les parties aient donné ou non l'avis prévu au paragraphe (4) ou (5) à l'égard d'une ou de plusieurs de ces questions.

Nouvelle convention collective

(8) Si les parties passent une nouvelle convention collective relative à l'unité de négociation, elles en avisent le médiateur-arbitre et la procédure de médiation-arbitrage prend fin au moment de l'entrée en vigueur de la convention collective.

Délais

15. (1) Sous réserve du paragraphe 14 (8), le médiateur-arbitre :

- a) d'une part, commence la procédure de médiation-arbitrage dans les 30 jours suivant sa nomination;
- b) d'autre part, rend sa sentence dans les 90 jours suivant sa nomination.

Idem

(2) Le ministre peut proroger un délai précisé au paragraphe (1), avant ou après l'expiration du délai.

Procédure

16. (1) Le médiateur-arbitre établit la procédure à suivre pour la conduite de la médiation-arbitrage, mais permet aux parties de présenter des preuves et de faire des observations.

Same

(2) Clauses 48 (12) (a) to (i) of the *Labour Relations Act, 1995* apply, with necessary modifications, to the proceedings before the mediator-arbitrator and to his or her decisions.

Non-application

(3) The *Arbitration Act, 1991* and the *Statutory Powers Procedure Act* do not apply to mediation-arbitration proceedings under this Act.

Constraints re consistency with Education Act and regulations

17. (1) The mediator-arbitrator shall make an award that,

- (a) is consistent with the *Education Act*, with Ontario Regulation 156/02 ("Student Focused Funding — Legislative Grants for the 2002-2003 School Board Fiscal Year") and with the other regulations made under that Act;
- (b) permits the board to comply with the legislation mentioned in clause (a); and
- (c) can be implemented in a reasonable manner without causing the board to incur a deficit.

Constraints re instruction of pupils

(2) The scheduling of pupils' instruction, the length of instructional programs provided to pupils on school days and the length of pupils' instructional periods are education matters for boards to determine under the *Education Act* and the mediator-arbitrator shall not make an award that would interfere with such determinations.

Statement by mediator-arbitrator

(3) Subsection (4) applies if implementation of the award would result in an increase in either the board's total or the board's average-per-teacher compensation costs for members of the bargaining unit.

Same

(4) The mediator-arbitrator shall include in the award a written statement explaining how, in his or her opinion, the board can meet the costs resulting from the award without incurring a deficit while complying with the legislation mentioned in clause (1) (a).

Term of new collective agreement

(5) The new collective agreement that implements the award shall be effective for a period beginning September 1, 2002 and ending August 31, 2004.

Retroactive alteration of terms

(6) In making the award, the mediator-arbitrator may provide for the retroactive alteration of one or more terms and conditions of employment, to one or more dates on or after September 1, 2002.

Idem

(2) Les alinéas 48 (12) a) à i) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux instances tenues devant le médiateur-arbitre ainsi qu'à ses décisions.

Non-application

(3) La *Loi de 1991 sur l'arbitrage* et la *Loi sur l'exercice des compétences légales* ne s'appliquent pas aux procédures de médiation-arbitrage prévues par la présente loi.

Contraintes relatives à la compatibilité avec la Loi sur l'éducation et ses règlements d'application

17. (1) Le médiateur-arbitre rend une sentence qui remplit les conditions suivantes :

- a) elle est compatible avec la *Loi sur l'éducation*, avec le Règlement de l'Ontario 156/02 («Financement axé sur les besoins des élèves — subventions générales pour l'exercice 2002-2003 des conseils scolaires») et avec ses autres règlements d'application;
- b) elle permet au conseil de se conformer aux textes législatifs mentionnés à l'alinéa a);
- c) elle peut être mise en application d'une manière raisonnable sans que le conseil accuse un déficit.

Contraintes relatives à l'enseignement des élèves

(2) L'établissement du calendrier d'enseignement aux élèves, la durée des programmes d'enseignement dispensés aux élèves les jours de classe et celle des périodes d'enseignement aux élèves sont des questions relevant de l'éducation dont les conseils doivent décider aux termes de la *Loi sur l'éducation* et le médiateur-arbitre ne doit pas rendre de sentence qui porte atteinte à ces décisions.

Déclaration du médiateur-arbitre

(3) Le paragraphe (4) s'applique dans le cas où la mise en application de la sentence arbitrale entraînerait pour le conseil une augmentation soit de ses coûts totaux de rémunération ou de ses coûts moyens de rémunération par enseignant à l'égard des membres de l'unité de négociation.

Idem

(4) Le médiateur-arbitre inclut dans sa sentence une déclaration écrite où il explique comment, selon lui, le conseil peut assumer les coûts découlant de la sentence sans accuser de déficit tout en se conformant aux textes législatifs mentionnés à l'alinéa (1) a).

Durée de la nouvelle convention collective

(5) La nouvelle convention collective qui met en application la sentence arbitrale est en vigueur pendant la période commençant le 1^{er} septembre 2002 et se terminant le 31 août 2004.

Modification rétroactive des conditions

(6) Lorsqu'il rend sa sentence, le médiateur-arbitre peut prévoir la modification rétroactive d'une ou de plusieurs conditions d'emploi, à une ou à plusieurs dates qui tombent le 1^{er} septembre 2002 ou ultérieurement.

Conflict with s. 9

(7) In the event of a conflict between section 9 and a provision in the award that is permitted by subsection (6), the provision in the award prevails.

Further mediation-arbitration re wages and benefits

18. (1) During the 30-day period that begins on the day a regulation under the *Education Act* setting out general legislative grants for boards for one or more fiscal years is published in *The Ontario Gazette*, either party may give a written notice to the other party and to the Minister to require that wages and benefits for employees to whom the new collective agreement applies for the period to which the regulation applies, subject to subsection (2), be decided by mediation-arbitration in accordance with this Act.

Same

(2) The new mediation-arbitration shall not deal with wages and benefits for a period after the expiry of the collective agreement, even if the regulation deals with a longer period.

No strike or lock-out

(3) Despite subsection (1), the collective agreement remains in force during its term.

Appointment of mediator-arbitrator

(4) When a notice is given under subsection (1),

- (a) the parties may jointly appoint a mediator-arbitrator and notify the Minister of the name and address of the person appointed; or
- (b) either party may request that the Minister appoint a mediator-arbitrator, in which case the Minister shall forthwith appoint the mediator-arbitrator and notify the parties of the name and address of the person appointed.

Application of certain provisions

(5) Subsections 10 (4), (5), (6) and (7), sections 13 to 17 and section 19 apply to the new mediation-arbitration with necessary modifications, except that the new mediation-arbitration shall deal only with wages and benefits for the relevant period.

Effect of award

19. (1) Subject to subsection (2), the award of the mediator-arbitrator is final and binding on the parties and the members of the bargaining unit.

Judicial review

(2) Either party may apply for judicial review with respect to whether the award complies with subsections 14 (6) and 17 (1).

Same

(3) The standard of review in an application under subsection (2) shall be correctness.

Incompatibilité avec l'art. 9

(7) En cas d'incompatibilité entre l'article 9 et une disposition de la sentence arbitrale que permet le paragraphe (6), cette disposition l'emporte.

Autre médiation-arbitrage relative aux salaires et avantages

18. (1) Au cours du délai de 30 jours qui court à compter du jour où un règlement pris en application de la *Loi sur l'éducation* qui énonce les subventions générales destinées aux conseils pour un ou plusieurs exercices est publié dans la *Gazette de l'Ontario*, l'une ou l'autre partie peut donner à l'autre ainsi qu'au ministre un avis écrit exigeant que les salaires et les avantages des employés visés par la nouvelle convention collective applicables à la période visée par le règlement, sous réserve du paragraphe (2), soient fixés par médiation-arbitrage conformément à la présente loi.

Idem

(2) La nouvelle médiation-arbitrage ne doit pas traiter des salaires et des avantages qui s'appliquent à une période qui suit l'expiration de la convention collective, même si le règlement porte sur une période plus longue.

Interdiction de grève ou de lock-out

(3) Malgré le paragraphe (1), la convention collective demeure en vigueur pendant sa durée.

Nomination d'un médiateur-arbitre

(4) Lorsqu'un avis est donné en vertu du paragraphe (1) :

- a) soit les parties peuvent nommer conjointement un médiateur-arbitre et aviser le ministre du nom et de l'adresse de celui-ci;
- b) soit l'une ou l'autre partie peut demander au ministre de nommer un médiateur-arbitre, auquel cas le ministre nomme sans délai le médiateur-arbitre et avise aussitôt les parties du nom et de l'adresse de celui-ci.

Application de certaines dispositions

(5) Les paragraphes 10 (4), (5), (6) et (7), les articles 13 à 17 et l'article 19 s'appliquent à la nouvelle médiation-arbitrage, avec les adaptations nécessaires. Toutefois, la nouvelle médiation-arbitrage ne traite que des salaires et des avantages applicables à la période pertinente.

Effet de la sentence arbitrale

19. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la sentence du médiateur-arbitre est définitive et lie les parties et les membres de l'unité de négociation.

Révision judiciaire

(2) L'une ou l'autre partie peut présenter une requête en révision judiciaire portant sur la question de savoir si la sentence arbitrale est conforme aux paragraphes 14 (6) et 17 (1).

Idem

(3) La norme à appliquer dans une révision qui fait suite à une requête visée au paragraphe (2) est celle de la décision correcte.

Execution of agreement

20. (1) Within seven days after the mediator-arbitrator makes the award, the parties shall prepare and execute documents giving effect to the mediator-arbitrator's award and those documents constitute the new collective agreement between the bargaining agent and the board relating to the bargaining unit.

Same

(2) The mediator-arbitrator may extend the period specified in subsection (1), but the extended period shall end no later than 30 days after the mediator-arbitrator makes the award.

Preparation by mediator-arbitrator

(3) If the parties do not prepare and execute the documents as required under subsections (1) and (2), the mediator-arbitrator shall prepare and give the necessary documents to the parties for execution.

Failure to execute

(4) If either party fails to execute the documents within seven days after the mediator-arbitrator gives them to the parties, the documents come into force as though they had been executed by the parties and those documents constitute the new collective agreement.

SECONDARY SCHOOL YEAR CALENDAR**Secondary school year calendar**

21. (1) This section applies to the board's secondary schools.

Professional activity days

(2) Any day after November 25, 2002 that is a professional activity day in the secondary school year calendar of the board for 2002-2003 under Regulation 304 of the Revised Regulations of Ontario, 1990 shall be an instructional day and not a professional activity day.

Same

(3) Any day after November 25, 2002 that is a school holiday described in subsection 2 (4) of Regulation 304 of the Revised Regulations of Ontario, 1990 shall not be an instructional day.

Same

(4) Any day after November 25, 2002 designated by the board as a board holiday in the secondary school year calendar of the board for 2002-2003 shall not be an instructional day.

Conflict

(5) In case of conflict, subsections (2), (3) and (4) prevail over anything in a collective agreement or in a mediator-arbitrator's award under this Act.

Passation de la convention

20. (1) Au plus tard sept jours après que le médiateur-arbitre a rendu sa sentence, les parties préparent et passent les documents donnant effet à sa sentence et ces documents constituent la nouvelle convention collective relative à l'unité de négociation conclue entre l'agent négociateur et le conseil.

Idem

(2) Le médiateur-arbitre peut proroger le délai précisé au paragraphe (1). Toutefois, le délai prorogé doit se terminer au plus tard 30 jours après que le médiateur-arbitre a rendu sa sentence.

Préparation des documents par le médiateur-arbitre

(3) Si les parties ne préparent pas les documents ou ne les passent pas comme il est exigé aux termes des paragraphes (1) et (2), le médiateur-arbitre prépare et remet les documents nécessaires aux parties aux fins de passation.

Défaut de passation

(4) Si l'une ou l'autre partie omet de passer les documents au plus tard sept jours après que le médiateur-arbitre les a remis aux parties, ceux-ci entrent en vigueur comme s'ils avaient été passés par les parties et constituent la nouvelle convention collective.

CALENDRIER DE L'ANNÉE SCOLAIRE DU SECONDAIRE**Calendrier de l'année scolaire du secondaire**

21. (1) Le présent article s'applique aux écoles secondaires du conseil.

Journées pédagogiques

(2) Les jours qui suivent le 25 novembre 2002 et qui sont des journées pédagogiques dans le calendrier de l'année scolaire du secondaire 2002-2003 du conseil prévu par le Règlement 304 des Règlements refondus de l'Ontario de 1990 sont des journées d'enseignement et non pas des journées pédagogiques.

Idem

(3) Les jours qui suivent le 25 novembre 2002 et qui sont des congés scolaires visés au paragraphe 2 (4) du Règlement 304 des Règlements refondus de l'Ontario de 1990 ne doivent pas être des journées d'enseignement.

Idem

(4) Les jours qui suivent le 25 novembre 2002 et qui sont désignés par le conseil, dans son calendrier de l'année scolaire du secondaire 2002-2003, comme jours de congé du conseil ne doivent pas être des journées d'enseignement.

Incompatibilité

(5) Les paragraphes (2), (3) et (4) l'emportent sur toute disposition incompatible d'une convention collective ou d'une sentence du médiateur-arbitre rendue aux termes de la présente loi.

COMMENCEMENT, REPEAL AND SHORT TITLE

Commencement

22. (1) This Act comes into force on the day following the day on which it receives Royal Assent.

Repeal

(2) This Act is repealed on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

23. The short title of this Act is the *Back to School Act (Simcoe Muskoka Catholic District School Board), 2002*.

ENTRÉE EN VIGUEUR, ABROGATION ET TITRE ABRÉGÉ

Entrée en vigueur

22. (1) La présente loi entre en vigueur le jour suivant celui où elle reçoit la sanction royale.

Abrogation

(2) La présente loi est abrogée le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

23. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2002 sur le retour à l'école (Simcoe Muskoka Catholic District School Board)*.

EXPLANATORY NOTE

This Explanatory Note was written as a reader's aid to Bill 211 and does not form part of the law. Bill 211 has been enacted as Chapter 20 of the Statutes of Ontario, 2002.

The Bill addresses the labour dispute between The Ontario English Catholic Teachers' Association and the Simcoe Muskoka Catholic District School Board with respect to secondary school teachers. It requires the termination of any strike or lock-out and provides a mechanism for achieving a new collective agreement. The Bill also deals with the school year calendar for 2002-2003 for the Board's secondary schools.

NOTE EXPLICATIVE

La note explicative, rédigée à titre de service aux lecteurs du projet de loi 211, ne fait pas partie de la loi. Le projet de loi 211 a été édicté et constitue maintenant le chapitre 20 des Lois de l'Ontario de 2002.

Le projet de loi traite du conflit de travail opposant l'Association des enseignantes et des enseignants catholiques anglo-ontariens et le conseil scolaire de district appelé Simcoe Muskoka Catholic District School Board à l'égard des enseignants du secondaire. Il exige la cessation de toute grève ou de tout lock-out qui est en cours et prévoit un mécanisme permettant la conclusion d'une nouvelle convention collective. Le projet de loi traite également du calendrier de l'année scolaire 2002-2003 pour les écoles secondaires du conseil.

CHAPTER 21

An Act to amend the Highway Traffic Act to ensure the safety of emergency vehicles stopped on a highway and people who are outside a stopped emergency vehicle

Assented to December 9, 2002

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Part X of the *Highway Traffic Act* is amended by adding the following section:

Approaching stopped emergency vehicle

159.1 (1) Upon approaching an emergency vehicle with its lamp producing intermittent flashes of red light that is stopped on a highway, the driver of a vehicle travelling on the same side of the highway shall slow down and proceed with caution, having due regard for traffic on and the conditions of the highway and the weather, to ensure that the driver does not collide with the emergency vehicle or endanger any person outside of the emergency vehicle.

Same

(2) Upon approaching an emergency vehicle with its lamp producing intermittent flashes of red light that is stopped on a highway with two or more lanes of traffic on the same side of the highway as the side on which the emergency vehicle is stopped, the driver of a vehicle travelling in the same lane that the emergency vehicle is stopped in or in a lane that is adjacent to the emergency vehicle, in addition to slowing down and proceeding with caution as required by subsection (1), shall move into another lane if the movement can be made in safety.

Same

(3) Nothing in subsection (1) or (2) prevents a driver from stopping his or her vehicle and not passing the stopped emergency vehicle if stopping can be done in safety and is not otherwise prohibited by law.

Offence

(4) Every person who contravenes subsection (1) or (2) is guilty of an offence and on conviction is liable,

CHAPITRE 21

Loi modifiant le Code de la route afin de garantir la sécurité des véhicules de secours arrêtés sur une voie publique et celle des personnes qui se trouvent à l'extérieur de tels véhicules

Sanctionnée le 9 décembre 2002

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. La partie X du *Code de la route* est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Approche d'un véhicule de secours arrêté

159.1 (1) Lorsqu'il s'approche d'un véhicule de secours dont le feu émet une lumière rouge clignotante intermittente et qui est arrêté sur une voie publique, le conducteur d'un véhicule qui circule sur le même côté de la voie publique ralentit et continue de rouler avec prudence, compte tenu de la circulation, de l'état de la voie publique et des conditions atmosphériques, de façon à ne pas entrer en collision avec le véhicule de secours ni à mettre en danger les personnes qui se trouvent à l'extérieur de celui-ci.

Idem

(2) Lorsqu'il s'approche d'un véhicule de secours dont le feu émet une lumière rouge clignotante intermittente et qui est arrêté sur une voie publique composée de deux voies de circulation ou plus sur le même côté de la voie publique que de celui où est arrêté le véhicule de secours, le conducteur d'un véhicule qui circule sur la même voie que celle où est arrêté le véhicule de secours ou sur une voie adjacente, outre qu'il doit ralentir et rouler avec prudence comme l'exige le paragraphe (1), pénètre dans une autre voie si la manoeuvre peut se faire en toute sécurité.

Idem

(3) Le paragraphe (1) ou (2) n'a pas pour effet d'empêcher un conducteur d'arrêter son véhicule et de ne pas dépasser le véhicule de secours arrêté si la manoeuvre peut se faire en toute sécurité et que la loi ne l'interdit pas autrement.

Infraction

(4) Quiconque contrevient au paragraphe (1) ou (2) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité :

- (a) for a first offence, to a fine of not less than \$400 and not more than \$2,000; and
- (b) for each subsequent offence, to a fine of not less than \$1,000 and not more than \$4,000 or to imprisonment for a term of not more than six months, or to both.

Time limit for subsequent offence

(5) An offence referred to in subsection (4) committed more than five years after a previous conviction for an offence referred to in subsection (4) is not a subsequent offence for the purpose of clause (4) (b).

Driver's licence suspension

(6) If a person is convicted of an offence under subsection (4), the court may make an order suspending the person's driver's licence for a period of not more than two years.

Appeal of suspension

(7) An appeal may be taken from an order under subsection (6) or a decision to not make the order in the same manner as from a conviction or an acquittal under subsection (4).

Stay of order on appeal

(8) Where an appeal is taken under subsection (7) from an order under subsection (6), the court being appealed to may direct that the order shall be stayed pending the final disposition of the appeal or until otherwise ordered by that court.

Definition

(9) In this section,
 "emergency vehicle" means a vehicle described in subsection 62 (15.1), except that it does not include a school bus.

Commencement

2. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

3. The short title of this Act is the *Highway Traffic Amendment Act (Emergency Vehicle Safety), 2002*.

- a) d'une amende de 400 \$ à 2 000 \$ pour une première infraction;
- b) d'une amende de 1 000 \$ à 4 000 \$ et d'une peine d'emprisonnement maximale de six mois, ou d'une seule de ces deux peines, pour chaque infraction subséquente.

Date limite pour une infraction subséquente

(5) L'infraction visée au paragraphe (4) qui est commise plus de cinq ans après une déclaration de culpabilité antérieure à l'égard d'une infraction visée à ce même paragraphe ne constitue pas une infraction subséquente pour l'application de l'alinéa (4) b).

Suspension du permis de conduire du conducteur

(6) Si une personne est déclarée coupable d'une infraction prévue au paragraphe (4), le tribunal peut, par ordonnance, suspendre son permis de conduire pour une période maximale de deux ans.

Appel d'une suspension

(7) Il peut être interjeté appel d'une ordonnance visée au paragraphe (6) ou d'une décision visant à ne pas rendre l'ordonnance, de la même façon que pour une condamnation ou un acquittement en vertu du paragraphe (4).

Suspension de l'ordonnance

(8) S'il est interjeté appel, en vertu du paragraphe (7), d'une ordonnance visée au paragraphe (6), le tribunal saisi de l'appel peut ordonner que l'ordonnance soit suspendue jusqu'à ce que l'appel fasse l'objet d'une décision définitive ou que le tribunal en décide autrement.

Définition

(9) La définition qui suit s'applique au présent article.
 «véhicule de secours» Véhicule visé au paragraphe 62 (15.1), sauf un autobus scolaire.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2002 modifiant le Code de la route (sécurité des véhicules de secours)*.

EXPLANATORY NOTE

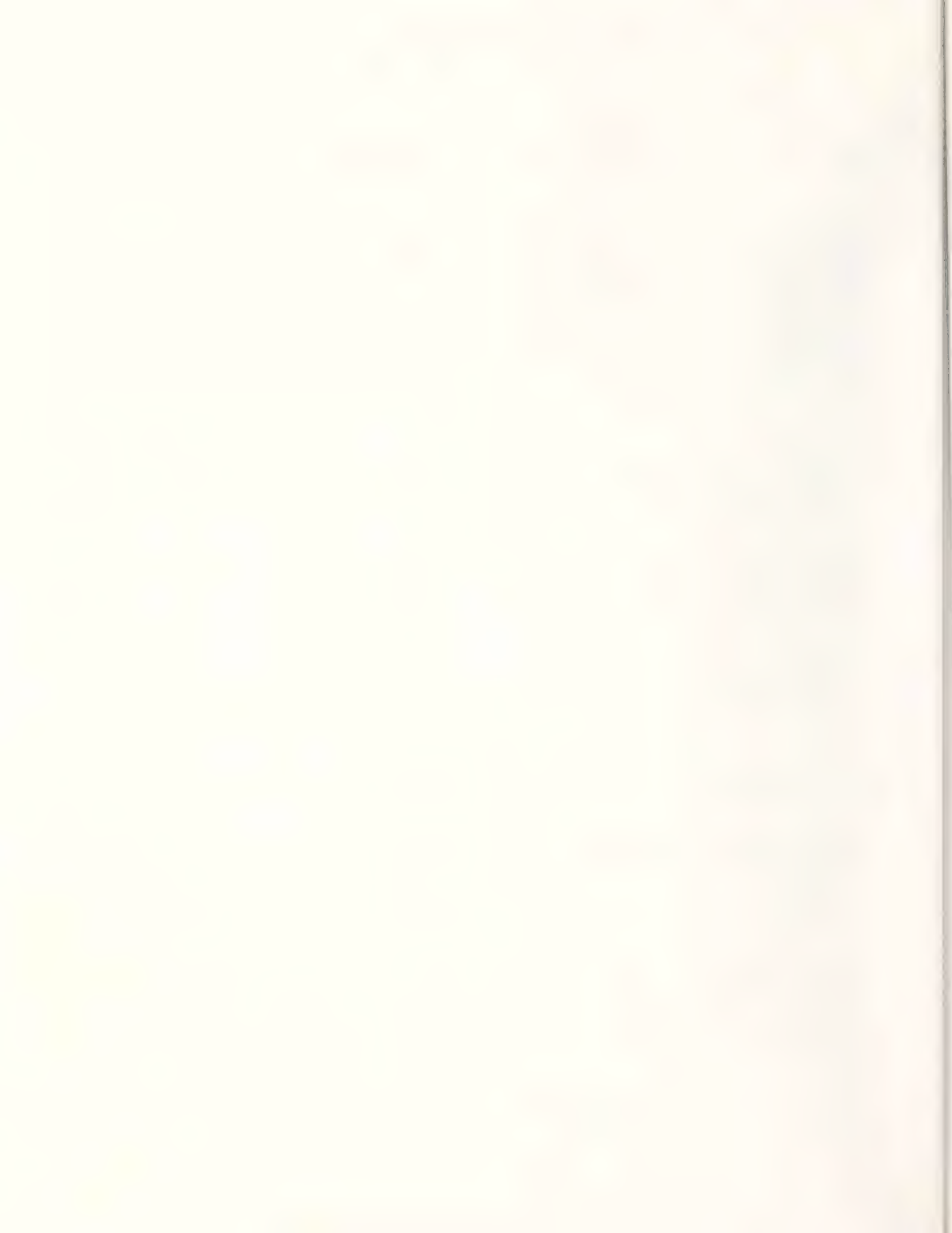
This Explanatory Note was written as a reader's aid to Bill 191 and does not form part of the law. Bill 191 has been enacted as Chapter 21 of the Statutes of Ontario, 2002.

The Bill amends the *Highway Traffic Act* to require drivers approaching an emergency vehicle that is stopped on a highway with its red light flashing to slow down and to move into a lane not adjacent to the vehicle if it is safe to do so. A person who contravenes these requirements will be guilty of an offence punishable, for a first offence, by a fine of \$400 to \$2,000 and for subsequent offences, by a fine of \$1,000 to \$4,000, or to imprisonment for a maximum of six months, or to both a fine and imprisonment. The court that convicts a person of an offence may also suspend his or her driver's licence for a maximum of two years.

NOTE EXPLICATIVE

La note explicative, rédigée à titre de service aux lecteurs du projet de loi 191, ne fait pas partie de la loi. Le projet de loi 191 a été édicté et constitue maintenant le chapitre 21 des Lois de l'Ontario de 2002.

Le projet de loi modifie le *Code de la route* de façon à exiger que les conducteurs s'approchant d'un véhicule de secours qui est arrêté sur une voie publique et dont la lumière rouge clignote ralentissent et pénètrent dans une voie non adjacente au véhicule, s'ils peuvent le faire en toute sécurité. Quiconque contrevient à ces exigences est coupable d'une infraction et passible d'une amende de 400 \$ à 2 000 \$ pour une première infraction et, pour toute infraction subséquente, d'une amende de 1 000 \$ à 4 000 \$ et d'une peine d'emprisonnement maximale de six mois, ou d'une seule de ces deux peines. Le tribunal qui déclare une personne coupable d'une infraction peut également suspendre son permis de conduire pendant une période maximale de deux ans.



CHAPTER 22

An Act to implement Budget measures and other initiatives of the Government

Assented to December 9, 2002

CONTENTS

Part I	<i>Assessment Act</i>
Part II	<i>Business Corporations Act</i>
Part III	<i>Commodity Futures Act</i>
Part IV	<i>Community Small Business Investment Funds Act</i>
Part V	<i>Compulsory Automobile Insurance Act</i>
Part VI	<i>Corporations Tax Act</i>
Part VII	<i>Education Act</i>
Part VIII	<i>Electricity Act, 1998</i>
Part IX	<i>Employer Health Tax Act</i>
Part X	<i>Financial Administration Act</i>
Part XI	<i>Fuel Tax Act</i>
Part XII	<i>Gasoline Tax Act</i>
Part XIII	<i>Highway Traffic Act and a Related Amendment</i>
Part XIV	<i>Income Tax Act</i>
Part XV	<i>Insurance Act</i>
Part XVI	<i>Land Transfer Tax Act</i>
Part XVII	<i>Mining Tax Act and Its Predecessor</i>
Part XVIII	<i>Ministry of Revenue Act</i>
Part XIX	<i>Ministry of Treasury and Economics Act</i>
Part XX	<i>Motor Vehicle Accident Claims Act</i>
Part XXI	<i>Municipal Act, 2001</i>
Part XXII	<i>Municipal Tax Assistance Act</i>
Part XXIII	<i>Northern Services Boards Act</i>
Part XXIV	<i>Ontario Municipal Economic Infrastructure Financing Authority Act, 2002</i>
Part XXV	<i>Retail Sales Tax Act</i>
Part XXVI	<i>Securities Act</i>
Part XXVII	<i>Tax Incentive Zones Act (Pilot Projects), 2002</i>
Part XXVIII	<i>Tobacco Tax Act and Related Amendments</i>
Part XXIX	<i>Commencement and Short Title</i>
Schedule A	<i>Ontario Municipal Economic Infrastructure Financing Authority Act, 2002</i>
Schedule B	<i>Tax Incentive Zones Act (Pilot Projects), 2002</i>

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

CHAPITRE 22

Loi mettant en oeuvre certaines mesures budgétaires et d'autres initiatives du gouvernement

Sanctionnée le 9 décembre 2002

SOMMAIRE

Partie I	<i>Loi sur l'évaluation foncière</i>
Partie II	<i>Loi sur les sociétés par actions</i>
Partie III	<i>Loi sur les contrats à terme sur marchandises</i>
Partie IV	<i>Loi sur les fonds communautaires d'investissement dans les petites entreprises</i>
Partie V	<i>Loi sur l'assurance-automobile obligatoire</i>
Partie VI	<i>Loi sur l'imposition des corporations</i>
Partie VII	<i>Loi sur l'éducation</i>
Partie VIII	<i>Loi de 1998 sur l'électricité</i>
Partie IX	<i>Loi sur l'impôt-santé des employeurs</i>
Partie X	<i>Loi sur l'administration financière</i>
Partie XI	<i>Loi de la taxe sur les carburants</i>
Partie XII	<i>Loi de la taxe sur l'essence</i>
Partie XIII	<i>Code de la route et modification connexe</i>
Partie XIV	<i>Loi de l'impôt sur le revenu</i>
Partie XV	<i>Loi sur les assurances</i>
Partie XVI	<i>Loi sur les droits de cession immobilière</i>
Partie XVII	<i>Loi de l'impôt sur l'exploitation minière et la loi qu'elle remplace</i>
Partie XVIII	<i>Loi sur le ministère du Revenu</i>
Partie XIX	<i>Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie</i>
Partie XX	<i>Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles</i>
Partie XXI	<i>Loi de 2001 sur les municipalités</i>
Partie XXII	<i>Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités</i>
Partie XXIII	<i>Loi sur les régies des services publics du Nord</i>
Partie XXIV	<i>Loi de 2002 sur l'Office ontarien de financement de l'infrastructure économique des municipalités</i>
Partie XXV	<i>Loi sur la taxe de vente au détail</i>
Partie XXVI	<i>Loi sur les valeurs mobilières</i>
Partie XXVII	<i>Loi de 2002 sur les zones d'allègement fiscal (projets pilotes)</i>
Partie XXVIII	<i>Loi de la taxe sur le tabac et modifications connexes</i>
Partie XXIX	<i>Entrée en vigueur et titre abrégé</i>
Annexe A	<i>Loi de 2002 sur l'Office ontarien de financement de l'infrastructure économique des municipalités</i>
Annexe B	<i>Loi de 2002 sur les zones d'allègement fiscal (projets pilotes)</i>

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

PART I ASSESSMENT ACT

1. (1) Clause 2 (2) (d.2) of the *Assessment Act*, as enacted by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 5, section 2 and amended by 1997, chapter 29, section 2, is amended by striking out "farmlands property class" in the portion before subclause (i) and substituting "farm property class".

(2) Clause 2 (2) (d.3) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 5, section 2 and amended by 1997, chapter 29, section 2, is amended by striking out "farmlands property class" in the portion before subclause (i) and substituting "farm property class".

(3) Subsection 2 (2) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 36, section 1, 1997, chapter 5, section 2, 1997, chapter 29, section 2, 1997, chapter 43, Schedule G, section 18, 2000, chapter 25, section 1, 2001, chapter 23, section 1 and 2002, chapter 17, Schedule F, Table, is amended by adding the following clause:

(d.6) prescribing land to which subsection 33 (1) does not apply and the period during and circumstances in which that subsection does not apply;

(4) Section 2 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 36, section 1, 1997, chapter 5, section 2, 1997, chapter 29, section 2, 1997, chapter 43, Schedule G, section 18, 1998, chapter 3, section 1, 1998, chapter 33, section 1, 2000, chapter 25, section 1, 2001, chapter 23, section 1 and 2002, chapter 17, Schedule F, Table, is amended by adding the following subsection:

General or specific

(2.0.1) A regulation made under clause (2) (d.6) may be general or specific in its application.

2. Paragraph 22 of subsection 3 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 2000, chapter 25, section 2, is amended by striking out "for the accommodation of a person who would, but for the accommodation or improved facilities provided, require care in an institution" in the portion before subparagraph i and substituting "for the accommodation of a person who would, but for the accommodation or improved facilities provided, have to live in other premises where on-site care would be provided to the person".

PARTIE I LOI SUR L'ÉVALUATION FONCIÈRE

1. (1) L'alinéa 2 (2) d.2) de la *Loi sur l'évaluation foncière*, tel qu'il est édicté par l'article 2 du chapitre 5 des Lois de l'Ontario de 1997 et tel qu'il est modifié par l'article 2 du chapitre 29 des Lois de l'Ontario de 1997, est modifié par substitution de «catégorie des biens agricoles» à «catégorie des terres agricoles» dans le passage qui précède le sous-alinéa (i).

(2) L'alinéa 2 (2) d.3) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 2 du chapitre 5 des Lois de l'Ontario de 1997 et tel qu'il est modifié par l'article 2 du chapitre 29 des Lois de l'Ontario de 1997, est modifié par substitution de «catégorie des biens agricoles» à «catégorie des terres agricoles» dans le passage qui précède le sous-alinéa (i).

(3) Le paragraphe 2 (2) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 1 du chapitre 36 des Lois de l'Ontario de 1994, par l'article 2 du chapitre 5, l'article 2 du chapitre 29 et l'article 18 de l'annexe G du chapitre 43 des Lois de l'Ontario de 1997, par l'article 1 du chapitre 25 des Lois de l'Ontario de 2000, par l'article 1 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 2001 et par le tableau de l'annexe F du chapitre 17 des Lois de l'Ontario de 2002, est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

d.6) prescrire les biens-fonds auxquels le paragraphe 33 (1) ne s'applique pas ainsi que la période pendant laquelle et les circonstances dans lesquelles il ne s'applique pas;

(4) L'article 2 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 1 du chapitre 36 des Lois de l'Ontario de 1994, par l'article 2 du chapitre 5, l'article 2 du chapitre 29 et l'article 18 de l'annexe G du chapitre 43 des Lois de l'Ontario de 1997, par l'article 1 du chapitre 3 et l'article 1 du chapitre 33 des Lois de l'Ontario de 1998, par l'article 1 du chapitre 25 des Lois de l'Ontario de 2000, par l'article 1 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 2001 et par le tableau de l'annexe F du chapitre 17 des Lois de l'Ontario de 2002, est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Portée

(2.0.1) Les règlements pris en application de l'alinéa (2) d.6) peuvent avoir une portée générale ou particulière.

2. La disposition 22 du paragraphe 3 (1) de la Loi, telle qu'elle est rééditée par l'article 2 du chapitre 25 des Lois de l'Ontario de 2000, est modifiée par substitution de «le logement ou l'amélioration des locaux destinés au logement d'une personne qui, à défaut de disposer de tels locaux, devrait vivre dans d'autres locaux où des soins infirmiers lui seraient offerts sur place» à «le logement ou l'amélioration des locaux destinés au logement d'une personne qui, à défaut de disposer de tels locaux, aurait besoin de soins dans un établissement» dans le passage qui précède la sous-disposition i.

3. (1) Paragraph 1 of subsection 7 (2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 5, section 5, is repealed and the following substituted:

1. The residential property class.

(2) Paragraph 6 of subsection 7 (2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 29, section 4, is repealed and the following substituted:

6. The farm property class.

4. Subparagraph 1 i of subsection 8 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 29, section 5, is repealed and the following substituted:

i. the residential property class,

5. (1) The definition of "Current year's tax rate" in subsection 23 (9) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 3, section 4, is amended by striking out "residential/farm property class" and substituting "residential property class".

(2) Paragraph 4 of the definition of "Tax change (class)" in subsection 23 (9) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 3, section 4, is amended by striking out "residential/farm property class" wherever it appears and substituting in each case "residential property class".

6. Section 33 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 5, section 21, 1997, chapter 29, section 17, 1998, chapter 3, section 7 and 2002, chapter 17, Schedule F, Table, is amended by adding the following subsection:

Exceptions

(1.1) Subsection (1) does not apply with respect to such land, during such period and in such circumstances as the Minister may prescribe.

Commencement

7. (1) Subject to subsections (2) and (3), this Part comes into force on the day this Act receives Royal Assent.

Same

(2) Subsections 1 (1) and (2) and sections 2 to 5 come into force on January 1, 2003.

Same

(3) Subsections 1 (3) and (4) and section 6 shall be deemed to have come into force on January 1, 2000.

PART II BUSINESS CORPORATIONS ACT

8. Paragraph 5 of subsection 3.2 (2) of the *Business*

3. (1) La disposition 1 du paragraphe 7 (2) de la Loi, telle qu'elle est édictée par l'article 5 du chapitre 5 des Lois de l'Ontario de 1997, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

1. La catégorie des biens résidentiels.

(2) La disposition 6 du paragraphe 7 (2) de la Loi, telle qu'elle est rééditée par l'article 4 du chapitre 29 des Lois de l'Ontario de 1997, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

6. La catégorie des biens agricoles.

4. La sous-disposition 1 i du paragraphe 8 (1) de la Loi, telle qu'elle est édictée par l'article 5 du chapitre 29 des Lois de l'Ontario de 1997, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

i. la catégorie des biens résidentiels,

5. (1) La définition de «taux d'imposition de l'année en cours» au paragraphe 23 (9) de la Loi, telle qu'elle est édictée par l'article 4 du chapitre 3 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifiée par substitution de «catégorie des biens résidentiels» à «catégorie des biens résidentiels/agricoles».

(2) La disposition 4 de la définition de «modification d'impôt (catégorie)» au paragraphe 23 (9) de la Loi, telle qu'elle est édictée par l'article 4 du chapitre 3 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifiée par substitution de «catégorie des biens résidentiels» à «catégorie des biens résidentiels/agricoles» partout où figure cette expression.

6. L'article 33 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 21 du chapitre 5 et l'article 17 du chapitre 29 des Lois de l'Ontario de 1997, par l'article 7 du chapitre 3 des Lois de l'Ontario de 1998 et par le tableau de l'annexe F du chapitre 17 des Lois de l'Ontario de 2002, est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Exceptions

(1.1) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'égard des biens-fonds, pendant la période et dans les circonstances que prescrit le ministre.

Entrée en vigueur

7. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la présente partie entre en vigueur le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Idem

(2) Les paragraphes 1 (1) et (2) et les articles 2 à 5 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2003.

Idem

(3) Les paragraphes 1 (3) et (4) et l'article 6 sont réputés être entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2000.

PARTIE II LOI SUR LES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

8. La disposition 5 du paragraphe 3.2 (2) de la *Loi*

Corporations Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 2000, chapter 42, Schedule, section 2, is amended by striking out “including the temporary investment of surplus funds earned by the corporation” at the end and substituting “including the investment of surplus funds earned by the corporation”.

Commencement

9. This Part comes into force on the day this Act receives Royal Assent.

PART III COMMODITY FUTURES ACT

10. (1) Subsection 55 (1) of the *Commodity Futures Act*, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1999, chapter 9, section 39, is amended by striking out the portion after clause (c) and substituting the following:

is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$5 million or to imprisonment for a term of not more than five years less a day, or to both.

(2) Subsection 55 (3) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1999, chapter 9, section 39, is amended by striking out “to a fine of not more than \$1,000,000 or to imprisonment for a term of not more than two years, or to both” at the end and substituting “to a fine of not more than \$5 million or to imprisonment for a term of not more than five years less a day, or to both”.

11. The Act is amended by adding the following sections:

Fraud and market manipulation

59.1 A person or company shall not, directly or indirectly, engage or participate in any act, practice or course of conduct relating to commodities or contracts that the person or company knows or reasonably ought to know,

- (a) results in or contributes to a misleading appearance of trading activity in, or an artificial price for, a commodity or contract; or
- (b) perpetrates a fraud on any person or company.

Misleading or untrue statements

59.2 A person or company shall not make a statement that the person or company knows or reasonably ought to know,

- (a) in a material respect and at the time and in the light of the circumstances under which it is made, is misleading or untrue or does not state a fact that is required to be stated or that is necessary to make the statement not misleading; and

sur les sociétés par actions, telle qu'elle est édictée par l'article 2 de l'annexe du chapitre 42 des Lois de l'Ontario de 2000, est modifiée par substitution de «y compris le placement de ses fonds excédentaires» à «y compris le placement temporaire de ses fonds excédentaires» à la fin de la disposition.

Entrée en vigueur

9. La présente partie entre en vigueur le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

PARTIE III LOI SUR LES CONTRATS À TERME SUR MARCHANDISES

10. (1) Le paragraphe 55 (1) de la *Loi sur les contrats à terme sur marchandises*, tel qu'il est réédité par l'article 39 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1999, est modifié par substitution de ce qui suit au passage qui précède l'alinéa a) :

(1) Est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 5 millions de dollars et d'un emprisonnement d'au plus cinq ans moins un jour, ou d'une seule de ces peines, la personne ou la compagnie qui, selon le cas :

(2) Le paragraphe 55 (3) de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 39 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1999, est modifié par substitution de «d'une amende d'au plus 5 millions de dollars et d'un emprisonnement d'au plus cinq ans moins un jour, ou d'une seule de ces peines» à «d'une amende d'au plus 1 000 000 \$ et d'un emprisonnement d'au plus deux ans, ou d'une seule de ces peines».

11. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Fraude et manipulation du marché

59.1 Une personne ou une compagnie ne doit pas, directement ou indirectement, relativement à des marchandises ou à des contrats, se livrer ou participer à un acte, une pratique ou une ligne de conduite dont elle sait ou devrait raisonnablement savoir :

- a) soit qu'il entraîne une apparence trompeuse d'opérations sur marchandises ou contrats ou un cours artificiel à l'égard de telles marchandises ou de tels contrats, ou y contribue;
- b) soit qu'il constitue une fraude à l'égard d'une personne ou d'une compagnie.

Déclarations trompeuses ou erronées

59.2 Une personne ou une compagnie ne doit pas faire de déclaration si elle sait ou devrait raisonnablement savoir :

- a) d'une part, que la déclaration, sur un aspect important et eu égard à l'époque et aux circonstances, est trompeuse ou erronée ou ne relate pas un fait dont la déclaration est requise ou nécessaire pour que la déclaration ne soit pas trompeuse;

- (b) significantly affects, or would reasonably be expected to have a significant effect on, the market price or value of a commodity or contract.

12. (1) Subsection 60 (1) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1999, chapter 9, section 41, is amended by adding the following paragraphs:

9. If a person or company has not complied with Ontario commodity futures law, an order requiring the person or company to pay an administrative penalty of not more than \$1 million for each failure to comply.
10. If a person or company has not complied with Ontario commodity futures law, an order requiring the person or company to disgorge to the Commission any amounts obtained as a result of the non-compliance.

(2) Section 60 of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1999, chapter 9, section 41, is amended by adding the following subsection:

Disgorgement order

(2.1) A person or company is not entitled to participate in a proceeding in which an order may be made under paragraph 10 of subsection (1) solely on the basis that the person or company has a right of action against the respondent to the proceeding or the person or company may be entitled to receive any amount disgorged under the order.

13. Part XIII of the Act is amended by adding the following section:

Directors and officers

60.5 For the purposes of this Act, if a company or a person other than an individual has not complied with Ontario commodity futures law, a director or officer of the company or person who authorized, permitted or acquiesced in the non-compliance shall be deemed to also have not complied with Ontario commodity futures law, whether or not any proceeding has been commenced against the company or person under Ontario commodity futures law or any order has been made against the company or person under section 60.

14. Subsection 65 (2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1999, chapter 9, section 47, is amended by adding the following clause:

- (a.1) the administration and distribution of amounts disgorged under paragraph 10 of subsection 60 (1);

Commencement

15. (1) Subject to subsection (2), this Part comes into force on the day this Act receives Royal Assent.

- b) d'autre part, que la déclaration a un effet significatif sur le cours ou la valeur de marchandises ou de contrats ou qu'il est raisonnable de s'attendre qu'elle aura cet effet.

12. (1) Le paragraphe 60 (1) de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 41 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1999, est modifié par adjonction des dispositions suivantes :

9. Si une personne ou une compagnie n'a pas respecté le droit ontarien des contrats à terme sur marchandises, une ordonnance enjoignant à la personne ou à la compagnie de payer une pénalité administrative d'au plus 1 million de dollars pour chaque manquement.
10. Si une personne ou une compagnie n'a pas respecté le droit ontarien des contrats à terme sur marchandises, une ordonnance enjoignant à la personne ou à la compagnie de remettre à la Commission les montants obtenus par suite du manquement.

(2) L'article 60 de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 41 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1999, est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Ordonnance exigeant la remise de montants

(2.1) Une personne ou une compagnie n'a pas le droit de participer à une instance dans laquelle une ordonnance peut être rendue en vertu de la disposition 10 du paragraphe (1) du seul fait qu'elle a un droit d'action contre l'intimé dans l'instance ou qu'elle peut avoir le droit de recevoir un montant remis aux termes de l'ordonnance.

13. La partie XIII de la Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Administrateurs et dirigeants

60.5 Pour l'application de la présente loi, si une compagnie ou une personne autre qu'un particulier n'a pas respecté le droit ontarien des contrats à terme sur marchandises, un administrateur ou un dirigeant de la compagnie ou de la personne qui a autorisé ou permis le manquement ou y a acquiescé est réputé ne pas avoir respecté lui non plus le droit ontarien des contrats à terme sur marchandises, qu'une instance ait été introduite ou non contre la compagnie ou la personne en vertu de ce droit ou qu'une ordonnance ait été rendue ou non contre celle-ci en vertu de l'article 60.

14. Le paragraphe 65 (2) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 47 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1999, est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- a.1) traiter de la gestion et de la distribution des montants remis en application de la disposition 10 du paragraphe 60 (1);

Entrée en vigueur

15. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente partie entre en vigueur le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Same

(2) Sections 10 to 14 come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

**PART IV
COMMUNITY SMALL BUSINESS
INVESTMENT FUNDS ACT**

16. Subsection 1 (7) of the *Community Small Business Investment Funds Act* is amended by striking out “subsection 97 (3.1)” and substituting “subsection 248 (1)”.

17. Subclause (a) (ii) of the definition of “eligible employee” in section 3 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 17, section 77, is amended by striking out “*Employment Standards Act*” and substituting “*Employment Standards Act, 2000*”.

18. Subsection 4 (8) of the Act is amended by striking out “sections 104, 105, 108, 110 and 111 of the *Labour Relations Act*” and substituting “sections 110, 111, 114, 116 and 117 of the *Labour Relations Act, 1995*”.

19. (1) Subsection 6 (4) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 43, Schedule C, section 4, is amended by striking out “the Minister of Economic Development, Trade and Tourism” and substituting “the Minister of Enterprise, Opportunity and Innovation”.

(2) Subsection 6 (6) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 43, Schedule C, section 4, is amended by striking out “the Minister of Economic Development, Trade and Tourism” in the portion before clause (a) and substituting “the Minister of Enterprise, Opportunity and Innovation”.

20. Subparagraph 4 i of subsection 12 (3) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 2000, chapter 42, section 3, is amended by striking out “voting equity capital” and substituting “issued and outstanding voting shares”.

21. Subsection 18 (11) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1999, chapter 9, section 55, is amended by striking out “in the case of an investment in an eligible business as set out in clause (f) of the definition of “eligible business” in subsection 12 (1)” and substituting “in the case of an investment in a corporation or partnership described in the portion of the definition of “eligible business” in subsection 12 (1) that follows clause (e)”.

22. (1) The definition of “qualifying financial institution” in subsection 18.2 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 43, Schedule C, section 10, is amended by striking out “deposit-taking financial institution” and substituting “deposit-taking institution”.

Idem

(2) Les articles 10 à 14 entrent en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

**PARTIE IV
LOI SUR LES FONDS COMMUNAUTAIRES
D'INVESTISSEMENT
DANS LES PETITES ENTREPRISES**

16. Le paragraphe 1 (7) de la *Loi sur les fonds communautaires d'investissement dans les petites entreprises* est modifié par substitution de «paragraphe 248 (1)» à «paragraphe 97 (3.1)».

17. Le sous-alinéa a) (ii) de la définition de «employé admissible» à l'article 3 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 77 du chapitre 17 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié par substitution de «*Loi de 2000 sur les normes d'emploi*» à «*Loi sur les normes d'emploi*».

18. Le paragraphe 4 (8) de la Loi est modifié par substitution de «Les articles 110, 111, 114, 116 et 117 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*» à «Les articles 104, 105, 108, 110 et 111 de la *Loi sur les relations de travail*».

19. (1) Le paragraphe 6 (4) de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 4 de l'annexe C du chapitre 43 des Lois de l'Ontario de 1997, est modifié par substitution de «ministre de l'Entreprise, des Débouchés et de l'Innovation» à «ministre du Développement économique, du Commerce et du Tourisme».

(2) Le paragraphe 6 (6) de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 4 de l'annexe C du chapitre 43 des Lois de l'Ontario de 1997, est modifié par substitution de «ministre de l'Entreprise, des Débouchés et de l'Innovation» à «ministre du Développement économique, du Commerce et du Tourisme» dans le passage qui précède l'alinéa a).

20. La sous-disposition 4 i du paragraphe 12 (3) de la Loi, telle qu'elle est édictée par l'article 3 du chapitre 42 des Lois de l'Ontario de 2000, est modifiée par substitution de «de ses actions avec droit de vote émises et en circulation» à «de son capital de risque avec droit de vote».

21. Le paragraphe 18 (11) de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 55 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1999, est modifié par substitution de «un investissement dans une corporation ou une société visée au passage qui suit l'alinéa e) de la définition de «entreprise admissible» au paragraphe 12 (1)» à «un investissement dans une entreprise admissible visé à l'alinéa f) de la définition de «entreprise admissible» au paragraphe 12 (1)».

22. (1) La définition de «institution financière autorisée» au paragraphe 18.2 (1) de la Loi, telle qu'elle est édictée par l'article 10 de l'annexe C du chapitre 43 des Lois de l'Ontario de 1997, est modifiée par substitution de «institution de dépôt» à «institution financière acceptant des dépôts».

(2) Clause (e) of the definition of “within the community” in subsection 18.2 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 43, Schedule C, section 10 and amended by 1999, chapter 9, section 57, is amended by striking out the portion before subclause (i) and substituting the following:

- (e) if the community sponsor is a university, a college, an Ontario Centre of Excellence that is an eligible research institute for the purposes of section 43.9 of the *Corporations Tax Act*, or a research institute affiliated with a university or hospital,

23. Subsection 18.3 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 43, Schedule C, section 10, is amended by adding the following paragraph:

- 5.1 An Ontario Centre of Excellence that is an eligible research institute for the purposes of section 43.9 of the *Corporations Tax Act*.

24. Paragraph 1 of subsection 18.5 (1) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1999, chapter 9, section 59 and amended by 2001, chapter 23, section 14, is amended by striking out “January 1, 2003” and substituting “January 1, 2004”.

25. Subsection 24.1 (3) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1999, chapter 9, section 62 and amended by 2001, chapter 23, section 15, is amended by striking out “January 1, 2003” in the portion before paragraph 1 and substituting “January 1, 2004”.

26. (1) Subsection 25 (2.1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 17, section 88, is amended by striking out “so long as no more than \$15,000 is claimed in any taxation year” at the end and substituting “so long as no more than \$4,150 is claimed as a tax credit in any taxation year”.

(2) Subsection 25 (4.1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 43, Schedule C, section 15 and amended by 1998, chapter 34, section 21, 1999, chapter 9, section 63 and 2001, chapter 23, section 16, is amended by striking out “January 1, 2003” and substituting “January 1, 2004”.

(3) Subsection 25 (4.3) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1999, chapter 9, section 63 and amended by 2001, chapter 23, section 16, is amended by striking out “January 1, 2003” at the end and substituting “January 1, 2004”.

(2) L’alinéa e) de la définition de «dans la collectivité» au paragraphe 18.2 (1) de la Loi, tel qu’il est édicté par l’article 10 de l’annexe C du chapitre 43 des Lois de l’Ontario de 1997 et tel qu’il est modifié par l’article 57 du chapitre 9 des Lois de l’Ontario de 1999, est modifié par substitution de ce qui suit au passage qui précède le sous-alinéa (i) :

- e) si le commanditaire communautaire est une université, un collège, un Centre d’excellence de l’Ontario qui est un institut de recherche admissible pour l’application de l’article 43.9 de la *Loi sur l’imposition des corporations*, ou un institut de recherche affilié à une université ou à un hôpital :

23. Le paragraphe 18.3 (1) de la Loi, tel qu’il est édicté par l’article 10 de l’annexe C du chapitre 43 des Lois de l’Ontario de 1997, est modifié par adjonction de la disposition suivante :

- 5.1 Un Centre d’excellence de l’Ontario qui est un institut de recherche admissible pour l’application de l’article 43.9 de la *Loi sur l’imposition des corporations*.

24. La disposition 1 du paragraphe 18.5 (1) de la Loi, telle qu’elle est édictée par l’article 59 du chapitre 9 des Lois de l’Ontario de 1999 et telle qu’elle est modifiée par l’article 14 du chapitre 23 des Lois de l’Ontario de 2001, est modifiée par substitution de «1^{er} janvier 2004» à «1^{er} janvier 2003».

25. Le paragraphe 24.1 (3) de la Loi, tel qu’il est réédité par l’article 62 du chapitre 9 des Lois de l’Ontario de 1999 et tel qu’il est modifié par l’article 15 du chapitre 23 des Lois de l’Ontario de 2001, est modifié par substitution de «1^{er} janvier 2004» à «1^{er} janvier 2003» dans le passage qui précède la disposition 1.

26. (1) Le paragraphe 25 (2.1) de la Loi, tel qu’il est édicté par l’article 88 du chapitre 17 des Lois de l’Ontario de 1994, est modifié par substitution de «pourvu que le montant du crédit d’impôt demandé une année donnée ne dépasse pas 4 150 \$» à «pourvu que le montant demandé une année donnée ne dépasse pas 15 000 \$» à la fin du paragraphe.

(2) Le paragraphe 25 (4.1) de la Loi, tel qu’il est édicté par l’article 15 de l’annexe C du chapitre 43 des Lois de l’Ontario de 1997 et tel qu’il est modifié par l’article 21 du chapitre 34 des Lois de l’Ontario de 1998, par l’article 63 du chapitre 9 des Lois de l’Ontario de 1999 et par l’article 16 du chapitre 23 des Lois de l’Ontario de 2001, est modifié par substitution de «1^{er} janvier 2004» à «1^{er} janvier 2003».

(3) Le paragraphe 25 (4.3) de la Loi, tel qu’il est réédité par l’article 63 du chapitre 9 des Lois de l’Ontario de 1999 et tel qu’il est modifié par l’article 16 du chapitre 23 des Lois de l’Ontario de 2001, est modifié par substitution de «1^{er} janvier 2004» à «1^{er} janvier 2003».

(4) Clause 25 (4.9) (b) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1999, chapter 9, section 63 and amended by 2001, chapter 23, section 16, is amended by striking out "January 1, 2003" and substituting "January 1, 2004".

(5) Subclause 25 (7) (b) (i) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 43, Schedule C, section 23, is amended by striking out "an investment corporation tax credit" and substituting "a labour sponsored investment fund corporation tax credit".

27. Subclause 26 (1) (c) (ii) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 43, Schedule C, section 16, is amended by striking out "the Minister of Economic Development, Trade and Tourism" and substituting "the Minister of Enterprise, Opportunity and Innovation".

28. Clause 27.1 (4) (a) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1999, chapter 9, section 67, is amended by striking out "or subsection 14.1 (1)" at the end.

29. Clause (b) of the definition of "employee" in subsection 44 (4) of the Act is amended by striking out "*Employment Standards Act*" and substituting "*Employment Standards Act, 2000*".

30. Part VI (sections 55 and 56) of the Act is repealed.

31. Part VII (sections 57, 58 and 59) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 43, Schedule C, section 23, is repealed.

Commencement

32. (1) Subject to subsection (2), this Part comes into force on the day this Act receives Royal Assent.

Same

(2) Section 28 shall be deemed to have come into force on December 5, 2001.

PART V COMPULSORY AUTOMOBILE INSURANCE ACT

33. The following provisions of the *Compulsory Automobile Insurance Act* are amended by striking out "subsection 13 (2)" wherever it appears and substituting in each case "subsection 13 (11)":

1. Clause 2 (3) (a).
2. Clause 2 (7) (b).
3. Subsection 2 (10).

34. Section 13 of the Act and section 13.1 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 21, section 50, are repealed and the following substituted:

(4) L'alinéa 25 (4.9) b) de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 63 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1999 et tel qu'il est modifié par l'article 16 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 2001, est modifié par substitution de «1^{er} janvier 2004» à «1^{er} janvier 2003».

(5) Le sous-alinéa 25 (7) b) (i) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 23 de l'annexe C du chapitre 43 des Lois de l'Ontario de 1997, est modifié par substitution de «crédit d'impôt relatif à un fonds d'investissement des travailleurs» à «crédit d'impôt accordé aux corporations d'investissement».

27. Le sous-alinéa 26 (1) c) (ii) de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 16 de l'annexe C du chapitre 43 des Lois de l'Ontario de 1997, est modifié par substitution de «ministre de l'Entreprise, des Débouchés et de l'Innovation» à «ministre du Développement économique, du Commerce et du Tourisme».

28. L'alinéa 27.1 (4) a) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 67 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1999, est modifié par suppression de «ou du paragraphe 14.1 (1)» à la fin de l'alinéa.

29. L'alinéa b) de la définition de «employé» au paragraphe 44 (4) de la Loi est modifié par substitution de «*Loi de 2000 sur les normes d'emploi*» à «*Loi sur les normes d'emploi*».

30. La partie VI (articles 55 et 56) de la Loi est abrogée.

31. La partie VII (articles 57, 58 et 59) de la Loi, telle qu'elle est modifiée par l'article 23 de l'annexe C du chapitre 43 des Lois de l'Ontario de 1997, est abrogée.

Entrée en vigueur

32. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente partie entre en vigueur le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Idem

(2) L'article 28 est réputé être entré en vigueur le 5 décembre 2001.

PARTIE V LOI SUR L'ASSURANCE- AUTOMOBILE OBLIGATOIRE

33. Les dispositions suivantes de la *Loi sur l'assurance-automobile obligatoire* sont modifiées par substitution de «paragraphe 13 (11)» à «paragraphe 13 (2)» partout où figure cette expression :

1. L'alinéa 2 (3) a).
2. L'alinéa 2 (7) b).
3. Le paragraphe 2 (10).

34. L'article 13 de la Loi et l'article 13.1 de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 50 du chapitre 21 des Lois de l'Ontario de 1996, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Validation or transfer of permits

13. (1) No person shall apply for the issuance, validation or transfer of a permit for a motor vehicle unless the motor vehicle is insured under a contract of automobile insurance.

Ministry to be satisfied of insurance

(2) The Ministry of Transportation shall not issue, validate or transfer a permit for a motor vehicle unless it is satisfied that, at the time that the application for the issuance, validation or transfer is made, the motor vehicle is insured under a contract of automobile insurance.

Minister may require information

(3) The following persons shall, upon the request of the Minister of Transportation, give the Registrar such information as may be prescribed, including personal information, for any purpose related to this Act or any provision of the *Highway Traffic Act* concerning automobile insurance, subject to such conditions as may be prescribed:

1. A particular insurer.
2. Every insurer in a prescribed class of insurers.
3. A particular person.
4. Every person in a prescribed class of persons.

Collection of information on Minister's behalf

(4) The Minister of Transportation may enter into agreements authorizing one or more persons to collect and keep information provided under subsection (3) on behalf of the Registrar, and require those persons to provide the information to the Registrar.

Format of information

(5) The Minister of Transportation may require that information provided or kept under subsection (3) or (4) be in any format that the Minister considers appropriate, and be provided by any means that the Minister considers appropriate.

Verifying accuracy

(6) The Minister of Transportation may verify the accuracy of information provided or kept under subsection (3) or (4) by comparing the information with information that is collected under the authority of the *Highway Traffic Act*.

Use of information for other purposes

(7) Nothing in this section limits or controls the collection, use or disclosure of, or access to, any information provided to a person authorized under subsection (4), for any purpose other than one set out in this section.

Proof of insurance

(8) Despite anything in this Act or the *Highway Traffic Act*, the Ministry of Transportation may require a person who applies for the issuance, validation or transfer of a

Validation ou transfert de certificats

13. (1) Nul ne doit demander la délivrance, la validation ou le transfert du certificat d'immatriculation d'un véhicule automobile qui n'est pas assuré en vertu d'un contrat d'assurance-automobile.

Obligation d'être convaincu de l'existence d'une assurance

(2) Le ministère des Transports ne doit pas délivrer, valider ni transférer le certificat d'immatriculation d'un véhicule automobile à moins d'être convaincu que ce dernier est assuré en vertu d'un contrat d'assurance-automobile au moment où la demande de délivrance, de validation ou de transfert est présentée.

Pouvoir du ministre d'exiger des renseignements

(3) Les personnes suivantes fournissent au registraire, sur demande du ministre des Transports, les renseignements prescrits, y compris des renseignements personnels, à toute fin liée à la présente loi ou à une disposition du *Code de la route* qui traite d'assurance-automobile, sous réserve des conditions prescrites :

1. Un assureur donné.
2. Tout assureur d'une catégorie prescrite d'assureurs.
3. Une personne donnée.
4. Toute personne d'une catégorie prescrite de personnes.

Collecte de renseignements pour le compte du ministre

(4) Le ministre des Transports peut conclure des ententes autorisant une ou plusieurs personnes à recueillir et à conserver les renseignements visés au paragraphe (3) pour le compte du registraire, et exiger qu'elles les fournissent à ce dernier.

Forme des renseignements

(5) Le ministre des Transports peut exiger que les renseignements fournis ou conservés en application du paragraphe (3) ou (4) soient sous la forme qu'il estime appropriée et qu'ils soient fournis par tout moyen qu'il estime également approprié.

Vérification de l'exactitude

(6) Le ministre des Transports peut vérifier l'exactitude des renseignements fournis ou conservés en application du paragraphe (3) ou (4) en les comparant à des renseignements recueillis sous le régime du *Code de la route*.

Utilisation des renseignements à d'autres fins

(7) Le présent article n'a pas pour effet de limiter ou de régir la collecte de renseignements fournis à une personne autorisée en vertu du paragraphe (4), leur utilisation, leur divulgation ou l'accès à ceux-ci, à une fin autre que celles énoncées au présent article.

Preuve d'assurance

(8) Malgré les autres dispositions de la présente loi et le *Code de la route*, le ministère des Transports peut exiger que quiconque demande la délivrance, la validation

permit for a motor vehicle to do any or all of the following:

1. Certify in a form approved by the Superintendent that the motor vehicle is insured under a contract of automobile insurance.
2. Produce for inspection an insurance card for the motor vehicle.
3. Produce for inspection any other evidence that is satisfactory to the Ministry of Transportation that the motor vehicle is insured under a contract of automobile insurance.

Ministry of Transportation may rely on information

(9) The Ministry of Transportation, for the purpose of determining that it is satisfied under subsection (2), may rely on information obtained pursuant to this section.

No liability

(10) Where the Ministry of Transportation has relied on information obtained pursuant to this section, the Crown, the Minister of Transportation, the Ministry, the Registrar and the employees, officers and agents of the Minister or the Ministry are not liable in any action relating to the issuance, validation or transfer of a permit for a motor vehicle that arises out of that reliance or any failure or refusal to issue, validate or transfer a permit that arises out of that reliance.

Offence for false statement

(11) No person shall, in certifying under paragraph 1 of subsection (8) that a motor vehicle is insured under a contract of automobile insurance, make a statement that he or she knows or ought to know is false.

Definition

(12) In this section,

“contract of automobile insurance” means a contract of automobile insurance made with an insurer.

Possession, use, sale, etc., of false or invalid insurance card

13.1 (1) No person shall,

- (a) have a false or invalid insurance card in his or her possession that he or she knows or ought to know is false or invalid;
- (b) use a false or invalid insurance card that he or she knows or ought to know is false or invalid;
- (c) sell, give, deliver or distribute a false or invalid insurance card that he or she knows or ought to know is false or invalid; or
- (d) produce for inspection any other evidence, that he or she knows or ought to know is false or invalid, that the motor vehicle is insured under a contract of automobile insurance.

ou le transfert du certificat d'immatriculation d'un véhicule automobile prenne l'une ou l'autre des mesures suivantes :

1. Attester, selon la formule qu'approuve le surintendant, que le véhicule est assuré en vertu d'un contrat d'assurance-automobile.
2. Produire pour inspection une carte d'assurance du véhicule.
3. Produire pour inspection toute autre preuve que le véhicule est assuré en vertu d'un contrat d'assurance-automobile et que le ministère des Transports juge satisfaisante.

Possibilité pour le ministère de se fier aux renseignements

(9) Pour établir qu'il est convaincu comme le prévoit le paragraphe (2), le ministère des Transports peut se fier aux renseignements obtenus conformément au présent article.

Aucune responsabilité

(10) Lorsque le ministère des Transports s'est fié aux renseignements obtenus conformément au présent article, la Couronne, le ministre des Transports, le ministère, le registrateur ainsi que les employés, fonctionnaires et mandataires du ministre ou du ministère n'encourent aucune responsabilité dans une action se rapportant à la délivrance, à la validation ou au transfert du certificat d'immatriculation d'un véhicule automobile, ou à l'omission ou au refus d'y procéder, si la mesure découle du fait que le ministère s'est fié à ces renseignements.

Infraction en cas de fausse déclaration

(11) Nul ne doit faire de déclaration qu'il sait ou devrait savoir être fausse lorsqu'il atteste, en application de la disposition 1 du paragraphe (8), qu'un véhicule automobile est assuré en vertu d'un contrat d'assurance-automobile.

Définition

(12) La définition qui suit s'applique au présent article.

«contrat d'assurance-automobile» Contrat d'assurance-automobile conclu avec un assureur.

Possession, utilisation ou vente d'une carte d'assurance fausse ou invalide

13.1 (1) Nul ne doit faire ce qui suit :

- a) être en possession d'une carte d'assurance fausse ou invalide qu'il sait ou devrait savoir être telle;
- b) utiliser une carte d'assurance fausse ou invalide qu'il sait ou devrait savoir être telle;
- c) vendre, donner, remettre ou distribuer une carte d'assurance fausse ou invalide qu'il sait ou devrait savoir être telle;
- d) produire pour inspection une autre preuve, qu'il sait ou devrait savoir être fausse ou invalide, que le véhicule automobile est assuré en vertu d'un contrat d'assurance-automobile.

Offence

(2) A person who contravenes this section is guilty of an offence and is liable on a first conviction to a fine of not less than \$10,000 and not more than \$50,000 and on a subsequent conviction to a fine of not less than \$20,000 and not more than \$100,000.

Definition

(3) In this section,

“contract of automobile insurance” means a contract of automobile insurance made with an insurer.

Evidence in certain prosecutions

13.2 (1) This section applies with respect to prosecutions for offences under sections 2, 13 and 13.1.

Statutory declaration

(2) A statutory declaration by a person who is identified in the declaration as an officer or employee of an insurer is admissible in evidence as proof, in the absence of evidence to the contrary, that the motor vehicle identified in the declaration was or was not insured by the insurer on the date or dates specified in the declaration.

35. (1) Clause 15 (1) (a) of the Act is repealed and the following substituted:

- (a) exempting any person or class of persons or vehicle or class of vehicles from this Act or any provision of this Act, subject to such conditions as are set out in the regulations;

(2) Clause 15 (1) (c.2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 21, section 50, is repealed and the following substituted:

- (c.2) prescribing persons, classes of persons, insurers, classes of insurers, information and conditions for the purposes of subsection 13 (3).

Commencement

36. (1) Subject to subsection (2), this Part comes into force on the day this Act receives Royal Assent.

Same

(2) Sections 33 to 35 come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

PART VI CORPORATIONS TAX ACT

37. Section 4 of the *Corporations Tax Act* is amended by adding the following subsections:

Same, where tax liability affected by a tax treaty, etc.

(12) If the liability of a corporation for tax under the *Income Tax Act* (Canada) is determined with reference to

Infraction

(2) Quiconque contrevient au présent article est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende de 10 000 \$ à 50 000 \$, dans le cas d'une première déclaration de culpabilité, et de 20 000 \$ à 100 000 \$, dans le cas d'une déclaration de culpabilité subséquente.

Définition

(3) La définition qui suit s'applique au présent article.

«contrat d'assurance-automobile» Contrat d'assurance-automobile conclu avec un assureur.

Preuve dans certaines poursuites

13.2 (1) Le présent article s'applique à l'égard des poursuites intentées pour les infractions visées aux articles 2, 13 et 13.1.

Déclaration solennelle

(2) La déclaration solennelle de la personne qui s'y présente comme étant un dirigeant ou un employé d'un assureur est admissible en preuve comme preuve, en l'absence de preuve contraire, que le véhicule automobile qui y est décrit était ou n'était pas assuré par l'assureur à la ou aux dates qui y sont précisées.

35. (1) L'alinéa 15 (1) a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- a) soustraire une personne, un véhicule ou une catégorie de personnes ou de véhicules à l'application de la présente loi ou d'une de ses dispositions, sous réserve des conditions énoncées dans les règlements;

(2) L'alinéa 15 (1) c.2) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 50 du chapitre 21 des Lois de l'Ontario de 1996, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- c.2) prescrire des personnes, des catégories de personnes, des assureurs, des catégories d'assureurs, des renseignements et des conditions pour l'application du paragraphe 13 (3).

Entrée en vigueur

36. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente partie entre en vigueur le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Idem

(2) Les articles 33 à 35 entrent en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

PARTIE VI LOI SUR L'IMPOSITION DES CORPORATIONS

37. L'article 4 de la *Loi sur l'imposition des corporations* est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Idem : assujettissement à l'impôt subordonné à une convention fiscale

(12) Si l'assujettissement à l'impôt d'une corporation en application de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada)

a tax treaty, convention or agreement with another country, the corporation does not have a permanent establishment in Ontario for the purposes of this Act if it does not have such an establishment for the purposes of the tax treaty, convention or agreement.

Same

(13) Subsection (12) applies with respect to taxation years ending after June 17, 2002.

38. Clause 11 (8.1) (d) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 2001, chapter 23, section 22, and clauses 11 (8.1) (e), (f) and (g) of the Act, as enacted by 2001, chapter 8, section 19, are repealed and the following substituted:

- (d) 5/12.5 multiplied by the ratio of the number of days in the taxation year that are after September 30, 2001 and before January 1, 2004 to the total number of days in the taxation year;
- (e) 5/11 multiplied by the ratio of the number of days in the taxation year that are after December 31, 2003 and before January 1, 2005 to the total number of days in the taxation year;
- (f) 5/9.5 multiplied by the ratio of the number of days in the taxation year that are after December 31, 2004 and before January 1, 2006 to the total number of days in the taxation year; and
- (g) 5/8 multiplied by the ratio of the number of days in the taxation year that are after December 31, 2005 to the total number of days in the taxation year.

39. Clause 13.4 (2) (b) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1999, chapter 9, section 78, is amended by striking out "May 5, 2002" and substituting "January 1, 2006".

40. The Act is amended by adding the following section:

DIVISION D.1 — TAX INCENTIVE
FOR INVESTING IN
ONTARIO JOBS AND OPPORTUNITY BONDS

Tax incentive, Ontario Jobs and Opportunity Bonds

37.1 (1) In this section,

"Authority" means the Ontario Municipal Economic Infrastructure Financing Authority continued by subsection 2 (1) of the *Ontario Municipal Economic Infrastructure Financing Authority Act, 2002*; ("Office")

"Ontario Jobs and Opportunity Bond" means a bond, debenture or other security,

- (a) that is issued by the Authority and is designated by it as an Ontario Jobs and Opportunity Bond,
- (b) that is issued by a subsidiary, trust, partnership or other entity established or acquired by the Authority and is designated by the Authority as an Ontario Jobs and Opportunity Bond, or

est déterminé en fonction d'une convention fiscale conclue avec un autre pays, la corporation n'a pas d'établissement permanent en Ontario pour l'application de la présente loi si elle n'a pas un tel établissement pour l'application de la convention fiscale.

Idem

(13) Le paragraphe (12) s'applique à l'égard des années d'imposition qui se terminent après le 17 juin 2002.

38. L'alinéa 11 (8.1) d) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 22 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 2001, et les alinéas 11 (8.1) e), f) et g) de la Loi, tels qu'ils sont édictés par l'article 19 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 2001, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- d) 5/12,5 multiplié par le rapport entre le nombre de jours de l'année qui tombent après le 30 septembre 2001 mais avant le 1^{er} janvier 2004 et le nombre total de jours compris dans l'année;
- e) 5/11 multiplié par le rapport entre le nombre de jours de l'année qui tombent après le 31 décembre 2003 mais avant le 1^{er} janvier 2005 et le nombre total de jours compris dans l'année;
- f) 5/9,5 multiplié par le rapport entre le nombre de jours de l'année qui tombent après le 31 décembre 2004 mais avant le 1^{er} janvier 2006 et le nombre total de jours compris dans l'année;
- g) 5/8 multiplié par le rapport entre le nombre de jours de l'année qui tombent après le 31 décembre 2005 et le nombre total de jours compris dans l'année.

39. L'alinéa 13.4 (2) b) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 78 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1999, est modifié par substitution de «1^{er} janvier 2006» à «5 mai 2002».

40. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

SECTION D.1 — INCITATIF FISCAL AU TITRE
DES OBLIGATIONS ONTARIENNES
DE FINANCEMENT D'EMPLOIS ET DE PROJETS

Incitatif fiscal : obligations ontariennes de financement d'emplois et de projets

37.1 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«obligation ontarienne de financement d'emplois et de projets» Obligation, débenture ou autre valeur mobilière :

- a) soit que l'Office émet et désigne comme obligation ontarienne de financement d'emplois et de projets;
- b) soit qu'émet une filiale, une fiducie, une société de personnes ou une autre entité qui est créée ou acquise par l'Office et que celui-ci désigne comme obligation ontarienne de financement d'emplois et de projets;

- (c) that is designated by the Minister as an Ontario Jobs and Opportunity Bond. ("obligation ontarienne de financement d'emplois et de projets")

- c) soit que le ministre désigne comme obligation ontarienne de financement d'emplois et de projets. («Ontario Jobs and Opportunity Bond»)

«Office» L'Office ontarien de financement de l'infrastructure économique des municipalités qui est prorogé par le paragraphe 2 (1) de la *Loi de 2002 sur l'Office ontarien de financement de l'infrastructure économique des municipalités*. («Authority»)

Tax incentive

(2) A corporation that owns an Ontario Jobs and Opportunity Bond at any time in a taxation year is entitled to receive a tax incentive under this section in respect of the interest received or receivable on the Bond in the taxation year.

Eligible corporation

(3) A corporation is eligible to receive a tax incentive under this section if it satisfies the prescribed conditions.

Certificate

(4) A certificate of the chair, a vice-chair, the chief executive officer or any officer of the Authority designated by its board of directors which states that an entity is a subsidiary, trust, partnership or other entity established or acquired by the Authority or that a bond, debenture or other security is an Ontario Jobs and Opportunity Bond is conclusive evidence of the facts stated.

Regulations

- (5) The Minister may make regulations,
- (a) prescribing the nature of the tax incentive and the manner in which it is calculated;
 - (b) prescribing the conditions that must be satisfied for a corporation to be eligible to receive a tax incentive under this section;
 - (c) prescribing circumstances in which a tax incentive must be repaid by a corporation and prescribing the rules applicable to the repayment;
 - (d) prescribing any other matter that the Minister considers necessary or advisable for the purposes of this section.

41. Clause 38 (2) (d) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 2001, chapter 23, section 31, and clauses 38 (2) (e), (f) and (g) of the Act, as enacted by 2001, chapter 8, section 20, are repealed and the following substituted:

- (d) 12.5 per cent multiplied by the ratio of the number of days in the taxation year that are after September 30, 2001 and before January 1, 2004 to the total number of days in the taxation year;
- (e) 11 per cent multiplied by the ratio of the number of days in the taxation year that are after December 31, 2003 and before January 1, 2005 to the total number of days in the taxation year;

Incitatif fiscal

(2) La corporation qui possède une obligation ontarienne de financement d'emplois et de projets à un moment quelconque d'une année d'imposition a droit à l'incitatif fiscal prévu au présent article à l'égard des intérêts de l'obligation reçus ou à recevoir pendant l'année.

Corporation admissible

(3) Une corporation est admissible à l'incitatif fiscal prévu au présent article si elle satisfait aux conditions prescrites.

Attestation

(4) L'attestation du président de l'Office, d'un de ses vice-présidents, du chef de sa direction ou d'un de ses dirigeants désigné à cette fin par son conseil d'administration qui énonce qu'une entité est une filiale, une fiducie, une société de personnes ou une autre entité qui est créée ou acquise par l'Office ou qu'une obligation, une débiteure ou une autre valeur mobilière est une obligation ontarienne de financement d'emplois et de projets constitue une preuve concluante de ce fait.

Règlements

- (5) Le ministre peut, par règlement :
- a) prescrire la nature et le mode de calcul de l'incitatif fiscal;
 - b) prescrire les conditions d'admissibilité d'une corporation à l'incitatif fiscal prévu au présent article;
 - c) prescrire les circonstances dans lesquelles une corporation doit rembourser l'incitatif fiscal et prescrire les règles applicables au remboursement;
 - d) prescrire toute autre question qu'il estime nécessaire ou souhaitable pour l'application du présent article.

41. L'alinéa 38 (2) d) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 31 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 2001, et les alinéas 38 (2) e), f) et g) de la Loi, tels qu'ils sont édictés par l'article 20 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 2001, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- d) 12,5 pour cent multiplié par le rapport entre le nombre de jours de l'année qui tombent après le 30 septembre 2001 mais avant le 1^{er} janvier 2004 et le nombre total de jours compris dans l'année;
- e) 11 pour cent multiplié par le rapport entre le nombre de jours de l'année qui tombent après le 31 décembre 2003 mais avant le 1^{er} janvier 2005 et le nombre total de jours compris dans l'année;

- (f) 9.5 per cent multiplied by the ratio of the number of days in the taxation year that are after December 31, 2004 and before January 1, 2006 to the total number of days in the taxation year; and
- (g) 8 per cent multiplied by the ratio of the number of days in the taxation year that are after December 31, 2005 to the total number of days in the taxation year.

42. (1) Clauses 41 (1.1) (f), (g) and (h) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 2001, chapter 8, section 21, are repealed and the following substituted:

- (f) 7 per cent, in respect of a taxation year that ends after December 31, 2002 and before January 1, 2004;
- (g) 6 per cent, in respect of a taxation year that ends after December 31, 2003 and before January 1, 2005; and
- (h) 5.5 per cent, in respect of a taxation year that ends after December 31, 2004 and before January 1, 2006;

(2) Subsection 41 (1.1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 5, section 10 and amended by 2000, chapter 10, section 4, 2001, chapter 8, section 21 and 2001, chapter 23, section 32, is amended by adding the following clause:

- (i) 4 per cent, in respect of a taxation year that ends after December 31, 2005.

(3) Subsection 41 (1.4) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 2001, chapter 23, section 32, is repealed and the following substituted:

Same, 2000 and later

(1.4) Despite clauses (1.1) (d) to (i), if the taxation year begins on or before the particular September 30 or December 31 indicated in clause (d), (e), (f), (g), (h) or (i), the change in the percentage from the percentage set out in the preceding clause to the percentage set out in the applicable clause must be prorated according to the number of days in the taxation year that are after the particular September 30 or December 31, as the case may be.

(4) Section 41 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 1, Schedule B, section 5, 1998, chapter 5, section 10, 2000, chapter 10, section 4, 2001, chapter 8, section 21 and 2001, chapter 23, section 32, is amended by adding the following subsections:

Specified partnership income

(6) In applying subparagraph 125 (1) (a) (ii) of the *Income Tax Act* (Canada) for the purposes of this section for a taxation year ending after May 1, 2000, the reference to "specified partnership income" in that subpara-

f) 9,5 pour cent multiplié par le rapport entre le nombre de jours de l'année qui tombent après le 31 décembre 2004 mais avant le 1^{er} janvier 2006 et le nombre total de jours compris dans l'année;

g) 8 pour cent multiplié par le rapport entre le nombre de jours de l'année qui tombent après le 31 décembre 2005 et le nombre total de jours compris dans l'année.

42. (1) Les alinéas 41 (1.1) f), g) et h) de la Loi, tels qu'ils sont réédités par l'article 21 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 2001, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

f) 7 pour cent, à l'égard d'une année d'imposition qui se termine après le 31 décembre 2002 mais avant le 1^{er} janvier 2004;

g) 6 pour cent, à l'égard d'une année d'imposition qui se termine après le 31 décembre 2003 mais avant le 1^{er} janvier 2005;

h) 5,5 pour cent, à l'égard d'une année d'imposition qui se termine après le 31 décembre 2004 mais avant le 1^{er} janvier 2006;

(2) Le paragraphe 41 (1.1) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 10 du chapitre 5 des Lois de l'Ontario de 1998 et tel qu'il est modifié par l'article 4 du chapitre 10 des Lois de l'Ontario de 2000 et par l'article 21 du chapitre 8 et l'article 32 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 2001, est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

i) 4 pour cent, à l'égard d'une année d'imposition qui se termine après le 31 décembre 2005.

(3) Le paragraphe 41 (1.4) de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 32 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 2001, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Idem, à compter de 2000

(1.4) Malgré les alinéas (1.1) d) à i), si l'année d'imposition commence le 30 septembre ou le 31 décembre indiqué à l'alinéa d), e), f), g), h) ou i) ou avant cette date, l'augmentation de la déduction qui découle du passage du pourcentage indiqué dans l'alinéa précédent au pourcentage indiqué dans l'alinéa applicable est calculée proportionnellement au nombre de jours de l'année d'imposition qui tombent après le 30 septembre ou le 31 décembre en question, selon le cas.

(4) L'article 41 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 5 de l'annexe B du chapitre 1 des Lois de l'Ontario de 1996, par l'article 10 du chapitre 5 des Lois de l'Ontario de 1998, par l'article 4 du chapitre 10 des Lois de l'Ontario de 2000 et par l'article 21 du chapitre 8 et l'article 32 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 2001, est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Revenu de société de personnes déterminé

(6) Pour l'application du sous-alinéa 125 (1) a) (ii) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) dans le cadre du présent article pour une année d'imposition qui se termine après le 1^{er} mai 2000, la mention de «revenu de société de

graph shall be read as a reference to the amount that would be determined under the definition of "specified partnership income" in subsection 125 (7) of that Act in respect of a partnership if the variable "M" in that definition were the amount equal to the lesser of,

- (a) the amount determined under subsection (3.2); and
- (b) the amount determined under subsection (7).

Same

(7) For the purposes of clause (6) (b), the amount is determined using the formula,

$$(B/365) \times C$$

in which,

"B" is the amount determined under subsection (3.2), and

"C" is the total of all amounts each of which is the number of days contained in a fiscal period of the partnership ending in the year.

43. Clauses 41.1 (3) (f), (g) and (h) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 2001, chapter 8, section 22, are repealed and the following substituted:

- (f) 4.667 per cent multiplied by the ratio of the number of days in the taxation year that are after December 31, 2002 and before January 1, 2004 to the total number of days in the taxation year;
- (g) 4 per cent multiplied by the ratio of the number of days in the taxation year that are after December 31, 2003 and before January 1, 2005 to the total number of days in the taxation year;
- (h) 3.667 per cent multiplied by the ratio of the number of days in the taxation year that are after December 31, 2004 and before January 1, 2006 to the total number of days in the taxation year; and
- (i) 2.667 per cent multiplied by the ratio of the number of days in the taxation year that are after December 31, 2005 to the total number of days in the taxation year.

44. (1) Clauses 43 (1.1) (c) and (d) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 2001, chapter 8, section 23, and clauses 43 (1.1) (e) and (f) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 2001, chapter 8, section 23, are repealed and the following substituted:

- (c) 1.5 per cent multiplied by the ratio of the number of days in the taxation year that are after December 31, 2000 and before January 1, 2004 to the total number of days in the taxation year;
- (d) 1 per cent multiplied by the ratio of the number of days in the taxation year that are after December 31, 2003 and before January 1, 2005 to the total number of days in the taxation year;

personnes déterminé» à ce sous-alinéa vaut mention du montant qui serait calculé en application de la définition de «revenu de société de personnes déterminé» au paragraphe 125 (7) de cette loi à l'égard d'une société de personnes si l'élément «M» de cette définition correspondait au montant égal au moins élevé des montants suivants :

- a) le montant calculé en application du paragraphe (3.2);
- b) le montant calculé en application du paragraphe (7).

Idem

(7) Pour l'application de l'alinéa (6) b), le montant est calculé selon la formule suivante :

$$(B/365) \times C$$

où :

«B» représente le montant calculé en application du paragraphe (3.2);

«C» représente le total de tous les montants dont chacun représente le nombre de jours compris dans l'exercice de la société de personnes qui se termine pendant l'année.

43. Les alinéas 41.1 (3) f), g) et h) de la Loi, tels qu'ils sont réédités par l'article 22 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 2001, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- f) 4,667 pour cent multiplié par le rapport entre le nombre de jours de l'année qui tombent après le 31 décembre 2002 mais avant le 1^{er} janvier 2004 et le nombre total de jours compris dans l'année;
- g) 4 pour cent multiplié par le rapport entre le nombre de jours de l'année qui tombent après le 31 décembre 2003 mais avant le 1^{er} janvier 2005 et le nombre total de jours compris dans l'année;
- h) 3,667 pour cent multiplié par le rapport entre le nombre de jours de l'année qui tombent après le 31 décembre 2004 mais avant le 1^{er} janvier 2006 et le nombre total de jours compris dans l'année;
- i) 2,667 pour cent multiplié par le rapport entre le nombre de jours de l'année qui tombent après le 31 décembre 2005 et le nombre total de jours compris dans l'année.

44. (1) Les alinéas 43 (1.1) c) et d) de la Loi, tels qu'ils sont réédités par l'article 23 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 2001, et les alinéas 43 (1.1) e) et f) de la Loi, tels qu'ils sont édictés par l'article 23 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 2001, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- c) 1,5 pour cent multiplié par le rapport entre le nombre de jours de l'année qui tombent après le 31 décembre 2000 mais avant le 1^{er} janvier 2004 et le nombre de jours compris dans l'année;
- d) 1 pour cent multiplié par le rapport entre le nombre de jours de l'année qui tombent après le 31 décembre 2003 mais avant le 1^{er} janvier 2005 et le nombre de jours compris dans l'année;

- (e) 0.5 per cent multiplied by the ratio of the number of days in the taxation year that are after December 31, 2004 and before January 1, 2006 to the total number of days in the taxation year; and
- (f) zero per cent multiplied by the ratio of the number of days in the taxation year that are after December 31, 2005 to the total number of days in the taxation year.

(2) Subsection 43 (1.2) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 2001, chapter 23, section 34, is repealed and the following substituted:

Transition, 2002 Budget

(1.2) The amount that may be deducted under subsection (1) by a corporation for a taxation year ending after September 30, 2001 may not exceed the amount that would be determined under subsection (1) for the taxation year if the reference in that subsection to "2 per cent" were read as the total of,

- (a) 2 per cent multiplied by the ratio of the number of days in the taxation year that are before October 1, 2001 to the total number of days in the taxation year;
- (b) 1.5 per cent multiplied by the ratio of the number of days in the taxation year that are after September 30, 2001 and before January 1, 2004 to the total number of days in the taxation year;
- (c) 1 per cent multiplied by the ratio of the number of days in the taxation year that are after December 31, 2003 and before January 1, 2005 to the total number of days in the taxation year;
- (d) 0.5 per cent multiplied by the ratio of the number of days in the taxation year that are after December 31, 2004 and before January 1, 2006 to the total number of days in the taxation year; and
- (e) zero per cent multiplied by the ratio of the number of days in the taxation year that are after December 31, 2005 to the total number of days in the taxation year.

(3) Clauses 43 (1.3) (b), (c), (d) and (e) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 2001, chapter 23, section 34, are repealed and the following substituted:

- (b) 1.5 per cent multiplied by the ratio of the number of days in the taxation year that are after December 31, 2000 and before January 1, 2004 to the total number of days in the taxation year;
- (c) 1 per cent multiplied by the ratio of the number of days in the taxation year that are after December 31, 2003 and before January 1, 2005 to the total number of days in the taxation year;
- (d) 0.5 per cent multiplied by the ratio of the number of days in the taxation year that are after December 31, 2004 and before January 1, 2006 to the total number of days in the taxation year; and
- (e) zero per cent multiplied by the ratio of the number

e) 0,5 pour cent multiplié par le rapport entre le nombre de jours de l'année qui tombent après le 31 décembre 2004 mais avant le 1^{er} janvier 2006 et le nombre de jours compris dans l'année;

f) 0 pour cent multiplié par le rapport entre le nombre de jours de l'année qui tombent après le 31 décembre 2005 et le nombre de jours compris dans l'année.

(2) Le paragraphe 43 (1.2) de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 34 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 2001, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Disposition transitoire : budget de 2002

(1.2) La somme qu'une corporation peut déduire en vertu du paragraphe (1) pour une année d'imposition qui se termine après le 30 septembre 2001 ne peut dépasser la somme qui serait fixée en application du paragraphe (1) pour l'année si la mention de «2 pour cent» à ce paragraphe valait mention du total de ce qui suit :

- a) 2 pour cent multiplié par le rapport entre le nombre de jours de l'année qui tombent avant le 1^{er} octobre 2001 et le nombre total de jours compris dans l'année;
- b) 1,5 pour cent multiplié par le rapport entre le nombre de jours de l'année qui tombent après le 30 septembre 2001 mais avant le 1^{er} janvier 2004 et le nombre total de jours compris dans l'année;
- c) 1 pour cent multiplié par le rapport entre le nombre de jours de l'année qui tombent après le 31 décembre 2003 mais avant le 1^{er} janvier 2005 et le nombre total de jours compris dans l'année;
- d) 0,5 pour cent multiplié par le rapport entre le nombre de jours de l'année qui tombent après le 31 décembre 2004 mais avant le 1^{er} janvier 2006 et le nombre total de jours compris dans l'année;
- e) 0 pour cent multiplié par le rapport entre le nombre de jours de l'année qui tombent après le 31 décembre 2005 et le nombre total de jours compris dans l'année.

(3) Les alinéas 43 (1.3) b), c), d) et e) de la Loi, tels qu'ils sont édictés par l'article 34 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 2001, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- b) 1,5 pour cent multiplié par le rapport entre le nombre de jours de l'année qui tombent après le 31 décembre 2000 mais avant le 1^{er} janvier 2004 et le nombre total de jours compris dans l'année;
- c) 1 pour cent multiplié par le rapport entre le nombre de jours de l'année qui tombent après le 31 décembre 2003 mais avant le 1^{er} janvier 2005 et le nombre total de jours compris dans l'année;
- d) 0,5 pour cent multiplié par le rapport entre le nombre de jours de l'année qui tombent après le 31 décembre 2004 mais avant le 1^{er} janvier 2006 et le nombre total de jours compris dans l'année;
- e) 0 pour cent multiplié par le rapport entre le nombre

of days in the taxation year that are after December 31, 2005 to the total number of days in the taxation year.

(4) Paragraphs 6, 7 and 8 of clause 43 (4) (b) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 2001, chapter 8, section 23, are repealed and the following substituted:

6. $B/C \times I/Z \times A/0.07$
7. $B/C \times J/Z \times A/0.06$
8. $B/C \times K/Z \times A/0.055$
9. $B/C \times L/Z \times A/0.04$

(5) The definition of "K" in subsection 43 (5) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 2000, chapter 10, section 6, is repealed and the following substituted:

"K" is the number of days in the taxation year that are after December 31, 2004 and before January 1, 2006,

"L" is the number of days in the taxation year that are after December 31, 2005, and

45. Subsection 43.1 (4) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 14, section 17, is amended by adding the following paragraph:

4. If the rules in subsection 142.7 (12) of the *Income Tax Act* (Canada) apply in respect of the winding up of a Canadian affiliate of an entrant bank (within the meaning of subsection 142.7 (1) of that Act) or in respect of the dissolution of a Canadian affiliate of an entrant bank under a dissolution order (within the meaning of subsection 142.7 (12) of that Act), the entrant bank shall be deemed to be the same corporation as, and a continuation of, the Canadian affiliate for the purposes of determining an amount of tax under Part II.1 that was deducted under this section or was payable by the entrant bank for a prior taxation year.

46. (1) Subsection 43.3 (3.5) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1999, chapter 9, section 81, is repealed and the following substituted:

Same, taxation years commencing before specified date

(3.5) The following rules apply for the purposes of subsection (3.2) for a taxation year that commenced before the day the *Keeping the Promise for a Strong Economy Act (Budget Measures)*, 2002 received Royal Assent and ends after May 4, 1999:

1. A corporation that is required to compute its paid-up capital employed in Canada for a taxation year under Division C of Part III shall determine the amount that would be its taxable paid-up-capital for the taxation year under Part III as if it were a corporation incorporated in Canada.

de jours de l'année qui tombent après le 31 décembre 2005 et le nombre total de jours compris dans l'année.

(4) Les dispositions 6, 7 et 8 de l'alinéa 43 (4) b) de la Loi, telles qu'elles sont rééditées par l'article 23 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 2001, sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

6. $B/C \times I/Z \times A/0,07$
7. $B/C \times J/Z \times A/0,06$
8. $B/C \times K/Z \times A/0,055$
9. $B/C \times L/Z \times A/0,04$

(5) La définition de l'élément «K» au paragraphe 43 (5) de la Loi, telle qu'elle est édictée par l'article 6 du chapitre 10 des Lois de l'Ontario de 2000, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«K» représente le nombre de jours de l'année d'imposition qui tombent après le 31 décembre 2004 mais avant le 1^{er} janvier 2006;

«L» représente le nombre de jours de l'année d'imposition qui tombent après le 31 décembre 2005;

45. Le paragraphe 43.1 (4) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 17 du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié par adjonction de la disposition suivante :

4. Si les règles du paragraphe 142.7 (12) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) s'appliquent à l'égard de la liquidation d'une filiale canadienne d'une banque entrante, au sens du paragraphe 142.7 (1) de cette loi, ou à l'égard de la dissolution d'une filiale canadienne d'une banque entrante visée par une ordonnance de dissolution, au sens du paragraphe 142.7 (12) de la même loi, la banque entrante est réputée être la même corporation que la filiale canadienne et en être la continuation aux fins du calcul de l'impôt prévu à la partie II.1 que la banque entrante a déduit en vertu du présent article ou devait payer pour une année d'imposition antérieure.

46. (1) Le paragraphe 43.3 (3.5) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 81 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1999, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Idem, années d'imposition commençant avant la date déterminée

(3.5) Les règles suivantes s'appliquent dans le cadre du paragraphe (3.2) pour une année d'imposition qui commence avant le jour où la *Loi de 2002 sur le respect de l'engagement d'assurer une économie saine (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale et qui se termine après le 4 mai 1999 :

1. La corporation qui est tenue de calculer son capital versé utilisé au Canada pour une année d'imposition en application de la section C de la partie III calcule la somme qui correspondrait à son capital versé imposable pour l'année en application de cette partie comme si elle était une corporation constituée au Canada.

2. A corporation that would be a financial institution as defined in subsection 58 (2) in a taxation year if it carried on business in Canada and had been incorporated in Canada shall determine the amount that would be its adjusted taxable paid-up capital for the taxation year under Part III as if it were a financial institution defined in subsection 58 (2).
3. A corporation that is a financial institution as defined in subsection 58 (2) and that has a permanent establishment in Canada but not in Ontario in a taxation year shall determine the amount that would be its adjusted taxable paid-up capital for the taxation year under Part III as if it had a permanent establishment in Ontario.
4. A corporation that is an insurance corporation that was not resident in Canada at any time in a taxation year shall determine the amount that would be its taxable capital employed in Canada under Part I.3 of the *Income Tax Act* (Canada) as if it were resident in Canada at any time during the year.
5. A corporation that has a permanent establishment in Canada but not in Ontario shall, if the corporation is not a financial institution as defined in subsection 58 (2) or an insurance corporation, determine the amount that would be its taxable paid-up capital for the taxation year under Part III as if it were a corporation incorporated in Canada and had a permanent establishment in Ontario.

(2) Section 43.3 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 1, Schedule B, section 7 and amended by 1996, chapter 24, section 26, 1996, chapter 29, section 48, 1997, chapter 43, Schedule A, section 17 and 1999, chapter 9, section 81, is amended by adding the following subsection:

Same, taxation years commencing on or after specified date

(3.6) The following rules apply for the purposes of subsection (3.2) for a taxation year that commences on or after the day the *Keeping the Promise for a Strong Economy Act (Budget Measures), 2002* received Royal Assent:

1. A corporation that is required to compute its paid-up capital employed in Canada for a taxation year under Division C of Part III shall determine the amount that would be its taxable paid-up capital for the taxation year under Part III as if it were a corporation incorporated in Canada.
2. A corporation that would be a financial institution as defined in subsection 58 (2) in a taxation year if it carried on business in Canada and if it had been

2. La corporation qui serait une institution financière au sens du paragraphe 58 (2) au cours d'une année d'imposition si elle exerçait ses activités au Canada et qu'elle y avait été constituée calcule la somme qui correspondrait à son capital versé imposable rajusté pour l'année en application de la partie III comme si elle était une institution financière au sens du paragraphe 58 (2).
3. La corporation qui est une institution financière au sens du paragraphe 58 (2) et qui a un établissement permanent au Canada mais non en Ontario au cours d'une année d'imposition calcule la somme qui correspondrait à son capital versé imposable rajusté pour l'année en application de la partie III comme si elle avait un établissement permanent en Ontario.
4. La corporation qui est une corporation d'assurance qui ne résidait pas au Canada à un moment quelconque d'une année d'imposition calcule la somme qui correspondrait à son capital imposable utilisé au Canada en application de la partie I.3 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) comme si elle avait résidé au Canada à un moment quelconque de l'année.
5. La corporation qui a un établissement permanent au Canada mais non en Ontario calcule, si elle n'est pas une institution financière au sens du paragraphe 58 (2) ou une corporation d'assurance, la somme qui correspondrait à son capital versé imposable pour l'année d'imposition en application de la partie III comme si elle était une corporation constituée au Canada et qu'elle avait un établissement permanent en Ontario.

(2) L'article 43.3 de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 7 de l'annexe B du chapitre 1 des Lois de l'Ontario de 1996 et tel qu'il est modifié par l'article 26 du chapitre 24 et l'article 48 du chapitre 29 des Lois de l'Ontario de 1996, par l'article 17 de l'annexe A du chapitre 43 des Lois de l'Ontario de 1997 et par l'article 81 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1999, est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem, années d'imposition commençant à la date déterminée ou après cette date

(3.6) Les règles suivantes s'appliquent dans le cadre du paragraphe (3.2) pour une année d'imposition qui commence le jour où la *Loi de 2002 sur le respect de l'engagement d'assurer une économie saine (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale ou après ce jour :

1. La corporation qui est tenue de calculer son capital versé utilisé au Canada pour une année d'imposition en application de la section C de la partie III calcule la somme qui correspondrait à son capital versé imposable pour l'année en application de cette partie comme si elle était une corporation constituée au Canada.
2. La corporation qui serait une institution financière au sens du paragraphe 58 (2) au cours d'une année d'imposition si elle exerçait ses activités au Canada

incorporated in Canada shall determine the amount that would be its adjusted taxable paid-up capital for the taxation year under Part III as if it were a financial institution defined in subsection 58 (2) and had a permanent establishment in Ontario.

et qu'elle y avait été constituée calcule la somme qui correspondrait à son capital versé imposable rajusté pour l'année en application de la partie III comme si elle était une institution financière au sens du paragraphe 58 (2) et qu'elle avait un établissement permanent en Ontario.

3. A corporation that is a financial institution as defined in subsection 58 (2) and that has a permanent establishment in Canada but not in Ontario in a taxation year shall determine the amount that would be its adjusted taxable paid-up capital for the taxation year under Part III as if it had a permanent establishment in Ontario.
 4. A corporation that is an insurance corporation that was not resident in Canada at any time in a taxation year shall determine the amount that would be its taxable capital employed in Canada under Part I.3 of the *Income Tax Act* (Canada) as if it were resident in Canada at any time during the year.
 5. A corporation that has a permanent establishment in Canada but not in Ontario shall, if the corporation is not a financial institution as defined in subsection 58 (2) or an insurance corporation, determine the amount that would be its taxable paid-up capital for the taxation year under Part III as if it were a corporation incorporated in Canada and had a permanent establishment in Ontario.
 6. A corporation that does not have a permanent establishment in Canada shall, if the corporation is not an insurance corporation or a corporation that would be a financial institution as defined in subsection 58 (2) if it carried on business in Canada and had been incorporated in Canada, determine the amount that would be its taxable paid-up capital for the taxation year under Part III as if it were a corporation incorporated in Canada and had a permanent establishment in Ontario.
 7. The taxable income of a corporation incorporated outside Canada and that does not have a permanent establishment in Canada shall be determined, for the purposes of calculating the expenditure limit of the corporation under subsection 127 (10.2) of the *Income Tax Act* (Canada) as it applies for the purposes of subsection (3.2), in accordance with that Act as if it were subject to tax under that Act.
- 47. (1) Subsection 43.11 (5) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 34, section 42, is repealed and the following substituted:**
3. La corporation qui est une institution financière au sens du paragraphe 58 (2) et qui a un établissement permanent au Canada mais non en Ontario au cours d'une année d'imposition calcule la somme qui correspondrait à son capital versé imposable rajusté pour l'année en application de la partie III comme si elle avait un établissement permanent en Ontario.
 4. La corporation qui est une corporation d'assurance qui ne résidait pas au Canada à un moment quelconque d'une année d'imposition calcule la somme qui correspondrait à son capital imposable utilisé au Canada en application de la partie I.3 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) comme si elle avait résidé au Canada à un moment quelconque de l'année.
 5. La corporation qui a un établissement permanent au Canada mais non en Ontario calcule, si elle n'est pas une institution financière au sens du paragraphe 58 (2) ou une corporation d'assurance, la somme qui correspondrait à son capital versé imposable pour l'année d'imposition en application de la partie III comme si elle était une corporation constituée au Canada et qu'elle avait un établissement permanent en Ontario.
 6. La corporation qui n'a pas d'établissement permanent au Canada calcule, si elle n'est pas une corporation d'assurance ou une corporation qui serait une institution financière au sens du paragraphe 58 (2) si elle exerçait ses activités au Canada et qu'elle y avait été constituée, la somme qui correspondrait à son capital versé imposable pour l'année d'imposition en application de la partie III comme si elle était une corporation constituée au Canada et qu'elle avait un établissement permanent en Ontario.
 7. Le revenu imposable d'une corporation constituée à l'étranger qui n'a pas d'établissement permanent au Canada est calculé, aux fins du calcul de la limite de dépenses de la corporation en application du paragraphe 127 (10.2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), tel qu'il s'applique dans le cadre du paragraphe (3.2), conformément à cette loi comme si elle était assujettie à l'impôt prévu par celle-ci.
- 47. (1) Le paragraphe 43.11 (5) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 42 du chapitre 34 des Lois de l'Ontario de 1998, est abrogé et remplacé par ce qui suit :**

Eligible labour expenditure

(5) A qualifying corporation's eligible labour expenditure for an eligible product for a taxation year is equal to

Dépense de main-d'oeuvre autorisée

(5) La dépense de main-d'oeuvre autorisée d'une corporation admissible à l'égard d'un produit admissible

the amount, if any, by which the sum of "A" and "B" exceeds "E" where,

"A" is the Ontario labour expenditure, if any, incurred by the qualifying corporation in the taxation year for the eligible product,

"B" is the amount, if any, by which "C" exceeds "D" where,

"C" is the total of all amounts, if any, each of which is the Ontario labour expenditure incurred for the eligible product by the qualifying corporation in a prior taxation year or by a qualifying predecessor corporation prior to the disposal, merger or wind-up, as the case may be, to the extent that the expenditure is incurred in the 24-month period ending immediately before the month in which the eligible product is completed, and

"D" is the total of all amounts, if any, each of which is the eligible labour expenditure for the eligible product that was included in the determination of the amount of the qualifying corporation's tax credit under this section for a prior taxation year, and

"E" is the total of all government assistance, if any, in respect of the Ontario labour expenditure for the eligible product that, at the time the qualifying corporation's return is required to be delivered under subsection 75 (1) for the taxation year, the qualifying corporation or any other person or partnership has received, is entitled to receive or can reasonably be expected to receive, to the extent that the government assistance has not been repaid pursuant to a legal obligation to do so.

(2) The definition of "A" in subsection 43.11 (5.1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 2000, chapter 42, section 19, is repealed and the following substituted:

"A" is the amount, if any, by which \$100,000 exceeds the total of all amounts, if any, each of which is the corporation's eligible marketing and distribution expenditure for the eligible product or a qualifying predecessor corporation's eligible marketing and distribution expenditure incurred for the eligible product prior to the disposal, merger or wind-up, as the case may be, that was included in the determination of the corporation's tax credit under this section for a prior taxation year, and

(3) The definitions of "C" and "F" in subsection 43.11 (5.2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 2000, chapter 42, section 19, are repealed and the following substituted:

pour une année d'imposition est égale à l'excédent éventuel de la somme des éléments «A» et «B» sur l'élément «E», où :

«A» représente la dépense de main-d'oeuvre en Ontario éventuelle engagée par la corporation à l'égard du produit admissible pendant l'année;

«B» représente l'excédent éventuel de l'élément «C» sur l'élément «D», où :

«C» représente le total de tous les montants éventuels dont chacun représente la dépense de main-d'oeuvre en Ontario engagée à l'égard du produit admissible par la corporation pendant une année d'imposition antérieure, ou par une corporation remplacée admissible avant la disposition, la fusion ou la liquidation, selon le cas, dans la mesure où elle est engagée au cours de la période de 24 mois qui se termine immédiatement avant le mois au cours duquel le produit admissible est achevé,

«D» représente le total de tous les montants éventuels dont chacun représente la dépense de main-d'oeuvre autorisée à l'égard du produit admissible qui est entrée dans le calcul du crédit d'impôt de la corporation admissible en application du présent article pour une année antérieure;

«E» représente le total de toute aide gouvernementale éventuelle à l'égard de la dépense de main-d'oeuvre en Ontario pour le produit admissible que la corporation admissible ou une autre personne ou société de personnes a reçue, a le droit de recevoir ou peut raisonnablement s'attendre à recevoir au moment où la déclaration de la corporation admissible doit être remise en application du paragraphe 75 (1) pour l'année d'imposition, dans la mesure où l'aide n'a pas été remboursée conformément à une obligation légale de le faire.

(2) La définition de l'élément «A» au paragraphe 43.11 (5.1) de la Loi, telle qu'elle est édictée par l'article 19 du chapitre 42 des Lois de l'Ontario de 2000, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«A» représente l'excédent éventuel de 100 000 \$ sur le total des montants éventuels dont chacun représente la dépense de commercialisation et de distribution autorisée de la corporation à l'égard du produit admissible ou la dépense de commercialisation et de distribution autorisée d'une corporation remplacée admissible engagée à l'égard du produit admissible avant la disposition, la fusion ou la liquidation, selon le cas, qui est entrée dans le calcul du crédit d'impôt de la corporation en application du présent article pour une année antérieure;

(3) Les définitions des éléments «C» et «F» au paragraphe 43.11 (5.2) de la Loi, telles qu'elles sont édictées par l'article 19 du chapitre 42 des Lois de l'Ontario de 2000, sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

“C” is the total of all amounts, if any, each of which is a marketing and distribution expenditure in respect of the eligible product incurred by the qualifying corporation in the taxation year or in a prior taxation year or by a qualifying predecessor corporation prior to the disposal, merger or wind-up, as the case may be, to the extent that it was incurred,

- (a) in the month in which the eligible product is completed, and
- (b) in the period of 24 months before, or in the period of 12 months after, the month in which the eligible product is completed,

“F” is the total of all marketing and distribution expenditures described in the definition of “C” for the eligible product that are Ontario labour expenditures of the qualifying corporation or a qualifying predecessor corporation.

(4) Subsection 43.11 (12) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 34, section 42, is amended by striking out “or” at the end of clause (b), by adding “or” at the end of clause (c) and by adding the following clause:

- (d) if, in determining the amount of its tax credit under this section for a taxation year, the corporation claims another corporation as a qualifying predecessor corporation in respect of an eligible product and the other corporation is not a qualifying predecessor corporation of the corporation before the eligible product becomes the property of, or is disposed of to, the corporation.

(5) Subsection 43.11 (14.1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 2000, chapter 42, section 19, is amended by striking out “as it reads” and substituting “as it is deemed to have read”.

(6) Clause (a) of the definition of “qualifying corporation” in subsection 43.11 (15) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 34, section 42, is repealed and the following substituted:

- (a) that satisfies one of the conditions set out in subsection (16),

(7) Subsection 43.11 (15) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 34, section 42 and amended by 2000, chapter 42, section 19, is amended by adding the following definition:

“qualifying predecessor corporation” means, in respect of a qualifying corporation (the “transferee”), a corporation that was a qualifying corporation in respect of an eligible product and that,

«C» représente le total des montants éventuels dont chacun représente une dépense de commercialisation et de distribution engagée à l'égard du produit admissible par la corporation admissible pendant l'année d'imposition ou une année d'imposition antérieure ou par une corporation remplacée admissible avant la disposition, la fusion ou la liquidation, selon le cas, dans la mesure où elle a été engagée :

- a) au cours du mois pendant lequel le produit admissible est achevé,
- b) dans la période de 24 mois qui se termine avant le mois au cours duquel le produit admissible est achevé ou dans celle de 12 mois qui suit ce mois;

«F» représente le total de toutes les dépenses de commercialisation et de distribution visées à la définition de l'élément «C» pour le produit admissible qui sont des dépenses de main-d'œuvre en Ontario de la corporation admissible ou d'une corporation remplacée admissible.

(4) Le paragraphe 43.11 (12) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 42 du chapitre 34 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- d) dans le calcul de son crédit d'impôt prévu au présent article pour une année d'imposition, la corporation déclare une autre corporation à titre de corporation remplacée admissible à l'égard d'un produit admissible et l'autre corporation n'est pas une corporation remplacée admissible de la corporation avant que le produit admissible ne devienne le bien de celle-ci ou fasse l'objet d'une disposition en sa faveur.

(5) Le paragraphe 43.11 (14.1) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 19 du chapitre 42 des Lois de l'Ontario de 2000, est modifié par substitution de «tel qu'il est réputé avoir existé» à «tel qu'il existe».

(6) L'alinéa a) de la définition de «corporation admissible» au paragraphe 43.11 (15) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 42 du chapitre 34 des Lois de l'Ontario de 1998, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- a) elle remplit une des conditions énoncées au paragraphe (16);

(7) Le paragraphe 43.11 (15) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 42 du chapitre 34 des Lois de l'Ontario de 1998 et tel qu'il est modifié par l'article 19 du chapitre 42 des Lois de l'Ontario de 2000, est modifié par adjonction de la définition suivante :

«corporation remplacée admissible» Relativement à une corporation admissible (le «bénéficiaire du transfert»), s'entend d'une corporation qui était une corporation admissible à l'égard d'un produit admissible et qui, selon le cas :

- (a) disposes of the eligible product to the transferee in accordance with subsection 85 (1) of the *Income Tax Act* (Canada) if, at the time of the disposition,
 - (i) the corporation owns all of the issued and outstanding shares of the transferee,
 - (ii) the transferee owns all of the issued and outstanding shares of the corporation, or
 - (iii) all of the issued and outstanding shares of the corporation and the transferee are directly or indirectly owned by the same person,
- (b) merges with one or more corporations in accordance with section 87 of the *Income Tax Act* (Canada) to form the transferee, or
- (c) is wound up in accordance with subsection 88 (1) of the *Income Tax Act* (Canada). ("corporation remplacée admissible")

(8) Section 43.11 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 34, section 42 and amended by 2000, chapter 42, section 19, is amended by adding the following subsections:

Conditions for qualifying corporations

(16) The following are the conditions referred to in clause (a) of the definition of "qualifying corporation" in subsection (15):

1. The corporation commences development of an eligible product at a permanent establishment in Ontario operated by the corporation, but does not complete development of the product before it is transferred to or otherwise becomes the property of another corporation in circumstances described in clause (a), (b) or (c) of the definition of "qualifying predecessor corporation" in subsection (15).
2. The corporation completes, at a permanent establishment in Ontario operated by the corporation, the development of an eligible product received from a qualifying predecessor corporation.
3. The corporation develops an eligible product at a permanent establishment in Ontario operated by the corporation.

Ceasing to be a qualifying corporation

(17) Despite paragraph 1 of subsection (16), a qualifying predecessor corporation ceases to be a qualifying corporation with respect to an eligible product immediately after the eligible product becomes the property of, or has been disposed of to, the other corporation.

- a) dispose du produit admissible en faveur du bénéficiaire du transfert conformément au paragraphe 85 (1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) si, au moment de la disposition :
 - (i) soit la corporation est propriétaire de toutes les actions émises et en circulation du bénéficiaire du transfert,
 - (ii) soit le bénéficiaire du transfert est propriétaire de toutes les actions émises et en circulation de la corporation,
 - (iii) soit toutes les actions émises et en circulation de la corporation et du bénéficiaire du transfert appartiennent, directement ou indirectement, à la même personne;
- b) fusionne avec une ou plusieurs corporations conformément à l'article 87 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) pour constituer le bénéficiaire du transfert;
- c) est liquidée conformément au paragraphe 88 (1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada). («qualifying predecessor corporation»)

(8) L'article 43.11 de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 42 du chapitre 34 des Lois de l'Ontario de 1998 et tel qu'il est modifié par l'article 19 du chapitre 42 des Lois de l'Ontario de 2000, est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Conditions applicables aux corporations admissibles

(16) Les conditions suivantes sont celles visées à l'alinéa a) de la définition de «corporation admissible» au paragraphe (15) :

1. La corporation commence le développement d'un produit admissible dans un établissement permanent situé en Ontario qu'elle exploite, mais n'achève pas le développement du produit avant qu'il ne devienne le bien, notamment par transfert, d'une autre corporation dans les circonstances visées à l'alinéa a), b) ou c) de la définition de «corporation remplacée admissible» au paragraphe (15).
2. La corporation achève, dans un établissement permanent situé en Ontario qu'elle exploite, le développement d'un produit admissible reçu d'une corporation remplacée admissible.
3. La corporation développe un produit admissible dans un établissement permanent situé en Ontario qu'elle exploite.

Perte du statut de corporation admissible

(17) Malgré la disposition 1 du paragraphe (16), une corporation remplacée admissible cesse d'être une corporation admissible à l'égard d'un produit admissible immédiatement après que celui-ci devient le bien de l'autre corporation ou fait l'objet d'une disposition en sa faveur.

48. Clauses 51 (4.1) (d), (e) and (f) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 2001, chapter 8, section 25, are repealed and the following substituted:

- (d) 7 per cent multiplied by the ratio of the number of days in the taxation year after December 31, 2002 and before January 1, 2004 to the total number of days in the taxation year;
- (e) 6 per cent multiplied by the ratio of the number of days in the taxation year after December 31, 2003 and before January 1, 2005 to the total number of days in the taxation year;
- (f) 5.5 per cent multiplied by the ratio of the number of days in the taxation year after December 31, 2004 and before January 1, 2006 to the total number of days in the taxation year;
- (g) 4 per cent multiplied by the ratio of the number of days in the taxation year after December 31, 2005 to the total number of days in the taxation year.

49. Section 57.5 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 14, section 21, is amended by adding the following subsection:

Winding-up or dissolution of a Canadian affiliate of an entrant bank

(10) If the rules in subsection 142.7 (12) of the *Income Tax Act* (Canada) apply in respect of the winding-up of a Canadian affiliate of an entrant bank (within the meaning of subsection 142.7 (1) of that Act) or in respect of the dissolution of a Canadian affiliate of an entrant bank under a dissolution order (within the meaning of subsection 142.7 (12) of that Act), the entrant bank shall be deemed to be the same corporation as, and a continuation of, the Canadian affiliate for the purposes of determining the amount of the following losses of the entrant bank:

1. The pre-1994 loss.
2. The pre-1994 loss that was deducted or is deemed to have been deducted under this Part for a prior taxation year.
3. Eligible losses for a taxation year after the winding-up or dissolution.
4. Eligible losses for a taxation year that were deducted or are deemed to have been deducted under this Part for a prior taxation year.

50. The Act is amended by adding the following section:

Election on disposition of property to an entrant bank

57.9.1 (1) In this section,

48. Les alinéas 51 (4.1) d), e) et f) de la Loi, tels qu'ils sont réédités par l'article 25 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 2001, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- d) 7 pour cent multiplié par le rapport entre le nombre de jours de l'année qui tombent après le 31 décembre 2002 mais avant le 1^{er} janvier 2004 et le nombre total de jours compris dans l'année;
- e) 6 pour cent multiplié par le rapport entre le nombre de jours de l'année qui tombent après le 31 décembre 2003 mais avant le 1^{er} janvier 2005 et le nombre total de jours compris dans l'année;
- f) 5,5 pour cent multiplié par le rapport entre le nombre de jours de l'année qui tombent après le 31 décembre 2004 mais avant le 1^{er} janvier 2006 et le nombre total de jours compris dans l'année;
- g) 4 pour cent multiplié par le rapport entre le nombre de jours de l'année qui tombent après le 31 décembre 2005 et le nombre total de jours compris dans l'année.

49. L'article 57.5 de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 21 du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Liquidation ou dissolution d'une filiale canadienne d'une banque entrante

(10) Si les règles du paragraphe 142.7 (12) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) s'appliquent à l'égard de la liquidation d'une filiale canadienne d'une banque entrante, au sens du paragraphe 142.7 (1) de cette loi, ou à l'égard de la dissolution d'une filiale canadienne d'une banque entrante visée par une ordonnance de dissolution, au sens du paragraphe 142.7 (12) de la même loi, la banque entrante est réputée être la même corporation que la filiale canadienne et en être la continuation aux fins du calcul des pertes suivantes de la banque entrante :

1. La perte antérieure à 1994.
2. La perte antérieure à 1994 qui a été déduite ou qui est réputée avoir été déduite en application de la présente partie pour une année d'imposition antérieure.
3. Les pertes admissibles pour une année d'imposition postérieure à la liquidation ou à la dissolution.
4. Les pertes admissibles pour une année d'imposition qui ont été déduites ou qui sont réputées avoir été déduites en application de la présente partie pour une année d'imposition antérieure.

50. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Choix lors de la disposition d'un bien en faveur d'une banque entrante

57.9.1 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

“Canadian affiliate” has the same meaning as in subsection 142.7 (1) of the *Income Tax Act* (Canada); (“filiale canadienne”)

“entrant bank” has the same meaning as in subsection 142.7 (1) of the *Income Tax Act* (Canada). (“banque entrante”)

Joint election

(2) If during a taxation year a Canadian affiliate has disposed of property to an entrant bank and both corporations have jointly elected under subsection 142.7 (3) of the *Income Tax Act* (Canada) to have the rules in that subsection apply, the Canadian affiliate and the entrant bank may jointly elect in the form approved by the Minister to have the rules prescribed by regulation apply for the purposes of this Part.

Application

(3) This section applies in respect of dispositions made after June 27, 1999.

Time of election

(4) An election under subsection (2) must be made on or before the day that is the later of,

- (a) the date that is prescribed for the purposes of this subsection; and
- (b) the earliest of the days on or before which the Canadian affiliate or the entrant bank is required to file a return under this Act for the taxation year in which the disposition occurred.

Exception

(5) If neither the Canadian affiliate nor the entrant bank is liable to pay tax under this Part for the taxation year in which the disposition occurred, the election may be made on or before the day that is the later of,

- (a) the date that is prescribed for the purposes of this subsection; and
- (b) the earliest of the days on or before which the entrant bank or Canadian affiliate is required to file a return under this Act for the first taxation year ending after the disposition for which the entrant bank or Canadian affiliate is liable to pay tax under this Part.

51. Subsection 66.1 (4.5) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 43, Schedule A, section 36 and amended by 1999, chapter 9, section 88, is amended by striking out “an investment made before January 1, 2002” and substituting “an investment made before January 1, 2004”.

52. (1) Subsection 69 (2) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1999, chapter 9, section 91 and amended by 2001, chapter 23, section 45, is amended by striking out “except as provided in subsections (4) and 68 (1) and section 71” in the portion

«banque entrante» S’entend au sens du paragraphe 142.7 (1) de la *Loi de l’impôt sur le revenu* (Canada). («entrant bank»)

«filiale canadienne» S’entend au sens du paragraphe 142.7 (1) de la *Loi de l’impôt sur le revenu* (Canada). («Canadian affiliate»)

Choix effectué conjointement

(2) Si, pendant une année d’imposition, une filiale canadienne a disposé d’un bien en faveur d’une banque entrante et que les deux corporations ont choisi conjointement, en vertu du paragraphe 142.7 (3) de la *Loi de l’impôt sur le revenu* (Canada), l’application des règles de ce paragraphe, la filiale canadienne et la banque entrante peuvent choisir conjointement, selon le formulaire approuvé par le ministre, l’application, dans le cadre de la présente partie, des règles prescrites par les règlements.

Application

(3) Le présent article s’applique à l’égard des dispositions qui ont lieu après le 27 juin 1999.

Moment du choix

(4) Le choix visé au paragraphe (2) est fait au plus tard à la dernière en date des dates suivantes :

- a) la date qui est prescrite pour l’application du présent paragraphe;
- b) la date qui survient la première parmi les dates auxquelles la filiale canadienne ou la banque entrante doit, au plus tard, déposer une déclaration en application de la présente loi pour l’année d’imposition pendant laquelle la disposition a eu lieu.

Exception

(5) Si ni la filiale canadienne ni la banque entrante n’est assujettie au paiement de l’impôt établi en application de la présente partie pour l’année d’imposition pendant laquelle la disposition a eu lieu, le choix peut être fait au plus tard à la dernière en date des dates suivantes :

- a) la date qui est prescrite pour l’application du présent paragraphe;
- b) la date qui survient la première parmi les dates auxquelles la banque entrante ou la filiale canadienne doit, au plus tard, déposer une déclaration en application de la présente loi pour la première année d’imposition se terminant après la disposition pour laquelle elle est assujettie au paiement de l’impôt établi en application de la présente partie.

51. Le paragraphe 66.1 (4.5) de la Loi, tel qu’il est édicté par l’article 36 de l’annexe A du chapitre 43 des Lois de l’Ontario de 1997 et tel qu’il est modifié par l’article 88 du chapitre 9 des Lois de l’Ontario de 1999, est modifié par substitution de «un investissement effectué avant le 1^{er} janvier 2004» à «un investissement effectué avant le 1^{er} janvier 2002».

52. (1) Le paragraphe 69 (2) de la Loi, tel qu’il est réédité par l’article 91 du chapitre 9 des Lois de l’Ontario de 1999 et tel qu’il est modifié par l’article 45 du chapitre 23 des Lois de l’Ontario de 2001, est modifié par substitution de «sous réserve du paragra-

before paragraph 1 and substituting “except as provided in subsection 68 (1) and section 71”.

(2) Paragraph 2 of subsection 69 (2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1999, chapter 9, section 91, is repealed and the following substituted:

2. The amount, if any, determined using the formula,

$$A \times (B - C)$$

in which the variables “A” and “B” represent the amounts described in paragraphs 3 and 4, respectively, and the variable “C” represents the amount described in paragraph 5 or 5.1.

(3) Paragraph 2 of subsection 69 (2) of the Act, as re-enacted by subsection (2), is amended by adding at the end “or the amount determined in accordance with subsection (2.1)”.

(4) Paragraph 4 of subsection 69 (2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1999, chapter 9, section 91, is repealed and the following substituted:

4. For the purposes of paragraph 2, the variable “B” is the amount calculated using the formula,

$$[(0.003 \times D) \times E/F] + [(0.003 \times DD) \times EE/F]$$

in which,

“D” is the corporation’s taxable paid-up capital for the taxation year,

“DD” is the corporation’s taxable paid up capital or taxable paid-up capital employed in Canada, as the case may be, for the taxation year,

“E” is the number of days in the taxation year that are after May 4, 1999 and before October 1, 2001,

“EE” is the number of days in the taxation year that are after September 30, 2001, and

“F” is the number of days in the taxation year.

(5) Paragraph 5 of subsection 69 (2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1999, chapter 9, section 91 and amended by 2001, chapter 23, section 45, is repealed and the following substituted:

5. For the purposes of paragraph 2, the variable “C” for a taxation year that ends before October 1, 2001 is the amount calculated using the formula,

$$G \times D/H$$

in which,

phe 68 (1) et de l'article 71» à «sous réserve des paragraphes (4) et 68 (1) et de l'article 71» dans le passage qui précède la disposition 1.

(2) La disposition 2 du paragraphe 69 (2) de la Loi, telle qu'elle est édictée par l'article 91 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1999, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

2. Le montant éventuel calculé selon la formule suivante :

$$A \times (B - C)$$

où les éléments «A» et «B» représentent les montants visés aux dispositions 3 et 4 respectivement et l'élément «C» représente le montant visé à la disposition 5 ou 5.1.

(3) La disposition 2 du paragraphe 69 (2) de la Loi, telle qu'elle est rééditée par le paragraphe (2), est modifiée par adjonction de «ou le montant calculé conformément au paragraphe (2.1)».

(4) La disposition 4 du paragraphe 69 (2) de la Loi, telle qu'elle est édictée par l'article 91 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1999, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

4. Aux fins de la disposition 2, l'élément «B» représente le montant calculé selon la formule suivante :

$$[(0,003 \times D) \times E/F] + [(0,003 \times DD) \times EE/F]$$

où :

«D» représente le capital versé imposable de la corporation pour l'année d'imposition;

«DD» représente le capital versé imposable ou le capital versé imposable utilisé au Canada, selon le cas, de la corporation pour l'année d'imposition;

«E» représente le nombre de jours de l'année d'imposition qui tombent après le 4 mai 1999 mais avant le 1^{er} octobre 2001;

«EE» représente le nombre de jours de l'année d'imposition qui tombent après le 30 septembre 2001;

«F» représente le nombre de jours compris dans l'année d'imposition.

(5) La disposition 5 du paragraphe 69 (2) de la Loi, telle qu'elle est édictée par l'article 91 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1999 et telle qu'elle est modifiée par l'article 45 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 2001, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

5. Aux fins de la disposition 2, l'élément «C» pour une année d'imposition qui se termine avant le 1^{er} octobre 2001 représente le montant calculé selon la formule suivante :

$$G \times D/H$$

où :

“D” is the corporation’s taxable paid-up capital for the taxation year,

“G” is the sum of the amounts described in paragraphs 6 to 8, and

“H” is the sum of the corporation’s taxable paid-up capital for the taxation year and the taxable paid-up capital of each corporation, if any, with which it is associated, for the last taxation year of the associated corporation ending during the corporation’s taxation year.

5.1 For the purposes of paragraph 2, the variable “C” for a taxation year that ends after September 30, 2001 is the amount calculated using the formula,

$$GG \times DD/HH$$

in which,

“DD” is the corporation’s taxable paid-up capital or taxable paid-up capital employed in Canada, as the case may be, for the taxation year,

“GG” is the sum of the amounts described in paragraphs 7 to 9, and

“HH” is the sum of,

- i. the corporation’s taxable paid-up capital or taxable paid-up capital employed in Canada, as the case may be, for the taxation year, and
- ii. the taxable paid-up capital or taxable paid-up capital employed in Canada, as the case may be, of each corporation, if any, that has a permanent establishment in Canada and with which the corporation is associated, for the last taxation year of the associated corporation ending during the corporation’s taxation year.

(6) Paragraph 7 of subsection 69 (2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1999, chapter 9, section 91, is amended by striking out the portion before the formula and substituting the following:

7. For the purposes of the variable “G” in paragraph 5 and the variable “GG” in paragraph 5.1, the applicable amount under this paragraph is calculated using the formula,

(7) Paragraph 8 of subsection 69 (2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1999, chapter 9, section 91 and amended by 2001, chapter 23, section 45, is amended by striking out the portion before the formula and substituting the following:

8. For the purposes of the variable “G” in paragraph 5 and the variable “GG” in paragraph 5.1, the appli-

«D» représente le capital versé imposable de la corporation pour l’année d’imposition;

«G» représente le total des montants visés aux dispositions 6 à 8;

«H» représente le total du capital versé imposable de la corporation pour l’année d’imposition et de celui de chaque corporation avec laquelle elle est associée, le cas échéant, pour la dernière année d’imposition de celle-ci qui se termine pendant l’année d’imposition de la corporation.

5.1 Aux fins de la disposition 2, l’élément «C» pour une année d’imposition qui se termine après le 30 septembre 2001 représente le montant calculé selon la formule suivante :

$$GG \times DD/HH$$

où :

«DD» représente le capital versé imposable ou le capital versé imposable utilisé au Canada, selon le cas, de la corporation pour l’année d’imposition;

«GG» représente le total des montants visés aux dispositions 7 à 9;

«HH» représente le total de ce qui suit :

- i. le capital versé imposable ou le capital versé imposable utilisé au Canada, selon le cas, de la corporation pour l’année d’imposition,
- ii. le capital versé imposable ou le capital versé imposable utilisé au Canada, selon le cas, de chaque corporation qui a un établissement permanent au Canada et avec laquelle elle est associée, le cas échéant, pour la dernière année d’imposition de celle-ci qui se termine pendant l’année d’imposition de la corporation.

(6) La disposition 7 du paragraphe 69 (2) de la Loi, telle qu’elle est édictée par l’article 91 du chapitre 9 des Lois de l’Ontario de 1999, est modifiée par substitution de ce qui suit au passage qui précède la formule :

7. Aux fins de l’élément «G» à la disposition 5 et de l’élément «GG» à la disposition 5.1, le montant applicable visé à la présente disposition est calculé selon la formule suivante :

(7) La disposition 8 du paragraphe 69 (2) de la Loi, telle qu’elle est édictée par l’article 91 du chapitre 9 des Lois de l’Ontario de 1999 et telle qu’elle est modifiée par l’article 45 du chapitre 23 des Lois de l’Ontario de 2001, est modifiée par substitution de ce qui suit au passage qui précède la formule :

8. Aux fins de l’élément «G» à la disposition 5 et de l’élément «GG» à la disposition 5.1, le montant

cable amount under this paragraph is calculated using the formula,

applicable visé à la présente disposition est calculé selon la formule suivante :

(8) Paragraph 9 of subsection 69 (2) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 2001, chapter 23, section 45, is repealed and the following substituted:

(8) La disposition 9 du paragraphe 69 (2) de la Loi, telle qu'elle est rééditée par l'article 45 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 2001, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

9. For the purposes of the variable "GG" in paragraph 5.1, the applicable amount under this paragraph is calculated using the formula,

$$(0.003 \times Q) \times R/F$$

in which,

"F" is the number of days in the taxation year,

"Q" is the lesser of,

- i. \$5 million, and
- ii. the corporation's taxable paid-up capital or taxable paid-up capital employed in Canada, as the case may be, for the taxation year or, if the corporation is associated with one or more corporations in the taxation year that have a permanent establishment in Canada, the total of the taxable paid-up capital or taxable paid-up capital employed in Canada, as the case may be, of the corporation for the taxation year and of each such associated corporation for the last taxation year of the associated corporation ending during the corporation's taxation year, and

"R" is the number of days in the taxation year that are after September 30, 2001.

9. Aux fins de l'élément «GG» à la disposition 5.1, le montant applicable visé à la présente disposition est calculé selon la formule suivante :

$$(0,003 \times Q) \times R/F$$

où :

«F» représente le nombre de jours compris dans l'année d'imposition;

«Q» représente le moindre des montants suivants :

- i. 5 millions de dollars,
- ii. le capital versé imposable ou le capital versé imposable utilisé au Canada, selon le cas, de la corporation pour l'année d'imposition ou, si elle est associée au cours de l'année à une ou à plusieurs corporations qui ont un établissement permanent au Canada, le total de son capital versé imposable ou de son capital versé imposable utilisé au Canada, selon le cas, pour l'année et de celui de chaque corporation associée pour la dernière année d'imposition de celle-ci qui se termine pendant l'année d'imposition de la corporation,

«R» représente le nombre de jours de l'année d'imposition qui tombent après le 30 septembre 2001.

(9) Section 69 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1999, chapter 9, section 91 and 2001, chapter 23, section 45, is amended by adding the following subsections:

(9) L'article 69 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 91 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1999 et par l'article 45 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 2001, est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Election for group of associated corporations

(2.1) A corporation and each corporation with which it is associated in a taxation year and that has a permanent establishment in Canada in the taxation year (the "associated group") may elect to calculate the amount of the variable "C" in paragraph 2 of subsection (2) for taxation years ending after December 31, 2002 using the formula,

$$S/A$$

in which,

"A" is the corporation's Ontario allocation factor for the taxation year, as defined in subsection 12 (1), and

Choix effectué par un groupe de corporations associées

(2.1) Une corporation et chaque corporation avec laquelle elle est associée au cours d'une année d'imposition et qui a un établissement permanent au Canada au cours de l'année (le «groupe») peuvent choisir, pour les années d'imposition qui se terminent après le 31 décembre 2002, de calculer le montant de l'élément «C» à la disposition 2 du paragraphe (2) selon la formule suivante :

$$S/A$$

où :

«A» représente le coefficient de répartition de l'Ontario, au sens du paragraphe 12 (1), applicable à la corporation pour l'année d'imposition;

“S” is the corporation’s portion, for the taxation year, of the associated group’s net deduction for the calendar year in which the taxation year ends, as determined in accordance with subsection (2.6) or (2.7), as the case may be.

Same

(2.2) The associated group may make the election under subsection (2.1) if all of the corporations in the associated group enter into a written allocation agreement and if the following conditions are satisfied:

1. The allocation agreement must allocate among the corporations in the associated group the amount of the associated group’s net deduction for the calendar year in which the corporations’ taxation years end.
2. The amount of the associated group’s net deduction for that calendar year must be determined in accordance with subsection (2.3).
3. The total of all amounts allocated to each corporation under the agreement must not exceed the associated group’s net deduction for that calendar year.
4. For the taxation year that ends in the calendar year to which the allocation agreement applies, each corporation in the associated group is required to determine its tax payable under this Part in accordance with the allocation agreement.
5. A copy of the allocation agreement must be delivered to the Minister with the corporation’s tax return for the taxation year in which an amount is claimed under subsection (2.1).

Associated group’s net deduction

(2.3) The associated group’s net deduction for a calendar year is the sum of the net deductions of each corporation in the associated group for the last taxation year of each corporation ending in the calendar year, as determined under subsection (2.4).

Net deduction of a corporation in the associated group

(2.4) The net deduction of a corporation for a taxation year is the amount calculated using the formula,

$$A \times (\$15,000 \times T/X)$$

in which,

“A” is the corporation’s Ontario allocation factor, as defined in subsection 12 (1), for the last taxation year ending in the calendar year preceding the calendar year in which the taxation year ends,

«S» représente la fraction, pour l’année d’imposition, de la déduction nette dont peut se prévaloir le groupe pour l’année civile pendant laquelle se termine l’année d’imposition qui revient à la corporation, fixée conformément au paragraphe (2.6) ou (2.7), selon le cas.

Idem

(2.2) Le groupe peut faire le choix prévu au paragraphe (2.1) si toutes les corporations membres du groupe concluent par écrit un accord de répartition et que les conditions suivantes sont remplies :

1. L’accord de répartition répartit entre les corporations membres le montant de la déduction nette dont peut se prévaloir le groupe pour l’année civile pendant laquelle se terminent les années d’imposition des corporations.
2. La déduction nette dont peut se prévaloir le groupe pour cette année civile est calculée conformément au paragraphe (2.3).
3. Le total des montants répartis entre chaque corporation aux termes de l’accord ne dépasse pas la déduction nette dont peut se prévaloir le groupe pour cette année civile.
4. Pour l’année d’imposition qui se termine pendant l’année civile à laquelle s’applique l’accord de répartition, chaque corporation membre est tenue de calculer son impôt payable en application de la présente partie conformément à cet accord.
5. Une copie de l’accord de répartition est remise au ministre en même temps que la déclaration de revenus de la corporation pour l’année d’imposition pendant laquelle un montant est demandé en vertu du paragraphe (2.1).

Déduction nette dont peut se prévaloir le groupe

(2.3) La déduction nette dont peut se prévaloir le groupe pour une année civile correspond à la somme des déductions nettes dont peut se prévaloir chaque corporation membre du groupe pour la dernière année d’imposition de chaque corporation qui se termine pendant l’année civile, calculée en application du paragraphe (2.4).

Déduction nette dont peut se prévaloir une corporation membre du groupe

(2.4) La déduction nette dont peut se prévaloir une corporation pour une année d’imposition correspond au montant calculé selon la formule suivante :

$$A \times (15\,000 \$ \times T/X)$$

où :

«A» représente le coefficient de répartition de l’Ontario, au sens du paragraphe 12 (1), applicable à la corporation pour la dernière année d’imposition qui se termine pendant l’année civile qui précède l’année civile pendant laquelle se termine l’année d’imposition;

“T” is amount of the total assets of the corporation as recorded in its books and records for the last taxation year ending in the calendar year preceding the calendar year in which the taxation year ends, and

“X” is the sum of the total assets of each corporation in the associated group as recorded in their books and records for the last taxation year ending in the calendar year preceding the calendar year in which the taxation year ends.

Same

(2.5) For the purposes of the definitions of “T” and “X” in subsection (2.4), if a corporation is incorporated under the laws of a jurisdiction outside Canada, its total assets in Canada shall be deemed to constitute its total assets.

Corporation's portion of net deduction

(2.6) If the associated group makes the election under subsection (2.1) and if the conditions described in subsection (2.2) are satisfied, the corporation's portion, for the taxation year, of the associated group's net deduction for the calendar year in which the taxation year ends is the amount determined in accordance with the written allocation agreement.

Same, conditions not satisfied

(2.7) If the associated group purports to make the election under subsection (2.1) but the conditions described in subsection (2.2) are not satisfied, the corporation's portion, for the taxation year, of the associated group's net deduction for the calendar year in which the taxation year ends is the amount, if any, that the Minister considers to be reasonable in the circumstances.

(10) Subsection 69 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Interpretation

(3) For the purposes of this section, the taxable paid-up capital or the taxable paid-up capital employed in Canada of a corporation that has no permanent establishment in Ontario shall be determined in accordance with Division B or C of this Part as if the corporation had a permanent establishment in Ontario, whether or not the corporation is subject to tax under this Act.

(11) Subsection 69 (4) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1999, chapter 9, section 91 and amended by 2001, chapter 23, section 45, is repealed and the following substituted:

Financial institutions and exempt corporations

(4) For the purposes of this section, the taxable paid-up capital, the taxable paid-up capital employed in Canada and the total assets of a corporation do not include the taxable paid-up capital, the taxable paid-up capital em-

«T» représente l'actif total de la corporation, tel qu'il figure dans ses livres et registres, pour la dernière année d'imposition qui se termine pendant l'année civile qui précède l'année civile pendant laquelle se termine l'année d'imposition;

«X» représente la somme de l'actif total de chaque corporation membre du groupe, tel qu'il figure dans ses livres et registres, pour la dernière année d'imposition qui se termine pendant l'année civile qui précède l'année civile pendant laquelle se termine l'année d'imposition.

Idem

(2.5) Pour l'application des définitions des éléments «T» et «X» au paragraphe (2.4), si une corporation est constituée sous le régime des lois d'une autorité législative étrangère, son actif total au Canada est réputé constituer son actif total.

Fraction de la déduction nette qui revient à la corporation

(2.6) Si le groupe fait le choix prévu au paragraphe (2.1) et que les conditions visées au paragraphe (2.2) sont remplies, la fraction, pour l'année d'imposition, de la déduction nette dont peut se prévaloir le groupe pour l'année civile pendant laquelle se termine l'année d'imposition qui revient à la corporation correspond au montant fixé conformément à l'accord de répartition écrit.

Idem : conditions non remplies

(2.7) Si le groupe prétend faire le choix prévu au paragraphe (2.1) mais que les conditions visées au paragraphe (2.2) ne sont pas remplies, la fraction, pour l'année d'imposition, de la déduction nette dont peut se prévaloir le groupe pour l'année civile pendant laquelle se termine l'année d'imposition qui revient à la corporation correspond au montant éventuel que le ministre estime raisonnable dans les circonstances.

(10) Le paragraphe 69 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Interprétation

(3) Pour l'application du présent article, le capital versé imposable ou le capital versé imposable utilisé au Canada d'une corporation qui n'a pas d'établissement permanent en Ontario est fixé conformément à la section B ou C de la présente partie, comme si la corporation avait un établissement permanent en Ontario, qu'elle soit assujettie ou non à l'impôt prévu par la présente loi.

(11) Le paragraphe 69 (4) de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 91 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1999 et tel qu'il est modifié par l'article 45 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 2001, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Institutions financières et corporations exonérées

(4) Pour l'application du présent article, le capital versé imposable, le capital versé imposable utilisé au Canada ou l'actif total d'une corporation ne comprend pas le capital versé imposable, le capital versé imposable utilisé au

ployed in Canada or the total assets of a corporation that is a financial institution or of a corporation that is exempt from tax under this Part.

53. (1) Paragraph 1 of subsection 79 (3.2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 29, section 61, is amended by adding "or (2)" after "subsection 76 (1)".

(2) Subsection 79 (7) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 14, section 37 and amended by 1996, chapter 29, section 61, is amended by adding "or (2)" after "subsection 76 (1)" in the portion before clause (a).

54. Subclause 80 (28) (a) (ii) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 29, section 62, is repealed and the following substituted:

- (ii) a determination or redetermination of a loss or any other written notice of a change in a loss,
- (ii.1) a written notice that no tax is payable,

55. (1) Subsection 92 (2) of the Act is amended by striking out the portion after clause (c).

(2) Section 92 of the Act is amended by adding the following subsection:

Reassessment

(2.1) If necessary, the Minister shall reassess the corporation in accordance with the decision referred to in clause (2) (a), the final disposition referred to in clause (2) (b) or the minutes of settlement referred to in clause (2) (c), as the case may be, and shall also change the tax payable by the corporation under Part II.1, III or IV to the extent that the change can reasonably be considered to relate to the reassessment.

(3) Clause 92 (3) (a) of the Act is repealed and the following substituted:

- (a) to a reassessment referred to in subsection (2.1) of tax payable under Part II; and

(4) Subsection 92 (4) of the Act is amended by striking out "subsection (2)" and substituting "subsection (2.1)".

Commencement

56. (1) Subject to subsections (2) to (11), this Part comes into force on the day this Act receives Royal Assent.

Same

(2) Section 39 shall be deemed to have come into force on May 5, 2002.

Canada ou l'actif total d'une corporation qui est une institution financière ou d'une corporation qui est exonérée de l'impôt prévu par la présente partie.

53. (1) La disposition 1 du paragraphe 79 (3.2) de la Loi, telle qu'elle est édictée par l'article 61 du chapitre 29 des Lois de l'Ontario de 1996, est modifiée par insertion de «ou (2)» après «paragraphe 76 (1)».

(2) Le paragraphe 79 (7) de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 37 du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1994 et tel qu'il est modifié par l'article 61 du chapitre 29 des Lois de l'Ontario de 1996, est modifié par insertion de «ou (2)» après «paragraphe 76 (1)» dans le passage qui précède l'alinéa a).

54. Le sous-alinéa 80 (28) a) (ii) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 62 du chapitre 29 des Lois de l'Ontario de 1996, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- (ii) une détermination ou une nouvelle détermination du montant d'une perte ou tout autre avis écrit d'un changement relatif à une perte,
- (ii.1) un avis écrit portant qu'aucun impôt n'est payable,

55. (1) Le paragraphe 92 (2) de la Loi est modifié par suppression du passage qui suit l'alinéa c).

(2) L'article 92 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Nouvelle cotisation

(2.1) Au besoin, le ministre établit une nouvelle cotisation à l'égard de la corporation conformément à la décision visée à l'alinéa (2) a), à la décision définitive visée à l'alinéa (2) b) ou au procès-verbal du règlement visé à l'alinéa (2) c), selon le cas, et modifie également l'impôt payable par la corporation en application de la partie II.1, III ou IV dans la mesure où il est raisonnable de considérer que la modification se rapporte à la nouvelle cotisation.

(3) L'alinéa 92 (3) a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- a) une nouvelle cotisation visée au paragraphe (2.1) à l'égard de l'impôt prévu par la partie II;

(4) Le paragraphe 92 (4) de la Loi est modifié par substitution de «paragraphe (2.1)» à «paragraphe (2)».

Entrée en vigueur

56. (1) Sous réserve des paragraphes (2) à (11), la présente partie entre en vigueur le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Idem

(2) L'article 39 est réputé être entré en vigueur le 5 mai 2002.

Same

(3) Section 40 comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Same

(4) Subsections 42 (4) and 47 (5) shall be deemed to have come into force on May 2, 2000.

Same

(5) Sections 45, 49 and 50 shall be deemed to have come into force on June 28, 1999.

Same

(6) Subsection 46 (1) shall be deemed to have come into force on May 5, 1999.

Same

(7) Subsections 47 (1), (4), (6), (7) and (8) shall be deemed to have come into force on July 1, 1998.

Same

(8) Subsections 47 (2) and (3) shall be deemed to have come into force on May 3, 2000.

Same

(9) Subsections 52 (1), (2), (4), (5), (6), (7), (8), (10) and (11) shall be deemed to have come into force on October 1, 2001.

Same

(10) Subsections 52 (3) and (9) come into force on January 1, 2003.

Same

(11) Section 54 shall be deemed to have come into force on October 30, 2002.

PART VII EDUCATION ACT

57. Clause (a) of the definition of “residential property” in section 257.5 of the *Education Act*, as enacted by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 31, section 113, is amended by striking out “the residential/farm property class, the farmlands property class” and substituting “the residential property class, the farm property class”.

58. (1) Subsection 257.12 (4) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 31, section 113, is amended by striking out “residential/farm property class” and substituting “residential property class”.

(2) Subsection 257.12 (5) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 31, section 113 and amended by 2002 chapter 17, Schedule F, Table, is amended,

Idem

(3) L'article 40 entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Idem

(4) Les paragraphes 42 (4) et 47 (5) sont réputés être entrés en vigueur le 2 mai 2000.

Idem

(5) Les articles 45, 49 et 50 sont réputés être entrés en vigueur le 28 juin 1999.

Idem

(6) Le paragraphe 46 (1) est réputé être entré en vigueur le 5 mai 1999.

Idem

(7) Les paragraphes 47 (1), (4), (6), (7) et (8) sont réputés être entrés en vigueur le 1^{er} juillet 1998.

Idem

(8) Les paragraphes 47 (2) et (3) sont réputés être entrés en vigueur le 3 mai 2000.

Idem

(9) Les paragraphes 52 (1), (2), (4), (5), (6), (7), (8), (10) et (11) sont réputés être entrés en vigueur le 1^{er} octobre 2001.

Idem

(10) Les paragraphes 52 (3) et (9) entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2003.

Idem

(11) L'article 54 est réputé être entré en vigueur le 30 octobre 2002.

PARTIE VII LOI SUR L'ÉDUCATION

57. L'alinéa a) de la définition de «bien résidentiel» à l'article 257.5 de la *Loi sur l'éducation*, tel qu'il est édicté par l'article 113 du chapitre 31 des Lois de l'Ontario de 1997, est modifié par substitution de «à la catégorie des biens résidentiels, à la catégorie des biens agricoles» à «à la catégorie des biens résidentiels/agricoles, à la catégorie des terres agricoles».

58. (1) Le paragraphe 257.12 (4) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 113 du chapitre 31 des Lois de l'Ontario de 1997 et modifié par le tableau de l'annexe F du chapitre 17 des Lois de l'Ontario de 2002, est modifié par substitution de «catégorie des biens résidentiels» à «catégorie des biens résidentiels/agricoles».

(2) Le paragraphe 257.12 (5) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 113 du chapitre 31 des Lois de l'Ontario de 1997, est modifié :

- (a) by striking out “farmlands property class” and substituting “farm property class”; and
- (b) by striking out “residential/farm property class” and substituting “residential property class”.

(3) Subsection 257.12 (6) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 31, section 113 and amended by 2002, chapter 17, Schedule F, Table, is amended by striking out “residential/farm property class” and substituting “residential property class”.

59. (1) Subsection 257.25 (3) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 31, section 113, is amended by striking out “residential/farm property class” and substituting “residential property class”.

(2) The definition of “school purpose tax ratio” in subsection 257.25 (4) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 31, section 113, is amended by striking out “residential/farm property class” and substituting “residential property class”.

Commencement

60. (1) Subject to subsection (2), this Part comes into force on the day this Act receives Royal Assent.

Same

(2) Sections 57 to 59 come into force on January 1, 2003.

PART VIII ELECTRICITY ACT, 1998

61. Section 85.15 of the *Electricity Act, 1998*, as enacted by the Statutes of Ontario, 2000, chapter 42, section 27, is amended by adding the following subsection:

Refund by the Financial Corporation

(7.1) The Minister of Finance may authorize the Financial Corporation to make a refund under subsection (1) to a person if the Minister is satisfied that the amount to be refunded was wrongly paid and that it has not been refunded by a collector.

62. Section 85.16 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 2000, chapter 42, section 27, is amended by adding the following subsection:

Refund by the Financial Corporation

(3) The Financial Corporation shall refund the amount described in subsection (1) to the person described in that subsection.

63. (1) Paragraph 1 of subsection 94 (3) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 2000, chapter

- a) par substitution de «catégorie des biens agricoles» à «catégorie des terres agricoles»;
- b) par substitution de «celle des biens résidentiels» à «celle des biens résidentiels/agricoles».

(3) Le paragraphe 257.12 (6) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 113 du chapitre 31 des Lois de l'Ontario de 1997 et tel qu'il est modifié par le tableau de l'annexe F du chapitre 17 des Lois de l'Ontario de 2002, est modifié par substitution de «catégorie des biens résidentiels» à «catégorie des biens résidentiels/agricoles».

59. (1) Le paragraphe 257.25 (3) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 113 du chapitre 31 des Lois de l'Ontario de 1997, est modifié par substitution de «catégorie des biens résidentiels» à «catégorie des biens résidentiels/agricoles».

(2) La définition de «coefficient d'impôt scolaire» au paragraphe 257.25 (4) de la Loi, telle qu'elle est édictée par l'article 113 du chapitre 31 des Lois de l'Ontario de 1997, est modifiée par substitution de «catégorie des biens résidentiels» à «catégorie des biens résidentiels/agricoles».

Entrée en vigueur

60. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente partie entre en vigueur le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Idem

(2) Les articles 57 à 59 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2003.

PARTIE VIII LOI DE 1998 SUR L'ÉLECTRICITÉ

61. L'article 85.15 de la *Loi de 1998 sur l'électricité*, tel qu'il est édicté par l'article 27 du chapitre 42 des Lois de l'Ontario de 2000, est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Remboursement fait par la Société financière

(7.1) Le ministre des Finances peut autoriser la Société financière à faire à une personne un remboursement visé au paragraphe (1) s'il est convaincu que la somme à rembourser a été payée indûment et qu'elle n'a pas été remboursée par un perceuteur.

62. L'article 85.16 de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 27 du chapitre 42 des Lois de l'Ontario de 2000, est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Remboursement fait par la Société financière

(3) La Société financière rembourse la somme visée au paragraphe (1) à la personne visée à ce paragraphe.

63. (1) La disposition 1 du paragraphe 94 (3) de la Loi, telle qu'elle est rééditée par l'article 36 du chapi-

42, section 36, is amended by striking out “before the date of the transfer” and substituting “up to and including the date of the transfer”.

(2) Paragraph 2 of subsection 94 (3) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 2000, chapter 42, section 36, is amended by striking out “before the date of the transfer” and substituting “up to and including the date of the transfer”.

(3) Paragraph 1 of subsection 94 (4) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 2000, chapter 42, section 36, is amended by striking out “before the date of the transfer” and substituting “up to and including the date of the transfer”.

(4) Paragraph 2 of subsection 94 (4) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 2000, chapter 42, section 36, is amended by striking out “before the date of the transfer” and substituting “up to and including the date of the transfer”.

(5) The definition of “A” in subsection 94 (6.1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 2000, chapter 42, section 36, is repealed and the following substituted:

“A” is the total of the amounts,

- (a) that are payable and paid by the municipal electricity utility under section 93 in respect of the part of the taxation year up to and including the date of the transfer or in respect of a previous taxation year, and
- (b) that are payable and paid by the municipal electricity utility under Part II, II.1 or III of the *Corporations Tax Act* in respect of the part of the taxation year up to and including the date of the transfer or in respect of a previous taxation year,

Commencement

64. (1) Subject to subsections (2) and (3), this Part comes into force on the day this Act receives Royal Assent.

Same

(2) Sections 61 and 62 shall be deemed to have come into force on May 1, 2002.

Same

(3) Section 63 shall be deemed to have come into force on December 21, 2000.

PART IX EMPLOYER HEALTH TAX ACT

65. Section 1 of the *Employer Health Tax Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 8, section 1, 1994, chapter 17, section 57, 1996, chapter 18, section 4, 1996, chapter 24, section 1, 1998, chapter

tre 42 des Lois de l'Ontario de 2000, est modifiée par substitution de «qui précède et comprend la date du transfert» à «qui est antérieure à la date du transfert».

(2) La disposition 2 du paragraphe 94 (3) de la Loi, telle qu'elle est rééditée par l'article 36 du chapitre 42 des Lois de l'Ontario de 2000, est modifiée par substitution de «qui précède et comprend la date du transfert» à «qui est antérieure à la date du transfert».

(3) La disposition 1 du paragraphe 94 (4) de la Loi, telle qu'elle est rééditée par l'article 36 du chapitre 42 des Lois de l'Ontario de 2000, est modifiée par substitution de «qui précède et comprend la date du transfert» à «qui est antérieure à la date du transfert».

(4) La disposition 2 du paragraphe 94 (4) de la Loi, telle qu'elle est rééditée par l'article 36 du chapitre 42 des Lois de l'Ontario de 2000, est modifiée par substitution de «qui précède et comprend la date du transfert» à «qui est antérieure à la date du transfert».

(5) La définition de l'élément «A» au paragraphe 94 (6.1) de la Loi, telle qu'elle est édictée par l'article 36 du chapitre 42 des Lois de l'Ontario de 2000, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«A» représente le total des sommes suivantes :

- a) les sommes que le service municipal d'électricité doit verser et a versées aux termes de l'article 93 à l'égard de la partie de l'année d'imposition qui précède et comprend la date du transfert ou à l'égard d'une année d'imposition antérieure,
- b) les sommes que le service municipal d'électricité doit verser et a versées aux termes de la partie II, II.1 ou III de la *Loi sur l'imposition des corporations* à l'égard de la partie de l'année d'imposition qui précède et comprend la date du transfert ou à l'égard d'une année d'imposition antérieure;

Entrée en vigueur

64. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la présente partie entre en vigueur le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Idem

(2) Les articles 61 et 62 sont réputés être entrés en vigueur le 1^{er} mai 2002.

Idem

(3) L'article 63 est réputé être entré en vigueur le 21 décembre 2000.

PARTIE IX LOI SUR L'IMPÔT-SANTÉ DES EMPLOYEURS

65. L'article 1 de la *Loi sur l'impôt-santé des employeurs*, tel qu'il est modifié par l'article 1 du chapitre 8 et l'article 57 du chapitre 17 des Lois de l'Ontario de 1994, par l'article 4 du chapitre 18 et

34, sections 58 and 59, 1999, chapter 9, section 106 and 2001, chapter 23, section 71, is amended by adding the following subsection:

Reporting for work at a permanent establishment

(3.1) For the purposes of this Act, an employee is considered to report for work at a permanent establishment of an employer,

- (a) if the employee comes to the permanent establishment in person to work; or
- (b) if, although the employee does not come to the permanent establishment in person to work, he or she may reasonably be regarded as attached to the permanent establishment.

66. Section 7 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 8, section 7, 1996, chapter 29, section 6 and 2001, chapter 23, section 76, is amended by adding the following subsections:

Same

- (1.2) If an employer,
- (a) was formed in a year as a result of an amalgamation under section 87 of the *Income Tax Act* (Canada);
- (b) was formed and acquired property in the year as a result of a qualifying exchange under section 132.2 of the *Income Tax Act* (Canada); or
- (c) was formed and acquired in the year all or substantially all of the property of a transferor in a transfer to which subsection 85 (1) or (2) or 97 (2) of the *Income Tax Act* (Canada) applies,

the total Ontario remuneration paid by the employer for the year shall be determined, for the purposes of subsection (1.1), by multiplying the total Ontario remuneration paid by the employer for the year by the ratio of 365 to the number of days in the year.

Same

(1.3) Subsection (1.1) does not apply to the following employers for a particular year if the condition specified with respect to the employer is satisfied:

1. An employer that was formed in the year as a result of an amalgamation under section 87 of the *Income Tax Act* (Canada), if the total Ontario remuneration for the prior year of at least one of the predecessor corporations that amalgamated to form the employer in that year was more than \$600,000.
2. An employer that acquired property in the year in the course of a winding-up to which subsection 88 (1) or (2) of the *Income Tax Act* (Canada) applies, if the total Ontario remuneration for the prior year

l'article 1 du chapitre 24 des Lois de l'Ontario de 1996, par les articles 58 et 59 du chapitre 34 des Lois de l'Ontario de 1998, par l'article 106 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1999 et par l'article 71 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 2001, est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Présentation au travail à un établissement permanent

(3.1) Pour l'application de la présente loi, un employé est considéré comme se présentant au travail à un établissement permanent d'un employeur :

- a) s'il se rend à l'établissement permanent en personne pour y travailler;
- b) s'il peut raisonnablement être considéré comme étant affecté à l'établissement permanent bien qu'il ne s'y rende pas en personne pour y travailler.

66. L'article 7 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 7 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1994, par l'article 6 du chapitre 29 des Lois de l'Ontario de 1996 et par l'article 76 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 2001, est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Idem

(1.2) Si un employeur satisfait à l'une ou l'autre des conditions suivantes, la rémunération totale en Ontario qu'il a versée pour une année est calculée, pour l'application du paragraphe (1.1), en multipliant celle-ci par le rapport entre le nombre de jours de l'année et 365 :

- a) il a été constitué au cours de l'année par suite d'une fusion visée à l'article 87 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada);
- b) il a été constitué et a acquis des biens au cours de l'année par suite d'un échange admissible visé à l'article 132.2 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada);
- c) il a été constitué et a acquis au cours de l'année la totalité, ou presque, des biens d'un cédant dans le cadre d'un transfert auquel s'applique le paragraphe 85 (1) ou (2) ou 97 (2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada).

Idem

(1.3) Le paragraphe (1.1) ne s'applique pas aux employeurs suivants pour une année donnée si la condition précisée à l'égard de l'employeur est remplie :

1. L'employeur qui a été constitué au cours de l'année par suite d'une fusion visée à l'article 87 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), si la rémunération totale en Ontario pour l'année précédente d'au moins une des sociétés remplacées qui ont fusionné pour constituer l'employeur au cours de cette année-là était supérieure à 600 000 \$.
2. L'employeur qui a acquis des biens au cours de l'année dans le cadre d'une liquidation à laquelle s'applique le paragraphe 88 (1) ou (2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), si la rémunération

of the corporation that transferred the property to the employer in the year in the course of the winding-up was more than \$600,000.

3. An employer that acquired property in the year as a result of a qualifying exchange under section 132.2 of the *Income Tax Act* (Canada), if the total Ontario remuneration for the prior year of the corporation or trust that disposed of the property to the employer in the year was more than \$600,000.
4. An employer that acquired in the year all or substantially all of the property of a transferor in a transfer to which subsection 85 (1) or (2) or 97 (2) of the *Income Tax Act* (Canada) applies, if the total Ontario remuneration for the prior year of the transferor was more than \$600,000.

67. Section 30 of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 8, section 28 and amended by 1994, chapter 8, section 29, 1996, chapter 29, section 7 and 2001, chapter 23, section 84, is amended by adding the following subsections:

Same

(2.2) If an employer,

- (a) was formed in a year as a result of an amalgamation under section 87 of the *Income Tax Act* (Canada);
- (b) was formed and acquired property in the year as a result of a qualifying exchange under section 132.2 of the *Income Tax Act* (Canada); or
- (c) was formed and acquired in the year all or substantially all of the property of a transferor in a transfer to which subsection 85 (1) or (2) or 97 (2) of the *Income Tax Act* (Canada) applies,

the total Ontario remuneration paid by the employer for the year shall be determined, for the purposes of subsection (2.1), by multiplying the total Ontario remuneration paid by the employer for the year by the ratio of 365 to the number of days in the year.

Same

(2.3) Subsection (2.1) does not apply to the following employers for a particular year if the condition specified with respect to the employer is satisfied:

1. An employer that was formed in the year as a result of an amalgamation under section 87 of the *Income Tax Act* (Canada), if the total Ontario remuneration for the prior year of at least one of the predecessor corporations that amalgamated to form the employer in that year was more than \$600,000.
2. An employer that acquired property in the year in the course of a winding-up to which subsection 88

totale en Ontario pour l'année précédente de la société qui a transféré les biens à l'employeur au cours de l'année dans le cadre de la liquidation était supérieure à 600 000 \$.

3. L'employeur qui a acquis des biens au cours de l'année par suite d'un échange admissible visé à l'article 132.2 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), si la rémunération totale en Ontario pour l'année précédente de la société ou de la fiducie qui a disposé des biens en faveur de l'employeur au cours de l'année était supérieure à 600 000 \$.
4. L'employeur qui a acquis au cours de l'année la totalité, ou presque, des biens d'un cédant dans le cadre d'un transfert auquel s'applique le paragraphe 85 (1) ou (2) ou 97 (2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), si la rémunération totale en Ontario du cédant pour l'année précédente était supérieure à 600 000 \$.

67. L'article 30 de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 28 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1994 et tel qu'il est modifié par l'article 29 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1994, par l'article 7 du chapitre 29 des Lois de l'Ontario de 1996 et par l'article 84 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 2001, est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Idem

(2.2) Si un employeur satisfait à l'une ou l'autre des conditions suivantes, la rémunération totale en Ontario qu'il a versée pour une année est calculée, pour l'application du paragraphe (2.1), en multipliant celle-ci par le rapport entre le nombre de jours de l'année et 365 :

- a) il a été constitué au cours de l'année par suite d'une fusion visée à l'article 87 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada);
- b) il a été constitué et a acquis des biens au cours de l'année par suite d'un échange admissible visé à l'article 132.2 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada);
- c) il a été constitué et a acquis au cours de l'année la totalité, ou presque, des biens d'un cédant dans le cadre d'un transfert auquel s'applique le paragraphe 85 (1) ou (2) ou 97 (2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada).

Idem

(2.3) Le paragraphe (2.1) ne s'applique pas aux employeurs suivants pour une année donnée si la condition précisée à l'égard de l'employeur est remplie :

1. L'employeur qui a été constitué au cours de l'année par suite d'une fusion visée à l'article 87 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), si la rémunération totale en Ontario pour l'année précédente d'au moins une des sociétés remplacées qui ont fusionné pour constituer l'employeur au cours de cette année-là était supérieure à 600 000 \$.
2. L'employeur qui a acquis des biens au cours de l'année dans le cadre d'une liquidation à laquelle

(1) or (2) of the *Income Tax Act* (Canada) applies, if the total Ontario remuneration for the prior year of the corporation that transferred the property to the employer in the year in the course of the winding-up was more than \$600,000.

3. An employer that acquired property in the year as a result of a qualifying exchange under section 132.2 of the *Income Tax Act* (Canada), if the total Ontario remuneration for the prior year of the corporation or trust that disposed of the property to the employer in the year was more than \$600,000.
4. An employer that acquired in the year all or substantially all of the property of a transferor in a transfer to which subsection 85 (1) or (2) or 97 (2) of the *Income Tax Act* (Canada) applies, if the total Ontario remuneration for the prior year of the transferor was more than \$600,000.

Commencement

68. (1) Subject to subsections (2) and (3), this Part comes into force on the day this Act receives Royal Assent.

Same

(2) Section 65 comes into force on January 1, 2003.

Same

(3) Sections 66 and 67 shall be deemed to have come into force on January 1, 2000.

PART X FINANCIAL ADMINISTRATION ACT

69. (1) Subsection 5 (2) of the *Financial Administration Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 17, section 62, is repealed and the following substituted:

Deletion from the accounts

(2) The Lieutenant Governor in Council may delete from the accounts of the Government of Ontario any obligation, debt or claim that is the subject of a settlement or determination described in subsection (1) if the Minister of Finance recommends the deletion as being in the public interest.

(2) Subsection 5 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Disclosure of deletion

(3) The aggregate amount for each ministry of all obligations, debts and claims that are deleted from the accounts under subsection (2) during a fiscal year must be reported in the Public Accounts or in the financial information supplementary to the Public Accounts for the fiscal year.

Effect of determination and deletion

(3.1) A determination made under clause (1) (b) or (c) with respect to an obligation, debt or claim and its subse-

s'applique le paragraphe 88 (1) ou (2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), si la rémunération totale en Ontario pour l'année précédente de la société qui a transféré les biens à l'employeur au cours de l'année dans le cadre de la liquidation était supérieure à 600 000 \$.

3. L'employeur qui a acquis des biens au cours de l'année par suite d'un échange admissible visé à l'article 132.2 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), si la rémunération totale en Ontario pour l'année précédente de la société ou de la fiducie qui a disposé des biens en faveur de l'employeur au cours de l'année était supérieure à 600 000 \$.
4. L'employeur qui a acquis au cours de l'année la totalité, ou presque, des biens d'un cédant dans le cadre d'un transfert auquel s'applique le paragraphe 85 (1) ou (2) ou 97 (2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), si la rémunération totale en Ontario du cédant pour l'année précédente était supérieure à 600 000 \$.

Entrée en vigueur

68. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la présente partie entre en vigueur le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Idem

(2) L'article 65 entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003.

Idem

(3) Les articles 66 et 67 sont réputés être entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2000.

PARTIE X LOI SUR L'ADMINISTRATION FINANCIÈRE

69. (1) Le paragraphe 5 (2) de la *Loi sur l'administration financière*, tel qu'il est modifié par l'article 62 du chapitre 17 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Radiation des comptes

(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut radier des comptes du gouvernement de l'Ontario toute obligation, dette ou créance qui fait l'objet d'une transaction ou d'une décision visée au paragraphe (1) si le ministre des Finances recommande la radiation comme étant conforme à l'intérêt public.

(2) Le paragraphe 5 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Divulgence de la radiation

(3) Le montant total, par ministère, de toutes les obligations, dettes et créances qui sont radiées des comptes en vertu du paragraphe (2) pendant un exercice est consigné dans les comptes publics ou les informations financières supplémentaires sur les comptes publics de l'exercice.

Effet de la décision et de la radiation

(3.1) La décision prise en vertu de l'alinéa (1) b) ou c) à l'égard d'une obligation, d'une dette ou d'une créance

quent deletion from the accounts under subsection (2) does not affect the liability of any person that is subject to the obligation, debt or claim.

70. Section 11.1 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 2002, chapter 8, Schedule B, section 2, is amended by adding the following subsection:

Same, by interim supply

(3.1) Nothing in this Act prohibits the Crown from incurring a non-cash expense under the authority of a resolution passed by the Assembly granting interim supply.

71. Subsection 28 (2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 2002, chapter 8, Schedule B, section 11, is amended by striking out “is not binding on or enforceable against the ministry” and substituting “is not binding on or enforceable against any ministry”.

Commencement

72. (1) Subject to subsection (2), this Part comes into force on the day this Act receives Royal Assent.

Same

(2) Sections 70 and 71 come into force on April 1, 2003.

PART XI FUEL TAX ACT

73. Subsection 1 (1) of the *Fuel Tax Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 1, 1994, chapter 18, section 2, 1996, chapter 10, section 1, 1998, chapter 30, section 1, 2001, chapter 23, section 89 and 2002, chapter 8, Schedule C, section 1, is amended by adding the following definition:

“manufacturer” means a person who manufactures, blends, modifies or produces fuel for distribution, sale or storage in Ontario but does not include a person designated by the Minister as a distributor; (“fabricant”)

74. Subsection 2 (3.1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 2002, chapter 8, Schedule C, section 2, is amended by striking out “Subsection (3)” at the beginning and substituting “Subsection (1)”.

75. The Act is amended by adding the following section:

Manufacturer: registration certificate

2.1 (1) Every manufacturer shall apply for and the Minister shall issue a registration certificate in such form and manner as the Minister requires.

et de sa radiation subséquente des comptes conformément au paragraphe (2) n'a aucune incidence sur la responsabilité de la personne assujettie à l'obligation, à la dette ou à la créance.

70. L'article 11.1 de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 2 de l'annexe B du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 2002, est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem : crédits provisoires

(3.1) La présente loi n'a pas pour effet d'interdire à la Couronne d'engager des frais hors caisse en vertu d'une résolution de l'Assemblée législative qui octroie des crédits provisoires.

71. Le paragraphe 28 (2) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 11 de l'annexe B du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 2002, est modifié par substitution de «ne lie aucun ministère ou n'est opposable à aucun ministère» à «ne le lie ou ne lui est opposable».

Entrée en vigueur

72. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente partie entre en vigueur le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Idem

(2) Les articles 70 et 71 entrent en vigueur le 1^{er} avril 2003.

PARTIE XI LOI DE LA TAXE SUR LES CARBURANTS

73. Le paragraphe 1 (1) de la *Loi de la taxe sur les carburants*, tel qu'il est modifié par l'article 1 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991, par l'article 2 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994, par l'article 1 du chapitre 10 des Lois de l'Ontario de 1996, par l'article 1 du chapitre 30 des Lois de l'Ontario de 1998, par l'article 89 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 2001 et par l'article 1 de l'annexe C du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 2002, est modifié par adjonction de la définition suivante :

«fabricant» Personne qui fabrique, mélange, modifie ou produit du carburant destiné à la distribution, à la vente ou à l'entreposage en Ontario, à l'exclusion toutefois d'une personne que le ministre désigne comme distributeur. («manufacturer»)

74. Le paragraphe 2 (3.1) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 2 de l'annexe C du chapitre 8 des Lois de l'Ontario 2002, est modifié par substitution de «Le paragraphe (1)» à «Le paragraphe (3)» au début du paragraphe.

75. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Fabricant : certificat d'inscription

2.1 (1) Le fabricant présente une demande de certificat d'inscription, et le ministre délivre celui-ci, selon la formule et de la manière exigées par le ministre.

Conditions and restrictions

(2) The Minister may, as a requirement for the issuance of a registration certificate, impose such reasonable conditions and restrictions as the Minister considers appropriate.

Change of business

(3) Every manufacturer shall forthwith notify the Minister of all changes in the name or nature of the manufacturer's business or of the termination of the business.

Offence

(4) A person who operates as a manufacturer in Ontario without holding a registration certificate issued under this section is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$500 and not more than \$10,000.

Same

(5) A manufacturer who contravenes a condition or restriction contained in the registration certificate issued to the manufacturer under this section is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$500 and not more than \$10,000.

Same

(6) A manufacturer who fails to comply with subsection (3) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$500 and not more than \$10,000.

Penalty, failure to register

(7) Every person who operates as a manufacturer in Ontario without holding a registration certificate issued under this section shall pay to the Minister, when assessed therefor, a penalty equal to the tax that would be payable under this Act on the volume of fuel that the person produced during the period that the person did not hold a registration certificate, calculated as if that fuel were clear fuel received or used by a purchaser liable to pay tax under clause 2 (1) (b).

76. Subsection 6.1 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 8 and amended by 1998, chapter 30, section 20, is amended by striking out "Every collector" at the beginning and substituting "Every manufacturer, collector".

77. Subsection 7 (1) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 9 and amended by 1998, chapter 30, section 21, is amended by striking out "to be a collector" and substituting "to be a manufacturer, collector".

78. Section 8 of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 10 and amended by 1994, chapter 18, section 2, 1997, chapter 19, section 7 and 2001, chapter 23, section 94, is amended by adding the following subsections:

Conditions et restrictions

(2) Le ministre peut assujettir la délivrance du certificat d'inscription aux conditions et restrictions raisonnables qu'il estime appropriées.

Changement relatif aux activités

(3) Le fabricant avise sans délai le ministre de tout changement relatif à son appellation commerciale ou à la nature de ses activités ou de la cessation de celles-ci.

Infraction

(4) Quiconque exerce des activités de fabricant en Ontario sans être titulaire d'un certificat d'inscription délivré en application du présent article est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au moins 500 \$ et d'au plus 10 000 \$.

Idem

(5) Le fabricant qui contrevient à une condition ou à une restriction du certificat d'inscription qui lui a été délivré en application du présent article est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au moins 500 \$ et d'au plus 10 000 \$.

Idem

(6) Le fabricant qui ne se conforme pas au paragraphe (3) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au moins 500 \$ et d'au plus 10 000 \$.

Pénalité : défaut d'inscription

(7) Quiconque exerce des activités de fabricant en Ontario sans être titulaire d'un certificat d'inscription délivré en application du présent article paie au ministre, quand une cotisation est établie à son égard, une pénalité égale à la taxe qui serait payable en application de la présente loi sur le volume de carburant qu'il a produit pendant la période durant laquelle il n'était pas titulaire d'un certificat d'inscription, calculée comme si ce carburant était du carburant incolore reçu ou utilisé par un acheteur redevable de la taxe prévue par l'alinéa 2 (1) b).

76. Le paragraphe 6.1 (1) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 8 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991 et tel qu'il est modifié par l'article 20 du chapitre 30 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifié par substitution de «Le fabricant, le percepteur» à «Le percepteur» au début du paragraphe.

77. Le paragraphe 7 (1) de la Loi, tel qu'il est réédicté par l'article 9 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991 et tel qu'il est modifié par l'article 21 du chapitre 30 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifié par substitution de «à être fabricant, percepteur» à «à être percepteur».

78. L'article 8 de la Loi, tel qu'il est réédicté par l'article 10 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991 et tel qu'il est modifié par l'article 2 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994, par l'article 7 du chapitre 19 des Lois de l'Ontario de 1997 et par l'article 94 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 2001, est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Offence, failure to register

(4.1) Every interjurisdictional transporter transporting or transferring fuel in bulk into or out of Ontario who is not registered as an interjurisdictional transporter under this Act is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$1,000 and not more than \$10,000.

Penalty, failure to register

(4.2) Every interjurisdictional transporter transporting or transferring fuel in bulk into or out of Ontario who is not registered as an interjurisdictional transporter under this Act shall pay to the Minister, when assessed therefor, a penalty equal to the sum of \$500 and 5 per cent of the tax that would be payable under this Act on all fuel transported or transferred by the transporter into or out of Ontario during the period that the transporter was not registered, calculated as if that fuel were clear fuel received or used by a purchaser liable to pay tax under clause 2 (1) (b).

79. (1) Subsection 10 (1) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 12 and amended by 1998, chapter 30, section 22, is amended by striking out “Every person who is a collector” at the beginning and substituting “Every person who is a manufacturer, collector”.

(2) Subsection 10 (3) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 18, section 2, is repealed and the following substituted:

Offence, failure to deliver a return

(3) Every person who fails to deliver a return as required by subsection (1) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$200 and not more than \$5,000.

Penalty, failure to deliver a return

(3.1) Every person who is a collector, distributor, registered importer, registered exporter, registered dyer, interjurisdictional carrier or registered consumer who fails to deliver a return as required by subsection (1) shall pay to the Minister, when assessed therefor, a penalty equal to 10 per cent of the tax collectable or 5 per cent of the tax payable, as the case may be, by the person for the period covered by the return, whether or not the failure to file the return was caused by a person acting as an agent under subsection (7).

Same, manufacturer

(3.2) Every person who is a manufacturer who fails to deliver a return as required by subsection (1) shall pay to the Minister, when assessed therefor, a penalty of \$1,000 for each month covered by the return and \$1,000 for each month or part thereof that the return is late.

Infraction : défaut d'inscription

(4.1) L'agent interterritorial qui amène du carburant en vrac en Ontario ou qui l'en sort, soit par transport, soit par transfert, et qui n'est pas inscrit à titre d'agent interterritorial en application de la présente loi est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au moins 1 000 \$ et d'au plus 10 000 \$.

Pénalité : défaut d'inscription

(4.2) L'agent interterritorial qui amène du carburant en vrac en Ontario ou qui l'en sort, soit par transport, soit par transfert, et qui n'est pas inscrit à titre d'agent interterritorial en application de la présente loi paie au ministre, quand une cotisation est établie à son égard, une pénalité égale à la somme de 500 \$ et de 5 pour cent de la taxe qui serait payable en application de la présente loi sur la totalité du carburant que l'agent a amené en Ontario ou qu'il en a sorti, soit par transport, soit par transfert, pendant la période durant laquelle il n'était pas inscrit, calculée comme si ce carburant était du carburant incolore reçu ou utilisé par un acheteur redevable de la taxe prévue par l'alinéa 2 (1) b).

79. (1) Le paragraphe 10 (1) de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 12 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991 et tel qu'il est modifié par l'article 22 du chapitre 30 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifié par substitution de «Quiconque est un fabricant, un perceuteur» à «Quiconque est un perceuteur» au début du paragraphe.

(2) Le paragraphe 10 (3) de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 2 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Infraction : défaut de remettre une déclaration

(3) Quiconque ne remet pas une déclaration comme l'exige le paragraphe (1) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au moins 200 \$ et d'au plus 5 000 \$.

Pénalité : défaut de remettre une déclaration

(3.1) Tout perceuteur, distributeur, importateur inscrit, exportateur inscrit, préposé à la coloration inscrit, transporteur interterritorial ou consommateur inscrit qui ne remet pas la déclaration exigée par le paragraphe (1) paie au ministre, quand une cotisation est établie à son égard, une pénalité égale à 10 pour cent de la taxe qu'il était tenu de percevoir ou à 5 pour cent de la taxe qu'il était tenu de payer, selon le cas, pour la période visée par la déclaration, que le fait de ne pas remettre la déclaration ait été causé ou non par une personne agissant comme mandataire en application du paragraphe (7).

Idem : fabricant

(3.2) Tout fabricant qui ne remet pas une déclaration comme l'exige le paragraphe (1) paie au ministre, quand une cotisation est établie à son égard, une pénalité de 1 000 \$ pour chaque mois visé par la déclaration et de 1 000 \$ pour chaque mois ou partie de mois de retard.

Same, interjurisdictional transporter

(3.3) Every person who is an interjurisdictional transporter who fails to deliver a return as required by subsection (1) shall pay to the Minister, when assessed therefor, a penalty of \$1,000, whether or not the failure to file the return was caused by a person acting as an agent under subsection (7).

(3) Subsection 10 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

Offence, failure to complete information

(4) Every person who fails to complete the information required in a return under subsection (1) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$200 and not more than \$5,000.

Penalty, failure to remit tax with a return

(4.1) Every person who fails to remit with their return under subsection (1) the tax collectable or the tax payable, as the case may be, by the person shall pay to the Minister, when assessed therefor, a penalty equal to 10 per cent of the tax collectable or 5 per cent of the tax payable, as the case may be, by the person for the period covered by the return, whether or not the failure to remit the tax was caused by a person acting as an agent under subsection (7).

80. Subsection 12 (2) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 14 and 1998, chapter 30, section 25, is amended,

- (a) by striking out "by any collector" and substituting "by any manufacturer, collector"; and
- (b) by striking out "to such collector" and substituting "to such manufacturer, collector".

81. (1) Section 13 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 15, 1994, chapter 18, section 2, 1997, chapter 19, section 7, 1998, chapter 30, section 26 and 2001, chapter 23, section 96, is amended by adding the following subsection:

Same, manufacturers

(3.1) Where it appears from an inspection, audit or examination of the books of account, records or documents of any manufacturer that this Act or the regulations have not been complied with, the Minister may assess a penalty against the manufacturer in an amount equal to the tax that would be payable under this Act on the volume of fuel that the manufacturer failed to report, calculated as if that fuel were clear fuel received or used by a purchaser liable to pay tax under clause 2 (1) (b).

(2) Subsection 13 (5.1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 18, section 2, is repealed.

Idem : agent interterritorial

(3.3) Tout agent interterritorial qui ne remet pas une déclaration comme l'exige le paragraphe (1) paie au ministre, quand une cotisation est établie à son égard, une pénalité de 1 000 \$, que le fait de ne pas remettre la déclaration ait été causé ou non par une personne agissant comme mandataire en application du paragraphe (7).

(3) Le paragraphe 10 (4) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Infraction : défaut de fournir les renseignements demandés

(4) Quiconque ne fournit pas les renseignements demandés dans la déclaration exigée par le paragraphe (1) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au moins 200 \$ et d'au plus 5 000 \$.

Pénalité : défaut de joindre la taxe à la déclaration

(4.1) Quiconque ne joint pas à la déclaration exigée par le paragraphe (1) la taxe qu'il était tenu de percevoir ou de payer, selon le cas, paie au ministre, quand une cotisation est établie à son égard, une pénalité égale à 10 pour cent de la taxe qu'il était tenu de percevoir ou à 5 pour cent de la taxe qu'il était tenu de payer, selon le cas, pour la période visée par la déclaration, que le fait de ne pas remettre la taxe ait été causé ou non par une personne agissant comme mandataire en application du paragraphe (7).

80. Le paragraphe 12 (2) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 14 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991 et par l'article 25 du chapitre 30 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifié :

- a) par substitution de «d'un fabricant, d'un percepteur» à «d'un percepteur»;
- b) par substitution de «ce fabricant, ce percepteur» à «ce percepteur».

81. (1) L'article 13 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 15 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991, par l'article 2 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994, par l'article 7 du chapitre 19 des Lois de l'Ontario de 1997, par l'article 26 du chapitre 30 des Lois de l'Ontario de 1998 et par l'article 96 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 2001, est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem : fabricants

(3.1) Si une inspection, une vérification ou un examen des livres de comptes, des dossiers ou des documents d'un fabricant révèle que la présente loi ou les règlements n'ont pas été observés, le ministre peut établir une cotisation à l'égard d'une pénalité payable par le fabricant égale à la taxe qui serait payable en application de la présente loi sur le volume de carburant que le fabricant n'a pas déclaré, calculée comme si ce carburant était du carburant incolore reçu ou utilisé par un acheteur redevable de la taxe prévue par l'alinéa 2 (1) b).

(2) Le paragraphe 13 (5.1) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 2 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé.

82. (1) Clause 18 (1) (a) of the Act is repealed and the following substituted:

- (a) audit or examine any books or records and any documents that relate or may relate to the tax imposed by this Act;

(2) Subsection 18 (2) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 18, 1998, chapter 30, section 30 and 2001, chapter 23, section 101, is amended by adding "manufacturer" after "any purchaser, retail dealer, wholesaler, importer" in the portion before clause (a).

83. Clause 29 (2) (s) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 25, is repealed and the following substituted:

- (s) prescribing percentages for the purposes of clauses 4.17 (2) (b) and (2.1) (b) and subsection 4.17 (3);

Commencement

84. (1) Subject to subsections (2) and (3), this Part comes into force on the day this Act receives Royal Assent.

Same

(2) Sections 73 and 75 to 82 come into force on July 1, 2003.

Same

(3) Section 74 shall be deemed to have come into force on June 18, 2002.

PART XII GASOLINE TAX ACT

85. Subsection 1 (1) of the *Gasoline Tax Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 13, section 1, 1992, chapter 9, section 1, 1994, chapter 18, section 3, 1996, chapter 10, section 4, 1998, chapter 30, section 39 and 2001, chapter 23, section 106, is amended by adding the following definition:

"manufacturer" means a person who manufactures, blends, modifies or produces gasoline, propane or aviation fuel for distribution, sale or storage in Ontario; ("fabricant")

86. The Act is amended by adding the following section:

Manufacturer: registration certificate

2.1 (1) Every manufacturer shall apply for and the Minister shall issue a registration certificate in such form and manner as the Minister requires.

82. (1) L'alinéa 18 (1) a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- a) vérifier ou examiner les livres ou les dossiers et les autres documents qui se rapportent ou peuvent se rapporter à la taxe établie par la présente loi;

(2) Le paragraphe 18 (2) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 18 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991, par l'article 30 du chapitre 30 des Lois de l'Ontario de 1998 et par l'article 101 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 2001, est modifié par insertion de «d'un fabricant,» après «d'un acheteur, d'un détaillant, d'un grossiste, d'un importateur,» dans le passage qui précède l'alinéa a).

83. L'alinéa 29 (2) s) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 25 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- s) prescrire des pourcentages pour l'application des alinéas 4.17 (2) b) et (2.1) b) et du paragraphe 4.17 (3);

Entrée en vigueur

84. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la présente partie entre en vigueur le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Idem

(2) Les articles 73 et 75 à 82 entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2003.

Idem

(3) L'article 74 est réputé être entré en vigueur le 18 juin 2002.

PARTIE XII LOI DE LA TAXE SUR L'ESSENCE

85. Le paragraphe 1 (1) de la *Loi de la taxe sur l'essence*, tel qu'il est modifié par l'article 1 du chapitre 13 des Lois de l'Ontario de 1991, par l'article 1 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1992, par l'article 3 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994, par l'article 4 du chapitre 10 des Lois de l'Ontario de 1996, par l'article 39 du chapitre 30 des Lois de l'Ontario de 1998 et par l'article 106 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 2001, est modifié par adjonction de la définition suivante :

«fabricant» Personne qui fabrique, mélange, modifie ou produit de l'essence, du propane ou du carburant aviation destiné à la distribution, à la vente ou à l'entreposage en Ontario. («manufacturer»)

86. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Fabricant : certificat d'inscription

2.1 (1) Le fabricant présente une demande de certificat d'inscription, et le ministre délivre celui-ci, selon la formule et de la manière exigées par le ministre.

Conditions and restrictions

(2) The Minister may, as a requirement for the issuance of a registration certificate, impose such reasonable conditions and restrictions as the Minister considers appropriate.

Change of business

(3) Every manufacturer shall forthwith notify the Minister of all changes in the name or nature of the manufacturer's business or of the termination of the business.

Offence

(4) A person who operates as a manufacturer in Ontario without holding a registration certificate issued under this section is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$500 and not more than \$10,000.

Same

(5) A manufacturer who contravenes a condition or restriction contained in the registration certificate issued to the manufacturer under this section is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$500 and not more than \$10,000.

Same

(6) A manufacturer who fails to comply with subsection (3) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$500 and not more than \$10,000.

Penalty, failure to register

(7) Every person who operates as a manufacturer in Ontario without holding a registration certificate issued under this section shall pay to the Minister, when assessed therefor, a penalty equal to the tax that would be payable under this Act on the volume of gasoline, aviation fuel or propane that the person manufactured, blended, modified or produced during the period that the person did not hold a registration certificate, calculated as if that gasoline, aviation fuel or propane were purchased by, delivered to or used by a purchaser liable to pay tax under section 2.

87. Section 5 of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 9, section 6 and amended by 1994, chapter 18, section 3, 1997, chapter 19, section 8 and 2001, chapter 23, section 110, is amended by adding the following subsections:

Offence, failure to register

(4.1) Every interjurisdictional transporter transporting or transferring gasoline in bulk, aviation fuel in bulk or propane in bulk into or out of Ontario who is not registered as an interjurisdictional transporter under this Act is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$1,000 and not more than \$10,000.

Conditions et restrictions

(2) Le ministre peut assujettir la délivrance du certificat d'inscription aux conditions et restrictions raisonnables qu'il estime appropriées.

Changement relatif aux activités

(3) Le fabricant avise sans délai le ministre de tout changement relatif à son appellation commerciale ou à la nature de ses activités ou de la cessation de celles-ci.

Infraction

(4) Quiconque exerce des activités de fabricant en Ontario sans être titulaire d'un certificat d'inscription délivré en application du présent article est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au moins 500 \$ et d'au plus 10 000 \$.

Idem

(5) Le fabricant qui contrevient à une condition ou à une restriction du certificat d'inscription qui lui a été délivré en application du présent article est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au moins 500 \$ et d'au plus 10 000 \$.

Idem

(6) Le fabricant qui ne se conforme pas au paragraphe (3) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au moins 500 \$ et d'au plus 10 000 \$.

Pénalité : défaut d'inscription

(7) Quiconque exerce des activités de fabricant en Ontario sans être titulaire d'un certificat d'inscription délivré en application du présent article paie au ministre, quand une cotisation est établie à son égard, une pénalité égale à la taxe qui serait payable en application de la présente loi sur le volume d'essence, de carburant aviation ou de propane qu'il a fabriqué, mélangé, modifié ou produit pendant la période durant laquelle il n'était pas titulaire d'un certificat d'inscription, calculée comme si cette essence, ce carburant aviation ou ce propane était acheté ou utilisé par un acheteur redevable de la taxe prévue par l'article 2 ou livré à un tel acheteur.

87. L'article 5 de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 6 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1992 et tel qu'il est modifié par l'article 3 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994, par l'article 8 du chapitre 19 des Lois de l'Ontario de 1997 et par l'article 110 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 2001, est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Infraction : défaut d'inscription

(4.1) L'agent interterritorial qui amène de l'essence en vrac, du carburant aviation en vrac ou du propane en vrac en Ontario ou qui l'en sort, soit par transport, soit par transfert, et qui n'est pas inscrit à titre d'agent interterritorial en application de la présente loi est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au moins 1 000 \$ et d'au plus 10 000 \$.

Penalty, failure to register

(4.2) Every interjurisdictional transporter transporting or transferring gasoline in bulk, aviation fuel in bulk or propane in bulk into or out of Ontario who is not registered as an interjurisdictional transporter under this Act shall pay to the Minister, when assessed therefor, a penalty equal to the sum of \$500 and 5 per cent of the tax that would be payable under this Act on all such gasoline, aviation fuel or propane transported or transferred by the transporter into or out of Ontario during the period that the transporter was not registered, calculated as if that gasoline, aviation fuel or propane were purchased by, delivered to or used by a purchaser in Ontario.

88. Subsection 6 (1) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 10, section 7, is amended by striking out “to be a collector” and substituting “to be a manufacturer, collector”.

89. (1) Subsection 8 (1) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 9, section 6 and amended by 1996, chapter 10, section 8 and 1998, chapter 30, section 43, is repealed and the following substituted:

Returns

(1) The Minister may demand that a person who is a manufacturer, collector, importer, exporter, interjurisdictional carrier or interjurisdictional transporter deliver to the Minister a return in such form as the Minister requires for the purpose of administering this Act and the person shall do so on or before the day designated in the demand.

(2) Subsection 8 (2) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 9, section 6 and amended by 1996, chapter 10, section 8, is amended by striking out “Every collector” at the beginning and substituting “Every manufacturer, collector”.

(3) Subsection 8 (4) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 18, section 3, is repealed and the following substituted:

Offence, failure to deliver a return

(4) Every person who fails to deliver a return as required by this Act or the regulations is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$200 and not more than \$5,000.

Penalty, failure to deliver a return

(4.1) Every person who is a collector, importer, exporter or interjurisdictional carrier who fails to deliver a return as required by this Act or the regulations shall pay to the Minister, when assessed therefor, a penalty equal to 10 per cent of the tax collectable or 5 per cent of the tax payable, as the case may be, by the person for the period covered by the return.

Pénalité : défaut d'inscription

(4.2) L'agent interterritorial qui amène de l'essence en vrac, du carburant aviation en vrac ou du propane en vrac en Ontario ou qui l'en sort, soit par transport, soit par transfert, et qui n'est pas inscrit à titre d'agent interterritorial en application de la présente loi paie au ministre, quand une cotisation est établie à son égard, une pénalité égale à la somme de 500 \$ et de 5 pour cent de la taxe qui serait payable en application de la présente loi sur la totalité de l'essence, du carburant aviation ou du propane que l'agent a amené en Ontario ou qu'il en a sorti, soit par transport, soit par transfert, pendant la période durant laquelle il n'était pas inscrit, calculée comme si cette essence, ce carburant aviation ou ce propane était acheté ou utilisé par un acheteur en Ontario ou livré à un tel acheteur.

88. Le paragraphe 6 (1) de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 7 du chapitre 10 des Lois de l'Ontario de 1996, est modifié par substitution de «à être fabricant, perceuteur» à «à être perceuteur».

89. (1) Le paragraphe 8 (1) de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 6 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1992 et tel qu'il est modifié par l'article 8 du chapitre 10 des Lois de l'Ontario de 1996 et par l'article 43 du chapitre 30 des Lois de l'Ontario de 1998, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Déclarations

(1) Le ministre peut exiger que tout fabricant, perceuteur, importateur, exportateur, transporteur interterritorial ou agent interterritorial lui remette une déclaration selon la formule qu'il exige pour l'application de la présente loi, auquel cas l'intéressé doit obtempérer au plus tard le jour fixé dans la demande.

(2) Le paragraphe 8 (2) de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 6 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1992 et tel qu'il est modifié par l'article 8 du chapitre 10 des Lois de l'Ontario de 1996, est modifié par substitution de «Le fabricant, le perceuteur» à «Le perceuteur» au début du paragraphe.

(3) Le paragraphe 8 (4) de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 3 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Infraction : défaut de remettre une déclaration

(4) Quiconque ne remet pas une déclaration exigée par la présente loi ou les règlements est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au moins 200 \$ et d'au plus 5 000 \$.

Pénalité : défaut de remettre une déclaration

(4.1) Tout perceuteur, importateur, exportateur ou transporteur interterritorial qui ne remet pas une déclaration exigée par la présente loi ou les règlements paie au ministre, quand une cotisation est établie à son égard, une pénalité égale à 10 pour cent de la taxe qu'il était tenu de percevoir ou à 5 pour cent de la taxe qu'il était tenu de payer, selon le cas, pour la période visée par la déclaration.

Same, manufacturer

(4.2) Every person who is a manufacturer who fails to deliver a return as required by this Act or the regulations shall pay to the Minister, when assessed therefor, a penalty of \$1,000 for each month covered by the return and \$1,000 for each month or part thereof that the return is late.

Same, interjurisdictional transporter

(4.3) Every person who is an interjurisdictional transporter who fails to deliver a return as required by this Act or the regulations shall pay to the Minister, when assessed therefor, a penalty of \$1,000.

90. (1) Section 11 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 9, section 7, 1994, chapter 18, section 3, 1996, chapter 10, section 11, 1997, chapter 19, section 8, 1998, chapter 30, section 44 and 2001, chapter 23, section 111, is amended by adding the following subsection:

Same, manufacturers

(6.0.1) Where it appears from an inspection, audit or examination of the books of account, records or documents of any manufacturer that this Act or the regulations have not been complied with, the Minister may assess a penalty against the manufacturer in an amount equal to the tax that would be payable on the volume of gasoline, propane or aviation fuel that the manufacturer has failed to report, calculated as if the volume of gasoline, propane or aviation fuel had been purchased by, delivered to or used by a purchaser liable to pay tax under section 2.

(2) Subsection 11 (15.1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 18, section 3, is repealed and the following substituted:

Assessment of penalties

(15.1) The Minister may, at any time the Minister considers reasonable, assess against any person any penalty that the Minister may assess under this Act against the person.

91. Subsection 15 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 9, section 10 and 1996, chapter 10, section 12, is amended by striking out "Every collector" at the beginning and substituting "Every manufacturer, collector".

92. (1) Clause 16 (1) (a) of the Act is repealed and the following substituted:

- (a) audit or examine any books or records and any documents that relate or may relate to the tax imposed by this Act;

(2) Subsection 16 (2) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 13, section 6, 1992,

Idem : fabricant

(4.2) Tout fabricant qui ne remet pas une déclaration exigée par la présente loi ou les règlements paie au ministre, quand une cotisation est établie à son égard, une pénalité de 1 000 \$ pour chaque mois visé par la déclaration et de 1 000 \$ pour chaque mois ou partie de mois de retard.

Idem : agent interterritorial

(4.3) Tout agent interterritorial qui ne remet pas une déclaration exigée par la présente loi ou les règlements paie au ministre, quand une cotisation est établie à son égard, une pénalité de 1 000 \$.

90. (1) L'article 11 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 7 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1992, par l'article 3 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994, par l'article 11 du chapitre 10 des Lois de l'Ontario de 1996, par l'article 8 du chapitre 19 des Lois de l'Ontario de 1997, par l'article 44 du chapitre 30 des Lois de l'Ontario de 1998 et par l'article 111 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 2001, est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem : fabricants

(6.0.1) Si une inspection, une vérification ou un examen des livres de comptes, des dossiers ou des documents d'un fabricant révèle que la présente loi ou les règlements n'ont pas été observés, le ministre peut établir une cotisation à l'égard d'une pénalité payable par le fabricant égale à la taxe qui serait payable sur le volume d'essence, de carburant aviation ou de propane qu'il n'a pas déclaré, calculée comme si ce volume avait été acheté ou utilisé par un acheteur redevable de la taxe prévue par l'article 2 ou livré à un tel acheteur.

(2) Le paragraphe 11 (15.1) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 3 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Cotisations à l'égard de pénalités

(15.1) Le ministre peut, au moment qu'il estime raisonnable, établir à l'endroit de quiconque une cotisation à l'égard de toute pénalité qu'il peut lui imposer aux termes de la présente loi.

91. Le paragraphe 15 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 10 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1992 et par l'article 12 du chapitre 10 des Lois de l'Ontario de 1996, est modifié par substitution de «Les fabricants, les percepteurs» à «Les percepteurs» au début du paragraphe.

92. (1) L'alinéa 16 (1) a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- a) vérifier ou examiner les livres ou les dossiers et les autres documents qui se rapportent ou peuvent se rapporter à la taxe établie par la présente loi;

(2) Le paragraphe 16 (2) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 6 du chapitre 13 des Lois de

chapter 9, section 11 and 1996, chapter 10, section 13, is amended by striking out “interjurisdictional carrier or collector” wherever it appears in the portion before clause (a) and substituting in each case “interjurisdictional carrier, manufacturer or collector”.

93. Clause 33 (2) (b) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 19, section 8, is repealed and the following substituted:

- (b) prescribing records to be kept by persons, information to be shown and a return to be delivered by a person and prescribing times or periods of time for the delivery of a return by any person or class of persons;

Commencement

94. (1) Subject to subsection (2), this Part comes into force on the day this Act receives Royal Assent.

Same

(2) Sections 85 to 92 come into force on July 1, 2003.

PART XIII HIGHWAY TRAFFIC ACT AND A RELATED AMENDMENT

95. Subsection 6 (1) of the *Highway Traffic Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1999, chapter 12, Schedule R, section 1, is amended by adding the following definition:

“IRP inspector” means a person appointed as an IRP inspector under subsection 7.3 (1); (“inspecteur de l’IRP”)

96. Subsection 7 (7) of the Act is amended by adding “and the requirements of the *Compulsory Automobile Insurance Act*” at the end.

97. (1) Subsection 7 (17) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1999, chapter 12, Schedule R, section 2, is repealed.

(2) Subsections 7 (18), (19) and (20) of the Act are repealed.

98. Part II of the Act is amended by adding the following sections:

Record-keeping by IRP permit holders

7.2 (1) Every holder of an IRP cab card issued under subsection 7 (7) shall maintain and preserve the prescribed records for three years after the registration year for which the IRP cab card was issued.

Offence

(2) Every person who fails to comply with subsection (1) is guilty of an offence and on conviction is liable to a

l’Ontario de 1991, par l’article 11 du chapitre 9 des Lois de l’Ontario de 1992 et par l’article 13 du chapitre 10 des Lois de l’Ontario de 1996, est modifié par substitution de «d’un transporteur interterritorial, d’un fabricant ou d’un percepteur» à «d’un transporteur interterritorial ou d’un percepteur» dans le passage qui précède l’alinéa a).

93. L’alinéa 33 (2) b) de la Loi, tel qu’il est réédité par l’article 8 du chapitre 19 des Lois de l’Ontario de 1997, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- b) prescrire les dossiers que doivent tenir des personnes, les renseignements qui doivent y figurer et les déclarations à remettre, et prescrire les moments auxquels une déclaration doit être remise par une personne ou une catégorie de personnes ou les délais dans lesquels elle doit l’être;

Entrée en vigueur

94. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente partie entre en vigueur le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Idem

(2) Les articles 85 à 92 entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2003.

PARTIE XIII CODE DE LA ROUTE ET MODIFICATION CONNEXE

95. Le paragraphe 6 (1) du *Code de la route*, tel qu’il est modifié par l’article 1 de l’annexe R du chapitre 12 des Lois de l’Ontario de 1999, est modifié par adjonction de la définition suivante :

«inspecteur de l’IRP» Personne nommée inspecteur de l’IRP en vertu du paragraphe 7.3 (1). («IRP inspector»)

96. Le paragraphe 7 (7) du Code est modifié par adjonction de «et les exigences de la *Loi sur l’assurance-automobile obligatoire*» à la fin du paragraphe.

97. (1) Le paragraphe 7 (17) du Code, tel qu’il est réédité par l’article 2 de l’annexe R du chapitre 12 des Lois de l’Ontario de 1999, est abrogé.

(2) Les paragraphes 7 (18), (19) et (20) du Code sont abrogés.

98. La partie II du Code est modifiée par adjonction des articles suivants :

Tenue de dossiers : titulaires de certificats d’immatriculation IRP

7.2 (1) Chaque titulaire d’un certificat d’immatriculation IRP délivré en vertu du paragraphe 7 (7) tient et conserve les dossiers prescrits pendant trois ans après l’année d’immatriculation à l’égard de laquelle le certificat lui a été délivré.

Infraction

(2) Quiconque ne se conforme pas au paragraphe (1) est coupable d’une infraction et passible, sur déclaration

fine of not less than \$250 and not more than \$20,000.

Examination and inspection

7.3 (1) The Minister may appoint one or more employees of the Government of Ontario as IRP inspectors.

Identification

(2) An IRP inspector conducting an examination and inspection shall produce, on request, evidence of his or her appointment.

Powers

(3) For any purpose related to the administration or enforcement of the International Registration Plan, an IRP inspector may, at any reasonable time, enter any place where activities related to an IRP cab card holder's operation of commercial motor vehicles are carried on or where anything is kept or done in connection with such operation or any records are kept under this Part.

Same

(4) An IRP inspector may conduct an examination and inspection at the place entered under subsection (3) and for such purpose may,

- (a) examine and inspect a record or other thing that may be relevant to the examination and inspection;
- (b) require the production of a record or other thing that the IRP inspector thinks may be relevant to the examination and inspection;
- (c) remove for examination, inspection or copying any record or other thing that the IRP inspector thinks may be relevant to the examination and inspection;
- (d) in order to produce a record in readable form, use data storage, information processing or retrieval devices or systems that are normally used in carrying on business in the place and require any person, including the IRP cab card holder, any partner, director, officer, agent, representative or employee of the holder, any driver engaged by the holder or any person at the place, to give the IRP inspector all reasonable assistance in using them;
- (e) require any person, including the IRP cab card holder, any partner, director, officer, agent, representative or employee of the holder, any driver engaged by the holder or any person at the place, to give the IRP inspector all reasonable assistance in the examination and inspection;
- (f) question any person, including the IRP cab card holder, any partner, director, officer, agent, representative or employee of the holder, any driver engaged by the holder or any person at the place, on matters that the IRP inspector thinks may be rele-

de culpabilité, d'une amende d'au moins 250 \$ et d'au plus 20 000 \$.

Examen et inspection

7.3 (1) Le ministre peut nommer un ou plusieurs employés du gouvernement de l'Ontario inspecteurs de l'IRP.

Identification

(2) L'inspecteur de l'IRP qui effectue un examen et une inspection produit, sur demande, une preuve de sa nomination.

Pouvoirs

(3) Aux fins liées à l'application ou à l'exécution de l'entente appelée International Registration Plan, l'inspecteur de l'IRP peut, à toute heure raisonnable, entrer dans tout lieu dans lequel des activités liées à l'utilisation de véhicules utilitaires par le titulaire d'un certificat d'immatriculation IRP sont exercées ou dans lequel quoi que ce soit est gardé ou fait relativement à une telle utilisation ou des dossiers sont conservés en application de la présente partie.

Idem

(4) L'inspecteur de l'IRP peut effectuer un examen et une inspection dans le lieu où il est entré en vertu du paragraphe (3) et, à cette fin, il peut faire ce qui suit :

- a) examiner et inspecter les dossiers ou les autres choses qui peuvent être pertinents;
- b) exiger la production des dossiers ou des autres choses qui peuvent être pertinents à son avis;
- c) enlever aux fins d'examen, d'inspection ou de copie les dossiers ou les autres choses qui peuvent être pertinents à son avis;
- d) afin de produire un document sous une forme lisible, recourir aux dispositifs ou systèmes de stockage, de traitement ou de récupération des données qui sont utilisés habituellement pour exercer des activités commerciales dans ce lieu et obliger quiconque, y compris le titulaire d'un certificat d'immatriculation IRP, un associé, un administrateur, un dirigeant, un mandataire, un représentant ou un employé du titulaire, un conducteur engagé par celui-ci ou toute personne présente sur les lieux, à lui prêter toute aide raisonnable pour utiliser ces dispositifs ou systèmes;
- e) obliger quiconque, y compris le titulaire d'un certificat d'immatriculation IRP, un associé, un administrateur, un dirigeant, un mandataire, un représentant ou un employé du titulaire, un conducteur engagé par celui-ci ou toute personne présente sur les lieux, à lui prêter toute aide raisonnable dans le cadre de l'examen et de l'inspection;
- f) interroger quiconque, y compris le titulaire d'un certificat d'immatriculation IRP, un associé, un administrateur, un dirigeant, un mandataire, un représentant ou un employé du titulaire, un conducteur engagé par celui-ci ou toute personne présente

vant to the examination and inspection and require answers to be made orally or in writing;

- (g) require any person, including the IRP cab card holder, any partner, director, officer, agent, representative or employee of the holder or any driver engaged by the holder, to attend at the place with the IRP inspector for the purpose of clause (d), (e) or (f).

Written demand for records

(5) An IRP inspector may at any time, for any purpose related to the administration or enforcement of the International Registration Plan, deliver a demand personally on an IRP cab card holder, any partner, director, officer, agent, representative or employee of the holder or any driver engaged by the holder, or mail a demand to such person at the latest address of the person appearing on the records of the Ministry, requiring that the person deliver to the IRP inspector, within the time specified in the demand, any record or other thing the production of which could be required under clause (4) (b).

Same

(6) A demand sent by mail shall be deemed to have been received on the fifth day after it was mailed, unless the person to whom the demand was mailed establishes that the person did not, acting in good faith, through absence, accident, illness or other cause beyond the person's control, receive the demand.

Obligation to produce and assist

(7) If an IRP inspector requires that a record or other thing be produced under clause (4) (b) or delivered to him or her under subsection (5), the person upon whom the demand is made shall produce or deliver it and, in the case of a record, shall on request provide any assistance that is reasonably necessary to interpret the record or to produce it in a readable form.

Records and things removed

(8) An IRP inspector who removes a record or other thing under clause (4) (c) or to whom a record or other thing is delivered pursuant to a demand made under subsection (5) shall give a receipt for the record or thing and return the record or thing to the person who produced or delivered it within a reasonable time.

Powers to assist other IRP jurisdictions

(9) An IRP inspector, accompanied by an official from another jurisdiction that is a member of the International Registration Plan, may exercise his or her powers under this section for any purpose related to the administration or enforcement of the International Registration Plan by the other jurisdiction and subsections (2) and (3), clause (12) (c) and subsection (13) apply, with necessary modifications, to and in respect of an official from another jurisdiction accompanying an IRP inspector who is conducting an examination and inspection under this section.

sur les lieux, sur toute question qui peut être pertinente à son avis, et exiger des réponses orales ou écrites;

- g) obliger quiconque, y compris le titulaire d'un certificat d'immatriculation IRP, un associé, un administrateur, un dirigeant, un mandataire, un représentant ou un employé du titulaire ou un conducteur engagé par celui-ci, à être présent sur les lieux avec lui pour l'application de l'alinéa d), e) ou f).

Demande formelle de dossiers

(5) L'inspecteur de l'IRP peut, aux fins liées à l'application ou à l'exécution de l'entente appelée International Registration Plan, remettre à personne au titulaire d'un certificat d'immatriculation IRP, à un associé, à un administrateur, à un dirigeant, à un mandataire, à un représentant ou à un employé du titulaire ou à un conducteur engagé par celui-ci, ou envoyer par courrier à une telle personne à sa dernière adresse figurant dans les dossiers du ministère, une demande formelle exigeant que la personne lui remette, dans le délai qui y est précisé, les dossiers ou les autres choses dont la production pourrait être exigée en vertu de l'alinéa (4) b).

Idem

(6) La demande formelle envoyée par courrier est réputée reçue le cinquième jour suivant la mise à la poste à moins que le destinataire ne démontre qu'agissant de bonne foi, il ne l'a pas reçue pour cause d'absence, d'accident ou de maladie ou pour un autre motif indépendant de sa volonté.

Production de dossiers et aide obligatoires

(7) Si l'inspecteur de l'IRP exige que des dossiers ou d'autres choses soient produits en vertu de l'alinéa (4) b) ou lui soient remis en vertu du paragraphe (5), la personne visée les produit ou les remet et, dans le cas de dossiers, fournit, sur demande, l'aide qui est raisonnablement nécessaire pour les interpréter ou les produire sous une forme lisible.

Enlèvement des dossiers et des choses

(8) L'inspecteur de l'IRP qui enlève des dossiers ou d'autres choses en vertu de l'alinéa (4) c) ou à qui des dossiers ou d'autres choses sont remis conformément à une demande formelle visée au paragraphe (5) en donne un récépissé et les retourne à la personne qui les a produits ou remis dans un délai raisonnable.

Exercice des pouvoirs pour aider d'autres membres de l'IRP

(9) L'inspecteur de l'IRP, accompagné par un fonctionnaire d'une autre autorité législative qui est membre de l'entente appelée International Registration Plan, peut exercer les pouvoirs que lui confère le présent article aux fins liées à l'application ou à l'exécution de l'entente par l'autre autorité législative. Les paragraphes (2) et (3), l'alinéa (12) c) et le paragraphe (13) s'appliquent alors, avec les adaptations nécessaires, à l'égard du fonctionnaire de l'autre autorité législative qui accompagne l'inspecteur de l'IRP qui effectue un examen et une inspection en vertu du présent article.

Copies admissible in evidence

(10) A copy of a record that purports to be certified to be a true copy by the IRP inspector or other employee of the Government of Ontario who made the copy is admissible in evidence in any proceeding or prosecution as proof, in the absence of evidence to the contrary, of the original record and its contents.

Same

(11) A copy made from an electronic record that purports to be certified by the IRP inspector or other employee of the Government of Ontario who made the copy to be a paper copy of the electronic record and to be a true and accurate representation of the electronic record or the information contained in the electronic record, is admissible in evidence in any proceeding or prosecution as proof, in the absence of evidence to the contrary, of the original record and its contents.

Offence

- (12) No person shall,
- (a) fail to comply with a direction or requirement of an IRP inspector conducting an examination and inspection;
 - (b) give an IRP inspector conducting an examination and inspection information that the person knows to be false, deceptive or misleading; or
 - (c) obstruct or interfere with an IRP inspector in the performance of his or her duties under this section.

Penalty

(13) A person who contravenes subsection (12) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$250 and not more than \$20,000 or to imprisonment for a term of not more than six months, or to both.

Sharing examination, inspection findings with other IRP jurisdictions

7.4 The Minister shall, in accordance with the terms of the International Registration Plan, provide the findings from every examination and inspection conducted under section 7.3,

- (a) to such other member jurisdictions of the Plan, or their delegates, that have an interest in the findings; and
- (b) to the governing body of the Plan or its delegate.

IRP inspector's costs

7.5 Where an IRP inspector travels outside of Ontario to conduct an examination and inspection under section 7.3 respecting a holder of an IRP cab card issued under subsection 7 (7), the holder shall pay to the Minister the IRP inspector's travel expenses and a daily fee for the IRP inspector's work.

Copie admissible en preuve

(10) La copie d'un dossier qui se présente comme étant certifiée conforme par l'inspecteur de l'IRP ou l'autre employé du gouvernement de l'Ontario qui l'a faite est admissible en preuve dans une instance ou une poursuite comme preuve, en l'absence de preuve contraire, de l'original et de son contenu.

Idem

(11) La copie tirée d'un dossier électronique qui se présente comme étant certifiée, par l'inspecteur de l'IRP ou l'autre employé du gouvernement de l'Ontario qui l'a faite, en tant que copie papier du dossier et présentation exacte et fidèle de celui-ci ou des renseignements qui y figurent est admissible en preuve dans une instance ou une poursuite comme preuve, en l'absence de preuve contraire, de l'original et de son contenu.

Infraction

- (12) Nul ne doit :
- a) omettre de se conformer à une directive ou à une exigence d'un inspecteur de l'IRP qui effectue un examen et une inspection;
 - b) donner à l'inspecteur de l'IRP qui effectue un examen et une inspection des renseignements dont la personne sait qu'ils sont faux, trompeurs ou mensongers;
 - c) entraver ni gêner l'action d'un inspecteur de l'IRP dans l'exercice des fonctions que lui attribue le présent article.

Peine

(13) Quiconque contrevient au paragraphe (12) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au moins 250 \$ et d'au plus 20 000 \$ et d'un emprisonnement d'au plus six mois, ou d'une seule de ces peines.

Communication des constatations de l'examen et de l'inspection aux autres membres de l'IRP

7.4 Le ministre fournit, conformément aux termes de l'entente appelée International Registration Plan, les constatations de chaque examen et inspection effectués en vertu de l'article 7.3 :

- a) aux autres autorités législatives membres de l'entente qui ont un intérêt dans les constatations, ou à leurs délégués;
- b) au corps dirigeant de l'entente ou à son délégué.

Frais de l'inspecteur de l'IRP

7.5 Si un inspecteur de l'IRP se déplace à l'extérieur de l'Ontario pour effectuer un examen et une inspection en vertu de l'article 7.3 relativement au titulaire d'un certificat d'immatriculation IRP délivré en vertu du paragraphe 7 (7), le titulaire paie au ministre les frais de déplacement de l'inspecteur et une indemnité journalière pour le travail de ce dernier.

Assessment and reassessment of fees, etc.

7.6 (1) The Minister may assess or reassess the amount of fees owed by a holder of an IRP cab card issued under subsection 7 (7) pursuant to the International Registration Plan to the Minister and to every other member jurisdiction of the Plan and the amount of taxes owed by a holder of an IRP cab card issued under subsection 7 (7) to every other member jurisdiction of the Plan that Ontario is required to collect pursuant to the Plan at any time or times within three years after the registration year for which the fees and taxes were owed.

Same

(2) Despite subsection (1), where the Minister establishes that the holder has made any misrepresentation that is attributable to neglect, carelessness or wilful default, or has committed any fraud, in supplying any information under this Part in respect of the Plan or in omitting to disclose any information, then the Minister may assess or reassess the fees and taxes described in subsection (1) at any time the Minister considers reasonable.

Same

(3) The Minister may, under subsection (1) or (2), assess or reassess the amount of fees and taxes using whatever method the Minister considers appropriate where, as a result of an examination and inspection under section 7.3, the IRP inspector determines that,

- (a) the information filed by the holder with the Ministry is not substantiated by the records examined and inspected;
- (b) the holder failed to maintain and preserve the records required by section 7.2; or
- (c) a record or other thing was not produced or delivered or information disclosed as required by section 7.3.

Same

(4) The assessment or reassessment shall be based on all relevant information available to the Minister, including information about comparable permit holders.

Penalty

(5) Where the Minister assesses or reassesses an IRP cab card holder, he or she may assess a penalty equal to 10 per cent of the assessment or reassessment.

Refund to holder

(6) Where, as a result of an examination and inspection under section 7.3, it is determined that an IRP cab card holder paid fees or taxes in excess of what the holder owed pursuant to the International Registration Plan, the Minister shall assess or reassess the amount of the fees and taxes owed accordingly and the Minister may refund

Établissement d'une cotisation ou d'une nouvelle cotisation à l'égard des droits et taxes

7.6 (1) Le ministre peut établir une cotisation ou une nouvelle cotisation à l'égard des droits que le titulaire d'un certificat d'immatriculation IRP délivré en vertu du paragraphe 7 (7) doit, conformément à l'entente appelée International Registration Plan, au ministre et aux autres autorités législatives membres de l'entente et à l'égard des taxes qu'il doit aux autres autorités législatives membres de l'entente et que l'Ontario est tenu de percevoir conformément à celle-ci, en tout temps dans les trois ans qui suivent l'année d'immatriculation à l'égard de laquelle les droits et les taxes sont devenus exigibles.

Idem

(2) Malgré le paragraphe (1), s'il établit que le titulaire a fait une présentation inexacte des faits, par négligence, manque d'attention ou omission volontaire, ou a commis une fraude en fournissant des renseignements en application de la présente partie à l'égard de l'entente ou en ne divulguant pas des renseignements, le ministre peut, à tout moment qu'il estime raisonnable, établir une cotisation ou une nouvelle cotisation à l'égard des droits et des taxes visés au paragraphe (1).

Idem

(3) Le ministre peut, en vertu du paragraphe (1) ou (2), établir une cotisation ou une nouvelle cotisation à l'égard des droits et des taxes en utilisant la méthode qu'il estime appropriée si, par suite d'un examen et d'une inspection prévus à l'article 7.3, l'inspecteur de l'IRP détermine que, selon le cas :

- a) les renseignements que le titulaire a déposés auprès du ministère ne correspondent pas à ceux qui figurent dans les dossiers examinés et inspectés;
- b) le titulaire n'a pas tenu ou conservé les dossiers exigés par l'article 7.2;
- c) un dossier ou une autre chose n'a pas été produit ou remis ou des renseignements n'ont pas été divulgués contrairement à l'article 7.3.

Idem

(4) La cotisation ou la nouvelle cotisation se fonde sur les renseignements pertinents auxquels le ministre a accès, notamment les renseignements au sujet de titulaires de certificats d'immatriculation semblables.

Pénalité

(5) S'il établit une cotisation ou une nouvelle cotisation à l'égard du titulaire d'un certificat d'immatriculation IRP, le ministre peut établir une cotisation à l'égard d'une pénalité égale à 10 pour cent de la cotisation ou de la nouvelle cotisation.

Remboursement au titulaire

(6) Si, par suite d'un examen et d'une inspection prévus à l'article 7.3, il est déterminé que le titulaire d'un certificat d'immatriculation IRP a payé des droits ou des taxes supérieurs à ceux qu'il devait conformément à l'entente appelée International Registration Plan, le ministre établit une cotisation ou une nouvelle cotisation à

the excess to the holder.

Notice

(7) The Minister shall deliver a notice of assessment or reassessment personally on the IRP cab card holder or shall mail it to the holder at the latest address for the holder appearing on the records of the Ministry.

Same

(8) A notice of assessment or reassessment sent by mail shall be deemed to have been received on the fifth day after it was mailed unless the holder establishes that the holder did not, acting in good faith, through absence, accident, illness or other cause beyond the holder's control, receive it.

Payment

(9) Every person assessed or reassessed under this section shall pay to the Minister the amount assessed or reassessed within 30 days after receiving the notice of assessment or reassessment, whether or not an objection to the assessment or reassessment is outstanding.

Included in assessment, reassessment

(10) For the purposes of this section, an assessment or reassessment of fees and taxes includes travel costs and fees owed under section 7.5, penalties assessed under this section and interest owed under section 7.7.

Interest

7.7 (1) Interest is payable to the Minister on the amount of any unpaid fees and penalties owed to the Minister and on the amount of any unpaid taxes owed to another member jurisdiction of the International Registration Plan and collected by Ontario pursuant to the Plan at the prescribed rate and calculated in the prescribed manner.

Compounding

(2) Interest shall be compounded daily to the date on which it is paid.

Objections

7.8 (1) An IRP cab card holder who objects to an assessment, reassessment or penalty may, within 30 days after receiving the notice of assessment or reassessment, serve on the Minister a written objection in the form approved by the Minister.

Decision

(2) The Minister shall consider the written submissions and shall confirm, vary or set aside the assessment, reassessment or penalty objected to.

Extension of time

(3) The Minister may extend the time for objecting if the person seeking to object proves to the satisfaction of the Minister that the objection could not have been served on time.

l'égard des droits et des taxes exigibles en conséquence et peut rembourser le trop-payé au titulaire.

Avis

(7) Le ministre remet un avis de cotisation ou de nouvelle cotisation à personne au titulaire du certificat d'immatriculation IRP ou le lui envoie par courrier à sa dernière adresse figurant dans les dossiers du ministère.

Idem

(8) L'avis de cotisation ou de nouvelle cotisation envoyé par courrier est réputé reçu le cinquième jour suivant la mise à la poste à moins que le titulaire ne démontre qu'agissant de bonne foi, il ne l'a pas reçu pour cause d'absence, d'accident ou de maladie ou pour un autre motif indépendant de sa volonté.

Païement

(9) Quiconque fait l'objet d'une cotisation ou d'une nouvelle cotisation établie en vertu du présent article paie au ministre le montant de la cotisation ou de la nouvelle cotisation au plus tard 30 jours après avoir reçu l'avis de cotisation ou de nouvelle cotisation, que celle-ci fasse ou non l'objet d'une opposition.

Inclusion dans la cotisation ou nouvelle cotisation

(10) Pour l'application du présent article, la cotisation ou la nouvelle cotisation établie à l'égard des droits et des taxes comprend les frais de déplacement et les droits dus en application de l'article 7.5, les pénalités imposées en vertu du présent article et les intérêts dus en application de l'article 7.7.

Intérêts

7.7 (1) Des intérêts au taux prescrit et calculés de la manière prescrite sont payables au ministre sur les droits et les pénalités impayés qui lui sont dus et sur les taxes impayées qui sont dues à une autre autorité législative membre de l'entente appelée International Registration Plan et perçues par l'Ontario conformément à celle-ci.

Intérêts composés

(2) Les intérêts sont composés quotidiennement jusqu'à leur date de paiement.

Oppositions

7.8 (1) Le titulaire d'un certificat d'immatriculation IRP qui s'oppose à une cotisation, à une nouvelle cotisation ou à une pénalité peut, au plus tard 30 jours après avoir reçu l'avis de cotisation ou de nouvelle cotisation, signifier au ministre une opposition rédigée selon la formule qu'il approuve.

Décision

(2) Le ministre examine les observations écrites et confirme, modifie ou annule la cotisation, la nouvelle cotisation ou la pénalité faisant l'objet de l'opposition.

Prorogation

(3) Le ministre peut proroger le délai accordé pour présenter une opposition si la personne visée prouve, à la satisfaction du ministre, que l'opposition n'aurait pas pu être signifiée à temps.

Appeal or review from Minister's decision

7.9 (1) No further appeal or other review shall be available from a decision under subsection 7.8 (2) except as provided in the International Registration Plan.

Appeal or review under IRP binding

(2) Where an appeal or review is provided for and conducted under the terms of the International Registration Plan, the Minister and the IRP cab card holder who was a party to the appeal or review are bound by the decision made on that appeal or review.

False statements on IRP documents

7.10 (1) Every person is guilty of an offence who has made, or participated in, assented to or acquiesced in the making of, false or deceptive statements in an application or other documentation filed with the Ministry with respect to an IRP cab card.

Penalty

(2) A person convicted of an offence under subsection (1) is liable to one or both of the following penalties in addition to any assessment, penalty or interest under section 7.6 or 7.7:

1. A fine that is,
 - i. not less than \$1,000 or 50 per cent of the amount of the fees and taxes that was evaded, whichever is greater, and
 - ii. not more than double the amount of the fees and taxes that was evaded, if the maximum so calculated is greater than the amount determined under subparagraph i.
2. Imprisonment for a term of not more than six months.

Permit refusal or cancellation

7.11 (1) The Minister may, in his or her discretion, cancel or refuse to issue an IRP cab card where the owner or lessee of the vehicle for which an IRP cab card has been issued under subsection 7 (7) or applied for,

- (a) has been convicted of an offence under section 7.2, 7.3 or 7.10;
- (b) has not paid all of the amounts owed by the person under this Part with respect to the IRP cab card; or
- (c) has not paid all of the amounts owed by the person under section 3 of the *Retail Sales Tax Act*.

Same

(2) The Minister may, in his or her discretion, cancel or refuse to issue an IRP cab card where the owner or lessee of the vehicle for which an IRP cab card has been issued under subsection 7 (7) or applied for is related to,

Appel ou révision de la décision du ministre

7.9 (1) La décision visée au paragraphe 7.8 (2) n'est pas susceptible d'appel ou d'autre révision, à l'exclusion de ce que prévoit l'entente appelée International Registration Plan.

Obligation des parties

(2) Si un appel ou une révision est prévu par l'entente appelée International Registration Plan et a lieu aux termes de celle-ci, le ministre et le titulaire du certificat d'immatriculation IRP qui était partie à l'appel ou à la révision sont liés par la décision rendue dans le cadre de celui-ci.

Fausse déclarations dans des documents IRP

7.10 (1) Est coupable d'une infraction la personne qui a fait des déclarations fausses ou trompeuses dans une demande ou un autre document déposé auprès du ministre à l'égard d'un certificat d'immatriculation IRP ou y a participé, consenti ou acquiescé.

Peines

(2) La personne qui a été déclarée coupable d'une infraction prévue au paragraphe (1) est passible des peines suivantes, ou d'une seule de ces peines, outre les cotisations, les pénalités ou les intérêts prévus à l'article 7.6 ou 7.7 :

1. Une amende qui correspond :
 - i. à au moins 1 000 \$ ou 50 pour cent des droits et des taxes dont le paiement a été éludé, soit la plus élevée de ces sommes,
 - ii. à au plus le double des droits et des taxes dont le paiement a été éludé, si la somme ainsi calculée est supérieure à la somme déterminée en application de la sous-disposition i.
2. Un emprisonnement d'au plus six mois.

Certificat d'immatriculation refusé ou annulé

7.11 (1) Le ministre peut, à sa discrétion, annuler ou refuser de délivrer un certificat d'immatriculation IRP si le propriétaire ou le locataire du véhicule à l'égard duquel le certificat a été délivré en vertu du paragraphe 7 (7) ou demandé :

- a) soit a été déclaré coupable d'une infraction prévue à l'article 7.2, 7.3 ou 7.10;
- b) soit n'a pas payé tous les montants qu'il doit en application de la présente partie à l'égard du certificat d'immatriculation IRP;
- c) soit n'a pas payé tous les montants qu'il doit en application de l'article 3 de la *Loi sur la taxe de vente au détail*.

Idem

(2) Le ministre peut, à sa discrétion, annuler ou refuser de délivrer un certificat d'immatriculation IRP si le propriétaire ou le locataire du véhicule à l'égard duquel le certificat a été délivré en vertu du paragraphe 7 (7) ou demandé est lié à l'une ou l'autre des personnes suivantes :

- (a) a person who has been convicted of an offence under section 7.2, 7.3 or 7.10;
- (b) a person who has not paid all of the amounts owed by the person under this Part with respect to the IRP cab card; or
- (c) a person who has not paid all of the amounts owed by the person under section 3 of the *Retail Sales Tax Act*.

Interpretation

(3) An owner or lessee of a vehicle is related to a person for the purpose of subsection (2) if,

- (a) the owner or lessee and the person are related individuals;
- (b) either the owner or lessee or the person is a partner of the other or was a partner of the other or they have or have had partners in common;
- (c) either the owner or lessee or the person, directly or indirectly, controls or controlled or manages or managed the other; or
- (d) the owner or lessee and the person have or have had common officers or directors or they are or have been controlled, directly or indirectly, by the same shareholders.

Modification of permit

(4) The Minister may, at the request of another member jurisdiction of the International Registration Plan and in accordance with the terms of the Plan, remove that jurisdiction from an IRP cab card issued under subsection 7 (7).

Notice

(5) The Minister shall give notice of the cancellation or modification of or refusal to issue an IRP cab card by delivering the notice personally on the IRP cab card holder or applicant or by mailing the notice to the person at the latest address of the person appearing on the records of the Ministry.

Same

(6) Notice sent by mail shall be deemed to have been received on the fifth day after it was mailed unless the person to whom the notice was mailed establishes that the person did not, acting in good faith, through absence, accident, illness or other cause beyond the person's control, receive the notice.

Objection

(7) A person who has received notice that the Minister has cancelled an IRP cab card or refused to issue an IRP cab card may, within 30 days after receiving the notice, serve on the Minister a written objection in the form approved by the Minister.

Decision

(8) The Minister shall consider the written submissions and shall confirm, vary or set aside the decision objected to.

- a) toute personne qui a été déclarée coupable d'une infraction prévue à l'article 7.2, 7.3 ou 7.10;
- b) toute personne qui n'a pas payé tous les montants qu'elle doit en application de la présente partie à l'égard du certificat d'immatriculation IRP;
- c) toute personne qui n'a pas payé tous les montants qu'elle doit en application de l'article 3 de la *Loi sur la taxe de vente au détail*.

Interprétation

(3) Le propriétaire ou le locataire d'un véhicule est lié à une personne pour l'application du paragraphe (2) dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) lui-même et la personne sont des particuliers liés;
- b) lui-même ou la personne est ou a déjà été un associé de l'autre ou ils ont ou ont déjà eu des associés en commun;
- c) lui-même ou la personne, directement ou indirectement, contrôle ou a déjà contrôlé ou dirige ou a déjà dirigé l'autre;
- d) lui-même et la personne ont ou ont déjà eu des dirigeants ou des administrateurs en commun ou sont ou ont déjà été contrôlés, directement ou indirectement, par les mêmes actionnaires.

Modification du certificat d'immatriculation

(4) Le ministre peut, à la demande d'une autre autorité législative membre de l'entente appelée International Registration Plan et conformément aux termes de celle-ci, radier l'autorité d'un certificat d'immatriculation IRP délivré en vertu du paragraphe 7 (7).

Avis

(5) Le ministre donne un avis de l'annulation ou de la modification d'un certificat d'immatriculation IRP ou du refus de délivrer un tel certificat en le remettant à personne au titulaire du certificat ou à l'auteur de la demande ou en le lui envoyant par courrier à sa dernière adresse figurant dans les dossiers du ministère.

Idem

(6) L'avis envoyé par courrier est réputé reçu le cinquième jour suivant la mise à la poste à moins que le destinataire ne démontre qu'agissant de bonne foi, il ne l'a pas reçu pour cause d'absence, d'accident ou de maladie ou pour un autre motif indépendant de sa volonté.

Opposition

(7) La personne qui a reçu un avis portant que le ministre a annulé un certificat d'immatriculation IRP ou refusé de délivrer un tel certificat peut, au plus tard 30 jours après avoir reçu l'avis, signifier au ministre une opposition rédigée selon la formule qu'il approuve.

Décision

(8) Le ministre examine les observations écrites et confirme, modifie ou annule la décision faisant l'objet de l'opposition.

Decision final

(9) The Minister's decision under subsection (8) is final and no further appeal or other review shall be available from it.

Extension of time

(10) The Minister may extend the time for objecting if the person seeking to object proves to the satisfaction of the Minister that the objection could not have been served on time.

Collection and disclosure of information

7.12 (1) The Minister may, for any purpose related to the administration or enforcement of the International Registration Plan, collect information, directly or indirectly, and retain and use such information, including,

- (a) information collected and disclosed to the Minister by another minister, another member jurisdiction of the Plan or its delegate or the governing body of the Plan or its delegate; and
- (b) information about the employees and agents of an IRP cab card holder or an applicant for an IRP cab card.

Same

(2) Every other minister of the Crown shall disclose to the Minister information collected by the other minister that may assist the Minister in carrying out his or her duties in the administration or enforcement of the International Registration Plan.

Assignment to another minister

7.13 If any power or duty of the Minister under this Part, as it relates to the International Registration Plan or an IRP cab card holder, is assigned to another minister of the Crown under the *Executive Council Act*, section 7.12 both applies to the other minister of the Crown as if he or she were the Minister and continues to apply to the Minister.

Disclosure to Minister of Finance re taxing statutes

7.14 The Minister shall disclose any information collected by the Minister with respect to the International Registration Plan or an IRP cab card holder to the Minister of Finance, or to any employee of the Ministry of Finance, that may assist the Minister of Finance or the employee in carrying out his or her duties in the administration or enforcement of the *Fuel Tax Act*, *Gasoline Tax Act* or *Retail Sales Tax Act*.

Regulations

7.15 (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) prescribing information to be included in an application for an IRP cab card;

Décision définitive

(9) La décision que prend le ministre en application du paragraphe (8) est définitive et n'est pas susceptible d'appel ou d'autre révision.

Prorogation

(10) Le ministre peut proroger le délai accordé pour présenter une opposition si la personne visée prouve, à la satisfaction du ministre, que l'opposition n'aurait pas pu être signifiée à temps.

Collecte et divulgation de renseignements

7.12 (1) Le ministre peut, aux fins liées à l'application ou à l'exécution de l'entente appelée International Registration Plan, recueillir des renseignements, directement ou indirectement, et conserver et utiliser de tels renseignements, y compris les renseignements suivants :

- a) les renseignements qu'un autre ministre, une autre autorité législative membre de l'entente ou son délégué ou le corps dirigeant de l'entente ou son délégué a recueillis et lui a divulgués;
- b) les renseignements au sujet des employés et des mandataires du titulaire d'un certificat d'immatriculation IRP ou de l'auteur d'une demande d'un tel certificat.

Idem

(2) Les autres ministres de la Couronne divulguent au ministre les renseignements qu'ils recueillent et qui sont susceptibles de l'aider à exercer ses fonctions relativement à l'application ou à l'exécution de l'entente appelée International Registration Plan.

Attribution à un autre ministre

7.13 Si des pouvoirs ou des fonctions que la présente partie attribue au ministre, en ce qui concerne l'entente appelée International Registration Plan ou le titulaire d'un certificat d'immatriculation IRP, sont attribués à un autre ministre de la Couronne en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*, l'article 7.12 à la fois s'applique à l'autre ministre de la Couronne comme s'il était le ministre et continue de s'appliquer au ministre.

Divulgence au ministre des Finances en ce qui concerne des lois fiscales

7.14 Le ministre divulgue, au ministre des Finances ou à tout employé du ministère des Finances, les renseignements qu'il recueille à l'égard de l'entente appelée International Registration Plan ou du titulaire d'un certificat d'immatriculation IRP et qui sont susceptibles d'aider le ministre des Finances ou l'employé à exercer ses fonctions relativement à l'application ou à l'exécution de la *Loi de la taxe sur les carburants*, de la *Loi de la taxe sur l'essence* ou de la *Loi sur la taxe de vente au détail*.

Règlements

7.15 (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prescrire les renseignements à inclure dans une demande de certificat d'immatriculation IRP;

- (b) prescribing the records to be maintained and preserved under section 7.2;
- (c) prescribing information and reports to be filed with the Ministry with respect to an IRP cab card;
- (d) prescribing the rate of interest and the manner of calculating it for the purposes of section 7.7;
- (e) prescribing the manner of serving objections under subsections 7.8 (1) and 7.11 (7).

Same

(2) A regulation may establish classes of IRP cab card holders and may contain different provisions and requirements for different classes.

Fees

7.16 The Minister may set a daily fee for work by IRP inspectors outside of Ontario for the purpose of section 7.5.

Forms

7.17 The Minister may require that forms approved by the Minister be used for any purpose respecting the International Registration Plan.

99. Sections 24 and 25 of the Act are repealed.

100. Clause 205 (1) (c) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 33, section 16, is amended by adding the following subclause:

- (iii.2) a record of all information relating to the International Registration Plan that is received by the Ministry,

Repeal

101. Subsection 2 (6) of Schedule R to the *Red Tape Reduction Act, 1999* is repealed.

Commencement

102. (1) Subject to subsection (2), this Part comes into force on the day this Act receives Royal Assent.

Same

(2) Section 96 comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

PART XIV INCOME TAX ACT

103. Subclause (b) (i.2) of the definition of "Provincial Minister" in subsection 1 (1) of the *Income Tax Act*, as enacted by the Statutes of Ontario, 2000, chapter 42, section 47, is repealed and the following substituted:

- (i.2) Divisions C.1 and C.2 of Part II and provisions of this Act and the Federal Act that ap-

- b) prescrire les dossiers à tenir et à conserver en application de l'article 7.2;
- c) prescrire les renseignements et les rapports à déposer auprès du ministère à l'égard d'un certificat d'immatriculation IRP;
- d) prescrire le taux d'intérêt et le mode de calcul des intérêts pour l'application de l'article 7.7;
- e) prescrire le mode de signification des oppositions visées aux paragraphes 7.8 (1) et 7.11 (7).

Idem

(2) Les règlements peuvent établir des catégories de titulaires de certificats d'immatriculation IRP et peuvent comprendre des dispositions et des exigences différentes pour des catégories différentes.

Indemnité journalière

7.16 Pour l'application de l'article 7.5, le ministre peut fixer une indemnité journalière pour le travail que les inspecteurs de l'IRP effectuent à l'extérieur de l'Ontario.

Formules

7.17 Le ministre peut exiger que les formules qu'il approuve soient utilisées aux fins liées à l'entente appelée International Registration Plan.

99. Les articles 24 et 25 du Code sont abrogés.

100. L'alinéa 205 (1) c) du Code, tel qu'il est modifié par l'article 16 du chapitre 33 des Lois de l'Ontario de 1996, est modifié par adjonction du sous-alinéa suivant :

- (iii.2) un relevé de tous les renseignements ayant trait à l'entente appelée International Registration Plan que reçoit le ministère,

Abrogation

101. Le paragraphe 2 (6) de l'annexe R de la *Loi de 1999 visant à réduire les formalités administratives* est abrogé.

Entrée en vigueur

102. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente partie entre en vigueur le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Idem

(2) L'article 96 entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

PARTIE XIV LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

103. Le sous-alinéa b) (i.2) de la définition de «ministre provincial» au paragraphe 1 (1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, tel qu'il est édicté par l'article 47 du chapitre 42 des Lois de l'Ontario de 2000, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- (i.2) les sections C.1 et C.2 de la partie II et les dispositions de la présente loi et de la loi fé-

ply in respect of provisions in those Divisions,

104. (1) Paragraph 10 of subsection 3 (1) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 2001, chapter 23, section 127, is amended by striking out the portion before subparagraph i and substituting the following:

10. The additional tax for each of the 2002 and 2003 taxation years is the aggregate of,

(2) Paragraph 11 of subsection 3 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 2001, chapter 23, section 127, is amended by striking out "2003" and substituting "2004".

105. (1) Clauses (c) and (d) of the definition of "lowest tax rate" in subsection 4 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 2001, chapter 23, section 128, are repealed and the following substituted:

- (c) 6.05 per cent for each of the 2002 and 2003 taxation years, and
(d) 5.65 per cent for the 2004 and each subsequent taxation year;

(2) Clauses (c) and (d) of the definition of "middle tax rate" in subsection 4 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 2001, chapter 23, section 128, are repealed and the following substituted:

- (c) 9.15 per cent for each of the 2002 and 2003 taxation years, and
(d) 8.85 per cent for the 2004 and each subsequent taxation year;

106. The definitions of "E", "F", "G" and "H" in subsection 4.1 (2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 2001, chapter 23, section 129, are repealed and the following substituted:

"E" is the number of days in the taxation year that are after September 30, 2001 and before January 1, 2004,

"F" is the number of days in the taxation year that are after December 31, 2003 and before January 1, 2005,

"G" is the number of days in the taxation year that are after December 31, 2004 and before January 1, 2006,

"H" is the number of days in the taxation year that are after December 31, 2005, and

107. The definition of "D" in subsection 7 (2.4) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 2001, chapter 23, section 130, is repealed and the following substituted:

dérale qui s'appliquent aux dispositions de ces sections,

104. (1) La disposition 10 du paragraphe 3 (1) de la Loi, telle qu'elle est rééditée par l'article 127 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 2001, est modifiée par substitution de ce qui suit au passage qui précède la sous-disposition i :

10. Pour chacune des années d'imposition 2002 et 2003, l'impôt supplémentaire est égal au total des montants suivants :

(2) La disposition 11 du paragraphe 3 (1) de la Loi, telle qu'elle est édictée par l'article 127 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 2001, est modifiée par substitution de «2004» à «2003».

105. (1) Les alinéas c) et d) de la définition de «taux d'imposition le moins élevé» au paragraphe 4 (1) de la Loi, tels qu'ils sont édictés par l'article 128 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 2001, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- c) 6,05 pour cent pour chacune des années d'imposition 2002 et 2003;
d) 5,65 pour cent pour les années d'imposition 2004 et suivantes.

(2) Les alinéas c) et d) de la définition de «taux d'imposition moyen» au paragraphe 4 (1) de la Loi, tels qu'ils sont édictés par l'article 128 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 2001, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- c) 9,15 pour cent pour chacune des années d'imposition 2002 et 2003;
d) 8,85 pour cent pour les années d'imposition 2004 et suivantes.

106. Les définitions des éléments «E», «F», «G» et «H» au paragraphe 4.1 (2) de la Loi, telles qu'elles sont édictées par l'article 129 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 2001, sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

«E» représente le nombre de jours de l'année d'imposition qui tombent après le 30 septembre 2001 mais avant le 1^{er} janvier 2004;

«F» représente le nombre de jours de l'année d'imposition qui tombent après le 31 décembre 2003 mais avant le 1^{er} janvier 2005;

«G» représente le nombre de jours de l'année d'imposition qui tombent après le 31 décembre 2004 mais avant le 1^{er} janvier 2006;

«H» représente le nombre de jours de l'année d'imposition qui tombent après le 31 décembre 2005;

107. La définition de l'élément «D» au paragraphe 7 (2.4) de la Loi, telle qu'elle est édictée par l'article 130 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 2001, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

“D” is,

- (a) for the 2002 taxation year, \$156,
- (b) for the 2003 taxation year, \$178,
- (c) for the 2004 or a subsequent taxation year, the basic reduction for the prior taxation year or, if the basic reduction for the prior taxation year was rounded to a whole dollar amount under subsection (2.6), the amount that would be the basic reduction for the prior taxation year if the amount had not been rounded to a whole dollar amount,

108. (1) Subclause (c) (i) of the definition of “housing unit” in subsection 8 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 34, section 69, is repealed and the following substituted:

- (i) such premises are exempt from the payment of taxes levied under the *Provincial Land Tax Act*, the *Local Roads Boards Act* or taxes for municipal and school purposes levied in respect of real property in Ontario that is assessed as residential or multi-residential property, or

(2) Clause (a) of the definition of “municipal tax” in subsection 8 (1) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 25, section 3 and amended by 1998, chapter 34, section 69, is repealed and the following substituted:

- (a) taxes for municipal and school purposes levied in respect of real property in Ontario that is assessed as residential or multi-residential property,

(3) Section 8 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 18, section 55, 1992, chapter 25, section 3, 1993, chapter 29, section 6, 1994, chapter 17, section 99, 1996, chapter 1, Schedule C, section 8, 1996, chapter 24, section 13, 1996, chapter 29, section 9, 1997, chapter 19, section 9, 1997, chapter 43, Schedule B, section 4, 1998, chapter 5, section 3, 1998, chapter 9, section 81, 1998, chapter 34, section 69, 1999, chapter 9, section 120, 2000, chapter 42, section 55, 2001, chapter 8, section 40 and 2001, chapter 23, section 131, is amended by adding the following subsection:

Extension of property tax credit for 2001.
certain taxpayers

(7.3) For the purpose of clause (3) (a) or (3.1) (a), the amount of an individual's 2001 municipal tax that is due in 2002 and paid by the due date may be used to determine the individual's occupancy cost for 2001 or 2002, if

«D» représente :

- a) pour l'année d'imposition 2002, 156 \$,
- b) pour l'année d'imposition 2003, 178 \$,
- c) pour les années d'imposition 2004 et suivantes, la réduction de base pour l'année d'imposition antérieure ou, si cette réduction a été arrondie à l'unité en application du paragraphe (2.6), le montant qui correspondrait à la réduction de base pour l'année antérieure si le montant n'avait pas été arrondi;

108. (1) Le sous-alinéa c) (i) de la définition de «logement» au paragraphe 8 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 69 du chapitre 34 des Lois de l'Ontario de 1998, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- (i) les locaux sont exempts du paiement des impôts prélevés en vertu de la *Loi sur l'impôt foncier provincial* ou de la *Loi sur les régies des routes locales* ou des impôts prélevés à des fins municipales ou scolaires à l'égard de biens immeubles situés en Ontario qui sont évalués en tant que biens résidentiels ou immeubles à logements multiples,

(2) L'alinéa a) de la définition de «impôts municipaux» au paragraphe 8 (1) de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 3 du chapitre 25 des Lois de l'Ontario de 1992 et tel qu'il est modifié par l'article 69 du chapitre 34 des Lois de l'Ontario de 1998, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- a) des impôts prélevés à des fins municipales et scolaires à l'égard de biens immeubles situés en Ontario qui sont évalués en tant que biens résidentiels ou immeubles à logements multiples;

(3) L'article 8 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 55 du chapitre 18 et l'article 3 du chapitre 25 des Lois de l'Ontario de 1992, par l'article 6 du chapitre 29 des Lois de l'Ontario de 1993, par l'article 99 du chapitre 17 des Lois de l'Ontario de 1994, par l'article 8 de l'annexe C du chapitre 1, l'article 13 du chapitre 24 et l'article 9 du chapitre 29 des Lois de l'Ontario de 1996, par l'article 9 du chapitre 19 et l'article 4 de l'annexe B du chapitre 43 des Lois de l'Ontario de 1997, par l'article 3 du chapitre 5, l'article 81 du chapitre 9 et l'article 69 du chapitre 34 des Lois de l'Ontario de 1998, par l'article 120 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1999, par l'article 55 du chapitre 42 des Lois de l'Ontario de 2000 et par l'article 40 du chapitre 8 et l'article 131 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 2001, est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Prorogation du crédit d'impôts fonciers pour 2001 :
certains contribuables

(7.3) Pour l'application de l'alinéa (3) a) ou (3.1) a), les impôts municipaux de 2001 d'un particulier qui sont exigibles en 2002 et acquittés au plus tard à la date d'exigibilité peuvent servir au calcul du coût d'habitation

the individual's principal residence in 2001 was located in a territory without municipal organization in an area of jurisdiction of a school board.

(4) Subsection 8 (8.1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 18, section 55 and amended by 1994, chapter 17, section 99, 1996, chapter 24, section 13, 1996, chapter 29, section 9, 1997, chapter 43, Schedule B, section 4, 1998, chapter 34, section 69 and 2001, chapter 23, section 131, is amended by striking out “or (15.6)” in the portion before clause (a) and substituting “(15.6) or (16)”.

(5) Section 8 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 18, section 55, 1992, chapter 25, section 3, 1993, chapter 29, section 6, 1994, chapter 17, section 99, 1996, chapter 1, Schedule C, section 8, 1996, chapter 24, section 13, 1996, chapter 29, section 9, 1997, chapter 19, section 9, 1997, chapter 43, Schedule B, section 4, 1998, chapter 5, section 3, 1998, chapter 9, section 81, 1998, chapter 34, section 69, 1999, chapter 9, section 120, 2000, chapter 42, section 55, 2001, chapter 8, section 40 and 2001, chapter 23, section 131, is amended by adding the following subsection:

Ontario school bus safety tax credit

(16) An individual who is an eligible individual under section 8.4.4 may deduct from the amount of tax otherwise payable under this Act for a taxation year ending after June 17, 2002 and commencing before January 1, 2006 an amount not exceeding the amount of his or her Ontario school bus safety tax credit determined under section 8.4.4 for the taxation year.

(6) Paragraph 2 of subsection 8 (17) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 2001, chapter 23, section 131, is amended by striking out “and (15.4)” and substituting “(15.4) and (16)”.

(7) Paragraph 3 of subsection 8 (17) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 2001, chapter 23, section 131, is amended by striking out “and (15.4)” and substituting “(15.4) and (16)”.

(8) Paragraph 7 of subsection 8 (17) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 2001, chapter 23, section 131, is amended by striking out “and (15.4)” and substituting “(15.4) and (16)”.

(9) Paragraph 8 of subsection 8 (17) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 2001, chapter 23, section 131, is amended by striking out “and (15.4)” and substituting “(15.4) and (16)”.

du particulier pour 2001 ou 2002 si sa résidence principale en 2001 se trouvait dans le territoire de compétence d'un conseil scolaire situé dans un territoire non érigé en municipalité.

(4) Le paragraphe 8 (8.1) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 55 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1992 et tel qu'il est modifié par l'article 99 du chapitre 17 des Lois de l'Ontario de 1994, par l'article 13 du chapitre 24 et l'article 9 du chapitre 29 des Lois de l'Ontario de 1996, par l'article 4 de l'annexe B du chapitre 43 des Lois de l'Ontario de 1997, par l'article 69 du chapitre 34 des Lois de l'Ontario de 1998 et par l'article 131 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 2001, est modifié par substitution de «, (15.6) ou (16)» à «ou (15.6)» dans le passage qui précède l'alinéa a).

(5) L'article 8 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 55 du chapitre 18 et l'article 3 du chapitre 25 des Lois de l'Ontario de 1992, par l'article 6 du chapitre 29 des Lois de l'Ontario de 1993, par l'article 99 du chapitre 17 des Lois de l'Ontario de 1994, par l'article 8 de l'annexe C du chapitre 1, l'article 13 du chapitre 24 et l'article 9 du chapitre 29 des Lois de l'Ontario de 1996, par l'article 9 du chapitre 19 et l'article 4 de l'annexe B du chapitre 43 des Lois de l'Ontario de 1997, par l'article 3 du chapitre 5, l'article 81 du chapitre 9 et l'article 69 du chapitre 34 des Lois de l'Ontario de 1998, par l'article 120 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1999, par l'article 55 du chapitre 42 des Lois de l'Ontario de 2000 et par l'article 40 du chapitre 8 et l'article 131 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 2001, est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Crédit d'impôt de l'Ontario pour la sécurité des autobus scolaires

(16) Le particulier qui est un particulier admissible au sens de l'article 8.4.4 peut déduire de l'impôt payable par ailleurs par lui en application de la présente loi pour une année d'imposition qui se termine après le 17 juin 2002 et qui commence avant le 1^{er} janvier 2006 une somme qui ne dépasse pas le montant de son crédit d'impôt de l'Ontario pour la sécurité des autobus scolaires, calculé en application de l'article 8.4.4, pour l'année.

(6) La disposition 2 du paragraphe 8 (17) de la Loi, telle qu'elle est rééditée par l'article 131 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 2001, est modifiée par substitution de «, (15.4) ou (16)» à «ou (15.4)».

(7) La disposition 3 du paragraphe 8 (17) de la Loi, telle qu'elle est rééditée par l'article 131 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 2001, est modifiée par substitution de «, (15.4) ou (16)» à «ou (15.4)».

(8) La disposition 7 du paragraphe 8 (17) de la Loi, telle qu'elle est rééditée par l'article 131 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 2001, est modifiée par substitution de «, (15.4) ou (16)» à «ou (15.4)».

(9) La disposition 8 du paragraphe 8 (17) de la Loi, telle qu'elle est rééditée par l'article 131 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 2001, est modifiée par substitution de «, (15.4) ou (16)» à «ou (15.4)».

109. Paragraphs 1 and 2 of subsection 8.4.2 (3) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 2001, chapter 8, section 41, are repealed and the following substituted:

1. If the taxation year commences after December 31, 2001 and ends before January 1, 2004, the appropriate percentage is 10 per cent.
2. If the taxation year commences after December 31, 2003, the appropriate percentage is 20 per cent.

110. The Act is amended by adding the following section:

Ontario school bus safety tax credit

8.4.4 (1) The amount of an eligible individual's Ontario school bus safety tax credit for a taxation year is the amount equal to 5 per cent of the individual's qualifying expenditures under this section for the taxation year.

Eligible individual

(2) For the purposes of this section, an individual is an eligible individual in respect of a taxation year if he or she,

- (a) carries on business through a permanent establishment in Ontario in the taxation year; and
- (b) is not exempt from tax under section 6.

Qualifying expenditures under this section

(3) The amount of an eligible individual's qualifying expenditures under this section for a taxation year is the total of all amounts each of which is the capital cost to the individual of an eligible school bus acquired by the individual in the taxation year.

Eligible school bus

(4) A vehicle acquired by an eligible individual is an eligible school bus if the following conditions are satisfied:

1. The vehicle must be a school bus as defined in subsection 175 (1) of the *Highway Traffic Act*.
2. The vehicle must meet the requirements of sections 1 and 3 of Regulation 612 of the Revised Regulations of Ontario, 1990 ("School Buses") made under that Act and it must conform to Canadian Standards Association Standard D250-1998 ("School Buses").
3. The individual must have acquired the vehicle after June 17, 2002 and before January 1, 2006.
4. The vehicle must not have been used before the individual acquired it.
5. The vehicle must be used by the individual for at least 36 months after acquiring it. It must be used throughout that period for the primary purpose of transporting children in Ontario or transporting adults with a developmental disability in Ontario.

109. Les dispositions 1 et 2 du paragraphe 8.4.2 (3) de la Loi, telles qu'elles sont édictées par l'article 41 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 2001, sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

1. 10 pour cent, si l'année commence après le 31 décembre 2001 et se termine avant le 1^{er} janvier 2004.
2. 20 pour cent, si l'année commence après le 31 décembre 2003.

110. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Crédit d'impôt de l'Ontario pour la sécurité des autobus scolaires

8.4.4 (1) Le crédit d'impôt de l'Ontario pour la sécurité des autobus scolaires d'un particulier admissible pour une année d'imposition est égal à 5 pour cent des dépenses admissibles du particulier visées au présent article pour l'année.

Particulier admissible

(2) Pour l'application du présent article, un particulier est un particulier admissible à l'égard d'une année d'imposition s'il satisfait aux conditions suivantes :

- a) il exploite une entreprise par le biais d'un établissement permanent situé en Ontario pendant l'année;
- b) il n'est pas exonéré de l'impôt en application de l'article 6.

Dépenses admissibles visées au présent article

(3) Les dépenses admissibles d'un particulier admissible visées au présent article pour une année d'imposition correspondent au total des sommes dont chacune représente le coût en capital, pour le particulier, d'un autobus scolaire admissible qu'il a acquis pendant l'année.

Autobus scolaire admissible

(4) Un véhicule que le particulier admissible a acquis est un autobus scolaire admissible si les conditions suivantes sont remplies :

1. Le véhicule est un autobus scolaire au sens du paragraphe 175 (1) du *Code de la route*.
2. Le véhicule satisfait aux exigences des articles 1 et 3 du Règlement 612 des Règlements refondus de l'Ontario de 1990 («School Buses») pris en application de ce code et est conforme à la norme D250-1998 («Autobus scolaires») de l'Association canadienne de normalisation.
3. Le particulier a acquis le véhicule après le 17 juin 2002, mais avant le 1^{er} janvier 2006.
4. Le véhicule n'a pas été utilisé avant son acquisition par le particulier.
5. Le particulier utilise le véhicule pendant au moins 36 mois après l'avoir acquis, principalement pour le transport d'enfants en Ontario ou le transport, en Ontario, d'adultes ayant une déficience intellectuelle.

6. For the purposes of the Federal Act, the individual must include the capital cost of the vehicle in class 10 of Schedule II to the regulations made under that Act.

Partnerships

(5) If an eligible individual is a member of a partnership at the end of a taxation year and if the partnership incurs, in a fiscal period of the partnership that ends in the taxation year, a capital cost in respect of the acquisition of an eligible school bus that would qualify for the Ontario school bus safety tax credit if the bus had been acquired by an eligible individual, the eligible individual who is the member of the partnership may include, in determining the amount of his or her Ontario school bus safety tax credit, that portion of the capital cost of the bus that may reasonably be attributed to him or her.

Limited partner

(6) Subsection (5) does not apply if the eligible individual is a limited partner in the partnership.

Penalty

(7) An eligible individual is liable to pay a penalty equal to the amount calculated under subsection (8) if, within 36 months after an eligible school bus is acquired, the individual or a partnership in which the individual is a member disposes of the bus or begins to use it for a primary purpose other than transporting children in Ontario or transporting adults with a developmental disability in Ontario.

Amount of penalty

(8) The amount of the penalty under subsection (7) is calculated using the formula,

$$A \times [(1095 - B) / 1095]$$

where,

“A” is 0.05 multiplied by the amount of the capital cost of the eligible school bus that the eligible individual included in determining the amount of his or her Ontario school bus safety tax credit for a taxation year, and

“B” is the number of days that the eligible individual or the partnership in which the individual is a member owned the eligible school bus before disposing of it or before beginning to use it for a primary purpose other than transporting children in Ontario or transporting adults with a developmental disability in Ontario.

Exception

(9) Subsection (7) does not apply in respect of the disposition of an eligible school bus by an eligible individual or by a partnership in which the eligible individual is a member,

6. Pour l'application de la loi fédérale, le particulier doit inclure le coût en capital du véhicule dans la catégorie 10 de l'annexe II du règlement pris en application de cette loi.

Sociétés de personnes

(5) Si un particulier admissible est un associé d'une société de personnes à la fin d'une année d'imposition donnée et que celle-ci engage, au cours d'un de ses exercices qui se termine pendant l'année, un coût en capital à l'égard de l'acquisition d'un autobus scolaire admissible qui donnerait droit au crédit d'impôt de l'Ontario pour la sécurité des autobus scolaires si l'autobus avait été acquis par un particulier admissible, le particulier admissible qui est un associé de la société de personnes peut inclure, dans le calcul de son crédit d'impôt de l'Ontario pour la sécurité des autobus scolaires, la portion du coût en capital de l'autobus qui peut raisonnablement lui être attribuée.

Commanditaire

(6) Le paragraphe (5) ne s'applique pas si le particulier admissible est un associé commanditaire de la société de personnes.

Pénalité

(7) Le particulier admissible est passible d'une pénalité égale à la somme calculée en application du paragraphe (8) si, dans les 36 mois qui suivent le jour de l'acquisition d'un autobus scolaire admissible, le particulier ou une société de personnes dont il est un associé dispose de l'autobus ou commence à l'utiliser principalement à une fin autre que le transport d'enfants en Ontario ou le transport, en Ontario, d'adultes ayant une déficience intellectuelle.

Montant de la pénalité

(8) Le montant de la pénalité visée au paragraphe (7) est calculé selon la formule suivante :

$$A \times [(1095 - B) / 1095]$$

où :

«A» représente 0,05 multiplié par le coût en capital de l'autobus scolaire admissible que le particulier admissible a inclus dans le calcul de son crédit d'impôt de l'Ontario pour la sécurité des autobus scolaires pour une année d'imposition;

«B» représente le nombre de jours pendant lesquels le particulier admissible ou la société de personnes dont il est un associé était propriétaire de l'autobus scolaire admissible avant d'en disposer ou de commencer à l'utiliser principalement à une fin autre que le transport d'enfants en Ontario ou le transport, en Ontario, d'adultes ayant une déficience intellectuelle.

Exception

(9) Le paragraphe (7) ne s'applique pas à l'égard de la disposition d'un autobus scolaire admissible effectuée par un particulier admissible ou une société de personnes dont il est un associé dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- (a) if the individual or partnership disposes of the bus in connection with a disposition by the individual or partnership of all or substantially all of the business in which the bus was used, and the person acquiring the business continues after the disposition to carry on the business in Ontario;
- (b) if the individual is bankrupt, is in receivership or is insolvent and the bus is disposed of in the course of the disposition of the assets of the individual's business; or
- (c) if the individual disposes of the bus to a corporation in a transfer to which subsection 85 (1) of the Federal Act applies, or disposes of the bus to a partnership in a transfer to which subsection 97 (2) of the Federal Act applies.

111. Section 8.7 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 2000, chapter 42, section 58 and amended by 2001, chapter 23, section 134, is amended by adding the following subsections:

Exception, short taxation year

(14.1) If an employer or a corporation not dealing at arm's length with an employer enters into a stock option agreement after December 21, 2000, the condition described in paragraph 4 of subsection (10) shall be deemed to be satisfied for the taxation year before the year in which the stock option agreement is entered into (the "preceding taxation year") if the conditions described in paragraphs 1 and 2 of subsection (14.2) are satisfied and,

- (a) if the conditions described in paragraphs 3 and 4 of subsection (14.2) are satisfied;
- (b) if the condition described in paragraph 5 of subsection (14.2) is satisfied; or
- (c) if the conditions described in paragraphs 3, 4 and 5 of subsection (14.2) are satisfied.

Same

(14.2) The following are the conditions referred to in subsection (14.1):

1. The preceding taxation year is less than 51 weeks in duration.
2. The employer's eligible expenditures for the taxation year that precedes the preceding taxation year are not less than \$25 million or 10 per cent of the employer's total revenue for that taxation year, whichever is less.
3. The employer is associated with one or more other corporations (each referred to as an associated corporation) throughout the preceding taxation year. Each associated corporation has a permanent establishment in Canada throughout the preceding taxation year.

- a) le particulier ou la société de personnes dispose de l'autobus dans le cadre de la disposition de la totalité, ou presque, de l'entreprise dans laquelle l'autobus était utilisé, et la personne qui acquiert l'entreprise continue, après la disposition, de l'exploiter en Ontario;
- b) le particulier a fait faillite, est mis sous séquestre ou est insolvable, et la disposition de l'autobus a lieu dans le cadre de la disposition de l'actif de l'entreprise du particulier;
- c) le particulier dispose de l'autobus en faveur d'une corporation dans le cadre d'un transfert auquel s'applique le paragraphe 85 (1) de la loi fédérale ou en faveur d'une société de personnes dans le cadre d'un transfert auquel s'applique le paragraphe 97 (2) de la loi fédérale.

111. L'article 8.7 de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 58 du chapitre 42 des Lois de l'Ontario de 2000 et tel qu'il est modifié par l'article 134 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 2001, est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Exception : années d'imposition de moins de 51 semaines

(14.1) Si un employeur ou une corporation qui a un lien de dépendance avec un employeur conclut une convention d'option d'achat d'actions après le 21 décembre 2000, il est réputé avoir été satisfait à la condition prévue à la disposition 4 du paragraphe (10) pour l'année d'imposition précédant l'année pendant laquelle la convention est conclue (l'«année d'imposition antérieure») s'il est satisfait aux conditions prévues aux dispositions 1 et 2 du paragraphe (14.2) et que, selon le cas :

- a) il est satisfait aux conditions prévues aux dispositions 3 et 4 du paragraphe (14.2);
- b) il est satisfait à la condition prévue à la disposition 5 du paragraphe (14.2);
- c) il est satisfait aux conditions prévues aux dispositions 3, 4 et 5 du paragraphe (14.2).

Idem

(14.2) Les conditions suivantes sont les conditions visées au paragraphe (14.1) :

1. L'année d'imposition antérieure compte moins de 51 semaines.
2. Les dépenses admissibles de l'employeur pour l'année d'imposition précédant l'année d'imposition antérieure s'établissent à au moins 25 millions de dollars ou, si la somme correspondante est moins élevée, à 10 pour cent de son revenu total pour cette année d'imposition.
3. L'employeur est associé à une ou plusieurs autres corporations (chacune appelée une corporation associée) tout au long de l'année d'imposition antérieure et chaque corporation associée a un établissement permanent au Canada tout au long de celle-ci.

4. The eligible expenditures of an associated corporation are not included in the eligible expenditures of the employer for the preceding taxation year because the taxation year of the associated corporation did not end in the preceding taxation year.
5. If the employer or an associated corporation is a member of a partnership in the preceding taxation year and if the partnership carried on business in Canada throughout the preceding taxation year, expenditures of the partnership that would be eligible expenditures if they had been incurred by a corporation are not included in the eligible expenditures of the employer for the preceding taxation year because the fiscal period of the partnership did not end in the preceding taxation year.

112. The Act is amended by adding the following section:

DIVISION C.2 — TAX INCENTIVE
FOR INVESTING IN
ONTARIO JOBS AND OPPORTUNITY BONDS

Tax incentive, Ontario Jobs and Opportunity Bonds

8.9 (1) In this section,

“Authority” means the Ontario Municipal Economic Infrastructure Financing Authority continued by subsection 2 (1) of the *Ontario Municipal Economic Infrastructure Financing Authority Act, 2002*; (“Office”)

“Ontario Jobs and Opportunity Bond” means a bond, debenture or other security,

- (a) that is issued by the Authority and is designated by it as an Ontario Jobs and Opportunity Bond,
- (b) that is issued by a subsidiary, trust, partnership or other entity established or acquired by the Authority and is designated by the Authority as an Ontario Jobs and Opportunity Bond, or
- (c) that is designated by the Provincial Minister as an Ontario Jobs and Opportunity Bond. (“obligation ontarienne de financement d’emplois et de projets”)

Tax incentive

(2) An eligible individual who owns an Ontario Jobs and Opportunity Bond at any time in a taxation year is entitled to receive a tax incentive under this section in respect of the interest received or receivable on the Bond in the taxation year.

Eligible individual

(3) An individual is an eligible individual under this section if he or she satisfies the prescribed conditions.

4. Les dépenses admissibles d’une corporation associée ne sont pas incluses dans les dépenses admissibles de l’employeur pour l’année d’imposition antérieure du fait que l’année d’imposition de la corporation associée ne s’est pas terminée pendant celle-ci.
5. Si l’employeur ou une corporation associée est un associé d’une société de personnes pendant l’année d’imposition antérieure et que la société de personnes a exercé ses activités au Canada tout au long de celle-ci, les dépenses de la société de personnes qui seraient des dépenses admissibles si elles avaient été engagées par une corporation ne sont pas incluses dans les dépenses admissibles de l’employeur pour l’année d’imposition antérieure du fait que l’exercice de la société de personnes ne s’est pas terminée pendant celle-ci.

112. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

SECTION C.2 — INCITATIF FISCAL AU TITRE
DES OBLIGATIONS ONTARIENNES
DE FINANCEMENT D’EMPLOIS ET DE PROJETS

Incitatif fiscal : obligations ontariennes de financement d’emplois et de projets

8.9 (1) La définition qui suit s’applique au présent article.

«obligation ontarienne de financement d’emplois et de projets» Obligation, débenture ou autre valeur mobilière :

- a) soit que l’Office émet et désigne comme obligation ontarienne de financement d’emplois et de projets;
- b) soit qu’émet une filiale, une fiducie, une société de personnes ou une autre entité qui est créée ou acquise par l’Office et que celui-ci désigne comme obligation ontarienne de financement d’emplois et de projets;
- c) soit que le ministre provincial désigne comme obligation ontarienne de financement d’emplois et de projets. («Ontario Jobs and Opportunity Bond»)

«Office» L’Office ontarien de financement de l’infrastructure économique des municipalités qui est prorogé par le paragraphe 2 (1) de la *Loi de 2002 sur l’Office ontarien de financement de l’infrastructure économique des municipalités*. («Authority»)

Incitatif fiscal

(2) Le particulier admissible qui possède une obligation ontarienne de financement d’emplois et de projets à un moment quelconque d’une année d’imposition a droit à l’incitatif fiscal prévu au présent article à l’égard des intérêts de l’obligation reçus ou à recevoir pendant l’année.

Particulier admissible

(3) Un particulier est un particulier admissible pour l’application du présent article s’il satisfait aux conditions prescrites.

Certificate

(4) A certificate of the chair, a vice-chair, the chief executive officer or any officer of the Authority designated by its board of directors which states that an entity is a subsidiary, trust, partnership or other entity established or acquired by the Authority or that a bond, debenture or other security is an Ontario Jobs and Opportunity Bond is conclusive evidence of the facts stated.

Regulations

- (5) The Provincial Minister may make regulations,
- (a) prescribing the nature of the tax incentive and the manner in which it is calculated;
 - (b) prescribing the conditions that must be satisfied for an individual to be eligible to receive a tax incentive under this section;
 - (c) prescribing rules that apply to determine the manner in which the tax incentive is paid or otherwise conferred;
 - (d) prescribing circumstances in which a tax incentive must be repaid by an individual and prescribing the rules applicable to the repayment;
 - (e) governing the provision of such information as the Provincial Minister may require for the administration of this section;
 - (f) prescribing any other matter that the Provincial Minister considers necessary or advisable for the purposes of this section.

Commencement

113. (1) Subject to subsections (2) to (5), this Part comes into force on the day this Act receives Royal Assent.

Same

(2) Sections 103 and 112 come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Same

(3) Subsections 108 (1) and (2) come into force on January 1, 2003.

Same

(4) Subsection 108 (3) shall be deemed to have come into force on January 1, 2001.

Same

(5) Section 111 shall be deemed to have come into force on February 1, 2002.

**PART XV
INSURANCE ACT**

114. (1) Paragraph 28.1 of subsection 121 (1) of the *Insurance Act*, as enacted by the Statutes of Ontario,

Attestation

(4) L'attestation du président de l'Office, d'un de ses vice-présidents, du chef de sa direction ou d'un de ses dirigeants désignés à cette fin par son conseil d'administration qui énonce qu'une entité est une filiale, une fiducie, une société de personnes ou une autre entité qui est créée ou acquise par l'Office ou qu'une obligation, une débeture ou une autre valeur mobilière est une obligation ontarienne de financement d'emplois et de projets constitue une preuve concluante de ce fait.

Règlements

- (5) Le ministre provincial peut, par règlement :
- a) prescrire la nature et le mode de calcul de l'incitatif fiscal;
 - b) prescrire les conditions d'admissibilité d'un particulier à l'incitatif fiscal prévu au présent article;
 - c) prescrire les règles applicables pour déterminer la manière dont l'incitatif fiscal est octroyé, notamment son mode de paiement;
 - d) prescrire les circonstances dans lesquelles un particulier doit rembourser l'incitatif fiscal et prescrire les règles applicables au remboursement;
 - e) régir la communication des renseignements qu'il exige pour l'application du présent article;
 - f) prescrire toute autre question qu'il estime nécessaire ou souhaitable pour l'application du présent article.

Entrée en vigueur

113. (1) Sous réserve des paragraphes (2) à (5), la présente partie entre en vigueur le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Idem

(2) Les articles 103 et 112 entrent en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Idem

(3) Les paragraphes 108 (1) et (2) entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2003.

Idem

(4) Le paragraphe 108 (3) est réputé être entré en vigueur le 1^{er} janvier 2001.

Idem

(5) L'article 111 est réputé être entré en vigueur le 1^{er} février 2002.

**PARTIE XV
LOI SUR LES ASSURANCES**

114. (1) La disposition 28.1 du paragraphe 121 (1) de la *Loi sur les assurances*, telle qu'elle est édictée par

1993, chapter 10, section 12, is repealed and the following substituted:

28.1 exempting a person or class of persons from section 393 and sections 397 to 401, or from any provision of those sections, subject to such terms and conditions, including any limitations or restrictions, as may be specified in the regulations;

(2) Subsection 121 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 10, section 12, 1994, chapter 11, section 338, 1996, chapter 21, section 14, 1997, chapter 19, section 10, 1997, chapter 28, section 107, 1999, chapter 12, Schedule I, section 4 and 2000, chapter 26, Schedule G, section 1, is amended by adding the following paragraphs:

14.1 for the purposes of Part VI or any provision of Part VI,

- i. defining "automobile",
- ii. prescribing any vehicle or class of vehicles to be automobiles subject to any terms and conditions prescribed in the regulations,
- iii. prescribing any vehicle or class of vehicles not to be automobiles, subject to any terms and conditions prescribed in the regulations;

19.1 prescribing types of contracts and circumstances in which section 236 does not apply;

23.6.1 for the purpose of this Act or any provision of this Act, deeming payments for income loss or loss of earning capacity under an income continuation benefit plan to include payments prescribed by the regulations;

28.3 for the purposes of section 284.1, specifying terms and conditions governing the representation of a party to a proceeding under sections 279 to 284;

28.4 prescribing persons or classes of persons for the purposes of subsection 398 (3) and prescribing terms and conditions governing persons engaged in an activity set out in subsection 398 (1);

115. The definition of "automobile" in subsection 224 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

"automobile" includes,

- (a) a motor vehicle required under any Act to be in-

l'article 12 du chapitre 10 des Lois de l'Ontario de 1993, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

28.1 soustraire des personnes ou des catégories de personnes à l'application de l'article 393 et des articles 397 à 401, ou de toute disposition de ces articles, sous réserve des conditions, y compris les limites ou les restrictions, que précisent les règlements;

(2) Le paragraphe 121 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 12 du chapitre 10 des Lois de l'Ontario de 1993, par l'article 338 du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 1994, par l'article 14 du chapitre 21 des Lois de l'Ontario de 1996, par l'article 10 du chapitre 19 et l'article 107 du chapitre 28 des Lois de l'Ontario de 1997, par l'article 4 de l'annexe I du chapitre 12 des Lois de l'Ontario de 1999 et par l'article 1 de l'annexe G du chapitre 26 des Lois de l'Ontario de 2000, est modifié par adjonction des dispositions suivantes :

14.1 pour l'application de la partie VI ou d'une de ses dispositions :

- i. définir «automobile»,
- ii. prescrire des véhicules ou des catégories de véhicules comme étant des automobiles, sous réserve des conditions que prescrivent les règlements,
- iii. prescrire des véhicules ou des catégories de véhicules comme n'étant pas des automobiles, sous réserve des conditions que prescrivent les règlements;

19.1 prescrire des types de contrats et des circonstances où l'article 236 ne s'applique pas;

23.6.1 pour l'application de la présente loi ou d'une de ses dispositions, déclarer que les paiements pour perte de revenu ou de capacité de gain effectués aux termes d'un régime de prestations pour le maintien du revenu sont réputés inclure les paiements que prescrivent les règlements;

28.3 pour l'application de l'article 284.1, préciser les conditions qui régissent la représentation d'une partie à une instance visée aux articles 279 à 284;

28.4 prescrire des personnes ou des catégories de personnes pour l'application du paragraphe 398 (3) et prescrire les conditions qui régissent les personnes qui se livrent à une activité visée au paragraphe 398 (1);

115. La définition de «automobile» au paragraphe 224 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«automobile» S'entend en outre de ce qui suit :

- a) un véhicule automobile qui doit, en vertu d'une loi

sured under a motor vehicle liability policy, and

- (b) a vehicle prescribed by regulation to be an automobile; ("automobile")

116. Subsection 230 (2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 21, section 18, is repealed and the following substituted:

Information from agents

(2) An agent shall inform an applicant for automobile insurance of the insurer or the insurers within an affiliated group of insurers that the agent represents.

Request for written information

(3) The broker or agent shall provide the information referred to in subsection (1) or (2) in writing if the applicant so requests.

117. Section 236 of the Act is amended by adding the following subsection:

Exception

(6) This section does not apply to prescribed types of contracts in prescribed circumstances.

118. Section 243 of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 21, section 20, is amended by adding the following subsection:

Same

(1.1) Payment provided for under subsection 265 (1) applies to loss or damage resulting from an accident involving an uninsured or unidentified automobile in Canada, the United States of America and any other jurisdiction designated in the *Statutory Accident Benefits Schedule*, and on a vessel plying between ports of Canada, the United States of America or a designated jurisdiction.

119. Section 267.4 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 21, section 29, is amended by adding the following subsection:

Effect of amendments

(2) Subsection (1) shall not be interpreted as requiring an amendment made to sections 267.5 to 267.11 to apply in respect of the use or operation, before the amendment came into force, of an automobile.

120. (1) Subsection 267.5 (3) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 21, section 29, is repealed and the following substituted:

Protection from liability; health care expenses

(3) Despite any other Act and subject to subsection (6), the owner of an automobile, the occupants of an automobile and any person present at the incident are not liable in an action in Ontario for damages for expenses that

quelconque, être assuré aux termes d'une police de responsabilité automobile;

- b) un véhicule que les règlements prescrivent comme étant une automobile. («automobile»)

116. Le paragraphe 230 (2) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 18 du chapitre 21 des Lois de l'Ontario de 1996, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Renseignements fournis par les agents

(2) Les agents informent les proposants d'assurance-automobile de l'assureur ou des assureurs qui font partie d'un groupe affilié d'assureurs qu'ils représentent.

Demande de renseignements écrits

(3) Les courtiers ou les agents fournissent par écrit les renseignements visés au paragraphe (1) ou (2) si le proposant le demande.

117. L'article 236 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Exception

(6) Le présent article ne s'applique pas aux types prescrits de contrats dans les circonstances prescrites.

118. L'article 243 de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 20 du chapitre 21 des Lois de l'Ontario de 1996, est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem

(1.1) Le paiement prévu au paragraphe 265 (1) s'applique aux pertes ou aux dommages causés par un accident mettant en cause une automobile non assurée ou non identifiée au Canada, aux États-Unis d'Amérique et dans un ressort désigné dans l'*Annexe sur les indemnités d'accident légales*, ainsi que sur un navire faisant la navette entre des ports du Canada, des États-Unis d'Amérique ou d'un ressort désigné.

119. L'article 267.4 de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 29 du chapitre 21 des Lois de l'Ontario de 1996, est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Effet des modifications

(2) Le paragraphe (1) ne doit pas être interprété de façon à exiger qu'une modification apportée aux articles 267.5 à 267.11 s'applique à l'égard de l'usage ou de la conduite, avant l'entrée en vigueur de la modification, d'une automobile.

120. (1) Le paragraphe 267.5 (3) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 29 du chapitre 21 des Lois de l'Ontario de 1996, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Immunité : frais relatifs aux soins de santé

(3) Malgré toute autre loi et sous réserve du paragraphe (6), le propriétaire d'une automobile, les personnes transportées dans celle-ci et toute personne présente à l'incident ne sont pas tenus responsables, dans une action

have been incurred or will be incurred for health care resulting from bodily injury arising directly or indirectly from the use or operation of the automobile unless, as a result of the use or operation of the automobile, the injured person has died or has sustained,

- (a) permanent serious disfigurement; or
- (b) permanent serious impairment of an important physical, mental or psychological function.

(2) Subsection 267.5 (4) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 21, section 29, is repealed.

(3) Paragraph 3 of subsection 267.5 (7) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 21, section 29, is amended by striking out "The amount" at the beginning and substituting "Subject to subsections (8) and (8.1), the amount".

(4) Subsection 267.5 (8) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 21, section 29, is repealed and the following substituted:

Application of subpar. 3 i of subs. (7)

(8) Subparagraph 3 i of subsection (7) does not apply if the amount of damages for non-pecuniary loss, other than damages for non-pecuniary loss under clause 61 (2) (e) of the *Family Law Act*, would exceed \$100,000 in the absence of that subparagraph.

Application of subpar. 3 ii of subs. (7)

(8.1) Subparagraph 3 ii of subsection (7) does not apply if the amount of damages for non-pecuniary loss under clause 61 (2) (e) of the *Family Law Act* would exceed \$50,000 in the absence of that subparagraph.

Application of subss. (7)-(8.1)

(8.2) Subsections (7), (8) and (8.1) apply in respect of each person who is entitled to damages for non-pecuniary loss.

(5) Section 267.5 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 21, section 29, is amended by adding the following subsection:

Vicarious liability

(10.1) Despite any provision of this Part, a person vicariously liable for the fault or negligence of a protected defendant is not, in respect of the person's vicarious liability, liable for any amount greater than the amount of damages for which the protected defendant is liable.

(6) Subsection 267.5 (11) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 21, section 29, is repealed.

intentée en Ontario, des dommages-intérêts pour les frais qui ont été engagés ou qui le seront à l'égard des soins de santé résultant de lésions corporelles qui découlent directement ou indirectement de l'usage ou de la conduite de l'automobile, sauf si, par suite de l'usage ou de la conduite de l'automobile, la personne blessée est morte ou a subi, selon le cas :

- a) un préjudice esthétique grave et permanent;
- b) une déficience grave et permanente d'une fonction corporelle, mentale ou psychique importante.

(2) Le paragraphe 267.5 (4) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 29 du chapitre 21 des Lois de l'Ontario de 1996, est abrogé.

(3) La disposition 3 du paragraphe 267.5 (7) de la Loi, telle qu'elle est édictée par l'article 29 du chapitre 21 des Lois de l'Ontario de 1996, est modifiée par substitution de «Sous réserve des paragraphes (8) et (8.1), le montant» à «Le montant» au début de la disposition.

(4) Le paragraphe 267.5 (8) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 29 du chapitre 21 des Lois de l'Ontario de 1996, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Application de la sous-disp. 3 i du par. (7)

(8) La sous-disposition 3 i du paragraphe (7) ne s'applique pas si le montant des dommages-intérêts pour perte non pécuniaire, autres que ceux prévus à l'alinéa 61 (2) e) de la *Loi sur le droit de la famille*, devait dépasser 100 000 \$ en l'absence de cette sous-disposition.

Application de la sous-disp. 3 ii du par. (7)

(8.1) La sous-disposition 3 ii du paragraphe (7) ne s'applique pas si le montant des dommages-intérêts pour perte non pécuniaire prévus à l'alinéa 61 (2) e) de la *Loi sur le droit de la famille* devait dépasser 50 000 \$ en l'absence de cette sous-disposition.

Champ d'application des par. (7) à (8.1)

(8.2) Les paragraphes (7), (8) et (8.1) s'appliquent à l'égard de chaque personne qui a droit à des dommages-intérêts pour perte non pécuniaire.

(5) L'article 267.5 de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 29 du chapitre 21 des Lois de l'Ontario de 1996, est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Responsabilité du fait d'autrui

(10.1) Malgré toute disposition de la présente partie, la personne responsable du fait d'autrui d'une faute ou d'une négligence d'un défendeur exclu n'est pas, à l'égard de cette responsabilité, tenue responsable d'un montant supérieur à celui des dommages-intérêts dont est tenu responsable le défendeur exclu.

(6) Le paragraphe 267.5 (11) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 29 du chapitre 21 des Lois de l'Ontario de 1996, est abrogé.

(7) Subsection 267.5 (12) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 21, section 29, is amended by striking out "subsection (5)" in the portion before clause (a) and substituting "subsections (3) and (5)".

(8) Subsection 267.5 (13) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 21, section 29, is amended by striking out "(11) or".

(9) Subsection 267.5 (14) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 21, section 29, is repealed.

(10) Subsection 267.5 (15) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 21, section 29, is amended by striking out "subsection (5)" in the portion before clause (a) and substituting "subsections (3) and (5)".

121. Section 267.8 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 21, section 29 and amended by 1997, chapter 16, section 9, is amended by adding the following subsection:

Reduction re arbitration

(7.1) In an action for loss or damage from bodily injury or death arising directly or indirectly from the use or operation of an automobile, the damages described in subsections (1), (4) and (6) to which a plaintiff is otherwise entitled shall be further reduced by such amount as may be determined through arbitration under section 267.8.1.

122. The Act is amended by adding the following section:

Mandatory arbitration re certain collateral benefits

267.8.1 (1) This section applies with respect to an action for loss or damage from bodily injury or death arising directly or indirectly from the use or operation of an automobile.

Same

(2) The plaintiff or a defendant who meets the prescribed criteria may require any of the following persons to submit to arbitration under the *Arbitration Act, 1991* with respect to the matters described in subsection (3):

1. A person liable to make a payment in respect of the incident that the plaintiff may receive after the trial of the action for statutory accident benefits in respect of income loss or loss of earning capacity.
2. A person liable to make a payment in respect of the incident that the plaintiff may receive after the trial of the action for income loss or loss of earning capacity under the laws of any jurisdiction or under an income continuation benefit plan.

(7) Le paragraphe 267.5 (12) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 29 du chapitre 21 des Lois de l'Ontario de 1996, est modifié par substitution de «des paragraphes (3) et (5)» à «du paragraphe (5)» dans le passage qui précède l'alinéa a).

(8) Le paragraphe 267.5 (13) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 29 du chapitre 21 des Lois de l'Ontario de 1996, est modifié par suppression de «(11) ou».

(9) Le paragraphe 267.5 (14) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 29 du chapitre 21 des Lois de l'Ontario de 1996, est abrogé.

(10) Le paragraphe 267.5 (15) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 29 du chapitre 21 des Lois de l'Ontario de 1996, est modifié par substitution de «des paragraphes (3) et (5)» à «du paragraphe (5)» dans le passage qui précède l'alinéa a).

121. L'article 267.8 de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 29 du chapitre 21 des Lois de l'Ontario de 1996 et tel qu'il est modifié par l'article 9 du chapitre 16 des Lois de l'Ontario de 1997, est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Réduction : arbitrage

(7.1) Dans une action pour pertes ou dommages résultant de lésions corporelles ou d'un décès qui découlent directement ou indirectement de l'usage ou de la conduite d'une automobile, les dommages-intérêts visés aux paragraphes (1), (4) et (6) auxquels le demandeur a droit par ailleurs sont réduits en outre du montant déterminé dans le cadre de l'arbitrage prévu à l'article 267.8.1.

122. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Arbitrage obligatoire : certaines indemnités accessoires

267.8.1 (1) Le présent article s'applique à l'égard d'une action pour pertes ou dommages résultant de lésions corporelles ou d'un décès qui découlent directement ou indirectement de l'usage ou de la conduite d'une automobile.

Idem

(2) Le demandeur ou un défendeur qui satisfait aux critères prescrits peut exiger que n'importe laquelle des personnes suivantes se soumette à l'arbitrage sous le régime de la *Loi de 1991 sur l'arbitrage* à l'égard des questions visées au paragraphe (3) :

1. La personne qui est tenue d'effectuer un paiement relatif à l'incident que le demandeur peut recevoir après l'instruction de l'action pour des indemnités d'accident légales à l'égard de la perte de revenu ou de la perte de capacité de gain.
2. La personne qui est tenue d'effectuer un paiement relatif à l'incident que le demandeur peut recevoir après l'instruction de l'action pour perte de revenu ou perte de capacité de gain aux termes des lois de n'importe quel ressort ou d'un régime de prestations pour le maintien du revenu.

3. A person liable to make a payment in respect of the incident that the plaintiff may receive after the trial of the action under a sick leave plan arising by reason of the plaintiff's occupation or employment.
4. A person liable to make a payment in respect of the incident that the plaintiff may receive after the trial of the action for statutory accident benefits in respect of expenses for health care.
5. A person liable to make a payment in respect of the incident that the plaintiff may receive after the trial of the action under any medical, surgical, dental, hospitalization, rehabilitation or long-term care plan or law.
6. A person liable to make a payment in respect of the incident that the plaintiff may receive after the trial of the action for statutory accident benefits in respect of pecuniary loss, other than income loss, loss of earning capacity and expenses for health care.

Scope of arbitration

(3) The arbitrator may determine, or decline to determine, such matters as may be prescribed by regulation.

123. Section 267.11 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 21, section 29, is repealed and the following substituted:

No gross-up for income tax

267.11 (1) In an action for loss or damage from bodily injury or death arising directly or indirectly from the use or operation of an automobile, an award against a protected defendant shall not include any amount to offset liability for income tax payable on income from investment of the award with respect to,

- (a) damages for income loss or loss of earning capacity;
- (b) damages that are payable periodically pursuant to an order of a court under section 267.10;
- (c) any component of an award, other than an award for damages mentioned in clause (b), that the plaintiff and defendant agree the defendant shall pay on a periodic basis.

Application

(2) Clause (1) (a) does not apply to an award for income loss or loss of earning capacity under subsection 61 (1) of the *Family Law Act*.

124. The Act is amended by adding the following section:

3. La personne qui est tenue d'effectuer un paiement relatif à l'incident que le demandeur peut recevoir après l'instruction de l'action aux termes d'un régime de congés de maladie dont il bénéficie en raison de sa profession ou de son emploi.
4. La personne qui est tenue d'effectuer un paiement relatif à l'incident que le demandeur peut recevoir après l'instruction de l'action pour des indemnités d'accident légales à l'égard des frais relatifs aux soins de santé.
5. La personne qui est tenue d'effectuer un paiement relatif à l'incident que le demandeur peut recevoir après l'instruction de l'action aux termes d'un régime de soins médicaux, chirurgicaux, dentaires, d'assurance-hospitalisation, de soins de réadaptation ou de soins prolongés ou aux termes d'une loi qui porte sur ceux-ci.
6. La personne qui est tenue d'effectuer un paiement relatif à l'incident que le demandeur peut recevoir après l'instruction de l'action pour des indemnités d'accident légales à l'égard d'une perte pécuniaire, à l'exclusion d'une perte de revenu, d'une perte de capacité de gain et des frais relatifs aux soins de santé.

Portée de l'arbitrage

(3) L'arbitre peut trancher ou refuser de trancher les questions prescrites par règlement.

123. L'article 267.11 de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 29 du chapitre 21 des Lois de l'Ontario de 1996, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Aucune majoration au titre de l'impôt sur le revenu

267.11 (1) Dans une action pour pertes ou dommages résultant de lésions corporelles ou d'un décès qui découlent directement ou indirectement de l'usage ou de la conduite d'une automobile, les dommages-intérêts auxquels un défendeur exclu est condamné ne doivent pas comprendre de montant destiné à compenser l'impôt sur le revenu à payer sur le revenu de placement à l'égard de ce qui suit :

- a) les dommages-intérêts pour une perte de revenu ou une perte de capacité de gain;
- b) les dommages-intérêts payables par versements périodiques conformément à une ordonnance d'un tribunal visée à l'article 267.10;
- c) les dommages-intérêts, à l'exclusion de ceux visés à l'alinéa b), que le défendeur payera par versements périodiques aux termes d'une entente conclue entre lui-même et le demandeur.

Application

(2) L'alinéa (1) a) ne s'applique pas aux dommages-intérêts accordés pour une perte de revenu ou une perte de capacité de gain aux termes du paragraphe 61 (1) de la *Loi sur le droit de la famille*.

124. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Winding-up orders

268.0.1 (1) The making of a winding-up order in respect of an insurer under the *Winding-up and Restructuring Act* (Canada) shall not be taken into account in determining under section 268 whether the insurer is liable to pay statutory accident benefits.

Motor Vehicle Accident Claims Fund

(2) If an insurer in respect of which a winding-up order has been made under the *Winding-up and Restructuring Act* (Canada) is liable to pay statutory accident benefits, the benefits, including any benefits that were outstanding at the time the order was made, shall be paid out of the Motor Vehicle Accident Claims Fund.

Application

(3) This section applies to winding-up orders made after this section comes into force.

125. Section 268.3 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 10, section 27 and amended by 1997, chapter 28, section 116, is amended by adding the following subsection:

Same

(1.1) The Superintendent may issue guidelines setting out the treatment, services, measures or goods applicable in respect of types of impairments for the purposes of payment of a medical or rehabilitation benefit provided under the *Statutory Accident Benefits Schedule*, and such guidelines may include conditions, restrictions and limits with respect to such treatment, services, measures or goods.

126. The Act is amended by adding the following section:

Immunity

268.4 No action or other proceeding for damages may be commenced against any person for an act done or omitted in good faith in conducting an assessment by a designated assessment centre under the *Statutory Accident Benefits Schedule*.

127. Subsection 282 (11.2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 10, section 33, is repealed and the following substituted:

Liability of representative for costs

(11.2) An arbitrator may make an order requiring a person representing an insured person or an insurer for compensation in an arbitration proceeding to personally pay all or part of any expenses awarded against a party if the arbitrator is satisfied that,

Ordonnances de mise en liquidation

268.0.1 (1) Le fait qu'une ordonnance de mise en liquidation est rendue à l'égard d'un assureur en vertu de la *Loi sur les liquidations et les restructurations* (Canada) ne doit pas être pris en compte pour déterminer, aux termes de l'article 268, si l'assureur est tenu de verser des indemnités d'accident légales.

Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles

(2) Si l'assureur à l'égard duquel une ordonnance de mise en liquidation a été rendue en vertu de la *Loi sur les liquidations et les restructurations* (Canada) est tenu de verser des indemnités d'accident légales, ces indemnités, y compris celles qui étaient en souffrance au moment où l'ordonnance a été rendue, sont prélevées sur le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles.

Application

(3) Le présent article s'applique aux ordonnances de mise en liquidation rendues après son entrée en vigueur.

125. L'article 268.3 de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 27 du chapitre 10 des Lois de l'Ontario de 1993 et tel qu'il est modifié par l'article 116 du chapitre 28 des Lois de l'Ontario de 1997, est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem

(1.1) Le surintendant peut formuler des directives qui énoncent les traitements, les services, les mesures ou les biens applicables à l'égard des types de déficiences aux fins du paiement d'une indemnité pour frais médicaux ou de réadaptation prévue par l'*Annexe sur les indemnités d'accident légales*. Ces directives peuvent comprendre des conditions, des restrictions et des limites à l'égard de ces traitements, services, mesures ou biens.

126. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Immunité

268.4 Sont irrecevables les actions ou autres instances en dommages-intérêts introduites contre toute personne pour un acte accompli ou omis de bonne foi dans le cadre d'une évaluation effectuée pour un centre d'évaluation désigné aux termes de l'*Annexe sur les indemnités d'accident légales*.

127. Le paragraphe 282 (11.2) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 33 du chapitre 10 des Lois de l'Ontario de 1993, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Responsabilité du représentant à l'égard des frais

(11.2) L'arbitre peut rendre une ordonnance enjoignant à la personne qui représente, moyennant rétribution, une personne assurée ou un assureur dans une procédure d'arbitrage de payer personnellement tout ou partie des frais auxquels une partie est condamnée s'il est convaincu que, selon le cas :

- (a) in respect of a representative of an insured person, the representative commenced or conducted the proceeding without authority from the insured person or did not advise the insured person that he or she could be liable to pay all or part of the expenses of the proceeding;
- (b) in respect of a representative of an insured person, the representative caused expenses to be incurred without reasonable cause by advancing a frivolous or vexatious claim on behalf of the insured person; or
- (c) the representative caused expenses to be incurred without reasonable cause or to be wasted by unreasonable delay or other default.

Non-application to solicitors

(11.3) Clause (11.2) (a) does not apply to a barrister or solicitor acting in the usual course of the practice of law.

Opportunity to make representations

(11.4) An order under subsection (11.2) shall not be made unless the representative is given a reasonable opportunity to make representations to the arbitrator.

128. The Act is amended by adding the following section:

Restrictions on who may represent

284.1 (1) Despite section 10 of the *Statutory Powers Procedure Act* and subject to subsection (2), a party to a proceeding under sections 279 to 284 may not be represented by another person for compensation except in accordance with the regulations and subject to such terms and conditions as may be specified in the regulations.

Non-application to solicitors

(2) This section does not apply to a barrister or solicitor acting in the usual course of the practice of law.

129. The Act is amended by adding the following section:

Review of this Part

289.1 The Superintendent shall undertake a review of this Part and any regulations made under this Part at least every five years or more often at the request of the Minister and shall recommend any amendments that the Superintendent believes will improve the effectiveness and administration of this Part and the regulations.

130. (1) Subsection 398 (1) of the Act is amended by striking out "Subject to subsection (2)" at the beginning and substituting "Subject to subsections (2) and (3)".

(2) Clause 398 (1) (b) of the Act is repealed and the following substituted:

- (b) hold himself, herself or itself out as an adjuster, investigator, consultant or otherwise as an adviser, on behalf of any person having a claim against an

- a) relativement au représentant d'une personne assurée, le représentant a introduit ou mené la procédure sans l'autorisation de celle-ci ou ne l'a pas avisée du fait qu'elle pourrait être tenue de payer tout ou partie des frais de la procédure;
- b) relativement au représentant d'une personne assurée, le représentant a fait engager des frais sans motif raisonnable en présentant une demande frivole ou vexatoire au nom de la personne assurée;
- c) le représentant a fait engager des frais sans motif raisonnable ou fait engager des frais inutilement en causant un retard déraisonnable ou en raison d'un autre défaut.

Non-application aux avocats

(11.3) L'alinéa (11.2) a) ne s'applique pas à un avocat agissant dans le cours normal de l'exercice de sa profession.

Occasion de présenter des observations

(11.4) Une ordonnance visée au paragraphe (11.2) ne peut être rendue que si le représentant a eu une occasion raisonnable de présenter des observations à l'arbitre.

128. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Restrictions quant aux représentants

284.1 (1) Malgré l'article 10 de la *Loi sur l'exercice des compétences légales* et sous réserve du paragraphe (2), une partie à une instance visée aux articles 279 à 284 ne peut être représentée par une autre personne, moyennant rétribution, que conformément aux règlements et sous réserve des conditions qui y sont précisées.

Non-application aux avocats

(2) Le présent article ne s'applique pas à un avocat agissant dans le cours normal de l'exercice de sa profession.

129. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Examen de la présente partie

289.1 Le surintendant procède à l'examen de la présente partie et de ses règlements d'application au moins tous les cinq ans ou plus souvent à la demande du ministre et recommande les modifications qui, selon lui, amélioreront leur efficacité et leur application.

130. (1) Le paragraphe 398 (1) de la Loi est modifié par substitution de «Sous réserve des paragraphes (2) et (3)» à «Sous réserve du paragraphe (2)» au début du paragraphe.

(2) L'alinéa 398 (1) b) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- b) soit se présenter comme expert d'assurance, enquêteur, expert-conseil ou conseiller au nom d'une personne qui a une réclamation à opposer à un as-

insured or an insurer for which indemnity is provided by a motor vehicle liability policy, including a claim for Statutory Accident Benefits.

(3) Section 398 of the Act is amended by adding the following subsection:

Non-application to prescribed persons

(3) Subsection (1) does not apply to a prescribed person or class of persons who comply with prescribed terms and conditions.

131. Subsection 412 (2) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 21, section 45, is amended by striking out "Commissioner" and substituting "Superintendent".

132. (1) Subsection 413 (3.4.1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 28, section 128, is repealed and the following substituted:

Hearing by Tribunal

(3.4.1) If an insurer appeals the Superintendent's decision within the 15-day period, the Tribunal shall hold a hearing.

(2) Section 413 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 10, section 40, 1996, chapter 21, section 46 and 1997, chapter 28, section 128, is amended by adding the following subsection:

Powers of the Superintendent, etc.

(6) For the purposes of this section, subsections 410 (4), 412 (6) and (7) and 412.1 (2), (3) and (4) apply, with necessary modifications, as if the insurer had made an application under section 410.

Commencement

133. (1) Subject to subsection (2), this Part comes into force on the day this Act receives Royal Assent.

Same

(2) Sections 114 to 123 and 125 to 132 come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

**PART XVI
LAND TRANSFER TAX ACT**

134. Clause (b) of the definition of "single family residence" in subsection 1 (1) of the *Land Transfer Tax Act*, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 2000, chapter 42, section 67, is amended by striking out "farmlands property class" and substituting "farm property class".

135. (1) Clause 8 (2) (a) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 2000, chapter 42, section 68, is amended by striking out "farmlands property class" and substituting "farm property class".

suré ou à un assureur pour laquelle la police de responsabilité automobile prévoit une indemnisation, y compris une demande d'indemnités d'accident légales.

(3) L'article 398 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Non-application aux personnes prescrites

(3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux personnes prescrites ou aux catégories prescrites de personnes qui remplissent les conditions prescrites.

131. Le paragraphe 412 (2) de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 45 du chapitre 21 des Lois de l'Ontario de 1996, est modifié par substitution de «surintendant» à «commissaire».

132. (1) Le paragraphe 413 (3.4.1) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 128 du chapitre 28 des Lois de l'Ontario de 1997, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Audience du Tribunal

(3.4.1) Si l'assureur interjette appel de la décision du surintendant dans le délai de 15 jours, le Tribunal tient une audience.

(2) L'article 413 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 40 du chapitre 10 des Lois de l'Ontario de 1993, par l'article 46 du chapitre 21 des Lois de l'Ontario de 1996 et par l'article 128 du chapitre 28 des Lois de l'Ontario de 1997, est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Pouvoirs du surintendant

(6) Pour l'application du présent article, les paragraphes 410 (4), 412 (6) et (7) et 412.1 (2), (3) et (4) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, comme si l'assureur avait présenté une demande aux termes de l'article 410.

Entrée en vigueur

133. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente partie entre en vigueur le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Idem

(2) Les articles 114 à 123 et 125 à 132 entrent en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

**PARTIE XVI
LOI SUR LES DROITS DE CESSION IMMOBILIÈRE**

134. L'alinéa b) de la définition de «habitation unifamiliale» au paragraphe 1 (1) de la *Loi sur les droits de cession immobilière*, tel qu'il est réédité par l'article 67 du chapitre 42 des Lois de l'Ontario de 2000, est modifié par substitution de «catégorie des biens agricoles» à «catégorie des terres agricoles».

135. (1) L'alinéa 8 (2) a) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 68 du chapitre 42 des Lois de l'Ontario de 2000, est modifié par substitution de «catégorie des biens agricoles» à «catégorie des terres agricoles».

(2) Clause 8 (2) (b) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 2000, chapter 42, section 68, is amended by striking out "that property class" and substituting "the farm property class".

Commencement

136. (1) Subject to subsection (2), this Part comes into force on the day this Act receives Royal Assent.

Same

(2) Sections 134 and 135 come into force on January 1, 2003.

PART XVII MINING TAX ACT AND ITS PREDECESSOR

137. (1) Clauses 3 (12) (a) and (b) of the *Mining Tax Act* are repealed and the following substituted:

- (a) the amount calculated in accordance with subsection (12.0.1) if the depreciable property is a processing asset or an asset for transporting processed mineral substances to market from the place where the processing is completed;
- (b) the amount calculated in accordance with subsection (12.0.3) if the depreciable property is a mining asset but not a mining asset for which an allowance for depreciation is calculated under clause (c);

(2) Section 3 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 4, section 1, 2000, chapter 10, section 21 and 2001, chapter 23, section 151, is amended by adding the following subsections:

Same, processing and transportation assets

(12.0.1) The amount of the operator's allowance for depreciation under clause (12) (a) for a taxation year in respect of assets acquired in the taxation year or in a prior taxation year is the total of all amounts, if any, determined in respect of the assets referred to in that clause, each of which is an amount determined in respect of the assets acquired in the taxation year or a prior taxation year that does not exceed the lesser of,

- (a) 15 per cent of the capital cost of the assets acquired in the particular taxation year; and
- (b) the undepreciated capital cost, as of the end of the taxation year and before any deduction under subsection (12) is made for the taxation year, of the assets acquired in the particular taxation year.

(2) L'alinéa 8 (2) b) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 68 du chapitre 42 des Lois de l'Ontario de 2000, est modifié par substitution de «la catégorie des biens agricoles» à «cette catégorie de biens».

Entrée en vigueur

136. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente partie entre en vigueur le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Idem

(2) Les articles 134 et 135 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2003.

PARTIE XVII LOI DE L'IMPÔT SUR L'EXPLOITATION MINIÈRE ET LA LOI QU'ELLE REMPLACE

137. (1) Les alinéas 3 (12) a) et b) de la *Loi de l'impôt sur l'exploitation minière* sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- a) le montant calculé conformément au paragraphe (12.0.1), si le bien amortissable est un élément d'actif servant au traitement ou un élément d'actif servant au transport des substances minérales traitées du lieu où le traitement est achevé jusqu'au marché;
- b) le montant calculé conformément au paragraphe (12.0.3) si le bien amortissable est un élément d'actif minier, à l'exclusion d'un élément d'actif minier pour lequel une déduction pour amortissement est calculée en application de l'alinéa c);

(2) L'article 3 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 1 du chapitre 4 des Lois de l'Ontario de 1992, par l'article 21 du chapitre 10 des Lois de l'Ontario de 2000 et par l'article 151 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 2001, est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Idem : éléments d'actif servant au traitement ou au transport

(12.0.1) La déduction pour amortissement de l'exploitant prévue à l'alinéa (12) a) pour une année d'imposition à l'égard d'éléments d'actif acquis pendant l'année ou une année d'imposition antérieure correspond au total des montants éventuels calculés à l'égard des éléments d'actif visés à cet alinéa, dont chacun représente un montant calculé à l'égard des éléments d'actif acquis pendant l'année ou l'année antérieure qui ne dépasse pas le moindre des montants suivants :

- a) 15 pour cent du coût en capital des éléments d'actif acquis pendant l'année donnée;
- b) la fraction non amortie du coût en capital, à la fin de l'année mais avant que ne soit effectuée de déduction pour celle-ci en application du paragraphe (12), des éléments d'actif acquis pendant l'année donnée.

Same

(12.0.2) In calculating the operator's allowance for depreciation under subsection (12.0.1) for the taxation year, the operator shall determine the lesser of the amounts described in clauses (12.0.1) (a) and (b) in respect of the assets acquired in each particular taxation year and then shall add the resulting amounts, if any, in order to determine the operator's aggregate allowance for depreciation.

Same, certain mining assets

(12.0.3) The amount of the operator's allowance for depreciation under clause (12) (b) for a taxation year in respect of assets acquired in the taxation year or in a prior taxation year is the total of all amounts, if any, determined in respect of the assets referred to in that clause, each of which is an amount determined in respect of the assets acquired in the taxation year or a prior taxation year that does not exceed the lesser of,

- (a) 30 per cent of the capital cost of the assets acquired in the particular taxation year and after April 9, 1974 that have not been used previously in mining operations and 15 per cent of the capital cost of any other mining assets acquired in the particular year; and
- (b) the undepreciated capital cost, as of the end of the taxation year and before any deduction under subsection (12) is made for the taxation year, of the assets referred to in clause (a).

Same

(12.0.4) In calculating the operator's allowance for depreciation under subsection (12.0.3) for the taxation year, the operator shall determine the lesser of the amounts described in clauses (12.0.3) (a) and (b) in respect of the assets acquired in each particular taxation year and then shall add the resulting amounts, if any, in order to determine the operator's aggregate allowance for depreciation.

Exception

(12.0.5) Despite the re-enactment of clauses (12) (a) and (b) by section 137 of the *Keeping the Promise For a Strong Economy Act (Budget Measures), 2002*, those clauses, as they read immediately before being re-enacted, continue to apply with respect to an operator for a taxation year commencing after December 31, 1999 if both of the following conditions are satisfied:

- 1. Before October 30, 2002, the operator files a return under this Act for the taxation year.
- 2. In the return or in an adjustment to the return that is filed before October 30, 2002, the amount calculated under clause (12) (a) or (b) (as those clauses read immediately before being re-enacted) for the taxation year is based in whole or in part on assets that have been fully depreciated.

Idem

(12.0.2) Dans le calcul de sa déduction pour amortissement en application du paragraphe (12.0.1) pour l'année d'imposition, l'exploitant détermine le moindre des montants visés aux alinéas (12.0.1) a) et b) à l'égard des éléments d'actif acquis pendant chaque année d'imposition donnée et additionne ensuite les montants éventuels qui en résultent pour déterminer sa déduction totale pour amortissement.

Idem : certains éléments d'actif minier

(12.0.3) La déduction pour amortissement de l'exploitant prévue à l'alinéa (12) b) pour une année d'imposition à l'égard d'éléments d'actif acquis pendant l'année ou une année d'imposition antérieure correspond au total des montants éventuels calculés à l'égard des éléments d'actif visés à cet alinéa, dont chacun représente un montant calculé à l'égard des éléments d'actif acquis pendant l'année ou l'année antérieure qui ne dépasse pas le moindre des montants suivants :

- a) 30 pour cent du coût en capital des éléments d'actif acquis pendant l'année donnée mais après le 9 avril 1974 qui n'ont pas été précédemment utilisés dans des activités d'exploitation minière et 15 pour cent du coût en capital des autres éléments d'actif minier acquis pendant l'année donnée;
- b) la fraction non amortie du coût en capital, à la fin de l'année mais avant que ne soit effectuée de déduction pour celle-ci en application du paragraphe (12), des éléments d'actif visés à l'alinéa a).

Idem

(12.0.4) Dans le calcul de sa déduction pour amortissement en application du paragraphe (12.0.3) pour l'année d'imposition, l'exploitant détermine le moindre des montants visés aux alinéas (12.0.3) a) et b) à l'égard des éléments d'actif acquis pendant chaque année d'imposition donnée et additionne ensuite les montants éventuels qui en résultent pour déterminer sa déduction totale pour amortissement.

Exception

(12.0.5) Malgré leur réédiction par l'article 137 de la *Loi de 2002 sur le respect de l'engagement d'assurer une économie saine (mesures budgétaires)*, les alinéas (12) a) et b), tels qu'ils existaient immédiatement avant d'être réédités, continuent de s'appliquer à l'égard d'un exploitant pour une année d'imposition qui commence après le 31 décembre 1999 si les deux conditions suivantes sont remplies :

- 1. Avant le 30 octobre 2002, l'exploitant remet une déclaration en application de la présente loi pour l'année d'imposition.
- 2. Dans la déclaration ou dans un rajustement de la déclaration remis avant le 30 octobre 2002, le montant calculé en application de l'alinéa 12 a) ou b) (tels que ces alinéas existaient immédiatement avant d'être réédités) pour l'année d'imposition est fixé, en tout ou en partie, en fonction d'éléments d'actif qui ont été totalement amortis.

138. (1) This section applies despite the repeal of the *Mining Tax Act*, being chapter 269 of the Revised Statutes of Ontario, 1980, upon the coming into force of the Revised Statutes of Ontario, 1990.

(2) Clauses 3 (6) (a) and (b) of the *Mining Tax Act*, being chapter 269 of the Revised Statutes of Ontario, 1980, as enacted by the Statutes of Ontario, 1987, chapter 11, section 3, shall be deemed to have been repealed on April 1, 1986 and the following substituted:

- (a) the amount calculated in accordance with subsection (6.1) if the depreciable property is a processing asset or an asset for transporting processed mineral substances to market from the place where the processing is completed;
- (b) the amount calculated in accordance with subsection (6.3) if the depreciable property is a mining asset but not a mining asset for which an allowance for depreciation is calculated under clause (c);

(3) Section 3 of the *Mining Tax Act*, being chapter 269 of the Revised Statutes of Ontario, 1980, as amended by the Statutes of Ontario, 1987, chapter 11, section 3 and 1988, chapter 43, section 2, shall be deemed to have been amended on April 1, 1986 by adding the following subsections:

Same, certain processing assets

(6.1) The amount of the operator's allowance for depreciation under clause (6) (a) for a taxation year in respect of assets acquired in the taxation year or in a prior taxation year is the total of all amounts, if any, determined in respect of the assets referred to in that clause, each of which is an amount determined in respect of the assets acquired in the taxation year or a prior taxation year that does not exceed the lesser of,

- (a) 15 per cent of the capital cost of the assets acquired in the particular taxation year; and
- (b) the undepreciated capital cost, at the end of the taxation year and before any deduction under subsection (6) is made for the taxation year, of the assets acquired in the particular taxation year.

Same

(6.2) In calculating the operator's allowance for depreciation under subsection (6.1) for the taxation year, the operator shall determine the lesser of the amounts described in clauses (6.1) (a) and (b) in respect of the assets acquired in each particular taxation year and then shall add the resulting amounts, if any, in order to determine the operator's aggregate allowance for depreciation.

Same, certain mining assets

(6.3) The amount of the operator's allowance for depreciation under clause (6) (b) for a taxation year in respect of assets acquired in the taxation year or in a prior taxation year is the total of all amounts, if any, determined in respect of the assets referred to in that clause,

138. (1) Le présent article s'applique malgré l'abrogation, à l'entrée en vigueur des Lois refondues de l'Ontario de 1990, de la loi intitulée *Mining Tax Act*, qui constitue le chapitre 269 des Lois refondues de l'Ontario de 1980.

(2) Les alinéas 3 (6) a) et b) de la loi intitulée *Mining Tax Act*, qui constitue le chapitre 269 des Lois refondues de l'Ontario de 1980, tels qu'ils sont édictés par l'article 3 du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 1987, sont réputés avoir été abrogés le 1^{er} avril 1986 et remplacés par ce qui suit :

- (a) the amount calculated in accordance with subsection (6.1) if the depreciable property is a processing asset or an asset for transporting processed mineral substances to market from the place where the processing is completed;
- (b) the amount calculated in accordance with subsection (6.3) if the depreciable property is a mining asset but not a mining asset for which an allowance for depreciation is calculated under clause (c);

(3) L'article 3 de la loi intitulée *Mining Tax Act*, qui constitue le chapitre 269 des Lois refondues de l'Ontario de 1980, tel qu'il est modifié par l'article 3 du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 1987 et par l'article 2 du chapitre 43 des Lois de l'Ontario de 1988, est réputé avoir été modifié le 1^{er} avril 1986 par adjonction des paragraphes suivants :

Same, certain processing assets

(6.1) The amount of the operator's allowance for depreciation under clause (6) (a) for a taxation year in respect of assets acquired in the taxation year or in a prior taxation year is the total of all amounts, if any, determined in respect of the assets referred to in that clause, each of which is an amount determined in respect of the assets acquired in the taxation year or a prior taxation year that does not exceed the lesser of,

- (a) 15 per cent of the capital cost of the assets acquired in the particular taxation year; and
- (b) the undepreciated capital cost, at the end of the taxation year and before any deduction under subsection (6) is made for the taxation year, of the assets acquired in the particular taxation year.

Same

(6.2) In calculating the operator's allowance for depreciation under subsection (6.1) for the taxation year, the operator shall determine the lesser of the amounts described in clauses (6.1) (a) and (b) in respect of the assets acquired in each particular taxation year and then shall add the resulting amounts, if any, in order to determine the operator's aggregate allowance for depreciation.

Same, certain mining assets

(6.3) The amount of the operator's allowance for depreciation under clause (6) (b) for a taxation year in respect of assets acquired in the taxation year or in a prior taxation year is the total of all amounts, if any, determined in respect of the assets referred to in that clause,

each of which is an amount determined in respect of the assets acquired in the taxation year or a prior taxation year that does not exceed the lesser of,

- (a) 30 per cent of the capital cost of the assets acquired in the particular taxation year and after April 9, 1974 that have not been used previously in mining operations and 15 per cent of the capital cost of any other mining assets acquired in the particular taxation year; and
- (b) the undepreciated capital cost, as of the end of the taxation year and before any deduction under subsection (6) is made for the taxation year, of the assets referred to in clause (a).

Same

(6.4) In calculating the operator's allowance for depreciation under subsection (6.3) for the taxation year, the operator shall determine the lesser of the amounts described in clauses (6.3) (a) and (b) in respect of the assets acquired in each particular taxation year and then shall add the resulting amounts, if any, in order to determine the operator's aggregate allowance for depreciation.

(4) The amendments to section 3 of the Act that are made by subsections (2) and (3) apply in respect of taxation years ending after March 31, 1986 and before the coming into force of the Revised Statutes of Ontario, 1990.

Commencement

139. (1) Subject to subsection (2), this Part comes into force on the day this Act receives Royal Assent.

Same

(2) Section 137 shall be deemed to have come into force on December 31, 1991.

PART XVIII MINISTRY OF REVENUE ACT

140. Section 11 of the *Ministry of Revenue Act* is amended by adding the following subsection:

Cancellation of remission

(10) Order in Council number 962/2002, made on April 2, 2002 by the Lieutenant Governor in Council under this section, is hereby revoked and the remission of taxes that was granted by the Order in Council to the Toronto Blue Jays Baseball Club and to Ontario teams other than the Toronto Blue Jays Baseball Club that are members of a professional sports league shall be deemed not to have been granted.

Commencement

141. This Part comes into force on the day this Act receives Royal Assent.

PART XIX MINISTRY OF TREASURY AND ECONOMICS ACT

142. (1) Clause 13 (2) (d) of the *Ministry of Treasury and Economics Act*, as enacted by the Statutes of

each of which is an amount determined in respect of the assets acquired in the taxation year or a prior taxation year that does not exceed the lesser of,

- (a) 30 per cent of the capital cost of the assets acquired in the particular taxation year and after April 9, 1974 that have not been used previously in mining operations and 15 per cent of the capital cost of any other mining assets acquired in the particular taxation year; and
- (b) the undepreciated capital cost, as of the end of the taxation year and before any deduction under subsection (6) is made for the taxation year, of the assets referred to in clause (a).

Same

(6.4) In calculating the operator's allowance for depreciation under subsection (6.3) for the taxation year, the operator shall determine the lesser of the amounts described in clauses (6.3) (a) and (b) in respect of the assets acquired in each particular taxation year and then shall add the resulting amounts, if any, in order to determine the operator's aggregate allowance for depreciation.

(4) Les modifications apportées à l'article 3 de la Loi par les paragraphes (2) et (3) s'appliquent à l'égard des années d'imposition qui se terminent après le 31 mars 1986 mais avant l'entrée en vigueur des Lois refondues de l'Ontario de 1990.

Entrée en vigueur

139. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente partie entre en vigueur le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Idem

(2) L'article 137 est réputé être entré en vigueur le 31 décembre 1991.

PARTIE XVIII LOI SUR LE MINISTÈRE DU REVENU

140. L'article 11 de la *Loi sur le ministère du Revenu* est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Annulation d'une remise

(10) Le décret 962/2002, pris par le lieutenant-gouverneur en conseil le 2 avril 2002 en vertu du présent article, est révoqué et la remise d'impôts qu'il accordait au club appelé Toronto Blue Jays Baseball Club et à des équipes ontariennes, autres que ce club, qui sont membres d'une ligue de sport professionnel est réputée ne pas avoir été accordée.

Entrée en vigueur

141. La présente partie entre en vigueur le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

PARTIE XIX LOI SUR LE MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

142. (1) L'alinéa 13 (2) d) de la *Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie*, tel qu'il est édicté par

Ontario, 2002, chapter 8, Schedule D, section 3, is repealed and the following substituted:

- (d) subject to subsection (2.2), any other information that is required, under another Act of the Legislature, to be included in the Public Accounts.

(2) Section 13 of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 2002, chapter 8, Schedule D, section 3, is amended by adding the following subsections:

Same, additional information

(2.1) The Public Accounts may include such other information as the Treasurer considers necessary.

Same, information required under other Acts

(2.2) If information is required, under another Act of the Legislature, to be included in the Public Accounts for a fiscal year, that requirement shall be deemed to have been met if the information is included in the financial information supplementary to the Public Accounts that is laid before the Assembly in accordance with subsection (4).

Commencement

143. This Part comes into force on the day this Act receives Royal Assent.

**PART XX
MOTOR VEHICLE
ACCIDENT CLAIMS ACT**

144. Section 2 of the *Motor Vehicle Accident Claims Act* is amended by adding the following subsections:

Assessment

(6) The Lieutenant Governor in Council may assess insurers within a prescribed class of insurers for amounts paid out of the Fund under section 6.1 and for all expenses and expenditures incurred in respect of the Fund in relation to section 6.1.

Determination of share

(7) If an assessment is made under subsection (6), the share of the assessment in respect of a class of insurer and the share of the assessment payable by an insurer shall be determined in the manner prescribed by regulation.

Insurer to pay

(8) An insurer shall pay the amount assessed against it under subsection (6).

Crown may recover

(9) If an insurer does not pay the assessment, the unpaid amount of the assessment is a debt due to the Crown and the Crown may recover the debt by action or by any other remedy or procedure available by law to the Crown for the collection of debts owed to the Crown, whether or not the Superintendent exercises the rights set out in subsection (10).

L'article 3 de l'annexe D du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 2002, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- d) sous réserve du paragraphe (2.2), tout autre renseignement qu'une autre loi de la Législature exige d'inclure dans les comptes publics.

(2) L'article 13 de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 3 de l'annexe D du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 2002, est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Idem : renseignements supplémentaires

(2.1) Les comptes publics peuvent comprendre les autres renseignements que le trésorier estime nécessaires.

Idem : renseignements qu'exigent d'autres lois

(2.2) Si une autre loi de la Législature exige que des renseignements soient compris dans les comptes publics d'un exercice, cette exigence est réputée avoir été respectée s'ils sont compris dans les informations financières supplémentaires sur les comptes publics déposées devant l'Assemblée conformément au paragraphe (4).

Entrée en vigueur

143. La présente partie entre en vigueur le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

**PARTIE XX
LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES
D'ACCIDENTS DE VÉHICULES AUTOMOBILES**

144. L'article 2 de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles* est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Cotisation

(6) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut fixer à l'intention des assureurs d'une catégorie prescrite d'assureurs une cotisation à l'égard des montants prélevés sur le Fonds en application de l'article 6.1 et des frais et dépenses engagés en ce qui concerne le Fonds dans le cadre de cet article.

Établissement de la part

(7) Si une cotisation est fixée en vertu du paragraphe (6), la part qui revient à une catégorie d'assureurs et celle qui revient à un assureur sont établies de la manière que prescrivent les règlements.

Obligation des assureurs de payer

(8) L'assureur paie la cotisation fixée à son égard en vertu du paragraphe (6).

Recouvrement par la Couronne

(9) Si un assureur ne paie pas la cotisation fixée à son égard, le montant impayé de la cotisation constitue une créance de la Couronne et celle-ci peut la recouvrer au moyen d'une action ou de tout autre recours ou procédure dont elle peut légalement se prévaloir pour recouvrer ses créances, que le surintendant exerce ou non les droits énoncés au paragraphe (10).

Cancellation or suspension

(10) If an insurer fails to pay an assessment made under subsection (6), the Superintendent may suspend or cancel the insurer's licence issued under the *Insurance Act*.

Revival of licence

(11) The Superintendent may revive the licence of an insurer whose licence was suspended or cancelled under subsection (10) if the insurer pays the amount owing on the assessment.

Definition

(12) In this section,

"insurer" means an insurer as defined in the *Insurance Act*.

145. (1) Subsection 6 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Statutory accident benefits

(1) Any person who has recourse against the Fund for statutory accident benefits under section 268 of the *Insurance Act* may make application, in a form approved by the Superintendent, for the payment of benefits out of the Fund.

(2) Section 6 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 10, section 54 and 1993, chapter 27, Schedule, is amended by adding the following subsection:

Accidents outside Ontario

(3.1) Subject to section 6.1, no payment out of the Fund shall be made in respect of statutory accident benefits if the accident from which the entitlement to statutory accident benefits arose occurred outside Ontario.

146. The Act is amended by adding the following section:

Benefits payable as a result of winding-up order

6.1 (1) If a winding-up order is made in respect of an insurer under the *Winding-up and Restructuring Act* (Canada) and statutory accident benefits are payable out of the Fund pursuant to section 268.0.1 of the *Insurance Act*, any person entitled to the benefits may make application, in a form approved by the Superintendent, for payment out of the Fund of the benefits.

Rights and obligations of Fund

(2) If an application is made under subsection (1),

- (a) the Fund has the same rights and obligations with respect to the statutory accident benefits payable out of the Fund as the insurer that was subject to the winding-up order; and
- (b) the person entitled to the statutory accident benefits shall be deemed to have assigned to the Minister all of his or her rights against the insurer that was subject to the winding-up order.

Annulation ou suspension

(10) Le surintendant peut suspendre ou annuler le permis de l'assureur, délivré en application de la *Loi sur les assurances*, qui ne paie pas une cotisation fixée en vertu du paragraphe (6).

Remise en vigueur d'un permis

(11) Le surintendant peut remettre en vigueur le permis d'un assureur qui a été suspendu ou annulé en vertu du paragraphe (10) si l'assureur paie le montant qu'il doit sur la cotisation.

Définition

(12) La définition qui suit s'applique au présent article.

«assureur» S'entend au sens de la *Loi sur les assurances*.

145. (1) Le paragraphe 6 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Indemnités d'accident légales

(1) La personne qui a un recours contre le Fonds pour le paiement d'indemnités d'accident légales aux termes de l'article 268 de la *Loi sur les assurances* peut présenter, selon la formule qu'approuve le surintendant, une demande de paiement de ces indemnités sur le Fonds.

(2) L'article 6 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 54 du chapitre 10 et l'annexe du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1993, est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Accidents en dehors de l'Ontario

(3.1) Sous réserve de l'article 6.1, aucun paiement sur le Fonds ne doit être effectué à l'égard d'indemnités d'accident légales si l'accident qui a donné lieu au droit à ces indemnités est survenu en dehors de l'Ontario.

146. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Indemnités payables par suite d'une ordonnance de mise en liquidation

6.1 (1) Si une ordonnance de mise en liquidation est rendue à l'égard d'un assureur en vertu de la *Loi sur les liquidations et les restructurations* (Canada) et que des indemnités d'accident légales sont payables sur le Fonds conformément à l'article 268.0.1 de la *Loi sur les assurances*, quiconque a droit aux indemnités peut présenter, selon la formule qu'approuve le surintendant, une demande de paiement de ces indemnités sur le Fonds.

Droits et obligations du Fonds

(2) Si une demande est présentée en vertu du paragraphe (1) :

- a) le Fonds a les mêmes droits et obligations à l'égard des indemnités d'accident légales payables sur le Fonds que l'assureur visé par l'ordonnance de mise en liquidation;
- b) la personne qui a droit aux indemnités d'accident légales est réputée avoir cédé au ministre tous ses droits contre l'assureur visé par l'ordonnance de mise en liquidation.

Payment

(3) The Minister shall make payment out of the Fund of the amounts owing to a person who makes an application under subsection (1).

Release

(4) A release under section 274 of the *Insurance Act* does not affect an assignment under clause (2) (b).

Application of subs. 23 (6)

(5) Subsection 23 (6) does not apply to payments under this section.

No need for designation

(6) This section applies whether or not the insurer that was subject to the winding-up order is a designated insurer.

Not retrospective

(7) This section only applies to a winding-up order made after this section comes into force.

147. Section 25 of the Act is repealed and the following substituted:

Payments to non-residents

25. (1) The Minister shall not pay out of the Fund any amount in favour of a person who ordinarily resides in a jurisdiction outside Ontario unless that jurisdiction provides persons who ordinarily reside in Ontario with recourse of a substantially similar character to that provided by this Act.

Same

(2) The total amount paid out of the Fund in favour of a person who ordinarily resides in a jurisdiction outside Ontario shall not exceed the amount that would be payable in equivalent circumstances under the law of that jurisdiction to a person who ordinarily resides in Ontario.

Application

(3) This section does not apply to payments made under section 6.1.

Interpretation

(4) For the purpose of this section, residence shall be determined as of the date of the motor vehicle accident as a result of which the payment out of the Fund is claimed.

148. The Act is amended by adding the following section:

Minister may require information

27.1 The Minister may require a person who has a cause of action against the Superintendent or against the owner or driver of a motor vehicle that may be uninsured to,

- (a) provide the Minister with the information prescribed by the regulations within the time period prescribed by the regulations;

Paieiment

(3) Le ministre paie sur le Fonds les sommes dues à la personne qui présente une demande en vertu du paragraphe (1).

Quittance

(4) Une quittance visée à l'article 274 de la *Loi sur les assurances* n'a pas d'incidence sur une cession visée à l'alinéa (2) b).

Application du par. 23 (6)

(5) Le paragraphe 23 (6) ne s'applique pas aux paiements effectués aux termes du présent article.

Aucun besoin de désignation

(6) Le présent article s'applique peu importe si l'assureur visé par l'ordonnance de mise en liquidation est ou non un assureur désigné.

Application non rétroactive

(7) Le présent article ne s'applique qu'à l'ordonnance de mise en liquidation rendue après son entrée en vigueur.

147. L'article 25 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Paiements aux non-résidents

25. (1) Le ministre ne doit verser aucune somme sur le Fonds pour une personne qui réside ordinairement dans un territoire autre que l'Ontario, sauf si ce territoire offre aux personnes qui résident ordinairement en Ontario un recours de caractère essentiellement semblable à celui que prévoit la présente loi.

Idem

(2) La somme totale payée sur le Fonds pour une personne qui réside ordinairement dans un territoire autre que l'Ontario ne doit pas dépasser la somme qui serait payable dans des circonstances semblables en vertu de la loi de ce territoire à une personne qui réside ordinairement en Ontario.

Application

(3) Le présent article ne s'applique pas aux paiements effectués en application de l'article 6.1.

Interprétation

(4) Pour l'application du présent article, la résidence d'une personne est établie à la date à laquelle est survenu l'accident de véhicule automobile qui a donné lieu à la demande de paiement sur le Fonds.

148. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Renseignements exigés par le ministre

27.1 Le ministre peut exiger qu'une personne qui a une cause d'action contre le surintendant ou contre le propriétaire ou le conducteur d'un véhicule automobile qui serait peut-être non assuré :

- a) lui fournisse les renseignements prescrits par les règlements dans le délai prescrit par ceux-ci;

- (b) at the Minister's expense, undergo examinations by one or more persons selected by the Minister who are members of Colleges within the meaning of the *Regulated Health Professions Act, 1991*;
- (c) provide the Minister with a statutory declaration describing the circumstances surrounding the incident and the nature of the claim being made;
- (d) provide the Minister with evidence of the person's identity;
- (e) provide the Minister with a copy of any notice and information provided under subsection 258.3 (1) of the *Insurance Act*.

149. The Act is amended by adding the following sections:

Offences

- 29. (1)** Every person is guilty of an offence who,
- (a) knowingly makes a false or misleading statement or representation in connection with the person's entitlement to a benefit or payment under this Act to the Minister, the Superintendent or an employee or agent of the Ministry whose duties relate to this Act;
 - (b) wilfully fails to inform the Superintendent or an employee or agent of the Ministry whose duties relate to this Act of a material change in circumstances in connection with the person's entitlement to a benefit or payment under this Act within 14 days of the material change; or
 - (c) knowingly makes a false or misleading statement or representation in order to obtain payment from the Fund for goods or services.

Penalty

(2) On conviction for an offence under this section, the person convicted is liable on a first conviction to a fine of not more than \$100,000 and on each subsequent conviction to a fine of not more than \$200,000.

Regulations

30. The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) prescribing classes of insurers to be assessed under section 2, the manner of determining the amounts to be assessed, and the manner of determining the share of a class of insurers and of an insurer;
- (b) prescribing information to be provided to the Minister under section 27.1 and the period within which information is to be provided to the Minister.

- b) se fasse examiner, aux frais du ministre, par une ou plusieurs personnes choisies par le ministre qui sont membres d'ordres au sens de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*;
- c) lui fournisse une déclaration solennelle dans laquelle elle expose les circonstances de l'incident et la nature de la demande;
- d) lui fournisse une preuve de son identité;
- e) lui fournisse une copie des avis et des renseignements fournis en application du paragraphe 258.3 (1) de la *Loi sur les assurances*.

149. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Infractions

29. (1) Sont coupables d'une infraction les personnes qui, selon le cas :

- a) font sciemment une déclaration ou une présentation fausse ou trompeuse relativement à leur droit à une indemnité ou à un paiement prévu par la présente loi au ministre, au surintendant ou à un employé ou un mandataire du ministère dont les fonctions se rapportent à la présente loi;
- b) n'informent pas intentionnellement le surintendant ou un employé ou un mandataire du ministère dont les fonctions se rapportent à la présente loi d'un changement important de circonstances relativement à leur droit à une indemnité ou à un paiement prévu par la présente loi dans les 14 jours du changement important;
- c) font sciemment une déclaration ou une présentation fausse ou trompeuse en vue d'obtenir un paiement sur le Fonds au titre de biens ou de services.

Peine

(2) Sur déclaration de culpabilité pour une infraction prévue au présent article, la personne reconnue coupable est passible d'une amende d'au plus 100 000 \$ à la première déclaration de culpabilité et d'au plus 200 000 \$ à chacune des déclarations subséquentes.

Règlements

30. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prescrire les catégories d'assureurs à l'égard desquelles une cotisation peut être fixée en vertu de l'article 2, la manière de calculer les montants et la manière d'établir la part qui revient à une catégorie d'assureurs et à un assureur;
- b) prescrire les renseignements à fournir au ministre en application de l'article 27.1 et le délai dans lequel ils doivent l'être.

Commencement

150. This Part comes into force on the day this Act receives Royal Assent.

**PART XXI
MUNICIPAL ACT, 2001**

151. (1) Section 306 of the *Municipal Act, 2001* is amended by adding the following definition:

“residential property class” means the residential property class prescribed under the *Assessment Act*; (“catégorie des biens résidentiels”)

(2) The definition of “residential/farm property class” in section 306 of the Act is repealed.

152. (1) Subsection 308 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

What tax ratios are

(3) The tax ratios are the ratios that the tax rate for each property class must be to the tax rate for the residential property class where the residential property class tax ratio is 1.

(2) Subsection 308 (6) of the Act is amended by striking out “the residential/farm property class, the farmlands property class” and substituting “the residential property class, the farm property class”.

153. The Act is amended by adding the following section:

Restrictions, tax ratios for certain property classes

308.1 (1) This section applies despite subsections 308 (4), (5), (8), (9) and (10).

Managed forests property class

(2) The tax ratio for the managed forests property class prescribed under the *Assessment Act* is 0.25.

Farm property class

(3) The tax ratio for the farm property class prescribed under the *Assessment Act* is 0.25 or such lower tax ratio as the upper-tier municipality or single-tier municipality may establish.

Same, single-tier municipality

(4) A single-tier municipality that intends to apply a tax ratio of less than 0.25 to the farm property class for a tax year shall pass a by-law on or before April 30 of the year, or such later date as the Minister of Finance may specify by regulation, to establish the tax ratio for the farm property class for that year for the municipality.

Entrée en vigueur

150. La présente partie entre en vigueur le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

**PARTIE XXI
LOI DE 2001 SUR LES MUNICIPALITÉS**

151. (1) L'article 306 de la *Loi de 2001 sur les municipalités* est modifié par adjonction de la définition suivante :

«catégorie des biens résidentiels» La catégorie de biens prescrite comme telle en application de la *Loi sur l'évaluation foncière*. («residential property class»)

(2) La définition de «catégorie des biens résidentiels/agricoles» à l'article 306 de la Loi est abrogée.

152. (1) Le paragraphe 308 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Définition des coefficients d'impôt

(3) Les coefficients d'impôt correspondent au rapport qui doit exister entre le taux d'imposition applicable à chaque catégorie de biens et le taux d'imposition applicable à la catégorie des biens résidentiels, le coefficient d'impôt applicable à cette dernière catégorie étant de 1.

(2) Le paragraphe 308 (6) de la Loi est modifié par substitution de «de la catégorie des biens résidentiels, de celle des biens agricoles» à «de la catégorie des biens résidentiels/agricoles, de celle des terres agricoles».

153. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Restrictions : coefficient d'impôt applicable à certaines catégories de biens

308.1 (1) Le présent article s'applique malgré les paragraphes 308 (4), (5), (8), (9) et (10).

Catégorie des forêts aménagées

(2) Le coefficient d'impôt applicable à la catégorie des forêts aménagées prescrite en application de la *Loi sur l'évaluation foncière* est de 0,25.

Catégorie des biens agricoles

(3) Le coefficient d'impôt applicable à la catégorie des biens agricoles prescrite en application de la *Loi sur l'évaluation foncière* est de 0,25 ou le coefficient inférieur que fixe la municipalité de palier supérieur ou la municipalité à palier unique.

Idem : municipalité à palier unique

(4) La municipalité à palier unique qui a l'intention d'appliquer un coefficient d'impôt de moins de 0,25 à la catégorie des biens agricoles pour une année d'imposition adopte un règlement municipal au plus tard le 30 avril de l'année ou à la date ultérieure que le ministre des Finances précise, par règlement, afin de fixer le coefficient d'impôt applicable à cette catégorie pour la municipalité pour l'année.

Same, upper-tier municipality

(5) An upper-tier municipality that intends to apply a tax ratio of less than 0.25 to the farm property class for a tax year shall pass a by-law on or before April 30 of the year, or such later date as the Minister of Finance may specify by regulation, to establish the tax ratio for that year for the farm property class for the upper-tier municipality and its lower-tier municipalities.

Regulations

(6) The Minister of Finance may, by regulation, specify dates for the purposes of subsection (4) or (5) for a tax year and such a regulation may be made before, on or after the date that would otherwise apply in the circumstances.

154. Paragraph 7 of subsection 318 (9) of the Act is repealed and the following substituted:

7. For the purposes of paragraph 6, the residential property class, the farm property class and the managed forests property class shall be treated as a single property class.

155. Subsection 319 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 2002, chapter 17, Schedule A, section 52, is amended by striking out "residential/farm property class" in the portion before clause (a) and substituting "residential property class".

156. Clause 327 (5) (g) of the Act is repealed and the following substituted:

- (g) property classified in the residential property class, the farm property class, the managed forests property class or the pipe line property class.

157. (1) Subsection 331 (11) of the Act is amended by adding "or the local municipality" after "The owner of an eligible property".

(2) Subsection 331 (12) of the Act is amended by adding "or the local municipality" after "the owner of the eligible property".

158. Clause 357 (1) (d) of the Act is repealed and the following substituted:

- (d) during the year or during the preceding year after the return of the assessment roll, a building on the land,
- (i) was razed by fire, demolition or otherwise, or
 - (ii) was damaged by fire, demolition or otherwise so as to render it substantially unusable for the purposes for which it was used immediately prior to the damage;
- (d.1) the applicant is unable to pay taxes because of sickness or extreme poverty;

Idem : municipalité de palier supérieur

(5) La municipalité de palier supérieur qui a l'intention d'appliquer un coefficient d'impôt de moins de 0,25 à la catégorie des biens agricoles pour une année d'imposition adopte un règlement municipal au plus tard le 30 avril de l'année ou à la date ultérieure que le ministre des Finances précise, par règlement, afin de fixer le coefficient d'impôt applicable à cette catégorie pour la municipalité de palier supérieur et ses municipalités de palier inférieur pour l'année.

Règlements

(6) Le ministre des Finances peut, par règlement, préciser des dates pour l'application du paragraphe (4) ou (5) pour une année d'imposition et un tel règlement peut être pris à la date qui s'appliquerait par ailleurs dans les circonstances, ou avant ou après cette date.

154. La disposition 7 du paragraphe 318 (9) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

7. Pour l'application de la disposition 6, la catégorie des biens résidentiels, celle des biens agricoles et celle des forêts aménagées sont considérées comme une seule catégorie de biens.

155. Le paragraphe 319 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 52 de l'annexe A du chapitre 17 des Lois de l'Ontario de 2002, est modifié par substitution de «catégorie des biens résidentiels» à «catégorie des biens résidentiels/agricoles» dans le passage qui précède l'alinéa a).

156. L'alinéa 327 (5) g) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- g) les biens classés dans la catégorie des biens résidentiels, la catégorie des biens agricoles, la catégorie des forêts aménagées ou la catégorie des pipelines.

157. (1) Le paragraphe 331 (11) de la Loi est modifié par insertion de «ou la municipalité locale» après «Le propriétaire d'un bien admissible».

(2) Le paragraphe 331 (12) de la Loi est modifié par insertion de «ou la municipalité locale» après «le propriétaire de celui-ci».

158. L'alinéa 357 (1) d) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- d) au cours de l'année ou l'année précédente après le dépôt du rôle d'évaluation, un bâtiment qui se trouve sur le bien-fonds :
- (i) a été démoli ou détruit, notamment par un incendie,
 - (ii) a subi des dommages, notamment à cause d'un incendie ou de travaux de demolition, de telle sorte qu'il est, en grande partie, inutilisable aux fins auxquelles il servait immédiatement avant son endommagement;
- d.1) l'auteur de la demande est dans l'impossibilité de payer les impôts pour cause de maladie ou de pauvreté extrême;

159. (1) Subsection 361 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Rebates for charities

(1) Every municipality, other than a lower-tier municipality, shall have a tax rebate program for eligible charities for the purposes of giving them relief from taxes or amounts paid on account of taxes on eligible property they occupy.

(2) Paragraph 1 of subsection 361 (3) of the Act is amended by striking out “pays taxes” and substituting “pays taxes or amounts on account of taxes”.

(3) Paragraph 2 of subsection 361 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

2. The amount of a rebate required under paragraph 1 must be at least 40 per cent, or such other percentage as the Minister of Finance may prescribe, of the taxes or amounts on account of taxes paid by the eligible charity on the property it occupies. If the eligible charity is required to pay an amount under section 367 or 368, the amount of the rebate shall be the total of the amounts paid by the eligible charity under those sections.

(4) Paragraph 4 of subsection 361 (3) of the Act is amended by striking out “the taxes payable by the eligible charity” and substituting “the taxes or amounts on account of taxes payable by the eligible charity”.

(5) Paragraph 5 of subsection 361 (3) of the Act is amended by striking out “the taxes paid by the charity” and substituting “the taxes or amounts on account of taxes paid by the charity”.

(6) Paragraph 2 of subsection 361 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

2. The program may provide for rebates to eligible charities or similar organizations for taxes or amounts on account of taxes on property that is in any class of real property prescribed under the *Assessment Act*.

(7) Subsection 361 (7) of the Act is repealed and the following substituted:

Sharing amounts of rebates

(7) The amount of a rebate paid under this section on a property shall be shared by the municipalities and school boards that share in the revenue from the taxes on the property in the same proportion as the municipalities and school boards share in those revenues.

160. Subsection 364 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

159. (1) Le paragraphe 361 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Remises en faveur des organismes de bienfaisance

(1) La municipalité qui n'est pas une municipalité de palier inférieur se dote d'un programme de remises d'impôt en faveur des organismes de bienfaisance admissibles afin d'alléger les impôts ou les sommes au titre des impôts qui sont prélevés sur les biens admissibles qu'ils occupent.

(2) La disposition 1 du paragraphe 361 (3) de la Loi est modifiée par substitution de «paie des impôts ou des sommes au titre des impôts» à «paie des impôts».

(3) La disposition 2 du paragraphe 361 (3) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

2. La remise exigée par la disposition 1 est égale à au moins 40 pour cent, ou au pourcentage que prescrit le ministre des Finances, des impôts ou des montants au titre des impôts payés par l'organisme de bienfaisance admissible sur le bien qu'il occupe. Si ce dernier est tenu de payer une somme en application de l'article 367 ou 368, la remise est égale au total des sommes qu'il a payées en application de ces articles.

(4) La disposition 4 du paragraphe 361 (3) de la Loi est modifiée par substitution de «des impôts ou des sommes au titre des impôts qu'il doit payer» à «des impôts qu'il doit payer».

(5) La disposition 5 du paragraphe 361 (3) de la Loi est modifiée par substitution de «des impôts ou des sommes au titre des impôts que paie l'organisme de bienfaisance» à «des impôts que paie l'organisme de bienfaisance».

(6) La disposition 2 du paragraphe 361 (4) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

2. Le programme peut prévoir des remises, en faveur des organismes de bienfaisance admissibles ou d'organismes semblables, des impôts ou des sommes au titre des impôts prélevés sur les biens qui appartiennent à une catégorie de biens immeubles prescrite en application de la *Loi sur l'évaluation foncière*.

(7) Le paragraphe 361 (7) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Partage des remises

(7) La remise payée sur un bien en application du présent article est partagée entre les municipalités et les conseils scolaires qui reçoivent une part des recettes tirées des impôts prélevés sur le bien, proportionnellement à cette part.

160. Le paragraphe 364 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Mixed use

(3) If a portion of a property is classified on the assessment roll in any of the commercial classes and another portion of the property is classified in any of the industrial classes, the portion classified in the commercial classes shall be deemed to be one property and the portion classified in the industrial classes shall be deemed to be another property for the purposes of this section.

161. The definition of “eligible property” in subsection 365 (6) of the Act is repealed and the following substituted:

“eligible property” means a property classified in the residential property class, the farm property class or the managed forests property class.

Commencement

162. (1) Subject to subsection (2), this Part comes into force on the day this Act receives Royal Assent.

Same

(2) Sections 151 to 161 come into force on January 1, 2003.

**PART XXII
MUNICIPAL TAX ASSISTANCE ACT**

163. The definition of “Board” in section 1 of the *Municipal Tax Assistance Act* is repealed.

Commencement

164. This Part comes into force on the day this Act receives Royal Assent.

**PART XXIII
NORTHERN SERVICES
BOARDS ACT**

165. (1) Section 51 of the *Northern Services Boards Act*, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 16, section 10, is amended by adding the following definition:

“residential property class” means the residential property class prescribed under the *Assessment Act*; (“catégorie des biens résidentiels”)

(2) The definition of “residential/farm property class” in section 51 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 16, section 10, is repealed.

166. (1) Subsection 52 (2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 16, section 10, is amended by striking out “residential/farm property class” wherever it appears and substituting in each case “residential property class”.

(2) Subsection 52 (4) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 16, section 10, is amended by striking out “the residential/farm prop-

Utilisations multiples

(3) Si une partie d'un bien est classée dans le rôle d'évaluation dans une des catégories commerciales et qu'une autre partie est classée dans une des catégories industrielles, la partie classée dans les catégories commerciales est réputée un bien et celle classée dans les catégories industrielles est réputé un autre bien pour l'application du présent article.

161. La définition de «bien admissible» au paragraphe 365 (6) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«bien admissible» Bien classé dans la catégorie des biens résidentiels, la catégorie des biens agricoles ou la catégorie des forêts aménagées.

Entrée en vigueur

162. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente partie entre en vigueur le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Idem

(2) Les articles 151 à 161 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2003.

**PARTIE XXII
LOI SUR LES SUBVENTIONS TENANT LIEU
D'IMPÔT AUX MUNICIPALITÉS**

163. La définition de «Commission» à l'article 1 de la *Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités* est abrogée.

Entrée en vigueur

164. La présente partie entre en vigueur le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

**PARTIE XXIII
LOI SUR LES RÉGIES
DES SERVICES PUBLICS DU NORD**

165. (1) L'article 51 de la *Loi sur les régies des services publics du Nord*, tel qu'il est édicté par l'article 10 du chapitre 16 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifié par adjonction de la définition suivante :

«catégorie des biens résidentiels» La catégorie de biens prescrite comme telle en application de la *Loi sur l'évaluation foncière*. («residential property class»)

(2) La définition de «catégorie des biens résidentiels/agricoles» à l'article 51 de la Loi, telle qu'elle est édictée par l'article 10 du chapitre 16 des Lois de l'Ontario de 1998, est abrogée.

166. (1) Le paragraphe 52 (2) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 10 du chapitre 16 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifié par substitution de «catégorie des biens résidentiels» à «catégorie des biens résidentiels/agricoles» partout où figure cette expression.

(2) Le paragraphe 52 (4) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 10 du chapitre 16 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifié par substitution de «de la catégo-

erty class, the farmlands property class” and substituting “the residential property class, the farm property class”.

(3) Subsection 52 (14) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 16, section 10, is amended by striking out “farmlands property class” and substituting “farm property class”.

Commencement

167. (1) Subject to subsection (2), this Part comes into force on the day this Act receives Royal Assent.

Same

(2) Sections 165 and 166 come into force on January 1, 2003.

PART XXIV ONTARIO MUNICIPAL ECONOMIC INFRASTRUCTURE FINANCING AUTHORITY ACT, 2002

Schedule A

168. The *Ontario Municipal Economic Infrastructure Financing Authority Act, 2002*, as set out in Schedule A to this Act, is hereby enacted.

Commencement

169. This Part comes into force on the day this Act receives Royal Assent.

PART XXV RETAIL SALES TAX ACT

170. (1) Clauses (c) and (d) of the definition of “taxable service” in subsection 1 (1) of the *Retail Sales Tax Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 13, section 1, are repealed and the following substituted:

- (c) labour provided to install, assemble, dismantle, adjust, repair or maintain tangible personal property other than a computer program,
- (c.1) labour provided to install, configure, modify or upgrade a computer program, as those words are defined by the Minister, where there is a sale of the labour on or after July 19, 2002,
- (d) any contract for the service, maintenance or warranty of tangible personal property other than a computer program,
- (d.1) any contract entered into on or after July 19, 2002 for the service, maintenance or warranty of a computer program, as those expressions are defined by the Minister, or

rie des biens résidentiels, de la catégorie des biens agricoles» à «de la catégorie des biens résidentiels/agricoles, de la catégorie des terres agricoles».

(3) Le paragraphe 52 (14) de la Loi, tel qu’il est édicté par l’article 10 du chapitre 16 des Lois de l’Ontario de 1998, est modifié par substitution de «catégorie des biens agricoles» à «catégorie des terres agricoles».

Entrée en vigueur

167. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente partie entre en vigueur le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Idem

(2) Les articles 165 et 166 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2003.

PARTIE XXIV LOI DE 2002 SUR L’OFFICE ONTARIEN DE FINANCEMENT DE L’INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE DES MUNICIPALITÉS

Annexe A

168. Est édictée la *Loi de 2002 sur l’Office ontarien de financement de l’infrastructure économique des municipalités*, telle qu’elle figure à l’annexe A de la présente loi.

Entrée en vigueur

169. La présente partie entre en vigueur le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

PARTIE XXV LOI SUR LA TAXE DE VENTE AU DÉTAIL

170. (1) Les alinéas c) et d) de la définition de «service taxable» au paragraphe 1 (1) de la *Loi sur la taxe de vente au détail*, telle qu’elle est modifiée par l’article 1 du chapitre 13 des Lois de l’Ontario de 1994, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- c) la main-d’œuvre fournie pour l’installation, le montage, le démontage, le réglage, la réparation ou l’entretien d’un bien meuble corporel qui n’est pas un programme informatique;
- c.1) la main-d’œuvre fournie pour l’installation, la configuration, la modification ou la mise à niveau d’un programme informatique, selon la définition que le ministre donne à ces termes, dans le cas où une vente de la main-d’œuvre est effectuée le 19 juillet 2002 ou par la suite;
- d) tout contrat pour le service, l’entretien ou la garantie de biens meubles corporels qui ne sont pas des programmes informatiques;
- d.1) tout contrat conclu le 19 juillet 2002 ou par la suite pour le service, l’entretien ou la garantie de programmes informatiques, selon la définition que le ministre donne à ces termes;

(2) Paragraph 4 of subsection 1 (3) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 10, section 30, is repealed and the following substituted:

4. Pre-written programs.

171. (1) Subsection 2 (3) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 13, section 2, is amended by striking out “described in clause (a), (c), (d) or (e)” and substituting “other than a taxable service described in clause (b)”.

(2) Subsection 2 (9) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 13, section 2, is amended by striking out “taxable service” wherever it appears and substituting in each case “any service”.

(3) Subsection 2 (16) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 13, section 1, 1993, chapter 12, section 2, 1994, chapter 13, section 2 and 1996, chapter 29, section 24, is repealed and the following substituted:

Refund by vendor

(16) Despite subsection (11), a vendor may refund to a purchaser from whom the vendor has collected tax the whole or a part of such tax, as the case requires,

- (a) if any of the circumstances described in subsection (16.0.1) exist; and
- (b) if the refund is made within four years following the sale with respect to which the tax being refunded was collected.

Same

(16.0.1) The following are the circumstances in which a vendor may refund to a purchaser all or part of the tax collected by the vendor from the purchaser:

- 1. The tax payable and collected, or the purchase price charged, was overstated by reason of a clerical or arithmetical error in computation.
- 2. The purchaser acquired from the vendor the goods on which a refund of tax is sought for the purpose of reselling the goods, and after the sale and before the refund is made provides the vendor with a proper purchase exemption certificate with respect to the goods.
- 3. The price paid for the tangible personal property, taxable service or as the price of admission is subsequently reduced and the amount of the reduction refunded or credited to the purchaser.
- 4. The refund made is with respect to a class of transactions prescribed by the Minister for the purpose of this subsection or has been authorized by the Minister in writing before the refund is made.

(2) La disposition 4 du paragraphe 1 (3) de la Loi, telle qu'elle est édictée par l'article 30 du chapitre 10 des Lois de l'Ontario de 1997, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

4. Les programmes standard.

171. (1) Le paragraphe 2 (3) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 2 du chapitre 13 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié par substitution de «qui n'est pas un service taxable décrit à l'alinéa b)» à «décrit à l'alinéa a), c), d) ou e)».

(2) Le paragraphe 2 (9) de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 2 du chapitre 13 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié par substitution de «service» à «service taxable».

(3) Le paragraphe 2 (16) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 1 du chapitre 13 des Lois de l'Ontario de 1992, par l'article 2 du chapitre 12 des Lois de l'Ontario de 1993, par l'article 2 du chapitre 13 des Lois de l'Ontario de 1994 et par l'article 24 du chapitre 29 des Lois de l'Ontario de 1996, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Remboursement par le vendeur

(16) Malgré le paragraphe (11), le vendeur peut rembourser à l'acheteur auprès duquel il a perçu la taxe la totalité ou une partie de celle-ci, selon le cas :

- a) dans l'une ou l'autre des circonstances prévues au paragraphe (16.0.1);
- b) si le remboursement est fait dans les quatre ans de la vente qui a fait l'objet de la taxe.

Idem

(16.0.1) Les circonstances dans lesquelles le vendeur peut rembourser à l'acheteur auprès duquel il a perçu la taxe la totalité ou une partie de celle-ci sont les suivantes :

- 1. Le montant de la taxe payable et perçue ou du prix d'achat exigé était trop élevé par suite d'une erreur d'écriture ou de calcul.
- 2. L'acheteur a acquis du vendeur les marchandises qui font l'objet de la demande de remboursement de la taxe pour les revendre et, après la vente et avant le remboursement, il fournit au vendeur un certificat d'exemption à l'achat en bonne et due forme à l'égard de ces marchandises.
- 3. Le prix payé pour le bien meuble corporel, pour le service taxable ou à titre de prix d'entrée est par la suite réduit et le montant de la réduction est remboursé à l'acheteur ou porté à son crédit.
- 4. Le remboursement concerne une catégorie d'opérations prescrite par le ministre pour l'application du présent paragraphe ou a été autorisé par écrit par celui-ci avant que le remboursement n'ait lieu.

Deduction by vendor from amount remitted

(16.0.2) The vendor may deduct from a subsequent remittance of tax under this Act the amount of a refund to a purchaser made in accordance with subsection (16) if the vendor takes the deduction within four years from the date of the refund to the purchaser.

Same

(16.0.3) Despite subsection (16.0.2), a vendor may not deduct the amount of a refund to a purchaser from a subsequent remittance to a person authorized under subsection 11 (1) to collect the tax from the vendor.

Same

(16.0.4) If subsection (16.0.3) applies with respect to a vendor, the Minister may refund to the vendor the amount of a refund to a purchaser referred to in subsection (16).

172. (1) Subparagraph 2 viii of subsection 7 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 10, section 32, is repealed.

(2) Subsection 7 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 13, section 4, 1994, chapter 13, section 9, 1996, chapter 29, section 26, 1997, chapter 10, section 32, 1997, chapter 41, section 125, 1998, chapter 5, section 45, 1999, chapter 9, section 184, 2000, chapter 10, section 28, 2000, chapter 42, section 93, 2001, chapter 8, section 230, 2001, chapter 23, section 192 and 2002, chapter 8, Schedule J, section 2, is amended by adding the following paragraph:

2.0.1 Taxable services that are described in clause (c.1) or (d.1) of the definition of "taxable service" in subsection 1 (1),

- i. that are provided in respect of a computer program that may be purchased exempt from tax under paragraph 62, or**
- ii. that are provided by a person for the person's own consumption or use.**

(3) Paragraph 68 of subsection 7 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 2002, chapter 8, Schedule J, section 2, is repealed and the following substituted:

68. Reinforced concrete, as defined by the Minister, used in the construction of a structure to be used by a manufacturer directly in the manufacture or production of tangible personal property, but only on such terms and conditions as the Minister may prescribe.

Déduction effectuée par le vendeur sur le montant versé

(16.0.2) Le vendeur peut déduire le montant d'un remboursement fait à l'acheteur conformément au paragraphe (16) d'un versement de taxe ultérieur fait en application de la présente loi s'il effectue la déduction dans les quatre ans de la date du remboursement à l'acheteur.

Idem

(16.0.3) Malgré le paragraphe (16.0.2), le vendeur ne peut déduire le montant d'un remboursement fait à l'acheteur d'un versement ultérieur fait à une personne autorisée en vertu du paragraphe 11 (1) à percevoir la taxe auprès du vendeur.

Idem

(16.0.4) Si le paragraphe (16.0.3) s'applique à l'égard d'un vendeur, le ministre peut lui rembourser le montant d'un remboursement fait à l'acheteur visé au paragraphe (16).

172. (1) La sous-disposition 2 viii du paragraphe 7 (1) de la Loi, telle qu'elle est édictée par l'article 32 du chapitre 10 des Lois de l'Ontario de 1997, est abrogée.

(2) Le paragraphe 7 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 4 du chapitre 13 des Lois de l'Ontario de 1992, par l'article 9 du chapitre 13 des Lois de l'Ontario de 1994, par l'article 26 du chapitre 29 des Lois de l'Ontario de 1996, par l'article 32 du chapitre 10 et l'article 125 du chapitre 41 des Lois de l'Ontario de 1997, par l'article 45 du chapitre 5 des Lois de l'Ontario de 1998, par l'article 184 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1999, par l'article 28 du chapitre 10 et l'article 93 du chapitre 42 des Lois de l'Ontario de 2000, par l'article 230 du chapitre 8 et l'article 192 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 2001 et par l'article 2 de l'annexe J du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 2002, est modifié par adjonction de la disposition suivante :

2.0.1 Les services taxables décrits à l'alinéa c.1) ou d.1) de la définition de «service taxable» figurant au paragraphe 1 (1) et qui, selon le cas :

- i. sont fournis à l'égard d'un programme informatique qui peut être acheté exonéré de taxe aux termes de la disposition 62,**
- ii. sont fournis par une personne pour sa propre consommation ou son propre usage.**

(3) La disposition 68 du paragraphe 7 (1) de la Loi, telle qu'elle est édictée par l'article 2 de l'annexe J du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 2002, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

68. Le béton armé, selon la définition que le ministre donne à ce terme, utilisé pour ériger une construction qu'un fabricant utilisera directement aux fins de la fabrication ou de la production de biens meubles corporels, mais uniquement aux conditions que prescrit le ministre.

173. Section 9 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 13, section 5, 1996, chapter 29, section 27, 1997, chapter 43, Schedule D, section 5, 1998, chapter 5, section 46 and 2002, chapter 17, Schedule F, Table, is amended by adding the following subsection:

Exemption from tax re water and sewage works

(6) The tax imposed by subsection 2 (1) or section 4.2 is not payable by a municipality (within the meaning of the *Municipal Water and Sewage Transfer Act, 1997*) on the acquisition of tangible personal property as a result of the transfer of a water or sewage works or related assets pursuant to the *Municipal Water and Sewage Transfer Act, 1997*.

174. Subsection 11 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Other authorized collectors

(1) The Minister may in writing authorize any person who is not a vendor or any class of persons who are not vendors to collect from purchasers or consumers the tax imposed by this Act or to collect from vendors the tax collectible under this Act.

Scope of authorization

(1.1) An authorization under subsection (1) may limit the time during which the authority conferred is exercisable and may limit the class or type of purchaser, consumer or vendor from whom the tax may be collected.

Status of authorized person

(1.2) A person authorized under subsection (1) to collect tax acts as agent of the Minister when collecting the tax.

175. Subsection 14 (2) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 13, section 8, is repealed and the following substituted:

Exception re deduction from amount remitted

(2) Despite subsection (1), a vendor may not deduct the compensation referred to in subsection (1) from the amount remitted to a person authorized under subsection 11 (1) to collect taxes from the vendor.

Same

(2.1) If subsection (2) applies with respect to a vendor, the Minister may pay to the vendor the compensation referred to in subsection (1).

Commencement

176. (1) Subject to subsections (2) to (5), this Part comes into force on the day this Act receives Royal Assent.

173. L'article 9 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 5 du chapitre 13 des Lois de l'Ontario de 1992, par l'article 27 du chapitre 29 des Lois de l'Ontario de 1996, par l'article 5 de l'annexe D du chapitre 43 des Lois de l'Ontario de 1997, par l'article 46 du chapitre 5 des Lois de l'Ontario de 1998 et par le tableau de l'annexe F du chapitre 17 des Lois de l'Ontario de 2002, est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Exemption de la taxe : installations d'eau et d'égout

(6) La taxe établie par le paragraphe 2 (1) ou l'article 4.2 n'est pas payable par une municipalité, au sens de la *Loi de 1997 sur le transfert des installations d'eau et d'égout aux municipalités*, par suite de l'acquisition de biens meubles corporels en raison du transfert, conformément à cette loi, d'une station de purification de l'eau ou d'épuration des eaux d'égout ou d'éléments d'actif qui y sont rattachés.

174. Le paragraphe 11 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Autres percepteurs autorisés

(1) Le ministre peut autoriser par écrit une personne qui n'est pas un vendeur ou une catégorie de personnes qui ne sont pas des vendeurs à percevoir auprès d'acheteurs ou de consommateurs la taxe établie par la présente loi ou à percevoir auprès de vendeurs la taxe percevable en application de la présente loi.

Portée de l'autorisation

(1.1) L'autorisation visée au paragraphe (1) peut limiter la durée de l'autorisation, ainsi que la catégorie ou le genre d'acheteurs, de consommateurs ou de vendeurs auprès desquels la taxe peut être perçue.

Statut de la personne autorisée

(1.2) La personne autorisée en vertu du paragraphe (1) à percevoir la taxe agit à titre de mandataire du ministre lorsqu'elle perçoit celle-ci.

175. Le paragraphe 14 (2) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 8 du chapitre 13 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Exception : déduction d'un montant versé

(2) Malgré le paragraphe (1), un vendeur ne peut déduire l'indemnité visée au paragraphe (1) du montant versé à la personne autorisée en vertu du paragraphe 11 (1) à percevoir la taxe auprès du vendeur.

Idem

(2.1) Le ministre peut payer au vendeur auquel s'applique le paragraphe (2) l'indemnité visée au paragraphe (1).

Entrée en vigueur

176. (1) Sous réserve des paragraphes (2) à (5), la présente partie entre en vigueur le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Same

(2) Section 170 and subsections 171 (1) and (2) and 172 (1) and (2) shall be deemed to have come into force on July 19, 2002.

Same

(3) Subsection 171 (3) and sections 174 and 175 come into force on January 1, 2003.

Same

(4) Subsection 172 (3) shall be deemed to have come into force on June 18, 2002.

Same

(5) Section 173 shall be deemed to have come into force on May 27, 1997.

PART XXVI SECURITIES ACT

177. (1) Subsection 1 (1) of the *Securities Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 11, section 350, 1994, chapter 33, section 1, 1997, chapter 19, section 23, 1999, chapter 6, section 60, 1999, chapter 9, section 193 and 2001, chapter 23, section 209, is amended by adding the following definitions:

“investment fund” means a mutual fund or a non-redeemable investment fund; (“fonds d’investissement”)

“investment fund manager” means a person or company who has the power and exercises the responsibility to direct the affairs of an investment fund; (“gestionnaire de fonds d’investissement”)

(2) The definitions of “material change”, “material fact” and “mutual fund” in subsection 1 (1) of the Act are repealed and the following substituted:

“material change”,

(a) when used in relation to an issuer other than an investment fund, means,

(i) a change in the business, operations or capital of the issuer that would reasonably be expected to have a significant effect on the market price or value of any of the securities of the issuer, or

(ii) a decision to implement a change referred to in subclause (i) made by the board of directors or other persons acting in a similar capacity or by senior management of the issuer who believe that confirmation of the decision by the board of directors or such other persons acting in a similar capacity is probable, and

Idem

(2) L'article 170 et les paragraphes 171 (1) et (2) et 172 (1) et (2) sont réputés être entrés en vigueur le 19 juillet 2002.

Idem

(3) Le paragraphe 171 (3) et les articles 174 et 175 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2003.

Idem

(4) Le paragraphe 172 (3) est réputé être entré en vigueur le 18 juin 2002.

Idem

(5) L'article 173 est réputé être entré en vigueur le 27 mai 1997.

PARTIE XXVI LOI SUR LES VALEURS MOBILIÈRES

177. (1) Le paragraphe 1 (1) de la *Loi sur les valeurs mobilières*, tel qu'il est modifié par l'article 350 du chapitre 11 et l'article 1 du chapitre 33 des Lois de l'Ontario de 1994, par l'article 23 du chapitre 19 des Lois de l'Ontario de 1997, par l'article 60 du chapitre 6 et l'article 193 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1999 et par l'article 209 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 2001, est modifié par adjonction des définitions suivantes :

«fonds d'investissement» Fonds mutuel ou fonds d'investissement à capital fixe. («investment fund»)

«gestionnaire de fonds d'investissement» Personne ou compagnie qui a le pouvoir et la responsabilité de diriger les affaires d'un fonds d'investissement. («investment fund manager»)

(2) Les définitions de «changement important», de «fait important» et de «fonds mutuel» au paragraphe 1 (1) de la Loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

«changement important» S'entend de ce qui suit :

a) dans le contexte d'un émetteur qui n'est pas un fonds d'investissement :

(i) soit un changement dans ses activités commerciales, son exploitation ou son capital dont il est raisonnable de s'attendre qu'il aura un effet appréciable sur le cours ou la valeur de ses valeurs mobilières,

(ii) soit la décision d'effectuer un changement visé au sous-alinéa (i) prise par son conseil d'administration, d'autres personnes remplissant des fonctions analogues ou sa direction générale, si le conseil d'administration, ces autres personnes ou la direction générale estiment que le conseil d'administration ou ces autres personnes l'approuveront probablement;

(b) when used in relation to an issuer that is an investment fund, means,

- (i) a change in the business, operations or affairs of the issuer that would be considered important by a reasonable investor in determining whether to purchase or continue to hold securities of the issuer, or
- (ii) a decision to implement a change referred to in subclause (i) made,
 - (A) by the board of directors of the issuer or the board of directors of the investment fund manager of the issuer or other persons acting in a similar capacity,
 - (B) by senior management of the issuer who believe that confirmation of the decision by the board of directors or such other persons acting in a similar capacity is probable, or
 - (C) by senior management of the investment fund manager of the issuer who believe that confirmation of the decision by the board of directors of the investment fund manager of the issuer or such other persons acting in a similar capacity is probable; ("changement important")

"material fact", when used in relation to securities issued or proposed to be issued, means a fact that would reasonably be expected to have a significant effect on the market price or value of the securities; ("fait important")

"mutual fund" includes,

- (a) an issuer,
 - (i) whose primary purpose is to invest money provided by its security holders, and
 - (ii) whose securities entitle the holder to receive on demand, or within a specified period after demand, an amount computed by reference to the value of a proportionate interest in the whole or in part of the net assets, including a separate fund or trust account, of the issuer, or
- (b) an issuer or a class of issuers that is designated as a mutual fund by an order of the Commission in the case of a single issuer or otherwise in a regulation which is made for the purposes of this definition,

but does not include an issuer or a class of issuer that is designated not to be a mutual fund by an order of the Commission in the case of a single issuer or otherwise in a regulation which is made for the purposes of this definition; ("fonds mutuel")

(3) Subsection 1 (1.1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 33, section 1, is repealed and the following substituted:

b) dans le contexte d'un émetteur qui est un fonds d'investissement :

- (i) soit un changement dans ses activités commerciales, son exploitation ou ses affaires qu'un investisseur raisonnable estimerait important dans le choix d'acheter ou de continuer à détenir ses valeurs mobilières,
- (ii) soit la décision d'effectuer un changement visé au sous-alinéa (i) prise, selon le cas :
 - (A) par son conseil d'administration, le conseil d'administration de son gestionnaire de fonds d'investissement ou d'autres personnes remplissant des fonctions analogues,
 - (B) par sa direction générale, si elle estime que le conseil d'administration ou les autres personnes remplissant des fonctions analogues l'approuveront probablement,
 - (C) par la direction générale de son gestionnaire de fonds d'investissement, si elle estime que le conseil d'administration de celui-ci ou les autres personnes remplissant des fonctions analogues l'approuveront probablement. («material change»)

«fait important» Dans le contexte de valeurs mobilières qui ont été émises ou dont l'émission est projetée, s'entend d'un fait dont il est raisonnable de s'attendre qu'il aura un effet appréciable sur le cours ou la valeur de ces valeurs mobilières. («material fact»)

«fonds mutuel» S'entend notamment :

- a) d'un émetteur :
 - (i) d'une part, dont le but premier est d'investir des sommes fournies par les détenteurs de ses valeurs mobilières,
 - (ii) d'autre part, dont les valeurs mobilières donnent à leur détenteur le droit de recevoir, soit sur demande, soit dans un certain délai après la demande, un montant calculé en fonction de la valeur de l'intérêt proportionnel détenu dans la totalité ou une partie de l'actif net, y compris un fonds distinct ou un compte en fiducie, de l'émetteur;
- b) d'un émetteur ou d'une catégorie d'émetteurs désigné comme étant un fonds mutuel par ordonnance de la Commission, dans le cas d'un émetteur unique, ou par règlement pris pour l'application de la présente définition dans les autres cas.

Est exclu l'émetteur ou la catégorie d'émetteurs désigné comme n'étant pas un fonds mutuel par ordonnance de la Commission, dans le cas d'un émetteur unique, ou par règlement pris pour l'application de la présente définition dans les autres cas. («mutual fund»)

(3) Le paragraphe 1 (1.1) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 1 du chapitre 33 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Same

(1.1) For the purposes of this Act, the regulations and the rules, any of “derivatives”, “disclosure controls and procedures”, “future-oriented financial information”, “going private transaction”, “insider bid”, “internal controls”, “non-redeemable investment fund”, “penny stocks”, “related party transactions” and “reverse take-overs” may be defined in the regulations or the rules and if so defined shall have the defined meaning.

178. Subsection 3.4 (2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 10, section 37, is repealed and the following substituted:

Exceptions

(2) The Commission shall pay into the Consolidated Revenue Fund money received by the Commission pursuant to an order under paragraph 9 or 10 of subsection 127 (1) of this Act or paragraph 9 or 10 of subsection 60 (1) of the *Commodity Futures Act* or as a payment to settle enforcement proceedings commenced by the Commission, other than money,

- (a) to reimburse the Commission for costs incurred or to be incurred by it; or
- (b) that is designated under the terms of the order or settlement for an allocation to or for the benefit of third parties that is approved by the Minister or that belongs to a class of allocations approved by the Minister.

179. Part VII of the Act is amended by adding the following section:

Continuous disclosure reviews

20.1 (1) The Commission or any member, employee or agent of the Commission may conduct a review of the disclosures that have been made or that ought to have been made by a reporting issuer or mutual fund in Ontario, on a basis to be determined at the discretion of the Commission or the Director.

Information and documents

(2) A reporting issuer or mutual fund in Ontario that is subject to a review under this section shall, at such time or times as the Commission or Director may require, deliver to the Commission or Director any information and documents relevant to the disclosures that have been made or that ought to have been made by the reporting issuer or mutual fund.

Freedom of Information and Protection of Privacy Act

(3) Despite the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*, information and documents obtained pursuant to a review under this section are exempt from disclosure under that Act if the Commission determines that the information and documents should be maintained in confidence.

Prohibition on certain representations

- (4) A reporting issuer or mutual fund in Ontario, or

Idem

(1.1) Pour l'application de la présente loi, des règlements et des règles, l'une ou l'autre des expressions «actions cotées en cents», «contrôles et mécanismes d'information», «contrôles internes», «fonds d'investissement à capital fixe», «informations financières prospectives», «offre d'initié», «opérations entre personnes apparentées», «prise de contrôle inversée», «produit dérivé» et «transformation en compagnie fermée» peut être définie dans les règlements ou les règles, auquel cas l'expression a le sens que lui donnent les définitions.

178. Le paragraphe 3.4 (2) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 37 du chapitre 10 des Lois de l'Ontario de 1997, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Exceptions

(2) La Commission verse au Trésor les sommes qu'elle reçoit conformément à une ordonnance visée à la disposition 9 ou 10 du paragraphe 127 (1) de la présente loi ou à la disposition 9 ou 10 du paragraphe 60 (1) de la *Loi sur les contrats à terme sur marchandises* ou en règlement de poursuites qu'elle a intentées, à l'exclusion des sommes qui lui sont versées, selon le cas :

- a) en remboursement des frais et dépens qu'elle a engagés ou doit engager;
- b) selon les termes de l'ordonnance ou du règlement en vue d'une distribution à des tiers ou à leur profit que le ministre approuve ou qui fait partie d'une catégorie de distributions que le ministre approuve.

179. La partie VII de la Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Examen portant sur les obligations d'information continue

20.1 (1) La Commission ou tout membre, employé ou mandataire de celle-ci peut effectuer un examen des divulgations qu'un émetteur assujéti ou un fonds mutuel de l'Ontario a faites ou aurait dû faire, selon les modalités que détermine, à sa discrétion, la Commission ou le directeur.

Renseignements et documents

(2) L'émetteur assujéti ou le fonds mutuel de l'Ontario qui fait l'objet d'un examen prévu au présent article présente à la Commission ou au directeur, au moment où ils l'exigent, les renseignements et les documents qui se rapportent aux divulgations qu'il a faites ou aurait dû faire.

Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée

(3) Malgré la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*, les renseignements et les documents obtenus conformément à un examen prévu au présent article sont dispensés de l'obligation d'être divulgués aux termes de cette loi si la Commission détermine qu'ils devraient conserver leur caractère confidentiel.

Interdiction relative à certaines déclarations

- (4) L'émetteur assujéti ou le fonds mutuel de

any person or company acting on behalf of a reporting issuer or mutual fund in Ontario, shall not make any representation, written or oral, that the Commission has in any way passed upon the merits of the disclosure record of the reporting issuer or mutual fund.

180. (1) Clauses 75 (3) (a) and (b) of the Act are repealed and the following substituted:

- (a) in the opinion of the reporting issuer, and if that opinion is arrived at in a reasonable manner, the disclosure required by subsection (2) would be unduly detrimental to the interests of the reporting issuer; or
- (b) the material change consists of a decision to implement a change made by senior management of the issuer who believe that confirmation of the decision by the board of directors is probable and senior management of the issuer has no reason to believe that persons with knowledge of the material change have made use of that knowledge in purchasing or selling securities of the issuer,

(2) Section 75 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 11, section 349, is amended by adding the following subsection:

Same

(5) Although a report has been filed with the Commission under subsection (3), the reporting issuer shall promptly generally disclose the material change in the manner referred to in subsection (1) upon the reporting issuer becoming aware, or having reasonable grounds to believe, that persons or companies are purchasing or selling securities of the reporting issuer with knowledge of the material change that has not been generally disclosed.

181. (1) Subsection 122 (1) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 11, section 373, is amended by striking out the portion after clause (c) and substituting the following:

is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$5 million or to imprisonment for a term of not more than five years less a day, or to both.

(2) Subsection 122 (3) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 11, section 373, is amended by striking out "to a fine of not more than \$1,000,000 or to imprisonment for a term of not more than two years, or to both" at the end and substituting "to a fine of not more than \$5 million or to imprisonment for a term of not more than five years less a day, or to both".

(3) Clause 122 (4) (a) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 11, section 373, is repealed and the following substituted:

- (a) \$5 million; and

182. The Act is amended by adding the following sections:

l'Ontario, ou toute personne ou compagnie agissant pour son compte, ne doit faire aucune déclaration verbale ou écrite selon laquelle la Commission s'est, d'une façon ou d'une autre, prononcée sur les mérites du dossier de divulgation de l'émetteur assujéti ou du fonds mutuel.

180. (1) Les alinéas 75 (3) a) et b) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- a) l'émetteur assujéti a des motifs raisonnables de croire que la divulgation exigée par le paragraphe (2) serait indûment préjudiciable à ses intérêts;
- b) le changement important consiste en une décision d'effectuer un changement prise par la direction générale de l'émetteur, si elle estime que le conseil d'administration l'approuvera probablement et qu'elle n'a aucune raison de croire que des personnes qui ont connaissance du changement important s'en sont servi pour acheter ou vendre des valeurs mobilières de l'émetteur,

(2) L'article 75 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 349 du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem

(5) Bien qu'un rapport ait été déposé auprès de la Commission aux termes du paragraphe (3), l'émetteur assujéti divulgue promptement au public le changement important de la manière prévue au paragraphe (1) dès qu'il apprend ou qu'il a des motifs raisonnables de croire que des personnes ou des compagnies qui ont connaissance du changement important non divulgué au public achètent ou vendent ses valeurs mobilières.

181. (1) Le paragraphe 122 (1) de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 373 du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié par substitution de ce qui suit au passage qui précède l'alinéa a) :

(1) Est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 5 millions de dollars et d'un emprisonnement d'au plus cinq ans moins un jour, ou d'une seule de ces peines, la personne ou la compagnie qui, selon le cas :

(2) Le paragraphe 122 (3) de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 373 du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié par substitution de «d'une amende d'au plus 5 millions de dollars et d'un emprisonnement d'au plus cinq ans moins un jour, ou d'une seule de ces peines» à «d'une amende d'au plus 1 000 000 \$ et d'un emprisonnement d'au plus deux ans, ou d'une seule de ces peines».

(3) L'alinéa 122 (4) a) de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 373 du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- a) 5 millions de dollars;

182. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Fraud and market manipulation

126.1 A person or company shall not, directly or indirectly, engage or participate in any act, practice or course of conduct relating to securities or derivatives of securities that the person or company knows or reasonably ought to know,

- (a) results in or contributes to a misleading appearance of trading activity in, or an artificial price for, a security or derivative of a security; or
- (b) perpetrates a fraud on any person or company.

Misleading or untrue statements

126.2 A person or company shall not make a statement that the person or company knows or reasonably ought to know,

- (a) in a material respect and at the time and in the light of the circumstances under which it is made, is misleading or untrue or does not state a fact that is required to be stated or that is necessary to make the statement not misleading; and
- (b) significantly affects, or would reasonably be expected to have a significant effect on, the market price or value of a security.

183. (1) Subsection 127 (1) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 11, section 375 and amended by 1999, chapter 9, section 215, is amended by adding the following paragraphs:

- 9. If a person or company has not complied with Ontario securities law, an order requiring the person or company to pay an administrative penalty of not more than \$1 million for each failure to comply.
- 10. If a person or company has not complied with Ontario securities law, an order requiring the person or company to disgorge to the Commission any amounts obtained as a result of the non-compliance.

(2) Section 127 of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 11, section 375 and amended by 1999, chapter 9, section 215, is amended by adding the following subsection:

Disgorgement order

(3.1) A person or company is not entitled to participate in a proceeding in which an order may be made under paragraph 10 of subsection (1) solely on the basis that the person or company has a right of action against the respondent to the proceeding or the person or company may be entitled to receive any amount disgorged under the order.

Fraude et manipulation du marché

126.1 Une personne ou une compagnie ne doit pas, directement ou indirectement, relativement à des valeurs mobilières ou à des produits dérivés de valeurs mobilières, se livrer ou participer à un acte, une pratique ou une ligne de conduite dont elle sait ou devrait raisonnablement savoir :

- a) soit qu'il entraîne une apparence trompeuse d'opérations sur valeurs mobilières ou produits dérivés de valeurs mobilières ou un cours artificiel à l'égard de telles valeurs ou de tels produits, ou y contribue;
- b) soit qu'il constitue une fraude à l'égard d'une personne ou d'une compagnie.

Déclarations trompeuses ou erronées

126.2 Une personne ou une compagnie ne doit pas faire de déclaration si elle sait ou devrait raisonnablement savoir :

- a) d'une part, que la déclaration, sur un aspect important et eu égard à l'époque et aux circonstances, est trompeuse ou erronée ou ne relate pas un fait dont la déclaration est requise ou nécessaire pour que la déclaration ne soit pas trompeuse;
- b) d'autre part, que la déclaration a un effet significatif sur le cours ou la valeur de valeurs mobilières ou qu'il est raisonnable de s'attendre qu'elle aura cet effet.

183. (1) Le paragraphe 127 (1) de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 375 du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 1994 et tel qu'il est modifié par l'article 215 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1999, est modifié par adjonction des dispositions suivantes :

- 9. Si une personne ou une compagnie n'a pas respecté le droit ontarien des valeurs mobilières, une ordonnance enjoignant à la personne ou à la compagnie de payer une pénalité administrative d'au plus 1 million de dollars pour chaque manquement.
- 10. Si une personne ou une compagnie n'a pas respecté le droit ontarien des valeurs mobilières, une ordonnance enjoignant à la personne ou à la compagnie de remettre à la Commission les montants obtenus par suite du manquement.

(2) L'article 127 de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 375 du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 1994 et tel qu'il est modifié par l'article 215 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1999, est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Ordonnance exigeant la remise de montants

(3.1) Une personne ou une compagnie n'a pas le droit de participer à une instance dans laquelle une ordonnance peut être rendue en vertu de la disposition 10 du paragraphe (1) du seul fait qu'elle a un droit d'action contre l'intimé dans l'instance ou qu'elle peut avoir le droit de recevoir un montant remis aux termes de l'ordonnance.

184. Part XXII of the Act is amended by adding the following section:

Directors and officers

129.2 For the purposes of this Act, if a company or a person other than an individual has not complied with Ontario securities law, a director or officer of the company or person who authorized, permitted or acquiesced in the non-compliance shall be deemed to also have not complied with Ontario securities law, whether or not any proceeding has been commenced against the company or person under Ontario securities law or any order has been made against the company or person under section 127.

185. The Act is amended by adding the following Part:

**PART XXIII.1
CIVIL LIABILITY
FOR SECONDARY MARKET
DISCLOSURE**

INTERPRETATION AND APPLICATION

Definitions

138.1 In this Part,

“compensation” means compensation received during the 12-month period immediately preceding the day on which the misrepresentation was made or on which the failure to make timely disclosure first occurred, together with the fair market value of all deferred compensation including, without limitation, options, pension benefits and stock appreciation rights, granted during the same period, valued as of the date that such compensation is awarded; (“rémunération”)

“control person” means,

- (a) a person or company who holds a sufficient number of the voting rights attached to all outstanding voting securities of an issuer, or
- (b) each person or company or combination of persons or companies acting in concert by virtue of an agreement, arrangement, commitment or understanding, which holds in total a sufficient number of the voting rights attached to all outstanding voting securities of an issuer,

to affect materially the control of the issuer, and, where a person or company, or combination of persons or companies, holds more than 20 per cent of the voting rights attached to all outstanding voting securities of an issuer, the person or company, or combination of persons or companies, shall, in the absence of evidence to the contrary, be deemed to hold a sufficient number of the voting rights to affect materially the control of the issuer; (“personne qui a le contrôle”)

“core document” means,

- (a) where used in relation to,

184. La partie XXII de la Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Administrateurs et dirigeants

129.2 Pour l'application de la présente loi, si une compagnie ou une personne autre qu'un particulier n'a pas respecté le droit ontarien des valeurs mobilières, un administrateur ou un dirigeant de la compagnie ou de la personne qui a autorisé ou permis le manquement ou y a acquiescé est réputé ne pas avoir respecté lui non plus le droit ontarien des valeurs mobilières, qu'une instance ait été introduite ou non contre la compagnie ou la personne en vertu de ce droit ou qu'une ordonnance ait été rendue ou non contre celle-ci en vertu de l'article 127.

185. La Loi est modifiée par adjonction de la partie suivante :

**PARTIE XXIII.1
RESPONSABILITÉ CIVILE QUANT
AUX OBLIGATIONS D'INFORMATION
SUR LE MARCHÉ SECONDAIRE**

DÉFINITIONS ET CHAMP D'APPLICATION

Définitions

138.1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

«déclaration orale publique» Déclaration orale faite dans des circonstances dans lesquelles une personne raisonnable croirait que les renseignements qu'elle contient seront divulgués au public. («public oral statement»)

«document» Toute communication écrite, y compris une communication préparée et transmise uniquement sous forme électronique, qui, selon le cas :

- a) doit être déposée auprès de la Commission;
- b) n'est pas obligée d'être déposée auprès de la Commission, mais qui :
 - (i) soit est déposée auprès de la Commission,
 - (ii) soit est ou doit être déposée auprès d'un gouvernement ou d'un de ses organismes en application du droit des valeurs mobilières ou des sociétés pertinent ou auprès de toute Bourse ou de tout système de cotation et de déclaration des opérations en application de ses règlements administratifs, de ses règles ou de ses règlements,
 - (iii) soit a un contenu dont il serait raisonnable de s'attendre à ce qu'il ait une incidence sur le cours ou la valeur d'une valeur mobilière de l'émetteur responsable. («document»)

«document essentiel» S'entend :

- a) relativement à :
 - (i) soit un administrateur d'un émetteur responsable qui n'est pas également un dirigeant de celui-ci,
 - (ii) soit une personne influente, à l'exclusion d'un dirigeant de l'émetteur responsable ou encore d'un gestionnaire de fonds d'investissement,

- (i) a director of a responsible issuer who is not also an officer of the responsible issuer,
- (ii) an influential person, other than an officer of the responsible issuer or an investment fund manager where the responsible issuer is an investment fund, or
- (iii) a director or officer of an influential person, other than an officer of an investment fund manager, who is not also an officer of the responsible issuer,

a prospectus, a take-over bid circular, an issuer bid circular, a directors' circular, a rights offering circular, management's discussion and analysis, an annual information form, an information circular, and annual financial statements of the responsible issuer, or

- (b) where used in relation to,

- (i) an officer of the responsible issuer,
- (ii) an investment fund manager where the responsible issuer is an investment fund, or
- (iii) an officer of an investment fund manager where the responsible issuer is an investment fund,

a prospectus, a take-over bid circular, an issuer bid circular, a directors' circular, a rights offering circular, management's discussion and analysis, an annual information form, an information circular, annual financial statements, interim financial statements, and a report required by subsection 75 (2), of the responsible issuer, and

- (c) such other documents as may be prescribed by regulation for the purposes of this definition; ("document essentiel")

"document" means any written communication, including a communication prepared and transmitted only in electronic form,

- (a) that is required to be filed with the Commission, or
- (b) that is not required to be filed with the Commission and,
 - (i) that is filed with the Commission,
 - (ii) that is filed or required to be filed with a government or an agency of a government under applicable securities or corporate law or with any stock exchange or quotation and trade reporting system under its by-laws, rules or regulations, or
 - (iii) that is any other communication the content of which would reasonably be expected to affect the market price or value of a security of the responsible issuer; ("document")

"expert" means a person or company whose profession gives authority to a statement made in a professional capacity by the person or company including, without limitation, an accountant, actuary, appraiser, auditor, engineer, financial analyst, geologist or lawyer; ("expert")

si l'émetteur responsable est un fonds d'investissement,

- (iii) soit un administrateur ou un dirigeant d'une personne influente, à l'exclusion d'un dirigeant d'un gestionnaire de fonds d'investissement, qui n'est pas également un dirigeant de l'émetteur responsable,

d'un prospectus, d'une circulaire d'offre d'achat visant à la mainmise, d'une circulaire d'offre de l'émetteur, d'une circulaire de la direction, d'une circulaire d'émission de droits, d'un rapport de gestion, d'une notice annuelle, d'une circulaire d'information et des états financiers annuels de l'émetteur responsable;

- b) relativement à :

- (i) soit un dirigeant de l'émetteur responsable,
- (ii) soit un gestionnaire de fonds d'investissement, si l'émetteur responsable est un fonds d'investissement,
- (iii) soit un dirigeant d'un gestionnaire de fonds d'investissement, si l'émetteur responsable est un fonds d'investissement,

d'un prospectus, d'une circulaire d'offre d'achat visant à la mainmise, d'une circulaire d'offre de l'émetteur, d'une circulaire de la direction, d'une circulaire d'émission de droits, d'un rapport de gestion, d'une notice annuelle, d'une circulaire d'information, des états financiers annuels et des états financiers périodiques de l'émetteur responsable ainsi que des rapports que l'oblige à déposer le paragraphe 75 (2);

- c) des autres documents que prescrivent les règlements pour l'application de la présente définition. («core document»)

«émetteur responsable» S'entend :

- a) soit d'un émetteur assujéti;
- b) soit de tout autre émetteur ayant des liens importants avec l'Ontario et dont les valeurs mobilières sont cotées en bourse. («responsible issuer»)

«expert» Personne ou compagnie dont la profession donne foi à une déclaration qu'elle fait à titre professionnel, notamment un comptable, un actuaire, un estimateur, un vérificateur, un ingénieur, un analyste financier, un géologue ou un avocat. («expert»)

«information prospective» Toute divulgation faite au sujet d'activités, de conditions ou de résultats éventuels — y compris les informations financières prospectives concernant les résultats d'exploitation futurs, la situation financière future ou l'évolution future de la situation financière, établies en se fondant sur des hypothèses au sujet de conditions économiques et de lignes de conduite futures — qui est présentée sous forme soit de prévisions, soit de projections. («forward-looking information»)

«jour de Bourse» Jour où le marché principal, au sens des règlements, des valeurs mobilières est ouvert aux opérations. («trading day»)

“failure to make timely disclosure” means a failure to disclose a material change in the manner and at the time required under this Act; (“non-respect des obligations d’information occasionnelle”)

“forward-looking information” means all disclosure regarding possible events, conditions or results (including future-oriented financial information with respect to prospective results of operations, a prospective financial position or prospective changes in financial position that is based on assumptions about future economic conditions and courses of action) that is presented as either a forecast or a projection; (“information prospective”)

“influential person” means, in respect of a responsible issuer,

- (a) a control person,
- (b) a promoter,
- (c) an insider who is not a director or senior officer of the responsible issuer, or
- (d) an investment fund manager, if the responsible issuer is an investment fund; (“personne influente”)

“issuer’s security” means a security of a responsible issuer and includes a security,

- (a) the market price or value of which, or payment obligations under which, are derived from or based on a security of the responsible issuer, and
- (b) which is created by a person or company on behalf of the responsible issuer or is guaranteed by the responsible issuer; (“valeur mobilière d’un émetteur”)

“liability limit” means,

- (a) in the case of a responsible issuer, the greater of,
 - (i) 5 per cent of its market capitalization (as such term is defined in the regulations), and
 - (ii) \$1 million,
- (b) in the case of a director or officer of a responsible issuer, the greater of,
 - (i) \$25,000, and
 - (ii) 50 per cent of the aggregate of the director’s or officer’s compensation from the responsible issuer and its affiliates,
- (c) in the case of an influential person who is not an individual, the greater of,
 - (i) 5 per cent of its market capitalization (as defined in the regulations), and
 - (ii) \$1 million,
- (d) in the case of an influential person who is an individual, the greater of,
 - (i) \$25,000, and

«limite de responsabilité» S’entend des limites suivantes :

- a) dans le cas d’un émetteur responsable, le plus élevé de ce qui suit :
 - (i) 5 pour cent de sa capitalisation boursière, au sens des règlements,
 - (ii) 1 000 000 \$;
- b) dans le cas d’un administrateur ou d’un dirigeant d’un émetteur responsable, le plus élevé de ce qui suit :
 - (i) 25 000 \$,
 - (ii) 50 pour cent de la rémunération totale que lui verse l’émetteur responsable et les membres du même groupe;
- c) dans le cas d’une personne influente qui n’est pas un particulier, le plus élevé de ce qui suit :
 - (i) 5 pour cent de sa capitalisation boursière, au sens des règlements,
 - (ii) 1 000 000 \$;
- d) dans le cas d’une personne influente qui est un particulier, le plus élevé de ce qui suit :
 - (i) 25 000 \$,
 - (ii) 50 pour cent de la rémunération totale que lui verse l’émetteur responsable et les membres du même groupe;
- e) dans le cas d’un administrateur ou dirigeant d’une personne influente, le plus élevé de ce qui suit :
 - (i) 25 000 \$,
 - (ii) 50 pour cent de la rémunération totale que lui verse la personne influente et les membres du même groupe;
- f) dans le cas d’un expert, le plus élevé de ce qui suit :
 - (i) 1 000 000 \$,
 - (ii) les sommes que lui-même et les membres du même groupe ont reçues à titre de recettes de l’émetteur responsable et des membres du même groupe que ce dernier pendant les 12 mois précédant la présentation inexacte des faits;
- g) dans le cas de chaque personne ou compagnie qui a fait une déclaration orale publique et qui n’est pas un particulier visé à l’alinéa a), b), c), d), e) ou f), le plus élevé de ce qui suit :
 - (i) 25 000 \$,
 - (ii) 50 pour cent de la rémunération totale que lui verse l’émetteur responsable et les membres du même groupe. («liability limit»)

«non-respect des obligations d’information occasionnelle» Omission de divulguer un changement important de la manière et aux moments qu’exige la présente loi. («failure to make timely disclosure»)

«personne influente» Relativement à un émetteur responsable, s’entend, selon le cas :

- (ii) 50 per cent of the aggregate of the influential person's compensation from the responsible issuer and its affiliates,
- (e) in the case of a director or officer of an influential person, the greater of,
 - (i) \$25,000, and
 - (ii) 50 per cent of the aggregate of the director's or officer's compensation from the influential person and its affiliates,
- (f) in the case of an expert, the greater of,
 - (i) \$1 million, and
 - (ii) the revenue that the expert and the affiliates of the expert have earned from the responsible issuer and its affiliates during the 12 months preceding the misrepresentation, and
- (g) in the case of each person or company who made a public oral statement, other than an individual under clause (a), (b), (c), (d), (e) or (f), the greater of,
 - (i) \$25,000, and
 - (ii) 50 per cent of the aggregate of the person or company's compensation from the responsible issuer and its affiliates; ("limite de responsabilité")

"management's discussion and analysis" means the section of an annual information form, annual report or other document that contains management's discussion and analysis of the financial condition and results of operations of a responsible issuer as required under Ontario securities law; ("rapport de gestion")

"public oral statement" means an oral statement made in circumstances in which a reasonable person would believe that information contained in the statement will become generally disclosed; ("déclaration orale publique")

"release" means, with respect to information or a document, to file with the Commission or any other securities regulatory authority in Canada or a stock exchange or to otherwise make available to the public; ("publication", "publier")

"responsible issuer" means,

- (a) a reporting issuer, or
- (b) any other issuer with a substantial connection to Ontario, any securities of which are publicly traded; ("émetteur responsable")

"trading day" means a day during which the principal market (as defined in the regulations) for the security is open for trading. ("jour de Bourse")

- a) d'une personne qui a le contrôle;
- b) d'un promoteur;
- c) d'un initié qui n'est pas un administrateur ou un cadre dirigeant de l'émetteur responsable;
- d) d'un gestionnaire de fonds d'investissement, si l'émetteur responsable est un fonds d'investissement. («influential person»)

«personne qui a le contrôle» S'entend, selon le cas :

- a) d'une personne ou d'une compagnie qui détient un nombre suffisant des voix rattachées à l'ensemble des valeurs mobilières en circulation d'un émetteur;
- b) de chaque personne ou compagnie ou groupe de personnes ou de compagnies qui, agissant de concert aux termes d'une convention, d'un arrangement, d'un engagement ou d'une entente, détiennent au total un nombre suffisant des voix rattachées à l'ensemble des valeurs mobilières en circulation d'un émetteur,

pour avoir une influence appréciable sur le contrôle de l'émetteur. Lorsqu'ils détiennent plus de 20 pour cent des voix rattachées à l'ensemble des valeurs mobilières en circulation d'un émetteur, la personne ou la compagnie ou le groupe de personnes ou de compagnies sont, en l'absence de preuve contraire, réputées détenir un nombre suffisant des voix pour avoir une telle influence sur le contrôle de l'émetteur. («control person»)

«publication» Relativement à un renseignement ou à un document, s'entend de son dépôt auprès de la Commission, d'un autre organisme de réglementation des valeurs mobilières au Canada ou d'une Bourse ou de sa mise à la disposition du public d'une autre façon. Le verbe «publier» a un sens correspondant. («release»)

«rapport de gestion» La partie d'une notice annuelle, d'un rapport annuel ou d'un autre document qui contient une analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation de l'émetteur responsable comme l'exige le droit ontarien des valeurs mobilières. («management's discussion and analysis»)

«rémunération» Le total de la rémunération reçue pendant la période de 12 mois précédant immédiatement le jour où la présentation inexacte des faits a été faite ou celui où le non-respect des obligations d'information occasionnelle s'est produit pour la première fois, d'une part, et de la juste valeur marchande de toutes les rémunérations différées, notamment les options, les prestations de retraite et les droits à la plus-value des actions, accordées pendant la même période, évaluée à la date où une telle rémunération est versée, d'autre part. («compensation»)

«valeur mobilière d'un émetteur» Valeur mobilière d'un émetteur responsable, y compris une valeur mobilière :

- a) d'une part, dont le cours ou la valeur ou les obligations de paiement qui lui sont rattachées découlent d'une valeur mobilière de l'émetteur responsable ou sont fondés sur elle;

Application

138.2 This Part does not apply to,

- (a) the acquisition of an issuer's security under a prospectus;
- (b) the acquisition of an issuer's security pursuant to an exemption from section 53 or 62, except as may be prescribed by regulation;
- (c) the acquisition or disposition of an issuer's security in connection with or pursuant to a take-over bid or issuer bid, except as may be prescribed by regulation; or
- (d) such other transactions or class of transactions as may be prescribed by regulation.

LIABILITY**Liability for secondary market disclosure****Documents released by responsible issuer**

138.3 (1) Where a responsible issuer or a person or company with actual, implied or apparent authority to act on behalf of a responsible issuer releases a document that contains a misrepresentation, a person or company who acquires or disposes of an issuer's security during the period between the time when the document was released and the time when the misrepresentation contained in the document was publicly corrected has, without regard to whether the person or company relied on the misrepresentation, a right of action for damages against,

- (a) the responsible issuer;
- (b) each director of the responsible issuer at the time the document was released;
- (c) each officer of the responsible issuer who authorized, permitted or acquiesced in the release of the document;
- (d) each influential person, and each director and officer of an influential person, who knowingly influenced,
 - (i) the responsible issuer or any person or company on behalf of the responsible issuer to release the document, or
 - (ii) a director or officer of the responsible issuer to authorize, permit or acquiesce in the release of the document; and
- (e) each expert where,
 - (i) the misrepresentation is also contained in a report, statement or opinion made by the expert,

- b) d'autre part, que crée une personne ou une compagnie au nom de l'émetteur responsable ou que ce dernier garantit. («issuer's security»)

Non-application

138.2 La présente partie ne s'applique pas à ce qui suit :

- a) l'acquisition de valeurs mobilières d'un émetteur aux termes d'un prospectus;
- b) l'acquisition de valeurs mobilières d'un émetteur conformément à une exemption de l'application de l'article 53 ou 62, sauf dans la mesure prescrite par les règlements;
- c) l'acquisition ou l'aliénation de valeurs mobilières d'un émetteur relativement ou conformément à une offre d'achat visant à la mainmise ou à une offre de l'émetteur, sauf dans la mesure prescrite par les règlements;
- d) les autres transactions ou catégories de transactions que prescrivent les règlements.

RESPONSABILITÉ**Responsabilité quant aux obligations d'information sur le marché secondaire****Documents publiés par l'émetteur responsable**

138.3 (1) Lorsqu'un émetteur responsable ou une personne ou compagnie qui a le pouvoir effectif, implicite ou apparent d'agir au nom d'un tel émetteur publie un document qui contient une présentation inexacte des faits, la personne ou la compagnie qui acquiert ou aliène une valeur mobilière de l'émetteur pendant la période comprise entre le moment où a été publié le document et celui où a été publiquement rectifiée la présentation inexacte des faits qu'il contient a, que la personne ou la compagnie se soit ou non fiée à celle-ci, le droit d'intenter une action en dommages-intérêts contre les personnes suivantes :

- a) l'émetteur responsable;
- b) tout administrateur de l'émetteur responsable en poste au moment de la publication du document;
- c) tout dirigeant de l'émetteur responsable qui a autorisé ou permis la publication du document ou qui y a acquiescé;
- d) toute personne influente et tout administrateur ou dirigeant d'une telle personne qui ont sciemment incité :
 - (i) soit l'émetteur responsable ou toute personne ou compagnie agissant en son nom à publier le document,
 - (ii) soit un administrateur ou un dirigeant de l'émetteur responsable à autoriser ou à permettre la publication du document ou à y acquiescer;
- e) tout expert, si les conditions suivantes sont réunies :
 - (i) la présentation inexacte des faits figure également dans un rapport, une déclaration ou une opinion de l'expert,

- (ii) the document includes, summarizes or quotes from the report, statement or opinion of the expert, and
- (iii) if the document was released by a person or company other than the expert, the expert consented in writing to the use of the report, statement or opinion in the document.

Public oral statements by responsible issuer

(2) Where a person with actual, implied or apparent authority to speak on behalf of a responsible issuer makes a public oral statement that relates to the business or affairs of the responsible issuer and that contains a misrepresentation, a person or company who acquires or disposes of an issuer's security during the period between the time when the public oral statement was made and the time when the misrepresentation contained in the public oral statement was publicly corrected has, without regard to whether the person or company relied on the misrepresentation, a right of action for damages against,

- (a) the responsible issuer;
- (b) the person who made the public oral statement;
- (c) each director and officer of the responsible issuer who authorized, permitted or acquiesced in the making of the public oral statement;
- (d) each influential person, and each director and officer of the influential person, who knowingly influenced,
 - (i) the person who made the public oral statement to make the public oral statement, or
 - (ii) a director or officer of the responsible issuer to authorize, permit or acquiesce in the making of the public oral statement; and
- (e) each expert where,
 - (i) the misrepresentation is also contained in a report, statement or opinion made by the expert,
 - (ii) the person making the public oral statement includes, summarizes or quotes from the report, statement or opinion of the expert, and
 - (iii) if the public oral statement was made by a person other than the expert, the expert consented in writing to the use of the report, statement or opinion in the public oral statement.

Influential persons

(3) Where an influential person or a person or company with actual, implied or apparent authority to act on behalf of the influential person releases a document or makes a public oral statement that relates to a responsible issuer and that contains a misrepresentation, a person or company who acquires or disposes of an issuer's security

- (ii) le document reproduit, résume ou cite des passages du rapport, de la déclaration ou de l'opinion de l'expert,
- (iii) si le document a été publié par une personne ou une compagnie autre que l'expert, celui-ci a consenti par écrit à l'utilisation du rapport, de la déclaration ou de l'opinion dans le document.

Déclarations orales publiques de l'émetteur responsable

(2) Lorsqu'une personne qui a le pouvoir effectif, implicite ou apparent de parler au nom d'un émetteur responsable fait une déclaration orale publique qui a trait aux activités commerciales ou aux affaires de celui-ci et qui contient une présentation inexacte des faits, la personne ou la compagnie qui acquiert ou aliène une valeur mobilière de l'émetteur pendant la période comprise entre le moment où a été faite la déclaration et celui où a été publiquement rectifiée la présentation inexacte des faits qu'elle contient a, que la personne ou la compagnie se soit ou non fiée à celle-ci, le droit d'intenter une action en dommages-intérêts contre les personnes suivantes :

- a) l'émetteur responsable;
- b) l'auteur de la déclaration;
- c) tout administrateur ou dirigeant de l'émetteur responsable qui a autorisé ou permis que soit faite la déclaration ou qui y a acquiescé;
- d) toute personne influente et tout administrateur ou dirigeant d'une telle personne qui ont sciemment incité :
 - (i) soit l'auteur de la déclaration à faire celle-ci,
 - (ii) soit un administrateur ou un dirigeant de l'émetteur responsable à autoriser ou à permettre que soit faite la déclaration ou à y acquiescer;
- e) tout expert, si les conditions suivantes sont réunies :
 - (i) la présentation inexacte des faits figure également dans un rapport, une déclaration ou une opinion de l'expert,
 - (ii) l'auteur de la déclaration reproduit, résume ou cite des passages du rapport, de la déclaration ou de l'opinion de l'expert,
 - (iii) si la déclaration a été faite par une personne autre que l'expert, celui-ci a consenti par écrit à l'utilisation du rapport, de la déclaration ou de l'opinion dans la déclaration orale publique.

Personnes influentes

(3) Lorsqu'une personne influente ou une personne ou compagnie qui a le pouvoir effectif, implicite ou apparent d'agir au nom d'une telle personne publie un document ou fait une déclaration orale publique qui a trait à un émetteur responsable et qui contient une présentation inexacte des faits, la personne ou la compagnie qui ac-

during the period between the time when the document was released or the public oral statement was made and the time when the misrepresentation contained in the document or public oral statement was publicly corrected has, without regard to whether the person or company relied on the misrepresentation, a right of action for damages against,

- (a) the responsible issuer, if a director or officer of the responsible issuer, or where the responsible issuer is an investment fund, the investment fund manager, authorized, permitted or acquiesced in the release of the document or the making of the public oral statement;
- (b) the person who made the public oral statement;
- (c) each director and officer of the responsible issuer who authorized, permitted or acquiesced in the release of the document or the making of the public oral statement;
- (d) the influential person;
- (e) each director and officer of the influential person who authorized, permitted or acquiesced in the release of the document or the making of the public oral statement; and
- (f) each expert where,
 - (i) the misrepresentation is also contained in a report, statement or opinion made by the expert,
 - (ii) the document or public oral statement includes, summarizes or quotes from the report, statement or opinion of the expert, and
 - (iii) if the document was released or the public oral statement was made by a person other than the expert, the expert consented in writing to the use of the report, statement or opinion in the document or public oral statement.

Failure to make timely disclosure

(4) Where a responsible issuer fails to make a timely disclosure, a person or company who acquires or disposes of an issuer's security between the time when the material change was required to be disclosed in the manner required under this Act and the subsequent disclosure of the material change has, without regard to whether the person or company relied on the responsible issuer having complied with its disclosure requirements, a right of action for damages against,

- (a) the responsible issuer;
- (b) each director and officer of the responsible issuer who authorized, permitted or acquiesced in the failure to make timely disclosure; and
- (c) each influential person, and each director and officer of an influential person, who knowingly influenced,

quiert ou aliène une valeur mobilière de l'émetteur pendant la période comprise entre le moment où a été publié le document ou celui où a été faite la déclaration et celui où a été publiquement rectifiée la présentation inexacte des faits que contient le document ou la déclaration a, que la personne ou la compagnie se soit ou non fiée à celle-ci, le droit d'intenter une action en dommages-intérêts contre les personnes suivantes :

- a) l'émetteur responsable, si un de ses administrateurs ou dirigeants ou, dans le cas d'un fonds d'investissement, le gestionnaire du fonds d'investissement a autorisé ou permis que soit publié le document ou que soit faite la déclaration ou qu'il y a acquiescé;
- b) l'auteur de la déclaration;
- c) tout administrateur ou dirigeant de l'émetteur responsable qui a autorisé ou permis que soit publié le document ou que soit faite la déclaration ou qui y a acquiescé;
- d) la personne influente;
- e) tout administrateur ou dirigeant de la personne influente qui a autorisé ou permis que soit publié le document ou que soit faite la déclaration ou qui y a acquiescé;
- f) tout expert, si les conditions suivantes sont réunies :
 - (i) la présentation inexacte des faits figure également dans un rapport, une déclaration ou une opinion de l'expert,
 - (ii) le document ou la déclaration reproduit, résume ou cite des passages du rapport, de la déclaration ou de l'opinion de l'expert,
 - (iii) si le document a été publié ou que la déclaration a été faite par une personne autre que l'expert, celui-ci a consenti par écrit à l'utilisation du rapport, de la déclaration ou de l'opinion dans le document ou la déclaration.

Non-respect des obligations d'information occasionnelle

(4) Lorsqu'un émetteur responsable ne respecte pas les obligations d'information occasionnelle, la personne ou la compagnie qui acquiert ou aliène une valeur mobilière de l'émetteur pendant la période comprise entre le moment où devait être divulgué le changement important de la manière exigée en application de la présente loi et celui où il l'a été a, que la personne ou la compagnie se soit ou non fiée à ce que l'émetteur responsable ait respecté ses obligations d'information, le droit d'intenter une action en dommages-intérêts contre les personnes suivantes :

- a) l'émetteur responsable;
- b) tout administrateur ou dirigeant de l'émetteur responsable qui a autorisé ou permis le non-respect des obligations d'information occasionnelle ou qui y a acquiescé;
- c) toute personne influente et tout administrateur ou dirigeant d'une telle personne qui ont sciemment incité :

- (i) the responsible issuer or any person or company acting on behalf of the responsible issuer in the failure to make timely disclosure, or
- (ii) a director or officer of the responsible issuer to authorize, permit or acquiesce in the failure to make timely disclosure.

Multiple roles

(5) In a proceeding under this section, a person who is a director or officer of an influential person is not liable in that capacity if the person is liable as a director or officer of the responsible issuer.

Multiple misrepresentations

- (6) In a proceeding under this section,
 - (a) multiple misrepresentations having common subject matter or content may, in the discretion of the court, be treated as a single misrepresentation; and
 - (b) multiple instances of failure to make timely disclosure of a material change or material changes concerning common subject matter may, in the discretion of the court, be treated as a single failure to make timely disclosure.

No implied or actual authority

(7) In a proceeding under subsection (2) or (3), if the person who made the public oral statement had apparent authority, but not implied or actual authority, to speak on behalf of the issuer, no other person is liable with respect to any of the responsible issuer's securities that were acquired or disposed of before that person became, or should reasonably have become, aware of the misrepresentation.

Burden of proof and defences

Non-core documents and public oral statements

138.4 (1) In a proceeding under section 138.3 in relation to a misrepresentation in a document that is not a core document, or a misrepresentation in a public oral statement, a person or company is not liable, subject to subsection (2), unless the plaintiff proves that the person or company,

- (a) knew, at the time that the document was released or public oral statement was made, that the document or public oral statement contained the misrepresentation;
- (b) at or before the time that the document was released or public oral statement was made, deliberately avoided acquiring knowledge that the document or public oral statement contained the misrepresentation; or

- (i) soit l'émetteur responsable ou toute personne ou compagnie agissant en son nom à ne pas respecter les obligations d'information occasionnelle,
- (ii) soit un administrateur ou un dirigeant de l'émetteur responsable à autoriser ou à permettre le non-respect des obligations d'information occasionnelle ou à y acquiescer.

Rôles multiples

(5) Dans une instance introduite en vertu du présent article, la personne qui est administrateur ou dirigeant d'une personne influente n'encourt aucune responsabilité à ce titre si elle en encourt une à titre d'administrateur ou de dirigeant de l'émetteur responsable.

Multiple présentations inexactes des faits

- (6) Dans une instance introduite en vertu du présent article :
 - a) d'une part, de multiples présentations inexactes des faits dont le sujet ou le contenu est le même peuvent, à la discrétion du tribunal, être traitées comme une seule présentation inexacte des faits;
 - b) d'autre part, de multiples cas de non-respect des obligations d'information occasionnelle relativement à un ou à plusieurs changements importants dont le sujet est le même peuvent, à la discrétion du tribunal, être traités comme un seul cas de non-respect.

Absence d'un pouvoir implicite ou effectif

(7) Dans une instance introduite en vertu du paragraphe (2) ou (3), si l'auteur de la déclaration orale publique avait le pouvoir apparent, mais non le pouvoir implicite ou effectif, de parler au nom de l'émetteur responsable, aucune autre personne n'encourt une responsabilité à l'égard des valeurs mobilières de celui-ci qu'elle a acquises ou qu'elle a aliénées avant qu'elle ne prenne ou qu'elle ne devrait raisonnablement avoir pris connaissance de la présentation inexacte des faits.

Fardeau de la preuve et moyens de défense

Documents non essentiels et déclarations orales publiques

138.4 (1) Dans une instance introduite en vertu de l'article 138.3 à l'égard de la présentation inexacte de faits dans un document qui n'est pas un document essentiel ou dans une déclaration orale publique, une personne ou une compagnie n'encourt aucune responsabilité, sous réserve du paragraphe (2), à moins que le demandeur ne prouve que celle-ci :

- a) soit savait, lorsque le document a été publié ou que la déclaration a été faite, que le document ou la déclaration contenait la présentation inexacte des faits;
- b) soit a évité délibérément, lorsque le document a été publié ou que la déclaration a été faite ou avant ce moment, de prendre connaissance du fait que le document ou la déclaration contenait la présentation inexacte des faits;

- (c) was, through action or failure to act, guilty of gross misconduct in connection with the release of the document or the making of the public oral statement that contained the misrepresentation.

Same

(2) A plaintiff is not required to prove any of the matters set out in subsection (1) in a proceeding under section 138.3 in relation to an expert.

Failure to make timely disclosure

(3) In a proceeding under section 138.3 in relation to a failure to make timely disclosure, a person or company is not liable, subject to subsection (4), unless the plaintiff proves that the person or company,

- (a) knew, at the time that the failure to make timely disclosure first occurred, of the change and that the change was a material change;
- (b) at the time or before the failure to make timely disclosure first occurred, deliberately avoided acquiring knowledge of the change or that the change was a material change; or
- (c) was, through action or failure to act, guilty of gross misconduct in connection with the failure to make timely disclosure.

Same

(4) A plaintiff is not required to prove any of the matters set out in subsection (3) in a proceeding under section 138.3 in relation to,

- (a) a responsible issuer;
- (b) an officer of a responsible issuer;
- (c) an investment fund manager; or
- (d) an officer of an investment fund manager.

Knowledge of the misrepresentation or material change

(5) A person or company is not liable in a proceeding under section 138.3 in relation to a misrepresentation or a failure to make timely disclosure if that person or company proves that the plaintiff acquired or disposed of the issuer's security,

- (a) with knowledge that the document or public oral statement contained a misrepresentation; or
- (b) with knowledge of the material change.

Reasonable investigation

(6) A person or company is not liable in a proceeding under section 138.3 in relation to,

- c) soit était coupable, par acte ou omission, d'inconduite grave relativement à la publication du document ou à la déclaration qui contenait la présentation inexacte des faits.

Idem

(2) Aucun demandeur n'est tenu de prouver une question énoncée au paragraphe (1) dans une instance introduite en vertu de l'article 138.3 à l'égard d'un expert.

Non-respect des obligations d'information occasionnelle

(3) Dans une instance introduite en vertu de l'article 138.3 à l'égard du non-respect d'obligations d'information occasionnelle, une personne ou une compagnie n'encourt aucune responsabilité, sous réserve du paragraphe (4), à moins que le demandeur ne prouve que celle-ci :

- a) soit savait, lorsque le non-respect s'est produit pour la première fois, qu'il y avait eu un changement et qu'il s'agissait d'un changement important;
- b) soit a évité délibérément, lorsque le non-respect s'est produit pour la première fois ou avant ce moment, de prendre connaissance du changement ou du fait qu'il s'agissait d'un changement important;
- c) soit était coupable, par acte ou omission, d'inconduite grave relativement au non-respect.

Idem

(4) Aucun demandeur n'est tenu de prouver une question énoncée au paragraphe (3) dans une instance introduite en vertu de l'article 138.3 à l'égard, selon le cas :

- a) d'un émetteur responsable;
- b) d'un dirigeant d'un émetteur responsable;
- c) d'un gestionnaire de fonds d'investissement;
- d) d'un dirigeant d'un gestionnaire de fonds d'investissement.

Connaissance de la présentation inexacte des faits ou du changement important

(5) Une personne ou une compagnie n'encourt aucune responsabilité dans une instance introduite en vertu de l'article 138.3 à l'égard de la présentation inexacte de faits ou du non-respect d'obligations d'information occasionnelle, si elle prouve que le demandeur a acquis ou aliéné la valeur mobilière de l'émetteur :

- a) soit en sachant que le document ou la déclaration orale publique contenait une présentation inexacte des faits;
- b) soit en sachant qu'il existait un changement important.

Enquête raisonnable

(6) Une personne ou une compagnie n'encourt aucune responsabilité dans une instance introduite en vertu de l'article 138.3 à l'égard, selon le cas :

- (a) a misrepresentation if that person or company proves that,
 - (i) before the release of the document or the making of the public oral statement containing the misrepresentation, the person or company conducted or caused to be conducted a reasonable investigation, and
 - (ii) at the time of the release of the document or the making of the public oral statement, the person or company had no reasonable grounds to believe that the document or public oral statement contained the misrepresentation; or
- (b) a failure to make timely disclosure if that person or company proves that,
 - (i) before the failure to make timely disclosure first occurred, the person or company conducted or caused to be conducted a reasonable investigation, and
 - (ii) the person or company had no reasonable grounds to believe that the failure to make timely disclosure would occur.

Factors to be considered by court

(7) In determining whether an investigation was reasonable under subsection (6), or whether any person or company is guilty of gross misconduct under subsection (1) or (3), the courts shall consider all relevant circumstances, including,

- (a) the nature of the responsible issuer;
- (b) the knowledge, experience and function of the person or company;
- (c) the office held, if the person was an officer;
- (d) the presence or absence of another relationship with the responsible issuer, if the person was a director;
- (e) the existence, if any, and the nature of any system to ensure that the responsible issuer meets its continuous disclosure obligations;
- (f) the reasonableness of reliance by the person or company on the responsible issuer's disclosure compliance system and on the responsible issuer's officers, employees and others whose duties would in the ordinary course have given them knowledge of the relevant facts;
- (g) the period within which disclosure was required to be made under the applicable law;
- (h) in respect of a report, statement or opinion of an expert, any professional standards applicable to the expert;
- (i) the extent to which the person or company knew, or should reasonably have known, the content and

- a) de la présentation inexacte de faits, si elle prouve que :
 - (i) d'une part, préalablement à la publication du document ou à la déclaration orale publique contenant la présentation inexacte des faits, elle a procédé ou fait procéder à une enquête raisonnable,
 - (ii) d'autre part, lorsque le document a été publié ou que la déclaration orale publique a été faite, elle n'avait aucun motif raisonnable de croire que le document ou la déclaration contenait la présentation inexacte des faits;
- b) du non-respect d'obligations d'information occasionnelle, si elle prouve que :
 - (i) d'une part, avant que le non-respect ne se produise pour la première fois, elle a procédé ou fait procéder à une enquête raisonnable,
 - (ii) d'autre part, elle n'avait aucun motif raisonnable de croire que le non-respect se produirait.

Facteurs que le tribunal doit prendre en considération

(7) Lorsqu'ils décident si une enquête était raisonnable pour l'application du paragraphe (6) ou si une personne ou une compagnie est coupable d'inconduite grave pour l'application du paragraphe (1) ou (3), les tribunaux prennent en considération toutes les circonstances pertinentes, y compris les éléments suivants :

- a) la nature de l'émetteur responsable;
- b) les connaissances, l'expérience et le rôle de la personne ou de la compagnie;
- c) le poste occupé, dans le cas d'un dirigeant;
- d) la présence ou l'absence d'un autre lien avec l'émetteur responsable, dans le cas d'un administrateur;
- e) l'existence éventuelle et la nature de tout système visant à faire en sorte que l'émetteur responsable s'acquitte de ses obligations d'information continue;
- f) la question de savoir s'il était raisonnable pour la personne ou la compagnie de se fier aux mécanismes de respect des obligations d'information de l'émetteur responsable et aux dirigeants et employés de celui-ci ainsi qu'aux autres personnes dont les fonctions lui auraient normalement permis de prendre connaissance des faits pertinents;
- g) le délai imparti pour faire une divulgation requise en application du droit applicable;
- h) à l'égard d'un rapport, d'une déclaration ou d'une opinion d'un expert, les normes professionnelles applicables à celui-ci;
- i) la mesure dans laquelle la personne ou la compagnie connaissait ou aurait raisonnablement dû

medium of dissemination of the document or public oral statement;

- (j) in the case of a misrepresentation, the role and responsibility of the person or company in the preparation and release of the document or the making of the public oral statement containing the misrepresentation or the ascertaining of the facts contained in that document or public oral statement; and
- (k) in the case of a failure to make timely disclosure, the role and responsibility of the person or company involved in a decision not to disclose the material change.

Confidential disclosure

(8) A person or company is not liable in a proceeding under section 138.3 in respect of a failure to make timely disclosure if,

- (a) the person or company proves that the material change was disclosed by the responsible issuer in a report filed on a confidential basis with the Commission under subsection 75 (3);
- (b) the responsible issuer had a reasonable basis for making the disclosure on a confidential basis;
- (c) where the information contained in the report filed on a confidential basis remains material, disclosure of the material change was made public promptly when the basis for confidentiality ceased to exist;
- (d) the person or company or responsible issuer did not release a document or make a public oral statement that, due to the undisclosed material change, contained a misrepresentation; and
- (e) where the material change became publicly known in a manner other than the manner required under this Act, the responsible issuer promptly disclosed the material change in the manner required under this Act.

Forward-looking information

(9) A person or company is not liable in a proceeding under section 138.3 for a misrepresentation in forward-looking information if the person or company proves that,

- (a) the document or public oral statement containing the forward-looking information contained, proximate to the forward-looking information,
 - (i) reasonable cautionary language identifying the forward-looking information as such and identifying material factors that could cause actual results to differ materially from a forecast or projection in the forward-looking information, and

connaître le contenu et le mode de diffusion du document ou de la déclaration orale publique;

- j) dans le cas de la présentation inexacte de faits, le rôle et la responsabilité de la personne ou de la compagnie dans la préparation et la publication du document qui la contient, dans la déclaration orale publique qui la contient, ou encore dans la vérification des faits qui figurent dans le document ou la déclaration;
- k) dans le cas du non-respect d'obligations d'information occasionnelle, le rôle et la responsabilité de la personne ou de la compagnie qui a participé à la décision de ne pas divulguer le changement important.

Divulgence confidentielle

(8) Une personne ou une compagnie n'encourt aucune responsabilité dans une instance introduite en vertu de l'article 138.3 à l'égard du non-respect d'obligations d'information occasionnelle si les conditions suivantes sont réunies :

- a) elle prouve que l'émetteur responsable a divulgué le changement important dans un rapport déposé sous le couvert de la confidentialité auprès de la Commission en application du paragraphe 75 (3);
- b) l'émetteur responsable avait un motif raisonnable de faire la divulgation sous le couvert de la confidentialité;
- c) si les renseignements figurant dans le rapport déposés sous le couvert de la confidentialité demeurent importants, le changement important a été rendu public promptement dès que le besoin de confidentialité a cessé d'exister;
- d) ni elle ni l'émetteur responsable n'a publié un document ou fait une déclaration orale publique qui contenait une présentation inexacte des faits du fait de la non-divulgence du changement important;
- e) l'émetteur responsable a divulgué promptement le changement important de la manière exigée en application de la présente loi s'il a été porté à la connaissance du public d'une autre manière.

Information prospective

(9) Une personne ou une compagnie n'encourt aucune responsabilité dans une instance introduite en vertu de l'article 138.3 à l'égard de la présentation inexacte de faits dans une information prospective si elle prouve ce qui suit :

- a) le document ou la déclaration orale publique contenant l'information prospective comportait, à proximité de celle-ci :
 - (i) d'une part, une mise en garde raisonnable qualifiant l'information prospective de telle sorte ainsi que les facteurs importants susceptibles d'entraîner un écart important entre les résultats réels et une prévision ou une projection qui y figure,

(ii) a statement of the material factors or assumptions that were applied in making a forecast or projection in the forward-looking information; and

(b) the person or company had a reasonable basis for making the forecasts or projections in the forward-looking information.

Same

(10) Subsection (9) does not apply to a person or company in respect of forward-looking information contained in the prospectus of the responsible issuer filed in connection with the initial public distribution of securities of the responsible issuer or contained in financial statements prepared by the responsible issuer.

Expert report, statement or opinion

(11) A person or company, other than an expert, is not liable in a proceeding under section 138.3 with respect to any part of a document or public oral statement that includes, summarizes or quotes from a report, statement or opinion made by the expert in respect of which the responsible issuer obtained the written consent of the expert to the use of the report, statement or opinion, if the consent had not been withdrawn in writing before the document was released or the public oral statement was made, if the person or company proves that,

(a) the person or company did not know and had no reasonable grounds to believe that there had been a misrepresentation in the part of the document or public oral statement made on the authority of the expert; and

(b) the part of the document or oral public statement fairly represented the report, statement or opinion made by the expert.

Same

(12) An expert is not liable in a proceeding under section 138.3 with respect to any part of a document or public oral statement that includes, summarizes or quotes from a report, statement or opinion made by the expert, if the expert proves that the written consent previously provided was withdrawn in writing before the document was released or the public oral statement was made.

Release of documents

(13) A person or company is not liable in a proceeding under section 138.3 in respect of a misrepresentation in a document, other than a document required to be filed with the Commission, if the person or company proves that, at the time of release of the document, the person or company did not know and had no reasonable grounds to believe that the document would be released.

Derivative information

(14) A person or company is not liable in a proceeding under section 138.3 for a misrepresentation in a document or a public oral statement, if the person or company proves that,

(ii) d'autre part, un énoncé des facteurs ou des hypothèses importants qui ont servi à faire une prévision ou une projection qui figure dans l'information prospective;

b) la personne ou la compagnie avait un motif raisonnable de faire les prévisions ou les projections figurant dans l'information prospective.

Idem

(10) Le paragraphe (9) ne s'applique pas à une personne ou à une compagnie à l'égard de l'information prospective figurant dans le prospectus que l'émetteur responsable a déposé relativement au placement initial dans le public de ses valeurs mobilières ou dans les états financiers qu'il a préparés.

Rapport, déclaration ou opinion de l'expert

(11) Une personne ou une compagnie, sauf un expert, n'encourt aucune responsabilité dans une instance introduite en vertu de l'article 138.3 à l'égard de toute partie d'un document ou d'une déclaration orale publique qui reproduit, résume ou cite des passages d'un rapport, d'une déclaration ou d'une opinion de l'expert à l'égard de l'utilisation desquels l'émetteur responsable a obtenu le consentement écrit de ce dernier, lequel consentement n'a pas été retiré par écrit préalablement à la publication du document ou à la déclaration, si elle prouve ce qui suit :

a) elle ne savait pas et n'avait aucun motif raisonnable de croire que la partie du document ou de la déclaration qui s'appuie sur l'autorité de l'expert contenait une présentation inexacte des faits;

b) la partie du document ou de la déclaration reflétait fidèlement le rapport, la déclaration ou l'opinion de l'expert.

Idem

(12) Un expert n'encourt aucune responsabilité dans une instance introduite en vertu de l'article 138.3 à l'égard de toute partie d'un document ou d'une déclaration orale publique qui reproduit, résume ou cite des passages d'un de ses rapports ou d'une de ses déclarations ou opinions, s'il prouve qu'il a retiré par écrit, préalablement à la publication du document ou à la déclaration, le consentement écrit qu'il avait accordé antérieurement.

Publication de documents

(13) Une personne ou une compagnie n'encourt aucune responsabilité dans une instance introduite en vertu de l'article 138.3 à l'égard de la présentation inexacte de faits dans un document, sauf un document qui doit être déposé auprès de la Commission, si elle prouve qu'au moment de la publication du document, elle ne savait pas et n'avait aucun motif raisonnable de croire qu'il serait publié.

Renseignements dérivés

(14) Une personne ou une compagnie n'encourt aucune responsabilité dans une instance introduite en vertu de l'article 138.3 à l'égard de la présentation inexacte de faits dans un document ou dans une déclaration orale publique, si elle prouve ce qui suit :

- (a) the misrepresentation was also contained in a document filed by or on behalf of another person or company, other than the responsible issuer, with the Commission or any other securities regulatory authority in Canada or a stock exchange and was not corrected in another document filed by or on behalf of that other person or company with the Commission or that other securities regulatory authority in Canada or stock exchange before the release of the document or the public oral statement made by or on behalf of the responsible issuer;
- (b) the document or public oral statement contained a reference identifying the document that was the source of the misrepresentation; and
- (c) when the document was released or the public oral statement was made, the person or company did not know and had no reasonable grounds to believe that the document or public oral statement contained a misrepresentation.

Where corrective action taken

(15) A person or company, other than the responsible issuer, is not liable in a proceeding under section 138.3 if the misrepresentation or failure to make timely disclosure was made without the knowledge or consent of the person or company and, if, after the person or company became aware of the misrepresentation before it was corrected, or the failure to make timely disclosure before it was disclosed in the manner required under this Act,

- (a) the person or company promptly notified the board of directors of the responsible issuer or other persons acting in a similar capacity of the misrepresentation or the failure to make timely disclosure; and
- (b) if no correction of the misrepresentation or no subsequent disclosure of the material change in the manner required under this Act was made by the responsible issuer within two business days after the notification under clause (a), the person or company, unless prohibited by law or by professional confidentiality rules, promptly and in writing notified the Commission of the misrepresentation or failure to make timely disclosure.

DAMAGES

Assessment of damages

138.5 (1) Damages shall be assessed in favour of a person or company that acquired an issuer's securities after the release of a document or the making of a public oral statement containing a misrepresentation or after a failure to make timely disclosure as follows:

1. In respect of any of the securities of the responsible issuer that the person or company subsequently disposed of on or before the 10th trading day after the public correction of the misrepresentation or

- a) la présentation inexacte des faits figurait également dans un document déposé par une autre personne ou compagnie ou en son nom, sauf l'émetteur responsable, auprès de la Commission, d'un autre organisme de réglementation des valeurs mobilières au Canada ou d'une Bourse et n'a pas été rectifiée dans un autre document déposé par cette autre personne ou compagnie ou en son nom auprès de la Commission, de cet organisme ou de cette Bourse avant que ne soit publié le document ou que ne soit faite la déclaration par l'émetteur responsable ou en son nom;
- b) le document ou la déclaration contenait un renvoi au document à l'origine de la présentation inexacte des faits;
- c) lorsque le document a été publié ou que la déclaration a été faite, elle ne savait pas et n'avait aucun motif raisonnable de croire que le document ou la déclaration contenait une présentation inexacte des faits.

Prise de mesures de rectification

(15) Une personne ou une compagnie, sauf l'émetteur responsable, n'encourt aucune responsabilité dans une instance introduite en vertu de l'article 138.3 si la présentation inexacte des faits ou le non-respect des obligations d'information occasionnelle s'est produit à son insu ou sans son consentement et que, après avoir pris connaissance de la présentation inexacte des faits, mais avant qu'elle ne soit rectifiée, ou après avoir pris connaissance du non-respect, mais avant que la divulgation ne soit faite de la manière exigée en application de la présente loi :

- a) d'une part, elle a promptement avisé le conseil d'administration de l'émetteur responsable ou les autres personnes agissant à titre semblable de la présentation inexacte ou du non-respect;
- b) d'autre part, si l'émetteur responsable n'a pas rectifié la présentation inexacte des faits ou divulgué subséquemment le changement important de la manière exigée en application de la présente loi dans les deux jours ouvrables qui suivent la remise de l'avis prévu à l'alinéa a), elle a avisé promptement la Commission, par écrit, de la présentation inexacte ou du non-respect, à moins que le droit ou les règles du secret professionnel ne l'interdisent.

DOMMAGES-INTÉRÊTS

Évaluation des dommages-intérêts

138.5 (1) Des dommages-intérêts sont évalués de la manière suivante en faveur de la personne ou de la compagnie qui a acquis des valeurs mobilières d'un émetteur après qu'est publié un document ou qu'est faite une déclaration orale publique contenant une présentation inexacte des faits ou après le non-respect d'obligations d'information occasionnelle :

1. Dans le cas de valeurs mobilières de l'émetteur responsable que la personne ou la compagnie a aliénées subséquemment au plus tard le 10^e jour de Bourse qui suit la rectification publique de la pré-

the disclosure of the material change in the manner required under this Act, assessed damages shall equal the difference between the average price paid for those securities (including any commissions paid in respect thereof) and the price received upon the disposition of those securities (without deducting any commissions paid in respect of the disposition), calculated taking into account the result of hedging or other risk limitation transactions.

2. In respect of any of the securities of the responsible issuer that the person or company subsequently disposed of after the 10th trading day after the public correction of the misrepresentation or the disclosure of the material change in the manner required under this Act, assessed damages shall equal the lesser of,

i. an amount equal to the difference between the average price paid for those securities (including any commissions paid in respect thereof) and the price received upon the disposition of those securities (without deducting any commissions paid in respect of the disposition), calculated taking into account the result of hedging or other risk limitation transactions, and

ii. an amount equal to the number of securities that the person disposed of, multiplied by the difference between the average price per security paid for those securities (including any commissions paid in respect thereof determined on a per security basis) and,

A. if the issuer's securities trade on a published market, the trading price of the issuer's securities on the principal market (as those terms are defined in the regulations) for the 10 trading days following the public correction of the misrepresentation or the disclosure of the material change in the manner required under this Act, or

B. if there is no published market, the amount that the court considers just.

3. In respect of any of the securities of the responsible issuer that the person or company has not disposed of, assessed damages shall equal the number of securities acquired, multiplied by the difference between the average price per security paid for those securities (including any commissions paid in respect thereof determined on a per security basis) and,

i. if the issuer's securities trade on a published market, the trading price of the issuer's securities on the principal market (as those terms are defined in the regulations) for the 10 trading days following the public correction of the misrepresentation or the disclosure of the material change in the manner required under this Act, or

sentation inexacte ou la divulgation du changement important de la manière exigée en application de la présente loi, les dommages-intérêts évalués correspondent à la différence existant entre leur prix d'acquisition moyen, y compris les commissions versées à leur égard, et leur prix d'aliénation, sans toutefois déduire les commissions versées à l'égard de l'aliénation, calculée en tenant compte du résultat des transactions d'arbitrage en couverture ou autres transactions visant à réduire les risques.

2. Dans le cas de valeurs mobilières de l'émetteur responsable que la personne ou la compagnie a aliénées subséquemment après le 10^e jour de Bourse qui suit la rectification publique de la présentation inexacte ou la divulgation du changement important de la manière exigée en application de la présente loi, les dommages-intérêts évalués correspondent au moins élevé des montants suivants :

i. un montant correspondant à la différence existant entre leur prix d'acquisition moyen, y compris les commissions versées à leur égard, et leur prix d'aliénation, sans toutefois déduire les commissions versées à l'égard de l'aliénation, calculée en tenant compte du résultat des transactions d'arbitrage en couverture ou autres transactions visant à réduire les risques,

ii. un montant correspondant au nombre de valeurs mobilières que la personne a aliénées, multiplié par la différence existant entre leur prix d'acquisition unitaire moyen, y compris les commissions versées à leur égard, calculées sur une base unitaire, et :

A. si les valeurs mobilières de l'émetteur font l'objet d'opérations sur le marché officiel, leur cours sur le marché principal, au sens des règlements, pendant les 10 jours de Bourse qui suivent la rectification publique de la présentation inexacte ou la divulgation du changement important de la manière exigée en application de la présente loi,

B. s'il n'existe aucun marché officiel, le montant que le tribunal estime juste.

3. Dans le cas de valeurs mobilières de l'émetteur responsable que la personne ou la compagnie n'a pas aliénées, les dommages-intérêts évalués correspondent au nombre de valeurs mobilières acquises, multiplié par la différence existant entre leur prix d'acquisition unitaire moyen, y compris les commissions versées à leur égard, calculées sur une base unitaire, et :

i. si les valeurs mobilières de l'émetteur font l'objet d'opérations sur le marché officiel, leur cours sur le marché principal, au sens des règlements, pendant les 10 jours de Bourse qui suivent la rectification publique de la présentation inexacte ou la divulgation du changement important de la manière exigée en application de la présente loi,

- ii. if there is no published market, the amount that the court considers just.

Same

(2) Damages shall be assessed in favour of a person or company that disposed of securities after a document was released or a public oral statement made containing a misrepresentation or after a failure to make timely disclosure as follows:

1. In respect of any of the securities of the responsible issuer that the person or company subsequently acquired on or before the 10th trading day after the public correction of the misrepresentation or the disclosure of the material change in the manner required under this Act, assessed damages shall equal the difference between the average price received upon the disposition of those securities (deducting any commissions paid in respect of the disposition) and the price paid for those securities (without including any commissions paid in respect thereof), calculated taking into account the result of hedging or other risk limitation transactions.
2. In respect of any of the securities of the responsible issuer that the person or company subsequently acquired after the 10th trading day after the public correction of the misrepresentation or the disclosure of the material change in the manner required under this Act, assessed damages shall equal the lesser of,
 - i. an amount equal to the difference between the average price received upon the disposition of those securities (deducting any commissions paid in respect of the disposition) and the price paid for those securities (without including any commissions paid in respect thereof), calculated taking into account the result of hedging or other risk limitation transactions, and
 - ii. an amount equal to the number of securities that the person disposed of, multiplied by the difference between the average price per security received upon the disposition of those securities (deducting any commissions paid in respect of the disposition determined on a per security basis) and,
 - A. if the issuer's securities trade on a published market, the trading price of the issuer's securities on the principal market (as those terms are defined in the regulations) for the 10 trading days following the public correction of the misrepresentation or the disclosure of the material change in the manner required under this Act, or
 - B. if there is no published market, the amount that the court considers just.

- ii. s'il n'existe aucun marché officiel, le montant que le tribunal estime juste.

Idem

(2) Des dommages-intérêts sont évalués de la manière suivante en faveur de la personne ou de la compagnie qui a aliéné des valeurs mobilières après qu'est publié un document ou qu'est faite une déclaration orale publique contenant une présentation inexacte des faits ou après le non-respect d'obligations d'information occasionnelle :

1. Dans le cas de valeurs mobilières de l'émetteur responsable que la personne ou la compagnie acquiert subséquemment au plus tard le 10^e jour de Bourse qui suit la rectification publique de la présentation inexacte ou la divulgation du changement important de la manière exigée en application de la présente loi, les dommages-intérêts évalués correspondent à la différence existant entre leur prix d'acquisition moyen, déduction faite des commissions versées à l'égard de l'aliénation, et leur prix d'acquisition, sans toutefois inclure les commissions versées à leur égard, calculée en tenant compte du résultat des transactions d'arbitrage en couverture ou autres transactions visant à réduire les risques.
2. Dans le cas de valeurs mobilières de l'émetteur responsable que la personne ou la compagnie a subséquemment acquises après le 10^e jour de Bourse qui suit la rectification publique de la présentation inexacte ou la divulgation du changement important de la manière exigée en application de la présente loi, les dommages-intérêts évalués correspondent au moins élevé des montants suivants :
 - i. un montant correspondant à la différence existant entre leur prix d'aliénation moyen, déduction faite des commissions versées à l'égard de l'aliénation, et leur prix d'acquisition, sans toutefois inclure les commissions versées à leur égard, calculée en tenant compte du résultat des transactions d'arbitrage en couverture ou autres transactions visant à réduire les risques,
 - ii. un montant correspondant au nombre de valeurs mobilières que la personne a aliénées, multiplié par la différence existant entre leur prix d'aliénation unitaire moyen, déduction faite des commissions versées à l'égard de l'aliénation, calculées sur une base unitaire, et :
 - A. si les valeurs mobilières de l'émetteur font l'objet d'opérations sur le marché officiel, leur cours sur le marché principal, au sens des règlements, pendant les 10 jours de Bourse qui suivent la rectification publique de la présentation inexacte ou la divulgation du changement important de la manière exigée en application de la présente loi,
 - B. s'il n'existe aucun marché officiel, le montant que le tribunal estime juste.

3. In respect of any of the securities of the responsible issuer that the person or company has not acquired, assessed damages shall equal the number of securities that the person or company disposed of, multiplied by the difference between the average price per security received upon the disposition of those securities (deducting any commissions paid in respect of the disposition determined on a per security basis) and,

- i. if the issuer's securities trade on a published market, the trading price of the issuer's securities on the principal market (as such terms are defined in the regulations) for the 10 trading days following the disclosure of the material change in the manner required under this Act, or
- ii. if there is no published market, then the amount that the court considers just.

Same

(3) Despite subsections (1) and (2), assessed damages shall not include any amount that the defendant proves is attributable to a change in the market price of securities that is unrelated to the misrepresentation or the failure to make timely disclosure.

Proportionate liability

138.6 (1) In a proceeding under section 138.3, the court shall determine, in respect of each defendant found liable in the action, the defendant's responsibility for the damages assessed in favour of all plaintiffs in the action, and each such defendant shall be liable, subject to the limits set out in subsection 138.7 (1), to the plaintiffs for only that portion of the aggregate amount of damages assessed in favour of the plaintiffs that corresponds to that defendant's responsibility for the damages.

Same

(2) Despite subsection (1), where, in a proceeding under section 138.3 in respect of a misrepresentation or a failure to make timely disclosure, a court determines that a particular defendant, other than the responsible issuer, authorized, permitted or acquiesced in the making of the misrepresentation or the failure to make timely disclosure while knowing it to be a misrepresentation or a failure to make timely disclosure, the whole amount of the damages assessed in the action may be recovered from that defendant.

Same

(3) Each defendant in respect of whom the court has made a determination under subsection (2) is jointly and severally liable with each other defendant in respect of whom the court has made a determination under subsection (2).

Same

(4) Any defendant against whom recovery is obtained under subsection (2) is entitled to claim contribution from

3. Dans le cas de valeurs mobilières de l'émetteur responsable que la personne ou la compagnie n'a pas acquises, les dommages-intérêts évalués correspondent au nombre de valeurs mobilières qu'elle a aliénées, multiplié par la différence existant entre leur prix d'aliénation unitaire moyen, déduction faite des commissions versées à l'égard de l'aliénation, calculées sur une base unitaire, et :

- i. si les valeurs mobilières de l'émetteur font l'objet d'opérations sur le marché officiel, leur cours sur le marché principal, au sens des règlements, pendant les 10 jours de Bourse qui suivent la divulgation du changement important de la manière exigée en application de la présente loi,
- ii. s'il n'existe aucun marché officiel, le montant que le tribunal estime juste.

Idem

(3) Malgré les paragraphes (1) et (2), les dommages-intérêts évalués ne doivent comprendre aucun montant dont le défendeur prouve qu'il est attribuable à une fluctuation du cours des valeurs mobilières qui ne découle pas de la présentation inexacte des faits ni du non-respect des obligations d'information occasionnelle.

Responsabilité proportionnelle

138.6 (1) Dans une instance introduite en vertu de l'article 138.3, le tribunal détermine la responsabilité qui incombe à chaque défendeur qui est tenu responsable dans l'action relativement aux dommages-intérêts évalués en faveur de tous les demandeurs qui y sont parties, sous réserve des restrictions énoncées au paragraphe 138.7 (1), chacun de ces défendeurs n'étant alors tenu responsable à l'égard des demandeurs que de la fraction du montant total des dommages-intérêts évalués en leur faveur qui correspond à sa part de responsabilité relativement à ceux-ci.

Idem

(2) Malgré le paragraphe (1), si, dans une instance introduite en vertu de l'article 138.3 à l'égard de la présentation inexacte de faits ou du non-respect d'obligations d'information occasionnelle, le tribunal décide qu'un défendeur donné, sauf l'émetteur responsable, a autorisé ou permis la présentation inexacte ou le non-respect ou qu'il y a acquiescé en toute connaissance de cause, le montant total des dommages-intérêts évalués dans l'action peut être recouvré auprès de ce défendeur.

Idem

(3) La responsabilité des défendeurs à l'égard desquels le tribunal a pris la décision prévue au paragraphe (2) est conjointe et individuelle.

Idem

(4) Tout défendeur duquel un montant est recouvré en application du paragraphe (2) a le droit de demander un

any other defendant who is found liable in the action.

Limits on damages

138.7 (1) Despite section 138.5, the damages payable by a person or company in a proceeding under section 138.3 is the lesser of,

- (a) the aggregate damages assessed against the person or company in the action; and
- (b) the liability limit for the person or company less the aggregate of all damages assessed after appeals, if any, against the person or company in all other actions brought under section 138.3, and under comparable legislation in other provinces or territories in Canada in respect of that misrepresentation or failure to make timely disclosure, and less any amount paid in settlement of any such actions.

Same

(2) Subsection (1) does not apply to a person or company, other than the responsible issuer, if the plaintiff proves that the person or company authorized, permitted or acquiesced in the making of the misrepresentation or the failure to make timely disclosure while knowing that it was a misrepresentation or a failure to make timely disclosure, or influenced the making of the misrepresentation or the failure to make timely disclosure while knowing that it was a misrepresentation or a failure to make timely disclosure.

PROCEDURAL MATTERS

Leave to proceed

138.8 (1) No proceeding may be commenced under section 138.3 without leave of the court granted upon motion with notice to each defendant. The court shall grant leave only where it is satisfied that,

- (a) the action is being brought in good faith; and
- (b) there is a reasonable possibility that the action will be resolved at trial in favour of the plaintiff.

Same

(2) Upon an application under this section, the plaintiff and each defendant shall serve and file one or more affidavits setting forth the material facts upon which each intends to rely.

Same

(3) The maker of such an affidavit may be examined on it in accordance with the rules of court.

Same

(4) A copy of the application for leave to proceed and any affidavits filed with the court shall be sent to the Commission when filed.

Notice

138.9 A person or company that has been granted

redressement à tout autre défendeur qui est tenu responsable dans l'action.

Plafond des dommages-intérêts

138.7 (1) Malgré l'article 138.5, les dommages-intérêts auxquels une personne ou une compagnie est tenue dans une instance introduite en vertu de l'article 138.3 correspondent au moins élevé des montants suivants :

- a) le total des dommages-intérêts évalués contre elle dans l'action;
- b) sa limite de responsabilité, déduction faite du total des dommages-intérêts évalués, après les appels éventuels, contre elle dans toutes les autres actions intentées en vertu de l'article 138.3 et de dispositions législatives comparables des autres provinces ou territoires du Canada à l'égard de cette présentation inexacte des faits ou de ce non-respect des obligations d'information occasionnelle, et déduction faite de tout montant versé en règlement de telles actions.

Idem

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à une personne ou une compagnie, sauf l'émetteur responsable, si le demandeur prouve qu'elle a autorisé ou permis la présentation inexacte des faits ou le non-respect des obligations d'information occasionnelle ou qu'elle y a acquiescé en toute connaissance de cause.

QUESTIONS DE PROCÉDURE

Autorisation de poursuivre

138.8 (1) Une instance ne peut être introduite en vertu de l'article 138.3 qu'avec l'autorisation du tribunal, accordée sur motion avec préavis à chaque défendeur, et que si le tribunal est convaincu de ce qui suit :

- a) l'action est intentée de bonne foi;
- b) il est raisonnablement possible que l'action soit réglée au moment du procès en faveur du demandeur.

Idem

(2) Sur requête présentée en vertu du présent article, le demandeur et chaque défendeur signifient et déposent un ou plusieurs affidavits énonçant les faits importants sur lesquels ils ont chacun l'intention de se fonder.

Idem

(3) L'auteur d'un tel affidavit peut être interrogé au sujet de celui-ci conformément aux règles de pratique.

Idem

(4) Une copie de la requête en autorisation de poursuivre et des affidavits déposés auprès du tribunal est envoyée à la Commission au moment du dépôt.

Preavis

138.9 La personne ou la compagnie à laquelle est ac-

leave to commence a proceeding under section 138.3 shall,

- (a) promptly issue a news release disclosing that leave has been granted to commence a proceeding under section 138.3;
- (b) send a written notice to the Commission within seven days, together with a copy of the news release; and
- (c) send a copy of the statement of claim or other originating document to the Commission when filed.

Restriction on discontinuation, etc., of proceeding

138.10 A proceeding under section 138.3 shall not be stayed, discontinued, settled or dismissed for delay without the approval of the court given on such terms as the court thinks fit including, without limitation, terms as to costs, and in determining whether to approve the settlement of the proceeding, the court shall consider, among other things, whether there are any other proceedings outstanding under section 138.3 or under comparable legislation in the other provinces or territories in Canada in respect of the same misrepresentation or failure to make timely disclosure.

Costs

138.11 Despite the *Courts of Justice Act* and the *Class Proceedings Act, 1992*, the prevailing party in a proceeding under section 138.3 is entitled to costs determined by a court in accordance with applicable rules of civil procedure.

Power of the Commission

138.12 The Commission may intervene in a proceeding under section 138.3 and in an application for leave under section 138.8.

No derogation from other rights

138.13 The right of action for damages and the defences to a proceeding under section 138.3 are in addition to and without derogation from any other rights or defences the plaintiff or defendant may have in a proceeding brought otherwise than under this Part.

Limitation period

138.14 No proceeding shall be commenced under section 138.3,

- (a) in the case of misrepresentation in a document, later than the earlier of,
 - (i) three years after the date on which the document containing the misrepresentation was first released, and
 - (ii) six months after the issuance of a news release disclosing that leave has been granted to commence a proceeding under section 138.3 or under comparable legislation in the other

cordée l'autorisation d'introduire une instance en vertu de l'article 138.3 fait ce qui suit :

- a) elle délivre promptement un communiqué portant que lui a été accordée l'autorisation d'introduire une instance en vertu de l'article 138.3;
- b) elle envoie à la Commission dans les sept jours qui suivent un préavis écrit et une copie du communiqué;
- c) elle envoie à la Commission, au moment du dépôt, une copie de la déclaration ou de l'acte introductif d'instance.

Restriction relative à l'abandon d'une instance

138.10 La suspension, l'abandon, le règlement ou le rejet, pour cause de retard, d'une instance introduite en vertu de l'article 138.3 est subordonné à l'approbation du tribunal selon les conditions qu'il estime opportunes, notamment en ce qui a trait aux dépens. Lorsqu'il décide s'il doit ou non approuver le règlement de l'instance, le tribunal tient compte notamment des autres instances en cours, le cas échéant, qui ont été introduites en vertu du même article ou de dispositions législatives comparables d'autres provinces ou territoires du Canada à l'égard de la même présentation inexacte des faits ou du même non-respect des obligations d'information occasionnelle.

Dépens

138.11 Malgré la *Loi sur les tribunaux judiciaires* et la *Loi de 1992 sur les recours collectifs*, la partie qui a gain de cause dans une instance introduite en vertu de l'article 138.3 a droit aux dépens que fixe le tribunal conformément aux règles de procédure civile applicables.

Pouvoir de la Commission

138.12 La Commission peut intervenir dans une instance introduite en vertu de l'article 138.3 et dans une requête en autorisation visée à l'article 138.8.

Maintien des autres droits

138.13 Le droit d'intenter une action en dommages-intérêts en vertu de l'article 138.3 et les moyens de défense présentés dans une instance introduite en vertu du même article ne portent pas atteinte aux autres droits ou moyens de défense du demandeur ou du défendeur dans une instance introduite en vertu d'autres dispositions que celles de la présente partie, mais s'y ajoutent.

Prescription

138.14 Aucune instance ne doit être introduite en vertu de l'article 138.3 :

- a) dans le cas de la présentation inexacte de faits dans un document, après le premier en date des jours suivants :
 - (i) trois ans après la date à laquelle le document contenant la présentation inexacte des faits a été publié pour la première fois,
 - (ii) six mois après la délivrance d'un communiqué portant qu'a été accordée une autorisation d'introduire une instance en vertu de l'article 138.3 ou de dispositions législatives compa-

provinces or territories in Canada in respect of the same misrepresentation;

- (b) in the case of a misrepresentation in a public oral statement, later than the earlier of,
 - (i) three years after the date on which the public oral statement containing the misrepresentation was made, and
 - (ii) six months after the issuance of a news release disclosing that leave has been granted to commence a proceeding under section 138.3 or under comparable legislation in another province or territory of Canada in respect of the same misrepresentation; and
- (c) in the case of a failure to make timely disclosure, later than the earlier of,
 - (i) three years after the date on which the requisite disclosure was required to be made, and
 - (ii) six months after the issuance of a news release disclosing that leave has been granted to commence a proceeding under section 138.3 or under comparable legislation in another province or territory of Canada in respect of the same failure to make timely disclosure.

186. Subsection 142 (2) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 11, section 378, is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

Exceptions

(2) Subsections 13 (1), (3) and (4), sections 60, 122, 126, 129, 130, 131, 134 and 135, Part XXIII.1 and section 139 do not apply to,

187. (1) Paragraph 25 of subsection 143 (1) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 33, section 8, is amended by striking out "and" at the end of subparagraph iv, by adding "and" at the end of subparagraph v and by adding the following subparagraph:

- vi. defining auditing standards for attesting to and reporting on a reporting issuer's internal controls.

(2) Subsection 143 (1) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 33, section 8 and amended by 1997, chapter 19, section 23, 1997, chapter 43, Schedule F, section 13, 1999, chapter 9, section 220 and 2001, chapter 23, section 217, is amended by adding the following paragraphs:

rables d'autres provinces ou territoires du Canada à l'égard de la même présentation inexacte des faits;

- b) dans le cas de la présentation inexacte de faits dans une déclaration orale publique, après le premier en date des jours suivants :
 - (i) trois ans après la date à laquelle la déclaration contenant la présentation inexacte des faits a été faite,
 - (ii) six mois après la délivrance d'un communiqué portant qu'a été accordée une autorisation d'introduire une instance en vertu de l'article 138.3 ou de dispositions législatives comparables d'autres provinces ou territoires du Canada à l'égard de la même présentation inexacte des faits;
- c) dans le cas du non-respect des obligations d'information occasionnelle, après le premier en date des jours suivants :
 - (i) trois ans après la date à laquelle la divulgation obligatoire devait être faite,
 - (ii) six mois après la délivrance d'un communiqué portant qu'a été accordée une autorisation d'introduire une instance en vertu de l'article 138.3 ou de dispositions législatives comparables d'autres provinces ou territoires du Canada à l'égard du même non-respect des obligations d'information occasionnelle.

186. Le paragraphe 142 (2) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 378 du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié par substitution de ce qui suit au passage qui précède l'alinéa a) :

Exceptions

(2) Les paragraphes 13 (1), (3) et (4), les articles 60, 122, 126, 129, 130, 131, 134 et 135, la partie XXIII.1 et l'article 139 ne s'appliquent pas à :

187. (1) La disposition 25 du paragraphe 143 (1) de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 8 du chapitre 33 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifiée par adjonction de la sous-disposition suivante :

- vi. définir les normes de vérification régissant l'attestation des contrôles internes d'un émetteur assujéti et la présentation des rapports sur ceux-ci.

(2) Le paragraphe 143 (1) de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 8 du chapitre 33 des Lois de l'Ontario de 1994 et tel qu'il est modifié par l'article 23 du chapitre 19 et l'article 13 de l'annexe F du chapitre 43 des Lois de l'Ontario de 1997, par l'article 220 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1999 et par l'article 217 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 2001, est modifié par adjonction des dispositions suivantes :

55.1 Prescribing documents for the purposes of the definition of "core document" in subsection 138.1 (1).

55.2 Prescribing exemptions from the prospectus requirement under this Act for the purposes of clause 138.2 (b), take-over bids and issuer bids for the purposes of clause 138.2 (c) and transactions or classes of transactions for the purposes of clause 138.2 (d).

55.3 Prescribing the meaning of "market capitalization", "trading price" and "principal market" and such other terms as are used in Part XXIII.1 and are not otherwise defined in this Act.

(3) Subsection 143 (1) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 33, section 8 and amended by 1997, chapter 19, section 23, 1997, chapter 43, Schedule F, section 13, 1999, chapter 9, section 220 and 2001, chapter 23, section 217, is amended by adding the following paragraphs:

57. Requiring reporting issuers to appoint audit committees and prescribing requirements relating to the functioning and responsibilities of audit committees, including requirements in respect of,

- i. the standard of review to be applied by audit committees in their review of documents filed under Ontario securities law,
- ii. the certification or other evidence of review by audit committees,
- iii. the scope and content of an audit committee's review, and
- iv. the composition of audit committees and the qualifications of audit committee members, including independence requirements.

58. Requiring reporting issuers to devise and maintain a system of internal controls related to the effectiveness and efficiency of their operations, including financial reporting and asset control, sufficient to provide reasonable assurances that,

- i. transactions are executed in accordance with management's general or specific authorization,
- ii. transactions are recorded as necessary to permit preparation of financial statements in accordance with generally accepted accounting principles or any other criteria applicable to those statements,
- iii. transactions are recorded as necessary to maintain accountability for assets,

55.1 Prescrire des documents pour l'application de la définition de «document essentiel» au paragraphe 138.1 (1).

55.2 Prescrire des exemptions aux exigences que prévoit la présente loi à l'égard des prospectus pour l'application de l'alinéa 138.2 b), des offres d'achat visant à la mainmise et des offres de l'émetteur pour l'application de l'alinéa 138.2 c) et des transactions ou des catégories de transactions pour l'application de l'alinéa 138.2 d).

55.3 Prescrire le sens de «capitalisation boursière», de «cours», de «marché principal» et d'autres termes utilisés à la partie XXIII.1 mais non définis par ailleurs dans la présente loi.

(3) Le paragraphe 143 (1) de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 8 du chapitre 33 des Lois de l'Ontario de 1994 et tel qu'il est modifié par l'article 23 du chapitre 19 et l'article 13 de l'annexe F du chapitre 43 des Lois de l'Ontario de 1997, par l'article 220 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1999 et par l'article 217 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 2001, est modifié par adjonction des dispositions suivantes :

57. Obliger les émetteurs assujettis à constituer un comité de vérification et prescrire les exigences relatives à son fonctionnement et à ses responsabilités, y compris des exigences à l'égard de ce qui suit :

- i. la norme que le comité doit appliquer dans son examen des documents déposés en application du droit ontarien des valeurs mobilières,
- ii. l'attestation ou une autre preuve des examens effectués par le comité,
- iii. l'étendue et le contenu des examens qu'effectue le comité,
- iv. la composition du comité et les qualités requises de ses membres, y compris les exigences en matière d'indépendance.

58. Obliger les émetteurs assujettis à concevoir et à maintenir un système de contrôles internes visant l'efficacité et l'efficience de leur exploitation, y compris l'information financière et le contrôle des éléments d'actif, qui suffit pour fournir une garantie raisonnable que :

- i. les transactions sont effectuées conformément à une autorisation générale ou particulière de la direction,
- ii. les transactions sont consignées de façon à permettre la préparation des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus ou aux autres critères applicables à ces états,
- iii. les transactions sont consignées de façon à maintenir la responsabilité à l'égard des éléments d'actif,

- iv. access to assets is permitted only in accordance with management's general or specific authorization, and
 - v. the recorded accountability for assets is compared with the existing assets at reasonable intervals and appropriate action is taken with respect to any differences.
59. Requiring reporting issuers to devise and maintain disclosure controls and procedures sufficient to provide reasonable assurances that,
- i. information required to be disclosed under Ontario securities law is recorded, processed, summarized and reported, within the time periods specified under Ontario securities law, and
 - ii. information required to be disclosed under Ontario securities law is accumulated and communicated to the reporting issuer's management, including its chief executive and financial officers, as appropriate, to allow timely decisions regarding required disclosure.
60. Requiring chief executive officers and chief financial officers of reporting issuers, or persons performing similar functions, to provide a certification that addresses the reporting issuer's internal controls, including a certification that addresses,
- i. the establishment and maintenance of the internal controls,
 - ii. the design of the internal controls, and
 - iii. the evaluation of the effectiveness of the internal controls.
61. Requiring chief executive officers and chief financial officers of reporting issuers, or persons performing similar functions, to provide a certification that addresses the reporting issuer's disclosure controls and procedures, including a certification that addresses,
- i. the establishment and maintenance of the disclosure controls and procedures,
 - ii. the design of the disclosure controls and procedures, and
 - iii. the evaluation of the effectiveness of the disclosure controls and procedures.
- (4) Subsection 143 (2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 33, section 8, is amended by striking out "and" at the end of clause (a) and by adding the following clause:
- (a.1) the administration and distribution of amounts disgorged under paragraph 10 of subsection 127 (1);
- iv. l'accès aux éléments d'actif n'est permis que conformément à une autorisation générale ou particulière de la direction,
 - v. la responsabilité à l'égard des éléments d'actif, telle qu'elle est consignée, est rapprochée des éléments d'actif existants à intervalles raisonnables et des mesures appropriées sont prises en cas de divergence.
59. Obliger les émetteurs assujettis à concevoir et à maintenir des contrôles et des mécanismes d'information qui suffisent pour fournir une garantie raisonnable que :
- i. les renseignements qui doivent être divulgués en application du droit ontarien des valeurs mobilières sont consignés, traités, résumés et fournis, dans les délais précisés par ce droit,
 - ii. les renseignements qui doivent être divulgués en application du droit ontarien des valeurs mobilières sont compilés et communiqués à la direction de l'émetteur assujetti, y compris son directeur général et le directeur de ses services financiers, selon ce qui est approprié, pour permettre la prise de décisions opportunes en ce qui concerne les obligations en matière d'information.
60. Obliger les directeurs généraux et les directeurs des services financiers des émetteurs assujettis, ou les personnes qui exercent des fonctions semblables, à fournir une attestation visant les contrôles internes des émetteurs, notamment :
- i. leur établissement et leur maintien,
 - ii. leur conception,
 - iii. l'évaluation de leur efficacité.
61. Obliger les directeurs généraux et les directeurs des services financiers des émetteurs assujettis, ou les personnes qui exercent des fonctions semblables, à fournir une attestation visant les contrôles et mécanismes d'information des émetteurs, notamment :
- i. leur établissement et leur maintien,
 - ii. leur conception,
 - iii. l'évaluation de leur efficacité.
- (4) Le paragraphe 143 (2) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 8 du chapitre 33 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :
- a.1) traiter de la gestion et de la distribution des montants remis en application de la disposition 10 du paragraphe 127 (1);

Bill 179 — *Government Efficiency Act, 2002*

188. (1) This section applies only if Bill 179 (*Government Efficiency Act, 2002*, introduced on September 25, 2002) receives Royal Assent.

(2) References in this section to provisions of Bill 179 are references to those provisions as they were numbered in the first reading version of the Bill.

(3) On the later of the day subsection 181 (3) of this Act comes into force and the day section 11 of Schedule H to Bill 179 comes into force, clause 122 (4) (a) of the *Securities Act* is repealed and the following substituted:

(a) \$5 million; and

Commencement

189. (1) Subject to subsection (2), this Part comes into force on the day this Act receives Royal Assent.

Same

(2) Sections 177 to 188 come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

PART XXVII
TAX INCENTIVE ZONES ACT
(PILOT PROJECTS), 2002

Schedule B

190. The *Tax Incentive Zones Act (Pilot Projects), 2002*, as set out in Schedule B to this Act, is hereby enacted.

Commencement

191. This Part comes into force on the day this Act receives Royal Assent.

PART XXVIII
TOBACCO TAX ACT
AND RELATED AMENDMENTS

192. Section 6 of the *Tobacco Tax Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 48, section 3, 1994, chapter 18, section 8 and 2001, chapter 23, section 221, is amended by adding the following subsections:

Offence, failure to register

(2.1) Every interjurisdictional transporter transporting tobacco in bulk into or out of Ontario who is not registered as an interjurisdictional transporter under this Act is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$1,000 and not more than \$10,000.

Projet de loi 179 — *Loi de 2002 sur l'efficience du gouvernement*

188. (1) Le présent article ne s'applique que si le projet de loi 179 (*Loi de 2002 sur l'efficience du gouvernement*), déposé le 25 septembre 2002, reçoit la sanction royale.

(2) Les mentions dans le présent article de dispositions du projet de loi 179 valent mention de ces dispositions telles qu'elles sont numérotées dans la version de première lecture du projet de loi.

(3) Le dernier en date du jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 181 (3) de la présente loi et du jour de l'entrée en vigueur de l'article 11 de l'annexe H du projet de loi 179, l'alinéa 122 (4) a) de la *Loi sur les valeurs mobilières* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) 5 millions de dollars;

Entrée en vigueur

189. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente partie entre en vigueur le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Idem

(2) Les articles 177 à 188 entrent en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

PARTIE XXVII
LOI DE 2002 SUR LES ZONES D'ALLÈGEMENT
FISCAL (PROJETS PILOTES)

Annexe B

190. Est édictée la *Loi de 2002 sur les zones d'allégement fiscal (projets pilotes)*, telle qu'elle figure à l'annexe B de la présente loi.

Entrée en vigueur

191. La présente partie entre en vigueur le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

PARTIE XXVIII
LOI DE LA TAXE SUR LE TABAC
ET MODIFICATIONS CONNEXES

192. L'article 6 de la *Loi de la taxe sur le tabac*, tel qu'il est modifié par l'article 3 du chapitre 48 des Lois de l'Ontario de 1991, par l'article 8 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994 et par l'article 221 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 2001, est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Infraction : défaut d'inscription

(2.1) Le transporteur interterritorial qui introduit du tabac en vrac en Ontario ou qui l'en sort et qui n'est pas inscrit comme transporteur interterritorial en application de la présente loi est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au moins 1 000 \$ et d'au plus 10 000 \$.

Penalty, failure to register

(2.2) Every interjurisdictional transporter transporting tobacco in bulk into or out of Ontario who does not hold a registration certificate under this Act shall pay to the Minister a penalty, when assessed therefor, equal to the sum of \$500 and 5 per cent of the tax that would be payable under this Act on all such tobacco transported by the transporter into or out of Ontario during the period that the transporter did not hold a registration certificate, calculated as if that tobacco had been purchased by a consumer.

193. Section 7 of the Act is amended by adding the following subsection:

Penalty, failure to register

(5) Every person who operates as a manufacturer in Ontario without holding a registration certificate required by this section shall pay to the Minister a penalty, when assessed therefor, in an amount equal to the tax that would be payable under this Act on the volume of tobacco that the person manufactured during the period that the person did not hold a registration certificate, calculated as if that tobacco had been purchased by a consumer.

194. (1) Subsection 17 (3) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 18, section 8, is repealed and the following substituted:

Offence, failure to deliver a return

(3) Every person who fails to deliver a return as required by subsection (1) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$200 and not more than \$5,000.

(2) Section 17 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 18, section 8, is amended by adding the following subsection:

Same, holder of a permit to manufacture tear tape

(3.1) Despite subsection (3), every holder of a permit to manufacture tear tape who fails to deliver a return as required by subsection (1) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$500 and not more than \$10,000.

(3) Subsection 17 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

Penalty, failure to deliver a return

(4) Every person who is a collector, importer, exporter, wholesaler, manufacturer, holder of a permit to mark or stamp cigarettes or to purchase and sell unmarked cigarettes or holder of a transit permit who fails to deliver a return as required by subsection (1) shall pay to the Minister, when assessed therefor, a penalty equal to 10 per cent of the tax collectable or 5 per cent of the tax payable, as the case may be, by the person for the period covered by the return.

Pénalité : défaut d'inscription

(2.2) Le transporteur interterritorial qui introduit du tabac en vrac en Ontario ou qui l'en sort et qui n'est pas titulaire d'un certificat d'inscription délivré en application de la présente loi paie au ministre une pénalité, quand une cotisation est établie à son égard, égale à la somme de 500 \$ et de 5 pour cent de la taxe qui serait payable en application de la présente loi sur la totalité du tabac que le transporteur a ainsi introduit ou sorti pendant la période durant laquelle il n'était pas titulaire d'un certificat d'inscription, calculée comme si ce tabac avait été acheté par un consommateur.

193. L'article 7 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Pénalité : défaut d'inscription

(5) Quiconque exerce des activités de fabricant en Ontario sans être titulaire du certificat d'inscription exigé par le présent article paie au ministre, quand une cotisation est établie à son égard, une pénalité égale à la taxe qui serait payable en application de la présente loi sur le volume de tabac qu'il a fabriqué pendant la période durant laquelle il n'était pas titulaire d'un certificat d'inscription, calculée comme si ce tabac avait été acheté par un consommateur.

194. (1) Le paragraphe 17 (3) de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 8 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Infraction : défaut de produire une déclaration

(3) Quiconque ne produit pas la déclaration exigée par le paragraphe (1) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au moins 200 \$ et d'au plus 5 000 \$.

(2) L'article 17 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 8 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem : titulaire d'un permis de fabrication de languettes

(3.1) Malgré le paragraphe (3), le titulaire d'un permis de fabrication de languettes qui ne produit pas la déclaration exigée par le paragraphe (1) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au moins 500 \$ et d'au plus 10 000 \$.

(3) Le paragraphe 17 (4) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Pénalité : défaut de produire une déclaration

(4) Tout perceuteur, importateur, exportateur, grossiste, fabricant, titulaire d'un permis de marquage ou d'estampillage de cigarettes ou d'un permis d'achat et de vente de cigarettes non marquées ou titulaire d'un passavant qui ne produit pas la déclaration exigée par le paragraphe (1) paie au ministre, quand une cotisation est établie à son égard, une pénalité égale à 10 pour cent de la taxe qu'il était tenu de percevoir ou à 5 pour cent de la taxe qu'il était tenu de payer, selon le cas, pour la période visée par la déclaration.

Same, interjurisdictional transporter

(4.1) Every person who is an interjurisdictional transporter who fails to deliver a return as required by subsection (1) shall pay to the Minister, when assessed therefor, a penalty of \$1,000 for the return that the transporter has failed to deliver.

(4) Section 17 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 18, section 8, is amended by adding the following subsection:

Same, holder of a permit to manufacture tear tape

(4.2) Every holder of a permit to manufacture tear tape who fails to deliver a return as required by subsection (1) shall pay to the Minister, when assessed therefor, a penalty of \$1,000 for the return that the holder has failed to deliver.

(5) Section 17 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 18, section 8, is amended by adding the following subsection:

Penalty, failure to remit taxes with return

(4.3) Every person who fails to remit with the return required by subsection (1) the tax collectable or the tax payable by the person shall pay to the Minister, when assessed therefor, a penalty equal to 10 per cent of the tax collectable or 5 per cent of the tax payable, as the case may be, by the person for the period covered by the return.

Repeals

195. Subsections 228 (2), (3), (4) and (5) of the *Responsible Choices for Growth and Fiscal Responsibility Act (Budget Measures)*, 2001 are repealed.

Commencement

196. (1) Subject to subsections (2) and (3), this Part comes into force on the day this Act receives Royal Assent.

Same

(2) Sections 192 and 193 and subsections 194 (1), (3) and (5) come into force on July 1, 2003.

Same

(3) Subsections 194 (2) and (4) come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

PART XXIX COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

Commencement

197. (1) Subject to subsections (2), (3) and (4), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Idem : transporteur interterritorial

(4.1) Tout transporteur interterritorial qui ne produit pas la déclaration exigée par le paragraphe (1) paie au ministre, quand une cotisation est établie à son égard, une pénalité de 1 000 \$ pour chaque déclaration non produite.

(4) L'article 17 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 8 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem : titulaire d'un permis de fabrication de languettes

(4.2) Le titulaire d'un permis de fabrication de languettes qui ne produit pas la déclaration exigée par le paragraphe (1) paie au ministre, quand une cotisation est établie à son égard, une pénalité de 1 000 \$ pour chaque déclaration non produite.

(5) L'article 17 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 8 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Pénalité : défaut de joindre la taxe à la déclaration

(4.3) Quiconque ne joint pas à la déclaration exigée par le paragraphe (1) la taxe qu'il était tenu de percevoir ou de payer paie au ministre, quand une cotisation est établie à son égard, une pénalité égale à 10 pour cent de la taxe qu'il était tenu de percevoir ou à 5 pour cent de la taxe qu'il était tenu de payer, selon le cas, pour la période visée par la déclaration.

Abrogations

195. Les paragraphes 228 (2), (3), (4) et (5) de la *Loi de 2001 sur des choix réfléchis favorisant la croissance et la responsabilité financière (mesures budgétaires)* sont abrogés.

Entrée en vigueur

196. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la présente partie entre en vigueur le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Idem

(2) Les articles 192 et 193 ainsi que les paragraphes 194 (1), (3) et (5) entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2003.

Idem

(3) Les paragraphes 194 (2) et (4) entrent en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

PARTIE XXIX ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

Entrée en vigueur

197. (1) Sous réserve des paragraphes (2), (3) et (4), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Same

(2) Each Part of this Act comes into force as provided in the commencement section at the end of the Part.

Same

(3) The Act set out in each Schedule to this Act comes into force as provided in the commencement section near the end of the Schedule.

Same

(4) If a Part or Schedule provides that any provisions are to come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor, a proclamation may apply to one or more of those provisions, and proclamations may be issued at different times with respect to any of those provisions.

Short title

198. The short title of this Act is the *Keeping the Promise for a Strong Economy Act (Budget Measures), 2002*.

Idem

(2) Les parties de la présente loi entrent en vigueur comme le prévoit l'article sur leur entrée en vigueur figurant à la fin de chacune d'elles.

Idem

(3) Les lois figurant aux annexes de la présente loi entrent en vigueur comme le prévoit l'article sur leur entrée en vigueur figurant vers la fin de chacune d'elles.

Idem

(4) Si une partie ou une annexe prévoit que l'une ou l'autre de ses dispositions entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation, la proclamation peut s'appliquer à une ou à plusieurs d'entre elles. En outre, des proclamations peuvent être prises à des dates différentes en ce qui concerne n'importe lesquelles de ces dispositions.

Titre abrégé

198. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2002 sur le respect de l'engagement d'assurer une économie saine (mesures budgétaires)*.

**SCHEDULE A
ONTARIO MUNICIPAL ECONOMIC
INFRASTRUCTURE FINANCING
AUTHORITY ACT, 2002**

CONTENTS

INTERPRETATION

1. Definitions

CORPORATE MATTERS

2. Authority continued
3. Objects of the Authority
4. Powers of the Authority
5. Status as Crown agent
6. Board of directors
7. Powers and duties of the board
8. Policies and directives of the Minister
9. Chief executive officer
10. Employees
11. Annual report
12. Other reports

FINANCIAL MATTERS

13. By-laws authorizing borrowing
14. Status and use of revenues
15. Audits
16. Financial authority of the Crown
17. Payment of judgments against the Authority, etc.
18. Agreement re appropriated funds

GENERAL

19. Investments authorized for trusts
20. Application of certain statutes
21. Waiver of sovereign immunity
22. Immunity of employees and others
23. Evidence of authority for transactions
24. Regulations

COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

25. Commencement
26. Short title

INTERPRETATION

Definitions

1. In this Act,

“Minister” means the Minister of Finance or such other member of the Executive Council as may be assigned the administration of this Act under the *Executive Council Act*; (“ministre”)

“municipality” has the same meaning as in subsection 1 (1) of the *Municipal Act, 2001*; (“municipalité”)

“related entity” means, in relation to the Authority, a subsidiary, trust, partnership or other entity established or acquired by the Authority that is a Crown agent; (“entité liée”)

“subsidiary” means a subsidiary of the Authority. (“filiale”)

**ANNEXE A
LOI DE 2002 SUR L'OFFICE ONTARIEN DE
FINANCEMENT DE L'INFRASTRUCTURE
ÉCONOMIQUE DES MUNICIPALITÉS**

SOMMAIRE

DÉFINITIONS

1. Définitions

L'OFFICE

2. Prorogation de l'Office
3. Objets de l'Office
4. Pouvoirs de l'Office
5. Statut de mandataire de la Couronne
6. Conseil d'administration
7. Pouvoirs et fonctions du conseil
8. Politiques et directives du ministre
9. Chef de la direction
10. Employés
11. Rapport annuel
12. Autres rapports

QUESTIONS FINANCIÈRES

13. Règlements administratifs d'emprunt
14. Statut et affectation des produits
15. Vérifications
16. Pouvoirs financiers de la Couronne
17. Jugements contre l'Office ou une entité liée
18. Accords de paiement sur les affectations

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

19. Placements autorisés pour les fiducies
20. Application de certaines lois
21. Renonciation à l'immunité absolue
22. Immunité des employés et d'autres personnes
23. Preuve d'autorité à l'égard des opérations
24. Règlements

ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

25. Entrée en vigueur
26. Titre abrégé

DÉFINITIONS

Définitions

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«entité liée» Relativement à l'Office, une filiale, une fiducie, une société de personnes ou une autre entité qui est créée ou acquise par l'Office et qui est un mandataire de la Couronne. («related entity»)

«filiale» Filiale de l'Office. («subsidiary»)

«ministre» Le ministre des Finances ou l'autre membre du Conseil exécutif qui est chargé de l'application de la présente loi en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*. («Minister»)

«municipalité» S'entend au sens du paragraphe 1 (1) de la *Loi de 2001 sur les municipalités*. («municipality»)

CORPORATE MATTERS

Authority continued

2. (1) Ontario Municipal Economic Infrastructure Financing Authority incorporated on August 19, 2002 under the *Corporations Act* is hereby continued as a corporation without share capital under the name Ontario Municipal Economic Infrastructure Financing Authority in English and Office ontarien de financement de l'infrastructure économique des municipalités in French.

Composition

(2) The Authority is composed of the members of its board of directors.

Authority to change name

(3) The Minister may, by regulation, change the name of the Authority.

Objects of the Authority

3. The following are the objects of the Authority:

1. To provide financing for municipalities and for such other public bodies as may be specified by regulation for such purposes as may be specified by regulation.
2. To obtain funding to finance its activities.
3. To exercise powers under the *Corporations Tax Act* and the *Income Tax Act* regarding any bond, debenture or other security.
4. To engage in such other activities as the Lieutenant Governor in Council may specify.

Powers of the Authority

4. (1) The Authority has the capacity, rights, powers and privileges of a natural person, except as limited by this Act.

Funding

(2) Without limiting the generality of subsection (1), the Authority may obtain funding by borrowing money, by issuing bonds, debentures and other securities, by establishing trusts, corporations, partnerships and other entities and by other means.

Restriction on borrowing, etc.

(3) The Authority or a subsidiary that is a related entity shall not borrow, invest or manage financial risks unless the activity is authorized by a by-law and the Minister has consented to the by-law.

Same, certain related entities

(4) A related entity that is not a subsidiary shall not borrow, invest or manage financial risks without the consent of the Minister.

Restriction re subsidiaries, etc.

(5) The Authority shall not establish or acquire a sub-

L'OFFICE

Prorogation de l'Office

2. (1) L'office appelé Ontario Municipal Economic Infrastructure Financing Authority constitué en personne morale le 19 août 2002 sous le régime de la *Loi sur les personnes morales* est prorogé à titre de personne morale sans capital-actions sous le nom d'Office ontarien de financement de l'infrastructure économique des municipalités en français et d'Ontario Municipal Economic Infrastructure Financing Authority en anglais.

Composition

(2) L'Office se compose des membres de son conseil d'administration.

Changement de nom

(3) Le ministre peut, par règlement, changer le nom de l'Office.

Objets de l'Office

3. Les objets de l'Office sont les suivants :

1. Fournir un financement aux municipalités ainsi qu'aux autres organismes publics que précisent les règlements aux fins que précisent les règlements.
2. Obtenir des fonds pour financer ses activités.
3. Exercer les pouvoirs prévus par la *Loi sur l'imposition des corporations* et la *Loi de l'impôt sur le revenu* en ce qui concerne les obligations, les débentures et les autres valeurs mobilières.
4. Se livrer aux autres activités que précise le lieutenant-gouverneur en conseil.

Pouvoirs de l'Office

4. (1) L'Office a la capacité ainsi que les droits, les pouvoirs et les privilèges d'une personne physique, sous réserve des restrictions imposées par la présente loi.

Financement

(2) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1), l'Office peut obtenir des fonds par le biais d'emprunts, de l'émission d'obligations, de débentures et d'autres valeurs mobilières, de la création de fiducies, de personnes morales, de sociétés de personnes et d'autres entités et par d'autres moyens.

Restriction : emprunts

(3) L'Office ou une filiale qui est une entité liée ne peut contracter des emprunts, effectuer des placements ou gérer des risques financiers que si l'activité est autorisée par un règlement administratif et si le ministre a consenti à celui-ci.

Idem : certaines entités liées

(4) Une entité liée qui n'est pas une filiale ne peut contracter des emprunts, effectuer des placements ou gérer des risques financiers sans le consentement du ministre.

Restriction : filiales

(5) L'Office ne peut créer ou acquérir des filiales, des

sidiary, trust, partnership or other entity unless it has the consent of the Minister.

Consent of the Minister

(6) The consent of the Minister referred to in subsection (4) or (5) may be general or particular and may include such terms as the Minister considers advisable.

Status as Crown agent

5. (1) Subject to subsections (2) and (3), the Authority is a Crown agent for all purposes.

Exception

(2) The Authority or a related entity may declare in writing in a contract, security or instrument that it is not acting as a Crown agent for the purposes of the contract, security or instrument.

Effect of declaration

(3) If the Authority or a related entity makes a declaration in accordance with subsection (2), the Authority or related entity shall be deemed not to be a Crown agent for the purposes of the contract, security or instrument and the Crown is not liable for any liability or obligation of the Authority or related entity under the contract, security or instrument.

Board of directors

6. (1) The board of directors of the Authority is composed of at least three and not more than 16 members who are appointed by the Lieutenant Governor in Council.

Term of office

(2) The term of office of a director is determined by the Lieutenant Governor in Council and may not exceed three years.

Reappointment

(3) A director is eligible to be reappointed.

Chair and vice-chairs

(4) The Lieutenant Governor in Council shall designate a director as the chair and may designate one or more directors as vice-chairs.

Transition

(5) The persons who are directors immediately before this section comes into force cease to hold office when this section comes into force.

Powers and duties of the board

7. (1) The board of directors shall manage or supervise the management of the business and affairs of the Authority.

By-laws

(2) The board may pass by-laws and resolutions regulating its proceedings and generally for the conduct and management of the affairs of the Authority.

Delegation

(3) Subject to its by-laws, the board may delegate any of its powers or duties to a committee of the board or to

fiducies, des sociétés de personnes ou d'autres entités qu'avec le consentement du ministre.

Consentement du ministre

(6) Le consentement du ministre visé au paragraphe (4) ou (5) peut avoir une portée générale ou particulière et peut être assorti des conditions que le ministre estime souhaitables.

Statut de mandataire de la Couronne

5. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), l'Office est un mandataire de la Couronne à toutes fins.

Exception

(2) L'Office ou une entité liée peut déclarer par écrit dans un contrat, une valeur mobilière ou un instrument qu'il n'agit pas en tant que mandataire de la Couronne aux fins de celui-ci.

Effet de la déclaration

(3) S'il fait une déclaration conformément au paragraphe (2), l'Office ou l'entité liée est réputé ne pas être un mandataire de la Couronne aux fins du contrat, de la valeur mobilière ou de l'instrument et la Couronne ne peut être tenue responsable des obligations de l'Office ou de l'entité liée aux termes de celui-ci.

Conseil d'administration

6. (1) Le conseil d'administration de l'Office se compose de trois à 16 membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Mandat

(2) Le mandat des administrateurs est fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil; il ne peut dépasser trois ans.

Renouvellement du mandat

(3) Le mandat des administrateurs peut être renouvelé.

Président et vice-présidents

(4) Le lieutenant-gouverneur en conseil désigne un administrateur à la présidence et peut en désigner un ou plusieurs autres à la vice-présidence.

Disposition transitoire

(5) Les personnes qui sont des administrateurs immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent article cessent d'occuper leur poste à son entrée en vigueur.

Pouvoirs et fonctions du conseil

7. (1) Le conseil d'administration gère les activités et les affaires de l'Office ou en supervise la gestion.

Règlements administratifs

(2) Le conseil peut, par règlement administratif ou résolution, régir ses travaux et, de façon générale, la conduite et la gestion des affaires de l'Office.

Délégation

(3) Sous réserve de ses règlements administratifs, le conseil peut déléguer ses pouvoirs ou fonctions à un de

one or more directors, subject to such conditions and restrictions as may be specified by the board.

Same

(4) Subject to its by-laws, the board may delegate powers to manage the business and affairs of the Authority to one or more officers of the Authority.

Restriction on delegation

(5) The board cannot delegate its power to make by-laws or to approve the financial statements or annual report of the Authority.

Policies and directives of the Minister

8. (1) The Minister may issue policies or directives in writing to the Authority or any related entity on matters relating to its operations and the exercise of its powers.

Implementation

(2) The board of directors of the Authority or of a subsidiary that is a related entity, or the governing body of any other related entity, shall ensure that the policies and directives issued to the Authority or related entity, as the case may be, are implemented promptly and efficiently.

Chief executive officer

9. The Lieutenant Governor in Council may appoint a chief executive officer for the Authority.

Employees

10. (1) The Authority may appoint employees under the *Public Service Act*.

Same

(2) Subsection (1) does not limit the power of the Authority to hire employees otherwise than under the *Public Service Act*.

Same

(3) The chief executive officer of the Authority has the powers of a deputy minister and the chair of the board of directors has the powers of a minister under the *Public Service Act* with respect to the employees of the Authority to whom that Act applies.

Agreements to provide services

(4) Any minister of the Crown or chair of a Crown agency may enter into agreements with the Authority for the provision by employees of the Crown or the Crown agency of any service required by the Authority.

Annual report

11. (1) The Authority shall, within 90 days after the end of every fiscal year, submit to the Minister an annual report on its affairs during that fiscal year, signed by the chair of its board of directors.

Financial statements

(2) The audited financial statements of the Authority must be included in the annual report.

ses comités ou à un ou plusieurs administrateurs, sous réserve des conditions et des restrictions qu'il précise.

Idem

(4) Sous réserve de ses règlements administratifs, le conseil peut déléguer les pouvoirs de gérer les activités et les affaires de l'Office à un ou plusieurs dirigeants de ce dernier.

Restriction du pouvoir de délégation

(5) Le conseil ne peut pas déléguer le pouvoir qu'il a d'adopter des règlements administratifs ou d'approuver les états financiers ou le rapport annuel de l'Office.

Politiques et directives du ministre

8. (1) Le ministre peut communiquer des politiques ou donner des directives par écrit à l'Office ou à une entité liée sur des questions se rattachant à ses activités et à l'exercice de ses pouvoirs.

Mise en application

(2) Le conseil d'administration de l'Office ou d'une filiale qui est une entité liée, ou le corps dirigeant d'une autre entité liée, veille à ce que les politiques communiquées et les directives données à l'Office ou à l'entité liée, selon le cas, soient mises en application promptement et efficacement.

Chef de la direction

9. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer le chef de la direction de l'Office.

Employés

10. (1) L'Office peut nommer des employés en vertu de la *Loi sur la fonction publique*.

Idem

(2) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet de restreindre le pouvoir qu'a l'Office d'engager des employés autrement qu'en vertu de la *Loi sur la fonction publique*.

Idem

(3) Le chef de la direction de l'Office et le président du conseil d'administration ont les pouvoirs que confère à un sous-ministre et à un ministre respectivement la *Loi sur la fonction publique* à l'égard des employés de l'Office auxquels s'applique cette loi.

Accords de prestation de services

(4) Tout ministre de la Couronne ou président d'un organisme de la Couronne peut conclure des accords avec l'Office en vue de la prestation, par des employés de la Couronne ou de l'organisme, d'un service dont l'Office a besoin.

Rapport annuel

11. (1) Dans les 90 jours qui suivent la fin de chaque exercice, l'Office présente au ministre un rapport annuel, signé par le président de son conseil d'administration, de ses activités au cours de l'exercice.

États financiers

(2) Les états financiers vérifiés de l'Office figurent dans le rapport annuel.

Tabling

(3) The Minister shall submit the annual report to the Lieutenant Governor in Council and shall then table the report in the Assembly.

Disclosure of financial statements

(4) The Authority may give its financial statements to other persons before the Minister complies with subsection (3).

Other reports

12. The Authority shall give such other reports and information to the Minister as he or she may require.

FINANCIAL MATTERS**By-laws authorizing borrowing**

13. A by-law to authorize borrowing by the Authority or by a subsidiary that is a related entity must include the following information:

1. The maximum principal amount of borrowing that may be outstanding at any time under the authority of the by-law.
2. The period, not to exceed five years, during which the borrowing authority may be exercised.
3. The date after which no funds are permitted to remain outstanding under the authority of the by-law.
4. Such other terms and conditions as the Minister may approve.

Status and use of revenues

14. Despite the *Financial Administration Act*, the revenues received by the Authority or a related entity do not form part of the Consolidated Revenue Fund.

Audits

15. The Provincial Auditor may audit the accounts and financial transactions of the Authority and its subsidiaries each year.

Financial authority of the Crown

16. (1) The Lieutenant Governor in Council may raise by way of loan in the manner provided by the *Financial Administration Act* such sums as the Lieutenant Governor in Council considers necessary for the purposes of the Authority, and the Minister shall use the sums so raised to make advances to the Authority or a subsidiary by way of loan or to purchase securities issued by the Authority or the subsidiary in such amounts, at such times and on such terms and conditions as the Minister may determine.

Same

(2) The Lieutenant Governor in Council may by order authorize the Minister to purchase securities of or make loans to the Authority or a subsidiary in such amounts, at such times and on such terms as the Minister may determine, subject to the maximum principal amount specified by the Lieutenant Governor in Council that may be purchased or advanced or that may be outstanding at any time.

Dépôt

(3) Le ministre présente le rapport annuel au lieutenant-gouverneur en conseil et le dépose ensuite devant l'Assemblée.

Communication des états financiers

(4) L'Office peut remettre ses états financiers à d'autres personnes avant que le ministre ne se conforme au paragraphe (3).

Autres rapports

12. L'Office remet au ministre les autres rapports et renseignements qu'il exige.

QUESTIONS FINANCIÈRES**Règlements administratifs d'emprunt**

13. Le règlement administratif qui autorise l'Office ou une filiale qui est une entité liée à contracter des emprunts comprend les renseignements suivants :

1. Le capital maximal qui peut être impayé en tout temps aux termes du règlement administratif.
2. La période, qui ne doit pas dépasser cinq ans, pendant laquelle peut s'exercer le pouvoir d'emprunt.
3. La date après laquelle il ne peut rester de fonds impayés aux termes du règlement administratif.
4. Les autres conditions qu'approuve le ministre.

Statut et affectation des produits

14. Malgré la *Loi sur l'administration financière*, les produits de l'Office ou d'une entité liée ne font pas partie du Trésor.

Vérifications

15. Le vérificateur provincial peut vérifier chaque année les comptes et les opérations financières de l'Office et de ses filiales.

Pouvoirs financiers de la Couronne

16. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut emprunter, de la façon prévue par la *Loi sur l'administration financière*, les sommes qu'il estime nécessaires aux fins de l'Office. Le ministre utilise les sommes ainsi empruntées pour consentir des avances à l'Office ou à une filiale sous forme de prêt ou acheter des valeurs mobilières émises par l'Office ou la filiale selon les montants ainsi qu'aux moments et aux conditions que fixe le ministre.

Idem

(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par décret, autoriser le ministre à acheter des valeurs mobilières de l'Office ou d'une filiale ou à leur consentir des prêts selon les montants ainsi qu'aux moments et aux conditions que fixe le ministre, sous réserve du capital maximal, précisé par le lieutenant-gouverneur en conseil, qui peut être acheté ou prêté ou qui peut être impayé à un moment donné.

Payment from CRI

(3) The Minister may pay out of the Consolidated Revenue Fund any amount required for the purposes of subsection (1) or (2).

Delegation

(4) In an order under subsection (1) or (2), the Lieutenant Governor in Council may delegate to an officer or employee of the Crown or an agency of the Crown or to a solicitor engaged to act for the Minister any or all of the powers of the Minister under that subsection.

Payment of judgments against the Authority, etc.

17. (1) The Minister shall pay from the Consolidated Revenue Fund the amount of any judgment against the Authority or a related entity that remains unpaid after it has made reasonable efforts, including liquidating its assets, to pay the amount of the judgment.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply to a judgment against the Authority or a related entity in respect of a contract, security or instrument in respect of which the Authority or related entity has made a declaration described in subsection 5 (2).

Agreement re appropriated funds

18. (1) As security for the payment by an entity of an amount that the entity has agreed to pay to the Authority or a related entity, as defined in subsection (3), on account of the indebtedness of the entity to the Authority or related entity, the entity may agree in writing with the Authority or related entity that the Minister is entitled to deduct from money appropriated by the Assembly for payment to the entity, or from money appropriated by the Assembly for payment to the entity in respect of specified matters, amounts not exceeding the amounts that the entity fails to pay to the Authority or related entity on account of the indebtedness.

Authority to deduct

(2) If the entity fails to pay an amount to the Authority or related entity, the Minister shall make the deduction authorized by the agreement from the money appropriated by the Assembly and shall pay the amount deducted to the Authority or related entity from the Consolidated Revenue Fund.

Definition

(3) In this section, "related entity" includes a subsidiary, trust, partnership or other entity established or acquired by the Authority that is not a Crown agent.

GENERAL**Investments authorized for trusts**

19. For the purposes of section 26 of the *Trustee Act*, securities issued by the Authority or by any subsidiary, trust, partnership or other entity established or acquired by the Authority shall be deemed to be property in which

Prélèvement sur le Trésor

(3) Le ministre peut prélever sur le Trésor les sommes nécessaires pour l'application du paragraphe (1) ou (2).

Délégation

(4) Dans le décret qu'il prend en vertu du paragraphe (1) ou (2), le lieutenant-gouverneur en conseil peut déléguer à un fonctionnaire ou à un employé de la Couronne ou d'un de ses organismes ou à un avocat engagé pour représenter le ministre tout ou partie des pouvoirs que ce paragraphe confère au ministre.

Jugements contre l'Office ou une entité liée

17. (1) Le ministre prélève sur le Trésor le montant de tout jugement rendu contre l'Office ou une entité liée qui demeure impayé une fois que l'Office ou l'entité a fait des efforts raisonnables pour l'acquitter, notamment en liquidant des éléments d'actif.

Exception

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à un jugement rendu contre l'Office ou une entité liée au sujet d'un contrat, d'une valeur mobilière ou d'un instrument à l'égard duquel l'Office ou l'entité a fait une déclaration visée au paragraphe 5 (2).

Accords de paiement sur les affectations

18. (1) Pour garantir le paiement par une entité d'une somme qu'elle a accepté de verser à l'Office ou à une entité liée, au sens du paragraphe (3), en remboursement de ce qu'elle lui doit, l'entité peut convenir par écrit avec l'Office ou l'entité liée que le ministre a le droit de déduire des sommes que l'Assemblée législative a affectées à l'entité, ou des sommes qu'elle lui a affectées à l'égard de questions précisées, une somme qui ne dépasse pas le montant non payé de la créance.

Pouvoir d'effectuer la déduction convenue

(2) Si l'entité ne verse pas une somme à l'Office ou à l'entité liée, le ministre effectue la déduction autorisée par l'accord sur les sommes que l'Assemblée législative a affectées et verse la somme déduite, par prélèvement sur le Trésor, à l'Office ou à l'entité liée.

Définition

(3) La définition qui suit s'applique au présent article. «entité liée» S'entend en outre d'une filiale, d'une fiducie, d'une société de personnes ou d'une autre entité qui est créée ou acquise par l'Office et qui n'est pas un mandataire de la Couronne.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES**Placements autorisés pour les fiducies**

19. Pour l'application de l'article 26 de la *Loi sur les fiduciaires*, les valeurs mobilières émises par l'Office ou par une filiale, une fiducie, une société de personnes ou une autre entité qui est créée ou acquise par l'Office sont

a trustee could invest immediately before the coming into force of section 16 of Schedule B to the *Red Tape Reduction Act, 1998*.

Application of certain statutes

Business Corporations Act, conflict of interest

20. (1) Subsections 132 (1) to (8) of the *Business Corporations Act* apply, with necessary modifications, to the Authority and its subsidiaries, if any, and to their officers and the members of their boards of directors.

Same

(2) For the purposes of subsection (1), the Minister may exercise the powers of the shareholders under subsection 132 (8) of the *Business Corporations Act*.

Business Corporations Act, indemnification and insurance

(3) Subsections 136 (1), (3) and (4) of the *Business Corporations Act* apply, with necessary modifications, to the Authority and its subsidiaries, if any, and to their officers and the members of their boards of directors.

Corporations Act,

Corporations Information Act

(4) The *Corporations Act* and the *Corporations Information Act* do not apply to the Authority, except as otherwise specified by regulation.

Financial Administration Act

(5) Section 28 of the *Financial Administration Act* does not apply with respect to any borrowing, investing or financial risk management activities of the Authority or a related entity.

Loan and Trust Corporations Act

(6) The *Loan and Trust Corporations Act* does not apply to the Authority, except as otherwise specified by regulation.

Waiver of sovereign immunity

21. The Authority or a related entity may waive any immunity to which it may be entitled outside Ontario as a Crown agent and may submit to the jurisdiction of a court outside Ontario.

Immunity of employees and others

22. (1) No action or other civil proceeding shall be commenced against any of the following persons for any act done in good faith in the exercise or performance or intended exercise or performance of a power or duty under this Act, the regulations or the by-laws of the Authority or a related entity or under a directive issued under subsection 8 (1) or for any neglect or default in the exercise or performance in good faith of such a power or duty:

1. A director, officer, employee or agent of the Authority.

réputées des biens dans lesquels les fiduciaires pouvaient faire des placements immédiatement avant l'entrée en vigueur de l'article 16 de l'annexe B de la *Loi de 1998 visant à réduire les formalités administratives*.

Application de certaines lois

Loi sur les sociétés par actions : conflit d'intérêts

20. (1) Les paragraphes 132 (1) à (8) de la *Loi sur les sociétés par actions* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'Office et à ses filiales éventuelles ainsi qu'à leurs dirigeants et aux membres de leurs conseils d'administration.

Idem

(2) Pour l'application du paragraphe (1), le ministre peut exercer les pouvoirs conférés aux actionnaires par le paragraphe 132 (8) de la *Loi sur les sociétés par actions*.

Loi sur les sociétés par actions : indemnisation et assurance

(3) Les paragraphes 136 (1), (3) et (4) de la *Loi sur les sociétés par actions* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'Office et à ses filiales éventuelles ainsi qu'à leurs dirigeants et aux membres de leurs conseils d'administration.

Loi sur les personnes morales et

Loi sur les renseignements exigés des personnes morales

(4) Sauf disposition contraire des règlements, la *Loi sur les personnes morales* et la *Loi sur les renseignements exigés des personnes morales* ne s'appliquent pas à l'Office.

Loi sur l'administration financière

(5) L'article 28 de la *Loi sur l'administration financière* ne s'applique pas à l'égard des activités d'emprunt, de placement et de gestion des risques financiers de l'Office ou d'une entité liée.

Loi sur les sociétés de prêt et de fiducie

(6) Sauf disposition contraire des règlements, la *Loi sur les sociétés de prêt et de fiducie* ne s'applique pas à l'Office.

Renonciation à l'immunité absolue

21. L'Office ou une entité liée peut renoncer à l'immunité à laquelle elle a droit, le cas échéant, à l'extérieur de l'Ontario, en tant que mandataire de la Couronne et s'en remettre à la compétence d'un tribunal d'une autre autorité législative.

Immunité des employés et d'autres personnes

22. (1) Sont irrecevables les actions ou autres instances civiles introduites contre l'une ou l'autre des personnes suivantes pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel d'un pouvoir ou d'une fonction que lui attribuent la présente loi, les règlements ou les règlements administratifs de l'Office ou d'une entité liée ou une directive donnée en vertu du paragraphe 8 (1) ou pour une négligence ou un manquement qu'elle a commis dans l'exercice de bonne foi d'un tel pouvoir ou d'une telle fonction :

1. Un administrateur, un dirigeant, un employé ou un mandataire de l'Office.

2. A director, officer, employee, partner, trustee or agent of the related entity.

Immunity of the Crown and Crown agencies

(2) No action or other civil proceeding shall be commenced against the Crown or a Crown agency for any act, neglect or default by a person referred to in subsection (1) or for any act, neglect or default by the Authority or a related entity.

Exception

(3) Subsections (1) and (2) do not relieve the Authority or a related entity of any liability to which it would otherwise be subject in respect of a cause of action arising from any act, neglect or default referred to in subsection (1).

Definition

(4) In this section,

«employee» includes an employee appointed under the *Public Service Act*.

Evidence of authority for transactions

23. (1) A recital or declaration in any resolution of the board of directors that a transaction is for the purpose of carrying out the objects of the Authority is conclusive evidence to that effect.

Evidence of authority

(2) A certificate of the chair, a vice-chair, the chief executive officer or any officer of the Authority designated by the board of directors for the purpose which states that the sum of the amount specified in the certificate and the sum of all other principal amounts borrowed under a specified by-law described in section 13 does not exceed the maximum principal amount that may be borrowed under that by-law is conclusive evidence of that fact.

Regulations

24. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) specifying public bodies for the purposes of paragraph 1 of section 3;
- (b) specifying, for the purposes of paragraph 1 of section 3, the purposes for which the Authority may provide financing;
- (c) prescribing the provisions of the *Corporations Act* and the *Corporations Information Act* that apply with respect to the Authority;
- (d) governing such other matters as the Minister considers necessary or advisable for the purposes of this Act.

General or particular

(2) A regulation may be general or particular in its application.

2. Un administrateur, un dirigeant, un employé, un associé, un fiduciaire ou un mandataire de l'entité liée.

Immunité de la Couronne et des organismes de la Couronne

(2) Sont irrecevables les actions ou autres instances civiles introduites contre la Couronne ou un de ses organismes pour un acte, une négligence ou un manquement commis par une personne visée au paragraphe (1) ou pour un acte, une négligence ou un manquement commis par l'Office ou par une entité liée.

Exception

(3) Les paragraphes (1) et (2) n'ont pas pour effet de dégager l'Office ou une entité liée de la responsabilité qu'ils seraient autrement tenus d'assumer à l'égard d'une cause d'action découlant d'un acte, d'une négligence ou d'un manquement visé au paragraphe (1).

Définition

(4) La définition qui suit s'applique au présent article.

«employé» S'entend notamment d'un employé qui est nommé en vertu de la *Loi sur la fonction publique*.

Preuve d'autorité à l'égard des opérations

23. (1) Si une résolution du conseil d'administration comporte un énoncé ou une déclaration selon lequel une opération vise à réaliser les objets de l'Office, cet énoncé ou cette déclaration constitue une preuve concluante à cet effet.

Preuve d'autorité

(2) L'attestation du président, d'un vice-président, du chef de la direction ou d'un dirigeant de l'Office désigné à cette fin par le conseil d'administration qui énonce que le total de la somme précisée dans l'attestation et du total de tous les autres montants de capital empruntés en vertu d'un règlement administratif déterminé visé à l'article 13 ne dépasse pas le capital maximum qui peut être emprunté en vertu de ce règlement administratif constitue une preuve concluante de ce fait.

Règlements

24. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) préciser des organismes publics pour l'application de la disposition 1 de l'article 3;
- b) préciser, pour l'application de la disposition 1 de l'article 3, les fins auxquelles l'Office peut fournir un financement;
- c) prescrire les dispositions de la *Loi sur les personnes morales* et de la *Loi sur les renseignements exigés des personnes morales* qui s'appliquent à l'égard de l'Office;
- d) régir les autres questions que le ministre estime nécessaires ou souhaitables pour l'application de la présente loi.

Portée

(2) Les règlements peuvent avoir une portée générale ou particulière.

COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

Commencement

25. The Act set out in this Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

26. The short title of the Act set out in this Schedule is the *Ontario Municipal Economic Infrastructure Financing Authority Act, 2002*.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

Entrée en vigueur

25. La loi qui figure à la présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

26. Le titre abrégé de la loi qui figure à la présente annexe est *Loi de 2002 sur l'Office ontarien de financement de l'infrastructure économique des municipalités*.

**SCHEDULE B
TAX INCENTIVE ZONES ACT
(PILOT PROJECTS), 2002**

CONTENTS

1. Definitions
2. Establishment of tax incentive zones
3. Cancellation of provincial taxes
4. Cancellation of municipal taxes
5. Cancellation of school taxes
6. Cancellation of fees and charges
7. Eligibility
8. Tax incentive agreements
9. Non-compliance with tax incentive agreement
10. Zone administrators
11. Inspections
12. Offence
13. Regulations
14. Scope of municipal by-laws
15. Conflicts
16. Commencement
17. Short title

Definitions

1. In this Act,

“designated law” means a statutory provision that is specified in a regulation made under clause 13 (1) (a); (“loi désignée”)

“Minister” means the Minister of Finance; (“ministre”)

“tax incentive agreement” means an agreement described in section 8; (“accord d’allègement fiscal”)

“tax incentive zone” means a geographic area designated as a tax incentive zone under section 2; (“zone d’allègement fiscal”)

“zone administrator” means a person designated as a zone administrator under section 10. (“administrateur de zone”)

Establishment of tax incentive zones

2. The Lieutenant Governor in Council may, by regulation, designate any geographic area in Ontario as a tax incentive zone and may limit the designation to a specified period of time.

Cancellation of provincial taxes

3. The Minister may, by regulation, cancel all or part of the taxes paid or payable to the Crown under a designated law by an eligible person in respect of an activity carried on in a tax incentive zone.

Cancellation of municipal taxes

4. (1) A local municipality may pass by-laws providing for the cancellation of all or part of the taxes paid or payable to the municipality under the *Municipal Act, 2001* by an eligible person in respect of property located in a tax incentive zone within the municipality.

**ANNEXE B
LOI DE 2002 SUR LES ZONES D'ALLÈGEMENT
FISCAL (PROJETS PILOTES)**

SOMMAIRE

1. Définitions
2. Établissement de zones d'allègement fiscal
3. Annulation des taxes ou impôts provinciaux
4. Annulation des impôts municipaux
5. Annulation des impôts scolaires
6. Annulation des droits et des redevances
7. Admissibilité
8. Accords d'allègement fiscal
9. Non-respect de l'accord d'allègement fiscal
10. Administrateur de zone
11. Inspections
12. Infraction
13. Règlements
14. Portée des règlements municipaux
15. Incompatibilité
16. Entrée en vigueur
17. Titre abrégé

Définitions

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«accord d'allègement fiscal» Accord visé à l'article 8. («tax incentive agreement»)

«administrateur de zone» Personne désignée comme tel en vertu de l'article 10. («zone administrator»)

«loi désignée» Disposition législative que précise un règlement pris en application de l'alinéa 13 (1) a). («designated law»)

«ministre» Le ministre des Finances. («Minister»)

«zone d'allègement fiscal» Zone géographique désignée comme telle en vertu de l'article 2. («tax incentive zone»)

Établissement de zones d'allègement fiscal

2. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, désigner une zone géographique de l'Ontario comme zone d'allègement fiscal et peut limiter la désignation à une période déterminée.

Annulation des taxes ou impôts provinciaux

3. Le ministre peut, par règlement, annuler la totalité ou une partie des taxes ou des impôts qu'une personne admissible a payés ou doit payer à la Couronne en application d'une loi désignée à l'égard d'une activité exercée dans une zone d'allègement fiscal.

Annulation des impôts municipaux

4. (1) Une municipalité locale peut adopter des règlements municipaux prévoyant l'annulation de la totalité ou d'une partie des impôts qu'une personne admissible a payés ou doit payer à la municipalité en application de la *Loi de 2001 sur les municipalités* à l'égard d'un bien qui

Same, upper-tier municipalities

(2) An upper-tier municipality may pass by-laws providing for the cancellation of all or part of the taxes paid or payable to the municipality under the *Municipal Act, 2001* by an eligible person in respect of property located in a tax incentive zone within the municipality.

Restriction

(3) A municipality is not authorized to pass a by-law under subsection (1) or (2) unless the municipality has obtained the written approval of the Minister of Municipal Affairs and Housing for the proposed by-law.

Cancellation of school taxes

5. The Minister may, by regulation, cancel all or part of the taxes paid or payable to a school board under the *Education Act* by an eligible person in respect of property located in a tax incentive zone within the jurisdiction of the school board.

Cancellation of fees and charges

6. (1) The Minister may, by regulation, cancel all or part of a fee or charge paid or payable to the Crown or to a school board under a designated law by an eligible person in respect of property that is located or an activity that is carried on in a tax incentive zone.

Same, local municipalities

(2) A local municipality may pass by-laws providing for the cancellation of all or part of a fee or charge paid or payable to the municipality under a designated law by an eligible person in respect of property that is located or an activity that is carried on in a tax incentive zone within the municipality.

Same, upper-tier municipalities

(3) An upper-tier municipality may pass by-laws providing for the cancellation of all or part of a fee or charge paid or payable to the municipality under a designated law by an eligible person in respect of property that is located or an activity that is carried on in a tax incentive zone within the municipality.

Restriction

(4) A municipality is not authorized to pass a by-law under subsection (2) or (3) unless the municipality has obtained the written approval of the Minister of Municipal Affairs and Housing for the proposed by-law.

Eligibility**Cancellation of provincial taxes, fees, charges**

7. (1) A person who satisfies the prescribed criteria is an eligible person for the purposes of a regulation made under section 3 or subsection 6 (1) for a particular tax

se trouve dans une zone d'allégement fiscal située dans la municipalité.

Idem : municipalités de palier supérieur

(2) Une municipalité de palier supérieur peut adopter des règlements municipaux prévoyant l'annulation de la totalité ou d'une partie des impôts qu'une personne admissible a payés ou doit payer à la municipalité en application de la *Loi de 2001 sur les municipalités* à l'égard d'un bien qui se trouve dans une zone d'allégement fiscal située dans la municipalité.

Restriction

(3) Une municipalité n'est pas autorisée à adopter un règlement municipal visé au paragraphe (1) ou (2) à moins d'avoir obtenu l'approbation préalable écrite du ministre des Affaires municipales et du Logement.

Annulation des impôts scolaires

5. Le ministre peut, par règlement, annuler la totalité ou une partie des impôts qu'une personne admissible a payés ou doit payer à un conseil scolaire en application de la *Loi sur l'éducation* à l'égard d'un bien qui se trouve dans une zone d'allégement fiscal située dans le territoire de compétence du conseil.

Annulation des droits et des redevances

6. (1) Le ministre peut, par règlement, annuler la totalité ou une partie des droits ou des redevances qu'une personne admissible a payés ou doit payer à la Couronne ou à un conseil scolaire en application d'une loi désignée à l'égard d'un bien qui se trouve ou d'une activité qui est exercée dans une zone d'allégement fiscal.

Idem : municipalités locales

(2) Une municipalité locale peut adopter des règlements municipaux prévoyant l'annulation de la totalité ou d'une partie des droits ou des redevances qu'une personne admissible a payés ou doit payer à la municipalité en application d'une loi désignée à l'égard d'un bien qui se trouve ou d'une activité qui est exercée dans une zone d'allégement fiscal située dans la municipalité.

Idem : municipalités de palier supérieur

(3) Une municipalité de palier supérieur peut adopter des règlements municipaux prévoyant l'annulation de la totalité ou d'une partie des droits ou des redevances qu'une personne admissible a payés ou doit payer à la municipalité en application d'une loi désignée à l'égard d'un bien qui se trouve ou d'une activité qui est exercée dans une zone d'allégement fiscal située dans la municipalité.

Restriction

(4) Une municipalité n'est pas autorisée à adopter un règlement municipal visé au paragraphe (2) ou (3) à moins d'avoir obtenu l'approbation préalable écrite du ministre des Affaires municipales et du Logement.

Admissibilité**Annulation des taxes, impôts, droits et redevances provinciaux**

7. (1) La personne qui satisfait aux critères prescrits est une personne admissible pour l'application d'un règlement pris en application de l'article 3 ou du para-

incentive zone if the person enters into a tax incentive agreement with the zone administrator and the Minister.

Same, cancellation of municipal taxes, fees, charges

(2) A person who satisfies the prescribed criteria is an eligible person for the purposes of a by-law made by a municipality under section 4 or subsection 6 (2) or (3) for a particular tax incentive zone if the person enters into a tax incentive agreement with the zone administrator.

Same, cancellation of school taxes

(3) A person who satisfies the prescribed criteria is an eligible person for the purposes of a regulation made under section 5 for a particular tax incentive zone if the person enters into a tax incentive agreement with the zone administrator and the Minister.

Expiry of status

(4) Upon the expiry of a tax incentive agreement, the person ceases to be an eligible person with respect to the applicable taxes, fees or charges in the tax incentive zone.

Loss of status

(5) A person ceases to be an eligible person for the purposes of this Act if the person ceases to meet the prescribed criteria or if the person fails to comply with any tax incentive agreement that the person has entered into.

Tax incentive agreements

8. A tax incentive agreement must contain such terms as the Minister may approve and must be entered into in a form approved by the Minister.

Non-compliance with tax incentive agreement

9. (1) This section applies if the Minister decides that a person has failed to comply with a tax incentive agreement to which the person is a party and gives written notice to the person.

Same

(2) Upon receiving the notice, the person becomes liable to pay the taxes, charges or fees to which the person would have been liable if the person had not entered into the tax incentive agreement or such lesser amount as the Minister considers appropriate in the circumstances.

Dispute

(3) The person may apply to the Superior Court of Justice within 60 days after receiving the notice for a determination as to whether the decision of the Minister described in subsection (1) was reasonable.

Powers of the court

(4) If the court decides that the decision of the Minister was not reasonable, the court may order the Minister to reconsider whether the person has failed to comply with the tax incentive agreement; if the court decides that the decision of the Minister was reasonable, the court may order the person to pay all or part of the taxes, fees or

graphe 6 (1) à l'égard d'une zone d'allégement fiscal donnée si elle conclut un accord d'allégement fiscal avec l'administrateur de la zone et le ministre.

Idem : annulation des impôts, droits et redevances municipaux

(2) La personne qui satisfait aux critères prescrits est une personne admissible pour l'application d'un règlement municipal qu'adopte une municipalité en application de l'article 4 ou du paragraphe 6 (2) ou (3) à l'égard d'une zone d'allégement fiscal donnée si elle conclut un accord d'allégement fiscal avec l'administrateur de la zone.

Idem : annulation des impôts scolaires

(3) La personne qui satisfait aux critères prescrits est une personne admissible pour l'application d'un règlement pris en application de l'article 5 à l'égard d'une zone d'allégement fiscal donnée si elle conclut un accord d'allégement fiscal avec l'administrateur de la zone et le ministre.

Cessation du statut de personne admissible

(4) À l'expiration d'un accord d'allégement fiscal, la personne cesse d'être une personne admissible à l'égard des taxes, des impôts, des droits ou des redevances applicables dans la zone d'allégement fiscal.

Perte du statut

(5) Toute personne cesse d'être une personne admissible pour l'application de la présente loi si elle ne satisfait plus aux critères prescrits ou qu'elle ne respecte pas un accord d'allégement fiscal qu'elle a conclu.

Accords d'allégement fiscal

8. L'accord d'allégement fiscal contient les conditions et est rédigé selon la formule qu'approuve le ministre.

Non-respect de l'accord d'allégement fiscal

9. (1) Le présent article s'applique si le ministre décide qu'une personne n'a pas respecté l'accord d'allégement fiscal auquel elle est partie et qu'il l'en avise par écrit.

Idem

(2) Sur réception de l'avis, la personne devient redevable des taxes, des impôts, des droits ou des redevances dont elle aurait été redevable si elle n'avait pas conclu d'accord d'allégement fiscal ou du montant moindre que le ministre estime approprié dans les circonstances.

Différend

(3) Dans les 60 jours qui suivent la réception de l'avis, la personne peut, par voie de requête, demander à la Cour supérieure de justice de décider si la décision du ministre visée au paragraphe (1) était raisonnable.

Pouvoirs du tribunal

(4) S'il décide que la décision du ministre n'était pas raisonnable, le tribunal peut lui ordonner d'examiner de nouveau la question de savoir si la personne n'a pas respecté l'accord d'allégement fiscal; s'il décide que la décision du ministre était raisonnable, il peut ordonner à la personne de payer la totalité ou une partie des taxes, des

charges for which the person would have been liable if the person had not entered into the tax incentive agreement.

Zone administrators

10. The Minister may, by regulation,

- (a) establish, or authorize the establishment of, an entity for the purposes of designating the entity as a zone administrator and provide for the composition, powers and duties of the entity;
- (b) designate a person or entity to act as a zone administrator for a tax incentive zone;
- (c) assign powers and duties to a zone administrator and specify the manner in which the powers are to be exercised and the duties performed.

Inspections

11. An inspector authorized by the Minister or by the zone administrator may enter any premises where an eligible person is carrying on activities or where any property of the eligible person is kept and may examine any documents or records to determine whether the eligible person is complying with the tax incentive agreement.

Offence

12. (1) A person who makes, participates in, assents to or acquiesces in the making of a false or deceptive statement in an agreement or document prepared for the purposes of this Act is guilty of an offence.

Penalty

(2) On conviction of an offence under subsection (1), the person is liable to imprisonment for a term of not more than two years or a fine of not more than \$100,000 or to both.

Regulations

13. (1) The Minister may, by regulation,

- (a) specify provisions of statutes that are designated laws for the purposes of section 3 or subsection 6 (1), (2) or (3);
- (b) prescribe criteria that a person must satisfy in order to be an eligible person.

Scope

(2) A regulation under this Act may be general or particular and may differentiate between classes of eligible person.

Restriction, designated laws

(3) A regulation under clause (1) (a) may specify different designated laws for different tax incentive zones.

Same, eligible persons

(4) A regulation under clause (1) (b) may specify a person by name and state that the person shall be deemed to satisfy the prescribed criteria, if any, to be an eligible person.

impôts, des droits ou des redevances dont la personne aurait été redevable si elle n'avait pas conclu l'accord.

Administrateur de zone

10. Le ministre peut, par règlement :

- a) constituer une entité, ou autoriser la constitution d'une entité, qu'il désigne comme administrateur de zone, et en prévoir la composition, les pouvoirs et les fonctions;
- b) désigner une personne ou une entité pour agir comme administrateur de zone pour une zone d'allégement fiscal;
- c) attribuer des pouvoirs et des fonctions à un administrateur de zone et préciser la manière dont il doit les exercer.

Inspections

11. L'inspecteur que le ministre ou l'administrateur de zone autorise à ce faire peut pénétrer dans les locaux dans lesquels une personne admissible exerce des activités ou dans lesquels un bien de la personne est gardé et il peut examiner tout document ou dossier pour déterminer si la personne respecte l'accord d'allégement fiscal.

Infraction

12. (1) Est coupable d'une infraction la personne qui fait une déclaration fausse ou trompeuse dans un accord ou un document rédigé pour l'application de la présente loi, y participe, y consent ou y acquiesce.

Peine

(2) La personne qui est déclarée coupable d'une infraction prévue au paragraphe (1) est passible d'un emprisonnement d'au plus deux ans et d'une amende d'au plus 100 000 \$, ou d'une seule de ces peines.

Règlements

13. (1) Le ministre peut, par règlement :

- a) préciser des dispositions de lois qui sont des lois désignées pour l'application de l'article 3 ou du paragraphe 6 (1), (2) ou (3);
- b) prescrire les critères auxquels une personne doit satisfaire pour pouvoir être une personne admissible.

Portée

(2) Les règlements pris en application de la présente loi peuvent avoir une portée générale ou particulière et peuvent établir des distinctions entre les catégories de personnes admissibles.

Restriction : lois désignées

(3) Un règlement pris en application de l'alinéa (1) a) peut préciser des lois désignées différentes pour des zones d'allégement fiscal différentes.

Idem : personnes admissibles

(4) Un règlement pris en application de l'alinéa (1) b) peut désigner une personne par son nom et indiquer qu'elle est réputée satisfaire aux critères prescrits, le cas échéant, pour pouvoir être une personne admissible.

Conditions

(5) A regulation under this Act that cancels all or part of the taxes, fees or charges paid or payable by an eligible person under a designated law may impose conditions or restrictions with respect to the cancellation.

Scope of municipal by-laws

14. (1) A municipal by-law authorized by this Act that cancels all or part of the taxes, fees or charges paid or payable by an eligible person may impose conditions or restrictions with respect to the cancellation.

Classes

(2) A municipal by-law authorized by this Act may be general or particular and may differentiate between classes of eligible person.

Conflicts

15. (1) Section 106 of the *Municipal Act, 2001* (assistance prohibited) does not apply with respect to a cancellation of taxes, fees or charges by a municipality under this Act.

Same

(2) The following provisions do not apply with respect to a cancellation of taxes, fees or charges by the Minister under this Act:

1. *Employer Health Tax Act*, subsection 2 (4).
2. *Fuel Tax Act*, section 1.1.
3. *Gasoline Tax Act*, section 1.1.
4. *Land Transfer Tax Act*, section 1.1.
5. *Retail Sales Tax Act*, section 1.1.

Commencement

16. The Act set out in this Schedule comes into force on the day the *Keeping the Promise for a Strong Economy Act (Budget Measures), 2002* receives Royal Assent.

Short title

17. The short title of the Act set out in this Schedule is the *Tax Incentive Zones Act (Pilot Projects), 2002*.

Conditions

(5) Le règlement pris en application de la présente loi qui annule la totalité ou une partie des taxes, des impôts, des droits ou des redevances qu'une personne admissible a payés ou doit payer en application d'une loi désignée peut imposer des conditions ou des restrictions à l'égard de l'annulation.

Portée des règlements municipaux

14. (1) Le règlement municipal qui est autorisé par la présente loi et qui annule la totalité ou une partie des impôts, des droits ou des redevances qu'une personne admissible a payés ou doit payer peut imposer des conditions ou des restrictions à l'égard de l'annulation.

Catégories

(2) Un règlement municipal qui est autorisé par la présente loi peut avoir une portée générale ou particulière et peut établir des distinctions entre les catégories de personnes admissibles.

Incompatibilité

15. (1) L'article 106 de la *Loi de 2001 sur les municipalités* (aide interdite) ne s'applique pas à l'égard de l'annulation des impôts, des droits ou des redevances consentie par une municipalité en vertu de la présente loi.

Idem

(2) Les dispositions suivantes ne s'appliquent pas à l'égard de l'annulation des taxes, des impôts, des droits ou des redevances consentie par le ministre en vertu de la présente loi :

1. *Loi sur l'impôt-santé des employeurs*, paragraphe 2 (4).
2. *Loi de la taxe sur les carburants*, article 1.1.
3. *Loi de la taxe sur l'essence*, article 1.1.
4. *Loi sur les droits de cession immobilière*, article 1.1.
5. *Loi sur la taxe de vente au détail*, article 1.1.

Entrée en vigueur

16. La loi qui figure à la présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2002 sur le respect de l'engagement d'assurer une économie saine (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

17. Le titre abrégé de la loi qui figure à la présente annexe est *Loi de 2002 sur les zones d'allégement fiscal (projets pilotes)*.

EXPLANATORY NOTE

This Explanatory Note was written as a reader's aid to Bill 198 and does not form part of the law. Bill 198 has been enacted as Chapter 22 of the Statutes of Ontario, 2002.

The Bill implements measures contained in the 2002 Budget and other initiatives of the Government. The major elements of the Bill are described below.

**PART I
ASSESSMENT ACT**

Currently, subsection 33 (1) of the *Assessment Act* requires the clerk of a municipality to add to the collector's roll any land that has been omitted in whole or in part from the roll in the circumstances described in that subsection. Amendments permit the Minister to prescribe exceptions to this requirement. The amendments are made effective as of January 1, 2000.

References throughout the Act to the "residential/farm property class" are changed to "residential property class" and references to the "farmlands property class" are changed to "farm property class".

A technical amendment is made to subsection 3 (1) of the Act.

**PART II
BUSINESS CORPORATIONS ACT**

The *Business Corporations Act* is amended to specify that professional corporations are permitted to invest the surplus funds that they earn. Currently, the Act specifies that they may temporarily invest such funds.

**PART III
COMMODITY FUTURES ACT**

The maximum penalties for offences under the *Commodity Futures Act* are increased from a fine of \$1 million and imprisonment for two years to a fine of \$5 million and imprisonment for five years less a day. (See the amendments to section 55 of the Act.)

If a person or company fails to comply with Ontario commodity futures law, the Ontario Securities Commission is given power to order the payment of an administrative penalty of up to \$1 million and to order the disgorgement of amounts obtained as a result of the non-compliance. (See the amendments to section 60 and subsection 65 (2) of the Act and the new section 60.5 of the Act.)

The amendments prohibit engaging in acts that a person or company knows or reasonably ought to know perpetrate a fraud or result in a misleading appearance of trading activity in, or an artificial price for, a commodity, commodity futures contract or commodity futures option. The amendments also contain a general prohibition on making statements that a person or company knows or reasonably ought to know are misleading or untrue and significantly affect, or would reasonably be expected to have a significant effect on, the market price or value of a commodity, commodity futures contract or commodity futures option. (See the new sections 59.1 and 59.2 of the Act.)

NOTE EXPLICATIVE

La note explicative, rédigée à titre de service aux lecteurs du projet de loi 198, ne fait pas partie de la loi. Le projet de loi 198 a été édicté et constitue maintenant le chapitre 22 des Lois de l'Ontario de 2002.

Le projet de loi met en oeuvre certaines mesures énoncées dans le budget de 2002 ainsi que d'autres initiatives du gouvernement. Les principaux éléments du projet de loi sont exposés ci-dessous.

**PARTIE I
LOI SUR L'ÉVALUATION FONCIÈRE**

À l'heure actuelle, le paragraphe 33 (1) de la *Loi sur l'évaluation foncière* exige du secrétaire d'une municipalité qu'il ajoute au rôle de perception tout bien-fonds qui en a été omis en totalité ou en partie dans les circonstances visées à ce paragraphe. Des modifications autorisent le ministre à prescrire des exceptions à cette exigence. La date d'entrée en vigueur des modifications est fixée au 1^{er} janvier 2000.

Les mentions dans la Loi de l'expression «catégorie des biens résidentiels/agricoles» sont remplacées par «catégorie des biens résidentiels» et les mentions de l'expression «catégorie des terres agricoles» sont remplacées par «catégorie des biens agricoles».

Une modification de forme est apportée au paragraphe 3 (1) de la Loi.

**PARTIE II
LOI SUR LES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS**

La *Loi sur les sociétés par actions* est modifiée pour préciser que les sociétés professionnelles sont autorisées à placer leurs fonds excédentaires. À l'heure actuelle, la Loi n'autorise que leur placement temporaire.

**PARTIE III
LOI SUR LES CONTRATS À TERME
SUR MARCHANDISES**

Les peines maximales pour les infractions prévues par la *Loi sur les contrats à terme sur marchandises* passent d'une amende de 1 million de dollars et d'un emprisonnement de deux ans à une amende de 5 millions de dollars et un emprisonnement de cinq ans moins un jour. (Voir les modifications apportées à l'article 55 de la Loi.)

Si une personne ou une compagnie ne se conforme pas au droit ontarien des contrats à terme sur marchandises, la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario est habilitée à ordonner le paiement d'une pénalité administrative maximale de 1 million de dollars et à ordonner la remise des montants obtenus par suite du manquement. (Voir les modifications apportées à l'article 60 et au paragraphe 65 (2) de la Loi et le nouvel article 60.5 de la Loi.)

Les modifications interdisent à une personne ou à une compagnie de se livrer à des actes dont elle sait ou devrait raisonnablement savoir qu'ils constituent une fraude ou entraînent une apparence trompeuse d'opérations sur marchandises, contrats à terme sur marchandises ou options sur contrats à terme sur marchandises ou un cours artificiel à l'égard de tels marchandises, contrats ou options. Les modifications comprennent également une interdiction générale visant les déclarations dont une personne ou une compagnie sait ou devrait raisonnablement savoir qu'elles sont trompeuses ou erronées et qu'elles ont un effet significatif sur le cours ou la valeur de marchandises, de contrats à terme sur marchandises ou d'options sur contrats à terme sur marchandises ou qu'il est raisonnable de s'attendre qu'elles auront cet effet. (Voir les nouveaux articles 59.1 et 59.2 de la Loi.)

PART IV COMMUNITY SMALL BUSINESS INVESTMENT FUNDS ACT

The amendment to section 18.5 of the *Community Small Business Investment Funds Act* extends the registration deadline for new "CSBIFs" from December 31, 2002 to December 31, 2003.

Amendments to sections 18.2 and 18.3 of the Act allow an Ontario Centre of Excellence to sponsor a corporation as a community small business investment fund corporation.

Technical amendments are made to the Act, including amendments to correct errors in terminology, to update references to other statutes and to repeal spent provisions of the Act.

PART V COMPULSORY AUTOMOBILE INSURANCE ACT

Section 13 of the *Compulsory Automobile Insurance Act* is amended to provide that a motor vehicle permit may not be issued, validated or transferred until the Ministry of Transportation is satisfied through information it has obtained that the motor vehicle is insured under a contract of automobile insurance. The Act is also amended to require insurers and other persons to give to the Registrar, upon the request of the Minister of Transportation, certain information concerning automobile insurance. The Act is further amended to provide that prescribed information may be collected and kept by agents and delegates of the Minister of Transportation. The Act is also amended to allow insurers to prepare a statutory declaration, instead of attending court, in order to give evidence about whether or not a motor vehicle is insured.

PART VI CORPORATIONS TAX ACT

Amendments to sections 38 and 43 of the *Corporations Tax Act* delay by one year each of the reductions to the general corporate income tax rate and the tax rate on income from manufacturing and processing, mining, logging, farming and fishing originally enacted to take effect on January 1 in 2003, 2004 and 2005. Consequential amendments are made in respect of the calculation of income in respect of certain amounts paid to non-residents (subsection 11 (8.1) of the Act), the small business incentive deduction (subsections 41 (1.1) and (1.4) of the Act), the surtax on Canadian-controlled private corporations (subsection 41.1 (3) of the Act) and the extension of the small business tax rate to credit unions (subsection 51 (4.1) of the Act).

Section 4 of the Act is amended to parallel Canada's income tax treaties, for the purpose of determining whether a non-resident corporation has a permanent establishment in Ontario.

An amendment to clause 13.4 (2) (b) of the Act extends the deadline for acquiring an eligible school bus under the Ontario school bus safety tax incentive from May 4, 2002 to December 31, 2005.

A new section 37.1 of the Act creates a tax incentive for corporations that own Ontario Jobs and Opportunity Bonds. These are bonds, debentures and other securities that are issued by the Ontario Municipal Economic Infrastructure Financing

PARTIE IV LOI SUR LES FONDS COMMUNAUTAIRES D'INVESTISSEMENT DANS LES PETITES ENTREPRISES

La modification de l'article 18.5 de la *Loi sur les fonds communautaires d'investissement dans les petites entreprises* reporte la date limite d'inscription des nouveaux fonds communautaires d'investissement dans les petites entreprises, qui passe du 31 décembre 2002 au 31 décembre 2003.

La modification des articles 18.2 et 18.3 de la Loi permet à un Centre d'excellence de l'Ontario de commanditer une corporation comme fonds communautaire d'investissement dans les petites entreprises.

Des modifications de forme sont apportées à la Loi, notamment pour corriger des erreurs de terminologie, pour mettre à jour des renvois à d'autres lois et pour abroger des dispositions périmées.

PARTIE V LOI SUR L'ASSURANCE- AUTOMOBILE OBLIGATOIRE

L'article 13 de la *Loi sur l'assurance-automobile obligatoire* est modifié pour prévoir que le certificat d'immatriculation d'un véhicule automobile ne peut être délivré, validé ni transféré tant que le ministère des Transports n'est pas convaincu, sur la foi des renseignements qu'il a obtenus, que le véhicule est assuré en vertu d'un contrat d'assurance-automobile. La Loi est également modifiée pour exiger que les assureurs et d'autres personnes fournissent au registrateur, à la demande du ministre des Transports, certains renseignements ayant trait à l'assurance-automobile. La Loi est en outre modifiée pour prévoir que les mandataires et délégués du ministre des Transports peuvent recueillir et conserver les renseignements prescrits. Elle est également modifiée pour permettre aux assureurs de faire une déclaration solennelle, au lieu de comparaître devant le tribunal, pour témoigner sur la question de savoir si un véhicule automobile est assuré ou non.

PARTIE VI LOI SUR L'IMPOSITION DES CORPORATIONS

Les modifications apportées aux articles 38 et 43 de la *Loi sur l'imposition des corporations* reportent d'un an chacune des réductions du taux de l'impôt général sur le revenu des corporations et du taux d'imposition du revenu tiré de la fabrication et de la transformation, de l'exploitation minière, de l'agriculture, de l'exploitation forestière et de la pêche qui, au moment de leur édiction, devaient entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2003, 2004 et 2005. Des modifications corrélatives sont apportées en ce qui concerne le calcul du revenu à l'égard de certaines sommes payées aux non-résidents (paragraphe 11 (8.1) de la Loi), la déduction accordée aux petites entreprises (paragraphe 41 (1.1) et (1.4) de la Loi), la surtaxe sur les corporations privées dont le contrôle est canadien (paragraphe 41.1 (3) de la Loi) et l'extension aux caisses populaires du taux d'imposition dont bénéficient les petites entreprises (paragraphe 51 (4.1) de la Loi).

L'article 4 de la Loi est modifié pour tenir compte des conventions fiscales du Canada, lorsqu'il s'agit de déterminer si une corporation non résidente a un établissement permanent en Ontario.

Une modification apportée à l'alinéa 13.4 (2) b) de la Loi reporte du 4 mai 2002 au 31 décembre 2005 la date limite pour faire l'acquisition d'un autobus scolaire admissible dans le cadre de l'incitatif fiscal de l'Ontario pour la sécurité des autobus scolaires.

Le nouvel article 37.1 de la Loi crée un incitatif fiscal pour les corporations qui possèdent des obligations ontariennes de financement d'emplois et de projets. Ces titres sont des obligations, des débentures et d'autres valeurs mobilières qu'émet

Authority or by a related entity and designated by the Authority as Ontario Jobs and Opportunity Bonds. The Minister of Finance may also designate bonds, debentures and securities as Ontario Jobs and Opportunity Bonds. The details of the tax incentive are to be set out in the regulations. The new section comes into force on proclamation.

Amendments to subsection 43.1 (4) and section 57.5 of the Act and the enactment of the new section 57.9.1 allow a Canadian subsidiary of a foreign bank to transfer to its parent company assets on a tax-deferred basis and unused corporate minimum tax credits and losses.

The rules concerning associated corporations under the Ontario innovation tax credit in section 43.3 of the Act are amended. The amendments provide that certain non-resident corporations with no permanent establishment in Canada will be treated as associated corporations, effective on the day the Bill receives Royal Assent. The amendments also provide that certain Canadian corporations and non-resident corporations with a permanent establishment in Canada but not in Ontario will be treated as associated corporations, effective May 5, 1999.

Amendments are made to the Ontario interactive digital media tax credit in section 43.11 of the Act. The amendments allow tax credit entitlements to be transferred to an eligible successor corporation or a wholly-owned affiliate if a corporate reorganization occurs when an eligible product is being developed.

Section 69 of the Act is amended to provide an additional method for allocating the \$5 million deduction from paid up capital among associated corporations. Amendments to section 69 also allow foreign branches of a corporation to apply the \$5 million deduction against total paid-up capital employed in Canada. The amendments also provide that financial institutions and corporations exempt from capital tax are to be excluded when the deduction is allocated among associated corporations.

Technical amendments are made to the administrative provisions of the Act relating to repeated failures to file a return (section 79 of the Act), assessments (section 80 of the Act) and the alternative objection and appeals procedure (section 92 of the Act). Other technical amendments extend the increases in the Ontario small business limit to a partner's share of partnership income (new subsections 41 (6) and (7) of the Act). The tax credit for investments in a community small business investment fund corporation is extended to investments made before January 1, 2004 to conform with the extension of the community small business investment funds program to the end of 2003 (subsection 66.1 (4.5) of the Act).

PART VII EDUCATION ACT

References throughout the *Education Act* to the "residential/farm property class" are changed to "residential property class" and references to the "farmlands property class" are changed to "farm property class".

PART VIII ELECTRICITY ACT, 1998

Technical amendments are made to sections 85.15 and 85.16 of the *Electricity Act, 1998* concerning refunds. Under section 85.15, the Financial Corporation is permitted to make

l'Office ontarien de financement de l'infrastructure économique des municipalités ou une entité liée et que l'Office désigne comme obligations ontariennes de financement d'emplois et de projets. Le ministre des Finances peut également désigner des obligations, des débetures et des valeurs mobilières comme obligations ontariennes de financement d'emplois et de projets. Les détails de l'incitatif fiscal seront énoncés par règlement. Le nouvel article entre en vigueur sur proclamation.

Les modifications apportées au paragraphe 43.1 (4) et à l'article 57.5 de la Loi et l'édiction du nouvel article 57.9.1 permettent à une filiale canadienne d'une banque étrangère de transférer des biens à la corporation mère selon une méthode de report fiscal ainsi que ses crédits d'impôt minimum et ses pertes non utilisés.

Les règles relatives aux corporations associées dans le cadre du crédit d'impôt à l'innovation de l'Ontario qui sont énoncées à l'article 43.3 de la Loi sont modifiées. Les modifications prévoient que certaines corporations non résidentes qui n'ont pas d'établissement permanent au Canada seront considérées comme des corporations associées, à partir du jour où le projet de loi reçoit la sanction royale. En outre, elles prévoient que certaines corporations canadiennes et corporations non résidentes qui ont un établissement permanent au Canada mais non en Ontario seront considérées comme des corporations associées, à partir du 5 mai 1999.

Des modifications sont apportées au crédit d'impôt de l'Ontario pour les produits multimédias interactifs numériques prévu à l'article 43.11 de la Loi. Elles autorisent le transfert de droits au crédit d'impôt à une corporation remplaçante admissible ou à une filiale en propriété exclusive si une réorganisation se produit pendant qu'un produit admissible est en développement.

L'article 69 de la Loi est modifié pour prévoir une méthode de répartition supplémentaire, entre les corporations associées, de la déduction du capital versé, qui s'établit à 5 millions de dollars. En outre, les modifications apportées à l'article 69 permettent aux succursales étrangères d'une corporation d'imputer cette déduction au capital versé total utilisé au Canada. Les modifications prévoient également que les institutions financières et les corporations exonérées de l'impôt sur le capital doivent être exclues lorsque la déduction est répartie entre les corporations associées.

Des modifications de forme sont apportées aux dispositions administratives de la Loi qui portent sur les omissions répétées de remettre une déclaration (article 79 de la Loi), les cotisations (article 80 de la Loi) et l'autre procédure d'opposition et d'appel (article 92 de la Loi). D'autres modifications de forme étendent les augmentations du plafond des affaires des petites entreprises ontariennes à la part du revenu de société de personnes qui revient à un associé (nouveaux paragraphes 41 (6) et (7) de la Loi). Le crédit d'impôt pour investissement dans un fonds communautaire d'investissement dans les petites entreprises est étendu aux investissements faits avant le 1^{er} janvier 2004, le programme de fonds communautaires d'investissement dans les petites entreprises étant prolongé jusqu'à la fin de 2003 (paragraphe 66.1 (4.5) de la Loi).

PARTIE VII LOI SUR L'ÉDUCATION

Les mentions dans la *Loi sur l'éducation* de l'expression «catégorie des biens résidentiels/agricoles» sont remplacées par «catégorie des biens résidentiels» et les mentions de l'expression «catégorie des terres agricoles» sont remplacées par «catégorie des biens agricoles».

PARTIE VIII LOI DE 1998 SUR L'ÉLECTRICITÉ

Des modifications de forme sont apportées aux articles 85.15 et 85.16 de la *Loi de 1998 sur l'électricité* en ce qui concerne les remboursements. Dans le cadre de l'article 85.15,

refunds under that section with the authorization of the Minister of Finance. The amendment to section 85.16 specifies that refunds under that section are to be made by the Financial Corporation.

Technical amendments are made to section 94 of the Act to allow municipal electricity utilities and municipal corporations to reduce the transfer tax payable under the Act to take into account any taxable capital gain that arises when an interest in a property is transferred.

PART IX EMPLOYER HEALTH TAX ACT

Section 1 of the *Employer Health Tax Act* is amended to specify the circumstances in which an employee is considered to "report for work at a permanent establishment" of an employer if the employee does not come to the establishment in person to work. This amendment is made effective on January 1, 2003.

Technical amendments are made to sections 7 and 30 of the Act. Currently, subsections 7 (1.1) and 30 (2.1) of the Act provide for the cancellation of the interest and penalty payable under the Act for late payments by an employer, if the employer's total Ontario remuneration for the previous year does not exceed \$600,000. The amendments address the situation of an employer that has undergone a corporate reorganization. They are made effective on January 1, 2000.

PART X FINANCIAL ADMINISTRATION ACT

Currently, section 5 of the *Financial Administration Act* authorizes the Lieutenant Governor in Council to delete certain types of losses from the accounts of the Government of Ontario, and requires that the losses be reported in the Public Accounts. An amendment permits the losses to be reported, instead, in the financial information supplemental to the Public Accounts. The new subsection 5 (3.1) describes the effect in law of the deletion of certain types of losses from the accounts of the Government.

An amendment to section 11.1 of the Act specifies that the Act does not prohibit the Crown from incurring non-cash expenses under the authority of a resolution of the Assembly granting interim supply.

A technical amendment is made to subsection 28 (2) of the Act, concerning the enforceability of financial arrangements made by ministries in the circumstances described in that section.

PART XI FUEL TAX ACT

The *Fuel Tax Act* is amended in relation to the duties of interjurisdictional transporters. It is an offence for an interjurisdictional transporter to fail to register under the Act, and an administrative penalty may also be imposed for failure to register. Currently, interjurisdictional transporters are subject to the same penalty as others who fail to deliver the returns required by the Act, a penalty based on the amount of tax collectable or payable under the Act. An amendment imposes a \$1,000 penalty on interjurisdictional transporters who fail to deliver a return. These amendments come into force on July 1, 2003.

Manufacturers of fuel are required to obtain a registration certificate, under the new section 2.1 of the Act. Reporting requirements are also imposed on manufacturers. These amendments also come into force on July 1, 2003.

Another amendment applies to all people required to deliver a return under the Act. Currently, the fine payable for failing to complete the information required in a return under the Act is

la Société financière est autorisée à faire des remboursements en vertu de cet article avec l'autorisation du ministre des Finances. La modification apportée à l'article 85.16 précise que les remboursements visés à cet article doivent être faits par la Société financière.

Des modifications de forme sont apportées à l'article 94 de la Loi pour permettre aux services municipaux d'électricité et aux municipalités de réduire l'impôt sur les transferts payable en application de la Loi afin d'inclure le gain en capital qui se produit lors du transfert d'un intérêt sur un bien.

PARTIE IX LOI SUR L'IMPÔT-SANTÉ DES EMPLOYEURS

L'article 1 de la *Loi sur l'impôt-santé des employeurs* est modifié pour préciser les circonstances dans lesquelles un employé est considéré comme «se présentant au travail à un établissement permanent» d'un employeur s'il ne se rend pas à l'établissement en personne pour y travailler. Cette modification entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003.

Des modifications de forme sont apportées aux articles 7 et 30 de la Loi. À l'heure actuelle, les paragraphes 7 (1.1) et 30 (2.1) de la Loi prévoient l'annulation des intérêts et de la pénalité payables en application de la Loi pour les paiements en retard d'un employeur si sa rémunération totale en Ontario pour l'année précédente ne dépasse pas 600 000 \$. Les modifications visent la situation de l'employeur qui a fait l'objet d'une réorganisation. Elles entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2000.

PARTIE X LOI SUR L'ADMINISTRATION FINANCIÈRE

À l'heure actuelle, l'article 5 de la *Loi sur l'administration financière* autorise le lieutenant-gouverneur en conseil à radier certains types de pertes des comptes du gouvernement de l'Ontario et exige que ces pertes soient signalées dans les comptes publics. Une modification permet que les pertes soient consignées, à la place, dans les informations financières supplémentaires sur les comptes publics. Le nouveau paragraphe 5 (3.1) décrit l'effet en droit qu'a la radiation de certains types de pertes des comptes du gouvernement.

Une modification apportée à l'article 11.1 de la Loi précise que la Loi n'interdit pas à la Couronne d'engager des frais hors caisse en vertu d'une résolution de l'Assemblée législative qui octroie des crédits provisoires.

Une modification de forme est apportée au paragraphe 28 (2) de la Loi en ce qui concerne la force exécutoire des arrangements financiers pris par les ministères dans les circonstances visées à cet article.

PARTIE XI LOI DE LA TAXE SUR LES CARBURANTS

La *Loi de la taxe sur les carburants* est modifiée en ce qui concerne les obligations des agents interterritoriaux. L'agent du genre qui ne s'inscrit pas en application de la Loi commet une infraction, auquel cas une pénalité administrative peut également lui être imposée. À l'heure actuelle, ce type d'agent est assujéti, comme ceux qui ne remettent pas les déclarations exigées par la Loi, à une pénalité calculée selon la taxe qu'il est tenu de percevoir ou de payer en application de la Loi. Une modification lui impose une pénalité de 1 000 \$ pour chaque déclaration non produite. Ces modifications entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2003.

Les fabricants de carburant sont tenus d'obtenir un certificat d'inscription en application du nouvel article 2.1 de la Loi. Des exigences relatives aux déclarations leur sont également imposées. Ces modifications entrent elles aussi en vigueur le 1^{er} juillet 2003.

Une autre modification s'applique à quiconque est tenu de remettre une déclaration en application de la Loi. À l'heure actuelle, l'amende payable pour ne pas avoir fourni les rensei-

\$200. An amendment specifies that the fine is a minimum of \$200 and a maximum of \$5,000.

PART XII GASOLINE TAX ACT

The *Gasoline Tax Act* is amended in relation to the duties of interjurisdictional transporters. It is an offence for an interjurisdictional transporter to fail to register under the Act, and an administrative penalty may also be imposed for failure to register. Currently, interjurisdictional transporters are subject to the same penalty as others who fail to deliver the returns required by the Act, a penalty based on the amount of tax collectable or payable under the Act. An amendment imposes a \$1,000 penalty on interjurisdictional transporters who fail to deliver a return. These amendments come into force on July 1, 2003.

Manufacturers of gasoline, propane or aviation fuel are required to obtain a registration certificate, under the new section 2.1 of the Act. Reporting requirements are also imposed on manufacturers. These amendments also come into force on July 1, 2003.

PART XIII HIGHWAY TRAFFIC ACT AND A RELATED AMENDMENT

Section 7.1 of the *Highway Traffic Act* authorizes the Minister of Transportation to apply to have Ontario made a member of the reciprocal agreement known as the International Registration Plan. The Plan governs the issuance of permits for commercial motor vehicles engaged in interprovincial or international travel and the registration and licence fees for those vehicles, which are apportioned on the basis of the distance travelled by the vehicles within each jurisdiction that is a member of the Plan.

In this Part of the Bill, provisions are added to the *Highway Traffic Act* respecting the administration and enforcement of the International Registration Plan. New provisions govern the records to be kept by permit holders and the examination and inspection of records. They also provide for the assessment and reassessment of the fees owed by permit holders pursuant to the Plan and of the taxes owed by permit holders to other jurisdictions and collected by Ontario pursuant to the Plan. Provisions are added to allow for the sharing of information for the administration or enforcement of the Plan between the Minister of Transportation and other ministers, other member jurisdictions of the Plan and the governing body of the Plan. They also allow for the sharing of information between the Minister of Transportation and the Minister of Finance, to assist the latter in the administration or enforcement of the *Fuel Tax Act*, *Gasoline Tax Act* or *Retail Sales Tax Act*.

This Part of the Bill also amends the *Highway Traffic Act* to provide that the Ministry of Transportation may not issue motor vehicle permits unless the requirements of the *Compulsory Automobile Insurance Act* have been complied with.

PART XIV INCOME TAX ACT

Amendments are made to the definitions of "middle tax rate" and "lowest tax rate" in subsection 4 (1) of the *Income Tax Act* to defer by one year the legislated decrease in the personal income tax rates. A corresponding amendment is made to subsection 3 (1) of the Act to defer by one year the elimination of the lower tier of the provincial surtax. Subsection 8.4.2 (3) of the Act is amended to defer by one year the legislated increase in the rate of the equity in education tax credit.

gements demandés est de 200 \$. Une modification précise que l'amende minimale est de 200 \$ et l'amende maximale, de 5 000 \$.

PARTIE XII LOI DE LA TAXE SUR L'ESSENCE

La *Loi de la taxe sur l'essence* est modifiée en ce qui concerne les obligations des agents interterritoriaux. L'agent du genre qui ne s'inscrit pas en application de la Loi commet une infraction, auquel cas une pénalité administrative peut également lui être imposée. À l'heure actuelle, ce type d'agent est assujéti, comme ceux qui ne remettent pas les déclarations exigées par la Loi, à une pénalité calculée selon la taxe qu'il est tenu de percevoir ou de payer en application de la Loi. Une modification lui impose une pénalité de 1 000 \$ pour chaque déclaration non produite. Ces modifications entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2003.

Les fabricants d'essence, de propane ou de carburant aviation sont tenus d'obtenir un certificat d'inscription en application du nouvel article 2.1 de la Loi. Des exigences relatives aux déclarations leur sont également imposées. Ces modifications entrent elles aussi en vigueur le 1^{er} juillet 2003.

PARTIE XIII CODE DE LA ROUTE ET MODIFICATION CONNEXE

L'article 7.1 du *Code de la route* autorise le ministre des Transports à demander l'adhésion de l'Ontario à l'entente de réciprocité appelée International Registration Plan. L'entente régit la délivrance des certificats d'immatriculation pour les véhicules utilitaires qui font des trajets interprovinciaux ou internationaux. Elle régit aussi les droits d'immatriculation et de permis pour ces véhicules, lesquels sont répartis en fonction de la distance parcourue par eux dans le territoire de chaque autorité législative qui est membre de l'entente.

Dans cette partie du projet de loi, des dispositions sont ajoutées au Code en ce qui concerne l'application et l'exécution de l'entente. De nouvelles dispositions régissent les dossiers que les titulaires de certificats d'immatriculation doivent tenir ainsi que l'examen et l'inspection des dossiers. En outre, elles prévoient l'établissement d'une cotisation ou d'une nouvelle cotisation à l'égard des droits que les titulaires de certificats d'immatriculation doivent conformément à l'entente et à l'égard des taxes qu'ils doivent à d'autres autorités législatives et que l'Ontario perçoit conformément à celle-ci. Des dispositions sont ajoutées pour autoriser l'échange de renseignements aux fins de l'application ou de l'exécution de l'entente entre le ministre des Transports et les autres ministres, les autres autorités législatives membres et le corps dirigeant de l'entente. Elles permettent également l'échange de renseignements entre le ministre des Transports et le ministre des Finances pour aider celui-ci dans l'application ou l'exécution de la *Loi de la taxe sur les carburants*, de la *Loi de la taxe sur l'essence* ou de la *Loi sur la taxe de vente au détail*.

Cette partie du projet de loi modifie également le *Code de la route* pour prévoir que le ministère des Transports ne peut délivrer des certificats d'immatriculation de véhicules automobiles que s'il est satisfait aux exigences de la *Loi sur l'assurance-automobile obligatoire*.

PARTIE XIV LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Des modifications sont apportées aux définitions de «taux d'imposition moyen» et de «taux d'imposition le moins élevé» qui figurent au paragraphe 4 (1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* pour reporter d'un an la diminution prescrite des taux d'imposition du revenu des particuliers. Une modification correspondante est apportée au paragraphe 3 (1) de la Loi pour reporter d'un an l'élimination du taux inférieur de l'impôt supplémentaire provincial. Le paragraphe 8.4.2 (3) de la Loi est

Subsection 4.1 (2) of the Act is amended to make the tax rate applicable to qualifying environmental trusts consistent with the tax rate applicable to corporations under the *Corporations Tax Act*.

An amendment to subsection 7 (2.4) of the Act increases the amount of the basic reduction from the 2002 value of \$161 to \$178.

References in subsection 8 (1) of the Act to residential/farm property are changed to residential property.

The new subsection 8 (7.3) of the Act amends the Ontario property tax credit to allow certain taxpayers in unorganized territories who receive their 2001 property tax bills in 2002 to include the amount of their property tax payment in computing their tax credit for either 2001 or 2002.

The new subsection 8 (16) and section 8.4.4 are enacted to create the Ontario school bus safety tax credit. These new provisions extend to unincorporated school bus operators the incentive currently available to corporations under the *Corporations Tax Act*. The incentive is available in respect of new school buses acquired after June 17, 2002 and before January 1, 2006 that meet the specified standards.

A technical amendment is made to section 8.7 of the Act. It provides that the Ontario research employee stock option tax credit is available to an employer in specified circumstances when the employer has a short taxation year.

A new section 8.9 of the Act creates a tax incentive for individuals who own Ontario Jobs and Opportunity Bonds. These are bonds, debentures and other securities that are issued by the Ontario Municipal Economic Infrastructure Financing Authority or a related entity and are designated by the Authority as Ontario Jobs and Opportunity Bonds. The Minister of Finance may also designate bonds, debentures and other securities as Ontario Jobs and Opportunity Bonds. The details of the tax incentive are to be set out in the regulations. The new section comes into force on proclamation.

PART XV INSURANCE ACT

Section 121 of the *Insurance Act* is amended to permit regulations defining what is an automobile and including or excluding vehicles or classes of vehicles as automobiles. Section 121 is also amended to permit regulations deeming payments for income loss or loss of earning capacity under an income continuation benefit plan to include prescribed payments. Section 121 is also amended to permit regulations specifying terms and conditions governing the representation of a party to a dispute resolution proceeding under sections 279 to 284.

Section 230 of the Act is amended to require insurance agents to inform applicants for automobile insurance of the insurer or insurers within an affiliated group that they represent.

Section 236 of the Act is amended to provide that notice of non-renewal is not required with respect to prescribed types of contract in prescribed circumstances.

modifié pour reporter d'un an l'augmentation prescrite du taux du crédit d'impôt pour l'équité en matière d'éducation.

Le paragraphe 4.1 (2) de la Loi est modifié pour rendre le taux d'imposition applicable aux fiducies pour l'environnement admissibles compatible avec le taux d'imposition applicable aux corporations en application de la *Loi sur l'imposition des corporations*.

Une modification apportée au paragraphe 7 (2.4) de la Loi porte à 178 \$ la réduction de base, qui s'établissait à 161 \$ pour 2002.

Les mentions, au paragraphe 8 (1) de la Loi, de l'expression «biens résidentiels/agricoles» sont remplacées par «biens résidentiels».

Le nouveau paragraphe 8 (7.3) de la Loi modifie le crédit d'impôt foncier de l'Ontario pour autoriser certains contribuables des territoires non érigés en municipalité qui reçoivent leurs relevés d'impôts fonciers pour 2001 en 2002 à inclure le montant des impôts fonciers qu'ils doivent payer dans le calcul de leurs crédits d'impôts soit pour 2001, soit pour 2002.

Le nouveau paragraphe 8 (16) et l'article 8.4.4 sont édictés pour créer le crédit d'impôt de l'Ontario pour la sécurité des autobus scolaires. Ces nouvelles dispositions étendent aux exploitants d'autobus scolaires non constitués en personne morale l'incitatif que la *Loi sur l'imposition des corporations* accorde actuellement aux corporations. L'incitatif est accordé à l'égard des nouveaux autobus scolaires qui sont acquis après le 17 juin 2002 mais avant le 1^{er} janvier 2006 et qui respectent les normes précisées.

Une modification de forme est apportée à l'article 8.7 de la Loi. Elle prévoit que le crédit d'impôt de l'Ontario au titre des options d'achat d'actions accordées aux employés en recherche peut être consenti à un employeur dans des circonstances précisées lorsque son année d'imposition a moins de 51 semaines.

Le nouvel article 8.9 de la Loi crée un incitatif fiscal pour les particuliers qui possèdent des obligations ontariennes de financement d'emplois et de projets. Ces titres sont des obligations, des débetures et d'autres valeurs mobilières qu'émet l'Office ontarien de financement de l'infrastructure économique des municipalités ou une entité liée et que l'Office désigne comme obligations ontariennes de financement d'emplois et de projets. Le ministre des Finances peut également désigner des obligations, des débetures et d'autres valeurs mobilières comme obligations ontariennes de financement d'emplois et de projets. Les détails de l'incitatif fiscal seront énoncés par règlement. Le nouvel article entre en vigueur sur proclamation.

PARTIE XV LOI SUR LES ASSURANCES

L'article 121 de la *Loi sur les assurances* est modifié pour permettre la prise de règlements qui définissent ce qu'est une automobile et qui excluent ou incluent comme automobiles des véhicules ou des catégories de véhicules. L'article 121 est également modifié pour permettre la prise de règlements qui déclarent que les paiements pour perte de revenu ou de capacité de gain effectués aux termes d'un régime de prestations pour le maintien du revenu sont réputés inclure les paiements prescrits. Il est aussi modifié pour permettre la prise de règlements qui précisent les conditions régissant la représentation d'une partie à une procédure de règlement des différends visée aux articles 279 à 284.

L'article 230 de la Loi est modifié pour exiger que les agents d'assurances informent les proposants d'assurance-automobile de l'assureur ou des assureurs qui font partie d'un groupe affilié qu'ils représentent.

L'article 236 de la Loi est modifié pour prévoir qu'un avis de non-renouvellement n'est pas nécessaire à l'égard des types prescrits de contrats dans les circonstances prescrites.

Section 243 of the Act is amended to provide that coverage under section 265 (uninsured automobile coverage) is limited to accidents in Canada, the United States and other designated jurisdictions.

Section 267.5 of the Act is amended to remove the protection from liability of an owner of an automobile, its occupants or persons present at the scene for health care expenses where a person has died or has sustained permanent serious disfigurement or permanent serious impairment of an important physical, mental or psychological function. The deductible amounts set out in section 267.5 that apply to awards for non-pecuniary loss arising from automobile accidents are eliminated in the case of damages for non-pecuniary loss that exceed \$100,000 (or \$50,000, in the case of damages for non-pecuniary loss under the *Family Law Act*).

Section 267.5 is also amended to specify that employers and others who are vicariously liable for the actions of a person protected from liability do not have, in respect of their vicarious liability, any greater liability than that person.

The new section 267.8.1 of the Act establishes an arbitration process in connection with section 267.8 of the Act. The new section requires persons who may be liable to provide certain collateral benefits to a plaintiff to submit to arbitration, upon request. The scope of the arbitration is to be specified by regulation. By a related amendment to section 267.8 of the Act, the amount of the damages to which the plaintiff is otherwise entitled will be reduced by such amount as may be determined through arbitration.

Section 267.11 of the Act is amended to provide that structured settlements and periodic payments provided by an insurer should not be grossed-up in a tort award.

A new section 268.0.1 is added to the Act to require the Motor Vehicle Accident Claims Fund to pay statutory accident benefits owing by an insurer that is subject to a winding-up order under the *Winding-up and Restructuring Act* (Canada).

Section 268.3 of the Act is amended to authorize the Superintendent to issue guidelines relating to treatment, goods and services in connection with medical and rehabilitation benefits provided under the *Statutory Accident Benefits Schedule*.

A new section 268.4 is added to the Act to provide that no action for damages may be commenced against any person conducting an assessment by a designated assessment centre if the person acts in good faith.

A revised subsection 282 (11.2) allows an arbitrator to order a representative of an insured person or an insurer in an arbitration proceeding to pay expenses of the arbitration personally in certain circumstances.

A new section 284.1 is added to the Act to prohibit a party to a dispute resolution proceeding under sections 279 to 284 from being represented for compensation by another person who is not a barrister or solicitor, except in accordance with the regulations.

A new section 289.1 requires the Superintendent to undertake a periodic review of Part VI of the Act (which governs automobile insurance) and the regulations made under that Part and to recommend amendments that he or she believes will improve the effectiveness and administration of the Part and the regulations.

Section 398 of the Act is amended to prevent a person, other than a barrister or solicitor, from holding himself out as an advisor, consultant, investigator or adjuster of claims against an insurer or an insured, including a claim for statutory accident benefits, unless the person complies with the terms and conditions prescribed in the regulations.

L'article 243 de la Loi est modifié pour prévoir que la couverture prévue à l'article 265 (couverture de l'automobile non assurée) se limite aux accidents qui surviennent au Canada, aux États-Unis et dans les ressorts désignés.

L'article 267.5 de la Loi est modifié pour éliminer l'immunité du propriétaire d'une automobile, des personnes transportées dans celle-ci ou des personnes présentes à l'incident à l'égard des frais relatifs aux soins de santé si une personne est morte ou a subi un préjudice esthétique grave et permanent ou une déficience grave et permanente d'une fonction corporelle, mentale ou psychique importante. Les franchises prévues à l'article 267.5 qui s'appliquent aux dommages-intérêts pour perte non pécuniaire résultant d'accidents d'automobile sont supprimées dans le cas de ceux qui dépassent 100 000 \$ (ou 50 000 \$, dans le cas de ceux prévus par la *Loi sur le droit de la famille*).

L'article 267.5 est également modifié pour préciser que les employeurs et d'autres personnes qui sont responsables du fait d'autrui des actes d'une personne dégagée de responsabilité n'ont pas, à l'égard de leur responsabilité du fait d'autrui, une responsabilité supérieure à celle de cette personne.

Le nouvel article 267.8.1 de la Loi institue un processus d'arbitrage relativement à l'article 267.8 de la Loi. Ce nouvel article exige que les personnes qui peuvent être tenues de verser certaines indemnités accessoires à un demandeur se soumettent, sur demande, à l'arbitrage. La portée de celui-ci sera précisée par règlement. Une modification connexe apportée à l'article 267.8 de la Loi prévoit que les dommages-intérêts auxquels le demandeur a droit par ailleurs seront réduits du montant déterminé par arbitrage.

L'article 267.11 de la Loi est modifié pour prévoir que les règlements échelonnés et les versements périodiques fournis par un assureur ne doivent pas être majorés dans un montant adjugé dans le cadre d'une action en responsabilité délictuelle.

Le nouvel article 268.0.1 vise à exiger du Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles qu'il verse les indemnités d'accident légales que doit un assureur qui fait l'objet d'une ordonnance de mise en liquidation rendue en vertu de la *Loi sur les liquidations et les restructurations* (Canada).

L'article 268.3 de la Loi est modifié pour autoriser le surintendant à formuler des directives concernant les traitements, les biens et les services relatifs aux indemnités pour frais médicaux et de réadaptation prévues par l'*Annexe sur les indemnités d'accident légales*.

Le nouvel article 268.4 est ajouté à la Loi pour prévoir qu'aucune action en dommages-intérêts ne peut être intentée contre une personne qui fait une évaluation pour un centre d'évaluation désigné si elle agit de bonne foi.

Le paragraphe 282 (11.2) est réédité pour autoriser un arbitre à enjoindre au représentant d'une personne assurée ou d'un assureur dans une procédure d'arbitrage de payer personnellement les frais de l'arbitrage dans certaines circonstances.

Le nouvel article 284.1 est ajouté à la Loi pour interdire à une partie à une procédure de règlement des différends visée aux articles 279 à 284 de se faire représenter, moyennant rétribution, par une autre personne qui n'est pas avocat, sauf conformément aux règlements.

Le nouvel article 289.1 exige que le surintendant procède à un examen périodique de la partie VI de la Loi (laquelle régit l'assurance-automobile) et de ses règlements d'application et recommande les modifications qui, selon lui, amélioreront leur efficacité et leur application.

L'article 398 de la Loi est modifié pour empêcher une personne qui n'est pas avocat de se présenter comme conseiller, expert-conseil, enquêteur ou expert d'assurance à l'égard de réclamations contre un assureur ou un assuré, y compris une demande d'indemnités d'accident légales, à moins qu'elle ne se conforme aux conditions que prescrivent les règlements.

PART XVI LAND TRANSFER TAX ACT

References in the *Land Transfer Tax Act* to the "farmlands property class" are replaced with "farm property class".

PART XVII MINING TAX ACT AND ITS PREDECESSOR

The *Mining Tax Act* and its predecessor Act are amended to specify that depreciation for mines, other than new mines or major expansions, is limited to a maximum of 30 per cent for mining assets and 15 per cent for processing and transportation assets, calculated on a straight-line basis for the cost of additions made during a taxation year.

These amendments are made effective as of April 1, 1986 and apply with respect to taxation years ending after March 31, 1986. A specified category of operators continue to be subject to the current rules, instead of these new rules, for specified taxation years.

PART XVIII MINISTRY OF REVENUE ACT

Section 11 of the *Ministry of Revenue Act* is amended to revoke an Order in Council that remitted to the Toronto Blue Jays Baseball Club and other Ontario teams that are members of a professional sports league certain taxes payable by them under the *Employer Health Tax Act*.

PART XIX MINISTRY OF TREASURY AND ECONOMICS ACT

The amendments to the *Ministry of Treasury and Economics Act* concern the Public Accounts. Currently, the Public Accounts must include information that other Acts require to be included. The amendment will permit such information to be set out, instead, in the supplementary financial information that is laid before the Assembly.

PART XX MOTOR VEHICLE ACCIDENT CLAIMS ACT

Section 2 of the *Motor Vehicle Accident Claims Act* is amended to authorize the Lieutenant Governor in Council to assess certain insurers with respect to payments out of the Motor Vehicle Accident Claims Fund in connection with a winding-up order under the *Winding-up and Restructuring Act* (Canada).

The new subsection 6 (3.1) of the Act specifies that the Motor Vehicle Accident Claims Fund does not pay statutory accident benefits in respect of an automobile accident that occurs outside Ontario.

A new section 6.1 is added to the Act. It provides a mechanism for the payment of statutory accident benefits owing by an insurer that is subject to a winding-up order under the *Winding-up and Restructuring Act* (Canada).

A technical amendment is made to section 25 of the Act, concerning payments to non-residents. The amendment specifies that any amount payable out of the Motor Vehicle Accident

PARTIE XVI LOI SUR LES DROITS DE CESSION IMMOBILIÈRE

Les mentions dans la *Loi sur les droits de cession immobilière* de l'expression «catégorie des terres agricoles» sont remplacées par «catégorie des biens agricoles».

PARTIE XVII LOI DE L'IMPÔT SUR L'EXPLOITATION MINIÈRE ET LA LOI QU'ELLE REMPLACE

La *Loi de l'impôt sur l'exploitation minière* et la loi qu'elle remplace sont modifiées pour préciser que l'amortissement à l'égard des mines, à l'exclusion des nouvelles mines ou des agrandissements importants, se limite à un maximum de 30 pour cent pour les éléments d'actif minier et de 15 pour cent pour les éléments d'actif servant au traitement et au transport, calculé selon la méthode linéaire à l'égard du coût des ajouts faits pendant une année d'imposition.

La date d'entrée en vigueur de ces modifications est fixée au 1^{er} avril 1986 et celles-ci s'appliquent à l'égard des années d'imposition qui se terminent après le 31 mars 1986. Une catégorie précisée d'exploitants continue d'être assujettie aux règles actuelles, au lieu des nouvelles règles, pour des années d'imposition déterminées.

PARTIE XVIII LOI SUR LE MINISTÈRE DU REVENU

L'article 11 de la *Loi sur le ministère du Revenu* est modifié pour révoquer un décret qui accordait au club appelé Toronto Blue Jays Baseball Club et à d'autres équipes ontariennes qui sont membres d'une ligue de sport professionnel une remise de certains impôts qu'ils sont tenus de payer en application de la *Loi sur l'impôt-santé des employeurs*.

PARTIE XIX LOI SUR LE MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

Les modifications apportées à la *Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie* portent sur les comptes publics. À l'heure actuelle, ces comptes doivent comprendre des renseignements dont d'autres lois exigent l'inclusion. Les modifications permettent que ces renseignements soient énoncés, à la place, dans les informations financières supplémentaires qui sont déposées devant l'Assemblée.

PARTIE XX LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACCIDENTS DE VÉHICULES AUTOMOBILES

L'article 2 de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles* est modifié pour autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil à fixer à l'intention de certains assureurs une cotisation à l'égard des paiements prélevés sur le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles relativement à une ordonnance de mise en liquidation rendue en vertu de la *Loi sur les liquidations et les restructurations* (Canada).

Le nouveau paragraphe 6 (3.1) de la Loi précise que le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles ne verse pas d'indemnités d'accident légales à l'égard d'un accident d'automobile qui survient en dehors de l'Ontario.

Un nouvel article 6.1 est ajouté à la Loi. Il prévoit un mécanisme de paiement des indemnités d'accident légales que doit un assureur qui fait l'objet d'une ordonnance de mise en liquidation rendue en vertu de la *Loi sur les liquidations et les restructurations* (Canada).

Une modification de forme est apportée à l'article 25 de la Loi en ce qui concerne les paiements aux non-résidents. Elle précise que toute somme payable sur le Fonds d'indemnisation

Claims Fund to a non-resident will not exceed the amount that would be payable in equivalent circumstances to an Ontario resident under the law of the non-resident's jurisdiction.

A new section 27.1 is added to the Act to permit the Minister to require a person who has a cause of action against the Superintendent of Financial Services or against an uninsured driver to give the Minister prescribed information and documents and to undergo examinations by a health care professional.

Under the new section 29, it is an offence to make a false or misleading statement with respect to a claim for benefits or payment under the Act, to wilfully fail to inform the Superintendent of a material change in circumstances in connection with a person's entitlement to a benefit, or to make a false or misleading statement to obtain goods or services from the Motor Vehicle Accident Claims Fund.

PART XXI MUNICIPAL ACT, 2001

A new section 308.1 is added to the *Municipal Act, 2001*. The new section authorizes upper-tier and single-tier municipalities to establish tax ratios below 0.25 for the farm property class.

Section 331 of the Act is amended to permit municipalities to make a complaint to the Assessment Review Board about properties that are identified by the assessment corporation as comparable properties to an eligible property. Currently, only the owner of the eligible property may make such a complaint.

Subsection 357 (1) of the Act, governing the power of a municipality to cancel, reduce or refund taxes, is amended. A technical amendment is made with respect to a municipality's power if a building is razed or damaged. A further amendment authorizes municipalities to cancel, reduce or refund taxes in cases of sickness or extreme poverty.

Technical amendments are made to section 361 of the Act, relating to municipal tax rebate programs for charities. The amendments specify that tax rebates apply not only to charities that pay taxes directly but also to charities that are tenants and that pay amounts on account of taxes.

Technical amendments are also made to section 364 of the Act, relating to rebates for vacant units. The amendments specify that, for the purposes of this section, portions of a property within any of the commercial classes shall be deemed to be one property, and portions of a property within any of the industrial classes shall be deemed to be one property.

References throughout the Act to the "residential/farm property class" are changed to "residential property class" and references to the "farmlands property class" are changed to "farm property class".

PART XXII MUNICIPAL TAX ASSISTANCE ACT

An obsolete definition in the *Municipal Tax Assistance Act* is repealed.

PART XXIII NORTHERN SERVICES BOARDS ACT

References in the *Northern Services Boards Act* to the "residential/farm property class" are changed to "residential

des victimes d'accidents de véhicules automobiles à un non-résident ne doit pas dépasser la somme qui serait payable à un résident de l'Ontario dans des circonstances semblables en vertu de la loi du territoire dans lequel habite le non-résident.

Un nouvel article 27.1 est ajouté à la Loi pour permettre au ministre d'exiger qu'une personne qui a une cause d'action contre le surintendant des services financiers ou contre un conducteur non assuré lui fournisse les renseignements prescrits et certains documents et se fasse examiner par un professionnel de la santé.

Le nouvel article 29 prévoit qu'est coupable d'une infraction quiconque fait une déclaration fausse ou trompeuse relativement à une demande d'indemnité ou de paiement prévu par la Loi, n'informe pas intentionnellement le surintendant d'un changement important de circonstances relativement à son droit à une indemnité ou fait une déclaration fausse ou trompeuse en vue d'obtenir des biens ou des services par le biais du Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles.

PARTIE XXI LOI DE 2001 SUR LES MUNICIPALITÉS

Le nouvel article 308.1 est ajouté à la *Loi de 2001 sur les municipalités*. Il autorise les municipalités de palier supérieur et celles à palier unique à appliquer un coefficient d'impôt de moins de 0,25 à la catégorie des biens agricoles.

L'article 331 de la Loi est modifié pour permettre aux municipalités de présenter une plainte à la Commission de révision de l'évaluation foncière au sujet de biens que la société d'évaluation foncière désigne comme étant des biens comparables à un bien admissible. À l'heure actuelle, seul le propriétaire du bien admissible peut présenter une telle plainte.

Le paragraphe 357 (1) de la Loi, qui régit le pouvoir qu'a une municipalité d'annuler, de diminuer ou de rembourser des impôts, est modifié. Une modification de forme est apportée à l'égard de l'exercice de ce pouvoir dans les cas où un bâtiment est détruit ou subit des dommages. Une autre modification autorise la municipalité à annuler, à diminuer ou à rembourser des impôts pour cause de maladie ou de pauvreté extrême.

Des modifications de forme sont apportées à l'article 361 de la Loi en ce qui concerne les programmes municipaux de remises d'impôt en faveur des organismes de bienfaisance. Les modifications précisent que les remises d'impôt ne s'appliquent pas uniquement aux organismes de bienfaisance qui paient des impôts directement mais aussi à ceux qui sont locataires et qui paient des montants au titre des impôts.

Des modifications de forme sont également apportées à l'article 364 de la Loi en ce qui concerne les remises à l'égard des locaux vacants. Les modifications précisent que, pour l'application de cet article, les parties d'un bien classées dans une des catégories commerciales sont réputées un bien et celles classées dans une des catégories industrielles sont réputées un autre bien.

Les mentions dans la Loi de l'expression «catégorie des biens résidentiels/agricoles» sont remplacées par «catégorie des biens résidentiels» et les mentions de l'expression «catégorie des terres agricoles» sont remplacées par «catégorie des biens agricoles».

PARTIE XXII LOI SUR LES SUBVENTIONS TENANT LIEU D'IMPÔT AUX MUNICIPALITÉS

Une définition périmée de la *Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités* est abrogée.

PARTIE XXIII LOI SUR LES RÉGIES DES SERVICES PUBLICS DU NORD

Les mentions dans la *Loi sur les régies des services publics du Nord* de l'expression «catégorie des biens résidentiels/-

property class" and references to the "farmlands property class" are changed to "farm property class".

**PART XXIV
ONTARIO MUNICIPAL
ECONOMIC INFRASTRUCTURE
FINANCING AUTHORITY ACT, 2002**

A new statute, the *Ontario Municipal Economic Infrastructure Financing Authority Act, 2002* is enacted. The text of the Act is set out in Schedule A to the Bill. It comes into force on proclamation.

The new Act governs the Ontario Municipal Economic Infrastructure Financing Authority. The Authority is a corporation without share capital, composed of the members of its board of directors. They are appointed by the Lieutenant Governor in Council.

The objects of the Authority are set out in section 3, and they include providing financing for municipalities and other public bodies for purposes specified in the regulations.

Its powers are set out in section 4. The Authority and related entities cannot borrow, invest or manage financial risks without the consent of the Minister of Finance. The Authority cannot establish or acquire a subsidiary, trust, partnership or other entity without the consent of the Minister.

Section 8 authorizes the Minister of Finance to issue policies and directives that the Authority and related entities are required to implement.

Section 16 authorizes the Crown to borrow money and advance it to the Authority and its subsidiaries. The Lieutenant Governor in Council may also authorize the purchase of securities of the Authority and its subsidiaries. Certain other financial powers and duties of the Minister of Finance are set out in sections 17 and 18.

Section 19 specifies that securities issued by the Authority or by subsidiaries, trusts, partnerships and other entities established or acquired by the Authority are authorized investments for trusts.

Section 22 governs the liability of directors, officers, employees, partners, trustees and agents of the Authority and related entities. They are not liable for their acts and omissions in good faith in the exercise of powers and performance of duties under the Act. The Authority and related entities remain liable for the acts and omissions of their directors, officers, employees and agents.

**PART XXV
RETAIL SALES TAX ACT**

Technical amendments are made to the *Retail Sales Tax Act* concerning the taxation of services provided in connection with computer programs. The definition of "taxable service" in subsection 1 (1) of the Act is amended to authorize the Minister of Finance to define, in the regulations, those services that are taxable services relating to computer programs. A related amendment is made to subsection 7 (1) of the Act. These amendments apply with respect to sales and contracts entered into on or after July 19, 2002.

A technical amendment is made to subsection 2 (9) of the Act to permit the Minister to determine the fair value of non-taxable services for the purposes of the Act. This amendment is made effective on July 19, 2002.

Currently, ready-mix concrete is exempt from tax in specified circumstances. An amendment to paragraph 68 of subsection 7 (1) of the Act deletes the reference to "ready-mix con-

agricoles» sont remplacées par «catégorie des biens résidentiels» et les mentions de l'expression «catégorie des terres agricoles» sont remplacées par «catégorie des biens agricoles».

**PARTIE XXIV
LOI DE 2002 SUR L'OFFICE ONTARIEN
DE FINANCEMENT DE L'INFRASTRUCTURE
ÉCONOMIQUE DES MUNICIPALITÉS**

Est édictée une nouvelle loi, la *Loi de 2002 sur l'Office ontarien de financement de l'infrastructure économique des municipalités*, dont le texte figure à l'annexe A du projet de loi. Elle entre en vigueur sur proclamation.

La nouvelle loi régit l'Office ontarien de financement de l'infrastructure économique des municipalités. L'Office est une personne morale sans capital-actions, composé des membres de son conseil d'administration, lesquels sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Les objets de l'Office sont énoncés à l'article 3 et comprennent la fourniture d'un financement aux municipalités et à d'autres organismes publics aux fins que précisent les règlements.

Les pouvoirs de l'Office sont énoncés à l'article 4. L'Office et les entités liées ne peuvent contracter d'emprunts, effectuer des placements ou gérer des risques financiers sans le consentement du ministre des Finances. L'Office ne peut créer ou acquérir une filiale, une fiducie, une société de personnes ou une autre entité sans le consentement du ministre.

L'article 8 autorise le ministre des Finances à communiquer des politiques et donner des directives que l'Office et les entités liées sont tenus d'appliquer.

L'article 16 autorise la Couronne à contracter des emprunts pour consentir des avances à l'Office et à ses filiales. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut également autoriser l'achat de valeurs mobilières de l'Office et de ses filiales. Certains autres pouvoirs et fonctions d'ordre financier du ministre des Finances sont énoncés aux articles 17 et 18.

L'article 19 précise que les valeurs mobilières émises par l'Office ou par des filiales, des fiducies, des sociétés de personnes ou d'autres entités qui sont créées ou acquises par l'Office constituent des placements autorisés pour les fiducies.

L'article 22 régit la responsabilité des administrateurs, des dirigeants, des employés, des associés, des fiduciaires et des mandataires de l'Office et des entités liées. Ceux-ci ne sont pas tenus responsables des actes et manquements commis de bonne foi dans l'exercice des pouvoirs et fonctions que leur attribue la Loi. L'Office et les entités liées demeurent responsables des actes et des manquements de leurs administrateurs, dirigeants, employés et mandataires.

**PARTIE XXV
LOI SUR LA TAXE DE VENTE AU DÉTAIL**

Des modifications de forme sont apportées à la *Loi sur la taxe de vente au détail* en ce qui concerne la taxation des services fournis relativement aux programmes informatiques. La définition de «service taxable» au paragraphe 1 (1) de la Loi est modifiée pour autoriser le ministre des Finances à définir, dans les règlements, les services qui sont des services taxables relativement à ces programmes. Une modification connexe est apportée au paragraphe 7 (1) de la Loi. Ces modifications s'appliquent à l'égard des ventes effectuées et des contrats conclus le 19 juillet 2002 ou par la suite.

Une modification de forme est apportée au paragraphe 2 (9) de la Loi pour autoriser le ministre à déterminer la juste valeur des services non taxables pour l'application de la Loi. Cette modification est réputée être entrée en vigueur le 19 juillet 2002.

À l'heure actuelle, le béton prêt à l'emploi est exempté de la taxe dans des circonstances précisées. La modification apportée à la disposition 68 du paragraphe 7 (1) de la Loi remplace la

crete" and replaces it with "reinforced concrete, as defined by the Minister". This amendment is made effective on June 18, 2002.

Under the new subsection 9 (6) of the Act, municipalities are exempt from taxation under the Act on the acquisition of tangible personal property as a result of the transfer of a water or sewage works under the *Municipal Water and Sewage Transfer Act, 1997*. This amendment is made effective on May 27, 1997.

Vendors are required to remit to the Minister of Finance the taxes collected under the Act. An amendment to section 11 will permit vendors to remit taxes to other authorized persons. Complementary technical amendments are made to sections 2 and 14 of the Act. These amendments come into force on January 1, 2003.

PART XXVI SECURITIES ACT

The maximum penalties for offences under the *Securities Act* are increased from a fine of \$1 million and imprisonment for two years to a fine of \$5 million and imprisonment for five years less a day. (See the amendments to section 122 of the Act.)

If a person or company fails to comply with Ontario securities law, the Ontario Securities Commission ("OSC") is given power to order the payment of an administrative penalty of up to \$1 million and to order the disgorgement of amounts obtained as a result of the non-compliance. (See the amendments to section 127 and subsections 3.4 (2) and 143 (2) of the Act and the new section 129.2 of the Act.)

The amendments prohibit engaging in acts that a person or company knows or reasonably ought to know perpetrate a fraud or result in a misleading appearance of trading activity in, or an artificial price for, a security. The amendments also contain a general prohibition on making statements that a person or company knows or reasonably ought to know are misleading or untrue and significantly affect, or would reasonably be expected to have a significant effect on, the market price or value of a security. (See the new sections 126.1 and 126.2 of the Act.)

The OSC is authorized to conduct reviews of disclosures that have been made or that ought to have been made by a reporting issuer or mutual fund. (See the new section 20.1 of the Act.)

The OSC is given power to make rules requiring the appointment of and prescribing requirements for audit committees, requiring systems of internal controls, requiring disclosure controls and procedures, requiring chief executive officers and chief financial officers to provide certifications related to internal controls and to disclosure controls and procedures, and defining auditing standards for reporting on internal controls. (See the amendments to subsection 1 (1.1) and 143 (1) of the Act.)

The Act is amended to add new Part XXIII.1 which provides for civil liability for secondary market disclosure. Specified transactions are exempted from the new Part. Related amendments are made to section 1 (definitions), section 75 (duty to disclose material changes), section 142 (Crown liability) and section 143 of the Act (the OSC's authority to make rules).

mention «béton prêt à l'emploi» par «béton armé, selon la définition que le ministre donne à ce terme». Cette modification est réputée être entrée en vigueur le 18 juin 2002.

Le nouveau paragraphe 9 (6) de la Loi exonère les municipalités de la taxe prévue par la Loi sur les biens meubles corporels qu'elles acquièrent en raison du transfert d'une station de purification de l'eau ou d'épuration des eaux d'égout en application de la *Loi de 1997 sur le transfert des installations d'eau et d'égout aux municipalités*. Cette modification est réputée être entrée en vigueur le 27 mai 1997.

Les vendeurs sont tenus de verser au ministre des Finances les taxes qu'ils perçoivent en application de la Loi. Une modification apportée à l'article 11 les autorise à verser les taxes à d'autres personnes autorisées. Des modifications de forme complémentaires sont apportées aux articles 2 et 14 de la Loi. Ces modifications entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2003.

PARTIE XXVI LOI SUR LES VALEURS MOBILIÈRES

Les peines maximales pour les infractions prévues par la *Loi sur les valeurs mobilières* passent d'une amende de 1 million de dollars et d'un emprisonnement de deux ans à une amende de 5 millions de dollars et un emprisonnement de cinq ans moins un jour. (Voir les modifications apportées à l'article 122 de la Loi.)

Si une personne ou une compagnie ne se conforme pas au droit ontarien des valeurs mobilières, la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (la «Commission») est habilitée à ordonner le paiement d'une pénalité administrative maximale de 1 million de dollars et à ordonner la remise des montants obtenus par suite du manquement. (Voir les modifications apportées à l'article 127 et aux paragraphes 3.4 (2) et 143 (2) de la Loi et le nouvel article 129.2 de la Loi.)

Les modifications interdisent à une personne ou à une compagnie de se livrer à des actes dont elle sait ou devrait raisonnablement savoir qu'ils constituent une fraude ou entraînent une apparence trompeuse d'opérations sur valeurs mobilières ou un cours artificiel à l'égard de telles valeurs. Les modifications comprennent également une interdiction générale visant les déclarations dont une personne ou une compagnie sait ou devrait raisonnablement savoir qu'elles sont trompeuses ou erronées et qu'elles ont un effet significatif sur le cours ou la valeur de valeurs mobilières ou qu'il est raisonnable de s'attendre qu'elles auront cet effet. (Voir les nouveaux articles 126.1 et 126.2 de la Loi.)

La Commission est autorisée à effectuer un examen des divulgations qu'un émetteur assujéti ou un fonds mutuel a faites ou aurait dû faire. (Voir le nouvel article 20.1 de la Loi.)

La Commission est habilitée à établir des règles exigeant la constitution de comités de vérification, prescrivant des exigences relatives à ces comités, exigeant la mise en place d'un système de contrôles internes, exigeant la mise en place de contrôles et de mécanismes d'information, exigeant que les directeurs généraux et les directeurs des services financiers fournissent des attestations visant les contrôles internes ainsi que les contrôles et mécanismes d'information et définissant les normes de vérification relatives à la présentation de rapports sur les contrôles internes. (Voir les modifications apportées aux paragraphes 1 (1.1) et 143 (1) de la Loi.)

La Loi est modifiée pour ajouter la partie XXIII.1, laquelle porte sur la responsabilité civile quant aux obligations d'information sur le marché secondaire. Des transactions déterminées sont soustraites à son application. Des modifications connexes sont apportées à l'article 1 (définitions), à l'article 75 (obligation de divulguer les changements importants), à l'article 142 (responsabilité de la Couronne) et à l'article 143 (pouvoir de la Commission d'établir des règles).

In the new Part, rights of action are created in section 138.3. These rights of action are in addition to any rights that may otherwise exist (See the new section 138.13 of the Act.)

The rights of action created by section 138.3 include a right of action for damages by persons or companies who acquire or dispose of the securities of a responsible issuer during a period of time in which there is an uncorrected misrepresentation in a document released by the responsible issuer or by a person with actual, implied or apparent authority, or in a public oral statement by such a person or by an influential person (a defined expression) relating to the affairs of the responsible issuer. The right of action is given to persons or companies acquiring or disposing of the securities of the responsible issuer between the time the misrepresentation was made and the time it was publicly corrected.

Section 138.3 also creates a right of action for damages by persons or companies who acquire or dispose of an issuer's security during a period in which a responsible issuer fails to make a timely disclosure of a material change. The period ends when the responsible issuer makes the required disclosure.

These rights of action lie against specified persons and companies in the circumstances described in the section: (1) the responsible issuer; (2) the person making the public oral statement; (3) each director or officer of the responsible issuer; (4) an influential person; (5) each director or officer of the influential person; and (6) each expert (a defined word). Section 138.3 relieves directors and officers of influential persons from liability under this section if they are also liable as directors or officers of a responsible issuer.

The liability of each of these persons or companies is limited under the new Part. The liability limit for each of them is specified in the definition of "liability limit" in section 138.1.

The court is permitted to treat multiple misrepresentations or multiple instances of failure to make timely disclosure as a single misrepresentation or single failure to make timely disclosure, respectively, if the multiple misrepresentations or multiple failures have a common subject matter or if the multiple misrepresentations have a common content. Section 138.3 also limits liability in situations where the public oral statement was made by a person who has apparent authority but who does not have actual or implied authority.

In the new Part, section 138.4 sets out a plaintiff's burden of proof in a proceeding under section 138.3. It also sets out defences that are available in such a proceeding.

Sections 138.5 to 138.7 in the new Part govern awards of damages in proceedings under section 138.3. Section 138.5 describes the manner in which damages are to be assessed. Section 138.6 describes how the damages are to be allocated among defendants. Section 138.7 limits the damages payable by a person or company.

Procedural matters are addressed in the new sections 138.8 to 138.14. Section 138.14 sets out the limitation periods that apply to proceedings under section 138.3. A proceeding cannot be commenced without leave of the court. Section 138.9 requires the plaintiff to issue a news release upon being given leave to commence the proceeding, and to give the news release and other documents to the OSC. Section 138.10 specifies that a proceeding cannot be discontinued, stayed, settled or dismissed for delay without leave of the court. It also specifies the matters that the court is required to consider when approving a settlement.

Dans la nouvelle partie, des droits d'action sont créés par l'article 138.3. Ces droits s'ajoutent aux autres droits qui existent par ailleurs. (Voir le nouvel article 138.13 de la Loi.)

Les droits d'action créés par l'article 138.3 comprennent le droit d'intenter une action en dommages-intérêts dans le cas des personnes ou compagnies qui acquièrent ou aliènent les valeurs mobilières d'un émetteur responsable pendant la période au cours de laquelle il existe une présentation inexacte des faits non rectifiée dans un document publié par l'émetteur ou par une personne qui a un pouvoir effectif, implicite ou apparent ou dans une déclaration orale publique faite par une telle personne ou par une personne influente (expression définie) en ce qui concerne les affaires de l'émetteur. Ce droit est accordé aux personnes ou compagnies qui acquièrent ou aliènent des valeurs mobilières de l'émetteur entre le moment où a été faite la présentation inexacte des faits et celui où elle a été rectifiée publiquement.

L'article 138.3 accorde également le droit d'intenter une action en dommages-intérêts aux personnes ou compagnies qui acquièrent ou aliènent une valeur mobilière d'un émetteur pendant une période au cours de laquelle un émetteur responsable ne respecte pas les obligations d'information occasionnelle en ne divulguant pas un changement important. Cette période prend fin lorsque l'émetteur fait la divulgation exigée.

Ces droits d'action sont exercés contre des personnes et des compagnies déterminées, dans les circonstances visées à l'article : (1) l'émetteur responsable; (2) la personne qui fait la déclaration orale publique; (3) tout administrateur ou dirigeant de l'émetteur responsable; (4) toute personne influente; (5) tout administrateur ou dirigeant de la personne influente; (6) tout expert (terme défini). L'article 138.3 dégage les administrateurs et les dirigeants des personnes influentes de la responsabilité prévue à cet article s'ils encourent également une responsabilité à titre d'administrateurs ou de dirigeants d'un émetteur responsable.

La responsabilité de chacune de ces personnes ou compagnies est plafonnée dans le cadre de la nouvelle partie. La limite de responsabilité de chacune d'elles est précisée dans la définition de «limite de responsabilité» à l'article 138.1.

Le tribunal est autorisé à traiter les multiples présentations inexactes de faits ou les multiples cas de non-respect d'obligations d'information occasionnelle comme une seule présentation inexacte ou comme un seul cas de non-respect, respectivement, si les multiples présentations inexactes ou les multiples cas de non-respect ont le même sujet ou que les multiples présentations inexactes ont le même contenu. En outre, l'article 138.3 limite la responsabilité dans les situations où la déclaration orale publique a été faite par une personne qui a un pouvoir apparent mais qui n'a pas de pouvoir effectif ou explicite.

Dans la nouvelle partie, l'article 138.4 énonce le fardeau de la preuve qui incombe au demandeur dans une instance visée à l'article 138.3. Il énonce également les moyens de défense qui s'offrent dans une telle instance.

Les articles 138.5 à 138.7 de la nouvelle partie régissent les dommages-intérêts qui sont accordés dans les instances visées à l'article 138.3. L'article 138.5 décrit la manière dont sont évalués les dommages-intérêts. L'article 138.6 décrit la manière de les répartir entre les défendeurs. L'article 138.7 limite les dommages-intérêts payables par une personne ou une compagnie.

Les articles 138.8 à 138.14 portent sur des questions de procédure. L'article 138.14 prévoit les délais de prescription qui s'appliquent aux instances visées à l'article 138.3. Ces instances ne peuvent être introduites qu'avec l'autorisation du tribunal. L'article 138.9 exige que le demandeur publie un communiqué lorsqu'il reçoit l'autorisation d'introduire l'instance et qu'il donne le communiqué et d'autres documents à la Commission. L'article 138.10 précise qu'une instance ne peut être suspendue, abandonnée, réglée ou rejetée pour cause de retard sans l'autorisation du tribunal. Il précise également les facteurs dont doit tenir compte le tribunal lorsqu'il approuve un règlement.

**PART XXVII
TAX INCENTIVE ZONES ACT
(PILOT PROJECTS), 2002**

A new statute, the *Tax Incentive Zones Act (Pilot Projects)*, 2002 is enacted. The text of the Act is set out in Schedule B to the Bill.

Under the new Act, the Lieutenant Governor in Council may establish tax incentive zones. A tax incentive zone may be created for a limited period. In a tax incentive zone, persons who meet prescribed criteria and who enter into a tax incentive agreement may have certain taxes, fees and charges reduced or cancelled.

The Act authorizes the Minister of Finance to make regulations reducing or cancelling certain provincial taxes, fees and charges in tax incentive zones. The regulations will specify which provincial taxes, fees and charges may be reduced or cancelled and may impose conditions and restrictions on the reduction or cancellation. Regulations may also reduce or cancel school taxes in tax incentive zones.

The Act authorizes municipalities to pass by-laws reducing or cancelling municipal taxes under the *Municipal Act, 2001*, with the prior approval of the Minister of Municipal Affairs and Housing. Municipalities may also reduce or cancel fees and charges paid or payable to them under statutes to be specified by regulation.

A person who enters into a tax incentive agreement but fails to comply with it will be required to pay the full amount of the taxes, fees and charges that were reduced or cancelled under the agreement or a lesser amount determined by the Minister of Finance.

**PART XXVIII
TOBACCO TAX ACT
AND RELATED AMENDMENTS**

The *Tobacco Tax Act* is amended in relation to the duties of interjurisdictional transporters. It is an offence for an interjurisdictional transporter to fail to obtain a registration certificate under the Act, and an administrative penalty may also be imposed for failing to obtain one. Currently, interjurisdictional transporters are subject to the same penalty as others who fail to deliver the returns required by the Act, a penalty based on the amount of tax collectable or payable under the Act. An amendment imposes a \$1,000 penalty on interjurisdictional transporters who fail to deliver a return. These amendments come into force on July 1, 2003.

Section 7 of the Act is also amended to establish an administrative penalty to be paid by manufacturers who do not have the registration certificate required by the Act. This amendment also comes into force on July 1, 2003.

Previous amendments to the Act concerning the holders of a permit to manufacture tear tape, which are not yet in force, are re-enacted as consequential amendments.

**PARTIE XXVII
LOI DE 2002 SUR LES ZONES D'ALLÈGEMENT
FISCAL (PROJETS PILOTES)**

Est édictée une nouvelle loi, la *Loi de 2002 sur les zones d'allégement fiscal (projets pilotes)*, dont le texte figure à l'annexe B du projet de loi.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, en vertu de la nouvelle loi, établir des zones d'allégement fiscal. Une telle zone peut être établie pour une durée déterminée. Dans une zone du genre, les personnes qui satisfont aux critères prescrits et qui concluent un accord d'allégement fiscal peuvent obtenir l'annulation ou la réduction de certains impôts, taxes, droits et redevances.

La Loi autorise le ministre des Finances à réduire ou annuler, par règlement, certains impôts, taxes, droits et redevances provinciaux dans les zones d'allégement fiscal. Les règlements préciseront lesquels peuvent être réduits ou annulés et pourront assortir la réduction ou l'annulation de conditions et de restrictions. En outre, les règlements pourront réduire ou annuler les impôts scolaires dans ces zones.

La Loi autorise les municipalités à adopter, avec l'approbation préalable du ministre des Affaires municipales et du Logement, des règlements municipaux qui réduisent ou annulent les impôts municipaux prévus par la *Loi de 2001 sur les municipalités*. De plus, les municipalités peuvent réduire ou annuler les droits et les redevances qui leur sont payés ou payables en application des lois que précisent les règlements.

La personne qui conclut un accord d'allégement fiscal mais qui ne le respecte pas est tenue de payer la totalité des taxes, des impôts, des droits et des redevances qui ont été réduits ou annulés dans le cadre de l'accord ou le montant moindre que fixe le ministre des Finances.

**PARTIE XXVIII
LOI DE LA TAXE SUR LE TABAC
ET MODIFICATIONS CONNEXES**

La *Loi de la taxe sur le tabac* est modifiée en ce qui concerne les obligations des transporteurs interterritoriaux. Le transporteur du genre qui n'obtient pas un certificat d'inscription délivré en application de la Loi commet une infraction, auquel cas une pénalité administrative peut également lui être imposée. À l'heure actuelle, ce type de transporteur est assujéti, comme ceux qui ne produisent pas les déclarations exigées par la Loi, à une pénalité calculée selon la taxe qu'il est tenu de percevoir ou de payer en application de la Loi. Une modification lui impose une pénalité de 1 000 \$ pour chaque déclaration non produite. Ces modifications entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2003.

L'article 7 de la Loi est modifié pour imposer une pénalité administrative aux fabricants qui ne sont pas titulaires du certificat d'inscription exigé par la Loi. Cette modification entre également en vigueur le 1^{er} juillet 2003.

Les modifications antérieures qui ont été apportées à la Loi en ce qui concerne les titulaires d'un permis de fabrication de languettes et qui ne sont pas encore en vigueur sont rééditées sous forme de modifications corrélatives.



CHAPTER 23

An Act to amend various Acts in respect of the pricing, conservation and supply of electricity and in respect of other matters related to electricity

Assented to December 9, 2002

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

ASSESSMENT ACT

1. The *Assessment Act* is amended by adding the following section:

Electricity generating facilities that use alternative or renewable energy

Definitions

3.1 (1) In this section,

“alternative or renewable source of energy” means a source of energy prescribed in the regulations; (“source d’énergie renouvelable ou de remplacement”)

“eligible machinery” means machinery or equipment used in generating electricity that satisfies the conditions prescribed in the regulations. (“machines admissibles”)

Exemption from taxation, new facility

(2) Subject to subsection (7), land that is an electricity generating facility that generates electricity from an alternative or renewable source of energy is exempt from taxation for the time period determined under subsection (6) if,

- (a) the facility,
 - (i) commences generating electricity from an alternative or renewable source of energy after November 25, 2002 and before January 1, 2008, or
 - (ii) is a facility designated by the Minister; and
- (b) the facility satisfies the conditions prescribed in the regulations.

Exemption from taxation, addition to an existing facility

(3) Subject to subsection (7), land that is an addition to an existing electricity generating facility is exempt from taxation for the time period determined under subsection (6) if,

CHAPITRE 23

Loi modifiant diverses lois en ce qui concerne l'établissement du prix de l'électricité, la conservation de l'électricité et l'approvisionnement en électricité et traitant d'autres questions liées à l'électricité

Sanctionnée le 9 décembre 2002

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

LOI SUR L'ÉVALUATION FONCIÈRE

1. La *Loi sur l'évaluation foncière* est modifiée par adjonction de l'article suivant :

**Centrales électriques : énergie renouvelable
ou de remplacement**

Définitions

3.1 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«machines admissibles» Machines ou matériel servant à la production d'électricité qui satisfont aux conditions prescrites par les règlements. («eligible machinery»)

«source d'énergie renouvelable ou de remplacement» Source d'énergie que prescrivent les règlements. («alternative or renewable source of energy»)

Exemption d'impôt : nouvelles centrales

(2) Sous réserve du paragraphe (7), les biens-fonds constituant une centrale électrique qui produit de l'électricité à partir d'une source d'énergie renouvelable ou de remplacement sont exemptés d'impôt pendant la période visée au paragraphe (6) si :

- a) d'une part, la centrale :
 - (i) soit commence à produire de l'électricité à partir d'une telle source après le 25 novembre 2002, mais avant le 1^{er} janvier 2008,
 - (ii) soit est désignée par le ministre;
- b) d'autre part, la centrale satisfait aux conditions prescrites par les règlements.

Exemption d'impôt : agrandissement d'une centrale existante

(3) Sous réserve du paragraphe (7), les biens-fonds constituant l'agrandissement d'une centrale électrique existante sont exemptés d'impôt pendant la période visée au paragraphe (6) si les conditions suivantes sont réunies :

- (a) the addition to the facility is the result of an expansion of the existing facility, as determined under the rules prescribed in the regulations;
- (b) electricity is generated in the addition to the facility from an alternative or renewable source of energy;
- (c) the addition to the facility,
 - (i) commences generating the electricity described in clause (b) after November 25, 2002 and before January 1, 2008, or
 - (ii) is an addition to a facility that is designated by the Minister; and
- (d) the addition to the facility satisfies the conditions prescribed in the regulations.

Same

(4) If an electricity generating facility or an addition to an electricity generating facility is exempt from taxation under this section, the following real property is exempt from taxation for the same period of time as the facility or the addition to a facility:

1. Buildings and structures,
 - i. that are used in connection with the facility or the addition to a facility, and
 - ii. that satisfy the conditions prescribed in the regulations.
2. Land, not in excess of the area determined in the manner prescribed in the regulations, that is used in connection with the facility or the addition to a facility.
3. Eligible machinery used in generating electricity at the facility or the addition to a facility, to the extent that it is not exempt from taxation under paragraph 18 of subsection 3 (1).

Designation of facility or addition

(5) The Minister may, for the purposes of this section, designate,

- (a) an electricity generating facility that satisfies the conditions for designation prescribed in the regulations; or
- (b) an addition to an electricity generating facility that satisfies the conditions for designation prescribed in the regulations.

Exemption period

(6) The time period during which an electricity generating facility or an addition to an electricity generating facility is exempt from taxation under this section is,

- (a) the first 120 months in which the facility or addition generates electricity from an alternative or renewable source of energy if the facility or addition commences generating electricity from an alternative or renewable source after November 25, 2002 and before January 1, 2008 and is not designated by the Minister; or

- a) l'agrandissement découle de l'expansion de la centrale existante, telle qu'elle est déterminée aux termes des règles que prescrivent les règlements;
- b) l'électricité est produite dans l'agrandissement à partir d'une source d'énergie renouvelable ou de remplacement;
- c) l'agrandissement :
 - (i) soit commence à produire l'électricité visée à l'alinéa b) après le 25 novembre 2002, mais avant le 1^{er} janvier 2008,
 - (ii) soit est désigné par le ministre;
- d) l'agrandissement satisfait aux conditions prescrites par les règlements.

Idem

(4) Si une centrale électrique ou l'agrandissement d'une telle centrale est exempté d'impôt aux termes du présent article, les biens immeubles suivants en sont également exemptés pour la même période que la centrale ou l'agrandissement :

1. Les bâtiments et constructions qui :
 - i. d'une part, sont utilisés relativement à la centrale ou à l'agrandissement,
 - ii. d'autre part, satisfont aux conditions prescrites par les règlements.
2. Les biens-fonds dont la superficie ne doit pas dépasser celle calculée de la manière prescrite par les règlements, qui sont utilisés relativement à la centrale ou à l'agrandissement.
3. Les machines admissibles servant à la production d'électricité dans la centrale ou dans l'agrandissement, dans la mesure où elles ne sont pas exemptées d'impôt aux termes de la disposition 18 du paragraphe 3 (1).

Désignation d'une centrale ou d'un agrandissement

(5) Le ministre peut, pour l'application du présent article, désigner :

- a) soit une centrale électrique qui satisfait aux conditions de désignation prescrites par les règlements;
- b) soit l'agrandissement d'une centrale électrique qui satisfait aux conditions de désignation prescrites par les règlements.

Période d'exemption

(6) La période pendant laquelle une centrale électrique ou l'agrandissement d'une telle centrale est exempté d'impôt aux termes du présent article correspond :

- a) soit aux 120 premiers mois au cours desquels la centrale ou l'agrandissement produit de l'électricité à partir d'une source d'énergie renouvelable ou de remplacement, à condition de commencer à le faire après le 25 novembre 2002, mais avant le 1^{er} janvier 2008, et de ne pas être désigné par le ministre;

- (b) the time period determined under the rules prescribed in the regulations if the facility or addition is designated by the Minister.

Exception

(7) Despite subsection (6), if an amount of electricity generated and sold by an electricity generating facility or an addition to an electricity generating facility is in excess of the amount determined for the facility or the addition under the rules prescribed in the regulations, but that amount is not supplied to the IMO-controlled grid, as defined in the *Electricity Act, 1998*, or to a person or category of persons prescribed in the regulations in such circumstances as may be prescribed in the regulations, the exemption from taxation for the facility or addition,

- (a) shall cease to apply for the time periods determined under the rules prescribed in the regulations; or
- (b) shall be reduced in the manner and for the time periods determined under the rules prescribed in the regulations.

Regulations

- (8) The Minister may make regulations,
 - (a) prescribing sources of energy for the purposes of the definition of "alternative or renewable source of energy" in subsection (1);
 - (b) prescribing conditions that an electricity generating facility or an addition to an electricity generating facility must satisfy for the purposes of this section;
 - (c) prescribing the conditions that machinery or equipment must satisfy to be eligible machinery for the purposes of this section;
 - (d) prescribing rules for determining if an addition to an electricity generating facility is the result of an expansion of the existing facility;
 - (e) prescribing the manner for determining the area of land used in connection with an electricity generating facility or an addition to an electricity generating facility;
 - (f) prescribing conditions that buildings or structures must satisfy for the purposes of subparagraph 1 ii of subsection (4);
 - (g) prescribing rules for determining, for the purposes of this section, when an electricity generating facility or an addition to an electricity generating facility commences generating electricity;
 - (h) prescribing conditions for designation that an electricity generating facility or an addition to an electricity generating facility must satisfy to be eligible to be designated by the Minister;
 - (i) prescribing rules for determining the time period under clause (6) (b) that applies to a facility or an addition to a facility that is designated by the Minister;

- b) soit à la période fixée aux termes des règles prescrites par les règlements, à condition que la centrale ou l'agrandissement soit désigné par le ministre.

Exception

(7) Malgré le paragraphe (6), si une centrale électrique ou l'agrandissement d'une telle centrale produit et vend une quantité d'électricité supérieure à la quantité établie pour la centrale ou l'agrandissement aux termes des règles prescrites par les règlements, mais que cette quantité n'est pas fournie au réseau dirigé par la SIGMÉ, au sens de la *Loi de 1998 sur l'électricité*, ni à une personne ou à une catégorie de personnes prescrite par les règlements, dans les circonstances qu'ils prescrivent, l'exemption d'impôt accordée à la centrale ou à l'agrandissement :

- a) soit cesse de s'appliquer pendant les périodes fixées aux termes des règles prescrites par les règlements;
- b) soit est réduite de la manière et pendant les périodes fixées aux termes des règles prescrites par les règlements.

Règlements

- (8) Le ministre peut, par règlement :
 - a) prescrire des sources d'énergie aux fins de la définition de «source d'énergie renouvelable ou de remplacement» au paragraphe (1);
 - b) prescrire les conditions auxquelles doit satisfaire une centrale électrique ou l'agrandissement d'une telle centrale pour l'application du présent article;
 - c) prescrire les conditions auxquelles doivent satisfaire des machines ou du matériel pour être considérés comme machines admissibles pour l'application du présent article;
 - d) prescrire les règles à respecter pour déterminer si l'agrandissement d'une centrale électrique existante découle de son expansion;
 - e) prescrire la façon de déterminer la superficie de biens-fonds utilisés relativement à une centrale électrique ou à l'agrandissement d'une telle centrale;
 - f) prescrire les conditions auxquelles doivent satisfaire les bâtiments ou constructions pour l'application de la sous-disposition 1 ii du paragraphe (4);
 - g) prescrire les règles à respecter pour déterminer, pour l'application du présent article, le moment où une centrale électrique ou un agrandissement d'une telle centrale commence à produire de l'électricité;
 - h) prescrire les conditions de désignation auxquelles doit satisfaire une centrale électrique ou l'agrandissement d'une telle centrale pour pouvoir être désigné par le ministre;
 - i) prescrire les règles à respecter pour fixer la période visée à l'alinéa (6) b) qui s'applique à une centrale ou à l'agrandissement d'une centrale que désigne le ministre;

- (j) prescribing persons, categories of persons, circumstances, amounts, time periods and rules for the purposes of subsection (7);
- (k) providing for compensation to be paid to municipalities in respect of tax revenues foregone as a result of the application of this section.

Same

(9) A regulation under subsection (8) may be general or specific and may apply differently to different electricity generating facilities or types of facilities and different additions or types of additions to electricity generating facilities.

CORPORATIONS TAX ACT

2. (1) Subdivision A of Division B of Part II of the *Corporations Tax Act* is amended by adding the following section:

Incentive for new electricity supply

13.6 (1) In computing its income from a business for a taxation year, a corporation may deduct an incentive equal to the amount by which the sum of all amounts, each of which is an amount determined under subsection (2) in respect of a qualifying electricity generating facility, exceeds the sum of all amounts, if any, each of which is an amount determined in accordance with the rules prescribed by the Minister.

Amount in respect of a facility

(2) For the purposes of subsection (1), an amount in respect of a qualifying electricity generating facility is the amount determined in accordance with the rules prescribed by the Minister in respect of the corporation's income earned in the taxation year, but after November 25, 2002, from the sale of electricity,

- (a) that is generated by the facility from an alternative or renewable source of energy;
- (b) that is generated after November 25, 2002 and on or before the ninth anniversary of the last day of the first taxation year of the corporation in which the corporation first deducted an amount under this section in respect of the facility;
- (c) that qualifies as a new electricity supply generated by the facility under the rules prescribed by the Minister; and
- (d) that is supplied,
 - (i) to the IMO-controlled grid, as defined in the *Electricity Act*, 1998, or
 - (ii) to a person or class of persons prescribed by the Minister, in such circumstances as may be prescribed by the Minister.

Qualifying electricity generating facility

(3) An electricity generating facility is a qualifying electricity generating facility if,

- j) prescrire des personnes, des catégories de personnes, des circonstances, des quantités, des périodes et des règles pour l'application du paragraphe (7);
- k) prévoir l'indemnité à verser aux municipalités relativement aux pertes de recettes fiscales qui découlent de l'application du présent article.

Idem

(9) Les règlements pris en application du paragraphe (8) peuvent avoir une portée générale ou particulière et s'appliquer différemment à des centrales électriques ou des genres de centrales différents et à des agrandissements ou des genres d'agrandissements de telles centrales différents.

LOI SUR L'IMPOSITION DES CORPORATIONS

2. (1) La sous-section A de la section B de la partie II de la *Loi sur l'imposition des corporations* est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Incentif à l'accroissement de l'approvisionnement en électricité

13.6 (1) Lors du calcul de son revenu tiré d'une entreprise pour une année d'imposition, une corporation peut déduire un incitatif correspondant à l'excédent de tous les montants dont chacun est calculé aux termes du paragraphe (2) relativement à une centrale électrique admissible sur ceux, le cas échéant, dont chacun est calculé conformément aux règles prescrites par le ministre.

Montant relatif à une centrale

(2) Pour l'application du paragraphe (1), un montant relatif à une centrale électrique admissible correspond à celui calculé conformément aux règles prescrites par le ministre à l'égard du revenu de la corporation tiré dans l'année d'imposition, mais après le 25 novembre 2002, de la vente de l'électricité :

- a) que la centrale produit à partir d'une source d'énergie renouvelable ou de remplacement;
- b) qui est produite après le 25 novembre 2002, mais au plus tard à la date du neuvième anniversaire du dernier jour de la première année d'imposition de la corporation au cours de laquelle elle a déduit pour la première fois un montant en vertu du présent article à l'égard de la centrale;
- c) qui est admissible à titre de nouvel approvisionnement en électricité produit par la centrale aux termes des règles prescrites par le ministre;
- d) qui est fournie :
 - (i) soit au réseau dirigé par la SIGMÉ, au sens de la *Loi de 1998 sur l'électricité*,
 - (ii) soit à une personne ou à une catégorie de personnes prescrite par le ministre, dans les circonstances qu'il prescrit.

Centrale électrique admissible

(3) Une centrale électrique est une centrale électrique admissible si les conditions suivantes sont réunies :

- (a) the facility,
 - (i) commences generating electricity from an alternative or renewable source of energy after November 25, 2002 and before January 1, 2008, or
 - (ii) is a facility designated by the Minister; and
- (b) the facility satisfies the conditions prescribed by the Minister.

Designation of facility

- (4) The Minister may, for the purposes of this section, designate an electricity generating facility that,
 - (a) generates electricity from an alternative or renewable source of energy; and
 - (b) satisfies the conditions for designation prescribed by the Minister.

Definition

- (5) In this section,
“alternative or renewable source of energy” means a source of energy prescribed by the Minister.

Regulations

- (6) The Minister may make regulations,
 - (a) prescribing alternative or renewable sources of energy;
 - (b) prescribing rules for determining amounts referred to in subsection (1) that are deducted in determining the amount of a corporation's incentive for new electricity supply for a taxation year;
 - (c) prescribing rules for determining the amount of electricity generated by a qualifying electricity generating facility from an alternative or renewable source of energy;
 - (d) prescribing rules for determining whether any electricity generated by a qualifying electricity generating facility qualifies as a new electricity supply;
 - (e) prescribing rules for determining the amount of new electricity supply generated by a qualifying electricity generating facility;
 - (f) prescribing rules for calculating the amount in respect of a qualifying electricity generating facility for the purposes of subsection (2);
 - (g) prescribing persons or classes of persons and circumstances for the purposes of subclause (2) (d) (ii);
 - (h) prescribing rules for determining if a qualifying electricity generating facility commences generating electricity from an alternative or renewable source of energy after November 25, 2002 and before January 1, 2008;

- a) la centrale, selon le cas :
 - (i) commence à produire de l'électricité à partir d'une source d'énergie renouvelable ou de remplacement après le 25 novembre 2002, mais avant le 1^{er} janvier 2008,
 - (ii) est désignée par le ministre;
- b) elle satisfait aux conditions prescrites par le ministre.

Désignation d'une centrale

- (4) Le ministre peut, pour l'application du présent article, désigner une centrale électrique qui :
 - a) d'une part, produit de l'électricité à partir d'une source d'énergie renouvelable ou de remplacement;
 - b) d'autre part, satisfait aux conditions de désignation qu'il prescrit.

Définition

- (5) La définition qui suit s'applique au présent article.
«source d'énergie renouvelable ou de remplacement»
Source d'énergie que prescrit le ministre.

Règlements

- (6) Le ministre peut, par règlement :
 - a) prescrire des sources d'énergie renouvelable ou de remplacement;
 - b) prescrire les règles à respecter pour calculer les montants visés au paragraphe (1) qui sont déduits lors du calcul du montant de l'incitatif d'une corporation à l'égard d'un nouvel approvisionnement en électricité pour une année d'imposition;
 - c) prescrire les règles à respecter pour déterminer la quantité d'électricité produite par une centrale électrique admissible à partir d'une source d'énergie renouvelable ou de remplacement;
 - d) prescrire les règles à respecter pour déterminer si l'électricité produite par une centrale électrique admissible est admissible comme nouvel approvisionnement en électricité;
 - e) prescrire les règles à respecter pour déterminer la quantité du nouvel approvisionnement en électricité produit par une centrale électrique admissible;
 - f) prescrire les règles à respecter pour calculer le montant relatif à une centrale électrique admissible pour l'application du paragraphe (2);
 - g) prescrire des personnes ou des catégories de personnes et des circonstances pour l'application du sous-alinéa (2) d) (ii);
 - h) prescrire les règles à respecter pour déterminer si une centrale électrique admissible commence à produire de l'électricité à partir d'une source d'énergie renouvelable ou de remplacement après le 25 novembre 2002, mais avant le 1^{er} janvier 2008;

- (i) prescribing the conditions that must be satisfied for the purposes of clause (3) (b);
- (j) prescribing conditions for designation that an electricity generating facility must satisfy to be eligible to be designated by the Minister;
- (k) prescribing any other matter that the Minister considers necessary or advisable for the purposes of this section.

Same

(7) A regulation under subsection (6) may be general or specific and may prescribe different persons, classes of persons, rules, conditions, circumstances or other things in respect of different electricity generating facilities or classes of facilities.

(2) Subsection 62 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 14, section 26, 1997, chapter 19, section 4, 1997, chapter 43, Schedule A, section 32, 1998, chapter 5, section 19, 1998, chapter 34, section 48 and 2001, chapter 23, section 41, is amended by adding the following clause:

Electricity generating assets

- (i) all amounts, except to the extent that they have been deducted by the corporation in computing its income under Part II for the taxation year or any prior taxation year, that are deductible by the corporation under clause 11 (10) (a) on account of property,
 - (i) that is used in generating electricity from a renewable or alternative energy source, and
 - (ii) that is qualifying property for the purposes of this clause under the rules prescribed by the regulations.

(3) Subsection 112 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 14, section 52, 1996, chapter 18, section 23, 1996, chapter 24, section 31, 1997, chapter 43, Schedule A, section 51, 1998, chapter 15, Schedule E, section 5 and 2001, chapter 23, section 63, is amended by adding the following clause:

- (d.2) governing the carry-forward of non-capital losses incurred by corporations in operating qualifying electricity generating facilities to which section 13.6 applies, including permitting the carry-forward of the losses to a taxation year that is later than the last taxation year for which the losses would otherwise be deductible under section 111 of the *Income Tax Act* (Canada), as it applies for the purposes of this Act;

- i) prescrire les conditions auxquelles il doit être satisfait pour l'application de l'alinéa (3) b);
- j) prescrire les conditions de désignation auxquelles doit satisfaire une centrale électrique pour pouvoir être désignée par le ministre;
- k) prescrire toute autre question que le ministre estime nécessaire ou souhaitable pour l'application du présent article.

Idem

(7) Les règlements pris en application du paragraphe (6) peuvent avoir une portée générale ou particulière et prescrire des personnes, des catégories de personnes, des règles, des conditions, des circonstances ou d'autres choses différentes à l'égard de centrales électriques ou de catégories de centrales différentes.

(2) Le paragraphe 62 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 26 du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1994, par l'article 4 du chapitre 19 et l'article 32 de l'annexe A du chapitre 43 des Lois de l'Ontario de 1997, par l'article 19 du chapitre 5 et l'article 48 du chapitre 34 des Lois de l'Ontario de 1998 et par l'article 41 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 2001, est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

Éléments d'actif liés à la production d'électricité

- i) tous les montants, sauf dans la mesure où la corporation les a déduits dans le calcul de son revenu aux termes de la partie II pour l'année d'imposition ou toute année d'imposition antérieure, que la corporation peut déduire en vertu de l'alinéa 11 (10) a) à l'égard de biens :
 - (i) d'une part, qui servent à la production d'électricité à partir d'une source d'énergie renouvelable ou de remplacement,
 - (ii) d'autre part, qui sont des biens admissibles pour l'application du présent alinéa aux termes des règles prescrites par les règlements.

(3) Le paragraphe 112 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 52 du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1994, par l'article 23 du chapitre 18 et l'article 31 du chapitre 24 des Lois de l'Ontario de 1996, par l'article 51 de l'annexe A du chapitre 43 des Lois de l'Ontario de 1997, par l'article 5 de l'annexe E du chapitre 15 des Lois de l'Ontario de 1998 et par l'article 63 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 2001, est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- d.2) régir le report des pertes autres que des pertes en capital qu'ont subies des corporations dans le cadre de l'exploitation d'une centrale électrique admissible à laquelle s'applique l'article 13.6 et, notamment, permettre le report des pertes à une année d'imposition postérieure à la dernière année pour laquelle les pertes seraient par ailleurs déductibles aux termes de l'article 111 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), tel qu'il s'applique aux fins de la présente loi;

(4) Section 112 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 14, section 52, 1996, chapter 18, section 23, 1996, chapter 24, section 31, 1997, chapter 43, Schedule A, section 51, 1998, chapter 15, Schedule E, section 5 and 2001, chapter 23, section 63, is amended by adding the following subsection:

Determination for purposes of capital cost allowance

(4) A regulation that provides for the determination of all or a part of the amount of a deduction under clause 11 (10) (a) for a taxation year may authorize the Minister of Energy or his or her delegate to determine if property belongs to a class of property in respect of which part or all of the deduction may be claimed.

ELECTRICITY ACT, 1998

3. (1) Clause 1 (g) of the *Electricity Act, 1998* is repealed and the following substituted:

(g) to promote energy conservation, energy efficiency, load management and the use of cleaner energy sources, including alternative and renewable energy sources, in a manner consistent with the policies of the Government of Ontario.

(2) The definition of "Minister" in subsection 2 (1) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 2002, chapter 1, Schedule A, section 2, is amended by striking out "Minister of Environment and Energy" and substituting "Minister of Energy".

(3) Section 19 of the Act is amended by adding the following subsections:

Minister's approval

(1.1) The IMO shall not submit anything to the Board under subsection (1) without the approval of the Minister.

Interests of consumers

(1.2) In deciding whether to give an approval under subsection (1.1), the Minister shall consider the interests of consumers with respect to prices and the reliability and quality of electricity service.

(4) Subsections 19 (1.1) and (1.2) of the Act, as enacted by subsection (3), are repealed.

(5) Section 19 of the Act is amended by adding the following subsections:

Refusal by Minister

(3.1) If the Minister refuses to give the approval required by subsection (1.1), the expenditure and revenue requirements and fees applicable to the current fiscal year continue to apply to the next fiscal year.

(4) L'article 112 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 52 du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1994, par l'article 23 du chapitre 18 et l'article 31 du chapitre 24 des Lois de l'Ontario de 1996, par l'article 51 de l'annexe A du chapitre 43 des Lois de l'Ontario de 1997, par l'article 5 de l'annexe E du chapitre 15 des Lois de l'Ontario de 1998 et par l'article 63 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 2001, est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Calcul aux fins de la déduction pour amortissement

(4) Les règlements qui prévoient le calcul de tout ou partie d'une déduction prévue à l'alinéa 11 (10) a) pour une année d'imposition peuvent autoriser le ministre de l'Énergie ou son délégué à déterminer si un bien appartient à une catégorie de biens à l'égard de laquelle tout ou partie de la déduction peut être demandée.

LOI DE 1998 SUR L'ÉLECTRICITÉ

3. (1) L'alinéa 1 g) de la *Loi de 1998 sur l'électricité* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

g) promouvoir la conservation de l'énergie, l'efficacité énergétique, la gestion de la consommation et l'utilisation de sources d'énergie propres, y compris des sources d'énergie renouvelable et de remplacement, d'une manière compatible avec les politiques du gouvernement de l'Ontario.

(2) La définition de «ministre» au paragraphe 2 (1) de la Loi, telle qu'elle est rééditée par l'article 2 de l'annexe A du chapitre 1 des Lois de l'Ontario de 2002, est modifiée par substitution de «ministre de l'Énergie» à «ministre de l'Environnement et de l'Énergie».

(3) L'article 19 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Approbation du ministre

(1.1) La SIGMÉ ne doit rien soumettre à la Commission aux termes du paragraphe (1) sans l'approbation du ministre.

Intérêts des consommateurs

(1.2) Lorsqu'il décide s'il doit donner l'approbation visée au paragraphe (1.1), le ministre tient compte des intérêts des consommateurs en ce qui concerne les prix ainsi que la fiabilité et la qualité du service d'électricité.

(4) Les paragraphes 19 (1.1) et (1.2) de la Loi, tels qu'ils sont édictés par le paragraphe (3), sont abrogés.

(5) L'article 19 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Refus du ministre

(3.1) Si le ministre refuse de donner l'approbation qu'exige le paragraphe (1.1), les prévisions budgétaires et les droits applicables à l'exercice en cours continuent de s'appliquer à l'exercice suivant.

Current submission

(3.2) After this subsection comes into force, the Board shall take no further action with respect to the submission made by the IMO under subsection (1) for the 2003 fiscal year.

Same

(3.3) The expenditure and revenue requirements and fees that applied to the 2002 fiscal year shall be deemed to apply to the 2003 fiscal year.

(6) Subsections 19 (3.1), (3.2) and (3.3) of the Act, as enacted by subsection (5), are repealed.

(7) Section 31 of the Act is amended by adding the following subsections:

Exception

(4) A distributor shall not shut off the distribution of electricity to a property under subsection (1) during the period that begins on the day this subsection comes into force and ends on March 31, 2003 or during any other period prescribed by the regulations.

Restoration of electricity

(5) If a distributor shuts off the distribution of electricity to a property under subsection (1) after November 11, 2002 and before April 1, 2003, or during a period prescribed by the regulations, the distributor shall, as soon as possible,

- (a) restore, without charge, the distribution of electricity to the property; and
- (b) compensate any person who suffered a loss as a result of the shut-off of electricity.

(8) Section 32 of the Act is amended by adding the following subsection:

Notice to Minister

(9) The IMO shall not make a rule under this section unless it first gives the Minister an assessment of the impact of the rule on the interests of consumers with respect to prices and the reliability and quality of electricity service.

(9) Subsection 32 (9) of the Act, as enacted by subsection (8), is repealed.

(10) Section 33 of the Act is amended by adding the following subsections:

Notice to Minister

(1.1) The IMO shall give the Minister a copy of the amendment and such other information as is prescribed by the regulations on or before the date the IMO publishes the amendment under subsection (1).

Minister's power to revoke

(1.2) If the Minister is of the opinion that the amendment will unduly and adversely affect the interests of consumers with respect to prices or the reliability or quality of electricity service, the Minister may, not later than

Documents et droits actuellement soumis

(3.2) Après l'entrée en vigueur du présent paragraphe, la Commission ne doit prendre aucune autre mesure à l'égard des documents et des droits que soumet la SIGMÉ aux termes du paragraphe (1) pour l'exercice 2003.

Idem

(3.3) Les prévisions budgétaires et les droits qui s'appliquaient à l'exercice 2002 sont réputés s'appliquer à l'exercice 2003.

(6) Les paragraphes 19 (3.1), (3.2) et (3.3) de la Loi, tels qu'ils sont édictés par le paragraphe (5), sont abrogés.

(7) L'article 31 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Exception

(4) Un distributeur ne doit pas couper la distribution d'électricité à un bien en vertu du paragraphe (1) pendant la période qui débute le jour de l'entrée en vigueur du présent paragraphe et se termine le 31 mars 2003 ni pendant toute autre période prescrite par les règlements.

Rétablissement de l'électricité

(5) S'il coupe la distribution d'électricité à un bien en vertu du paragraphe (1) après le 11 novembre 2002, mais avant le 1^{er} avril 2003, ou pendant une période prescrite par les règlements, le distributeur, dès que possible :

- a) d'une part, rétablit sans frais la distribution d'électricité au bien;
- b) d'autre part, dédommage quiconque a subi une perte par suite de la coupure de l'électricité.

(8) L'article 32 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Avis au ministre

(9) La SIGMÉ ne doit pas établir de règle en vertu du présent article à moins d'avoir d'abord remis au ministre une évaluation de l'impact de celle-ci sur les intérêts des consommateurs en ce qui concerne les prix ainsi que la fiabilité et la qualité du service d'électricité.

(9) Le paragraphe 32 (9) de la Loi, tel qu'il est édicté par le paragraphe (8), est abrogé.

(10) L'article 33 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Avis au ministre

(1.1) La SIGMÉ remet au ministre une copie de la modification et les autres renseignements prescrits par les règlements au plus tard à la date à laquelle elle publie la modification aux termes du paragraphe (1).

Pouvoir de révocation du ministre

(1.2) S'il est d'avis que la modification portera indûment atteinte aux intérêts des consommateurs en ce qui concerne les prix ou la fiabilité ou la qualité du service d'électricité, le ministre peut, au plus tard 15 jours après

15 days after the amendment is published under subsection (1), revoke the amendment on a date specified by the Minister and refer the amendment back to the IMO for further consideration.

(11) Subsections 33 (1.1) and (1.2) of the Act, as enacted by subsection (10), are repealed.

(12) Section 33 of the Act is amended by adding the following subsection:

Effect of revocation by Minister

(3.1) If the Minister revokes the amendment under subsection (1.2),

- (a) subsection (2) ceases to apply to the amendment; and
- (b) the Board shall not proceed with any review that arises from an application that was made under subsection (2) before the Minister revoked the amendment.

(13) Subsection 33 (3.1) of the Act, as enacted by subsection (12), is repealed.

(14) Subsection 34 (1) of the Act is amended by adding the following paragraph:

5. A reason prescribed by the regulations.

(15) Section 34 of the Act is amended by adding the following subsections:

Notice to Minister

(2.1) The IMO shall give the Minister a copy of the amendment and such other information as is prescribed by the regulations on or before the date the IMO publishes the amendment under subsection (2).

Minister's power to revoke

(2.2) If the Minister is of the opinion that the amendment will unduly and adversely affect the interests of consumers with respect to prices or the reliability or quality of electricity service, the Minister may, not later than 15 days after the amendment is published under subsection (2), revoke the amendment on a date specified by the Minister and refer the amendment back to the IMO for further consideration.

(16) Subsections 34 (2.1) and (2.2) of the Act, as enacted by subsection (15), are repealed.

(17) Subsection 34 (3) of the Act is amended by striking out "any person" and substituting "a person who is directly affected by the amendment".

(18) Section 34 of the Act is amended by adding the following subsection:

Effect of revocation by Minister

(4.1) If the Minister revokes the amendment under subsection (2.2),

sa publication aux termes du paragraphe (1), la révoquer à la date qu'il précise et la renvoyer à la SIGMÉ pour étude plus approfondie.

(11) Les paragraphes 33 (1.1) et (1.2) de la Loi, tels qu'ils sont édictés par le paragraphe (10), sont abrogés.

(12) L'article 33 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Effet de la révocation du ministre

(3.1) Si le ministre révoque la modification en vertu du paragraphe (1.2) :

- a) d'une part, le paragraphe (2) cesse de s'y appliquer;
- b) d'autre part, la Commission ne doit procéder à aucun examen par suite d'une requête présentée aux termes du paragraphe (2) avant que le ministre n'ait révoqué la modification.

(13) Le paragraphe 33 (3.1) de la Loi, tel qu'il est édicté par le paragraphe (12), est abrogé.

(14) Le paragraphe 34 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

5. Une raison prescrite par les règlements.

(15) L'article 34 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Avis au ministre

(2.1) La SIGMÉ remet au ministre une copie de la modification et les autres renseignements prescrits par les règlements au plus tard à la date à laquelle elle publie la modification aux termes du paragraphe (2).

Pouvoir de révocation du ministre

(2.2) S'il est d'avis que la modification portera indûment atteinte aux intérêts des consommateurs en ce qui concerne les prix ou la fiabilité ou la qualité du service d'électricité, le ministre peut, au plus tard 15 jours après sa publication aux termes du paragraphe (2), la révoquer à la date qu'il précise et la renvoyer à la SIGMÉ pour étude plus approfondie.

(16) Les paragraphes 34 (2.1) et (2.2) de la Loi, tels qu'ils sont édictés par le paragraphe (15), sont abrogés.

(17) Le paragraphe 34 (3) de la Loi est modifié par substitution de «une personne qui est directement touchée par la modification» à «quiconque».

(18) L'article 34 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Effet de la révocation du ministre

(4.1) Si le ministre révoque la modification en vertu du paragraphe (2.2) :

- (a) subsection (3) ceases to apply to the amendment; and
- (b) the Board shall not proceed with any review that arises from an application that was made under subsection (3) before the Minister revoked the amendment.

(19) Subsection 34 (4.1) of the Act, as enacted by subsection (18), is repealed.

(20) Subsection 35 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Other reviews of market rules

(1) On application by a person who is directly affected by a provision of the market rules, the Board may review the provision.

(21) The Act is amended by adding the following section:

Toronto land used by Ontario Hydro

46.2 (1) Despite section 46.1, if, before March 31, 1999, Ontario Hydro occupied and used land in the City of Toronto in connection with the generation of electricity using fossil fuels and for any ancillary use, any occupier of the land may,

- (a) use the land in connection with any one or more of the generation of electricity using a type of fuel prescribed by the regulations, the transmission of electricity and the distribution of electricity and for any ancillary uses; and
- (b) use or erect on the land any building or structure in connection with a use of the land that is authorized by clause (a).

Conflict

(2) This section applies despite any provision of the *Planning Act* or any other Act and despite any by-law, regulation or order made under the *Planning Act* or any other Act.

(22) Subsection 92.1 (6) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 2000, chapter 25, section 46, is repealed and the following substituted:

Exception

(6) There may be deducted, in determining the amount of gross revenue referred to in subsections (4) and (5), the amount of gross revenue resulting from the generation of electricity from eligible capacity, as determined by regulation, for the time period that is the longer of,

- (a) the first 120 months after the eligible capacity is put in service, as determined by regulation; and
- (b) such length of time, after the eligible capacity is first put in service, as the Minister of Finance may prescribe in the regulations.

(23) Subsection 92.1 (21) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 2000, chapter 25, section 46 and amended by 2001, chapter 23, section 68, is

- a) d'une part, le paragraphe (3) cesse de s'y appliquer;
- b) d'autre part, la Commission ne doit procéder à aucun examen par suite d'une requête présentée en vertu du paragraphe (3) avant que le ministre n'ait révoqué la modification.

(19) Le paragraphe 34 (4.1) de la Loi, tel qu'il est édicté par le paragraphe (18), est abrogé.

(20) Le paragraphe 35 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Autres examens des règles du marché

(1) Sur présentation d'une requête par une personne qui est directement touchée par une disposition des règles du marché, la Commission peut examiner la disposition.

(21) La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Utilisation de biens-fonds de Toronto par Ontario Hydro

46.2 (1) Malgré l'article 46.1, si, avant le 31 mars 1999, Ontario Hydro occupait et utilisait un bien-fonds de la cité de Toronto pour la production d'électricité au moyen de combustibles fossiles et pour toute utilisation auxiliaire, tout occupant du bien-fonds peut :

- a) d'une part, utiliser le bien-fonds pour une ou plusieurs activités telles que la production d'électricité au moyen d'un type de combustible prescrit par les règlements, le transport et la distribution d'électricité et pour toute utilisation auxiliaire;
- b) d'autre part, utiliser ou ériger sur le bien-fonds un bâtiment ou une construction pour une utilisation du bien-fonds qui est autorisée par l'alinéa a).

Incompatibilité

(2) Le présent article s'applique malgré toute disposition de la *Loi sur l'aménagement du territoire* ou de toute autre loi et malgré tout règlement municipal adopté ou règlement pris ou toute ordonnance rendue en vertu de cette loi ou de toute autre loi.

(22) Le paragraphe 92.1 (6) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 46 du chapitre 25 des Lois de l'Ontario de 2000, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Exception

(6) Peut être déduit, lors du calcul du revenu brut visé aux paragraphes (4) et (5), le revenu brut tiré de la production d'électricité à partir de la puissance admissible, telle qu'elle est déterminée selon les règlements, pour la plus longue des périodes suivantes :

- a) les 120 premiers mois suivant sa mise en service, telle qu'elle est déterminée selon les règlements;
- b) la période suivant sa mise en service initiale que prescrit le ministre des Finances dans les règlements.

(23) Le paragraphe 92.1 (21) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 46 du chapitre 25 des Lois de l'Ontario de 2000 et tel qu'il est modifié par l'article

amended by adding the following clause:

- (e.1) prescribing a length of time longer than 120 months that applies to one or more hydro-electric generating stations for the purposes of subsection (6);

(24) Subsection 114 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 2001, chapter 23, section 69, is amended by adding the following clauses:

- (f.1) prescribing periods for the purpose of subsections 31 (4) and (5);

- (g.1) prescribing information for the purposes of subsections 33 (1.1) and 34 (2.1);

- (g.2) prescribing reasons for the purpose of paragraph 5 of subsection 34 (1);

- (h.2) for the purpose of clause 46.2 (1) (a), prescribing types of fuel;

- (l.1) requiring persons to offer, install or use electricity meters or other devices of a type specified by the regulations for the purpose of promoting energy conservation, energy efficiency or load management;

(25) Clause 114 (1) (g.1) of the Act, as enacted by subsection (24), is repealed.

(26) The Act is amended by adding the following sections:

Resolution

159.1 (1) A municipality which has an interest described in subsection (3) in respect of a corporation that was incorporated as provided in subsection 142 (1) and that is licensed under the *Ontario Energy Board Act, 1998* to distribute electricity may, within 90 days after this section comes into force, pass a resolution providing that the municipality affirms that the corporation should continue to be incorporated as provided in subsection 142 (1).

Where more than one municipality

(2) Where an interest described in paragraphs 1 or 2 of subsection (3) is held by more than one municipality, or where two or more municipalities together have the rights described in paragraph 3 of subsection (3), each of those municipalities may pass the resolution described in subsection (1).

Interests in corporation

(3) The following are the interests in a corporation for the purposes of subsection (1):

1. Direct or indirect beneficial ownership or voting control of all or a majority of the voting shares of the corporation.

68 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 2001, est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- e.1) prescrire une période de plus de 120 mois qui s'applique à une ou à plusieurs centrales hydro-électriques pour l'application du paragraphe (6);

(24) Le paragraphe 114 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 69 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 2001, est modifié par adjonction des alinéas suivants :

- f.1) prescrire des périodes pour l'application des paragraphes 31 (4) et (5);

- g.1) prescrire des renseignements pour l'application des paragraphes 33 (1.1) et 34 (2.1);

- g.2) prescrire des raisons pour l'application de la disposition 5 du paragraphe 34 (1);

- h.2) pour l'application de l'alinéa 46.2 (1) a), prescrire des types de combustible;

- l.1) exiger de personnes qu'elles offrent, installent ou utilisent des compteurs d'électricité ou d'autres dispositifs d'un genre précisé par les règlements afin de promouvoir la conservation de l'énergie, l'efficacité énergétique ou la gestion de la consommation;

(25) L'alinéa 114 (1) g.1) de la Loi, tel qu'il est édicté par le paragraphe (24), est abrogé.

(26) La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Résolution

159.1 (1) La municipalité qui a un intérêt visé au paragraphe (3) à l'égard d'une personne morale constituée comme le prévoit le paragraphe 142 (1) et titulaire d'un permis délivré en vertu de la *Loi de 1998 sur la Commission de l'énergie de l'Ontario* qui l'autorise à distribuer de l'électricité peut, dans les 90 jours qui suivent l'entrée en vigueur du présent article, adopter une résolution portant qu'elle déclare que la personne morale devrait être maintenue comme le prévoit le paragraphe 142 (1).

Cas où il y a plusieurs municipalités

(2) Lorsqu'un intérêt visé à la disposition 1 ou 2 du paragraphe (3) est détenu par plusieurs municipalités, ou lorsque deux municipalités ou plus ont les droits visés à la disposition 3 du même paragraphe, chacune d'elles peut adopter la résolution visée au paragraphe (1).

Intérêts dans la personne morale

(3) Constituent des intérêts dans une personne morale pour l'application du paragraphe (1) les intérêts suivants :

1. La propriété bénéficiaire directe ou indirecte ou le contrôle direct ou indirect de la totalité ou de la majorité des actions avec droit de vote de la personne morale.

2. Direct or indirect beneficial ownership of all or a majority of the voting shares of a corporation that owns all or a majority of the voting shares of the corporation.
3. Any other form of corporate organization that gives the municipality rights or entitlements similar to those of a person who owns all or a majority of the voting securities in a corporation incorporated under the *Business Corporations Act*.

When subs. (5) and (7) apply

(4) Subsections (5) and (7) apply if, within 90 days after this section comes into force, the Minister does not receive a certificate or certificates certifying the passing of the resolution in the form provided for in the regulations from the clerk or other appropriate official of the municipality or municipalities that alone or together,

- (a) directly or indirectly beneficially own a majority of the voting shares of a corporation described in subsection (1);
- (b) directly or indirectly beneficially own a majority of the voting shares of a corporation that owns all or a majority of the voting shares of a corporation described in subsection (1); or
- (c) with respect to a corporation mentioned in subsection (1), have the rights or entitlements similar to those of a person who owns all or a majority of the voting securities of a corporation incorporated under the *Business Corporations Act*.

Consequences of failure to pass resolution

(5) If the Minister does not receive the certificate or certificates within the time set out in subsection (4), the following apply:

1. The board of directors of the corporation described in subsection (1) shall not declare, and the corporation shall not pay, dividends for the benefit of any person.
2. The corporation described in subsection (1) shall not sell, lease or otherwise dispose of all or substantially all of its assets, liabilities, rights or obligations, and shall not dismiss all or substantially all of its employees.
3. A shareholder of the corporation described in subsection (1) shall not sell, convey, transfer, assign or otherwise dispose of any of its interest in the corporation except as provided in section 159.2.
4. The corporation described in subsection (1) shall not increase the amount of an obligation to a shareholder that is a municipality provided for in a debt obligation within the meaning of the *Business*

2. La propriété bénéficiaire directe ou indirecte de la totalité ou de la majorité des actions avec droit de vote d'une personne morale qui est propriétaire de la totalité ou de la majorité des actions avec droit de vote de la personne morale.
3. Toute autre forme d'organisation qui donne à la municipalité des droits semblables à ceux d'une personne qui est propriétaire de la totalité ou de la majorité des valeurs mobilières avec droit de vote d'une personne morale constituée aux termes de la *Loi sur les sociétés par actions*.

Champ d'application des par. (5) et (7)

(4) Les paragraphes (5) et (7) s'appliquent si, au plus tard 90 jours après l'entrée en vigueur du présent article, le ministre ne reçoit pas d'attestation, portant adoption de la résolution sous la forme prévue par les règlements, du secrétaire ou de l'autre fonctionnaire compétent de la ou des municipalités qui, seules ou conjointement :

- a) soit sont propriétaires bénéficiaires, directement ou indirectement, de la majorité des actions avec droit de vote d'une personne morale visée au paragraphe (1);
- b) soit sont propriétaires bénéficiaires, directement ou indirectement, de la majorité des actions avec droit de vote d'une personne morale qui est elle-même propriétaire de la totalité ou de la majorité des actions avec droit de vote d'une personne morale visée au paragraphe (1);
- c) soit, relativement à une personne morale visée au paragraphe (1), ont des droits semblables à ceux d'une personne qui est propriétaire de la totalité ou de la majorité des valeurs mobilières avec droit de vote d'une personne morale constituée aux termes de la *Loi sur les sociétés par actions*.

Conséquences : non-adoption de la résolution

(5) Si le ministre ne reçoit pas la ou les attestations dans le délai fixé au paragraphe (4), les règles suivantes s'appliquent :

1. Le conseil d'administration de la personne morale visée au paragraphe (1) ne doit déclarer, et la personne morale ne doit payer, aucun dividende au profit de qui que ce soit.
2. La personne morale visée au paragraphe (1) ne doit pas disposer, notamment par vente ou location à bail, de la totalité, ou presque, de ses éléments d'actif ou de passif, de ses droits ou de ses obligations et elle ne doit pas congédier la totalité, ou presque, de ses employés.
3. Aucun actionnaire de la personne morale visée au paragraphe (1) ne doit disposer, notamment par vente, transport, transfert ou cession, d'une partie quelconque de son intérêt dans la personne morale si ce n'est comme le prévoit l'article 159.2.
4. La personne morale visée au paragraphe (1) ne doit pas augmenter une créance qu'elle a contractée envers un actionnaire qui est une municipalité et dont le montant est prévu dans un titre de créance au

Corporations Act, either by creating a new debt obligation or amending an existing debt obligation, and where such a debt obligation was created or amended after November 25, 2002, the increased amount of obligation shall be deemed not to exist.

5. If the corporation mentioned in subsection (1) increases the amount of an obligation to a shareholder other than a municipality that is provided for in a debt obligation within the meaning of the *Business Corporations Act* or in a contractual obligation, either by creating a new debt obligation or contractual obligation or amending an existing debt obligation or contractual obligation, that shareholder shall not increase the amount of its obligations to a municipality, and where such an obligation was created or amended after November 25, 2002, the increased amount of obligation shall be deemed not to exist.
6. A corporation described in subsection (1) shall not enter into an agreement for goods or services with an affiliate, a shareholder of the corporation or a municipality other than in the ordinary course of business for fair value of the goods or services provided under that agreement and where such an agreement was entered into after November 25, 2002, the agreement is void.
7. A corporation described in subsection (1) shall not amend or cause to be amended any existing agreement for goods or services with an affiliate, a shareholder of the corporation or a municipality that increases the financial obligations or liability of the corporation and where such an amendment was made after November 25, 2002, the amendment is void.

Non-application of articles, etc.

- (6) Subsection (5) applies despite,
 - (a) the articles of incorporation of any corporation;
 - (b) the by-laws of any corporation;
 - (c) any shareholder agreement or resolution or direction of shareholders;
 - (d) any other instrument or agreement; and
 - (e) the *Business Corporations Act* and any other Act or law.

Additional consequences of failure to pass resolution

(7) If the Minister does not receive the appropriate certificate or certificates within the time set out in subsection (4), an application shall be deemed to have been made to the Board under section 78 of the *Ontario Energy Board Act, 1998* to replace each order made by the Board under section 78 of that Act with respect to the corporation.

Authority for deemed application

(8) Section 79.6 of the *Ontario Energy Board Act, 1998* does not apply to an application that is deemed to be made under subsection (7).

sens de la *Loi sur les sociétés par actions*, que ce soit en créant un nouveau titre de créance ou en modifiant un titre déjà existant. Si un tel titre de créance a été créé ou modifié après le 25 novembre 2002, l'augmentation est réputée inexistante.

5. Si la personne morale visée au paragraphe (1) augmente une créance qu'elle a contractée envers un actionnaire qui n'est pas une municipalité et dont le montant est prévu dans un titre de créance au sens de la *Loi sur les sociétés par actions* ou dans une obligation contractuelle, que ce soit en créant un nouveau titre ou une nouvelle obligation ou en modifiant un titre ou une obligation déjà existants, l'actionnaire ne doit pas augmenter le montant de ses créances envers une municipalité. Si un tel titre de créance a été créé ou modifié après le 25 novembre 2002, l'augmentation est réputée inexistante.
6. La personne morale visée au paragraphe (1) ne doit conclure aucune entente visant des biens ou des services avec un membre du même groupe, avec un de ses actionnaires ou avec une municipalité si ce n'est dans le cadre normal de ses activités pour la juste valeur des biens ou des services qui sont fournis aux termes de l'entente et toute entente conclue après le 25 novembre 2002 est nulle.
7. La personne morale visée au paragraphe (1) ne doit pas modifier ni faire modifier une entente existante visant des biens ou des services conclue avec un membre du même groupe, avec un de ses actionnaires ou avec une municipalité qui augmente ses obligations financières ou ses éléments de passif et toute modification de la sorte apportée après le 25 novembre 2002 est nulle.

Non-application

- (6) Le paragraphe (5) s'applique malgré ce qui suit :
 - a) les statuts constitutifs de toute personne morale;
 - b) les règlements administratifs de toute personne morale;
 - c) toute convention d'actionnaires ou toute résolution ou directive émanant d'actionnaires;
 - d) tout autre acte ou toute autre entente;
 - e) la *Loi sur les sociétés par actions* et toute autre loi ou règle de droit.

Autres conséquences : non-adoption de la résolution

(7) Si le ministre ne reçoit pas la ou les attestations appropriées dans le délai fixé au paragraphe (4), une requête est réputée avoir été présentée à la Commission en vertu de l'article 78 de la *Loi de 1998 sur la Commission de l'énergie de l'Ontario* pour faire remplacer chaque ordonnance qu'elle a rendue en vertu de cet article à l'égard de la personne morale.

Pouvoir : requête réputée présentée

(8) L'article 79.6 de la *Loi de 1998 sur la Commission de l'énergie de l'Ontario* ne s'applique pas à la requête qui est réputée avoir été présentée en vertu du paragraphe (7).

Contents of application

(9) An application described in subsection (7) shall be deemed to be based on a projected revenue requirement that incorporates a 0 per cent return on common equity.

Board must make order

(10) The Board shall, upon giving notice to the corporation, make an order that incorporates a 0 per cent return on common equity despite section 78 or 79 of the *Ontario Energy Board Act, 1998* and in making the order shall not increase any of the other components of the revenue requirement or increase any rates set out in any order that is in effect at the time that the deemed application is made.

No hearing

(11) The Board shall make the order described in subsection (10) without holding a hearing.

Effectiveness of order

(12) An order described in subsection (10) shall be deemed to have come into force 90 days after this section came into force.

Regulations

(13) The Minister may make regulations governing the form and content of the certificate for the purposes of subsection (4).

Compensation for certain shareholders

159.2 (1) A shareholder of a corporation to which an order described in subsection 159.1 (10) applies or of a corporation that beneficially owns, directly or indirectly, all or a majority of the voting shares of a corporation to which an order described in subsection 159.1 (10) applies is entitled to be paid by the municipality or, if voting shares in the corporation are beneficially owned, directly or indirectly by more than one municipality, by the municipalities, the fair value of all or part of its voting securities in the corporation of which it is a shareholder, determined as of the close of business on November 8, 2002, if the shareholder is not,

- (a) a municipality; or
- (b) a corporation of which a municipality beneficially owns, directly or indirectly, all or a majority of the voting shares.

Demand for payment of fair value

(2) A shareholder who is entitled to be paid under subsection (1) and who wishes to exercise his or her entitlement shall deliver to the municipality or municipalities, within 30 days from the making of the order described in subsection 159.1 (10), a written notice containing,

- (a) the shareholder's name and mailing address;
- (b) the number and class of securities in respect of which the shareholder is claiming payment;

Contenu de la requête

(9) La requête visée au paragraphe (7) est réputée fondée sur une projection des recettes nécessaires qui incorpore un taux de rendement de l'avoir des actionnaires ordinaires de 0 pour cent.

Ordonnance obligatoire

(10) Sur préavis donné à la personne morale, la Commission rend une ordonnance qui incorpore un taux de rendement de l'avoir des actionnaires ordinaires de 0 pour cent malgré l'article 78 ou 79 de la *Loi de 1998 sur la Commission de l'énergie de l'Ontario*. Lorsqu'elle rend l'ordonnance, elle ne doit augmenter aucune autre composante des recettes nécessaires ni les tarifs énoncés dans toute ordonnance en vigueur au moment où la requête est réputée présentée.

Aucune audience

(11) La Commission rend l'ordonnance visée au paragraphe (10) sans tenir d'audience.

Prise d'effet de l'ordonnance

(12) L'ordonnance visée au paragraphe (10) est réputée prendre effet 90 jours après l'entrée en vigueur du présent article.

Règlements

(13) Le ministre peut, par règlement, régir la forme et le contenu d'une attestation pour l'application du paragraphe (4).

Indemnisation de certains actionnaires

159.2 (1) L'actionnaire d'une personne morale à laquelle s'applique une ordonnance visée au paragraphe 159.1 (10) ou d'une personne morale qui est, directement ou indirectement, propriétaire bénéficiaire de la totalité ou de la majorité des actions avec droit de vote d'une personne morale à laquelle s'applique une ordonnance visée au paragraphe 159.1 (10) a le droit de recevoir de la municipalité ou des municipalités, si plusieurs municipalités sont, directement ou indirectement, propriétaires bénéficiaires de ses actions avec droit de vote, la juste valeur de la totalité ou d'une partie des valeurs mobilières avec droit de vote de la personne morale dont elles sont actionnaires, calculée à l'heure de fermeture des bureaux le 8 novembre 2002, si l'actionnaire n'est pas, selon le cas :

- a) une municipalité;
- b) une personne morale dont la totalité ou la majorité des actions avec droit de vote est la propriété bénéficiaire d'une municipalité.

Demande de paiement de la juste valeur

(2) Au plus tard 30 jours après qu'a été rendue l'ordonnance visée au paragraphe 159.1 (10), l'actionnaire qui a droit à un paiement en vertu du paragraphe (1) et qui désire exercer ce droit remet à la ou aux municipalités un avis écrit contenant les renseignements suivants :

- a) ses nom et adresse postale;
- b) le nombre et la catégorie de valeurs mobilières pour lesquelles il demande un paiement;

- (c) a demand for payment of the fair value of the voting securities; and
- (d) the name of a valuator designated by the shareholder from a list of valutors set by the Minister.

Valuation by mutual agreement

(3) The shareholder and the municipality or municipalities, as the case may be, may enter into any agreement or arrangement to determine the fair value of the shareholder's voting securities, the timing and method of the payment to the shareholder of the fair value, the transfer of the voting securities to the municipality or municipalities, as the case may be, or any other related matter.

Same

(4) Where the shareholder and the municipality or municipalities, as the case may be, enter into an agreement or arrangement described in subsection (3), subsections (5) to (13) do not apply or shall cease to apply, as the case may be.

Valuator chosen by municipality

(5) Where the shareholder and the municipality or municipalities, as the case may be, do not enter into a written agreement or arrangement described in subsection (3), the municipality or municipalities shall, within 45 days of receiving the notice under subsection (2), designate a valuator from a list of valutors set by the Minister that is not the valuator designated by the shareholder.

Designation of valuator

(6) The following rules apply to the designation of a valuator:

1. If the shareholder or the municipality or municipalities have not designated a valuator or if paragraph 2 applies, the Lieutenant Governor in Council shall designate a valuator for the shareholder or municipality or municipalities from the list of valutors set by the Minister.
2. A valuator is not eligible to be chosen by the shareholder or the municipality or municipalities, as the case may be, if the valuator has provided any service to either the shareholder or the municipality or municipalities in the prior 12-month period.
3. If more than one municipality beneficially owns, directly or indirectly, voting shares in the corporation, all the municipalities must agree on the valuator, and if they cannot agree on the valuator, the valuator shall be designated as under paragraph 1.
4. The reasonable remuneration and expenses of the valuator shall be paid by the party who designated the valuator, or for whom the valuator was designated.

Report

(7) Within 90 days from the day that the second valuator is designated, each valuator shall deliver to the municipality or municipalities and to the shareholder a report,

- c) la demande de paiement de la juste valeur des actions;
- d) le nom de l'évaluateur qu'il désigne à partir de la liste des évaluateurs dressée par le ministre.

Évaluation sur entente mutuelle

(3) L'actionnaire et la ou les municipalités, selon le cas, peuvent conclure une entente ou un arrangement afin de déterminer la juste valeur des valeurs mobilières avec droit de vote de l'actionnaire, le moment où elle doit être payée et le mode de paiement, le transfert des valeurs mobilières à la ou aux municipalités, selon le cas, ou toute autre question y afférente.

Idem

(4) Si l'actionnaire et la ou les municipalités, selon le cas, concluent une entente ou un arrangement visé au paragraphe (3), les paragraphes (5) à (13) ne s'appliquent pas ou cessent de s'appliquer, selon le cas.

Choix de l'évaluateur par la municipalité

(5) Si l'actionnaire et la ou les municipalités, selon le cas, ne concluent pas d'entente écrite ni d'arrangement écrit visé au paragraphe (3), la ou les municipalités, au plus tard 45 jours après avoir reçu l'avis prévu au paragraphe (2), désignent à partir de la liste des évaluateurs dressée par le ministre un évaluateur autre que celui désigné par l'actionnaire.

Désignation de l'évaluateur

(6) Les règles suivantes s'appliquent à la désignation d'un évaluateur :

1. Si l'actionnaire ou la ou les municipalités n'ont pas désigné d'évaluateur ou que la disposition 2 s'applique, le lieutenant-gouverneur en conseil désigne pour l'actionnaire ou la ou les municipalités un évaluateur à partir de la liste des évaluateurs dressée par le ministre.
2. L'évaluateur ne peut pas être choisi par l'actionnaire ni par la ou les municipalités, selon le cas, s'il a fourni un service à l'actionnaire ou à la ou aux municipalités dans les 12 mois précédents.
3. Si plusieurs municipalités sont, directement ou indirectement, propriétaires bénéficiaires d'actions avec droit de vote de la personne morale, elles doivent toutes s'entendre sur le choix d'un évaluateur, faute de quoi celui-ci est désigné conformément à la disposition 1.
4. La rémunération et les frais raisonnables de l'évaluateur sont payés par la partie qui l'a désigné ou pour le compte de laquelle il l'a été.

Rapport

(7) Au plus tard 90 jours après que le deuxième évaluateur est désigné, chaque évaluateur remet à la ou aux municipalités et à l'actionnaire un rapport faisant état de ce qui suit :

- (a) determining the amount of the payment to which, in the opinion of the valuator, the shareholder is entitled under subsection (1); and
- (b) setting out, in detail, the basis upon which the valuator determined the amount.

SPPA

(8) The *Statutory Powers Procedure Act* does not apply to the determination of an amount by a valuator under this section.

Criteria

(9) The Minister may establish criteria to be applied by valuers in determining amounts under subsection (7).

Not regulations

(10) Criteria established by the Minister under subsection (9) are not regulations for the purposes of the *Regulations Act*.

Payment of fair value

(11) The municipality or municipalities shall pay a shareholder who is entitled to be paid under subsection (1) the arithmetic mean of the two amounts determined by the valuers within six months after both reports of the valuers have been delivered.

Where more than one municipality

(12) If more than one municipality beneficially owns, directly or indirectly, voting securities in the corporation whose voting securities are being valued, the amounts that they are liable to pay shall be determined and the deemed transfer under subsection (13) shall be made on a proportional basis in accordance with the extent of their ownership in the corporation.

Claims nullified

(13) Where payment has been tendered under subsection (11).

- (a) the voting securities shall be deemed to be transferred to the municipality or municipalities; and
- (b) the shareholder shall be deemed to be fully compensated for its voting securities in the corporation, and shall have no claim or cause of action for any further compensation or payment in relation to anything done in accordance with this section or section 159.1.

Definition

159.3 In sections 159.1 and 159.2,

“municipality” includes a municipal corporation and a municipality acting through its council.

a) le montant du paiement auquel, à son avis, l'actionnaire a droit en vertu du paragraphe (1);

b) le mode de calcul détaillé du montant.

Loi sur l'exercice des compétences légales

(8) La *Loi sur l'exercice des compétences légales* ne s'applique pas au calcul du montant qu'un évaluateur fait aux termes du présent article.

Critères

(9) Le ministre peut établir les critères que doivent utiliser les évaluateurs lorsqu'ils calculent des montants aux termes du paragraphe (7).

Non des règlements

(10) Les critères qu'établit le ministre en vertu du paragraphe (9) ne sont pas des règlements pour l'application de la *Loi sur les règlements*.

Paiement de la juste valeur

(11) Dans les six mois qui suivent la remise des deux rapports, la ou les municipalités paient à l'actionnaire qui a droit à un paiement en vertu du paragraphe (1) la moyenne arithmétique des deux montants calculés par les évaluateurs.

Cas où il y a plusieurs municipalités

(12) Si plusieurs municipalités sont, directement ou indirectement, propriétaires bénéficiaires de valeurs mobilières avec droit de vote de la personne morale dont les valeurs mobilières avec droit de vote font l'objet de l'évaluation, les montants qu'elles sont tenues de payer sont calculés, et le transfert visé au paragraphe (13) est réputé fait proportionnellement à leur participation dans la personne morale.

Annulation des demandes

(13) Lorsqu'un paiement a été présenté aux termes du paragraphe (11) :

- a) d'une part, les valeurs mobilières avec droit de vote sont réputées transférées à la ou aux municipalités;
- b) d'autre part, l'actionnaire est réputé indemnisé intégralement au titre de ses valeurs mobilières dans la personne morale et il ne peut présenter de demande ni n'a de cause d'action en obtention d'une indemnité ou d'un autre paiement relativement à tout acte accompli conformément au présent article ou à l'article 159.1.

Définition

159.3 La définition qui suit s'applique aux articles 159.1 et 159.2.

«municipalité» S'entend notamment d'une municipalité et d'une municipalité agissant par l'intermédiaire de son conseil.

**ONTARIO ENERGY BOARD
ACT, 1998**

4. (1) Paragraph 6 of section 1 of the *Ontario Energy Board Act, 1998* is repealed and the following substituted:

6. To promote energy conservation, energy efficiency, load management and the use of cleaner energy sources, including alternative and renewable energy sources, in a manner consistent with the policies of the Government of Ontario.

(2) Paragraph 5 of section 2 of the Act is repealed and the following substituted:

5. To promote energy conservation and energy efficiency in a manner consistent with the policies of the Government of Ontario.

(3) The definition of "Minister" in section 3 of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 2002, chapter 1, Schedule B, section 1, is amended by striking out "Minister of Environment and Energy" and substituting "Minister of Energy".

(4) The Act is amended by adding the following section:

Conservation directives

27.1 (1) The Minister may issue, and the Board shall implement, directives that have been approved by the Lieutenant Governor in Council that require the Board to take steps specified in the directives to promote energy conservation, energy efficiency, load management or the use of cleaner energy sources, including alternative and renewable energy sources.

Publication

(2) A directive issued under this section shall be published in *The Ontario Gazette*.

(5) The Act is amended by adding the following section:

Licence condition directives

28.1 (1) The Minister may issue, and the Board shall implement, directives that have been approved by the Lieutenant Governor in Council that require the Board, in the manner specified in the directives, to amend conditions in licences issued by the Board that relate to the directive issued to the Board pursuant to an order of the Lieutenant Governor in Council that was dated March 24, 1999 and is available on request from the Minister.

No hearing

(2) The Board shall amend the conditions as required by a directive without holding a hearing.

(6) Section 56 of the Act is amended by adding the following definitions:

**LOI DE 1998 SUR LA COMMISSION
DE L'ÉNERGIE DE L'ONTARIO**

4. (1) La disposition 6 de l'article 1 de la *Loi de 1998 sur la Commission de l'énergie de l'Ontario* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

6. Promouvoir la conservation de l'énergie, l'efficacité énergétique, la gestion de la consommation et l'utilisation de sources d'énergie propres, y compris des sources d'énergie renouvelable et de remplacement, d'une manière compatible avec les politiques du gouvernement de l'Ontario.

(2) La disposition 5 de l'article 2 de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

5. Promouvoir la conservation de l'énergie et l'efficacité énergétique d'une manière compatible avec les politiques du gouvernement de l'Ontario.

(3) La définition de «ministre» à l'article 3 de la Loi, telle qu'elle est rééditée par l'article 1 de l'annexe B du chapitre 1 des Lois de l'Ontario de 2002, est modifiée par substitution de «ministre de l'Énergie» à «ministre de l'Environnement et de l'Énergie».

(4) La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Directives en matière de conservation

27.1 (1) Le ministre peut donner des directives, approuvées par le lieutenant-gouverneur en conseil, qui exigent que la Commission prenne les mesures qui sont précisées dans les directives afin de promouvoir la conservation de l'énergie, l'efficacité énergétique, la gestion de la consommation ou l'utilisation de sources d'énergie propres, y compris des sources d'énergie renouvelable et de remplacement. La Commission met ces directives en oeuvre.

Publication

(2) Les directives qui sont données en vertu du présent article sont publiées dans la *Gazette de l'Ontario*.

(5) La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Directives relatives aux conditions des permis

28.1 (1) Le ministre peut donner des directives, approuvées par le lieutenant-gouverneur en conseil, qui exigent que la Commission modifie, de la façon qui y est précisée, les conditions dont sont assortis les permis qu'elle a délivrés et qui ont trait à la directive qui lui a été donnée conformément à un décret du lieutenant-gouverneur en conseil daté du 24 mars 1999 qui est disponible sur demande auprès du ministre. La Commission met ces directives en oeuvre.

Aucune audience

(2) La Commission modifie les conditions, comme l'exigent les directives, sans tenir d'audience.

(6) L'article 56 de la Loi est modifié par adjonction des définitions suivantes :

“designated consumer” means a consumer, other than a low-volume consumer, that,

- (a) is a municipality as defined in the *Municipal Act*, including a regional and district municipality and the County of Oxford,
- (b) is a university or college of applied arts and technology or other post-secondary education institution that receives regular and ongoing operating funds from Ontario for the purpose of providing post-secondary education,
- (c) is a board or private school, both as defined in the *Education Act*,
- (d) is a hospital as defined in the *Public Hospitals Act*, a private hospital operated under the authority of a licence issued under the *Private Hospitals Act*, an institution as defined in the *Mental Hospitals Act*, a nursing home within the meaning of the *Nursing Homes Act* or a home within the meaning of the *Homes for the Aged and Rest Homes Act*,
- (e) is a registered charity as defined in subsection 248 (1) of the *Income Tax Act* (Canada) that has a registration number issued by the Canada Customs and Revenue Agency, or
- (f) is a consumer prescribed by the regulations or a member of a class of consumers prescribed by the regulations; (“consommateur désigné”)

“low-volume consumer” means a consumer who annually uses less than 150,000 kilowatt hours of electricity or such other amount of electricity as is prescribed by the regulations; (“petit consommateur”)

“market participant” means a person who is authorized by the market rules to participate in the IMO-administered markets or to cause or permit electricity to be conveyed into, through or out of the IMO-controlled grid; (“intervenant du marché”)

“Retail Settlement Code” means the Retail Settlement Code issued by the Board, as amended from time to time; (“code appelé Retail Settlement Code”)

(7) Clause (a) of the definition of “designated consumer” in section 56 of the Act, as enacted by subsection (6), is repealed and the following substituted:

- (a) a municipality as defined in the *Municipal Act*, 2001,

(8) Section 70 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 2002, chapter 1, Schedule B, section 7, is amended by adding the following subsection:

Distributors: connection of generation facilities

- (6.1) The licence issued to a distributor shall contain

«code appelé Retail Settlement Code» Code appelé Retail Settlement Code que publie la Commission, dans ses versions successives. («Retail Settlement Code»)

«consommateur désigné» S’entend d’un consommateur, autre qu’un petit consommateur, qui est, selon le cas :

- a) une municipalité au sens de la *Loi sur les municipalités*, notamment une municipalité régionale, une municipalité de district et le comté d’Oxford;
- b) une université ou un collège d’arts appliqués et de technologie ou un autre établissement d’enseignement postsecondaire qui reçoit des fonds de fonctionnement réguliers et continus de la province afin d’offrir un enseignement postsecondaire;
- c) un conseil ou une école privée, tous deux entendus au sens de la *Loi sur l’éducation*;
- d) un hôpital au sens de la *Loi sur les hôpitaux publics*, un hôpital privé exploité aux termes d’un permis délivré en vertu de la *Loi sur les hôpitaux privés*, un établissement au sens de la *Loi sur les hôpitaux psychiatriques*, une maison de soins infirmiers au sens de la *Loi sur les maisons de soins infirmiers* ou un foyer au sens de la *Loi sur les foyers pour personnes âgées et les maisons de repos*;
- e) un organisme de bienfaisance enregistré au sens du paragraphe 248 (1) de la *Loi de l’impôt sur le revenu* (Canada) et porteur d’un numéro d’enregistrement délivré par l’Agence des douanes et du revenu du Canada;
- f) un consommateur prescrit par les règlements ou un membre d’une catégorie de consommateurs prescrite par les règlements. («designated consumer»)

«intervenant du marché» Personne que les règles du marché autorisent à participer aux marchés administrés par la SIGMÉ ou à permettre ou à faire en sorte que de l’électricité soit acheminée à partir ou au moyen du réseau dirigé par la SIGMÉ ou jusqu’à celui-ci. («market participant»)

«petit consommateur» Consommateur qui utilise annuellement une quantité d’électricité inférieure à 150 000 kilowatt-heures ou à toute autre quantité prescrite par les règlements. («low-volume consumer»)

(7) L’alinéa a) de la définition de «consommateur désigné» à l’article 56 de la Loi, tel qu’il est édicté par le paragraphe (6), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- a) d’une municipalité au sens de la *Loi de 2001 sur les municipalités*;

(8) L’article 70 de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 7 de l’annexe B du chapitre 1 des Lois de l’Ontario de 2002, est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Distributeurs : connexion des installations de production

- (6.1) Le permis délivré à un distributeur est assorti de

conditions governing the connection of generation facilities to the distribution system, including the maximum cumulative generating capacity from generators to whom the regulations made under clause 88 (1) (g.1) apply that the distributor must allow to be connected to the distribution system.

(9) Paragraph 9 of subsection 73 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

9. Providing services related to the promotion of energy conservation, energy efficiency, load management or the use of cleaner energy sources, including alternative and renewable energy sources.

(10) Clause 74 (1) (a) of the Act is amended by striking out "under section 27 or 28" and substituting "under section 27, 27.1 or 28".

(11) The Act is amended by adding the following sections:

Payments to consumers

79.1 (1) A distributor that was licensed under this Part on November 11, 2002 to own or operate a distribution system shall make a payment of \$75 in accordance with this section to each low-volume consumer who had an account with the distributor on November 25, 2002 with respect to the distribution of electricity to a property.

Same

(2) If a retailer that was licensed under this Part on November 11, 2002 to retail electricity had a contract with a low-volume consumer on November 25, 2002 with respect to the retailing of electricity to a property and the retailer bills the consumer under retailer-consolidated billing,

- (a) subsection (1) does not apply to the consumer; and
- (b) the retailer shall make a payment of \$75 in accordance with this section to the consumer.

More than one account

(3) A low-volume consumer who is entitled to a payment under subsection (1) is entitled to a payment in respect of each account that the consumer had with the distributor on November 25, 2002 with respect to the distribution of electricity.

More than one contract

(4) A low-volume consumer who is entitled to a payment under subsection (2) is entitled to a payment in respect of each contract that the consumer had with the retailer on November 25, 2002 with respect to the retailing of electricity.

Time for payment

(5) The payment required by subsection (1) or (2) shall be made not later than December 31, 2002.

conditions qui régissent la connexion des installations de production au réseau de distribution, y compris la capacité de production cumulative maximale des producteurs auxquels s'appliquent les règlements pris en application de l'alinéa 88 (1) g.1), dont le distributeur doit permettre la connexion au réseau de distribution.

(9) La disposition 9 du paragraphe 73 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

9. La fourniture de services visant à promouvoir la conservation de l'énergie, l'efficacité énergétique, la gestion de la consommation ou l'utilisation de sources d'énergie propres, y compris des sources d'énergie renouvelable et de remplacement.

(10) L'alinéa 74 (1) a) de la Loi est modifié par substitution de «en vertu de l'article 27, 27.1 ou 28» à «en vertu de l'article 27 ou 28».

(11) La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Paievements aux consommateurs

79.1 (1) Le distributeur qui, le 11 novembre 2002, détenait un permis délivré en vertu de la présente partie qui l'autorise à être propriétaire ou exploitant d'un réseau de distribution fait un paiement de 75 \$, conformément au présent article, à chaque petit consommateur qui avait un compte auprès du distributeur le 25 novembre 2002 relativement à la distribution d'électricité à un bien.

Idem

(2) Si le détaillant qui, le 11 novembre 2002, détenait un permis délivré en vertu de la présente partie qui l'autorise à vendre de l'électricité au détail était lié, le 25 novembre 2002, par un contrat conclu avec un petit consommateur relativement à la vente au détail d'électricité pour un bien et qu'il facture le consommateur selon une facturation consolidée assurée par le détaillant :

- a) d'une part, le paragraphe (1) ne s'applique pas au consommateur;
- b) d'autre part, le détaillant fait un paiement de 75 \$ au consommateur conformément au présent article.

Pluralité de comptes

(3) Le petit consommateur qui a droit au paiement visé au paragraphe (1) a droit à un paiement pour chaque compte qu'il avait auprès du distributeur, le 25 novembre 2002, relativement à la distribution d'électricité.

Pluralité de contrats

(4) Le petit consommateur qui a droit au paiement visé au paragraphe (2) a droit à un paiement pour chaque contrat par lequel il était lié avec le détaillant, le 25 novembre 2002, relativement à la vente au détail d'électricité.

Délai de paiement

(5) Le paiement qu'exige le paragraphe (1) ou (2) est fait au plus tard le 31 décembre 2002.

Same

(6) If it is not possible for a distributor or retailer to comply with subsection (5), the payment shall be made as soon as possible.

Method of payment

(7) The payment required by subsection (1) or (2) shall be made by mailing or hand-delivering a cheque to the low-volume consumer.

Consumers with PPVA accounts greater than zero

(8) If a distributor maintains a PPVA account in respect of a low-volume consumer and, on the day this section comes into force, the balance of the PPVA account is greater than zero and is to the credit of the distributor,

- (a) subsections (1) and (2) do not apply to the consumer; and
- (b) the distributor shall reduce the balance of the consumer's PPVA account to zero.

Equal billing

(9) If a distributor maintains an equal billing plan account in respect of a low-volume consumer and, on the day this section comes into force, the balance of the consumer's equal billing plan account shows that the consumer owes an amount of money to the distributor,

- (a) subsections (1) and (2) do not apply to the consumer; and
- (b) the distributor shall determine the portion of the account that relates to the commodity price for electricity and reduce that portion by,
 - (i) the amount of interest that was added to the account in respect of that portion, and
 - (ii) the lesser of,
 - (A) \$75, and
 - (B) the amount, after the reduction required by subclause (i) is made, of the portion of the account that relates to the commodity price for electricity.

Time for reduction

(10) A reduction required by subsection (8) or (9) shall be made not later than December 31, 2002.

Same

(11) If it is not possible for a distributor to comply with subsection (10), the reduction shall be made as soon as possible.

Further payments

(12) Every distributor or retailer that has made a payment to a low-volume consumer under subsection (1) or (2) shall make the calculations prescribed by the regulations and, if required by the regulations, shall make a further payment to the consumer.

Further reductions

(13) Every distributor that has made a reduction to a

Idem

(6) S'il est impossible pour le distributeur ou le détaillant de se conformer au paragraphe (5), le paiement est fait dès que possible.

Mode de paiement

(7) Le paiement qu'exige le paragraphe (1) ou (2) est fait en envoyant un chèque au petit consommateur par la poste ou en le lui remettant en mains propres.

Consommateurs dont le compte PPVA a un solde supérieur à zéro

(8) Si le distributeur tient un compte PPVA à l'égard d'un petit consommateur et que, le jour de l'entrée en vigueur du présent article, le solde figurant à ce compte est supérieur à zéro et est au crédit du distributeur :

- a) d'une part, les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas au consommateur;
- b) d'autre part, le distributeur réduit le solde du compte à zéro.

Facturation prévoyant des versements égaux

(9) Si un distributeur tient un compte assujéti à un mode de facturation à versements égaux à l'égard d'un petit consommateur et que, le jour de l'entrée en vigueur du présent article, le solde figurant à ce compte indique que le consommateur lui doit une somme :

- a) d'une part, les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas au consommateur;
- b) d'autre part, le distributeur détermine la fraction du compte qui correspond au coût de l'électricité et la réduit :
 - (i) d'une part, de l'intérêt qui a été ajouté au compte à l'égard de cette fraction,
 - (ii) d'autre part, du moins élevé des montants suivants :
 - (A) 75 \$,
 - (B) la somme, après avoir fait la réduction exigée par le sous-alinéa (i), représentant la fraction du compte qui correspond au coût de l'électricité.

Délai pour faire la réduction

(10) La réduction qu'exige le paragraphe (8) ou (9) est accordée au plus tard le 31 décembre 2002.

Idem

(11) S'il est impossible pour le distributeur de se conformer au paragraphe (10), la réduction est faite dès que possible.

Autres paiements

(12) Chaque distributeur ou détaillant qui a fait un paiement à un petit consommateur aux termes du paragraphe (1) ou (2) effectue les calculs prescrits par les règlements et, si ces derniers l'exigent, il lui fait un autre paiement.

Autres réductions

(13) Chaque distributeur qui a porté une réduction au

low-volume consumer's equal billing plan account under subsection (9) shall make the calculations prescribed by the regulations and, if required by the regulations, shall make a further reduction to the account.

Designated consumers

(14) A distributor that was licensed under this Part on November 11, 2002 to own or operate a distribution system shall make a payment in accordance with the regulations to each designated consumer who had an account with the distributor on November 25, 2002 with respect to the distribution of electricity to a property.

Same

(15) If a retailer that was licensed under this Part on November 11, 2002 to retail electricity had a contract with a designated consumer on November 25, 2002 with respect to the retailing of electricity to a property and the retailer bills the consumer under retailer-consolidated billing,

- (a) subsection (14) does not apply to the consumer; and
- (b) the retailer shall make a payment in accordance with the regulations to the consumer.

Payments to other consumers

(16) If required by the regulations, a distributor or retailer shall make a payment in accordance with the regulations to a consumer who is not a low-volume consumer or designated consumer.

Information to be provided

(17) If required by the Minister, a distributor or retailer who makes a payment to a consumer under this section or who makes a reduction to an account under subsection (8), (9) or (13) shall, at the same time or within such other time as may be specified by the Minister, provide the consumer with such information as the Minister specifies.

Same

(18) The Minister may require that the information referred to in subsection (17) be provided in a form approved by the Minister.

Exception: no order under s. 78

(19) This section does not apply to a distributor if there is no order under section 78 that approves or fixes the rates that may be charged by the distributor on the day this section comes into force.

Exception: no connection to IMO-controlled grid

(20) This section does not apply to a distributor if the distributor's distribution system is not connected to the IMO-controlled grid.

No assignment

(21) An assignment by a consumer to a retailer of the entitlement to any payment does not apply to a payment under this section, whether the assignment was made before or after this section came into force.

compte assujetti à un mode de facturation à versements égaux d'un petit consommateur aux termes du paragraphe (9) effectuée les calculs prescrits par les règlements et, si ces derniers l'exigent, il y porte une autre réduction.

Consommateurs désignés

(14) Le distributeur qui, le 11 novembre 2002, détenait un permis délivré en vertu de la présente partie l'autorisant à être propriétaire ou exploitant d'un réseau de distribution fait un paiement, conformément aux règlements, à chaque consommateur désigné qui avait un compte auprès du distributeur le 25 novembre 2002 relativement à la distribution d'électricité à un bien.

Idem

(15) Si le détaillant qui, le 11 novembre 2002, détenait un permis délivré en vertu de la présente partie l'autorisant à vendre de l'électricité au détail était lié, le 25 novembre 2002, par un contrat conclu avec un consommateur désigné relativement à la vente au détail d'électricité pour un bien et qu'il facture le consommateur selon une facturation consolidée assurée par le détaillant :

- a) d'une part, le paragraphe (14) ne s'applique pas au consommateur;
- b) d'autre part, le détaillant fait un paiement, conformément aux règlements, au consommateur.

Paiements faits à d'autres consommateurs

(16) Si les règlements l'exigent, le distributeur ou le détaillant fait un paiement conformément à ceux-ci à un consommateur qui n'est pas un petit consommateur ni un consommateur désigné.

Renseignements à communiquer

(17) Si le ministre l'exige, le distributeur ou le détaillant qui fait un paiement à un consommateur aux termes du présent article ou qui porte une réduction à un compte aux termes du paragraphe (8), (9) ou (13) communique au consommateur, au même moment ou dans tout délai que précise le ministre, les renseignements qu'il précise.

Idem

(18) Le ministre peut exiger que les renseignements visés au paragraphe (17) soient communiqués sous la forme qu'il approuve.

Exception : aucune ordonnance visée à l'art. 78

(19) Le présent article ne s'applique pas au distributeur si aucune ordonnance visée à l'article 78 n'approuve ou ne fixe les tarifs que peut imposer le distributeur le jour où le présent article entre en vigueur.

Exception : aucune connexion au réseau dirigé par la SIGMÉ

(20) Le présent article ne s'applique pas au distributeur dont le réseau de distribution n'est pas connecté au réseau dirigé par la SIGMÉ.

Cession interdite

(21) Qu'elle ait eu lieu avant ou après l'entrée en vigueur du présent article, la cession à un détaillant, par un consommateur, de son droit à un paiement ne s'applique pas à un paiement prévu au présent article.

Purpose of payments

(22) The payments by distributors and retailers that are required under this section are for the purpose of reimbursing consumers for part of the commodity price they paid for electricity.

Definitions

(23) In this section,

“equal billing plan” has the same meaning as an equal billing plan or equivalent form of levelized or budget billing referred to in the Standard Supply Service Code issued by the Board, as it read on the day this section came into force; (“mode de facturation à versements égaux”)

“PPVA account” means a Purchased Power Variance/Deferral Account as described in the Electricity Distribution Rate Handbook issued by the Board, as it read on the day this section came into force; (“compte PPVA”)

“retailer-consolidated billing” means retailer-consolidated billing as described in the Retail Settlement Code. (“facturation consolidée assurée par le détaillant”)

Repeal

(24) This section is repealed on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Payments by IMO to consumers

79.2 (1) The IMO shall make a payment in accordance with the regulations to a market participant that is a low-volume consumer or designated consumer.

Same

(2) If required by the regulations, the IMO shall make a payment in accordance with the regulations to a consumer other than a consumer described in subsection (1).

No assignment

(3) An assignment by a consumer to a retailer of the entitlement to any payment does not apply to a payment under this section, whether the assignment was made before or after this section came into force.

Purpose of payments

(4) The payments by the IMO that are required under this section are for the purpose of reimbursing consumers for part of the commodity price they paid for electricity.

Repeal

(5) This section is repealed on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Orders under s. 78 in effect on Nov. 11, 2002

79.3 (1) If an order under section 78 was in effect on November 11, 2002, the order applies to electricity used on or after December 1, 2002.

But des paiements

(22) Les paiements que le présent article exige des distributeurs et des détaillants visent à rembourser aux consommateurs une partie du coût de l'électricité qu'ils ont payé.

Définitions

(23) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«compte PPVA» S'entend d'un compte d'écart ou de report relatif aux achats d'énergie appelé «Purchased Power Variance/Deferral Account» dans le manuel intitulé «Electricity Distribution Rate Handbook» que publie la Commission, tel qu'il existait le jour de l'entrée en vigueur du présent article. («PPVA account»)

«facturation consolidée assurée par le détaillant» S'entend de la facturation consolidée assurée par le détaillant appelée «retailer-consolidated billing» dans le code appelé Retail Settlement Code. («retailer-consolidated billing»)

«mode de facturation à versements égaux» S'entend au sens que donne au terme «equal billing plan», ou à une forme équivalente de «levelized or budget billing» (facturation du coût moyen actualisé ou facturation budgétaire), le code appelé «Standard Supply Service Code» que publie la Commission, tel qu'il existait le jour de l'entrée en vigueur du présent article. («equal billing plan»)

Abrogation

(24) Le présent article est abrogé le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Paiements aux consommateurs par la SIGMÉ

79.2 (1) La SIGMÉ fait un paiement conformément aux règlements aux intervenants du marché qui sont des petits consommateurs ou des consommateurs désignés.

Idem

(2) Si les règlements l'exigent, la SIGMÉ fait un paiement conformément aux règlements aux consommateurs autres que ceux visés au paragraphe (1).

Cession interdite

(3) Qu'elle ait eu lieu avant ou après l'entrée en vigueur du présent article, la cession à un détaillant, par un consommateur, de son droit à un paiement ne s'applique pas à un paiement prévu au présent article.

But des paiements

(4) Les paiements que le présent article exige de la SIGMÉ visent à rembourser aux consommateurs une partie du coût de l'électricité qu'ils ont payé.

Abrogation

(5) Le présent article est abrogé le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Ordonnances visées à l'art. 78 et en vigueur le 11 nov. 2002

79.3 (1) L'ordonnance visée à l'article 78 qui était en vigueur le 11 novembre 2002 s'applique à l'électricité utilisée à compter du 1^{er} décembre 2002.

Interim orders

(2) If an interim order under section 78 was in effect on November 11, 2002, the order shall be deemed to be a final order and applies to electricity used on or after December 1, 2002.

New or amended orders

- (3) Subsections (1) and (2) are subject to,
- (a) a new order under section 78 that is made pursuant to an application approved by the Minister under section 79.6;
 - (b) an amendment to an order under section 78 that is made pursuant to section 79.8;
 - (c) a new order under section 78 or an amendment to an order under section 78 that is made pursuant to section 79.9; or
 - (d) a new order under section 78 that is made pursuant to an application that is deemed to have been made under subsection 159.1 (7) of the *Electricity Act*, 1998.

Void orders

- (4) The following orders are void:
- 1. Any order under section 78 that was made after November 11, 2002 and before this section came into force.
 - 2. Any order under section 78 that was made on or before November 11, 2002 but was not in effect on November 11, 2002.

Pending applications, etc.

(5) The following proceedings are discontinued on the day this section comes into force:

- 1. Any application that was commenced before this section comes into force for an order under section 78.
- 2. Any appeal under section 33 that was commenced before this section comes into force from an order issued to a distributor under section 78.
- 3. Any petition under section 34 that was commenced before this section comes into force in respect of an order under section 78.
- 4. Any review under section 21.2 of the *Statutory Powers Procedure Act* that was commenced before this section comes into force of an order under section 78.

Same

(6) Sections 33 and 34 of this Act and section 21.2 of the *Statutory Powers Procedure Act* do not apply to an order under section 78 that was in effect on November 11, 2002.

Commodity price for electricity: low-volume and designated consumers

79.4 (1) Despite section 79.3, despite any order under section 78 and, subject to subsection (6), despite any

Ordonnances provisoires

(2) Les ordonnances provisoires visées à l'article 78 qui étaient en vigueur le 11 novembre 2002 sont réputées des ordonnances définitives et s'appliquent à l'électricité utilisée à compter du 1^{er} décembre 2002.

Ordonnances nouvelles ou modifiées

(3) Les paragraphes (1) et (2) sont assujettis, selon le cas :

- a) aux nouvelles ordonnances visées à l'article 78 qui sont rendues conformément à une requête approuvée par le ministre en vertu de l'article 79.6;
- b) à la modification d'ordonnances visées à l'article 78 qui sont rendues conformément à l'article 79.8;
- c) aux nouvelles ordonnances visées à l'article 78 ou à la modification de telles ordonnances qui sont rendues conformément à l'article 79.9;
- d) aux nouvelles ordonnances visées à l'article 78 qui sont rendues conformément à une requête qui est réputée avoir été présentée en vertu du paragraphe 159.1 (7) de la *Loi de 1998 sur l'électricité*.

Nullité des ordonnances

- (4) Sont nulles les ordonnances suivantes :
- 1. Toute ordonnance visée à l'article 78 qui a été rendue après le 11 novembre 2002, mais avant l'entrée en vigueur du présent article.
 - 2. Toute ordonnance visée à l'article 78 qui a été rendue le 11 novembre 2002 ou avant cette date, mais qui n'était pas en vigueur à cette date.

Requêtes ou autres instances en cours

(5) Les instances suivantes prennent fin le jour de l'entrée en vigueur du présent article :

- 1. Toute requête qui a été introduite avant l'entrée en vigueur du présent article en vue d'obtenir une ordonnance visée à l'article 78.
- 2. Tout appel d'une ordonnance rendue à l'intention d'un distributeur en vertu de l'article 78 qui a été interjeté en vertu de l'article 33 avant l'entrée en vigueur du présent article.
- 3. Toute pétition visée à l'article 34 qui a été introduite avant l'entrée en vigueur du présent article à l'égard d'une ordonnance visée à l'article 78.
- 4. Tout réexamen visé à l'article 21.2 de la *Loi sur l'exercice des compétences légales* qui a été commencé avant l'entrée en vigueur du présent article à l'égard d'une ordonnance visée à l'article 78.

Idem

(6) Les articles 33 et 34 de la présente loi et l'article 21.2 de la *Loi sur l'exercice des compétences légales* ne s'appliquent pas aux ordonnances visées à l'article 78 qui étaient en vigueur le 11 novembre 2002.

Coût de l'électricité : petits consommateurs et consommateurs désignés

79.4 (1) Malgré l'article 79.3, malgré toute ordonnance visée à l'article 78 et, sous réserve du paragraphe

agreement to the contrary, the commodity price for electricity payable by a low-volume consumer or designated consumer is 4.3 cents per kilowatt hour or such lower price as may be determined in accordance with the regulations.

Exception: consumers who file statement

- (2) Subsection (1) does not apply to a consumer if,
- (a) the consumer files a written statement with,
 - (i) the distributor with whom the consumer has an account, if the consumer is not a market participant, or
 - (ii) the IMO, if the consumer is a market participant,
 indicating that the consumer does not wish to have subsection (1) apply to the consumer; and
 - (b) at the time the statement is filed under clause (a), a regulation prescribing criteria for the purpose of this clause is in force and those criteria are met.

Exception: no order under s. 78

(3) Subsection (1) does not apply to a consumer who has an account with a distributor on the day this section comes into force with respect to the distribution of electricity to a property if there is no order under section 78 that approves or fixes the rates that may be charged by the distributor on that day.

Exception: no connection to IMO-controlled grid

(4) Subsection (1) does not apply to a consumer to whom electricity is distributed through a distribution system that is not connected to the IMO-controlled grid.

Exception: service transaction request, contract entered into after commencement

(5) Subsection (1) does not apply to a consumer if, after the day this section comes into force, the consumer renews or enters into a contract with respect to which a service transaction request as defined in the Retail Settlement Code is or has been implemented to enable the consumer to purchase electricity from a competitive retailer as defined in the Retail Settlement Code.

Contracts entered into after commencement

(6) Subject to subsection (5), the commodity price for electricity payable by a consumer under subsection (1) is subject to any contract the consumer renews or enters into after the day this section comes into force.

Application

(7) Subsection (1) applies to electricity used on or after December 1, 2002.

Commodity price for electricity: other consumers

79.5 (1) Despite section 79.3, despite any order under

(6), malgré toute entente contraire, le coût de l'électricité payable par les petits consommateurs ou les consommateurs désignés correspond à 4,3 cents le kilowatt-heure ou au coût plus bas qui est établi conformément aux règlements.

Exception : dépôt d'une déclaration par les consommateurs

- (2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux consommateurs si :
- a) d'une part, ils déposent une déclaration écrite indiquant qu'ils ne désirent pas que le paragraphe (1) s'applique à eux :
 - (i) auprès du distributeur auprès duquel ils ont un compte, s'il ne s'agit pas d'intervenants du marché,
 - (ii) auprès de la SIGMÉ, s'il s'agit d'intervenants du marché;
 - b) d'autre part, au moment où la déclaration est déposée aux termes de l'alinéa a), un règlement prescrivant des critères pour l'application du présent alinéa est en vigueur et il est satisfait à ceux-ci.

Exception : aucune ordonnance visée à l'art. 78

(3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux consommateurs qui ont un compte auprès d'un distributeur le jour de l'entrée en vigueur du présent article à l'égard de la distribution d'électricité à un bien si aucune ordonnance visée à l'article 78 n'approuve ou ne fixe les tarifs que peut imposer le distributeur ce jour-là.

Exception : aucune connexion au réseau dirigé par la SIGMÉ

(4) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux consommateurs auxquels est distribuée de l'électricité au moyen d'un réseau de distribution qui n'est pas connecté au réseau dirigé par la SIGMÉ.

Exception : demande d'opération en matière de service et contrat conclu après l'entrée en vigueur

(5) Le paragraphe (1) ne s'applique pas au consommateur qui, après le jour de l'entrée en vigueur du présent article, renouvelle ou conclut un contrat à l'égard duquel une demande d'opération en matière de service au sens de la définition de «service transaction request» figurant dans le code appelé Retail Settlement Code est ou a été mise en oeuvre afin de permettre au consommateur d'acheter de l'électricité auprès d'un détaillant concurrentiel au sens de la définition de «competitive retailer» figurant dans le code appelé Retail Settlement Code.

Contrats conclus après l'entrée en vigueur

(6) Sous réserve du paragraphe (5), le coût de l'électricité payable par un consommateur aux termes du paragraphe (1) est assujéti à tout contrat qu'il renouvelle ou conclut après le jour de l'entrée en vigueur du présent article.

Champ d'application

(7) Le paragraphe (1) s'applique à l'électricité utilisée à compter du 1^{er} décembre 2002.

Coût de l'électricité : autres consommateurs

79.5 (1) Malgré l'article 79.3, malgré toute ordon-

section 78 and despite any agreement to the contrary, the commodity price for electricity payable by a consumer who is not a low-volume consumer or designated consumer is the price determined in accordance with the regulations if,

- (a) the consumer files a written statement with,
 - (i) the distributor with whom the consumer has an account, or
 - (ii) the IMO, if the consumer is a market participant,indicating that the consumer wishes to have this subsection apply to the consumer; and
- (b) at the time the statement is filed under clause (a), a regulation prescribing criteria for the purpose of this clause is in force and those criteria are met.

Same

(2) Subsection (1) only applies to electricity used by a consumer after the consumer files the written statement referred to in clause (1) (a).

Applications under s. 78

79.6 (1) An application for an order under section 78 may be made only with the written approval of the Minister.

Grounds for approval

- (2) The Minister may give an approval under this section only if,
 - (a) the rates proposed by the applicant are lower than the rates in effect at the time the Minister's approval is sought;
 - (b) there is no order under section 78 in effect at the time the Minister's approval is sought;
 - (c) the applicant has incurred extraordinary costs; or
 - (d) the Minister is of the opinion that other circumstances justify the giving of approval.

Interests of consumers

(3) In deciding whether to give an approval under this section, the Minister shall consider the interests of consumers with respect to prices and the reliability and quality of electricity service.

Conditions

(4) The Minister may impose such conditions on the application as he or she considers appropriate in an approval given under this section and, despite any other provision of this Act, the Board shall comply with the conditions in making any order on the application.

Board may not commence proceeding

(5) Despite subsection 19 (4), the Board may not commence a proceeding of its own motion for an order under section 78.

nance visée à l'article 78 et malgré toute entente contraire, le coût de l'électricité payable par les consommateurs qui ne sont pas de petits consommateurs ni des consommateurs désignés correspond au coût qui est établi conformément aux règlements si :

- a) d'une part, ils ont déposé une déclaration écrite indiquant qu'ils désirent que le présent paragraphe s'applique à eux :
 - (i) soit auprès du distributeur auprès duquel ils ont un compte,
 - (ii) soit auprès de la SIGMÉ, s'il s'agit d'intervenants du marché;
- b) d'autre part, au moment où la déclaration est déposée aux termes de l'alinéa a), un règlement prescrivant des critères pour l'application du présent alinéa est en vigueur et il est satisfait à ceux-ci.

Idem

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique qu'à l'électricité utilisée par des consommateurs après qu'ils ont déposé la déclaration écrite visée à l'alinéa (1) a).

Requêtes présentées en vertu de l'art. 78

79.6 (1) Une requête en vue d'obtenir une ordonnance visée à l'article 78 ne peut être présentée qu'avec l'approbation écrite du ministre.

Motifs de l'approbation

(2) Le ministre ne peut donner l'approbation visée au présent article que si, selon le cas :

- a) les tarifs proposés par le requérant sont plus bas que ceux en vigueur au moment où l'approbation du ministre est demandée;
- b) aucune ordonnance visée à l'article 78 n'est en vigueur au moment où l'approbation du ministre est demandée;
- c) le requérant a engagé des frais extraordinaires;
- d) le ministre est d'avis que d'autres circonstances justifient l'octroi de l'approbation demandée.

Intérêts des consommateurs

(3) Lorsqu'il décide s'il doit donner l'approbation visée au présent article, le ministre tient compte des intérêts des consommateurs en ce qui concerne les prix ainsi que la fiabilité et la qualité du service d'électricité.

Conditions

(4) Le ministre peut assortir la requête des conditions qu'il estime appropriées dans l'approbation donnée en vertu du présent article et, malgré toute autre disposition de la présente loi, la Commission s'y conforme lorsqu'elle rend une ordonnance par suite de la requête.

Introduction d'une instance par la Commission interdite

(5) Malgré le paragraphe 19 (4), la Commission ne peut pas introduire une instance de sa propre initiative en vue d'obtenir une ordonnance visée à l'article 78.

Board may not review

79.7 Section 21.2 of the *Statutory Powers Procedure Act* does not apply to an order under section 78.

Minister may require amendment

79.8 (1) Despite any other provision of this Act, the Minister may require the Board to amend an order under section 78, including an order referred to in subsection 79.3 (1) or (2), in the manner specified by the Minister.

No hearing

(2) The Board shall amend the order as required by the Minister without holding a hearing.

Minister may require review

79.9 (1) The Minister may require the Board to review any order under section 78, including an order referred to in subsection 79.3 (1) or (2), or any part of an order, and to report to the Minister on the results of the review, including any recommendations of the Board.

Same

(2) The Minister may specify the terms of reference for the review, including the date the review is to begin and the date by which the report must be delivered to the Minister.

Minister's power

(3) Despite any other provision of this Act, after receiving a report from the Board, the Minister may in writing require the Board to implement any recommendation of the Board or to take any other action specified by the Minister, including,

- (a) revoking the order and issuing a new order in accordance with any conditions specified by the Minister; or
- (b) amending the order in accordance with any conditions specified by the Minister.

No hearing

(4) The Board shall comply with any requirement of the Minister under subsection (3) without holding a hearing.

Hydro One Networks Inc.

79.10 Despite subsection 79.3 (1), the rates set out in Appendix A-2 and Appendix G-2 of the order made by the Board under section 78 on August 30, 2002 with respect to Hydro One Networks Inc. do not apply to electricity used on or after December 1, 2002.

Repeal

79.11 Sections 79.3 to 79.10 are repealed on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor that is not earlier than May 1, 2006.

Deferral accounts

79.12 (1) Hydro One Networks Inc. may establish a

Réexamen par la Commission interdit

79.7 L'article 21.2 de la *Loi sur l'exercice des compétences légales* ne s'applique pas à une ordonnance visée à l'article 78.

Modification exigée par le ministre

79.8 (1) Malgré toute autre disposition de la présente loi, le ministre peut exiger que la Commission modifie, de la manière qu'il précise, une ordonnance visée à l'article 78, y compris une ordonnance visée au paragraphe 79.3 (1) ou (2).

Aucune audience

(2) La Commission modifie l'ordonnance, comme l'exige le ministre, sans tenir d'audience.

Examen exigé par le ministre

79.9 (1) Le ministre peut exiger que la Commission examine une ordonnance visée à l'article 78, y compris une ordonnance visée au paragraphe 79.3 (1) ou (2), ou toute partie d'une ordonnance, et lui présente un rapport sur les résultats de l'examen, y compris ses recommandations éventuelles.

Idem

(2) Le ministre peut préciser le cadre de référence de l'examen, notamment la date à laquelle il doit débiter et le délai dans lequel le rapport doit lui être présenté.

Pouvoir du ministre

(3) Malgré toute autre disposition de la présente loi, le ministre peut, par écrit et après avoir reçu le rapport de la Commission, exiger que celle-ci mette en oeuvre n'importe laquelle des recommandations qu'elle a faites ou qu'elle prenne toute autre mesure qu'il précise, y compris, selon le cas :

- a) qu'elle révoque l'ordonnance et en rende une nouvelle conformément aux conditions que précise le ministre;
- b) qu'elle modifie l'ordonnance conformément aux conditions que précise le ministre.

Aucune audience

(4) La Commission se conforme aux exigences que lui impose le ministre en vertu du paragraphe (3) sans tenir d'audience.

Hydro One Networks Inc.

79.10 Malgré le paragraphe 79.3 (1), les tarifs énoncés dans les appendices A-2 et G-2 de l'ordonnance rendue par la Commission en vertu de l'article 78 le 30 août 2002 à l'égard de Hydro One Networks Inc. ne s'appliquent pas à l'électricité utilisée à compter du 1^{er} décembre 2002.

Abrogation

79.11 Les articles 79.3 à 79.10 sont abrogés le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation, lequel ne peut être antérieur au 1^{er} mai 2006.

Comptes de report

79.12 (1) Hydro One Networks Inc. peut créer un

deferral account that records the amounts that, in the absence of section 79.10, it would have collected before the day named under section 79.11, if the Appendix G-2 referred to in section 79.10 had applied to electricity used on or after December 1, 2002.

Same

(2) A distributor may establish a deferral account that, if the distributor made a payment to a consumer under subsection 79.1 (1) not later than December 31, 2002, records the amounts of other expenses incurred by the distributor in making that payment.

Regulatory assets

79.13 The following amounts shall be deemed to be regulatory assets until the Board addresses the disposition of the amounts in an order under section 78:

1. An amount recorded by a distributor in Account 1570 established in accordance with the Accounting Procedures Handbook issued by the Board, as it read on the day this section comes into force.
2. An amount recorded in a Retail Settlement Variance Account established in accordance with the Electricity Distribution Rate Handbook issued by the Board, as it read on the day this section comes into force.
3. An amount recorded in a deferral account established under section 79.12.
4. An amount recorded in an account prescribed by the regulations.

Overpayments

79.14 If a consumer pays an amount in excess of the amount that may be charged under this Part, the person to whom the amount was paid shall as soon as possible refund the excess to the consumer or credit the consumer's account with the excess.

(12) The Act is amended by adding the following section:

Form of invoice

79.15 (1) The Minister may require that invoices issued to low-volume or designated consumers in respect of electricity be in a form approved by the Minister.

Different forms

(2) The Minister may approve different forms of invoice and may specify the circumstances in which each form shall be used.

Errors

(3) No defect, error or omission in the form or substance of an invoice issued to a low-volume or designated consumer in respect of electricity invalidates any proceeding for the recovery of the amount payable under the invoice.

compte de report dans lequel sont consignées les sommes qui, n'eût été l'article 79.10, auraient été perçues avant le jour fixé aux termes de l'article 79.11 si l'appendice G-2 visé à l'article 79.10 s'était appliqué à l'électricité utilisée à compter du 1^{er} décembre 2002.

Idem

(2) Un distributeur peut créer un compte de report dans lequel sont consignés, s'il fait un paiement à un consommateur aux termes du paragraphe 79.1 (1) au plus tard le 31 décembre 2002, les montants des autres dépenses qu'il a engagées pour effectuer le paiement.

Éléments d'actif réglementaires

79.13 Les sommes suivantes sont réputées des éléments d'actif réglementaires jusqu'à ce que la Commission traite de leur disposition dans une ordonnance visée à l'article 78 :

1. La somme consignée par le distributeur dans le compte 1570 créé conformément au manuel intitulé «Accounting Procedures Handbook» que publie la Commission, tel qu'il existait le jour de l'entrée en vigueur du présent article.
2. La somme consignée dans le compte d'écart relatif au règlement des ventes au détail appelé «Retail Settlement Variance Account» et créé conformément au manuel intitulé «Electricity Distribution Rate Handbook» que publie la Commission, tel qu'il existait le jour de l'entrée en vigueur du présent article.
3. La somme consignée dans un compte de report créé aux termes de l'article 79.12.
4. La somme consignée dans un compte prescrit par les règlements.

Paievements en trop

79.14 Si un consommateur paie une somme supérieure à celle qui peut lui être demandée en vertu de la présente partie, la personne à qui elle a été payée rembourse dès que possible la somme excédentaire au consommateur ou la porte au crédit du compte de celui-ci.

(12) La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Formule des factures

79.15 (1) Le ministre peut exiger que les factures d'électricité émises aux petits consommateurs ou aux consommateurs désignés soient rédigées selon la formule qu'il approuve.

Formules différentes

(2) Le ministre peut approuver différentes formules de facture et préciser les circonstances dans lesquelles chacune d'entre elles doit être utilisée.

Erreurs

(3) Aucune irrégularité, erreur ou omission de forme ou de fond sur la facture d'électricité émise à un petit consommateur ou à un consommateur désigné n'a pour effet d'invalidier les instances en recouvrement des sommes payables aux termes de la facture.

(13) Section 86 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 2002, chapter 1, Schedule B, section 9, is amended by adding the following subsection:

Sale of assets of OEFC to or by Hydro One Inc., etc.

(7) Despite subsection (1) and any order of the Board, the sale, lease, conveyance, transfer, assignment, assumption or other disposition of any of the assets, rights, liabilities or obligations of the Ontario Electricity Financial Corporation to or by Hydro One Inc. or a subsidiary of Hydro One Inc. after March 31, 1999, including any such sale, lease, conveyance, transfer, assignment, assumption or other disposition completed before this subsection came into force, does not require an order from the Board granting leave.

(14) Subclause 88 (1) (a.1) (v) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 2002, chapter 1, Schedule B, section 10, is amended by striking out "the Minister" and substituting "the Minister of the Environment".

(15) Clause 88 (1) (b) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 2002, chapter 1, Schedule B, section 10, is amended by striking out "the Minister" and substituting "the Minister of the Environment".

(16) Clause 88 (1) (c) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 2002, chapter 1, Schedule B, section 10, is amended by striking out "the Minister" and substituting "the Minister of the Environment".

(17) Subsection 88 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 2002, chapter 1, Schedule B, section 10, is amended by adding the following clauses:

- (g.1) requiring a distributor, in the circumstances and in the manner prescribed by the regulations, to subtract the amount of electricity conveyed into the distribution system by a generator from the amount consumed from the system by the generator, for billing purposes, if the generator generates electricity primarily for the generator's own use;
- (g.2) prescribing consumers and classes of consumers for the purpose of clause (f) of the definition of "designated consumer" in section 56;
- (g.3) prescribing an amount of electricity for the purpose of the definition of "low-volume consumer" in section 56;
- (j) prescribing the calculations to be made by distributors and retailers under subsection 79.1 (12) and governing the time within which the calculations must be made;
- (k) governing the circumstances in which a further payment shall be made to a low-volume consumer under subsection 79.1 (12);

(13) L'article 86 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 9 de l'annexe B du chapitre 1 des Lois de l'Ontario de 2002, est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Vente d'éléments d'actif de la SFIEO à ou par Hydro One Inc.

(7) Malgré le paragraphe (1) et malgré toute ordonnance de la Commission, la disposition, notamment par vente, location à bail, transport, transfert, cession ou prise en charge, de n'importe lequel des éléments d'actif, droits, éléments de passif ou obligations de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario en faveur d'Hydro One Inc. ou d'une de ses filiales ou par l'une ou l'autre après le 31 mars 1999, même si ces activités ont été terminées avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe, ne nécessite pas l'obtention d'une ordonnance de la Commission en donnant l'autorisation.

(14) Le sous-alinéa 88 (1) a.1) (v) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 10 de l'annexe B du chapitre 1 des Lois de l'Ontario de 2002, est modifié par substitution de «ministre de l'Environnement» à «ministre».

(15) L'alinéa 88 (1) b) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 10 de l'annexe B du chapitre 1 des Lois de l'Ontario de 2002, est modifié par substitution de «ministre de l'Environnement» à «ministre».

(16) L'alinéa 88 (1) c) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 10 de l'annexe B du chapitre 1 des Lois de l'Ontario de 2002, est modifié par substitution de «ministre de l'Environnement» à «ministre».

(17) Le paragraphe 88 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 10 de l'annexe B du chapitre 1 des Lois de l'Ontario de 2002, est modifié par adjonction des alinéas suivants :

- g.1) exiger qu'un distributeur, dans les circonstances et de la façon prescrites par les règlements, soustraie la quantité d'électricité qu'un producteur a acheminée dans le réseau de distribution de la quantité que celui-ci a consommée à partir du réseau, aux fins de facturation, si ce dernier produit de l'électricité principalement pour son propre usage;
- g.2) prescrire les consommateurs et les catégories de consommateurs pour l'application de l'alinéa f) de la définition de «consommateur désigné» à l'article 56;
- g.3) prescrire une quantité d'électricité pour l'application de la définition de «petit consommateur» à l'article 56;
- j) prescrire les calculs que doivent effectuer les distributeurs et les détaillants aux termes du paragraphe 79.1 (12) et régir le délai dans lequel ils doivent les effectuer;
- k) régir les circonstances dans lesquelles un autre paiement doit être fait à un petit consommateur aux termes du paragraphe 79.1 (12);

- (l) prescribing the calculations to be made by distributors under subsection 79.1 (13) and governing the time within which the calculations must be made;
 - (m) governing the circumstances in which a further reduction shall be made to a low-volume consumer's equal billing plan account under subsection 79.1 (13), governing the determination of the amount of the reduction and governing the time within which the reduction must be made;
 - (n) governing the circumstances in which a payment must be made under subsection 79.1 (16) to a consumer who is not a low-volume consumer or designated consumer;
 - (o) governing the determination of the amount of a payment under subsection 79.1 (12), (14), (15) or (16), governing the time within which the payment must be made and governing the method of making the payment;
 - (p) governing the circumstances in which a payment must be made under subsection 79.2 (2);
 - (q) governing the determination of the amount of a payment under section 79.2, governing the time within which the payment must be made and governing the method of making the payment;
 - (r) prescribing prices or methods for determining prices for the purpose of subsection 79.4 (1);
 - (s) prescribing criteria for the purpose of clause 79.4 (2) (b);
 - (t) prescribing prices or methods for determining prices for the purpose of subsection 79.5 (1);
 - (u) prescribing criteria for the purpose of clause 79.5 (1) (b);
 - (v) providing that a statement under clause 79.5 (1) (a) must be filed within a time period determined in accordance with the regulations;
 - (w) authorizing or requiring a person to establish one or more deferral or variance accounts;
 - (x) governing the operation of the accounts referred to in section 79.12 or established under clause (w);
 - (y) prescribing accounts for the purpose of paragraph 4 of section 79.13;
 - (z) despite any order of the Board or any condition of a licence, governing the calculation of interest on amounts in deferral or variance accounts authorized or required under this Act or by the Board, including requiring an interest rate of 0 per cent;
 - (z.1) providing for such transitional matters as the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable in connection with the repeal of sections
- l) prescrire les calculs que doivent effectuer les distributeurs aux termes du paragraphe 79.1 (13) et régir le délai dans lequel ils doivent les effectuer;
 - m) régir les circonstances dans lesquelles une autre réduction doit être portée au compte assujéti au mode de facturation à versements égaux d'un petit consommateur aux termes du paragraphe 79.1 (13) et régir l'établissement du montant de la réduction ainsi que le délai dans lequel la réduction doit être accordée;
 - n) régir les circonstances dans lesquelles un paiement doit être fait, aux termes du paragraphe 79.1 (16), à un consommateur qui n'est pas un petit consommateur ni un consommateur désigné;
 - o) régir l'établissement du montant d'un paiement à faire aux termes du paragraphe 79.1 (12), (14), (15) ou (16) et régir le délai dans lequel il doit être fait ainsi que la méthode à utiliser pour le faire;
 - p) régir les circonstances dans lesquelles un paiement doit être fait aux termes du paragraphe 79.2 (2);
 - q) régir l'établissement du montant d'un paiement à faire aux termes de l'article 79.2 et régir le délai dans lequel il doit être fait ainsi que la méthode à utiliser pour le faire;
 - r) prescrire des coûts ou les méthodes à utiliser pour les établir pour l'application du paragraphe 79.4 (1);
 - s) prescrire des critères pour l'application de l'alinéa 79.4 (2) b);
 - t) prescrire des coûts ou les méthodes à utiliser pour les établir pour l'application du paragraphe 79.5 (1);
 - u) prescrire des critères pour l'application de l'alinéa 79.5 (1) b);
 - v) prévoir le dépôt obligatoire d'une déclaration visée à l'alinéa 79.5 (1) a) dans un délai fixé conformément aux règlements;
 - w) autoriser une personne à créer un ou plusieurs comptes de report ou d'écart ou exiger qu'elle le fasse;
 - x) régir le fonctionnement des comptes visés à l'article 79.12 ou créés aux termes de l'alinéa w);
 - y) prescrire des comptes pour l'application de la disposition 4 de l'article 79.13;
 - z) malgré toute ordonnance de la Commission ou toute condition d'un permis, régir le calcul de l'intérêt sur les sommes se trouvant dans les comptes de report ou d'écart qui sont autorisés ou exigés aux termes de la présente loi ou par la Commission, notamment exiger un taux d'intérêt de 0 pour cent;
 - z.1) prévoir les questions transitoires que le lieutenant-gouverneur en conseil estime nécessaires ou souhaitables relativement à l'abrogation des articles

79.3 to 79.10, including governing the disposition of amounts referred to in section 79.13;

- (z.2) prescribing information that must or that may be included on invoices issued to low-volume consumers or designated consumers in respect of electricity;
- (z.3) respecting the manner in which invoices issued to low-volume consumers or designated consumers in respect of electricity are provided to those consumers;
- (z.4) governing the amount of deposits charged by distributors as a condition of distributing electricity to consumers or of retailing electricity to consumers in order to meet a distributor's obligations under section 29 of the *Electricity Act, 1998*, and requiring distributors to refund to consumers all or part of any such amounts charged after November 25, 2002.

(18) Section 88 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 2002, chapter 1, Schedule B, section 10, is amended by adding the following subsections:

Commodity price for electricity

(2.1) The first regulation made under clause (1) (r) or (t) may provide that it applies to electricity used before the regulation came into force, but the regulation may not apply to electricity used before December 1, 2002.

Criteria relating to subs. 79.5 (1)

(2.2) If a regulation under clause (1) (u) prescribes criteria that can be met only if a consumer does something, the consumer may do the thing despite any agreement to the contrary, the consumer is not liable for doing the thing in contravention of any agreement to the contrary, and doing the thing shall be deemed not to constitute a breach, termination, repudiation or frustration of any contract.

Subdelegation

(2.3) A regulation under clause (1) (x) may authorize a person to determine any matter that may be determined by the Lieutenant Governor in Council under that clause.

(19) Part V of the Act is amended by adding the following section:

Compensation of distributors, retailers, etc. Purposes

88.0.1 (1) The purpose of this section is to make such financial arrangements as the Lieutenant Governor in Council or a person referred to in subsection (4) considers appropriate,

- (a) to compensate distributors for payments made by them under section 79.1 and for reductions made to PPVA accounts or equal billing plan accounts under that section, other than reductions related to interest;

79.3 à 79.10, y compris régir la disposition des sommes visées à l'article 79.13;

- z.2) prescrire les renseignements qui doivent ou qui peuvent figurer sur les factures d'électricité émises aux petits consommateurs ou aux consommateurs désignés;
- z.3) traiter de la manière dont les factures d'électricité émises aux petits consommateurs ou aux consommateurs désignés leur sont fournies;
- z.4) régir le montant des dépôts exigés par les distributeurs comme condition pour distribuer ou vendre au détail de l'électricité aux consommateurs afin de remplir les obligations qui leur incombent aux termes de l'article 29 de la *Loi de 1998 sur l'électricité*, et exiger d'eux qu'ils remboursent aux consommateurs tout ou partie de ces sommes exigées après le 25 novembre 2002.

(18) L'article 88 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 10 de l'annexe B du chapitre 1 des Lois de l'Ontario de 2002, est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Côût de l'électricité

(2.1) Le premier règlement pris en application de l'alinéa (1) r) ou t) peut prévoir qu'il s'applique à l'électricité utilisée avant son entrée en vigueur, mais il ne peut s'appliquer à celle utilisée avant le 1^{er} décembre 2002.

Critères relatifs au par. 79.5 (1)

(2.2) Si un règlement pris en application de l'alinéa (1) u) prescrit des critères auxquels il ne peut être satisfait que si un consommateur accomplit quelque chose, celui-ci peut accomplir la chose malgré toute entente contraire et il ne peut être tenu responsable d'avoir accompli la chose en contravention avec cette entente. L'accomplissement de la chose est en outre réputé ne pas constituer une violation, une résiliation, une répudiation ou une impossibilité d'exécution d'un contrat.

Sous-délégation

(2.3) Un règlement pris en application de l'alinéa (1) x) peut autoriser une personne à décider toute question que peut décider le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de cet alinéa.

(19) La partie V de la Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Dédommagement des distributeurs et des détaillants Objets

88.0.1 (1) Le présent article a pour objet de prendre les arrangements financiers que le lieutenant-gouverneur en conseil ou une personne visée au paragraphe (4) estime appropriés aux fins suivantes :

- a) dédommager les distributeurs pour les paiements qu'ils ont faits aux termes de l'article 79.1 et pour les réductions qu'ils ont apportées aux comptes PPVA ou aux comptes assujettis au mode de facturation à versements égaux aux termes de cet article, sauf celles liées aux intérêts;

- (b) to compensate retailers for payments made by them under section 79.1;
- (c) to compensate the IMO for payments made by it under section 79.2;
- (d) to offset differences between the commodity price for electricity in contracts between retailers and consumers that were in effect on November 11, 2002 and the commodity price for electricity in the IMO-administered markets;
- (e) to offset differences between the commodity price for electricity supplied by generators and the commodity price for electricity payable by consumers as a result of the operation of sections 79.4 and 79.5; and
- (f) to make payments to the IMO in respect of liabilities or expenses it incurs after the coming into force of this section as a result of carrying out its objects under the *Electricity Act, 1998*.

Regulations

(2) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) requiring the Financial Corporation or a subsidiary of the Financial Corporation to make payments to distributors, retailers or the IMO and prescribing methods for determining the amounts payable;
- (b) requiring distributors to make payments to retailers and prescribing methods for determining the amounts payable;
- (c) requiring the IMO or a distributor or retailer to make payments to the Financial Corporation or a subsidiary of the Financial Corporation and prescribing methods for determining the amounts payable;
- (d) governing the payments required under clause (a), (b) or (c), including methods of payment and the times within which payments must be made;
- (e) governing the calculation of amounts payable by distributors and consumers to the IMO for the operation of the IMO-administered markets and the operation of the IMO-controlled grid;
- (f) authorizing distributors to set off amounts against amounts they owe to the IMO or other distributors, and prescribing methods for determining the amounts that may be set off;
- (g) governing the set-offs authorized under clause (f), including methods of set-off and the times within which amounts may be set off;
- (h) requiring distributors, retailers, consumers who are not low-volume consumers or designated consumers, or the IMO to provide information for the purposes of this section to the Financial Corporation or a subsidiary of the Financial Corporation, the IMO or distributors.

- b) dédommager les détaillants pour les paiements qu'ils ont faits aux termes de l'article 79.1;
- c) dédommager la SIGMÉ pour les paiements qu'elle a faits aux termes de l'article 79.2;
- d) compenser les écarts entre le coût de l'électricité prévu dans les contrats conclus entre les détaillants et les consommateurs qui étaient en vigueur le 11 novembre 2002 et celui en vigueur dans les marchés administrés par la SIGMÉ;
- e) compenser les écarts entre le coût de l'électricité fournie par les producteurs et celui payable par les consommateurs par suite de l'effet des articles 79.4 et 79.5;
- f) faire des paiements à la SIGMÉ pour les éléments d'actif ou les dépenses qu'elle engage après l'entrée en vigueur du présent article afin de réaliser ses objets prévus par la *Loi de 1998 sur l'électricité*.

Règlements

(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) exiger que la Société financière ou une de ses filiales fasse des paiements aux distributeurs, aux détaillants ou à la SIGMÉ et prescrire les méthodes à utiliser pour établir les sommes payables;
- b) exiger que les distributeurs fassent des paiements aux détaillants et prescrire les méthodes à utiliser pour établir les sommes payables;
- c) exiger que la SIGMÉ, un distributeur ou un détaillant fasse des paiements à la Société financière ou à une de ses filiales et prescrire les méthodes à utiliser pour établir les sommes payables;
- d) régir les paiements qu'exige l'alinéa a), b) ou c), y compris les méthodes de paiement et les délais dans lesquels ils doivent être faits;
- e) régir le calcul des sommes que les distributeurs et les consommateurs doivent payer à la SIGMÉ aux fins du fonctionnement des marchés administrés par la SIGMÉ et du réseau dirigé par la SIGMÉ;
- f) autoriser les distributeurs à déduire par voie de compensation des sommes de celles qu'ils doivent à la SIGMÉ ou à d'autres distributeurs et prescrire les méthodes à utiliser pour établir les sommes qui peuvent être ainsi déduites;
- g) régir les déductions compensatoires qu'autorise l'alinéa f), y compris les méthodes à utiliser pour les accorder et les délais dans lesquels les sommes peuvent être ainsi déduites;
- h) exiger que les distributeurs, les détaillants, les consommateurs qui ne sont pas de petits consommateurs ni des consommateurs désignés ou la SIGMÉ communiquent des renseignements, pour l'application du présent article, à la Société financière ou à une de ses filiales, à la SIGMÉ ou aux distributeurs.

General or particular

(3) A regulation under subsection (2) may be general or particular in its application.

Subdelegation

(4) A regulation under subsection (2) may authorize a person to require, authorize, prescribe or otherwise determine any matter that may be required, authorized, prescribed or otherwise determined by the Lieutenant Governor in Council under subsection (2).

Provision of information

(5) A person may do anything required by a regulation made under clause (2) (h) despite any agreement to the contrary, the person is not liable for doing the thing in contravention of any agreement to the contrary, and doing the thing shall be deemed not to constitute a breach, termination, repudiation or frustration of any contract.

Conflict with market rules

(6) In the event of a conflict, a regulation made under clause (2) (c), (d), (e), (f) or (g) prevails over the market rules to the extent of the conflict.

Investigations and inquiries

(7) Any person thereunto authorized by the Minister of Finance for any purpose related to the administration of this section or any regulation made under it may at all reasonable times enter into any premises or place where any business is carried on or any property is kept or anything is done in connection with any business, and,

- (a) audit or examine the books and records and any account, voucher, letter or other document that relates or may relate to the information that is or should be in the books or records;
- (b) examine any property, process or matter, an examination of which may, in the person's opinion, assist in ascertaining the information that is or should be in the books or records; and
- (c) require a distributor, retailer or the IMO or a partner or the president, manager, secretary or any director, agent or representative thereof and any other person on the premises of a distributor, retailer or the IMO to give him or her all reasonable assistance with the audit or examination and to answer all questions relating to the audit or examination, either orally or, if he or she so requires, in writing, on oath or by statutory declaration, and for that purpose require such person to attend at the premises or place with him or her.

Same

(8) The Minister of Finance may, for any purpose related to the administration of this section or the regulations made under it, by registered letter, or by a demand

Portée

(3) Les règlements pris en application du paragraphe (2) peuvent avoir une portée générale ou particulière.

Sous-délégation

(4) Les règlements pris en application du paragraphe (2) peuvent autoriser une personne à exiger, autoriser, prescrire ou autrement décider toute question qui peut être exigée, autorisée, prescrite ou autrement décidée par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu du paragraphe (2).

Communication de renseignements

(5) Une personne peut accomplir toute chose qu'exige un règlement pris en application de l'alinéa (2) h) malgré toute entente contraire et elle ne peut être tenue responsable d'avoir accompli la chose en contravention avec cette entente. L'accomplissement de la chose est en outre réputé ne pas constituer une violation, une résiliation, une répudiation ou une impossibilité d'exécution d'un contrat.

Incompatibilité avec les règles du marché

(6) Les règlements pris en application de l'alinéa (2) c), d), e), f) ou g) l'emportent sur les règles du marché incompatibles.

Enquêtes

(7) Toute personne qu'autorise le ministre des Finances aux fins liées à l'application du présent article ou de ses règlements d'application peut, à toute heure raisonnable, pénétrer dans des locaux ou des lieux où s'exercent des activités commerciales, où sont conservés des biens ou dans lesquels il s'accomplit quelque chose se rapportant à des activités commerciales, et elle peut :

- a) vérifier ou examiner les livres, dossiers, comptes, pièces justificatives, lettres ou autres documents qui se rapportent ou peuvent se rapporter aux renseignements qui figurent ou devraient figurer dans les livres ou les dossiers;
- b) examiner des biens, un procédé ou une question dont l'examen peut, à son avis, l'aider à vérifier les renseignements qui figurent ou devraient figurer dans les livres ou les dossiers;
- c) exiger qu'un distributeur, un détaillant ou la SIGMÉ ou un associé ou le président, le directeur, le secrétaire ou un administrateur, un mandataire ou un représentant de l'un d'entre eux et toute autre personne se trouvant dans leurs locaux lui apportent toute l'aide raisonnable dans le cadre de sa vérification ou de son examen, et répondent à toutes les questions se rapportant à cette vérification ou à cet examen, soit oralement, soit, si la personne autorisée l'exige, par écrit, sous serment ou par déclaration solennelle; à cette fin, la personne autorisée peut exiger la présence de la personne interrogée dans les locaux ou les lieux avec elle.

Idem

(8) Aux fins de l'application du présent article ou de ses règlements d'application, le ministre des Finances peut, par lettre recommandée ou par une demande for-

served personally or delivered by a courier service, within such reasonable time as is stipulated in the registered letter or demand, require from any person, partnership, syndicate, trust, corporation, or other business entity or from any partner, agent, member, director or officer thereof,

- (a) any information required to be provided to any person by a regulation under clause (2) (h);
- (b) production of books, letters, accounts, invoices, financial statements, computer programs or data files, or any other documents on paper or stored electronically;
- (c) particulars of any amounts paid or payable to or by, or held on behalf of, a distributor, retailer, consumer or the IMO; or
- (d) a written statement, concerning any matter that may be relevant to the administration of this section or the regulations made under it.

Same

(9) The Minister of Finance may require that a written statement referred to in clause (8) (d) be made by way of affidavit or statutory declaration.

Admission of evidence

(10) The Minister of Finance, or a person authorized by the Minister, may, for any purpose related to the administration of this section or the regulations made under it, reproduce from original data stored electronically any information previously submitted as required under this section or the regulations in any form by any person, and the electronically reproduced document shall be admissible in evidence and shall have the same probative force as the original document would have had if it had been proved in the ordinary way.

Inquiry

(11) The Minister of Finance may, for any purpose related to the administration of this section or the regulations made under it, authorize any person, whether or not the person is an officer of the Ministry of Finance, to make such inquiry as the Minister of Finance considers necessary with reference to anything relating to the administration of this section or the regulations.

Copies

(12) If a book, record or other document is examined or produced under this section, the person by whom it is examined or to whom it is produced or any officer of the Ministry of Finance may make, or cause to be made, one or more copies thereof, and a document purporting to be certified by the person to be a copy made pursuant to this section is admissible in evidence and has the same probative force as the original document would have if proved in the ordinary way.

Compliance

- (13) No person shall hinder or molest or interfere with

melle signifiée à personne ou remise par un service de messagerie et dans le délai raisonnable précisé dans cette lettre ou dans cette demande, exiger d'une personne ou d'une entité commerciale, notamment une société en nom collectif, un consortium, une fiducie ou une personne morale, ainsi que d'un de ses associés, mandataires, membres, administrateurs ou dirigeants :

- a) des renseignements dont un règlement pris en application de l'alinéa (2) h) exige la communication à quiconque;
- b) la production de documents sur papier ou stockés électroniquement, notamment des livres, des lettres, des comptes, des factures, des états financiers, des programmes d'ordinateur ou des fichiers de données;
- c) les détails des sommes payées ou payables à ou par un distributeur, un détaillant, un consommateur ou la SIGMÉ ou détenus pour son compte;
- d) une déclaration écrite concernant toute question susceptible d'être pertinente dans le cadre de l'application du présent article ou de ses règlements d'application.

Idem

(9) Le ministre des Finances peut exiger que la déclaration écrite visée à l'alinéa (8) d) soit faite au moyen d'un affidavit ou d'une déclaration solennelle.

Admissibilité en preuve

(10) Aux fins de l'application du présent article ou de ses règlements d'application, le ministre des Finances ou la personne qu'il autorise peut reproduire à partir de données déjà stockées sur support électronique des renseignements déjà fournis sous quelque forme que ce soit par une personne comme l'exigent le présent article ou les règlements. Le document reproduit électroniquement est admissible en preuve et a la même valeur probante que l'original aurait eue si la preuve en avait été faite de la façon habituelle.

Enquête

(11) Aux fins de l'application du présent article ou de ses règlements d'application, le ministre des Finances peut autoriser une personne, qu'elle soit ou non fonctionnaire du ministère des Finances, à mener l'enquête qu'il estime nécessaire relativement à l'application du présent article ou des règlements.

Copies

(12) La personne à laquelle un livre, un dossier ou un autre document a été produit ou qui en a effectué l'examen en vertu du présent article, ou un fonctionnaire du ministère des Finances, peut en tirer ou en faire tirer une ou plusieurs copies. Le document qui se présente comme étant attesté par cette personne en tant que copie tirée conformément au présent article est admissible en preuve et a la même valeur probante qu'aurait eu l'original si la preuve en avait été faite de la façon normale.

Observation

- (13) Nul ne doit gêner ni entraver une personne dans

any person doing anything that the person is authorized by this section to do or prevent or attempt to prevent any person doing any such thing.

Same

(14) Despite any other law to the contrary, every person shall, unless the person is unable to do so, do everything he, she or it is required by this section to do.

Administration of oaths

(15) Declarations or affidavits in connection with statements of information submitted pursuant to this section may be taken before any person having authority to administer an oath or before any person specially authorized for that purpose by the Lieutenant Governor in Council, but any person so specially authorized shall not charge any fee therefor.

Powers of inquiry

(16) For the purpose of an inquiry under subsection (11), the person authorized to make the inquiry has the powers of a commission under Part II of the *Public Inquiries Act*, which Part applies to the inquiry as if it were an inquiry under that Act.

No approval required for subsidiary

(17) A subsidiary of the Financial Corporation may be established for the purposes of this section without the approval of the Minister of Finance under subsection 72 (1) of the *Electricity Act, 1998*.

Money paid to Financial Corporation

(18) Money paid to the Financial Corporation or a subsidiary of the Financial Corporation under this section is the property of the Financial Corporation or the subsidiary, as the case may be.

Definition

(19) In this section,

“Financial Corporation” has the same meaning as in the *Electricity Act, 1998*.

(20) Clause 126 (1) (b) of the Act is amended by adding at the end “or in any circumstances where information is required or authorized to be provided under this Act”.

RETAIL SALES TAX ACT

5. (1) The *Retail Sales Tax Act* is amended by adding the following section:

Rebate, energy-efficient appliance Definitions

9.1 (1) In this section,

“appliance” means a refrigerator, dishwasher, clothes washer or another household appliance prescribed by the Minister; (“appareil ménager”)

“energy-efficient appliance” means an appliance that is

l'exécution de ce qu'elle est autorisée à faire aux termes du présent article, ni l'empêcher ou tenter de l'empêcher de le faire.

Idem

(14) Malgré toute autre loi à l'effet contraire, toute personne fait, sauf si elle est dans l'incapacité de le faire, tout ce qu'il lui est enjoint de faire aux termes du présent article.

Prestation de serment

(15) Toute personne habilitée à faire prêter serment et toute personne qui y est expressément autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil peuvent recevoir des déclarations solennelles ou des affidavits portant sur les renseignements fournis conformément au présent article. Toutefois, les personnes qui sont expressément autorisées à faire prêter serment n'exigent pas d'honoraires à cette fin.

Pouvoirs aux fins de l'enquête

(16) Aux fins de l'enquête prévue au paragraphe (11), la personne autorisée à mener l'enquête est investie des pouvoirs d'une commission aux termes de la partie II de la *Loi sur les enquêtes publiques*. Cette partie s'applique à l'enquête comme s'il s'agissait d'une enquête menée aux termes de cette loi.

Aucune approbation nécessaire pour les filiales

(17) Une filiale de la Société financière peut être créée pour l'application du présent article sans l'approbation du ministre des Finances qu'exige le paragraphe 72 (1) de la *Loi de 1998 sur l'électricité*.

Sommes payées à la Société financière

(18) Les sommes payées à la Société financière ou à une de ses filiales aux termes du présent article appartiennent à l'une ou l'autre, selon le cas.

Définition

(19) La définition qui suit s'applique au présent article.

«Société financière» S'entend au sens de la *Loi de 1998 sur l'électricité*.

(20) L'alinéa 126 (1) b) de la Loi est modifié par adjonction de «ou dans toutes circonstances où la communication de renseignements est exigée ou autorisée aux termes de la présente loi».

LOI SUR LA TAXE DE VENTE AU DÉTAIL

5. (1) La *Loi sur la taxe de vente au détail* est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Remboursement : appareil ménager éconergétique Définitions

9.1 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«appareil ménager» Réfrigérateur, lave-vaisselle, laveuse ou autre appareil électroménager prescrit par le ministre. («appliance»)

«appareil ménager éconergétique» Appareil ménager qui

listed as "Energy Star Qualified" in the *EnerGuide Appliance Directory* published by Natural Resources Canada for 2002 or 2003. ("appareil ménager éconergétique")

Rebate

(2) The Minister may rebate to the purchaser of an energy-efficient appliance the amount of tax paid by the purchaser under section 2 on the sale of the appliance to the purchaser if,

- (a) the contract for the sale is entered into after November 25, 2002 and before November 26, 2003;
- (b) the sale is the first sale of the appliance to any purchaser and, if the sale is a rental or lease, the term of the rental or lease is at least 365 days;
- (c) delivery of the appliance occurs before January 1, 2004;
- (d) the purchaser makes an application for the rebate on or before the fourth anniversary of the sale of the appliance to the purchaser or, if the sale is a rental or lease, on or before the fourth anniversary of the day the last rental or lease payment is required to be made; and
- (e) the application for the rebate referred to in clause (d) is in writing and contains the information required by the Minister.

(2) Subsection 48 (3) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 12, section 14, 1994, chapter 13, section 25, 1996, chapter 18, section 18, 1997, chapter 10, section 34, 1997, chapter 19, section 22, 1997, chapter 43, Schedule D, section 14, 1998, chapter 5, section 47, 1999, chapter 9, section 189, 2000, chapter 42, section 95, 2001, chapter 8, section 232 and 2001, chapter 23, section 207, is amended by adding the following clauses:

- (q) providing for a rebate to the owner of an eligible electricity generating facility that generates electricity from an alternative or renewable source of energy, as defined by the Minister, or to the owner of an eligible deep lake-water cooling facility, as defined by the Minister, of all or part of the tax paid in respect of eligible tangible personal property that is purchased and incorporated into the facility after November 25, 2002 and before January 1, 2008, and prescribing the terms and conditions under which the rebate may be made including,
 - (i) the conditions an electricity generating facility or deep lake-water cooling facility must satisfy to be an eligible electricity generating facility or eligible deep lake-water cooling facility for the purposes of the rebate,

répond aux exigences «Energy Star» selon les listes du *Répertoire EnerGuide des appareils ménagers* de 2002 ou de 2003 de Ressources naturelles Canada. («energy-efficient appliance»)

Remboursement

(2) Le ministre peut rembourser à l'acheteur d'un appareil ménager éconergétique la taxe qu'il a payée aux termes de l'article 2 lors de la vente de l'appareil si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le contrat de vente est conclu après le 25 novembre 2002, mais avant le 26 novembre 2003;
- b) il s'agit de la première vente de l'appareil ménager à un acheteur et, dans le cas d'une location, à bail ou non, sa durée est d'au moins 365 jours;
- c) la livraison de l'appareil ménager se produit avant le 1^{er} janvier 2004;
- d) l'acheteur présente une demande de remboursement au plus tard soit le quatrième anniversaire du jour où l'appareil ménager lui a été vendu, soit, dans le cas d'une location, à bail ou non, le jour d'échéance du dernier paiement prévu par la location;
- e) la demande de remboursement visée à l'alinéa d) est présentée par écrit et contient les renseignements qu'exige le ministre.

(2) Le paragraphe 48 (3) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 14 du chapitre 12 des Lois de l'Ontario de 1993, par l'article 25 du chapitre 13 des Lois de l'Ontario de 1994, par l'article 18 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1996, par l'article 34 du chapitre 10, l'article 22 du chapitre 19 et l'article 14 de l'annexe D du chapitre 43 des Lois de l'Ontario de 1997, par l'article 47 du chapitre 5 des Lois de l'Ontario de 1998, par l'article 189 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1999, par l'article 95 du chapitre 42 des Lois de l'Ontario de 2000 et par l'article 232 du chapitre 8 et l'article 207 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 2001, est modifié par adjonction des alinéas suivants :

- q) prévoir le remboursement au propriétaire d'une centrale électrique admissible qui produit de l'électricité à partir d'une source d'énergie renouvelable ou de remplacement, au sens que le ministre donne à ce terme, ou au propriétaire d'une centrale de refroidissement par eaux profondes admissible, au sens que le ministre donne à ce terme, de tout ou partie de la taxe payée à l'égard des biens meubles corporels admissibles qui sont achetés et incorporés à la centrale après le 25 novembre 2002, mais avant le 1^{er} janvier 2008, et prescrire les conditions du remboursement, y compris ce qui suit :
 - (i) les conditions auxquelles doit satisfaire la centrale électrique ou la centrale de refroidissement pour être considérée comme une centrale électrique admissible ou une centrale de refroidissement par eaux profondes admissible aux fins du remboursement,

- (ii) the class or classes of tangible personal property that are eligible tangible personal property for the purposes of the rebate,
 - (iii) the manner of determining the amount of the rebate, and
 - (iv) circumstances in which all or part of the rebate must be repaid and rules applicable to the repayment;
- (r) providing for a rebate of all or part of the tax paid in respect of a solar energy system, as defined by the Minister, that is purchased and incorporated into residential premises after November 25, 2002 and before November 26, 2007, and prescribing the terms and conditions under which the rebate may be made including,
- (i) the person to whom the rebate is payable,
 - (ii) the manner of determining the amount of the rebate, and
 - (iii) the class or classes of residential premises that qualify for the purposes of the rebate.

(3) Section 48 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 12, section 14, 1994, chapter 13, section 25, 1996, chapter 18, section 18, 1997, chapter 10, section 34, 1997, chapter 19, section 22, 1997, chapter 43, Schedule D, section 14, 1998, chapter 5, section 47, 1999, chapter 9, section 189, 2000, chapter 42, section 95, 2001, chapter 8, section 232 and 2001, chapter 23, section 207, is amended by adding the following subsection:

May be general or specific

(3.1) A regulation made under clause (3) (q) may be general or specific in its application and may apply differently to different facilities or classes of facilities.

MISCELLANEOUS

Protection from liability

6. (1) Subject to section 88.0.1 of the *Ontario Energy Board Act, 1998*, the Crown and its agents are not liable to compensate any person for any past, present or future losses or expenses relating to or resulting from any amendment made by this Act to the *Electricity Act, 1998* or the *Ontario Energy Board Act, 1998*, or from any action taken pursuant to those amendments or pursuant to regulations made under those amendments.

No proceeding

(2) No proceeding shall be commenced against the

- (ii) la ou les catégories de biens meubles corporels qui sont des biens meubles corporels admissibles aux fins du remboursement,
 - (iii) la façon d'établir le montant du remboursement,
 - (iv) les circonstances dans lesquelles tout ou partie du remboursement doit être remis et les règles applicables à la remise;
- r) prévoir le remboursement de tout ou partie de la taxe payée à l'égard d'un système d'énergie héliosélectrique, au sens que donne le ministre à ce terme, qui est acheté et installé dans des locaux d'habitation après le 25 novembre 2002, mais avant le 26 novembre 2007, et prescrire les conditions du remboursement, notamment ce qui suit :
- (i) la personne à qui le remboursement est payable,
 - (ii) le mode de calcul du remboursement,
 - (iii) la ou les catégories de locaux d'habitation qui sont admissibles aux fins du remboursement.

(3) L'article 48 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 14 du chapitre 12 des Lois de l'Ontario de 1993, par l'article 25 du chapitre 13 des Lois de l'Ontario de 1994, par l'article 18 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1996, par l'article 34 du chapitre 10, l'article 22 du chapitre 19 et l'article 14 de l'annexe D du chapitre 43 des Lois de l'Ontario de 1997, par l'article 47 du chapitre 5 des Lois de l'Ontario de 1998, par l'article 189 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1999, par l'article 95 du chapitre 42 des Lois de l'Ontario de 2000 et par l'article 232 du chapitre 8 et l'article 207 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 2001, est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Portée

(3.1) Les règlements pris en application de l'alinéa (3) q) peuvent avoir une portée générale ou particulière et s'appliquer différemment à des centrales ou catégories de centrales différentes.

DISPOSITIONS DIVERSES

Immunité

6. (1) Sous réserve de l'article 88.0.1 de la *Loi de 1998 sur la Commission de l'énergie de l'Ontario*, la Couronne et ses mandataires ne sont pas tenus de dédommager quiconque pour les pertes ou dépenses passées, présentes ou futures relatives aux modifications apportées par la présente loi à la *Loi de 1998 sur l'électricité* ou à la *Loi de 1998 sur la Commission de l'énergie de l'Ontario* ou en découlant ou relatives à tout acte accompli conformément à ces modifications ou aux règlements pris en application de celles-ci ou découlant d'un tel acte.

Instances interdites

(2) Sont irrecevables les instances en dédommagement

Crown or its agents for compensation for any past, present or future losses or expenses relating to or resulting from any amendment made by this Act to the *Electricity Act, 1998* or the *Ontario Energy Board Act, 1998*, or from any action taken pursuant to those amendments or pursuant to regulations made under those amendments.

Same

(3) Without limiting the generality of subsections (1) and (2), the losses and expenses referred to in those subsections include,

- (a) loss of profit or other benefit of an existing contract;
- (b) loss of profit or other benefit of a future contract;
- (c) loss of business opportunity;
- (d) loss of business or costs consequential on loss of business;
- (e) costs of compliance with any amendment made by this Act to the *Electricity Act, 1998* or the *Ontario Energy Board Act, 1998*, or the regulations made under those amendments, whether administrative, financial, operational, or otherwise;
- (f) loss of interest or of use of capital, or reduction of capital;
- (g) loss arising from the failure of any person to achieve a desired or anticipated rate of return on its business activities; and
- (h) loss arising from the reduction or cessation of business activity due to lost profits or benefits, real or anticipated, or the actions of creditors, suppliers or customers.

Definition

(4) In this section,

“compensation” includes compensatory, consequential, special, aggravated and punitive damages, contribution and indemnity, equitable remedies, any other payment to limit, make good or atone for the physical, economic or emotional losses of any person, and any order to require or stop the taking of any action, and “compensate” has a corresponding meaning.

COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

Commencement

7. (1) Subject to subsections (2) and (3), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

ment introduites contre la Couronne ou ses mandataires pour les pertes ou dépenses passées, présentes ou futures relatives aux modifications apportées par la présente loi à la *Loi de 1998 sur l'électricité* ou à la *Loi de 1998 sur la Commission de l'énergie de l'Ontario* ou en découlant ou relatives à tout acte accompli conformément à ces modifications ou aux règlements pris en application de celles-ci ou découlant d'un tel acte.

Idem

(3) Sans préjudice de la portée générale des paragraphes (1) et (2), les pertes et dépenses visées à ces paragraphes comprennent ce qui suit :

- a) la perte de profits ou d'autres avantages prévus dans un contrat existant;
- b) la perte de profits ou d'autres avantages prévus dans un contrat futur;
- c) la perte de possibilités d'affaires;
- d) la perte d'affaires ou les frais consécutifs à cette perte;
- e) les frais engagés pour se conformer aux modifications apportées par la présente loi à la *Loi de 1998 sur l'électricité* ou à la *Loi de 1998 sur la Commission de l'énergie de l'Ontario* ou aux règlements pris en application de ces modifications, que ce soit sur le plan administratif, financier, opérationnel ou autre;
- f) la perte d'intérêts ou d'usage du capital ou la réduction de celui-ci;
- g) la perte découlant de l'échec de quiconque à atteindre un taux de rendement voulu ou prévu dans le cadre de ses activités commerciales;
- h) la perte découlant de la diminution ou de la cessation de l'activité commerciale en raison d'une perte de profits ou d'avantages, réels ou prévus, ou d'actes accomplis par les créanciers, les fournisseurs ou les clients.

Définition

(4) La définition qui suit s'applique au présent article.

«dédommagement» S'entend notamment des dommages-intérêts compensatoires, consécutifs, spéciaux, alourdis et punitifs, des contributions et des indemnités, des recours en equity, de tout autre paiement visant à limiter toute perte physique, économique ou affective de quiconque, ou encore à la réparer ou à y remédier, et de toute ordonnance visant à exiger ou à faire cesser l'accomplissement de tout acte. Le verbe «dédommager» a un sens correspondant.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

Entrée en vigueur

7. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Same

(2) Subsections 3 (4), (6), (9), (11), (13), (16), (19) and (25) and 4 (8) and (12) come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Same

(3) Subsection 4 (7) comes into force on January 1, 2003.

Short title

8. The short title of this Act is the *Electricity Pricing, Conservation and Supply Act, 2002*.

EXPLANATORY NOTE

This Explanatory Note was written as a reader's aid to Bill 210 and does not form part of the law. Bill 210 has been enacted as Chapter 23 of the Statutes of Ontario, 2002.

Assessment Act

Section 3.1 of the *Assessment Act* provides a temporary exemption from municipal property taxes and school taxes for new electricity generating facilities and additions to existing electricity generating facilities if the facility or the addition to the facility generates electricity from an alternative or renewable source of energy. The new facility or addition to the facility must commence generating electricity from an alternative or renewable source of energy after November 25, 2002 and before January 1, 2008. Subject to certain rules, the exemption applies for the first 120 months in which the facility or addition to the facility generates electricity.

Corporations Tax Act

The amendments to the *Corporations Tax Act* provide incentives to corporations that generate electricity from alternative or renewable sources of energy.

Section 13.6 of the Act permits the corporation to deduct from income an amount calculated by reference to the amount of income it may derive from increasing the amount of electricity it supplies to the Ontario electricity grid by generating electricity from an alternative or renewable source of energy.

Clause 62 (1) (i) of the Act has the effect of permitting the corporation to calculate its taxable paid-up capital for capital tax purposes as if it has taken advantage of the proposed 100 per cent accelerated write-off of the cost of property purchased to use in generating electricity from an alternative or renewable source of energy.

The amendment to subsection 112 (1) of the Act authorizes the Lieutenant Governor in Council to make a regulation extending the time period during which a corporation may carry forward non-capital losses incurred in operating an electricity generating facility that is a qualifying electricity generating facility under section 13.6 of the Act.

Subsection 112 (4) of the Act authorizes the Minister of Energy or his or her delegate to determine if property belongs to a particular class of property for the purposes of calculating a corporation's capital cost allowance.

Idem

(2) Les paragraphes 3 (4), (6), (9), (11), (13), (16), (19) et (25) et 4 (8) et (12) entrent en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Idem

(3) Le paragraphe 4 (7) entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003.

Titre abrégé

8. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2002 sur l'établissement du prix de l'électricité, la conservation de l'électricité et l'approvisionnement en électricité*.

NOTE EXPLICATIVE

La note explicative, rédigée à titre de service aux lecteurs du projet de loi 210, ne fait pas partie de la loi. Le projet de loi 210 a été édicté et constitue maintenant le chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 2002.

Loi sur l'évaluation foncière

L'article 3.1 de la *Loi sur l'évaluation foncière* prévoit une exemption temporaire des impôts fonciers municipaux et des impôts scolaires en faveur des nouvelles centrales électriques et des agrandissements de centrales existantes qui produisent de l'électricité à partir d'une source d'énergie renouvelable ou de remplacement, à condition qu'ils commencent à le faire à partir d'une telle source après le 25 novembre 2002, mais avant le 1^{er} janvier 2008. Sous réserve de certaines règles, l'exemption s'applique pour les 120 premiers mois pendant lesquels les centrales ou les agrandissements produisent de l'électricité.

Loi sur l'imposition des corporations

Les modifications apportées à la *Loi sur l'imposition des corporations* prévoient des incitatifs pour les corporations qui produisent de l'électricité à partir de sources d'énergie renouvelable ou de remplacement.

L'article 13.6 de la Loi permet aux corporations de déduire de leur revenu une somme calculée par rapport au revenu qu'elles peuvent tirer de l'augmentation de la quantité d'électricité qu'elles fournissent au réseau de distribution d'électricité de l'Ontario en produisant de l'électricité à partir d'une source d'énergie renouvelable ou de remplacement.

L'alinéa 62 (1) i) de la Loi a pour effet de permettre aux corporations de calculer leur capital versé imposable aux fins de l'impôt sur le capital comme si elles avaient profité de l'amortissement accéléré proposé de 100 pour cent du coût des biens achetés pour produire de l'électricité à partir d'une source d'énergie renouvelable ou de remplacement.

La modification apportée au paragraphe 112 (1) de la Loi autorise le lieutenant-gouverneur en conseil à prendre un règlement qui prolonge la période pendant laquelle une corporation peut reporter des pertes autres que des pertes en capital qu'elle a subies dans le cadre de l'exploitation d'une centrale électrique qui est une centrale électrique admissible aux termes de l'article 13.6 de la Loi.

Le paragraphe 112 (4) de la Loi autorise le ministre de l'Énergie ou son délégué à déterminer si des biens appartiennent à une catégorie de biens particulière aux fins du calcul de la déduction pour amortissement de la corporation.

Electricity Act, 1998

Under section 19 of the *Electricity Act, 1998*, the Independent Electricity Market Operator must submit its proposed expenditure and revenue requirements for each fiscal year and the fees it proposes to charge during the year to the Ontario Energy Board for review. Section 19 is amended to provide that this submission may be made only with the approval of the Minister of Energy.

Section 31 of the Act is amended to prohibit a distributor from shutting off the distribution of electricity to a property until after March 31, 2003 or during such periods as may be prescribed by regulation.

The process governing the making of market rules by the Independent Electricity Market Operator is revised (sections 32 to 35 of the Act). The changes include permitting the Minister of Energy to revoke amendments if he or she is of the opinion that they will unduly and adversely affect the interests of consumers with respect to prices or the reliability or quality of electricity service.

A new section 46.2 of the Act permits the use of City of Toronto land in connection with the generation of electricity using a fuel prescribed by the regulations, the transmission of electricity or the distribution of electricity if the land was used by Ontario Hydro in connection with the generation of electricity using fossil fuels before March 31, 1999.

Section 92.1 of the Act imposes a tax on hydro-electric generating stations, calculated by reference to the amount of gross revenue from the generation of electricity. Subsection 92.1 (6) of the Act has the effect of exempting from tax the amount of gross revenue resulting from the generation of electricity from eligible capacity for the first 120 months after the eligible capacity is put into service. The amendments to section 92.1 of the Act permit the 120-month "exemption" period to be extended by regulation for one or more hydro-electric generating stations.

Section 114 of the Act is amended to give the Lieutenant Governor in Council authority to make regulations requiring electricity meters or other devices to be offered, installed or used to promote energy conservation, energy efficiency or load management.

A municipality that beneficially owns, directly or indirectly, voting securities in a corporation that was incorporated as provided in subsection 142 (1) of the Act and that is licensed to distribute electricity may, within 90 days after the Bill receives Royal Assent, pass a resolution providing that the municipality affirms that the corporation should continue to be incorporated as provided in subsection 142 (1). Where a municipality does not pass the resolution, consequences are provided for. For example, the corporation may not declare dividends or dispose of all or substantially all of its assets, and an application is deemed to have been made to the Ontario Energy Board for a rate order that incorporates a 0 per cent return on common equity. A method is established by which non-municipal shareholders of such a corporation can be compensated for their equity investments.

Ontario Energy Board Act, 1998

A new section 27.1 of the *Ontario Energy Board Act, 1998* allows the Minister of Energy to issue directives to the Ontario Energy Board that require the Board to take steps specified in the directives to promote energy conservation, energy efficiency, load management or the use of cleaner energy sources, including alternative and renewable energy sources.

Loi de 1998 sur l'électricité

Aux termes de l'article 19 de la *Loi de 1998 sur l'électricité*, la Société indépendante de gestion du marché de l'électricité doit soumettre à l'examen de la Commission de l'énergie de l'Ontario ses prévisions budgétaires pour chaque exercice ainsi que les droits qu'elle se propose d'exiger pendant l'exercice. L'article 19 est modifié afin de prévoir que des documents et droits ne peuvent être soumis qu'avec l'approbation du ministre de l'Énergie.

L'article 31 de la Loi est modifié pour interdire à un distributeur de couper la distribution d'électricité à un bien jusqu'au 1^{er} avril 2003 ou pendant les périodes prescrites par les règlements.

Le processus régissant l'établissement des règles du marché par la Société indépendante de gestion du marché de l'électricité est révisé (articles 32 à 35 de la Loi). Les changements comprennent la permission qui est donnée au ministre de l'Énergie de révoquer les modifications qui, à son avis, porteront indûment atteinte aux intérêts des consommateurs en ce qui concerne les prix ou la fiabilité ou la qualité du service d'électricité.

Le nouvel article 46.2 de la Loi permet l'utilisation de biens-fonds de la cité de Toronto pour la production d'électricité au moyen d'un combustible prescrit par les règlements, le transport d'électricité ou la distribution d'électricité à condition qu'Ontario Hydro les ait utilisés pour la production d'électricité au moyen de combustibles fossiles avant le 31 mars 1999.

L'article 92.1 de la Loi prévoit le paiement, par les centrales hydro-électriques, d'un impôt calculé selon le revenu brut tiré de la production d'électricité. Le paragraphe 92.1 (6) de la Loi a pour effet d'exonérer de l'impôt le revenu brut tiré de la production d'électricité à partir de la puissance admissible pour les 120 premiers mois suivant sa mise en service. Les modifications apportées à l'article 92.1 de la Loi permettent de prolonger, par voie de règlement, la période d'«exonération» de 120 mois dans le cas d'une ou de plusieurs centrales hydro-électriques.

L'article 114 de la Loi est modifié pour donner au lieutenant-gouverneur en conseil le pouvoir d'exiger, par règlement, que des compteurs d'électricité ou d'autres dispositifs soient offerts, installés ou utilisés afin de promouvoir la conservation de l'énergie, l'efficacité énergétique ou la gestion de la consommation.

La municipalité qui est, directement ou indirectement, propriétaire de valeurs mobilières avec droit de vote d'une personne morale constituée comme le prévoit le paragraphe 142 (1) de la Loi et titulaire d'un permis qui l'autorise à distribuer de l'électricité peut, dans les 90 jours qui suivent le jour où le projet de loi reçoit la sanction royale, adopter une résolution qui prévoit que la municipalité déclare que la personne morale devrait être maintenue comme le prévoit ce paragraphe. Des conséquences sont prévues si la municipalité n'adopte pas la résolution. Ainsi, la personne morale ne peut pas déclarer de dividende ni disposer de la totalité, ou presque, de ses éléments d'actif. Elle est également réputée avoir demandé, par voie de requête, à la Commission de l'énergie de l'Ontario de rendre une ordonnance de projection des recettes nécessaires qui incorpore un taux de rendement de l'avoir des actionnaires ordinaires de 0 pour cent. Est établie une méthode permettant aux actionnaires d'une telle personne morale qui ne sont pas des municipalités de se faire dédommager au titre de leurs investissements en actions.

Loi de 1998 sur la Commission de l'énergie de l'Ontario

Le nouvel article 27.1 de la *Loi de 1998 sur la Commission de l'énergie de l'Ontario* permet au ministre de l'Énergie de donner des directives à la Commission de l'énergie de l'Ontario pour qu'elle prenne les mesures qui y sont précisées afin de promouvoir la conservation de l'énergie, l'efficacité énergétique, la gestion de la consommation ou l'utilisation de sources d'énergie propres, y compris des sources d'énergie renouvelable et de remplacement.

An amendment to section 70 of the Act requires licences issued to electricity distributors to contain conditions governing the connection of generation facilities to the distribution system. Under the conditions, a distributor will be required to allow certain generators specified by regulation to connect to the distribution system, up to a maximum limit set by the conditions. The regulations that relate to these generators require a distributor, for billing purposes, to subtract the electricity conveyed into the distribution system by the generator from the electricity consumed from the system by the generator (net metering).

A new section 79.1 of the Act requires distributors and retailers to make payments to certain consumers. Some consumers must be paid \$75 under the section, by December 31, 2002 if possible, with a further payment if required by regulation. Other consumers must receive payments in accordance with regulations. In other cases, certain accounts relating to a consumer must be reduced. The purpose of the payments under section 79.1 is to reimburse consumers for part of the commodity price they paid for electricity.

A new section 79.2 of the Act requires the Independent Electricity Market Operator to make payments to certain consumers. Again, the purpose of the payments is to reimburse consumers for part of the commodity price they paid for electricity.

Under the new section 79.3 of the Act, orders made by the Ontario Energy Board that approved or fixed electricity rates and that were in effect on November 11, 2002 will apply to electricity used on or after December 1, 2002, unless replaced or amended. An application for a new rate order may be made only with the approval of the Minister of Energy (see the new section 79.6). In deciding whether to give an approval, the Minister must consider the interests of consumers with respect to prices and the reliability and quality of electricity service. The Minister may attach conditions to the approval that must be complied with by the Board in making any order on the application.

The new sections 79.4 and 79.5 of the Act contain special rules applicable to the commodity price for electricity:

1. Section 79.4 applies to low-volume consumers and to other consumers referred to in the Act as "designated consumers". In this case, the commodity price for electricity is fixed at 4.3 cents per kilowatt hour or such lower rate as is prescribed by regulation. There are certain exceptions provided for in section 79.4. For example, a consumer may in certain circumstances give notice that the consumer does not wish to have the section 79.4 commodity price apply. Also, if a consumer enters into or renews a contract after section 79.4 comes into force pursuant to which a service transaction request is implemented to enable the consumer to purchase electricity from a competitive retailer, the section 79.4 commodity price does not apply.
2. Section 79.5 applies to consumers who are not low-volume consumers or designated consumers. The section only applies if criteria prescribed by regulation are met and the consumer gives notice that the consumer wishes the section to apply. If section 79.5 applies to a consumer, the commodity price for electricity is determined by regulation.

A new section 79.8 of the Act allows the Minister of Energy to require the Ontario Energy Board to amend an electricity rate order. A new section 79.9 allows the Minister to require the Board to review a rate order and, after receiving the Board's report, the Minister may require the Board to amend the order or replace it.

La modification apportée à l'article 70 de la Loi exige que les permis délivrés aux distributeurs d'électricité contiennent des conditions régissant la connexion des installations de production au réseau de distribution. Aux termes des conditions, le distributeur sera tenu de permettre à certains producteurs précisés par règlement de se connecter au réseau de distribution, jusqu'à une limite maximale énoncée dans les conditions. Les règlements qui ont trait à ces producteurs exigent qu'un distributeur, aux fins de facturation, soustraie la quantité d'électricité que le producteur a acheminée jusqu'au réseau de distribution de la quantité que celui-ci a consommée à partir du réseau (comptage net).

Le nouvel article 79.1 de la Loi exige que les distributeurs et les détaillants fassent des paiements à certains consommateurs. Certains d'entre eux doivent recevoir 75 \$, aux termes de cet article, d'ici le 31 décembre 2002 si possible, ainsi qu'un autre paiement si les règlements l'exigent. D'autres consommateurs doivent recevoir des paiements conformément aux règlements. Dans d'autres cas, certains comptes liés à un consommateur doivent être réduits. Le but des paiements visés à l'article 79.1 est de rembourser aux consommateurs une partie du coût de l'électricité qu'ils ont payé.

Le nouvel article 79.2 de la Loi exige que la Société indépendante de gestion du marché de l'électricité fasse des paiements à certains consommateurs. Le but visé est aussi de rembourser à ces derniers une partie du coût de l'électricité qu'ils ont payé.

Aux termes du nouvel article 79.3 de la Loi, les ordonnances rendues par la Commission de l'énergie de l'Ontario qui approuvaient ou fixaient des tarifs pour l'électricité et qui étaient en vigueur le 11 novembre 2002 s'appliqueront à l'électricité utilisée à compter du 1^{er} décembre 2002, à moins qu'elles ne soient remplacées ou modifiées. Une requête en vue d'obtenir une nouvelle ordonnance relative aux tarifs ne peut être présentée qu'avec l'approbation du ministre de l'Énergie (nouvel article 79.6). Lorsqu'il décide s'il doit donner son approbation, le ministre doit tenir compte des intérêts des consommateurs en ce qui concerne les prix ainsi que la fiabilité et la qualité du service d'électricité. Il peut assortir son approbation de conditions auxquelles doit satisfaire la Commission lorsqu'elle rend une ordonnance par suite de la requête.

Les nouveaux articles 79.4 et 79.5 de la Loi contiennent des règles spéciales qui s'appliquent au coût de l'électricité :

1. L'article 79.4 s'applique aux petits consommateurs et à d'autres consommateurs appelés «consommateurs désignés» dans la Loi. Dans ce cas, le coût de l'électricité est fixé à 4,3 cents le kilowatt-heure ou au tarif plus bas prescrit par les règlements. Certaines exceptions sont prévues à cet article. Ainsi, un consommateur peut, dans certaines circonstances, donner avis qu'il ne désire pas que le coût de l'électricité prévu à cet article s'applique à lui. En outre, si un consommateur conclut ou renouvelle, après l'entrée en vigueur de l'article 79.4, un contrat à l'égard duquel une demande d'opération en matière de service est mise en oeuvre afin de permettre au consommateur d'acheter de l'électricité auprès d'un détaillant concurrentiel, le coût de l'électricité prévu à cet article ne s'applique pas.
2. L'article 79.5 s'applique aux consommateurs qui ne sont pas de petits consommateurs ni des consommateurs désignés, mais seulement s'il est satisfait aux critères prescrits par les règlements et que le consommateur donne avis qu'il désire que l'article s'applique à lui. Si cet article s'applique à un consommateur, le coût de l'électricité est fixé par les règlements.

Le nouvel article 79.8 de la Loi permet au ministre de l'Énergie d'exiger que la Commission de l'énergie de l'Ontario modifie une ordonnance relative aux tarifs d'électricité et le nouvel article 79.9 lui permet d'exiger qu'elle examine une telle ordonnance et, après avoir reçu son rapport, le ministre peut exiger qu'elle modifie ou remplace l'ordonnance.

The new provisions of the Act that relate to electricity rates may be repealed by proclamation of the Lieutenant Governor, but the repeal cannot occur before May 1, 2006.

A new section 79.13 of the Act provides that amounts recorded in certain accounts shall be deemed to be regulatory assets.

A new section 79.15 of the Act allows the Minister of Energy to require that invoices issued to low-volume consumers and designated consumers in respect of electricity be in a form approved by the Minister.

A new section 88.0.1 of the Act allows the Lieutenant Governor in Council to make regulations to make financial arrangements for the following purposes:

1. To compensate distributors, retailers and the Independent Electricity Market Operator for payments made under sections 79.1 and 79.2 of the Act.
2. To offset differences between the commodity price for electricity in certain contracts between retailers and consumers and the commodity price for electricity in the markets established by the Independent Electricity Market Operator's market rules.
3. To offset differences between the commodity price for electricity supplied by generators and the commodity price for electricity payable by consumers as a result of the operation of sections 79.4 and 79.5 of the Act.
4. To make payments to the Independent Electricity Market Operator in respect of certain liabilities or expenses it incurs as a result of carrying out its objects under the *Electricity Act, 1998*.

The regulations made under section 88.0.1, for example, may require the Ontario Electricity Financial Corporation to make payments to distributors, retailers or the Independent Electricity Market Operator, and may require distributors to make payments to retailers. Other kinds of payments may also be required. Distributors may be authorized to set off amounts against amounts they owe to the Independent Electricity Market Operator or other distributors. The Minister of Finance may conduct investigations related to the administration of section 88.0.1 and the regulations made under that section.

Retail Sales Tax Act

Section 9.1 of the *Retail Sales Tax Act* provides a one-year rebate of retail sales tax paid on the purchase, rental or lease of a new energy-efficient household appliance.

The amendments to subsection 48 (3) of the Act authorize the Minister of Finance to make regulations to provide tax rebates in respect of,

- (a) tangible personal property incorporated into an electricity generating facility that generates electricity from an alternative or renewable source of energy or into a deep lake-water cooling facility; and
- (b) solar energy systems installed in residential premises.

Miscellaneous

The Bill provides the Crown and its agents with protection from liability for any losses relating to any amendment made by the Bill to the *Electricity Act, 1998* or the *Ontario Energy Board Act, 1998*, or from any action taken pursuant to those amendments or pursuant to regulations made under those amendments.

Les nouvelles dispositions de la Loi qui ont trait aux tarifs d'électricité peuvent être abrogées par proclamation du lieutenant-gouverneur, mais pas avant le 1^{er} mai 2006.

Le nouvel article 79.13 de la Loi prévoit que des sommes consignées dans certains comptes sont réputées des éléments d'actif réglementaires.

Le nouvel article 79.15 de la Loi permet au ministre de l'Énergie d'exiger que les factures d'électricité émises aux petits consommateurs et aux consommateurs désignés soient rédigées sous la forme qu'il approuve.

Le nouvel article 88.0.1 de la Loi permet au lieutenant-gouverneur en conseil de prendre des règlements afin de conclure des arrangements financiers aux fins suivantes :

1. Dédommager les distributeurs, les détaillants et la Société indépendante de gestion du marché de l'électricité pour les paiements qu'ils ont faits aux termes des articles 79.1 et 79.2 de la Loi.
2. Compenser les écarts entre le coût de l'électricité prévu dans certains contrats conclus entre les détaillants et les consommateurs et celui en vigueur dans les marchés créés par les règles du marché de la Société indépendante de gestion du marché de l'électricité.
3. Compenser les écarts entre le coût de l'électricité fournie par les producteurs et celui payable par les consommateurs par suite de l'effet des articles 79.4 et 79.5 de la Loi.
4. Faire des paiements à la Société indépendante de gestion du marché de l'électricité pour certains éléments de passif ou certaines dépenses qu'elle engage afin de réaliser ses objets prévus par la *Loi de 1998 sur l'électricité*.

Par exemple, les règlements pris en application de l'article 88.0.1 peuvent exiger que la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario fasse des paiements aux distributeurs, aux détaillants ou à la Société indépendante de gestion du marché de l'électricité et que les distributeurs en fassent aux détaillants. D'autres genres de paiements peuvent également être exigés. Les distributeurs peuvent être autorisés à déduire par voie de compensation des sommes de celles qu'ils doivent à la Société indépendante de gestion du marché de l'électricité ou à d'autres distributeurs. Le ministre des Finances peut faire enquête sur l'application de l'article 88.0.1 et de ses règlements d'application.

Loi sur la taxe de vente au détail

L'article 9.1 de la *Loi sur la taxe de vente au détail* prévoit le remboursement, pour une année, de la taxe de vente au détail payée à l'achat ou à la location, à bail ou non, de nouveaux appareils électroménagers éconergétiques.

Les modifications apportées au paragraphe 48 (3) de la Loi autorisent le ministre des Finances à prévoir, par règlement, le remboursement de la taxe perçue sur ce qui suit :

- a) les biens meubles corporels incorporés à des centrales électriques qui produisent de l'électricité à partir d'une source d'énergie renouvelable ou de remplacement ou à des centrales de refroidissement par eaux profondes;
- b) les systèmes d'énergie hélio-électrique installés dans des locaux d'habitation.

Dispositions diverses

Le projet de loi prévoit que la Couronne et ses mandataires ne sont pas tenus responsables des pertes relatives aux modifications apportées par le projet de loi à la *Loi de 1998 sur l'électricité* ou à la *Loi de 1998 sur la Commission de l'énergie de l'Ontario* ou relatives à tout acte accompli conformément à ces modifications ou aux règlements pris en application de celles-ci.

Most of the amendments to the Bill come into force on Royal Assent. These include the amendments to the *Electricity Act, 1998* that deal with the Independent Electricity Market Operator's expenditure and revenue requirements and fees, and the amendments that deal with the process governing the making of market rules. However, these amendments may be reversed on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

The amendment to the *Ontario Energy Board Act, 1998* that requires licences issued to electricity distributors to contain conditions governing the connection of generation facilities comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor, as does the amendment that allows the Minister of Energy to require that invoices issued to certain consumers in respect of electricity be in a form approved by the Minister.

La plupart des modifications contenues dans le projet de loi entrent en vigueur dès qu'il reçoit la sanction royale, notamment celles apportées à la *Loi de 1998 sur l'électricité* qui traitent des prévisions budgétaires et des droits de la Société indépendante de gestion du marché de l'électricité et celles qui traitent du processus régissant l'établissement des règles du marché. Cependant, ces modifications peuvent être annulées le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

La modification apportée à la *Loi de 1998 sur la Commission de l'énergie de l'Ontario* qui exige que les permis délivrés aux distributeurs d'électricité contiennent des conditions régissant la connexion d'installations de production entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation. Il en va de même de celle qui permet au ministre de l'Énergie d'exiger que les factures d'électricité émises à certains consommateurs soient rédigées sous la forme qu'il approuve.

CHAPTER 24

**An Act to improve access to justice
by amending the Solicitors Act
to permit contingency fees
in certain circumstances, to modernize
and reform the law as it relates to
limitation periods by enacting a new
Limitations Act and making related
amendments to other statutes,
and to make changes with respect to the
governance of the public accounting
profession by amending the
Public Accountancy Act**

Assented to December 9, 2002

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Enactment of Schedules

1. Schedules A, B and C to this Act are hereby enacted.

Commencement

2. (1) Subject to subsections (2) and (3), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Schedules

(2) Schedules A, B and C to this Act come into force as provided in the commencement section at or near the end of each Schedule.

Different dates for same Schedule

(3) If a Schedule to this Act or any portion of a Schedule to this Act provides that it is to come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor, the proclamation may apply to the whole or any portion of the Schedule, and proclamations may be issued at different times as to any portion of the Schedule.

Short title

3. The short title of this Act is the *Justice Statute Law Amendment Act, 2002*.

CHAPITRE 24

**Loi visant à améliorer l'accès à la justice
en modifiant la Loi sur les procureurs
pour autoriser les honoraires conditionnels
dans certaines circonstances, à moderniser
et à réviser le droit portant sur les délais
de prescription en édictant la nouvelle
Loi sur la prescription des actions
et en apportant des modifications
connexes à d'autres lois, et à modifier
les règles qui régissent la profession
de comptable public en modifiant la
Loi sur la comptabilité publique**

Sanctionnée le 9 décembre 2002

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Édiction des annexes

1. Sont édictées les annexes A, B et C de la présente loi.

Entrée en vigueur

2. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Annexes

(2) Les annexes A, B et C de la présente loi entrent en vigueur comme le prévoit l'article sur leur entrée en vigueur figurant à la fin ou vers la fin de chacune d'elles.

Différentes dates pour une même annexe

(3) Si une annexe de la présente loi ou une partie de celle-ci prévoit qu'elle entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation, la proclamation peut s'appliquer à tout ou partie de l'annexe, et des proclamations peuvent être prises à des dates différentes en ce qui concerne n'importe quelle partie de celle-ci.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2002 modifiant des lois dans le domaine de la justice*.

**SCHEDULE A
AMENDMENTS TO SOLICITORS ACT
(CONTINGENCY FEE AGREEMENTS)**

1. Section 15 of the *Solicitors Act* is amended by adding the following definition:

“contingency fee agreement” means an agreement referred to in section 28.1; (“entente sur des honoraires conditionnels”)

2. Subsection 16 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

Definition

(2) For purposes of this section and sections 20 to 32,

“agreement” includes a contingency fee agreement.

3. The Act is amended by adding the following section:

Awards of costs in contingency fee agreements

20.1 (1) In calculating the amount of costs for the purposes of making an award of costs, a court shall not reduce the amount of costs only because the client’s solicitor is being compensated in accordance with a contingency fee agreement.

Same

(2) Despite subsection 20 (2), even if an order for the payment of costs is more than the amount payable by the client to the client’s own solicitor under a contingency fee agreement, a client may recover the full amount under an order for the payment of costs if the client is to use the payment of costs to pay his, her or its solicitor.

Same

(3) If the client recovers the full amount under an order for the payment of costs under subsection (2), the client is only required to pay costs to his, her or its solicitor and not the amount payable under the contingency fee agreement, unless the contingency fee agreement is one that has been approved by a court under subsection 28.1 (8) and provides otherwise.

4. Section 28 of the Act is repealed and the following substituted:

Purchase of interest prohibited

28. A solicitor shall not enter into an agreement by which the solicitor purchases all or part of a client’s interest in the action or other contentious proceeding that the solicitor is to bring or maintain on the client’s behalf.

Contingency fee agreements

28.1 (1) A solicitor may enter into a contingency fee agreement with a client in accordance with this section.

**ANNEXE A
MODIFICATION DE LA
LOI SUR LES PROCUREURS
(ENTENTES SUR DES HONORAIRES
CONDITIONNELS)**

1. L’article 15 de la *Loi sur les procureurs* est modifié par adjonction de la définition suivante :

«entente sur des honoraires conditionnels» Entente visée à l’article 28.1. («contingency fee agreement»)

2. Le paragraphe 16 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Définition

(2) La définition qui suit s’applique au présent article et aux articles 20 à 32.

«entente» S’entend en outre d’une entente sur des honoraires conditionnels.

3. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

Adjudication des dépens en cas d’entente sur des honoraires conditionnels

20.1 (1) Lors du calcul des dépens aux fins de leur adjudication, le tribunal ne doit pas réduire leur montant pour le seul motif que le procureur du client est rémunéré conformément à une entente sur des honoraires conditionnels.

Idem

(2) Malgré le paragraphe 20 (2), même si une ordonnance adjuge des dépens d’un montant supérieur au montant payable par le client à son propre procureur aux termes d’une entente sur des honoraires conditionnels, le client peut recouvrer le plein montant au moyen d’une ordonnance de paiement des dépens s’il doit utiliser le montant adjugé des dépens pour payer son procureur.

Idem

(3) S’il recouvre le plein montant au moyen d’une ordonnance de paiement des dépens en vertu du paragraphe (2), le client n’est tenu de payer à son procureur que le montant adjugé des dépens et non le montant payable aux termes d’une entente sur des honoraires conditionnels, sauf si celle-ci a été approuvée par un tribunal en application du paragraphe 28.1 (8) et qu’elle contient une disposition contraire.

4. L’article 28 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Interdiction d’acheter un intérêt

28. Le procureur ne doit pas conclure d’entente aux termes de laquelle il achète tout ou partie de l’intérêt du client dans l’action ou l’autre instance de nature contentieuse qu’il doit intenter ou maintenir au nom du client.

Ententes sur des honoraires conditionnels

28.1 (1) Le procureur peut conclure avec un client une entente sur des honoraires conditionnels conformément au présent article.

Remuneration dependent on success

(2) A solicitor may enter into a contingency fee agreement that provides that the remuneration paid to the solicitor for the legal services provided to or on behalf of the client is contingent, in whole or in part, on the successful disposition or completion of the matter in respect of which services are provided.

No contingency fees in certain matters

(3) A solicitor shall not enter into a contingency fee agreement if the solicitor is retained in respect of,

- (a) a proceeding under the *Criminal Code* (Canada) or any other criminal or quasi-criminal proceeding; or
- (b) a family law matter.

Written agreement

(4) A contingency fee agreement shall be in writing.

Maximum amount of contingency fee

(5) If a contingency fee agreement involves a percentage of the amount or of the value of the property recovered in an action or proceeding, the amount to be paid to the solicitor shall not be more than the maximum percentage, if any, prescribed by regulation of the amount or of the value of the property recovered in the action or proceeding, however the amount or property is recovered.

Greater maximum amount where approved

(6) Despite subsection (5), a solicitor may enter into a contingency fee agreement where the amount paid to the solicitor is more than the maximum percentage prescribed by regulation of the amount or of the value of the property recovered in the action or proceeding, if, upon joint application of the solicitor and his or her client whose application is to be brought within 90 days after the agreement is executed, the agreement is approved by the Superior Court of Justice.

Factors to be considered in application

(7) In determining whether to grant an application under subsection (6), the court shall consider the nature and complexity of the action or proceeding and the expense or risk involved in it and may consider such other factors as the court considers relevant.

Agreement not to include costs except with leave

(8) A contingency fee agreement shall not include in the fee payable to the solicitor, in addition to the fee payable under the agreement, any amount arising as a result of an award of costs or costs obtained as part of a settlement, unless,

- (a) the solicitor and client jointly apply to a judge of the Superior Court of Justice for approval to include the costs or a proportion of the costs in the contingency fee agreement because of exceptional circumstances; and

Rémunération subordonnée au succès

(2) Le procureur peut conclure une entente sur des honoraires conditionnels qui prévoit que la rémunération qui lui est versée pour les services juridiques qu'il a rendus au client ou en son nom est subordonnée, en tout ou en partie, à une décision favorable concernant l'affaire à l'égard de laquelle les services ont été rendus ou au règlement favorable de celle-ci.

Honoraires conditionnels interdits dans certaines affaires

(3) Le procureur ne doit pas conclure d'entente sur des honoraires conditionnels si ses services sont retenus à l'égard :

- a) soit d'une instance introduite en vertu du *Code criminel* (Canada) ou toute autre instance criminelle ou quasi criminelle;
- b) soit d'une affaire relevant du droit de la famille.

Entente écrite

(4) L'entente sur des honoraires conditionnels est rédigée par écrit.

Montant maximal des honoraires conditionnels

(5) Si une entente sur des honoraires conditionnels met en cause un pourcentage du montant ou de la valeur des biens recouvrés dans une action ou une instance, le montant qui doit être versé au procureur ne doit pas être supérieur au pourcentage maximal éventuel prescrit par les règlements du montant ou de la valeur des biens recouvrés dans l'action ou l'instance, quelle que soit la manière dont le montant ou les biens sont recouvrés.

Montant maximal supérieur autorisé avec approbation

(6) Malgré le paragraphe (5), le procureur peut conclure une entente sur des honoraires conditionnels aux termes de laquelle le montant qui lui est versé est supérieur au pourcentage maximal prescrit par les règlements du montant ou de la valeur des biens recouvrés dans l'action ou l'instance si, sur requête conjointe du procureur et de son client qui doit être présentée dans les 90 jours qui suivent sa passation, l'entente est approuvée par la Cour supérieure de justice.

Facteurs à prendre en considération

(7) Lorsqu'il décide d'accéder ou non à la requête visée au paragraphe (6), le tribunal tient compte de la nature et de la complexité de l'action ou de l'instance et des coûts ou du risque qui y sont liés et peut tenir compte des autres facteurs qu'il estime pertinents.

Autorisation nécessaire pour inclure les dépens dans l'entente

(8) L'entente sur des honoraires conditionnels ne doit pas inclure dans les honoraires payables au procureur, en plus de ceux payables aux termes de l'entente, tout montant découlant des dépens adjugés ou des dépens obtenus comme partie d'une transaction, sauf si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le procureur et le client demandent conjointement, par voie de requête, à un juge de la Cour supérieure de justice d'approuver l'inclusion des dépens ou d'une partie de ceux-ci dans l'entente en raison de circonstances exceptionnelles;

- (b) the judge is satisfied that exceptional circumstances apply and approves the inclusion of the costs or a proportion of them.

Enforceability of greater maximum amount of contingency fee

(9) A contingency fee agreement that is subject to approval under subsection (6) or (8) is not enforceable unless it is so approved.

Non-application

(10) Sections 17, 18 and 19 do not apply to contingency fee agreements.

Assessment of contingency fee

(11) For purposes of assessment, if a contingency fee agreement,

- (a) is not one to which subsection (6) or (8) applies, the client may apply to the Superior Court of Justice for an assessment of the solicitor's bill within 30 days after its delivery or within one year after its payment; or
- (b) is one to which subsection (6) or (8) applies, the client or the solicitor may apply to the Superior Court of Justice for an assessment within the time prescribed by regulation made under this section.

Regulations

(12) The Lieutenant Governor in Council may make regulations governing contingency fee agreements, including regulations,

- (a) governing the maximum percentage of the amount or of the value of the property recovered that may be a contingency fee, including but not limited to,
 - (i) setting a scale for the maximum percentage that may be charged for a contingency fee based on factors such as the value of the recovery and the amount of time spent by the solicitor, and
 - (ii) differentiating the maximum percentage that may be charged for a contingency fee based on factors such as the type of cause of action and the court in which the action is to be heard and distinguishing between causes of actions of the same type;
- (b) governing the maximum amount of remuneration that may be paid to a solicitor pursuant to a contingency fee agreement;
- (c) in respect of treatment of costs awarded or obtained where there is a contingency fee agreement;
- (d) prescribing standards and requirements for contingency fee agreements, including the form of the agreements and terms that must be included in contingency fee agreements and prohibiting terms from being included in contingency fee agreements;

- (b) le juge est convaincu de l'existence des circonstances exceptionnelles et approuve l'inclusion des dépens ou d'une partie de ceux-ci.

Force exécutoire dans le cas d'un montant maximal supérieur

(9) L'entente sur des honoraires conditionnels qui est assujettie à l'approbation visée au paragraphe (6) ou (8) n'a force exécutoire que si elle est ainsi approuvée.

Non-application

(10) Les articles 17, 18 et 19 ne s'appliquent pas aux ententes sur des honoraires conditionnels.

Liquidation des honoraires conditionnels

(11) Aux fins de la liquidation, si l'entente sur des honoraires conditionnels :

- a) n'est pas une entente à laquelle s'applique le paragraphe (6) ou (8), le client peut, par voie de requête, demander à la Cour supérieure de justice la liquidation du mémoire du procureur dans les 30 jours qui suivent sa remise ou dans l'année qui suit son paiement;
- b) est une entente à laquelle s'applique le paragraphe (6) ou (8), le client ou le procureur peut, par voie de requête, demander à la Cour supérieure de justice la liquidation dans le délai prescrit par les règlements pris en application du présent article.

Règlements

(12) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, régir les ententes sur des honoraires conditionnels et, notamment :

- a) régir le pourcentage maximal du montant ou de la valeur des biens recouvrés qui peut constituer des honoraires conditionnels, notamment :
 - (i) établir un barème à l'égard du pourcentage maximal qui peut être demandé pour des honoraires conditionnels en fonction de facteurs comme le montant recouvré ou la valeur des biens recouvrés et le temps que le procureur a consacré à l'affaire,
 - (ii) déterminer le pourcentage maximal qui peut être demandé pour des honoraires conditionnels en fonction de facteurs comme le genre de cause d'action et le tribunal qui doit entendre l'action, et faire des distinctions entre les causes d'action du même genre;
- b) régir la rémunération maximale qui peut être versée à un procureur conformément à une entente sur des honoraires conditionnels;
- c) traiter de la manière dont les dépens sont adjugés ou obtenus lorsqu'une entente sur des honoraires conditionnels a été conclue;
- d) prescrire des normes et des exigences relatives aux ententes sur des honoraires conditionnels, notamment leur forme et les conditions qui doivent y figurer, et interdire que d'autres conditions y figurent;

- (e) imposing duties on solicitors who enter into contingency fee agreements;
- (f) prescribing the time in which a solicitor or client may apply for an assessment under clause (11) (b);
- (g) exempting persons, actions or proceedings or classes of persons, actions or proceedings from this section, a regulation made under this section or any provision in a regulation.

Commencement

5. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

- e) imposer des obligations aux procureurs qui concluent de telles ententes;
- f) prescrire le délai dans lequel le procureur ou le client peut, par voie de requête, demander une liquidation en vertu de l'alinéa (11) b);
- g) soustraire des personnes, des actions ou des instances, ou des catégories de celles-ci, à l'application du présent article, d'un de ses règlements d'application ou d'une disposition de celui-ci.

Entrée en vigueur

5. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

SCHEDULE B
LIMITATIONS ACT, 2002

CONTENTS

DEFINITIONS AND APPLICATION

1. Definitions
2. Application
3. Crown

BASIC LIMITATION PERIOD

4. Basic limitation period
5. Discovery
6. Minors
7. Incapable persons
8. Litigation guardians
9. Appointment of litigation guardian on application or motion by potential defendant
10. Assaults and sexual assaults
11. Attempted resolution
12. Successors
13. Acknowledgments
14. Notice of possible claim

ULTIMATE LIMITATION PERIODS

15. Ultimate limitation periods

NO LIMITATION PERIOD

16. No limitation period
17. Undiscovered environmental claims

GENERAL RULES

18. Contribution and indemnity
19. Other Acts, etc.
20. Statutory variation of time limits
21. Adding party
22. Agreements
23. Conflict of laws
24. Transition

AMENDMENTS AND REPEALS

25. Various Acts amended
26. *Limitations Act* amended
27. *Business Corporations Act* amended
28. *Certification of Titles Act* amended
29. *Consumer Reporting Act* amended
30. *Co-operative Corporations Act* amended
31. *Corporations Act* amended
32. *Credit Unions and Caisses Populaires Act, 1994* amended
33. *Electricity Act, 1998* amended
34. *Environmental Bill of Rights, 1993* amended
35. *Environmental Protection Act* amended
36. *Estates Act* amended
37. *Family Law Act* amended
38. *Highway 407 Act, 1998* amended
39. *Insurance Act* amended

ANNEXE B
LOI DE 2002 SUR LA PRESCRIPTION DES ACTIONS

SOMMAIRE

DÉFINITIONS ET CHAMP D'APPLICATION

1. Définitions
2. Champ d'application
3. Obligation de la Couronne

DÉLAI DE PRESCRIPTION DE BASE

4. Délai de prescription de base
5. Découverte des faits
6. Mineurs
7. Incapacité
8. Tuteurs à l'instance
9. Nomination d'un tuteur à l'instance sur requête ou motion d'un défendeur éventuel
10. Voies de fait et agressions sexuelles
11. Tentative de règlement
12. Ayants droit
13. Reconnaissances
14. Avis de réclamation éventuelle

DÉLAIS DE PRESCRIPTION ULTIMES

15. Délais de prescription ultimes

ABSENCE DE DÉLAI DE PRESCRIPTION

16. Absence de délai de prescription
17. Réclamations relatives à l'environnement : faits non découverts

RÈGLES GÉNÉRALES

18. Contribution ou indemnité
19. Autres lois
20. Modification légale des délais de prescription
21. Jonction comme partie
22. Accords
23. Conflit de lois
24. Dispositions transitoires

MODIFICATIONS ET ABROGATIONS

25. Modification de lois diverses
26. Modification de la *Loi sur la prescription des actions*
27. Modification de la *Loi sur les sociétés par actions*
28. Modification de la *Loi sur la certification des titres*
29. Modification de la *Loi sur les renseignements concernant le consommateur*
30. Modification de la *Loi sur les sociétés coopératives*
31. Modification de la *Loi sur les personnes morales*
32. Modification de la *Loi de 1994 sur les caisses populaires et les crédit unions*
33. Modification de la *Loi de 1998 sur l'électricité*
34. Modification de la *Charte des droits environnementaux de 1993*
35. Modification de la *Loi sur la protection de l'environnement*
36. Modification de la *Loi sur les successions*
37. Modification de la *Loi sur le droit de la famille*
38. Modification de la *Loi de 1998 sur l'autoroute 407*
39. Modification de la *Loi sur les assurances*

- 40. *Land Titles Act* amended
- 41. *Legislative Assembly Act* amended
- 42. *Municipal Act, 2001* amended
- 43. *Ontario College of Art & Design Act, 2002* amended
- 44. *Public Lands Act* amended
- 45. *Public Transportation and Highway Improvement Act* amended
- 46. *Solicitors Act* amended
- 47. *Trustee Act* amended
- 48. *University of Ontario Institute of Technology Act, 2002* amended
- 49. *Victims' Right to Proceeds of Crime Act, 1994* amended
- 50. Schedule amended
- 51. Commencement
- 52. Short title
- Schedule

- 40. Modification de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers*
- 41. Modification de la *Loi sur l'Assemblée législative*
- 42. Modification de la *Loi de 2001 sur les municipalités*
- 43. Modification de la *Loi de 2002 sur l'École d'art et de design de l'Ontario*
- 44. Modification de la *Loi sur les terres publiques*
- 45. Modification de la *Loi sur l'aménagement des voies publiques et des transports en commun*
- 46. Modification de la *Loi sur les procureurs*
- 47. Modification de la *Loi sur les fiduciaires*
- 48. Modification de la *Loi de 2002 sur l'Institut universitaire de technologie de l'Ontario*
- 49. Modification de la *Loi de 1994 sur le droit des victimes aux gains réalisés à la suite d'un acte criminel*
- 50. Modification de l'annexe
- 51. Entrée en vigueur
- 52. Titre abrégé
- Annexe

DEFINITIONS AND APPLICATION

Definitions

1. In this Act,

“adverse effect” has the same meaning as in the *Environmental Protection Act*; (“conséquence préjudiciable”)

“assault” includes a battery; (“voies de fait”)

“claim” means a claim to remedy an injury, loss or damage that occurred as a result of an act or omission; (“réclamation”)

“contaminant” has the same meaning as in the *Environmental Protection Act*; (“contaminant”)

“discharge” has the same meaning as in the *Environmental Protection Act*; (“rejet”, “rejeter”)

“environmental claim” means a claim based on an act or omission that caused, contributed to, or permitted the discharge of a contaminant into the natural environment that has caused or is likely to cause an adverse effect; (“réclamation relative à l'environnement”)

“natural environment” has the same meaning as in the *Environmental Protection Act*. (“environnement naturel”)

Application

2. (1) This Act applies to claims pursued in court proceedings other than,

- (a) proceedings to which the *Real Property Limitations Act* applies;
- (b) proceedings in the nature of an appeal, if the time for commencing them is governed by an Act or rule of court;

DÉFINITIONS ET CHAMP D'APPLICATION

Définitions

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«conséquence préjudiciable» S'entend au sens de la *Loi sur la protection de l'environnement*. («adverse effect»)

«contaminant» S'entend au sens de la *Loi sur la protection de l'environnement*. («contaminant»)

«environnement naturel» S'entend au sens de la *Loi sur la protection de l'environnement*. («natural environment»)

«réclamation» Réclamation pour obtenir réparation de préjudices, de pertes ou de dommages survenus par suite d'un acte ou d'une omission et, en outre, droit de réclamation qui peut être exercé à cette fin. («claim»)

«réclamation relative à l'environnement» Réclamation fondée sur un acte ou une omission qui a causé le rejet dans l'environnement naturel, y a contribué ou l'a permis, d'un contaminant qui a ou aura vraisemblablement une conséquence préjudiciable. («environmental claim»)

«rejet, rejeter» S'entend au sens de la *Loi sur la protection de l'environnement*. («discharge»)

«voies de fait» S'entend en outre de coups. («assault»)

Champ d'application

2. (1) La présente loi s'applique aux réclamations formées dans des instances judiciaires autres que les instances suivantes :

- a) les instances auxquelles s'applique la *Loi sur la prescription des actions relatives aux biens immeubles*;
- b) les instances telles qu'un appel, si le délai d'introduction des instances est régi par une loi ou une règle de pratique;

- (c) proceedings under the *Judicial Review Procedure Act*;
- (d) proceedings to which the *Provincial Offences Act* applies;
- (e) proceedings based on the existing aboriginal and treaty rights of the aboriginal peoples of Canada which are recognized and affirmed in section 35 of the *Constitution Act, 1982*; and
- (f) proceedings based on equitable claims by aboriginal peoples against the Crown.

Exception, aboriginal rights

(2) Proceedings referred to in clause (1) (e) and (f) are governed by the law that would have been in force with respect to limitation of actions if this Act had not been passed.

Crown

3. This Act binds the Crown.

BASIC LIMITATION PERIOD**Basic limitation period**

4. Unless this Act provides otherwise, a proceeding shall not be commenced in respect of a claim after the second anniversary of the day on which the claim was discovered.

Discovery

5. (1) A claim is discovered on the earlier of,
- (a) the day on which the person with the claim first knew,
 - (i) that the injury, loss or damage had occurred,
 - (ii) that the injury, loss or damage was caused by or contributed to by an act or omission,
 - (iii) that the act or omission was that of the person against whom the claim is made, and
 - (iv) that, having regard to the nature of the injury, loss or damage, a proceeding would be an appropriate means to seek to remedy it; and
 - (b) the day on which a reasonable person with the abilities and in the circumstances of the person with the claim first ought to have known of the matters referred to in clause (a).

Presumption

(2) A person with a claim shall be presumed to have known of the matters referred to in clause (1) (a) on the day the act or omission on which the claim is based took place, unless the contrary is proved.

Minors

6. The limitation period established by section 4 does

- (c) les instances introduites en vertu de la *Loi sur la procédure de révision judiciaire*;
- (d) les instances auxquelles s'applique la *Loi sur les infractions provinciales*;
- (e) les instances fondées sur les droits existants – ancestraux ou issus de traités – des peuples autochtones du Canada que reconnaît et confirme l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*;
- (f) les instances fondées sur les réclamations en equity faites par les peuples autochtones contre la Couronne.

Exception : droits des peuples autochtones

(2) Les instances visées aux alinéas (1) e) et f) sont régies par le droit qui se serait appliqué en ce qui concerne la prescription des actions si la présente loi n'avait pas été adoptée.

Obligation de la Couronne

3. La présente loi lie la Couronne.

DÉLAI DE PRESCRIPTION DE BASE**Délai de prescription de base**

4. Sauf disposition contraire de la présente loi, aucune instance relative à une réclamation ne peut être introduite après le deuxième anniversaire du jour où sont découverts les faits qui ont donné naissance à la réclamation.

Découverte des faits

5. (1) Les faits qui ont donné naissance à la réclamation sont découverts celui des jours suivants qui est antérieur aux autres :
- a) le jour où le titulaire du droit de réclamation a appris les faits suivants :
 - (i) les préjudices, les pertes ou les dommages sont survenus,
 - (ii) les préjudices, les pertes ou les dommages ont été causés entièrement ou en partie par un acte ou une omission,
 - (iii) l'acte ou l'omission est le fait de la personne contre laquelle est faite la réclamation,
 - (iv) étant donné la nature des préjudices, des pertes ou des dommages, l'introduction d'une instance serait un moyen approprié de tenter d'obtenir réparation;
 - b) le jour où toute personne raisonnable possédant les mêmes capacités et se trouvant dans la même situation que le titulaire du droit de réclamation aurait dû apprendre les faits visés à l'alinéa a).

Présomption

(2) À moins de preuve du contraire, le titulaire du droit de réclamation est présumé avoir appris les faits visés à l'alinéa (1) a) le jour où a eu lieu l'acte ou l'omission qui a donné naissance à la réclamation.

Mineurs

6. Le délai de prescription créé par l'article 4 ne court

not run during any time in which the person with the claim,

- (a) is a minor; and
- (b) is not represented by a litigation guardian in relation to the claim.

Incapable persons

7. (1) The limitation period established by section 4 does not run during any time in which the person with the claim,

- (a) is incapable of commencing a proceeding in respect of the claim because of his or her physical, mental or psychological condition; and
- (b) is not represented by a litigation guardian in relation to the claim.

Presumption

(2) A person shall be presumed to have been capable of commencing a proceeding in respect of a claim at all times unless the contrary is proved.

Extension

(3) If the running of a limitation period is postponed or suspended under this section and the period has less than six months to run when the postponement or suspension ends, the period is extended to include the day that is six months after the day on which the postponement or suspension ends.

Exception

(4) This section does not apply in respect of a claim referred to in section 10.

Litigation guardians

8. If a person is represented by a litigation guardian in relation to the claim, section 5 applies as if the litigation guardian were the person with the claim.

Appointment of litigation guardian on application or motion by potential defendant

Definitions

9. (1) In this section,

“potential defendant” means a person against whom another person may have a claim but against whom the other person has not commenced a proceeding in respect of the claim; (“défendeur éventuel”)

“potential plaintiff” means a person who may have a claim against another person but has not commenced a proceeding against that person in respect of the claim. (“demandeur éventuel”)

Appointment of litigation guardian on application or motion by potential defendant

(2) If the running of a limitation period in relation to a claim is postponed or suspended under section 6 or 7, a potential defendant may make an application or a motion to have a litigation guardian appointed for a potential plaintiff.

pas pendant toute période au cours de laquelle le titulaire du droit de réclamation :

- a) d'une part, est mineur;
- b) d'autre part, n'est pas représenté par un tuteur à l'instance à l'égard de la réclamation.

Incapacité

7. (1) Le délai de prescription créé par l'article 4 ne court pas pendant toute période au cours de laquelle le titulaire du droit de réclamation :

- a) d'une part, est dans l'incapacité d'introduire une instance relative à la réclamation en raison de son état physique, mental ou psychologique;
- b) d'autre part, n'est pas représenté par un tuteur à l'instance à l'égard de la réclamation.

Présomption

(2) À moins de preuve du contraire, une personne est présumée avoir été en tout temps capable d'introduire une instance relative à une réclamation.

Prorogation ou suspension du délai

(3) Si la prescription est reportée ou suspendue en application du présent article et qu'il reste moins de six mois à courir sur le délai au moment où cesse le report ou la suspension, le délai est prorogé de façon à inclure le jour qui arrive six mois après le jour où cesse le report ou la suspension.

Exception

(4) Le présent article ne s'applique pas aux réclamations visées à l'article 10.

Tuteurs à l'instance

8. Si une personne est représentée par un tuteur à l'instance à l'égard de la réclamation, l'article 5 s'applique comme si le tuteur à l'instance était le titulaire du droit de réclamation.

Nomination d'un tuteur à l'instance sur requête ou motion d'un défendeur éventuel

Définitions

9. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«défendeur éventuel» Personne contre laquelle une autre personne peut être fondée à faire une réclamation mais contre laquelle l'autre personne n'a pas introduit d'instance à l'égard de la réclamation. («potential defendant»)

«demandeur éventuel» Personne qui peut être fondée à faire une réclamation contre une autre personne mais qui n'a pas introduit d'instance contre cette personne à l'égard de la réclamation. («potential plaintiff»)

Nomination d'un tuteur à l'instance sur requête ou motion d'un défendeur éventuel

(2) Si la prescription relative à une réclamation est reportée ou suspendue en application de l'article 6 ou 7, un défendeur éventuel peut présenter une requête ou une motion pour que soit nommé un tuteur à l'instance pour représenter un demandeur éventuel.

Effect of appointment

(3) Subject to subsection (4), the appointment of a litigation guardian ends the postponement or suspension of the running of the limitation period if the following conditions are met:

1. The appointment is made by a judge on the application or motion of a potential defendant.
2. The judge is satisfied that the litigation guardian,
 - i. has been served with the motion,
 - ii. has consented to the appointment in writing, or in person before the judge,
 - iii. in connection with the claim, knows of the matters referred to in clause 5 (1) (a),
 - iv. does not have an interest adverse to that of the potential plaintiff, and
 - v. agrees to attend to the potential plaintiff's interests diligently and to take all necessary steps for their protection, including the commencement of a claim if appropriate.

Non-expiry

(4) The limitation period shall be deemed not to expire against the potential plaintiff until the later of,

- (a) the date that is six months after the potential defendant files, with proof of service on the litigation guardian,
 - (i) a notice that complies with subsection (5), and
 - (ii) a declaration that, on the filing date, the potential defendant is not aware of any proceeding by the litigation guardian against the potential defendant in respect of the claim; and
- (b) the date on which the limitation period would otherwise expire after it resumes running under subsection (3).

Notice

- (5) The notice,
 - (a) shall not be served before the first anniversary of the appointment;
 - (b) shall identify the potential plaintiff, the potential defendant and the claim; and
 - (c) shall indicate that the claim could be extinguished if a proceeding is not promptly commenced.

Assaults and sexual assaults

10. (1) The limitation period established by section 4 does not run in respect of a claim based on assault or sexual assault during any time in which the person with the claim is incapable of commencing the proceeding because of his or her physical, mental or psychological condition.

Effet de la nomination

(3) Sous réserve du paragraphe (4), la nomination d'un tuteur à l'instance met fin au report ou à la suspension de la prescription si les conditions suivantes sont réunies :

1. La nomination est faite par un juge sur requête ou motion d'un défendeur éventuel.
2. Le juge est convaincu que le tuteur à l'instance :
 - i. a reçu signification de la motion,
 - ii. a consenti à la nomination par écrit, ou en personne devant le juge,
 - iii. a connaissance, relativement à la réclamation, des faits visés à l'alinéa 5 (1) a),
 - iv. n'a pas d'intérêt opposé à celui du demandeur éventuel,
 - v. accepte de s'occuper des intérêts du demandeur éventuel avec diligence et de prendre toutes les mesures nécessaires pour les protéger, y compris l'introduction d'une instance à l'égard de la réclamation s'il y a lieu.

Non-expiration

(4) Le délai de prescription est réputé ne pas expirer à l'égard du demandeur éventuel jusqu'à celle des dates suivantes qui est postérieure à l'autre :

- a) la date qui tombe six mois après que le défendeur éventuel dépose, avec la preuve de la signification au tuteur à l'instance, les documents suivants :
 - (i) un avis conforme au paragraphe (5),
 - (ii) une déclaration selon laquelle, à la date du dépôt, le défendeur éventuel n'a connaissance d'aucune instance que ce soit qui ait été introduite contre lui par le tuteur à l'instance à l'égard de la réclamation;
- b) la date à laquelle le délai de prescription expirerait par ailleurs après la reprise de la prescription en application du paragraphe (3).

Avis

- (5) L'avis :
 - a) ne doit pas être signifié avant le premier anniversaire de la nomination;
 - b) désigne le demandeur éventuel et le défendeur éventuel, et indique l'objet de la réclamation;
 - c) indique que la réclamation pourrait s'éteindre si une instance n'est pas introduite promptement.

Voies de fait et agressions sexuelles

10. (1) Le délai de prescription créé par l'article 4 ne court pas dans le cas d'une réclamation fondée sur des voies de fait ou une agression sexuelle pendant toute période au cours de laquelle le titulaire du droit de réclamation est dans l'incapacité d'introduire l'instance en raison de son état physique, mental ou psychologique.

Presumption

(2) Unless the contrary is proved, a person with a claim based on an assault shall be presumed to have been incapable of commencing the proceeding earlier than it was commenced if at the time of the assault one of the parties to the assault had an intimate relationship with the person or was someone on whom the person was dependent, whether financially or otherwise.

Same

(3) Unless the contrary is proved, a person with a claim based on a sexual assault shall be presumed to have been incapable of commencing the proceeding earlier than it was commenced.

Attempted resolution

11. If a person with a claim and a person against whom the claim is made have agreed to have an independent third party resolve the claim or assist them in resolving it, the limitation periods established by sections 4 and 15 do not run from the date the agreement is made until,

- (a) the date the claim is resolved;
- (b) the date the attempted resolution process is terminated; or
- (c) the date a party terminates or withdraws from the agreement.

Successors

12. (1) For the purpose of clause 5 (1) (a), in the case of a proceeding commenced by a person claiming through a predecessor in right, title or interest, the person shall be deemed to have knowledge of the matters referred to in that clause on the earlier of the following:

- 1. The day the predecessor first knew or ought to have known of those matters.
- 2. The day the person claiming first knew or ought to have known of them.

Principals and agents

(2) For the purpose of clause 5 (1) (a), in the case of a proceeding commenced by a principal, if the agent had a duty to communicate knowledge of the matters referred to in that clause to the principal, the principal shall be deemed to have knowledge of the matters referred to in that clause on the earlier of the following:

- 1. The day the agent first knew or ought to have known of those matters.
- 2. The day the principal first knew or ought to have known of them.

Same

(3) The day on which a predecessor or agent first ought to have known of the matters referred to in clause 5 (1) (a) is the day on which a reasonable person in the predecessor's or agent's circumstances and with the predecessor's or agent's abilities first ought to have known of them.

Présomption

(2) À moins de preuve du contraire, le titulaire d'un droit de réclamation fondé sur des voies de fait est présumé avoir été dans l'incapacité d'introduire l'instance antérieurement à la date de son introduction si, au moment où ont été commises les voies de fait, il avait des relations intimes avec une des parties aux voies de fait ou dépendait d'elle financièrement ou autrement.

Idem

(3) À moins de preuve du contraire, le titulaire d'un droit de réclamation fondé sur une agression sexuelle est présumé avoir été dans l'incapacité d'introduire l'instance antérieurement à la date de son introduction.

Tentative de règlement

11. Si le titulaire d'un droit de réclamation et une personne contre laquelle est faite la réclamation se sont entendus pour qu'un tiers indépendant statue sur celle-ci ou les aide à parvenir à un règlement, les délais de prescription créés par les articles 4 et 15 ne courent pas de la date de l'entente à, selon le cas :

- a) la date à laquelle il est statué sur la réclamation;
- b) la date à laquelle il est mis fin à la procédure de tentative de règlement;
- c) la date à laquelle l'une ou l'autre partie met fin à l'entente ou se retire de celle-ci.

Ayants droit

12. (1) Pour l'application de l'alinéa 5 (1) a), dans le cas d'une instance introduite par un ayant droit d'un prédecesseur titulaire du droit, du titre ou de l'intérêt, l'ayant droit est réputé avoir connaissance des faits visés à cet alinéa le premier en date des jours suivants :

- 1. Le jour où le prédecesseur a appris ces faits ou aurait dû les apprendre.
- 2. Le jour où l'ayant droit a appris ces faits ou aurait dû les apprendre.

Mandants et mandataires

(2) Pour l'application de l'alinéa 5 (1) a), dans le cas d'une instance introduite par un mandant, si le mandataire avait l'obligation de lui communiquer les faits visés à cet alinéa, le mandant est réputé avoir connaissance des faits visés à cet alinéa le premier en date des jours suivants :

- 1. Le jour où le mandataire a appris ces faits ou aurait dû les apprendre.
- 2. Le jour où le mandant a appris ces faits ou aurait dû les apprendre.

Idem

(3) Le jour où le prédecesseur ou le mandataire aurait dû apprendre les faits visés à l'alinéa 5 (1) a) est celui où toute personne raisonnable se trouvant dans la même situation et possédant les mêmes capacités que lui aurait dû les apprendre.

Acknowledgments

13. (1) If a person acknowledges liability in respect of a claim for payment of a liquidated sum, the recovery of personal property, the enforcement of a charge on personal property or relief from enforcement of a charge on personal property, the act or omission on which the claim is based shall be deemed to have taken place on the day on which the acknowledgment was made.

Interest

(2) An acknowledgment of liability in respect of a claim for interest is an acknowledgment of liability in respect of a claim for the principal and for interest falling due after the acknowledgment is made.

Collateral

(3) An acknowledgment of liability in respect of a claim to realize on or redeem collateral under a security agreement or to recover money in respect of the collateral is an acknowledgment by any other person who later comes into possession of it.

Realization

(4) A debtor's performance of an obligation under or in respect of a security agreement is an acknowledgment by the debtor of liability in respect of a claim by the creditor for realization on the collateral under the agreement.

Redemption

(5) A creditor's acceptance of a debtor's payment or performance of an obligation under or in respect of a security agreement is an acknowledgment by the creditor of liability in respect of a claim by the debtor for redemption of the collateral under the agreement.

Trustees

(6) An acknowledgment by a trustee is an acknowledgment by any other person who is or who later becomes a trustee of the same trust.

Personal property

(7) An acknowledgment of liability in respect of a claim to recover or enforce an equitable interest in personal property by a person in possession of it is an acknowledgment by any other person who later comes into possession of it.

Liquidated sum

(8) Subject to subsections (9) and (10), this section applies to an acknowledgment of liability in respect of a claim for payment of a liquidated sum even though the person making the acknowledgment refuses or does not promise to pay the sum or the balance of the sum still owing.

Restricted application

(9) This section does not apply unless the acknowl-

Reconnaisances

13. (1) Si une personne reconnaît sa responsabilité à l'égard d'une réclamation en paiement d'une somme déterminée, en recouvrement d'un bien meuble, en exécution d'une charge grevant un bien meuble ou en exonération de l'exécution d'une charge grevant un bien meuble, l'acte ou l'omission sur lequel est fondée la réclamation est réputé avoir eu lieu le jour où a eu lieu la reconnaissance.

Intérêts

(2) La reconnaissance de responsabilité à l'égard d'une réclamation en paiement d'intérêts constitue la reconnaissance de responsabilité à l'égard d'une réclamation en paiement du capital et des intérêts échus après que la reconnaissance a lieu.

Bien donné en garantie

(3) La reconnaissance de responsabilité à l'égard d'une réclamation en réalisation ou en rachat d'un bien donné en garantie aux termes d'un contrat de sûreté, ou en recouvrement d'une somme d'argent à l'égard du bien donné en garantie constitue une reconnaissance par toute autre personne qui en prend possession par la suite.

Réalisation

(4) L'exécution par un débiteur d'une obligation aux termes ou à l'égard d'un contrat de sûreté constitue une reconnaissance de responsabilité par celui-ci à l'égard d'une réclamation du créancier en vue de la réalisation du bien donné en garantie aux termes du contrat.

Rachat

(5) L'acceptation par un créancier d'un paiement ou de l'exécution d'une obligation par un débiteur aux termes ou à l'égard d'un contrat de sûreté constitue une reconnaissance de responsabilité de la part du créancier à l'égard d'une réclamation du débiteur en vue du rachat du bien donné en garantie aux termes du contrat.

Fiduciaires

(6) La reconnaissance par un fiduciaire constitue une reconnaissance par toute autre personne qui est ou qui devient plus tard fiduciaire de la même fiducie.

Bien meuble

(7) La reconnaissance de responsabilité par la personne qui est en possession d'un bien meuble à l'égard d'une réclamation en recouvrement ou en exécution d'un intérêt en equity sur ce bien constitue une reconnaissance par toute autre personne qui en prend possession par la suite.

Somme déterminée

(8) Sous réserve des paragraphes (9) et (10), le présent article s'applique à la reconnaissance de responsabilité à l'égard d'une réclamation en paiement d'une somme déterminée, même si l'auteur de la reconnaissance refuse de payer cette somme ou le solde impayé de cette somme, ou ne s'y engage pas.

Champ d'application limité

(9) Le présent article ne s'applique que si la reconnais-

edgment is made to the person with the claim, the person's agent or an official receiver or trustee acting under the *Bankruptcy and Insolvency Act* (Canada) before the expiry of the limitation period applicable to the claim.

Same

(10) Subsections (1), (2), (3), (6) and (7) do not apply unless the acknowledgment is in writing and signed by the person making it or the person's agent.

Same

(11) In the case of a claim for payment of a liquidated sum, part payment of the sum by the person against whom the claim is made or by the person's agent has the same effect as the acknowledgment referred to in subsection (10).

Notice of possible claim

14. (1) A person against whom another person may have a claim may serve a notice of possible claim on the other person.

Contents

(2) A notice of possible claim shall be in writing and signed by the person issuing it or that person's lawyer, and shall,

- (a) describe the injury, loss or damage that the issuing person suspects may have occurred;
- (b) identify the act or omission giving rise to the injury, loss or damage;
- (c) indicate the extent to which the issuing person suspects that the injury, loss or damage may have been caused by the issuing person;
- (d) state that any claim that the other person has could be extinguished because of the expiry of a limitation period; and
- (e) state the issuing person's name and address for service.

Effect

(3) The fact that a notice of possible claim has been served on a person may be considered by a court in determining when the limitation period in respect of the person's claim began to run.

Exception

(4) Subsection (3) does not apply to a person who is not represented by a litigation guardian in relation to the claim and who, when served with the notice,

- (a) is a minor; or
- (b) is incapable of commencing a proceeding because of his or her physical, mental or psychological condition.

sance est faite au titulaire du droit de réclamation, à son mandataire ou à un séquestre officiel ou syndic agissant dans le cadre de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (Canada) avant l'expiration du délai de prescription qui s'applique à la réclamation.

Idem

(10) Les paragraphes (1), (2), (3), (6) et (7) ne s'appliquent que si la reconnaissance est faite par écrit et signée par son auteur ou le mandataire de celui-ci.

Idem

(11) Dans le cas d'une réclamation en paiement d'une somme déterminée, le paiement partiel de la somme par la personne contre laquelle est faite la réclamation ou par son mandataire a le même effet que la reconnaissance visée au paragraphe (10).

Avis de réclamation éventuelle

14. (1) La personne contre laquelle une autre personne peut être fondée à faire une réclamation peut lui signifier un avis de réclamation éventuelle.

Contenu

(2) L'avis de réclamation éventuelle est présenté par écrit et signé par la personne qui le délivre ou par son avocat. Cet avis renferme les précisions suivantes :

- a) une description des préjudices, des pertes ou des dommages que la personne qui délivre l'avis soupçonne être survenus;
- b) en quoi consiste l'acte ou l'omission ayant donné lieu aux préjudices, aux pertes ou aux dommages;
- c) la mesure dans laquelle la personne qui délivre l'avis soupçonne avoir pu causer les préjudices, les pertes ou les dommages en question;
- d) le fait que toute réclamation que l'autre personne peut faire puisse s'éteindre en raison de l'expiration d'un délai de prescription;
- e) les nom et adresse aux fins de signification de la personne qui délivre l'avis.

Effet

(3) Le fait qu'un avis de réclamation éventuelle a été signifié à une personne peut être pris en considération par un tribunal pour établir à quel moment le délai de prescription relatif à la réclamation de la personne a commencé à courir.

Exception

(4) Le paragraphe (3) ne s'applique pas à la personne qui n'est pas représentée par un tuteur à l'instance à l'égard de la réclamation et qui, au moment où l'avis lui est signifié :

- a) soit est mineure;
- b) soit est dans l'incapacité d'introduire une instance en raison de son état physique, mental ou psychologique.

Acknowledgment

(5) A notice of possible claim is not an acknowledgment for the purpose of section 13.

Admission

(6) A notice of possible claim is not an admission of the validity of the claim.

ULTIMATE LIMITATION PERIODS**Ultimate limitation periods**

15. (1) Even if the limitation period established by any other section of this Act in respect of a claim has not expired, no proceeding shall be commenced in respect of the claim after the expiry of a limitation period established by this section.

General

(2) No proceeding shall be commenced in respect of any claim after the 15th anniversary of the day on which the act or omission on which the claim is based took place.

Exception, purchasers for value

(3) Despite subsection (2), no proceeding against a purchaser of personal property for value acting in good faith shall be commenced in respect of conversion of the property after the second anniversary of the day on which the property was converted.

Period not to run

(4) The limitation period established by subsection (2) does not run during any time in which,

- (a) the person with the claim,
 - (i) is incapable of commencing a proceeding in respect of the claim because of his or her physical, mental or psychological condition, and
 - (ii) is not represented by a litigation guardian in relation to the claim;
- (b) the person with the claim is a minor and is not represented by a litigation guardian in relation to the claim; or
- (c) the person against whom the claim is made,
 - (i) wilfully conceals from the person with the claim the fact that injury, loss or damage has occurred, that it was caused by or contributed to by an act or omission or that the act or omission was that of the person against whom the claim is made, or
 - (ii) wilfully misleads the person with the claim as to the appropriateness of a proceeding as a means of remedying the injury, loss or damage.

Burden

(5) Subject to section 10, the burden of proving that

Reconnaissance

(5) L'avis de réclamation éventuelle ne constitue pas une reconnaissance pour l'application de l'article 13.

Aveu

(6) L'avis de réclamation éventuelle ne constitue pas un aveu selon lequel la réclamation est fondée.

DÉLAIS DE PRESCRIPTION ULTIMES**Délais de prescription ultimes**

15. (1) Même si le délai de prescription créé par tout autre article de la présente loi dans le cas d'une réclamation n'a pas expiré, aucune instance relative à cette réclamation ne peut être introduite après l'expiration du délai de prescription créé par le présent article.

Disposition générale

(2) Aucune instance relative à une réclamation ne peut être introduite après le 15^e anniversaire du jour où a eu lieu l'acte ou l'omission sur lequel est fondée la réclamation.

Exception : acquéreurs à titre onéreux

(3) Malgré le paragraphe (2), aucune instance relative à l'appropriation illicite d'un bien meuble contre l'acquéreur à titre onéreux du bien qui agit de bonne foi ne peut être introduite après le deuxième anniversaire du jour où a eu lieu l'appropriation illicite.

Interruption du délai

(4) Le délai de prescription créé par le paragraphe (2) ne court pas pendant toute période au cours de laquelle, selon le cas :

- a) le titulaire du droit de réclamation :
 - (i) d'une part, est dans l'incapacité d'introduire une instance relative à la réclamation en raison de son état physique, mental ou psychologique,
 - (ii) d'autre part, n'est pas représenté par un tuteur à l'instance à l'égard de la réclamation;
- b) le titulaire du droit de réclamation est mineur et n'est pas représenté par un tuteur à l'instance à l'égard de la réclamation;
- c) la personne contre laquelle est faite la réclamation :
 - (i) soit dissimule sciemment au titulaire du droit de réclamation le fait que les préjudices, les pertes ou les dommages se sont produits, qu'ils ont été causés entièrement ou en partie par un acte ou une omission ou que l'acte ou l'omission était le fait de la personne contre laquelle est faite la réclamation,
 - (ii) soit induit sciemment en erreur le titulaire du droit de réclamation quant à l'opportunité d'une instance comme moyen d'obtenir réparation des préjudices, des pertes ou des dommages subis.

Fardeau de la preuve

(5) Sous réserve de l'article 10, il incombe au titulaire

subsection (4) applies is on the person with the claim.

Day of occurrence

(6) For the purposes of this section, the day an act or omission on which a claim is based takes place is,

- (a) in the case of a continuous act or omission, the day on which the act or omission ceases;
- (b) in the case of a series of acts or omissions in respect of the same obligation, the day on which the last act or omission in the series occurs;
- (c) in the case of a default in performing a demand obligation, the day on which the default occurs.

NO LIMITATION PERIOD

No limitation period

16. (1) There is no limitation period in respect of,

- (a) a proceeding for a declaration if no consequential relief is sought;
- (b) a proceeding to enforce an order of a court, or any other order that may be enforced in the same way as an order of a court;
- (c) a proceeding to obtain support under the *Family Law Act* or to enforce a provision for support or maintenance contained in a contract or agreement that could be filed under section 35 of that Act;
- (d) a proceeding to enforce an award in an arbitration to which the *Arbitration Act, 1991* applies;
- (e) a proceeding under section 8 of the *Remedies for Organized Crime and Other Unlawful Activities Act, 2001*;
- (f) a proceeding by a debtor in possession of collateral to redeem it;
- (g) a proceeding by a creditor in possession of collateral to realize on it;
- (h) a proceeding arising from a sexual assault if at the time of the assault one of the parties to it had charge of the person assaulted, was in a position of trust or authority in relation to the person or was someone on whom he or she was dependent, whether financially or otherwise;
- (i) a proceeding to recover money owing to the Crown in respect of,
 - (i) fines, taxes and penalties, or
 - (ii) interest that may be added to a tax or penalty under an Act;

du droit de réclamation de prouver que le paragraphe (4) s'applique.

Détermination du jour où a lieu l'acte ou l'omission

(6) Pour l'application du présent article, le jour où a lieu un acte ou une omission sur lequel est fondée une réclamation est :

- a) dans le cas d'un acte ou d'une omission continus, le jour où cesse l'acte ou l'omission;
- b) dans le cas d'une série d'actes ou d'omissions à l'égard de la même obligation, le jour où a lieu le dernier acte ou la dernière omission de la série;
- c) dans le cas du défaut d'exécution d'un engagement à vue, le jour où a lieu le défaut.

ABSENCE DE DÉLAI DE PRESCRIPTION

Absence de délai de prescription

16. (1) Aucun délai de prescription n'est prévu dans les cas suivants :

- a) les instances en déclaration judiciaire s'il n'est demandé aucun redressement indirect;
- b) les instances en vue de faire exécuter des ordonnances judiciaires ou toute autre ordonnance qui peut être exécutée de la même façon que les ordonnances judiciaires;
- c) les instances en vue d'obtenir des aliments prévus par la *Loi sur le droit de la famille* ou de faire exécuter les dispositions alimentaires qui figurent dans des contrats ou des accords qui pourraient être déposés en vertu de l'article 35 de cette loi;
- d) les instances en vue de faire exécuter les sentences arbitrales rendues dans le cadre d'arbitrages auxquels s'applique la *Loi de 1991 sur l'arbitrage*;
- e) les instances visées à l'article 8 de la *Loi de 2001 sur les recours pour crime organisé et autres activités illégales*;
- f) les instances introduites par les débiteurs en possession de biens donnés en garantie en vue de les racheter;
- g) les instances introduites par les créanciers en possession de biens donnés en garantie en vue de les réaliser;
- h) les instances découlant d'une agression sexuelle si, au moment où l'agression a été commise, l'une des parties à l'agression était responsable de la personne agressée ou se trouvait dans une position de confiance ou d'autorité par rapport à elle, ou la personne agressée dépendait de la partie financièrement ou autrement;
- i) les instances en recouvrement des créances de la Couronne à l'égard :
 - (i) soit d'amendes, d'impôts et de pénalités,
 - (ii) soit d'intérêts qui peuvent s'ajouter à un impôt ou à une pénalité en vertu d'une loi;

(j) a proceeding described in subsection (2) that is brought by,

(i) the Crown, or

(ii) a delivery agent under the *Ontario Disability Support Program Act, 1997* or the *Ontario Works Act, 1997*; or

(k) a proceeding to recover money owing in respect of student loans, awards and grants made under the *Ministry of Training, Colleges and Universities Act*, the *Canada Student Financial Assistance Act* or the *Canada Student Loans Act*.

Same

(2) Clause (1) (j) applies to proceedings in respect of claims relating to,

(a) the administration of social, health or economic programs; or

(b) the provision of direct or indirect support to members of the public in connection with social, health or economic policy.

Same

(3) Without limiting the generality of subsection (2), clause (1) (j) applies to proceedings in respect of claims for,

(a) the recovery of social assistance payments, student loans, awards, grants, contributions and economic development loans; and

(b) the reimbursement of money paid in connection with social, health or economic programs or policies as a result of fraud, misrepresentation, error or inadvertence.

Conflict with s. 15

(4) This section and section 17 prevail over anything in section 15.

Undiscovered environmental claims

17. There is no limitation period in respect of an environmental claim that has not been discovered.

GENERAL RULES

Contribution and indemnity

18. (1) For the purposes of subsection 5 (2) and section 15, in the case of a claim by one alleged wrongdoer against another for contribution and indemnity, the day on which the first alleged wrongdoer was served with the claim in respect of which contribution and indemnity is sought shall be deemed to be the day the act or omission

j) les instances visées au paragraphe (2) qui sont introduites :

(i) soit par la Couronne,

(ii) soit par un agent de prestation des services au sens de la *Loi de 1997 sur le Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées* ou de la *Loi de 1997 sur le programme Ontario au travail*;

k) les instances en recouvrement de créances à l'égard de prêts d'études, de l'aide financière aux étudiants et de bourses d'études accordés en vertu de la *Loi sur le ministère de la Formation et des Collèges et Universités*, de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants* ou de la *Loi fédérale sur les prêts aux étudiants*.

Idem

(2) L'alinéa (1) j) s'applique aux instances à l'égard des réclamations relatives :

a) soit à l'administration des programmes sociaux ou économiques ou des programmes de santé;

b) soit à la fourniture d'un soutien direct ou indirect aux membres du public relativement aux politiques sociales, aux politiques économiques ou aux politiques en matière de santé.

Idem

(3) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (2), l'alinéa (1) j) s'applique aux instances à l'égard de ce qui suit :

a) les réclamations en recouvrement de versements d'aide sociale, de prêts aux étudiants, de prix, de subventions, de contributions et de prêts de développement économique;

b) les réclamations en remboursement des sommes versées relativement aux programmes ou aux politiques dans les domaines sociaux ou économiques ou celui de la santé par suite d'une fraude, d'une présentation inexacte des faits, d'une erreur ou d'une méprise.

Incompatibilité avec l'art. 15

(4) Le présent article et l'article 17 l'emportent sur l'article 15.

Réclamations relatives à l'environnement : faits non découverts

17. Aucun délai de prescription n'est prévu dans le cas des réclamations relatives à l'environnement dont les faits qui y ont donné naissance n'ont pas été découverts.

RÈGLES GÉNÉRALES

Contribution ou indemnité

18. (1) Pour l'application du paragraphe 5 (2) et de l'article 15, dans le cas d'une demande de contribution ou d'indemnité de la part d'un des auteurs prétendus d'un préjudice contre un autre, le jour où est signifiée au premier auteur prétendu du préjudice la demande de contribution ou d'indemnité est réputé être le jour où a eu lieu

on which that alleged wrongdoer's claim is based took place.

Application

(2) Subsection (1) applies whether the right to contribution and indemnity arises in respect of a tort or otherwise.

Other Acts, etc.

19. (1) A limitation period set out in or under another Act that applies to a claim to which this Act applies is of no effect unless,

- (a) the provision establishing it is listed in the Schedule to this Act; or
- (b) the provision establishing it,
 - (i) is in existence on the day this Act comes into force, and
 - (ii) incorporates by reference a provision listed in the Schedule to this Act.

Act prevails

(2) Subsection (1) applies despite any other Act.

Interpretation

(3) The fact that a provision is listed in the Schedule shall not be construed as a statement that the limitation period established by the provision would otherwise apply to a claim as defined in this Act.

Same

(4) If there is a conflict between a limitation period established by a provision referred to in subsection (1) and one established by any other provision of this Act, the limitation period established by the provision referred to in subsection (1) prevails.

Period not to run

(5) Sections 6, 7 and 11 apply, with necessary modifications, to a limitation period established by a provision referred to in subsection (1).

Statutory variation of time limits

20. This Act does not affect the extension, suspension or other variation of a limitation period or other time limit by or under another Act.

Adding party

21. (1) If a limitation period in respect of a claim against a person has expired, the claim shall not be pursued by adding the person as a party to any existing proceeding.

Misdescription

(2) Subsection (1) does not prevent the correction of a misnaming or misdescription of a party.

Agreements

22. (1) A limitation period under this Act applies de-

l'acte ou l'omission sur lequel est fondée la demande de cet auteur.

Champ d'application

(2) Le paragraphe (1) s'applique, que le droit à la contribution ou à l'indemnité découle d'un délit civil ou autrement.

Autres lois

19. (1) Tout délai de prescription qui est fixé dans une autre loi ou en application de celle-ci et qui s'applique à une réclamation à laquelle s'applique la présente loi est sans effet à moins que, selon le cas :

- a) la disposition le créant ne soit énumérée à l'annexe de la présente loi;
- b) la disposition le créant ne réunisse les conditions suivantes :
 - (i) elle existe le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi,
 - (ii) elle incorpore, par renvoi, une disposition énumérée à l'annexe de la présente loi.

Primauté de la Loi

(2) Le paragraphe (1) s'applique malgré toute autre loi.

Interprétation

(3) Le fait qu'une disposition soit énumérée à l'annexe ne doit pas être interprété comme voulant dire que le délai de prescription créé par la disposition s'appliquerait par ailleurs à une réclamation au sens de la présente loi.

Idem

(4) En cas d'incompatibilité entre le délai de prescription créé par une disposition visée au paragraphe (1) et celui créé par toute autre disposition de la présente loi, c'est celui créé par la disposition visée au paragraphe (1) qui l'emporte.

Interruption du délai

(5) Les articles 6, 7 et 11 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au délai de prescription créé par une disposition visée au paragraphe (1).

Modification légale des délais de prescription

20. La présente loi n'a pas pour effet de porter atteinte à la prorogation, à la suspension ou à une autre modification d'un délai de prescription ou autre prévue sous le régime d'une autre loi.

Jonction comme partie

21. (1) En cas d'expiration du délai de prescription relatif à une réclamation contre une personne, la réclamation ne peut être formée par jonction de cette personne comme partie à une instance déjà en cours.

Description erronée

(2) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet d'empêcher que soit corrigé le nom inexact ou la description erronée d'une partie.

Accords

22. (1) Le délai de prescription prévu par la présente

spite any agreement to vary or exclude it.

Exception

(2) Subsection (1) does not affect an agreement made before the day this Act comes into force.

Conflict of laws

23. For the purpose of applying the rules regarding conflict of laws, the limitations law of Ontario or any other jurisdiction is substantive law.

Transition

Definitions

24. (1) In this section,

“effective date” means the day on which this Act comes into force; (“date de l’entrée en vigueur”)

“former limitation period” means the limitation period that applied in respect of the claim before the coming into force of this Act. (“ancien délai de prescription”)

Application

(2) This section applies to claims based on acts or omissions that took place before the effective date and in respect of which no proceeding has been commenced before the effective date.

Former limitation period expired

(3) If the former limitation period expired before the effective date, no proceeding shall be commenced in respect of the claim.

Former limitation period unexpired

(4) If the former limitation period did not expire before the effective date and if no limitation period under this Act would apply were the claim based on an act or omission that took place on or after the effective date, there is no limitation period.

Same

(5) If the former limitation period did not expire before the effective date and if a limitation period under this Act would apply were the claim based on an act or omission that took place on or after the effective date, the following rules apply:

1. If the claim was not discovered before the effective date, this Act applies as if the act or omission had taken place on the effective date.
2. If the claim was discovered before the effective date, the former limitation period applies.

No former limitation period

(6) If there was no former limitation period and if a

loi s’applique malgré tout accord qui le modifie ou l’exclut.

Exception

(2) Le paragraphe (1) n’a pas pour effet de porter atteinte à un accord conclu avant le jour de l’entrée en vigueur de la présente loi.

Conflit de lois

23. Pour l’application des règles de conflit de lois, les lois de l’Ontario ou de toute autre autorité législative relatives à la prescription constituent des règles juridiques de fond.

Dispositions transitoires

Définitions

24. (1) Les définitions qui suivent s’appliquent au présent article.

«ancien délai de prescription» Le délai de prescription qui s’appliquait à la réclamation avant l’entrée en vigueur de la présente loi. («former limitation period»)

«date de l’entrée en vigueur» Le jour où la présente loi entre en vigueur. («effective date»)

Champ d’application

(2) Le présent article s’applique aux réclamations fondées sur des actes ou des omissions qui ont eu lieu avant la date de l’entrée en vigueur et à l’égard desquelles aucune instance n’a été introduite avant cette date.

Expiration de l’ancien délai de prescription

(3) Si l’ancien délai de prescription a expiré avant la date de l’entrée en vigueur, aucune instance relative à la réclamation ne peut être introduite.

Non-expiration de l’ancien délai de prescription

(4) Si l’ancien délai de prescription n’a pas expiré avant la date de l’entrée en vigueur et qu’aucun délai de prescription prévu par la présente loi ne s’appliquerait si la réclamation était fondée sur un acte ou une omission ayant eu lieu à la date de l’entrée en vigueur ou par la suite, il n’y a pas de délai de prescription.

Idem

(5) Si l’ancien délai de prescription n’a pas expiré avant la date de l’entrée en vigueur et qu’un délai de prescription prévu par la présente loi s’appliquerait si la réclamation était fondée sur un acte ou une omission ayant eu lieu à la date de l’entrée en vigueur ou par la suite, les règles suivantes s’appliquent :

1. Si les faits qui ont donné naissance à la réclamation n’ont pas été découverts avant la date de l’entrée en vigueur, la présente loi s’applique comme si l’acte ou l’omission avait eu lieu à la date de l’entrée en vigueur.
2. Si les faits qui ont donné naissance à la réclamation ont été découverts avant la date de l’entrée en vigueur, l’ancien délai de prescription s’applique.

Absence d’ancien délai de prescription

(6) S’il n’y avait aucun ancien délai de prescription et

limitation period under this Act would apply were the claim based on an act or omission that took place on or after the effective date, the following rules apply:

1. If the claim was not discovered before the effective date, this Act applies as if the act or omission had taken place on the effective date.
2. If the claim was discovered before the effective date, there is no limitation period.

Assault and sexual assault

(7) In the case of a claim based on an assault or sexual assault that the defendant committed, knowingly aided or encouraged, or knowingly permitted the defendant's agent or employee to commit, the following rules apply, even if the former limitation period expired before the effective date:

1. If section 10 would apply were the claim based on an assault or sexual assault that took place on or after the effective date, section 10 applies to the claim, with necessary modifications.
2. If no limitation period under this Act would apply were the claim based on a sexual assault that took place on or after the effective date, there is no limitation period.

Agreements

(8) This section is subject to any agreement to vary or exclude a limitation period that was made before the day this Act comes into force.

AMENDMENTS AND REPEALS

25. The following are repealed:

1. Section 25 of the *Ambulance Act*.
2. Subsections 34 (6), 130 (7) and 138 (6) of the *Business Corporations Act*.
3. Subsection 111 (2) of the *Co-operative Corporations Act*.
4. Subsection 76 (2) of the *Corporations Act*.
5. Subsection 73 (3) of the *Credit Unions and Caisses Populaires Act, 1994*.
6. Subsection 4 (3) of the *Employers and Employees Act*.
7. Section 122 of the *Environmental Bill of Rights, 1993*.
8. Subsections 99 (13) and (14) of the *Environmental Protection Act*.

qu'un délai de prescription prévu par la présente loi s'appliquerait si la réclamation était fondée sur un acte ou une omission ayant eu lieu à la date de l'entrée en vigueur ou par la suite, les règles suivantes s'appliquent :

1. Si les faits qui ont donné naissance à la réclamation n'ont pas été découverts avant la date de l'entrée en vigueur, la présente loi s'applique comme si l'acte ou l'omission avait eu lieu à la date de l'entrée en vigueur.
2. Si les faits qui ont donné naissance à la réclamation ont été découverts avant la date de l'entrée en vigueur, il n'y a pas de délai de prescription.

Voies de fait et agression sexuelle

(7) Dans le cas d'une réclamation fondée sur des voies de fait ou une agression sexuelle que le défendeur a commises, a sciemment aidé ou encouragé quelqu'un d'autre à commettre ou a sciemment permis à son mandataire ou employé de commettre, les règles suivantes s'appliquent même si l'ancien délai de prescription a expiré avant la date de l'entrée en vigueur :

1. Dans le cas où l'article 10 s'appliquerait si la réclamation était fondée sur des voies de fait ou une agression sexuelle ayant eu lieu à la date de l'entrée en vigueur ou par la suite, l'article 10 s'applique, avec les adaptations nécessaires, à la réclamation.
2. Dans le cas où aucun délai de prescription prévu par la présente loi ne s'appliquerait si la réclamation était fondée sur une agression sexuelle ayant eu lieu à la date de l'entrée en vigueur ou par la suite, il n'y a pas de délai de prescription.

Accords

(8) Le présent article est assujéti à tout accord qui modifie ou exclut un délai de prescription et qui a été conclu avant le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi.

MODIFICATIONS ET ABROGATIONS

25. Les dispositions suivantes sont abrogées :

1. L'article 25 de la *Loi sur les ambulances*.
2. Les paragraphes 34 (6), 130 (7) et 138 (6) de la *Loi sur les sociétés par actions*.
3. Le paragraphe 111 (2) de la *Loi sur les sociétés coopératives*.
4. Le paragraphe 76 (2) de la *Loi sur les personnes morales*.
5. Le paragraphe 73 (3) de la *Loi de 1994 sur les caisses populaires et les crédit unions*.
6. Le paragraphe 4 (3) de la *Loi sur les employeurs et employés*.
7. L'article 122 de la *Charte des droits environnementaux de 1993*.
8. Les paragraphes 99 (13) et (14) de la *Loi sur la protection de l'environnement*.

9. Subsection 38.1 (4), as enacted by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 20, section 8 and amended by 1999, chapter 6, section 25, section 50, as amended by the Statutes of Ontario, 1999, chapter 6, section 25, and subsection 61 (4) of the *Family Law Act*.
 10. Subsection 43 (7) of the *Highway 407 Act, 1998*.
 11. Section 206 of the *Highway Traffic Act*.
 12. Section 78 of the *Mental Health Act*.
 13. Section 9 of the *Mental Hospitals Act*.
 14. Section 18 of the *Motor Vehicle Accident Claims Act*.
 15. Subsection 44 (7) and section 84 of the *Municipal Act, 2001*.
 16. Section 8 of the *Negligence Act*.
 17. Section 13 of the *Off-Road Vehicles Act*.
 18. Subsection 30 (1) of the *Ontario Mental Health Foundation Act*.
 19. Section 46 of the *Professional Engineers Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 2001, chapter 9, Schedule B, section 11.
 20. Section 7 of the *Public Authorities Protection Act*.
 21. Section 31 of the *Public Hospitals Act*.
 22. Section 12 of the *Public Officers Act*.
 23. Subsection 33 (5) of the *Public Transportation and Highway Improvement Act*.
 24. Subsection 139 (4) and subsections 267 (1) and (2) of *The Railways Act*, being chapter 331 of the Revised Statutes of Ontario, 1950.
 25. Section 89 of Schedule 2 to the *Regulated Health Professions Act, 1991*, as amended by the Statutes of Ontario, 2001, chapter 8, section 225.
 26. Section 86 of the *Telephone Act*.
 27. Section 46 of the *Veterinarians Act*.
 26. (1) Parts II and III of the *Limitations Act* are repealed and the following substituted:
9. Le paragraphe 38.1 (4), tel qu'il est édicté par l'article 8 du chapitre 20 des Lois de l'Ontario de 1997 et tel qu'il est modifié par l'article 25 du chapitre 6 des Lois de l'Ontario de 1999, l'article 50, tel qu'il est modifié par l'article 25 du chapitre 6 des Lois de l'Ontario de 1999, et le paragraphe 61 (4) de la *Loi sur le droit de la famille*.
 10. Le paragraphe 43 (7) de la *Loi de 1998 sur l'autoroute 407*.
 11. L'article 206 du *Code de la route*.
 12. L'article 78 de la *Loi sur la santé mentale*.
 13. L'article 9 de la *Loi sur les hôpitaux psychiatriques*.
 14. L'article 18 de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles*.
 15. Le paragraphe 44 (7) et l'article 84 de la *Loi de 2001 sur les municipalités*.
 16. L'article 8 de la *Loi sur le partage de la responsabilité*.
 17. L'article 13 de la *Loi sur les véhicules tout terrain*.
 18. Le paragraphe 30 (1) de la *Loi sur la Fondation ontarienne de la santé mentale*.
 19. L'article 46 de la *Loi sur les ingénieurs*, tel qu'il est modifié par l'article 11 de l'annexe B du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 2001.
 20. L'article 7 de la *Loi sur l'immunité des personnes exerçant des attributions d'ordre public*.
 21. L'article 31 de la *Loi sur les hôpitaux publics*.
 22. L'article 12 de la *Loi sur les fonctionnaires*.
 23. Le paragraphe 33 (5) de la *Loi sur l'aménagement des voies publiques et des transports en commun*.
 24. Le paragraphe 139 (4), ainsi que les paragraphes 267 (1) et (2) de la loi intitulée *The Railways Act*, qui constitue le chapitre 331 des Lois refondues de l'Ontario de 1950.
 25. L'article 89 de l'annexe 2 de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*, tel qu'il est modifié par l'article 225 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 2001.
 26. L'article 86 de la *Loi sur le téléphone*.
 27. L'article 46 de la *Loi sur les vétérinaires*.
 26. (1) Les parties II et III de la *Loi sur la prescription des actions* sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

Express trust: when right of beneficiary accrues

42. Where land or rent is vested in a trustee upon an express trust, the right of the beneficiary of the trust or a person claiming through the beneficiary to bring an action

Fiducie expresse : date à laquelle le droit du bénéficiaire prend naissance

42. Lorsqu'un bien-fonds ou un loyer est dévolu à un fiduciaire par voie de fiducie expresse, le droit du bénéficiaire ou d'un ayant droit de ce dernier d'intenter contre

against the trustee or a person claiming through the trustee to recover the land or rent, shall be deemed to have first accrued, according to the meaning of this Act, at and not before the time at which the land or rent has been conveyed to a purchaser for a valuable consideration, and shall then be deemed to have accrued only as against such purchaser and any person claiming through the purchaser.

Mortgage covenant

43. (1) No action upon a covenant contained in an indenture of mortgage or any other instrument made on or after July 1, 1894 to repay the whole or part of any money secured by a mortgage shall be commenced after the later of,

- (a) the expiry of 10 years after the day on which the cause of action arose; and
- (b) the expiry of 10 years after the day on which the interest of the person liable on the covenant in the mortgaged lands was conveyed or transferred.

Equity of redemption

(2) No action by a mortgagee against a grantee of the equity of redemption under section 20 of the *Mortgages Act* shall be commenced after the expiry of 10 years after the day on which the cause of action arose.

Same

(3) Subsections (1) and (2) do not extend the time for bringing an action if the time for bringing it is limited by any other Act.

(2) The title of the *Limitations Act* is repealed and the following substituted:

Real Property Limitations Act

27. (1) Subsection 131 (2) of the *Business Corporations Act* is repealed and the following substituted:

Limitation of liability

- (2) A director is liable under subsection (1) only if,
 - (a) the corporation is sued in the action against the director and execution against the corporation is returned unsatisfied in whole or in part; or
 - (b) before or after the action is commenced, the corporation goes into liquidation, is ordered to be wound up or makes an authorized assignment under the *Bankruptcy and Insolvency Act* (Canada), or a receiving order under that Act is made against it, and, in any such case, the claim for the debt has been proved.

(2) Subsection 243 (1) of the Act is amended by striking out "within five years after the date of the dissolution of the corporation" at the end.

28. Subsection 4 (3) of the *Certification of Titles Act*

le fiduciaire ou un ayant droit de ce dernier une action en revendication du bien-fonds ou du loyer est réputé avoir pris naissance, conformément à la présente loi, exactement à la date de la cession du bien-fonds ou du loyer à un acquéreur à titre onéreux, et seulement à l'égard de cet acquéreur ou d'un ayant droit de ce dernier.

Engagement hypothécaire

43. (1) L'action sur un engagement contenu dans un acte d'hypothèque ou un autre acte conclu le 1^{er} juillet 1894 ou après cette date, prévoyant le remboursement de la totalité ou d'une partie de fonds garantis par une hypothèque, se prescrit par celui des délais suivants qui est postérieur à l'autre :

- a) 10 ans à compter du jour de la naissance de la cause d'action;
- b) 10 ans à compter du jour de la cession de l'intérêt de la personne responsable en vertu de l'engagement sur les biens-fonds hypothéqués.

Droit de rachat

(2) L'action d'un créancier hypothécaire contre un cessionnaire du droit de rachat en vertu de l'article 20 de la *Loi sur les hypothèques* se prescrit par 10 ans à compter du jour de la naissance de la cause d'action.

Idem

(3) Les paragraphes (1) et (2) ne prorogent pas les délais de prescription que prévoient d'autres lois pour intenter une action.

(2) Le titre de la *Loi sur la prescription des actions* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Loi sur la prescription des actions relatives aux biens immeubles

27. (1) Le paragraphe 131 (2) de la *Loi sur les sociétés par actions* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Responsabilité limitée

(2) L'administrateur n'est responsable aux termes du paragraphe (1) que si, selon le cas :

- a) la société est poursuivie dans l'action intentée contre l'administrateur et que la saisie-exécution pratiquée contre la société ne satisfait pas à tout ou partie du montant accordé par le jugement;
- b) avant l'introduction de l'action ou par la suite, la société fait l'objet d'une liquidation ou d'une ordonnance de mise en liquidation ou elle fait une cession autorisée de ses biens aux termes de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (Canada), ou une ordonnance de séquestre est rendue contre elle aux termes de cette loi, et l'existence des dettes est prouvée dans chacun de ces cas.

(2) Le paragraphe 243 (1) de la Loi est modifié par suppression de «dans les cinq ans suivant la dissolution de la société» à la fin du paragraphe.

28. Le paragraphe 4 (3) de la *Loi sur la certification*

is amended by striking out “*Limitations Act*” and substituting “*Real Property Limitations Act*”.

29. Clause 9 (3) (f) of the *Consumer Reporting Act* is repealed and the following substituted:

- (f) information regarding any collection or debt after seven years following the commencement of the debt obligation, unless the creditor or the creditor’s agent confirms that the debt obligation is not barred under the *Limitations Act, 2002* and the confirmation appears in the file;

30. (1) Subsection 72 (2) of the *Co-operative Corporations Act* is repealed and the following substituted:

Limitation of liability

(2) A person is not liable under subsection (1) unless the co-operative has been sued for the debt and execution has been returned unsatisfied in whole or in part.

(2) Subsection 99 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

Application to court

(2) Where a co-operative acquires any of its shares or repays any of its loans in contravention of this Act or the articles, any member of the co-operative or, where the acquisition or repayment is in contravention of subsection 32 (2), 67 (1) or section 69, any creditor of the co-operative who was a creditor at the time of the acquisition or repayment, may apply to the court and the court may, if it considers it to be just and equitable under the circumstances, make an order making any member whose shares were acquired liable to the co-operative jointly and severally with the directors, to the extent of the amount paid to the member.

(3) Clause 100 (b) of the Act is amended by striking out “within two years of the declaration”.

(4) Subsection 103 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

Limitation of liability

- (2) A director is liable under subsection (1) only if,
- a) the co-operative is sued in the action against the director and execution against the co-operative is returned unsatisfied in whole or in part; or
- b) before or after the action is commenced, the co-operative goes into liquidation, is ordered to be wound up or makes an authorized assignment under the *Bankruptcy and Insolvency Act* (Canada), or a receiving order under that Act is made against it, and, in any such case, the claim for the debt has been proved.

des titres est modifié par substitution de «Loi sur la prescription des actions relatives aux biens immeubles» à «Loi sur la prescription des actions».

29. L’alinéa 9 (3) f) de la *Loi sur les renseignements concernant le consommateur* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- f) des renseignements sur tout recouvrement ou toute créance plus de sept ans après la prise d’effet de l’obligation, à moins que le créancier ou son mandataire ne confirme que l’obligation n’est pas irrecevable aux termes de la *Loi de 2002 sur la prescription des actions* et que la confirmation ne figure au dossier;

30. (1) Le paragraphe 72 (2) de la *Loi sur les sociétés coopératives* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Responsabilité limitée

(2) Une personne n’est responsable aux termes du paragraphe (1) que si une action en recouvrement de la dette a été intentée contre la coopérative et qu’un bref de saisie-exécution a été retourné sans avoir été exécuté en totalité ou en partie.

(2) Le paragraphe 99 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Requête

(2) Si la coopérative acquiert ses propres parts sociales ou rembourse ses prêts contrairement à la présente loi ou à ses statuts, un membre de la coopérative ou un créancier de celle-ci au moment de l’acquisition ou du remboursement effectués contrairement au paragraphe 32 (2) ou 67 (1) ou à l’article 69, peut présenter une requête au tribunal qui peut, s’il l’estime juste et équitable dans les circonstances, déclarer par ordonnance que le membre dont les parts sociales ont été ainsi acquises est solidairement responsable avec les administrateurs envers la coopérative, jusqu’à concurrence du montant qu’il a reçu.

(3) L’alinéa 100 b) de la Loi est modifié par suppression de «, dans les deux ans de cette déclaration.».

(4) Le paragraphe 103 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Responsabilité limitée

- (2) L’administrateur n’est responsable aux termes du paragraphe (1) que si, selon le cas :
- a) la coopérative est poursuivie dans l’action intentée contre l’administrateur et que la saisie-exécution pratiquée contre la coopérative ne satisfait pas à tout ou partie du montant accordé par le jugement;
- b) avant l’introduction de l’action ou par la suite, la coopérative fait l’objet d’une liquidation ou d’une ordonnance de mise en liquidation ou elle fait une cession autorisée de ses biens aux termes de la *Loi sur la faillite et l’insolvabilité* (Canada), ou une ordonnance de séquestre est rendue contre elle aux termes de cette loi, et l’existence des dettes est prouvée dans chacun de ces cas.

(5) Clause 168 (1) (b) of the Act is amended by striking out “within two years”.

(6) Subsection 169 (1) of the Act is amended by striking out “within two years from the date of the dissolution and not thereafter” at the end.

31. (1) Subsection 81 (2) of the *Corporations Act* is repealed and the following substituted:

Limitation of liability

(2) A director is liable under subsection (1) only if,

(a) the corporation is sued in the action against the director and execution against the corporation is returned unsatisfied in whole or in part; or

(b) before or after the action is commenced, the corporation goes into liquidation, is ordered to be wound up or makes an authorized assignment under the *Bankruptcy and Insolvency Act* (Canada), or a receiving order under that Act is made against it, and, in any such case, the claim for the debt has been proved.

(2) Subsection 321 (1) of the Act is amended by striking out “within one year from the date of such dissolution”.

32. Subsection 302 (1) of the *Credit Unions and Caisses Populaires Act, 1994* is amended by striking out “within two years from the date of the dissolution and not thereafter” at the end.

33. (1) Subsection 136 (1) of the *Electricity Act, 1998* is amended by striking out “*Limitations Act*” and substituting “*Real Property Limitations Act*”.

(2) Subsection 136 (2) of the Act is amended by striking out “*Limitations Act*” and substituting “*Real Property Limitations Act*”.

34. Section 102 of the *Environmental Bill of Rights, 1993* is amended by adding the following subsections:

Same

(5) For greater certainty, a limitation period established under this section conflicts with and is in place of any limitation period set out in the *Limitations Act, 2002*.

Same

(6) Subsection 19 (5) of the *Limitations Act, 2002* does not apply to postpone or suspend a limitation period established under subsection (1) by the application of clause (1) (c).

35. Subsection 100 (6) of the *Environmental Protection Act* is amended by striking out “subsections 99 (6)

(5) L’alinéa 168 (1) b) de la Loi est modifié par suppression de «dans les deux ans».

(6) Le paragraphe 169 (1) de la Loi est modifié par suppression de «dans les deux ans suivant la dissolution de la coopérative» à la fin du paragraphe.

31. (1) Le paragraphe 81 (2) de la *Loi sur les personnes morales* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Responsabilité limitée

(2) L’administrateur n’est responsable aux termes du paragraphe (1) que si, selon le cas :

a) la personne morale est poursuivie dans l’action intentée contre l’administrateur et que la saisie-exécution pratiquée contre la personne morale ne satisfait pas à tout ou partie du montant accordé par le jugement;

b) avant l’introduction de l’action ou par la suite, la personne morale fait l’objet d’une liquidation ou d’une ordonnance de mise en liquidation ou elle fait une cession autorisée de ses biens aux termes de la *Loi sur la faillite et l’insolvabilité* (Canada), ou une ordonnance de séquestre est rendue contre elle aux termes de cette loi, et l’existence des dettes est prouvée dans chacun de ces cas.

(2) Le paragraphe 321 (1) de la Loi est modifié par suppression de «dans un délai d’un an après la date de la dissolution».

32. Le paragraphe 302 (1) de la *Loi de 1994 sur les caisses populaires et les credit unions* est modifié par suppression de «dans les deux ans qui suivent la date de la dissolution de la caisse» à la fin du paragraphe.

33. (1) Le paragraphe 136 (1) de la *Loi de 1998 sur l’électricité* est modifié par substitution de «*Loi sur la prescription des actions relatives aux biens immeubles*» à «*Loi sur la prescription des actions*».

(2) Le paragraphe 136 (2) de la Loi est modifié par substitution de «*Loi sur la prescription des actions relatives aux biens immeubles*» à «*Loi sur la prescription des actions*».

34. L’article 102 de la *Charte des droits environnementaux de 1993* est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Idem

(5) Il est entendu qu’un délai de prescription établi aux termes du présent article est incompatible avec tout délai de prescription fixé par la *Loi de 2002 sur la prescription des actions* et s’y substitue.

Idem

(6) Le paragraphe 19 (5) de la *Loi de 2002 sur la prescription des actions* ne s’applique pas aux fins du report ou de la suspension d’un délai de prescription établi aux termes du paragraphe (1) par l’effet de l’alinéa (1) c).

35. Le paragraphe 100 (6) de la *Loi sur la protection de l’environnement* est modifié par substitution de «les

to (14)'' and substituting ''subsections 99 (6) to (12)''.

36. Section 47 of the *Estates Act* is amended by striking out "*Limitations Act*" wherever it appears and substituting in each case "*Trustee Act*".

37. Section 33 of the *Family Law Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 20, section 3, 1997, chapter 25, Schedule E, section 1, 1999, chapter 6, section 25 and 2002, chapter 17, Schedule F, Table, is amended by adding the following subsection:

Same

(2.1) The *Limitations Act, 2002* applies to an application made by the dependant's parent or by an agency referred to in subsection (3) as if it were made by the dependant himself or herself.

38. Subsection 43 (6) of the *Highway 407 Act, 1998* is amended by striking out "the judge before whom the action is tried is of the opinion" and substituting "a judge finds".

39. (1) Section 206 of the *Insurance Act* is repealed.

(2) Subsection 258 (2) of the Act is repealed.

(3) The Act is amended by adding the following section:

Limitation period

259.1 A proceeding against an insurer under a contract in respect of loss or damage to an automobile or its contents shall be commenced within one year after the happening of the loss or damage.

(4) Section 272 of the Act is repealed.

(5) Subsection 281 (5) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 21, section 37, is repealed.

(6) The Act is amended by adding the following section:

Limitation period

281.1 (1) A mediation proceeding or evaluation under section 280 or 280.1 or a court proceeding or arbitration under section 281 shall be commenced within two years after the insurer's refusal to pay the benefit claimed.

Exception

(2) Despite subsection (1), a proceeding or arbitration under clause 281 (1) (a) or (b) may be commenced,

(a) if there is an evaluation under section 280.1, within 30 days after the person performing the evaluation reports to the parties under clause 280.1 (4) (b);

paragraphes 99 (6) à (12)» à «des paragraphes 99 (6) à (14)».

36. L'article 47 de la *Loi sur les successions* est modifié par substitution de «*Loi sur les fiduciaires*» à «*Loi sur la prescription des actions*» partout où figure cette expression.

37. L'article 33 de la *Loi sur le droit de la famille*, tel qu'il est modifié par l'article 3 du chapitre 20 et l'article 1 de l'annexe E du chapitre 25 des Lois de l'Ontario de 1997, par l'article 25 du chapitre 6 des Lois de l'Ontario de 1999 et par le tableau de l'annexe F du chapitre 17 des Lois de l'Ontario de 2002, est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem

(2.1) La *Loi de 2002 sur la prescription des actions* s'applique à une requête présentée par le père ou la mère de la personne à charge ou par un organisme visé au paragraphe (3) comme si elle était présentée par la personne à charge elle-même.

38. Le paragraphe 43 (6) de la *Loi de 1998 sur l'autoroute 407* est modifié par substitution de «un juge conclut» à «le juge qui en est saisi est d'avis».

39. (1) L'article 206 de la *Loi sur les assurances* est abrogé.

(2) Le paragraphe 258 (2) de la Loi est abrogé.

(3) La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Prescription

259.1 L'instance contre un assureur fondée sur un contrat à l'égard d'une perte ou de dommages causés à une automobile ou à son contenu doit être engagée dans l'année qui suit le moment où se sont produits la perte ou les dommages.

(4) L'article 272 de la Loi est abrogé.

(5) Le paragraphe 281 (5) de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 37 du chapitre 21 des Lois de l'Ontario de 1996, est abrogé.

(6) La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Prescription

281.1 (1) La procédure de médiation ou l'évaluation visée à l'article 280 ou 280.1 ou l'instance judiciaire ou l'arbitrage visé à l'article 281 doit débiter dans les deux ans qui suivent le moment où l'assureur refuse de payer l'indemnité demandée.

Exception

(2) Malgré le paragraphe (1), l'instance ou l'arbitrage visé à l'alinéa 281 (1) a) ou b) peut débiter :

a) si une évaluation est effectuée en vertu de l'article 280.1, dans les 30 jours qui suivent le moment où la personne qui effectue l'évaluation donne un rapport aux parties en application de l'alinéa 280.1 (4) b);

(b) if mediation fails but there is no evaluation under section 280.1, within 90 days after the mediator reports to the parties under subsection 280 (8).

(7) Statutory condition 12 set out in section 300 of the Act is repealed.

(8) Subsection 301 (6) of the Act is amended by striking out “and statutory condition 12 may be varied by lengthening the period of time prescribed therein” at the end.

40. (1) Subsection 44 (4) of the *Land Titles Act* is amended by striking out “*Limitations Act*” and substituting “*Real Property Limitations Act*”.

(2) Subsection 51 (1) of the Act is amended by striking out “*Limitations Act*” and substituting “*Real Property Limitations Act*”.

41. Section 44 of the *Legislative Assembly Act* is repealed and the following substituted:

Breach of s. 41 a corrupt practice

44. Any contravention of section 41 is a corrupt practice, and an action alleging the contravention may be commenced within the time provided in the *Limitations Act, 2002* in the same manner and the procedure shall be the same as in the case of other actions under sections 99 to 111 (Contested Elections) of the *Election Act*.

42. Subsections 44 (12) and (13) of the *Municipal Act, 2001* are repealed and the following substituted:

Same

(12) Failure to give notice or insufficiency of the notice is not a bar to the action if a judge finds that there is reasonable excuse for the want or the insufficiency of the notice and that the municipality is not prejudiced in its defence.

43. Subsection 11 (5) of the *Ontario College of Art & Design Act, 2002* is repealed and the following substituted:

Deemed vesting in Crown

(5) All property vested in the College shall be deemed to be vested in the Crown for the public uses of Ontario for the purposes of the *Real Property Limitations Act*.

44. Subsection 17 (1) of the *Public Lands Act* is amended by striking out “*Limitations Act*” and substituting “*Real Property Limitations Act*”.

45. Subsection 33 (4) of the *Public Transportation and Highway Improvement Act* is amended by striking

b) si la médiation échoue mais qu’aucune évaluation n’est effectuée en vertu de l’article 280.1, dans les 90 jours qui suivent le moment où le médiateur donne un rapport aux parties en application du paragraphe 280 (8).

(7) La condition légale 12 énoncée à l’article 300 de la Loi est abrogée.

(8) Le paragraphe 301 (6) de la Loi est modifié par suppression de «La condition légale 12 peut être modifiée en prolongeant le délai qui y est prescrit.» à la fin du paragraphe.

40. (1) Le paragraphe 44 (4) de la *Loi sur l’enregistrement des droits immobiliers* est modifié par substitution de «*Loi sur la prescription des actions relatives aux biens immeubles*» à «*Loi sur la prescription des actions*».

(2) Le paragraphe 51 (1) de la Loi est modifié par substitution de «*Loi sur la prescription des actions relatives aux biens immeubles*» à «*Loi sur la prescription des actions*».

41. L’article 44 de la *Loi sur l’Assemblée législative* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Infraction à l’art. 41 : manœuvre frauduleuse

44. Une infraction à l’article 41 constitue une manœuvre frauduleuse et une action peut être intentée relativement à cette infraction dans le délai imparti par la *Loi de 2002 sur la prescription des actions* de la même façon que pour les actions prévues aux articles 99 à 111 (Élections contestées) de la *Loi électorale*, et avec la même procédure qui s’ensuit.

42. Les paragraphes 44 (12) et (13) de la *Loi de 2001 sur les municipalités* sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Idem

(12) Le fait de ne pas donner l’avis ou l’insuffisance de celui-ci n’empêche pas d’intenter l’action si un juge conclut qu’une excuse raisonnable explique le défaut ou l’insuffisance de l’avis et que ce défaut ou cette insuffisance n’est pas préjudiciable à la défense de la municipalité.

43. Le paragraphe 11 (5) de la *Loi de 2002 sur l’École d’art et de design de l’Ontario* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Dévolution à la Couronne

(5) Les biens qui sont dévolus à l’École sont réputés dévolus à la Couronne aux fins de la province de l’Ontario pour l’application de la *Loi sur la prescription des actions relatives aux biens immeubles*.

44. Le paragraphe 17 (1) de la *Loi sur les terres publiques* est modifié par substitution de «*Loi sur la prescription des actions relatives aux biens immeubles*» à «*Loi sur la prescription des actions*».

45. Le paragraphe 33 (4) de la *Loi sur l’aménagement des voies publiques et des transports en commun*

out “but the failure to give or the insufficiency of the notice is not a bar to the action if the judge before whom the action is tried is of the opinion” and substituting “but the failure to give or the insufficiency of the notice is not a bar to the action if a judge finds”.

46. (1) Section 11 of the *Solicitors Act* is amended by striking out “if the application is made within twelve months after payment, and”.

(2) Section 25 of the Act is amended by striking out “within twelve months after the payment thereof”.

47. Subsection 47 (1) of the *Trustee Act* is amended by striking out “*Limitations Act*” and substituting “*Limitations Act, 2002*”.

48. Subsection 15 (4) of the *University of Ontario Institute of Technology Act, 2002* is repealed and the following substituted:

Deemed vesting in Crown

(4) All property vested in the university shall be deemed to be vested in the Crown for the public uses of Ontario for the purposes of the *Real Property Limitations Act*.

49. Section 5 of the *Victims' Right to Proceeds of Crime Act, 1994*, as amended by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 23, section 14, is amended by striking out “Despite subsection 61 (4) of the *Family Law Act* and section 45 of the *Limitations Act*” at the beginning.

50. (1) On the later of the day the Schedule to this Act comes into force and the day subsection 4 (5) of the *Prohibiting Profiting from Recounting Crimes Act, 2002* comes into force, the Schedule to this Act is amended by adding the following item:

Prohibiting Profiting from
Recounting Crimes Act, 2002 subsection 4 (5)

(2) On the later of the day the Schedule to this Act comes into force and the day subsection 6 (6) of the *Prohibiting Profiting from Recounting Crimes Act, 2002* comes into force, the Schedule to this Act is amended by adding the following item:

Prohibiting Profiting from
Recounting Crimes Act, 2002 subsection 6 (6)

(3) On the later of the day the Schedule to this Act comes into force and the day section 17 of the *Prohibiting Profiting from Recounting Crimes Act, 2002* comes into force, the Schedule to this Act is amended by striking out the following item:

Victims' Right to Proceeds
of Crime Act, 1994 section 5

est modifié par substitution de «Le défaut de donner l'avis ou son insuffisance n'exclut pas l'action si un juge conclut» à «Le défaut de signifier l'avis ou son insuffisance n'exclut pas l'action si le juge qui en est saisi est d'avis».

46. (1) L'article 11 de la *Loi sur les procureurs* est modifié par suppression de «si la requête est présentée dans les douze mois qui suivent le paiement et».

(2) L'article 25 de la Loi est modifié par suppression de «dans les douze mois qui suivent le paiement.».

47. Le paragraphe 47 (1) de la *Loi sur les fiduciaires* est modifié par substitution de «*Loi de 2002 sur la prescription des actions*» à «*Loi sur la prescription des actions*».

48. Le paragraphe 15 (4) de la *Loi de 2002 sur l'Institut universitaire de technologie de l'Ontario* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Dévolution à la Couronne

(4) Les biens qui sont dévolus à l'université sont réputés dévolus à la Couronne aux fins de la province de l'Ontario pour l'application de la *Loi sur la prescription des actions relatives aux biens immeubles*.

49. L'article 5 de la *Loi de 1994 sur le droit des victimes aux gains réalisés à la suite d'un acte criminel*, tel qu'il est modifié par l'article 14 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 1997, est modifié par suppression de «Malgré le paragraphe 61 (4) de la *Loi sur le droit de la famille* et l'article 45 de la *Loi sur la prescription des actions*,» au début de l'article.

50. (1) Le dernier en date du jour de l'entrée en vigueur de l'annexe de la présente loi et du jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 4 (5) de la *Loi de 2002 interdisant les gains tirés du récit d'actes criminels*, l'annexe de la présente loi est modifiée par adjonction de ce qui suit :

Gains tirés du récit d'actes criminels,
Loi de 2002 interdisant les paragraphe 4 (5)

(2) Le dernier en date du jour de l'entrée en vigueur de l'annexe de la présente loi et du jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 6 (6) de la *Loi de 2002 interdisant les gains tirés du récit d'actes criminels*, l'annexe de la présente loi est modifiée par adjonction de ce qui suit :

Gains tirés du récit d'actes criminels,
Loi de 2002 interdisant les paragraphe 6 (6)

(3) Le dernier en date du jour de l'entrée en vigueur de l'annexe de la présente loi et du jour de l'entrée en vigueur de l'article 17 de la *Loi de 2002 interdisant les gains tirés du récit d'actes criminels*, l'annexe de la présente loi est modifiée par suppression de ce qui suit :

Droit des victimes aux gains réalisés à la suite
d'un acte criminel, Loi de 1994 sur le article 5

Commencement

51. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

52. The short title of the Act set out in this Schedule is the *Limitations Act, 2002*.

Entrée en vigueur

51. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

52. Le titre abrégé de la loi qui figure à la présente annexe est *Loi de 2002 sur la prescription des actions*.

SCHEDULE

(Section 19)

ACT	PROVISION
Assignments and Preferences Act	subsections 26 (2) and 27 (2)
Bulk Sales Act	section 19
Business Corporations Act	subsections 157 (2), 185 (18) and (19), 188 (9), (13) and (14), and 189 (5)
Business Practices Act	subsection 4 (5)
Commodity Futures Act	section 60.4
Community Small Business Investment Funds Act	subsections 40 (8) and (9)
Construction Lien Act	sections 31 and 36
Corporations Act	subsection 37 (2)
Creditors' Relief Act	subsections 12 (2) and 32 (6)
Drainage Act	section 111
Education Act	subsection 218 (2)
Election Act	subsection 99 (4)
Environmental Bill of Rights, 1993	section 102
Environmental Protection Act	subsection 108 (1)
Estates Act	subsections 44 (2) and 45 (2) and section 47
Estates Administration Act	subsection 17 (5)
Expropriations Act	section 43
Family Law Act	subsection 7 (3)
Fines and Forfeitures Act	subsection 6 (2)
Forestry Workers Lien for Wages Act	subsections 8 (1) and 26 (1)
Fuel Tax Act	subsection 8 (13)
Gasoline Tax Act	subsection 5 (13)
Income Tax Act	section 38
Insurance Act	section 148, statutory condition 14, section 259.1 and section 281.1
Libel and Slander Act	section 6
Liquor Licence Act	subsection 44.1 (4)
Mortgages Act	subsections 21 (2) and 54 (2)
Municipal Act, 2001	subsections 273 (5), 380 (4) and 415 (2)
Municipal Conflict of Interest Act	subsections 9 (1) and (3)
Municipal Elections Act, 1996	subsections 58 (2), 63 (1), 80 (6) and 83 (2)
Ontario Home Ownership Savings Plan Act	section 18
Personal Property Security Act	subsections 44 (13) and (14)
Public Lands Act	subsection 34 (3)
Reciprocal Enforcement of Judgments Act	subsection 2 (1)
Reciprocal Enforcement of Judgments (U.K.) Act	paragraph 1 of article iii of the Schedule
Remedies for Organized Crime and Other Unlawful Activities Act, 2001	subsections 3 (5) and 13 (7)
Securities Act	section 129.1, subsection 136 (5) and section 138
Succession Law Reform Act	section 61
Tile Drainage Act	subsection 2 (3)
Tobacco Tax Act	subsections 6 (10) and 24 (5)
Trustee Act	subsection 38 (3)
Victims' Right to Proceeds of Crime Act, 1994	section 5

ANNEXE

(Article 19)

LOI	DISPOSITION
Administration des successions, Loi sur l'	paragraphe 17 (5)
Amendes et confiscations, Loi sur les	paragraphe 6 (2)
Assurances, Loi sur les	article 148, condition légale 14, article 259.1 et article 281.1
Cessions et préférences, Loi sur les	paragraphe 26 (2) et 27 (2)
Charte des droits environnementaux de 1993	article 102
Conflits d'intérêts municipaux, Loi sur les	paragraphe 9 (1) et (3)
Contrats à terme sur marchandises, Loi sur les	article 60.4

Désintéressement des créanciers, Loi sur le.....	paragraphes 12 (2) et 32 (6)
Diffamation, Loi sur la.....	article 6
Drainage, Loi sur le.....	article 111
Drainage au moyen de tuyaux, Loi sur le.....	paragraphe 2 (3)
Droit de la famille, Loi sur le.....	paragraphe 7 (3)
Droit des successions, Loi portant réforme du.....	article 61
Droit des victimes aux gains réalisés à la suite d'un acte criminel, Loi de 1994 sur le.....	article 5
Éducation, Loi sur l'.....	paragraphe 218 (2)
Élections municipales, Loi de 1996 sur les.....	paragraphes 58 (2), 63 (1), 80 (6) et 83 (2)
Électorale, Loi.....	paragraphe 99 (4)
Exécution réciproque de jugements, Loi sur l'.....	paragraphe 2 (1)
Exécution réciproque de jugements (Royaume-Uni), Loi sur l'.....	disposition 1 de l'article iii de l'annexe
Expropriation, Loi sur l'.....	article 43
Fiduciaires, Loi sur les.....	paragraphe 38 (3)
Fonds communautaires d'investissement dans les petites entreprises, Loi sur les.....	paragraphes 40 (8) et (9)
Hypothèques, Loi sur les.....	paragraphes 21 (2) et 54 (2)
Impôt sur le revenu, Loi de l'.....	article 38
Municipalités, Loi de 2001 sur les.....	paragraphes 273 (5), 380 (4) et 415 (2)
Permis d'alcool, Loi sur les.....	paragraphe 44.1 (4)
Personnes morales, Loi sur les.....	paragraphe 37 (2)
Pratiques de commerce, Loi sur les.....	paragraphe 4 (5)
Privilège dans l'industrie de la construction, Loi sur le.....	articles 31 et 36
Privilège des travailleurs forestiers portant sur leur salaire, Loi sur le.....	paragraphes 8 (1) et 26 (1)
Protection de l'environnement, Loi sur la.....	paragraphe 108 (1)
Recours pour crime organisé et autres activités illégales, Loi de 2001 sur les.....	paragraphes 3 (5) et 13 (7)
Régime d'épargne-logement de l'Ontario, Loi sur le.....	article 18
Sociétés par actions, Loi sur les.....	paragraphes 157 (2), 185 (18) et (19), 188 (9), (13) et (14) et 189 (5)
Successions, Loi sur les.....	paragraphes 44 (2) et 45 (2) et article 47
Sûretés mobilières, Loi sur les.....	paragraphes 44 (13) et (14)
Taxe sur l'essence, Loi de la.....	paragraphe 5 (13)
Taxe sur le tabac, Loi de la.....	paragraphes 6 (10) et 24 (5)
Taxe sur les carburants, Loi de la.....	paragraphe 8 (13)
Terres publiques, Loi sur les.....	paragraphe 34 (3)
Valeurs mobilières, Loi sur les.....	article 129.1, paragraphe 136 (5) et article 138
Vente en bloc, Loi sur la.....	article 19

**SCHEDULE C
AMENDMENTS TO
PUBLIC ACCOUNTANCY ACT**

1. The definition of “qualifying body” in section 1 of the *Public Accountancy Act* is repealed.

2. Sections 3, 4 and 5 of the Act are repealed and the following substituted:

Composition of the Council

3. (1) The Council shall consist of the number of members prescribed by the Lieutenant Governor in Council, appointed in accordance with the regulations made by the Lieutenant Governor in Council for terms of office prescribed by the Lieutenant Governor in Council.

Transition

(2) On the day section 2 of Schedule C to the *Justice Statute Law Amendment Act, 2002* comes into force, the members appointed and elected under this section as it read before that day are replaced by members appointed under subsection (1) as re-enacted by section 2 of that Schedule C.

3. Subsection 6 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

Removal of member

(2) The Council may, of its own motion, remove a member from office for any prescribed cause, and shall do so if requested by the person or body that appointed the member.

4. Section 7 of the Act is amended by striking out “and” at the end of clause (h), by adding “and” at the end of clause (i) and by adding the following clause:

- (j) any matter prescribed by the Lieutenant Governor in Council.

5. Subsection 14 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Qualifications for licence

(1) A person is entitled to be licensed under this Act if,

- (a) the person applies to the Council in the prescribed manner and pays the prescribed fee;
- (b) the Council is satisfied that the person is of good character;
- (c) the person is a member of,
 - (i) The Certified General Accountants Association of Ontario,
 - (ii) The Institute of Chartered Accountants of Ontario, or
 - (iii) The Society of Management Accountants of Ontario; and

**ANNEXE C
MODIFICATION DE LA
LOI SUR LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE**

1. La définition de «corporation professionnelle» à l'article 1 de la *Loi sur la comptabilité publique* est abrogée.

2. Les articles 3, 4, et 5 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Composition du Conseil

3. (1) Le Conseil se compose du nombre de membres que prescrit le lieutenant-gouverneur en conseil, lesquels sont nommés conformément aux règlements que prend ce dernier pour le mandat qu'il prescrit.

Disposition transitoire

(2) Le jour de l'entrée en vigueur de l'article 2 de l'annexe C de la *Loi de 2002 modifiant des lois dans le domaine de la justice*, les membres nommés et élus en application du présent article, tel qu'il existait avant ce jour, sont remplacés par des membres nommés en application du paragraphe (1), tel qu'il est réédité par cet article.

3. Le paragraphe 6 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Destitution d'un membre

(2) Le Conseil peut, de sa propre initiative, destituer un membre de son poste pour un motif prescrit et il doit le faire à la demande de la personne ou de l'organisme qui a nommé le membre.

4. L'article 7 de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- j) toute question que prescrit le lieutenant-gouverneur en conseil.

5. Le paragraphe 14 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Qualités requises pour l'obtention d'un permis

(1) Toute personne a droit à un permis délivré en vertu de la présente loi si les conditions suivantes sont remplies :

- a) elle en fait la demande au Conseil selon les modalités prescrites et acquitte les droits prescrits;
- b) le Conseil est convaincu que la personne est de bonnes moeurs;
- c) elle est membre de l'un des organismes suivants :
 - (i) l'Association des comptables généraux agréés de l'Ontario,
 - (ii) l'Institut des comptables agréés de l'Ontario,
 - (iii) la société appelée *The Society of Management Accountants of Ontario*;

- (d) the person has passed the qualifying examination set by the Council or an equivalent examination prescribed by the Lieutenant Governor in Council after consultation with the Council.

Transitional provision

(1.1) A person who is licensed under this Act on the day section 5 of Schedule C to the *Justice Statute Law Amendment Act, 2002* comes into force shall be deemed to have been licensed under subsection (1) on the day the original licence was granted or renewed.

6. (1) Clause 18 (1) (d) of the Act is repealed and the following substituted:

- (d) has been found on inquiry held by the Council,
- (i) to be guilty of conduct disgraceful to the person in his or her capacity as a public accountant, or
 - (ii) to meet the conditions prescribed by the Lieutenant Governor in Council,

(2) Subsection 18 (3) of the Act is repealed and the following substituted:**Inquiry**

(3) The Council may cause an inquiry to be held if it appears to the Council that a person licensed under this Act,

- (a) has been guilty of conduct disgraceful to the person in his or her capacity as a public accountant; or
- (b) meets the conditions prescribed by the Lieutenant Governor in Council.

7. Subsection 30 (1) of the Act is amended by striking out "to the qualifying body and to the Attorney General" at the end and substituting "to the Attorney General".

8. (1) Subsection 31 (1) of the Act is amended by striking out "and may make such further provisions" and substituting "and may make such further regulations or other provisions".

(2) Section 31 of the Act is amended by adding the following subsections:**Adoption of codes**

(1.1) Without limiting the generality of subsection (1), the Council's power to make regulations may be exercised by adopting by reference, in whole or in part and with such changes as the Council considers necessary, any code, standard, guideline or procedure and requiring compliance with the thing as adopted.

Rolling incorporation

(1.2) If a regulation described in subsection (1.1) so provides, a code, standard, guideline or procedure adopted by reference shall be a reference to it, as amended from time to time, and whether the amendment was made before or after the regulation was adopted.

- d) elle a subi avec succès l'examen d'agrément du Conseil ou un examen équivalent que le lieutenant-gouverneur en conseil prescrit après consultation de ce dernier.

Disposition transitoire

(1.1) Quiconque est, le jour de l'entrée en vigueur de l'article 5 de l'annexe C de la *Loi de 2002 modifiant des lois dans le domaine de la justice*, titulaire d'un permis délivré en vertu de la présente loi est réputé l'être en vertu du paragraphe (1) le jour de l'octroi ou du renouvellement du permis.

6. (1) L'alinéa 18 (1) d) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- d) après enquête du Conseil :
- (i) soit a été déclaré coupable de conduite déshonorante dans l'exercice de ses fonctions de comptable public,
 - (ii) soit satisfait, selon le Conseil, aux conditions que prescrit le lieutenant-gouverneur en conseil.

(2) Le paragraphe 18 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :**Enquête**

(3) Le Conseil peut faire tenir une enquête s'il croit que le titulaire d'un permis délivré en vertu de la présente loi :

- a) soit s'est rendu coupable de conduite déshonorante dans l'exercice de ses fonctions de comptable public;
- b) soit satisfait aux conditions que prescrit le lieutenant-gouverneur en conseil.

7. Le paragraphe 30 (1) de la Loi est modifié par substitution de «au procureur général» à «à la corporation professionnelle et au procureur général».

8. (1) Le paragraphe 31 (1) de la Loi est modifié par substitution de «Il peut aussi adopter les autres règlements ou mesures» à «Il peut aussi adopter les autres mesures».

(2) L'article 31 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :**Adoption de codes**

(1.1) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1), le Conseil peut exercer son pouvoir de prendre des règlements en adoptant par renvoi, avec les modifications qu'il juge nécessaires, tout ou partie d'un code, d'une norme, d'une ligne directrice ou d'une procédure, et en exigeant l'observation.

Intégration continue

(1.2) Si un règlement visé au paragraphe (1.1) le prévoit, un code, une norme, une ligne directrice ou une procédure adopté par renvoi s'entend également de ses modifications, que celles-ci aient été adoptées avant ou après le règlement.

(3) Subsection 31 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Attorney General may require regulations

(3) The Attorney General may require that the Council make, amend or revoke a regulation that it has the authority to make, amend or revoke, as described in subsection (1).

Lieutenant Governor in Council may make regulation

(4) If the Council does not make, amend or revoke the regulation as required by the Attorney General within 60 days after receiving the Attorney General's requirement in writing, the Lieutenant Governor in Council may make a regulation that carries out the intent of the Attorney General's requirement.

Conflict

(5) A regulation made by the Lieutenant Governor in Council under subsection (4) may amend or revoke a regulation made by the Council under subsection (1) and, in the event of a conflict between the regulation made by the Lieutenant Governor in Council and the one made by the Council, the regulation made by the Lieutenant Governor in Council prevails.

9. The Act is amended by adding the following section:

Regulations made by Lieutenant Governor in Council

31.1 The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) prescribing the number of members of the Council and their terms of office;
- (b) respecting the appointment of members of the Council;
- (c) prescribing matters for the purposes of clause 7 (j);
- (d) prescribing an equivalent examination for the purposes of clause 14 (1) (d);
- (e) prescribing conditions for the purposes of sub-clause 18 (1) (d) (ii) and clause 18 (3) (b).

Commencement

10. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

(3) Le paragraphe 31 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Règlements exigés par le procureur général

(3) Le procureur général peut exiger que le Conseil prenne, modifie ou révoque un règlement qu'il a le pouvoir de prendre, de modifier ou de révoquer, comme le prévoit le paragraphe (1).

Prise d'un règlement par le lieutenant-gouverneur en conseil

(4) Si le Conseil ne prend pas, ne modifie pas ou ne révoque pas le règlement, contrairement à ce qu'exige le procureur général, au plus tard 60 jours après avoir reçu la demande écrite du procureur général en ce sens, le lieutenant-gouverneur en conseil peut prendre un règlement qui donne effet à l'exigence du procureur général.

Incompatibilité

(5) Un règlement pris par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu du paragraphe (4) peut modifier ou révoquer un règlement pris par le Conseil en application du paragraphe (1) et les dispositions du premier l'emportent sur les dispositions incompatibles du second.

9. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil

31.1 Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prescrire le nombre des membres du Conseil et la durée de leur mandat;
- b) traiter de la nomination des membres du Conseil;
- c) prescrire des questions pour l'application de l'alinéa 7 j);
- d) prescrire un examen équivalent pour l'application de l'alinéa 14 (1) d);
- e) prescrire des conditions pour l'application du sous-alinéa 18 (1) d) (ii) et de l'alinéa 18 (3) b).

Entrée en vigueur

10. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

EXPLANATORY NOTE

This Explanatory Note was written as a reader's aid to Bill 213 and does not form part of the law. Bill 213 has been enacted as Chapter 24 of the Statutes of Ontario, 2002.

The Bill amends the *Solicitors Act*, enacts the *Limitations Act, 2002* and amends the *Public Accountancy Act*. For convenience, the enactment and amendments are set out in separate Schedules. The commencement provisions for each Schedule are set out at or near the end of the Schedule.

**SCHEDULE A
AMENDMENTS TO SOLICITORS ACT
(CONTINGENCY FEE AGREEMENTS)**

The Schedule amends the *Solicitors Act* to regulate contingency fee agreements. Contingency fee agreements may not be considered to reduce an award of costs and a client may collect full payment for an award of costs, even if it exceeds the amount payable under an agreement, if the award is to be used to pay the client's solicitor and the solicitor and client have entered into a contingency fee agreement. In this case, the client is only required to pay the amount of the costs to the solicitor and not the amount payable under the contingency fee agreement.

Contingency fee agreements are prohibited in criminal, quasi-criminal and family matters. The amount of a contingency fee can be no more than a maximum percentage of the award as prescribed by regulation, if a maximum percentage is prescribed. Except with approval of the Superior Court of Justice, the maximum amount of a contingency fee cannot exceed the maximum percentage prescribed by regulation. A contingency fee agreement may include an award as to costs, if approved by the court. The amendments allow the Lieutenant Governor in Council to make regulations governing contingency fees.

**SCHEDULE B
LIMITATIONS ACT, 2002**

The Act deals comprehensively with limitation periods (except those affecting the specialized area of real property).

A basic limitation period of two years is established (section 4), running from the day a claim is discovered (section 5). A claim is discovered when the person with the claim is, or ought to be, aware of the material facts. This basic limitation period replaces the general limitation periods found in the existing *Limitations Act* and most of the numerous special limitation periods found in individual statutes (see section 19 and the Schedule for a list of the special limitation periods that will be preserved).

The basic limitation period does not run while the person with the claim is unable to pursue it because of being an unrepresented minor (section 6) or incapable person (section 7). Likewise it does not run during the life of an agreement to have an independent third party resolve or assist in resolving the claim (section 11).

When a person with a claim is represented by a litigation guardian in relation to the claim, the discovery rules in section 5 apply

NOTE EXPLICATIVE

La note explicative, rédigée à titre de service aux lecteurs du projet de loi 213, ne fait pas partie de la loi. Le projet de loi 213 a été édicté et constitue maintenant le chapitre 24 des Lois de l'Ontario de 2002.

Le projet de loi modifie la *Loi sur les procureurs*, édicte la *Loi de 2002 sur la prescription des actions* et modifie la *Loi sur la comptabilité publique*. Par souci de commodité, la nouvelle loi et les modifications figurent dans des annexes distinctes. Les dispositions d'entrée en vigueur de chaque annexe sont énoncées à la fin ou vers la fin de l'annexe.

**ANNEXE A
MODIFICATION DE LA
LOI SUR LES PROCUREURS
(ENTENTES SUR DES HONORAIRES
CONDITIONNELS)**

L'annexe modifie la *Loi sur les procureurs* pour réglementer les ententes sur des honoraires conditionnels. Il ne peut être tenu compte des ententes sur des honoraires conditionnels pour motiver une réduction du montant adjugé des dépens. Un client peut recouvrer le plein montant adjugé des dépens même si ce montant est supérieur au montant payable aux termes d'une entente, s'il doit utiliser ce premier montant pour payer son procureur et qu'il a conclu avec celui-ci une entente sur des honoraires conditionnels. Dans ce cas, le client n'est tenu de payer au procureur que le montant adjugé des dépens et non le montant payable aux termes de l'entente sur des honoraires conditionnels.

Les ententes sur des honoraires conditionnels sont interdites en matière criminelle et quasi criminelle et dans les affaires relevant du droit de la famille. Le montant des honoraires conditionnels ne peut être supérieur au pourcentage maximal des dépens adjugés qui est prescrit par les règlements, le cas échéant. Sauf avec l'approbation de la Cour supérieure de justice, le montant maximal des honoraires conditionnels ne peut pas être supérieur au pourcentage maximal prescrit par les règlements. L'entente sur des honoraires conditionnels peut inclure le montant adjugé des dépens, avec l'approbation du tribunal. Les modifications autorisent le lieutenant-gouverneur en conseil à régir, par règlement, les honoraires conditionnels.

**ANNEXE B
LOI DE 2002 SUR LA PRESCRIPTION DES ACTIONS**

La Loi traite de façon exhaustive des délais de prescription (sauf ceux touchant le domaine spécialisé des biens immeubles).

Un délai de prescription de base de deux ans est créé (article 4). Ce délai commence à courir le jour où les faits ayant donné naissance à une réclamation sont découverts (article 5), à savoir lorsque le titulaire du droit de réclamation a ou aurait dû avoir connaissance des faits substantiels. Ce délai de prescription de base remplace les délais de prescription généraux que renferme l'actuelle *Loi sur la prescription des actions* et la plupart des nombreux délais de prescription spéciaux que renferment diverses lois (voir l'article 19 et l'annexe en ce qui concerne la liste des délais de prescription spéciaux qui sont conservés).

Le délai de prescription de base ne court pas lorsque le titulaire du droit de réclamation n'est pas en mesure d'y donner suite parce qu'il est mineur et qu'il n'est pas représenté (article 6) ou parce qu'il est incapable (article 7). De même, le délai ne court pas pendant la durée d'une entente selon laquelle un tiers indépendant statue sur la réclamation ou aide les parties à parvenir à un règlement (article 11).

Lorsque le titulaire d'un droit de réclamation est représenté par un tuteur à l'instance à l'égard de la réclamation, les règles rela-

to the litigation guardian (section 8). When a potential plaintiff is under disability, a potential defendant may end the suspension or postponement of the running of the limitation period under section 6 or 7 by making an application or motion to have a litigation guardian appointed for the potential plaintiff and meeting other conditions (section 9).

Special rules are established for claims based on assault and sexual assault (section 10). The basic limitation period does not run while the person with the claim is incapable of commencing the proceeding because of his or her physical, mental or psychological condition. A person who has a claim based on assault and who, at the time of the assault, had an intimate relationship with or was dependent on one of the parties to the assault, is presumed (unless the contrary is proved) to have been incapable of commencing the proceeding earlier than it was in fact commenced. A person with a claim based on sexual assault is presumed (unless the contrary is proved) to have been incapable of commencing the proceeding earlier than it was commenced.

Detailed rules are provided for determining whether claims of a financial nature have been acknowledged, which starts the limitation period running afresh (section 13).

The Act provides that a person against whom another person may have a claim may serve a notice of possible claim on that other person. The service of such a notice may amount to discovery and thus start the limitation period running (section 14).

The Act also establishes an ultimate limitation period of 15 years that runs from the day the act or omission on which the claim is based takes place (section 15). No proceeding may be commenced when the ultimate limitation period has run, irrespective of when the claim was discovered. The ultimate limitation period does not run during the incapacity of the person with the claim, during the person's minority or during any time in which the person against whom the claim is made wilfully concealed essential facts or misled the person with the claim. An ultimate limitation period of two years is established for claims against good faith purchasers for conversion of goods; nothing stops the running of this limitation period.

The Act lists a variety of proceedings in respect of which there is no limitation period (section 16): proceedings for declarations; proceedings to enforce court orders and other orders that are enforceable in the same way as court orders; proceedings under the *Family Law Act* relating to support; proceedings to enforce arbitration awards; proceedings by persons in possession of collateral to redeem or realize on it; proceedings arising from sexual assault in certain circumstances; proceedings to recover fines, taxes and penalties owing to the Crown; proceedings relating to claims by the Crown (or by a delivery agent under social welfare legislation) in various circumstances; proceedings to recover money owing in respect of certain student loans, awards and grants. There is also no limitation period in respect of undiscovered environmental claims (section 17). Sections 16 and 17 prevail over section 15.

The Act contains a number of general provisions dealing with technical matters (sections 18 to 24). The most significant of these is section 19, which provides that limitation periods set out in other statutes are of no effect unless they are preserved by

tives à la découverte des faits qui sont énoncées à l'article 5 s'appliquent au tuteur à l'instance (article 8). Lorsqu'un demandeur éventuel est incapable, un défendeur éventuel peut mettre fin à la suspension ou au report de la prescription prévu à l'article 6 ou 7 en présentant une requête ou une motion pour que soit nommé un tuteur à l'instance pour représenter le demandeur éventuel et en remplissant d'autres conditions (article 9).

Des règles spéciales sont établies pour les réclamations fondées sur des voies de fait et sur une agression sexuelle (article 10). Le délai de prescription de base ne court pas tant que le titulaire du droit de réclamation est dans l'incapacité d'introduire l'instance en raison de son état physique, mental ou psychologique. Le titulaire d'un droit de réclamation fondé sur des voies de fait qui, au moment où les voies de fait ont été commises, avait des relations intimes avec une des parties aux voies de fait ou dépendait d'elle est présumé, à moins de preuve du contraire, avoir été dans l'incapacité d'introduire l'instance antérieurement à la date de son introduction. Le titulaire d'un droit de réclamation fondé sur une agression sexuelle est présumé, à moins de preuve du contraire, avoir été dans l'incapacité d'introduire l'instance antérieurement à la date de son introduction.

Des règles détaillées sont prévues pour déterminer si des réclamations de nature financière ont été reconnues; dans ces cas, le délai de prescription commence à courir de nouveau (article 13).

La Loi prévoit que la personne contre laquelle une autre personne peut être fondée à faire une réclamation peut lui signifier un avis de réclamation éventuelle. La signification d'un tel avis peut constituer la découverte des faits, auquel cas le délai de prescription commence à courir (article 14).

La Loi crée également un délai de prescription ultime de 15 ans qui commence à courir à compter du jour où a lieu l'acte ou l'omission qui donne naissance à la réclamation (article 15). Aucune instance ne peut être introduite une fois expiré le délai de prescription ultime, quel que soit le moment où les faits qui ont donné naissance à la réclamation ont été découverts. Le délai de prescription ultime ne court pas pendant la période d'incapacité du titulaire du droit de réclamation, pendant sa minorité ou pendant toute période au cours de laquelle la personne contre qui la réclamation est faite a dissimulé sciemment les faits essentiels ou induit sciemment en erreur le titulaire du droit de réclamation. Un délai de prescription ultime de deux ans est créé pour les réclamations faites contre les acquéreurs de bonne foi pour appropriation illicite de biens. Rien n'arrête l'écoulement de ce délai.

La Loi énumère diverses instances à l'égard desquelles aucun délai de prescription n'est prévu (article 16) : les instances en déclaration judiciaire; les instances en vue de faire exécuter des ordonnances judiciaires et d'autres ordonnances qui sont exécutoires de la même façon que les ordonnances judiciaires; les instances introduites en vertu de la *Loi sur le droit de la famille* relativement aux aliments; les instances en vue de faire exécuter les sentences arbitrales; les instances engagées par les personnes en possession de biens donnés en garantie en vue de les racheter ou de les réaliser; les instances découlant d'une agression sexuelle dans certaines circonstances; les instances en recouvrement des créances de la Couronne à l'égard d'amendes, d'impôts et de pénalités; les instances à l'égard des réclamations de la Couronne (ou d'un agent de prestation des services au sens des lois concernant l'aide sociale) dans diverses circonstances; les instances en recouvrement de créances à l'égard de prêts d'études, de l'aide financière aux étudiants et de bourses d'études. Aucun délai de prescription n'est prévu également à l'égard des réclamations relatives à l'environnement dont les faits qui y ont donné naissance n'ont pas été découverts (article 17). Les articles 16 et 17 l'emportent sur l'article 15.

La Loi contient des dispositions générales traitant de questions d'ordre technique (articles 18 à 24). Les plus importantes d'entre elles se trouvent à l'article 19, qui prévoit que les délais de prescription fixés par d'autres lois sont sans effet à moins que

being listed in the Schedule. These special limitation periods, like the new limitation periods established by the Act, do not run during the incapacity or minority of the person with the claim or while the claim is submitted to an independent third party for resolution.

Detailed rules are provided for the treatment of claims that arose before the coming into force of the new Act (section 24).

The Act repeals and amends numerous provisions of other statutes that relate to limitation periods (sections 25 to 49). The portion of the existing *Limitations Act* that deals with real property is preserved and retitled *Real Property Limitations Act* (section 26).

SCHEDULE C AMENDMENTS TO PUBLIC ACCOUNTANCY ACT

The Schedule makes a number of amendments to the *Public Accountancy Act*.

Currently The Public Accountants Council for the Province of Ontario consists of 15 members, 12 of whom are appointed by the council of The Institute of Chartered Accountants of Ontario and three of whom are elected by licensed public accountants. This is replaced by a provision under which the composition of The Public Accountants Council is established by regulations made by the Lieutenant Governor in Council.

The Lieutenant Governor in Council may prescribe, by regulation, additional functions for The Public Accountants Council.

The qualifications for being licensed currently include membership in The Institute of Chartered Accountants of Ontario. This is replaced by a reference to membership in any one of three organizations: The Certified General Accountants Association of Ontario, The Institute of Chartered Accountants of Ontario and The Society of Management Accountants of Ontario.

The Schedule adds to the grounds on which a public accountant's licence may be revoked after an inquiry held by The Public Accountants Council. The licence may be revoked if the inquiry finds that the licence holder meets prescribed conditions. These conditions are to be prescribed by the Lieutenant Governor in Council after consultation with The Public Accountants Council.

The Public Accountants Council may exercise its regulation-making powers by adopting by reference any code, standard, guideline or procedure.

The Attorney General may require The Public Accountants Council to make, amend or revoke a regulation, and if it does not do so within 60 days, the Lieutenant Governor in Council may make a regulation that carries out the intent of the Attorney General's requirement.

les dispositions les créant ne soient énumérées à l'annexe. Ces délais de prescription spéciaux, comme les nouveaux délais de prescription créés par la Loi, ne courent pas pendant la période d'incapacité ou la minorité du titulaire du droit de réclamation ni pendant la période au cours de laquelle la réclamation est soumise à un tiers indépendant pour qu'il la règle.

Des règles détaillées sont prévues pour le traitement des réclamations nées avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi (article 24).

La Loi abroge et modifie de nombreuses dispositions d'autres lois qui ont trait aux délais de prescription (articles 25 à 49). La section de la *Loi sur la prescription des actions* qui traite des biens immeubles est conservée et a maintenant pour titre *Loi sur la prescription des actions relatives aux biens immeubles* (article 26).

ANNEXE C MODIFICATION DE LA LOI SUR LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

L'annexe apporte plusieurs modifications à la *Loi sur la comptabilité publique*.

À l'heure actuelle, le Conseil des comptables publics de la province de l'Ontario se compose de 15 membres, dont 12 sont nommés par le conseil de l'Institut des comptables agréés de l'Ontario et trois sont élus par les comptables publics titulaires d'un permis. Une disposition prévoit que la composition du Conseil sera désormais établie par règlement pris par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut prescrire, par règlement, l'attribution de fonctions supplémentaires au Conseil des comptables publics.

Les qualités requises pour obtenir un permis comprennent, à l'heure actuelle, l'adhésion à l'Institut des comptables agréés de l'Ontario. Cette condition est remplacée par l'adhésion à l'un des trois organismes suivants : l'Association des comptables généraux agréés de l'Ontario, l'Institut des comptables agréés de l'Ontario et la société appelée *The Society of Management Accountants of Ontario*.

L'annexe ajoute un motif pour lequel le permis d'un comptable public peut être révoqué après une enquête du Conseil des comptables publics. Le permis peut être révoqué si l'enquête conclut que le titulaire satisfait aux conditions prescrites. Celles-ci doivent être prescrites par le lieutenant-gouverneur en conseil après consultation du Conseil.

Le Conseil des comptables publics peut exercer son pouvoir de prendre des règlements en adoptant par renvoi un code, une norme, un ligne directrice ou une procédure.

Le procureur général peut exiger que le Conseil des comptables publics prenne, modifie ou révoque un règlement et, si celui-ci ne le fait pas dans les 60 jours qui suivent, le lieutenant-gouverneur en conseil peut prendre un règlement qui donne effet à l'exigence du procureur général.



CHAPTER 25

An Act to amend the Marriage Act

Assented to December 13, 2002

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Subsections 24 (1) and (2) of the *Marriage Act* are repealed and the following substituted:

Civil marriage

(1) A judge, a justice of the peace, a marriage commissioner or any other person of a class designated by the regulations may solemnize marriages under the authority of a licence.

Regulations, marriage commissioners

(2) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) authorizing the person or body specified in the regulations to appoint persons or classes of persons as marriage commissioners;
- (b) respecting any matter pertaining to the governance of marriage commissioners, including their appointment, their training, their registration, the standards required for the performance of their powers and duties, their remuneration, their disciplining and their dismissal.

General or specific application

(2.1) A regulation made under subsection (2) may be of general application or specific to any person or persons or class or classes in its application.

Classes

(2.2) A class described in the regulations made under subsection (2) or under clause 34 (g) may be described according to any characteristic or combination of characteristics and may be described to include or exclude any specified member, whether or not with the same characteristics.

Commencement

2. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

3. The short title of this Act is the *Marriage Amendment Act, 2002*.

CHAPITRE 25

Loi modifiant la Loi sur le mariage

Sanctionnée le 13 décembre 2002

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. Les paragraphes 24 (1) et (2) de la *Loi sur le mariage* sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Mariage civil

(1) Le juge, le juge de paix, le commissaire aux mariages ou quiconque fait partie d'une catégorie désignée dans les règlements peut célébrer le mariage en vertu d'une licence.

Règlements : commissaires aux mariages

(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) autoriser la personne ou l'organisme que précisent les règlements à nommer des personnes ou des catégories de personnes à titre de commissaires aux mariages;
- b) traiter des questions relatives à la régie des commissaires aux mariages, y compris leur nomination, leur formation, leur inscription, les normes applicables à l'exercice de leurs pouvoirs et fonctions, leur rémunération, les mesures disciplinaires qui s'appliquent à eux et leur congédiement.

Portée

(2.1) Les règlements pris en application du paragraphe (2) peuvent avoir une portée générale ou s'appliquer particulièrement à une ou plusieurs personnes ou catégories.

Catégories

(2.2) Une catégorie visée par les règlements pris en application du paragraphe (2) ou de l'alinéa 34 g) peut être décrite selon toute caractéristique ou combinaison de caractéristiques et peut être décrite de façon à comprendre ou à exclure tout membre précisé présentant ou non les mêmes caractéristiques.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2002 modifiant la Loi sur le mariage*.

EXPLANATORY NOTE

This Explanatory Note was written as a reader's aid to Bill 74 and does not form part of the law. Bill 74 has been enacted as Chapter 25 of the Statutes of Ontario, 2002.

The Bill amends the *Marriage Act* to allow marriage commissioners to solemnize marriages under the authority of a licence. Marriage commissioners are appointed by a person or body specified in regulations made by the Lieutenant Governor in Council.

NOTE EXPLICATIVE

La note explicative, rédigée à titre de service aux lecteurs du projet de loi 74, ne fait pas partie de la loi. Le projet de loi 74 a été édicté et constitue maintenant le chapitre 25 des Lois de l'Ontario de 2002.

Le projet de loi modifie la *Loi sur le mariage* de façon à permettre aux commissaires aux mariages de célébrer les mariages en vertu d'une licence. Les commissaires aux mariages sont nommés par la personne ou l'organisme que précisent les règlements pris par le lieutenant-gouverneur en conseil.

CHAPTER 26

An Act to permit the naming of highway bridges and other structures on the King's Highway in memory of police officers who have died in the line of duty

Assented to December 13, 2002

Preamble

We, the people of Ontario, are forever grateful to the dedicated police officers who have courageously and unselfishly given their lives in the line of duty. Our debt to them can never be repaid.

We are also forever grateful to Ontario's police officers who have demonstrated extraordinary courage by giving their lives to preserve our free and peaceful society.

We must never forget the contribution of those men and women to whom we owe so much. As a gesture of our respect, we seek to honour them by permitting the Legislature to name highway bridges and other structures in their memory.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Power of Legislative Assembly

1. The Legislative Assembly may, by resolution, name bridges and other structures on the King's Highway in memory of police officers who have died in the line of duty.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Highway Memorials for Fallen Police Officers Act, 2002*.

EXPLANATORY NOTE

This Explanatory Note was written as a reader's aid to Bill 128 and does not form part of the law. Bill 128 has been enacted as Chapter 26 of the Statutes of Ontario, 2002.

The Bill permits the Legislature to name highway bridges and other structures on the King's Highway in memory of police officers who have died in the line of duty.

CHAPITRE 26

Loi permettant de nommer des ponts et d'autres constructions situées sur la route principale à la mémoire des agents de police décédés dans l'exercice de leurs fonctions

Sanctionnée le 13 décembre 2002

Préambule

La population de l'Ontario est à jamais reconnaissante aux agents de police dévoués qui ont sacrifié leur vie avec courage et altruisme dans l'exercice de leurs fonctions. Notre dette envers eux est éternelle.

Nous sommes également à jamais reconnaissants aux agents de police de l'Ontario qui ont démontré un courage extraordinaire en sacrifiant leur vie afin de protéger la liberté et la paix de notre société.

Nous ne devons jamais oublier la contribution de ces hommes et de ces femmes auxquels nous devons tant. En signe de respect, nous souhaitons leur rendre hommage en permettant à la Législature de nommer des ponts et d'autres constructions à leur mémoire.

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Pouvoir de l'Assemblée législative

1. L'Assemblée législative peut, par résolution, nommer des ponts et d'autres constructions situées sur la route principale à la mémoire des agents de police décédés dans l'exercice de leurs fonctions.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2002 sur les constructions situées sur la voie publique et nommées à la mémoire des agents de police décédés*.

NOTE EXPLICATIVE

La note explicative, rédigée à titre de service aux lecteurs du projet de loi 128, ne fait pas partie de la loi. Le projet de loi 128 a été édicté et constitue maintenant le chapitre 26 des Lois de l'Ontario de 2002.

Le projet de loi permet à la Législature de nommer des ponts et d'autres constructions situées sur la route principale à la mémoire des agents de police décédés dans l'exercice de leurs fonctions.



CHAPTER 27

An Act to amend the Ontario Society for the Prevention of Cruelty to Animals Act

Assented to December 13, 2002

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. (1) Section 12 of the *Ontario Society for the Prevention of Cruelty to Animals Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 39, section 11, is amended by adding the following subsection:

Telewarrant

(1.1) Where an inspector or an agent of the Society believes that it would be impracticable to appear personally before a justice of the peace to make application for a warrant under subsection (1), he or she may, in accordance with the regulations, seek the warrant by telephone or other means of telecommunication, and the justice of the peace may, in accordance with the regulations, issue the warrant by the same means.

(2) Subsection 12 (4) of the Act is amended by striking out "Every warrant issued under subsection (1)" at the beginning and substituting "Every warrant issued under subsection (1) or (1.1)".

(3) Subsection 12 (6) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 39, section 11, is repealed and the following substituted:

Regulations

(6) The Minister responsible for the administration of this Act may make regulations,

- (a) prescribing the form for the information on oath required by subsection (1) and for the warrant issued under subsection (1);
- (b) governing applications for and the issue of warrants by telephone or other means of telecommunication for the purpose of subsection (1.1), prescribing the form required to apply for a warrant under that subsection and the form for the warrant issued under that subsection, prescribing rules for the execution of such warrants and prescribing evidentiary rules with respect to such warrants.

CHAPITRE 27

Loi modifiant la Loi sur la Société de protection des animaux de l'Ontario

Sanctionnée le 13 décembre 2002

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. (1) L'article 12 de la *Loi sur la Société de protection des animaux de l'Ontario*, tel qu'il est modifié par l'article 11 du chapitre 39 des Lois de l'Ontario de 1997, est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Télémandat

(1.1) L'inspecteur ou l'agent de la Société qui croit qu'il serait peu commode de se présenter en personne devant un juge de paix pour y demander le mandat visé au paragraphe (1) peut, conformément aux règlements, demander le mandat par téléphone ou par un autre moyen de télécommunication, et le juge de paix peut, conformément aux règlements, décerner le mandat par le même moyen.

(2) Le paragraphe 12 (4) de la Loi est modifié par substitution de «Le mandat décerné en vertu du paragraphe (1) ou (1.1)» à «Le mandat décerné en vertu du paragraphe (1)».

(3) Le paragraphe 12 (6) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 11 du chapitre 39 des Lois de l'Ontario de 1997, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Règlements

(6) Le ministre chargé de l'application de la présente loi peut, par règlement :

- a) prescrire la formule selon laquelle doit être rédigée la dénonciation faite sous serment et exigée par le paragraphe (1) et celle selon laquelle doit être rédigé le mandat décerné en vertu de ce même paragraphe;
- b) régir les demandes de mandats par téléphone ou par un autre moyen de télécommunication et leur délivrance pour l'application du paragraphe (1.1), prescrire la formule selon laquelle doit être rédigée la demande de mandat exigée en vertu de ce même paragraphe et la formule selon laquelle doit être rédigé le mandat décerné en vertu de ce même paragraphe, prescrire les règles d'exécution de ces mandats et prescrire les règles de preuve à l'égard de ceux-ci.

2. The Act is amended by adding the following section:

Standards of care for keeping cats or dogs for breeding or sale

15.1 (1) Every person who is engaged, employed or otherwise involved in the breeding of cats or dogs for sale and who owns or has custody or care of a cat or dog that is being kept for breeding purposes or for sale shall comply with the following standards with respect to every such cat or dog in the person's ownership, custody or care:

1. Provide the animal with adequate food and water.
2. Provide the animal with adequate medical attention when the animal is sick or injured or in pain or suffering.
3. Provide the animal with adequate protection from the elements.
4. Transport the animal in such a way as to ensure its physical safety.
5. Not confine the animal to an enclosure,
 - i. with inadequate space,
 - ii. with unsanitary conditions,
 - iii. with inadequate ventilation,
 - iv. without providing the animal with an opportunity for exercise,
 - v. together with one or more other animals that may pose a danger to the animal, or
 - vi. that is in a state of disrepair or that is dangerous to the animal's health or well-being.

Offence

(2) Every person who fails to comply with any standard of care listed in subsection (1) in respect of any one or more cat or dog is guilty of an offence.

Penalty – individuals

(3) Every individual who is guilty of an offence under subsection (2) is liable on conviction to a fine of not more than \$60,000 or to imprisonment for a term of not more than two years, or to both.

Same, corporations

(4) Every corporation that is guilty of an offence under subsection (2) is liable on conviction to a fine of not more than \$60,000.

Same, directors and officers

(5) Every director or officer of a corporation who authorized, permitted or participated in the commission of an offence by the corporation under subsection (2) is also guilty of the offence and on conviction is liable to a fine

2. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Normes de soins : garde de chats ou de chiens pour l'élevage ou la vente

15.1 (1) Toute personne qui est employée dans l'élevage de chats ou de chiens pour la vente, qui s'y livre ou y est autrement impliquée et qui est propriétaire d'un chat ou d'un chien, ou qui en a la garde ou les soins, lorsque ce chat ou ce chien est gardé en vue de l'élevage ou de la vente, se conforme aux normes suivantes en ce qui concerne ces animaux :

1. Fournir à l'animal de l'eau et des aliments en quantité suffisante.
2. Fournir à l'animal les soins médicaux appropriés lorsqu'il est malade ou blessé ou lorsqu'il souffre ou est la victime de souffrances.
3. Fournir à l'animal une protection adéquate contre les éléments.
4. Transporter l'animal d'une façon qui ne met pas en danger sa sécurité physique.
5. Ne pas confiner l'animal dans un endroit clos, selon le cas :
 - i. qui n'est pas de taille appropriée,
 - ii. dans des conditions insalubres,
 - iii. qui n'est pas ventilé de façon adéquate,
 - iv. sans fournir à l'animal l'occasion de se mouvoir,
 - v. en compagnie d'un ou de plusieurs autres animaux dont la présence peut présenter un danger pour lui,
 - vi. qui est en mauvais état ou qui présente un danger pour la santé ou le bien-être de l'animal.

Infraction

(2) Toute personne qui ne se conforme pas aux normes de soins énumérées au paragraphe (1) à l'égard d'un ou de plusieurs chats ou chiens est coupable d'une infraction.

Peine : particuliers

(3) Tout particulier qui est coupable d'une infraction visée au paragraphe (2) est passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 60 000 \$ et d'un emprisonnement d'au plus deux ans, ou d'une seule de ces peines.

Idem : personnes morales

(4) Toute personne morale qui est coupable d'une infraction visée au paragraphe (2) est passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 60 000 \$.

Idem : administrateurs et dirigeants

(5) L'administrateur ou le dirigeant d'une personne morale qui a autorisé ou permis la commission d'une infraction par la personne morale ou qui y a participé et visée au paragraphe (2) est également coupable de l'in-

of not more than \$60,000 or to imprisonment for a term of not more than two years, or to both, whether or not the corporation has been prosecuted or convicted.

Prohibition order

(6) If a person is convicted of an offence under subsection (2), the court making the conviction may, in addition to any other penalty, make an order prohibiting the convicted person or, if the convicted person is a corporation, the directors and officers of the corporation from engaging or being employed or otherwise involved in the breeding of cats or dogs for sale for any period of time specified in the order, including, in the case of an individual, for the remainder of the person's life and, in the case of a corporation, forever.

Commencement

3. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

4. The short title of this Act is the *Ontario Society for the Prevention of Cruelty to Animals Amendment Act, 2002*.

EXPLANATORY NOTE

This Explanatory Note was written as a reader's aid to Bill 129 and does not form part of the law. Bill 129 has been enacted as Chapter 27 of the Statutes of Ontario, 2002.

The Bill amends the *Ontario Society for the Prevention of Cruelty to Animals Act*.

It enables inspectors and agents of the Ontario Society for the Prevention of Cruelty to Animals to obtain telewarrants when it would be impracticable to obtain a warrant in person.

It establishes standards for the care of cats and dogs by persons who breed cats or dogs for sale and creates an offence for the violation of any of the standards. The penalty for the offence is a maximum fine of \$60,000 or a maximum prison term of two years, or both. The court making the conviction may also prohibit the convicted person from engaging or being employed or involved in the breeding of cats or dogs for sale for any period of time, including, in the case of an individual, for the remainder of his or her life and, in the case of a corporation, forever.

fraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 60 000 \$ et d'un emprisonnement d'au plus deux ans, ou d'une seule de ces peines, que la personne morale ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable.

Ordonnance d'interdiction

(6) Si une personne est déclarée coupable d'une infraction visée au paragraphe (2), le tribunal qui prononce la déclaration de culpabilité peut, en plus de toute autre peine, rendre une ordonnance interdisant à la personne déclarée coupable ou, si celle-ci est une personne morale, à ses administrateurs et dirigeants, d'être employée dans l'élevage de chats ou de chiens pour la vente, de s'y livrer ou d'y être autrement impliquée pendant une période de temps précisée dans l'ordonnance, y compris pour le restant de sa vie dans le cas d'un particulier et pour toujours dans le cas d'une personne morale.

Entrée en vigueur

3. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

4. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2002 modifiant la Loi sur la Société de protection des animaux de l'Ontario*.

NOTE EXPLICATIVE

La note explicative, rédigée à titre de service aux lecteurs du projet de loi 129, ne fait pas partie de la loi. Le projet de loi 129 a été édicté et constitue maintenant le chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 2002

Le projet de loi modifie la *Loi sur la Société de protection des animaux de l'Ontario*.

Il permet aux inspecteurs et aux agents de la Société de protection des animaux de l'Ontario d'obtenir des télémandats lorsqu'il leur serait peu commode d'obtenir un mandat en personne.

Il met en place des normes de soins à apporter aux chats et aux chiens par les personnes qui les élèvent pour la vente et crée une infraction en cas de violation de l'une de ces normes. La peine relative à l'infraction est une amende maximale de 60 000 \$ et un emprisonnement maximal de deux ans, ou une seule de ces peines. Le tribunal qui prononce la déclaration de culpabilité peut également interdire à la personne déclarée coupable d'être employée dans l'élevage de chats ou de chiens pour la vente, de s'y livrer ou d'y être impliquée pendant toute période de temps, y compris pour le restant de sa vie dans le cas d'un particulier et pour toujours dans le cas d'une personne morale.



CHAPTER 28

An Act respecting the Toronto Waterfront Revitalization Corporation

Assented to December 13, 2002

CONTENTS

INTERPRETATION

1. Definitions

CORPORATE MATTERS

2. Corporation continued
3. Objects of the Corporation
4. Powers of the Corporation
5. Board of directors
6. Powers and duties of the board
7. Directions to the board
8. Business planning
9. Financial matters
10. Annual audit
11. Annual report
12. Fiscal year
13. Winding up the Corporation

GENERAL

14. Powers of the City of Toronto
15. Regulations
16. Review of Act
17. Commencement
18. Short title

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

INTERPRETATION

Definitions

1. In this Act,

“city council” means the council of the City of Toronto; (“conseil municipal”)

“designated waterfront area” means the area specified by regulation; (“secteur riverain désigné”)

“federal government” means Her Majesty in right of Canada as represented by the member of the Queen’s Privy Council for Canada designated by the Governor General in Council; (“gouvernement fédéral”)

CHAPITRE 28

Loi concernant la Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto

Sanctionnée le 13 décembre 2002

SOMMAIRE

DÉFINITIONS

1. Définitions

LA SOCIÉTÉ

2. Prorogation de la Société
3. Objets de la Société
4. Pouvoirs de la Société
5. Conseil d’administration
6. Pouvoirs et fonctions du conseil
7. Directives données au conseil
8. Plan d’activités
9. Questions financières
10. Vérification annuelle des comptes
11. Rapport annuel
12. Exercice
13. Liquidation de la Société

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

14. Pouvoirs de la cité de Toronto
15. Règlements
16. Examen de la Loi
17. Entrée en vigueur
18. Titre abrégé

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

DÉFINITIONS

Définitions

1. Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente loi.

«conseil municipal» Le conseil de la cité de Toronto. («city council»)

«gouvernement fédéral» Sa Majesté du chef du Canada représentée par le membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada que désigne le gouverneur général en conseil. («federal government»)

«gouvernement provincial» Sa Majesté du chef de l’Ontario représentée par le ministre des Finances ou l’autre membre du Conseil exécutif chargé de l’application de

“provincial government” means Her Majesty in right of Ontario as represented by the Minister of Finance or such other member of the Executive Council as may be designated under the *Executive Council Act* to administer this Act. (“gouvernement provincial”)

CORPORATE MATTERS

Corporation continued

2. (1) The Toronto Waterfront Revitalization Corporation established on November 1, 2001 under the *Business Corporations Act* is hereby continued as a corporation without share capital under the name Toronto Waterfront Revitalization Corporation in English and Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto in French.

Composition

(2) The Corporation is composed of the members of its board of directors.

Status

(3) The Corporation shall be deemed not to be a Crown agency within the meaning of the *Crown Agency Act*.

Conflict of interest, etc.

(4) Section 132 (conflict of interest), subsection 134 (1) (standard of care) and section 136 (indemnification) of the *Business Corporations Act* apply, with necessary modifications, to the Corporation and to the members of its board of directors.

Corporate law

(5) The *Corporations Act* and the *Corporations Information Act* do not apply to the Corporation.

Cancellation of shares

(6) The shares of the Corporation that are issued and outstanding immediately before this section comes into force are cancelled when this section comes into force, and no amount is payable to any shareholder in respect of the cancelled shares.

Objects of the Corporation

3. (1) The following are the objects of the Corporation:

1. To implement a plan that enhances the economic, social and cultural value of the land in the designated waterfront area and creates an accessible and active waterfront for living, working and recreation, and to do so in a fiscally and environmentally responsible manner.
2. To ensure that ongoing development in the designated waterfront area can continue in a financially self-sustaining manner.
3. To promote and encourage the involvement of the private sector in the development of the designated waterfront area.

la présente loi en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*. («provincial government»)

«secteur riverain désigné» Le secteur que précisent les règlements. («designated waterfront area»)

LA SOCIÉTÉ

Prorogation de la Société

2. (1) La société appelée Toronto Waterfront Revitalization Corporation créée le 1^{er} novembre 2001 en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions* est prorogée à titre de personne morale sans capital-actions sous le nom de Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto en français et de Toronto Waterfront Revitalization Corporation en anglais.

Composition

(2) La Société se compose des membres de son conseil d'administration.

Statut

(3) La Société est réputée ne pas être un organisme de la Couronne au sens de la *Loi sur les organismes de la Couronne*.

Conflit d'intérêts et autres

(4) L'article 132 (conflit d'intérêts), le paragraphe 134 (1) (devoirs des administrateurs) et l'article 136 (indemnisation) de la *Loi sur les sociétés par actions* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à la Société et aux membres de son conseil d'administration.

Lois concernant les personnes morales

(5) La *Loi sur les personnes morales* et la *Loi sur les renseignements exigés des personnes morales* ne s'appliquent pas à la Société.

Annulation d'actions

(6) Les actions de la Société qui sont émises et en circulation immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent article sont annulées à l'entrée en vigueur de celui-ci et aucune somme n'est payable aux actionnaires en ce qui concerne les actions annulées.

Objets de la Société

3. (1) Les objets de la Société sont les suivants :

1. Mettre en oeuvre un programme qui accroît la valeur économique, sociale et culturelle des biens-fonds situés dans le secteur riverain désigné et qui crée un secteur riverain accessible et dynamique pour le logement, le travail et les loisirs et ce, d'une façon respectueuse de l'environnement et financièrement saine.
2. Faire en sorte que l'aménagement continu du secteur riverain désigné se poursuive de manière auto-suffisante sur le plan financier.
3. Promouvoir et encourager la participation du secteur privé à l'aménagement du secteur riverain désigné.

4. To encourage public input into the development of the designated waterfront area.
5. To engage in such other activities as may be prescribed by regulation.

Same

(2) The Corporation shall carry out its objects so as to ensure that the revitalization of the designated waterfront area creates new economic growth, new jobs, diverse and dynamic new commercial, residential and recreational communities, new cultural institutions and new parks and green spaces for the public.

Same

(3) The Corporation shall have regard to the Official Plan of the City of Toronto in carrying out its objects.

Powers of the Corporation

4. (1) The Corporation has the capacity, rights, powers and privileges of a natural person for carrying out its objects, except as limited by this Act.

Limit on capacity

(2) The Corporation does not have the capacity to act as an agent of Her Majesty in right of Canada, Her Majesty in right of Ontario or the City of Toronto.

Restriction on conduct

(3) The Corporation shall not conduct itself so as to create, or to purport to create, an agency relationship with Her Majesty in right of Canada, Her Majesty in right of Ontario or the City of Toronto.

Use of assets, etc.

(4) The assets and revenue of the Corporation must not be used for any purpose except to further the objects of the Corporation.

Restriction on borrowing

(5) The Corporation shall not borrow money unless it has the consent of the federal government, the provincial government and city council or unless it is authorized to do so by a regulation.

Same

(6) The Corporation shall not mortgage or otherwise encumber any of its assets unless it has the consent of the federal government, the provincial government and city council or unless it is authorized to do so by a regulation.

Restriction re revenue

(7) The Corporation shall not raise revenue unless it has the consent of the federal government, the provincial government and city council or unless it is authorized to do so by a regulation.

Restriction re subsidiary corporations

(8) The Corporation shall not establish a subsidiary corporation unless it has the consent of the federal government, the provincial government and city council.

4. Encourager le public à formuler des observations au sujet de l'aménagement du secteur riverain désigné.
5. Se livrer aux autres activités que prescrivent les règlements.

Idem

(2) La Société réalise ses objets de façon à faire en sorte que la revitalisation du secteur riverain désigné crée une nouvelle croissance économique, de nouveaux emplois, de nouvelles zones servant à des fins commerciales, résidentielles et récréatives qui soient à la fois variées et dynamiques, de nouveaux organismes culturels et de nouveaux parcs et espaces verts pour le public.

Idem

(3) La Société tient compte du plan officiel de la cité de Toronto lors de la réalisation de ses objets.

Pouvoirs de la Société

4. (1) La Société a la capacité ainsi que les droits, les pouvoirs et les privilèges d'une personne physique pour réaliser ses objets, sous réserve des restrictions imposées par la présente loi.

Restriction : capacité

(2) La Société n'a pas la capacité d'agir à titre de mandataire de Sa Majesté du chef du Canada, de Sa Majesté du chef de l'Ontario ou de la cité de Toronto.

Restriction : comportement

(3) La Société ne doit pas se comporter de façon à créer une relation de mandataire avec Sa Majesté du chef du Canada, Sa Majesté du chef de l'Ontario ou la cité de Toronto ni à se présenter comme créant une telle relation.

Affectation des actifs et autres

(4) La Société ne doit affecter ses actifs et ses recettes qu'à la réalisation de ses objets.

Restriction : emprunts

(5) La Société ne peut contracter des emprunts qu'à moins d'avoir obtenu le consentement du gouvernement fédéral, du gouvernement provincial et du conseil municipal ou d'y être autorisée par règlement.

Idem

(6) La Société ne peut grever ses actifs, notamment par hypothèque, qu'à moins d'avoir obtenu le consentement du gouvernement fédéral, du gouvernement provincial et du conseil municipal ou d'y être autorisée par règlement.

Restriction : recettes

(7) La Société ne peut percevoir de recettes qu'à moins d'avoir obtenu le consentement du gouvernement fédéral, du gouvernement provincial et du conseil municipal ou d'y être autorisée par règlement.

Restriction : filiales

(8) La Société ne peut créer de filiales qu'à moins d'avoir obtenu le consentement du gouvernement fédéral, du gouvernement provincial et du conseil municipal.

Same

(9) The objects and powers of any subsidiary established by the Corporation are subject to the restrictions set out in the regulations.

Board of directors

5. (1) The board of directors of the Corporation is composed of the following members:

1. A maximum of four members appointed by the federal government.
2. A maximum of four members appointed by the Lieutenant Governor in Council.
3. A maximum of four members appointed by city council.
4. A maximum of one member appointed jointly by the Lieutenant Governor in Council, the federal government and city council.

Eligibility

(2) A person is not eligible to hold office as a board member if he or she holds a public office to which he or she is elected or is an employee of Her Majesty in right of Canada or an agency of Her Majesty in right of Canada, Her Majesty in right of Ontario or an agency of Her Majesty in right of Ontario or the City of Toronto or a local board of the City.

Term of office

(3) The term of office of a board member is determined by the person or persons who appoint the member and may not exceed three years.

Reappointment

- (4) A board member is eligible to be reappointed.

Chair

(5) The board member appointed jointly by the Lieutenant Governor in Council, the federal government and city council is chair of the board.

Same

(6) In case of the absence or illness of the chair or there being a vacancy in the office of chair, the member designated by the board for the purpose shall act as and have all the powers of the chair.

Remuneration and expenses

(7) Board members are to be paid such remuneration and expenses as the board may by by-law determine.

Transition

(8) Despite subsections (1), (2) and (3), the persons who are members of the board of directors of the Corporation on the day this section comes into force continue to hold office for the remainder of their term or until the third anniversary of the day this section comes into force, whichever is the shorter term.

Powers and duties of the board

6. (1) The board of directors shall manage and super-

Idem

(9) Les objets et les pouvoirs des filiales créées par la Société sont assujettis aux restrictions énoncées dans les règlements.

Conseil d'administration

5. (1) Le conseil d'administration de la Société se compose des membres suivants :

1. Au plus quatre membres nommés par le gouvernement fédéral.
2. Au plus quatre membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil.
3. Au plus quatre membres nommés par le conseil municipal.
4. Au plus un membre nommé conjointement par le lieutenant-gouverneur en conseil, le gouvernement fédéral et le conseil municipal.

Admissibilité

(2) Ne peuvent occuper la charge de membre du conseil les titulaires d'une charge publique à laquelle ils ont été élus ou les employés de Sa Majesté du chef du Canada ou de l'un de ses organismes, de Sa Majesté du chef de l'Ontario ou de l'un de ses organismes ou de la cité de Toronto ou de l'un de ses conseils locaux.

Mandat

(3) Le mandat des membres du conseil est fixé par la ou les personnes qui les nomment et ne peut dépasser trois ans.

Renouvellement du mandat

(4) Le mandat des membres du conseil peut être renouvelé.

Président

(5) Est président du conseil le membre nommé conjointement par le lieutenant-gouverneur en conseil, le gouvernement fédéral et le conseil municipal.

Idem

(6) En cas d'absence ou de maladie du président ou de vacance de sa charge, le membre que désigne le conseil à cette fin agit à titre de président et en assume tous les pouvoirs.

Rémunération et indemnités

(7) Les membres du conseil reçoivent la rémunération et les indemnités que le conseil fixe par règlement administratif.

Disposition transitoire

(8) Malgré les paragraphes (1), (2) et (3), les personnes qui sont membres du conseil d'administration de la Société le jour de l'entrée en vigueur du présent article demeurent en fonction jusqu'à la fin de leur mandat ou jusqu'au troisième anniversaire de l'entrée en vigueur du présent article si celui-ci survient plus tôt.

Pouvoirs et fonctions du conseil

6. (1) Le conseil d'administration assure la direction

viser les affaires de la Corporation en accordance with this Act.

Same

(2) The board shall exercise its powers and perform its duties in a financially responsible and accountable manner.

By-laws

(3) The board may pass by-laws and resolutions regulating its proceedings and generally for the conduct and management of the affairs of the Corporation.

Public meetings

(4) Section 239 (meetings open to public) of the *Municipal Act, 2001* applies, with necessary modifications, to meetings of the board.

Directions to the board

7. (1) The board of directors shall follow such directions concerning the management and supervision of the affairs of the Corporation as may be set out in a written agreement of Her Majesty in right of Canada, Her Majesty in right of Ontario and the City of Toronto.

Notice of directions

(2) The board of directors shall be deemed to have notice of the directions set out in a written agreement when a copy of the agreement is given to the chair of the board and to the chief executive officer of the Corporation.

Business planning

8. (1) At least 90 days before the beginning of each fiscal year, the board of directors shall adopt a business plan for the fiscal year.

Contents

(2) The business plan must include the following information:

1. A description of the major activities and the objectives of the Corporation for the year and for following years.
2. A description of the policies and strategies of the Corporation to achieve those objectives.
3. A description of the budget of the Corporation for achieving those objectives.
4. A description of the portions of the designated waterfront area that the Corporation plans to develop during the year, the estimated cost of doing so and the funding options available.
5. A description of the Corporation's plans for the year to encourage public input into the development of the designated waterfront area, including holding public meetings.
6. Such other information as may be required by regulation.

et la surveillance des affaires de la Société conformément à la présente loi.

Idem

(2) Le conseil pratique une saine gestion financière assortie de l'obligation de rendre compte lorsqu'il exerce ses pouvoirs et ses fonctions.

Règlements administratifs

(3) Le conseil peut, par règlement administratif ou résolution, régir ses travaux et, de façon générale, la conduite et la gestion des affaires de la Société.

Réunions publiques

(4) L'article 239 (réunions ouvertes au public) de la *Loi de 2001 sur les municipalités* s'applique, avec les adaptations nécessaires, aux réunions du conseil.

Directives données au conseil

7. (1) Le conseil d'administration suit les directives concernant la gestion et la supervision des affaires de la Société qu'énonce une entente écrite conclue entre Sa Majesté du chef du Canada, Sa Majesté du chef de l'Ontario et la cité de Toronto.

Avis des directives

(2) Le conseil d'administration est réputé avoir connaissance des directives énoncées dans une entente écrite lorsqu'une copie de celle-ci est remise au président du conseil et au chef de la direction de la Société.

Plan d'activités

8. (1) Le conseil d'administration adopte un plan d'activités pour chaque exercice au moins 90 jours avant le début de celui-ci.

Contenu

(2) Le plan d'activités comprend les renseignements suivants :

1. Une description des principales activités et des objectifs de la Société pour l'exercice et les exercices suivants.
2. Une description des politiques et des stratégies proposées par la Société pour atteindre ces objectifs.
3. Une description du budget proposé par la Société pour atteindre ces objectifs.
4. Une description des parties du secteur riverain désigné que la Société a l'intention d'aménager au cours de l'exercice, l'estimation des coûts de ces aménagements et les modes de financement qui s'offrent à elle.
5. Une description des projets de la Société pour l'exercice en ce qui concerne l'encouragement du public à formuler des observations au sujet de l'aménagement du secteur riverain désigné, y compris la tenue de réunions publiques.
6. Les autres renseignements qu'exigent les règlements.

Five-year plans

(3) The business plan for the first fiscal year of the Corporation and for every fifth year thereafter must also contain the following information:

1. A description of the Corporation's objectives for the following five years for the enhancement of the economic, social and cultural value of the land in the designated waterfront area.
2. A description of the Corporation's plans for the next five years to enhance the economic, social and cultural value of the land in the designated waterfront area. The plans must include details about the current and forecast levels of activity in the area, the infrastructure that may be needed, the plans to divide and develop the land, the projects that the board considers to be priorities for the Corporation and the timetable for implementing these projects.
3. An estimate of the long-term development costs of achieving these objectives and a description of the business strategies and funding options available to the Corporation for the following five years.
4. Such other information as may be required by regulation.

Notice

(4) The board of directors shall give a copy of each business plan to the federal government, the provincial government and the Clerk of the City of Toronto; the copy given to the Clerk is to be addressed to the Mayor and Members of the Council.

Financial matters

9. (1) The Corporation shall maintain financial records for the Corporation and its subsidiaries and shall establish financial, management and information systems that will enable the Corporation to prepare financial statements in accordance with generally accepted accounting principles.

Annual budget

(2) At least 90 days before the beginning of each fiscal year, the board of directors shall adopt a budget for the year.

Same

- (3) The budget must include,
 - (a) all revenue the Corporation anticipates receiving for the year and any accumulated surplus from previous years; and
 - (b) all operating expenses that the Corporation anticipates incurring for the year and any accumulated deficit from the preceding year.

Inspection of financial records

(4) Upon the request of the federal government, the

Plans quinquennaux

(3) Le plan d'activités pour le premier exercice de la Société et pour tous les cinquièmes exercices qui suivent comprend également les renseignements suivants :

1. Une description des objectifs de la Société pour les cinq exercices suivants en ce qui concerne l'accroissement de la valeur économique, sociale et culturelle des biens-fonds situés dans le secteur riverain désigné.
2. Une description des projets de la Société pour les cinq exercices suivants en ce qui concerne l'accroissement de la valeur économique, sociale et culturelle des biens-fonds situés dans le secteur riverain désigné. La description doit comprendre des détails concernant les niveaux d'activité actuels et projetés dans le secteur, les infrastructures qui peuvent être nécessaires, les projets de lotissement et d'aménagement des biens-fonds, les projets que le conseil considère comme prioritaires pour la Société et le calendrier de mise en oeuvre de ces projets.
3. Une estimation des frais d'aménagement à long terme nécessaires pour atteindre ces objectifs et une description des stratégies commerciales et des modes de financement qui s'offrent à la Société pour les cinq exercices suivants.
4. Les autres renseignements qu'exigent les règlements.

Avis

(4) Le conseil d'administration remet une copie de chaque plan d'activités au gouvernement fédéral, au gouvernement provincial et au secrétaire de la cité de Toronto. La copie remise au secrétaire doit être adressée au maire et aux membres du conseil municipal.

Questions financières

9. (1) La Société tient des registres financiers pour elle-même et ses filiales et met sur pied des systèmes financiers, de gestion et d'information lui permettant de préparer ses états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus.

Budget annuel

(2) Le conseil d'administration adopte un budget pour chaque exercice au moins 90 jours avant le début de celui-ci.

Idem

- (3) Le budget comprend ce qui suit :
 - a) toutes les recettes que la Société prévoit de recevoir au cours de l'exercice et tout excédent accumulé des exercices précédents;
 - b) tous les frais de fonctionnement que la Société prévoit d'engager au cours de l'exercice et tout déficit accumulé des exercices précédents.

Examen des registres financiers

(4) Sur demande du gouvernement fédéral, du gouver-

provincial government or city council, the Corporation and its subsidiaries, if any, shall promptly make their financial records available for inspection.

Annual audit

10. The board of directors shall ensure that the accounts and transactions of the Corporation and its subsidiaries, if any, are audited each year by one or more auditors licensed under the *Public Accountancy Act*, who are appointed by the board.

Annual report

11. (1) The Corporation shall give an annual report on its affairs to the federal government, the provincial government and the Clerk of the City of Toronto within 90 days after the end of each fiscal year; the report given to the Clerk is to be addressed to the Mayor and Members of the Council.

Same

(2) The annual report must include the audited financial statements of the Corporation for the applicable fiscal year.

Public inspection

(3) The Corporation shall make a copy of the annual report available for inspection by the public upon request.

Fiscal year

12. The fiscal year of the Corporation begins on April 1 in each year and ends on March 31 of the following year.

Winding up the Corporation

13. (1) The Lieutenant Governor in Council may by order require the board of directors to wind up the affairs of the Corporation on or after the 20th anniversary of the date on which section 2 comes into force.

Restriction

(2) The Lieutenant Governor in Council shall not make an order under subsection (1),

- (a) if the Lieutenant Governor in Council, the federal government and city council agree to undertake a review of the Corporation;
- (b) if the review is completed at least three months before the 20th anniversary of the date on which section 2 came into force; and
- (c) if the person undertaking the review recommends that the Corporation not be wound up before the 25th anniversary of the date on which section 2 came into force.

Mandatory winding up

(3) If no order is made under subsection (1), the Lieutenant Governor in Council shall by order require the board of directors to wind up the affairs of the Corporation promptly after the 25th anniversary of the date on which section 2 comes into force.

Duty of board

(4) The board of directors shall prepare a proposed plan for winding up the Corporation and transferring its

nement provincial ou du conseil municipal, la Société et ses filiales mettent promptement leurs registres financiers à la disposition de ceux-ci aux fins d'examen.

Vérification annuelle des comptes

10. Le conseil d'administration veille à ce que les comptes et opérations de la Société et de ses filiales soient vérifiés chaque exercice par un ou plusieurs vérificateurs titulaires d'un permis délivré en vertu de la *Loi sur la comptabilité publique* et nommés par le conseil.

Rapport annuel

11. (1) La Société remet un rapport annuel sur ses affaires au gouvernement fédéral, au gouvernement provincial et au secrétaire de la cité de Toronto dans les 90 jours qui suivent la fin de chaque exercice. Le rapport remis au secrétaire doit être adressé au maire et aux membres du conseil municipal.

Idem

(2) Le rapport annuel inclut les états financiers vérifiés de la Société pour l'exercice pertinent.

Examen public

(3) Sur demande, la Société met une copie du rapport annuel à la disposition du public aux fins d'examen.

Exercice

12. L'exercice de la Société commence le 1^{er} avril et se termine le 31 mars suivant.

Liquidation de la Société

13. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par décret, exiger du conseil d'administration qu'il liquide les affaires de la Société le jour du 20^e anniversaire de l'entrée en vigueur de l'article 2 ou après ce jour.

Restriction

(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil ne doit pas prendre de décret en vertu du paragraphe (1) :

- a) si lui-même, le gouvernement fédéral et le conseil municipal conviennent d'entreprendre un examen de la Société;
- b) si l'examen est achevé au moins trois mois avant le 20^e anniversaire de l'entrée en vigueur de l'article 2;
- c) si la personne qui entreprend l'examen recommande que la Société ne soit pas liquidée avant le 25^e anniversaire de l'entrée en vigueur de l'article 2.

Liquidation obligatoire

(3) Si aucun décret n'est pris en vertu du paragraphe (1), le lieutenant-gouverneur en conseil exige du conseil d'administration, par décret, qu'il liquide les affaires de la Société promptement après le 25^e anniversaire de l'entrée en vigueur de l'article 2.

Obligation du conseil

(4) Le conseil d'administration prépare une proposition de plan pour la liquidation de la Société et le transfert

assets and liabilities and shall give the proposed plan to the federal government, the provincial government and city council.

Restriction

(5) The plan for winding up the Corporation may provide for the transfer of assets and liabilities,

- (a) to Her Majesty in right of Canada, but only if the federal government consents to the transfer;
- (b) to Her Majesty in right of Ontario; and
- (c) to the City of Toronto.

Same

(6) Upon the approval of the proposed plan by the federal government, the provincial government and city council, the board of directors shall wind up the affairs of the Corporation and transfer its assets and liabilities in accordance with the plan.

GENERAL

Powers of the City of Toronto

14. (1) The City of Toronto is authorized to make appointments to the board of directors of the Corporation and of any subsidiary of the Corporation.

Same, asset transfer

(2) The City of Toronto is authorized to transfer rights, assets and liabilities to the Corporation or any subsidiary of the Corporation, despite section 111 or 193 of the *Municipal Act*, with the consent of the Corporation.

Regulations

15. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations prescribing those matters that are required or permitted by this Act to be prescribed or done by regulation.

Same

(2) The provincial government shall consult with the federal government and city council about any regulation that the Lieutenant Governor in Council proposes to make.

Review of Act

16. (1) The board of directors of the Corporation shall review this Act and the regulations one year after this Act comes into force.

Report

(2) The board shall prepare a report as expeditiously as possible on its review and, in the report, the board may recommend changes to this Act and the regulations.

Same

(3) The board shall give the report to the federal government, the provincial government and the Clerk of the City of Toronto; the report given to the Clerk is to be addressed to the Mayor and Members of the Council.

de ses actifs et passifs et le remet au gouvernement fédéral, au gouvernement provincial et au conseil municipal.

Restriction

(5) Le plan pour la liquidation de la Société peut prévoir le transfert des actifs et des passifs aux personnes suivantes :

- a) Sa Majesté du chef du Canada, mais uniquement sur consentement du gouvernement fédéral;
- b) Sa Majesté du chef de l'Ontario;
- c) la cité de Toronto.

Idem

(6) Sur approbation de la proposition de plan par le gouvernement fédéral, le gouvernement provincial et le conseil municipal, le conseil d'administration liquide les affaires de la Société et transfère ses actifs et passifs conformément au plan.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Pouvoirs de la cité de Toronto

14. (1) La cité de Toronto est autorisée à faire des nominations au conseil d'administration de la Société et de ses filiales.

Idem : transfert d'actifs

(2) Malgré l'article 111 ou 193 de la *Loi sur les municipalités*, la cité de Toronto est autorisée à transférer des droits, des actifs et des passifs à la Société ou à ses filiales, avec le consentement de la Société.

Règlements

15. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prescrire les questions que la présente loi exige ou permet de prescrire ou de faire par règlement.

Idem

(2) Le gouvernement provincial consulte le gouvernement fédéral et le conseil municipal en ce qui concerne les règlements que le lieutenant-gouverneur en conseil se propose de prendre.

Examen de la Loi

16. (1) Le conseil d'administration de la Société effectue un examen de la présente loi et des règlements un an après l'entrée en vigueur de celle-ci.

Rapport

(2) Le conseil prépare aussi rapidement que possible un rapport de son examen dans lequel il peut recommander d'apporter des modifications à la présente loi et aux règlements.

Idem

(3) Le conseil remet le rapport au gouvernement fédéral, au gouvernement provincial et au secrétaire de la cité de Toronto. Le rapport remis au secrétaire doit être adressé au maire et aux membres du conseil municipal.

Commencement

17. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

18. The short title of this Act is the *Toronto Waterfront Revitalization Corporation Act, 2002*.

EXPLANATORY NOTE

This Explanatory Note was written as a reader's aid to Bill 151 and does not form part of the law. Bill 151 has been enacted as Chapter 28 of the Statutes of Ontario, 2002.

The Bill continues the Toronto Waterfront Revitalization Corporation as a corporation without share capital. The objects and powers of the Corporation are set out, as well as the composition, powers and duties of the board of directors. The objects of the Corporation relate to the development of the "designated waterfront area", an area to be specified by regulation.

The board is required to follow directions given jointly by the federal government, the provincial government and the City of Toronto. It is required to prepare a business plan each year and to submit it to all three governments. It is also required to prepare an annual budget. The Corporation is required to give an annual report, including audited financial statements, to all three governments.

The City of Toronto is authorized to make appointments to the board of directors of the Corporation, or of any subsidiary corporation. It is also authorized to transfer rights, assets and liabilities to the Corporation with the consent of the Corporation.

Entrée en vigueur

17. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

18. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2002 sur la Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto*.

NOTE EXPLICATIVE

La note explicative, rédigée à titre de service aux lecteurs du projet de loi 151, ne fait pas partie de la loi. Le projet de loi 151 a été édicté et constitue maintenant le chapitre 28 des Lois de l'Ontario de 2002.

Le projet de loi proroge la Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto à titre de personne morale sans capital-actions. Les objets et les pouvoirs de la Société sont énoncés, ainsi que la composition, les pouvoirs et les fonctions du conseil d'administration. Les objets de la Société sont liés à l'aménagement du «secteur riverain désigné», zone qui sera précisée par règlement.

Le conseil est tenu de suivre les directives données conjointement par le gouvernement fédéral, le gouvernement provincial et la cité de Toronto. Il est tenu de préparer un plan d'activités pour chaque exercice et de le soumettre aux trois gouvernements. Il est également tenu de préparer un budget annuel. La Société est tenue de remettre un rapport annuel, y compris les états financiers vérifiés, aux trois gouvernements.

La cité de Toronto est autorisée à faire des nominations au conseil d'administration de la Société et de ses filiales. Elle est également autorisée à transférer des droits, des actifs et des passifs à la Société avec son consentement.



CHAPTER 29

An Act respecting the cost of water and waste water services

Assented to December 13, 2002

CONTENTS

INTERPRETATION AND APPLICATION

1. Interpretation
2. Designation of regulated entities

REPORT ON FULL COST OF SERVICES

3. Report on full cost of water services
4. Report on full cost of waste water services
5. Joint reports
6. Report prepared by Minister
7. Approval of report
8. Effect of approval of report

COST RECOVERY PLAN

9. Cost recovery plan for water services
10. Cost recovery plan for waste water services
11. Joint plans
12. Plan prepared by Minister
13. Charges to customers increased beyond prescribed limits
14. Effect of approval of plan

OTHER REPORTING REQUIREMENTS

15. Periodic reports to the Minister
16. Inspection and audit

REVISIONS TO REPORTS AND PLANS

17. Revised report to Minister
18. Revised cost recovery plan
19. Approvals

ENFORCEMENT

20. Extension of deadlines
21. Minister's orders

GENERAL

22. Financial management
23. Delegation
24. Regulations
25. Commencement
26. Short title

CHAPITRE 29

Loi concernant le coût des services d'approvisionnement en eau et des services relatifs aux eaux usées

Sanctionnée le 13 décembre 2002

SOMMAIRE

INTERPRÉTATION ET CHAMP D'APPLICATION

1. Définitions
2. Désignation des entités réglementées

RAPPORT SUR LE COÛT TOTAL DES SERVICES

3. Rapport sur le coût total des services d'approvisionnement en eau
4. Rapport sur le coût total des services relatifs aux eaux usées
5. Rapports conjoints
6. Rapport préparé par le ministre
7. Approbation du rapport
8. Effet de l'approbation du rapport

PLAN DE RECOUVREMENT DES COÛTS

9. Plan de recouvrement des coûts des services d'approvisionnement en eau
10. Plan de recouvrement des coûts des services relatifs aux eaux usées
11. Plans conjoints
12. Plan préparé par le ministre
13. Augmentation des frais exigés des clients au-delà des limites prescrites
14. Effet de l'approbation du plan

AUTRES EXIGENCES EN MATIÈRE D'INFORMATION À FOURNIR

15. Rapports périodiques
16. Examen et vérification

RAPPORTS ET PLANS RÉVISÉS

17. Rapport révisé
18. Plan de recouvrement des coûts révisé
19. Approbations

EXÉCUTION

20. Prorogation des délais
21. Arrêtés du ministre

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

22. Gestion financière
23. Délégation
24. Règlements
25. Entrée en vigueur
26. Titre abrégé

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

INTERPRETATION AND APPLICATION

Interpretation

1. (1) In this Act,

“approved cost recovery plan” means a plan approved by a regulated entity under section 9 or 10, or deemed to be approved by a regulated entity under section 12; (“plan de recouvrement des coûts approuvé”)

“Minister” means the Minister of the Environment or such other member of the Executive Council as may be assigned the administration of this Act under the *Executive Council Act*; (“ministre”)

“municipal auditor” means,

(a) an auditor appointed by a regulated entity under section 296 of the *Municipal Act, 2001*, or

(b) a person specified by the Minister in a direction given under section 5 or 11; (“vérificateur municipal”)

“prescribed” means prescribed by the regulations made under this Act; (“prescrit”)

“professional engineer” means professional engineer as defined in the regulations; (“ingénieur”)

“raw water supply” includes any ground water or surface water in the natural environment; (“source d’approvisionnement en eau brute”)

“regulated entity” means a municipality designated by regulation under section 2; (entité réglementée”)

“source protection costs” means the prescribed costs that relate to a source protection measure financed in whole or in part by a regulated entity and includes any prescribed charges or fees imposed on a regulated entity under the authority of an Act, regulation or by-law; (“coûts de protection des sources d’eau”)

“source protection measure” means a measure specified in the regulations to protect the quantity or quality of any raw water supply that a regulated entity relies upon or may rely upon in the future for the provision of water services or waste water services to the public. (“mesure de protection des sources d’eau”)

Provision of water services

(2) The provision of water services to the public includes any source protection measure related to the provision of water services and extracting, treating and distributing water.

Provision of waste water services

(3) The provision of waste water services to the public

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

INTERPRÉTATION ET CHAMP D’APPLICATION

Définitions

1. (1) Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente loi.

«coûts de protection des sources d’eau» Les coûts prescrits liés à une mesure de protection des sources d’eau financée en tout ou en partie par une entité réglementée et, en outre, les redevances ou droits prescrits exigés d’une entité réglementée en vertu d’une loi, d’un règlement ou d’un règlement municipal. («source protection costs»)

«entité réglementée» Municipalité désignée par règlement en application de l’article 2. («regulated entity»)

«ingénieur» S’entend au sens des règlements. («professional engineer»)

«mesure de protection des sources d’eau» Mesure que précisent les règlements et qui vise à protéger, sur le plan de la quantité ou de la qualité, une source d’approvisionnement en eau brute sur laquelle une entité réglementée compte ou pourrait compter à l’avenir pour fournir au public des services d’approvisionnement en eau ou des services relatifs aux eaux usées. («source protection measure»)

«ministre» Le ministre de l’Environnement ou l’autre membre du Conseil exécutif qui est chargé de l’application de la présente loi en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*. («Minister»)

«plan de recouvrement des coûts approuvé» Plan approuvé par une entité réglementée en application de l’article 9 ou 10 ou réputé approuvé par une telle entité en application de l’article 12. («approved cost recovery plan»)

«prescrit» Prescrit par les règlements pris en application de la présente loi. («prescribed»)

«source d’approvisionnement en eau brute» S’entend notamment de toute eau souterraine ou superficielle dans l’environnement naturel. («raw water supply»)

«vérificateur municipal» Selon le cas :

a) vérificateur que nomme une entité réglementée en application de l’article 296 de la *Loi de 2001 sur les municipalités*;

b) personne que précise le ministre dans une directive donnée en vertu de l’article 5 ou 11. («municipal auditor»)

Fourniture de services d’approvisionnement en eau

(2) La fourniture au public de services d’approvisionnement en eau comprend les mesures de protection des sources d’eau liées à la fourniture de ces services, ainsi que le captage, le traitement et la distribution de l’eau.

Fourniture de services relatifs aux eaux usées

(3) La fourniture au public de services relatifs aux eaux

includes any source protection measure related to the provision of waste water services and collecting, treating and discharging waste water.

Municipal auditor

(4) For the purposes of doing anything under this Act, a municipal auditor may exercise any power of an auditor of a municipality under section 297 of the *Municipal Act, 2001*.

Designation of regulated entities

2. (1) This Act applies to those municipalities that provide water services or waste water services to the public and that are designated by regulation as regulated entities.

Same

(2) A municipality shall be deemed to be providing water services or waste water services to the public for the purposes of this Act even if it has, before or after being designated under subsection (1),

- (a) transferred all or part of its authority for doing so to a municipal service board, a corporation established under section 203 of the *Municipal Act, 2001* or any other person or entity; or
- (b) entered into an agreement with a corporation established under section 203 of the *Municipal Act, 2001* or any other person or entity to do so on its behalf.

REPORT ON FULL COST OF SERVICES

Report on full cost of water services

3. (1) Every regulated entity that provides water services to the public shall prepare and approve a written report about those services.

Auditor's review

(2) The regulated entity shall not approve the report before giving the report to the municipal auditor for review and receiving the written opinion of the municipal auditor on the report.

Same

(3) The opinion of the municipal auditor shall address the prescribed matters, contain the prescribed information and be in the prescribed form and shall be submitted to the regulated entity by the date specified by the regulated entity, which shall not be later than 30 days before the regulated entity is required to submit its report to the Minister.

Report submitted to Minister

(4) The regulated entity shall submit the approved report and the municipal auditor's opinion on it to the Minister by the date specified by regulation.

Contents

(5) The report must contain the following information:

usées comprend les mesures de protection des sources d'eau liées à la fourniture de ces services, ainsi que le captage, l'épuration et l'évacuation des eaux usées.

Vérificateur municipal

(4) Aux fins de l'accomplissement d'un acte en application de la présente loi, le vérificateur municipal peut exercer les pouvoirs que l'article 297 de la *Loi de 2001 sur les municipalités* confère au vérificateur d'une municipalité.

Désignation des entités réglementées

2. (1) La présente loi s'applique aux municipalités qui fournissent au public des services d'approvisionnement en eau ou des services relatifs aux eaux usées et qui sont désignées par règlement comme entités réglementées.

Idem

(2) Pour l'application de la présente loi, une municipalité est réputée fournir au public des services d'approvisionnement en eau ou des services relatifs aux eaux usées même si, avant ou après sa désignation en vertu du paragraphe (1), elle a :

- a) soit transféré tout ou partie de son pouvoir de le faire à une commission de services municipaux, à une personne morale constituée en vertu de l'article 203 de la *Loi de 2001 sur les municipalités* ou à une autre personne ou entité;
- b) soit conclu avec une personne morale constituée en vertu de l'article 203 de la *Loi de 2001 sur les municipalités* ou avec une autre personne ou entité un accord pour qu'elle le fasse en son nom.

RAPPORT SUR LE COÛT TOTAL DES SERVICES

Rapport sur le coût total des services d'approvisionnement en eau

3. (1) Chaque entité réglementée qui fournit au public des services d'approvisionnement en eau prépare et approuve un rapport écrit sur ces services.

Examen du vérificateur

(2) L'entité réglementée ne doit pas approuver le rapport avant de l'avoir soumis à l'examen du vérificateur municipal et d'avoir reçu l'opinion écrite de celui-ci à son sujet.

Idem

(3) L'opinion du vérificateur municipal porte sur les questions, contient les renseignements et est rédigée selon la formule prescrits et est remise à l'entité réglementée au plus tard à la date qu'elle précise, laquelle précède d'au moins 30 jours le moment où elle est tenue de remettre son rapport au ministre.

Rapport remis au ministre

(4) L'entité réglementée remet au ministre, au plus tard à la date précisée par règlement, le rapport approuvé et l'opinion du vérificateur municipal à son sujet.

Contenu

(5) Le rapport contient les renseignements suivants :

1. An inventory of and management plan for the infrastructure needed to provide the water services, prepared and certified by a professional engineer.
2. An assessment of the full cost of providing the water services and the revenue obtained to provide them.
3. Any other matter specified by the regulations.

Form

(6) The report must be made in a form approved by the Minister.

Components of full cost

(7) The full cost of providing the water services includes the source protection costs, operating costs, financing costs, renewal and replacement costs and improvement costs associated with extracting, treating or distributing water to the public and such other costs as may be specified by regulation.

Report on full cost of waste water services

4. (1) Every regulated entity that provides waste water services to the public shall prepare and approve a written report about those services.

Auditor's review

(2) The regulated entity shall not approve the report before giving the report to the municipal auditor for review and receiving the written opinion of the municipal auditor on the report.

Same

(3) The opinion of the municipal auditor shall address the prescribed matters, contain the prescribed information and be in the prescribed form and shall be submitted to the regulated entity by the date specified by the regulated entity, which shall not be later than 30 days before the regulated entity is required to submit its report to the Minister.

Report submitted to Minister

(4) The regulated entity shall submit the approved report and the municipal auditor's opinion on it to the Minister by the date specified by regulation.

Contents

(5) The report must contain the following information:

1. An inventory of and management plan for the infrastructure needed to provide the waste water services, prepared and certified by a professional engineer.
2. An assessment of the full cost of providing the waste water services and the revenue obtained to provide them.
3. Any other matter specified by the regulations.

Form

(6) The report must be made in a form approved by the Minister.

1. Un inventaire et un plan de gestion, préparés et attestés par un ingénieur, des éléments d'infrastructure nécessaires pour fournir les services d'approvisionnement en eau.
2. Une évaluation du coût total de la fourniture des services d'approvisionnement en eau et des revenus obtenus pour les fournir.
3. Les autres questions que précisent les règlements.

Forme

(6) Le rapport est préparé sous la forme qu'approuve le ministre.

Ventilation du coût total

(7) Le coût total de la fourniture des services d'approvisionnement en eau comprend les coûts de protection des sources d'eau, les coûts d'exploitation, les coûts de financement, les coûts de renouvellement et de remplacement, les coûts d'amélioration liés au captage ou au traitement de l'eau ou à sa distribution au public ainsi que les autres coûts que précisent les règlements.

Rapport sur le coût total des services relatifs aux eaux usées

4. (1) Chaque entité réglementée qui fournit au public des services relatifs aux eaux usées prépare et approuve un rapport écrit sur ces services.

Examen du vérificateur

(2) L'entité réglementée ne doit pas approuver le rapport avant de l'avoir soumis à l'examen du vérificateur municipal et d'avoir reçu l'opinion écrite de celui-ci à son sujet.

Idem

(3) L'opinion du vérificateur municipal porte sur les questions, contient les renseignements et est rédigée selon la formule prescrits et est remise à l'entité réglementée au plus tard à la date qu'elle précise, laquelle précède d'au moins 30 jours le moment où elle est tenue de remettre son rapport au ministre.

Rapport remis au ministre

(4) L'entité réglementée remet au ministre, au plus tard à la date précisée par règlement, le rapport approuvé et l'opinion du vérificateur municipal à son sujet.

Contenu

(5) Le rapport contient les renseignements suivants :

1. Un inventaire et un plan de gestion, préparés et attestés par un ingénieur, des éléments d'infrastructure nécessaires pour fournir les services relatifs aux eaux usées.
2. Une évaluation du coût total de la fourniture des services relatifs aux eaux usées et des revenus obtenus pour les fournir.
3. Les autres questions que précisent les règlements.

Forme

(6) Le rapport est préparé sous la forme qu'approuve le ministre.

Components of full cost

(7) The full cost of providing the waste water services includes the source protection costs, operating costs, financing costs, renewal and replacement costs and improvement costs associated with collecting, treating or discharging waste water and such other costs as may be specified by regulation.

Joint reports

5. (1) The Minister may direct two or more regulated entities to prepare a joint report under subsection 3 (1) or 4 (1) if the Minister considers it appropriate to do so.

Same

(2) The Minister may specify that the joint report is required in lieu of, or in addition to, a report from each of the regulated entities under subsection 3 (1) or 4 (1).

Same

(3) This Act applies, with necessary modifications, with respect to a joint report as if it were a report by a single regulated entity.

Municipal auditor who reviews joint report

(4) The municipal auditor who is required to review and provide an opinion on the joint report for the purpose of section 3 or 4 shall be,

- (a) if the regulated entities that prepared the joint report have delegated their authority to provide water services or waste water services to the same municipal service board, the municipal auditor who is responsible for that board;
- (b) if clause (a) does not apply, the municipal auditor of one of the regulated entities or any other person, as specified by the Minister in the direction given under subsection (1).

Report prepared by Minister

6. (1) The Minister may prepare a report on behalf of a regulated entity if the Minister considers it appropriate to do so.

Same

(2) The regulated entity shall reimburse the Crown for the costs incurred by the Minister in connection with the preparation of the report, in the amount determined by the Minister and within the period specified by the Minister.

Same

(3) If the Minister prepares a report on behalf of a regulated entity, the entity is not required to prepare or submit a report under section 3 or 4 and the entity shall be deemed to have approved the report prepared by the Minister.

Approval of report

7. (1) The Minister may approve the contents of the report of a regulated entity or may require the entity to make specified changes to the report before approving it.

Ventilation du coût total

(7) Le coût total de la fourniture des services relatifs aux eaux usées comprend les coûts de protection des sources d'eau, les coûts d'exploitation, les coûts de financement, les coûts de renouvellement et de remplacement, les coûts d'amélioration liés au captage, à l'épuration ou à l'évacuation des eaux usées ainsi que les autres coûts que précisent les règlements.

Rapports conjoints

5. (1) S'il l'estime approprié, le ministre peut ordonner à deux entités réglementées ou plus de préparer un rapport conjoint en application du paragraphe 3 (1) ou 4 (1).

Idem

(2) Le ministre peut préciser que le rapport conjoint remplace le rapport que chaque entité réglementée est tenue de préparer en application du paragraphe 3 (1) ou 4 (1), ou s'y ajoute.

Idem

(3) La présente loi s'applique, avec les adaptations nécessaires, à l'égard d'un rapport conjoint comme s'il s'agissait du rapport d'une seule entité réglementée.

Vérificateur municipal chargé de l'examen

(4) Le vérificateur municipal tenu, pour l'application de l'article 3 ou 4, d'examiner le rapport conjoint et de donner son opinion à son sujet est le suivant :

- a) le cas échéant, le vérificateur municipal chargé de l'unique commission de services municipaux à qui les entités réglementées qui ont préparé le rapport conjoint ont délégué leur pouvoir de fournir des services d'approvisionnement en eau ou des services relatifs aux eaux usées;
- b) si l'alinéa a) ne s'applique pas, le vérificateur municipal de l'entité réglementée ou l'autre personne que précise le ministre dans la directive donnée en vertu du paragraphe (1).

Rapport préparé par le ministre

6. (1) S'il l'estime approprié, le ministre peut préparer un rapport pour le compte d'une entité réglementée.

Idem

(2) L'entité réglementée rembourse la Couronne des frais engagés par le ministre relativement à la préparation du rapport, selon le montant que fixe ce dernier et dans le délai qu'il précise.

Idem

(3) L'entité réglementée pour le compte de laquelle le ministre prépare un rapport n'est pas tenue de préparer ni de remettre celui prévu à l'article 3 ou 4 et est réputée avoir approuvé celui du ministre.

Approbation du rapport

7. (1) Le ministre peut approuver le contenu du rapport d'une entité réglementée ou peut exiger, comme condition d'approbation, qu'elle y apporte les modifications qu'il précise.

Same

(2) If the Minister requires a regulated entity to make specified changes to a report, the entity shall make the changes within the period specified by the Minister and then shall give the Minister the revised report.

Deemed approval

(3) The Minister shall be deemed to have approved the contents of a report prepared by the Minister.

Effect of approval of report

8. The estimate of the full cost of providing water services or waste water services that is set out in the report approved by a regulated entity under section 3 or 4 shall be deemed, for the purposes of this Act, to be the full cost of providing those services.

COST RECOVERY PLAN**Cost recovery plan for water services**

9. (1) Every regulated entity that provides water services to the public shall prepare and approve a plan describing how the entity intends to pay the full cost of providing those services.

Auditor's review

(2) The regulated entity shall not approve the plan before giving the plan to the municipal auditor for review and receiving the written opinion of the municipal auditor on the plan.

Same

(3) The opinion of the municipal auditor shall address the prescribed matters, contain the prescribed information and be in the prescribed form and shall be submitted to the regulated entity by the date specified by the regulated entity, which shall not be later than 30 days before the regulated entity is required to submit its plan to the Minister.

Plan submitted to Minister

(4) The regulated entity shall submit the approved plan and the municipal auditor's opinion on it to the Minister by the day that is six months after,

- (a) the date prescribed for the purpose of subsection 3 (4);
- (b) if an extension is granted for the purpose of subsection 3 (4), the extended date; or
- (c) if the Minister prepared a report on behalf of the entity, the date the Minister gave the report to the entity.

Contents

(5) The plan must meet the requirements of this Act and the regulations.

Form

(6) The plan must be made in a form approved by the Minister.

Idem

(2) L'entité réglementée dont le ministre exige qu'elle apporte les modifications qu'il précise à un rapport apporte ces modifications dans le délai qu'il précise avant de lui remettre le rapport révisé.

Présomption d'approbation

(3) Le ministre est réputé avoir approuvé le contenu du rapport qu'il a préparé.

Effet de l'approbation du rapport

8. L'estimation du coût total de la fourniture des services d'approvisionnement en eau ou des services relatifs aux eaux usées qui figure dans le rapport qu'approuve l'entité réglementée en application de l'article 3 ou 4 est réputée, pour l'application de la présente loi, constituer le coût total de la fourniture de ces services.

PLAN DE RECOUVREMENT DES COÛTS**Plan de recouvrement des coûts des services d'approvisionnement en eau**

9. (1) Chaque entité réglementée qui fournit au public des services d'approvisionnement en eau prépare et approuve un plan décrivant comment elle entend payer le coût total de la fourniture de ces services.

Examen du vérificateur

(2) L'entité réglementée ne doit pas approuver le plan avant de l'avoir soumis à l'examen du vérificateur municipal et d'avoir reçu l'opinion écrite de celui-ci à son sujet.

Idem

(3) L'opinion du vérificateur municipal porte sur les questions, contient les renseignements et est rédigée selon la formule prescrits et est remise à l'entité réglementée au plus tard à la date qu'elle précise, laquelle précède d'au moins 30 jours le moment où elle est tenue de remettre son plan au ministre.

Plan remis au ministre

(4) L'entité réglementée remet au ministre le plan approuvé et l'opinion du vérificateur municipal à son sujet au plus tard le jour qui tombe six mois après :

- a) soit la date prescrite pour l'application du paragraphe 3 (4);
- b) soit, si une prorogation est accordée pour l'application du paragraphe 3 (4), la nouvelle date;
- c) soit, si le ministre a préparé un rapport pour le compte de l'entité, la date où il le lui a remis.

Contenu

(5) Le plan satisfait aux exigences de la présente loi et des règlements.

Forme

(6) Le plan est préparé sous la forme qu'approuve le ministre.

Sources of revenue

(7) The regulations may specify those sources of revenue that a regulated entity is, or is not, permitted to include in the plan and may impose conditions or restrictions with respect to different sources of revenue.

Restriction

(8) The regulations may specify the maximum amount by which a regulated entity may increase the charges for the provision of the water services for any customer or class of customer over any period of time.

Cost recovery plan for waste water services

10. (1) Every regulated entity that provides waste water services to the public shall prepare and approve a plan describing how the entity intends to pay the full cost of providing those services.

Auditor's review

(2) The regulated entity shall not approve the plan before giving the plan to the municipal auditor for review and receiving the written opinion of the municipal auditor on the plan.

Same

(3) The opinion of the municipal auditor shall address the prescribed matters, contain the prescribed information and be in the prescribed form and shall be submitted to the regulated entity by the date specified by the regulated entity, which shall not be later than 30 days before the regulated entity is required to submit its plan to the Minister.

Plan submitted to Minister

(4) The regulated entity shall submit the approved plan and the municipal auditor's opinion on it to the Minister by the day that is six months after,

- (a) the date prescribed for the purpose of subsection 4 (4);
- (b) if an extension is granted for the purpose of subsection 4 (4), the extended date; or
- (c) if the Minister prepared a report on behalf of the entity, the date the Minister gave the report to the entity.

Contents

(5) The plan must meet the requirements of this Act and the regulations.

Form

(6) The plan must be made in a form approved by the Minister.

Sources of revenue

(7) The regulations may specify those sources of revenue that a regulated entity is, or is not, permitted to include in the plan and may impose conditions or restrictions with respect to different sources of revenue.

Restriction

(8) The regulations may specify the maximum amount by which a regulated entity may increase the charges for

Sources de revenu

(7) Les règlements peuvent préciser les sources de revenu qu'une entité réglementée est autorisée, ou n'est pas autorisée, à inclure dans le plan et peuvent imposer des conditions ou des restrictions à leur égard.

Restriction

(8) Les règlements peuvent préciser l'augmentation maximale qu'une entité réglementée peut appliquer aux frais de fourniture des services d'approvisionnement en eau exigés d'un client ou d'une catégorie de clients au cours d'une période donnée.

Plan de recouvrement des coûts des services relatifs aux eaux usées

10. (1) Chaque entité réglementée qui fournit au public des services relatifs aux eaux usées prépare et approuve un plan décrivant comment elle entend payer le coût total de la fourniture de ces services.

Examen du vérificateur

(2) L'entité réglementée ne doit pas approuver le plan avant de l'avoir soumis à l'examen du vérificateur municipal et d'avoir reçu l'opinion écrite de celui-ci à son sujet.

Idem

(3) L'opinion du vérificateur municipal porte sur les questions, contient les renseignements et est rédigée selon la formule prescrits et est remise à l'entité réglementée au plus tard à la date qu'elle précise, laquelle précède d'au moins 30 jours le moment où elle est tenue de remettre son plan au ministre.

Plan remis au ministre

(4) L'entité réglementée remet au ministre le plan approuvé et l'opinion du vérificateur municipal à son sujet au plus tard le jour qui tombe six mois après :

- a) soit la date prescrite pour l'application du paragraphe 4 (4);
- b) soit, si une prorogation est accordée pour l'application du paragraphe 4 (4), la nouvelle date;
- c) soit, si le ministre a préparé un rapport pour le compte de l'entité, la date où il le lui a remis.

Contenu

(5) Le plan satisfait aux exigences de la présente loi et des règlements.

Forme

(6) Le plan est préparé sous la forme qu'approuve le ministre.

Sources de revenu

(7) Les règlements peuvent préciser les sources de revenu qu'une entité réglementée est autorisée, ou n'est pas autorisée, à inclure dans le plan et peuvent imposer des conditions ou des restrictions à leur égard.

Restriction

(8) Les règlements peuvent préciser l'augmentation maximale qu'une entité réglementée peut appliquer aux

the provision of the waste water services for any customer or class of customer over any period of time.

Joint plans

11. (1) The Minister may direct two or more regulated entities to prepare a joint plan under section 9 or 10 if the Minister considers it appropriate to do so.

Same

(2) The Minister may specify that the joint plan is required in lieu of, or in addition to, a plan from each of the regulated entities under section 9 or 10.

Same

(3) This Act applies, with necessary modifications, with respect to a joint plan as if it were a plan of a single regulated entity.

Municipal auditor who reviews joint plan

(4) The municipal auditor who is required to review and provide an opinion on the joint plan for the purpose of section 9 or 10 shall be,

- (a) if the regulated entities that prepared the joint plan have delegated their authority to provide water services or waste water services to the same municipal service board, the municipal auditor who is responsible for that board;
- (b) if clause (a) does not apply, the municipal auditor of one of the regulated entities or any other person, as specified by the Minister in the direction given under subsection (1).

Plan prepared by Minister

12. (1) The Minister may prepare a plan on behalf of a regulated entity if the Minister considers it appropriate to do so.

Same

(2) The regulated entity shall reimburse the Crown for the costs incurred by the Minister in connection with the preparation of the plan, in the amount determined by the Minister and within the period specified by the Minister.

Same

(3) If the Minister prepares a plan on behalf of a regulated entity, the entity is not required to prepare or submit a plan under section 9 or 10 and the entity shall be deemed to have approved the plan prepared by the Minister.

Charges to customers increased beyond prescribed limits

13. (1) A regulated entity may increase the charges to any customer or class of customer for the provision of water services or waste water services beyond the limit prescribed under section 9 or 10 with the written approval of the Minister under subsection (2).

Minister's approval

(2) The Minister may approve the requested increase in the charges or may approve a lower increase in the

frais de fourniture des services relatifs aux eaux usées exigés d'un client ou d'une catégorie de clients au cours d'une période donnée.

Plans conjoints

11. (1) S'il l'estime approprié, le ministre peut ordonner à deux entités réglementées ou plus de préparer un plan conjoint en application de l'article 9 ou 10.

Idem

(2) Le ministre peut préciser que le plan conjoint remplace le plan que chaque entité réglementée est tenue de préparer en application de l'article 9 ou 10, ou s'y ajoute.

Idem

(3) La présente loi s'applique, avec les adaptations nécessaires, à l'égard d'un plan conjoint comme s'il s'agissait du plan d'une seule entité réglementée.

Vérificateur municipal chargé de l'examen

(4) Le vérificateur municipal tenu, pour l'application de l'article 9 ou 10, d'examiner le plan conjoint et de donner son opinion à son sujet est le suivant :

- a) le cas échéant, le vérificateur municipal chargé de l'unique commission de services municipaux à qui les entités réglementées qui ont préparé le plan conjoint ont délégué leur pouvoir de fournir des services d'approvisionnement en eau ou des services relatifs aux eaux usées;
- b) si l'alinéa a) ne s'applique pas, le vérificateur municipal de l'entité réglementée ou l'autre personne que précise le ministre dans la directive donnée en vertu du paragraphe (1).

Plan préparé par le ministre

12. (1) S'il l'estime approprié, le ministre peut préparer un plan pour le compte d'une entité réglementée.

Idem

(2) L'entité réglementée rembourse la Couronne des frais engagés par le ministre relativement à la préparation du plan, selon le montant que fixe ce dernier et dans le délai qu'il précise.

Idem

(3) L'entité réglementée pour le compte de laquelle le ministre prépare un plan n'est pas tenue de préparer ni de remettre celui prévu à l'article 9 ou 10 et est réputée avoir approuvé celui du ministre.

Augmentation des frais exigés des clients au-delà des limites prescrites

13. (1) Avec l'approbation écrite du ministre visée au paragraphe (2), l'entité réglementée peut augmenter les frais de fourniture des services d'approvisionnement en eau ou des services relatifs aux eaux usées exigés d'un client ou d'une catégorie de clients au-delà de la limite prescrite en application de l'article 9 ou 10.

Approbation du ministre

(2) Le ministre peut approuver l'augmentation des frais que demande l'entité réglementée ou une augmenta-

charges than that requested by the regulated entity if the Minister is of the opinion that,

(a) the regulated entity's approved cost recovery plan requires the increase to pay for the full costs of providing water services or waste water services; or

(b) it is in the public interest to increase the charges.

Conditions

(3) The Minister may attach conditions to an approval under subsection (2).

Effect of approval of plan

14. A regulated entity shall implement its approved cost recovery plan and shall do so no later than the date specified by regulation.

OTHER REPORTING REQUIREMENTS

Periodic reports to the Minister

15. (1) Every regulated entity shall give the Minister progress reports, at such intervals as may be prescribed by regulation, concerning the implementation of its approved cost recovery plan.

Auditor's review

(2) The regulated entity shall not give the Minister a progress report before giving the report to the municipal auditor for review and receiving the written opinion of the municipal auditor on the report.

Same

(3) The opinion of the municipal auditor shall address any matters that, in the opinion of the auditor, should be brought to the attention of the regulated entity regarding its implementation of or actions with respect to its cost recovery plan, and other prescribed matters, shall contain the prescribed information, shall be in the prescribed form and shall be submitted to the regulated entity by the date specified by the regulated entity, which shall not be later than 30 days before the regulated entity is required to submit the progress report to the Minister.

Same

(4) Each report must be accompanied by the municipal auditor's opinion on it.

Contents

(5) Each report must contain the information required by regulation.

Form

(6) Each report must be made in a form approved by the Minister.

Other information

(7) Every regulated entity shall give the Minister such information as the Minister may request concerning the provision of water services and waste water services to the public and shall do so within the period specified by the Minister.

tion inférieure s'il est d'avis que, selon le cas :

a) le plan de recouvrement des coûts approuvé de l'entité réglementée justifie l'augmentation aux fins du recouvrement du coût total de la fourniture des services d'approvisionnement en eau ou des services relatifs aux eaux usées;

b) l'augmentation des frais est dans l'intérêt public.

Conditions

(3) Le ministre peut assortir de conditions l'approbation visée au paragraphe (2).

Effet de l'approbation du plan

14. L'entité réglementée met en oeuvre son plan de recouvrement des coûts approuvé, dans le délai que précisent les règlements.

AUTRES EXIGENCES EN MATIÈRE D'INFORMATION À FOURNIR

Rapports périodiques

15. (1) Chaque entité réglementée remet au ministre des rapports d'étape, aux intervalles que prescrivent les règlements, sur la mise en oeuvre de son plan de recouvrement des coûts approuvé.

Examen du vérificateur

(2) L'entité réglementée ne doit pas remettre au ministre un rapport d'étape avant de l'avoir soumis à l'examen du vérificateur municipal et d'avoir reçu l'opinion écrite de celui-ci à son sujet.

Idem

(3) L'opinion du vérificateur municipal porte sur les questions qui, à son avis, doivent être signalées à l'entité réglementée relativement à la mise en oeuvre de son plan de recouvrement des coûts ou aux mesures qu'elle prend à cet égard. En outre, elle porte sur les autres questions, contient les renseignements et est rédigée selon la formule prescrits et est remise à l'entité réglementée au plus tard à la date qu'elle précise, laquelle précède d'au moins 30 jours le moment où elle est tenue de remettre son rapport d'étape au ministre.

Idem

(4) Chaque rapport est accompagné de l'opinion du vérificateur municipal à son sujet.

Contenu

(5) Chaque rapport contient les renseignements qu'exigent les règlements.

Forme

(6) Chaque rapport est préparé sous la forme qu'approuve le ministre.

Autres renseignements

(7) Chaque entité réglementée remet au ministre, dans le délai qu'il précise, les renseignements qu'il demande concernant la fourniture au public de services d'approvisionnement en eau et de services relatifs aux eaux usées.

Inspection and audit

16. Upon request, every regulated entity shall promptly make its records concerning the provision of water services and waste water services to the public available to the Minister for inspection and audit.

REVISIONS TO REPORTS AND PLANS**Revised report to Minister**

17. (1) A regulated entity shall prepare a revised report setting out its estimate of the full cost of providing water services or waste water services to the public,

- (a) if the entity has reasonable grounds to believe that the estimate does not reflect the full cost of providing the services, as a result of a change in circumstances;
- (b) if, as a result of a change in circumstances, any other information in the report needs to be updated or corrected;
- (c) if the requirements set out in the regulations governing the preparation of the report change; or
- (d) if the Minister directs the entity to revise its report or to make specified changes to the report.

Same

(2) The regulated entity shall give the revised report to the Minister within the period specified in the regulations or, if the Minister has directed the entity to revise its report or make specified changes to the report under clause (1) (d) and has specified a different period in the direction, within the period specified in the direction.

Same

(3) Sections 3 to 6, 20 and 21 apply, with necessary modifications, with respect to the revised report.

Revised cost recovery plan

18. (1) A regulated entity shall prepare a revised plan describing how the entity intends to pay the full cost of providing water services or waste water services to the public,

- (a) if the entity is required to revise its estimate of the full cost of providing the services;
- (b) if, as a result of a change in circumstances, the plan needs to be changed;
- (c) if the requirements set out in the regulations governing the preparation of the plan change; or
- (d) if the Minister directs the entity to revise the plan or to make specified changes to the plan.

Same

(2) The regulated entity shall give the revised plan to the Minister within the period specified in the regulations or, if the Minister has directed the entity to revise its plan

Examen et vérification

16. Sur demande, chaque entité réglementée met promptement ses dossiers concernant la fourniture au public de services d'approvisionnement en eau et de services relatifs aux eaux usées à la disposition du ministre aux fins d'examen et de vérification.

RAPPORTS ET PLANS RÉVISÉS**Rapport révisé**

17. (1) L'entité réglementée révisé son rapport énonçant son estimation du coût total de la fourniture au public de services d'approvisionnement en eau ou de services relatifs aux eaux usées dans l'une ou l'autre des circonstances suivantes :

- a) elle a des motifs raisonnables de croire que l'estimation ne correspond pas au coût total de la fourniture des services par suite d'un changement de circonstances;
- b) d'autres renseignements contenus dans le rapport ont besoin d'être mis à jour ou corrigés par suite d'un changement de circonstances;
- c) les exigences énoncées dans les règlements régissant la préparation du rapport ont changé;
- d) le ministre ordonne à l'entité de réviser son rapport ou d'y apporter les modifications qu'il précise.

Idem

(2) L'entité réglementée remet le rapport révisé au ministre dans le délai que précisent les règlements ou, s'il lui ordonne de le réviser ou d'y apporter les modifications précisées en vertu de l'alinéa (1) d), dans le délai qu'il précise dans la directive, le cas échéant.

Idem

(3) Les articles 3 à 6, 20 et 21 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'égard du rapport révisé.

Plan de recouvrement des coûts révisé

18. (1) L'entité réglementée révisé son plan décrivant comment elle entend payer le coût total de la fourniture au public des services d'approvisionnement en eau ou des services relatifs aux eaux usées dans l'une ou l'autre des circonstances suivantes :

- a) l'entité est tenue de réviser son estimation du coût total de la fourniture des services;
- b) le plan a besoin d'être modifié par suite d'un changement de circonstances;
- c) les exigences énoncées dans les règlements régissant la préparation du plan ont changé;
- d) le ministre ordonne à l'entité de réviser son plan ou d'y apporter les modifications qu'il précise.

Idem

(2) L'entité réglementée remet le plan révisé au ministre dans le délai que précisent les règlements ou, s'il lui ordonne de le réviser ou d'y apporter les modifications

or make specified changes to the plan under clause (1) (d) and has specified a different period in the direction, within the period specified in the direction.

Same

(3) Sections 9 to 13, 20 and 21 apply, with necessary modifications, with respect to the revised plan.

Approvals

19. (1) Sections 7 and 8 apply, with necessary modifications, with respect to a revised report.

Same

(2) Sections 13 and 14 apply, with necessary modifications, with respect to a revised plan.

ENFORCEMENT

Extension of deadlines

20. (1) The Minister may, by order, extend the deadline by which a regulated entity is required to submit a report or plan under this Act and may make the order before or after the deadline has passed.

Same

(2) An extension to a deadline to submit a report under section 3 or 4 shall not exceed six months.

Minister's orders

21. (1) This section applies if, in the opinion of the Minister, any of the following circumstances exist:

1. A regulated entity is not implementing its approved cost recovery plan.
2. A regulated entity is not taking all necessary steps to pay the full cost of providing water services or waste water services, as the case may be, to the public.

Same

(2) The Minister may order a regulated entity to do or refrain from doing such things as the Minister considers advisable to ensure that the entity pays the full cost of providing water services or waste water services, as the case may be, to the public.

Same

(3) Without limiting the generality of subsection (2), an order may require the regulated entity to generate revenue in a specified manner or from a specified source to pay all or part of the cost of providing the services and to make specified or necessary amendments to existing contracts, resolutions or by-laws.

GENERAL

Financial management

22. Every regulated entity shall establish and maintain a dedicated reserve account that segregate from its gen-

précisées en vertu de l'alinéa (1) d), dans le délai qu'il précise dans la directive, le cas échéant.

Idem

(3) Les articles 9 à 13, 20 et 21 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'égard du plan révisé.

Approbations

19. (1) Les articles 7 et 8 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'égard d'un rapport révisé.

Idem

(2) Les articles 13 et 14 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'égard d'un plan révisé.

EXÉCUTION

Prorogation des délais

20. (1) Le ministre peut, par arrêté, proroger le délai dans lequel une entité réglementée est tenue de présenter un rapport ou un plan en application de la présente loi, et ce, avant ou après l'expiration du délai.

Idem

(2) La prorogation du délai de présentation d'un rapport prévu à l'article 3 ou 4 ne peut pas s'étendre sur plus de six mois.

Arrêtés du ministre

21. (1) Le présent article s'applique si le ministre est d'avis que l'une ou l'autre des circonstances suivantes existe :

1. Une entité réglementée ne met pas en oeuvre son plan de recouvrement des coûts approuvé.
2. Une entité réglementée ne prend pas toutes les mesures nécessaires pour payer le coût total de la fourniture au public de services d'approvisionnement en eau ou de services relatifs aux eaux usées, selon le cas.

Idem

(2) Le ministre peut, par arrêté, ordonner à une entité réglementée, selon ce qu'il estime souhaitable, de prendre ou de s'abstenir de prendre les mesures qu'il précise pour faire en sorte qu'elle paie le coût total de la fourniture au public de services d'approvisionnement en eau ou de services relatifs aux eaux usées, selon le cas.

Idem

(3) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (2), l'arrêté peut exiger de l'entité réglementée qu'elle produise des revenus d'une manière ou d'une source précisée afin de payer tout ou partie du coût de la fourniture des services et qu'elle apporte les modifications précisées ou nécessaires à ses contrats, résolutions ou règlements administratifs existants.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Gestion financière

22. Chaque entité réglementée crée et tient, conformément aux règlements, un compte de réserve spécial

eral revenues the revenue allocated in its approved cost recovery plan to pay the full cost (including source protection costs and operating and capital costs) of providing water services or waste water services, and shall do so in accordance with the regulations.

Delegation

23. The Minister may, in writing, delegate any of his or her powers or duties under this Act (including the power to give directions and make orders) to any person or entity, subject to such conditions or restrictions as the Minister considers appropriate.

Regulations

24. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) prescribing those things that are required or permitted by this Act to be prescribed or done by regulation;
- (b) exempting a regulated entity from any requirement of this Act or a regulation, subject to such conditions or restrictions as may be prescribed;
- (c) prescribing accounting standards and rules to be used in connection with the preparation of any report or plan required under this Act.

Scope of regulations

(2) A regulation may be general or particular in its application.

Classes

(3) A regulation may create different classes and may impose different requirements, conditions or restrictions on or relating to each class.

Same

(4) A class may be defined with respect to any attribute, quality or characteristic or any combination of them, and may be defined to consist of or to include or exclude any specified member, whether or not with the same attributes, qualities or characteristics.

Adoption of codes in regulations

(5) A regulation may adopt by reference, in whole or in part, with such changes as the Lieutenant Governor in Council considers necessary, any document, including a code, formula, standard, protocol or procedure, and may require compliance with any document so adopted.

Amendments to codes

(6) The power to adopt by reference and require compliance with a document in subsection (5) includes the power to adopt such a document as it may be amended from time to time.

When effective

(7) The adoption of an amendment to a document that has been adopted by reference comes into effect upon the ministry of the Minister publishing notice of the amend-

afin de gérer séparément de ses revenus généraux les revenus que son plan de recouvrement des coûts approuvé affecte au paiement total du coût, y compris les coûts de protection des sources d'eau, d'exploitation et en capital, de la fourniture de services d'approvisionnement en eau ou de services relatifs aux eaux usées.

Délégation

23. Le ministre peut, par écrit, déléguer à une personne ou entité les pouvoirs ou fonctions que lui attribue la présente loi, y compris le pouvoir de donner des directives et de prendre des arrêtés, sous réserve des conditions ou restrictions qu'il estime appropriées.

Règlements

24. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prescrire tout ce que la présente loi exige ou permet de faire ou de prescrire par règlement;
- b) dispenser une entité réglementée d'une exigence de la présente loi ou d'un règlement, sous réserve des conditions ou restrictions prescrites;
- c) prescrire les normes et les règles comptables applicables à la préparation des rapports ou des plans exigés par la présente loi.

Portée des règlements

(2) Les règlements peuvent avoir une portée générale ou particulière.

Catégories

(3) Les règlements peuvent créer des catégories différentes et peuvent imposer des exigences, des conditions ou des restrictions différentes pour chacune d'elles ou relativement à chacune d'elles.

Idem

(4) Une catégorie peut être définie en fonction d'un attribut, d'une qualité ou d'une caractéristique, ou d'une combinaison de ceux-ci, et peut être définie de manière à se composer des membres précisés, qu'ils possèdent ou non les mêmes attributs, qualités ou caractéristiques, ou à inclure ou à exclure ces membres.

Adoption de codes dans les règlements

(5) Un règlement peut adopter par renvoi, avec les modifications que le lieutenant-gouverneur en conseil juge nécessaires, tout ou partie d'un document, y compris un code, une formule, une norme, un protocole ou une procédure, et en exiger l'observation.

Modification de codes

(6) Le pouvoir d'adopter un document par renvoi et d'en exiger l'observation en vertu du paragraphe (5) comprend celui de l'adopter dans ses versions successives.

Prise d'effet

(7) L'adoption d'une modification apportée à un document qui a été adopté par renvoi prend effet lorsque le ministère du ministre publie un avis de la modification

ment in *The Ontario Gazette* or in the Registry established under the *Environmental Bill of Rights, 1993*.

Retroactivity

(8) A regulation is, if it so provides, effective with reference to a period before it is filed.

Commencement

25. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

26. The short title of this Act is the *Sustainable Water and Sewage Systems Act, 2002*.

EXPLANATORY NOTE

This Explanatory Note was written as a reader's aid to Bill 175 and does not form part of the law. Bill 175 has been enacted as Chapter 29 of the Statutes of Ontario, 2002.

The Bill establishes a new Act, the *Sustainable Water and Sewage Systems Act, 2002*. This Act applies to those municipalities designated in the regulations that provide water services to the public or waste water services to the public. In the Act, they are called "regulated entities".

Regulated entities are required to prepare and approve a report concerning the provision of water services and waste water services. The report must include an inventory of and management plan for the infrastructure needed to provide the services, certified by a professional engineer and an assessment of the full cost of providing the services and the revenue obtained to provide them. The regulations may also specify additional matters to be addressed in the report. Before approving the report, the regulated entity must obtain the municipal auditor's opinion on it and must submit to the Minister of the Environment both the approved report and the municipal auditor's opinion.

The Act specifies that the full cost of providing services includes source protection costs, operating costs, financing costs, renewal and replacement costs and improvement costs. The full cost may also include other costs specified in the regulations.

The Minister may approve each report, and may require changes to a report before approving it. The Minister is also authorized to prepare a report on behalf of a regulated entity, and the entity is required to reimburse the Crown for the costs incurred by the Minister in doing so.

Each regulated entity is also required to prepare a cost recovery plan describing how it intends to pay the full cost of providing the services. The contents of the plan must meet the requirements set out in the regulations. The regulations may specify the sources of revenue that a regulated entity is, or is not, permitted to use in the plan. Before approving the plan, the regulated entity must obtain the municipal auditor's opinion on it and must submit to the Minister both the approved plan and the municipal auditor's opinion.

The Minister is authorized to prepare a cost recovery plan on behalf of a regulated entity, and the entity is required to reimburse the Crown for the costs incurred by the Minister in doing so.

dans la *Gazette de l'Ontario* ou dans le registre établi en application de la *Charte des droits environnementaux de 1993*.

Rétroactivité

(8) Les règlements qui comportent une disposition en ce sens ont un effet rétroactif.

Entrée en vigueur

25. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

26. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2002 sur la durabilité des réseaux d'eau et d'égouts*.

NOTE EXPLICATIVE

La note explicative, rédigée à titre de service aux lecteurs du projet de loi 175, ne fait pas partie de la loi. Le projet de loi 175 a été édicté et constitue maintenant le chapitre 29 des Lois de l'Ontario de 2002.

Le projet de loi crée une nouvelle loi, soit la *Loi de 2002 sur la durabilité des réseaux d'eau et d'égouts*, laquelle s'applique aux municipalités désignées dans les règlements qui fournissent au public des services d'approvisionnement en eau ou des services relatifs aux eaux usées. Elles sont appelées «entités réglementées» dans la Loi.

Les entités réglementées sont tenues de préparer et d'approuver un rapport sur la fourniture de services d'approvisionnement en eau et de services relatifs aux eaux usées. Le rapport contient un inventaire et un plan de gestion, attestés par un ingénieur, des éléments d'infrastructure nécessaires pour fournir les services, ainsi qu'une évaluation du coût total de leur fourniture et des revenus obtenus pour les fournir. Les règlements peuvent préciser d'autres questions à traiter dans le rapport. Avant d'approuver celui-ci, l'entité réglementée doit obtenir l'opinion du vérificateur municipal à son sujet. Elle remet au ministre de l'Environnement le rapport approuvé et cette opinion.

La Loi précise que le coût total de la fourniture des services comprend les coûts de protection des sources d'eau, les coûts d'exploitation, les coûts de financement et les coûts de renouvellement, de remplacement et d'amélioration, en plus de ceux que précisent les règlements.

Le ministre peut approuver chaque rapport et peut exiger, comme condition d'approbation, que des modifications qu'il précise y soient apportées. Le ministre est également autorisé à préparer un rapport pour le compte d'une entité réglementée, qui est alors tenue de rembourser la Couronne des frais qu'il a engagés pour ce faire.

Chaque entité réglementée est également tenue de préparer un plan de recouvrement des coûts décrivant la manière dont elle entend payer le coût total de la fourniture des services. Le contenu du plan doit satisfaire aux exigences des règlements. Ceux-ci peuvent préciser les sources de revenu qu'une entité réglementée est autorisée, ou n'est pas autorisée, à inclure dans son plan. Avant d'approuver celui-ci, l'entité réglementée doit obtenir l'opinion du vérificateur municipal à son sujet. Elle remet au ministre le plan approuvé et cette opinion.

Le ministre est autorisé à préparer un plan pour le compte d'une entité réglementée, qui est alors tenue de rembourser la Couronne des frais qu'il a engagés pour ce faire.

Once a cost recovery plan is approved, the regulated entity is required to implement it no later than the date specified by regulation.

The regulations may also specify the maximum amount of any increase in the amounts payable by customers. However, a regulated entity may increase charges to customers beyond the prescribed maximum with the written approval of the Minister.

Provision is made for amendments to reports and plans, for progress reports by regulated entities on the implementation of their cost recovery plans and for the preparation of joint reports and plans by two or more regulated entities.

The Minister is authorized to make orders requiring regulated entities to do, or refrain from doing, such things as the Minister specifies in order to ensure that the entity pays the full cost of providing the services.

Une fois son plan de recouvrement des coûts approuvé, l'entité réglementée est tenue de le mettre en oeuvre dans le délai que précisent les règlements.

Les règlements peuvent également préciser l'augmentation maximale applicable aux frais exigés des clients. Toutefois, l'entité réglementée peut, avec l'approbation écrite du ministre, augmenter ces frais au-delà de la limite prescrite.

Des dispositions prévoient la modification des rapports et des plans, la préparation par les entités réglementées de rapports d'étape sur la mise en oeuvre de leur plan de recouvrement des coûts ainsi que la préparation de rapports et de plans conjoints par deux entités réglementées ou plus.

Le ministre est autorisé, par arrêté, à ordonner aux entités réglementées de prendre ou de s'abstenir de prendre les mesures qu'il précise pour faire en sorte qu'elles paient le coût total de la fourniture des services.

CHAPTER 30

An Act to enact, amend or revise various Acts related to consumer protection

Assented to December 13, 2002

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Consumer Protection Act, 2002 enacted

1. Schedule A to this Act is hereby enacted.

Motor Vehicle Dealers Act, 2002 enacted

2. Schedule B to this Act is hereby enacted.

Real Estate and Business Brokers Act, 2002 enacted

3. Schedule C to this Act is hereby enacted.

Travel Industry Act, 2002 enacted

4. Schedule D to this Act is hereby enacted.

Amendments to other Acts

5. Schedule E to this Act is hereby enacted.

Commencement

6. (1) Subject to subsections (2) and (3), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Same

(2) The Schedules to this Act come into force as provided in the commencement section at the end of each of the Schedules.

Same

(3) If a Schedule provides that any provisions are to come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor, a proclamation may apply to one or more of those provisions, and proclamations may be issued at different times with respect to any of those provisions.

Short title

7. The short title of this Act is the *Consumer Protection Statute Law Amendment Act, 2002*.

CHAPITRE 30

Loi édictant, modifiant ou révisant diverses lois portant sur la protection du consommateur

Sanctionnée le 13 décembre 2002

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Édiction de la Loi de 2002 sur la protection du consommateur

1. Est édictée l'annexe A de la présente loi.

Édiction de la Loi de 2002 sur le commerce des véhicules automobiles

2. Est édictée l'annexe B de la présente loi.

Édiction de la Loi de 2002 sur le courtage commercial et immobilier

3. Est édictée l'annexe C de la présente loi.

Édiction de la Loi de 2002 sur le secteur du voyage

4. Est édictée l'annexe D de la présente loi.

Modification d'autres lois

5. Est édictée l'annexe E de la présente loi.

Entrée en vigueur

6. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Idem

(2) Les annexes de la présente loi entrent en vigueur comme le prévoient les articles sur leur entrée en vigueur figurant à la fin de chacune d'elles.

Idem

(3) Si une annexe prévoit que l'une ou l'autre de ses dispositions entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation, celle-ci peut s'appliquer à une ou plusieurs dispositions, et des proclamations différentes peuvent être prises à des dates différentes en ce qui les concerne.

Titre abrégé

7. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2002 modifiant des lois en ce qui concerne la protection du consommateur*.

**SCHEDULE A
CONSUMER PROTECTION
ACT, 2002****CONTENTS****PART I
INTERPRETATION AND APPLICATION**

1. Interpretation
2. Application
3. Anti-avoidance
4. Consumer agreements
5. Disclosure of information

**PART II
CONSUMER RIGHTS AND
WARRANTIES**

6. Rights reserved
7. No waiver of substantial and procedural rights
8. Class proceedings
9. Quality of services
10. Estimates
11. Ambiguities to benefit consumer
12. Charging consumers for assistance
13. Unsolicited goods or services: relief from legal obligations

**PART III
UNFAIR PRACTICES**

14. False, misleading or deceptive representation
15. Unconscionable representation
16. Renegotiation of price
17. Unfair practices prohibited
18. Rescinding agreement
19. Transition

**PART IV
RIGHTS AND OBLIGATIONS
RESPECTING SPECIFIC CONSUMER
AGREEMENTS****DEFINITIONS AND APPLICATION**

20. Interpretation

FUTURE PERFORMANCE AGREEMENTS

21. Application of sections
22. Requirements for future performance agreements
23. Cancelling future performance agreements
24. Rights in other goods not enforceable
25. No repossession after two-thirds paid except by leave of court
26. Late delivery

TIME SHARE AGREEMENTS

27. Requirements for time share agreements
28. Cancellation: cooling-off period

**ANNEXE A
LOI DE 2002 SUR LA PROTECTION
DU CONSOMMATEUR****SOMMAIRE****PARTIE I
INTERPRÉTATION ET CHAMP D'APPLICATION**

1. Interprétation
2. Champ d'application
3. Disposition anti-évitement
4. Conventions de consommation
5. Divulgence de renseignements

**PARTIE II
DROITS ET GARANTIES ACCORDÉS
AU CONSOMMATEUR**

6. Autres droits
7. Aucune renonciation aux droits substantiels et procéduraux
8. Recours collectif
9. Qualité du service
10. Prix estimatif
11. Interprétation en faveur du consommateur
12. Interdiction d'exiger des frais pour une aide
13. Marchandises ou services non sollicités : dégageant de l'obligation légale

**PARTIE III
PRATIQUES DÉLOYALES**

14. Assertion fausse, trompeuse ou mensongère
15. Assertion abusive
16. Renégociation du prix
17. Interdiction des pratiques déloyales
18. Résolution de la convention
19. Disposition transitoire

**PARTIE IV
DROITS ET OBLIGATIONS DÉCOULANT
DE CERTAINES CONVENTIONS
DE CONSOMMATION****DÉFINITIONS ET CHAMP D'APPLICATION**

20. Interprétation

CONVENTIONS À EXÉCUTION DIFFÉRÉE

21. Champ d'application des articles
22. Exigences relatives à la convention à exécution différée
23. Résiliation de la convention à exécution différée
24. Droits sur d'autres marchandises non exécutoires
25. Restriction du droit de reprise de possession
26. Livraison tardive

CONVENTIONS DE MULTIPROPRIÉTÉ

27. Exigences relatives à la convention de multipropriété
28. Résiliation : délai de réflexion

PERSONAL DEVELOPMENT SERVICES

- 29. Application
- 30. Requirements for personal development services agreements
- 31. Agreements for one year only
- 32. Only one agreement
- 33. Initiation fee
- 34. Instalment plans
- 35. Cancellation: cooling-off period
- 36. Trustee for payment for unavailable services

INTERNET AGREEMENTS

- 37. Application
- 38. Disclosure of information
- 39. Copy of internet agreement
- 40. Cancellation of internet agreement

DIRECT AGREEMENTS

- 41. Application
- 42. Requirements for direct agreements
- 43. Cancellation: cooling-off period

REMOTE AGREEMENTS

- 44. Application
- 45. Disclosure of information
- 46. Copy of remote agreement
- 47. Cancellation of remote agreement

**PART V
SECTORS WHERE
ADVANCE FEE PROHIBITED**

- 48. Definitions
- 49. Requirements for consumer agreements
- 50. Advance payments prohibited
- 51. Cancellation: cooling-off period
- 52. Officers, directors
- 53. Prohibited representations
- 54. Transition

**PART VI
REPAIRS TO
MOTOR VEHICLES AND
OTHER GOODS**

- 55. Definitions
- 56. Estimates
- 57. Estimate fee
- 58. Authorization required
- 59. Authorization not in writing
- 60. Posting signs
- 61. Return of parts
- 62. Invoice
- 63. Warranty for vehicles
- 64. Consistent cost
- 65. Transition

**PART VII
CREDIT AGREEMENTS**

GENERAL

- 66. Definitions
- 67. Non-application of Part
- 68. Agreement for credit card

SERVICES DE PERFECTIONNEMENT PERSONNEL

- 29. Champ d'application
- 30. Exigences relatives à la convention de services de perfectionnement personnel
- 31. Convention d'une durée d'un an seulement
- 32. Convention unique
- 33. Droit d'entrée
- 34. Paiement par versements échelonnés
- 35. Résiliation : délai de réflexion
- 36. Fiduciaire des paiements pour services non disponibles

CONVENTIONS ÉLECTRONIQUES

- 37. Champ d'application
- 38. Divulcation de renseignements
- 39. Copie de la convention électronique
- 40. Résiliation de la convention électronique

CONVENTIONS DIRECTES

- 41. Champ d'application
- 42. Exigences relatives à la convention directe
- 43. Résiliation : délai de réflexion

CONVENTIONS À DISTANCE

- 44. Champ d'application
- 45. Divulcation de renseignements
- 46. Copie de la convention à distance
- 47. Résiliation de la convention à distance

**PARTIE V
DOMAINES OÙ LES PAIEMENTS
ANTICIPÉS SONT INTERDITS**

- 48. Définitions
- 49. Exigences relatives à la convention de consommation
- 50. Paiements anticipés interdits
- 51. Résiliation : délai de réflexion
- 52. Dirigeants, administrateurs
- 53. Assertions interdites
- 54. Disposition transitoire

**PARTIE VI
RÉPARATIONS DE VÉHICULES
AUTOMOBILES ET D'AUTRES
MARCHANDISES**

- 55. Définitions
- 56. Devis
- 57. Frais de devis
- 58. Autorisation requise
- 59. Autorisation écrite
- 60. Affichage d'écriteaux
- 61. Pièces rendues
- 62. Facture
- 63. Garantie relative aux véhicules
- 64. Coût stable
- 65. Disposition transitoire

**PARTIE VII
CONVENTIONS DE CRÉDIT**

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- 66. Définitions
- 67. Non-application de la présente partie
- 68. Convention relative à une carte de crédit

- 69. Limiting liability for unauthorized charges
- 70. Consequence of non-disclosure
- 71. Correcting errors
- 72. Required insurance
- 73. Termination of optional services
- 74. Deferral of payments
- 75. Default charges
- 76. Prepayment

DISCLOSURE

- 77. Representations
- 78. Disclosure of brokerage fee
- 79. Initial disclosure statement
- 80. Subsequent disclosure: fixed credit
- 81. Subsequent disclosure: open credit

ASSIGNMENT OF SECURITY FOR CREDIT

- 82. Assignment of negotiable instrument
- 83. Obligations of assignee of lender
- 84. Order to pay indemnity
- 85. Allowance for trade-in subject to adjustment

**PART VIII
LEASING**

- 86. Definitions
- 87. Application of Part
- 88. Advertising
- 89. Disclosure statement
- 90. Compensation re: termination of lease

**PART IX
PROCEDURES
FOR CONSUMER REMEDIES**

- 91. Application
- 92. Form of consumer notice
- 93. Consumer agreements not binding
- 94. Cancellation
- 95. Effect of cancellation
- 96. Obligations on cancellation
- 97. Title to goods under trade-in arrangement
- 98. Illegal payments
- 99. Consumer's recourse re: credit card charges
- 100. Action in Superior Court of Justice
- 101. Waiver of notice

**PART X
POWERS AND DUTIES OF MINISTER
AND DIRECTOR**

- 102. Powers of Minister
- 103. Duties of Director
- 104. Fees

**PART XI
GENERAL**

- 105. Ministry receives complaints and makes inquiries
- 106. Appointment of investigators
- 107. Search warrant
- 108. Searches in exigent circumstances
- 109. False, misleading or deceptive representation
- 110. Freeze order
- 111. Compliance order
- 112. Order for immediate compliance
- 113. Appeal
- 114. Undertaking of voluntary compliance

- 69. Responsabilité limitée : débits non autorisés
- 70. Conséquence de la non-divulgence
- 71. Correction des erreurs
- 72. Assurance exigée
- 73. Annulation des services facultatifs
- 74. Report des paiements
- 75. Frais de défaut
- 76. Paiement anticipé

DÉCLARATIONS

- 77. Assertions
- 78. Déclaration des frais de courtage
- 79. Déclaration initiale
- 80. Déclaration subséquente : crédit fixe
- 81. Déclaration subséquente : crédit en blanc

CESSION D'UNE GARANTIE DE CRÉDIT

- 82. Cession d'un titre négociable
- 83. Obligations du cessionnaire
- 84. Ordonnance d'indemnisation
- 85. Valeur de reprise

**PARTIE VIII
LOCATION À LONG TERME**

- 86. Définitions
- 87. Application de la présente partie
- 88. Publicité
- 89. Déclaration
- 90. Indemnité : annulation de la convention de location

**PARTIE IX
PROCÉDURES RELATIVES AUX RÉPARATIONS
DEMANDÉES PAR LE CONSOMMATEUR**

- 91. Champ d'application
- 92. Forme de l'avis du consommateur
- 93. Effet de non-respect de la Loi
- 94. Résiliation
- 95. Effet de la résiliation
- 96. Obligations par suite de la résiliation
- 97. Propriété aux termes d'une convention de reprise
- 98. Paiements illicites
- 99. Recours du consommateur : cartes de crédit
- 100. Action devant la Cour supérieure de justice
- 101. Abandon de l'avis

**PARTIE X
POUVOIRS ET FONCTIONS DU MINISTRE
ET DU DIRECTEUR**

- 102. Pouvoirs du ministre
- 103. Fonctions du directeur
- 104. Droits

**PARTIE XI
DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

- 105. Plaintes et demandes de renseignements
- 106. Nomination d'enquêteurs
- 107. Mandat de perquisition
- 108. Perquisitions en cas d'urgence
- 109. Assertion fausse, trompeuse ou mensongère
- 110. Ordonnance de blocage
- 111. Ordonnance d'observation
- 112. Ordonnance d'observation immédiate
- 113. Appel
- 114. Engagement d'observation volontaire

- 115. Restraining orders
- 116. Offences
- 117. Orders for compensation, restitution
- 118. Default in payment of fines
- 119. Liens and charges
- 120. Matters confidential
- 121. Service by the Director of notice or order
- 122. Certificate as evidence
- 123. Lieutenant Governor in Council regulations:
general

PART XII**COMMENCEMENT AND SHORT TITLE**

- 124. Commencement
- 125. Short title

PART I**INTERPRETATION AND APPLICATION****Interpretation****1. In this Act,**

“consumer” means an individual acting for personal, family or household purposes and does not include a person who is acting for business purposes; (“consommateur”)

“consumer agreement” means an agreement between a supplier and a consumer in which the supplier agrees to supply goods or services for payment; (“convention de consommation”)

“consumer transaction” means any act or instance of conducting business or other dealings with a consumer, including a consumer agreement; (“opération de consommation”)

“credit card” means a card or device under which a borrower can obtain advances under a credit agreement, as defined in Part VII, for open credit; (“carte de crédit”)

“Director” means the person designated as the Director under the *Ministry of Consumer and Business Services Act*; (“directeur”)

“future performance agreement” means a consumer agreement in respect of which delivery, performance or payment in full is not made when the parties enter the agreement; (“convention à exécution différée”)

“goods” means any type of property; (“marchandises”)

“initiation fee” means a fee in addition to an annual membership fee; (“droit d’entrée”)

“loan broker” means,

- (a) a supplier of loan brokering, or
- (b) a person who holds themselves out to be a person described in clause (a); (“courtier en prêts”)

“loan brokering” means services or goods that are intended to assist a consumer in obtaining a loan of money, including obtaining a loan of money from the loan broker’s own funds; (“courtage en prêts”)

- 115. Ordonnance de ne pas faire
- 116. Infractions
- 117. Ordonnance : indemnité ou restitution
- 118. Défaut de paiement d’amende
- 119. Privilèges et charges
- 120. Confidentialité
- 121. Signification par le directeur de l’avis ou de l’ordonnance
- 122. Déclaration admissible en preuve
- 123. Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil : dispositions générales

PARTIE XII**ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ**

- 124. Entrée en vigueur
- 125. Titre abrégé

PARTIE I**INTERPRÉTATION ET CHAMP D’APPLICATION****Interprétation**

1. Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente loi.

«année» Période de 365 ou, dans le cas d’une année bissextile, de 366 jours consécutifs. («year»)

«assertion» Assertion, affirmation, déclaration, offre, demande ou proposition qui est ou se présente comme étant faite :

- a) soit au sujet ou en vue de la fourniture de marchandises ou de services aux consommateurs;
- b) soit afin de recevoir un paiement pour des marchandises ou des services fournis ou présentés comme étant fournis aux consommateurs. («representation»)

«carte de crédit» Carte ou dispositif qui permet à l’emprunteur d’obtenir des avances aux termes d’une convention de crédit, au sens de la partie VII, qui est une convention de crédit en blanc. («credit card»)

«consommateur» Particulier qui agit à des fins personnelles, familiales ou domestiques, mais non commerciales. («consumer»)

«convention à exécution différée» Convention de consommation à l’égard de laquelle la livraison, l’exécution ou le paiement intégral n’a pas lieu au moment de sa conclusion par les parties. («future performance agreement»)

«convention de consommation» Convention que le fournisseur conclut avec le consommateur selon laquelle il convient de fournir des marchandises ou des services moyennant paiement. («consumer agreement»)

«convention de reprise» Arrangement selon lequel le consommateur convient de vendre ses marchandises ou ses services au fournisseur, qui les accepte au titre de tout ou partie de la contrepartie de la fourniture de marchandises ou de services. («trade-in arrangement»)

«courtage en prêts» Services ou marchandises qui visent à aider le consommateur à obtenir un prêt d’argent, y

“loan of money” includes credit that is made available to the consumer; (“prêt d’argent”)

“Minister” means the Minister of Consumer and Business Services or such other member of the Executive Council to whom the administration of this Act may be assigned under the *Executive Council Act*; (“ministre”)

“Ministry” means the Ministry of Consumer and Business Services; (“ministère”)

“officer” includes the chair and any vice-chair of the board of directors, the president and any vice-president, the secretary and assistant secretary, the treasurer and assistant treasurer and the general manager and assistant general manager of the corporation or a partner or general manager and assistant general manager of a partnership, any other individual designated as an officer by by-law or resolution or any other individual who performs functions normally performed by an individual occupying such office; (“dirigeant”)

“open credit” means credit under a credit agreement, as defined in Part VII, that,

- (a) anticipates multiple advances to be made as requested by the borrower in accordance with the agreement, and
- (b) does not define the total amount to be advanced to the borrower under the agreement, although it may impose a credit limit; (“crédit en blanc”)

“payment” means consideration of any kind, including an initiation fee; (“paiement”)

“prescribed” means prescribed by regulations made under this Act; (“prescrit”)

“representation” means a representation, claim, statement, offer, request or proposal that is or purports to be,

- (a) made respecting or with a view to the supplying of goods or services to consumers, or
- (b) made for the purpose of receiving payment for goods or services supplied or purporting to be supplied to consumers; (“assertion”)

“services” means anything other than goods, including any service, right, entitlement or benefit; (“services”)

“supplier” means a person who is in the business of selling, leasing or trading in goods or services or is otherwise in the business of supplying goods or services, and includes an agent of the supplier and a person who holds themselves out to be a supplier or an agent of the supplier; (“fournisseur”)

“trade-in allowance” means the greater of,

- (a) the price or value of the consumer’s goods or services as set out in a trade-in arrangement, and
- (b) the market value of the consumer’s goods or services when taken in trade under a trade-in arrangement; (“valeur de reprise”)

“trade-in arrangement” means an arrangement under which a consumer agrees to sell his or her own goods or services to the supplier and the supplier accepts the goods or services as all or part of the consideration for supplying goods or services; (“convention de reprise”)

compris un prêt d’argent provenant des propres fonds du courtier en prêts. («loan brokering»)

«courtier en prêts» Selon le cas :

- a) le fournisseur de courtage en prêts;
- b) quiconque se fait passer pour une personne visée à l’alinéa a). («loan broker»)

«crédit en blanc» Crédit accordé aux termes d’une convention de crédit, au sens de la partie VII, qui :

- a) d’une part, prévoit le versement d’avances multiples lorsque l’emprunteur les demande conformément à la convention;
- b) d’autre part, ne fixe pas la somme totale à avancer à l’emprunteur, bien que la convention puisse imposer une limite de crédit. («open credit»)

«directeur» La personne désignée directeur en vertu de la *Loi sur le ministère des Services aux consommateurs et aux entreprises*. («Director»)

«dirigeant» S’entend notamment du président et d’un vice-président du conseil d’administration, du président, d’un vice-président, du secrétaire, du secrétaire adjoint, du trésorier, du trésorier adjoint, du directeur général et du directeur général adjoint de la personne morale, de l’associé, du directeur général et du directeur général adjoint d’une société de personnes, des autres particuliers désignés à titre de dirigeant par règlement administratif ou résolution, des autres particuliers qui exercent des fonctions qu’exerce normalement le titulaire d’un tel poste. («officer»)

«droit d’entrée» Droit payable en plus d’un droit d’adhésion annuel. («initiation fee»)

«fournisseur» Quiconque exerce l’activité de fournir des marchandises ou des services, notamment en les offrant, en les vendant, en les louant ou en en faisant le commerce. S’entend en outre du mandataire du fournisseur et de quiconque se fait passer pour l’un d’eux. («supplier»)

«marchandises» Tout genre de biens. («goods»)

«ministère» Le ministère des Services aux consommateurs et aux entreprises. («Ministry»)

«ministre» Le ministre des Services aux consommateurs et aux entreprises ou l’autre membre du Conseil exécutif qui est chargé de l’application de la présente loi en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*. («Minister»)

«opération de consommation» Acte consistant à exercer une activité ou à faire affaire avec un consommateur, y compris une convention de consommation. («consumer transaction»)

«paiement» Contrepartie de toute nature, y compris un droit d’entrée. («payment»)

«prescrit» Prescrit par les règlements pris en application de la présente loi. («prescribed»)

«prêt d’argent» S’entend en outre du crédit offert au consommateur. («loan of money»)

«services» Tout ce qui n’est pas des marchandises, y compris tout service, droit ou avantage. («services»)

“Tribunal” means the Licence Appeal Tribunal established under the *Licence Appeal Tribunal Act, 1999* or such other tribunal as may be prescribed; (“Tribunal”)

“year” means a period of 365 consecutive days or, if the period includes February 29, 366 consecutive days. (“année”)

Application

2. (1) Subject to this section, this Act applies in respect of all consumer transactions if the consumer or the person engaging in the transaction with the consumer is located in Ontario when the transaction takes place.

Exceptions

- (2) This Act does not apply in respect of,
- (a) consumer transactions regulated under the *Securities Act*;
 - (b) financial services related to investment products or income securities;
 - (c) financial products or services regulated under the *Insurance Act*, the *Credit Unions and Caisses Populaires Act, 1994*, the *Mortgage Brokers Act* or the *Loan and Trust Corporations Act*;
 - (d) consumer transactions regulated under the *Commodity Futures Act*;
 - (e) prescribed professional services that are regulated under a statute of Ontario;
 - (f) consumer transactions for the purchase, sale or lease of real property, except transactions with respect to time share agreements as defined in section 20; and
 - (g) consumer transactions regulated under the *Tenant Protection Act, 1997*.

Same

(3) This Act does not apply to the supply of a public utility or to any charge for the transmission, distribution or storage of gas as defined in the *Ontario Energy Board Act, 1998* if such charge has been approved by the Ontario Energy Board.

Marketers of gas, retailers of electricity

(4) Despite subsection (3), this Act applies to a transaction with,

- (a) a gas marketer who is a supplier; and

«Tribunal» Le Tribunal d'appel en matière de permis créé en application de la *Loi de 1999 sur le Tribunal d'appel en matière de permis* ou l'autre tribunal qui est prescrit. («Tribunal»)

«valeur de reprise» La plus élevée des sommes suivantes :

- a) le prix ou la valeur des marchandises ou des services du consommateur fixé dans une convention de reprise;
- b) la valeur marchande des marchandises ou des services du consommateur lorsqu'ils sont pris en échange aux termes d'une convention de reprise. («trade-in allowance»)

Champ d'application

2. (1) Sous réserve du présent article, la présente loi s'applique à toute opération de consommation si le consommateur ou la personne qui la mène avec lui se trouve en Ontario lorsqu'elle a lieu.

Exceptions

- (2) La présente loi ne s'applique pas à ce qui suit :
- a) les opérations de consommation réglementées en application de la *Loi sur les valeurs mobilières*;
 - b) les services financiers qui se rapportent aux produits de placement ou aux valeurs mobilières à revenu;
 - c) les produits ou services financiers réglementés en application de la *Loi sur les assurances*, de la *Loi de 1994 sur les caisses populaires et les credit unions*, de la *Loi sur les courtiers en hypothèques* ou de la *Loi sur les sociétés de prêt et de fiducie*;
 - d) les opérations de consommation réglementées en application de la *Loi sur les contrats à terme sur marchandises*;
 - e) les services professionnels prescrits réglementés en application d'une loi de l'Ontario;
 - f) les opérations de consommation visant l'achat, la vente ou la location à bail de biens immeubles, sauf les opérations concernant des conventions de multipropriété, au sens de l'article 20;
 - g) les opérations de consommation réglementées en application de la *Loi de 1997 sur la protection des locataires*.

Idem

(3) La présente loi ne s'applique pas à la fourniture d'un service public ni aux frais de transport, de distribution ou de stockage du gaz au sens de la *Loi de 1998 sur la Commission de l'énergie de l'Ontario* qui ont reçu l'approbation de la Commission de l'énergie de l'Ontario.

Agents de commercialisation de gaz et détaillants en électricité

(4) Malgré le paragraphe (3), la présente loi s'applique aux opérations conclues avec :

- a) d'une part, les agents de commercialisation de gaz qui sont des fournisseurs;

(b) a retailer of electricity who is a supplier.

Definitions

(5) In this section,

“gas marketer” means a gas marketer as defined in Part IV of the *Ontario Energy Board Act, 1998*; (“agent de commercialisation de gaz”)

“public utility” means water, artificial or natural gas, electrical power or energy, steam or hot water; (“service public”)

“retailer of electricity” means a retailer as defined in the *Electricity Act, 1998*. (“détaillant en électricité”)

Anti-avoidance

3. In determining whether this Act applies to an entity or transaction, a court or other tribunal shall consider the real substance of the entity or transaction and in so doing may disregard the outward form.

Consumer agreements

4. A consumer agreement that meets the criteria of more than one type of agreement to which this Act applies shall comply with the provisions that apply to each type of agreement for which it meets the criteria except where the application of the provisions is excluded as prescribed.

Disclosure of information

5. (1) If a supplier is required to disclose information under this Act, the disclosure must be clear, comprehensible and prominent.

Delivery of information

(2) If a supplier is required to deliver information to a consumer under this Act, the information must, in addition to satisfying the requirements in subsection (1), be delivered in a form in which it can be retained by the consumer.

PART II CONSUMER RIGHTS AND WARRANTIES

Rights reserved

6. Nothing in this Act shall be interpreted to limit any right or remedy that a consumer may have in law.

No waiver of substantive and procedural rights

7. (1) The substantive and procedural rights given under this Act apply despite any agreement or waiver to the contrary.

Limitation on effect of term requiring arbitration

(2) Without limiting the generality of subsection (1), any term or acknowledgment in a consumer agreement or a related agreement that requires or has the effect of requiring that disputes arising out of the consumer agreement be submitted to arbitration is invalid insofar as it prevents a consumer from exercising a right to commence

b) d'autre part, les détaillants en électricité qui sont des fournisseurs.

Définitions

(5) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«agent de commercialisation de gaz» S'entend au sens de la partie IV de la *Loi de 1998 sur la Commission de l'énergie de l'Ontario*. («gas marketer»)

«détaillant en électricité» S'entend du détaillant au sens de la *Loi de 1998 sur l'électricité*. («retailer of electricity»)

«service public» Eau, gaz naturel ou synthétique, électricité, vapeur ou eau chaude. («public utility»)

Disposition anti-évitement

3. Le tribunal tient compte de la nature véritable d'une entité ou d'une opération lorsqu'il détermine si la présente loi s'y applique et, ce faisant, il peut faire abstraction de sa forme.

Conventions de consommation

4. La convention de consommation qui répond aux critères d'au moins deux types de conventions que vise la présente loi doit être conforme aux dispositions qui s'appliquent à chacun de ces types, sauf si elle est soustraite à leur application par règlement.

Divulgence de renseignements

5. (1) Le fournisseur qui est tenu de divulguer des renseignements en application de la présente loi les divulgue de façon qu'ils soient clairs, compréhensibles et bien en évidence.

Remise de renseignements

(2) Les renseignements que le fournisseur est tenu de remettre au consommateur en application de la présente loi doivent, en plus de satisfaire aux exigences du paragraphe (1), être remis sous une forme que le consommateur peut conserver.

PARTIE II DROITS ET GARANTIES ACCORDÉS AU CONSOMMATEUR

Autres droits

6. La présente loi n'a pas pour effet de limiter les droits ou recours que la loi accorde au consommateur.

Aucune renonciation aux droits substantiels et procéduraux

7. (1) Les droits substantiels et procéduraux accordés en application de la présente loi s'appliquent malgré toute convention ou renonciation à l'effet contraire.

Restriction de l'effet d'une condition exigeant l'arbitrage

(2) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1), est invalide, dans la mesure où elle empêche le consommateur d'exercer son droit d'introduire une action devant la Cour supérieure de justice en vertu de la présente loi, la condition ou la reconnaissance, énoncée dans une convention de consommation ou une convention

an action in the Superior Court of Justice given under this Act.

Procedure to resolve dispute

(3) Despite subsections (1) and (2), after a dispute over which a consumer may commence an action in the Superior Court of Justice arises, the consumer, the supplier and any other person involved in the dispute may agree to resolve the dispute using any procedure that is available in law.

Settlements or decisions

(4) A settlement or decision that results from the procedure agreed to under subsection (3) is as binding on the parties as such a settlement or decision would be if it were reached in respect of a dispute concerning an agreement to which this Act does not apply.

Non-application of *Arbitration Act, 1991*

(5) Subsection 7 (1) of the *Arbitration Act, 1991* does not apply in respect of any proceeding to which subsection (2) applies unless, after the dispute arises, the consumer agrees to submit the dispute to arbitration.

Class proceedings

8. (1) A consumer may commence a proceeding on behalf of members of a class under the *Class Proceedings Act, 1992* or may become a member of a class in such a proceeding in respect of a dispute arising out of a consumer agreement despite any term or acknowledgment in the consumer agreement or a related agreement that purports to prevent or has the effect of preventing the consumer from commencing or becoming a member of a class proceeding.

Procedure to resolve dispute

(2) After a dispute that may result in a class proceeding arises, the consumer, the supplier and any other person involved in it may agree to resolve the dispute using any procedure that is available in law.

Settlements or decisions

(3) A settlement or decision that results from the procedure agreed to under subsection (2) is as binding on the parties as such a settlement or decision would be if it were reached in respect of a dispute concerning an agreement to which this Act does not apply.

Non-application of *Arbitration Act, 1991*

(4) Subsection 7 (1) of the *Arbitration Act, 1991* does not apply in respect of any proceeding to which subsection (1) applies unless, after the dispute arises, the consumer agrees to submit the dispute to arbitration.

Quality of services

9. (1) The supplier is deemed to warrant that the services supplied under a consumer agreement are of a reasonably acceptable quality.

Quality of goods

(2) The implied conditions and warranties applying to the sale of goods by virtue of the *Sale of Goods Act* are deemed to apply with necessary modifications to goods

connexe, qui exige ou a pour effet d'exiger que les différends relatifs à la convention de consommation soient soumis à l'arbitrage.

Procédure de règlement de différend

(3) Malgré les paragraphes (1) et (2), le consommateur, le fournisseur et les autres personnes touchées par un différend au sujet duquel le consommateur peut introduire une action devant la Cour supérieure de justice peuvent convenir de le régler au moyen de toute procédure que prévoit la loi.

Règlement ou décision

(4) Le règlement ou la décision qui résulte de la procédure convenue en vertu du paragraphe (3) lie les parties dans la même mesure que s'il avait été atteint à la suite d'un différend relatif à une convention que ne vise pas la présente loi.

Non-application de la *Loi de 1991 sur l'arbitrage*

(5) Le paragraphe 7 (1) de la *Loi de 1991 sur l'arbitrage* ne s'applique pas à l'instance visée au paragraphe (2), sauf si, après la naissance du différend, le consommateur consent à le soumettre à l'arbitrage.

Recours collectif

8. (1) Le consommateur peut, en vertu de la *Loi de 1992 sur les recours collectifs*, introduire une instance au nom des membres d'un groupe ou devenir membre d'un groupe dans une telle instance à l'égard d'un différend relatif à une convention de consommation malgré toute condition ou reconnaissance, énoncée dans la convention de consommation ou une convention connexe, qui aurait ou a pour effet de l'empêcher d'introduire un recours collectif ou de devenir membre d'un tel groupe.

Procédure de règlement de différend

(2) Le consommateur, le fournisseur et les autres personnes touchées par un différend qui peut donner lieu à un recours collectif peuvent convenir de le régler au moyen de toute procédure que prévoit la loi.

Règlement ou décision

(3) Le règlement ou la décision qui résulte de la procédure convenue en vertu du paragraphe (2) lie les parties dans la même mesure que s'il résultait d'un différend relatif à une convention que ne vise pas la présente loi.

Non-application de la *Loi de 1991 sur l'arbitrage*

(4) Le paragraphe 7 (1) de la *Loi de 1991 sur l'arbitrage* ne s'applique pas à l'instance visée au paragraphe (1), sauf si le consommateur consent à soumettre le différend à l'arbitrage.

Qualité du service

9. (1) Le fournisseur qui fournit des services aux termes d'une convention de consommation est réputé garantir qu'ils sont de qualité raisonnablement acceptable.

Qualité des marchandises

(2) Les conditions et les garanties implicites qui s'appliquent à la vente d'objets sous le régime de la *Loi sur la vente d'objets* sont réputées s'appliquer, avec les adapta-

that are leased or traded or otherwise supplied under a consumer agreement

Same

(3) Any term or acknowledgement, whether part of the consumer agreement or not, that purports to negate or vary any implied condition or warranty under the *Sale of Goods Act* or any deemed condition or warranty under this Act is void.

Same

(4) If a term or acknowledgement referenced in subsection (3) is a term of the agreement, it is severable from the agreement and shall not be evidence of circumstances showing an intent that the deemed or implied warranty or condition does not apply.

Estimates

10. (1) If a consumer agreement includes an estimate, the supplier shall not charge the consumer an amount that exceeds the estimate by more than 10 per cent.

Performance of consumer agreement

(2) If a supplier charges an amount that exceeds the estimate by more than 10 per cent, the consumer may require that the supplier provide the goods or services at the estimated price.

Subsequent agreement

(3) Nothing in this section prevents a consumer and a supplier from agreeing to amend the estimate or price in a consumer agreement, if the consumer requires additional or different goods or services.

Ambiguities to benefit consumer

11. Any ambiguity that allows for more than one reasonable interpretation of a consumer agreement provided by the supplier to the consumer or of any information that must be disclosed under this Act shall be interpreted to the benefit of the consumer.

Charging consumers for assistance

12. No person shall charge a consumer for assisting the consumer to obtain any benefit, right or protection to which the consumer is entitled under this Act, unless, before the consumer agrees to pay the charge, the person discloses the entitlement's existence and direct availability to the consumer and the cost, if any, the consumer would be required to pay for the entitlement if the consumer obtained the entitlement directly.

Unsolicited goods or services:
relief from legal obligations

13. (1) Except as provided in this section, a recipient of unsolicited goods or services has no legal obligation in respect of their use or disposal.

No payment for unsolicited goods or services

(2) No supplier shall demand payment or make any representation that suggests that a consumer is required to

tions nécessaires, aux marchandises fournies, notamment par location ou échange, aux termes d'une convention de consommation.

Idem

(3) Est nulle la condition ou la reconnaissance, même indépendante de la convention de consommation, qui aurait pour effet d'exclure ou de modifier une condition ou garantie implicite prévue par la *Loi sur la vente d'objets* ou une condition ou garantie réputée prévue par la présente loi.

Idem

(4) La condition ou la reconnaissance visée au paragraphe (3) qui fait partie de la convention peut en être séparée et ne constitue pas une preuve de circonstances démontrant l'intention d'exclure la garantie ou la condition réputée ou implicite.

Prix estimatif

10. (1) Si une convention de consommation mentionne un prix estimatif, le fournisseur ne doit pas exiger du consommateur une somme qui le dépasse de plus de 10 pour cent.

Exécution de la convention de consommation

(2) Si le fournisseur exige une somme qui dépasse le prix estimatif de plus de 10 pour cent, le consommateur peut exiger qu'il fournisse les marchandises ou les services au prix estimatif.

Convention subséquente

(3) Le présent article n'a pas pour effet d'empêcher le consommateur et le fournisseur de convenir de modifier le prix effectif ou estimatif mentionné dans une convention de consommation si le consommateur demande des marchandises ou des services supplémentaires ou différents.

Interprétation en faveur du consommateur

11. La convention de consommation que le fournisseur remet au consommateur ou les renseignements à divulguer en application de la présente loi qui peuvent être interprétés de plus d'une façon raisonnable le sont en faveur du consommateur.

Interdiction d'exiger des frais pour une aide

12. Nul ne doit exiger des frais du consommateur pour l'aider à obtenir un avantage, un droit ou une protection auquel il a droit en application de la présente loi, à moins de lui en divulguer, avant qu'il consente à payer les frais, l'existence et la disponibilité directe ainsi que le coût éventuel de son obtention directe.

Marchandises ou services non sollicités :
dégagement de l'obligation légale

13. (1) Sous réserve du présent article, le destinataire de marchandises ou de services non sollicités ne répond pas de leur utilisation ni de leur disposition.

Marchandises ou services non sollicités : aucun paiement

(2) Nul fournisseur ne doit exiger un paiement à l'égard de marchandises ou de services non sollicités, ni

make payment in respect of any unsolicited goods or services despite their use, receipt, misuse, loss, damage or theft.

Request not inferred

(3) A request for goods or services shall not be inferred solely on the basis of payment, inaction or the passing of time.

Material change deemed unsolicited

(4) If a consumer is receiving goods or services on an ongoing or periodic basis and there is a material change in such goods or services, the goods or services shall be deemed to be unsolicited from the time of the material change forward unless the supplier is able to establish that the consumer consented to the material change.

Form of consent

(5) A supplier may rely on a consumer's consent to a material change that is made orally, in writing or by other affirmative action but the supplier shall bear the onus of proving the consumer's consent.

Demand

(6) If a supplier has received a payment in respect of unsolicited goods or services, the consumer who made the payment may demand a refund of the payment in accordance with section 92 within one year after having made the payment.

Refund

(7) A supplier who receives a demand for a refund under subsection (6) shall refund the payment within the prescribed period of time.

Consumer may commence action

(8) The consumer who made the payment may commence an action to recover the payment in accordance with section 100.

Definition

(9) In this section,
"unsolicited goods or services" means,

- (a) goods that are supplied to a consumer who did not request them but does not include,
 - (i) goods that the recipient knows or ought to know are intended for another person,
 - (ii) a change to periodically supplied goods, if the change in goods is not a material change, or
 - (iii) goods supplied under a written future performance agreement that provides for the periodic supply of goods to the recipient without further solicitation, or
- (b) services that are supplied to a consumer who did not request them but does not include,
 - (i) services that were intended for another person from the time the recipient knew or ought to have known that they were so intended,

faire une assertion suggérant que le consommateur est tenu d'en faire un et ce, malgré leur utilisation, même abusive, leur réception, leur perte, leur endommagement ou leur vol.

Absence de demande

(3) Ni un paiement, ni l'inaction ni le fait de laisser écouler le temps ne tiennent lieu, à eux seuls, de demande de marchandises ou de services.

Changement important réputé non sollicité

(4) Les marchandises ou les services que le consommateur reçoit sur une base continue ou périodique sont réputés non sollicités à compter du moment où ils subissent un changement important, à moins que le fournisseur puisse établir que le consommateur y a consenti.

Forme du consentement

(5) Le fournisseur peut invoquer le consentement à un changement important que le consommateur donne oralement, par écrit ou par un autre acte positif, mais il lui incombe de prouver ce consentement.

Demande

(6) Le consommateur peut, conformément à l'article 92, demander le remboursement du paiement qu'il a fait à un fournisseur à l'égard de marchandises ou de services non sollicités dans l'année qui suit le paiement.

Remboursement

(7) Le fournisseur qui reçoit une demande de remboursement présentée en vertu du paragraphe (6) rembourse le paiement dans le délai prescrit.

Action introduite par le consommateur

(8) Le consommateur qui a fait le paiement peut introduire une action pour le recouvrer conformément à l'article 100.

Définition

(9) La définition qui suit s'applique au présent article.
«marchandises ou services non sollicités» Selon le cas :

- a) marchandises fournies au consommateur qui ne les a pas demandées, sauf :
 - (i) les marchandises dont le destinataire sait ou devrait savoir qu'elles sont destinées à autrui,
 - (ii) les marchandises fournies périodiquement qui subissent un changement non important,
 - (iii) les marchandises fournies périodiquement sans sollicitation ultérieure aux termes d'une convention à exécution différée écrite;
- b) services fournis au consommateur qui ne les a pas demandés, sauf :
 - (i) les services destinés à autrui, à compter du moment où le destinataire sait ou devrait savoir qu'ils le sont,

- (ii) a change to ongoing or periodic services that are being supplied, if the change in the services is not a material change, or
- (iii) services supplied under a written future performance agreement that provides for the ongoing or periodic supply of services to the recipient without further solicitation.

PART III UNFAIR PRACTICES

False, misleading or deceptive representation

14. (1) It is an unfair practice for a person to make a false, misleading or deceptive representation.

Examples of false, misleading or deceptive representations

(2) Without limiting the generality of what constitutes a false, misleading or deceptive representation, the following are included as false, misleading or deceptive representations:

1. A representation that the goods or services have sponsorship, approval, performance characteristics, accessories, uses, ingredients, benefits or qualities they do not have.
2. A representation that the person who is to supply the goods or services has sponsorship, approval, status, affiliation or connection the person does not have.
3. A representation that the goods or services are of a particular standard, quality, grade, style or model, if they are not.
4. A representation that the goods are new, or unused, if they are not or are reconditioned or reclaimed, but the reasonable use of goods to enable the person to service, prepare, test and deliver the goods does not result in the goods being deemed to be used for the purposes of this paragraph.
5. A representation that the goods have been used to an extent that is materially different from the fact.
6. A representation that the goods or services are available for a reason that does not exist.
7. A representation that the goods or services have been supplied in accordance with a previous representation, if they have not.
8. A representation that the goods or services or any part of them are available or can be delivered or performed when the person making the representation knows or ought to know they are not available or cannot be delivered or performed.
9. A representation that the goods or services or any part of them will be available or can be delivered or performed by a specified time when the person making the representation knows or ought to know they will not be available or cannot be delivered or performed by the specified time.

- (ii) les services continus ou périodiques qui subissent un changement non important,
- (iii) les services continus ou périodiques fournis sans sollicitation ultérieure aux termes d'une convention à exécution différée écrite.

PARTIE III PRATIQUES DÉLOYALES

Assertion fausse, trompeuse ou mensongère

14. (1) Se livre à une pratique déloyale quiconque fait une assertion fausse, trompeuse ou mensongère.

Exemples d'assertions fausses, trompeuses ou mensongères

(2) Les assertions fausses, trompeuses ou mensongères comprennent notamment le fait d'affirmer ce qui suit :

1. Les marchandises ou les services font l'objet d'un parrainage ou d'une approbation ou ont des qualités de rendement, des accessoires, des usages, des composants, des avantages ou des qualités données, alors que ce n'est pas le cas.
2. La personne qui doit fournir les marchandises ou les services bénéficie d'un parrainage, d'une approbation, d'une capacité, d'une affiliation ou d'une relation quelconque, alors que ce n'est pas le cas.
3. La norme, la qualité, la catégorie, le type ou le modèle des marchandises ou des services est d'un type particulier, alors que ce n'est pas le cas.
4. Les marchandises sont neuves ou n'ont pas servi, alors que ce n'est pas le cas ou qu'elles ont été remises en état ou récupérées. Toutefois, leur usage raisonnable pour les entretenir, les mettre au point, les vérifier et les livrer n'a pas pour effet qu'elles soient réputées usagées pour l'application de la présente disposition.
5. Les marchandises sont usagées dans une mesure sensiblement différente de la réalité.
6. Les marchandises ou les services sont offerts pour des raisons inexistantes.
7. Les marchandises ou les services sont fournis conformément à une assertion antérieure, alors que ce n'est pas le cas.
8. Les marchandises ou les services sont, en totalité ou en partie, à la disposition du consommateur ou peuvent lui être livrés ou rendus, alors que l'auteur de l'assertion sait ou devrait savoir que ce n'est pas le cas.
9. Les marchandises ou les services seront disponibles ou peuvent être livrés ou rendus en tout ou en partie dans un délai précisé alors que l'auteur de l'assertion sait ou devrait savoir que ce n'est pas le cas.

10. A representation that a service, part, replacement or repair is needed or advisable, if it is not.
11. A representation that a specific price advantage exists, if it does not.
12. A representation that misrepresents the authority of a salesperson, representative, employee or agent to negotiate the final terms of the agreement.
13. A representation that the transaction involves or does not involve rights, remedies or obligations if the representation is false, misleading or deceptive.
14. A representation using exaggeration, innuendo or ambiguity as to a material fact or failing to state a material fact if such use or failure deceives or tends to deceive.
15. A representation that misrepresents the purpose or intent of any solicitation of or any communication with a consumer.
16. A representation that misrepresents the purpose of any charge or proposed charge.
17. A representation that misrepresents or exaggerates the benefits that are likely to flow to a consumer if the consumer helps a person obtain new or potential customers.

Unconscionable representation

15. (1) It is an unfair practice to make an unconscionable representation.

Same

(2) Without limiting the generality of what may be taken into account in determining whether a representation is unconscionable, there may be taken into account that the person making the representation or the person's employer or principal knows or ought to know,

- (a) that the consumer is not reasonably able to protect his or her interests because of disability, ignorance, illiteracy, inability to understand the language of an agreement or similar factors;
- (b) that the price grossly exceeds the price at which similar goods or services are readily available to like consumers;
- (c) that the consumer is unable to receive a substantial benefit from the subject-matter of the representation;
- (d) that there is no reasonable probability of payment of the obligation in full by the consumer;
- (e) that the consumer transaction is excessively one-sided in favour of someone other than the consumer;
- (f) that the terms of the consumer transaction are so adverse to the consumer as to be inequitable;

10. Un service, une pièce, un remplacement ou une réparation est nécessaire ou souhaitable, alors que ce n'est pas le cas.
11. Le prix comporte un avantage précis, alors que ce n'est pas le cas.
12. Un vendeur, un représentant, un employé ou un mandataire a le pouvoir de négocier les conditions définitives de la convention, alors que cette assertion est fausse.
13. L'opération donne lieu ou non à des droits, à des recours ou à des obligations, alors que cette assertion est fausse, trompeuse ou mensongère.
14. Une exagération, une insinuation ou une ambiguïté concernant un fait important ou qui le passe sous silence, alors que l'assertion qui la contient induit ou tend à induire le consommateur en erreur.
15. Une assertion trompeuse à l'égard du but ou de l'intention d'une sollicitation ou d'une communication visant le consommateur.
16. Une assertion trompeuse à l'égard du but de l'imposition effective ou envisagée de frais.
17. Une assertion trompeuse ou exagérée à l'égard des avantages dont bénéficiera vraisemblablement le consommateur s'il aide quiconque à obtenir de nouveaux clients ou des clients éventuels.

Assertion abusive

15. (1) Constitue une pratique déloyale le fait de faire une assertion abusive.

Idem

(2) Pour établir le caractère abusif d'une assertion, il peut être tenu compte notamment du fait que la personne qui la fait, son employeur ou son mandant sait ou devrait savoir :

- a) soit que le consommateur n'est pas raisonnablement en mesure de protéger ses intérêts du fait d'une invalidité, de son ignorance, de son alphabétisme, de son inaptitude à comprendre le libellé d'une convention ou de raisons semblables;
- b) soit que le prix est outrageusement supérieur à celui qui est payé pour des marchandises ou des services semblables par des consommateurs semblables qui peuvent facilement les obtenir;
- c) soit que le consommateur est incapable de retirer un avantage important de l'objet de l'assertion;
- d) soit qu'il est raisonnablement improbable que le consommateur s'acquitte pleinement de son obligation;
- e) soit que l'opération de consommation procure un avantage excessif à une personne autre que le consommateur;
- f) soit que les conditions de l'opération de consommation sont si contraires aux intérêts du consommateur qu'elles sont injustes;

- (g) that a statement of opinion is misleading and the consumer is likely to rely on it to his or her detriment; or
- (h) that the consumer is being subjected to undue pressure to enter into a consumer transaction.

Renegotiation of price

16. It is an unfair practice for a person to use his, her or its custody or control of a consumer's goods to pressure the consumer into renegotiating the terms of a consumer transaction.

Unfair practices prohibited

17. (1) No person shall engage in an unfair practice.

One act deemed practice

(2) A person who performs one act referred to in section 14, 15 or 16 shall be deemed to be engaging in an unfair practice.

Advertising excepted

(3) It is not an unfair practice for a person, on behalf of another person, to print, publish, distribute, broadcast or telecast a representation that the person accepted in good faith for printing, publishing, distributing, broadcasting or telecasting in the ordinary course of business.

Rescinding agreement

18. (1) Any agreement, whether written, oral or implied, entered into by a consumer after or while a person has engaged in an unfair practice may be rescinded by the consumer and the consumer is entitled to any remedy that is available in law, including damages.

Remedy if rescission not possible

(2) A consumer is entitled to recover the amount by which the consumer's payment under the agreement exceeds the value that the goods or services have to the consumer or to damages, or both, if rescission of the agreement under subsection (1) is not possible,

- (a) because the return or restitution of the goods or services is no longer possible; or
- (b) because rescission would deprive a third party of a right in the subject-matter of the agreement that the third party has acquired in good faith and for value.

Notice

(3) A consumer must give notice within one year after entering into the agreement if,

- (a) the consumer seeks to rescind an agreement under subsection (1); or
- (b) the consumer seeks recovery under subsection (2), if rescission is not possible.

Form of notice

(4) The consumer may express notice in any way as long as it indicates the intention of the consumer to rescind the agreement or to seek recovery where rescission

g) soit qu'une opinion émise est trompeuse et que le consommateur est susceptible d'y ajouter foi, à son préjudice;

h) soit que le consommateur est soumis à une pression induite pour lui faire conclure une opération de consommation.

Renégociation du prix

16. Constitue une pratique déloyale le fait d'utiliser la garde ou le contrôle des marchandises du consommateur pour exercer sur lui une pression afin qu'il renégocie les conditions d'une opération de consommation.

Interdiction des pratiques déloyales

17. (1) Nul ne doit se livrer à une pratique déloyale.

Un acte est réputé une pratique déloyale

(2) Quiconque accomplit un acte visé à l'article 14, 15 ou 16 est réputé se livrer à une pratique déloyale.

Exception : publicité

(3) Ne constitue pas une pratique déloyale le fait d'imprimer, de publier, de distribuer, de radiodiffuser ou de télédiffuser pour le compte d'autrui une assertion acceptée de bonne foi à cette fin dans le cours ordinaire d'activités commerciales.

Résolution de la convention

18. (1) Le consommateur peut résoudre toute convention écrite, verbale ou tacite conclue par lui après que quiconque s'est livré à une pratique déloyale, ou pendant que quiconque le fait, et se prévaloir des réparations que lui accorde la loi, y compris les dommages-intérêts.

Recours en cas de résolution impossible

(2) Le consommateur a le droit de recouvrer l'excédent du paiement qu'il a fait aux termes d'une convention sur la valeur qu'ont pour lui les marchandises ou les services, ou de réclamer des dommages-intérêts, ou les deux, si la résolution de la convention prévue au paragraphe (1) est impossible parce que :

- a) soit le retour ou la restitution des marchandises ou des services ne peut plus se faire;
- b) soit la résolution priverait un tiers d'un droit sur l'objet de la convention qu'il a acquis de bonne foi et contre valeur reçue.

Avis

(3) Le consommateur doit donner un avis dans l'année qui suit la conclusion de la convention si, selon le cas :

- a) il cherche à la résoudre en vertu du paragraphe (1);
- b) il cherche à obtenir le recouvrement prévu au paragraphe (2), si la résolution est impossible.

Formulation de l'avis

(4) Le consommateur peut formuler l'avis de n'importe quelle manière, pourvu qu'il fasse état, d'une part, de son intention de résoudre la convention ou, si la réso-

is not possible and the reasons for so doing and the notice meets any requirements that may be prescribed.

Delivery of notice

(5) Notice may be delivered by any means.

When notice given

(6) If notice is delivered other than by personal service, the notice shall be deemed to have been given when sent.

Address

(7) The consumer may send or deliver the notice to the person with whom the consumer contracted at the address set out in the agreement or, if the consumer did not receive a written copy of the agreement or the address of the person was not set out in the agreement, the consumer may send or deliver the notice,

- (a) to any address of the person on record with the Government of Ontario or the Government of Canada; or
- (b) to an address of the person known by the consumer.

Commencement of an action

(8) If a consumer has delivered notice and has not received a satisfactory response within the prescribed period, the consumer may commence an action.

Same

(9) If a consumer has a right to commence an action under this section, the consumer may commence the action in the Superior Court of Justice.

Evidence

(10) In the trial of an issue under this section, oral evidence respecting an unfair practice is admissible despite the existence of a written agreement and despite the fact that the evidence pertains to a representation in respect of a term, condition or undertaking that is or is not provided for in the agreement.

Exemplary damages

(11) A court may award exemplary or punitive damages in addition to any other remedy in an action commenced under this section.

Liability

(12) Each person who engaged in an unfair practice is liable jointly and severally with the person who entered into the agreement with the consumer for any amount to which the consumer is entitled under this section.

Limited liability of assignee

(13) If an agreement to which subsection (1) or (2) applies has been assigned or if any right to payment under such an agreement has been assigned, the liability of the person to whom it has been assigned is limited to the amount paid to that person by the consumer.

lution est impossible, d'obtenir un recouvrement et, d'autre part, de ses motifs, et pourvu qu'il satisfasse aux exigences prescrites.

Remise de l'avis

(5) L'avis peut être donné de n'importe quelle manière.

Date de remise

(6) L'avis qui n'est pas donné par signification à personne est réputé l'être lors de son envoi.

Adresse

(7) Le consommateur peut envoyer ou donner l'avis à la personne avec qui il a conclu la convention à l'adresse qui y figure ou, s'il n'en a pas reçu copie écrite ou que l'adresse de la personne n'y figure pas :

- a) soit à l'adresse de la personne qui figure dans les dossiers du gouvernement de l'Ontario ou du gouvernement du Canada;
- b) soit à l'adresse de la personne qu'il connaît.

Délai d'introduction d'une action

(8) Le consommateur qui a donné un avis et qui n'a pas reçu de réponse satisfaisante dans le délai prescrit peut introduire une action.

Idem

(9) Le consommateur qui a le droit d'introduire une action en vertu du présent article peut le faire devant la Cour supérieure de justice.

Preuve

(10) Lors de l'instruction d'une question visée au présent article, le témoignage oral concernant une pratique déloyale est admissible malgré l'existence d'une convention écrite et le fait qu'il se rapporte à une assertion visant une condition ou un engagement prévus ou non dans la convention.

Dommages-intérêts exemplaires

(11) Outre toute autre réparation, un tribunal peut accorder des dommages-intérêts exemplaires dans une action introduite en vertu du présent article.

Responsabilité

(12) Quiconque s'est livré à une pratique déloyale et la personne qui a conclu la convention avec le consommateur sont responsables conjointement et individuellement des sommes auxquelles celui-ci a droit en application du présent article.

Responsabilité limitée du cessionnaire

(13) La responsabilité du cessionnaire d'une convention visée au paragraphe (1) ou (2) ou du droit à un paiement prévu par celle-ci se limite à la somme que lui a payée le consommateur.

Effect of rescission

(14) When a consumer rescinds an agreement under subsection (1), such rescission operates to cancel, as if they never existed,

- (a) the agreement;
- (b) all related agreements;
- (c) all guarantees given in respect of money payable under the agreement;
- (d) all security given by the consumer or a guarantor in respect of money payable under the agreement; and
- (e) all credit agreements, as defined in Part VII, and other payment instruments, including promissory notes,
 - (i) extended, arranged or facilitated by the person with whom the consumer reached the agreement, or
 - (ii) otherwise related to the agreement.

Waiver of notice

(15) If a consumer is required to give notice under this Part in order to obtain a remedy, a court may disregard the requirement to give the notice or any requirement relating to the notice if it is in the interest of justice to do so.

Transition

19. (1) This Part applies to consumer transactions that occur on or after the day this section is proclaimed in force.

Same

(2) The *Business Practices Act*, as it existed immediately before its repeal by the *Consumer Protection Statute Law Amendment Act, 2002*, continues to apply to consumer transactions that occurred before its repeal.

**PART IV
RIGHTS AND OBLIGATIONS
RESPECTING SPECIFIC CONSUMER
AGREEMENTS**

DEFINITIONS AND APPLICATION

Interpretation

20. (1) In this Part,

“direct agreement” means a consumer agreement that is negotiated or concluded in person at a place other than,

- (a) at the supplier’s place of business, or
- (b) at a market place, an auction, trade fair, agricultural fair or exhibition; (“convention directe”)

“internet” means the decentralized global network connecting networks of computers and similar devices to each other for the electronic exchange of information using standardized communication protocols; (“Internet”)

Effet de la résolution

(14) La résolution d’une convention par le consommateur, faite conformément au paragraphe (1), a pour effet de résilier, comme s’ils n’avaient jamais existé :

- a) la convention;
- b) toutes les conventions connexes;
- c) toutes les garanties données à l’égard des sommes payables aux termes de la convention;
- d) toutes les sûretés que le consommateur ou une caution a données à l’égard des sommes payables aux termes de la convention;
- e) toutes les conventions de crédit, au sens de la partie VII, et autres effets de paiement, y compris les billets qui, selon le cas :
 - (i) sont accordés ou facilités par la personne avec qui le consommateur a conclu la convention, ou conclus par son intermédiaire,
 - (ii) se rapportent par ailleurs à la convention.

Renonciation à l’avis

(15) Si le consommateur est tenu de donner un avis en application de la présente partie pour obtenir un recours, un tribunal peut faire abstraction de cette obligation ou de toute exigence applicable à l’avis dans l’intérêt de la justice.

Disposition transitoire

19. (1) La présente partie s’applique aux opérations de consommation qui ont lieu le jour de la proclamation en vigueur du présent article ou par la suite.

Idem

(2) La *Loi sur les pratiques de commerce*, telle qu’elle existait immédiatement avant son abrogation par la *Loi de 2002 modifiant des lois en ce qui concerne la protection du consommateur*, continue de s’appliquer aux opérations de consommation qui ont eu lieu avant son abrogation.

**PARTIE IV
DROITS ET OBLIGATIONS DÉCOULANT
DE CERTAINES CONVENTIONS
DE CONSOMMATION**

DÉFINITIONS ET CHAMP D’APPLICATION

Interprétation

20. (1) Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente partie.

«convention à distance» Convention de consommation conclue lorsque le consommateur et le fournisseur ne sont pas en présence l’un de l’autre. («remote agreement»)

«convention de multipropriété» Convention de consommation qui donne au consommateur :

- a) soit le droit d’utiliser un bien, qu’il se trouve ou non en Ontario, selon un plan en prévoyant la jouissance successive périodique par ses participants;

“internet agreement” means a consumer agreement formed by text-based internet communications; (“convention électronique”)

“membership fee” means the amount payable by a consumer for personal development services; (“droit d’adhésion”)

“personal development services” means,

- (a) services provided for,
 - (i) health, fitness, diet or matters of a similar nature,
 - (ii) modelling and talent, including photo shoots relating to modelling and talent, or matters of a similar nature,
 - (iii) martial arts, sports, dance or similar activities, and
 - (iv) other matters as may be prescribed, and
- (b) facilities provided for or instruction on the services referred to in clause (a) and any goods that are incidentally provided in addition to the provision of the services; (“services de perfectionnement personnel”)

“remote agreement” means a consumer agreement entered into when the consumer and supplier are not present together; (“convention à distance”)

“time share agreement” means a consumer agreement by which a consumer,

- (a) acquires the right to use property as part of a plan that provides for the use of the property to circulate periodically among persons participating in the plan, whether or not the property is located in Ontario, or
- (b) is provided with access to discounts or benefits for the future provision of transportation, accommodation or other goods or services related to travel. (“convention de multipropriété”)

Limitations on cancellation

(2) Despite sections 95 and 96, in the prescribed circumstances, the effect of cancellation of a consumer agreement to which this Part applies by a consumer and the obligations arising as a result of the cancellation of the agreement may be subject to such limitations as may be prescribed.

FUTURE PERFORMANCE AGREEMENTS

Application of sections

21. (1) Sections 22 to 26 apply to future performance agreements if the consumer’s total potential payment obligation under the agreement, excluding the cost of borrowing, exceeds a prescribed amount.

Exception

(2) Sections 22 to 26 do not apply to agreements that are future performance agreements solely because of an open credit arrangement.

- b) soit l’accès à des escomptes ou avantages à l’égard de la fourniture future de services de transport ou d’hébergement ou d’autres marchandises ou services relatifs aux voyages. («time share agreement»)

«convention directe» Convention de consommation négociée ou conclue en personne ailleurs que :

- a) soit dans l’établissement du fournisseur;
- b) soit dans un marché, une vente aux enchères, une foire commerciale, une foire agricole ou une exposition. («direct agreement»)

«convention électronique» Convention de consommation formée par communication électronique textuelle sur Internet. («internet agreement»)

«droit d’adhésion» Somme payable par le consommateur pour des services de perfectionnement personnel. («membership fee»)

«Internet» Le réseau mondial décentralisé qui relie des réseaux d’ordinateurs et des appareils semblables en vue de l’échange électronique de renseignements au moyen de protocoles de communication normalisés. («internet»)

«services de perfectionnement personnel» S’entend :

- a) d’une part, des services visant ce qui suit :
 - (i) la santé, la bonne forme physique, la diététique ou d’autres domaines similaires,
 - (ii) la profession de mannequin et le perfectionnement, y compris les séances de photographie s’y rapportant, ou d’autres domaines similaires,
 - (iii) les arts martiaux, le sport, la danse ou d’autres domaines similaires,
 - (iv) les autres domaines prescrits;
- b) d’autre part, des installations ou des cours liés aux services visés à l’alinéa a) ainsi que des marchandises accessoires à leur prestation. («personal development services»)

Restriction : résiliation

(2) Malgré les articles 95 et 96, l’effet de la résiliation par le consommateur d’une convention de consommation que vise la présente partie et les obligations qui découlent de la résiliation peuvent, dans les circonstances prescrites, être assujettis aux restrictions prescrites.

CONVENTIONS À EXÉCUTION DIFFÉRÉE

Champ d’application des articles

21. (1) Les articles 22 à 26 s’appliquent aux conventions à exécution différée qui prévoient que le consommateur doit faire un paiement éventuel total, à l’exclusion du coût d’emprunt, supérieur à la somme prescrite.

Exception

(2) Les articles 22 à 26 ne s’appliquent pas aux conventions qui sont des conventions à exécution différée du seul fait d’un arrangement de crédit en blanc.

Transition

(3) Sections 22 to 26 apply to future performance agreements entered into on or after the day this section is proclaimed in force.

Same

(4) The *Consumer Protection Act*, as it existed immediately before its repeal under the *Consumer Protection Statute Law Amendment Act, 2002*, continues to apply to executory contracts entered into before its repeal.

Requirements for future performance agreements

22. Every future performance agreement shall be in writing, shall be delivered to the consumer and shall be made in accordance with the prescribed requirements.

Cancelling future performance agreements

23. A consumer may cancel a future performance agreement within one year after the date of entering into the agreement if the consumer does not receive a copy of the agreement that meets the requirements required by section 22.

Rights in other goods not enforceable

24. Any provision in any future performance agreement or in any security agreement incidental to such an agreement under which the supplier may acquire title to, possession of or any rights in any goods of the consumer, other than the goods passing to the consumer under the agreement, is not enforceable.

No repossession after two-thirds paid except by leave of court

25. (1) Where a consumer under a future performance agreement has paid two-thirds or more of his or her payment obligation as fixed by the agreement, any provision in the agreement, or in any security agreement incidental to the agreement, under which the supplier may retake possession of or resell the goods or services upon default in payment by the consumer is not enforceable except by leave obtained from the Superior Court of Justice.

Powers of court

(2) Upon an application for leave under subsection (1), the court may, in its discretion, grant leave to the supplier or refuse leave or grant leave upon such terms and conditions as the court considers advisable.

Late delivery

26. (1) A consumer may cancel a future performance agreement at any time before delivery under the agreement or the commencement of performance under the agreement if the supplier,

- (a) does not make delivery within 30 days after the delivery date specified in the agreement or an amended delivery date agreed to by the consumer in writing; or
- (b) does not begin performance of his, her or its obligations within 30 days after the commencement date specified in the agreement or an amended commencement date agreed to by the consumer in writing.

Disposition transitoire

(3) Les articles 22 à 26 s'appliquent aux conventions à exécution différée conclues le jour de la proclamation en vigueur du présent article ou par la suite.

Idem

(4) La *Loi sur la protection du consommateur*, telle qu'elle existait immédiatement avant son abrogation par la *Loi de 2002 modifiant des lois en ce qui concerne la protection du consommateur*, continue de s'appliquer aux contrats exécutoires conclus avant son abrogation.

Exigences relatives à la convention à exécution différée

22. La convention à exécution différée doit être écrite, remise au consommateur et conclue conformément aux exigences prescrites.

Résiliation de la convention à exécution différée

23. Le consommateur peut résilier une convention à exécution différée dans l'année qui suit le jour où il l'a conclue s'il n'en a pas reçu une copie qui satisfait aux exigences prévues à l'article 22.

Droits sur d'autres marchandises non exécutoires

24. Est non exécutoire la clause d'une convention à exécution différée ou d'un contrat de sûreté lui étant accessoire qui permet au fournisseur d'acquérir la propriété ou la possession de marchandises du consommateur autres que celles dont la propriété passe au consommateur aux termes de la convention, ou un droit quelconque sur celles-ci.

Restriction du droit de reprise de possession

25. (1) Sauf autorisation accordée par la Cour supérieure de justice, est non exécutoire la clause d'une convention à exécution différée ou du contrat de sûreté lui étant accessoire qui permet au fournisseur de reprendre possession des marchandises ou des services ou de les vendre en cas de défaut de paiement du consommateur visé par la convention si celui-ci a versé au moins les deux tiers du paiement qui y est fixé.

Pouvoirs du tribunal

(2) Lors d'une requête en autorisation prévue au paragraphe (1), le tribunal peut, à sa discrétion, accorder l'autorisation au fournisseur, la lui accorder aux conditions qu'il estime souhaitables ou la lui refuser.

Livraison tardive

26. (1) Le consommateur peut résilier une convention à exécution différée avant la livraison ou le commencement de l'exécution qu'elle prévoit si le fournisseur, selon le cas :

- a) ne fait pas la livraison dans les 30 jours de la date qu'elle précise ou de l'autre date dont le consommateur a convenu par écrit;
- b) ne commence pas à s'acquitter de ses obligations dans les 30 jours de la date que précise la convention ou de l'autre date dont le consommateur a convenu par écrit.

Delivery or commencement date not specified

(2) If the delivery date or commencement date is not specified in the future performance agreement, a consumer may cancel the agreement at any time before delivery or commencement if the supplier does not deliver or commence performance within 30 days after the date the agreement is entered into.

Forgiveness of failure

(3) If, after the period in subsection (1) or (2) has expired, the consumer agrees to accept delivery or authorize commencement, the consumer may not cancel the agreement under this section.

Deemed delivery or performance

(4) For the purposes of subsections (1) and (2), a supplier is considered to have delivered or commenced performance under a future performance agreement if,

- (a) delivery was attempted but was refused by the consumer at the time that delivery was attempted or delivery was attempted but not made because no person was available to accept delivery for the consumer on the day for which reasonable notice was given to the consumer that there was to be delivery; or
- (b) commencement was attempted but was refused by the consumer at the time that commencement was attempted or commencement was attempted but did not occur because no person was available to enable commencement on the day for which reasonable notice was given to the consumer that commencement was to occur.

TIME SHARE AGREEMENTS**Requirements for time share agreements**

27. Every time share agreement shall be in writing, shall be delivered to the consumer and shall be made in accordance with the prescribed requirements.

Cancellation: cooling-off period

28. (1) A consumer may, without any reason, cancel a time share agreement at any time from the date of entering into the agreement until 10 days after receiving the written copy of the agreement.

Cancellation: failure to meet requirements

(2) In addition to the right under subsection (1), a consumer may cancel a time share agreement within one year after the date of entering into the agreement if the consumer does not receive a copy of the agreement that meets the requirements under section 27.

PERSONAL DEVELOPMENT SERVICES**Application**

29. (1) Sections 30 to 36 apply in respect of personal development services or proposed personal development services for which,

- (a) payment in advance is required; and

Absence de date de livraison ou de commencement

(2) Le consommateur peut résilier la convention à exécution différée qui ne précise pas de date de livraison ou de commencement de l'exécution en tout temps avant la livraison ou le commencement si le fournisseur n'a rien fait dans les 30 jours de la date de la conclusion de la convention.

Renonciation

(3) Le consommateur qui, après l'expiration du délai visé au paragraphe (1) ou (2), consent à la livraison ou autorise le commencement de l'exécution ne peut résilier une convention en vertu du présent article.

Livraison ou exécution réputée faite

(4) Pour l'application des paragraphes (1) et (2), le fournisseur est réputé avoir fait la livraison ou commencé l'exécution que prévoit une convention à exécution différée si, selon le cas :

- a) le consommateur a refusé la livraison au moment où elle a été tentée ou elle n'a pas eu lieu parce que personne n'était disponible pour l'accepter pour lui le jour où elle a été tentée conformément à l'avis raisonnable qui a été donné au consommateur;
- b) le consommateur a refusé le commencement au moment où il a été tenté ou il n'a pas eu lieu parce que personne n'était disponible pour l'autoriser le jour où il a été tenté conformément à l'avis raisonnable qui a été donné au consommateur.

CONVENTIONS DE MULTIPROPRIÉTÉ**Exigences relatives à la convention de multipropriété**

27. La convention de multipropriété doit être écrite, remise au consommateur et conclue conformément aux exigences prescrites.

Résiliation : délai de réflexion

28. (1) Le consommateur peut, sans aucun motif, résilier une convention de multipropriété en tout temps à compter du jour où il l'a conclue et jusqu'à 10 jours après en avoir reçu une copie.

Résiliation : inobservation des exigences

(2) Outre le droit prévu au paragraphe (1), le consommateur peut résilier une convention de multipropriété dans l'année qui suit le jour où il l'a conclue s'il n'en a pas reçu une copie qui satisfait aux exigences prévues à l'article 27.

SERVICES DE PERFECTIONNEMENT PERSONNEL**Champ d'application**

29. (1) Les articles 30 à 36 s'appliquent aux services de perfectionnement personnel effectifs ou envisagés pour lesquels :

- a) d'une part, le paiement est exigé d'avance;

- (b) the consumer's total potential payment obligation, excluding cost of borrowing, exceeds a prescribed amount.

Exceptions

(2) Sections 30 to 36 do not apply to personal development services that are provided,

- (a) on a non-profit or co-operative basis;
- (b) by a private club primarily owned by its members;
- (c) as an incidental part of the goods or services that are being supplied to the consumer;
- (d) by a supplier funded or run by a charitable or municipal organization or by the Province of Ontario or any of its agencies; or
- (e) by a golf club.

Transition

(3) Sections 30 to 36 do not apply to a personal development services agreement in existence before this section is proclaimed in force but do apply if a pre-existing agreement is extended or renewed after this section is proclaimed in force.

Same

(4) Agreements that are in existence before sections 30 to 36 are proclaimed in force are governed by the *Prepaid Services Act* as it existed immediately before its repeal by the *Consumer Protection Statute Law Amendment Act, 2002*.

Requirements for personal development services agreements

30. (1) Every personal development services agreement shall be in writing, shall be delivered to the consumer and shall be made in accordance with the prescribed requirements.

Payments not required or accepted

(2) No supplier shall require or accept payment for personal development services from a consumer with whom the supplier does not have an agreement that meets the requirements established under subsection (1).

Agreements for one year only

31. (1) No personal development services agreement may be made for a term longer than one year after the day that all the services are made available to the consumer.

Deemed separate agreement

(2) Any personal development services agreement that provides for a renewal or an extension of the agreement beyond one year shall be deemed to create a separate agreement for each renewal or extension of one year or less.

Renewal provision

(3) A personal development services agreement that provides for the renewal or extension of the agreement is

- b) d'autre part, le consommateur doit faire un paiement éventuel total, à l'exclusion du coût d'emprunt, supérieur à la somme prescrite.

Exceptions

(2) Les articles 30 à 36 ne s'appliquent pas aux services de perfectionnement personnel fournis, selon le cas :

- a) à titre non lucratif ou coopératif;
- b) par un club privé dont les membres sont les principaux propriétaires;
- c) accessoirement aux marchandises ou aux services fournis au consommateur;
- d) par un fournisseur financé ou géré par une oeuvre de bienfaisance, par un organisme municipal, ou par la province de l'Ontario ou un de ses organismes;
- e) par un club de golf.

Disposition transitoire

(3) Les articles 30 à 36 ne s'appliquent pas aux conventions de services de perfectionnement personnel en vigueur avant la proclamation en vigueur du présent article; toutefois, ils s'y appliquent si elles sont prorogées ou renouvelées après la proclamation.

Idem

(4) Les conventions en vigueur avant la proclamation en vigueur des articles 30 à 36 sont régies par la *Loi sur les services prépayés*, telle qu'elle existait immédiatement avant son abrogation par la *Loi de 2002 modifiant des lois en ce qui concerne la protection du consommateur*.

Exigences relatives à la convention de services de perfectionnement personnel

30. (1) La convention de services de perfectionnement personnel doit être écrite, remise au consommateur et conclue conformément aux exigences prescrites.

Interdiction d'exiger ou d'accepter des paiements

(2) Nul fournisseur ne doit exiger ni accepter un paiement pour des services de perfectionnement personnel d'un consommateur avec qui il n'a pas conclu de convention qui satisfait aux exigences prévues au paragraphe (1).

Convention d'une durée d'un an seulement

31. (1) La durée de la convention de services de perfectionnement personnel ne peut dépasser un an à compter de la date où tous les services sont mis à la disposition du consommateur.

Convention réputée distincte

(2) La convention de services de perfectionnement personnel qui prévoit son renouvellement ou sa prorogation au-delà d'un an est réputée créer une convention distincte pour chaque renouvellement ou prorogation d'au plus un an.

Disposition de renouvellement

(3) La convention de services de perfectionnement personnel qui prévoit son renouvellement ou sa proroga-

not valid unless the supplier complies with the prescribed requirements.

Deemed non-renewal of agreement

(4) A personal development services agreement that provides for a renewal or extension of the agreement shall be deemed not to be renewed or extended if the consumer notifies the supplier, before the time for renewal or extension, that the consumer does not want to renew or extend.

Monthly renewals

(5) Subsections (2) and (3) do not apply to an agreement providing for successive monthly renewals if the consumer has the option of terminating on one month's notice or less.

Only one agreement

32. (1) No supplier shall enter into a new agreement for personal development services with a consumer with whom the supplier has an existing agreement for personal development services unless the new agreement is for personal development services that are distinctly different from the services provided under the existing agreement.

New agreement void

(2) Any new agreement entered into in contravention of subsection (1) is void.

Same

(3) For the purposes of subsection (1), a different term or a different commencement date does not constitute a distinct difference in the personal development services to be provided.

Renewals exempted

(4) Nothing in this section prevents a personal development services agreement from being renewed during the term of the agreement provided that the renewal meets the requirements under section 31.

Initiation fee

33. No supplier of personal development services shall,

- (a) charge a consumer more than one initiation fee; or
- (b) charge an initiation fee that is greater than twice the annual membership fee.

Instalment plans

34. (1) Every supplier of personal development services shall make available to consumers at least one plan for instalment payments of membership fees and initiation fees, if applicable, that allow consumers to make equal monthly payments over the term of the personal development services agreement.

Same

(2) No supplier shall provide an instalment payment plan through which the total amount paid by instalments exceeds the membership or initiation fee, if applicable, by more than 25 per cent.

tion n'est valide que si le fournisseur satisfait aux exigences prescrites.

Convention réputée non renouvelée

(4) La convention de services de perfectionnement personnel qui prévoit le moment où elle sera renouvelée ou prorogée est réputée ne pas l'être si le consommateur avise le fournisseur, avant ce moment, qu'il ne désire pas qu'elle le soit.

Renouvellements mensuels

(5) Les paragraphes (2) et (3) ne s'appliquent pas aux conventions prévoyant des renouvellements mensuels successifs que le consommateur peut annuler sur préavis d'au plus un mois.

Convention unique

32. (1) S'ils sont déjà liés par une telle convention, le fournisseur ne doit pas conclure avec le consommateur une nouvelle convention de services de perfectionnement personnel, sauf si les nouveaux services sont incontestablement différents de ceux que prévoit la convention en vigueur.

Nullité de la nouvelle convention

(2) Toute nouvelle convention conclue en contravention au paragraphe (1) est nulle.

Idem

(3) Pour l'application du paragraphe (1), une durée ou une date d'entrée en vigueur différentes ne constituent pas une différence incontestable dans les services de perfectionnement personnel fournis.

Exemption : renouvellements

(4) Le présent article n'a pas pour effet d'empêcher le renouvellement d'une convention de services de perfectionnement personnel pendant la durée de celle-ci, pourvu qu'il satisfasse aux exigences prévues à l'article 31.

Droit d'entrée

33. Nul fournisseur de services de perfectionnement personnel ne doit, selon le cas :

- a) exiger d'un consommateur plus d'un droit d'entrée;
- b) exiger un droit d'entrée supérieur à deux fois le droit d'adhésion annuel.

Paiement par versements échelonnés

34. (1) Le fournisseur de services de perfectionnement personnel offre au consommateur au moins une option de paiement par versements échelonnés du droit d'adhésion et du droit d'entrée, le cas échéant, option qui prévoit le paiement de versements mensuels égaux échelonnés sur la durée de la convention de services de perfectionnement personnel.

Idem

(2) Nul fournisseur ne doit offrir une option de paiement par versements échelonnés selon laquelle le montant total des versements échelonnés dépasse de plus de 25 pour cent celui du droit d'adhésion ou du droit d'entrée, le cas échéant.

Cancellation: cooling-off period

35. (1) A consumer may, without any reason, cancel a personal development services agreement at any time within 10 days after the later of receiving the written copy of the agreement and the day all the services are available.

Cancellation: failure to meet requirements

(2) In addition to the right under subsection (1), a consumer may cancel a personal development services agreement within one year after the date of entering into the agreement if the consumer does not receive a copy of the agreement that meets the requirements under section 30.

Trustee for payment for unavailable services

36. (1) No supplier shall receive payment from a consumer for personal development services that are not available at the time the payment is made except if the payment is made through a trust corporation registered under the *Loan and Trust Corporations Act* that has agreed to act as a trustee for the payment.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply when one of the services that is not available is the use of a facility and the consumer has agreed in writing to use another facility provided by the supplier until the facility contracted for is available.

Facility not available

(3) If a facility is not available for use on the day specified in the agreement, the trustee shall refund all payment received from the consumer unless the consumer agrees in writing to permit the trustee to retain the payment.

Extension

(4) No permission given under subsection (3) applies for longer than 90 days but a subsequent permission may be given on the expiration of a permission.

Duties of trustee

- (5) Where a supplier has a trustee under subsection (1),
- (a) any notice to the trustee shall be deemed to be notice to the supplier; and
 - (b) any money payable by the supplier is payable by the trustee to the extent that the trustee holds sufficient trust funds for that purpose.

Same

(6) Every trustee under subsection (1) shall, upon receiving any payment from a consumer, provide the consumer with written confirmation of receipt of the payment and of the fact that the payment will be dealt with in accordance with sections 30 to 35 and with this section.

Same

(7) No trustee shall release to a supplier funds received from a consumer until the personal development services are available.

Résiliation : délai de réflexion

35. (1) Le consommateur peut, sans aucun motif, résilier une convention de services de perfectionnement personnel en tout temps à compter du jour où il l'a conclue et jusqu'à 10 jours après soit en avoir reçu une copie, soit, s'il lui est postérieur, le jour où tous les services sont offerts.

Résiliation : inobservation des exigences

(2) Outre le droit prévu au paragraphe (1), le consommateur peut résilier une convention de services de perfectionnement personnel dans l'année qui suit le jour où il l'a conclue s'il n'en a pas reçu une copie qui satisfait aux exigences prévues à l'article 30.

Fiduciaire des paiements pour services non disponibles

36. (1) Nul fournisseur ne doit percevoir d'un consommateur un paiement pour des services de perfectionnement personnel qui ne sont pas disponibles au moment où le paiement est fait, sauf par l'intermédiaire d'une société de fiducie inscrite en application de la *Loi sur les sociétés de prêt et de fiducie* qui accepte d'agir comme fiduciaire à l'égard du paiement.

Exception

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas si l'un des services non disponibles est l'utilisation d'une installation et que le consommateur a consenti par écrit à en utiliser une autre, fournie par le fournisseur, jusqu'à ce que celle visée par la convention soit disponible.

Installation non disponible

(3) Si une installation n'est pas disponible le jour que précise la convention, le fiduciaire rembourse tous les paiements perçus du consommateur, sauf si celui-ci l'autorise par écrit à les retenir.

Prorogation

(4) L'autorisation accordée en vertu du paragraphe (3) est valable pour au plus 90 jours. À son expiration, toutefois, une autorisation subséquente peut être accordée.

Fonctions du fiduciaire

- (5) Si un fournisseur a recours à un fiduciaire en application du paragraphe (1) :
- a) d'une part, tout avis donné au fiduciaire est réputé donné au fournisseur;
 - b) d'autre part, toute somme payable par le fournisseur est payable par le fiduciaire dans la mesure où celui-ci détient suffisamment de fonds en fiducie à cet effet.

Idem

(6) Le fiduciaire visé au paragraphe (1) qui perçoit un paiement du consommateur lui confirme par écrit sa réception et le fait qu'il sera traité conformément aux articles 30 à 35 et au présent article.

Idem

(7) Nul fiduciaire ne doit remettre au fournisseur les fonds perçus d'un consommateur avant que les services de perfectionnement personnel ne soient disponibles.

Same

(8) The trustee shall release the funds held under this section to the consumer if the consumer cancels the personal development services agreement in accordance with this Act.

INTERNET AGREEMENTS**Application**

37. Sections 38 to 40 apply to an internet agreement if the consumer's total potential payment obligation under the agreement, excluding the cost of borrowing, exceeds a prescribed amount.

Disclosure of information

38. (1) Before a consumer enters into an internet agreement, the supplier shall disclose the prescribed information to the consumer.

Express opportunity to accept or decline agreement

(2) The supplier shall provide the consumer with an express opportunity to accept or decline the agreement and to correct errors immediately before entering into it.

Manner of disclosure

(3) In addition to the requirements set out in section 5, disclosure under this section shall be accessible and shall be available in a manner that ensures that,

- (a) the consumer has accessed the information; and
- (b) the consumer is able to retain and print the information.

Copy of internet agreement

39. (1) A supplier shall deliver to a consumer who enters into an internet agreement a copy of the agreement in writing within the prescribed period after the consumer enters into the agreement.

Content of internet agreement

(2) The copy of the internet agreement shall include such information as may be prescribed.

Deemed supply of internet agreement

(3) For the purposes of subsection (1), a supplier is considered to have delivered a copy of the internet agreement to the consumer if the copy is delivered in the prescribed manner.

Cancellation of internet agreement

40. (1) A consumer may cancel an internet agreement at any time from the date the agreement is entered into until seven days after the consumer receives a copy of the agreement if,

- (a) the supplier did not disclose to the consumer the information required under subsection 38 (1); or
- (b) the supplier did not provide to the consumer an express opportunity to accept or decline the agreement or to correct errors immediately before entering into it.

Idem

(8) Le fiduciaire remet les fonds détenus en application du présent article au consommateur qui résilie la convention de services de perfectionnement personnel conformément à la présente loi.

CONVENTIONS ÉLECTRONIQUES**Champ d'application**

37. Les articles 38 à 40 s'appliquent aux conventions électroniques qui prévoient que le consommateur doit faire un paiement éventuel total, à l'exclusion du coût d'emprunt, supérieur à la somme prescrite.

Divuligation de renseignements

38. (1) Le fournisseur divulgue au consommateur les renseignements prescrits avant de conclure une convention électronique avec lui.

Possibilité d'accepter ou de refuser la convention

(2) Le fournisseur donne expressément au consommateur la possibilité d'accepter ou de refuser la convention et de corriger les erreurs immédiatement avant de la conclure.

Mode de divulgation

(3) Outre les exigences énoncées à l'article 5, les renseignements divulgués en application du présent article doivent être rendus accessibles et disponibles d'une manière qui garantit que :

- a) d'une part, le consommateur y a accédé;
- b) d'autre part, le consommateur peut les conserver et les imprimer.

Copie de la convention électronique

39. (1) Dans le délai prescrit qui suit la conclusion d'une convention électronique par un consommateur, le fournisseur lui en remet une copie écrite.

Contenu de la convention électronique

(2) La copie de la convention électronique comprend les renseignements prescrits.

Convention électronique réputée remise

(3) Pour l'application du paragraphe (1), le fournisseur est réputé avoir remis au consommateur une copie de la convention électronique si elle est remise de la manière prescrite.

Résiliation de la convention électronique

40. (1) Le consommateur peut résilier une convention électronique en tout temps à compter du jour où il l'a conclue et jusqu'à sept jours après en avoir reçu une copie si, selon le cas :

- a) le fournisseur ne lui a pas divulgué les renseignements exigés en application du paragraphe 38 (1);
- b) le fournisseur ne lui a pas donné expressément la possibilité de l'accepter ou de la refuser ou de corriger les erreurs immédiatement avant de la conclure.

Same

(2) A consumer may cancel an internet agreement within 30 days after the date the agreement is entered into, if the supplier does not provide the consumer with a copy of the agreement pursuant to section 39.

DIRECT AGREEMENTS**Application**

41. (1) Sections 42 and 43 apply to direct agreements if the consumer's total potential payment obligations under the agreement, excluding the cost of borrowing, exceeds a prescribed amount.

Transition

(2) Sections 42 and 43 apply to direct agreements entered into on or after the day this section is proclaimed in force.

Same

(3) The *Consumer Protection Act*, as it existed immediately before its repeal by the *Consumer Protection Statute Law Amendment Act, 2002*, continues to apply to direct sales contracts entered into before its repeal.

Requirements for direct agreements

42. Every direct agreement shall be in writing, shall be delivered to the consumer and shall be made in accordance with the prescribed requirements.

Cancellation: cooling-off period

43. (1) A consumer may, without any reason, cancel a direct agreement at any time from the date of entering into the agreement until 10 days after receiving the written copy of the agreement.

Cancellation: failure to meet requirements

(2) In addition to the right under subsection (1), a consumer may cancel a direct agreement within one year after the date of entering into the agreement if the consumer does not receive a copy of the agreement that meets the requirements under section 42.

REMOTE AGREEMENTS**Application**

44. Sections 45 to 47 apply to remote agreements if the consumer's total potential payment obligation under the agreement, excluding the cost of borrowing, exceeds a prescribed amount.

Disclosure of information

45. Before a consumer enters into a remote agreement, the supplier shall disclose the prescribed information to the consumer and shall satisfy the prescribed requirements.

Copy of remote agreement

46. (1) A supplier shall deliver to a consumer who enters into a remote agreement a copy of the agreement in writing within the prescribed period after the consumer enters into the agreement.

Idem

(2) Le consommateur peut résilier une convention électronique dans les 30 jours de la date où il l'a conclue si le fournisseur ne lui en a pas remis une copie conformément à l'article 39.

CONVENTIONS DIRECTES**Champ d'application**

41. (1) Les articles 42 et 43 s'appliquent aux conventions directes qui prévoient que le consommateur doit faire un paiement éventuel total, à l'exclusion du coût d'emprunt, supérieur à la somme prescrite.

Disposition transitoire

(2) Les articles 42 et 43 s'appliquent aux conventions directes conclues le jour de la proclamation en vigueur du présent article ou par la suite.

Idem

(3) La *Loi sur la protection du consommateur*, telle qu'elle existait immédiatement avant son abrogation par la *Loi de 2002 modifiant des lois en ce qui concerne la protection du consommateur*, continue de s'appliquer aux contrats de vente directe conclus avant son abrogation.

Exigences relatives à la convention directe

42. La convention directe doit être écrite, remise au consommateur et conclue conformément aux exigences prescrites.

Résiliation : délai de réflexion

43. (1) Le consommateur peut, sans aucun motif, résilier une convention directe en tout temps à compter du jour où il l'a conclue et jusqu'à 10 jours après en avoir reçu une copie.

Résiliation : inobservation des exigences

(2) Outre le droit prévu au paragraphe (1), le consommateur peut résilier une convention directe dans l'année qui suit le jour où il l'a conclue s'il n'en a pas reçu une copie qui satisfait aux exigences prévues à l'article 42.

CONVENTIONS À DISTANCE**Champ d'application**

44. Les articles 45 à 47 s'appliquent aux conventions à distance qui prévoient que le consommateur doit faire un paiement éventuel total, à l'exclusion du coût d'emprunt, supérieur à la somme prescrite.

Divulguation de renseignements

45. Le fournisseur divulgue au consommateur les renseignements prescrits et satisfait aux exigences prescrites avant de conclure une convention à distance avec lui.

Copie de la convention à distance

46. (1) Dans le délai prescrit qui suit la conclusion d'une convention à distance par un consommateur, le fournisseur lui en remet une copie écrite.

Content of remote agreement

(2) The copy of the remote agreement shall include such information as may be prescribed.

Deemed supply of remote agreement

(3) For the purposes of subsection (1), a supplier is considered to have delivered a copy of the remote agreement to the consumer if the copy is delivered in the prescribed manner.

Cancellation of remote agreement

47. (1) A consumer may cancel a remote agreement at any time from the date the agreement is entered into until seven days after the consumer receives a copy of the agreement if the supplier fails to comply with section 45.

Same

(2) A consumer may cancel a remote agreement within one year after the date the agreement is entered into if the supplier does not provide the consumer with a copy of the agreement pursuant to section 46.

**PART V
SECTORS WHERE
ADVANCE FEE PROHIBITED**

Definitions

48. In this Part,

“consumer report”, “credit information”, “file” and “personal information” each have the same meaning as in section 1 of the *Consumer Reporting Act*; (“rapport sur le consommateur”, “renseignements sur la solvabilité”, “dossier”, “renseignements personnels”)

“credit repair” means services or goods that are intended to improve a consumer report, credit information, file or personal information, including a credit record, credit history or credit rating; (“redressement de crédit”)

“credit repairer” means,

- (a) a supplier of credit repair, or
- (b) a person who holds themself out as a person described in clause (a); (“redresseur de crédit”)

“regulated operator” means,

- (a) a person who is a credit repairer or a loan broker, or
- (b) a supplier who supplies such goods or services as may be prescribed or a person who holds themself out as a supplier of such goods or services. (“exploitant réglementé”)

Requirements for consumer agreements

49. Every consumer agreement for loan brokering, credit repair or for the supply of such other goods or services as may be prescribed shall be in writing, shall be delivered to the consumer and shall be made in accordance with the prescribed requirements.

Contenu de la convention à distance

(2) La copie de la convention à distance comprend les renseignements prescrits.

Convention à distance réputée remise

(3) Pour l'application du paragraphe (1), le fournisseur est réputé avoir remis au consommateur une copie de la convention à distance si elle est remise de la manière prescrite.

Résiliation de la convention à distance

47. (1) Le consommateur peut résilier une convention à distance en tout temps à compter du jour où il l'a conclue et jusqu'à sept jours après en avoir reçu une copie si le fournisseur n'observe pas l'article 45.

Idem

(2) Le consommateur peut résilier une convention à distance dans l'année qui suit la date où il l'a conclue si le fournisseur ne lui en a pas remis une copie conformément à l'article 46.

**PARTIE V
DOMAINES OÙ LES PAIEMENTS ANTICIPÉS
SONT INTERDITS**

Définitions

48. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

«dossier», «rapport sur le consommateur», «renseignements personnels» et «renseignements sur la solvabilité» S'entendent au sens de l'article 1 de la *Loi sur les renseignements concernant le consommateur*. («file», «consumer report», «personal information», «credit information»)

«exploitant réglementé» Selon le cas :

- a) redresseur de crédit ou courtier en prêts;
- b) fournisseur des marchandises ou des services prescrits ou personne qui se fait passer pour tel. («regulated operator»)

«redressement de crédit» Services ou marchandises destinés à améliorer un rapport sur le consommateur, des renseignements sur la solvabilité, un dossier ou des renseignements personnels, y compris un dossier de crédit, des antécédents en matière de crédit et une cote de solvabilité. («credit repair»)

«redresseur de crédit» Selon le cas :

- a) fournisseur de redressement de crédit;
- b) quiconque se présente comme une personne visée à l'alinéa a). («credit repairer»)

Exigences relatives à la convention de consommation

49. La convention de consommation portant sur le courtage en prêts, le redressement de crédit ou la fourniture de marchandises ou de services prescrits doit être écrite, remise au consommateur et conclue conformément aux exigences prescrites.

Advance payments prohibited

50. (1) No regulated operator shall require or accept any payment or any security for a payment, directly or indirectly, from or on behalf of a consumer unless and until,

- (a) in respect of loan brokering, the consumer receives the loan of money that the loan broker has assisted to arrange;
- (b) in respect of credit repair, the credit repairer causes a material improvement to the consumer report, credit information, file, personal information, credit record, credit history or credit rating of the consumer; or
- (c) in respect of the supply of such other goods or services as may be prescribed, the prescribed requirements are met.

Security arrangement void

(2) Every arrangement by which a regulated operator takes security in contravention of subsection (1) is void.

Cancellation: cooling-off period

51. (1) A consumer who is a party to an agreement for loan brokering, credit repair or the supply of such goods and services as may be prescribed may, without any reason, cancel the agreement at any time from the date of entering into the agreement until 10 days after receiving the written copy of the agreement.

Cancellation: failure to meet requirements

(2) In addition to the right under subsection (1), a consumer who is a party to an agreement for loan brokering, credit repair or the supply of such goods and services as may be prescribed may cancel the agreement within one year after the date of entering into it if the consumer does not receive a copy of the agreement that meets the requirements under section 49.

Officers, directors

52. The officers and directors of a regulated operator are jointly and severally liable for any remedy in respect of which a person is entitled to commence a proceeding against the operator.

Prohibited representations

53. A regulated operator shall not communicate or cause to be communicated any representation that is prescribed as a prohibited representation.

Transition

54. (1) Sections 48 to 53 apply to consumer transactions that occur on or after the day this section is proclaimed in force.

Same

(2) The *Loan Brokers Act, 1994*, as it existed immediately before its repeal by the *Consumer Protection Statute Law Amendment Act, 2002*, continues to apply to all

Paielements anticipés interdits

50. (1) L'exploitant réglementé ne doit pas, directement ou indirectement, exiger ni accepter du consommateur ou pour son compte un paiement ou une garantie de paiement avant que :

- a) à l'égard du courtage en prêts, le consommateur reçoive le prêt d'argent que le courtier en prêts l'a aidé à obtenir;
- b) à l'égard d'un redressement de crédit, le redresseur de crédit amène une amélioration importante du rapport sur le consommateur, des renseignements sur la solvabilité le concernant, de son dossier, de ses renseignements personnels, de son dossier de crédit, de ses antécédents en matière de crédit ou de sa cote de solvabilité;
- c) à l'égard de la fourniture de marchandises ou de services prescrits, il soit satisfait aux exigences prescrites.

Nullité des contrats de sûreté

(2) Est nul tout arrangement selon lequel l'exploitant réglementé reçoit une garantie en contravention du paragraphe (1).

Résiliation : délai de réflexion

51. (1) Le consommateur peut, sans aucun motif, résilier une convention de courtage en prêts, de redressement de crédit ou de fourniture de marchandises ou de services prescrits en tout temps à compter du jour où il l'a conclue et jusqu'à 10 jours après en avoir reçu une copie.

Résiliation : inobservation des exigences

(2) Outre le droit prévu au paragraphe (1), le consommateur qui est partie à une convention de courtage en prêts, de redressement de crédit ou de fourniture de marchandises ou de services prescrits peut la résilier dans l'année qui suit le jour où il l'a conclue s'il n'en a pas reçu une copie qui satisfait aux exigences prévues à l'article 49.

Dirigeants, administrateurs

52. Les dirigeants et les administrateurs de l'exploitant réglementé sont responsables conjointement et individuellement de la réparation à l'égard de laquelle une personne a le droit d'intenter une poursuite contre lui.

Assertions interdites

53. L'exploitant réglementé ne doit pas communiquer ni faire communiquer des assertions que les règlements prescrivent comme étant interdites.

Disposition transitoire

54. (1) Les articles 48 à 53 s'appliquent aux opérations de consommation qui ont lieu le jour de la proclamation en vigueur du présent article ou par la suite.

Idem

(2) La *Loi de 1994 sur les courtiers en prêts*, telle qu'elle existait immédiatement avant son abrogation par la *Loi de 2002 modifiant des lois en ce qui concerne la*

agreements to assist a consumer in obtaining a loan of money entered into before its repeal.

Same

(3) Sections 13.1 to 13.8 of the *Consumer Reporting Act*, as they existed immediately before their repeal by the *Consumer Protection Statute Law Amendment Act, 2002*, continue to apply to all consumer transactions that occurred before their repeal.

**PART VI
REPAIRS TO MOTOR VEHICLES
AND OTHER GOODS**

Definitions

55. In this Part,

“estimate” means an estimate of the total cost of work on and repairs to the goods being repaired; (“devis”)

“repairer” means a supplier who works on or repairs vehicles or other prescribed goods; (“réparateur”)

“vehicle” means a motor vehicle as defined in the *Highway Traffic Act*. (“véhicule”)

Estimates

56. (1) No repairer shall charge a consumer for any work or repairs unless the repairer first gives the consumer an estimate that meets the prescribed requirements.

Same

(2) Despite subsection (1), a repairer may charge for work or repairs without giving an estimate if,

- (a) the repairer offers to give the consumer an estimate and the consumer declines the offer of an estimate;
- (b) the consumer specifically authorizes the maximum amount that he or she will pay the repairer to make the repairs or do the work; and
- (c) the cost charged for the work or repairs does not exceed the maximum amount authorized by the consumer.

Estimate fee

57. (1) Subject to subsection (3), no repairer shall charge a fee for an estimate unless the consumer is told in advance that a fee will be charged and the amount of the fee.

Same

(2) A fee for an estimate shall be deemed to include the cost of diagnostic time, the cost of reassembling the goods and the cost of parts that will be damaged and must be replaced when reassembling if the work or repairs are not authorized by the consumer.

protection du consommateur, continue de s'appliquer aux conventions visant à aider un consommateur à obtenir un prêt d'argent conclues avant son abrogation.

Idem

(3) Les articles 13.1 à 13.8 de la *Loi sur les renseignements concernant le consommateur*, tels qu'ils existaient immédiatement avant leur abrogation par la *Loi de 2002 modifiant des lois en ce qui concerne la protection du consommateur*, continuent de s'appliquer aux opérations de consommation qui ont eu lieu avant leur abrogation.

**PARTIE VI
RÉPARATIONS DE VÉHICULES AUTOMOBILES
ET D'AUTRES MARCHANDISES**

Définitions

55. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

«devis» Estimation du coût total des travaux et des réparations faits sur des marchandises réparées. («estimate»)

«réparateur» Fournisseur qui fait des travaux sur des véhicules ou des marchandises prescrites ou qui les répare. («repairer»)

«véhicule» Véhicule automobile au sens du *Code de la route*. («vehicle»)

Devis

56. (1) Nul réparateur ne doit facturer à un consommateur un travail ou une réparation sans lui avoir d'abord remis un devis qui satisfait aux exigences prescrites.

Idem

(2) Malgré le paragraphe (1), le réparateur peut facturer un travail ou une réparation sans remettre de devis si les conditions suivantes sont réunies :

- a) il en offre un au consommateur et celui-ci le refuse;
- b) le consommateur autorise expressément le montant maximal qu'il lui paiera pour faire la réparation ou le travail;
- c) le coût facturé du travail ou de la réparation n'est pas supérieur au montant maximal autorisé par le consommateur.

Frais de devis

57. (1) Sous réserve du paragraphe (3), nul réparateur ne doit exiger de frais de devis, sauf si le consommateur est informé à l'avance du fait qu'ils seront exigés et de leur montant.

Idem

(2) Les frais de devis sont réputés comprendre le coût du temps consacré au diagnostic, le coût du réassemblage des marchandises et le coût des pièces endommagées qui doivent être remplacées au cours du réassemblage si les travaux ou les réparations ne sont pas autorisés par le consommateur.

Same

(3) A repairer shall not charge a fee for an estimate if the work or repairs in question are authorized and carried out.

Same

(4) Despite subsection (3), a repairer may charge a fee for an estimate if the repairer is unable to obtain, without unreasonable delay, authorization to proceed with the work or repairs and the goods are reassembled before being worked on or repaired so that the goods can be moved in order to free repair space.

Authorization required

58. (1) No repairer shall charge for any work or repairs unless the consumer authorizes the work or repairs.

Exceeding estimate prohibited

(2) No repairer shall charge, for work or repairs for which an estimate was given, an amount that exceeds the estimate by more than 10 per cent.

Authorization not in writing

59. If an authorization required by section 56, 57 or 58 is not given in writing, the authorization is not effective unless it is recorded in a manner that meets the prescribed requirements.

Posting signs

60. A repairer shall post the prescribed signs in accordance with the prescribed requirements.

Return of parts

61. (1) Every repairer shall offer to return to the consumer all parts removed in the course of work or repairs and shall return all such parts unless advised when the work or repairs are authorized that the consumer does not require their return.

Parts kept separate

(2) Every repairer shall keep parts removed from goods being repaired separate from the parts removed from any other goods and, if their return is requested by the consumer, shall return the parts in a clean container.

Exception

(3) Subsections (1) and (2) do not apply to,

- (a) parts for which there has been no charge for the part or for work on or repair to the part; or
- (b) parts replaced under warranty whose return to the manufacturer or distributor is required.

Invoice

62. The repairer shall, on completion of work or repairs, deliver to the consumer an invoice containing the prescribed information in the prescribed manner.

Idem

(3) Nul réparateur ne doit exiger de frais de devis si les travaux ou les réparations auxquels il se rapporte sont autorisés et faits.

Idem

(4) Malgré le paragraphe (3), le réparateur peut exiger des frais de devis s'il lui est impossible d'obtenir dans un délai raisonnable l'autorisation de faire les travaux ou les réparations et qu'il réassemble les marchandises avant de faire les travaux ou les réparations afin de les déplacer pour dégager l'espace réservé aux réparations.

Autorisation requise

58. (1) Nul réparateur ne doit facturer des travaux ou des réparations sans que le consommateur les autorise.

Interdiction d'établir une facture supérieure au devis

(2) Nul réparateur ne doit facturer, pour des travaux ou des réparations à l'égard desquels un devis a été établi, un montant qui est supérieur à celui-ci de plus de 10 pour cent.

Autorisation écrite

59. L'autorisation exigée par l'article 56, 57 ou 58 qui n'est pas donnée par écrit n'est valable que si elle est consignée d'une manière qui satisfait aux exigences prescrites.

Affichage d'écriteaux

60. Le réparateur affiche les écriteaux prescrits conformément aux exigences prescrites.

Pièces rendues

61. (1) Le réparateur offre de rendre au consommateur les pièces retirées au cours des travaux ou des réparations et les lui rend, sauf si celui-ci l'avise que ce n'est pas nécessaire lorsqu'il autorise les travaux ou les réparations.

Mise de côté des pièces

(2) Le réparateur garde les pièces retirées de marchandises en cours de réparation à part de celles d'autres marchandises. Il les rend, dans un contenant propre, au consommateur qui en fait la demande.

Exception

(3) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas, selon le cas :

- a) aux pièces pour lesquelles aucun montant n'est exigé ou aux pièces ayant fait l'objet de travaux ou de réparations pour lesquels aucun montant n'est exigé;
- b) aux pièces remplacées dans le cadre d'une garantie qui exige leur renvoi au fabricant ou au distributeur.

Facture

62. Une fois terminés les travaux ou les réparations, le réparateur remet au consommateur, de la manière prescrite, une facture où figurent les renseignements prescrits.

Warranty for vehicles

63. (1) On the repair of a vehicle, every repairer shall be deemed to warrant all new or reconditioned parts installed and the labour required to install them for a minimum of 90 days or 5,000 kilometres, whichever comes first, or for such greater minimum as may be prescribed.

Same

(2) The warranty in subsection (1) is in addition to the deemed and implied conditions and warranties set out in section 9.

Failure of work or repairs under warranty

(3) The person having charge of a vehicle that becomes inoperable or unsafe to drive because of the failure or inadequacy of work or repairs to which a warranty under this section applies may, when it is not reasonable to return the vehicle to the original repairer, have the failure or inadequacy repaired at the closest facility available for the work or repairs.

Recovery of cost of failed work or repairs

(4) When work or repairs are made under subsection (3), the person entitled to a warranty under this section is entitled to recover from the original repairer the original cost of the work or repairs and reasonable towing charges.

Loss of warranty

(5) A consumer who subjects any vehicle part to misuse or abuse is not entitled to the benefit of the warranty on that part.

Same

(6) No repairer shall refuse to reimburse a consumer because of the operation of subsection (5) unless the repairer has reasonable grounds to believe that the part under warranty was subjected to misuse or abuse.

Return of parts

(7) A consumer who is seeking reimbursement under this section shall return, upon the request and at the expense of the original repairer, the defective parts to the original repairer unless, in the circumstances, it is not reasonably possible for the consumer to do so.

Reimbursement

(8) An original repairer who is required to make a payment under this section is entitled to recover from the supplier of a defective part any amount paid to the consumer under subsection (4).

Consistent cost

64. No repairer shall give an estimate or charge an amount for work or repairs that is greater than that usually given or charged by that repairer for the same work or repairs merely because the cost is to be paid, directly or indirectly, by an insurance company licensed under the *Insurance Act*.

Garantie relative aux véhicules

63. (1) Le réparateur est réputé garantir les pièces neuves ou remises en état installées pour réparer un véhicule et la main-d'oeuvre nécessaire à leur installation pour au moins 90 jours ou, s'ils sont parcourus en moins de temps, 5 000 kilomètres, ou pour la période ou distance plus grande qui est prescrite.

Idem

(2) La garantie visée au paragraphe (1) s'ajoute aux conditions et garanties réputées et implicites énoncées à l'article 9.

Inefficacité des travaux ou des réparations garantis

(3) La personne responsable d'un véhicule qui devient impossible ou dangereux à conduire du fait de l'inefficacité ou de l'insuffisance de travaux ou de réparations couverts par une garantie visée au présent article peut y faire remédier dans l'atelier compétent le plus proche s'il n'est pas raisonnable de ramener le véhicule au réparateur initial.

Recouvrement du coût des travaux ou réparations inefficaces

(4) En cas de travaux ou de réparations faits en application du paragraphe (3), le bénéficiaire de la garantie prévue au présent article a le droit de recouvrer auprès du réparateur initial le coût des travaux ou des réparations initiaux et les frais de remorquage raisonnables.

Garantie nulle

(5) Le consommateur qui fait un mauvais usage ou un usage abusif d'une pièce de véhicule n'a plus droit à la garantie à l'égard de cette pièce.

Idem

(6) Le réparateur ne doit pas refuser de rembourser un consommateur en application du paragraphe (5), sauf s'il a des motifs raisonnables de croire qu'un mauvais usage ou un usage abusif a été fait de la pièce garantie.

Pièces rendues

(7) Sauf si les circonstances ne le lui permettent pas raisonnablement, le consommateur qui cherche à obtenir un remboursement en vertu du présent article rend les pièces défectueuses au réparateur initial à la demande et aux frais de ce dernier.

Remboursement

(8) Le réparateur initial tenu de faire un paiement en application du présent article a le droit de recouvrer auprès du fournisseur d'une pièce défectueuse toute somme versée au consommateur en application du paragraphe (4).

Coût stable

64. Nul réparateur ne doit établir, pour des travaux ou des réparations, un devis ou une facture d'un montant supérieur à celui qu'il indique habituellement sur le devis ou la facture de travaux ou de réparations identiques, uniquement parce que le coût est couvert directement ou indirectement par une compagnie d'assurance titulaire d'un permis délivré en vertu de la *Loi sur les assurances*.

Transition

65. (1) Sections 55 to 64 apply to all consumer agreements for work or repair that are entered into on or after the day this section is proclaimed in force.

Same

(2) The *Motor Vehicle Repair Act*, as it existed immediately before its repeal by the *Consumer Protection Statute Law Amendment Act, 2002*, applies to agreements for work or repair to a vehicle entered into before its repeal.

PART VII CREDIT AGREEMENTS

GENERAL

Definitions

66. In this Part,

“advance” means value received by the borrower under a credit agreement as determined in the prescribed manner; (“avance”)

“annual percentage rate” means the annual percentage rate in respect of a credit agreement that is determined in the prescribed manner; (“taux de crédit”)

“borrower” means the consumer who is a party to a credit agreement or prospective credit agreement who, respectively, receives or will receive credit from the other party but does not include a guarantor; (“emprunteur”)

“brokerage fee” means the payment that a borrower makes or agrees to make to a loan broker who assists or attempts to assist the borrower in arranging a credit agreement, and includes an amount that the lender deducts from an advance and pays to the broker; (“frais de courtage”)

“cost of borrowing” means all amounts that a borrower is required to pay under or as a condition of entering into a credit agreement other than,

(a) a payment or repayment of a portion of the principal under the agreement as prescribed, and

(b) prescribed charges; (“coût d’emprunt”)

“credit agreement” means a consumer agreement under which a lender extends credit to a borrower and includes a loan of money, a supplier credit agreement and a consumer agreement under which a loan of money or supplier credit agreement may occur in the future, but does not include an agreement under which a lender extends credit on the security of a mortgage of real property or consumer agreements of a prescribed type; (“convention de crédit”)

“default charge” means a charge imposed on a borrower who does not make a payment as it comes due under a credit agreement or who does not comply with any other obligation under a credit agreement, but does not include interest on an overdue payment; (“frais de défaut”)

Disposition transitoire

65. (1) Les articles 55 à 64 s’appliquent aux conventions de consommation relatives à des travaux ou à des réparations conclues le jour de la proclamation en vigueur du présent article ou par la suite.

Idem

(2) La *Loi sur les réparations de véhicules automobiles*, telle qu’elle existait immédiatement avant son abrogation par la *Loi de 2002 modifiant des lois en ce qui concerne la protection du consommateur*, s’applique aux conventions relatives à des travaux ou à des réparations effectués sur un véhicule, conclues avant son abrogation.

PARTIE VII CONVENTIONS DE CRÉDIT

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Définitions

66. Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente partie.

«avance» Valeur calculée de la manière prescrite que l’emprunteur reçoit aux termes d’une convention de crédit. («advance»)

«convention de crédit» Convention de consommation aux termes de laquelle un prêteur fait crédit à un emprunteur. S’entend en outre d’un prêt d’argent, d’une convention de crédit fournisseur et d’une convention de consommation aux termes de laquelle un prêt d’argent ou une convention de crédit fournisseur peut se produire ultérieurement. Sont exclues les conventions aux termes desquelles un prêteur accorde un crédit garanti par une hypothèque portant sur un bien immeuble ou les conventions de consommation d’un type prescrit. («credit agreement»)

«convention de crédit fournisseur» Convention de consommation, à l’exclusion d’une convention de consommation portant sur une location, à laquelle s’applique la partie VIII, selon laquelle le fournisseur ou la personne associée avec lui accorde un crédit fixe au consommateur pour l’aider à obtenir du fournisseur des marchandises ou des services, à l’exclusion d’un crédit. («supplier credit agreement»)

«coût d’emprunt» La totalité des sommes qu’un emprunteur est tenu de payer aux termes d’une convention de crédit ou comme condition pour la conclure, à l’exclusion de ce qui suit :

a) le paiement ou le remboursement d’une partie du capital aux termes de la convention, selon ce qui est prescrit;

b) les frais prescrits. («cost of borrowing»)

«créancier fournisseur» Le fournisseur ou la personne associée avec lui qui est partie à une convention de crédit fournisseur. («supplier creditor»)

«crédit fixe» Crédit accordé aux termes d’une convention de crédit qui ne prévoit pas un crédit en blanc. («fixed credit»)

“fixed credit” means credit under a credit agreement that is not for open credit; (“crédit fixe”)

“floating rate” means a rate that bears a specified mathematical relationship to a public index that meets the prescribed requirements; (“taux variable”)

“lender” means a supplier who is a party to a credit agreement or prospective credit agreement who, respectively, extends or will extend credit to the borrower and includes a credit card issuer; (“prêteur”)

“optional service” means a service that is offered to a borrower in connection with a credit agreement and that the borrower does not have to accept in order to enter into the agreement; (“service facultatif”)

“supplier credit agreement” means a consumer agreement, other than a consumer agreement involving leases to which Part VIII applies, under which a supplier or an associate of the supplier, extends fixed credit to a consumer to assist the consumer in obtaining goods or services, other than credit, from the supplier; (“convention de crédit fournisseur”)

“supplier creditor” means the supplier or an associate of a supplier in a supplier credit agreement. (“créancier fournisseur”)

Non-application of Part

67. (1) This Part does not apply to a supplier credit agreement that,

- (a) requires the borrower to make payment in full in a single payment within a certain period after the supplier delivers a written invoice or statement of account to the borrower;
- (b) is unconditionally interest-free during the period for payment described in clause (a);
- (c) does not provide for any non-interest charges;
- (d) is unsecured apart from liens on the goods or services supplied through the agreement that may arise by operation of law; and
- (e) the supplier cannot assign in the ordinary course of business other than as security.

Obligations of loan brokers

(2) If a loan broker assists or attempts to assist in the arrangement of credit and the creditor is not in the business of supplying credit, the obligations that this Part would impose on a lender shall be deemed to be obligations of the loan broker and not the creditor, except as prescribed.

«emprunteur» Le consommateur qui est partie à une convention de crédit effective ou éventuelle et qui, selon le cas, reçoit ou recevra un crédit de l'autre partie. Est exclu quiconque est une caution. («borrower»)

«frais de courtage» Paiement qu'un emprunteur verse ou accepte de verser à un courtier en prêts qui l'aide ou tente de l'aider à conclure une convention de crédit. S'entend en outre de la somme que le prêteur déduit d'une avance et verse au courtier. («brokerage fee»)

«frais de défaut» Frais imposés à l'emprunteur qui ne fait pas un paiement à l'échéance prévue par une convention de crédit ou qui ne remplit pas une autre obligation qu'elle prévoit, à l'exclusion des intérêts sur un paiement en souffrance. («default charge»)

«prêteur» Le fournisseur qui est partie à une convention de crédit effective ou éventuelle et qui, selon le cas, fait ou fera crédit à l'emprunteur. S'entend en outre de l'émetteur d'une carte de crédit. («lender»)

«service facultatif» Service qui est offert à un emprunteur relativement à une convention de crédit et qu'il n'est pas obligé d'accepter afin de la conclure. («optional service»)

«taux de crédit» Le taux annuel en pourcentage dont est assorti une convention de crédit et qui est calculé de la manière prescrite. («annual percentage rate»)

«taux variable» Taux ayant un rapport mathématique précisé avec un indice public qui satisfait aux exigences prescrites. («floating rate»)

Non-application de la présente partie

67. (1) La présente partie ne s'applique pas à la convention de crédit fournisseur qui a les caractéristiques suivantes :

- a) elle oblige l'emprunteur à régler intégralement le solde au moyen d'un paiement unique dans un certain délai après que le fournisseur lui remet par écrit une facture ou un relevé de compte;
- b) elle prévoit inconditionnellement qu'aucun intérêt ne court pendant le délai de règlement visé à l'alinéa a);
- c) elle ne prévoit pas de frais autres que des intérêts;
- d) elle n'est pas garantie, à l'exclusion des privilèges détenus sur les marchandises ou les services fournis par suite de la convention qui peuvent prendre naissance par l'opération de la loi;
- e) elle ne peut être cédée par le fournisseur dans le cours ordinaire d'activités commerciales, sauf à titre de garantie.

Obligations des courtiers en prêts

(2) Si un courtier en prêts aide ou tente d'aider à l'obtention d'un crédit et que le créancier n'exerce pas l'activité de faire crédit, les obligations que la présente partie imposerait au prêteur sont réputées celles du courtier en prêts et non du créancier, sauf selon ce qui est prescrit.

Initial disclosure statement

(3) If the borrower pays or is liable to pay a brokerage fee, the initial disclosure statement for the credit agreement must,

- (a) disclose the amount of the brokerage fee; and
- (b) account for the brokerage fee in the annual percentage rate and in the cost of borrowing.

Transitional

(4) Section 76 and subsection 79 (1) do not apply to a credit agreement that the parties have entered into before this section comes into force and sections 24, 25 and 28 of the *Consumer Protection Act*, as they read immediately before their repeal by the *Consumer Protection Statute Law Amendment Act, 2002*, continue to apply to that agreement.

Agreement for credit card

68. (1) Despite section 13, a consumer who applies for a credit card without signing an application form or who receives a credit card from a credit card issuer without applying for it shall be deemed to have entered into a credit agreement with the issuer with respect to the card on first using the card.

Liability

(2) A consumer described in subsection (1) is not liable to pay the lender any amount in respect of the credit card received in the circumstances described in that subsection until the consumer uses the card.

Limiting liability for unauthorized charges

69. The maximum liability of a borrower for unauthorized charges under a credit agreement for open credit may be limited as prescribed.

Consequence of non-disclosure

70. A borrower under a credit agreement is not liable to pay the lender,

- (a) the cost of borrowing under a credit agreement if the borrower receives no statements required by this Part; or
- (b) as part of the cost of borrowing, any amount in excess of the amounts specified in the statements that this Part requires to be delivered to the borrower in respect of the agreement.

Correcting errors

71. If there is an error in a statement of account issued under a credit agreement for open credit, the lender shall correct the error in accordance with the prescribed requirements.

Required insurance

72. (1) A borrower who is required under a credit agreement to purchase insurance may purchase it from any insurer who may lawfully provide that type of insur-

Déclaration initiale

(3) Si l'emprunteur paie des frais de courtage ou en est redevable, la déclaration initiale concernant la convention de crédit doit :

- a) d'une part, faire état du montant des frais de courtage;
- b) d'autre part, rendre compte des frais de courtage dans l'établissement du taux de crédit et du coût d'emprunt.

Disposition transitoire

(4) L'article 76 et le paragraphe 79 (1) ne s'appliquent pas aux conventions de crédit que les parties ont conclues avant l'entrée en vigueur du présent article et les articles 24, 25 et 28 de la *Loi sur la protection du consommateur*, tels qu'ils existaient immédiatement avant leur abrogation par la *Loi de 2002 modifiant des lois en ce qui concerne la protection du consommateur*, continuent de s'appliquer à ces conventions.

Convention relative à une carte de crédit

68. (1) Malgré l'article 13, le consommateur qui demande une carte de crédit sans avoir signé de formulaire de demande ou qui reçoit une carte de crédit d'un émetteur de carte de crédit sans en avoir fait la demande est réputé avoir conclu une convention de crédit avec l'émetteur à l'égard de la carte lorsqu'il l'utilise pour la première fois.

Responsabilité

(2) Le consommateur visé au paragraphe (1) n'est redevable au prêteur d'aucune somme à l'égard de la carte de crédit reçue dans les circonstances énoncées à ce paragraphe avant de l'avoir utilisée.

Responsabilité limitée : débits non autorisés

69. La responsabilité maximale de l'emprunteur à l'égard de débits non autorisés que vise une convention de crédit en blanc peut être limitée selon ce qui est prescrit.

Conséquence de la non-divulgaration

70. L'emprunteur visé par une convention de crédit n'est redevable au prêteur :

- a) ni du coût d'emprunt prévu par la convention de crédit, si l'emprunteur ne reçoit pas les déclarations et relevés exigés par la présente partie;
- b) ni, au titre du coût d'emprunt, de l'excédent sur les sommes que précisent les déclarations et relevés concernant la convention dont la présente partie exige la remise à l'emprunteur.

Correction des erreurs

71. Le prêteur corrige, conformément aux exigences prescrites, les erreurs qui se produisent dans un relevé de compte établi dans le cadre d'une convention de crédit en blanc.

Assurance exigée

72. (1) L'emprunteur qui est tenu, aux termes d'une convention de crédit, de souscrire une assurance peut le faire de tout assureur qui peut légitimement fournir ce

ance, except that the lender may reserve the right to disapprove, on reasonable grounds, an insurer selected by the borrower.

Disclosure by lender

(2) A lender who offers to provide or to arrange insurance required under a credit agreement shall at the same time disclose to the borrower in writing that the borrower may purchase the insurance through an agent or an insurer of the borrower's choice.

Termination of optional services

73. (1) A borrower may terminate an optional service of a continuing nature provided by the lender or an associate of the lender on giving 30 days notice or such shorter period of notice as is specified in the agreement under which the service is provided.

Liability of borrower

(2) A borrower who terminates an optional service in accordance with subsection (1) is not liable for charges relating to any portion of the service that has not been provided at the time of termination and is entitled to a refund of amounts already paid for those charges.

Notice

(3) Notice under subsection (1) may be given in any way as long as it indicates the intention of the borrower to terminate the optional service and section 92 applies, with necessary modification, to such notice.

Deferral of payments

74. (1) If the lender under a credit agreement invites the borrower to defer making a payment that would otherwise be due under the agreement, the invitation must disclose whether or not interest will accrue on the unpaid amount during the period of the deferral and, if interest will accrue, the invitation must also disclose the interest rate.

Waiver of interest

(2) If the lender does not comply with subsection (1), the lender shall be deemed to have waived the interest that would otherwise accrue during the period.

Default charges

75. A lender is not entitled to impose on a borrower under a credit agreement default charges other than,

- (a) reasonable charges in respect of legal costs that the lender incurs in collecting or attempting to collect a required payment by the borrower under the agreement;
- (b) reasonable charges in respect of costs, including legal costs, that the lender incurs in realizing a security interest or protecting the subject-matter of a security interest after default under the agreement; or
- (c) reasonable charges reflecting the costs that the lender incurs because a cheque or other instrument of payment given by the borrower under the agreement has been dishonoured.

genre d'assurance; le prêteur peut toutefois se réserver le droit de refuser, pour des motifs raisonnables, l'assureur choisi par l'emprunteur.

Divulgateion par le prêteur

(2) Le prêteur qui offre de procurer ou de faire procurer l'assurance exigée par une convention de crédit déclare à l'emprunteur par écrit, au même moment, qu'il peut souscrire l'assurance par l'intermédiaire de l'agent ou de l'assureur de son choix.

Annulation des services facultatifs

73. (1) L'emprunteur peut annuler un service facultatif continu que fournit le prêteur ou la personne associée avec lui en donnant un préavis de 30 jours ou le préavis plus court précisé dans la convention aux termes de laquelle le service est fourni.

Responsabilité de l'emprunteur

(2) L'emprunteur qui annule un service facultatif conformément au paragraphe (1) n'est pas redevable des frais liés à toute partie du service qui n'a pas été fournie au moment de l'annulation et a droit au remboursement des sommes déjà versées au titre de ces frais.

Avis

(3) L'avis prévu au paragraphe (1) peut être donné de n'importe quelle manière, pourvu qu'il fasse état de l'intention de l'emprunteur d'annuler le service facultatif. L'article 92 s'applique, avec les adaptations nécessaires, à l'avis.

Report des paiements

74. (1) Si le prêteur visé par une convention de crédit offre à l'emprunteur de reporter un paiement qui serait échu par ailleurs aux termes de la convention, l'offre doit indiquer si la somme impayée portera ou non des intérêts au cours de la période de report et, dans l'affirmative, le taux d'intérêt.

Renonciation aux intérêts

(2) Le prêteur qui n'observe pas le paragraphe (1) est réputé avoir renoncé aux intérêts qui courraient par ailleurs au cours de la période.

Frais de défaut

75. Le prêteur n'a pas le droit d'imposer à l'emprunteur visé par une convention de crédit des frais de défaut autres que, selon le cas :

- a) les frais raisonnables liés aux frais de justice qu'il engage pour percevoir ou tenter de percevoir un paiement que l'emprunteur est tenu de verser aux termes de la convention;
- b) les frais raisonnables liés aux frais, notamment les frais de justice, qu'il engage pour réaliser une sûreté ou protéger l'objet d'une sûreté par suite d'un défaut survenu dans le cadre de la convention;
- c) les frais raisonnables qui reflètent les frais qu'il engage par suite du refus d'un chèque ou d'un autre effet de paiement que l'emprunteur a remis aux termes de la convention.

Prepayment

76. (1) A borrower is entitled to pay the full outstanding balance under a credit agreement at any time without any prepayment charge or penalty.

Refund or credit to borrower

(2) If a borrower prepays the full outstanding balance under a credit agreement for fixed credit, the lender shall refund to the borrower or credit the borrower with the portion of the charges, other than charges on account of interest, that was paid by the borrower under the agreement or that was added to the balance under the agreement.

Determining refund or credit

(3) The portion of the charges, other than charges on account of interest, that is to be refunded or credited to the borrower under subsection (2) shall be determined in the prescribed manner.

Partial prepayment

(4) A borrower is entitled to prepay a portion of the outstanding balance under a credit agreement for fixed credit on any scheduled date of the borrower's required payments under the agreement or once in any month without any prepayment charge or penalty.

No credit to borrower

(5) A borrower who makes a payment under subsection (4) is not entitled to a credit for the charges, other than charges on account of interest, that the borrower was required to pay under the agreement or that were added to the outstanding balance under the agreement.

DISCLOSURE**Representations**

77. No lender shall make representations or cause representations to be made with respect to a credit agreement, whether orally, in writing or in any other form, unless the representations comply with the prescribed requirements.

Disclosure of brokerage fee

78. (1) If a lender deducts a brokerage fee from an advance, the lender's initial disclosure statement must,

- (a) disclose the amount of the brokerage fee; and
- (b) account for the brokerage fee in the annual percentage rate and in the cost of borrowing.

Loan broker's statement

(2) If a loan broker takes an application from a borrower for a credit agreement and sends it to a lender, the loan broker shall deliver a statement to the borrower containing the information required in the initial disclosure statement referred to subsection (1), any other information required by this Part and any prescribed information.

Lender adopting loan broker's statement

(3) If a loan broker has delivered a statement to the borrower, the lender may adopt it as his, her or its own

Paiement anticipé

76. (1) L'emprunteur a le droit de payer le solde impayé intégral relatif à une convention de crédit en tout temps, sans frais ni indemnité de paiement anticipé.

Remboursement ou crédit

(2) Si l'emprunteur paie par anticipation le solde impayé intégral relatif à une convention de crédit fixe, le prêteur lui rembourse ou porte à son crédit la partie des frais, autres que les frais au titre des intérêts, qu'il a payée ou qui a été ajoutée au solde aux termes de la convention.

Calcul du remboursement ou du crédit

(3) La partie des frais, autres que les frais au titre des intérêts, qui doit être remboursée à l'emprunteur ou portée à son crédit en application du paragraphe (2) est calculée de la manière prescrite.

Paiement anticipé partiel

(4) L'emprunteur a le droit de payer par anticipation une partie du solde impayé relatif à une convention de crédit fixe à toute date de paiement qu'il est tenu de respecter aux termes de la convention ou une seule fois par mois, sans frais ni indemnité de paiement anticipé.

Aucun crédit

(5) L'emprunteur qui fait un paiement visé au paragraphe (4) n'a droit à aucun crédit pour les frais, autres que les frais au titre des intérêts, qu'il était tenu de payer ou qui ont été ajoutés au solde impayé aux termes de la convention.

DÉCLARATIONS**Assertions**

77. Aucun prêteur ne doit faire d'assertions à l'égard d'une convention de crédit, ni faire en sorte qu'il en soit fait sous toute forme, notamment oralement ou par écrit, à moins qu'elles ne satisfassent aux exigences prescrites.

Déclaration des frais de courtage

78. (1) La déclaration initiale du prêteur qui déduit des frais de courtage d'une avance doit :

- a) d'une part, faire état du montant des frais de courtage;
- b) d'autre part, rendre compte des frais de courtage dans l'établissement du taux de crédit et du coût d'emprunt.

Déclaration du courtier en prêts

(2) Le courtier en prêts qui reçoit d'un emprunteur une demande en vue d'obtenir une convention de crédit et l'envoie à un prêteur remet à l'emprunteur une déclaration qui comprend les renseignements qui doivent figurer dans la déclaration initiale visée au paragraphe (1), les autres renseignements exigés par la présente partie et les renseignements prescrits.

Adoption par le prêteur de la déclaration du courtier en prêts

(3) Si le courtier en prêts a remis une déclaration à l'emprunteur, le prêteur peut la considérer comme sa pro-

initial disclosure statement or may elect to deliver a separate initial disclosure statement to the borrower.

Initial disclosure statement

79. (1) Every lender shall deliver an initial disclosure statement for a credit agreement to the borrower at or before the time that the borrower enters into the agreement.

Contents of statement, fixed credit

(2) The initial disclosure statement for a credit agreement for fixed credit shall disclose the prescribed information.

Contents of statement, open credit

(3) The initial disclosure statement for a credit agreement for open credit shall disclose the prescribed information.

Brokerage fee

(4) If a loan broker assists in arranging a credit agreement, the initial disclosure statement shall disclose the prescribed information.

Subsequent disclosure: fixed credit

80. (1) If the interest rate in a credit agreement for fixed credit is a floating rate, the lender shall, at least once every 12 months after entering into the agreement, deliver to the borrower a disclosure statement for the period covered by the statement disclosing the prescribed information.

Increase in interest rate

(2) If the interest rate in a credit agreement for fixed credit is not a floating rate and the agreement allows the lender to change the interest rate, the lender shall, within 30 days after increasing the annual interest rate to a rate that is at least 1 per cent higher than the rate most recently disclosed to the borrower, deliver to the borrower a disclosure statement disclosing the prescribed information.

Insufficient scheduled payments

(3) The lender shall deliver to the borrower notice if the amount of the borrower's scheduled payments required by a credit agreement for fixed credit is no longer sufficient to cover the interest accrued under the agreement because the principal set out in the agreement has increased as a result of default charges or the failure of the borrower to make payments under the agreement.

Notice

(4) The notice under subsection (3) shall be in writing, shall disclose the situation and shall be delivered within 30 days after the point when the amount of the scheduled payments is no longer sufficient to cover the accrued interest.

Amendments

(5) If information disclosed in a disclosure statement delivered under this section changes because the parties have agreed to amend a credit agreement, the lender shall deliver a supplementary disclosure statement to the bor-

pre déclaration initiale ou peut choisir d'en remettre une autre à l'emprunteur.

Déclaration initiale

79. (1) Le prêteur remet à l'emprunteur une déclaration initiale à l'égard de la convention de crédit au plus tard au moment où l'emprunteur la conclut.

Contenu de la déclaration : crédit fixe

(2) La déclaration initiale visant une convention de crédit fixe fait état des renseignements prescrits.

Contenu de la déclaration : crédit en blanc

(3) La déclaration initiale visant une convention de crédit en blanc fait état des renseignements prescrits.

Frais de courtage

(4) Si un courtier en prêts aide à la conclusion d'une convention de crédit, la déclaration initiale fait état des renseignements prescrits.

Déclaration subséquente : crédit fixe

80. (1) Si le taux d'intérêt prévu par une convention de crédit fixe est un taux variable, le prêteur remet à l'emprunteur, au moins une fois tous les 12 mois après avoir conclu la convention, une déclaration pour la période visée par celle-ci, laquelle fait état des renseignements prescrits.

Hausse du taux d'intérêt

(2) Si le taux d'intérêt prévu par une convention de crédit fixe n'est pas un taux variable et que la convention permet au prêteur de le modifier, ce dernier remet à l'emprunteur, au plus tard 30 jours après avoir augmenté le taux d'intérêt annuel d'au moins 1 pour cent par rapport au dernier taux déclaré à l'emprunteur, une déclaration qui fait état des renseignements prescrits.

Insuffisance des paiements prévus

(3) Le prêteur avise l'emprunteur si le montant des paiements qu'il est tenu de faire aux termes d'une convention de crédit fixe ne suffit plus à payer les intérêts courus à ces termes parce que le principal indiqué dans la convention a augmenté en raison de frais de défaut ou du défaut de l'emprunteur de faire des paiements à ces termes.

Avis

(4) L'avis prévu au paragraphe (3) est écrit, fait état de la situation et est remis dans les 30 jours du moment où le montant des paiements prévus ne suffit plus à payer les intérêts courus.

Modifications

(5) Si les renseignements qui figurent dans une déclaration remise en application du présent article changent parce que les parties ont convenu de modifier la convention de crédit, le prêteur remet à l'emprunteur, dans les 30

rower within 30 days after the amendment is made setting out the changed information, subject to subsection (6).

Exception

(6) If an amendment to a credit agreement consists only of a change in the schedule of required payments by the borrower, it is not necessary for the supplementary disclosure statement to disclose any change to the annual percentage rate or any decrease in the total required payments by the borrower or the total cost of borrowing under the agreement.

Subsequent disclosure: open credit

81. (1) Subject to subsection (2), the lender under a credit agreement for open credit shall deliver a statement of account to the borrower at least once monthly after entering into the agreement.

Exception

(2) The lender is not required to deliver a statement of account to the borrower at the end of any period when, since the most recent statement of account, the borrower has received no advances and made no payments under the agreement and,

- (a) at the end of the period the outstanding balance payable by the borrower under the agreement is zero; or
- (b) the borrower is in default and has been notified that the lender has cancelled or suspended his or her right to obtain advances under the agreement and has demanded payment of the outstanding balance.

Information about account

(3) The lender shall provide to the borrower a telephone number at which the borrower can make inquiries about the borrower's account during the lender's ordinary business hours without incurring any charges for the telephone call.

Contents of statement of account

(4) A statement of account for a credit agreement for open credit shall disclose the prescribed information.

Change in interest rate

(5) A lender under a credit agreement for open credit who, pursuant to the agreement, changes the interest rate under the agreement shall deliver a disclosure statement to the borrower disclosing the change,

- (a) in the next statement of account after the change, in the case of a credit agreement that is not for a credit card; and
- (b) at least 30 days before the change, in the case of a credit agreement that is for a credit card where the interest rate is not a floating rate.

Other changes

(6) A lender under a credit agreement for open credit who, pursuant to the agreement, changes any of the matters prescribed under subsection 79 (3), other than the interest rate under the agreement, shall deliver a disclosure statement to the borrower disclosing the change,

jours de la modification, une déclaration supplémentaire énonçant les renseignements modifiés, sous réserve du paragraphe (6).

Exception

(6) Si la modification de la convention de crédit ne consiste qu'en une modification du calendrier des paiements que l'emprunteur est tenu de faire, il n'est pas nécessaire que la déclaration supplémentaire indique un changement du taux de crédit ou une diminution du nombre total de ces paiements ou du coût d'emprunt total prévu par la convention.

Déclaration subséquente : crédit en blanc

81. (1) Sous réserve du paragraphe (2), le prêteur visé par une convention de crédit en blanc remet un relevé de compte à l'emprunteur au moins une fois par mois après avoir conclu la convention.

Exception

(2) Le prêteur n'est pas tenu de remettre un relevé de compte à l'emprunteur à la fin de toute période où, depuis le dernier relevé de compte, ce dernier n'a reçu aucune avance et n'a fait aucun paiement aux termes de la convention si, selon le cas :

- a) à la fin de la période, le solde que l'emprunteur doit payer est de zéro;
- b) l'emprunteur est en défaut et a été avisé que le prêteur a annulé ou suspendu son droit d'obtenir des avances aux termes de la convention et a exigé le paiement du solde impayé.

Renseignements sur le compte

(3) Le prêteur fournit à l'emprunteur un numéro de téléphone que ce dernier peut composer, sans frais pendant les heures normales de bureau, pour demander des renseignements sur son compte.

Contenu du relevé de compte

(4) Le relevé de compte qui concerne une convention de crédit en blanc fait état des renseignements prescrits.

Modification du taux d'intérêt

(5) Le prêteur visé par une convention de crédit en blanc qui, conformément à celle-ci, modifie le taux d'intérêt qu'elle prévoit remet à l'emprunteur une déclaration faisant état de la modification :

- a) dans le relevé de compte qui suit la modification, dans le cas d'une convention de crédit qui ne se rapporte pas à une carte de crédit;
- b) au moins 30 jours avant la modification, dans le cas d'une convention de crédit qui se rapporte à une carte de crédit si le taux d'intérêt n'est pas un taux variable.

Autres modifications

(6) Le prêteur visé par une convention de crédit en blanc qui, conformément à celle-ci, modifie tout élément prescrit en application du paragraphe 79 (3), autre que le taux d'intérêt prévu par la convention, remet à l'emprunteur une déclaration faisant état de la modification :

- (a) in the next statement of account after the change, if the change is not a material change, as prescribed; and
- (b) at least 30 days before the change, if the change is a material change, as prescribed.

ASSIGNMENT OF SECURITY FOR CREDIT

Assignment of negotiable instrument

82. (1) If a person assigns a negotiable instrument given to secure credit, the person shall deliver to the assignee with the negotiable instrument a copy of the statement required by section 79 and, if the person is a supplier creditor, a copy of the consumer agreement for the goods or services that were obtained with credit.

Reassignment of negotiable instrument

(2) Every assignee of a negotiable instrument who reassigns the instrument shall deliver to the person to whom the instrument is being reassigned the statement and the consumer agreement, if any, received by the assignee in respect of the instrument.

Indemnity

(3) If an assignee of a negotiable instrument to which subsection (2) applies is entitled to recover on the instrument from the maker, the maker is entitled to be indemnified by any assignor of the instrument who has not complied with subsection (1) or (2), as the case may be.

Obligations of assignee of lender

83. (1) The assignee of any rights of a person who extends credit has no greater rights than and is subject to the same obligations, liabilities and duties as the assignor, and the provisions of this Act apply equally to such assignee.

Same

(2) Despite subsection (1), a borrower shall not recover from, or be entitled to set off against, an assignee of the person who extended credit an amount greater than the balance owing on the consumer agreement at the time of the assignment, and, if there have been two or more assignments, the borrower shall not recover from an assignee who no longer holds the benefit of the consumer agreement an amount that exceeds the payments made by the borrower to that assignee.

Order to pay indemnity

84. (1) If an assignor of a negotiable instrument is convicted of a contravention of section 82, the Ontario Court of Justice making the conviction may order that the person convicted is liable to indemnify the maker under subsection 82 (3).

Filing indemnity order in court

(2) If an indemnity order is made under subsection (1) in favour of a person who is or becomes liable under a judgment of a court to an assignee of the negotiable instrument in respect of which the indemnity order was made, the person entitled to the indemnity may file the indemnity order in the court office of the court in which the judgment was issued.

- a) dans le relevé de compte qui suit la modification, s'il ne s'agit pas d'une modification importante, selon ce qui est prescrit;
- b) au moins 30 jours avant la modification, s'il s'agit d'une modification importante, selon ce qui est prescrit.

CESSION D'UNE GARANTIE DE CRÉDIT

Cession d'un titre négociable

82. (1) Le cédant d'un titre négociable remis en garantie de crédit le remet au cessionnaire en y joignant une copie de la déclaration prévue à l'article 79 et, s'il est créancier fournisseur, une copie de la convention de consommation relative aux marchandises ou aux services obtenus à crédit.

Cession ultérieure d'un titre négociable

(2) Le cessionnaire d'un titre négociable remet à toute personne à qui il le cède la déclaration et la convention de consommation, le cas échéant, qu'il a reçues relativement au titre.

Indemnisation

(3) Si le cessionnaire d'un titre négociable auquel s'applique le paragraphe (2) a le droit de recouvrer du souscripteur ou du tireur une somme payée aux termes du titre négociable, ce dernier a le droit d'être indemnisé par le cédant du titre négociable qui contrevient au paragraphe (1) ou (2), selon le cas.

Obligations du cessionnaire

83. (1) Le cessionnaire des droits de quiconque fait crédit ne dispose pas de droits plus étendus que le cédant et est tenu aux mêmes obligations, responsabilités et devoirs que celui-ci, et notamment d'observer la présente loi.

Idem

(2) Malgré le paragraphe (1), l'emprunteur ne peut recouvrer du cessionnaire de quiconque a fait crédit, ni n'a le droit de compenser à son encontre, une somme supérieure au solde de la créance, aux termes de la convention de consommation, au moment de la cession. Dans le cas de plusieurs cessions, l'emprunteur ne peut recouvrer auprès du cessionnaire qui n'est plus créancier de la convention de consommation plus qu'il ne lui a versé.

Ordonnance d'indemnisation

84. (1) La Cour de justice de l'Ontario qui condamne le cédant d'un titre négociable pour contravention à l'article 82 peut en même temps, par ordonnance, le tenir responsable d'indemniser le souscripteur ou le tireur en application du paragraphe 82 (3).

Dépôt de l'ordonnance d'indemnisation au tribunal

(2) Le bénéficiaire de l'ordonnance d'indemnisation rendue en vertu du paragraphe (1) qui est ou qui devient débiteur par jugement envers le cessionnaire du titre négociable à l'égard duquel l'ordonnance a été rendue peut déposer cette ordonnance au greffe du tribunal qui a rendu ce jugement.

Default judgment

(3) Upon the filing of the indemnity order, the local registrar or clerk of the court shall issue a default judgment in favour of the person entitled to the indemnity and against the person required by the indemnity order to give the indemnity, and the amount of the default judgment shall be the amount of the judgment referred to in subsection (1) and costs together with the costs of issuing the default judgment, or such lesser amount as the person entitled to the indemnity by requisition requests.

Setting aside or variation of default judgment

(4) Upon application, the court in which the default judgment is issued may set aside the default judgment or may determine the amount of the indemnity or make an order of reference for the purpose and may vary the amount of the default judgment.

Allowance for trade-in subject to adjustment

85. (1) If the amount to be paid by a consumer under a consumer agreement is determined after an allowance for a trade-in and is stated in the consumer agreement to be subject to adjustment after the existence or amount of liens against the trade-in is ascertained or confirmed, any statements of the terms of payment and the cost of borrowing, as required under this Act, shall be based upon the amount as determined upon the information provided by the consumer.

Further adjustments

(2) If there is an additional adjustment to the amount to be paid by a consumer under a consumer agreement to which subsection (1) applies after the adjustment under subsection (1), the consumer agreement shall not be adjusted to change,

- (a) the percentage rate by which the cost of borrowing is expressed;
- (b) the total number of instalments required to pay the total indebtedness; or
- (c) the price shown in the consumer agreement.

PART VIII LEASING

Definitions

86. In this Part,

“lease” means a consumer agreement for the lease of goods, other than a consumer agreement for the lease of goods in connection with a residential tenancy agreement, and “lessor” and “lessee” have a corresponding meaning; (“convention de location”, “bailleur”, “preneur”)

“lease term” means the period during which the lessee is entitled to retain possession of the leased goods; (“durée de la convention”)

“residual obligation lease” means a lease under which the lessor may require the lessee at the end of the lease term to pay the lessor an amount based in whole or in part on the difference, if any, between,

Jugement par défaut

(3) Sur dépôt de l'ordonnance d'indemnisation, le greffier local ou le greffier du tribunal rend un jugement par défaut en faveur du bénéficiaire et à l'encontre du débiteur visé par l'ordonnance. Le montant du jugement par défaut est celui de l'ordonnance mentionnée au paragraphe (1), avec les dépens et les frais d'obtention du jugement par défaut. Toutefois, le bénéficiaire peut, par réquisition, demander un montant inférieur.

Rétractation du jugement par défaut

(4) Sur requête, le tribunal peut annuler le jugement qu'il a rendu par défaut, fixer le montant d'indemnisation ou rendre une ordonnance de renvoi à cette fin et modifier le montant établi par le jugement par défaut.

Valeur de reprise

85. (1) Si la somme payable par le consommateur aux termes d'une convention de consommation est établie après le calcul de la valeur d'une reprise et, selon ce que stipule la convention, doit faire l'objet d'un rajustement après détermination ou confirmation de privilèges sur la marchandise donnée en reprise, les conditions de paiement et le coût d'emprunt, selon ce qui est exigé en application de la présente loi, se fondent sur la somme établie suivant les renseignements fournis par le consommateur.

Rajustements ultérieurs

(2) En cas de rajustement postérieur à celui prévu au paragraphe (1) de la somme payable par le consommateur aux termes d'une convention de consommation à laquelle s'applique ce paragraphe, demeurent inchangés dans la convention, selon le cas :

- a) le taux en pourcentage du coût d'emprunt;
- b) le nombre total de versements échelonnés exigés pour acquitter la dette totale;
- c) le prix qui y est indiqué.

PARTIE VIII LOCATION À LONG TERME

Définitions

86. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

«convention à obligation résiduelle» Convention de location aux termes de laquelle le bailleur peut exiger que le preneur lui paie, au terme de la durée de la convention, une somme fondée, en totalité ou en partie, sur la différence éventuelle entre :

- a) d'une part, la valeur de gros estimative des marchandises louées au terme de la durée de la convention;
- b) d'autre part, la valeur de réalisation des marchandises louées au terme de la durée de la convention. («residual obligation lease»)

«convention de location» Convention de consommation portant sur la location à bail de marchandises, à l'ex-

- (a) the estimated wholesale value of the leased goods at the end of the lease term, and
- (b) the realizable value of the leased goods at the end of the lease term. ("convention à obligation résiduelle")

Application of Part

87. This Part applies to,

- (a) leases for a fixed term of four months or more;
- (b) leases for an indefinite term or that are renewed automatically until one of the parties takes positive steps to terminate them; and
- (c) residual obligation leases.

Advertising

88. Any person who makes representations or causes representations to be made about the cost of a lease, whether orally, in writing or in any other form, shall do so in accordance with the prescribed requirements.

Disclosure statement

89. (1) Every lessor shall deliver a disclosure statement for a lease to the lessee before the earlier of,

- (a) the time that the lessee enters into the lease; and
- (b) the time that the lessee makes any payment in connection with the lease.

Contents of statement

(2) The disclosure statement for a lease shall disclose the prescribed information.

Compensation re: termination of lease

90. (1) The maximum amount of compensation that may be charged to a lessee by a lessor for termination of a lease before the end of the lease term may be limited as prescribed.

Residual obligation lease

(2) The maximum liability of the lessee at the end of the term of a residual obligation lease after returning the leased goods to the lessor shall be the amount calculated in the prescribed manner.

**PART IX
PROCÉDURES
FOR CONSUMER REMEDIES**

Application

91. This Part does not apply to remedies claimed in respect to unfair practices under Part III.

Form of consumer notice

92. (1) If this Act requires a consumer to give notice to a supplier to request a remedy, the consumer may do so by giving notice in accordance with this section.

clusion d'une telle convention conclue dans le cadre d'une convention de location à usage d'habitation. Les termes «bailleur» et «preneur» ont un sens correspondant. («lease», «lessor», «lessee»)

«durée de la convention» Période pendant laquelle le preneur a le droit de conserver la possession des marchandises louées. («lease term»)

Application de la présente partie

87. La présente partie s'applique à ce qui suit :

- a) les conventions de location d'une durée fixe de quatre mois ou plus;
- b) les conventions de location d'une durée indéterminée ou qui sont renouvelées automatiquement jusqu'à ce qu'une des parties fasse des démarches précises pour les résilier;
- c) les conventions à obligation résiduelle.

Publicité

88. Quiconque fait des assertions à l'égard du coût d'une convention de location, ou fait en sorte qu'il en soit fait sous toute forme, notamment oralement ou par écrit, le fait conformément aux exigences prescrites.

Déclaration

89. (1) Le bailleur remet au preneur une déclaration concernant la convention de location avant celui des moments suivants qui est antérieur à l'autre :

- a) le moment où le preneur conclut la convention;
- b) le moment où le preneur fait un paiement lié à la convention.

Contenu de la déclaration

(2) La déclaration concernant une convention de location fait état des renseignements prescrits.

Indemnité : annulation de la convention de location

90. (1) L'indemnité maximale que le bailleur peut exiger du preneur qui annule une convention de location avant le terme de sa durée peut être limitée selon ce qui est prescrit.

Convention à obligation résiduelle

(2) La somme maximale dont le preneur est redevable au terme de la durée de la convention à obligation résiduelle après avoir retourné les marchandises louées au bailleur est calculée de la manière prescrite.

**PARTIE IX
PROCÉDURES RELATIVES AUX RÉPARATIONS
DEMANDÉES PAR LE CONSOMMATEUR**

Champ d'application

91. La présente partie ne s'applique pas aux réparations demandées à l'égard de pratiques déloyales que vise la partie III.

Forme de l'avis du consommateur

92. (1) Le consommateur que la présente loi oblige à donner un avis à un fournisseur pour demander réparation peut le faire conformément au présent article.

Same

(2) The notice may be expressed in any way, as long as it indicates the intention of the consumer to seek the remedy being requested and complies with any requirements that may be prescribed.

Delivery of notice

(3) The notice may be delivered by any means.

Notice given when sent

(4) If notice is given other than by personal service, the notice shall be deemed to be given when sent.

Address

(5) The consumer may send or deliver the notice to the address set out in a consumer agreement or, if the consumer did not receive a written copy of a consumer agreement or the address was not set out in the written agreement, the consumer may send or deliver the notice,

- (a) to any address of the supplier on record with the Government of Ontario or the Government of Canada; or
- (b) to an address of the supplier known by the consumer.

Consumer agreements not binding

93. A consumer agreement is not binding on the consumer unless the agreement is made in accordance with this Act and the regulations.

Cancellation

94. (1) If a consumer has a right to cancel a consumer agreement under this Act, the consumer may cancel the agreement by giving notice in accordance with section 92.

Effective time

(2) The cancellation takes effect when the consumer gives notice.

Effect of cancellation

95. The cancellation of a consumer agreement in accordance with this Act operates to cancel, as if they never existed,

- (a) the consumer agreement;
- (b) all related agreements;
- (c) all guarantees given in respect of money payable under the consumer agreement;
- (d) all security given by the consumer or a guarantor in respect of money payable under the consumer agreement; and
- (e) all credit agreements, as defined in Part VII, and other payment instruments, including promissory notes,
 - (i) extended arranged or facilitated by the person with whom the consumer reached the consumer agreement, or

Idem

(2) L'avis peut être formulé de n'importe quelle manière, pourvu qu'il fasse état de l'intention du consommateur de demander réparation et satisfasse aux exigences prescrites.

Remise de l'avis

(3) L'avis peut être remis de n'importe quelle manière

Date de remise

(4) L'avis qui n'est pas donné par signification à personne est réputé l'être lors de son envoi.

Adresse

(5) Le consommateur peut envoyer ou remettre l'avis à l'adresse qui figure dans la convention de consommation ou, s'il n'en a pas reçu copie ou que l'adresse n'y figure pas :

- a) soit à l'adresse du fournisseur qui figure dans les dossiers du gouvernement de l'Ontario ou du gouvernement du Canada;
- b) soit à l'adresse du fournisseur qu'il connaît.

Effet de non-respect de la Loi

93. La convention de consommation ne lie le consommateur que si elle est conclue conformément à la présente loi et aux règlements.

Résiliation

94. (1) Le consommateur qui a le droit de résilier une convention de consommation en vertu de la présente loi peut le faire en donnant un avis conformément à l'article 92.

Prise d'effet

(2) La résiliation prend effet lorsque le consommateur en donne avis.

Effet de la résiliation

95. La résiliation d'une convention de consommation faite conformément à la présente loi a pour effet de résilier, comme s'ils n'avaient jamais existé :

- a) la convention de consommation;
- b) toutes les conventions connexes;
- c) toutes les garanties données à l'égard des sommes payables aux termes de la convention de consommation;
- d) toutes les sûretés que le consommateur ou une caution a données à l'égard des sommes payables aux termes de la convention de consommation;
- e) toutes les conventions de crédit, au sens de la partie VII, et autres effets de paiement, y compris les billets qui, selon le cas :
 - (i) sont accordés ou facilités par la personne avec qui le consommateur a conclu la convention de consommation, ou conclus par son intermédiaire.

(ii) otherwise related to the consumer agreement.

Obligations on cancellation

96. (1) If a consumer cancels a consumer agreement, the supplier shall, in accordance with the prescribed requirements,

- (a) refund to the consumer any payment made under the agreement or any related agreement; and
- (b) return to the consumer in a condition substantially similar to when they were delivered all goods delivered under a trade-in arrangement or refund to the consumer an amount equal to the trade-in allowance.

Repossession or return of goods

(2) Upon cancelling a consumer agreement, the consumer, in accordance with the prescribed requirements and in the prescribed manner, shall permit the goods that came into the consumer's possession under the agreement or a related agreement to be repossessed, shall return the goods or shall deal with them in such manner as may be prescribed.

Reasonable care

(3) If a consumer cancels a consumer agreement, the consumer shall take reasonable care of the goods delivered to the consumer under the agreement or a related agreement for the prescribed period.

To whom obligation owed

(4) The consumer owes the obligation described in subsection (3) to the person entitled to possession of the goods at the time in question.

No further obligation

(5) Compliance with this section discharges the consumer from all obligations relating to the goods and the consumer is under no other obligation, whether arising by contract or otherwise, to take care of the goods.

Right of action

(6) If a consumer has cancelled a consumer agreement and the supplier has not met the supplier's obligations under subsection (1), the consumer may commence an action.

Title to goods under trade-in arrangement

97. If the consumer recovers an amount equal to the trade-in allowance under subsection 96 (1) and the title of the consumer to the goods delivered under the trade-in arrangement has not passed from the consumer, the title to the goods vests in the person entitled to the goods under the trade-in arrangement.

Illegal payments

98. (1) If a supplier has received a payment in contravention of this Act, the consumer who made the payment may demand a refund of the payment by giving notice in accordance with section 92 within one year after making the payment.

(ii) se rapportent par ailleurs à la convention de consommation.

Obligations par suite de la résiliation

96. (1) Si le consommateur résilie une convention de consommation, le fournisseur, conformément aux exigences prescrites :

- a) d'une part, lui rembourse les paiements faits aux termes de la convention ou de toute convention connexe;
- b) d'autre part, lui retourne les marchandises livrées aux termes d'une convention de reprise, essentiellement dans le même état qu'au moment de la livraison, ou lui rembourse une somme égale à la valeur de reprise.

Reprise de possession ou retour des marchandises

(2) Lorsqu'il résilie une convention de consommation, le consommateur, conformément aux exigences et de la manière prescrites, soit permet la reprise de possession des marchandises dont il a pris possession aux termes de la convention ou d'une convention connexe, soit les retourne, soit les traite de la manière prescrite.

Soin raisonnable

(3) Le consommateur qui résilie une convention de consommation prend raisonnablement soin des marchandises qui lui ont été livrées aux termes de la convention ou d'une convention connexe pendant la période prescrite.

Obligataire

(4) Le consommateur est tenu de s'acquitter de l'obligation visée au paragraphe (3) envers quiconque a droit à la possession des marchandises au moment en question.

Acquittement de l'obligation

(5) Le consommateur qui observe le présent article est dégagé de toute obligation contractuelle ou non liée aux marchandises, y compris celle d'en prendre soin.

Droit d'introduire une action

(6) Le consommateur qui a résilié une convention de consommation peut introduire une action si le fournisseur ne s'acquitte pas des obligations que lui impose le paragraphe (1).

Propriété aux termes d'une convention de reprise

97. Si le consommateur recouvre une somme égale à la valeur de reprise en application du paragraphe 96 (1) et qu'il ne s'est pas départi de la propriété des marchandises livrées aux termes de la convention de reprise, celle-ci est dévolue à quiconque a droit aux marchandises à ces termes.

Paiements illicites

98. (1) Si un fournisseur a reçu un paiement en contravention à la présente loi, le consommateur peut, dans l'année qui suit, en demander le remboursement en donnant un avis conformément à l'article 92.

Refund of illegal payment

(2) A supplier who receives a notice demanding a refund of a payment that was received in contravention of this Act, shall refund the payment within the prescribed period of time.

Right of action

(3) The consumer who made a payment that was received in contravention of this Act may commence an action to recover the payment in accordance with section 100.

Consumer's recourse re: credit card charges

99. (1) A consumer who has charged to a credit card account all or any part of a payment described in subsection (2) may request the credit card issuer to cancel or reverse the credit card charge and any associated interest or other charges.

Types of payment

- (2) Subsection (1) applies to,
- (a) a payment in respect of a consumer agreement that has been cancelled under this Act;
 - (b) a payment that was received in contravention of this Act; and
 - (c) a payment that was collected in respect of unsolicited goods or services for which payment is not required under section 13.

Timing of request

(3) A consumer may make a request under subsection (1) if the consumer has cancelled a consumer agreement or demanded a refund in accordance with this Act, and the supplier has not refunded all of the payment within the required period.

Form and delivery of notice

(4) A request under subsection (1) shall be in writing and shall be delivered to the credit card issuer, in the prescribed period, in accordance with section 92.

Obligation of credit card issuer

- (5) The credit card issuer shall,
- (a) acknowledge the consumer's request within the prescribed period; and
 - (b) if the request meets the requirements of subsection (4),
 - (i) cancel or reverse the credit card charge and any associated interest or other charges within the prescribed period, or
 - (ii) send a written notice to the consumer, after having conducted an investigation, explaining the reasons why the credit card issuer is of the opinion that the consumer is not entitled to cancel the consumer agreement or to demand a refund under this Act.

Right of action

(6) A consumer may commence an action against a credit card issuer to recover a payment and associated

Remboursement du paiement illicite

(2) Le fournisseur qui reçoit un avis de demande de remboursement d'un paiement reçu en contravention à la présente loi le rembourse dans le délai prescrit.

Droit d'introduire une action

(3) Le consommateur qui a fait un paiement reçu en contravention à la présente loi peut, conformément à l'article 100, introduire une action pour le recouvrer.

Recours du consommateur : cartes de crédit

99. (1) Le consommateur qui a débité d'un compte de carte de crédit tout ou partie d'un paiement visé au paragraphe (2) peut demander à l'émetteur de la carte de crédit d'annuler ou de contrepasser le débit et les intérêts ou autres frais connexes.

Types de paiements

- (2) Le paragraphe (1) s'applique à ce qui suit :
- a) un paiement à l'égard d'une convention de consommation résiliée en vertu de la présente loi;
 - b) un paiement reçu en contravention à la présente loi;
 - c) un paiement perçu à l'égard de marchandises ou de services non sollicités pour lesquels aucun paiement n'est exigé en application de l'article 13.

Délai de demande

(3) Le consommateur peut présenter une demande en vertu du paragraphe (1) s'il a résilié une convention de consommation ou demandé un remboursement conformément à la présente loi et que le fournisseur n'a pas remboursé en totalité le paiement dans le délai exigé.

Forme et remise de l'avis

(4) La demande visée au paragraphe (1) doit être écrite et être remise à l'émetteur de la carte de crédit dans le délai prescrit, conformément à l'article 92.

Obligation de l'émetteur de la carte de crédit

- (5) L'émetteur de la carte de crédit :
- a) d'une part, accuse réception de la demande du consommateur dans le délai prescrit;
 - b) d'autre part, si la demande satisfait aux exigences du paragraphe (4) :
 - (i) soit annule ou contrepasser le débit et les intérêts ou autres frais connexes dans le délai prescrit,
 - (ii) soit, après avoir enquêté, avise par écrit le consommateur de ses motifs de croire qu'il n'a pas le droit de résilier la convention de consommation ou de demander un remboursement en vertu de la présente loi.

Droit d'introduire une action

(6) Le consommateur peut introduire une action contre l'émetteur de la carte de crédit pour recouvrer le paiement

interest and other charges to which the consumer is entitled under this section.

Other prescribed payment systems

(7) If a consumer charges all or part of a payment described in subsection (2) to a prescribed payment system, the consumer may request that the charge be cancelled or reversed and this section applies with necessary modifications to the cancellation or reversal of such a charge.

Action in Superior Court of Justice

100. (1) If a consumer has a right to commence an action under this Act, the consumer may commence the action in the Superior Court of Justice.

Judgment

(2) If a consumer is successful in an action, unless in the circumstances it would be inequitable to do so, the court shall order that the consumer recover,

- (a) the full payment to which he or she is entitled under this Act; and
- (b) all goods delivered under a trade-in arrangement or an amount equal to the trade-in allowance.

Same

(3) In addition to an order under subsection (2), the court may order exemplary or punitive damages or such other relief as the court considers proper.

Waiver of notice

101. If a consumer is required to give notice under this Act in order to obtain a remedy, a court may disregard the requirement to give the notice or any requirement relating to the notice if it is in the interest of justice to do so.

PART X POWERS AND DUTIES OF MINISTER AND DIRECTOR

Powers of Minister

- 102.** (1) The Minister may,
- (a) disseminate information for the purpose of educating and advising consumers;
 - (b) provide information to consumers about the use of alternate dispute resolution techniques as a means of resolving disputes arising out of consumer transactions; and
 - (c) enforce this Act and other legislation for the protection of consumers.

Delegation of powers and duties

(2) The Minister may delegate in writing any of his or her powers or duties under subsection (1) to the Deputy Minister of Consumer and Business Services or to any persons employed in a specified capacity in the Ministry.

Same

(3) The Deputy Minister of Consumer and Business Services may in writing delegate any of the powers or

et les intérêts ou autres frais connexes auxquels il a droit en vertu du présent article.

Autres systèmes de paiement prescrits

(7) Le consommateur qui débite d'un système de paiement prescrit tout ou partie d'un paiement visé au paragraphe (2) peut demander l'annulation ou la contrepassation du débit, auquel cas le présent article s'applique à celle-ci, avec les adaptations nécessaires.

Action devant la Cour supérieure de justice

100. (1) Le consommateur qui a le droit d'introduire une action en vertu de la présente loi peut le faire devant la Cour supérieure de justice.

Jugement

(2) À moins que cela ne soit inéquitable dans les circonstances, le tribunal doit ordonner que le consommateur qui obtient gain de cause dans une action recouvre ce qui suit :

- a) le paiement intégral auquel il a droit en vertu de la présente loi;
- b) toutes les marchandises livrées aux termes d'une convention de reprise ou une somme égale à la valeur de reprise.

Idem

(3) Outre l'ordonnance visée au paragraphe (2), le tribunal peut accorder des dommages-intérêts exemplaires ou tout autre redressement qu'il estime indiqué.

Abandon de l'avis

101. Si le consommateur est tenu de donner un avis en application de la présente loi pour obtenir un recours, un tribunal peut faire abstraction de cette obligation ou de toute exigence relative à l'avis dans l'intérêt de la justice.

PARTIE X POUVOIRS ET FONCTIONS DU MINISTRE ET DU DIRECTEUR

Pouvoirs du ministre

- 102.** (1) Le ministre peut faire ce qui suit :
- a) diffuser des renseignements afin de sensibiliser et d'aviser les consommateurs;
 - b) informer les consommateurs sur l'utilisation de modes de règlement extrajudiciaire des différends comme moyen de régler les différends découlant d'opérations de consommation;
 - c) exécuter la présente loi et d'autres textes législatifs sur la protection du consommateur.

Délégation des pouvoirs et fonctions

(2) Le ministre peut déléguer par écrit les pouvoirs ou fonctions que lui attribue le paragraphe (1) au sous-ministre des Services aux consommateurs et aux entreprises ou à tout employé occupant un poste précisé au ministère.

Idem

(3) Le sous-ministre des Services aux consommateurs et aux entreprises peut déléguer par écrit les pouvoirs ou

duties delegated to the Deputy Minister by the Minister under subsection (2) to any person employed in a specified capacity in the Ministry.

Enforcement agreements

(4) For the purpose of enforcing this Act and other legislation for the protection of consumers, the Minister may,

- (a) enter into agreements with law enforcement agencies in Canada and other jurisdictions; and
- (b) for the purposes of clause (a), share and exchange information concerning breaches or possible breaches of this Act or other legislation for the protection of consumers.

Duties of Director

103. (1) The Director shall perform such duties and exercise such powers as are given to or conferred upon the Director under this or any other Act.

Same

(2) The Director shall maintain, in accordance with the prescribed requirements, a public record of the following:

1. Undertakings of voluntary compliance entered into under this Act.
2. Compliance orders issued under this Act.
3. Orders made under section 109.
4. Any other prescribed document or information.

Same

(3) The Director shall publish such documents or information as are prescribed.

Transition

(4) Records that the Director maintained available for public inspection as required by section 5 of the *Business Practices Act* before its repeal are deemed to be records that are to be maintained for purposes of subsection (2).

Fees

104. (1) The Minister may by order require the payment of fees for the inspection of public records maintained under section 103 and may approve the amount of those fees.

Same

(2) Orders made under subsection (1) are not regulations within the meaning of the *Regulations Act*.

PART XI GENERAL

Ministry receives complaints and makes inquiries

105. The Ministry may,

- (a) receive complaints concerning conduct that may be in contravention of this Act, of other legislation for the protection of consumers or of any other pre-

fonctions que lui délègue le ministre en vertu du paragraphe (2) à tout employé occupant un poste précisé au ministère.

Convention d'exécution

(4) Pour l'exécution de la présente loi et d'autres textes législatifs sur la protection du consommateur, le ministre peut faire ce qui suit :

- a) conclure des conventions avec des organismes d'exécution de la loi du Canada et d'autres autorités législatives;
- b) pour l'application de l'alinéa a), partager et échanger des renseignements sur des violations effectives ou possibles de la présente loi ou d'autres textes législatifs sur la protection du consommateur.

Fonctions du directeur

103. (1) Le directeur exerce les fonctions et pouvoirs que lui confèrent la présente loi et toute autre loi.

Idem

(2) Le directeur tient, conformément aux exigences prescrites, un registre public de ce qui suit :

1. Les engagements d'observation volontaire pris en application de la présente loi.
2. Les ordonnances d'observation prises ou rendues en vertu de la présente loi.
3. Les ordonnances prises ou rendues en vertu de l'article 109.
4. Les autres documents ou renseignements prescrits.

Idem

(3) Le directeur publie les documents et les renseignements prescrits.

Disposition transitoire

(4) Le registre auquel l'accès du public était assuré, à des fins d'examen, par le directeur conformément à l'article 5 de la *Loi sur les pratiques de commerce* avant son abrogation est réputé un registre à tenir pour l'application du paragraphe (2).

Droits

104. (1) Le ministre peut, par arrêté, exiger le paiement de droits pour la consultation des registres publics tenus en application de l'article 103 et en approuver le montant.

Idem

(2) L'arrêté pris en vertu du paragraphe (1) n'est pas un règlement au sens de la *Loi sur les règlements*.

PARTIE XI DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Plaintes et demandes de renseignements

105. Le ministère peut :

- a) d'une part, recevoir les plaintes relatives à une conduite qui peut contrevenir à la présente loi, à d'autres textes législatifs sur la protection du con-

scribed Act, whether the conduct constitutes an offence or not; and

- (b) make inquiries, gather information and attempt to mediate or resolve complaints, as appropriate, concerning any matter that comes to its attention that may be in contravention of this Act, of other legislation for the protection of consumers or of any other prescribed Act, whether the matter constitutes an offence or not.

Appointment of investigators

106. (1) The Director may appoint persons to be investigators for the purposes of conducting investigations.

Certificate of appointment

(2) The Director shall issue to every investigator a certificate of appointment bearing his or her signature or a facsimile of the signature.

Production of certificate of appointment

(3) Every investigator who is exercising powers under section 107 shall, upon request, produce the certificate of appointment as an investigator.

Search warrant

107. (1) Upon application made without notice by an investigator appointed under this Act, a justice of the peace may issue a warrant, if he or she is satisfied on information under oath that there is reasonable ground for believing that a person has contravened or is contravening this Act or the regulations, and,

- (a) there are in any building, dwelling, receptacle or place anything relating to the contravention of this Act or the regulations; or
- (b) there is information or other evidence relating to the contravention of this Act or the regulations that may be obtained through the use of an investigative technique or procedure or the doing of anything described in the warrant.

Powers under warrant

(2) A warrant obtained under subsection (1) authorizes an investigator appointed under subsection 106 (1),

- (a) upon producing his or her appointment, during the hours specified in the warrant, to enter or access the building, dwelling, receptacle or place specified in the warrant and examine anything relevant to the contravention of this Act or the regulations;
- (b) to use any data storage, processing or retrieval device or system used in carrying on business in order to produce information or other evidence, in any form, relevant to the contravention of this Act or the regulations;
- (c) to exercise any of the powers specified in subsections (6), (11) and (12); and

sommateur ou à une autre loi prescrite, qu'il y ait infraction ou non;

- b) d'autre part, demander et recueillir des renseignements et tenter de régler ou de résoudre des plaintes, selon ce qui est indiqué, relativement aux questions portées à son attention qui peuvent contrevenir à la présente loi, à d'autres textes législatifs sur la protection du consommateur ou à une autre loi prescrite, qu'il y ait infraction ou non.

Nomination d'enquêteurs

106. (1) Le directeur peut nommer des enquêteurs pour mener des enquêtes.

Attestation de nomination

(2) Le directeur délivre une attestation de nomination portant sa signature, ou un fac-similé de celle-ci, à chaque enquêteur.

Production de l'attestation de nomination

(3) L'enquêteur qui exerce les pouvoirs que lui confère l'article 107 produit sur demande son attestation de nomination comme enquêteur.

Mandat de perquisition

107. (1) Sur demande sans préavis d'un enquêteur nommé en vertu de la présente loi, un juge de paix peut délivrer un mandat s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation faite sous serment, qu'il existe des motifs raisonnables de croire qu'une personne a contrevenu ou contrevient à la présente loi ou aux règlements et :

- a) soit qu'une chose quelconque se rapportant à la contravention à la présente loi ou aux règlements se trouve dans un bâtiment, un logement, un réceptacle ou un endroit;
- b) soit que des renseignements ou d'autres éléments de preuve se rapportant à la contravention à la présente loi ou aux règlements pourront être obtenus au moyen d'une technique ou méthode d'enquête ou d'un acte qui est mentionné dans le mandat.

Pouvoirs

(2) Le mandat obtenu en vertu du paragraphe (1) autorise l'enquêteur nommé en vertu du paragraphe 106 (1) à faire ce qui suit :

- a) après avoir produit son acte de nomination et aux heures précisées dans le mandat, pénétrer dans le bâtiment, le logement, le réceptacle ou l'endroit précisé dans le mandat ou y avoir accès et examiner tout ce qui se rapporte à la contravention à la présente loi ou aux règlements;
- b) recourir aux dispositifs ou systèmes de stockage, de traitement ou d'extraction des données utilisés pour exploiter une entreprise en vue de produire des renseignements ou d'autres éléments de preuve, sous quelque forme que ce soit, qui se rapportent à la contravention à la présente loi ou aux règlements;
- c) exercer les pouvoirs précisés aux paragraphes (6), (11) et (12);

- (d) to use any investigative technique or procedure or do anything described in the warrant if there are reasonable grounds to believe that information or other evidence relevant to the contravention of this Act or the regulations will be obtained through the use of the technique or procedure or the doing of the thing.

Entry of dwelling

(3) Despite subsection (2), an investigator shall not exercise the power under a warrant to enter a place, or part of a place, used as a dwelling, unless,

- (a) the justice of the peace is informed that the warrant is being sought to authorize entry into a dwelling; and
- (b) the justice of the peace authorizes the entry into the dwelling.

Conditions on search warrant

(4) A warrant obtained under subsection (1) shall contain such conditions as the justice of the peace considers advisable to ensure that any search authorized by the warrant is reasonable in the circumstances.

Expert help

(5) The warrant may authorize persons who have special, expert or professional knowledge to accompany and assist the investigator in respect of the execution of the warrant.

Same

(6) For the purposes of this section, the investigator has the powers of a commission under Part II of the *Public Inquiries Act*, which Part applies to the investigation as if it were an inquiry under that Act.

Time of execution

(7) An entry or access under a warrant issued under this section shall be made between 6 a.m. and 9 p.m., unless the warrant specifies otherwise.

Expiry of warrant

(8) A warrant issued under this section shall name a date of expiry, which shall be no later than 30 days after the warrant is issued, but a justice of the peace may extend the date of expiry for an additional period of no more than 30 days, upon application without notice by an investigator.

Use of force

(9) An investigator may call upon police officers for assistance in executing the warrant and the investigator may use whatever force is reasonably necessary to execute the warrant.

Obstruction

(10) No person shall obstruct an investigator carrying out an investigation under this section or withhold from him or her or conceal, alter or destroy anything relevant to the investigation.

- d) utiliser toute technique ou méthode d'enquête ou accomplir tout acte qui est mentionné dans le mandat, s'il y a des motifs raisonnables de croire que des renseignements ou d'autres éléments de preuve se rapportant à la contravention à la présente loi ou aux règlements pourront être obtenus au moyen de la technique, de la méthode ou de l'acte.

Entrée dans un logement

(3) Malgré le paragraphe (2), un enquêteur ne doit exercer le pouvoir, conféré par un mandat, de pénétrer dans un endroit ou une partie d'un endroit utilisé comme logement que s'il est satisfait aux conditions suivantes :

- a) le juge de paix est informé du fait que le mandat est demandé afin d'autoriser l'entrée dans un logement;
- b) le juge de paix autorise l'entrée dans le logement.

Conditions : mandat

(4) Le mandat obtenu en vertu du paragraphe (1) est assorti des conditions que le juge de paix estime souhaitables pour faire en sorte que la perquisition qu'il autorise soit raisonnable dans les circonstances.

Experts

(5) Le mandat peut autoriser des personnes qui possèdent des connaissances particulières, spécialisées ou professionnelles à accompagner l'enquêteur et à l'aider à exécuter le mandat.

Idem

(6) Pour l'application du présent article, l'enquêteur est investi des pouvoirs que confère à une commission la partie II de la *Loi sur les enquêtes publiques*, laquelle partie s'applique à l'enquête comme s'il s'agissait d'une enquête au sens de cette loi.

Heures d'exécution

(7) Sauf mention contraire, l'entrée ou l'accès qu'autorise un mandat délivré en vertu du présent article a lieu entre 6 heures et 21 heures.

Expiration du mandat

(8) Le mandat délivré en vertu du présent article précise sa date d'expiration, qui ne doit pas tomber plus de 30 jours après sa délivrance. Toutefois, un juge de paix peut reporter la date d'expiration d'au plus 30 jours sur demande sans préavis d'un enquêteur.

Recours à la force

(9) L'enquêteur peut faire appel à l'aide d'agents de police et recourir à toute la force raisonnablement nécessaire pour exécuter le mandat.

Entrave

(10) Nul ne doit faire entrave à l'enquêteur qui mène une enquête en vertu du présent article, ni retenir, dissimuler, modifier ou détruire des choses pertinentes.

Assistance

(11) An investigator may, in the course of an investigation, require a person to produce a document or record and to provide whatever assistance is reasonably necessary, including using any data storage, processing or retrieval device or system to produce information or evidence in any form and the person shall produce the document or record or provide the assistance.

Removal of things

(12) An investigator carrying out an investigation, upon giving a receipt for it, may remove for examination and may copy anything relevant to the investigation, including any data storage disk or other retrieval device in order to produce information or evidence relevant to the investigation, but the investigator shall return the item within a reasonable time.

Admissibility

(13) A copy of a document or record certified by an investigator as being a true copy of the original is admissible in evidence to the same extent as the original and has the same evidentiary value.

Searches in exigent circumstances

108. (1) Although a warrant issued under section 107 would otherwise be required, an investigator may exercise any of the powers described in subsection 107 (2) without a warrant if the conditions for obtaining the warrant exist but by reason of exigent circumstances it would be impracticable to obtain the warrant.

Dwellings

(2) Subsection (1) does not apply to a building or part of a building that is being used as a dwelling place.

Use of force

(3) The investigator may, in executing any authority given by this section, call upon police officers for assistance and use whatever force is reasonably necessary.

Admissibility

(4) A copy of a document or record certified by an investigator as being a true copy of the original is admissible in evidence to the same extent as the original and has the same evidentiary value.

False, misleading or deceptive representation

109. (1) If the Director believes on reasonable grounds that any person is making a false, misleading or deceptive representation in respect of any consumer transaction in an advertisement, circular, pamphlet or material published by any means, the Director may,

- (a) order the person to cease making the representation; and
- (b) order the person to retract the representation or publish a correction of equal prominence to the original publication.

Aide

(11) L'enquêteur peut, dans le cadre d'une enquête, exiger d'une personne qu'elle produise un document ou un dossier et qu'elle fournisse l'aide qui est raisonnablement nécessaire, notamment en recourant à un dispositif ou système de stockage, de traitement ou d'extraction des données pour produire des renseignements ou des éléments de preuve sous quelque forme que ce soit, auquel cas la personne doit obtempérer.

Enlèvement de choses

(12) L'enquêteur qui mène une enquête peut, après avoir donné un récépissé à cet effet, et afin de les examiner et d'en tirer des copies, prendre les choses pertinentes, y compris des disques de stockage des données ou d'autres dispositifs d'extraction des données, en vue de produire des renseignements ou des éléments de preuve pertinents, mais il doit ensuite les rendre dans un délai raisonnable.

Admissibilité

(13) La copie d'un document ou d'un dossier qui est certifiée conforme à l'original par un enquêteur est admissible en preuve au même titre que l'original et a la même valeur probante.

Perquisitions en cas d'urgence

108. (1) Malgré le fait qu'un mandat décerné en vertu de l'article 107 serait par ailleurs exigé, un enquêteur peut exercer sans mandat les pouvoirs visés au paragraphe 107 (2) lorsque l'urgence de la situation rend difficilement réalisable l'obtention du mandat, pourvu que les conditions de sa délivrance soient réunies.

Logements

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux bâtiments ou parties de bâtiments qui sont utilisés comme logements.

Recours à la force

(3) Dans l'exercice des pouvoirs que lui confère le présent article, l'enquêteur peut faire appel à des agents de police et recourir à toute la force raisonnablement nécessaire.

Admissibilité

(4) La copie d'un document ou d'un dossier qui est certifiée conforme à l'original par un enquêteur est admissible en preuve au même titre que l'original et a la même valeur probante.

Assertion fausse, trompeuse ou mensongère

109. (1) Si le directeur croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, qu'une personne fait une assertion fausse, mensongère ou trompeuse à l'égard d'une opération de consommation dans une annonce, une circulaire, une brochure ou un document publié de quelque façon que ce soit, il peut, selon le cas :

- a) d'une part, lui ordonner de cesser de faire l'assertion;
- b) d'autre part, lui ordonner de rétracter l'assertion ou de publier une correction de même importance que l'original.

Real property

(2) Despite clause 2 (2) (f), this section applies to any representations involving real property.

Order effective

(3) The order takes effect immediately upon being made.

Service

(4) The Director shall serve the order, together with written reasons for it, on the person named in it.

Request for a hearing

(5) The order shall inform the person named in it that the person may request a hearing before the Tribunal by mailing or delivering a written notice of request for a hearing to the Director and the Tribunal within 15 days after service of the order.

Hearing date

(6) If the person gives a notice of request for a hearing within the allowed time, the Tribunal shall hold a hearing.

Stay of order

(7) The Tribunal may stay the order until it confirms or sets aside the order under subsection (9).

Parties

(8) The Director, the person who requested the hearing and the persons whom the Tribunal specifies are parties to the hearing.

Powers of Tribunal

(9) After holding the hearing, the Tribunal may,

- (a) confirm the order with the amendments, if any, that the Tribunal considers proper to give effect to the purposes of the Act; or
- (b) set aside the order.

Same

(10) In confirming or setting aside the order, the Tribunal may substitute its opinion for that of the Director.

Appeal

(11) Even if the person named in an order made under this section appeals it under section 11 of the *Licence Appeal Tribunal Act, 1999*, the order takes effect immediately but the Tribunal may grant a stay until the disposition of the appeal.

Freeze order

110. (1) If the conditions in subsection (2) are met, the Director may, in writing,

- (a) order any person having on deposit or controlling any assets or trust funds of a supplier or former supplier to hold those funds or assets;
- (b) order a supplier or former supplier to refrain from withdrawing any asset or trust fund from a person

Bien immeuble

(2) Malgré l'alinéa 2 (2) f), le présent article s'applique à l'assertion qui porte sur un bien immeuble.

Ordonnance exécutoire

(3) L'ordonnance est exécutoire dès qu'elle est prise.

Signification

(4) Le directeur signifie l'ordonnance, motivée par écrit, à la personne qui y est désignée.

Demande d'audience

(5) L'ordonnance informe la personne qui y est désignée qu'elle peut demander une audience devant le Tribunal, à la condition de poster ou de remettre un avis écrit à cet effet au directeur et au Tribunal dans les 15 jours de la signification de l'ordonnance.

Date de l'audience

(6) Si la personne donne un avis de demande d'audience dans le délai imparti, le Tribunal en tient une.

Suspension de l'ordonnance

(7) Le Tribunal peut suspendre l'exécution de l'ordonnance jusqu'à ce qu'il la confirme ou l'annule en vertu du paragraphe (9).

Parties

(8) Le directeur, l'auteur de la demande d'audience et les autres personnes que précise le Tribunal sont parties à l'audience.

Pouvoirs du Tribunal

(9) Après avoir tenu l'audience, le Tribunal peut, selon le cas :

- a) confirmer l'ordonnance et l'assortir des modifications, le cas échéant, qu'il estime propres à la réalisation de l'objet de la présente loi;
- b) annuler l'ordonnance.

Idem

(10) Lorsqu'il confirme ou annule l'ordonnance, le Tribunal peut substituer son opinion à celle du directeur.

Appel

(11) L'ordonnance rendue en vertu du présent article entre en vigueur immédiatement, même si la personne qui y est désignée en interjette appel en vertu de l'article 11 de la *Loi de 1999 sur le Tribunal d'appel en matière de permis*, mais le Tribunal peut en suspendre l'exécution jusqu'à ce que l'appel soit réglé.

Ordonnance de blocage

110. (1) Si les conditions énoncées au paragraphe (2) sont réunies, le directeur peut, par écrit :

- a) soit ordonner à la personne qui est le dépositaire ou qui a le contrôle de fonds en fiducie ou de biens d'un fournisseur ou d'un ancien fournisseur de les retenir;
- b) soit ordonner à un fournisseur ou à un ancien fournisseur de s'abstenir de retirer des fonds en fiducie

having them on deposit or controlling them; or

- (c) order a supplier or former supplier to hold any asset or trust fund of a consumer or other person in trust for the person entitled to it.

Conditions

(2) The Director may make an order under subsection (1) if he or she believes that it is advisable for the protection of consumers and,

- (a) a search warrant has been issued under this Act;
- (b) an order has been made under section 111 or 112; or
- (c) there has been an undertaking of voluntary compliance under section 114.

Person engaged in unfair practice

(3) Subsections (1) and (2) apply with necessary modifications to any person, whether or not the person is or was a supplier, if the person has engaged or is engaging in unfair practices under this Act.

Limitation

(4) In the case of a bank or authorized foreign bank within the meaning of section 2 of the *Bank Act* (Canada), a credit union within the meaning of the *Credit Unions and Caisses Populaires Act, 1994* or a loan or trust corporation, the order under subsection (1) applies only to the offices and branches named in the order.

Release of assets

(5) The Director may consent to the release of any particular asset or trust fund from the order or may wholly revoke the order.

Exception

(6) Subsection (1) does not apply if the person files with the Director, in such manner and amount as the Director determines,

- (a) a personal bond accompanied by collateral security;
- (b) a bond of an insurer licensed under the Insurance Act to write surety and fidelity insurance;
- (c) a bond of a guarantor accompanied by collateral security; or
- (d) another prescribed form of security.

Application to court

(7) An application may be made to the Superior Court of Justice for a determination in respect of the disposition of an asset or trust fund,

- (a) by a person in receipt of an order under subsection (1), if that person is in doubt as to whether the order applies to the asset or trust fund; or

ou des biens des mains de la personne qui en est le dépositaire ou qui en a le contrôle;

- c) soit ordonner à un fournisseur ou à un ancien fournisseur de détenir en fiducie pour la personne qui y a droit les fonds en fiducie ou les biens d'un consommateur ou d'une autre personne.

Conditions

(2) Le directeur peut prendre une ordonnance en vertu du paragraphe (1) s'il l'estime souhaitable pour la protection des consommateurs et :

- a) soit qu'un mandat de perquisition a été décerné en vertu de la présente loi;
- b) soit qu'une ordonnance a été prise ou rendue en vertu de l'article 111 ou 112;
- c) soit qu'un engagement d'observation volontaire a été pris en application de l'article 114.

Personne qui se livre à une pratique déloyale

(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à quiconque, notamment un fournisseur actuel ou ancien, s'est livré ou se livre à des pratiques déloyales au sens de la présente loi.

Restriction

(4) Dans le cas d'une banque ou d'une banque étrangère autorisée au sens de l'article 2 de la *Loi sur les banques* (Canada), d'une caisse au sens de la *Loi de 1994 sur les caisses populaires et les credit unions* ou d'une société de prêt ou de fiducie, l'ordonnance prise en vertu du paragraphe (1) ne s'applique qu'aux bureaux et succursales qui y sont précisés.

Soustraction de biens

(5) Le directeur peut consentir à soustraire un fonds en fiducie ou un bien particulier à l'application de l'ordonnance ou la révoquer en totalité.

Exception

(6) Le paragraphe (1) ne s'applique pas si la personne dépose auprès du directeur, de la manière et selon le montant qu'il détermine :

- a) soit un cautionnement personnel accompagné d'une garantie accessoire;
- b) soit le cautionnement d'un assureur titulaire d'un permis délivré en vertu de la Loi sur les assurances qui l'autorise à faire souscrire de l'assurance de cautionnement et de l'assurance contre les détournements;
- c) soit le cautionnement d'un garant accompagné d'une garantie accessoire;
- d) soit l'autre forme de garantie qui est prescrite.

Présentation d'une requête au tribunal

(7) L'une ou l'autre des personnes suivantes peut présenter une requête à la Cour supérieure de justice pour qu'il soit statué sur la disposition d'un fonds en fiducie ou d'un bien :

- a) quiconque a reçu une ordonnance prise en vertu du paragraphe (1), s'il a un doute quant à son application au fonds en fiducie ou au bien;

- (b) by a person who claims an interest in the asset or trust fund subject to the order.

Notice

(8) If an order is made under this section, the Director may register in the appropriate land registry office a notice that an order under subsection (1) has been issued and that the order may affect land belonging to the person referred to in the notice and the notice has the same effect as the registration of a certificate of pending litigation except that the Director may in writing revoke or modify the notice.

Cancellation or discharge application

(9) A person in respect of whom an order has been made under subsection (1) or any person having an interest in land in respect of which a notice is registered under subsection (8) may apply to the Tribunal for cancellation in whole or in part of the order or for discharge in whole or in part of the registration.

Disposition by Tribunal

(10) The Tribunal shall dispose of the application after a hearing and may cancel the order or discharge the registration in whole or in part, if the Tribunal finds,

- (a) that the order or registration is not required in whole or in part for the protection of consumers or of other persons having an interest in the land; or
- (b) that the interests of other persons are unduly prejudiced by the order or registration.

Parties

(11) The applicant, the Director and such other persons as the Tribunal may specify are parties to the proceedings before the Tribunal.

Court application

(12) If the Director has made an order under subsection (1) or registered a notice under subsection (8), he or she may apply to the Superior Court of Justice for directions or an order relating to the disposition of assets, trust funds or land affected by the order or notice.

Notice not required

(13) An application by the Director under this section may be made without notice to any other person.

Compliance order

111. (1) The Director may propose to make an order directing a person to comply with the Act if the Director believes on reasonable grounds that the person has engaged or is engaging in any activity that contravenes any provision under this Act, whether the activity constitutes an offence or not.

Notice

(2) If the Director proposes to make an order under subsection (1), the Director shall serve notice of the proposed order, together with written reasons, on the person.

- b) quiconque revendique un intérêt sur le fonds en fiducie ou le bien visé par l'ordonnance.

Avis

(8) S'il prend une ordonnance en vertu du présent article, le directeur peut enregistrer au bureau d'enregistrement immobilier compétent un avis indiquant qu'une ordonnance visée au paragraphe (1) a été délivrée et qu'elle peut toucher des biens-fonds de la personne mentionnée dans l'avis. L'avis a le même effet que l'enregistrement d'un certificat d'affaire en instance, sauf que le directeur peut le révoquer ou le modifier par écrit.

Requête en annulation ou en radiation

(9) La personne visée par une ordonnance prise en vertu du paragraphe (1), ou le titulaire d'un intérêt sur un bien-fonds à l'égard duquel un avis est enregistré en vertu du paragraphe (8), peut, par voie de requête, demander au Tribunal l'annulation de tout ou partie de l'ordonnance ou la radiation de tout ou partie de l'enregistrement.

Décision du Tribunal

(10) Le Tribunal doit décider de la requête après la tenue d'une audience et peut annuler l'ordonnance ou radier l'enregistrement, en totalité ou en partie, s'il conclut :

- a) soit que l'ordonnance ou l'enregistrement n'est pas en totalité ou en partie nécessaire pour protéger les consommateurs ou les autres titulaires d'intérêts sur le bien-fonds;
- b) soit que l'ordonnance ou l'enregistrement porte indûment atteinte aux intérêts d'autres personnes.

Parties

(11) Le requérant, le directeur et les autres personnes que précise le Tribunal sont parties à l'instance tenue devant celui-ci.

Présentation d'une requête au tribunal

(12) Si le directeur a pris une ordonnance en vertu du paragraphe (1) ou a enregistré un avis en vertu du paragraphe (8), il peut, par voie de requête, demander à la Cour supérieure de justice de donner des directives ou de rendre une ordonnance quant à la disposition des fonds en fiducie, des biens ou des biens-fonds visés par l'ordonnance ou l'avis.

Avis non exigé

(13) Le directeur peut présenter une requête en vertu du présent article sans en aviser qui que ce soit.

Ordonnance d'observation

111. (1) Le directeur peut envisager d'enjoindre à une personne, par ordonnance, d'observer la présente loi s'il croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, qu'elle se livre ou s'est livrée à une activité qui contrevient à une de ses dispositions, que ce fait constitue ou non une infraction.

Avis

(2) Le directeur signifie à la personne un avis de l'ordonnance motivée par écrit qu'il envisage de prendre en vertu du paragraphe (1).

Request for hearing

(3) The notice shall state that the person is entitled to a hearing by the Tribunal if the person mails or delivers, within 15 days after the notice under subsection (2) is served, notice in writing requiring a hearing to the Director and the Tribunal.

No hearing required

(4) If the person does not require a hearing in accordance with subsection (3), the Director may make the order.

Hearing

(5) If the person requires a hearing in accordance with subsection (3), the Tribunal shall hold the hearing and may order the Director to make the proposed order or to refrain from making the proposed order or may make an order of its own in substitution for that of the Director.

Conditions

(6) The Tribunal may attach such conditions to its order as it considers proper.

Parties

(7) The Director and the person who has required the hearing and such other persons as the Tribunal may specify are parties to proceedings before the Tribunal under this section.

Order for immediate compliance

112. (1) Despite section 111, the Director may make an order requiring immediate compliance with this Act if, in the Director's opinion, it is the public interest to do so and subject to subsection (2), such an order takes effect immediately.

Notice of order

(2) If the Director makes an order for immediate compliance, he or she shall serve on the person named in the order a notice that includes the order and the written reasons for making it and the information required in a notice referred to in subsection 111 (3).

Hearing

(3) When a person named in the order requires a hearing in accordance with the notice under subsection (2), the Tribunal shall hold the hearing and may confirm or set aside the order or exercise such other powers as may be exercised in a proceeding under section 111.

Expiration of order

(4) If a hearing by the Tribunal is required,

- (a) the order expires 15 days after the written request for a hearing is received by the Tribunal; or
- (b) the Tribunal may extend the time of expiration until the hearing is concluded, if a hearing is commenced within the 15-day period referred to in clause (a).

Same

(5) Despite subsection (4), if it is satisfied that the conduct of the person named in the order has delayed the

Demande d'audience

(3) L'avis précise que la personne a droit à une audience devant le Tribunal, à la condition de poster ou de remettre une demande écrite d'audience au directeur et au Tribunal dans les 15 jours de la signification de l'avis prévu au paragraphe (2).

Aucune demande d'audience

(4) Le directeur peut prendre l'ordonnance si la personne ne demande pas d'audience conformément au paragraphe (3).

Audience

(5) Le Tribunal doit tenir l'audience demandée conformément au paragraphe (3). Il peut ordonner au directeur de prendre ou de s'abstenir de prendre l'ordonnance envisagée ou remplacer celle-ci par sa propre ordonnance.

Conditions

(6) Le Tribunal peut assortir son ordonnance des conditions qu'il estime appropriées.

Parties

(7) Le directeur, la personne qui a demandé l'audience et les autres personnes que précise le Tribunal sont parties à l'instance introduite devant celui-ci en vertu du présent article.

Ordonnance d'observation immédiate

112. (1) Malgré l'article 111, le directeur peut, par ordonnance, exiger l'observation immédiate de la présente loi s'il estime que la protection du public l'exige. Sous réserve du paragraphe (2), l'ordonnance entre en vigueur immédiatement.

Avis d'ordonnance

(2) Si le directeur prend une ordonnance d'observation immédiate, il signifie à la personne qui y est désignée un avis qui comprend l'ordonnance motivée et les renseignements que doit comprendre l'avis visé au paragraphe 111 (3).

Audience

(3) Si une personne désignée dans l'ordonnance demande une audience conformément à l'avis prévu au paragraphe (2), le Tribunal doit la tenir et peut confirmer ou annuler l'ordonnance ou exercer les autres pouvoirs qui peuvent l'être dans une instance introduite en vertu de l'article 111.

Expiration de l'ordonnance

(4) Si une audience devant le Tribunal est demandée :

- a) l'ordonnance expire 15 jours après la réception de la demande écrite d'audience par le Tribunal;
- b) le Tribunal peut proroger l'expiration jusqu'à la conclusion de l'audience, si elle débute dans le délai de 15 jours visé à l'alinéa a).

Idem

(5) Malgré le paragraphe (4), s'il est convaincu que la conduite de la personne désignée dans l'ordonnance a

commencement of the hearing, the Tribunal may extend the time of the expiration for the order,

- (a) until the hearing commences; and
- (b) once the hearing commences, until the hearing is concluded.

Parties

(6) The Director and the person who has required the hearing and such other persons as the Tribunal may specify are parties to proceedings before the Tribunal under this section.

Appeal

113. Even if, under section 11 of the *Licence Appeal Tribunal Act, 1999*, a party to a proceeding before the Tribunal appeals an order of the Tribunal made under section 111 or 112, the order takes effect immediately but the Tribunal may grant a stay until the disposition of the appeal.

Undertaking of voluntary compliance

114. (1) At any time before all rights of appeal are exhausted or the time for appeals has expired without an appeal being commenced, any person against whom the Director has made or is considering making an order to comply under section 111 or 112 may enter into a written undertaking of voluntary compliance,

- (a) to not engage in the specified act after the date of the undertaking;
- (b) to provide compensation to any consumer who has suffered a loss;
- (c) to publicize the undertaking or the actions being undertaken as a result of the undertaking;
- (d) to pay any cost incurred in investigating the person's activities, any legal costs incurred in relation to the person's activities and any cost associated with the undertakings; and
- (e) to take any such action as the Director considers appropriate in the circumstances.

Undertaking deemed order

(2) When an undertaking of voluntary compliance is accepted by the Director, the undertaking has and shall be given for all purposes of this Act the force and effect of an order made by the Director.

Security for any undertaking

(3) The Director may require any person who is giving an undertaking of voluntary compliance to provide, in such manner and amount as the Director determines, security in the form of,

- (a) a personal bond accompanied by collateral security;
- (b) a bond of an insurer licensed under the *Insurance Act* to write surety and fidelity insurance;

retardé le début de l'audience, le Tribunal peut proroger la date d'expiration de l'ordonnance :

- a) jusqu'au début de l'audience;
- b) une fois l'audience commencée, jusqu'à sa conclusion.

Parties

(6) Le directeur, la personne qui a demandé l'audience et les autres personnes que précise le Tribunal sont parties à l'instance introduite devant celui-ci en vertu du présent article.

Appel

113. L'ordonnance rendue par le Tribunal en vertu de l'article 111 ou 112 entre en vigueur immédiatement, même si une partie à l'instance introduite devant lui en interjette appel en vertu de l'article 11 de la *Loi de 1999 sur le Tribunal d'appel en matière de permis*, mais il peut en suspendre l'exécution jusqu'à ce que l'appel soit réglé.

Engagement d'observation volontaire

114. (1) La personne visée par une ordonnance d'observation que le directeur envisage de prendre ou a prise en vertu de l'article 111 ou 112 peut, avant l'épuisement de tous les droits d'appel ou l'expiration du délai d'appel sans qu'un appel ait été introduit, prendre par écrit les engagements d'observation volontaire suivants :

- a) ne pas se livrer, après la date de l'engagement, à l'acte précisé;
- b) indemniser tout consommateur qui a subi une perte;
- c) annoncer l'engagement ou les mesures prises à la suite de celui-ci;
- d) payer les frais engagés pour enquêter sur ses activités, les frais de justice engagés relativement à ces activités et les frais liés aux engagements;
- e) prendre les mesures que le directeur estime indiquées dans les circonstances.

Engagement réputé une ordonnance

(2) Pour l'application de la présente loi, l'engagement d'observation volontaire que le directeur accepte a la même valeur qu'une ordonnance qu'il prend.

Garantie relative à l'engagement

(3) Le directeur peut exiger que la personne qui prend un engagement d'observation volontaire fournisse, de la manière et selon le montant qu'il détermine, une garantie sous forme :

- a) soit d'un cautionnement personnel accompagné d'une garantie accessoire;
- b) soit du cautionnement d'un assureur titulaire d'un permis délivré en vertu de la *Loi sur les assurances* qui l'autorise à faire souscrire de l'assurance de cautionnement et de l'assurance contre les détournements;

(c) a bond of a guarantor accompanied by collateral security; or

(d) another prescribed form of security.

Release of security

(4) The bond and any collateral security required under subsection (3) shall not be released until the Director is satisfied that the person has fulfilled the undertaking.

Restraining orders

115. (1) If it appears to the Director that a person is not complying with this Act or the regulations or an order made under this Act, the Director may apply to the Superior Court of Justice for an order directing that person to comply and, upon the application, the court may make such order as the court thinks fit.

Same

(2) Subsection (1) applies in addition to any other procedures that may be available to the Director, whether or not the Director has exercised his or her rights under such procedures.

Appeal

(3) An appeal lies to the Divisional Court from an order made under subsection (1).

Offences

116. (1) A person is guilty of an offence if the person,

(a) fails to comply with any order, direction or other requirement under this Act; or

(b) contravenes or fails to comply with,

(i) in respect of Part II, Consumer Rights and Warranties, subsection 10 (1), section 12 and subsections 13 (2) and (7),

(ii) in respect of Part III, Unfair Practices, subsection 17 (1),

(iii) in respect of Part IV, Rights and Obligations Respecting Specific Consumer Agreements, subsection 30 (2), clauses 33 (a) and (b), subsections 34 (1) and (2) and 36 (1),

(iv) in respect of Part V, Sectors Where Advance Fee Prohibited, section 49, subsection 50 (1) and section 53,

(v) in respect of Part VI, Repairs to Motor Vehicles and Other Goods, subsections 56 (1), 57 (1) and (3), 58 (1) and (2), section 60, subsections 61 (1) and (2) and sections 62 and 64,

(vi) in respect of Part VII, Credit Agreements, subsection 67 (3), section 71, subsections 72

c) soit du cautionnement d'un garant accompagné d'une garantie accessoire;

d) soit d'une autre forme de garantie prescrite.

Libération de la garantie

(4) Le cautionnement et la garantie accessoire exigés en application du paragraphe (3) ne doivent pas être libérés tant que le directeur n'est pas convaincu que la personne a rempli l'engagement.

Ordonnance de ne pas faire

115. (1) S'il lui semble qu'une personne n'observe pas la présente loi, les règlements ou une ordonnance prise ou rendue en vertu de celle-ci, le directeur peut demander, par voie de requête, à la Cour supérieure de justice de rendre une ordonnance lui enjoignant de les observer. Sur présentation de la requête, la Cour peut rendre l'ordonnance qu'elle estime indiquée.

Idem

(2) Le paragraphe (1) s'applique en plus des autres recours dont dispose le directeur, qu'il ait exercé ou non les droits que lui confèrent ces recours.

Appel

(3) Il peut être interjeté appel de l'ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1) devant la Cour divisionnaire.

Infractions

116. (1) Est coupable d'une infraction quiconque, selon le cas :

a) n'observe pas une ordonnance prise ou rendue, une directive donnée ou une autre exigence imposée en vertu de la présente loi;

b) contrevient aux dispositions suivantes ou ne les observe pas :

(i) à l'égard de la partie II (Droits et garanties accordés au consommateur), le paragraphe 10 (1), l'article 12 et les paragraphes 13 (2) et (7),

(ii) à l'égard de la partie III (Pratiques déloyales), le paragraphe 17 (1),

(iii) à l'égard de la partie IV (Droits et obligations découlant de certaines conventions de consommation), le paragraphe 30 (2), les alinéas 33 a) et b) et les paragraphes 34 (1) et (2) et 36 (1),

(iv) à l'égard de la partie V (Domaines où les paiements anticipés sont interdits), l'article 49, le paragraphe 50 (1) et l'article 53,

(v) à l'égard de la partie VI (Réparations de véhicules automobiles et d'autres marchandises), les paragraphes 56 (1), 57 (1) et (3) et 58 (1) et (2), l'article 60, les paragraphes 61 (1) et (2) et les articles 62 et 64,

(vi) à l'égard de la partie VII (Conventions de crédit), le paragraphe 67 (3), l'article 71, les

(2) and 76 (2), section 77 and subsections 78 (1) and (2), 79 (1), 80 (1), (2), (3) and (5), 81 (1), (3), (5) and (6) and 82 (1) and (2),

(vii) in respect of Part VIII, Leasing, section 88 and subsection 89 (1), and

(viii) in respect of Part IX, Procedures for Consumer Remedies, subsections 96 (1), 98 (2) and 99 (5).

Same

(2) A person who contravenes or fails to comply with a provision of a regulation made under this Act is guilty of an offence.

Corporation

(3) An officer or director of a corporation is guilty of an offence if he or she fails to take reasonable care to prevent the corporation from committing an offence mentioned in subsection (1) or (2).

Attempt

(4) Any person who attempts to commit any offence referred to in subsection (1) or (2) is guilty of an offence.

Penalties

(5) An individual who is convicted of an offence under this Act is liable to a fine of not more than \$50,000 or to imprisonment for a term of not more than two years less a day, or both, and a corporation that is convicted of an offence under this Act is liable to a fine of not more than \$250,000.

Limitation

(6) No proceeding under this section shall be commenced more than two years after the facts upon which the proceeding is based first came to the knowledge of the Director.

Orders for compensation, restitution

117. If a person is convicted of an offence under this Act, the court making the conviction may, in addition to any other penalty, order the person convicted to pay compensation or make restitution.

Default in payment of fines

118. (1) If a fine payable as a result of a conviction for an offence under this Act is in default for at least 60 days, the Director may disclose to a consumer reporting agency the name of the defaulter, the amount of the fine and the date the fine went into default.

Where payment made

(2) Within 10 days after the Director has notice that the fine has been paid in full, the Director shall inform the consumer reporting agency of the payment.

Transition

(3) If a fine is payable as a result of a conviction under the *Business Practices Act*, the *Consumer Protection Act*,

paragraphes 72 (2) et 76 (2), l'article 77 et les paragraphes 78 (1) et (2), 79 (1), 80 (1), (2), (3) et (5), 81 (1), (3), (5) et (6) et 82 (1) et (2),

(vii) à l'égard de la partie VIII (Location à long terme), l'article 88 et le paragraphe 89 (1),

(viii) à l'égard de la partie IX (Procédures relatives aux réparations demandées par le consommateur), les paragraphes 96 (1), 98 (2) et 99 (5).

Idem

(2) Est coupable d'une infraction quiconque contrevient à une disposition d'un règlement pris en application de la présente loi ou ne l'observe pas.

Personnes morales

(3) Est coupable d'une infraction le dirigeant ou l'administrateur d'une personne morale qui ne prend pas de précaution raisonnable pour l'empêcher de commettre une infraction prévue au paragraphe (1) ou (2).

Tentative

(4) Est coupable d'une infraction quiconque tente de commettre une infraction prévue au paragraphe (1) ou (2).

Peines

(5) Le particulier qui est déclaré coupable d'une infraction prévue par la présente loi est passible d'une amende maximale de 50 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de deux ans moins un jour, ou d'une seule de ces peines. La personne morale qui est déclarée coupable d'une telle infraction est passible d'une amende maximale de 250 000 \$.

Prescription

(6) Est irrecevable l'instance introduite en vertu du présent article plus de deux ans après que les faits sur lesquels elle se fonde sont venus à la connaissance du directeur pour la première fois.

Ordonnance : indemnité ou restitution

117. Le tribunal qui déclare une personne coupable d'une infraction prévue par la présente loi peut, en plus de toute autre peine, lui ordonner de verser une indemnité ou d'effectuer une restitution.

Défaut de paiement d'amende

118. (1) En cas de défaut de paiement, depuis au moins 60 jours, d'une amende payable par suite d'une déclaration de culpabilité pour infraction à la présente loi, le directeur peut divulguer à une agence de renseignements sur le consommateur le nom de la personne en défaut, le montant de l'amende et la date à laquelle son paiement est en défaut.

Paiement effectué

(2) Dans les 10 jours qui suivent la date à laquelle il a connaissance du paiement intégral de l'amende, le directeur en informe l'agence de renseignements sur le consommateur.

Disposition transitoire

(3) Si une amende est payable par suite d'une déclaration de culpabilité prononcée en application de la *Loi sur*

the *Loan Brokers Act, 1994*, the *Motor Vehicle Repair Act* or the *Prepaid Services Act* despite the repeal of the Act, the Director may treat the fine as if it is payable as a result of a conviction under this Act, and subsections (1) and (2) apply to such a fine in like manner as they apply to a fine payable for a conviction under this Act.

Liens and charges

119. (1) If a fine payable as a result of a conviction for an offence under this Act is in default for at least 60 days, the Director may by order create a lien against the property of the person who is liable to pay the fine.

Liens on personal property

(2) If the lien created by the Director under subsection (1) relates to personal property,

- (a) the *Personal Property Security Act*, except Part V, applies with necessary modifications to the lien, despite clause 4 (1) (a) of that Act;
- (b) the lien shall be deemed to be a security interest that has attached for the purposes of the *Personal Property Security Act*; and
- (c) the Director may perfect the security interest referred to in clause (b) for the purposes of the *Personal Property Security Act* by the registration of a financing statement under that Act.

Liens and charges on real property

(3) If the lien created by the Director under subsection (1) relates to real property, the Director may register the lien against the property of the person liable to pay the fine in the proper land registry office and on registration, the obligation under the lien becomes a charge on the property.

Initiation of sale proceedings prohibited

(4) The Director shall not initiate sale proceedings in respect of any real property against which he or she has registered a lien under subsection (3).

Proceeds of sale

(5) If a lien is perfected by registration under subsection (2) or is registered against real property under subsection (3) and the related real or personal property is sold, the Director shall ensure the funds he or she receives as result of the sale are used to pay the fine.

Discharge of lien

(6) Within 10 days after the Director has knowledge of the payment in full of the fine, the Director shall,

- (a) discharge the registration of any financing statement registered under clause (2) (c); and

les pratiques de commerce, de la *Loi sur la protection du consommateur*, de la *Loi de 1994 sur les courtiers en prêts*, de la *Loi sur les réparations de véhicules automobiles* ou de la *Loi sur les services prépayés*, le directeur peut, malgré l'abrogation de la loi, traiter l'amende comme si elle était payable par suite d'une déclaration de culpabilité prononcée en application de la présente loi, et les paragraphes (1) et (2) s'appliquent alors à l'amende de la même manière qu'ils s'appliquent à une amende payable par suite d'une déclaration de culpabilité prononcée en application de la présente loi.

Privilèges et charges

119. (1) En cas de défaut de paiement, depuis au moins 60 jours, d'une amende payable par suite d'une déclaration de culpabilité pour infraction à la présente loi, le directeur peut, par ordonnance, créer un privilège sur les biens de la personne en cause.

Privilèges sur des biens meubles

(2) Si le privilège créé par le directeur en vertu du paragraphe (1) concerne des biens meubles :

- a) la *Loi sur les sûretés mobilières*, à l'exclusion de la partie V, s'applique, avec les adaptations nécessaires, au privilège, malgré l'alinéa 4 (1) a) de cette loi;
- b) le privilège est réputé une sûreté qui grève les biens meubles pour l'application de la *Loi sur les sûretés mobilières*;
- c) le directeur peut rendre la sûreté visée à l'alinéa b) opposable pour l'application de la *Loi sur les sûretés mobilières* en enregistrant un état de financement en application de cette loi.

Privilèges et charges sur des biens immeubles

(3) Si le privilège créé par le directeur en vertu du paragraphe (1) concerne un bien immeuble de la personne tenue de payer l'amende, le directeur peut l'enregistrer à l'égard du bien au bureau d'enregistrement immobilier compétent et l'obligation qui découle du privilège devient une charge sur le bien au moment de son enregistrement.

Interdiction : démarches visant la vente

(4) Le directeur ne doit pas entreprendre de démarches visant la vente d'un bien immeuble à l'égard duquel il a enregistré un privilège en vertu du paragraphe (3).

Produit de la vente

(5) Si un privilège est rendu opposable par enregistrement en vertu du paragraphe (2) ou qu'il est enregistré à l'égard d'un bien immeuble en vertu du paragraphe (3) et que le bien qu'il vise est vendu, le directeur veille à ce que les sommes qu'il reçoit par suite de la vente soient affectées au paiement de l'amende.

Mainlevée du privilège

(6) Dans les 10 jours qui suivent la date à laquelle il a connaissance du paiement intégral de l'amende, le directeur :

- a) d'une part, donne mainlevée de l'enregistrement de l'état de financement enregistré en vertu de l'alinéa (2) c);

- (b) register a discharge of a charge created on registration of a lien under subsection (3).

Matters confidential

120. (1) Every person exercising any power or carrying out any duties related to the administration of this Act and the regulations shall preserve secrecy with respect to all matters that come to his, her or its knowledge in the course of exercising those powers or carrying out those duties and shall not communicate any such matters to any person except,

- (a) as may be required in connection with the administration of this Act and the regulations, including any proceedings under this Act;
- (b) to a ministry, department or agency of a government engaged in the administration of legislation that protects consumers or to any other entity to which the administration of legislation that protects consumers has been assigned;
- (c) to a prescribed entity or organization if the purpose of the communication is consumer protection;
- (d) to a law enforcement agency;
- (e) to his or her counsel; or
- (f) with the consent of the person to whom the matter relates.

Testimony

(2) No person to whom subsection (1) applies shall be required to give testimony in any civil proceeding with regard to information obtained in the course of his or her duties under this Act except in a proceeding under this Act.

Service by the Director of notice or order

121. (1) Any notice or order required to be given or served by the Director under this Act is sufficiently given or served if,

- (a) delivered personally;
- (b) sent by registered mail; or
- (c) sent by another manner if the Director can prove receipt of the notice or order.

Deemed service

(2) Where service is made by registered mail, the service shall be deemed to be made on the third day after the day of mailing unless the person on whom service is being made establishes that the person did not, acting in good faith, through absence, accident, illness or other cause beyond the person's control, receive the notice or order until a later date.

Exception

(3) Despite subsection (1), the Tribunal may order any other method of service.

Certificate as evidence

122. (1) For all purposes in any proceeding, a statement purporting to be certified by the Director is, without proof of the office or signature of the Director, admissible

- b) d'autre part, enregistre une mainlevée de la charge créée au moment de l'enregistrement d'un privilège en application du paragraphe (3).

Confidentialité

120. (1) Quiconque exerce des pouvoirs ou des fonctions qui se rapportent à l'application de la présente loi et des règlements est tenu au secret à l'égard de toute question venant à sa connaissance à ce titre et ne doit rien en divulguer à qui que ce soit, sauf, selon le cas :

- a) dans la mesure où l'exige l'application de la présente loi et des règlements, y compris toute instance introduite en vertu de la présente loi;
- b) à un ministère ou organisme d'un gouvernement chargé de l'application de textes législatifs qui protègent les consommateurs ou à une autre entité à laquelle a été confiée l'application de tels textes;
- c) à une entité ou organisation prescrite, si la divulgation a pour objet la protection des consommateurs;
- d) à un organisme chargé de l'exécution de la loi;
- e) à son avocat;
- f) avec le consentement de la personne à laquelle se rapporte la question.

Témoignage

(2) Nulle personne visée par le paragraphe (1) ne doit être contrainte à témoigner dans une instance civile relativement à des renseignements obtenus dans l'exercice des fonctions que lui attribue la présente loi, sauf dans une instance introduite en vertu de celle-ci.

Signification par le directeur de l'avis ou de l'ordonnance

121. (1) Les avis ou ordonnances qui doivent être remis ou signifiés par le directeur en application de la présente loi le sont suffisamment s'ils sont :

- a) soit remis à personne;
- b) soit envoyés par courrier recommandé;
- c) soit envoyés d'une autre manière si le directeur peut en prouver la réception.

Signification réputée faite

(2) La signification faite par courrier recommandé est réputée faite le troisième jour qui suit la date de la mise à la poste, à moins que le destinataire ne démontre que, agissant de bonne foi, il n'a reçu l'avis ou l'ordonnance qu'à une date ultérieure pour cause d'absence, d'accident ou de maladie ou pour un autre motif indépendant de sa volonté.

Exception

(3) Malgré le paragraphe (1), le Tribunal peut ordonner le recours à tout autre mode de signification.

Déclaration admissible en preuve

122. (1) Les déclarations concernant l'une ou l'autre des questions suivantes qui se présentent comme étant attestées par le directeur sont admissibles en preuve dans

in evidence as proof in the absence of evidence to the contrary, of the facts stated in it in relation to,

- (a) the filing or non-filing of any document or material required or permitted to be filed; or
- (b) the time when the facts upon which the proceedings are based first came to the knowledge of the Director.

Same

(2) A statement purporting to be certified by an official acting under legislation that protects consumers in another jurisdiction, as prescribed, shall have the same force and effect as a certificate of the Director issued under subsection (1).

Proof of document

(3) Any document made under this Act that purports to be signed by the Director or a certified copy of the document is admissible in evidence in any proceeding as proof, in the absence of evidence to the contrary, that the document is signed by the Director without proof of the office or signature of the Director.

Lieutenant Governor in Council regulations: general

123. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) prescribing anything in this Act that is referred to as being prescribed;
- (b) prescribing the form and content of consumer agreements, notices, invoices or any documents required under this Act;
- (c) exempting any supplier, consumer transaction, goods or services, any combination of any of them or any class of any of them from any provision of this Act or the regulations, and prescribing conditions or restrictions that apply in respect of an exemption;
- (d) governing trade-ins and trade-in arrangements made under consumer agreements or arising from consumer agreements;
- (e) respecting what constitutes a material change in the periodic supply or ongoing supply of goods or services;
- (f) requiring suppliers to make returns and furnish information to the Director as is prescribed;
- (g) requiring information that is required or permitted to be furnished to the Director or that is contained in any form or return to be verified by affidavit;
- (h) governing the application of the *Electronic Commerce Act, 2000* or any part of that Act to this Act;
- (i) providing for any transitional matter necessary for the effective implementation of this Act or the regulations.

toute instance comme preuve, en l'absence de preuve contraire, des faits qui y sont énoncés, sans qu'il soit nécessaire d'établir sa qualité officielle ni l'authenticité de sa signature :

- a) le dépôt ou le non-dépôt d'un document qui doit ou peut être déposé;
- b) la date à laquelle les faits sur lesquels l'instance est fondée sont venus à la connaissance du directeur.

Idem

(2) La déclaration qui se présente comme étant attestée par un fonctionnaire agissant en application d'un texte législatif qui protège les consommateurs d'une autre autorité législative prescrite a la même valeur que la déclaration attestée par le directeur visée au paragraphe (1).

Force probante des documents

(3) Les documents rédigés en application de la présente loi qui se présentent comme étant signés par le directeur ou leurs copies certifiées conformes sont admissibles en preuve dans toute instance comme preuve, en l'absence de preuve contraire, qu'ils sont signés par lui, sans qu'il soit nécessaire d'établir sa qualité officielle ni l'authenticité de sa signature.

Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil : dispositions générales

123. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prescrire tout ce que la présente loi mentionne comme étant prescrit;
- b) prescrire la forme et le contenu des conventions de consommation, avis, factures ou autres documents exigés en application de la présente loi;
- c) soustraire des fournisseurs, des opérations de consommation, des marchandises, des services ou des combinaisons ou catégories de ceux-ci à l'application de dispositions de la présente loi ou des règlements et prescrire les conditions et les restrictions applicables à ces dispenses;
- d) régir les reprises et les conventions de reprise qui sont faites aux termes de conventions de consommation ou qui en découlent;
- e) traiter de ce qui constitue un changement important dans la fourniture périodique ou continue de marchandises ou de services;
- f) exiger que les fournisseurs fournissent au directeur les rapports et les renseignements prescrits;
- g) exiger la confirmation par affidavit de renseignements qui doivent ou peuvent être fournis au directeur ou qui sont inclus dans une formule ou un rapport;
- h) régir l'application de tout ou partie de la *Loi de 2000 sur le commerce électronique* à la présente loi;
- i) prévoir les questions transitoires nécessaires à la mise en application efficace de la présente loi ou des règlements.

Lieutenant Governor in Council regulations: Part I

(2) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) prescribing a tribunal for the purposes of this Act;
- (b) prescribing professional services that are exempted from the application of this Act;
- (c) excluding the application of provisions of this Act to consumer agreements that meet the criteria of more than one type of agreement for purposes of section 4.

Lieutenant Governor in Council regulations: Part II

(3) The Lieutenant Governor in Council may make regulations prescribing the period in which a supplier is to refund a payment to a consumer who has demanded a refund.

Lieutenant Governor in Council regulations: Part III

(4) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) prescribing requirements for the notice to rescind an agreement or the notice to seek recovery under Part III;
- (b) prescribing the period in which to respond to a consumer who has given notice to rescind an agreement or notice to seek recovery.

Lieutenant Governor in Council regulations: Part IV

(5) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) prescribing the total potential payment obligations, excluding the cost of borrowing, that must be exceeded for Part IV to apply to consumer agreements included in that Part;
- (b) prescribing the circumstances under which the effect of the cancellation of a consumer agreement to which Part IV applies and the obligations arising as a result of the cancellation of the agreement will be limited and prescribing the nature of the limitations;
- (c) for consumer agreements to which Part IV applies, governing disclosure, contents of consumer agreements and requirements for making, renewing, amending or extending consumer agreements;
- (d) prescribing matters as being personal development services;
- (e) governing remote agreements;
- (f) governing internet agreements.

Lieutenant Governor in Council regulations: Part V

(6) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil : partie I

(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prescrire un tribunal pour l'application de la présente loi;
- b) prescrire les services professionnels soustraits à l'application de la présente loi;
- c) exclure l'application de dispositions de la présente loi aux conventions de consommation qui répondent aux critères définissant au moins deux types de conventions pour l'application de l'article 4.

Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil : partie II

(3) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prescrire le délai dans lequel le fournisseur doit rembourser un paiement au consommateur qui l'a demandé.

Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil : partie III

(4) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prescrire les exigences relatives à l'avis de résolution d'une convention ou de l'avis d'intention d'obtenir un recouvrement en application de la partie III;
- b) prescrire le délai dans lequel il faut répondre au consommateur qui donne un avis de résolution d'une convention ou un avis d'intention d'obtenir un recouvrement.

Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil : partie IV

(5) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prescrire le paiement éventuel total exigé, à l'exclusion du coût d'emprunt, qui doit être dépassé pour que la partie IV s'applique aux conventions de consommation qu'elle vise;
- b) prescrire les circonstances dans lesquelles l'effet de la résiliation d'une convention de consommation que vise la partie IV et les obligations découlant de la résiliation sont assujetties à des restrictions et prescrire la nature de ces restrictions;
- c) régir les renseignements à divulguer à l'égard des conventions de consommation que vise la partie IV, le contenu de ces conventions et les exigences applicables à leur rédaction, renouvellement, modification ou prorogation;
- d) prescrire des domaines comme étant des services de perfectionnement personnel;
- e) régir les conventions à distance;
- f) régir les conventions électroniques.

Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil : partie V

(6) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- (a) prescribing goods and services for the purposes of Part V;
- (b) prescribing conditions that must be met to permit payment for the supply of prescribed goods and services;
- (c) prescribing requirements for making an agreement to which Part V applies;
- (d) prescribing prohibited representations for the purposes of Part V.

Lieutenant Governor in Council regulations: Part VI

(7) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) prescribing goods for the purposes of Part VI;
- (b) prescribing requirements with which estimates must comply;
- (c) prescribing requirements for authorizations that are not given in writing;
- (d) prescribing signs that a repairer must post, prescribing requirements for posting the signs and prescribing the contents of the signs and the manner in which the contents are to be presented;
- (e) prescribing the information to be contained in an invoice and the manner in which the information is to be presented;
- (f) prescribing the minimum warranty for new and reconditioned parts and for labour for the purposes of subsection 63 (1).

Lieutenant Governor in Council regulations: Part VII

(8) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) prescribing the manner in which to determine the value received by a borrower under a credit agreement;
- (b) prescribing the manner in which to determine the annual percentage rate;
- (c) prescribing payments and repayments and charges that are not included in the cost of borrowing;
- (d) excluding types of consumer agreements from credit agreements;
- (e) prescribing requirements that must be met by an index for the index to qualify as a public index;
- (f) exempting obligations of a lender from application to a loan broker if the loan broker assists or attempts to assist in the arrangement of credit and the creditor is not in the business of supplying credit;
- (g) prescribing requirements for correcting errors in statements of account issued under credit agreements for open credit;
- (h) prescribing the manner for determining charges that are to be refunded or credited to a borrower;

- a) prescrire des marchandises et des services pour l'application de la partie V;
- b) prescrire les conditions qui doivent être réunies pour que soit autorisé le paiement de la fourniture des marchandises et des services prescrits;
- c) prescrire les exigences applicables à la conclusion d'une convention que vise la partie V;
- d) prescrire les assertions interdites pour l'application de la partie V.

Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil : partie VI

(7) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prescrire des marchandises pour l'application de la partie VI;
- b) prescrire les exigences auxquelles les devis doivent satisfaire;
- c) prescrire les exigences applicables aux autorisations qui ne sont pas données par écrit;
- d) prescrire les écriteaux que le réparateur doit afficher et les exigences applicables à leur affichage, ainsi que leur contenu et la manière de le présenter;
- e) prescrire les renseignements à inclure dans une facture et la manière de les présenter;
- f) prescrire la garantie minimale relative aux pièces neuves ou remises en état et à la main-d'oeuvre aux fins du paragraphe 63 (1).

Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil : partie VII

(8) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prescrire la manière de calculer la valeur reçue par un emprunteur aux termes d'une convention de crédit;
- b) prescrire la manière de calculer le taux de crédit;
- c) prescrire les paiements, remboursements et frais exclus du coût d'emprunt;
- d) exclure des types de conventions de consommation des conventions de crédit;
- e) prescrire les exigences auxquelles doit satisfaire un indice pour être considéré comme un indice public;
- f) préciser les obligations du prêteur qui ne sont pas celles du courtier en prêts si celui-ci aide ou tente d'aider à l'obtention de crédit et que le créancier n'exerce pas l'activité de faire crédit;
- g) prescrire les exigences relatives à la correction d'erreurs dans les relevés de compte produits dans le cadre de conventions de crédit en blanc;
- h) prescrire la manière de calculer les frais à rembourser à l'emprunteur ou à porter à son crédit;

- (i) prescribing requirements for representations made in respect of credit agreements;
- (j) prescribing information that is to be included in a loan broker's statement to a borrower;
- (k) governing disclosure statements under Part VII;
- (l) prescribing the information to be included in a statement of account for a credit agreement for open credit;
- (m) prescribing whether or not a change is a material change;
- (n) prescribing the maximum liability of a borrower under a credit agreement for a credit card in cases where the borrower has not authorized the use of the card.

Lieutenant Governor in Council regulations: Part VIII

(9) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) in respect of representations made about the cost of a lease;
- (b) governing information to be contained in a disclosure statement for a lease, including disclosure of the annual percentage rate in respect of the lease and prescribing the manner of determining the annual percentage rate;
- (c) prescribing the manner of determining the maximum liability of a lessee at the end of a term of a residual obligation lease;
- (d) limiting the amount of compensation that a lessor may charge the lessee for termination of the lease before the end of the lease term.

Lieutenant Governor in Council regulations: Part IX

(10) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) prescribing requirements for notices to cancel consumer agreements;
- (b) governing obligations of suppliers and consumers arising as the result of the cancellation of a consumer agreement;
- (c) prescribing the period of time within which suppliers must refund a payment that was collected in contravention of this Act;
- (d) in respect of cancelling or reversing credit card charges;
- (e) prescribing other payment systems for the purposes of section 99.

Lieutenant Governor in Council regulations: Part X

(11) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) prescribing requirements for the public record that must be maintained by the Director and prescribing documents and information that must be kept in such a record;

- i) prescrire les exigences applicables aux assertions faites à l'égard de conventions de crédit;
- j) prescrire les renseignements à inclure dans la déclaration qu'un courtier en prêts remet à un emprunteur;
- k) régir les déclarations que vise la partie VII;
- l) prescrire les renseignements à inclure dans un relevé de compte relatif à une convention de crédit en blanc;
- m) prescrire qu'un changement est ou non un changement important;
- n) prescrire la responsabilité maximale d'un emprunteur aux termes d'une convention de crédit relative à une carte de crédit dans les cas où il n'en a pas autorisé l'utilisation.

Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil : partie VIII

(9) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) traiter des assertions à l'égard du coût d'une convention de location;
- b) régir les renseignements à inclure dans une déclaration concernant une convention de location, y compris le taux de crédit à son égard, et prescrire la manière de calculer le taux de crédit;
- c) prescrire la manière de calculer la somme maximale dont le preneur est redevable au terme de la durée d'une convention à obligation résiduelle;
- d) limiter l'indemnité qu'un bailleur peut exiger du preneur qui annule une convention de location avant le terme de sa durée.

Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil : partie IX

(10) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prescrire les exigences applicables aux avis de résiliation des conventions de consommation;
- b) régir les obligations du fournisseur et du consommateur à la suite de la résiliation d'une convention de consommation;
- c) prescrire le délai dans lequel les fournisseurs doivent rembourser un paiement reçu en contravention à la présente loi;
- d) traiter de l'annulation ou de la contrepassation des débits de compte de carte de crédit;
- e) prescrire d'autres systèmes de paiement pour l'application de l'article 99.

Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil : partie X

(11) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prescrire les exigences applicables au registre public que doit tenir le directeur et les documents et renseignements qui doivent y être gardés;

- (b) prescribing information that shall be published by the Director.

Lieutenant Governor in Council regulations: Part XI

(12) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) prescribing Acts under which the Ministry may receive complaints and make inquiries;
- (b) prescribing other jurisdictions from which statements may be certified;
- (c) prescribing forms of security;
- (d) prescribing entities or organizations to which confidential matters may be disclosed.

Retroactive

(13) A regulation under this section may, if it so provides, be effective to a period before it is filed so long as that period commences no earlier than the day this section is proclaimed in force.

General or particular

(14) A regulation under this section may be general or particular in its application.

PART XII**COMMENCEMENT AND SHORT TITLE****Commencement**

124. The Act set out in this Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

125. The short title of the Act set out in this Schedule is the *Consumer Protection Act, 2002*.

- b) prescrire les renseignements que le directeur doit publier.

Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil : partie XI

(12) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prescrire les lois en vertu desquelles le ministère peut recevoir des plaintes et demander des renseignements;
- b) prescrire les autres autorités législatives dont les déclarations peuvent être attestées;
- c) prescrire des formes de garantie;
- d) prescrire les entités ou organisations auxquelles des renseignements confidentiels peuvent être divulgués.

Rétroactivité

(13) Les règlements pris en application du présent article peuvent prévoir leur application à une période antérieure à leur dépôt, pourvu qu'elle ne débute pas avant le jour de la proclamation en vigueur du présent article.

Portée

(14) Les règlements pris en application du présent article peuvent avoir une portée générale ou particulière.

PARTIE XII**ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ****Entrée en vigueur**

124. La loi figurant à la présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

125. Le titre abrégé de la loi figurant à la présente annexe est *Loi de 2002 sur la protection du consommateur*.

**SCHEDULE B
MOTOR VEHICLE
DEALERS ACT, 2002****CONTENTS****PART I
DEFINITIONS AND APPLICATION**

1. Application

**PART II
OFFICERS**

2. Director
3. Registrar

**PART III
PROHIBITIONS
RE: PRACTICE**

4. Prohibition
5. Exemption

**PART IV
REGISTRATION**

6. Registration
7. Registration of motor vehicle dealers
8. Refusal to register or renew, suspension, etc
9. Notice re: refusal, suspension, etc.
10. Temporary suspension
11. Requirements for hearing request
12. Further application
13. Notice of transfer of shares

**PART V
COMPLAINTS, INSPECTION
AND DISCIPLINE**

14. Complaints
15. Inspection by registrar
16. Inspection of applicant
17. Discipline proceedings
18. Appointment of investigators
19. Search warrant
20. Searches in exigent circumstances
21. Appointment of receiver and manager
22. Freeze order

**PART VI
CONDUCT AND OFFENCES**

23. Duty of motor vehicle dealers
24. Notice of change to registrar
25. Trust account
26. Falsifying information
27. Furnishing false information
28. False advertising
29. Order of registrar re: false advertising
30. Disclosure by motor vehicle dealers
31. Restraining orders
32. Offence

**ANNEXE B
LOI DE 2002 SUR LE COMMERCE
DES VÉHICULES AUTOMOBILES****SOMMAIRE****PARTIE I
DÉFINITIONS ET CHAMP D'APPLICATION**

1. Application

**PARTIE II
FONCTIONNAIRES**

2. Directeur
3. Registrateur

**PARTIE III
INTERDICTIONS CONCERNANT
L'EXERCICE DE LA PROFESSION**

4. Interdiction
5. Dispense

**PARTIE IV
INSCRIPTION**

6. Inscription
7. Inscription des commerçants de véhicules automobiles
8. Refus d'inscription ou de renouvellement, suspension
9. Avis : refus, suspension
10. Suspension temporaire
11. Exigences relatives à la demande d'audience
12. Demande ultérieure
13. Avis de transfert d'actions

**PARTIE V
PLAINTES, INSPECTIONS
ET MESURES DISCIPLINAIRES**

14. Plaintes
15. Inspection par le registrateur
16. Inspection de l'auteur d'une demande
17. Instances disciplinaires
18. Nomination d'enquêteurs
19. Mandat de perquisition
20. Perquisitions en cas d'urgence
21. Nomination d'un administrateur-séquestre
22. Ordonnance de blocage

**PARTIE VI
CONDUITE ET INFRACTIONS**

23. Obligation des commerçants de véhicules automobiles
24. Remise d'un avis de changement au registrateur
25. Compte en fiducie
26. Falsification des renseignements
27. Communication de faux renseignements
28. Publicité mensongère
29. Ordonnance du registrateur : publicité mensongère
30. Divulgaration par les commerçants de véhicules automobiles
31. Ordonnance de ne pas faire
32. Infraction

- 33. Orders for compensation, restitution
- 34. Default in payment of fines
- 35. Liens and charges

PART VII GENERAL

- 36. Matters confidential
- 37. Service
- 38. Fees
- 39. Certificate as evidence
- 40. Names of and information concerning registrants
- 41. Transition

PART VIII MOTOR VEHICLE DEALERS COMPENSATION FUND

- 42. Compensation fund

PART IX REGULATIONS

- 43. Minister's regulations
- 44. Lieutenant Governor in Council regulations

PART X COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

- 45. Commencement
- 46. Short title

PART I DEFINITIONS AND APPLICATION

Application

- 1. (1) In this Act,

“administrative authority” means the administrative authority as designated under section 3 of the *Safety and Consumer Statutes Administration Act, 1996* for the purpose of administering this Act; (“organisme d’application”)

“employ” means to employ, appoint, authorize or otherwise arrange to have another person act on one’s behalf, including as an independent contractor; (“employer”)

“equity share” means, in respect of a corporation, a share of a class or series of shares of a corporation that carries a voting right either under all circumstances or under circumstances that have occurred and are continuing; (“action participante”)

“Fund” means the Motor Vehicle Dealers Compensation Fund continued under section 42; (“Fonds”)

“Minister” means the Minister of Consumer and Business Services or such other member of the Executive Council to whom the administration of this Act is assigned under the *Executive Council Act*; (“ministre”)

- 33. Ordonnance : indemnité ou restitution
- 34. Défaut de paiement d’amende
- 35. Privilèges et charges

PARTIE VII DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- 36. Confidentialité
- 37. Signification
- 38. Droits
- 39. Déclaration admissible en preuve
- 40. Noms des personnes inscrites et renseignements les concernant
- 41. Disposition transitoire

PARTIE VIII FONDS D’INDEMNISATION DES COMMERÇANTS DE VÉHICULES AUTOMOBILES

- 42. Fonds d’indemnisation

PARTIE IX RÈGLEMENTS

- 43. Règlements du ministre
- 44. Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil

PARTIE X ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

- 45. Entrée en vigueur
- 46. Titre abrégé

PARTIE I DÉFINITIONS ET CHAMP D’APPLICATION

Application

- 1. (1) Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente loi.

«action participante» Relativement à une personne morale, s’entend d’une action d’une de ses catégories ou séries d’actions qui sont assorties d’un droit de vote en toutes circonstances ou dans certaines circonstances qui se sont produites et qui se poursuivent. («equity share»)

«commerçant de véhicules automobiles» Personne qui fait le commerce de véhicules automobiles pour son compte ou celui d’une autre personne, ou qui se présente comme telle. («motor vehicle dealer»)

«dirigeant» S’entend notamment du président et d’un vice-président du conseil d’administration, du président, d’un vice-président, du secrétaire, du secrétaire adjoint, du trésorier, du trésorier adjoint, du directeur général et du directeur général adjoint de la personne morale, de l’associé, du directeur général et du directeur général adjoint d’une société de personnes, des autres particuliers désignés à titre de dirigeant par règlement administratif ou résolution, ou des autres particuliers qui exercent des fonctions qu’exerce normalement le titulaire d’un tel poste. («officer»)

“motor vehicle” means an automobile, truck or other vehicle propelled or driven otherwise than by muscular power, including a motorcycle, but not including a motorized snow vehicle or a farm tractor or other self-propelled machinery primarily intended for farming or construction purposes; (“véhicule automobile”)

“motor vehicle dealer” means a person who trades in motor vehicles, whether for the person’s own account or the account of any other person, or who holds himself, herself or itself out as trading in motor vehicles; (“commerçant de véhicules automobiles”)

“officer” includes the chair and any vice-chair of the board of directors, the president and any vice-president, the secretary and assistant secretary, the treasurer and assistant treasurer and the general manager and the assistant general manager of the corporation or a partner or general manager and assistant general manager of a partnership, any other individual designated as an officer by by-law or resolution or any other individual who performs functions normally performed by an individual occupying such office; (“dirigeant”)

“prescribed” means prescribed by regulations made under this Act; (“prescrit”)

“registrant” means a motor vehicle dealer or salesperson that is registered under this Act; (“personne inscrite”)

“salesperson” means an individual who is employed by a motor vehicle dealer to trade in motor vehicles on behalf of the motor vehicle dealer; (“vendeur”)

“trade” includes buying, selling, leasing, advertising or exchanging an interest in a motor vehicle or negotiating or inducing or attempting to induce the buying, selling, leasing or exchanging of an interest in a motor vehicle, and “trade” when used as a noun has a corresponding meaning; (“faire le commerce”, “opération”, “commerce”)

“Tribunal” means the Licence Appeal Tribunal established under the *Licence Appeal Tribunal Act, 1999* or such other tribunal as may be prescribed. (“Tribunal”)

Associated shareholders

(2) For purposes of this Act, one shareholder is associated with another shareholder in any of the following circumstances:

1. One shareholder is a corporation of which the other shareholder is an officer or director.
2. One shareholder is a partnership of which the other shareholder is a partner.
3. Both shareholders are partners of the same partnership.
4. One shareholder is a corporation that is controlled directly or indirectly by the other shareholder.

«employer» Employer ou nommer une autre personne pour agir pour son compte, y compris en qualité d’entrepreneur indépendant, l’autoriser à ce faire ou prendre d’autres dispositions pour qu’elle le fasse. («employ»)

«faire le commerce» S’entend notamment de l’activité qui consiste à acheter, à vendre, à louer à long terme un véhicule automobile, à en faire la publicité ou à échanger un intérêt sur lui, à négocier l’achat, la vente, la location ou l’échange ou à y inciter ou à tenter d’y inciter. Les termes «opération» et «commerce» ont un sens correspondant. («trade»)

«Fonds» Le Fonds d’indemnisation des commerçants de véhicules automobiles maintenu en application de l’article 42. («Fund»)

«ministre» Le ministre des Services aux consommateurs et aux entreprises ou l’autre membre du Conseil exécutif qui est chargé de l’application de la présente loi en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*. («Minister»)

«organisme d’application» L’organisme d’application qui est désigné aux fins de l’application de la présente loi en vertu de l’article 3 de la *Loi de 1996 sur l’application de certaines lois traitant de sécurité et de services aux consommateurs*. («administrative authority»)

«personne inscrite» Commerçant de véhicules automobiles ou vendeur inscrit sous le régime de la présente loi. («registrant»)

«prescrit» Prescrit par les règlements pris en application de la présente loi. («prescribed»)

«Tribunal» Le Tribunal d’appel en matière de permis créé en application de la *Loi de 1999 sur le Tribunal d’appel en matière de permis* ou l’autre tribunal qui est prescrit. («Tribunal»)

«véhicule automobile» Automobile, camion ou autre véhicule mû ou conduit autrement que par la force musculaire, y compris une motocyclette, à l’exclusion toutefois des motoneiges, des tracteurs agricoles et des autres machines automotrices servant principalement à l’agriculture ou à la construction. («motor vehicle»)

«vendeur» Particulier employé par un commerçant de véhicules automobiles pour faire le commerce de véhicules automobiles pour son compte. («salesperson»)

Actionnaires associés

(2) Pour l’application de la présente loi, un actionnaire est associé avec un autre actionnaire dans l’un ou l’autre des cas suivants :

1. L’un d’eux est une personne morale dont l’autre est un dirigeant ou un administrateur.
2. L’un d’eux est une société de personnes dont l’autre est un associé.
3. Les deux sont des associés de la même société de personnes.
4. L’un d’eux est une personne morale qui est contrôlée, directement ou indirectement, par l’autre.

5. Both shareholders are corporations and one shareholder is controlled directly or indirectly by the same person who controls directly or indirectly the other shareholder.
6. Both shareholders are members of a voting trust and the trust relates to shares of the corporation.
7. Both shareholders are associated within the meaning of paragraphs 1 to 6 with the same person.

PART II OFFICERS

Director

2. (1) Subject to subsection (2), a director shall be appointed for the purposes of this Act and a maximum of two deputy directors may be appointed,

- (a) by the board of the administrative authority; or
- (b) by the Minister if there is no designated administrative authority.

Director cannot be registrar

(2) A person appointed as the registrar or a deputy registrar under subsection 3 (1) shall not be appointed as the director or a deputy director under subsection (1).

Deputy director, duties

(3) A deputy director shall perform such duties as are assigned by the director and shall act as director in his or her absence.

Deputy director

(4) If more than one deputy director is appointed, only one deputy director may act as the director under subsection (3) at any one time.

Registrar

3. (1) Subject to subsection (2), a registrar shall be appointed and a maximum of two deputy registrars may be appointed,

- (a) by the board of the designated administrative authority; or
- (b) by the deputy minister to the Minister if there is no designated administrative authority.

Registrar cannot be director

(2) A person appointed as the director or deputy director under subsection 2 (1) shall not be appointed as the registrar or a deputy registrar under subsection (1).

Powers and duties

(3) The registrar shall exercise the powers and perform the duties imposed on him or her under this Act under the supervision of the director and a deputy registrar shall perform such duties as are assigned by the registrar and shall act as the registrar in the registrar's absence.

5. Les deux sont des personnes morales qui sont contrôlées, directement ou indirectement, par la même personne.
6. Les deux sont parties à une convention de vote fiduciaire afférente aux actions de la personne morale.
7. Les deux sont associés, au sens des dispositions 1 à 6, avec la même personne.

PARTIE II FONCTIONNAIRES

Directeur

2. (1) Sous réserve du paragraphe (2), un directeur doit être nommé pour l'application de la présente loi et un maximum de deux directeurs adjoints peuvent être nommés :

- a) par le conseil d'administration de l'organisme d'application;
- b) par le ministre, en l'absence d'organisme d'application désigné.

Interdiction du cumul

(2) La personne nommée registrateur ou registrateur adjoint en application du paragraphe 3 (1) ne doit pas être nommée directeur ou directeur adjoint en application du paragraphe (1).

Fonctions du directeur adjoint

(3) Le ou les directeurs adjoints exercent les fonctions que leur attribue le directeur et le remplacent en son absence.

Directeur adjoint

(4) S'il y a plus d'un directeur adjoint, un seul peut remplacer le directeur en application du paragraphe (3) à un moment donné.

Registrateur

3. (1) Sous réserve du paragraphe (2), un registrateur doit être nommé et un maximum de deux registrateurs adjoints peuvent être nommés :

- a) par le conseil d'administration de l'organisme d'application désigné;
- b) par le sous-ministre du ministre, en l'absence d'organisme d'application désigné.

Interdiction du cumul

(2) La personne nommée directeur ou directeur adjoint en application du paragraphe 2 (1) ne doit pas être nommée registrateur ou registrateur adjoint en application du paragraphe (1).

Pouvoirs et fonctions

(3) Le registrateur exerce, sous la supervision du directeur, les pouvoirs et fonctions que lui attribue la présente loi. Le ou les registrateurs adjoints exercent les fonctions que leur attribue le registrateur et le remplacent en son absence.

Deputy registrar

(4) If more than one deputy registrar has been appointed, only one deputy registrar may act as the registrar under subsection (3) at any one time.

**PART III
PROHIBITIONS
RE: PRACTICE**

Prohibition

4. (1) No person shall,
- (a) act as a motor vehicle dealer unless the person is registered as a motor vehicle dealer under this Act; or
 - (b) act as a salesperson unless he or she is registered as a salesperson.

Name and place of business

- (2) A motor vehicle dealer shall not,
- (a) carry on business in a name other than the name in which the motor vehicle dealer is registered; or
 - (b) invite the public to deal in a place other than the place that is authorized in the registration of the motor vehicle dealer.

Unregistered salesperson

(3) A motor vehicle dealer shall not retain the services of a salesperson unless the salesperson is registered in that capacity.

Supply to unregistered person

(4) A motor vehicle dealer shall not supply motor vehicles to another motor vehicle dealer for the purpose of trading in motor vehicles unless the other motor vehicle dealer is registered in that capacity.

Salespersons

(5) A salesperson shall not trade a motor vehicle on behalf of a motor vehicle dealer unless the salesperson is registered to that dealer.

Exemption

5. An individual who trades in a motor vehicle on his or her own account or on the account of a member of the individual's family is exempt from the registration requirements under section 4, if the motor vehicle is used primarily for the personal use of the individual or a member of his or her family.

**PART IV
REGISTRATION**

Registration

6. (1) An applicant that meets the prescribed conditions and has the prescribed requirements is entitled to registration or renewal of registration by the registrar unless the applicant or an interested person in respect of the applicant is carrying on activities that are, or will be if the applicant is registered, in contravention of this Act or the regulations or unless,

Registrateur adjoint

(4) S'il y a plus d'un registrateur adjoint, un seul peut remplacer le registrateur en application du paragraphe (3) à un moment donné.

**PARTIE III
INTERDICTIONS CONCERNANT
L'EXERCICE DE LA PROFESSION**

Interdiction

4. (1) Nul ne doit, selon le cas :
- a) agir en qualité de commerçant de véhicules automobiles à moins d'être inscrit à ce titre en application de la présente loi;
 - b) agir en qualité de vendeur à moins d'être inscrit à ce titre.

Raison sociale et adresse de l'entreprise

- (2) Nul commerçant de véhicules automobiles ne doit, selon le cas :
- a) exercer des activités commerciales sous un autre nom que celui sous lequel il est inscrit;
 - b) inviter le public à faire affaire ailleurs qu'à l'endroit qu'autorise son inscription.

Vendeur non inscrit

(3) Nul commerçant de véhicules automobiles ne doit retenir les services d'un vendeur non inscrit à ce titre.

Fourniture de véhicules à des personnes non inscrites

(4) Nul commerçant de véhicules automobiles ne doit en fournir, aux fins de leur commerce, à un commerçant de véhicules automobiles non inscrit à ce titre.

Vendeurs

(5) Nul vendeur ne doit faire le commerce d'un véhicule automobile au nom d'un commerçant de véhicules automobiles à moins d'être inscrit à titre de vendeur de celui-ci.

Dispense

5. Est dispensé des exigences d'inscription visées à l'article 4 le particulier qui, pour son compte ou celui d'un membre de sa famille, fait le commerce d'un véhicule automobile servant principalement à ses fins personnelles ou à celles d'un membre de sa famille.

**PARTIE IV
INSCRIPTION**

Inscription

6. (1) L'auteur d'une demande qui satisfait aux conditions prescrites et répond aux exigences prescrites a le droit d'être inscrit ou de faire renouveler son inscription par le registrateur à moins que lui-même ou une personne intéressée à son égard n'exerce des activités qui contreviennent à la présente loi ou aux règlements ou qui y contreviendront s'il est inscrit, ou que l'une ou l'autre des éventualités suivantes se présente :

- (a) having regard to the applicant's financial position or the financial position of an interested person in respect of the applicant, the applicant cannot reasonably be expected to be financially responsible in the conduct of business;
- (b) the past conduct of the applicant or of an interested person in respect of the applicant affords reasonable grounds for belief that the applicant will not carry on business in accordance with law and with integrity and honesty;
- (c) the applicant or an employee or agent of the applicant makes a false statement or provides a false statement in an application for registration or for renewal of registration; or
- (d) the applicant is a corporation and,
 - (i) having regard to its financial position or the financial position of an interested person in respect of the corporation, the applicant cannot reasonably be expected to be financially responsible in the conduct of its business,
 - (ii) having regard to the financial position of its officers or directors or an interested person in respect of its officers or directors, the applicant cannot reasonably be expected to be financially responsible in the conduct of its business,
 - (iii) the past conduct of its officers or directors or of an interested person in respect of its officers or directors or of an interested person in respect of the corporation affords reasonable grounds for belief that its business will not be carried on in accordance with the law and with integrity and honesty, or
 - (iv) an officer or director of the corporation makes a false statement or provides a false statement in an application for registration or for renewal of registration.

Conditions

(2) A registration is subject to such conditions as are consented to by the applicant or registrant, as are applied by the registrar under section 9, as are ordered by the Tribunal or as are prescribed.

Registration not transferable

- (3) A registration is not transferable.

Interested person

(4) For the purposes of this section, a person shall be deemed to be an interested person in respect of another person if the person is an associated shareholder of the person or if, in the opinion of the registrar,

- (a) the person has or may have a beneficial interest in the other person's business;
- (b) the person exercises or may exercise control either directly or indirectly over the other person; or
- (c) the person has provided or may have provided financing either directly or indirectly to the other person's business.

- a) compte tenu de sa situation financière ou de celle d'une personne intéressée à son égard, il n'y a pas raisonnablement lieu de s'attendre à ce qu'il pratique une saine gestion financière dans l'exploitation de son entreprise;
- b) sa conduite antérieure ou celle d'une personne intéressée à son égard offre des motifs raisonnables de croire qu'il n'exploitera pas son entreprise conformément à la loi ni avec intégrité et honnêteté;
- c) lui-même ou un de ses employés ou mandataires fait ou fournit une fausse déclaration dans une demande d'inscription ou de renouvellement d'inscription;
- d) il s'agit d'une personne morale et, selon le cas :
 - (i) compte tenu de sa situation financière ou de celle d'une personne intéressée à son égard, il n'y a pas raisonnablement lieu de s'attendre à ce qu'il pratique une saine gestion financière dans l'exploitation de son entreprise,
 - (ii) compte tenu de la situation financière de ses dirigeants ou administrateurs ou d'une personne intéressée à leur égard, il n'y a pas raisonnablement lieu de s'attendre à ce qu'il pratique une saine gestion financière dans l'exploitation de son entreprise,
 - (iii) la conduite antérieure de ses dirigeants ou administrateurs ou celle d'une personne intéressée à leur égard ou à son propre égard offre des motifs raisonnables de croire que son entreprise ne sera pas exploitée conformément à la loi ni avec intégrité et honnêteté,
 - (iv) un de ses dirigeants ou administrateurs fait ou fournit une fausse déclaration dans une demande d'inscription ou de renouvellement d'inscription.

Conditions

(2) L'inscription est assujettie aux conditions qu'accepte l'auteur de la demande ou la personne inscrite, dont le registrateur l'a assortie en vertu de l'article 9, que le Tribunal impose par ordonnance ou qui sont prescrites.

Non-transférabilité

- (3) Les inscriptions ne sont pas transférables.

Personne intéressée

(4) Pour l'application du présent article, une personne est réputée intéressée à l'égard d'une autre si elle est une de ses actionnaires associés ou que, de l'avis du registrateur :

- a) soit elle a ou peut avoir un intérêt bénéficiaire dans l'entreprise de l'autre personne;
- b) soit elle contrôle ou peut contrôler, directement ou indirectement, l'autre personne;
- c) soit elle a ou peut avoir fourni un financement, directement ou indirectement, à l'entreprise de l'autre personne.

Registration of motor vehicle dealers

7. (1) When it registers and on each renewal of its registration, a motor vehicle dealer that is a corporation shall disclose to the registrar the identity of any shareholders or any associated shareholders that beneficially own or control 10 per cent or more of the equity shares issued and outstanding at the time of the registration or the renewal of registration, as the case may be.

Calculating number of shares

(2) In calculating the total number of equity shares of the corporation beneficially owned or controlled for the purposes of this section, the total number shall be calculated as the total number of all shares beneficially owned or controlled, but each share that carries the right to more than one vote shall be calculated as the number of shares equalling the total number of votes carried.

Refusal to register or renew, suspension, etc.

8. (1) Subject to section 9, the registrar may refuse to register an applicant or may suspend or revoke a registration or refuse to renew a registration if, in his or her opinion, the applicant or registrant is not eligible for registration under section 6 or the registrant is in breach of a condition of the registration.

Conditions

- (2) Subject to section 9, the registrar may,
- (a) approve the registration or renewal of a registration on such conditions as he or she considers appropriate; and
 - (b) at any time apply to a registration such conditions as he or she considers appropriate.

Notice re: refusal, suspension, etc.

9. (1) The registrar shall notify an applicant or registrant in writing if he or she proposes to,

- (a) refuse to grant or renew a registration;
- (b) suspend or revoke a registration; or
- (c) apply conditions to a registration or renewal to which the applicant or registrant has not consented.

Content of notice

(2) The notice of proposal shall set out the reasons for the proposed action and shall state that the applicant or registrant is entitled to a hearing by the Tribunal if the applicant or registrant mails or delivers, within 15 days after service of the notice, a written request for a hearing to the registrar and to the Tribunal.

Service

(3) The notice of proposal shall be served on the applicant or registrant in accordance with section 37.

Inscription des commerçants de véhicules automobiles

7. (1) Au moment de son inscription et à chaque renouvellement de celle-ci, le commerçant de véhicules automobiles qui est une personne morale divulgue au registrateur l'identité des actionnaires ou des actionnaires associés qui détiennent à titre bénéficiaire au moins 10 pour cent de ses actions participantes émises et en circulation au moment de l'inscription ou du renouvellement, selon le cas, ou qui exercent un contrôle sur une telle tranche.

Calcul des actions

(2) Pour l'application du présent article, il est tenu compte, dans le calcul du nombre total des actions participantes de la personne morale qui sont détenues à titre bénéficiaire ou sur lesquelles est exercé un contrôle, de toutes les actions concernées. Toutefois, les actions auxquelles est rattaché le droit à plus d'une voix sont comptées comme si leur nombre était égal au nombre total de voix qui leur est rattaché.

Refus d'inscription ou de renouvellement, suspension

8. (1) Sous réserve de l'article 9, le registrateur peut refuser d'inscrire l'auteur d'une demande ou peut suspendre, révoquer ou refuser de renouveler une inscription s'il est d'avis que l'auteur de la demande ou la personne inscrite n'a pas le droit d'être inscrit en application de l'article 6 ou que la personne inscrite enfreint une condition de son inscription.

Conditions

- (2) Sous réserve de l'article 9, le registrateur peut :
- a) d'une part, approuver l'inscription ou le renouvellement d'une inscription aux conditions qu'il estime appropriées;
 - b) d'autre part, en tout temps assortir une inscription des conditions qu'il estime appropriées.

Avis : refus, suspension

9. (1) Le registrateur avise par écrit l'auteur d'une demande ou une personne inscrite de son intention :

- a) soit de refuser d'accorder ou de renouveler l'inscription;
- b) soit de suspendre ou de révoquer l'inscription;
- c) soit d'assortir l'inscription ou le renouvellement de conditions que l'un ou l'autre n'a pas acceptées.

Contenu de l'avis

(2) L'avis d'intention énonce les motifs de la mesure envisagée et indique que l'auteur de la demande ou la personne inscrite a droit à une audience devant le Tribunal, à la condition de poster ou de remettre une demande écrite d'audience au registrateur et au Tribunal dans les 15 jours qui suivent la signification de l'avis.

Signification

(3) L'avis d'intention est signifié à l'auteur de la demande ou à la personne inscrite conformément à l'article 37.

Where no request for hearing

(4) If an applicant or registrant does not request a hearing in accordance with subsection (2), the registrar may carry out the proposal.

Hearing

(5) If a hearing is requested, the Tribunal shall hold the hearing and may by order direct the registrar to carry out the registrar's proposal or substitute its opinion for that of the registrar and the Tribunal may attach conditions to its order or to a registration.

Parties

(6) The registrar, the applicant or registrant and such other persons as the Tribunal may specify are parties to the proceedings under this section.

Voluntary cancellation

(7) The registrar may cancel a registration upon the request in writing of the registrant and this section does not apply to the cancellation.

Continuation pending renewal

(8) If, within the time prescribed or, if no time is prescribed, before the expiry of the registrant's registration, the registrant has applied for renewal of a registration, met the prescribed conditions and paid the required fee, the registration shall be deemed to continue,

- (a) until the renewal is granted; or
- (b) if the registrant is served notice that the registrar proposes to refuse to grant the renewal, until the time for requesting a hearing has expired or, if a hearing is requested, until the Tribunal makes its order.

Immediate effect

(9) Even if a registrant appeals an order of the Tribunal under section 11 of the *Licence Appeal Tribunal Act, 1999*, the order takes effect immediately but the Tribunal may grant a stay until the disposition of the appeal.

Temporary suspension

10. (1) If the registrar proposes to suspend or revoke a registration under section 9 and if the registrar considers it in the public interest to do so, the registrar may by order temporarily suspend the registration.

Immediate effect

(2) An order under subsection (1) takes effect immediately.

Expiry of order

- (3) If a hearing is requested under section 9,
 - (a) the order expires 15 days after the written request for a hearing is received by the Tribunal; or
 - (b) the Tribunal may extend the time of expiration until the hearing is concluded, if a hearing is commenced within the 15-day period referred to in clause (a).

Aucune demande d'audience

(4) Le registrateur peut donner suite à son intention si l'auteur de la demande ou la personne inscrite ne demande pas d'audience conformément au paragraphe (2).

Audience

(5) Le Tribunal doit tenir l'audience s'il en est demandé une. Il peut, par ordonnance, enjoindre au registrateur de donner suite à son intention ou substituer son opinion à la sienne et il peut assortir son ordonnance ou l'inscription de conditions.

Parties

(6) Le registrateur, l'auteur de la demande ou la personne inscrite et les autres personnes que précise le Tribunal sont parties à l'instance visée au présent article.

Radiation volontaire

(7) Le registrateur peut radier une inscription à la demande écrite de la personne inscrite. Dans ce cas, le présent article ne s'applique pas à la radiation.

Maintien jusqu'au renouvellement

(8) Si, dans le délai prescrit ou, à défaut, avant l'expiration de son inscription, la personne inscrite en demande le renouvellement, satisfait aux conditions prescrites et acquitte les droits exigés, son inscription est réputée en vigueur :

- a) soit jusqu'à ce que le renouvellement soit accordé;
- b) soit, si le registrateur lui signifie un avis de son intention de ne pas accorder le renouvellement, jusqu'à l'expiration du délai imparti pour demander une audience ou, si une audience est demandée, jusqu'à ce que le Tribunal rende son ordonnance.

Effet immédiat

(9) Même si la personne inscrite interjette appel d'une ordonnance du Tribunal en vertu de l'article 11 de la *Loi de 1999 sur le Tribunal d'appel en matière de permis*, l'ordonnance entre en vigueur immédiatement; toutefois, le Tribunal peut surseoir à son exécution jusqu'à ce qu'il soit statué sur l'appel.

Suspension temporaire

10. (1) Le registrateur peut ordonner la suspension temporaire d'une inscription s'il a l'intention de la suspendre ou de la révoquer en vertu de l'article 9 et qu'il estime qu'il est dans l'intérêt public de le faire.

Effet immédiat

(2) L'ordonnance prévue au paragraphe (1) entre en vigueur immédiatement.

Expiration de l'ordonnance

- (3) Si une audience est demandée en vertu de l'article 9 :
 - a) l'ordonnance expire 15 jours après la réception de la demande écrite d'audience par le Tribunal;
 - b) le Tribunal peut proroger la date d'expiration jusqu'à la conclusion de l'audience, si elle a débuté pendant le délai de 15 jours visé à l'alinéa a).

Same

(4) Despite subsection (3), if it is satisfied that the conduct of the registrant has delayed the commencement of the hearing, the Tribunal may extend the time of the expiration for the order,

- (a) until the hearing commences; and
- (b) once the hearing commences, until the hearing is concluded.

Requirements for hearing request

11. (1) A request for a hearing under section 9 is sufficiently served if delivered personally or sent by registered mail to the registrar and to the Tribunal.

Same

(2) If service is made by registered mail, it shall be deemed to be made on the third day after the day of mailing.

Other methods

(3) Despite subsection (1), the Tribunal may order any other method of service.

Further application

12. A person whose registration is refused, revoked or refused renewal may reapply for registration only if,

- (a) the time prescribed to reapply has passed since the refusal, revocation or refusal to renew; and
- (b) new or other evidence is available or it is clear that material circumstances have changed.

Notice of transfer of shares

13. (1) In addition to the disclosure required under section 7, every motor vehicle dealer that is a corporation shall notify the registrar in writing within 30 days after the issue or the transfer of any equity shares if the issue or transfer results in any one shareholder or any associated shareholders,

- (a) acquiring or accumulating beneficial ownership or control of 10 per cent or more of the total number of all issued and outstanding equity shares of the motor vehicle dealer; or
- (b) increasing such holding, if the shareholder or associated shareholders already beneficially owned or controlled 10 per cent or more of the total number of all issued and outstanding equity shares before the issue or transfer.

Same

(2) Despite subsection (1), if a registrant that is a corporation becomes aware of a transfer that otherwise falls into subsection (1) after the transfer has taken place, it shall notify the registrar in writing within 30 days after knowledge of the transfer comes to the attention of its officers or directors.

Idem

(4) Malgré le paragraphe (3), s'il est convaincu que la conduite de la personne inscrite a retardé le début de l'audience, le Tribunal peut proroger la date d'expiration de l'ordonnance :

- a) jusqu'au début de l'audience;
- b) une fois l'audience commencée, jusqu'à sa conclusion.

Exigences relatives à la demande d'audience

11. (1) La demande d'audience visée à l'article 9 est valablement signifiée si elle est remise à personne ou envoyée par courrier recommandé au registrateur et au Tribunal.

Idem

(2) La signification faite par courrier recommandé est réputée faite le troisième jour qui suit la date de la mise à la poste.

Autres modes

(3) Malgré le paragraphe (1), le Tribunal peut ordonner le recours à un autre mode de signification.

Demande ultérieure

12. La personne dont l'inscription est refusée ou révoquée ou qui se voit refuser le renouvellement de son inscription ne peut présenter une nouvelle demande d'inscription que si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le délai prescrit pour présenter une nouvelle demande s'est écoulé depuis le refus, la révocation ou le refus du renouvellement;
- b) il existe de nouvelles preuves ou des preuves supplémentaires ou il est évident que des circonstances importantes ont changé.

Avis de transfert d'actions

13. (1) Outre la divulgation exigée par l'article 7, chaque commerçant de véhicules automobiles qui est une personne morale avise le registrateur par écrit dans les 30 jours qui suivent l'émission ou le transfert d'actions participantes, si cette émission ou ce transfert a pour résultat qu'un actionnaire ou des actionnaires associés :

- a) soit acquièrent, d'un seul coup ou progressivement, la propriété bénéficiaire ou le contrôle d'au moins 10 pour cent du total de ses actions participantes émises et en circulation;
- b) soit augmentent ce pourcentage, s'ils sont déjà propriétaires bénéficiaires d'au moins 10 pour cent du total des actions participantes émises et en circulation avant l'émission ou le transfert ou qu'ils exercent alors un contrôle sur une telle tranche.

Idem

(2) Malgré le paragraphe (1), si la personne inscrite qui est une personne morale apprend qu'un transfert visé par ailleurs à ce paragraphe a été effectué, elle en avise le registrateur par écrit dans les 30 jours qui suivent la date où le transfert est venu à la connaissance de ses dirigeants ou administrateurs.

Calculation of total number of equity shares

(3) In calculating the total number of equity shares of the corporation beneficially owned or controlled for the purpose of this section, the total number shall be calculated as the total of all the shares beneficially owned or controlled, but each share that carries the right to more than one vote shall be calculated as the number of shares equalling the total number of votes it carries.

**PART V
COMPLAINTS, INSPECTION
AND DISCIPLINE**

Complaints

14. (1) If the registrar receives a complaint about a registrant, the registrar may request information in relation to the complaint from any registrant.

Request for information

(2) A request for information under subsection (1) shall indicate the nature of the complaint.

Duty to comply with request

(3) A registrant who receives a written request for information shall provide the information as soon as practicable.

Procedures

(4) In handling complaints, the registrar may do any of the following, as appropriate:

1. Attempt to mediate or resolve the complaint.
2. Give the registrant a written warning that if the registrant continues with the activity that led to the complaint, action may be taken against the registrant.
3. Require the motor vehicle dealer or salesperson to take further educational courses.
4. Refer the matter, in whole or in part, to the discipline committee.
5. Take an action under section 8, subject to section 9.
6. Take further action as he or she considers appropriate in accordance with this Act.

Inspection by registrar

15. (1) The registrar or a person designated in writing by the registrar may conduct an inspection and may, as part of that inspection, enter and inspect at any reasonable time the business premises of a registrant, other than any part of the premises used as a dwelling, for the purpose of,

- (a) ensuring compliance with this Act and the regulations;
- (b) dealing with a complaint under section 14; or
- (c) ensuring the registrant remains entitled to registration.

Calcul des actions

(3) Pour l'application du présent article, il est tenu compte, dans le calcul du nombre total des actions participantes de la personne morale qui sont détenues à titre bénéficiaire ou sur lesquelles est exercé un contrôle, de toutes les actions concernées. Toutefois, les actions auxquelles est rattaché le droit à plus d'une voix sont comptées comme si leur nombre était égal au nombre total de voix qui leur est rattaché.

**PARTIE V
PLAINTES, INSPECTIONS
ET MESURES DISCIPLINAIRES**

Plaintes

14. (1) S'il reçoit une plainte au sujet d'une personne inscrite, le registrateur peut demander des renseignements sur la plainte à toute personne inscrite.

Demande de renseignements

(2) La demande de renseignements prévue au paragraphe (1) indique la nature de la plainte.

Conformité

(3) La personne inscrite qui reçoit une demande écrite de renseignements les fournit le plus tôt possible.

Marche à suivre

(4) Lorsqu'il traite les plaintes, le registrateur peut prendre n'importe laquelle des mesures suivantes, selon ce qui est approprié :

1. Tenter de régler la plainte ou de la résoudre par la médiation.
2. Donner à la personne inscrite un avertissement écrit portant que des mesures pourront être prises à son égard si elle poursuit l'activité qui a donné lieu à la plainte.
3. Exiger que le commerçant de véhicules automobiles ou le vendeur suive d'autres cours de formation.
4. Renvoyer l'affaire, en totalité ou en partie, au comité de discipline.
5. Prendre une mesure prévue à l'article 8, sous réserve de l'article 9.
6. Prendre les autres mesures appropriées conformément à la présente loi.

Inspection par le registrateur

15. (1) Le registrateur ou la personne qu'il désigne par écrit peut mener une inspection et, dans ce cadre et à toute heure raisonnable, pénétrer dans les locaux commerciaux d'une personne inscrite, sauf toute partie qui est utilisée comme logement, et les inspecter pour, selon le cas :

- a) s'assurer que la présente loi et les règlements sont observés;
- b) traiter une plainte visée à l'article 14;
- c) vérifier que la personne inscrite a toujours le droit d'être inscrite.

Powers on inspection

- (2) While carrying out an inspection, an inspector,
- (a) is entitled to free access to all money, valuables, documents, records, motor vehicles and motor vehicle parts of the person being inspected that are relevant to the inspection;
 - (b) may use any data storage, processing or retrieval device or system used in carrying on business in order to produce information in any form; and
 - (c) may, upon giving a receipt for them, remove for examination and may copy anything relevant to the inspection including any data storage disk or other retrieval device in order to produce information, but shall promptly return the thing to the person being inspected.

Identification

(3) An inspector shall produce, on request, evidence of his or her authority to carry out an inspection.

Assistance to be given

(4) An inspector may, in the course of an inspection, require a person to produce a document or record and to provide whatever assistance is reasonably necessary, including using any data storage, processing or retrieval device or system to produce information in any form, and the person shall produce the document or record or provide the assistance.

Obstruction prohibited

(5) No person shall obstruct an inspector conducting an inspection or withhold from him or her or conceal, alter or destroy any money, valuables, documents, records, motor vehicles or motor vehicle parts that are relevant to the inspection.

Use of force prohibited

(6) An inspector shall not use force to enter and inspect premises under this section.

Admissibility of copies

(7) A copy of a document or record certified by an inspector to be a true copy of the original is admissible in evidence to the same extent as the original and has the same evidentiary value.

Inspection of applicant

16. (1) The registrar or a person designated in writing by the registrar may at any reasonable time conduct an inspection of the business premises of an applicant for registration, other than any part of the premises used as a dwelling, for the purpose of ensuring the applicant is entitled to registration under this Act.

Same

(2) Subsections 15 (2) to (7) apply with necessary modifications to an inspection under this section.

Pouvoirs de l'inspecteur

- (2) Dans le cadre d'une inspection, l'inspecteur :
- a) a le droit d'avoir libre accès à l'argent, aux objets de valeur, aux documents, aux dossiers, aux véhicules automobiles et aux pièces de véhicule automobile pertinents de la personne en cause;
 - b) peut recourir aux dispositifs ou systèmes de stockage, de traitement ou d'extraction des données utilisés pour exploiter une entreprise en vue de produire des renseignements sous quelque forme que ce soit;
 - c) peut, après avoir donné un récépissé à cet effet, et afin de les examiner et d'en tirer des copies, prendre les choses pertinentes, y compris des disques de stockage des données ou d'autres dispositifs d'extraction des données, en vue de produire des renseignements, mais doit ensuite les rendre promptement à la personne en cause.

Identification

(3) L'inspecteur produit sur demande une preuve de son autorité.

Aide obligatoire

(4) L'inspecteur peut, dans le cadre d'une inspection, exiger d'une personne qu'elle produise un document ou un dossier et qu'elle fournisse l'aide qui est raisonnablement nécessaire, notamment en recourant à un dispositif ou système de stockage, de traitement ou d'extraction des données pour produire des renseignements sous quelque forme que ce soit, auquel cas la personne doit obtempérer.

Interdiction de faire entrave

(5) Nul ne doit faire entrave à l'inspecteur qui fait une inspection, ni retenir, dissimuler, modifier ou détruire de l'argent, des objets de valeur, des documents, des dossiers, des véhicules automobiles ou des pièces de véhicules automobiles pertinents.

Interdiction de recourir à la force

(6) L'inspecteur ne doit pas recourir à la force pour pénétrer dans des locaux et les inspecter en vertu du présent article.

Admissibilité des copies

(7) La copie d'un document ou d'un dossier qui est certifiée conforme à l'original par un inspecteur est admissible en preuve au même titre que l'original et a la même valeur probante.

Inspection de l'auteur d'une demande

16. (1) Le registrateur ou la personne qu'il désigne par écrit peut, à toute heure raisonnable, mener une inspection des locaux commerciaux de l'auteur d'une demande d'inscription, sauf toute partie qui est utilisée comme logement, pour s'assurer qu'il a le droit d'être inscrit en vertu de la présente loi.

Idem

(2) Les paragraphes 15 (2) à (7) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'inspection visée au présent article.

Discipline proceedings

17. (1) The board of the administrative authority or, if there is no designated administrative authority, the Minister may establish a discipline committee to hear and determine, in accordance with the prescribed procedures, issues concerning whether registrants have failed to comply with the code of ethics established by the Minister.

Appeals committee

(2) If a discipline committee is established, an appeals committee shall be established to consider, in accordance with the prescribed procedures, appeals from the discipline committee.

Composition

(3) The composition and manner of appointment of the members of the discipline committee and appeals committee shall be as prescribed.

Result of a determination

(4) If the discipline committee makes a determination under subsection (1) that a registrant has failed to comply with the code of ethics, it may order any of the following, as appropriate:

1. Require the registrant to take further educational courses.
2. In accordance with the terms that may be specified by the committee, require the motor vehicle dealer to fund educational courses for salespersons employed by the dealer or to arrange and fund such educational courses.
3. Despite subsection 12 (1) of the *Safety and Consumer Statutes Administration Act, 1996*, impose such fine as the committee considers appropriate, to a maximum of \$25,000, or such lesser amount as may be prescribed, to be paid by the registrant to the administrative authority or to the Minister of Finance if there is no designated administrative authority.
4. Suspend or postpone the taking of further educational courses, the funding or the funding and arranging of educational courses or the imposition of the fine for such period and upon such terms as the committee designates.
5. Fix and impose costs to be paid by the registrant to the administrative authority or to the Minister of Finance if there is no designated administrative authority.

Appeal

(5) A party to the discipline proceeding may appeal the final order of the discipline committee to the appeals committee.

Power of the appeals committee

(6) The appeals committee may by order overturn, affirm or modify the order of the discipline committee and may make an order under subsection (4).

Instances disciplinaires

17. (1) Le conseil d'administration de l'organisme d'application ou, en l'absence d'organisme d'application désigné, le ministre peut constituer un comité de discipline qui décide, conformément à la procédure prescrite, de la question de savoir si une personne inscrite n'a pas observé le code de déontologie établi par le ministre.

Comité d'appel

(2) Si un comité de discipline est constitué, il doit être constitué un comité d'appel qui décide, conformément à la procédure prescrite, des appels de ses décisions.

Composition

(3) La composition du comité de discipline et du comité d'appel ainsi que le mode de nomination de leurs membres sont ceux prescrits.

Décision

(4) S'il décide, en application du paragraphe (1), qu'une personne inscrite n'a pas observé le code de déontologie, le comité de discipline peut, par ordonnance, prendre n'importe laquelle des mesures suivantes, selon ce qui est approprié :

1. Exiger que la personne inscrite suive d'autres cours de formation.
2. Conformément aux conditions qu'il précise, exiger du commerçant de véhicules automobiles qu'il finance les cours de formation suivis par les vendeurs qu'il emploie ou qu'il prenne des dispositions pour offrir de tels cours et les finance.
3. Malgré le paragraphe 12 (1) de la *Loi de 1996 sur l'application de certaines lois traitant de sécurité et de services aux consommateurs*, imposer l'amende qu'il estime appropriée, laquelle ne peut dépasser 25 000 \$, ou toute somme inférieure prescrite, que la personne inscrite doit payer à l'organisme d'application ou, en l'absence d'un tel organisme, au ministre des Finances.
4. Suspendre ou différer, pour la durée et aux conditions qu'il fixe, l'obligation de suivre d'autres cours de formation, leur financement, la prise de dispositions pour les offrir et leur financement ou l'imposition de l'amende.
5. Fixer et imposer les dépens que la personne inscrite doit payer à l'organisme d'application ou, en l'absence d'un tel organisme, au ministre des Finances.

Appel

(5) Une partie à l'instance disciplinaire peut interjeter appel de l'ordonnance définitive du comité de discipline devant le comité d'appel.

Pouvoir du comité d'appel

(6) Le comité d'appel peut, par ordonnance, renverser, confirmer ou modifier l'ordonnance du comité de discipline et peut rendre une ordonnance en vertu du paragraphe (4).

Payment of fine

(7) The registrant shall pay any fine imposed under subsection (4),

- (a) on or before the day specified in the order of the discipline committee or, if the fine is the subject of an appeal, on or before the day specified in the order of the appeals committee; or
- (b) on or before the 60th day after the date of the last order made in respect of the fine, if no day is specified in that order.

Taking of educational course

(8) The registrant shall take the educational course required under subsection (4),

- (a) within the time period specified in the order of the discipline committee or, if the requirement is the subject of an appeal, within the time period specified in the order of the appeals committee; or
- (b) at the first reasonable opportunity after the last order made in respect of the educational course, if no time period is specified in that order.

Arranging and funding educational courses

(9) The motor vehicle dealer shall arrange and fund the educational courses for salespersons employed by the dealer as required under subsection (4) within the time period specified in the order of the discipline committee or, if the requirement is the subject of an appeal, within the time period specified in the order of the appeals committee.

Funding educational courses

(10) The motor vehicle dealer shall fund the educational course for salespersons employed by the dealer as required under subsection (4),

- (a) within the time period specified in the order of the discipline committee or, if the requirement is the subject of an appeal, within the time period specified in the order of the appeals committee; or
- (b) at the first reasonable opportunity after the last order made in respect of the educational course, if no time period is specified in that order.

Public access

(11) Decisions of the discipline committee and the appeals committee shall be made available to the public in such manner as may be prescribed.

Appointment of investigators

18. (1) The director may appoint persons to be investigators for the purposes of conducting investigations.

Certificate of appointment

(2) The director shall issue to every investigator a certificate of appointment bearing his or her signature or a facsimile of the signature.

Production of certificate of appointment

(3) Every investigator who is exercising powers under section 19 shall, upon request, produce the certificate of appointment as an investigator.

Païement de l'amende

(7) La personne inscrite paie toute amende imposée en vertu du paragraphe (4) :

- a) au plus tard le jour précisé dans l'ordonnance du comité de discipline ou, si l'amende est portée en appel, au plus tard le jour précisé dans l'ordonnance du comité d'appel;
- b) au plus tard le 60^e jour qui suit la date de la dernière ordonnance prise à l'égard de l'amende, si aucun jour n'y est précisé.

Cours de formation

(8) La personne inscrite suit le cours de formation exigé en application du paragraphe (4) :

- a) dans le délai précisé dans l'ordonnance du comité de discipline ou, si l'exigence est portée en appel, dans le délai précisé dans l'ordonnance du comité d'appel;
- b) dès que cela est raisonnablement possible après la dernière ordonnance prise à l'égard du cours, si aucun délai n'y est précisé.

Prise des dispositions pour offrir des cours de formation et financement de ceux-ci

(9) Le commerçant de véhicules automobiles prend des dispositions pour offrir les cours de formation suivis par les vendeurs qu'il emploie et les finance, comme l'exige le paragraphe (4), dans le délai précisé dans l'ordonnance du comité de discipline ou, si l'exigence est portée en appel, dans le délai précisé dans l'ordonnance du comité d'appel.

Financement des cours de formation

(10) Le commerçant de véhicules automobiles finance les cours de formation suivis par les vendeurs qu'il emploie, comme l'exige le paragraphe (4) :

- a) dans le délai précisé dans l'ordonnance du comité de discipline ou, si l'exigence est portée en appel, dans le délai précisé dans l'ordonnance du comité d'appel;
- b) dès que cela est raisonnablement possible après la dernière ordonnance prise à l'égard du cours, si aucun délai n'y est précisé.

Consultation par le public

(11) Les décisions du comité de discipline et du comité d'appel sont rendues publiques de la manière prescrite.

Nomination d'enquêteurs

18. (1) Le directeur peut nommer des enquêteurs pour mener des enquêtes.

Attestation de nomination

(2) Le directeur délivre une attestation de nomination portant sa signature, ou un fac-similé de celle-ci, à chaque enquêteur.

Production de l'attestation de nomination

(3) L'enquêteur qui exerce les pouvoirs que lui confère l'article 19 produit sur demande son attestation de nomination comme enquêteur.

Search warrant

19. (1) Upon application made without notice by an investigator appointed under this Act, a justice of the peace may issue a warrant, if he or she is satisfied on information under oath that there is reasonable ground for believing that a person has contravened or is contravening this Act or the regulations or has committed an offence under the law of any jurisdiction that is relevant to the person's fitness for registration under this Act, and,

- (a) there are in any building, dwelling, receptacle or place anything relating to the contravention of this Act or the regulations or to the person's fitness for registration; or
- (b) there is information or other evidence relating to the contravention of this Act or the regulations or the person's fitness for registration that may be obtained through the use of an investigative technique or procedure or the doing of anything described in the warrant.

Powers under warrant

(2) A warrant obtained under subsection (1) authorizes an investigator appointed under subsection 18 (1),

- (a) upon producing his or her appointment, during the hours specified in the warrant, to enter or access the building, dwelling, receptacle or place specified in the warrant and examine anything relevant to the contravention of this Act or the regulations or the person's fitness for registration;
- (b) to use any data storage, processing or retrieval device or system used in carrying on business in order to produce information or other evidence, in any form, relevant to the contravention of this Act or the regulations or the person's fitness for registration;
- (c) to exercise any of the powers specified in subsections (6), (11) and (12); and
- (d) to use any investigative technique or procedure or do anything described in the warrant if there are reasonable grounds to believe that information or other evidence relevant to the contravention of this Act or the regulations or the person's fitness for registration will be obtained through the use of the technique or procedure or the doing of the thing.

Entry of dwelling

(3) Despite subsection (2), an investigator shall not exercise the power under a warrant to enter a place, or part of a place, used as a dwelling unless,

- (a) the justice of the peace is informed that the warrant is being sought to authorize entry into a dwelling; and

Mandat de perquisition

19. (1) Sur demande sans préavis d'un enquêteur nommé en vertu de la présente loi, un juge de paix peut délivrer un mandat s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation faite sous serment, qu'il existe des motifs raisonnables de croire qu'une personne a contrevenu ou contrevient à la présente loi ou aux règlements ou a commis une infraction à une loi d'une autorité législative qui touche son aptitude à se faire inscrire sous le régime de la présente loi, et :

- a) soit qu'une chose quelconque se rapportant à la contravention à la présente loi ou aux règlements ou à l'aptitude de la personne à se faire inscrire se trouve dans un bâtiment, un logement, un réceptacle ou un endroit;
- b) soit que des renseignements ou d'autres éléments de preuve se rapportant à la contravention à la présente loi ou aux règlements ou à l'aptitude de la personne à se faire inscrire pourront être obtenus au moyen d'une technique ou méthode d'enquête ou d'un acte qui est mentionné dans le mandat.

Pouvoirs

(2) Le mandat obtenu en vertu du paragraphe (1) autorise l'enquêteur nommé en vertu du paragraphe 18 (1) à faire ce qui suit :

- a) après avoir produit son acte de nomination et aux heures précisées dans le mandat, pénétrer dans le bâtiment, le logement, le réceptacle ou l'endroit précisé dans le mandat ou y avoir accès et examiner tout ce qui se rapporte à la contravention à la présente loi ou aux règlements ou à l'aptitude de la personne à se faire inscrire;
- b) recourir aux dispositifs ou systèmes de stockage, de traitement ou d'extraction des données utilisés pour exploiter une entreprise en vue de produire des renseignements ou d'autres éléments de preuve, sous quelque forme que ce soit, qui se rapportent à la contravention à la présente loi ou aux règlements ou à l'aptitude de la personne à se faire inscrire;
- c) exercer les pouvoirs précisés aux paragraphes (6), (11) et (12);
- d) utiliser toute technique ou méthode d'enquête ou accomplir tout acte qui est mentionné dans le mandat, s'il y a des motifs raisonnables de croire que des renseignements ou d'autres éléments de preuve se rapportant à la contravention à la présente loi ou aux règlements ou à l'aptitude de la personne à se faire inscrire pourront être obtenus au moyen de la technique, de la méthode ou de l'acte.

Entrée dans un logement

(3) Malgré le paragraphe (2), un enquêteur ne doit exercer le pouvoir, conféré par un mandat, de pénétrer dans un endroit ou une partie d'un endroit utilisé comme logement que s'il est satisfait aux conditions suivantes :

- a) le juge de paix est informé du fait que le mandat est demandé afin d'autoriser l'entrée dans un logement;

- (b) the justice of the peace authorizes the entry into the dwelling.

Conditions on search warrant

(4) A warrant obtained under subsection (1) shall contain such conditions as the justice of the peace considers advisable to ensure that any search authorized by the warrant is reasonable in the circumstances.

Expert help

(5) The warrant may authorize persons who have special, expert or professional knowledge to accompany and assist the investigator in respect of the execution of the warrant.

Same

(6) For the purposes of this section, the investigator has the powers of a commission under Part II of the *Public Inquiries Act*, which Part applies to the investigation as if it were an inquiry under that Act.

Time of execution

(7) An entry or access under a warrant issued under this section shall be made between 6 a.m. and 9 p.m., unless the warrant specifies otherwise.

Expiry of warrant

(8) A warrant issued under this section shall name a date of expiry, which shall be no later than 30 days after the warrant is issued, but a justice of the peace may extend the date of expiry for an additional period of no more than 30 days, upon application without notice by an investigator.

Use of force

(9) An investigator may call upon police officers for assistance in executing the warrant and the investigator may use whatever force is reasonably necessary to execute the warrant.

Obstruction

(10) No person shall obstruct an investigator carrying out an investigation under this section or withhold from him or her or conceal, alter or destroy anything relevant to the investigation.

Assistance

(11) An investigator may, in the course of an investigation, require a person to produce a document or record and to provide whatever assistance is reasonably necessary, including using any data storage, processing or retrieval device or system to produce information or evidence in any form and the person shall produce the document or record or provide the assistance.

Removal of things

(12) An investigator carrying out an investigation, upon giving a receipt for it, may remove for examination and may copy anything relevant to the investigation, including any data storage disk or other retrieval device in order to produce information or evidence relevant to the

- b) le juge de paix autorise l'entrée dans le logement.

Conditions : mandat

(4) Le mandat obtenu en vertu du paragraphe (1) est assorti des conditions que le juge de paix estime souhaitables pour faire en sorte que la perquisition qu'il autorise soit raisonnable dans les circonstances.

Experts

(5) Le mandat peut autoriser des personnes qui possèdent des connaissances particulières, spécialisées ou professionnelles à accompagner l'enquêteur et à l'aider à exécuter le mandat.

Idem

(6) Pour l'application du présent article, l'enquêteur est investi des pouvoirs que confère à une commission la partie II de la *Loi sur les enquêtes publiques*, laquelle partie s'applique à l'enquête comme s'il s'agissait d'une enquête au sens de cette loi.

Heures d'exécution

(7) Sauf mention contraire, l'entrée ou l'accès qu'autorise un mandat délivré en vertu du présent article a lieu entre 6 heures et 21 heures.

Expiration du mandat

(8) Le mandat délivré en vertu du présent article précise sa date d'expiration, qui ne doit pas tomber plus de 30 jours après sa délivrance. Toutefois, un juge de paix peut reporter la date d'expiration d'au plus 30 jours sur demande sans préavis d'un enquêteur.

Recours à la force

(9) L'enquêteur peut faire appel à l'aide d'agents de police et recourir à toute la force raisonnablement nécessaire pour exécuter le mandat.

Entrave

(10) Nul ne doit faire entrave à l'enquêteur qui mène une enquête en vertu du présent article, ni retenir, dissimuler, modifier ou détruire des choses pertinentes.

Aide

(11) L'enquêteur peut, dans le cadre d'une enquête, exiger d'une personne qu'elle produise un document ou un dossier et qu'elle fournisse l'aide qui est raisonnablement nécessaire, notamment en recourant à un dispositif ou système de stockage, de traitement ou d'extraction des données pour produire des renseignements ou des éléments de preuve sous quelque forme que ce soit, auquel cas la personne doit obtempérer.

Enlèvement de choses

(12) L'enquêteur qui mène une enquête peut, après avoir donné un récépissé à cet effet, et afin de les examiner et d'en tirer des copies, prendre les choses pertinentes, y compris des disques de stockage des données ou d'autres dispositifs d'extraction des données, en vue de

investigation, but the investigator shall return the item within a reasonable time.

Admissibility

(13) A copy of a document or record certified by an investigator as being a true copy of the original is admissible in evidence to the same extent as the original and has the same evidentiary value.

Searches in exigent circumstances

20. (1) Although a warrant issued under section 19 would otherwise be required, an investigator may exercise any of the powers described in subsection 19 (2) without a warrant if the conditions for obtaining the warrant exist but by reason of exigent circumstances it would be impracticable to obtain the warrant.

Dwellings

(2) Subsection (1) does not apply to a building or part of a building that is being used as a dwelling place.

Use of force

(3) The investigator may, in executing any authority given by this section, call upon police officers for assistance and use whatever force is reasonably necessary.

Admissibility

(4) A copy of a document or record certified by an investigator as being a true copy of the original is admissible in evidence to the same extent as the original and has the same evidentiary value.

Appointment of receiver and manager

21. (1) The director may apply to the Superior Court of Justice for the appointment of a receiver and manager to take possession and control of the business of a registrant if,

- (a) an investigation of the registrant has been undertaken under this Act;
- (b) the director has made or is about to make an order under section 22;
- (c) the director has reasonable grounds to believe that a registrant has failed or is about to fail to provide a contracted and paid for motor vehicle to a customer;
- (d) the director is advised that the registrar has proposed to suspend or revoke a registration under section 9 or to temporarily suspend a registration under section 10; or
- (e) the director is advised that an investigation under section 5.1 of the *Ministry of Consumer and Business Services Act* has been ordered.

Order to appoint

(2) The court may make an order for the appointment of a receiver and manager, if it is satisfied that it is in the public interest to have a receiver and manager take control of the business of a registrant.

produire des renseignements ou des éléments de preuve pertinents, mais il doit ensuite les rendre dans un délai raisonnable.

Admissibilité

(13) La copie d'un document ou d'un dossier qui est certifiée conforme à l'original par un enquêteur est admissible en preuve au même titre que l'original et a la même valeur probante.

Perquisitions en cas d'urgence

20. (1) Malgré le fait qu'un mandat décerné en vertu de l'article 19 serait par ailleurs exigé, un enquêteur peut exercer sans mandat les pouvoirs visés au paragraphe 19 (2) lorsque l'urgence de la situation rend difficilement réalisable l'obtention du mandat, pourvu que les conditions de sa délivrance soient réunies.

Logements

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux bâtiments ou parties de bâtiments qui sont utilisés comme logements.

Recours à la force

(3) Dans l'exercice des pouvoirs que lui confère le présent article, l'enquêteur peut faire appel à des agents de police et recourir à toute la force raisonnablement nécessaire.

Admissibilité

(4) La copie d'un document ou d'un dossier qui est certifiée conforme à l'original par un inspecteur est admissible en preuve au même titre que l'original et a la même valeur probante.

Nomination d'un administrateur-séquestre

21. (1) Le directeur peut, par voie de requête, demander à la Cour supérieure de justice de nommer un administrateur-séquestre chargé de prendre possession de l'entreprise d'une personne inscrite et d'en assumer le contrôle si, selon le cas :

- a) une enquête sur la personne inscrite a été entreprise en vertu de la présente loi;
- b) il a pris une ordonnance en vertu de l'article 22 ou est sur le point de le faire;
- c) il a des motifs raisonnables de croire que la personne inscrite n'a pas fourni à un client un véhicule automobile payé faisant l'objet d'un contrat ou est sur le point de ne pas le fournir;
- d) il est informé que le registrateur a manifesté son intention de suspendre ou de révoquer une inscription en vertu de l'article 9 ou de la suspendre temporairement en vertu de l'article 10;
- e) il est informé qu'une enquête visée à l'article 5.1 de la *Loi sur le ministère des Services aux consommateurs et aux entreprises* a été ordonnée.

Ordonnance de nomination

(2) S'il est convaincu qu'il est dans l'intérêt public qu'un administrateur-séquestre assume le contrôle de l'entreprise d'une personne inscrite, le tribunal peut, par ordonnance, en nommer un.

Notice

(3) The court may make an order under subsection (2) without notice, or if it considers that notice should be given, upon such notice as the court stipulates.

Appointment not longer than 60 days

(4) The order of the court shall provide for the term of the receiver and manager but the term shall not be longer than 60 days.

60-day extensions

(5) Despite subsection (4), the director may, without notice, apply to the court to extend the receiver and manager's term for further terms of not more than 60 days each.

Duties of receiver and manager

(6) The receiver and manager shall,

- (a) take possession and control of the assets of the registrant's business;
- (b) conduct the business of the registrant; and
- (c) take such steps that are, in the opinion of the receiver and manager, necessary for the rehabilitation of the business.

Powers of receiver and manager

(7) The receiver and manager has all the powers of the board of directors of the corporation, if the registrant is a corporation, or of a sole proprietor or all partners if the registrant is not a corporation.

May exclude directors, etc.

(8) Without limiting the generality of subsection (7), the receiver and manager may exclude the directors, officers, employees and agents of the business, interested persons in respect of the business and any other persons connected with the business from the premises and property of the business.

Interested persons

(9) Subsection 6 (4) applies to this section except that the opinion as to whether a person is deemed to be interested in respect of another person is that of the receiver and manager.

Freeze order

22. (1) If the conditions in subsection (2) are met, the director may in writing,

- (a) order any person having on deposit or controlling any assets or trust funds of a registrant or former registrant to hold those funds or assets;
- (b) order a registrant or former registrant to refrain from withdrawing any asset or trust fund from a person having it on deposit or controlling it; or
- (c) order a registrant or former registrant to hold any asset or trust fund of a customer or other person in trust for the person entitled to it.

Avis

(3) Le tribunal peut rendre l'ordonnance visée au paragraphe (2) sans préavis ou avec le préavis qu'il juge utile.

Mandat d'au plus 60 jours

(4) L'ordonnance du tribunal fixe la durée du mandat de l'administrateur-séquestre, qui ne doit pas dépasser 60 jours.

Prorogations de 60 jours

(5) Malgré le paragraphe (4), le directeur peut, par voie de requête et sans préavis, demander au tribunal de proroger le mandat de l'administrateur-séquestre pour des périodes supplémentaires d'au plus 60 jours chacune.

Fonctions de l'administrateur-séquestre

(6) L'administrateur-séquestre fait ce qui suit :

- a) il prend possession des éléments d'actif de l'entreprise de la personne inscrite et en assume le contrôle;
- b) il dirige l'entreprise de la personne inscrite;
- c) il prend les mesures qu'il estime nécessaires au redressement de l'entreprise.

Pouvoirs de l'administrateur-séquestre

(7) L'administrateur-séquestre a tous les pouvoirs du conseil d'administration de la personne morale, si la personne inscrite en est une, ou d'un propriétaire unique ou de tous les associés, si elle n'en est pas une.

Exclusion des administrateurs

(8) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (7), l'administrateur-séquestre peut interdire l'accès aux locaux et aux biens de l'entreprise à ses administrateurs, dirigeants, employés et mandataires, aux personnes intéressées à son égard et à quiconque a un autre lien avec elle.

Personnes intéressées

(9) Le paragraphe 6 (4) s'applique au présent article, sauf que c'est à l'administrateur-séquestre qu'il revient de décider si une personne est réputée être intéressée à l'égard d'une autre personne.

Ordonnance de blocage

22. (1) Si les conditions énoncées au paragraphe (2) sont réunies, le directeur peut, par écrit :

- a) soit ordonner à la personne qui est le dépositaire ou qui a le contrôle de fonds en fiducie ou de biens d'une personne inscrite ou d'une ancienne personne inscrite de les retenir;
- b) soit ordonner à une personne inscrite ou à une ancienne personne inscrite de s'abstenir de retirer des fonds en fiducie ou des biens des mains de la personne qui en est le dépositaire ou qui en a le contrôle;
- c) soit ordonner à une personne inscrite ou à une ancienne personne inscrite de détenir en fiducie pour la personne qui y a droit les fonds en fiducie ou les biens d'un client ou d'une autre personne.

Conditions

(2) The director may make an order under subsection (1) if he or she believes that it is advisable for the protection of the customers of a registrant or former registrant and,

- (a) a search warrant has been issued under this Act; or
- (b) criminal proceedings or proceedings in relation to a contravention under this Act or under any other Act are about to be or have been instituted against the registrant or former registrant in connection with or arising out of the business in respect of which the registrant or former registrant is or was registered.

Limitation

(3) In the case of a bank or authorized foreign bank within the meaning of section 2 of the *Bank Act* (Canada), a credit union within the meaning of the *Credit Unions and Caisses Populaires Act, 1994* or a loan or trust corporation, the order under subsection (1) applies only to the offices and branches named in the order.

Release of assets

(4) The director may consent to the release of any particular asset or trust fund from the order or may wholly revoke the order.

Exception

(5) Subsection (1) does not apply if the registrant or former registrant files with the director, in such manner and amount as the director determines,

- (a) a personal bond accompanied by collateral security;
- (b) a bond of an insurer licensed under the *Insurance Act* to write surety and fidelity insurance;
- (c) a bond of a guarantor accompanied by collateral security; or
- (d) another prescribed form of security.

Application to court

(6) An application may be made to the Superior Court of Justice for a determination in respect of the disposition of an asset or trust fund,

- (a) by a person in receipt of an order under subsection (1), if that person is in doubt as to whether the order applies to the asset or trust fund; or
- (b) by a person who claims an interest in the asset or trust fund that is subject to the order.

Notice

(7) If an order is made under this section, the director may register in the appropriate land registry office a no-

Conditions

(2) Le directeur peut prendre une ordonnance en vertu du paragraphe (1) s'il l'estime souhaitable pour la protection des clients d'une personne inscrite ou d'une ancienne personne inscrite et :

- a) soit qu'un mandat de perquisition a été décerné en vertu de la présente loi;
- b) soit qu'une poursuite criminelle ou une poursuite pour contravention prévue par la présente loi ou une autre loi a été ou est sur le point d'être intentée contre la personne inscrite ou l'ancienne personne inscrite et qu'elle se rapporte à l'entreprise à l'égard de laquelle cette personne est ou était inscrite ou en découle.

Restriction

(3) Dans le cas d'une banque ou d'une banque étrangère autorisée au sens de l'article 2 de la *Loi sur les banques* (Canada), d'une caisse au sens de la *Loi de 1994 sur les caisses populaires et les credit unions* ou d'une société de prêt ou de fiducie, l'ordonnance prise en vertu du paragraphe (1) ne s'applique qu'aux bureaux et succursales qui y sont précisés.

Soustraction de biens

(4) Le directeur peut consentir à soustraire un fonds en fiducie ou un bien particulier à l'application de l'ordonnance ou la révoquer en totalité.

Exception

(5) Le paragraphe (1) ne s'applique pas si la personne inscrite ou l'ancienne personne inscrite dépose auprès du directeur, de la manière et selon le montant qu'il détermine :

- a) soit un cautionnement personnel accompagné d'une garantie accessoire;
- b) soit le cautionnement d'un assureur titulaire d'un permis délivré en vertu de la *Loi sur les assurances* qui l'autorise à faire souscrire de l'assurance de cautionnement et de l'assurance contre les détournements;
- c) soit le cautionnement d'un garant accompagné d'une garantie accessoire;
- d) soit l'autre forme de garantie qui est prescrite.

Présentation d'une requête au tribunal

(6) L'une ou l'autre des personnes suivantes peut présenter une requête à la Cour supérieure de justice pour qu'il soit statué sur la disposition d'un fonds en fiducie ou d'un bien :

- a) quiconque a reçu une ordonnance prise en vertu du paragraphe (1), s'il a un doute quant à son application au fonds en fiducie ou au bien;
- b) quiconque revendique un intérêt sur le fonds en fiducie ou le bien visé par l'ordonnance.

Avis

(7) S'il prend une ordonnance en vertu du présent article, le directeur peut enregistrer au bureau d'enregistre-

tice that an order under subsection (1) has been issued and that the order may affect land belonging to the person referred to in the notice, and the notice has the same effect as the registration of a certificate of pending litigation, except that the director may in writing revoke or modify the notice.

Cancellation or discharge application

(8) A registrant or former registrant in respect of which an order is made under subsection (1) or any person having an interest in land in respect of which a notice is registered under subsection (7) may apply to the Tribunal for cancellation in whole or in part of the order or for discharge in whole or in part of the registration.

Disposition by Tribunal

(9) The Tribunal shall dispose of the application after a hearing and may cancel the order or discharge the registration in whole or in part if the Tribunal finds,

- (a) that the order or registration is not required in whole or in part for the protection of customers of the applicant or of other persons having an interest in the land; or
- (b) that the interests of other persons are unduly prejudiced by the order or registration.

Parties

(10) The applicant, the director and such other persons as the Tribunal may specify are parties to the proceedings before the Tribunal.

Court application

(11) If the director has made an order under subsection (1) or registered a notice under subsection (7), he or she may apply to the Superior Court of Justice for directions or an order relating to the disposition of assets, trust funds or land affected by the order or notice.

Notice not required

(12) An application by the director under this section may be made without notice to any other person.

PART VI CONDUCT AND OFFENCES

Duty of motor vehicle dealers

23. A motor vehicle dealer shall ensure that every salesperson that the motor vehicle dealer employs is carrying out his or her duties in compliance with this Act and the regulations.

Notice of changes to registrar

24. (1) Every motor vehicle dealer shall, within five days after the event, notify the registrar in writing of,

- (a) any change in address for service;
- (b) in the case of a corporation or partnership, any change in the officers or directors; and

ment immobilier compétent un avis indiquant qu'une ordonnance visée au paragraphe (1) a été délivrée et qu'elle peut toucher des biens-fonds de la personne mentionnée dans l'avis. L'avis a le même effet que l'enregistrement d'un certificat d'affaire en instance, sauf que le directeur peut le révoquer ou le modifier par écrit.

Requête en annulation ou en radiation

(8) La personne inscrite ou l'ancienne personne inscrite visée par une ordonnance prise en vertu du paragraphe (1), ou le titulaire d'un intérêt sur un bien-fonds à l'égard duquel un avis est enregistré en vertu du paragraphe (7), peut, par voie de requête, demander au Tribunal l'annulation de tout ou partie de l'ordonnance ou la radiation de tout ou partie de l'enregistrement.

Décision du Tribunal

(9) Le Tribunal doit décider de la requête après la tenue d'une audience et peut annuler l'ordonnance ou radier l'enregistrement, en totalité ou en partie, s'il conclut :

- a) soit que l'ordonnance ou l'enregistrement n'est pas en totalité ou en partie nécessaire pour protéger les clients du requérant ou les autres titulaires d'intérêts sur le bien-fonds;
- b) soit que l'ordonnance ou l'enregistrement porte indûment atteinte aux intérêts d'autres personnes.

Parties

(10) Le requérant, le directeur et les autres personnes que précise le Tribunal sont parties à l'instance tenue devant celui-ci.

Présentation d'une requête au tribunal

(11) Si le directeur a pris une ordonnance en vertu du paragraphe (1) ou a enregistré un avis en vertu du paragraphe (7), il peut, par voie de requête, demander à la Cour supérieure de justice de donner des directives ou de rendre une ordonnance quant à la disposition des fonds en fiducie, des biens ou des biens-fonds visés par l'ordonnance ou l'avis.

Avis non exigé

(12) Le directeur peut présenter une requête en vertu du présent article sans en aviser qui que ce soit.

PARTIE VI CONDUITE ET INFRACTIONS

Obligation du commerçant de véhicules automobiles

23. Le commerçant de véhicules automobiles veille à ce que chaque vendeur qu'il emploie exerce ses fonctions conformément à la présente loi et aux règlements.

Remise d'un avis de changement au registrateur

24. (1) Le commerçant de véhicules automobiles avise par écrit le registrateur de ce qui suit, dans les cinq jours :

- a) tout changement de son adresse aux fins de signification;
- b) tout changement de dirigeants ou d'administrateurs, dans le cas d'une personne morale ou d'une société de personnes;

- (c) the date of commencement or termination of the employment of every salesperson and, in the case of termination of employment of a salesperson, the reason for the termination.

Same

(2) Every salesperson shall, within five days after the event, notify the registrar in writing of,

- (a) any change in address for service; and
- (b) the commencement or termination of his or her employment by a motor vehicle dealer and the date of the commencement or termination.

Timing

(3) The registrar shall be deemed to have been notified on the day on which he or she is actually notified or, where the notification is by mail, on the day of mailing.

Financial statements

(4) Every motor vehicle dealer shall, when required by the registrar with the approval of the director, file a financial statement, certified by a person licensed under the *Public Accountancy Act*, showing the matters specified by the registrar and signed by the motor vehicle dealer in the case of a sole proprietorship or by an officer of the motor vehicle dealer where the motor vehicle dealer is a partnership or corporation.

Confidential

(5) The information contained in a financial statement filed under subsection (4) is confidential and no person shall otherwise than in the ordinary course of the person's duties communicate any such information or allow access to the financial statement.

Trust account

25. Every motor vehicle dealer shall maintain, in Ontario, in accordance with the prescribed conditions, an account designated as a trust account in a bank or authorized foreign bank within the meaning of section 2 of the *Bank Act* (Canada), a loan or trust corporation, a credit union, as defined in the *Credit Unions and Caisses Populaires Act, 1994* or the Province of Ontario Savings Office in which shall be deposited all money that is required to be held in trust, as prescribed, and shall keep at all times the money separate and apart from money belonging to the motor vehicle dealership and shall disburse it in accordance with the conditions as may be prescribed.

Falsifying information

26. No registrant shall falsify, assist in falsifying or induce or counsel another person to falsify or assist in falsifying any information or document relating to a trade in motor vehicles.

Furnishing false information

27. No registrant shall furnish, assist in furnishing or induce or counsel another person to furnish or assist in furnishing any false or deceptive information or documents relating to a trade in a motor vehicle.

- c) la date à laquelle débute l'emploi de chacun de ses vendeurs, la date à laquelle il prend fin et le motif, dans ce dernier cas.

Idem

(2) Le vendeur avise par écrit le registrateur de ce qui suit, dans les cinq jours :

- a) tout changement de son adresse aux fins de signification;
- b) le début ou la fin de son emploi auprès d'un commerçant de véhicules automobiles ainsi que la date pertinente.

Date de remise de l'avis

(3) Le registrateur est réputé avoir été avisé à la date de réception effective de l'avis ou, si celui-ci est envoyé par la poste, à la date de mise à la poste.

États financiers

(4) Sur demande du registrateur qu'a approuvée le directeur, le commerçant de véhicules automobiles dépose un état financier, qui indique les points précisés par le registrateur, est signé par lui, dans le cas d'une entreprise à propriétaire unique, ou par un de ses dirigeants, dans le cas d'une société de personnes ou d'une personne morale, et est certifié par une personne titulaire d'un permis délivré en vertu de la *Loi sur la comptabilité publique*.

Confidentialité

(5) Les renseignements contenus dans l'état financier déposé en application du paragraphe (4) sont confidentiels. Nul ne doit, sauf dans l'exercice normal de ses fonctions, les communiquer ni permettre l'accès à l'état financier.

Compte en fiducie

25. Le commerçant de véhicules automobiles tient en Ontario, conformément aux conditions prescrites, un compte en fiducie dans une banque ou une banque étrangère autorisée au sens de l'article 2 de la *Loi sur les banques* (Canada), une société de prêt ou de fiducie, une caisse au sens de la *Loi de 1994 sur les caisses populaires et les credit unions* ou à la Caisse d'épargne de l'Ontario, où sont déposées les sommes qui doivent être détenues en fiducie, selon ce qui est prescrit. Il garde ces sommes séparées des fonds du commerce de véhicules automobiles et les débourse conformément aux conditions prescrites.

Falsification des renseignements

26. Nulle personne inscrite ne doit falsifier ou aider à falsifier des renseignements ou des documents ayant trait à une opération portant sur un véhicule automobile, ni inciter une autre personne à le faire ou à aider à le faire, ni le lui conseiller.

Communication de faux renseignements

27. Nulle personne inscrite ne doit fournir ou aider à fournir des renseignements ou des documents faux ou trompeurs ayant trait à une opération portant sur un véhicule automobile, ni inciter une autre personne à le faire ou à aider à le faire, ni le lui conseiller.

False advertising

28. No registrant shall make false, misleading or deceptive statements in any advertisement, circular, pamphlet or material published by any means relating to trading in motor vehicles.

Order of registrar re: false advertising

29. (1) If the registrar believes on reasonable grounds that a registrant is making a false, misleading or deceptive statement in any advertisement, circular, pamphlet or material published by any means, the registrar may,

- (a) order the cessation of the use of such material;
- (b) order the registrant to retract the statement or publish a correction of equal prominence to the original publication; or
- (c) order both a cessation described in clause (a) and a retraction or correction described in clause (b).

Procedures

(2) Section 9 applies with necessary modifications to an order under this section in the same manner as to a proposal by the registrar to refuse a registration.

Effect

(3) The order of the registrar shall take effect immediately, but the Tribunal may grant a stay until the registrar's order becomes final.

Pre-approval

(4) If the registrant does not appeal an order under this section or if the order or a variation of it is upheld by the Tribunal, the registrant shall, upon the request of the registrar, submit all statements in any advertisement, circular, pamphlet or material to be published by any means to the registrar for approval before publication for such period as may be prescribed.

Disclosure by motor vehicle dealers

30. (1) Motor vehicle dealers shall disclose in writing to customers and to motor vehicle dealers such information as may be prescribed and shall make the disclosure at such time as may be prescribed.

Remedies

(2) If a motor vehicle dealer fails to make a disclosure as required under subsection (1) or fails to do so in a timely way, in addition to any other remedies that may be available, the person to whom disclosure should have been made is entitled to such other remedies as may be prescribed.

Restraining orders

31. (1) If it appears to the director that a person is not complying with this Act or the regulations or an order made under this Act, the director may apply to the Superior Court of Justice for an order directing that person to

Publicité mensongère

28. Une personne inscrite ne doit pas faire de déclarations fausses, mensongères ou trompeuses dans une annonce, une circulaire, une brochure ou un document, publié de quelque façon que ce soit, qui concerne le commerce de véhicules automobiles.

Ordonnance du registrateur : publicité mensongère

29. (1) S'il a des motifs raisonnables de croire que la personne inscrite fait une déclaration fausse, mensongère ou trompeuse dans une annonce, une circulaire, une brochure ou un document publié de quelque façon que ce soit, le registrateur peut :

- a) soit ordonner la cessation de l'utilisation de ces documents;
- b) soit lui ordonner de rétracter la déclaration ou de publier une correction de même importance que l'original;
- c) soit ordonner à la fois la cessation visée à l'alinéa a) et la rétractation ou la correction visée à l'alinéa b).

Procédure

(2) L'article 9 s'applique, avec les adaptations nécessaires, à une ordonnance visée au présent article de la même manière qu'à l'intention du registrateur de refuser une inscription.

Effet

(3) L'ordonnance du registrateur entre en vigueur immédiatement; toutefois, le Tribunal peut surseoir à son exécution jusqu'à ce qu'elle devienne définitive.

Approbation préalable

(4) Si elle n'interjette pas appel de l'ordonnance visée au présent article ou que le Tribunal confirme l'ordonnance dans sa version originale ou modifiée, la personne inscrite, à la demande du registrateur, soumet à son approbation pendant la période prescrite, et ce avant sa publication, toute déclaration faite dans une annonce, une circulaire, une brochure ou un document semblable qui doit être publié de quelque façon que ce soit.

Divulgarion par les commerçants de véhicules automobiles

30. (1) Le commerçant de véhicules automobiles divulgue par écrit à ses clients et aux commerçants de véhicules automobiles les renseignements prescrits au moment prescrit.

Recours

(2) Si un commerçant de véhicules automobiles ne fait pas la divulgation exigée par le paragraphe (1) ou ne la fait pas en temps opportun, la personne à qui il devait la faire a droit aux recours prescrits, outre ceux qui existent par ailleurs.

Ordonnance de ne pas faire

31. (1) S'il lui semble qu'une personne n'observe pas la présente loi, les règlements ou une ordonnance prise ou rendue en vertu de celle-ci, le directeur peut demander, par voie de requête, à la Cour supérieure de justice de

comply, and, upon the application, the court may make such order as the court thinks fit.

Same

(2) Subsection (1) applies in addition to any other procedures that may be available to the director, whether or not the director has exercised his or her rights under such procedures.

Appeal

(3) An appeal lies to the Divisional Court from an order made under subsection (1).

Offence

32. (1) A person is guilty of an offence if the person,

- (a) furnishes false information in any application under this Act or in any statement or return required under this Act;
- (b) fails to comply with any order, other than an order made under section 17, direction or other requirement under this Act; or
- (c) contravenes or fails to comply with any section of this Act or the regulations made under this Act other than a code of ethics established under section 43.

Corporations

(2) An officer or director of a motor vehicle dealer is guilty of an offence who fails to take reasonable care to prevent the corporation from committing an offence mentioned in subsection (1).

Penalties

(3) An individual who is convicted of an offence under this Act is liable to a fine of not more than \$50,000 or to imprisonment for a term of not more than two years less a day, or both, and a corporation that is convicted of an offence under this Act is liable to a fine of not more than \$250,000.

Minimum penalty

(4) The minimum fine upon conviction for an offence under subsection 4 (1) is \$2,500.

Limitation

(5) No proceeding under this section shall be commenced more than two years after the facts upon which the proceeding is based first came to the knowledge of the director.

Orders for compensation, restitution

33. (1) If a person is convicted of an offence under this Act, the court making the conviction may, in addition to any other penalty, order the person convicted to pay compensation or make restitution.

rendre une ordonnance lui enjoignant de les observer. Sur présentation de la requête, la Cour peut rendre l'ordonnance qu'elle estime indiquée.

Idem

(2) Le paragraphe (1) s'applique en plus des autres recours dont dispose le directeur, qu'il ait exercé ou non les droits que lui confèrent ces recours.

Appel

(3) Il peut être interjeté appel de l'ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1) devant la Cour divisionnaire.

Infraction

32. (1) Est coupable d'une infraction quiconque, selon le cas :

- a) fournit de faux renseignements, soit dans une demande ou une requête présentée en vertu de la présente loi, soit dans une déclaration ou un rapport qu'exige la présente loi;
- b) n'observe pas une ordonnance prise ou rendue, une directive donnée ou une autre exigence imposée en vertu de la présente loi, à l'exception d'une ordonnance prise en vertu de l'article 17;
- c) contrevient à un article de la présente loi ou de ses règlements d'application, à l'exception d'un code de déontologie établi en vertu de l'article 43, ou ne l'observe pas.

Personnes morales

(2) Est coupable d'une infraction le dirigeant ou l'administrateur d'un commerçant de véhicules automobiles qui ne prend pas de précaution raisonnable pour empêcher la personne morale de commettre une infraction prévue au paragraphe (1).

Peines

(3) Le particulier qui est déclaré coupable d'une infraction prévue par la présente loi est passible d'une amende maximale de 50 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de deux ans moins un jour, ou d'une seule de ces peines. La personne morale qui est déclarée coupable d'une telle infraction est passible d'une amende maximale de 250 000 \$.

Amende minimale

(4) Quiconque est déclaré coupable d'une infraction au paragraphe 4 (1) est passible d'une amende minimale de 2 500 \$.

Prescription

(5) Est irrecevable l'instance introduite en vertu du présent article plus de deux ans après que les faits sur lesquels elle se fonde sont venus à la connaissance du directeur pour la première fois.

Ordonnance : indemnité ou restitution

33. (1) Le tribunal qui déclare une personne coupable d'une infraction prévue par la présente loi peut, en plus de toute autre peine, lui ordonner de verser une indemnité ou d'effectuer une restitution.

If insurance has paid

(2) If an order is made in a person's favour under subsection (1) and that person has already received compensation or restitution from an insurer or the Fund, the person ordered to pay the compensation or make restitution shall deliver the amount to the insurer or the Fund, as the case may be.

Default in payment of fines

34. (1) If a fine payable as a result of a conviction for an offence under this Act is in default for at least 60 days, the director may disclose to a consumer reporting agency the name of the defaulter, the amount of the fine and the date the fine went into default.

If payment made

(2) Within 10 days after the director has notice that the fine has been paid in full, the director shall inform the consumer reporting agency of the payment.

Transition

(3) If a fine is payable as a result of a conviction under the *Motor Vehicle Dealers Act*, despite the repeal of that Act, the director may treat the fine as if it is payable as a result of a conviction under this Act, and subsections (1) and (2) apply to such a fine in like manner as they apply to a fine payable for a conviction under this Act.

Liens and charges

35. (1) If a fine payable as a result of a conviction for an offence under this Act is in default for at least 60 days, the director may by order create a lien against the property of the person who is liable to pay the fine.

Liens on personal property

(2) If the lien created by the director under subsection (1) relates to personal property,

- (a) the *Personal Property Security Act*, except Part V, applies with necessary modifications to the lien, despite clause 4 (1) (a) of that Act;
- (b) the lien shall be deemed to be a security interest that has attached for the purposes of the *Personal Property Security Act*; and
- (c) the director may perfect the security interest referred to in clause (b) for the purposes of the *Personal Property Security Act* by the registration of a financing statement under that Act.

Liens and charges on real property

(3) If the lien created by the director under subsection (1) relates to real property, the director may register the lien against the property of the person liable to pay the

Cas où l'assureur a payé

(2) Si une ordonnance est rendue en faveur d'une personne en vertu du paragraphe (1) et qu'un assureur ou le Fonds lui a déjà versé une indemnité ou a déjà effectué la restitution en sa faveur, la personne à qui il est ordonné de verser l'indemnité ou d'effectuer la restitution remet la somme à l'assureur ou au Fonds, selon le cas.

Défaut de paiement d'amende

34. (1) En cas de défaut de paiement, depuis au moins 60 jours, d'une amende payable par suite d'une déclaration de culpabilité pour infraction à la présente loi, le directeur peut divulguer à une agence de renseignements sur le consommateur le nom de la personne en défaut, le montant de l'amende et la date à laquelle son paiement est en défaut.

Paiement effectué

(2) Dans les 10 jours qui suivent la date à laquelle il a connaissance du paiement intégral de l'amende, le directeur en informe l'agence de renseignements sur le consommateur.

Disposition transitoire

(3) Si une amende est payable par suite d'une déclaration de culpabilité prononcée en application de la *Loi sur les commerçants de véhicules automobiles*, le directeur peut, malgré l'abrogation de cette loi, traiter l'amende comme si elle était payable par suite d'une déclaration de culpabilité prononcée en application de la présente loi, et les paragraphes (1) et (2) s'appliquent alors à l'amende de la même manière qu'ils s'appliquent à une amende payable par suite d'une déclaration de culpabilité prononcée en application de la présente loi.

Privilèges et charges

35. (1) En cas de défaut de paiement, depuis au moins 60 jours, d'une amende payable par suite d'une déclaration de culpabilité pour infraction à la présente loi, le directeur peut, par ordonnance, créer un privilège sur les biens de la personne en cause.

Privilèges sur des biens meubles

(2) Si le privilège créé par le directeur en vertu du paragraphe (1) concerne des biens meubles :

- a) la *Loi sur les sûretés mobilières*, à l'exclusion de la partie V, s'applique, avec les adaptations nécessaires, au privilège, malgré l'alinéa 4 (1) a) de cette loi;
- b) le privilège est réputé une sûreté qui grève les biens meubles pour l'application de la *Loi sur les sûretés mobilières*;
- c) le directeur peut rendre la sûreté visée à l'alinéa b) opposable pour l'application de la *Loi sur les sûretés mobilières* en enregistrant un état de financement en application de cette loi.

Privilèges et charges sur des biens immeubles

(3) Si le privilège créé par le directeur en vertu du paragraphe (1) concerne un bien immeuble de la personne tenue de payer l'amende, le directeur peut l'enregistrer à

fine in the proper land registry office and on registration, the obligation under the lien becomes a charge on the property.

Initiation of sale proceedings prohibited

(4) The director shall not initiate sale proceedings in respect of any real property against which he or she has registered a lien under subsection (3).

Proceeds of sale

(5) If a lien is perfected by registration under subsection (2) or is registered against real property under subsection (3) and the related real or personal property is sold, the director shall ensure that the funds he or she receives as a result of the sale are used to pay the fine.

Discharge of lien

(6) Within 10 days after the director has knowledge of the payment in full of the fine, the director shall,

- (a) discharge the registration of any financing statement registered under clause (2) (c); and
- (b) register a discharge of a charge created on registration of a lien under subsection (3).

PART VII GENERAL

Matters confidential

36. (1) Every person exercising any power or carrying out any duties related to the administration of this Act and the regulations shall preserve secrecy with respect to all matters that come to his, her or its knowledge in the course of exercising those powers or carrying out those duties and shall not communicate any such matters to any person except,

- (a) as may be required in connection with the administration of this Act and the regulations, including any proceedings under this Act;
- (b) to a ministry, department or agency of a government engaged in the administration of legislation similar to this Act or legislation that protects consumers or to any entity to which the administration of legislation similar to this Act or legislation that protects consumers has been assigned;
- (c) to a prescribed entity or organization if the purpose for the communication is consumer protection;
- (d) to a law enforcement agency;
- (e) to his or her counsel; or
- (f) with the consent of the person to whom the matter relates.

Testimony

(2) No person to whom subsection (1) applies shall be required to give testimony in any civil proceeding with regard to information obtained in the course of his or her duties under this Act except in a proceeding under this Act.

l'égard du bien au bureau d'enregistrement immobilier compétent et l'obligation qui découle du privilège devient une charge sur le bien au moment de son enregistrement.

Interdiction : démarches visant la vente

(4) Le directeur ne doit pas entreprendre de démarches visant la vente d'un bien immeuble à l'égard duquel il a enregistré un privilège en vertu du paragraphe (3).

Produit de la vente

(5) Si un privilège est rendu opposable par enregistrement en vertu du paragraphe (2) ou qu'il est enregistré à l'égard d'un bien immeuble en vertu du paragraphe (3) et que le bien qu'il vise est vendu, le directeur veille à ce que les sommes qu'il reçoit par suite de la vente soient affectées au paiement de l'amende.

Mainlevée du privilège

(6) Dans les 10 jours qui suivent la date à laquelle il a connaissance du paiement intégral de l'amende, le directeur :

- a) d'une part, donne mainlevée de l'enregistrement de l'état de financement enregistré en vertu de l'alinéa (2) c);
- b) d'autre part, enregistre une mainlevée de la charge créée au moment de l'enregistrement d'un privilège en application du paragraphe (3).

PARTIE VII DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Confidentialité

36. (1) Quiconque exerce des pouvoirs ou des fonctions qui se rapportent à l'application de la présente loi et des règlements est tenu au secret à l'égard de toute question venant à sa connaissance à ce titre et ne doit rien en divulguer à qui que ce soit, sauf, selon le cas :

- a) dans la mesure où l'exige l'application de la présente loi et des règlements, y compris toute instance introduite en vertu de la présente loi;
- b) à un ministère ou organisme d'un gouvernement chargé de l'application de textes législatifs semblables à la présente loi ou de textes législatifs qui protègent les consommateurs, ou à toute entité à laquelle a été confiée l'application de tels textes;
- c) à une entité ou organisation prescrite, si la divulgation a pour objet la protection des consommateurs;
- d) à un organisme chargé de l'exécution de la loi;
- e) à son avocat;
- f) avec le consentement de la personne à laquelle se rapporte la question.

Témoignage

(2) Nulle personne visée par le paragraphe (1) ne doit être contrainte à témoigner dans une instance civile relativement à des renseignements obtenus dans l'exercice des fonctions que lui attribue la présente loi, sauf dans une instance introduite en vertu de celle-ci.

Service

37. (1) Any notice, order or request is sufficiently given or served if it is,

- (a) delivered personally;
- (b) sent by registered mail; or
- (c) sent by another manner if the sender can prove receipt of the notice, order or request.

Deemed service

(2) If service is made by registered mail, the service shall be deemed to be made on the third day after the day of mailing unless the person on whom service is being made establishes that the person did not, acting in good faith, through absence, accident, illness or other cause beyond the person's control, receive the notice or order until a later date.

Exception

(3) Despite subsections (1) and (2), the Tribunal may order any other method of service it considers appropriate in the circumstances.

Fees

38. (1) The Minister may by order establish fees that are payable under this Act in respect of registration, renewal of registration, late filings and other administrative matters.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply if there is a designated administrative authority.

Non-application of the *Regulations Act*

(3) An order made under this section is not a regulation for the purposes of the *Regulations Act*.

Certificate as evidence

39. (1) For all purposes in any proceeding, a statement purporting to be certified by the director is, without proof of the office or signature of the director, admissible in evidence as proof in the absence of evidence to the contrary, of the facts stated in it in relation to,

- (a) the registration or non-registration of any person;
- (b) the filing or non-filing of any document or material required or permitted to be filed with the registrar;
- (c) the time when the facts upon which the proceedings are based first came to the knowledge of the director; or
- (d) any other matter pertaining to registration or non-registration of persons or to filing or non-filing of information.

Proof of document

(2) Any document made under this Act that purports to be signed by the director or a certified copy of the document is admissible in evidence in any proceeding as proof, in the absence of evidence to the contrary, that the

Signification

37. (1) Les avis, ordonnances et demandes sont suffisamment remis ou signifiés s'ils sont :

- a) soit remis à personne;
- b) soit envoyés par courrier recommandé;
- c) soit envoyés d'une autre manière si l'expéditeur peut en prouver la réception.

Signification réputée faite

(2) La signification faite par courrier recommandé est réputée faite le troisième jour qui suit la date de la mise à la poste, à moins que le destinataire ne démontre que, agissant de bonne foi, il n'a reçu l'avis ou l'ordonnance qu'à une date ultérieure pour cause d'absence, d'accident ou de maladie ou pour un autre motif indépendant de sa volonté.

Exception

(3) Malgré les paragraphes (1) et (2), le Tribunal peut ordonner le recours à tout autre mode de signification qu'il estime indiqué dans les circonstances.

Droits

38. (1) Le ministre peut, par arrêté, fixer les droits qui sont payables en application de la présente loi à l'égard de l'inscription, du renouvellement d'inscription, du dépôt tardif de documents et d'autres questions administratives.

Exception

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas s'il y a un organisme d'application désigné.

Non-application de la *Loi sur les règlements*

(3) Les arrêtés pris en vertu du présent article ne sont pas des règlements pour l'application de la *Loi sur les règlements*.

Déclaration admissible en preuve

39. (1) Les déclarations concernant l'une ou l'autre des questions suivantes qui se présentent comme étant attestées par le directeur sont admissibles en preuve dans toute instance comme preuve, en l'absence de preuve contraire, des faits qui y sont énoncés, sans qu'il soit nécessaire d'établir sa qualité officielle ni l'authenticité de sa signature :

- a) l'inscription ou la non-inscription d'une personne;
- b) le dépôt ou le non-dépôt d'un document qui doit ou peut être déposé auprès du registraire;
- c) la date à laquelle les faits sur lesquels l'instance est fondée sont venus à la connaissance du directeur;
- d) toute autre question qui se rapporte à l'inscription ou à la non-inscription de personnes ou au dépôt ou au non-dépôt de renseignements.

Force probante des documents

(2) Les documents rédigés en application de la présente loi qui se présentent comme étant signés par le directeur ou leurs copies certifiées conformes sont admissibles en preuve dans toute instance comme preuve, en

document is signed by the director without proof of the office or signature of the director.

Names of and information concerning registrants

40. (1) As required by regulation, the registrar shall make available to the public the names of registrants and other information, as prescribed, in respect of registrants.

Same

(2) The names of registrants shall be made available in the prescribed form and manner and with such information as is prescribed.

Transition

41. Despite the repeal of the *Motor Vehicle Dealers Act*, any person who was registered as a motor vehicle dealer or salesperson under that Act immediately before this Act is proclaimed into force shall be deemed to be registered as a motor vehicle dealer or salesperson, as the case may be, under this Act until the person is required to renew his, her or its registration under this Act.

PART VIII MOTOR VEHICLE DEALERS COMPENSATION FUND

Compensation Fund

42. (1) The Motor Vehicle Dealers Compensation Fund established under the *Motor Vehicle Dealers Act* is continued.

Board of trustees

(2) A board of trustees for the Fund shall be appointed in accordance with the prescribed procedures and the board shall manage the Fund in the prescribed manner.

Fund supported by registrants and held in trust

(3) The Fund shall be supported by such levies and payments imposed on registrants as may be prescribed and the Fund shall be held in trust in accordance with the prescribed requirements for the benefit of persons entitled to the payment of claims.

Claims against Fund

(4) A customer of a registrant may make a claim for compensation from the Fund in the prescribed manner.

Entitlement to compensation

(5) If a customer makes a claim for compensation under subsection (4), the customer's entitlement to compensation shall be determined using the prescribed criteria in accordance with the prescribed procedures.

Payments by motor vehicle dealers

(6) In the circumstances as prescribed, a motor vehicle dealer or former motor vehicle dealer shall be required to reimburse the Fund for money paid out to customers as a result of claims against the motor vehicle dealer or former motor vehicle dealer.

l'absence de preuve contraire, qu'ils sont signés par lui, sans qu'il soit nécessaire d'établir sa qualité officielle ni l'authenticité de sa signature.

Noms des personnes inscrites et renseignements les concernant

40. (1) Le registrateur rend public le nom des personnes inscrites et les autres renseignements prescrits les concernant, selon ce qu'exigent les règlements.

Idem

(2) Le nom des personnes inscrites est rendu public sous la forme et de la manière prescrites et est accompagné des renseignements prescrits.

Disposition transitoire

41. Malgré l'abrogation de la *Loi sur les commerçants de véhicules automobiles*, quiconque était inscrit à titre de commerçant de véhicules automobiles ou de vendeur sous le régime de cette loi immédiatement avant la proclamation de l'entrée en vigueur de la présente loi est réputé inscrit à titre de commerçant de véhicules automobiles ou de vendeur, selon le cas, sous le régime de la présente loi jusqu'au moment où il doit renouveler son inscription en application de celle-ci.

PARTIE VIII FONDS D'INDEMNISATION DES COMMERÇANTS DE VÉHICULES AUTOMOBILES

Fonds d'indemnisation

42. (1) Est maintenu le Fonds d'indemnisation des commerçants de véhicules automobiles créé sous le régime de la *Loi sur les commerçants de véhicules automobiles*.

Conseil d'administration

(2) Le conseil d'administration du Fonds, dont les membres sont nommés conformément à la marche à suivre prescrite, gère le Fonds de la manière prescrite.

Dotations du Fonds et fiducie

(3) Le Fonds est constitué des cotisations et sommes prescrites exigées des personnes inscrites. Il est détenu en fiducie conformément aux exigences prescrites dans l'intérêt des personnes qui ont droit au règlement d'une demande d'indemnisation.

Demandes d'indemnisation

(4) Le client d'une personne inscrite peut, de la manière prescrite, demander à être indemnisé sur le Fonds.

Admissibilité à une indemnisation

(5) Si un client présente une demande d'indemnisation en vertu du paragraphe (4), son admissibilité à l'indemnisation est déterminée selon les critères prescrits, conformément à la marche à suivre prescrite.

Paiements des commerçants de véhicules automobiles

(6) Dans les circonstances prescrites, le commerçant de véhicules automobiles ou l'ancien commerçant de véhicules automobiles est tenu de rembourser au Fonds les sommes payées aux clients par suite de demandes d'indemnisation présentées contre lui.

Publishing decisions

(7) Decisions in respect of claims to the Fund may be made available to the public in such manner as may be prescribed, but in no case shall the publication of such decisions disclose the identity of an individual making a claim without the individual's prior approval.

Payment of money owed to Fund

(8) The registrar may make such arrangements with registrants or former registrants as may be prescribed for the payment of money owed to the Fund and may impose such penalties and interest, as may be prescribed for the failure to pay money owed to the Fund or the failure to do so in a timely fashion.

Refusal to renew registration

(9) If a registrant is in default of such levies or payments to the Fund as have been prescribed or has failed to reimburse the Fund in the prescribed circumstances and has failed to make arrangements for payment under subsection (8) or has failed to comply with those arrangements, subject to section 9, the registrar may refuse to renew the registrant's registration.

PART IX REGULATIONS

Minister's regulations

43. (1) The Minister may make regulations,
- (a) establishing a code of ethics for the purposes of subsection 17 (1);
 - (b) governing the jurisdiction and procedures of any committee established under this Act;
 - (c) respecting any matters that may be delegated by the Lieutenant Governor in Council under section 44.

Delegation

(2) Despite subsection 3 (4) of the *Safety and Consumer Statutes Administration Act, 1996*, the Minister may, in writing, delegate to the board of the designated administrative authority the power to make some or all of the regulations under this section, subject to the approval of the Minister.

Approval

(3) The Minister may approve or refuse to approve the regulations but approval shall not be given unless, in his or her opinion, they have been made in accordance with the consultation criteria and process set out in the administrative agreement described in subsection 4 (1) of the *Safety and Consumer Statutes Administration Act, 1996*.

Revocation, transition

(4) The Minister may, in writing, revoke the delegation under this section but the revocation does not result in the revocation of the regulations, which remain valid and may be amended or revoked by the Minister.

Publication des décisions

(7) La décision à l'égard d'une demande d'indemnisation à régler sur le Fonds peut être rendue publique de la manière prescrite, mais seulement de façon que l'identité du particulier qui a présenté la demande ne soit pas divulguée sans son consentement préalable.

Païement de sommes dues au Fonds

(8) Le registrateur peut prendre, avec les personnes inscrites ou les anciennes personnes inscrites, les arrangements prescrits en vue du paiement de sommes dues au Fonds et imposer les pénalités et intérêts prescrits en cas de défaut de paiement de ces sommes ou en cas de défaut de les payer en temps opportun.

Refus de renouveler l'inscription

(9) Sous réserve de l'article 9, le registrateur peut refuser de renouveler l'inscription de la personne inscrite qui n'a pas payé une cotisation ou une somme prescrite due au Fonds ou ne lui a pas fait un remboursement dans les circonstances prescrites, et qui n'a pas pris d'arrangements en vue du paiement en application du paragraphe (8) ou ne s'est pas conformée à de tels arrangements.

PARTIE IX RÈGLEMENTS

Règlements du ministre

43. (1) Le ministre peut, par règlement :
- a) établir un code de déontologie pour l'application du paragraphe 17 (1);
 - b) régir la compétence et la procédure de tout comité constitué en application de la présente loi;
 - c) traiter des questions que le lieutenant-gouverneur en conseil peut déléguer en vertu de l'article 44.

Délégation

(2) Malgré le paragraphe 3 (4) de la *Loi de 1996 sur l'application de certaines lois traitant de sécurité et de services aux consommateurs*, le ministre peut déléguer par écrit au conseil d'administration de l'organisme d'application désigné le pouvoir de prendre, sous réserve de son approbation, certains ou la totalité des règlements visés au présent article.

Approbation

(3) Le ministre peut approuver ou refuser d'approuver les règlements, mais il ne doit les approuver que s'il estime qu'ils ont été pris conformément aux critères et au processus de consultation énoncés dans l'accord d'application visé au paragraphe 4 (1) de la *Loi de 1996 sur l'application de certaines lois traitant de sécurité et de services aux consommateurs*.

Révocation : disposition transitoire

(4) Le ministre peut révoquer par écrit la délégation faite en vertu du présent article. Toutefois, cette révocation n'entraîne pas l'abrogation des règlements, qui demeurent valides et qu'il peut modifier ou abroger.

Conflicts

(5) If there is a conflict between a regulation made under this section and a regulation made by the Lieutenant Governor in Council under section 44, the latter prevails.

General or particular

(6) A regulation under this section may be general or particular in its application.

Lieutenant Governor in Council regulations

44. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

1. exempting any person or class of persons or class of trades from any provision of this Act or the regulations and attaching conditions to an exemption;
2. respecting applications for registration or renewal of registration and prescribing conditions of registration;
3. governing the composition and manner of appointment of the members of the discipline committee and appeals committee;
4. prescribing a maximum fine to be imposed for contravention of the code of ethics;
5. prescribing classes and subclasses of registrant and respecting conditions that are applicable to the classes and subclasses;
6. requiring registrants to provide proof of registration and prescribing the nature of the proof and the manner in which it is to be provided;
7. respecting educational requirements for registration and renewal of registration and designating entities authorized to develop educational requirements and programs;
8. governing the documents, records and trust accounts that must be kept by motor vehicle dealers, including the manner and location at which they are kept and authorizing the registrar to specify the location at which they must be kept;
9. prescribing procedures and other matters related to complaints under section 14;
10. respecting inspections and investigations under this Act;
11. respecting the manner in which and the frequency with which decisions of the discipline committee and appeals committee are made available to the public;
12. governing the disclosure of names of registrants and of other information concerning registrants;
13. prescribing forms of security;
14. requiring registrants to provide information to the registrar concerning persons other than the regis-

Incompatibilité

(5) Les règlements que le lieutenant-gouverneur en conseil prend en application de l'article 44 l'emportent sur tout règlement incompatible pris en application du présent article.

Portée

(6) Les règlements pris en application du présent article peuvent avoir une portée générale ou particulière.

Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil

44. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

1. soustraire une personne, une catégorie de personnes ou une catégorie d'opérations à l'application d'une disposition de la présente loi ou des règlements et assortir toute dispense de conditions;
2. traiter des demandes d'inscription ou de renouvellement d'inscription, et prescrire les conditions de l'inscription;
3. régir la composition du comité de discipline et du comité d'appel ainsi que le mode de nomination de leurs membres;
4. prescrire l'amende maximale à imposer en cas de contravention au code de déontologie;
5. prescrire des catégories et des sous-catégories de personnes inscrites et traiter des conditions qui s'y appliquent;
6. exiger que les personnes inscrites fournissent une preuve d'inscription et prescrire la nature de la preuve et la manière dont elle doit être fournie;
7. traiter des exigences en matière de formation liées à l'inscription et à son renouvellement et désigner des entités autorisées à élaborer des exigences et des programmes en matière de formation;
8. régir les documents, dossiers et comptes en fiducie que doivent tenir les commerçants de véhicules automobiles, y compris la manière dont ils sont tenus et l'endroit où ils le sont, et autoriser le registrateur à préciser l'endroit où ils doivent être conservés;
9. prescrire la marche à suivre et d'autres questions relatives aux plaintes présentées en vertu de l'article 14;
10. traiter des inspections et des enquêtes prévues par la présente loi;
11. traiter de la manière dont les décisions du comité de discipline et du comité d'appel sont rendues publiques et de la fréquence à laquelle elles doivent l'être;
12. régir la divulgation des noms des personnes inscrites et d'autres renseignements les concernant;
13. prescrire des formes de garanties;
14. exiger qu'une personne inscrite fournisse des renseignements au registrateur au sujet d'autres per-

- trants in order to assist in determining whether such persons are or may be interested persons;
15. varying the manner in which a notice under subsection 22 (7) or a lien under subsection 35 (3) is registered as a result of technological or electronic changes in the filing of documents in the land registry office;
 16. prescribing information that must be provided to the registrar and requiring that specified information be verified by affidavit;
 17. governing the keeping of books and records by registrants, including prescribing the types and classes of information to be retained by registrants and time periods for retaining types and classes of information;
 18. prescribing conditions for keeping a trust account;
 19. prescribing the information that motor vehicle dealers must disclose to a customer concerning a trade in a motor vehicle and the time or times when disclosures must be made and remedies available to the person to whom such disclosure should have been made;
 20. prescribing the period during which a registrant must submit statements in respect of advertising for pre-approval;
 21. prohibiting specified alterations of a motor vehicle or any part of a motor vehicle and requiring disclosure of certain alterations or types of alterations;
 22. governing contracts for the trade of a motor vehicle;
 23. governing remedies for failure to meet prescribed conditions of contracts for the trade of a motor vehicle and governing remedies available to a customer if a motor vehicle dealer fails to disclose prescribed information or fails to disclose it in a timely fashion;
 24. prescribing entities or organizations to which confidential matters may be disclosed;
 25. respecting the management of the Fund;
 26. respecting the appointment, composition, quorum, powers and duties of the board of trustees of the Fund;
 27. respecting the manner in which a claim for compensation from the Fund can be made;
 28. prescribing the procedures and criteria to be used in determining whether a customer is eligible for compensation from the Fund;
 29. governing payments out of the Fund;
- sonnes pour l'aider à déterminer si ces personnes sont ou peuvent être des personnes intéressées;
 15. modifier la manière dont un avis visé au paragraphe 22 (7) ou un privilège visé au paragraphe 35 (3) est enregistré par suite des changements technologiques ou électroniques survenus dans le mode de dépôt de documents au bureau d'enregistrement immobilier;
 16. prescrire les renseignements qui doivent être fournis au registrateur et exiger que les renseignements précisés soient appuyés d'un affidavit;
 17. régir la tenue de livres et de dossiers par les personnes inscrites, y compris prescrire les types et catégories de renseignements qu'elles doivent conserver et leur délai de conservation;
 18. prescrire les conditions qui s'appliquent aux comptes en fiducie;
 19. prescrire les renseignements que les commerçants de véhicules automobiles doivent divulguer à un client au sujet d'une opération concernant un véhicule automobile, le ou les moments de cette divulgation et les recours dont dispose la personne à qui elle aurait dû être faite;
 20. prescrire la période dans laquelle la personne inscrite doit soumettre pour approbation préalable des déclarations de nature publicitaire;
 21. interdire d'apporter des transformations précisées à un véhicule automobile ou à toute pièce d'un véhicule automobile et exiger la divulgation de certaines transformations ou de certains types de transformations;
 22. régir les contrats visant des opérations portant sur un véhicule automobile;
 23. régir les recours en cas de défaut de satisfaire aux conditions prescrites d'un contrat visant une opération portant sur un véhicule automobile et régir les recours dont dispose le client si le commerçant de véhicules automobiles omet de divulguer des renseignements prescrits ou de le faire en temps opportun;
 24. prescrire les entités ou organisations auxquelles peuvent être divulgués des questions confidentielles;
 25. traiter de la gestion du Fonds;
 26. traiter de la composition, du quorum, des pouvoirs et des fonctions du conseil d'administration du Fonds ainsi que de la nomination de ses membres;
 27. traiter de la manière de présenter une demande d'indemnisation à régler sur le Fonds;
 28. prescrire la marche à suivre et les critères servant à déterminer si un client est admissible à une indemnité versée par le Fonds;
 29. régir les paiements prélevés sur le Fonds;

30. prescribing the circumstances under which a motor vehicle dealer or former motor vehicle dealer is required to reimburse the Fund and prescribing requirements respecting the time and manner for the reimbursement and the imposition of penalties and interest;
31. respecting the cancellation of a motor vehicle dealer as a participant in the Fund;
32. respecting the obligations of motor vehicle dealers on ceasing to be participants in the Fund;
33. governing procedures and obligations if a participant is in default in making a payment to the Fund;
34. governing the circumstances and manner in which decisions in respect of claims to the Fund are made available to the public;
35. respecting arrangements made between the registrar and registrants or former registrants regarding the payment of money owed to the Fund including the consequences for failure to abide by the arrangements;
36. requiring that any information required under this Act be in a form approved by the director, the registrar or the Minister, as specified in the regulation;
37. regulating advertising and representations or promises intended to induce the purchase, sale or exchange of motor vehicles;
38. requiring registrants or classes of registrants to maintain business premises that comply with the prescribed requirements;
39. respecting the terms and sale of motor vehicle warranties, guarantees, service plans and similar protection and the rights and obligations of customers and motor vehicle dealers in respect of them;
40. delegating any matter that may be the subject of a regulation under this section to the Minister;
41. prescribing rules relating to addresses for service under the Act;
42. prescribing any matter or thing that this Act refers to as being prescribed;
43. providing for any transitional matter necessary for the effective implementation of this Act or the regulations;
44. governing the application of the *Electronic Commerce Act, 2000* or any part of that Act to this Act.

Residual authority to act

(2) Despite any delegation to the Minister under paragraph 40 of subsection (1) and without having to revoke

30. prescrire les circonstances dans lesquelles un commerçant de véhicules automobiles ou un ancien commerçant de véhicules automobiles est tenu de rembourser le Fonds et prescrire les exigences relatives au moment et au mode du remboursement et à l'imposition de pénalités et d'intérêts;
31. traiter de la radiation d'un commerçant de véhicules automobiles à titre de participant au Fonds;
32. traiter des obligations des commerçants de véhicules automobiles lorsqu'ils cessent de participer au Fonds;
33. régir la marche à suivre et les obligations en cas de défaut de paiement d'une somme au Fonds par un participant;
34. régir les circonstances où les décisions concernant les demandes d'indemnisation à régler sur le Fonds sont rendues publiques et la manière de le faire;
35. traiter des arrangements pris par le registrateur et des personnes inscrites ou d'anciennes personnes inscrites en vue du paiement de sommes dues au Fonds, y compris traiter des conséquences du défaut de les respecter;
36. exiger que tout renseignement exigé en vertu de la présente loi se présente sous la forme qu'approuve le directeur, le registrateur ou le ministre, selon ce que précise le règlement;
37. réglementer la publicité et les assertions ou promesses visant à favoriser l'achat, la vente ou l'échange de véhicules automobiles;
38. exiger que les personnes inscrites ou des catégories de celles-ci tiennent des locaux commerciaux qui soient conformes aux exigences prescrites;
39. traiter des conditions et de la vente de garanties, de plans de services et de protections semblables concernant des véhicules automobiles, ainsi que des droits et obligations des clients et des commerçants de véhicules automobiles à leur égard;
40. déléguer au ministre toute question qui peut faire l'objet d'un règlement pris en application du présent article;
41. prescrire des règles relatives aux adresses aux fins de signification pour l'application de la présente loi;
42. prescrire toute question ou chose que la présente loi mentionne comme étant prescrite;
43. prévoir toute question transitoire nécessaire à la mise en application efficace de la présente loi ou des règlements;
44. régir l'application de la *Loi de 2000 sur le commerce électronique* ou d'une partie de cette loi à la présente loi.

Pouvoir résiduel d'agir

(2) Malgré toute délégation qu'il fait au ministre en vertu de la disposition 40 du paragraphe (1) et sans avoir

the delegation, the Lieutenant Governor in Council continues to have authority to make regulations in respect of the matter that is the subject of the delegation.

Revocation, transition

(3) The Lieutenant Governor in Council may, in writing, revoke a delegation to the Minister under this section, but the revocation shall not result in the revocation of any regulation made by the Minister under the delegation and the regulation remains valid and may be amended or revoked by regulation made by the Lieutenant Governor in Council.

Making regulation not revocation

(4) The making of a regulation to which subsection (2) applies by the Lieutenant Governor in Council shall not constitute the revocation of a delegation under this section unless the regulation so specifies.

General or particular

(5) A regulation under this section may be general or particular in its application.

**PART X
COMMENCEMENT AND SHORT TITLE**

Commencement

45. The Act set out in this Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

46. The short title of the Act set out in this Schedule is the *Motor Vehicle Dealers Act, 2002*.

à révoquer la délégation, le lieutenant-gouverneur en conseil conserve le pouvoir de prendre des règlements à l'égard de la question qui fait l'objet de la délégation.

Révocation : mesure transitoire

(3) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut révoquer par écrit la délégation faite en faveur du ministre en vertu du présent article. Toutefois, cette révocation n'entraîne pas l'abrogation des règlements qu'a pris le ministre en vertu de la délégation, lesquels demeurent valides et peuvent être modifiés ou abrogés par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.

Non une révocation de la délégation

(4) La prise d'un règlement auquel s'applique le paragraphe (2) par le lieutenant-gouverneur en conseil n'entraîne la révocation d'une délégation faite en vertu du présent article que si le règlement le précise.

Portée

(5) Les règlements pris en application du présent article peuvent avoir une portée générale ou particulière.

**PARTIE X
ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ**

Entrée en vigueur

45. La loi figurant à la présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

46. Le titre abrégé de la loi figurant à la présente annexe est *Loi de 2002 sur le commerce des véhicules automobiles*.

**SCHEDULE C
REAL ESTATE AND
BUSINESS BROKERS ACT, 2002**

CONTENTS

**PART I
DEFINITIONS AND APPLICATION**

1. Application

**PART II
OFFICERS**

2. Director
3. Registrar

**PART III
PROHIBITIONS
RE: PRACTICE**

4. Prohibition against trade in real estate unless registered
5. Exemptions
6. Notification of registration required
7. Prohibition against multiple offices unless registered
8. Specialist certification
9. Registration a requirement to bring action

**PART IV
REGISTRATION**

10. Registration
11. Registration of brokerage
12. Broker of record
13. Refusal to register or renew, suspension, etc.
14. Notice re: refusal, suspension, etc.
15. Immediate suspension
16. Requirements for hearing request
17. Further application
18. Notice of transfer of shares

**PART V
COMPLAINTS, INSPECTION
AND DISCIPLINE**

19. Complaints
20. Inspection by registrar
21. Discipline proceedings
22. Appointment of investigators
23. Search warrant
24. Searches in exigent circumstances
25. Freeze order

**PART VI
CONDUCT AND OFFENCES**

26. Duty of brokerage
27. Trust account
28. Notice of changes to registrar
29. Carrying on business as sole proprietor
30. Restrictions re: employees
31. Restrictions re: brokers and salespersons
32. Statement respecting interest
33. Prohibition re: breaking contract
34. Falsifying information
35. Furnishing false information

**ANNEXE C
LOI DE 2002 SUR LE COURTAGE
COMMERCIAL ET IMMOBILIER**

SOMMAIRE

**PARTIE I
DÉFINITIONS ET CHAMP D'APPLICATION**

1. Champ d'application

**PARTIE II
FONCTIONNAIRES**

2. Directeur
3. Registrateur

**PARTIE III
INTERDICTIONS CONCERNANT
L'EXERCICE DE LA PROFESSION**

4. Interdiction de mener des opérations immobilières sans être inscrit
5. Dispenses
6. Avis d'inscription exigé
7. Interdiction d'avoir des établissements multiples sans être inscrit
8. Agrément à titre de spécialiste
9. Inscription exigée pour intenter une action

**PARTIE IV
INSCRIPTION**

10. Inscription
11. Inscription des maisons de courtage
12. Courtier responsable
13. Refus d'inscription ou de renouvellement, suspension
14. Avis : refus, suspension
15. Suspension immédiate
16. Exigences relatives à la demande d'audience
17. Demande ultérieure
18. Avis de transfert d'actions

**PARTIE V
PLAINTES, INSPECTIONS
ET MESURES DISCIPLINAIRES**

19. Plaintes
20. Inspection par le registrateur
21. Instances disciplinaires
22. Nomination d'enquêteurs
23. Mandat de perquisition
24. Perquisitions en cas d'urgence
25. Ordonnance de blocage

**PARTIE VI
CONDUITE ET INFRACTIONS**

26. Obligation de la maison de courtage
27. Compte en fiducie
28. Remise d'un avis de changement au registrateur
29. Exploitation d'une entreprise à titre de propriétaire unique
30. Restrictions : employés
31. Restrictions : courtiers et agents immobiliers
32. Déclaration : intérêt
33. Interdiction de rompre le contrat
34. Falsification des renseignements
35. Communication de faux renseignements

- 36. Commission and remuneration, scale
- 37. False advertising
- 38. Order of registrar re: false advertising
- 39. Restraining orders
- 40. Offence
- 41. Orders for compensation, restitution
- 42. Default in payment of fines
- 43. Liens and charges

PART VII GENERAL

- 44. Matters confidential
- 45. Service
- 46. Fees
- 47. Certificate as evidence
- 48. Names of and information concerning registrants
- 49. Transition

PART VIII REGULATIONS

- 50. Minister's regulations
- 51. Lieutenant Governor in Council regulations

PART IX COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

- 52. Commencement
- 53. Short title

PART I DEFINITIONS AND APPLICATION

Application

1. (1) In this Act,

“administrative authority” means the administrative authority as designated under section 3 of the *Safety and Consumer Statutes Administration Act, 1996* for the purpose of administering this Act; (“organisme d’application”)

“broker” means an individual who has the prescribed qualifications to be registered as a broker under this Act and who is employed by a brokerage to trade in real estate; (“courtier”)

“brokerage” means a corporation, partnership, sole proprietor, association or other organization or entity that, on behalf of others and for compensation or reward or the expectation of such, trades in real estate or holds himself, herself or itself out as such; (“maison de courtage”)

“business” means an undertaking carried on for gain or profit and includes any interest in such undertaking; (“entreprise”)

“employ” means to employ, appoint, authorize or otherwise arrange to have another person act on one’s behalf, including as an independent contractor; (“employer”)

“equity share” means, in respect of a corporation, a share of a class or series of shares of a corporation that car-

- 36. Barème de commissions et de rémunération
- 37. Publicité mensongère
- 38. Ordonnance du registraire : publicité mensongère
- 39. Ordonnance de ne pas faire
- 40. Infraction
- 41. Ordonnance : indemnité ou restitution
- 42. Défaut de paiement d’amende
- 43. Privilèges et charges

PARTIE VII DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- 44. Confidentialité
- 45. Signification
- 46. Droits
- 47. Déclaration admissible en preuve
- 48. Noms des personnes inscrites et renseignements les concernant
- 49. Dispositions transitoires

PARTIE VIII RÈGLEMENTS

- 50. Règlements du ministre
- 51. Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil

PARTIE IX ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

- 52. Entrée en vigueur
- 53. Titre abrégé

PARTIE I DÉFINITIONS ET CHAMP D’APPLICATION

Champ d’application

1. (1) Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente loi.

«action participante» Relativement à une personne morale, s’entend d’une action d’une de ses catégories ou séries d’actions qui sont assorties d’un droit de vote en toutes circonstances ou dans certaines circonstances qui se sont produites et qui se poursuivent. («equity share»)

«agent immobilier» Particulier qui a les qualités prescrites pour être inscrit à ce titre sous le régime de la présente loi et qui est employé par une maison de courtage pour mener des opérations immobilières. («salesperson»)

«année» Période de 365 ou, dans le cas d’une année bissextile, de 366 jours consécutifs. («year»)

«bien immobilier» S’entend en outre d’un intérêt à bail ainsi que d’une entreprise avec ou sans locaux et des accessoires fixes, stocks et objets se rapportant à son exploitation. («real estate»)

«courtier» Particulier qui a les qualités prescrites pour être inscrit à ce titre sous le régime de la présente loi et qui est employé par une maison de courtage pour mener des opérations immobilières. («broker»)

«dirigeant» S’entend notamment du président et d’un vice-président du conseil d’administration, du président, d’un vice-président, du secrétaire, du secrétaire adjoint, du trésorier, du trésorier adjoint, du directeur

ries a voting right either under all circumstances or under circumstances that have occurred and are continuing; ("action participante")

"Minister" means the Minister of Consumer and Business Services or such other member of the Executive Council to whom administration for this Act is assigned under the *Executive Council Act*; ("ministre")

"officer" includes the chair and any vice-chair of the board of directors, the president and any vice-president, the secretary and assistant secretary, the treasurer and assistant treasurer and the general manager and assistant general manager of the corporation or a partner or general manager and assistant general manager of a partnership, any other individual designated as an officer by by-law or resolution or any other individual who performs functions normally performed by an individual occupying such office and the manager of the real estate department of a trust corporation; ("dirigeant")

"prescribed" means prescribed by regulations made under this Act; ("prescrit")

"real estate" includes leasehold interests and businesses, whether with or without premises, and fixtures, stock-in-trade and goods connected with the operation of a business; ("bien immobilier")

"registrant" means a brokerage that is registered under this Act or a broker or salesperson who is registered under this Act; ("personne inscrite")

"salesperson" means an individual who has the prescribed qualifications to be registered as a salesperson under this Act and who is employed by a brokerage to trade in real estate; ("agent immobilier")

"trade" includes a disposition or acquisition of or transaction in real estate by sale, purchase, agreement for purchase and sale, exchange, option, lease, rental or otherwise and any offer or attempt to list real estate for the purpose of such a disposition, acquisition or transaction, and any act, advertisement, conduct or negotiation, directly or indirectly, in furtherance of any disposition, acquisition, transaction, offer or attempt, and the verb "trade" has a corresponding meaning; ("opération", "mener des opérations")

"Tribunal" means the Licence Appeal Tribunal established under the *Licence Appeal Tribunal Act, 1999* or such other tribunal as may be prescribed; ("Tribunal")

"year" means a period of 365 consecutive days or, if the period includes February 29, 366 consecutive days. ("année")

Associated shareholders

(2) For purposes of this Act, one shareholder is associated with another shareholder in any of the following circumstances:

1. One shareholder is a corporation of which the other shareholder is an officer or director.

général et du directeur général adjoint de la personne morale, de l'associé, du directeur général et du directeur général adjoint d'une société de personnes, des autres particuliers désignés à titre de dirigeant par règlement administratif ou résolution, des autres particuliers qui exercent des fonctions qu'exerce normalement le titulaire d'un tel poste, ainsi que du chef du service des immeubles d'une société de fiducie. («officer»)

«employer» Employer ou nommer une autre personne pour agir pour son compte, y compris en qualité d'entrepreneur indépendant, l'autoriser à ce faire ou prendre d'autres dispositions pour qu'elle le fasse. («employ»)

«entreprise» S'entend d'une activité à but lucratif et, en outre, d'un intérêt dans une telle activité. («business»)

«maison de courtage» Personne morale, société de personnes, entreprise à propriétaire unique, association ou autre organisation ou entité qui mène des opérations immobilières pour le compte d'autrui, soit contre rémunération ou moyennant un avantage, soit dans l'attente de l'un ou de l'autre, ou qui se fait passer pour telle. («brokerage»)

«ministre» Le ministre des Services aux consommateurs et aux entreprises ou l'autre membre du Conseil exécutif qui est chargé de l'application de la présente loi en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*. («Minister»)

«opération» S'entend notamment de la disposition ou de l'acquisition d'un bien immobilier, ou d'une transaction qui s'y rapporte, notamment par vente, achat, convention d'achat-vente, échange, option ou location, d'une offre d'inscription d'un bien immobilier à une telle fin ou d'une démarche en ce sens, et des actes, annonces, comportements ou négociations visant, directement ou indirectement, la réalisation de la disposition, de l'acquisition, de la transaction, de l'offre ou de la démarche. La locution verbale «mener des opérations» a un sens correspondant. («trade»)

«organisme d'application» L'organisme d'application qui est désigné aux fins de l'application de la présente loi en vertu de l'article 3 de la *Loi de 1996 sur l'application de certaines lois traitant de sécurité et de services aux consommateurs*. («administrative authority»)

«personne inscrite» Maison de courtage, courtier ou agent immobilier inscrit sous le régime de la présente loi. («registrant»)

«prescrit» Prescrit par les règlements pris en application de la présente loi. («prescribed»)

«Tribunal» Le Tribunal d'appel en matière de permis créé en application de la *Loi de 1999 sur le Tribunal d'appel en matière de permis* ou l'autre tribunal qui est prescrit. («Tribunal»)

Actionnaires associés

(2) Pour l'application de la présente loi, un actionnaire est associé avec un autre actionnaire dans l'un ou l'autre des cas suivants :

1. L'un d'eux est une personne morale dont l'autre est un dirigeant ou un administrateur.

2. One shareholder is a partnership of which the other shareholder is a partner.
3. Both shareholders are partners of the same partnership.
4. One shareholder is a corporation that is controlled directly or indirectly by the other shareholder.
5. Both shareholders are corporations and one shareholder is controlled directly or indirectly by the same person who controls directly or indirectly the other shareholder.
6. Both shareholders are members of a voting trust and the trust relates to shares of the corporation.
7. Both shareholders are associated within the meaning of paragraphs 1 to 6 with the same person.

PART II OFFICERS

Director

2. (1) Subject to subsection (2), a director shall be appointed for the purposes of this Act and a maximum of two deputy directors may be appointed,

- (a) by the board of the administrative authority; or
- (b) by the Minister if there is no designated administrative authority.

Director cannot be registrar

(2) A person appointed as the registrar or a deputy registrar under subsection 3 (1) shall not be appointed as the director or a deputy director under subsection (1).

Deputy director, duties

(3) A deputy director shall perform such duties as are assigned by the director and shall act as director in his or her absence.

Deputy director

(4) If more than one deputy director is appointed, only one deputy director may act as the director under subsection (3) at any one time.

Registrar

3. (1) Subject to subsection (2), a registrar shall be appointed for the purposes of this Act and a maximum of two deputy registrars may be appointed,

- (a) by the board of the administrative authority; or
- (b) by the deputy minister to the Minister if there is no designated administrative authority.

Registrar cannot be director

(2) A person appointed as the director or a deputy director under subsection 2 (1) shall not be appointed as the registrar or a deputy registrar under subsection (1).

2. L'un d'eux est une société de personnes dont l'autre est un associé.
3. Les deux sont des associés de la même société de personnes.
4. L'un d'eux est une personne morale qui est contrôlée, directement ou indirectement, par l'autre.
5. Les deux sont des personnes morales qui sont contrôlées, directement ou indirectement, par la même personne.
6. Les deux sont parties à une convention de vote fiduciaire afférente aux actions de la personne morale.
7. Les deux sont associés, au sens des dispositions 1 à 6, avec la même personne.

PARTIE II FONCTIONNAIRES

Directeur

2. (1) Sous réserve du paragraphe (2), un directeur doit être nommé pour l'application de la présente loi et un maximum de deux directeurs adjoints peuvent être nommés :

- a) par le conseil d'administration de l'organisme d'application;
- b) par le ministre, en l'absence d'organisme d'application désigné.

Interdiction du cumul

(2) La personne nommée registrateur ou registrateur adjoint en application du paragraphe 3 (1) ne doit pas être nommée directeur ou directeur adjoint en application du paragraphe (1).

Fonctions du directeur adjoint

(3) Le ou les directeurs adjoints exercent les fonctions que leur attribue le directeur et le remplacent en son absence.

Directeur adjoint

(4) S'il y a plus d'un directeur adjoint, un seul peut remplacer le directeur en application du paragraphe (3) à un moment donné.

Registrateur

3. (1) Sous réserve du paragraphe (2), un registrateur doit être nommé pour l'application de la présente loi et un maximum de deux registrateurs adjoints peuvent être nommés :

- a) par le conseil d'administration de l'organisme d'application;
- b) par le sous-ministre du ministre, en l'absence d'organisme d'application désigné.

Interdiction du cumul

(2) La personne nommée directeur ou directeur adjoint en application du paragraphe 2 (1) ne doit pas être nommée registrateur ou registrateur adjoint en application du paragraphe (1).

Powers and duties

(3) The registrar shall exercise the powers and perform the duties imposed on him or her under this Act under the supervision of the director, and a deputy registrar shall perform such duties as are assigned by the registrar and shall act as the registrar in the registrar's absence.

Deputy registrar

(4) If more than one deputy registrar is appointed, only one deputy registrar may act as the registrar under subsection (3) at any one time.

**PART III
PROHIBITIONS
RE: PRACTICE**

Prohibition against trade in real estate unless registered

4. (1) No person shall,
- (a) trade in real estate as a brokerage unless the person is registered as a brokerage;
 - (b) trade in real estate as a broker unless he or she is registered as a broker of a brokerage;
 - (c) trade in real estate as a salesperson unless he or she is registered as a salesperson of a brokerage; or
 - (d) trade in real estate unless registered under this Act.

Unregistered persons

(2) A person who is not registered as a brokerage, broker or salesperson shall not,

- (a) directly or indirectly hold himself, herself or itself out as being a brokerage, broker or salesperson, respectively; or
- (b) perform any of the functions of a brokerage, broker or salesperson as provided in this Act.

Change in partnership

(3) A change in the membership of a partnership shall be deemed to create a new partnership for the purpose of registration.

Change in corporation

(4) A change in the officers or directors of a corporation registered as a brokerage may be made only with the consent of the registrar.

Exemptions

5. (1) Despite section 4, registration shall not be required in respect of any trade in real estate by,

- (a) an assignee, custodian, liquidator, receiver, trustee or other person acting under the *Bankruptcy and Insolvency Act* (Canada), the *Corporations Act*, the *Business Corporations Act*, the *Courts of Justice Act*, the *Winding-up and Restructuring Act* (Canada), or a person acting under the order of any

Pouvoirs et fonctions

(3) Le registrateur exerce, sous la supervision du directeur, les pouvoirs et fonctions que lui attribue la présente loi. Le ou les registrateurs adjoints exercent les fonctions que leur attribue le registrateur et le remplacent en son absence.

Registrateur adjoint

(4) S'il y a plus d'un registrateur adjoint, un seul peut remplacer le registrateur en application du paragraphe (3) à un moment donné.

**PARTIE III
INTERDICTIONS CONCERNANT
L'EXERCICE DE LA PROFESSION**

Interdiction de mener des opérations immobilières sans être inscrit

4. (1) Nul ne doit, selon le cas :
- a) mener des opérations immobilières en qualité de maison de courtage à moins d'être inscrit à ce titre;
 - b) mener des opérations immobilières en qualité de courtier à moins d'être inscrit à titre de courtier d'une maison de courtage;
 - c) mener des opérations immobilières en qualité d'agent immobilier à moins d'être inscrit à titre d'agent immobilier d'une maison de courtage;
 - d) mener des opérations immobilières sans être inscrit.

Personnes non inscrites

(2) Nul ne doit, sans être inscrit à titre de maison de courtage, de courtier ou d'agent immobilier :

- a) directement ou indirectement, se faire passer respectivement pour une maison de courtage, un courtier ou un agent immobilier;
- b) exercer les fonctions d'une maison de courtage, d'un courtier ou d'un agent immobilier prévues par la présente loi.

Changement au sein d'une société de personnes

(3) Tout changement de la composition d'une société de personnes est réputé en créer une nouvelle aux fins de l'inscription.

Changement au sein d'une personne morale

(4) Les dirigeants ou les administrateurs d'une personne morale inscrite à titre de maison de courtage ne peuvent être changés qu'avec le consentement du registrateur.

Dispenses

5. (1) Malgré l'article 4, l'inscription n'est pas exigée à l'égard d'une opération immobilière menée par l'une ou l'autre des personnes suivantes :

- a) le cessionnaire, le gardien, le liquidateur, le séquestre, le syndic, le fiduciaire ou l'autre personne qui agit en application de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (Canada), de la *Loi sur les personnes morales*, de la *Loi sur les sociétés par actions*, de la *Loi sur les tribunaux judiciaires* ou de la *Loi*

- court, or an executor or trustee selling under the terms of a will, marriage settlement or deed of trust;
- (b) an auctioneer if the trade is made in the course of and as part of the auctioneer's duties as auctioneer;
 - (c) a person who is registered under the *Securities Act* if the trade is made in the course of and as part of the person's business in connection with a trade in securities;
 - (d) a bank or authorized foreign bank within the meaning of section 2 of the *Bank Act* (Canada), a credit union as defined in the *Credit Unions and Caisses Populaires Act, 1994* or a loan, trust or insurance corporation trading in real estate owned or administered by the corporation;
 - (e) a person in respect of any mine or mining property within the meaning of the *Mining Act* or in respect of the real estate included in a Crown grant or lease, a mining claim or mineral lands under the *Mining Act* or any predecessor of that Act;
 - (f) a full-time salaried employee of a party to a trade if the employee is acting for or on behalf of his or her employer in respect of land situate in Ontario;
 - (g) a solicitor of the Superior Court of Justice who is providing legal services if the trade in real estate is itself a legal service or is incidental to and directly arising out of the legal services;
 - (h) a person, on the person's own account, in respect of the person's interest in real estate unless,
 - (i) the trade results from an offer of the person to act or a request that the person act in connection with the trade or any other trade, for or on behalf of the other party or one of the other parties to the trade, or
 - (ii) the interest of the person in the real estate was acquired after the offer or request referred to in subclause (i) whether or not the trade is the result of the offer or request;
 - (i) a person in respect of the provision for another, for remuneration other than by commission, of all consultations, undertakings and services necessary to arrange for the routing of a right of way including the acquisition of land or interests in land for the purpose, and the person's employees engaged in the project;
 - (j) a person who trades in real estate solely for the purpose of arranging leases to which the *Tenant Protection Act, 1997* applies; or
 - (k) such persons or classes of persons that are prescribed as exempt from registration in respect of any class of trades in real estate.
- sur les liquidations et les restructurations* (Canada), la personne qui exécute une ordonnance judiciaire ou l'exécuteur testamentaire ou le fiduciaire qui effectue une vente aux termes d'un testament, d'un contrat de mariage ou d'un acte de fiducie;
- b) un encanteur, s'il mène l'opération dans l'exercice de ses fonctions;
 - c) la personne qui est inscrite sous le régime de la *Loi sur les valeurs mobilières*, si elle mène l'opération dans le cadre de son entreprise relativement à une opération sur valeurs mobilières;
 - d) une banque ou une banque étrangère autorisée au sens de l'article 2 de la *Loi sur les banques* (Canada), une caisse au sens de la *Loi de 1994 sur les caisses populaires et les credit unions*, une société de prêt ou de fiducie ou une compagnie d'assurance, si l'opération porte sur un bien immobilier dont elle est propriétaire ou qu'elle administre;
 - e) une personne à l'égard d'une mine ou d'une propriété minière au sens de la *Loi sur les mines* ou à l'égard des biens immobiliers compris dans une concession ou un bail de la Couronne, un claim ou un bien-fonds minier en application de la *Loi sur les mines* ou d'une loi qu'elle remplace;
 - f) un employé salarié à temps plein d'une partie à une opération, s'il agit au nom ou pour le compte de son employeur à l'égard d'un bien-fonds situé en Ontario;
 - g) un procureur de la Cour supérieure de justice qui fournit des services juridiques, si l'opération est elle-même un service juridique ou est accessoire à ces services et en découle directement;
 - h) une personne, pour son propre compte, à l'égard de son intérêt sur un bien immobilier, sauf si, selon le cas :
 - (i) l'opération résulte du fait qu'elle a offert ou qu'on lui a demandé d'agir relativement à l'opération ou à une autre opération au nom ou pour le compte de l'autre partie ou d'une des autres parties à l'opération,
 - (ii) son intérêt sur le bien immobilier a été acquis après l'offre ou la demande visée au sous-alinéa (i), que l'opération en résulte ou non;
 - i) une personne à l'égard de la fourniture pour une autre personne, contre rémunération autre qu'une commission, des consultations, ouvrages et services nécessaires à l'aménagement d'une emprise, y compris l'acquisition à cette fin d'un bien-fonds ou d'intérêts fonciers, et ses employés qui y participent;
 - j) une personne qui mène des opérations immobilières exclusivement aux fins de l'établissement de baux auxquels s'applique la *Loi de 1997 sur la protection des locataires*;
 - k) les personnes et catégories de personnes prescrites comme étant dispensées de l'inscription à l'égard d'une catégorie quelconque d'opérations immobilières.

Independent contractor not an employee

(2) An independent contractor is not an employee for the purpose of clauses (1) (f) and (i).

Notification of registration required

6. Subject to subsection 14 (8), no brokerage, broker or salesperson shall trade in real estate until notified in writing by the registrar that the brokerage, broker or salesperson, as the case may be, is registered.

Prohibition against multiple offices unless registered

7. (1) No brokerage shall conduct a business of trading in real estate from more than one place to which the public is invited unless the brokerage is registered in respect of each place, one of which shall be designated as the main office and the remainder as branch offices.

Branch offices

(2) Every branch office of a brokerage shall be under the supervision of a broker and each such office having more than one salesperson shall be under the direct management of a broker or of a salesperson who has been registered for at least two years and who is under the supervision of a broker.

Specialist certification

8. (1) No registrant shall hold himself, herself or itself out as a specialist in trading in any type of real estate unless,

- (a) the trading in that type of real estate is prescribed as an area of specialization; and
- (b) the registrant is certified, as prescribed, as a specialist in trading in that area of specialization.

Brokerage categories

(2) A regulation under this section may differentiate among brokerages and between brokerages and brokers and salespersons and may provide that brokerages that are corporations may not be certified as specialists.

Registration a requirement to bring action

9. No action shall be brought for commission or other remuneration for services in connection with a trade in real estate unless at the time of rendering the services the person bringing the action was registered or exempt from registration under this Act and the court may stay any such action upon motion.

**PART IV
REGISTRATION****Registration**

10. (1) An applicant that meets the prescribed conditions and has the prescribed requirements is entitled to registration or renewal of registration by the registrar

Exclusion des entrepreneurs indépendants

(2) Les entrepreneurs indépendants ne sont pas des employés pour l'application des alinéas (1) f) et i).

Avis d'inscription exigé

6. Sous réserve du paragraphe 14 (8), nulle maison de courtage et nul courtier ou agent immobilier ne doit mener d'opérations immobilières avant d'avoir reçu un avis écrit de son inscription du registrateur.

Interdiction d'avoir des établissements multiples sans être inscrit

7. (1) Nulle maison de courtage ne doit exploiter une entreprise consistant à mener des opérations immobilières depuis plus d'un établissement ouvert au public à moins d'être inscrite à l'égard de chacun de ces établissements, dont l'un est désigné comme bureau principal et les autres comme succursales.

Succursales

(2) Chaque succursale d'une maison de courtage est supervisée par un courtier; si elle compte plus d'un agent immobilier, elle est placée sous la direction immédiate soit d'un courtier, soit d'un agent immobilier qui est inscrit depuis au moins deux ans et qui est sous la supervision d'un courtier.

Agrément à titre de spécialiste

8. (1) Nulle personne inscrite ne doit se faire passer pour un spécialiste en opérations portant sur un type quelconque de biens immobiliers à moins que les conditions suivantes ne soient réunies :

- a) les opérations portant sur ce type de biens immobiliers sont prescrites comme domaine de spécialisation;
- b) la personne inscrite est agréée, selon les modalités prescrites, à titre de spécialiste en opérations dans ce domaine de spécialisation.

Catégories de maisons de courtage

(2) Les règlements visés au présent article peuvent établir une distinction entre les maisons de courtage et entre celles-ci et les courtiers et agents immobiliers et prévoir que celles qui sont des personnes morales ne peuvent pas se faire agréer à titre de spécialistes.

Inscription exigée pour intenter une action

9. Est irrecevable l'action en recouvrement d'une commission ou d'une autre rémunération pour des services rendus relativement à une opération immobilière, sauf si, à l'époque où ces services ont été rendus, la personne qui intente l'action était inscrite sous le régime de la présente loi ou en était dispensée par celle-ci. Le tribunal peut surseoir à une telle action sur présentation d'une motion à cet effet.

**PARTIE IV
INSCRIPTION****Inscription**

10. (1) L'auteur d'une demande qui satisfait aux conditions prescrites et répond aux exigences prescrites a le droit d'être inscrit ou de faire renouveler son inscription

unless the applicant or an interested person in respect of the applicant is carrying on activities that are, or will be if the applicant is registered, in contravention of this Act or the regulations or unless,

- (a) having regard to the applicant's financial position or the financial position of an interested person in respect of the applicant, the applicant cannot reasonably be expected to be financially responsible in the conduct of business;
- (b) the past conduct of the applicant or of an interested person in respect of the applicant affords reasonable grounds for belief that the applicant will not carry on business in accordance with law and with integrity and honesty;
- (c) the applicant or an employee or agent of the applicant makes a false statement or provides a false statement in an application for registration or for renewal of registration; or
- (d) the applicant is a corporation and,
 - (i) having regard to its financial position or the financial position of an interested person in respect of the corporation, the applicant cannot reasonably be expected to be financially responsible in the conduct of its business,
 - (ii) having regard to the financial position of its officers or directors or an interested person in respect of its officers or directors, the applicant cannot reasonably be expected to be financially responsible in the conduct of its business,
 - (iii) the past conduct of its officers or directors or of an interested person in respect of its officers or directors or of an interested person in respect of the corporation affords reasonable grounds for belief that its business will not be carried on in accordance with the law and with integrity and honesty, or
 - (iv) an officer or director of the corporation makes a false statement or provides a false statement in an application for registration or for renewal of registration.

Conditions

(2) A registration is subject to such conditions as are consented to by the applicant or registrant, as are applied by the registrar under section 13, as are ordered by the Tribunal or as are prescribed.

Registration not transferable

(3) A registration is not transferable.

Interested person

(4) For the purposes of this section, a person shall be deemed to be an interested person in respect of another person if the person is an associated shareholder of the person or if, in the opinion of the registrar,

- (a) the person has or may have a beneficial interest in the other person's business;

par le registrateur à moins que lui-même ou une personne intéressée à son égard n'exerce des activités qui contreviennent à la présente loi ou aux règlements ou qui y contreviendront s'il est inscrit, ou que l'une ou l'autre des éventualités suivantes se présente :

- a) compte tenu de sa situation financière ou de celle d'une personne intéressée à son égard, il n'y a pas raisonnablement lieu de s'attendre à ce qu'il pratique une saine gestion financière dans l'exploitation de son entreprise;
- b) sa conduite antérieure ou celle d'une personne intéressée à son égard offre des motifs raisonnables de croire qu'il n'exploitera pas son entreprise conformément à la loi ni avec intégrité et honnêteté;
- c) lui-même ou un de ses employés ou mandataires fait ou fournit une fausse déclaration dans une demande d'inscription ou de renouvellement d'inscription;
- d) il s'agit d'une personne morale et, selon le cas :
 - (i) compte tenu de sa situation financière ou de celle d'une personne intéressée à son égard, il n'y a pas raisonnablement lieu de s'attendre à ce qu'il pratique une saine gestion financière dans l'exploitation de son entreprise,
 - (ii) compte tenu de la situation financière de ses dirigeants ou administrateurs ou d'une personne intéressée à leur égard, il n'y a pas raisonnablement lieu de s'attendre à ce qu'il pratique une saine gestion financière dans l'exploitation de son entreprise,
 - (iii) la conduite antérieure de ses dirigeants ou administrateurs ou celle d'une personne intéressée à leur égard ou à son propre égard offre des motifs raisonnables de croire que son entreprise ne sera pas exploitée conformément à la loi ni avec intégrité et honnêteté,
 - (iv) un de ses dirigeants ou administrateurs fait ou fournit une fausse déclaration dans une demande d'inscription ou de renouvellement d'inscription.

Conditions

(2) L'inscription est assujettie aux conditions qu'accepte l'auteur de la demande ou la personne inscrite, dont le registrateur l'a assortie en vertu de l'article 13, que le Tribunal impose par ordonnance ou qui sont prescrites.

Non-transférabilité

(3) Les inscriptions ne sont pas transférables.

Personne intéressée

(4) Pour l'application du présent article, une personne est réputée intéressée à l'égard d'une autre si elle est un de ses actionnaires associés ou que, de l'avis du registrateur :

- a) soit elle a ou peut avoir un intérêt bénéficiaire dans l'entreprise de l'autre personne;

- (b) the person exercises or may exercise control either directly or indirectly over the other person; or
- (c) the person has provided or may have provided financing either directly or indirectly to the other person's business.

Registration of brokerage

11. (1) When it registers and on each renewal of its registration, a brokerage that is a corporation shall disclose to the registrar the identity of any shareholders or any associated shareholders that beneficially own or control 10 per cent or more of the equity shares issued and outstanding at the time of the registration or the renewal of registration, as the case may be.

Calculating number of shares

(2) In calculating the total number of equity shares of the corporation beneficially owned or controlled for the purposes of this section, the total number shall be calculated as the total number of all shares beneficially owned or controlled, but each share that carries the right to more than one vote shall be calculated as the number of shares equalling the total number of votes carried.

Broker of record

12. (1) Every brokerage shall,
- (a) designate a broker who is employed by the brokerage as the broker of record and notify the registrar of his or her identity; and
 - (b) notify the registrar if the broker of record changes, within five days of the change.

Duties

(2) The broker of record shall ensure that the brokerage complies with this Act and the regulations.

Sole proprietor

(3) If a brokerage is a sole proprietorship, it shall designate the sole proprietor as the broker of record even though other brokers may be employed by the brokerage.

Refusal to register or renew, suspension, etc.

13. (1) Subject to section 14, the registrar may refuse to register an applicant or may suspend or revoke a registration or refuse to renew a registration if, in his or her opinion, the applicant or registrant is not eligible for registration under section 10 or the registrant is in breach of a condition of the registration.

Conditions

- (2) Subject to section 14, the registrar may,
- (a) approve the registration or renewal of a registration on such conditions as he or she considers appropriate; and
 - (b) at any time apply to a registration such conditions as he or she considers appropriate.

- b) soit elle contrôle ou peut contrôler, directement ou indirectement, l'autre personne;
- c) soit elle a ou peut avoir fourni un financement, directement ou indirectement, à l'entreprise de l'autre personne.

Inscription des maisons de courtage

11. (1) Au moment de son inscription et à chaque renouvellement de celle-ci, la maison de courtage qui est une personne morale divulgue au registrateur l'identité des actionnaires ou des actionnaires associés qui détiennent à titre bénéficiaire au moins 10 pour cent de ses actions participantes émises et en circulation au moment de l'inscription ou du renouvellement, selon le cas, ou qui exercent un contrôle sur une telle tranche.

Calcul des actions

(2) Pour l'application du présent article, il est tenu compte, dans le calcul du nombre total des actions participantes de la personne morale qui sont détenues à titre bénéficiaire ou sur lesquelles est exercé un contrôle, de toutes les actions concernées. Toutefois, les actions auxquelles est rattaché le droit à plus d'une voix sont comptées comme si leur nombre était égal au nombre total de voix qui leur est rattaché.

Courtier responsable

12. (1) La maison de courtage :
- a) d'une part, désigne comme courtier responsable un courtier qui est employé par elle et avise le registrateur de son identité;
 - b) d'autre part, avise le registrateur d'un changement de courtier responsable dans les cinq jours.

Obligation

(2) Le courtier responsable veille à ce que la maison de courtage observe la présente loi et les règlements.

Propriétaire unique

(3) La maison de courtage qui est une entreprise à propriétaire unique désigne le propriétaire unique comme courtier responsable, même si elle emploie d'autres courtiers.

Refus d'inscription ou de renouvellement, suspension

13. (1) Sous réserve de l'article 14, le registrateur peut refuser d'inscrire l'auteur d'une demande ou peut suspendre, révoquer ou refuser de renouveler une inscription s'il est d'avis que l'auteur de la demande ou la personne inscrite n'a pas le droit d'être inscrit en application de l'article 10 ou que la personne inscrite enfreint une condition de son inscription.

Conditions

- (2) Sous réserve de l'article 14, le registrateur peut :
- a) d'une part, approuver l'inscription ou le renouvellement d'une inscription aux conditions qu'il estime appropriées;
 - b) d'autre part, en tout temps assortir une inscription des conditions qu'il estime appropriées.

Notice re: refusal, suspension, etc.

14. (1) The registrar shall notify an applicant or registrant in writing if he or she proposes to,

- (a) refuse to grant or renew a registration;
- (b) suspend or revoke a registration; or
- (c) apply conditions to a registration or renewal to which the applicant or registrant has not consented.

Content of notice

(2) The notice of proposal shall set out the reasons for the proposed action and shall state that the applicant or registrant is entitled to a hearing by the Tribunal if the applicant or registrant mails or delivers, within 15 days after service of the notice, a written request for a hearing to the registrar and to the Tribunal.

Service

(3) The notice of proposal shall be served on the applicant or registrant in accordance with section 45.

If no request for hearing

(4) If an applicant or registrant does not request a hearing in accordance with subsection (2), the registrar may carry out the proposal.

Hearing

(5) If a hearing is requested, the Tribunal shall hold the hearing and may by order direct the registrar to carry out the registrar's proposal or substitute its opinion for that of the registrar and the Tribunal may attach conditions to its order or to a registration.

Parties

(6) The registrar, the applicant or registrant and such other persons as the Tribunal may specify are parties to the proceedings under this section.

Voluntary cancellation

(7) The registrar may cancel a registration upon the request in writing of the registrant and this section does not apply to the cancellation.

Continuation pending renewal

(8) If, within the time prescribed or, if no time is prescribed, before the expiry of the registrant's registration, the registrant has applied for renewal of a registration, met the prescribed conditions and paid the required fee, the registration shall be deemed to continue,

- (a) until the renewal is granted; or
- (b) if the registrant is served notice that the registrar proposes to refuse to grant the renewal, until the time for requesting a hearing has expired or, if a hearing is requested, until the Tribunal makes its order.

Immediate effect

(9) Even if a registrant appeals an order of the Tribunal under section 11 of the *Licence Appeal Tribunal Act, 1999*, the order takes effect immediately but the Tribunal may grant a stay until the disposition of the appeal.

Avis : refus, suspension

14. (1) Le registrateur avise par écrit l'auteur d'une demande ou une personne inscrite de son intention :

- a) soit de refuser d'accorder ou de renouveler l'inscription;
- b) soit de suspendre ou de révoquer l'inscription;
- c) soit d'assortir l'inscription ou le renouvellement de conditions que l'un ou l'autre n'a pas acceptées.

Contenu de l'avis

(2) L'avis d'intention énonce les motifs de la mesure envisagée et indique que l'auteur de la demande ou la personne inscrite a droit à une audience devant le Tribunal, à la condition de poster ou de remettre une demande écrite d'audience au registrateur et au Tribunal dans les 15 jours qui suivent la signification de l'avis.

Signification

(3) L'avis d'intention est signifié à l'auteur de la demande ou à la personne inscrite conformément à l'article 45.

Aucune demande d'audience

(4) Le registrateur peut donner suite à son intention si l'auteur de la demande ou la personne inscrite ne demande pas d'audience conformément au paragraphe (2).

Audience

(5) Le Tribunal doit tenir l'audience s'il en est demandé une. Il peut, par ordonnance, enjoindre au registrateur de donner suite à son intention ou substituer son opinion à la sienne et il peut assortir son ordonnance ou l'inscription de conditions.

Parties

(6) Le registrateur, l'auteur de la demande ou la personne inscrite et les autres personnes que précise le Tribunal sont parties à l'instance visée au présent article.

Radiation volontaire

(7) Le registrateur peut radier une inscription à la demande écrite de la personne inscrite. Dans ce cas, le présent article ne s'applique pas à la radiation.

Maintien jusqu'au renouvellement

(8) Si, dans le délai prescrit ou, à défaut, avant l'expiration de son inscription, la personne inscrite en demande le renouvellement, satisfait aux conditions prescrites et acquitte les droits exigés, son inscription est réputée en vigueur :

- a) soit jusqu'à ce que le renouvellement soit accordé;
- b) soit, si le registrateur lui signifie un avis de son intention de ne pas accorder le renouvellement, jusqu'à l'expiration du délai imparti pour demander une audience ou, si une audience est demandée, jusqu'à ce que le Tribunal rende son ordonnance.

Effet immédiat

(9) Même si la personne inscrite interjette appel d'une ordonnance du Tribunal en vertu de l'article 11 de la *Loi de 1999 sur le Tribunal d'appel en matière de permis*, l'ordonnance entre en vigueur immédiatement; toutefois,

Immediate suspension

15. (1) If the registrar proposes to suspend or revoke a registration under section 14 and if the registrar considers it in the public interest to do so, the registrar may by order temporarily suspend the registration.

Immediate effect

(2) An order under subsection (1) takes effect immediately.

Expiry of order

(3) If a hearing is requested under section 14,

- (a) the order expires 15 days after the written request for a hearing is received by the Tribunal; or
- (b) the Tribunal may extend the time of expiration until the hearing is concluded, if a hearing is commenced within the 15-day period referred to in clause (a).

Same

(4) Despite subsection (3), if it is satisfied that the conduct of the registrant has delayed the commencement of the hearing, the Tribunal may extend the time of the expiration for the order,

- (a) until the hearing commences; and
- (b) once the hearing commences, until the hearing is concluded.

Requirements for hearing request

16. (1) A request for a hearing under section 14 is sufficiently served if delivered personally or sent by registered mail to the registrar and to the Tribunal.

Same

(2) If service is made by registered mail, it shall be deemed to be made on the third day after the day of mailing.

Other methods

(3) Despite subsection (1), the Tribunal may order any other method of service.

Further application

17. A person whose registration is refused, revoked or refused renewal may reapply for registration only if,

- (a) the time prescribed to reapply has passed since the refusal, revocation or refusal to renew; and
- (b) new or other evidence is available or it is clear that material circumstances have changed.

Notice of transfer of shares

18. (1) In addition to the disclosure required under section 11, every brokerage that is a corporation shall

le Tribunal peut surseoir à son exécution jusqu'à ce qu'il soit statué sur l'appel.

Suspension immédiate

15. (1) Le registrateur peut ordonner la suspension temporaire d'une inscription s'il a l'intention de la suspendre ou de la révoquer en vertu de l'article 14 et qu'il estime qu'il est dans l'intérêt public de le faire.

Effet immédiat

(2) L'ordonnance prévue au paragraphe (1) entre en vigueur immédiatement.

Expiration de l'ordonnance

(3) Si une audience est demandée en vertu de l'article 14 :

- a) l'ordonnance expire 15 jours après la réception de la demande écrite d'audience par le Tribunal;
- b) le Tribunal peut proroger la date d'expiration jusqu'à la conclusion de l'audience, si elle a débuté pendant le délai de 15 jours visé à l'alinéa a).

Idem

(4) Malgré le paragraphe (3), s'il est convaincu que la conduite de la personne inscrite a retardé le début de l'audience, le Tribunal peut proroger la date d'expiration de l'ordonnance :

- a) jusqu'au début de l'audience;
- b) une fois l'audience commencée, jusqu'à sa conclusion.

Exigences relatives à la demande d'audience

16. (1) La demande d'audience visée à l'article 14 est valablement signifiée si elle est remise à personne ou envoyée par courrier recommandé au registrateur et au Tribunal.

Idem

(2) La signification faite par courrier recommandé est réputée faite le troisième jour qui suit la date de la mise à la poste.

Autres modes

(3) Malgré le paragraphe (1), le Tribunal peut ordonner le recours à un autre mode de signification.

Demande ultérieure

17. La personne dont l'inscription est refusée ou révoquée ou qui se voit refuser le renouvellement de son inscription ne peut présenter une nouvelle demande d'inscription que si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le délai prescrit pour présenter une nouvelle demande s'est écoulé depuis le refus, la révocation ou le refus du renouvellement;
- b) il existe de nouvelles preuves ou des preuves supplémentaires ou il est évident que des circonstances importantes ont changé.

Avis de transfert d'actions

18. (1) Outre la divulgation exigée par l'article 11, chaque maison de courtage qui est une personne morale

notify the registrar in writing within 30 days after the issue or the transfer of any equity shares if the issue or transfer results in any one shareholder or any associated shareholders,

- (a) acquiring or accumulating beneficial ownership or control of 10 per cent or more of the total number of all issued and outstanding equity shares of the brokerage; or
- (b) increasing such holding, if the shareholder or associated shareholders already beneficially owned or controlled 10 per cent or more of the total number of all issued and outstanding equity shares before the issue or transfer.

Same

(2) Despite subsection (1), if a registrant that is a corporation becomes aware of a transfer that otherwise falls into subsection (1) after the transfer has taken place, it shall notify the registrar in writing within 30 days after knowledge of the transfer comes to the attention of its officers or directors.

Calculation of total number of equity shares

(3) In calculating the total number of equity shares of the corporation beneficially owned or controlled for the purpose of this section, the total number shall be calculated as the total of all the shares beneficially owned or controlled, but each share that carries the right to more than one vote shall be calculated as the number of shares equalling the total number of votes it carries.

PART V COMPLAINTS, INSPECTION AND DISCIPLINE

Complaints

19. (1) If the registrar receives a complaint about a registrant, the registrar may request information in relation to the complaint from any registrant.

Request for information

(2) A request for information under subsection (1) shall indicate the nature of the complaint.

Duty to comply with request

(3) A registrant who receives a written request for information shall provide the information as soon as practicable.

Procedures

(4) In handling complaints, the registrar may do any of the following, as appropriate:

1. Attempt to mediate or resolve the complaint.
2. Give the registrant a written warning that if the registrant continues with the activity that led to the complaint, action may be taken against the registrant.
3. Require the broker or salesperson to take further educational courses.

avise le registrateur par écrit dans les 30 jours qui suivent l'émission ou le transfert d'actions participantes, si cette émission ou ce transfert a pour résultat qu'un actionnaire ou des actionnaires associés :

- a) soit acquièrent, d'un seul coup ou progressivement, la propriété bénéficiaire ou le contrôle d'au moins 10 pour cent du total de ses actions participantes émises et en circulation;
- b) soit augmentent ce pourcentage, s'ils sont déjà propriétaires bénéficiaires d'au moins 10 pour cent du total des actions participantes émises et en circulation avant l'émission ou le transfert ou qu'ils exercent alors un contrôle sur une telle tranche.

Idem

(2) Malgré le paragraphe (1), si la personne inscrite qui est une personne morale apprend qu'un transfert visé par ailleurs à ce paragraphe a été effectué, elle en avise le registrateur par écrit dans les 30 jours qui suivent la date où le transfert est venu à la connaissance de ses dirigeants ou administrateurs.

Calcul des actions

(3) Pour l'application du présent article, il est tenu compte, dans le calcul du nombre total des actions participantes de la personne morale qui sont détenues à titre bénéficiaire ou sur lesquelles est exercé un contrôle, de toutes les actions concernées. Toutefois, les actions auxquelles est rattaché le droit à plus d'une voix sont comptées comme si leur nombre était égal au nombre total de voix qui leur est rattaché.

PARTIE V PLAINTES, INSPECTIONS ET MESURES DISCIPLINAIRES

Plaintes

19. (1) S'il reçoit une plainte au sujet d'une personne inscrite, le registrateur peut demander des renseignements sur la plainte à toute personne inscrite.

Demande de renseignements

(2) La demande de renseignements prévue au paragraphe (1) indique la nature de la plainte.

Conformité

(3) La personne inscrite qui reçoit une demande écrite de renseignements les fournit le plus tôt possible.

Marche à suivre

(4) Lorsqu'il traite les plaintes, le registrateur peut prendre n'importe laquelle des mesures suivantes, selon ce qui est approprié :

1. Tenter de régler la plainte ou de la résoudre par la médiation.
2. Donner à la personne inscrite un avertissement écrit portant que des mesures pourront être prises à son égard si elle poursuit l'activité qui a donné lieu à la plainte.
3. Exiger que le courtier ou l'agent immobilier suive d'autres cours de formation.

4. Refer the matter, in whole or in part, to the discipline committee.
5. Take an action under section 13, subject to section 14.
6. Take further action as is appropriate in accordance with the Act.

Inspection by registrar

20. (1) The registrar or a person designated in writing by the registrar may conduct an inspection and may, as part of that inspection, enter and inspect at any reasonable time the business premises of a registrant, other than any part of the premises used as a dwelling, for the purpose of,

- (a) ensuring compliance with this Act and the regulations;
- (b) dealing with a complaint under section 19; or
- (c) ensuring the registrant remains entitled to registration.

Powers on inspection

- (2) While carrying out an inspection, an inspector,
 - (a) is entitled to free access to all money, valuables, documents and records of the person being inspected that are relevant to the inspection;
 - (b) may use any data storage, processing or retrieval device or system used in carrying on business in order to produce information in any form; and
- (c) may, upon giving a receipt for them, remove for examination and may copy anything relevant to the inspection including any data storage disk or other retrieval device in order to produce information, but shall promptly return the thing to the person being inspected.

Identification

(3) An inspector shall produce, on request, evidence of his or her authority to carry out an inspection.

Assistance to be given

(4) An inspector may, in the course of an inspection, require a person to produce a document or record and to provide whatever assistance is reasonably necessary, including using any data storage, processing or retrieval device or system to produce information in any form, and the person shall produce the document or record or provide the assistance.

Obstruction prohibited

(5) No person shall obstruct an inspector conducting an inspection or withhold from him or her or conceal, alter or destroy any money, valuables, documents or records that are relevant to the inspection.

Use of force prohibited

(6) An inspector shall not use force to enter and inspect premises under this section.

4. Renvoyer l'affaire, en totalité ou en partie, au comité de discipline.
5. Prendre une mesure prévue à l'article 13, sous réserve de l'article 14.
6. Prendre les autres mesures appropriées conformément à la présente loi.

Inspection par le registrateur

20. (1) Le registrateur ou la personne qu'il désigne par écrit peut mener une inspection et peut, dans ce cadre et à toute heure raisonnable, pénétrer dans les locaux commerciaux d'une personne inscrite, sauf toute partie qui est utilisée comme logement, et les inspecter pour, selon le cas :

- a) s'assurer que la présente loi et les règlements sont observés;
- b) traiter une plainte visée à l'article 19;
- c) vérifier que la personne inscrite a toujours le droit d'être inscrite.

Pouvoirs de l'inspecteur

- (2) Dans le cadre d'une inspection, l'inspecteur :
 - a) a le droit d'avoir libre accès à l'argent, aux objets de valeur, aux documents et aux dossiers pertinents de la personne en cause;
 - b) peut recourir aux dispositifs ou systèmes de stockage, de traitement ou d'extraction des données utilisés pour exploiter une entreprise en vue de produire des renseignements sous quelque forme que ce soit;
 - c) peut, après avoir donné un récépissé à cet effet, et afin de les examiner et d'en tirer des copies, prendre les choses pertinentes, y compris des disques de stockage des données ou d'autres dispositifs d'extraction des données, en vue de produire des renseignements, mais doit ensuite les rendre promptement à la personne en cause.

Identification

(3) L'inspecteur produit sur demande une preuve de son autorité.

Aide obligatoire

(4) L'inspecteur peut, dans le cadre d'une inspection, exiger d'une personne qu'elle produise un document ou un dossier et qu'elle fournisse l'aide qui est raisonnablement nécessaire, notamment en recourant à un dispositif ou système de stockage, de traitement ou d'extraction des données pour produire des renseignements sous quelque forme que ce soit, auquel cas la personne doit obtempérer.

Interdiction de faire entrave

(5) Nul ne doit faire entrave à l'inspecteur qui fait une inspection, ni retenir, dissimuler, modifier ou détruire de l'argent, des objets de valeur, des documents ou des dossiers pertinents.

Interdiction de recourir à la force

(6) L'inspecteur ne doit pas recourir à la force pour pénétrer dans des locaux et les inspecter en vertu du présent article.

Admissibility of copies

(7) A copy of a document or record certified by an inspector to be a true copy of the original is admissible in evidence to the same extent as the original and has the same evidentiary value.

Discipline proceedings

21. (1) A discipline committee shall be established to hear and determine, in accordance with the prescribed procedures, if a registrant has failed to comply with the code of ethics established by the Minister.

Appeals committee

(2) An appeals committee shall be established to consider, in accordance with the prescribed procedures, appeals from the discipline committee.

Composition

(3) The composition and manner of appointment of the members of the discipline committee and appeals committee shall be as prescribed.

Result of a determination

(4) If the discipline committee makes a determination under subsection (1) that a registrant has failed to comply with the code of ethics, it may order any of the following as appropriate:

1. Require the broker or salesperson to take further educational courses.
2. In accordance with the terms that may be specified by the committee, require the brokerage to fund educational courses for brokers and salespersons employed by the brokerage or to arrange and fund such educational courses.
3. Despite subsection 12 (1) of the *Safety and Consumer Statutes Administration Act, 1996*, impose such fine as the committee considers appropriate, to a maximum of \$25,000, or such lesser amount as may be prescribed, to be paid by the registrant to the administrative authority or to the Minister of Finance if there is no designated administrative authority.
4. Suspend or postpone the taking of further educational courses, the funding or the funding and arranging of educational courses or the imposition of the fine for such period and upon such terms as the committee designates.
5. Fix and impose costs to be paid by the registrant to the administrative authority or to the Minister of Finance if there is no designated administrative authority.

Appeal

(5) A party to the discipline proceeding may appeal the final order of the discipline committee to the appeals committee.

Power of the appeals committee

(6) The appeals committee may by order overturn, affirm or modify the order of the discipline committee

Admissibilité des copies

(7) La copie d'un document ou d'un dossier qui est certifiée conforme à l'original par un inspecteur est admissible en preuve au même titre que l'original et a la même valeur probante.

Instances disciplinaires

21. (1) Doit être constitué un comité de discipline qui décide, conformément à la procédure prescrite, de la question de savoir si une personne inscrite n'a pas observé le code de déontologie établi par le ministre.

Comité d'appel

(2) Doit être constitué un comité d'appel qui décide, conformément à la procédure prescrite, des appels des décisions du comité de discipline.

Composition

(3) La composition du comité de discipline et du comité d'appel ainsi que le mode de nomination de leurs membres sont ceux prescrits.

Décision

(4) S'il décide, en application du paragraphe (1), qu'une personne inscrite n'a pas observé le code de déontologie, le comité de discipline peut, par ordonnance, prendre n'importe laquelle des mesures suivantes, selon ce qui est approprié :

1. Exiger que le courtier ou l'agent immobilier suive d'autres cours de formation.
2. Conformément aux conditions qu'il précise, exiger de la maison de courtage qu'elle finance les cours de formation suivis par les courtiers et les agents immobiliers qu'elle emploie ou qu'elle prenne des dispositions pour offrir de tels cours et les finance.
3. Malgré le paragraphe 12 (1) de la *Loi de 1996 sur l'application de certaines lois traitant de sécurité et de services aux consommateurs*, imposer l'amende qu'il estime appropriée, laquelle ne peut dépasser 25 000 \$, ou toute somme inférieure prescrite, que la personne inscrite doit payer à l'organisme d'application ou, en l'absence d'un tel organisme, au ministre des Finances.
4. Suspendre ou différer, pour la durée et aux conditions qu'il fixe, l'obligation de suivre d'autres cours de formation, leur financement, la prise de dispositions pour les offrir et leur financement ou l'imposition d'une amende.
5. Fixer et imposer les dépens que la personne inscrite doit payer à l'organisme d'application ou, en l'absence d'un tel organisme, au ministre des Finances.

Appel

(5) Une partie à l'instance disciplinaire peut interjeter appel de l'ordonnance définitive du comité de discipline devant le comité d'appel.

Pouvoir du comité d'appel

(6) Le comité d'appel peut, par ordonnance, renverser, confirmer ou modifier l'ordonnance du comité de discipl-

and may make an order under subsection (4).

Payment of fine

(7) The registrant shall pay any fine imposed under subsection (4),

- (a) on or before the day specified in the order of the discipline committee or, if the fine is the subject of an appeal, on or before the day specified in the order of the appeals committee; or
- (b) on or before the 60th day after the date of the last order made in respect of the fine, if no day is specified in that order.

Taking of educational course

(8) The registrant shall take the educational course required under subsection (4),

- (a) within the time period specified in the order of the discipline committee or, if the requirement is the subject of an appeal, within the time period specified in the order of the appeals committee; or
- (b) at the first reasonable opportunity after the last order made in respect of the educational course, if no time period is specified in that order.

Arranging and funding educational courses

(9) The brokerage shall arrange and fund educational courses for brokers and salespersons employed by the brokerage as required under subsection (4) within the time period specified in the order of the discipline committee or, if the requirement is the subject of an appeal, within the time period specified in the order of the appeals committee.

Funding educational courses

(10) The brokerage shall fund the educational courses for brokers and salespersons employed by the brokerage as required under subsection (4),

- (a) within the time period specified in the order of the discipline committee or, if the requirement is the subject of an appeal, within the time period specified in the order of the appeals committee; or
- (b) at the first reasonable opportunity after the last order made in respect of the educational course, if no time period is specified in that order.

Public access

(11) Decisions of the discipline committee and the appeals committee shall be made available to the public in such manner as may be prescribed.

Appointment of investigators

22. (1) The director may appoint persons to be investigators for the purposes of conducting investigations.

Certificate of appointment

(2) The director shall issue to every investigator a certificate of appointment bearing his or her signature or a facsimile of the signature.

pline et peut rendre une ordonnance en vertu du paragraphe (4).

Païement de l'amende

(7) La personne inscrite paie toute amende imposée en vertu du paragraphe (4) :

- a) au plus tard le jour précisé dans l'ordonnance du comité de discipline ou, si l'amende est portée en appel, au plus tard le jour précisé dans l'ordonnance du comité d'appel;
- b) au plus tard le 60^e jour qui suit la date de la dernière ordonnance prise à l'égard de l'amende, si aucun jour n'y est précisé.

Cours de formation

(8) La personne inscrite suit le cours de formation exigé en application du paragraphe (4) :

- a) dans le délai précisé dans l'ordonnance du comité de discipline ou, si l'exigence est portée en appel, dans le délai précisé dans l'ordonnance du comité d'appel;
- b) dès que cela est raisonnablement possible après la dernière ordonnance prise à l'égard du cours, si aucun délai n'y est précisé.

Prise de dispositions pour offrir des cours de formation et financement de ceux-ci

(9) La maison de courtage prend des dispositions pour offrir les cours de formation suivis par les courtiers et les agents immobiliers qu'elle emploie et les finance, comme l'exige le paragraphe (4), dans le délai précisé dans l'ordonnance du comité de discipline ou, si l'exigence est portée en appel, dans le délai précisé dans l'ordonnance du comité d'appel.

Financement des cours de formation

(10) La maison de courtage finance les cours de formation suivis par les courtiers et les agents immobiliers qu'elle emploie, comme l'exige le paragraphe (4) :

- a) dans le délai précisé dans l'ordonnance du comité de discipline ou, si l'exigence est portée en appel, dans le délai précisé dans l'ordonnance du comité d'appel;
- b) dès que cela est raisonnablement possible après la dernière ordonnance prise à l'égard du cours, si aucun délai n'y est précisé.

Consultation par le public

(11) Les décisions du comité de discipline et du comité d'appel sont rendues publiques de la manière prescrite.

Nomination d'enquêteurs

22. (1) Le directeur peut nommer des enquêteurs pour mener des enquêtes.

Attestation de nomination

(2) Le directeur délivre une attestation de nomination portant sa signature, ou un fac-similé de celle-ci, à chaque enquêteur.

Production of certificate of appointment

(3) Every investigator who is exercising powers under section 23 shall, upon request, produce the certificate of appointment as an investigator.

Search warrant

23. (1) Upon application made without notice by an investigator appointed under this Act, a justice of the peace may issue a warrant, if he or she is satisfied on information under oath that there is reasonable ground for believing that a person has contravened or is contravening this Act or the regulations or has committed an offence under the law of any jurisdiction that is relevant to the person's fitness for registration under this Act, and,

- (a) there are in any building, dwelling, receptacle or place anything relating to the contravention of this Act or the regulations or to the person's fitness for registration; or
- (b) there is information or other evidence relating to the contravention of this Act or the regulations or the person's fitness for registration that may be obtained through the use of an investigative technique or procedure or the doing of anything described in the warrant.

Powers under warrant

(2) A warrant obtained under subsection (1) authorizes an investigator appointed under subsection 22 (1),

- (a) upon producing his or her appointment, during the hours specified in the warrant, to enter or access the building, dwelling, receptacle or place specified in the warrant and examine anything relevant to the contravention of this Act or the regulations or the person's fitness for registration;
- (b) to use any data storage, processing or retrieval device or system used in carrying on business in order to produce information or other evidence, in any form, relevant to the contravention of this Act or the regulations or the person's fitness for registration;
- (c) to exercise any of the powers specified in subsections (6), (11) and (12); and
- (d) to use any investigative technique or procedure or do anything described in the warrant if there are reasonable grounds to believe that information or other evidence relevant to the contravention of this Act or the regulations or the person's fitness for registration will be obtained through the use of the technique or procedure or the doing of the thing.

Entry of dwelling

(3) Despite subsection (2), an investigator shall not exercise the power under a warrant to enter a place, or

Production de l'attestation de nomination

(3) L'enquêteur qui exerce les pouvoirs que lui confère l'article 23 produit sur demande son attestation de nomination comme enquêteur.

Mandat de perquisition

23. (1) Sur demande sans préavis d'un enquêteur nommé en vertu de la présente loi, un juge de paix peut délivrer un mandat s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation faite sous serment, qu'il existe des motifs raisonnables de croire qu'une personne a contrevenu ou contrevient à la présente loi ou aux règlements ou a commis une infraction à une loi d'une autorité législative qui touche son aptitude à se faire inscrire sous le régime de la présente loi, et :

- a) soit qu'une chose quelconque se rapportant à la contravention à la présente loi ou aux règlements ou à l'aptitude de la personne à se faire inscrire se trouve dans un bâtiment, un logement, un réceptacle ou un endroit;
- b) soit que des renseignements ou d'autres éléments de preuve se rapportant à la contravention à la présente loi ou aux règlements ou à l'aptitude de la personne à se faire inscrire pourront être obtenus au moyen d'une technique ou méthode d'enquête ou d'un acte qui est mentionné dans le mandat.

Pouvoirs

(2) Le mandat obtenu en vertu du paragraphe (1) autorise l'enquêteur nommé en vertu du paragraphe 22 (1) à faire ce qui suit :

- a) après avoir produit son acte de nomination et aux heures précisées dans le mandat, pénétrer dans le bâtiment, le logement, le réceptacle ou l'endroit précisé dans le mandat ou y avoir accès et examiner tout ce qui se rapporte à la contravention à la présente loi ou aux règlements ou à l'aptitude de la personne à se faire inscrire;
- b) recourir aux dispositifs ou systèmes de stockage, de traitement ou d'extraction des données utilisés pour exploiter une entreprise en vue de produire des renseignements ou d'autres éléments de preuve, sous quelque forme que ce soit, qui se rapportent à la contravention à la présente loi ou aux règlements ou à l'aptitude de la personne à se faire inscrire;
- c) exercer les pouvoirs précisés aux paragraphes (6), (11) et (12);
- d) utiliser toute technique ou méthode d'enquête ou accomplir tout acte qui est mentionné dans le mandat, s'il y a des motifs raisonnables de croire que des renseignements ou d'autres éléments de preuve se rapportant à la contravention à la présente loi ou aux règlements ou à l'aptitude de la personne à se faire inscrire pourront être obtenus au moyen de la technique, de la méthode ou de l'acte.

Entrée dans un logement

(3) Malgré le paragraphe (2), un enquêteur ne doit exercer le pouvoir, conféré par un mandat, de pénétrer

part of a place, used as a dwelling unless,

- (a) the justice of the peace is informed that the warrant is being sought to authorize entry into a dwelling; and
- (b) the justice of the peace authorizes the entry into the dwelling.

Conditions on search warrant

(4) A warrant obtained under subsection (1) shall contain such conditions as the justice of the peace considers advisable to ensure that any search authorized by the warrant is reasonable in the circumstances.

Expert help

(5) The warrant may authorize persons who have special, expert or professional knowledge to accompany and assist the investigator in respect of the execution of the warrant.

Same

(6) For the purposes of this section, the investigator has the powers of a commission under Part II of the *Public Inquiries Act*, which Part applies to the investigation as if it were an inquiry under that Act.

Time of execution

(7) An entry or access under a warrant issued under this section shall be made between 6 a.m. and 9 p.m., unless the warrant specifies otherwise.

Expiry of warrant

(8) A warrant issued under this section shall name a date of expiry, which shall be no later than 30 days after the warrant is issued, but a justice of the peace may extend the date of expiry for an additional period of no more than 30 days, upon application without notice by an investigator.

Use of force

(9) An investigator may call upon police officers for assistance in executing the warrant and the investigator may use whatever force is reasonably necessary to execute the warrant.

Obstruction

(10) No person shall obstruct an investigator carrying out an investigation under this section or withhold from him or her or conceal, alter or destroy anything relevant to the investigation.

Assistance

(11) An investigator may, in the course of an investigation, require a person to produce a document or record and to provide whatever assistance is reasonably necessary, including using any data storage, processing or retrieval device or system to produce information or evidence in any form and the person shall produce the document or record or provide the assistance.

dans un endroit ou une partie d'un endroit utilisé comme logement que s'il est satisfait aux conditions suivantes :

- a) le juge de paix est informé du fait que le mandat est demandé afin d'autoriser l'entrée dans un logement;
- b) le juge de paix autorise l'entrée dans le logement.

Conditions : mandat

(4) Le mandat obtenu en vertu du paragraphe (1) est assorti des conditions que le juge de paix estime souhaitables pour faire en sorte que la perquisition qu'il autorise soit raisonnable dans les circonstances.

Experts

(5) Le mandat peut autoriser des personnes qui possèdent des connaissances particulières, spécialisées ou professionnelles à accompagner l'enquêteur et à l'aider à exécuter le mandat.

Idem

(6) Pour l'application du présent article, l'enquêteur est investi des pouvoirs que confère à une commission la partie II de la *Loi sur les enquêtes publiques*, laquelle partie s'applique à l'enquête comme s'il s'agissait d'une enquête au sens de cette loi.

Heures d'exécution

(7) Sauf mention contraire, l'entrée ou l'accès qu'autorise un mandat délivré en vertu du présent article a lieu entre 6 heures et 21 heures.

Expiration du mandat

(8) Le mandat délivré en vertu du présent article précise sa date d'expiration, qui ne doit pas tomber plus de 30 jours après sa délivrance. Toutefois, un juge de paix peut reporter la date d'expiration d'au plus 30 jours sur demande sans préavis d'un enquêteur.

Recours à la force

(9) L'enquêteur peut faire appel à l'aide d'agents de police et recourir à toute la force raisonnablement nécessaire pour exécuter le mandat.

Entrave

(10) Nul ne doit faire entrave à l'enquêteur qui mène une enquête en vertu du présent article, ni retenir, dissimuler, modifier ou détruire des choses pertinentes.

Aide

(11) L'enquêteur peut, dans le cadre d'une enquête, exiger d'une personne qu'elle produise un document ou un dossier et qu'elle fournisse l'aide qui est raisonnablement nécessaire, notamment en recourant à un dispositif ou système de stockage, de traitement ou d'extraction des données pour produire des renseignements ou des éléments de preuve sous quelque forme que ce soit, auquel cas la personne doit obtempérer.

Removal of things

(12) An investigator carrying out an investigation, upon giving a receipt for it, may remove for examination and may copy anything relevant to the investigation, including any data storage disk or other retrieval device in order to produce information or evidence relevant to the investigation, but the investigator shall return the item within a reasonable time.

Admissibility

(13) A copy of a document or record certified by an investigator as being a true copy of the original is admissible in evidence to the same extent as the original and has the same evidentiary value.

Searches in exigent circumstances

24. (1) Although a warrant issued under section 23 would otherwise be required, an investigator may exercise any of the powers described in subsection 23 (2) without a warrant if the conditions for obtaining the warrant exist but by reason of exigent circumstances it would be impracticable to obtain the warrant.

Dwellings

(2) Subsection (1) does not apply to a building or part of a building that is being used as a dwelling place.

Use of force

(3) The investigator may, in executing any authority given by this section, call upon police officers for assistance and use whatever force is reasonably necessary.

Admissibility

(4) A copy of a document or record certified by an investigator as being a true copy of the original is admissible in evidence to the same extent as the original and has the same evidentiary value.

Freeze order

25. (1) If the conditions in subsection (2) are met, the director may in writing,

- (a) order any person having on deposit or controlling any assets or trust funds of a registrant or former registrant to hold those funds or assets;
- (b) order a registrant or former registrant to refrain from withdrawing any asset or trust fund from a person having it on deposit or controlling it; or
- (c) order a registrant or former registrant to hold any asset or trust fund of a client, customer or other person in trust for the person entitled to it.

Conditions

(2) The director may make an order under subsection (1) if he or she believes that it is advisable for the protection of the clients or customers of a registrant or former registrant and,

Enlèvement de choses

(12) L'enquêteur qui mène une enquête peut, après avoir donné un récépissé à cet effet, et afin de les examiner et d'en tirer des copies, prendre les choses pertinentes, y compris des disques de stockage des données ou d'autres dispositifs d'extraction des données, en vue de produire des renseignements ou des éléments de preuve pertinents, mais il doit ensuite les rendre dans un délai raisonnable.

Admissibilité

(13) La copie d'un document ou d'un dossier qui est certifiée conforme à l'original par un enquêteur est admissible en preuve au même titre que l'original et a la même valeur probante.

Perquisitions en cas d'urgence

24. (1) Malgré le fait qu'un mandat décerné en vertu de l'article 23 serait par ailleurs exigé, un enquêteur peut exercer sans mandat les pouvoirs visés au paragraphe 23 (2) lorsque l'urgence de la situation rend difficilement réalisable l'obtention du mandat, pourvu que les conditions de sa délivrance soient réunies.

Logements

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux bâtiments ou parties de bâtiments qui sont utilisés comme logements.

Recours à la force

(3) Dans l'exercice des pouvoirs que lui confère le présent article, l'enquêteur peut faire appel à des agents de police et recourir à toute la force raisonnablement nécessaire.

Admissibilité

(4) La copie d'un document ou d'un dossier qui est certifiée conforme à l'original par un enquêteur est admissible en preuve au même titre que l'original et a la même valeur probante.

Ordonnance de blocage

25. (1) Si les conditions énoncées au paragraphe (2) sont réunies, le directeur peut, par écrit :

- a) soit ordonner à la personne qui est le dépositaire ou qui a le contrôle de fonds en fiducie ou de biens d'une personne inscrite ou d'une ancienne personne inscrite de les retenir;
- b) soit ordonner à une personne inscrite ou à une ancienne personne inscrite de s'abstenir de retirer des fonds en fiducie ou des biens des mains de la personne qui en est le dépositaire ou qui en a le contrôle;
- c) soit ordonner à une personne inscrite ou à une ancienne personne inscrite de détenir en fiducie pour la personne qui y a droit les fonds en fiducie ou les biens d'un client ou d'une autre personne.

Conditions

(2) Le directeur peut prendre une ordonnance en vertu du paragraphe (1) s'il l'estime souhaitable pour la protection des clients d'une personne inscrite ou d'une ancienne personne inscrite et :

- (a) a search warrant has been issued under this Act; or
- (b) criminal proceedings or proceedings in relation to a contravention under this Act or under any other Act are about to be or have been instituted against the registrant or former registrant in connection with or arising out of the business in respect of which the registrant or former registrant is or was registered.

Limitation

(3) In the case of a bank or authorized foreign bank within the meaning of section 2 of the *Bank Act* (Canada), a credit union within the meaning of the *Credit Unions and Caisses Populaires Act, 1994* or a loan or trust corporation, the order under subsection (1) applies only to the offices and branches named in the order.

Release of assets

(4) The director may consent to the release of any particular asset or trust fund from the order or may wholly revoke the order.

Exception

(5) Subsection (1) does not apply if the registrant or former registrant files with the director, in such manner and amount as the director determines,

- (a) a personal bond accompanied by collateral security;
- (b) a bond of an insurer licensed under the *Insurance Act* to write surety and fidelity insurance;
- (c) a bond of a guarantor accompanied by collateral security; or
- (d) another prescribed form of security.

Application to court

(6) An application may be made to the Superior Court of Justice for a determination in respect of the disposition of an asset or trust fund,

- (a) by a person in receipt of an order under subsection (1), if that person is in doubt as to whether the order applies to the asset or trust fund; or
- (b) by a person who claims an interest in the asset or trust fund that is subject to the order.

Notice

(7) If an order is made under this section, the director may register in the appropriate land registry office a notice that an order under subsection (1) has been issued and that the order may affect land belonging to the person referred to in the notice, and the notice has the same effect as the registration of a certificate of pending litigation, except that the director may in writing revoke or modify the notice.

- a) soit qu'un mandat de perquisition a été décerné en vertu de la présente loi;
- b) soit qu'une poursuite criminelle ou une poursuite pour contravention prévue par la présente loi ou une autre loi a été ou est sur le point d'être intentée contre la personne inscrite ou l'ancienne personne inscrite et qu'elle se rapporte à l'entreprise à l'égard de laquelle cette personne est ou était inscrite ou en découle.

Restriction

(3) Dans le cas d'une banque ou d'une banque étrangère autorisée au sens de l'article 2 de la *Loi sur les banques* (Canada), d'une caisse au sens de la *Loi de 1994 sur les caisses populaires et les credit unions* ou d'une société de prêt ou de fiducie, l'ordonnance prise en vertu du paragraphe (1) ne s'applique qu'aux bureaux et succursales qui y sont précisés.

Soustraction de biens

(4) Le directeur peut consentir à soustraire un fonds en fiducie ou un bien particulier à l'application de l'ordonnance ou la révoquer en totalité.

Exception

(5) Le paragraphe (1) ne s'applique pas si la personne inscrite ou l'ancienne personne inscrite dépose auprès du directeur, de la manière et selon le montant qu'il détermine :

- a) soit un cautionnement personnel accompagné d'une garantie accessoire;
- b) soit le cautionnement d'un assureur titulaire d'un permis délivré en vertu de la *Loi sur les assurances* qui l'autorise à faire souscrire de l'assurance de cautionnement et de l'assurance contre les détournements;
- c) soit le cautionnement d'un garant accompagné d'une garantie accessoire;
- d) soit l'autre forme de garantie qui est prescrite.

Présentation d'une requête au tribunal

(6) L'une ou l'autre des personnes suivantes peut présenter une requête à la Cour supérieure de justice pour qu'il soit statué sur la disposition d'un fonds en fiducie ou d'un bien :

- a) quiconque a reçu une ordonnance prise en vertu du paragraphe (1), s'il a un doute quant à son application au fonds en fiducie ou au bien;
- b) quiconque revendique un intérêt sur le fonds en fiducie ou le bien visé par l'ordonnance.

Avis

(7) S'il prend une ordonnance en vertu du présent article, le directeur peut enregistrer au bureau d'enregistrement immobilier compétent un avis indiquant qu'une ordonnance visée au paragraphe (1) a été délivrée et qu'elle peut toucher des biens-fonds de la personne mentionnée dans l'avis. L'avis a le même effet que l'enregistrement d'un certificat d'affaire en instance, sauf que le directeur peut le révoquer ou le modifier par écrit.

Cancellation or discharge application

(8) A registrant or former registrant in respect of which an order is made under subsection (1) or any person having an interest in land in respect of which a notice is registered under subsection (7) may apply to the Tribunal for cancellation in whole or in part of the order or for discharge in whole or in part of the registration.

Disposition by Tribunal

(9) The Tribunal shall dispose of the application after a hearing and may cancel the order or discharge the registration in whole or in part if the Tribunal finds,

- (a) that the order or registration is not required in whole or in part for the protection of clients or customers of the applicant or of other persons having an interest in the land; or
- (b) that the interests of other persons are unduly prejudiced by the order or registration.

Parties

(10) The applicant, the director and such other persons as the Tribunal may specify are parties to the proceedings before the Tribunal.

Court application

(11) If the director has made an order under subsection (1) or registered a notice under subsection (7), he or she may apply to the Superior Court of Justice for directions or an order relating to the disposition of assets, trust funds or land affected by the order or notice.

Notice not required

(12) An application by the director under this section may be made without notice to any other person.

PART VI CONDUCT AND OFFENCES

Duty of brokerage

26. A brokerage shall ensure that every salesperson and broker that the brokerage employs is carrying out their duties in compliance with this Act and the regulations.

Trust account

27. (1) Every brokerage shall maintain in Ontario an account designated as a trust account in a bank or authorized foreign bank within the meaning of section 2 of the *Bank Act* (Canada), a loan or trust corporation, a credit union, as defined in the *Credit Unions and Caisses Populaires Act, 1994* or the Province of Ontario Savings Office in which shall be deposited all money that comes into the brokerage's hands in trust for other persons in connection with the brokerage's business, and shall at all times keep the money separate and apart from money belonging to the brokerage and shall disburse the money only in accordance with the terms of the trust.

Requête en annulation ou en radiation

(8) La personne inscrite ou l'ancienne personne inscrite visée par une ordonnance prise en vertu du paragraphe (1), ou le titulaire d'un intérêt sur un bien-fonds à l'égard duquel un avis est enregistré en vertu du paragraphe (7), peut, par voie de requête, demander au Tribunal l'annulation de tout ou partie de l'ordonnance ou la radiation de tout ou partie de l'enregistrement.

Décision du Tribunal

(9) Le Tribunal doit décider de la requête après la tenue d'une audience et peut annuler l'ordonnance ou radier l'enregistrement, en totalité ou en partie, s'il conclut :

- a) soit que l'ordonnance ou l'enregistrement n'est pas en totalité ou en partie nécessaire pour protéger les clients du requérant ou les autres titulaires d'intérêts sur le bien-fonds;
- b) soit que l'ordonnance ou l'enregistrement porte indûment atteinte aux intérêts d'autres personnes.

Parties

(10) Le requérant, le directeur et les autres personnes que précise le Tribunal sont parties à l'instance tenue devant celui-ci.

Présentation d'une requête au tribunal

(11) Si le directeur a pris une ordonnance en vertu du paragraphe (1) ou a enregistré un avis en vertu du paragraphe (7), il peut, par voie de requête, demander à la Cour supérieure de justice de donner des directives ou de rendre une ordonnance quant à la disposition des fonds en fiducie, des biens ou des biens-fonds visés par l'ordonnance ou l'avis.

Avis non exigé

(12) Le directeur peut présenter une requête en vertu du présent article sans en aviser qui que ce soit.

PARTIE VI CONDUITE ET INFRACTIONS

Obligation de la maison de courtage

26. La maison de courtage veille à ce que chaque agent immobilier et courtier qu'elle emploie exerce ses fonctions conformément à la présente loi et aux règlements.

Compte en fiducie

27. (1) La maison de courtage tient en Ontario un compte en fiducie dans une banque ou une banque étrangère autorisée au sens de l'article 2 de la *Loi sur les banques* (Canada), une société de prêt ou de fiducie, une caisse au sens de la *Loi de 1994 sur les caisses populaires et les credit unions* ou à la Caisse d'épargne de l'Ontario, où sont déposées les sommes qui lui sont confiées en fiducie, dans le cadre de son entreprise, pour le compte d'autrui. La maison de courtage doit garder ces sommes séparées de ses propres fonds et ne peut en user que conformément aux dispositions de la fiducie.

Disclosure

(2) Brokerages shall fully and clearly disclose in writing to a person depositing trust money the terms on which the brokerage deposits the money, including whether the money is deposited in an interest bearing account and the interest rate that the brokerage receives on the money.

Interest

(3) Unless otherwise provided by contract, all interest on the trust money referred to in subsection (1) shall be paid to the beneficial owner of the trust money.

Entitlement unclear

(4) If a brokerage holds money in trust for a period of two years and entitlement to the money has not been determined or is unclear, the brokerage shall pay the money to,

- (a) the administrative authority; or
- (b) if there is no designated administrative authority, the Minister of Finance.

Unclaimed trust money

(5) If a brokerage holds money in trust for a period of one year after the person for whom it is held first became entitled to payment of the money and the person cannot be located, the brokerage shall pay the money to,

- (a) the administrative authority; or
- (b) if there is no designated administrative authority, the Minister of Finance.

Attempt to locate person entitled to payment of money

(6) Before the brokerage pays the money under subsection (5), the brokerage shall use reasonable efforts to locate the person entitled to the money being held in trust.

Information on entitlement

(7) When a brokerage pays money over under subsection (4) or (5), the brokerage shall provide to the administrative authority or to the Minister of Finance, as the case may be, as much information as the brokerage has in order to determine who is entitled to the trust money.

Money held in trust

(8) If the administrative authority has been paid money under clause (4) (a) or (5) (a), it shall hold the money in trust until the money is claimed by the person who is entitled to it or the money is transferred to the Minister of Finance under subsection (11).

Use of interest

(9) If money has been paid to the administrative authority under clause (4) (a) or (5) (a), the administrative authority shall allocate any interest that is earned after it has received the money to a separate account and may use the money from that account only to cover the costs of administering the trust fund and processing claims for the recovery of money held in trust.

Same

(10) If money to which clause (4) (a) or (5) (a) applies is held in an interest bearing account and the money is

Divulgence

(2) La maison de courtage divulgue entièrement et clairement par écrit à la personne qui lui confie des sommes en fiducie les conditions de leur dépôt, y compris la question de savoir si elles sont déposées dans un compte portant intérêt et le taux d'intérêt que la maison reçoit sur elles.

Intérêts

(3) Sauf stipulation contraire d'un contrat, les intérêts sur les sommes détenues en fiducie visées au paragraphe (1) sont versés au propriétaire bénéficiaire des sommes.

Droit incertain

(4) Si la maison de courtage détient des sommes en fiducie pendant deux ans et qu'il ne peut être établi qui y a droit ou que cela ne peut être précisé avec certitude, elle les verse :

- a) à l'organisme d'application;
- b) au ministre des Finances, en l'absence d'organisme d'application désigné.

Sommes détenues en fiducie non revendiquées

(5) Si la maison de courtage détient des sommes en fiducie pendant un an après la date à partir de laquelle la personne pour qui elle les détient y a droit et que cette personne est introuvable, elle les verse :

- a) à l'organisme d'application;
- b) au ministre des Finances, en l'absence d'organisme d'application désigné.

Efforts pour trouver la personne qui a droit aux sommes

(6) Avant de verser, en application du paragraphe (5), les sommes détenues en fiducie, la maison de courtage fait des efforts raisonnables pour trouver la personne qui y a droit.

Renseignements sur la personne qui a droit aux sommes

(7) Lorsqu'elle verse, en application du paragraphe (4) ou (5), des sommes détenues en fiducie, la maison de courtage fournit à l'organisme d'application ou au ministre des Finances, selon le cas, tous les renseignements qu'elle possède afin de déterminer qui y a droit.

Sommes détenues en fiducie

(8) Si l'organisme d'application reçoit des sommes en application de l'alinéa (4) a) ou (5) a), il doit les détenir en fiducie jusqu'à ce que la personne qui y a droit les revendique ou qu'elles soient transférées au ministre des Finances en application du paragraphe (11).

Affectation des intérêts

(9) Si l'organisme d'application reçoit des sommes en application de l'alinéa (4) a) ou (5) a), il doit affecter à un compte distinct les intérêts qui courent sur elles après qu'il les a reçues et il ne peut puiser dans ce compte que pour couvrir les coûts d'administration du fonds en fiducie et de traitement des demandes de recouvrement des sommes détenues.

Idem

(10) Si les sommes visées par l'alinéa (4) a) ou (5) a) sont détenues dans un compte portant intérêt et qu'elles

paid to the administrative authority, the administrative authority shall treat the money that is paid as a capital amount, and for purposes of subsection (9), interest shall be deemed not to be earned on the money until after the administrative authority has received it.

Unclaimed trust money to Minister of Finance

(11) If the administrative authority holds money that has been paid under clause (4) (a) or (5) (a) for a period of five years, the administrative authority shall pay the money to the Minister of Finance within one year after it has been held for the five-year period.

Attempt to locate person entitled to money

(12) The Minister or the administrative authority, as the case may be, shall use reasonable efforts to locate the person entitled to the money paid under subsection (5).

Rights preserved

(13) The payment of money held in trust to the Minister of Finance or the administrative authority is made without any prejudice to the rights of any person to claim entitlement to the trust money.

Payment

(14) The Minister of Finance or the administrative authority that receives money under subsection (4) or (5) shall pay it to the person entitled to the money.

Transition

(15) If a person who was registered as a broker under the *Real Estate and Business Brokers Act* immediately before that Act is repealed is holding money to which subsection (4) or (5) would apply if they were in force for the period specified in the subsection or for a longer period immediately before this section is proclaimed into force, within one year after this section has come into force, the person deemed to be a brokerage under subsection 49 (2) shall pay the money to,

- (a) the administrative authority; or
- (b) if there is no designated administrative authority, the Minister of Finance.

Notice of changes to registrar

28. (1) Every brokerage shall, within five days after the event, notify the registrar in writing of,

- (a) any change in address for service;
- (b) in the case of a corporation or partnership, any change in the officers or directors; and
- (c) the date of commencement or termination of the employment of every broker and salesperson and, in the case of termination of employment of a broker or salesperson, the reason for the termination.

Same

(2) Every broker or salesperson shall, within five days after the event, notify the registrar in writing of,

sont versées à l'organisme d'application, ce dernier doit les considérer comme un montant en capital et, pour l'application du paragraphe (9), les intérêts sont réputés ne pas courir sur elles tant qu'il ne les a pas reçues.

Transfert des sommes non revendiquées au ministre des Finances

(11) Si l'organisme d'application détient les sommes qui ont été versées en application de l'alinéa (4) a) ou (5) a) pendant une période de cinq ans, il les verse au ministre des Finances dans l'année qui suit la fin de cette période.

Efforts pour trouver la personne qui a droit aux sommes

(12) Le ministre ou l'organisme d'application, selon le cas, fait des efforts raisonnables pour trouver la personne qui a droit aux sommes versées en application du paragraphe (5).

Maintien des droits

(13) Le versement des sommes détenues en fiducie au ministre des Finances ou à l'organisme d'application ne porte pas atteinte aux droits de quiconque de les revendiquer.

Païement

(14) S'il reçoit des sommes en application du paragraphe (4) ou (5), le ministre des Finances ou l'organisme d'application les verse à la personne qui y a droit.

Disposition transitoire

(15) La personne qui était inscrite à titre de courtier sous le régime de la *Loi sur le courtage commercial et immobilier* immédiatement avant l'abrogation de cette loi, qui, immédiatement avant la proclamation de l'entrée en vigueur du présent article, a détenu des sommes, auxquelles s'appliquerait le paragraphe (4) ou (5) s'il était en vigueur, pendant la période précisée à ce paragraphe ou pendant une période plus longue, et qui est réputée une maison de courtage en application du paragraphe 49 (2) verse les sommes dans l'année qui suit l'entrée en vigueur du présent article :

- a) à l'organisme d'application;
- b) au ministre des Finances, en l'absence d'organisme d'application désigné.

Remise d'un avis de changement au registraire

28. (1) La maison de courtage avise par écrit le registraire de ce qui suit, dans les cinq jours :

- a) tout changement de son adresse aux fins de signification;
- b) tout changement de dirigeants ou d'administrateurs, dans le cas d'une personne morale ou d'une société de personnes;
- c) la date à laquelle débute l'emploi de chacun de ses courtiers et agents immobiliers, la date à laquelle il prend fin et le motif, dans ce dernier cas.

Idem

(2) Le courtier ou l'agent immobilier avise par écrit le registraire de ce qui suit, dans les cinq jours :

- (a) any change in address for service; and
- (b) the commencement or termination of his or her employment by a brokerage and the date of the commencement or termination.

Timing

(3) The registrar shall be deemed to have been notified on the day on which he or she is actually notified or, where the notification is by mail, on the day of mailing.

Financial statements

(4) Every brokerage shall, when required by the registrar with the approval of the director, file a financial statement showing the matters specified by the registrar and signed by the broker of record and certified by a person licensed under the *Public Accountancy Act*.

Confidential

(5) The information contained in a financial statement filed under subsection (4) is confidential and no person shall otherwise than in the ordinary course of the person's duties communicate any such information or allow access to the financial statement.

Carrying on business as sole proprietor

29. (1) A brokerage carrying on business alone through an individual broker shall carry on business in the name of the broker and shall not use any description or device that would indicate that the brokerage's business is being carried on by more than one person or by a corporation.

Exception

(2) Despite subsection (1), a surviving or remaining partner may carry on business in the name of the original partnership if the surviving or remaining partner publishes on all letterhead, circulars and advertisements used in connection with the business the fact that the surviving or remaining partner is the sole proprietor.

Restrictions re: employees

30. No brokerage shall,

- (a) employ another brokerage's broker or salesperson to trade in real estate or permit such broker or salesperson to act on the brokerage's behalf;
- (b) employ an unregistered person to perform a function for which registration is required; or
- (c) pay any commission or other remuneration to a person referred to in clause (a) or (b).

Restrictions re: brokers and salespersons

31. (1) No broker or salesperson shall trade in real estate on behalf of any brokerage other than the brokerage which employs the broker or salesperson.

Same

(2) No broker or salesperson is entitled to or shall accept any commission or other remuneration for trading in

- a) tout changement de son adresse aux fins de signification;
- b) le début ou la fin de son emploi auprès d'une maison de courtage ainsi que la date pertinente.

Date de remise de l'avis

(3) Le registrateur est réputé avoir été avisé à la date de réception effective de l'avis ou, si celui-ci est envoyé par la poste, à la date de mise à la poste.

États financiers

(4) Sur demande du registrateur qu'a approuvée le directeur, la maison de courtage dépose un état financier qui indique les points précisés par le registrateur, est signé par le courtier responsable et est certifié par une personne titulaire d'un permis délivré en vertu de la *Loi sur la comptabilité publique*.

Confidentialité

(5) Les renseignements contenus dans l'état financier déposé en application du paragraphe (4) sont confidentiels. Nul ne doit, sauf dans l'exercice normal de ses fonctions, les communiquer ni permettre l'accès à l'état financier.

Exploitation d'une entreprise à titre de propriétaire unique

29. (1) La maison de courtage qui exploite son entreprise seule par l'entremise d'un courtier unique le fait sous le nom de ce dernier et ne doit pas utiliser quelque description ou autre moyen qui donnerait lieu de croire que son entreprise est exploitée par plus d'une personne ou par une personne morale.

Exception

(2) Malgré le paragraphe (1), l'associé qui reste ou l'associé survivant peut exploiter l'entreprise sous la raison sociale de la société de personnes d'origine s'il divulgue le fait qu'il en est le propriétaire unique sur les circulaires, lettres à en-tête et annonces utilisées relativement à son entreprise.

Restrictions : employés

30. Nulle maison de courtage ne doit, selon le cas :

- a) employer un courtier ou un agent immobilier d'une autre maison de courtage pour mener des opérations immobilières, ni permettre à un tel courtier ou agent immobilier d'agir pour son compte;
- b) employer une personne non inscrite pour exercer une fonction pour laquelle l'inscription est exigée;
- c) verser une commission ou une autre rémunération à une personne visée à l'alinéa a) ou b).

Restrictions : courtiers et agents immobiliers

31. (1) Nul courtier ou agent immobilier ne doit mener des opérations immobilières pour le compte d'une maison de courtage autre que celle qui l'emploie.

Idem

(2) Nul courtier ou agent immobilier n'a droit à une commission ou à une autre rémunération, ni ne doit en

real estate from any person except the brokerage which employs the broker or salesperson.

Statement respecting interest

32. (1) Unless the registrant first delivers to all other parties to the agreement a written statement that he, she or it is a brokerage, broker or salesperson, as the case may be, and the other parties have acknowledged receipt of the statement in writing, no registrant shall, either directly or indirectly,

- (a) purchase, lease, exchange or otherwise acquire for himself, herself, or itself, any interest in real estate or make an offer to do so; or
- (b) divest himself, herself, or itself of any interest in real estate, or make an offer to do so.

Details if property listed

(2) If real estate in respect of which a registrant is required to give a statement under subsection (1) is listed with the brokerage or, in the case of a broker or salesperson, is listed with the brokerage by which the broker or salesperson is employed, the statement shall include,

- (a) full disclosure of all facts within the registrant's knowledge that affect or will affect the value of the real estate; and
- (b) the particulars of any negotiation or agreement by or on behalf of the registrant for the sale, exchange, lease or other disposition of any interest in the real estate to any other person.

Prohibition re: breaking contract

33. (1) No registrant shall induce any party to an agreement for purchase and sale or an agreement for rental of real estate to break the agreement for the purpose of entering into another such agreement.

Date of signing

(2) Every salesperson and broker shall make all reasonable efforts to ensure that a person signing an agreement in respect of a trade in real estate sets out the date upon which the signature was affixed.

Commission

(3) Unless agreed to in writing by the vendor, no brokerage is entitled to claim commission or other remuneration from the vendor in respect of a trade in real estate if the real estate is, to the knowledge of the brokerage, covered by an unexpired listing agreement with another brokerage.

Falsifying information

34. No registrant shall falsify, assist in falsifying or induce or counsel another person to falsify or assist in falsifying any information or document relating to a trade in real estate.

accepter une, de qui que ce soit, pour avoir mené des opérations immobilières, sauf de la part de la maison de courtage qui l'emploie.

Déclaration : intérêt

32. (1) A moins d'avoir remis à toutes les autres parties à la convention une déclaration écrite selon laquelle elle a la qualité de maison de courtage, de courtier ou d'agent immobilier, selon le cas, et à moins que ces autres parties n'aient accusé réception par écrit de la déclaration, nulle personne inscrite ne doit, directement ou indirectement :

- a) ni acquérir pour son compte, notamment par achat, location à bail ou échange, un intérêt sur un bien immobilier, ou faire d'offre en ce sens;
- b) ni se dessaisir d'un intérêt sur un bien immobilier ou faire d'offre en ce sens.

Renseignements : cas où le bien est inscrit

(2) Si le bien immobilier qui fait l'objet de la déclaration que la personne inscrite doit remettre en application du paragraphe (1) est inscrit auprès de la maison de courtage ou, dans le cas d'un courtier ou d'un agent immobilier, auprès de la maison de courtage qui l'emploie, la déclaration comprend :

- a) d'une part, la divulgation complète de tous les faits dont la personne inscrite a connaissance et qui influent ou influenceront sur la valeur du bien immobilier;
- b) d'autre part, les détails des négociations menées ou de la convention conclue par la personne inscrite ou pour son compte, en vue de la disposition, notamment par vente, échange ou location à bail, d'un intérêt sur le bien immobilier en faveur d'une autre personne.

Interdiction de rompre le contrat

33. (1) Nulle personne inscrite ne doit inciter une partie à une convention d'achat-vente ou de location d'un bien immobilier à la rompre dans le but d'en conclure une nouvelle.

Date de la signature

(2) Chaque agent immobilier et chaque courtier fait tous les efforts raisonnables pour que quiconque signe une convention à l'égard d'une opération immobilière y indique la date à laquelle il a apposé sa signature.

Commission

(3) Sauf du consentement écrit du vendeur, nulle maison de courtage n'a le droit de demander que celui-ci lui verse une commission ou une autre rémunération à l'égard d'une opération immobilière si, à la connaissance de la maison de courtage, le bien immobilier fait l'objet d'une convention d'inscription encore en cours conclue avec une autre maison de courtage.

Falsification des renseignements

34. Nulle personne inscrite ne doit falsifier ou aider à falsifier des renseignements ou des documents ayant trait à une opération immobilière, ni inciter une autre personne à le faire ou à aider à le faire, ni le lui conseiller.

Furnishing false information

35. No registrant shall furnish, assist in furnishing or induce or counsel another person to furnish or assist in furnishing any false or deceptive information or documents relating to a trade in real estate.

Commission and remuneration, scale

36. (1) All commission or other remuneration payable to a brokerage in respect of a trade in real estate shall be either an agreed amount or percentage of the sale price or rental price, as the case may be, but not both and, if there is no agreement as to the amount of the commission, the rate of commission or other remuneration or other basis or amount of remuneration shall be that generally prevailing in the community where the real estate is located.

Same

(2) If the commission payable in respect of a trade in real estate is expressed as a percentage of the sale price or rental price, the percentage does not have to be fixed but may be expressed as a series of percentages that decrease at specified amounts as the sale price or rental price increases.

Same

(3) No registrant shall request or enter into an arrangement for the payment of a commission or any other remuneration based on the difference between the price at which real estate is listed for sale or rental and the actual sale price or rental price, as the case may be, of the real estate, nor is a registrant entitled to retain any commission or other remuneration computed upon any such basis.

False advertising

37. No registrant shall make false, misleading or deceptive statements in any advertisement, circular, pamphlet or material published by any means relating to trading in real estate.

Order of registrar re: false advertising

38. (1) If the registrar believes on reasonable grounds that a registrant is making a false, misleading or deceptive statement in any advertisement, circular, pamphlet or material published by any means, the registrar may,

- (a) order the cessation of the use of such material;
- (b) order the registrant to retract the statement or publish a correction of equal prominence to the original publication; or
- (c) order both a cessation described in clause (a) and a retraction or correction described in clause (b).

Procedures

(2) Section 14 applies with necessary modifications to an order under this section in the same manner as to a proposal by the registrar to refuse a registration.

Communication de faux renseignements

35. Nulle personne inscrite ne doit fournir ou aider à fournir des renseignements ou des documents faux ou trompeurs ayant trait à une opération immobilière, ni inciter une autre personne à le faire ou à aider à le faire, ni le lui conseiller.

Barème de commissions et de rémunération

36. (1) La commission ou l'autre rémunération payable à une maison de courtage à l'égard d'une opération immobilière constitue soit une somme convenue, soit un pourcentage convenu du prix de vente ou du loyer, selon le cas, mais non les deux. À défaut d'un accord à cet effet, le taux de la commission ou de l'autre rémunération, ou son mode de calcul ou son montant, est celui qui a généralement cours dans la localité où est situé le bien immobilier.

Idem

(2) Si la commission payable à l'égard d'une opération immobilière est exprimée en pourcentage du prix de vente ou du loyer, ce pourcentage n'a pas à être un taux fixe, mais peut être une série de pourcentages allant décroissant par paliers précisés au fur et à mesure que le prix de vente ou le loyer augmente.

Idem

(3) Nulle personne inscrite ne doit demander le versement d'une commission ou de toute autre rémunération fondée sur l'écart entre le prix de vente ou le loyer inscrit d'un bien immobilier et le prix de vente ou le loyer véritable, selon le cas, ni conclure d'arrangement à cet effet. La personne inscrite n'a pas non plus le droit de retenir une commission ou autre rémunération calculée en fonction d'un tel écart.

Publicité mensongère

37. Une personne inscrite ne doit pas faire de déclarations fausses, mensongères ou trompeuses dans une annonce, une circulaire, une brochure ou un document, publié de quelque façon que ce soit, qui concerne les opérations immobilières.

Ordonnance du registrateur : publicité mensongère

38. (1) S'il a des motifs raisonnables de croire que la personne inscrite fait une déclaration fausse, mensongère ou trompeuse dans une annonce, une circulaire, une brochure ou un document publié de quelque façon que ce soit, le registrateur peut :

- a) soit ordonner la cessation de l'utilisation de ces documents;
- b) soit lui ordonner de rétracter la déclaration ou de publier une correction de même importance que l'original;
- c) soit ordonner à la fois la cessation visée à l'alinéa a) et la rétractation ou la correction visée à l'alinéa b).

Procédure

(2) L'article 14 s'applique, avec les adaptations nécessaires, à une ordonnance visée au présent article de la même manière qu'à l'intention du registrateur de refuser une inscription.

Effect

(3) The order of the registrar shall take effect immediately, but the Tribunal may grant a stay until the registrar's order becomes final.

Pre-approval

(4) If the registrant does not appeal an order under this section or if the order or a variation of it is upheld by the Tribunal, the registrant shall, upon the request of the registrar, submit all statements in any advertisement, circular, pamphlet or material to be published by any means to the registrar for approval before publication for such period as may be prescribed.

Restraining orders

39. (1) If it appears to the director that a person is not complying with this Act or the regulations or an order made under this Act, the director may apply to the Superior Court of Justice for an order directing that person to comply, and, upon the application, the court may make such order as the court thinks fit.

Same

(2) Subsection (1) applies in addition to any other procedures that may be available to the director, whether or not the director has exercised his or her rights under such procedures.

Appeal

(3) An appeal lies to the Divisional Court from an order made under subsection (1).

Offence

40. (1) A person is guilty of an offence who,
- (a) furnishes false information in any application under this Act or in any statement or return required under this Act;
 - (b) fails to comply with any order, other than an order made under section 21, direction or other requirement under this Act; or
 - (c) contravenes or fails to comply with any section of this Act or the regulations made under the Act, other than a code of ethics established by the Minister under section 50.

Brokerages

(2) An officer or director of a brokerage is guilty of an offence who fails to take reasonable care to prevent the brokerage from committing an offence mentioned in subsection (1).

Penalties

(3) An individual who is convicted of an offence under this Act is liable to a fine of not more than \$50,000 or to imprisonment for a term of not more than two years less a day, or both, and a corporation that is convicted of an

Effet

(3) L'ordonnance du registrateur entre en vigueur immédiatement; toutefois, le Tribunal peut surseoir à son exécution jusqu'à ce qu'elle devienne définitive.

Approbation préalable

(4) Si elle n'interjette pas appel de l'ordonnance visée au présent article ou que le Tribunal confirme l'ordonnance dans sa version originale ou modifiée, la personne inscrite, à la demande du registrateur, soumet à son approbation pendant la période prescrite, et ce avant sa publication, toute déclaration faite dans une annonce, une circulaire, une brochure ou un document semblable qui doit être publié de quelque façon que ce soit.

Ordonnance de ne pas faire

39. (1) S'il lui semble qu'une personne n'observe pas la présente loi, les règlements ou une ordonnance prise ou rendue en vertu de celle-ci, le directeur peut demander, par voie de requête, à la Cour supérieure de justice de rendre une ordonnance lui enjoignant de les observer. Sur présentation de la requête, la Cour peut rendre l'ordonnance qu'elle estime indiquée.

Idem

(2) Le paragraphe (1) s'applique en plus des autres recours dont dispose le directeur, qu'il ait exercé ou non les droits que lui confèrent ces recours.

Appel

(3) Il peut être interjeté appel de l'ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1) devant la Cour divisionnaire.

Infraction

40. (1) Est coupable d'une infraction quiconque, selon le cas :
- a) fournit de faux renseignements, soit dans une demande ou une requête présentée en vertu de la présente loi, soit dans une déclaration ou un rapport qu'exige la présente loi;
 - b) n'observe pas une ordonnance prise ou rendue, une directive donnée ou une autre exigence imposée en vertu de la présente loi, à l'exception d'une ordonnance prise en vertu de l'article 21;
 - c) contrevient à un article de la présente loi ou de ses règlements d'application, à l'exception d'un code de déontologie établi par le ministre en vertu de l'article 50, ou ne l'observe pas.

Maisons de courtage

(2) Est coupable d'une infraction le dirigeant ou l'administrateur d'une maison de courtage qui ne prend pas de précaution raisonnable pour l'empêcher de commettre une infraction prévue au paragraphe (1).

Peines

(3) Le particulier qui est déclaré coupable d'une infraction prévue par la présente loi est passible d'une amende maximale de 50 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de deux ans moins un jour, ou d'une seule de

offence under this Act is liable to a fine of not more than \$250,000.

Limitation

(4) No proceeding under this section shall be commenced more than two years after the facts upon which the proceeding is based first came to the knowledge of the director.

Orders for compensation, restitution

41. (1) If a person is convicted of an offence under this Act, the court making the conviction may, in addition to any other penalty, order the person convicted to pay compensation or make restitution.

If insurance has paid

(2) If an order is made in a person's favour under subsection (1) and that person has already received compensation or restitution from an insurer, the person ordered to pay the compensation or make restitution shall deliver the amount to the insurer.

Default in payment of fines

42. (1) If a fine payable as a result of a conviction for an offence under this Act is in default for at least 60 days, the director may disclose to a consumer reporting agency the name of the defaulter, the amount of the fine and the date the fine went into default.

If payment made

(2) Within 10 days after the director has notice that the fine has been paid in full, the director shall inform the consumer reporting agency of the payment.

Transition

(3) If a fine is payable as a result of a conviction under the *Real Estate and Business Brokers Act*, despite the repeal of that Act, the director may treat the fine as if it is payable as a result of a conviction under this Act, and subsections (1) and (2) apply to such a fine in like manner as they apply to a fine payable for a conviction under this Act.

Liens and charges

43. (1) If a fine payable as a result of a conviction for an offence under this Act is in default for at least 60 days, the director may by order create a lien against the property of the person who is liable to pay the fine.

Liens on personal property

(2) If the lien created by the director under subsection (1) relates to personal property,

- (a) the *Personal Property Security Act*, except Part V, applies with necessary modifications to the lien, despite clause 4 (1) (a) of that Act;

ces peines. La personne morale qui est déclarée coupable d'une telle infraction est passible d'une amende maximale de 250 000 \$.

Prescription

(4) Est irrecevable l'instance introduite en vertu du présent article plus de deux ans après que les faits sur lesquels elle se fonde sont venus à la connaissance du directeur pour la première fois.

Ordonnance : indemnité ou restitution

41. (1) Le tribunal qui déclare une personne coupable d'une infraction prévue par la présente loi peut, en plus de toute autre peine, lui ordonner de verser une indemnité ou d'effectuer une restitution.

Cas où l'assureur a payé

(2) Si une ordonnance est rendue en faveur d'une personne en vertu du paragraphe (1) et qu'un assureur lui a déjà versé une indemnité ou a déjà effectué la restitution en sa faveur, la personne à qui il est ordonné de verser l'indemnité ou d'effectuer la restitution remet la somme à l'assureur.

Défaut de paiement d'amende

42. (1) En cas de défaut de paiement, depuis au moins 60 jours, d'une amende payable par suite d'une déclaration de culpabilité pour infraction à la présente loi, le directeur peut divulguer à une agence de renseignements sur le consommateur le nom de la personne en défaut, le montant de l'amende et la date à laquelle son paiement est en défaut.

Paiement effectué

(2) Dans les 10 jours qui suivent la date à laquelle il a connaissance du paiement intégral de l'amende, le directeur en informe l'agence de renseignements sur le consommateur.

Disposition transitoire

(3) Si une amende est payable par suite d'une déclaration de culpabilité prononcée en application de la *Loi sur le courtage commercial et immobilier*, le directeur peut, malgré l'abrogation de cette loi, traiter l'amende comme si elle était payable par suite d'une déclaration de culpabilité prononcée en application de la présente loi, et les paragraphes (1) et (2) s'appliquent alors à l'amende de la même manière qu'ils s'appliquent à une amende payable par suite d'une déclaration de culpabilité prononcée en application de la présente loi.

Privilèges et charges

43. (1) En cas de défaut de paiement, depuis au moins 60 jours, d'une amende payable par suite d'une déclaration de culpabilité pour infraction à la présente loi, le directeur peut, par ordonnance, créer un privilège sur les biens de la personne en cause.

Privilèges sur des biens meubles

(2) Si le privilège créé par le directeur en vertu du paragraphe (1) concerne des biens meubles :

- a) la *Loi sur les sûretés mobilières*, à l'exclusion de la partie V, s'applique, avec les adaptations nécessaires, au privilège, malgré l'alinéa 4 (1) a) de cette loi;

- (b) the lien shall be deemed to be a security interest that has attached for the purposes of the *Personal Property Security Act*; and
- (c) the director may perfect the security interest referred to in clause (b) for the purposes of the *Personal Property Security Act* by the registration of a financing statement under that Act.

Liens and charges on real property

(3) If the lien created by the director under subsection (1) relates to real property, the director may register the lien against the property of the person liable to pay the fine in the proper land registry office and on registration, the obligation under the lien becomes a charge on the property.

Initiation of sale proceedings prohibited

(4) The director shall not initiate sale proceedings in respect of any real property against which he or she has registered a lien under subsection (3).

Proceeds of sale

(5) If a lien is perfected by registration under subsection (2) or is registered against real property under subsection (3) and the related real or personal property is sold, the director shall ensure that the funds he or she receives as a result of the sale are used to pay the fine.

Discharge of lien

(6) Within 10 days after the director has knowledge of the payment in full of the fine, the director shall,

- (a) discharge the registration of any financing statement registered under clause (2) (c); and
- (b) register a discharge of a charge created on registration of a lien under subsection (3).

PART VII GENERAL

Matters confidential

44. (1) Every person exercising any power or carrying out any duties related to the administration of this Act and the regulations shall preserve secrecy with respect to all matters that come to his, her or its knowledge in the course of exercising those powers or carrying out those duties and shall not communicate any such matters to any person except,

- (a) as may be required in connection with the administration of this Act and the regulations, including any proceedings under this Act;
- (b) to a ministry, department or agency of a government engaged in the administration of legislation similar to this Act or legislation that protects consumers or to any entity to which the administration of legislation similar to this Act or legislation that protects consumers has been assigned;

- b) le privilège est réputé une sûreté qui grève les biens meubles pour l'application de la *Loi sur les sûretés mobilières*;
- c) le directeur peut rendre la sûreté visée à l'alinéa b) opposable pour l'application de la *Loi sur les sûretés mobilières* en enregistrant un état de financement en application de cette loi.

Privileges and charges sur des biens immeubles

(3) Si le privilège créé par le directeur en vertu du paragraphe (1) concerne un bien immeuble de la personne tenue de payer l'amende, le directeur peut l'enregistrer à l'égard du bien au bureau d'enregistrement immobilier compétent et l'obligation qui découle du privilège devient une charge sur le bien au moment de son enregistrement.

Interdiction : démarches visant la vente

(4) Le directeur ne doit pas entreprendre de démarches visant la vente d'un bien immeuble à l'égard duquel il a enregistré un privilège en vertu du paragraphe (3).

Produit de la vente

(5) Si un privilège est rendu opposable par enregistrement en vertu du paragraphe (2) ou qu'il est enregistré à l'égard d'un bien immeuble en vertu du paragraphe (3) et que le bien qu'il vise est vendu, le directeur veille à ce que les sommes qu'il reçoit par suite de la vente soient affectées au paiement de l'amende.

Mainlevée du privilège

(6) Dans les 10 jours qui suivent la date à laquelle il a connaissance du paiement intégral de l'amende, le directeur :

- a) d'une part, donne mainlevée de l'enregistrement de l'état de financement enregistré en vertu de l'alinéa (2) c);
- b) d'autre part, enregistre une mainlevée de la charge créée au moment de l'enregistrement d'un privilège en application du paragraphe (3).

PARTIE VII DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Confidentialité

44. (1) Quiconque exerce des pouvoirs ou des fonctions qui se rapportent à l'application de la présente loi et des règlements est tenu au secret à l'égard de toute question venant à sa connaissance à ce titre et ne doit rien en divulguer à qui que ce soit, sauf, selon le cas :

- a) dans la mesure où l'exige l'application de la présente loi et des règlements, y compris toute instance introduite en vertu de la présente loi;
- b) à un ministère ou organisme d'un gouvernement chargé de l'application de textes législatifs semblables à la présente loi ou de textes législatifs qui protègent les consommateurs, ou à toute entité à laquelle a été confiée l'application de tels textes;

- (c) to a prescribed entity or organization if the purpose for the communication is consumer protection;
- (d) to a law enforcement agency;
- (e) to his or her counsel; or
- (f) with the consent of the person to whom the matter relates.

Testimony

(2) No person to whom subsection (1) applies shall be required to give testimony in any civil proceeding with regard to information obtained in the course of his or her duties under this Act except in a proceeding under this Act.

Service

45. (1) Any notice, order or request is sufficiently given or served if it is,

- (a) delivered personally;
- (b) sent by registered mail; or
- (c) sent by another manner if the sender can prove receipt of the notice, order or request.

Deemed service

(2) If service is made by registered mail, the service shall be deemed to be made on the third day after the day of mailing unless the person on whom service is being made establishes that the person did not, acting in good faith, through absence, accident, illness or other cause beyond the person's control, receive the notice or order until a later date.

Exception

(3) Despite subsections (1) and (2), the Tribunal may order any other method of service it considers appropriate in the circumstances.

Fees

46. (1) The Minister may by order establish fees that are payable under this Act in respect of registration, renewal of registration, late filings and other administrative matters.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply if there is a designated administrative authority.

Non-application of the *Regulations Act*

(3) An order made under this section is not a regulation for the purposes of the *Regulations Act*.

Certificate as evidence

47. (1) For all purposes in any proceeding, a statement purporting to be certified by the director is, without proof of the office or signature of the director, admissible in evidence as proof in the absence of evidence to the contrary, of the facts stated in it in relation to,

- (a) the registration or non-registration of any person;

- c) à une entité ou organisation prescrite, si la divulgation a pour objet la protection des consommateurs;
- d) à un organisme chargé de l'exécution de la loi;
- e) à son avocat;
- f) avec le consentement de la personne à laquelle se rapporte la question.

Témoignage

(2) Nulle personne visée par le paragraphe (1) ne doit être contrainte à témoigner dans une instance civile relativement à des renseignements obtenus dans l'exercice des fonctions que lui attribue la présente loi, sauf dans une instance introduite en vertu de celle-ci.

Signification

45. (1) Les avis, ordonnances et demandes sont suffisamment remis ou signifiés s'ils sont :

- a) soit remis à personne;
- b) soit envoyés par courrier recommandé;
- c) soit envoyés d'une autre manière si l'expéditeur peut en prouver la réception.

Signification réputée faite

(2) La signification faite par courrier recommandé est réputée faite le troisième jour qui suit la date de la mise à la poste, à moins que le destinataire ne démontre que, agissant de bonne foi, il n'a reçu l'avis ou l'ordonnance qu'à une date ultérieure pour cause d'absence, d'accident ou de maladie ou pour un autre motif indépendant de sa volonté.

Exception

(3) Malgré les paragraphes (1) et (2), le Tribunal peut ordonner le recours à tout autre mode de signification qu'il estime indiqué dans les circonstances.

Droits

46. (1) Le ministre peut, par arrêté, fixer les droits qui sont payables en application de la présente loi à l'égard de l'inscription, du renouvellement d'inscription, du dépôt tardif de documents et d'autres questions administratives.

Exception

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas s'il y a un organisme d'application désigné.

Non-application de la *Loi sur les règlements*

(3) Les arrêtés pris en vertu du présent article ne sont pas des règlements pour l'application de la *Loi sur les règlements*.

Déclaration admissible en preuve

47. (1) Les déclarations concernant l'une ou l'autre des questions suivantes qui se présentent comme étant attestées par le directeur sont admissibles en preuve dans toute instance comme preuve, en l'absence de preuve contraire, des faits qui y sont énoncés, sans qu'il soit nécessaire d'établir sa qualité officielle ni l'authenticité de sa signature :

- a) l'inscription ou la non-inscription d'une personne;

- (b) the filing or non-filing of any document or material required or permitted to be filed with the registrar;
- (c) the time when the facts upon which the proceedings are based first came to the knowledge of the director; or
- (d) any other matter pertaining to registration or non-registration of persons or to filing or non-filing of information.

Proof of document

(2) Any document made under this Act that purports to be signed by the director or a certified copy of the document is admissible in evidence in any proceeding as proof, in the absence of evidence to the contrary, that the document is signed by the director without proof of the office or signature of the director.

Names of and information concerning registrants

48. (1) As required by regulation, the registrar shall make available to the public the names of registrants and other information, as prescribed, in respect of registrants.

Same

(2) The names of registrants shall be made available in the prescribed form and manner and with such information as is prescribed.

Transition

49. (1) Despite the repeal of the *Real Estate and Business Brokers Act*, any person who was registered as a broker or salesperson under that Act immediately before this Act is proclaimed into force shall be deemed to be registered as a broker or salesperson, as the case may be, under this Act until the person is required to renew their registration under this Act.

Same

(2) If a person was registered as a broker under the *Real Estate and Business Brokers Act* immediately before this Act is proclaimed into force and the person would be required to be registered as a brokerage under this Act, the person shall be deemed to be registered as a brokerage under this Act until the person is required to renew their registration under this Act.

PART VIII REGULATIONS

Minister's regulations

50. (1) The Minister may make regulations,
- (a) establishing a code of ethics for the purposes of subsection 21 (1);
 - (b) governing the jurisdiction and procedures of any committee established under this Act;
 - (c) respecting any matter that may be delegated by the Lieutenant Governor in Council under section 51.

- b) le dépôt ou le non-dépôt d'un document qui doit ou peut être déposé auprès du registraire;
- c) la date à laquelle les faits sur lesquels l'instance est fondée sont venus à la connaissance du directeur;
- d) toute autre question qui se rapporte à l'inscription ou à la non-inscription de personnes ou au dépôt ou au non-dépôt de renseignements.

Force probante des documents

(2) Les documents rédigés en application de la présente loi qui se présentent comme étant signés par le directeur ou leurs copies certifiées conformes sont admissibles en preuve dans toute instance comme preuve, en l'absence de preuve contraire, qu'ils sont signés par lui, sans qu'il soit nécessaire d'établir sa qualité officielle ni l'authenticité de sa signature.

Noms des personnes inscrites et renseignements les concernant

48. (1) Le registraire rend public le nom des personnes inscrites et les autres renseignements prescrits les concernant, selon ce qu'exigent les règlements.

Idem

(2) Le nom des personnes inscrites est rendu public sous la forme et de la manière prescrites et est accompagné des renseignements prescrits.

Dispositions transitoires

49. (1) Malgré l'abrogation de la *Loi sur le courtage commercial et immobilier*, quiconque était inscrit à titre de courtier ou d'agent immobilier sous le régime de cette loi immédiatement avant la proclamation de l'entrée en vigueur de la présente loi est réputé inscrit à titre de courtier ou d'agent immobilier, selon le cas, sous le régime de la présente loi jusqu'au moment où il doit renouveler son inscription en application de celle-ci.

Idem

(2) La personne qui était inscrite à titre de courtier sous le régime de la *Loi sur le courtage commercial et immobilier* immédiatement avant la proclamation de l'entrée en vigueur de la présente loi et qui serait tenue d'être inscrite à titre de maison de courtage sous le régime de celle-ci est réputée inscrite à titre de maison de courtage sous le régime de la présente loi jusqu'au moment où elle doit renouveler son inscription en application de celle-ci.

PARTIE VIII RÈGLEMENTS

Règlements du ministre

50. (1) Le ministre peut, par règlement :
- a) établir un code de déontologie pour l'application du paragraphe 21 (1);
 - b) régir la compétence et la procédure de tout comité constitué en application de la présente loi;
 - c) traiter des questions que le lieutenant-gouverneur en conseil peut déléguer en vertu de l'article 51.

Delegation

(2) Despite subsection 3 (4) of the *Safety and Consumer Statutes Administration Act, 1996*, the Minister may, in writing, delegate to the board of the designated administrative authority the power to make some or all of the regulations under this section, subject to the approval of the Minister.

Approval

(3) The Minister may approve or refuse to approve the regulations but approval shall not be given unless, in his or her opinion, they have been made in accordance with the consultation criteria and process set out in the administrative agreement described in subsection 4 (1) of the *Safety and Consumer Statutes Administration Act, 1996*.

Revocation, transition

(4) The Minister may, in writing, revoke the delegation under this section but the revocation does not result in the revocation of the regulations, which remain valid and may be amended or revoked by the Minister.

Conflicts

(5) If there is a conflict between a regulation made under this section and a regulation made by the Lieutenant Governor in Council under section 51, the latter prevails.

General or particular

(6) A regulation under this section may be general or particular in its application.

Lieutenant Governor in Council regulations

51. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

1. exempting any person or class of persons or class of trades from any provision of this Act or the regulations and attaching conditions to an exemption;
2. respecting applications for registration or renewal of registration and prescribing conditions of registration;
3. prescribing educational requirements for registration and renewals of registration, establishing areas of specialization and prescribing different educational requirements for each area and establishing a certification process in respect of an area of specialization;
4. governing specialization in respect of brokerages that are corporations, including restricting or prohibiting the certification of corporations as specialists;
5. designating an entity as an authority to develop educational requirements and accredit institutions or programs to provide specialist certification;
6. respecting financial security requirements for brokerages, brokers and salespersons, including re-

Délégation

(2) Malgré le paragraphe 3 (4) de la *Loi de 1996 sur l'application de certaines lois traitant de sécurité et de services aux consommateurs*, le ministre peut déléguer par écrit au conseil d'administration de l'organisme d'application désigné le pouvoir de prendre, sous réserve de son approbation, certains ou la totalité des règlements visés au présent article.

Approbation

(3) Le ministre peut approuver ou refuser d'approuver les règlements, mais il ne doit les approuver que s'il estime qu'ils ont été pris conformément aux critères et au processus de consultation énoncés dans l'accord d'application visé au paragraphe 4 (1) de la *Loi de 1996 sur l'application de certaines lois traitant de sécurité et de services aux consommateurs*.

Révocation : disposition transitoire

(4) Le ministre peut révoquer par écrit la délégation faite en vertu du présent article. Toutefois, cette révocation n'entraîne pas l'abrogation des règlements, qui demeurent valides et qu'il peut modifier ou abroger.

Incompatibilité

(5) Les règlements que le lieutenant-gouverneur en conseil prend en application de l'article 51 l'emportent sur tout règlement incompatible pris en application du présent article.

Portée

(6) Les règlements pris en application du présent article peuvent avoir une portée générale ou particulière.

Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil

51. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

1. soustraire une personne, une catégorie de personnes ou une catégorie d'opérations à l'application d'une disposition de la présente loi ou des règlements et assortir toute dispense de conditions;
2. traiter des demandes d'inscription ou de renouvellement d'inscription, et prescrire les conditions de l'inscription;
3. prescrire des exigences en matière de formation liées à l'inscription et à son renouvellement, établir des domaines de spécialisation, prescrire des exigences en matière de formation différentes pour chaque domaine et établir un processus d'agrément à l'égard d'un domaine de spécialisation;
4. régir la spécialisation dans le cas des maisons de courtage qui sont des personnes morales, y compris restreindre ou interdire l'agrément de personnes morales à titre de spécialistes;
5. désigner une entité comme organisme chargé d'élaborer les exigences en matière de formation et d'agréer les établissements ou les programmes de préparation à l'agrément des spécialistes;
6. traiter des exigences en matière de sûreté financière qui s'appliquent aux maisons de courtage,

quiring them to be bonded or insured or have collateral security, and prescribing the forfeiture of bonds, the disposition of proceeds and other terms related to the financial security requirements;

7. if there is a requirement that brokerages, brokers or salespersons be insured, prescribing the minimum amount of insurance for which they must be insured and prescribing the insurers with which they must be insured;
8. governing the documents, records and trust accounts that must be kept by brokerages, including the manner and location in which they are kept and the time periods for retaining such information and authorizing the registrar to specify the location at which they must be kept;
9. prescribing the responsibilities of brokers of record, brokerages, brokers or salespersons;
10. requiring registrants to provide information to the registrar concerning persons other than the registrants in order to assist in determining whether such persons are or may be interested persons;
11. prescribing procedures and other matters related to complaints under section 19;
12. respecting inspections and investigations under this Act;
13. governing the composition and manner of appointment of the members of the discipline committee and appeals committee;
14. requiring registrants to provide, on request and in the prescribed circumstances, proof of registration and prescribing the nature of the proof and the manner in which it is to be provided;
15. respecting the manner in which and the frequency with which decisions of the discipline committee and appeals committee are made available to the public;
16. varying the manner in which a notice under subsection 25 (7) or a lien under subsection 43 (3) is registered as a result of technological or electronic changes in the filing of documents in the land registry office;
17. prescribing information that must be provided to the registrar and requiring that specified information be verified by affidavit;
18. governing the activities of registrants including,
 - i. prescribing matters that must be disclosed and when they must be disclosed in the course of a trade in real estate, including matters related to any holdings in brokerages other than the

aux courtiers et aux agents immobiliers, y compris exiger qu'ils fournissent un cautionnement, qu'ils soient assurés ou qu'ils disposent de garanties accessoires, et prescrire la réalisation des cautionnements, la disposition du produit et les autres conditions relatives aux exigences en matière de sûreté financière;

7. s'il est exigé que les maisons de courtage, les courtiers ou les agents immobiliers soient assurés, prescrire la somme assurée minimale et prescrire les assureurs auprès de qui ils doivent souscrire l'assurance;
8. régir les documents, dossiers et comptes en fiducie que doivent tenir les maisons de courtage, y compris la manière dont ils sont tenus, l'endroit où ils le sont et leur délai de conservation, et autoriser le registrateur à préciser l'endroit où ils doivent être conservés;
9. prescrire les responsabilités des courtiers responsables, des maisons de courtage, des courtiers ou des agents immobiliers;
10. exiger qu'une personne inscrite fournisse des renseignements au registrateur au sujet d'autres personnes pour l'aider à déterminer si ces personnes sont ou peuvent être des personnes intéressées;
11. prescrire la marche à suivre et d'autres questions relatives aux plaintes présentées en vertu de l'article 19;
12. traiter des inspections et des enquêtes prévues par la présente loi;
13. régir la composition du comité de discipline et du comité d'appel ainsi que le mode de nomination de leurs membres;
14. exiger que les personnes inscrites, sur demande et dans les circonstances prescrites, fournissent une preuve d'inscription et prescrire la nature de la preuve et la manière dont elle doit être fournie;
15. traiter de la manière dont les décisions du comité de discipline et du comité d'appel sont rendues publiques et de la fréquence à laquelle elles doivent l'être;
16. modifier la manière dont un avis visé au paragraphe 25 (7) ou un privilège visé au paragraphe 43 (3) est enregistré par suite des changements technologiques ou électroniques survenus dans le mode de dépôt de documents au bureau d'enregistrement immobilier;
17. prescrire les renseignements qui doivent être fournis au registrateur et exiger que les renseignements précisés soient appuyés d'un affidavit;
18. régir les activités des personnes inscrites, y compris :
 - i. prescrire les questions qui doivent être divulguées au cours d'une opération immobilière et le moment où elles doivent l'être, y compris les questions relatives aux intérêts que

brokerage by which they are employed, in the case of salespersons and brokers, or in other brokerages, in the case of brokerages and the conditions under which such disclosures may be required,

- ii. setting out the manner in which trust accounts are wound down when a brokerage's registration ends,
 - iii. regulating advertising and representations or promises intended to induce a trade in real estate,
 - iv. regulating listing agreements, representation agreements and specific types of representation agreements,
 - v. prescribing conditions that must be met before commissions or other remuneration may be charged or collected,
 - vi. prescribing statements that are to be provided in respect of any trade in real estate, the content of the statement, the manner in which the statement is to be provided, the circumstances under which a statement is not required and the consequences of failing to provide a statement,
 - vii. setting out obligations of a brokerage, broker and salesperson that follow the acceptance of an offer to sell, purchase, exchange, lease or rent real estate;
19. governing the conduct of registrants when they represent more than one party in a trade;
20. requiring that any information required under this Act be in a form approved by the director, the registrar or the Minister, as specified in the regulation;
21. prescribing matters that must be disclosed by brokers and salespersons to the brokerages by which they are employed and to brokerages that are prospective employers and the conditions under which such disclosures are required;
22. requiring the registrar to make available to the public the names of registrants and prescribing the form and manner in which the names of registrants are made available and prescribing other information in respect of registrants that may be made available to the public;
23. requiring registrants to maintain business premises that comply with the prescribed rules;
24. providing for any transitional matter necessary for the effective implementation of this Act or the regulations;
25. delegating any matter that may be the subject of a regulation under this section to the Minister;

détiennent les personnes inscrites dans des maisons de courtage autres que celle qui les emploie, dans le cas d'agents immobiliers et de courtiers, ou dans d'autres maisons de courtage, dans le cas de maisons de courtage, et les conditions dans lesquelles ces divulgations peuvent être exigées,

- ii. établir la façon dont les comptes en fiducie sont liquidés lorsqu'une maison de courtage cesse d'être inscrite,
 - iii. réglementer la publicité et les assertions ou promesses visant à inciter à une opération immobilière,
 - iv. réglementer les conventions d'inscription, les conventions de représentation et des types précis de ces dernières,
 - v. prescrire les conditions qui doivent être réunies pour qu'une commission ou une autre rémunération puisse être exigée ou perçue,
 - vi. prescrire les déclarations qui doivent être fournies à l'égard d'une opération immobilière, la manière dont elles doivent l'être, leur contenu, les circonstances dans lesquelles elles ne sont pas exigées et les conséquences du défaut de les fournir,
 - vii. énoncer les obligations qui incombent à une maison de courtage, à un courtier ou à un agent immobilier après l'acceptation d'une offre de vente, d'achat, d'échange ou de location d'un bien immobilier;
19. régir la conduite d'une personne inscrite lorsqu'elle représente plus d'une partie à une opération;
20. exiger que tout renseignement exigé en vertu de la présente loi se présente sous la forme qu'approuve le directeur, le registrateur ou le ministre, selon ce que précise le règlement;
21. prescrire les questions que les courtiers et les agents immobiliers doivent divulguer aux maisons de courtage qui les emploient ou qui sont des employeurs éventuels, et les conditions dans lesquelles ces divulgations sont exigées;
22. exiger que le registrateur rende public le nom des personnes inscrites et prescrire la forme sous laquelle et la manière dont il doit le faire, et prescrire les autres renseignements les concernant qui peuvent être rendus publics;
23. exiger que les personnes inscrites tiennent des locaux commerciaux qui soient conformes aux règles prescrites;
24. prévoir toute mesure de transition nécessaire à la mise en application efficace de la présente loi ou des règlements;
25. déléguer au ministre toute question qui peut faire l'objet d'un règlement pris en application du présent article;

26. prescribing rules relating to addresses for service under the Act;
27. prescribing any matter or thing that this Act refers to as being prescribed or in accordance with the regulations;
28. governing the application of the *Electronic Commerce Act, 2000* or any part of that Act to this Act.

Residual authority to act

(2) Despite any delegation to the Minister under paragraph 25 of subsection (1) and without having to revoke the delegation, the Lieutenant Governor in Council continues to have authority to make regulations in respect of the matter that is the subject of the delegation.

Revocation, transition

(3) The Lieutenant Governor in Council may, in writing, revoke a delegation to the Minister under this section, but the revocation shall not result in the revocation of any regulation made by the Minister under the delegation and the regulation remains valid and may be amended or revoked by regulation made by the Lieutenant Governor in Council.

Making regulation not revocation

(4) The making of a regulation to which subsection (2) applies by the Lieutenant Governor in Council shall not constitute the revocation of a delegation under this section unless the regulation so specifies.

General or particular

(5) A regulation under this section may be general or particular in its application.

PART IX COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

Commencement

52. The Act set out in this Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

53. The short title of the Act set out in this Schedule is the *Real Estate and Business Brokers Act, 2002*.

26. prescrire des règles relatives aux adresses aux fins de signification pour l'application de la présente loi,
27. prescrire toute question ou chose que la présente loi mentionne comme étant prescrite ou devant être conforme aux règlements;
28. régir l'application de la *Loi de 2000 sur le commerce électronique* ou d'une partie de cette loi à la présente loi.

Pouvoir résiduel d'agir

(2) Malgré toute délégation qu'il fait au ministre en vertu de la disposition 25 du paragraphe (1) et sans avoir à révoquer la délégation, le lieutenant-gouverneur en conseil conserve le pouvoir de prendre des règlements à l'égard de la question qui fait l'objet de la délégation.

Révocation : mesure transitoire

(3) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut révoquer par écrit la délégation faite en faveur du ministre en vertu du présent article. Toutefois, cette révocation n'entraîne pas l'abrogation des règlements qu'a pris le ministre en vertu de la délégation, lesquels demeurent valides et peuvent être modifiés ou abrogés par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.

Non une révocation de la délégation

(4) La prise d'un règlement auquel s'applique le paragraphe (2) par le lieutenant-gouverneur en conseil n'entraîne la révocation d'une délégation faite en vertu du présent article que si le règlement le précise.

Portée

(5) Les règlements pris en application du présent article peuvent avoir une portée générale ou particulière.

PARTIE IX ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

Entrée en vigueur

52. La loi figurant à la présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

53. Le titre abrégé de la loi figurant à la présente annexe est *Loi de 2002 sur le courtage commercial et immobilier*.

**SCHEDULE D
TRAVEL INDUSTRY ACT, 2002****CONTENTS****PART I
DEFINITIONS AND APPLICATION**

1. Definitions

**PART II
OFFICERS**

2. Director
3. Registrar

**PART III
PROHIBITIONS
RE: PRACTICE**

4. Prohibition against acting as a travel agent or travel wholesaler unless registered
5. Changes: corporations
6. Offices of travel agents
7. Registration a requirement to bring action

**PART IV
REGISTRATION**

8. Registration
9. Registration of corporations
10. Refusal to register or renew, suspension, etc.
11. Notice re: refusal, suspension, etc.
12. Immediate suspension
13. Requirements for hearing request
14. Further application
15. Notice of transfer of shares

**PART V
COMPLAINTS, INSPECTION
AND DISCIPLINE**

16. Complaints
17. Inspection by registrar
18. Discipline proceedings
19. Appointment of investigators
20. Search warrant
21. Searches in exigent circumstances
22. Appointment of receiver and manager
23. Freeze order

**PART VI
CONDUCT AND OFFENCES**

24. Notice of changes to registrar
25. Liability for deposits
26. Falsifying information
27. Furnishing false information
28. False advertising
29. Order of registrar re: false advertising
30. Restraining orders
31. Offence
32. Orders for compensation, restitution
33. Default in payment of fines
34. Liens and charges

**ANNEXE D
LOI DE 2002 SUR LE SECTEUR DU VOYAGE****SOMMAIRE****PARTIE I
DÉFINITIONS ET CHAMP D'APPLICATION**

1. Définitions

**PARTIE II
FONCTIONNAIRES**

2. Directeur
3. Registrateur

**PARTIE III
INTERDICTIONS CONCERNANT
L'EXERCICE DE LA PROFESSION**

4. Interdiction d'agir en qualité d'agent de voyages ou de voyageur sans être inscrit
5. Changements au sein des personnes morales
6. Bureaux d'agents de voyages
7. Inscription exigée pour intenter une action

**PARTIE IV
INSCRIPTION**

8. Inscription
9. Inscription des personnes morales
10. Refus d'inscription ou de renouvellement, suspension
11. Avis : refus, suspension
12. Suspension immédiate
13. Exigences relatives à la demande d'audience
14. Demande ultérieure
15. Avis de transfert d'actions

**PARTIE V
PLAINTES, INSPECTIONS
ET MESURES DISCIPLINAIRES**

16. Plaintes
17. Inspection par le registrateur
18. Instances disciplinaires
19. Nomination d'enquêteurs
20. Mandat de perquisition
21. Perquisitions en cas d'urgence
22. Nomination d'un administrateur-séquestre
23. Ordonnance de blocage

**PARTIE VI
CONDUITE ET INFRACTIONS**

24. Remise d'un avis de changement au registrateur
25. Remboursement des acomptes
26. Falsification des renseignements
27. Communication de faux renseignements
28. Publicité mensongère
29. Ordonnance du registrateur : publicité mensongère
30. Ordonnance de ne pas faire
31. Infraction
32. Ordonnance : indemnité ou restitution
33. Défaut de paiement d'amende
34. Privilèges et charges

**PART VII
GENERAL**

- 35. Matters confidential
- 36. Service
- 37. Fees
- 38. Certificate as evidence
- 39. Names and information concerning registrants
- 40. Transition

**PART VIII
TRAVEL INDUSTRY
COMPENSATION FUND**

- 41. Compensation fund

**PART IX
REGULATIONS**

- 42. Minister's regulations
- 43. Lieutenant Governor in Council regulations

**PART X
COMMENCEMENT AND SHORT TITLE**

- 44. Commencement
- 45. Short title

**PART I
DEFINITIONS AND APPLICATION****Definitions**

1. (1) In this Act,

"administrative authority" means the administrative authority as designated under section 3 of the *Safety and Consumer Statutes Administration Act, 1996* for the purpose of administering this Act; ("organisme d'application")

"equity share" means, in respect of a corporation, a share of a class or series of shares of a corporation that carries a voting right either under all circumstances or under circumstances that have occurred and are continuing; ("action participante")

"Fund" means the Travel Industry Compensation Fund continued under section 41; ("Fonds")

"Minister" means the Minister of Consumer and Business Services or such other member of the Executive Council to whom the administration of this Act is assigned; ("ministre")

"officer" includes the chair and any vice-chair of the board of directors, the president and any vice-president, the secretary and assistant secretary, the treasurer and assistant treasurer and the general manager and the assistant general manager of the corporation or a partner or general manager and assistant general manager of a partnership, any other individual designated as an officer by by-law or resolution or any other individual who performs functions normally performed by an individual occupying such office; ("dirigeant")

"prescribed" means prescribed by regulations made under this Act; ("prescrit")

**PARTIE VII
DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

- 35. Confidentialité
- 36. Signification
- 37. Droits
- 38. Déclaration admissible en preuve
- 39. Noms des personnes inscrites et renseignements les concernant
- 40. Dispositions transitoires

**PARTIE VIII
FONDS D'INDEMNISATION
DU SECTEUR DU VOYAGE**

- 41. Fonds d'indemnisation

**PARTIE IX
RÈGLEMENTS**

- 42. Règlements du ministre
- 43. Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil

**PARTIE X
ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ**

- 44. Entrée en vigueur
- 45. Titre abrégé

**PARTIE I
DÉFINITIONS ET CHAMP D'APPLICATION****Définitions**

1. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«action participante» Relativement à une personne morale, s'entend d'une action d'une de ses catégories ou séries d'actions qui sont assorties d'un droit de vote en toutes circonstances ou dans certaines circonstances qui se sont produites et qui se poursuivent. («equity share»)

«agent de voyages» Personne qui fournit moyennant contrepartie, à des consommateurs, des services de voyages assurés par une autre personne. («travel agent»)

«dirigeant» S'entend en outre du président et d'un vice-président du conseil d'administration, du président, d'un vice-président, du secrétaire, du secrétaire adjoint, du trésorier, du trésorier adjoint, du directeur général et du directeur général adjoint de la personne morale, de l'associé, du directeur général et du directeur général adjoint d'une société de personnes, des autres particuliers désignés à titre de dirigeant par règlement administratif ou résolution, ou des autres particuliers qui exercent des fonctions qu'exerce normalement le titulaire d'un tel poste. («officer»)

«Fonds» Le Fonds d'indemnisation du secteur du voyage créé en vertu de l'article 41. («Fund»)

«ministre» Le ministre des Services aux consommateurs et aux entreprises ou l'autre membre du Conseil exécutif qui est chargé de l'application de la présente loi. («Minister»)

«organisme d'application» L'organisme d'application qui est désigné aux fins de l'application de la présente loi en vertu de l'article 3 de la *Loi de 1996 sur l'ap-*

“registrant” means a travel agent or a travel wholesaler who is registered as a travel agent or a travel wholesaler or as both under this Act; (“personne inscrite”)

“travel agent” means a person who sells, to consumers, travel services provided by another person; (“agent de voyages”)

“travel services” means transportation, sleeping accommodation or other services for the use of a traveller, tourist or sightseer; (“service de voyages”)

“travel wholesaler” means a person who acquires rights to travel services for the purpose of resale to a travel agent or who carries on the business of dealing with travel agents or travel wholesalers for the sale of travel services provided by another person; (“voyagiste”)

“Tribunal” means the Licence Appeal Tribunal established under the *Licence Appeal Tribunal Act, 1999* or such other tribunal as may be prescribed. (“Tribunal”)

Associated shareholders

(2) For purposes of this Act, one shareholder is associated with another shareholder in any of the following circumstances:

1. One shareholder is a corporation of which the other shareholder is an officer or director.
2. One shareholder is a partnership of which the other shareholder is a partner.
3. Both shareholders are partners of the same partnership.
4. One shareholder is a corporation that is controlled directly or indirectly by the other shareholder.
5. Both shareholders are corporations and one shareholder is controlled directly or indirectly by the same person who controls directly or indirectly the other shareholder.
6. Both shareholders are members of a voting trust and the trust relates to shares of the corporation.
7. Both shareholders are associated within the meaning of paragraphs 1 to 6 with the same person.

PART II OFFICERS

Director

2. (1) Subject to subsection (2), a director shall be appointed for the purposes of this Act and a maximum of two deputy directors may be appointed,

- (a) by the board of the administrative authority; or
- (b) by the Minister if there is no designated administrative authority.

application de certaines lois traitant de sécurité et de services aux consommateurs. («administrative authority»)

«personne inscrite» Agent de voyages ou voyagiste inscrit à l'un ou l'autre de ces titres ou aux deux sous le régime de la présente loi. («registrant»)

«prescrit» Prescrit par les règlements pris en application de la présente loi. («prescribed»)

«service de voyages» Transport, hébergement pour la nuit ou autre service offert à un voyageur, un touriste ou un excursionniste. («travel services»)

«Tribunal» Le Tribunal d'appel en matière de permis créé en application de la *Loi de 1999 sur le Tribunal d'appel en matière de permis* ou l'autre tribunal qui est prescrit. («Tribunal»)

«voyagiste» Personne qui acquiert des droits relatifs à un service de voyages dans le but de le fournir à un agent de voyages ou dont l'entreprise consiste à traiter avec des agents de voyages ou d'autres voyagistes en vue de la fourniture de services de voyages assurés par une autre personne. («travel wholesaler»)

Actionnaires associés

(2) Pour l'application de la présente loi, un actionnaire est associé avec un autre actionnaire dans l'un ou l'autre des cas suivants :

1. L'un d'eux est une personne morale dont l'autre est un dirigeant ou un administrateur.
2. L'un d'eux est une société de personnes dont l'autre est un associé.
3. Les deux sont des associés de la même société de personnes.
4. L'un d'eux est une personne morale qui est contrôlée, directement ou indirectement, par l'autre.
5. Les deux sont des personnes morales qui sont contrôlées, directement ou indirectement, par la même personne.
6. Les deux sont parties à une convention de vote fiduciaire afférente aux actions de la personne morale.
7. Les deux sont associés, au sens des dispositions 1 à 6, avec la même personne.

PARTIE II FONCTIONNAIRES

Directeur

2. (1) Sous réserve du paragraphe (2), un directeur doit être nommé pour l'application de la présente loi et un maximum de deux directeurs adjoints peuvent être nommés :

- a) par le conseil d'administration de l'organisme d'application;
- b) par le ministre, en l'absence d'organisme d'application désigné.

Director cannot be registrar

(2) A person appointed as the registrar or a deputy registrar under subsection 3 (1) shall not be appointed as the director or a deputy director under subsection (1).

Deputy director, duties

(3) A deputy director shall perform such duties as are assigned by the director and shall act as director in his or her absence.

Deputy director

(4) If more than one deputy director is appointed, only one deputy director may act as the director under subsection (3) at any one time.

Registrar

3. (1) Subject to subsection (2), a registrar shall be appointed for the purposes of this Act and a maximum of two deputy registrars may be appointed,

- (a) by the board of the administrative authority; or
- (b) by the deputy minister to the Minister if there is no designated administrative authority.

Registrar cannot be director

(2) A person appointed as the director or deputy director under subsection 2 (1) shall not be appointed as the registrar or a deputy registrar under subsection (1).

Powers and duties

(3) The registrar shall exercise the powers and perform the duties imposed on him or her under this Act under the supervision of the director and a deputy registrar shall perform such duties as are assigned by the registrar and shall act as the registrar in the registrar's absence.

Deputy registrar

(4) If more than one deputy registrar is appointed, only one deputy registrar may act as the registrar under subsection (3) at any one time.

PART III PROHIBITIONS RE: PRACTICE

Prohibition against acting as a travel agent or travel wholesaler unless registered

4. (1) No person shall act or hold himself, herself or itself out as being available to act,
- (a) as a travel agent unless the person is registered as a travel agent under this Act; or
 - (b) as a travel wholesaler unless the person is registered as a travel wholesaler under this Act.

Exemption

(2) Despite subsection (1), a person who is exempt from registration by regulation and is not registered under this Act may act as a travel agent or travel wholesaler or

Interdiction du cumul

(2) La personne nommée registrateur ou registrateur adjoint en application du paragraphe 3 (1) ne doit pas être nommée directeur ou directeur adjoint en application du paragraphe (1).

Fonctions du directeur adjoint

(3) Le ou les directeurs adjoints exercent les fonctions que leur attribue le directeur et le remplacent en son absence.

Directeur adjoint

(4) S'il y a plus d'un directeur adjoint, un seul peut remplacer le directeur en application du paragraphe (3) à un moment donné.

Registrateur

3. (1) Sous réserve du paragraphe (2), un registrateur doit être nommé pour l'application de la présente loi et un maximum de deux registrateurs adjoints peuvent être nommés :

- a) par le conseil d'administration de l'organisme d'application;
- b) par le sous-ministre du ministre, en l'absence d'organisme d'application désigné.

Interdiction du cumul

(2) La personne nommée directeur ou directeur adjoint en application du paragraphe 2 (1) ne doit pas être nommée registrateur ou registrateur adjoint en application du paragraphe (1).

Pouvoirs et fonctions

(3) Le registrateur exerce, sous la supervision du directeur, les pouvoirs et fonctions que lui attribue la présente loi. Le ou les registrateurs adjoints exercent les fonctions que leur attribue le registrateur et le remplacent en son absence.

Registrateur adjoint

(4) S'il y a plus d'un registrateur adjoint, un seul peut remplacer le registrateur en application du paragraphe (3) à un moment donné.

PARTIE III INTERDICTIONS CONCERNANT L'EXERCICE DE LA PROFESSION

Interdiction d'agir en qualité d'agent de voyages ou de voyageur sans être inscrit

4. (1) Nul ne doit agir ou se faire passer comme étant disposé à agir :
- a) soit en qualité d'agent de voyages à moins d'être inscrit à ce titre sous le régime de la présente loi;
 - b) soit en qualité de voyageur à moins d'être inscrit à ce titre sous le régime de la présente loi.

Exemption

(2) Malgré le paragraphe (1), les personnes qui sont dispensées d'inscription par règlement et ne sont pas inscrites sous le régime de la présente loi peuvent agir en

carry out such activities of a travel agent or travel wholesaler as are prescribed.

Changes: corporations

5. (1) A change in the officers or directors of a corporation registered as a travel agent or travel wholesaler may be made only with the consent of the registrar.

Same: partnerships

(2) A change in the membership of a partnership shall be deemed to create a new partnership for the purpose of registration.

Offices of travel agents

6. (1) No travel agent shall conduct business from a place at which the public is invited to deal unless the place is named as an office in the travel agent's registration.

Branch offices

(2) If more than one office is named in the registration, one shall be designated as the main office and the remainder as branch offices.

Same

(3) A travel agent or applicant for registration as a travel agent is entitled to have any place of business specified by the travel agent or applicant named in the registration except such branch offices as are in contravention of the regulations.

Registration a requirement to bring action

7. No action shall be brought against a consumer of travel services for a commission or other remuneration in relation to the provision of those services unless at the time of rendering the services the person bringing the action was registered or exempt from registration under this Act and the court may stay any such action upon motion.

PART IV REGISTRATION

Registration

8. (1) An applicant that meets the prescribed conditions and has the prescribed requirements is entitled to registration or renewal of registration by the registrar unless the applicant or an interested person in respect of the applicant is carrying on activities that are, or will be if the applicant is registered, in contravention of this Act or the regulations or unless,

- (a) having regard to the applicant's financial position or the financial position of an interested person in respect of the applicant, the applicant cannot reasonably be expected to be financially responsible in the conduct of business;
- (b) the past conduct of the applicant or of an interested person in respect of the applicant affords reasonable grounds for belief that the applicant will not carry on business in accordance with law and with integrity and honesty;

qualité d'agent de voyages ou de voyageur ou en exercer les activités.

Changements au sein des personnes morales

5. (1) Les dirigeants ou les administrateurs d'une personne morale inscrite à titre d'agent de voyages ou de voyageur ne peuvent être changés qu'avec le consentement du registraire.

Idem : société de personnes

(2) Tout changement de la composition d'une société de personnes est réputé en créer une nouvelle aux fins de l'inscription.

Bureaux d'agents de voyages

6. (1) Nul agent de voyages ne doit exploiter une entreprise dans un lieu où le public est appelé à faire des affaires, à moins que ce lieu ne soit désigné comme bureau dans son inscription.

Succursales

(2) Si l'inscription fait mention de plus d'un bureau, l'un d'eux est désigné comme bureau principal et les autres comme succursales.

Idem

(3) L'agent de voyages ou l'auteur d'une demande d'inscription à ce titre a le droit de désigner l'établissement de son choix dans l'inscription, à l'exclusion des succursales qui contreviennent aux règlements.

Inscription exigée pour intenter une action

7. Est irrecevable l'action en recouvrement d'une commission ou d'une autre rémunération pour des services de voyages rendus qui est intentée à l'encontre de leur bénéficiaire, sauf si, à l'époque où ces services ont été rendus, la personne qui intente l'action était inscrite sans le régime de la présente loi ou en était dispensée par celle-ci. Le tribunal peut surseoir à une telle action sur présentation d'une motion à cet effet.

PARTIE IV INSCRIPTION

Inscription

8. (1) L'auteur d'une demande qui satisfait aux conditions prescrites et répond aux exigences prescrites a le droit d'être inscrit ou de faire renouveler son inscription par le registraire à moins que lui-même ou une personne intéressée à son égard n'exerce des activités qui contreviennent à la présente loi ou aux règlements ou qui y contreviendront s'il est inscrit, ou que l'une ou l'autre des éventualités suivantes se présente :

- a) compte tenu de sa situation financière ou de celle d'une personne intéressée à son égard, il n'y a pas raisonnablement lieu de s'attendre à ce qu'il pratique une saine gestion financière dans l'exploitation de son entreprise;
- b) sa conduite antérieure ou celle d'une personne intéressée à son égard offre des motifs raisonnables de croire qu'il n'exploitera pas son entreprise conformément à la loi ni avec intégrité et honnêteté;

- (c) the applicant or an employee or agent of the applicant makes a false statement or provides a false statement in an application for registration or for renewal of registration; or
- (d) the applicant is a corporation and,
 - (i) is incorporated without share capital,
 - (ii) having regard to its financial position or the financial position of an interested person in respect of the corporation, the applicant cannot reasonably be expected to be financially responsible in the conduct of its business,
 - (iii) having regard to the financial position of its officers or directors or of an interested person in respect of its officers or directors, the applicant cannot reasonably be expected to be financially responsible in the conduct of its business,
 - (iv) the past conduct of its officers or directors or of an interested person in respect of its officers or directors or of an interested person in respect of the corporation affords reasonable grounds for belief that its business will not be carried on in accordance with the law and with integrity and honesty, or
 - (v) an officer or director of the corporation makes a false statement or provides a false statement in an application for registration or for renewal of registration.

Conditions

(2) A registration is subject to such conditions as are consented to by the applicant or registrant, as are applied by the registrar under section 10, as are ordered by the Tribunal or as are prescribed.

Registration not transferable

(3) A registration is not transferable.

Integrity

(4) Without restricting the generality of clause (1) (b) and subclause (1) (d) (iv), a conviction for an offence under sections 126, 127 and 128 of the *Immigration and Refugee Protection Act* (Canada) is sufficient grounds for the purpose of those provisions.

Interested person

(5) For the purposes of this section, a person shall be deemed to be an interested person in respect of another person if the person is an associated shareholder of the person or if, in the opinion of the registrar,

- (a) the person has or may have a beneficial interest in the other person's business;
- (b) the person exercises or may exercise control either directly or indirectly over the other person; or
- (c) the person has provided or may have provided financing either directly or indirectly to the other person's business.

- c) lui-même ou un de ses employés ou mandataires fait ou fournit une fausse déclaration dans une demande d'inscription ou de renouvellement d'inscription;
- d) il s'agit d'une personne morale et, selon le cas :
 - (i) il est constitué en personne morale sans capital-actions,
 - (ii) compte tenu de sa situation financière ou de celle d'une personne intéressée à son égard, il n'y a pas raisonnablement lieu de s'attendre à ce qu'il pratique une saine gestion financière dans l'exploitation de son entreprise,
 - (iii) compte tenu de la situation financière de ses dirigeants ou administrateurs ou de celle d'une personne intéressée à leur égard, il n'y a pas raisonnablement lieu de s'attendre à ce qu'il pratique une saine gestion financière dans l'exploitation de son entreprise,
 - (iv) la conduite antérieure de ses dirigeants ou administrateurs ou celle d'une personne intéressée à leur égard ou à son propre égard offre des motifs raisonnables de croire que son entreprise ne sera pas exploitée conformément à la loi ni avec intégrité et honnêteté,
 - (v) un de ses dirigeants ou administrateurs fait ou fournit une fausse déclaration dans une demande d'inscription ou de renouvellement d'inscription.

Conditions

(2) L'inscription est assujettie aux conditions qu'accepte l'auteur de la demande ou la personne inscrite, dont le registrateur l'a assortie en vertu de l'article 10, que le Tribunal impose par ordonnance ou qui sont prescrites.

Non-transférabilité

(3) Les inscriptions ne sont pas transférables.

Intégrité

(4) Sans préjudice de la portée générale de l'alinéa (1) b) et du sous-alinéa (1) d) (iv), une déclaration de culpabilité pour une infraction prévue aux articles 126, 127 et 128 de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* (Canada) constitue un motif suffisant pour l'application de ces dispositions.

Personne intéressée

(5) Pour l'application du présent article, une personne est réputée intéressée à l'égard d'une autre si elle est un de ses actionnaires associés ou que, de l'avis du registrateur :

- a) soit elle a ou peut avoir un intérêt bénéficiaire dans l'entreprise de l'autre personne;
- b) soit elle contrôle ou peut contrôler, directement ou indirectement, l'autre personne;
- c) soit elle a ou peut avoir fourni un financement, directement ou indirectement, à l'entreprise de l'autre personne.

Registration of corporations

9. (1) When it registers and on each renewal of its registration, a travel agent or travel wholesaler that is a corporation shall disclose to the registrar the identity of any shareholders or any associated shareholders that beneficially own or control 10 per cent or more of the equity shares issued and outstanding at the time of the registration or the renewal of registration, as the case may be.

Calculating number of shares

(2) In calculating the total number of equity shares of the corporation beneficially owned or controlled for the purposes of this section, the total number shall be calculated as the total number of all shares beneficially owned or controlled, but each share that carries the right to more than one vote shall be calculated as the number of shares equalling the total number of votes carried.

Refusal to register or renew, suspension, etc.

10. (1) Subject to section 11, the registrar may refuse to register an applicant or may suspend or revoke a registration or refuse to renew a registration if, in his or her opinion, the applicant or registrant is not eligible for registration under section 8 or the registrant is in breach of a condition of the registration.

Conditions

- (2) Subject to section 11, the registrar may,
- (a) approve the registration or renewal of a registration on such conditions as he or she considers appropriate; and
 - (b) at any time apply to a registration such conditions as he or she considers appropriate.

Notice re: refusal, suspension, etc.

11. (1) The registrar shall notify an applicant or registrant in writing if he or she proposes to,

- (a) refuse to grant or renew a registration;
- (b) suspend or revoke a registration;
- (c) apply conditions to a registration or renewal to which the applicant or registrant has not consented; or
- (d) refuse to name a branch office in a registration.

Content of notice

(2) The notice of proposal shall set out the reasons for the proposed action and shall state that the applicant or registrant is entitled to a hearing by the Tribunal if the applicant or registrant mails or delivers, within 15 days after service of the notice, a written request for a hearing to the registrar and to the Tribunal.

Service

(3) The notice of proposal shall be served on the applicant or registrant in accordance with section 36.

Inscription des personnes morales

9. (1) Au moment de son inscription et à chaque renouvellement de celle-ci, l'agent de voyages ou le voyageur qui est une personne morale divulgue au registrateur l'identité des actionnaires ou des actionnaires associés qui détiennent à titre bénéficiaire au moins 10 pour cent de ses actions participantes émises et en circulation au moment de l'inscription ou du renouvellement, selon le cas, ou qui exercent un contrôle sur une telle tranche.

Calcul des actions

(2) Pour l'application du présent article, il est tenu compte, dans le calcul du nombre total des actions participantes de la personne morale qui sont détenues à titre bénéficiaire ou sur lesquelles est exercé un contrôle, de toutes les actions concernées. Toutefois, les actions auxquelles est rattaché le droit à plus d'une voix sont comptées comme si leur nombre était égal au nombre total de voix qui leur est rattaché.

Refus d'inscription ou de renouvellement, suspension

10. (1) Sous réserve de l'article 11, le registrateur peut refuser d'inscrire l'auteur d'une demande ou peut suspendre, révoquer ou refuser de renouveler une inscription s'il est d'avis que l'auteur de la demande ou la personne inscrite n'a pas le droit d'être inscrit en application de l'article 8 ou que la personne inscrite enfreint une condition de son inscription.

Conditions

- (2) Sous réserve de l'article 11, le registrateur peut :
- a) d'une part, approuver l'inscription ou le renouvellement d'une inscription aux conditions qu'il estime appropriées;
 - b) d'autre part, en tout temps assortir une inscription des conditions qu'il estime appropriées.

Avis : refus, suspension

11. (1) Le registrateur avise par écrit l'auteur d'une demande ou une personne inscrite de son intention :

- a) soit de refuser d'accorder ou de renouveler l'inscription;
- b) soit de suspendre ou de révoquer l'inscription;
- c) soit d'assortir l'inscription ou le renouvellement de conditions que l'un ou l'autre n'a pas acceptées;
- d) soit de refuser de désigner une succursale dans l'inscription.

Contenu de l'avis

(2) L'avis d'intention énonce les motifs de la mesure envisagée et indique que l'auteur de la demande ou la personne inscrite a droit à une audience devant le Tribunal, à la condition de poster ou de remettre une demande écrite d'audience au registrateur et au Tribunal dans les 15 jours qui suivent la signification de l'avis.

Signification

(3) L'avis d'intention est signifié à l'auteur de la demande ou à la personne inscrite conformément à l'article 36.

If no request for hearing

(4) If an applicant or registrant does not request a hearing in accordance with subsection (2), the registrar may carry out the proposal.

Hearing

(5) If a hearing is requested, the Tribunal shall hold the hearing and may by order direct the registrar to carry out the registrar's proposal or substitute its opinion for that of the registrar and the Tribunal may attach conditions to its order or to a registration.

Parties

(6) The registrar, the applicant or registrant and such other persons as the Tribunal may specify are parties to the proceedings under this section.

Voluntary cancellation

(7) The registrar may cancel a registration upon the request in writing of the registrant and this section does not apply to the cancellation.

Continuation pending renewal

(8) If, within the time prescribed or, if no time is prescribed, before the expiry of the registrant's registration, the registrant has applied for renewal of a registration, met the prescribed conditions and paid the required fee, the registration shall be deemed to continue,

- (a) until the renewal is granted; or
- (b) if the registrant is served notice that the registrar proposes to refuse to grant the renewal, until the time for requesting a hearing has expired or, if a hearing is requested, until the Tribunal makes its order.

Immediate effect

(9) Even if a registrant appeals an order of the Tribunal under section 11 of the *Licence Appeal Tribunal Act, 1999*, the order takes effect immediately but the Tribunal may grant a stay until the disposition of the appeal.

Immediate suspension

12. (1) If the registrar proposes to suspend or revoke a registration under section 11 and if the registrar considers it in the public interest to do so, the registrar may by order temporarily suspend the registration.

Immediate effect

(2) An order under subsection (1) takes effect immediately.

Expiry of order

- (3) If a hearing is requested under section 11,
- (a) the order expires 15 days after the written request for a hearing is received by the Tribunal; or
- (b) the Tribunal may extend the time of expiration until the hearing is concluded, if a hearing is commenced within the 15-day period referred to in clause (a).

Aucune demande d'audience

(4) Le registrateur peut donner suite à son intention si l'auteur de la demande ou la personne inscrite ne demande pas d'audience conformément au paragraphe (2).

Audience

(5) Le Tribunal doit tenir l'audience s'il en est demandé une. Il peut, par ordonnance, enjoindre au registrateur de donner suite à son intention ou substituer son opinion à la sienne et peut assortir son ordonnance ou l'inscription de conditions.

Parties

(6) Le registrateur, l'auteur de la demande ou la personne inscrite et les autres personnes que précise le Tribunal sont parties à l'instance visée au présent article.

Radiation volontaire

(7) Le registrateur peut radier une inscription à la demande écrite de la personne inscrite. Dans ce cas, le présent article ne s'applique pas à la radiation.

Maintien jusqu'au renouvellement

(8) Si, dans le délai prescrit ou, à défaut, avant l'expiration de son inscription, la personne inscrite en demande le renouvellement, satisfait aux conditions prescrites et acquitte les droits exigés, son inscription est réputée en vigueur :

- a) soit jusqu'à ce que le renouvellement soit accordé;
- b) soit, si le registrateur lui signifie un avis de son intention de ne pas accorder le renouvellement, jusqu'à l'expiration du délai imparti pour demander une audience ou, si une audience est demandée, jusqu'à ce que le Tribunal rende son ordonnance.

Effet immédiat

(9) Même si la personne inscrite interjette appel d'une ordonnance du Tribunal en vertu de l'article 11 de la *Loi de 1999 sur le Tribunal d'appel en matière de permis*, l'ordonnance entre en vigueur immédiatement; toutefois, le Tribunal peut surseoir à son exécution jusqu'à ce qu'il soit statué sur l'appel.

Suspension immédiate

12. (1) Le registrateur peut ordonner la suspension temporaire d'une inscription s'il a l'intention de la suspendre ou de la révoquer en vertu de l'article 11 et qu'il estime qu'il est dans l'intérêt public de le faire.

Effet immédiat

(2) L'ordonnance prévue au paragraphe (1) entre en vigueur immédiatement.

Expiration de l'ordonnance

- (3) Si une audience est demandée en vertu de l'article 11 :
- a) l'ordonnance expire 15 jours après la réception de la demande écrite d'audience par le Tribunal;
- b) le Tribunal peut proroger la date d'expiration jusqu'à la conclusion de l'audience, si elle a débuté pendant le délai de 15 jours visé à l'alinéa a).

Same

(4) Despite subsection (3), if it is satisfied that the conduct of the registrant has delayed the commencement of the hearing, the Tribunal may extend the time of the expiration for the order,

- (a) until the hearing commences; and
- (b) once the hearing commences, until the hearing is concluded.

Requirements for hearing request

13. (1) A request for a hearing under section 11 is sufficiently served if delivered personally or sent by registered mail to the registrar and to the Tribunal.

Same

(2) If service is made by registered mail, it shall be deemed to be made on the third day after the day of mailing.

Other methods

(3) Despite subsection (1), the Tribunal may order any other method of service.

Further application

14. A person whose registration is refused, revoked or refused renewal may reapply for registration only if,

- (a) the time prescribed to reapply has passed since the refusal, revocation or refusal to renew; and
- (b) new or other evidence is available or it is clear that material circumstances have changed.

Notice of transfer of shares

15. (1) In addition to the disclosure required under section 9, every registrant that is a corporation shall notify the registrar in writing within 30 days after the issue or the transfer of any equity shares if the issue or transfer results in any one shareholder or any associated shareholders,

- (a) acquiring or accumulating beneficial ownership or control of 10 per cent or more of the total number of all issued and outstanding equity shares of the registrant; or
- (b) increasing such holding, if the shareholder or associated shareholders already beneficially owned or controlled 10 per cent or more of the total number of all issued and outstanding equity shares before the issue or transfer.

Same

(2) Despite subsection (1), if a registrant that is a corporation becomes aware of a transfer that otherwise falls into subsection (1) after the transfer has taken place, it shall notify the registrar in writing within 30 days after knowledge of the transfer comes to the attention of its officers or directors.

Idem

(4) Malgré le paragraphe (3), s'il est convaincu que la conduite de l'auteur de la demande a retardé le début de l'audience, le Tribunal peut proroger la date d'expiration de l'ordonnance :

- a) jusqu'au début de l'audience;
- b) une fois l'audience commencée, jusqu'à sa conclusion.

Exigences relatives à la demande d'audience

13. (1) La demande d'audience visée à l'article 11 est valablement signifiée si elle est remise à personne ou envoyée par courrier recommandé au registrateur et au Tribunal.

Idem

(2) La signification faite par courrier recommandé est réputée faite le troisième jour qui suit la date de la mise à la poste.

Autres modes

(3) Malgré le paragraphe (1), le Tribunal peut ordonner le recours à un autre mode de signification.

Demande ultérieure

14. La personne dont l'inscription est refusée ou révoquée ou qui se voit refuser le renouvellement de son inscription ne peut présenter une nouvelle demande d'inscription que si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le délai prescrit pour présenter une nouvelle demande s'est écoulé depuis le refus, la révocation ou le refus du renouvellement;
- b) il existe de nouvelles preuves ou des preuves supplémentaires ou il est évident que des circonstances importantes ont changé.

Avis de transfert d'actions

15. (1) Outre la divulgation exigée par l'article 9, chaque personne inscrite qui est une personne morale avise le registrateur par écrit dans les 30 jours qui suivent l'émission ou le transfert d'actions participantes, si cette émission ou ce transfert a pour résultat qu'un actionnaire ou des actionnaires associés :

- a) soit acquièrent, d'un seul coup ou progressivement, la propriété bénéficiaire ou le contrôle d'au moins 10 pour cent du total de ses actions participantes émises et en circulation;
- b) soit augmentent ce pourcentage, s'ils sont déjà propriétaires bénéficiaires d'au moins 10 pour cent du total des actions participantes émises et en circulation avant l'émission ou le transfert ou qu'ils exercent alors un contrôle sur une telle tranche.

Idem

(2) Malgré le paragraphe (1), si la personne inscrite qui est une personne morale apprend qu'un transfert visé par ailleurs à ce paragraphe a été effectué, elle en avise le registrateur par écrit dans les 30 jours qui suivent la date où le transfert est venu à la connaissance de ses dirigeants ou administrateurs.

Calculation of total number of equity shares

(3) In calculating the total number of equity shares of the corporation beneficially owned or controlled for the purpose of this section, the total number shall be calculated as the total of all the shares beneficially owned or controlled, but each share that carries the right to more than one vote shall be calculated as the number of shares equalling the total number of votes it carries.

**PART V
COMPLAINTS, INSPECTION
AND DISCIPLINE**

Complaints

16. (1) If the registrar receives a complaint about a registrant, the registrar may request information in relation to the complaint from any registrant.

Request for information

(2) A request for information under subsection (1) shall indicate the nature of the complaint.

Duty to comply with request

(3) A registrant who receives a written request for information shall provide the information as soon as practicable.

Procedures

(4) In handling complaints, the registrar may do any of the following, as appropriate:

1. Attempt to mediate or resolve the complaint.
2. Give the registrant a written warning that if the registrant continues with the activity that led to the complaint, action may be taken against the registrant.
3. Refer the matter, in whole or in part, to the discipline committee.
4. Take an action under section 10, subject to section 11.
5. Take further action as is appropriate in accordance with the Act.

Inspection by registrar

17. (1) The registrar or a person designated in writing by the registrar may conduct an inspection and may, as part of that inspection, enter and inspect at any reasonable time the business premises of a registrant, other than any part of the premises used as a dwelling, for the purpose of,

- (a) ensuring compliance with this Act and the regulations;
- (b) dealing with a complaint under section 16; or
- (c) ensuring the registrant remains entitled to registration.

Powers on inspection

- (2) While carrying out an inspection, an inspector,

Calcul des actions

(3) Pour l'application du présent article, il est tenu compte, dans le calcul du nombre total des actions participantes de la personne morale qui sont détenues à titre bénéficiaire ou sur lesquelles est exercé un contrôle, de toutes les actions concernées. Toutefois, les actions auxquelles est rattaché le droit à plus d'une voix sont comptées comme si leur nombre était égal au nombre total de voix qui leur est rattaché.

**PARTIE V
PLAINTES, INSPECTIONS
ET MESURES DISCIPLINAIRES**

Plaintes

16. (1) S'il reçoit une plainte au sujet d'une personne inscrite, le registrateur peut demander des renseignements sur la plainte à toute personne inscrite.

Demande de renseignements

(2) La demande de renseignements prévue au paragraphe (1) indique la nature de la plainte.

Conformité

(3) La personne inscrite qui reçoit une demande écrite de renseignements les fournit le plus tôt possible.

Marche à suivre

(4) Lorsqu'il traite les plaintes, le registrateur peut prendre n'importe laquelle des mesures suivantes, selon ce qui est approprié :

1. Tenter de régler la plainte ou de la résoudre par la médiation.
2. Donner à la personne inscrite un avertissement écrit portant que des mesures pourront être prises à son égard si elle poursuit l'activité qui a donné lieu à la plainte.
3. Renvoyer l'affaire, en totalité ou en partie, au comité de discipline.
4. Prendre une mesure prévue à l'article 10, sous réserve de l'article 11.
5. Prendre les autres mesures appropriées conformément à la présente loi.

Inspection par le registrateur

17. (1) Le registrateur ou la personne qu'il désigne par écrit peut faire une inspection et, dans ce cadre et à toute heure raisonnable, pénétrer dans les locaux commerciaux d'une personne inscrite, sauf toute partie qui est utilisée comme logement, et les inspecter pour, selon le cas :

- a) s'assurer que la présente loi et les règlements sont observés;
- b) traiter une plainte visée à l'article 16;
- c) vérifier que la personne inscrite a toujours le droit de l'être.

Pouvoirs de l'inspecteur

- (2) Dans le cadre d'une inspection, l'inspecteur :

- (a) is entitled to free access to all money, valuables, documents and records of the person being inspected that are relevant to the inspection;
- (b) may use any data storage, processing or retrieval device or system used in carrying on business in order to produce information in any form; and
- (c) may, upon giving a receipt for them, remove for examination and may copy anything relevant to the inspection including any data storage disk or other retrieval device in order to produce information, but shall promptly return the thing to the person being inspected.

Identification

(3) An inspector shall produce, on request, evidence of his or her authority to carry out an inspection.

Assistance to be given

(4) An inspector may, in the course of an inspection, require a person to produce a document or record and to provide whatever assistance is reasonably necessary, including using any data storage, processing or retrieval device or system to produce information in any form, and the person shall produce the document or record or provide the assistance.

Obstruction prohibited

(5) No person shall obstruct an inspector conducting an inspection or withhold from him or her or conceal, alter or destroy any money, valuables, documents or records that are relevant to the inspection.

Use of force prohibited

(6) An inspector shall not use force to enter and inspect premises under this section.

Admissibility of copies

(7) A copy of a document or record certified by an inspector to be a true copy of the original is admissible in evidence to the same extent as the original and has the same evidentiary value.

Discipline proceedings

18. (1) The board of the administrative authority or the Minister if there is no designated administrative authority may establish a discipline committee to hear and determine, in accordance with the prescribed procedures, issues concerning whether registrants have failed to comply with the code of ethics established by the Minister.

Appeals committee

(2) If a discipline committee is established, an appeals committee shall be established to consider, in accordance with the prescribed procedures, appeals from the discipline committee.

Composition

(3) The composition and manner of appointment of the members of the discipline committee and appeals committee shall be as prescribed.

- a) a le droit d'avoir libre accès à l'argent, aux objets de valeur, aux documents et aux dossiers pertinents de la personne en cause;
- b) peut recourir aux dispositifs ou systèmes de stockage, de traitement ou d'extraction des données utilisés pour exploiter une entreprise en vue de produire des renseignements sous quelque forme que ce soit;
- c) peut, après avoir donné un récépissé à cet effet, et afin de les examiner et d'en tirer des copies, prendre les choses pertinentes, y compris des disques de stockage des données ou d'autres dispositifs d'extraction des données, en vue de produire des renseignements, mais doit ensuite les rendre promptement à la personne en cause.

Identification

(3) L'inspecteur produit sur demande une preuve de son autorité.

Aide obligatoire

(4) L'inspecteur peut, dans le cadre d'une inspection, exiger d'une personne qu'elle produise un document ou un dossier et qu'elle fournisse l'aide qui est raisonnablement nécessaire, notamment en recourant à un dispositif ou système de stockage, de traitement ou d'extraction des données pour produire des renseignements sous quelque forme que ce soit, auquel cas la personne doit obtempérer.

Interdiction de faire entrave

(5) Nul ne doit faire entrave à l'inspecteur qui fait une inspection, ni retenir, dissimuler, modifier ou détruire de l'argent, des objets de valeur, des documents ou des dossiers pertinents.

Interdiction de recourir à la force

(6) L'inspecteur ne doit pas recourir à la force pour pénétrer dans des locaux et les inspecter en vertu du présent article.

Admissibilité des copies

(7) La copie d'un document ou d'un dossier qui est certifiée conforme à l'original par un inspecteur est admissible en preuve au même titre que l'original et a la même valeur probante.

Instances disciplinaires

18. (1) Le conseil d'administration de l'organisme d'application ou, en l'absence d'organisme d'application désigné, le ministre peut constituer un comité de discipline qui décide, conformément à la procédure prescrite, de la question de savoir si une personne inscrite n'a pas observé le code de déontologie établi par le ministre.

Comité d'appel

(2) Si un comité de discipline est constitué, il doit être constitué un comité d'appel qui décide, conformément à la procédure prescrite, des appels de ses décisions.

Composition

(3) La composition du comité de discipline et du comité d'appel ainsi que le mode de nomination de leurs membres sont ceux prescrits.

Result of a determination

(4) If the discipline committee makes a determination under subsection (1) that a registrant has failed to comply with the code of ethics, it may order any of the following, as appropriate:

1. In accordance with the terms that may be specified by the committee, require the registrant to fund educational courses for the employees of the registrant or to arrange and fund such educational courses.
2. Despite subsection 12 (1) of the *Safety and Consumer Statutes Administration Act, 1996*, impose such fine as the committee considers appropriate, to a maximum of \$25,000, or such lesser amount as may be prescribed, to be paid by the registrant to the administrative authority or to the Minister of Finance if there is no designated administrative authority.
3. Suspend or postpone the funding or the funding and arranging of educational courses or the imposition of the fine for such period and upon such terms as the committee designates.
4. Fix and impose costs to be paid by the registrant to the administrative authority or to the Minister of Finance if there is no designated administrative authority.

Appeal

(5) A party to the discipline proceeding may appeal the final order of the discipline committee to the appeals committee.

Power of the appeals committee

(6) The appeals committee may by order overturn, affirm or modify the order of the discipline committee and may make an order under subsection (4).

Payment of fine

(7) The registrant shall pay any fine imposed under subsection (4),

- (a) on or before the day specified in the order of the discipline committee or, if the fine is the subject of an appeal, on or before the day specified in the order of the appeals committee; or
- (b) on or before the 60th day after the date of the last order made in respect of the fine, if no day is specified in that order.

Arranging and funding educational courses

(8) The registrant shall arrange and fund the educational courses for employees as required under subsection (4) within the time period specified in the order of the discipline committee or, if the requirement is the subject of an appeal, within the time period specified in the order of the appeals committee.

Funding educational courses

(9) The registrant shall fund the educational courses for employees as required under subsection (4).

Décision

(4) S'il décide, en application du paragraphe (1), qu'une personne inscrite n'a pas observé le code de déontologie, le comité de discipline peut, par ordonnance, prendre les mesures suivantes, selon ce qui est approprié :

1. Conformément aux conditions qu'il précise, exiger de la personne inscrite qu'elle finance les cours de formation suivis par ses employés ou qu'elle prenne des dispositions pour offrir de tels cours et les finance.
2. Malgré le paragraphe 12 (1) de la *Loi de 1996 sur l'application de certaines lois traitant de sécurité et de services aux consommateurs*, imposer l'amende qu'il estime appropriée, laquelle ne peut dépasser 25 000 \$, ou toute somme inférieure prescrite, que la personne inscrite doit payer à l'organisme d'application ou, en l'absence d'un tel organisme, au ministre des Finances.
3. Suspendre ou différer, pour la durée et aux conditions qu'il fixe, le financement des cours de formation, la prise de dispositions pour les offrir et leur financement, ou l'imposition de l'amende.
4. Fixer et imposer les dépens que la personne inscrite doit payer à l'organisme d'application ou, en l'absence d'un tel organisme, au ministre des Finances.

Appel

(5) Une partie à l'instance disciplinaire peut interjeter appel de l'ordonnance définitive du comité de discipline devant le comité d'appel.

Pouvoir du comité d'appel

(6) Le comité d'appel peut, par ordonnance, renverser, confirmer ou modifier l'ordonnance du comité de discipline et peut rendre une ordonnance en vertu du paragraphe (4).

Paiement de l'amende

(7) La personne inscrite paie toute amende imposée en vertu du paragraphe (4) :

- a) au plus tard le jour précisé dans l'ordonnance du comité de discipline ou, si l'amende est portée en appel, au plus tard le jour précisé dans l'ordonnance du comité d'appel;
- b) au plus tard le 60^e jour qui suit la date de la dernière ordonnance prise à l'égard de l'amende, si aucun jour n'y est précisé.

Prise de dispositions pour offrir des cours de formation et financement de ceux-ci

(8) La personne inscrite prend des dispositions pour offrir les cours de formation suivis par ses employés et les finance, comme l'exige le paragraphe (4), dans le délai précisé dans l'ordonnance du comité de discipline ou, si l'exigence est portée en appel, dans le délai précisé dans l'ordonnance du comité d'appel.

Financement des cours de formation

(9) La personne inscrite finance les cours de formation suivis par ses employés, comme l'exige le paragraphe (4) :

- (a) within the time period specified in the order of the discipline committee or, if the requirement is the subject of an appeal, within the time period specified in the order of the appeals committee; or
- (b) at the first reasonable opportunity after the last order made in respect of the educational course if no time period is specified in that order.

Public access

(10) Decisions of the discipline committee and the appeals committee shall be made available to the public in such manner as may be prescribed.

Appointment of investigators

19. (1) The director may appoint persons to be investigators for the purposes of conducting investigations.

Certificate of appointment

(2) The director shall issue to every investigator a certificate of appointment bearing his or her signature or a facsimile of the signature.

Production of certificate of appointment

(3) Every investigator who is exercising powers under section 20 shall, upon request, produce the certificate of appointment as an investigator.

Search warrant

20. (1) Upon application made without notice by an investigator appointed under this Act, a justice of the peace may issue a warrant, if he or she is satisfied on information under oath that there is reasonable ground for believing that a person has contravened or is contravening this Act or the regulations or has committed an offence under the law of any jurisdiction that is relevant to the person's fitness for registration under this Act, and,

- (a) there are in any building, dwelling, receptacle or place anything relating to the contravention of this Act or the regulations or to the person's fitness for registration; or
- (b) there is information or other evidence relating to the contravention of this Act or the regulations or the person's fitness for registration that may be obtained through the use of an investigative technique or procedure or the doing of anything described in the warrant.

Powers under warrant

(2) A warrant obtained under subsection (1) authorizes an investigator appointed under subsection 19 (1),

- (a) upon producing his or her appointment, during the hours specified in the warrant, to enter or access the building, dwelling, receptacle or place specified in the warrant and examine anything relevant to the contravention of this Act or the regulations or the person's fitness for registration;

- a) dans le délai précisé dans l'ordonnance du comité de discipline ou, si l'exigence est portée en appel, dans le délai précisé dans l'ordonnance du comité d'appel;
- b) dès que cela est raisonnablement possible après la dernière ordonnance prise à l'égard du cours, si aucun délai n'y est précisé.

Consultation par le public

(10) Les décisions du comité de discipline et du comité d'appel sont rendues publiques de la manière prescrite.

Nomination d'enquêteurs

19. (1) Le directeur peut nommer des enquêteurs pour mener des enquêtes.

Attestation de nomination

(2) Le directeur délivre une attestation de nomination portant sa signature, ou un fac-similé de celle-ci, à chaque enquêteur.

Production de l'attestation de nomination

(3) L'enquêteur qui exerce les pouvoirs que lui confère l'article 20 produit sur demande son attestation de nomination comme enquêteur.

Mandat de perquisition

20. (1) Sur demande sans préavis d'un enquêteur nommé en vertu de la présente loi, un juge de paix peut délivrer un mandat s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation faite sous serment, qu'il existe des motifs raisonnables de croire qu'une personne a contrevenu ou contrevient à la présente loi ou aux règlements ou a commis une infraction à une loi d'une autorité législative qui touche son aptitude à se faire inscrire sous le régime de la présente loi, et :

- a) soit qu'une chose quelconque se rapportant à la contravention à la présente loi ou aux règlements ou à l'aptitude de la personne à se faire inscrire se trouve dans un bâtiment, un logement, un réceptacle ou un endroit;
- b) soit que des renseignements ou d'autres éléments de preuve se rapportant à la contravention à la présente loi ou aux règlements ou à l'aptitude de la personne à se faire inscrire pourront être obtenus au moyen d'une technique ou méthode d'enquête ou d'un acte qui est mentionné dans le mandat.

Pouvoirs

(2) Le mandat obtenu en vertu du paragraphe (1) autorise l'enquêteur nommé en vertu du paragraphe 19 (1) à faire ce qui suit :

- a) après avoir produit son acte de nomination et aux heures précisées dans le mandat, pénétrer dans le bâtiment, le logement, le réceptacle ou l'endroit précisé dans le mandat ou y avoir accès et examiner tout ce qui se rapporte à la contravention à la présente loi ou aux règlements ou à l'aptitude de la personne à se faire inscrire;

- (b) to use any data storage, processing or retrieval device or system used in carrying on business in order to produce information or other evidence, in any form, relevant to the contravention of this Act or the regulations or the person's fitness for registration;
- (c) to exercise any of the powers specified in subsections (6), (11) and (12); and
- (d) to use any investigative technique or procedure or do anything described in the warrant if there are reasonable grounds to believe that information or other evidence relevant to the contravention of this Act or the regulations or the person's fitness for registration will be obtained through the use of the technique or procedure or the doing of the thing.

Entry of dwelling

(3) Despite subsection (2), an investigator shall not exercise the power under a warrant to enter a place, or part of a place, used as a dwelling unless,

- (a) the justice of the peace is informed that the warrant is being sought to authorize entry into a dwelling; and
- (b) the justice of the peace authorizes the entry into the dwelling.

Conditions on search warrant

(4) A warrant obtained under subsection (1) shall contain such conditions as the justice of the peace considers advisable to ensure that any search authorized by the warrant is reasonable in the circumstances.

Expert help

(5) The warrant may authorize persons who have special, expert or professional knowledge to accompany and assist the investigator in respect of the execution of the warrant.

Same

(6) For the purposes of this section, the investigator has the powers of a commission under Part II of the *Public Inquiries Act*, which Part applies to the investigation as if it were an inquiry under that Act.

Time of execution

(7) An entry or access under a warrant issued under this section shall be made between 6 a.m. and 9 p.m., unless the warrant specifies otherwise.

Expiry of warrant

(8) A warrant issued under this section shall name a date of expiry, which shall be no later than 30 days after the warrant is issued, but a justice of the peace may extend the date of expiry for an additional period of no more than 30 days, upon application without notice by an investigator.

- b) recourir aux dispositifs ou systèmes de stockage, de traitement ou d'extraction des données utilisés pour exploiter une entreprise en vue de produire des renseignements et d'autres éléments de preuve, sous quelque forme que ce soit, qui se rapportent à la contravention à la présente loi ou aux règlements ou à l'aptitude de la personne à se faire inscrire;
- c) exercer les pouvoirs précisés aux paragraphes (6), (11) et (12);
- d) utiliser toute technique ou méthode d'enquête ou accomplir tout acte qui est mentionné dans le mandat, s'il y a des motifs raisonnables de croire que des renseignements ou d'autres éléments de preuve se rapportant à la contravention à la présente loi ou aux règlements ou à l'aptitude de la personne à se faire inscrire pourront être obtenus au moyen de la technique, de la méthode ou de l'acte.

Entrée dans un logement

(3) Malgré le paragraphe (2), un enquêteur ne doit exercer le pouvoir, conféré par un mandat, de pénétrer dans un endroit ou une partie d'un endroit utilisé comme logement que s'il est satisfait aux conditions suivantes :

- a) le juge de paix est informé du fait que le mandat est demandé afin d'autoriser l'entrée dans un logement;
- b) le juge de paix autorise l'entrée dans le logement.

Conditions : mandat

(4) Le mandat obtenu en vertu du paragraphe (1) est assorti des conditions que le juge de paix estime souhaitables pour faire en sorte que la perquisition qu'il autorise soit raisonnable dans les circonstances.

Experts

(5) Le mandat peut autoriser des personnes qui possèdent des connaissances particulières, spécialisées ou professionnelles à accompagner l'enquêteur et à l'aider à exécuter le mandat.

Idem

(6) Pour l'application du présent article, l'enquêteur est investi des pouvoirs que confère à une commission la partie II de la *Loi sur les enquêtes publiques*, laquelle partie s'applique à l'enquête comme s'il s'agissait d'une enquête au sens de cette loi.

Heures d'exécution

(7) Sauf mention contraire, l'entrée ou l'accès qu'autorise un mandat délivré en vertu du présent article a lieu entre 6 heures et 21 heures.

Expiration du mandat

(8) Le mandat délivré en vertu du présent article précise sa date d'expiration, qui ne doit pas tomber plus de 30 jours après sa délivrance. Toutefois, un juge de paix peut reporter la date d'expiration d'au plus 30 jours sur demande sans préavis d'un enquêteur.

Use of force

(9) An investigator may call upon police officers for assistance in executing the warrant and the investigator may use whatever force is reasonably necessary to execute the warrant.

Obstruction

(10) No person shall obstruct an investigator carrying out an investigation under this section or withhold from him or her or conceal, alter or destroy anything relevant to the investigation.

Assistance

(11) An investigator may, in the course of an investigation, require a person to produce a document or record and to provide whatever assistance is reasonably necessary, including using any data storage, processing or retrieval device or system to produce information or evidence in any form and the person shall produce the document or record or provide the assistance.

Removal of things

(12) An investigator carrying out an investigation, upon giving a receipt for it, may remove for examination and may copy anything relevant to the investigation, including any data storage disk or other retrieval device in order to produce information or evidence relevant to the investigation, but the investigator shall return the item within a reasonable time.

Admissibility

(13) A copy of a document or record certified by an investigator as being a true copy of the original is admissible in evidence to the same extent as the original and has the same evidentiary value.

Searches in exigent circumstances

21. (1) Although a warrant issued under section 20 would otherwise be required, an investigator may exercise any of the powers described in subsection 20 (2) without a warrant if the conditions for obtaining the warrant exist but by reason of exigent circumstances it would be impracticable to obtain the warrant.

Dwellings

(2) Subsection (1) does not apply to a building or part of a building that is being used as a dwelling place.

Use of force

(3) The investigator may, in executing any authority given by this section, call upon police officers for assistance and use whatever force is reasonably necessary.

Admissibility

(4) A copy of a document or record certified by an investigator as being a true copy of the original is admissible in evidence to the same extent as the original and has the same evidentiary value.

Recours à la force

(9) L'enquêteur peut faire appel à l'aide d'agents de police et recourir à toute la force raisonnablement nécessaire pour exécuter le mandat.

Entrave

(10) Nul ne doit faire entrave à l'enquêteur qui mène une enquête en vertu du présent article, ni retenir, dissimuler, modifier ou détruire des choses pertinentes.

Aide

(11) L'enquêteur peut, dans le cadre d'une enquête, exiger d'une personne qu'elle produise un document ou un dossier et qu'elle fournisse l'aide qui est raisonnablement nécessaire, notamment en recourant à un dispositif ou système de stockage, de traitement ou d'extraction des données pour produire des renseignements ou des éléments de preuve sous quelque forme que ce soit, auquel cas la personne doit obtempérer.

Enlèvement de choses

(12) L'enquêteur qui mène une enquête peut, après avoir donné un récépissé à cet effet, et afin de les examiner et d'en tirer des copies, prendre les choses pertinentes, y compris des disques de stockage des données ou d'autres dispositifs d'extraction des données, en vue de produire des renseignements ou des éléments de preuve pertinents, mais il doit ensuite les rendre dans un délai raisonnable.

Admissibilité

(13) La copie d'un document ou d'un dossier qui est certifiée conforme à l'original par un enquêteur est admissible en preuve au même titre que l'original et a la même valeur probante.

Perquisitions en cas d'urgence

21. (1) Malgré le fait qu'un mandat décerné en vertu de l'article 20 serait par ailleurs exigé, un enquêteur peut exercer sans mandat les pouvoirs visés au paragraphe 20 (2) lorsque l'urgence de la situation rend difficilement réalisable l'obtention du mandat, pourvu que les conditions de sa délivrance soient réunies.

Logements

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux bâtiments ou parties de bâtiments qui sont utilisés comme logements.

Recours à la force

(3) Dans l'exercice des pouvoirs que lui confère le présent article, l'enquêteur peut faire appel à des agents de police et recourir à toute la force raisonnablement nécessaire.

Admissibilité

(4) La copie d'un document ou d'un dossier qui est certifiée conforme à l'original par un enquêteur est admissible en preuve au même titre que l'original et a la même valeur probante.

Appointment of receiver and manager

22. (1) The director may apply to the Superior Court of Justice for the appointment of a receiver and manager to take possession and control of the business of a registrant if,

- (a) an investigation of the registrant has been undertaken under this Act;
- (b) the director has made or is about to make an order under section 23;
- (c) the director has reasonable grounds to believe that a registrant has failed or is about to fail to provide contracted and paid for travel services to a customer;
- (d) the director is advised that the registrar has proposed to suspend or revoke a registration under section 11 or to temporarily suspend a registration under section 12; or
- (e) the director is advised that an investigation under section 5.1 of the *Ministry of Consumer and Business Services Act* has been ordered.

Order to appoint

(2) The court may make an order for the appointment of a receiver and manager, if it is satisfied that it is in the public interest to have a receiver and manager take control of the business of a registrant.

Notice

(3) The court may make an order under subsection (2) without notice, or if it considers that notice should be given, upon such notice as the court stipulates.

Appointment not longer than 60 days

(4) The order of the court shall provide for the term of the receiver and manager but the term shall not be longer than 60 days.

60-day extensions

(5) Despite subsection (4), the director may, without notice, apply to the court to extend the receiver and manager's term for further terms of not more than 60 days each.

Duties of receiver and manager

- (6) The receiver and manager shall,
 - (a) take possession and control of the assets of the registrant's business;
 - (b) conduct the business of the registrant; and
 - (c) take such steps that are, in the opinion of the receiver and manager, necessary for the rehabilitation of the business.

Powers of receiver and manager

(7) The receiver and manager has all the powers of the board of directors of the corporation, if the registrant is a corporation, or of a sole proprietor or all partners if the registrant is not a corporation.

Nomination d'un administrateur-séquestre

22. (1) Le directeur peut, par voie de requête, demander à la Cour supérieure de justice de nommer un administrateur-séquestre chargé de prendre possession de l'entreprise d'une personne inscrite et d'en assumer le contrôle si, selon le cas :

- a) une enquête sur la personne inscrite a été entreprise en application de la présente loi;
- b) il a rendu une ordonnance en vertu de l'article 23 ou est sur le point de le faire;
- c) il a des motifs raisonnables de croire que la personne inscrite n'a pas fourni des services de voyages qu'elle s'est engagée à fournir par contrat à un client qui les a payés ou est sur le point de ne pas les fournir;
- d) il est informé que le registrateur a manifesté son intention de suspendre ou de révoquer une inscription en vertu de l'article 11 ou de la suspendre temporairement en vertu de l'article 12;
- e) il est informé qu'une enquête visée à l'article 5.1 de la *Loi sur le ministère des Services aux consommateurs et aux entreprises* a été ordonnée.

Ordonnance de nomination

(2) S'il est convaincu qu'il est dans l'intérêt public qu'un administrateur-séquestre assume le contrôle de l'entreprise d'une personne inscrite, le tribunal peut, par ordonnance, en nommer un.

Préavis

(3) Le tribunal peut rendre l'ordonnance visée au paragraphe (2) sans préavis ou avec le préavis qu'il juge utile.

Mandat d'au plus 60 jours

(4) L'ordonnance du tribunal fixe la durée du mandat de l'administrateur-séquestre, qui ne doit pas dépasser 60 jours.

Prorogation de 60 jours

(5) Malgré le paragraphe (4), le directeur peut, par voie de requête et sans préavis, demander au tribunal de proroger le mandat de l'administrateur-séquestre pour des périodes supplémentaires d'au plus 60 jours chacune.

Fonctions de l'administrateur-séquestre

- (6) L'administrateur-séquestre fait ce qui suit :
 - a) il prend possession des éléments d'actif de l'entreprise de la personne inscrite et en assume le contrôle;
 - b) il dirige l'entreprise de la personne inscrite;
 - c) il prend les mesures qu'il estime nécessaires au redressement de l'entreprise.

Pouvoirs de l'administrateur-séquestre

(7) L'administrateur-séquestre a tous les pouvoirs du conseil d'administration de la personne morale, si la personne inscrite en est une, ou d'un propriétaire unique ou de tous les associés, si elle n'en est pas une.

May exclude directors, etc.

(8) Without limiting the generality of subsection (7), the receiver and manager may exclude the directors, officers, employees and agents of the business, interested persons in respect of the business and any other persons connected with the business from the premises and property of the business.

Interested persons

(9) Subsection 8 (5) applies to this section except that the opinion as to whether a person is deemed to be interested in respect of another person is that of the receiver and manager.

Freeze order

23. (1) If the conditions in subsection (2) are met, the director may in writing,

- (a) order any person having on deposit or controlling any assets or trust funds of a registrant or former registrant to hold those funds or assets;
- (b) order a registrant or former registrant to refrain from withdrawing any asset or trust fund from a person having it on deposit or controlling it; or
- (c) order a registrant or former registrant to hold any asset or trust fund of a customer or other person in trust for the person entitled to it.

Conditions

(2) The director may make an order under subsection (1) if he or she believes that it is advisable for the protection of the customers of a registrant or former registrant and,

- (a) a search warrant has been issued under this Act; or
- (b) criminal proceedings or proceedings in relation to a contravention under this Act or under any other Act are about to be or have been instituted against the registrant or former registrant in connection with or arising out of the business in respect of which the registrant or former registrant is or was registered.

Limitation

(3) In the case of a bank or authorized foreign bank within the meaning of section 2 of the *Bank Act* (Canada), a credit union within the meaning of the *Credit Unions and Caisses Populaires Act, 1994* or a loan or trust corporation, the order under subsection (1) applies only to the offices and branches named in the order.

Release of assets

(4) The director may consent to the release of any particular asset or trust fund from the order or may wholly revoke the order.

Exclusion des administrateurs

(8) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (7), l'administrateur-séquestre peut interdire l'accès aux locaux et aux biens de l'entreprise à ses administrateurs, dirigeants, employés et mandataires, aux personnes intéressées à son égard et à quiconque a un autre lien avec elle.

Personnes intéressées

(9) Le paragraphe 8 (5) s'applique au présent article, sauf que c'est à l'administrateur-séquestre qu'il revient de décider si une personne est réputée être intéressée à l'égard d'une autre personne.

Ordonnance de blocage

23. (1) Si les conditions énoncées au paragraphe (2) sont réunies, le directeur peut, par écrit :

- a) soit ordonner à la personne qui est le dépositaire ou qui a le contrôle de fonds en fiducie ou de biens d'une personne inscrite ou d'une ancienne personne inscrite de les retenir;
- b) soit ordonner à une personne inscrite ou à une ancienne personne inscrite de s'abstenir de retirer des fonds en fiducie ou des biens des mains de la personne qui en est le dépositaire ou qui en a le contrôle;
- c) soit ordonner à une personne inscrite ou à une ancienne personne inscrite de détenir en fiducie pour la personne qui y a droit les fonds en fiducie ou les biens d'un client ou d'une autre personne.

Conditions

(2) Le directeur peut prendre une ordonnance en vertu du paragraphe (1) s'il l'estime souhaitable pour la protection des clients d'une personne inscrite ou d'une ancienne personne inscrite et :

- a) soit qu'un mandat de perquisition a été décerné en vertu de la présente loi;
- b) soit qu'une poursuite criminelle ou une poursuite pour contravention prévue par la présente loi ou une autre loi a été ou est sur le point d'être intentée contre la personne inscrite ou l'ancienne personne inscrite et qu'elle se rapporte à l'entreprise à l'égard de laquelle cette personne est ou était inscrite ou en découle.

Restriction

(3) Dans le cas d'une banque ou d'une banque étrangère autorisée au sens de l'article 2 de la *Loi sur les banques* (Canada), d'une caisse au sens de la *Loi de 1994 sur les caisses populaires et les credit unions* ou d'une société de prêt ou de fiducie, l'ordonnance prise en vertu du paragraphe (1) ne s'applique qu'aux bureaux et succursales qui y sont précisés.

Soustraction de biens

(4) Le directeur peut consentir à soustraire un fonds en fiducie ou un bien particulier à l'application de l'ordonnance ou la révoquer en totalité.

Exception

(5) Subsection (1) does not apply if the registrant or former registrant files with the director, in such manner and amount as the director determines,

- (a) a personal bond accompanied by collateral security;
- (b) a bond of an insurer licensed under the *Insurance Act* to write surety and fidelity insurance;
- (c) a bond of a guarantor accompanied by collateral security; or
- (d) another prescribed form of security.

Application to court

(6) An application may be made to the Superior Court of Justice for a determination in respect of the disposition of any asset or trust fund,

- (a) by a person in receipt of an order under subsection (1), if that person is in doubt as to whether the order applies to the asset or trust fund; or
- (b) by a person who claims an interest in the asset or trust fund subject to the order.

Notice

(7) If an order is made under this section, the director may register in the appropriate land registry office a notice that an order under subsection (1) has been issued and that the order may affect land belonging to the person referred to in the notice, and the notice has the same effect as the registration of a certificate of pending litigation, except that the director may in writing revoke or modify the notice.

Cancellation or discharge application

(8) A registrant or former registrant in respect of which an order has been made under subsection (1) or any person having an interest in land in respect of which a notice is registered under subsection (7) may apply to the Tribunal for cancellation in whole or in part of the order or for discharge in whole or in part of the registration.

Disposition by Tribunal

(9) The Tribunal shall dispose of the application after a hearing and may cancel the order or discharge the registration in whole or in part if the Tribunal finds,

- (a) that the order or registration is not required in whole or in part for the protection of customers of the applicant or of other persons having an interest in the land; or
- (b) that the interests of other persons are unduly prejudiced by the order or registration.

Parties

(10) The applicant, the director and such other persons

Exception

(5) Le paragraphe (1) ne s'applique pas si la personne inscrite ou l'ancienne personne inscrite dépose auprès du directeur, de la manière et selon le montant qu'il détermine :

- a) soit un cautionnement personnel accompagné d'une garantie accessoire;
- b) soit le cautionnement d'un assureur titulaire d'un permis délivré en vertu de la *Loi sur les assurances* qui l'autorise à faire souscrire de l'assurance de cautionnement et de l'assurance contre les détournements;
- c) soit le cautionnement d'un garant accompagné d'une garantie accessoire;
- d) soit l'autre forme de garantie qui est prescrite.

Présentation d'une requête au tribunal

(6) L'une ou l'autre des personnes suivantes peut présenter une requête à la Cour supérieure de justice pour qu'il soit statué sur la disposition d'un fonds en fiducie ou d'un bien :

- a) quiconque a reçu une ordonnance prise en vertu du paragraphe (1), s'il a un doute quant à son application au fonds en fiducie ou au bien;
- b) quiconque revendique un intérêt sur le fonds en fiducie ou le bien visé par l'ordonnance.

Avis

(7) S'il prend une ordonnance en vertu du présent article, le directeur peut enregistrer au bureau d'enregistrement immobilier compétent un avis indiquant qu'une ordonnance visée au paragraphe (1) a été délivrée et qu'elle peut toucher des biens-fonds de la personne mentionnée dans l'avis. L'avis a le même effet que l'enregistrement d'un certificat d'affaire en instance, sauf que le directeur peut le révoquer ou le modifier par écrit.

Requête en annulation ou en radiation

(8) La personne inscrite ou l'ancienne personne inscrite visée par une ordonnance prise en vertu du paragraphe (1), ou le titulaire d'un intérêt sur un bien-fonds à l'égard duquel un avis est enregistré en vertu du paragraphe (7), peut, par voie de requête, demander au Tribunal l'annulation de tout ou partie de l'ordonnance ou la radiation de tout ou partie de l'enregistrement.

Décision du Tribunal

(9) Le Tribunal doit décider de la requête après la tenue d'une audience et peut annuler l'ordonnance ou radier l'enregistrement, en totalité ou en partie, s'il conclut :

- a) soit que l'ordonnance ou l'enregistrement n'est pas en totalité ou en partie nécessaire pour protéger les clients du requérant ou les autres titulaires d'intérêts sur le bien-fonds;
- b) soit que l'ordonnance ou l'enregistrement porte indûment atteinte aux intérêts d'autres personnes.

Parties

(10) Le requérant, le directeur et les autres personnes

as the Tribunal may specify are parties to the proceedings before the Tribunal.

Court application

(11) If the director has made an order under subsection (1) or registered a notice under subsection (7), he or she may apply to the Superior Court of Justice for directions or an order as to the disposition of assets, trust funds or land affected by the order or notice.

Notice not required

(12) An application by the director under this section may be made without notice to any other person.

PART VI CONDUCT AND OFFENCES

Notice of changes to registrar

24. (1) Every registrant shall, within five days after the event, notify the registrar in writing of,

- (a) any change in address for service; or
- (b) in the case of a corporation or partnership, any change in the officers or directors.

Timing

(2) The registrar shall be deemed to have been notified on the day on which he or she is actually notified or, where the notification is by mail, on the day of mailing.

Financial statements

(3) Every registrant shall, when required by the registrar with the approval of the director, file a financial statement showing the matters specified by the registrar, signed by the registrant in the case of a sole proprietorship or by an officer of the registrant if the registrant is a partnership or corporation and certified by a person licensed under the *Public Accountancy Act*.

Same

(4) The registrar may require that registrants with a prescribed value of sales submit financial statements on a quarterly basis.

Confidential

(5) The information contained in a financial statement filed under subsection (3) is confidential and no person shall otherwise than in the ordinary course of the person's duties communicate any such information or allow access to the financial statement.

Liability for deposits

25. (1) Where any person is entitled to the repayment of any money paid for or on account of a travel service, any travel agent and any travel wholesaler who received such money or any part thereof is liable jointly and severally with any other person liable therefore, for the repayment of such money to the extent of the amount received by him, her or it.

que précise le Tribunal sont parties à l'instance tenue devant celui-ci.

Présentation d'une requête au tribunal

(11) Si le directeur a pris une ordonnance en vertu du paragraphe (1) ou a enregistré un avis en vertu du paragraphe (7), il peut, par voie de requête, demander à la Cour supérieure de justice de donner des directives ou de rendre une ordonnance quant à la disposition des fonds en fiducie, des biens ou des biens-fonds visés par l'ordonnance ou l'avis.

Avis non exigé

(12) Le directeur peut présenter une requête en vertu du présent article sans en aviser qui que ce soit.

PARTIE VI CONDUITE ET INFRACTIONS

Remise d'un avis de changement au registrateur

24. (1) La personne inscrite avise par écrit le registrateur de ce qui suit, dans les cinq jours :

- a) tout changement de son adresse aux fins de signification;
- b) tout changement de dirigeants ou d'administrateurs dans le cas d'une personne morale ou d'une société de personnes.

Date de remise de l'avis

(2) Le registrateur est réputé avoir été avisé à la date de réception effective de l'avis ou, si celui-ci est envoyé par la poste, à la date de mise à la poste.

États financiers

(3) Sur demande du registrateur qu'a approuvée le directeur, la personne inscrite dépose un état financier qui indique les points précisés par le registrateur, est signé par elle, dans le cas d'une entreprise à propriétaire unique, ou par un de ses dirigeants, dans le cas d'une société de personnes ou d'une personne morale, et est certifié par une personne titulaire d'un permis délivré en vertu de la *Loi sur la comptabilité publique*.

Idem

(4) Le registrateur peut exiger des personnes inscrites dont le chiffre d'affaires atteint un niveau prescrit qu'elles déposent des états financiers trimestriellement.

Confidentialité

(5) Les renseignements contenus dans l'état financier déposé en application du paragraphe (3) sont confidentiels. Nul ne doit, sauf dans l'exercice normal de ses fonctions, les communiquer ni permettre l'accès à l'état financier.

Remboursement des acomptes

25. (1) Lorsqu'une personne a droit au remboursement d'une somme d'argent versée pour un service de voyages ou à valoir sur celui-ci, l'agent de voyages et le voyageur qui ont perçu cette somme d'argent ou une partie de celle-ci, sont tenus conjointement et individuellement, avec toute autre personne à qui incombe cette responsabilité, de la rembourser jusqu'à concurrence du montant qu'ils ont chacun perçu.

Application of subs. (1)

- (2) Subsection (1) does not apply where,
- (a) the travel agent or travel wholesaler has properly disbursed the money received;
 - (b) the travel agent or travel wholesaler has acted in good faith and at arm's length with any person with whom he, she or it would, but for this subsection, be jointly and severally liable under subsection (1); and
 - (c) the person referred to in subsection (1) who is entitled to repayment of money is entitled to be reimbursed therefore out of the Fund,

unless the travel agent or travel wholesaler would, but for this subsection, be jointly liable under subsection (1) with a travel agent and travel wholesaler who is not registered under this Act.

Falsifying information

26. No registrant shall falsify, assist in falsifying or induce or counsel another person to falsify or assist in falsifying any information or document relating to the provision of travel services.

Furnishing false information

27. No registrant shall furnish, assist in furnishing or induce or counsel another person to furnish or assist in furnishing any false or deceptive information or documents relating to the provision of travel services.

False advertising

28. No registrant shall make false, misleading or deceptive statements in any advertisement, circular, pamphlet or material published by any means relating to the provision of travel services.

Order of registrar re: false advertising

29. (1) If the registrar believes on reasonable grounds that a registrant is making a false, misleading or deceptive statement in any advertisement, circular, pamphlet or material published by any means, the registrar may,

- (a) order the cessation of the use of such material;
- (b) order the registrant to retract the statement or publish a correction of equal prominence to the original publication; or
- (c) order both a cessation described in clause (a) and a retraction or correction described in clause (b).

Procedures

(2) Section 11 applies with necessary modifications to an order under this section in the same manner as to a proposal by the registrar to refuse a registration.

Champ d'application du par. (1)

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas dans les cas suivants, sauf si l'agent de voyages ou le voyageur était, en l'absence du présent paragraphe, conjointement et individuellement responsable en application du paragraphe (1) avec un agent de voyages et un voyageur non inscrits aux termes de la présente loi :

- a) l'agent de voyages ou le voyageur a dûment déboursé l'argent qu'il a perçu;
- b) l'agent de voyages ou le voyageur a agi de bonne foi et n'a pas de lien de dépendance avec une personne avec qui, en l'absence du présent paragraphe, il aurait été responsable conjointement et individuellement en vertu du paragraphe (1);
- c) la personne visée au paragraphe (1) qui a droit au remboursement des sommes d'argent a le droit d'être remboursée sur le Fonds d'indemnisation créé en vertu des règlements.

Falsification des renseignements

26. Nulle personne inscrite ne doit falsifier ou aider à falsifier des renseignements ou des documents ayant trait à la fourniture de services de voyages, ni inciter une autre personne à le faire ou à aider à le faire, ni le lui conseiller.

Communication de faux renseignements

27. Nulle personne inscrite ne doit fournir ou aider à fournir des renseignements ou des documents faux ou trompeurs ayant trait à la fourniture de services de voyages, ni inciter une autre personne à le faire ou à aider à le faire, ni le lui conseiller.

Publicité mensongère

28. Une personne inscrite ne doit pas faire de déclarations fausses, mensongères ou trompeuses dans une annonce, une circulaire, une brochure ou un document, publié de quelque façon que ce soit, qui concerne la fourniture de services de voyages.

Ordonnance du registrateur : publicité mensongère

29. (1) S'il a des motifs raisonnables de croire que la personne inscrite fait une déclaration fausse, mensongère ou trompeuse dans une annonce, une circulaire, une brochure ou un document, publié de quelque façon que ce soit, le registrateur peut :

- a) soit ordonner la cessation de l'utilisation de ces documents;
- b) soit lui ordonner de rétracter la déclaration ou de publier une correction de même importance que l'original;
- c) soit ordonner à la fois la cessation visée à l'alinéa a) et la rétractation ou la correction visée à l'alinéa b).

Procédure

(2) L'article 11 s'applique, avec les adaptations nécessaires, à une ordonnance visée au présent article de la même manière qu'à l'intention du registrateur de refuser une inscription.

Effect

(3) The order of the registrar shall take effect immediately, but the Tribunal may grant a stay until the registrar's order becomes final.

Pre-approval

(4) If the registrant does not appeal an order under this section or if the order or a variation of it is upheld by the Tribunal, the registrant shall, upon the request of the registrar, submit all statements in any advertisement, circular, pamphlet or material to be published by any means to the registrar for approval before publication for such period as may be prescribed.

Restraining orders

30. (1) If it appears to the director that a person is not complying with this Act or the regulations or an order made under this Act, the director may apply to the Superior Court of Justice for an order directing that person to comply, and, upon the application, the court may make such order as the court thinks fit.

Same

(2) Subsection (1) applies in addition to any other procedures that may be available to the director, whether or not the director has exercised his or her rights under such procedures.

Appeal

(3) An appeal lies to the Divisional Court from an order made under subsection (1).

Offence

31. (1) A person is guilty of an offence who,

- (a) furnishes false information in any application under this Act or in any statement or return required under this Act;
- (b) fails to comply with any order, other than an order made under section 18, direction or other requirement under this Act; or
- (c) contravenes or fails to comply with any section of this Act or the regulations made under this Act, other than a code of ethics established by the Minister under section 42.

Corporations

(2) An officer or director of a corporation is guilty of an offence if he or she fails to take reasonable care to prevent the corporation from committing an offence mentioned in subsection (1).

Penalties

(3) An individual who is convicted of an offence under this Act is liable to a fine of not more than \$50,000 or to imprisonment for a term of not more than two years less a day, or both, and a corporation that is convicted of an

Effet

(3) L'ordonnance du registrateur entre en vigueur immédiatement; toutefois, le Tribunal peut surseoir à son exécution jusqu'à ce qu'elle devienne définitive.

Approbation préalable

(4) Si elle n'interjette pas appel de l'ordonnance visée au présent article ou que le Tribunal confirme l'ordonnance dans sa version originale ou modifiée, la personne inscrite, à la demande du registrateur, soumet à son approbation pendant la période prescrite, et ce avant sa publication, toute déclaration faite dans une annonce, une circulaire, une brochure ou un document semblable qui doit être publié de quelque façon que ce soit.

Ordonnance de ne pas faire

30. (1) S'il lui semble qu'une personne n'observe pas la présente loi, les règlements ou une ordonnance prise ou rendue en vertu de celle-ci, le directeur peut demander, par voie de requête, à la Cour supérieure de justice de rendre une ordonnance lui enjoignant de les observer. Sur présentation de la requête, la Cour peut rendre l'ordonnance qu'elle estime indiquée.

Idem

(2) Le paragraphe (1) s'applique en plus des autres recours dont dispose le directeur, qu'il ait exercé ou non les droits que lui confèrent ces recours.

Appel

(3) Il peut être interjeté appel de l'ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1) devant la Cour divisionnaire.

Infraction

31. (1) Est coupable d'une infraction quiconque, selon le cas :

- a) fournit de faux renseignements, soit dans une demande ou une requête présentée en vertu de la présente loi, soit dans une déclaration ou un rapport qu'exige la présente loi;
- b) n'observe pas une ordonnance prise ou rendue, une directive donnée ou une autre exigence imposée en vertu de la présente loi, à l'exception d'une ordonnance prise en vertu de l'article 18;
- c) contrevient à un article de la présente loi ou de ses règlements d'application, à l'exception d'un code de déontologie établi par le ministre en vertu de l'article 42, ou ne l'observe pas.

Personnes morales

(2) Est coupable d'une infraction le dirigeant ou l'administrateur d'une personne morale qui ne prend pas de précaution raisonnable pour l'empêcher de commettre une infraction prévue au paragraphe (1).

Peines

(3) Le particulier qui est déclaré coupable d'une infraction prévue par la présente loi est passible d'une amende maximale de 50 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de deux ans moins un jour, ou d'une seule de

offence under this Act is liable to a fine of not more than \$250,000.

Limitation

(4) No proceeding under this section shall be commenced more than two years after the facts upon which the proceeding is based first came to the knowledge of the director.

Orders for compensation, restitution

32. (1) If a person is convicted of an offence under this Act, the court making the conviction may, in addition to any other penalty, order the person convicted to pay compensation or make restitution.

If insurance has paid

(2) If an order is made in a person's favour under subsection (1) and that person has already received compensation or restitution from an insurer or the Fund, the person ordered to pay the compensation or make restitution shall deliver the amount to the insurer or the Fund, as the case may be.

Default in payment of fines

33. (1) If a fine payable as a result of a conviction for an offence under this Act is in default for at least 60 days, the director may disclose to a consumer reporting agency the name of the defaulter, the amount of the fine and the date the fine went into default.

If payment made

(2) Within 10 days after the director has notice that the fine has been paid in full, the director shall inform the consumer reporting agency of the payment.

Transition

(3) If a fine is payable as a result of a conviction under the *Travel Industry Act*, then, despite the repeal of that Act, the director may treat the fine as if it is payable as a result of a conviction under this Act, and subsections (1) and (2) apply to such fine in like manner as they apply to a fine payable for a conviction under this Act.

Liens and charges

34. (1) If a fine payable as a result of a conviction for an offence under this Act is in default for at least 60 days, the director may by order create a lien against the property of the person who is liable to pay the fine.

Liens on personal property

(2) If the lien created by the director under subsection (1) relates to personal property,

- (a) the *Personal Property Security Act*, except Part V, applies with necessary modifications to the lien, despite clause 4 (1) (a) of that Act;

ces peines. La personne morale qui est déclarée coupable d'une telle infraction est passible d'une amende maximale de 250 000 \$.

Prescription

(4) Est irrecevable l'instance introduite en vertu du présent article plus de deux ans après que les faits sur lesquels elle se fonde sont venus à la connaissance du directeur pour la première fois.

Ordonnance : indemnité ou restitution

32. (1) Le tribunal qui déclare une personne coupable d'une infraction prévue par la présente loi peut, en plus de toute autre peine, lui ordonner de verser une indemnité ou d'effectuer une restitution.

Cas où l'assureur a payé

(2) Si une ordonnance est rendue en faveur d'une personne en vertu du paragraphe (1) et qu'un assureur ou le Fonds lui a déjà versé une indemnité ou a déjà effectué la restitution en sa faveur, la personne à qui il est ordonné de verser l'indemnité ou d'effectuer la restitution remet la somme à l'assureur ou au Fonds, selon le cas.

Défaut de paiement d'amende

33. (1) En cas de défaut de paiement, depuis au moins 60 jours, d'une amende payable par suite d'une déclaration de culpabilité pour infraction à la présente loi, le directeur peut divulguer à une agence de renseignements sur le consommateur le nom de la personne en défaut, le montant de l'amende et la date à laquelle son paiement est en défaut.

Paiement effectué

(2) Dans les 10 jours qui suivent la date à laquelle il a connaissance du paiement intégral de l'amende, le directeur en informe l'agence de renseignements sur le consommateur.

Disposition transitoire

(3) Si une amende est payable par suite d'une déclaration de culpabilité prononcée en application de la *Loi sur les agences de voyages*, le directeur peut, malgré l'abrogation de cette loi, traiter l'amende comme si elle était payable par suite d'une déclaration de culpabilité prononcée en application de la présente loi, et les paragraphes (1) et (2) s'appliquent alors à l'amende de la même manière qu'ils s'appliquent à une amende payable par suite d'une déclaration de culpabilité prononcée en application de la présente loi.

Privilèges et charges

34. (1) En cas de défaut de paiement, depuis au moins 60 jours, d'une amende payable par suite d'une déclaration de culpabilité pour infraction à la présente loi, le directeur peut, par ordonnance, créer un privilège sur les biens de la personne en cause.

Privilèges sur des biens meubles

(2) Si le privilège créé par le directeur en vertu du paragraphe (1) concerne des biens meubles :

- a) la *Loi sur les sûretés mobilières*, à l'exclusion de la partie V, s'applique avec les adaptations nécessaires au privilège, malgré l'alinéa 4 (1) a) de cette loi;

- (b) the lien shall be deemed to be a security interest that has attached for the purposes of the *Personal Property Security Act*; and
- (c) the director may perfect the security interest referred to in clause (b) for the purposes of the *Personal Property Security Act* by the registration of a financing statement under that Act.

Liens and charges on real property

(3) If the lien created by the director under subsection (1) relates to real property, the director may register the lien against the property of the person liable to pay the fine in the proper land registry office and on registration, the obligation under the lien becomes a charge on the property.

Initiation of sale proceedings prohibited

(4) The director shall not initiate sale proceedings in respect of any real property against which he or she has registered a lien under subsection (3).

Proceeds of sale

(5) If a lien is perfected by registration under subsection (2) or is registered against real property under subsection (3) and the related real or personal property is sold, the director shall ensure that the funds he or she receives as a result of the sale are used to pay the fine.

Discharge of lien

(6) Within 10 days after the director has knowledge of the payment in full of the fine, the director shall,

- (a) discharge the registration of any financing statement registered under clause (2) (c); and
- (b) register a discharge of a charge created on registration of a lien under subsection (3).

PART VII GENERAL

Matters confidential

35. (1) Every person exercising any power or carrying out any duties related to the administration of this Act and the regulations shall preserve secrecy with respect to all matters that come to his, her or its knowledge in the course of exercising those powers or carrying out those duties and shall not communicate any such matters to any person except,

- (a) as may be required in connection with the administration of this Act and the regulations, including any proceedings under this Act;
- (b) to a ministry, department or agency of a government engaged in the administration of legislation similar to this Act or legislation that protects consumers or to any entity to which the administration of legislation similar to this Act or legislation that protects consumers has been assigned;

- b) le privilège est réputé une sûreté qui grève les biens meubles pour l'application de la *Loi sur les sûretés mobilières*;
- c) le directeur peut rendre la sûreté visée à l'alinéa b) opposable pour l'application de la *Loi sur les sûretés mobilières* en enregistrant un état de financement en application de cette loi.

Privilèges et charges sur des biens immeubles

(3) Si le privilège créé par le directeur en vertu du paragraphe (1) concerne un bien immeuble de la personne tenue de payer l'amende, le directeur peut l'enregistrer à l'égard du bien au bureau d'enregistrement immobilier compétent et l'obligation qui découle du privilège devient une charge sur le bien au moment de son enregistrement.

Interdiction : démarches visant la vente

(4) Le directeur ne doit pas entreprendre de démarches visant la vente d'un bien immeuble à l'égard duquel il a enregistré un privilège en vertu du paragraphe (3).

Produit de la vente

(5) Si un privilège est rendu opposable par enregistrement en vertu du paragraphe (2) ou qu'il est enregistré à l'égard d'un bien immeuble en vertu du paragraphe (3) et que le bien qu'il vise est vendu, le directeur veille à ce que les sommes qu'il reçoit par suite de la vente soient affectées au paiement de l'amende.

Mainlevée du privilège

(6) Dans les 10 jours qui suivent la date à laquelle il a connaissance du paiement intégral de l'amende, le directeur :

- a) d'une part, donne mainlevée de l'enregistrement de l'état de financement enregistré en vertu de l'alinéa (2) c);
- b) d'autre part, enregistre une mainlevée de la charge créée au moment de l'enregistrement d'un privilège en application du paragraphe (3).

PARTIE VII DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Confidentialité

35. (1) Quiconque exerce des pouvoirs ou des fonctions qui se rapportent à l'application de la présente loi et des règlements est tenu au secret à l'égard de toute question venant à sa connaissance à ce titre et ne doit rien en divulguer à qui que ce soit, sauf, selon le cas :

- a) dans la mesure où l'exige l'application de la présente loi et des règlements, y compris toute instance introduite en vertu de la présente loi;
- b) à un ministère ou organisme d'un gouvernement chargé de l'application de textes législatifs semblables à la présente loi ou de textes législatifs qui protègent les consommateurs, ou à toute entité à laquelle a été confiée l'application de tels textes;

- (c) to a prescribed entity or organization if the purpose for the communication is consumer protection;
- (d) to a law enforcement agency;
- (e) to his or her counsel; or
- (f) with the consent of the person to whom the matter relates.

Testimony

(2) No person to whom subsection (1) applies shall be required to give testimony in any civil proceeding with regard to information obtained in the course of his or her duties under this Act except in a proceeding under this Act.

Service

36. (1) Any notice, order or request is sufficiently given or served if it is,

- (a) delivered personally;
- (b) sent by registered mail; or
- (c) sent by another manner if the sender can prove receipt of the notice, order or request.

Deemed service

(2) If service is made by registered mail, the service shall be deemed to be made on the third day after the day of mailing unless the person on whom service is being made establishes that the person did not, acting in good faith, through absence, accident, illness or other cause beyond the person's control, receive the notice or order until a later date.

Exception

(3) Despite subsections (1) and (2), the Tribunal may order any other method of service it considers appropriate in the circumstances.

Fees

37. (1) The Minister may by order establish fees that are payable under this Act in respect of registration, renewal of registration, late filings and other administrative matters.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply if there is a designated administrative authority.

Non-application of the *Regulations Act*

(3) An order made under this section is not a regulation for the purposes of the *Regulations Act*.

Certificate as evidence

38. (1) For all purposes in any proceeding, a statement purporting to be certified by the director is, without proof of the office or signature of the director, admissible in evidence as proof in the absence of evidence to the contrary, of the facts stated in it in relation to,

- (a) the registration or non-registration of any person;

- c) à une entité ou organisation prescrite si la divulgation a pour objet la protection des consommateurs;
- d) à un organisme chargé de l'exécution de la loi;
- e) à son avocat;
- f) avec le consentement de la personne à laquelle se rapporte la question.

Témoignage

(2) Nulle personne visée par le paragraphe (1) ne doit être contrainte à témoigner dans une instance civile relativement à des renseignements obtenus dans l'exercice des fonctions que lui attribue la présente loi, sauf dans une instance introduite en vertu de celle-ci.

Signification

36. (1) Les avis, ordonnances et demandes sont suffisamment remis ou signifiés s'ils sont :

- a) soit remis à personne;
- b) soit envoyés par courrier recommandé;
- c) soit envoyés d'une autre manière si l'expéditeur peut en prouver la réception.

Signification réputée faite

(2) La signification faite par courrier recommandé est réputée faite le troisième jour qui suit la date de la mise à la poste, à moins que le destinataire ne démontre que, agissant de bonne foi, il n'a reçu l'avis ou l'ordonnance qu'à une date ultérieure pour cause d'absence, d'accident ou de maladie ou pour un autre motif indépendant de sa volonté.

Exception

(3) Malgré les paragraphes (1) et (2), le Tribunal peut ordonner le recours à tout autre mode de signification qu'il estime indiqué dans les circonstances.

Droits

37. (1) Le ministre peut, par arrêté, fixer les droits qui sont payables en application de la présente loi à l'égard de l'inscription, du renouvellement d'inscription, du dépôt tardif de documents et d'autres questions administratives.

Exception

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas s'il y a un organisme d'application désigné.

Non-application de la *Loi sur les règlements*

(3) Les arrêtés pris en vertu du présent article ne sont pas des règlements pour l'application de la *Loi sur les règlements*.

Déclaration admissible en preuve

38. (1) Les déclarations concernant l'une ou l'autre des questions suivantes qui se présentent comme étant attestées par le directeur sont admissibles en preuve dans toute instance comme preuve, en l'absence de preuve contraire, des faits qui y sont énoncés, sans qu'il soit nécessaire d'établir sa qualité officielle ni l'authenticité de sa signature :

- a) l'inscription ou la non-inscription d'une personne;

- (b) the filing or non-filing of any document or material required or permitted to be filed with the registrar;
- (c) the time when the facts upon which the proceedings are based first came to the knowledge of the director; or
- (d) any other matter pertaining to registration or non-registration of persons or to filing or non-filing of information.

Proof of document

(2) Any document made under this Act that purports to be signed by the director or a certified copy of the document is admissible in evidence in any proceeding as proof, in the absence of evidence to the contrary, that the document is signed by the director without proof of the office or signature of the director.

Names and information concerning registrants

39. (1) As required by regulation, the registrar shall make available to the public the names of registrants and other information, as prescribed, in respect of registrants.

Same

(2) The names of registrants shall be made available in the prescribed form and manner and with such information as is prescribed.

Transition

40. Despite the repeal of the *Travel Industry Act*, any person who was registered as a travel agent or travel wholesaler under that Act immediately before this Act is proclaimed into force shall be deemed to be registered as a travel agent or travel wholesaler, as the case may be, under this Act until the person is required to renew their registration under this Act.

PART VIII TRAVEL INDUSTRY COMPENSATION FUND

Compensation Fund

41. (1) The Travel Industry Compensation Fund established under the *Travel Industry Act* is continued.

Regulations

(2) The Fund shall be administered and managed in accordance with the regulations.

PART IX REGULATIONS

Minister's regulations

42. (1) The Minister may make regulations,
- (a) establishing a code of ethics for the purposes of subsection 18 (1);
 - (b) governing the jurisdiction and procedures of any committee established under this Act;

- b) le dépôt ou le non-dépôt d'un document qui doit ou peut être déposé auprès du registrateur;
- c) la date à laquelle les faits sur lesquels l'instance est fondée sont venus à la connaissance du directeur;
- d) toute autre question qui se rapporte à l'inscription ou à la non-inscription de personnes ou au dépôt ou au non-dépôt de renseignements.

Force probante des documents

(2) Les documents rédigés aux termes de la présente loi qui se présentent comme étant signés par le directeur ou leurs copies certifiées conformes sont admissibles en preuve dans toute instance comme preuve, en l'absence de preuve contraire, qu'ils sont signés par lui, sans qu'il soit nécessaire d'établir sa qualité officielle ni l'authenticité de sa signature.

Noms des personnes inscrites et renseignements les concernant

39. (1) Le registrateur rend public le nom des personnes inscrites et les autres renseignements prescrits les concernant, selon ce qu'exigent les règlements.

Idem

(2) Le nom des personnes inscrites est rendu public sous la forme et de la manière prescrites et est accompagné des renseignements prescrits.

Dispositions transitoires

40. Malgré l'abrogation de la *Loi sur les agences de voyages*, quiconque était inscrit à titre d'agent de voyages ou de grossiste en voyages sous le régime de cette loi immédiatement avant la proclamation de l'entrée en vigueur de la présente loi est réputé inscrit à titre d'agent de voyages ou de voyageur, selon le cas, sous le régime de la présente loi jusqu'au moment où il doit renouveler son inscription en application de celle-ci.

PARTIE VIII FONDS D'INDEMNISATION DU SECTEUR DU VOYAGE

Fonds d'indemnisation

41. (1) Le Fonds d'indemnisation des agences de voyages créé sous le régime de la *Loi sur les agences de voyages* est maintenu sous le nom de Fonds d'indemnisation du secteur du voyage.

Règlements

(2) Le Fonds est administré et géré conformément aux règlements.

PARTIE IX RÈGLEMENTS

Règlements du ministre

42. (1) Le ministre peut, par règlement :
- a) établir un code de déontologie pour l'application du paragraphe 18 (1);
 - b) régir la compétence et la procédure de tout comité constitué en application de la présente loi;

- (c) respecting any matters that may be delegated by the Lieutenant Governor in Council under paragraph 41 of section 43.

Delegation

(2) Despite subsection 3 (4) of the *Safety and Consumer Statutes Administration Act, 1996*, the Minister may, in writing, delegate to the board of the administrative authority the power to make some or all of the regulations under this section, subject to the approval of the Minister.

Approval

(3) The Minister may approve or refuse to approve the regulations but approval shall not be given unless, in his or her opinion, they have been made in accordance with the consultation criteria and process set out in the administrative agreement described in subsection 4 (1) of the *Safety and Consumer Statutes Administration Act, 1996*.

Revocation, transition

(4) The Minister may, in writing, revoke the delegation under this section but the revocation does not result in the revocation of the regulations, which remain valid and may be amended or revoked by the Minister.

Conflicts

(5) If there is a conflict between a regulation made under this section and a regulation made by the Lieutenant Governor in Council under section 43, the latter prevails.

General or particular

(6) A regulation under this section may be general or particular in its application.

Lieutenant Governor in Council regulations

43. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

1. exempting any person or class of persons from any provision of this Act or the regulations and attaching conditions to an exemption;
2. respecting applications for registration or renewal of registration and prescribing conditions of registration;
3. providing for the expiration and renewal of registrations;
4. governing the composition and manner of appointment of the members of the discipline committee and appeals committee;
5. prescribing a maximum fine to be imposed for contravention of the code of ethics;
6. respecting financial security requirements for registrants or any class of registrants, including requiring them to be bonded or insured or have collateral security, and prescribing the forfeiture of bonds, the disposition of proceeds and other terms related to the financial security requirements;

- c) traiter des questions que le lieutenant-gouverneur en conseil peut déléguer en vertu de la disposition 41 de l'article 43.

Délégation

(2) Malgré le paragraphe 3 (4) de la *Loi de 1996 sur l'application de certaines lois traitant de sécurité et de services aux consommateurs*, le ministre peut déléguer par écrit au conseil d'administration de l'organisme d'application le pouvoir de prendre, sous réserve de son approbation, certains ou la totalité des règlements visés au présent article.

Approbation

(3) Le ministre peut approuver ou refuser d'approuver les règlements, mais il ne doit les approuver que s'il estime qu'ils ont été pris conformément aux critères de consultation et au processus énoncés dans l'accord d'application visé au paragraphe 4 (1) de la *Loi de 1996 sur l'application de certaines lois traitant de sécurité et de services aux consommateurs*.

Révocation : disposition transitoire

(4) Le ministre peut révoquer par écrit la délégation faite en vertu du présent article. Toutefois, cette révocation n'entraîne pas l'abrogation des règlements, qui demeurent valides et qu'il peut modifier ou abroger.

Incompatibilité

(5) Les règlements que le lieutenant-gouverneur en conseil prend en application de l'article 43 l'emportent sur tout règlement incompatible pris en application du présent article.

Portée

(6) Les règlements pris en application du présent article peuvent avoir une portée générale ou particulière.

Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil

43. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

1. soustraire une personne ou une catégorie de personnes à l'application d'une disposition de la présente loi ou des règlements et assortir toute dispense de conditions;
2. traiter des demandes d'inscription ou de renouvellement d'inscription, et prescrire les conditions de l'inscription;
3. prévoir l'expiration et le renouvellement des inscriptions;
4. régir la composition du comité de discipline et du comité d'appel ainsi que le mode de nomination de leurs membres;
5. prescrire l'amende maximale à imposer en cas de contravention au code de déontologie;
6. traiter des exigences en matière de sûreté financière qui s'appliquent aux personnes inscrites ou à des catégories de celles-ci, y compris exiger qu'elles fournissent un cautionnement, qu'elles soient assurées ou qu'elles disposent de garanties accessoires, et prescrire la réalisation des caution-

- nements, la disposition du produit et les autres conditions relatives aux exigences en matière de sûreté financière;
7. if there is a requirement that registrants or any class of registrants be insured, prescribing the minimum amount of insurance for which they must be insured and prescribing the insurers with which they must be insured;
 8. regulating the management and operation of branch offices of travel agents;
 9. governing contracts for the purchase or acquisition of travel services by travel wholesalers;
 10. requiring registrants to provide, on request and in the prescribed circumstances, proof of registration and prescribing the nature of the proof and the manner in which it is to be provided;
 11. requiring and governing the maintenance of trust accounts by registrants or any class of registrants, prescribing the money that shall be held in trust and the conditions of the trust and authorizing the registrar to specify the location at which such trust accounts must be kept;
 12. setting out the manner in which trust accounts are wound down when a registration ends;
 13. governing the documents and records that must be kept by registrants or any class of registrants, including the manner and location in which they are kept and the time periods for retaining such information and authorizing the registrar to specify the location at which they must be kept;
 14. prescribing the responsibilities of registrants or any class of registrant;
 15. requiring registrants to provide information to the registrar concerning persons other than the registrants in order to assist in determining whether such persons are or may be interested persons;
 16. prescribing information that a travel agent or travel wholesaler must disclose to a customer or to another registrant;
 17. governing the disclosure of names of registrants and other information concerning registrants;
 18. respecting procedures and other matters related to complaints under section 16;
 19. respecting inspections and investigations under this Act;
 20. respecting the manner in which and the frequency with which decisions of the discipline committee and appeals committee are made available to the public;
 21. governing procedures for hearings held by the Tribunal and providing for the responsibility for the payment of witness fees and expenses at proceedings before the Tribunal and prescribing the amounts of the fees and expenses;
7. s'il est exigé que les personnes inscrites ou des catégories de celles-ci soient assurées, prescrire la somme assurée minimale et prescrire les assureurs auprès de qui elles doivent souscrire l'assurance;
 8. réglementer la gestion et l'exploitation des succursales d'agents de voyages;
 9. régir les contrats passés en vue de l'acquisition de services de voyages par les voyagistes;
 10. exiger que les personnes inscrites fournissent une preuve d'inscription sur demande et dans les circonstances prescrites et prescrire la nature de la preuve et la manière dont elle doit être fournie;
 11. exiger et régir la détention de comptes en fiducie par les personnes inscrites ou des catégories de celles-ci, fixer les sommes qui doivent être détenues en fiducie et les conditions de la fiducie et autoriser le registrateur à préciser l'endroit où ces comptes doivent être ouverts;
 12. établir la façon dont les comptes en fiducie sont liquidés lorsqu'une inscription prend fin;
 13. régir les documents et dossiers que doivent tenir les personnes inscrites ou des catégories de celles-ci, y compris la manière dont ils sont tenus, l'endroit où ils le sont et leur délai de conservation, et autoriser le registrateur à préciser l'endroit où ils doivent être conservés;
 14. prescrire les responsabilités des personnes inscrites ou de catégories de celles-ci;
 15. exiger qu'une personne inscrite fournisse des renseignements au registrateur au sujet d'autres personnes pour l'aider à déterminer si ces personnes sont ou peuvent être des personnes intéressées;
 16. prescrire les renseignements que les agents de voyages ou les voyagistes doivent divulguer aux clients ou aux autres personnes inscrites;
 17. régir la divulgation des noms des personnes inscrites et d'autres renseignements les concernant;
 18. traiter de la marche à suivre et d'autres questions relatives aux plaintes présentées en vertu de l'article 16;
 19. traiter des inspections et des enquêtes prévues par la présente loi;
 20. traiter de la manière dont les décisions du comité de discipline et du comité d'appel sont rendues publiques et de la fréquence à laquelle elles doivent l'être;
 21. régir la procédure des audiences que tient le Tribunal, prévoir la responsabilité du paiement de l'indemnité et des débours des témoins dans les instances introduites devant lui et en prescrire le montant;

22. varying the manner in which a notice under subsection 23 (7) or a lien under subsection 34 (3) is registered as a result of technological or electronic changes in the filing of documents in the land registry office;
23. prescribing information that must be provided to the registrar and requiring that specified information be verified by affidavit;
24. governing contracts for the sale of travel services;
25. governing the administration and maintenance of the Fund;
26. requiring that the Fund be held in trust and prescribing the terms of the trust;
27. requiring the participation in the Fund by travel agents and travel wholesalers;
28. respecting and requiring the payment of levies into the Fund by travel agents and travel wholesalers and prescribing the amounts thereof;
29. respecting the payment out of the Fund of claims and procedures to be followed in respect of such claims;
30. respecting the payment out of the Fund for matters relating to the administration and operation of the Fund;
31. prescribing the circumstances under which a registrant is required to reimburse the Fund for the payment of claims to customers of a registrant and prescribing rules respecting the time and manner for the reimbursement and the imposition of penalties and interest;
32. governing the reimbursement by registrants to the Fund for money paid out of the Fund to reimburse a customer of the registrant or to provide travel services to a customer of the registrant;
33. governing procedures and obligations if a participant is in default in making a payment to the Fund;
34. respecting the borrowing of money to supplement the Fund;
35. requiring decisions in respect of claims made against the Fund to be made available to the public, prescribing the manner in which the decisions are to be made available to the public, including requiring their publication, and governing the information contained in the decision which shall not be disclosed to the public;
36. requiring the registrar to make available to the public the names of registrants and prescribing the form and manner in which the names of registrants are made available and prescribing other information in respect of registrants that may be made available to the public;
22. modifier la manière dont un avis visé au paragraphe 23 (7) ou un privilège visé au paragraphe 34 (3) est enregistré par suite des changements technologiques ou électroniques survenus dans le mode de dépôt de documents au bureau d'enregistrement immobilier;
23. prescrire les renseignements qui doivent être fournis au registrateur et exiger que les renseignements précisés soient appuyés d'un affidavit;
24. régir les contrats de fourniture de services de voyages;
25. régir l'administration et la gestion du Fonds;
26. exiger que le Fonds soit détenu en fiducie et prescrire les conditions de cette fiducie;
27. exiger la participation au Fonds des agents de voyages et des voyagistes;
28. traiter du paiement de cotisations au Fonds par les agents de voyages et les voyagistes, exiger ce paiement et prescrire le montant des cotisations;
29. traiter du paiement d'indemnités sur le Fonds et de la marche à suivre à cet égard;
30. traiter du paiement sur le Fonds de sommes liées à son administration et à son fonctionnement;
31. prescrire les circonstances dans lesquelles une personne inscrite est tenue de rembourser au Fonds les indemnités versées à des clients d'une personne inscrite et prescrire les règles concernant le délai et la méthode de remboursement ainsi que l'imposition de pénalités et d'intérêts;
32. régir le remboursement au Fonds par des personnes inscrites des sommes payées afin de rembourser leurs clients ou pour leur fournir des services de voyages;
33. régir la marche à suivre et les obligations à respecter si un participant n'effectue pas un versement au Fonds;
34. traiter des emprunts nécessaires pour augmenter le Fonds;
35. exiger que les décisions concernant les demandes d'indemnisation visant le Fonds soient rendues publiques, prescrire la manière de le faire, y compris exiger leur publication, et régir les renseignements contenus dans la décision qui ne doivent pas être divulgués au public;
36. exiger que le registrateur rende publics les noms des personnes inscrites, prescrire la forme et la manière de le faire, et prescrire les autres renseignements les concernant qui peuvent être rendus publics;

37. requiring that any information required under this Act be in a form approved by the director, the registrar or the Minister, as specified in the regulation;
38. regulating advertising and representations or promises intended to induce the sale of travel services;
39. requiring registrants or classes of registrants to submit advertisements to the registrar for approval during a prescribed period of time and prescribing the period of time;
40. requiring registrants or classes of registrants to maintain business premises that comply with the prescribed rules;
41. delegating any matter that may be the subject of a regulation under this section to the Minister;
42. prescribing rules relating to addresses for service under the Act;
43. providing for any transitional matter necessary for the effective implementation of this Act or the regulations;
44. governing the application of the *Electronic Commerce Act, 2000* or any part of that Act to this Act;
45. prescribing any matter or thing that this Act refers to as being prescribed or in accordance with the regulations.

Residual authority to act

(2) Despite any delegation to the Minister under this section and without having to revoke the delegation, the Lieutenant Governor in Council continues to have authority to make regulations in respect of the matter that is the subject of the delegation.

Revocation, transition

(3) The Lieutenant Governor in Council may, in writing, revoke a delegation to the Minister under this section, but the revocation shall not result in the revocation of any regulation made by the Minister under the delegation and the regulation remains valid and may be amended or revoked by regulation made by the Lieutenant Governor in Council.

Making regulation not a revocation

(4) The making of a regulation to which subsection (2) applies by the Lieutenant Governor in Council shall not constitute the revocation of a delegation under this section unless the regulation so specifies.

General or particular

(5) A regulation under this section may be general or particular in its application.

37. exiger que tout renseignement exigé en vertu de la présente loi se présente sous la forme qu'approuve le directeur, le registrateur ou le ministre, selon ce que précise le règlement;
38. réglementer la publicité et les assertions ou promesses visant à favoriser la fourniture de services de voyages;
39. exiger que les personnes inscrites ou des catégories de celles-ci soumettent des annonces publicitaires au registrateur pour approbation dans un délai prescrit et prescrire ce délai;
40. exiger que les personnes inscrites ou des catégories de celles-ci tiennent des locaux commerciaux qui soient conformes aux règles prescrites;
41. déléguer au ministre toute question qui peut faire l'objet d'un règlement pris en application du présent article;
42. prescrire des règles relatives aux adresses aux fins de signification pour l'application de la présente loi;
43. prévoir toute mesure de transition nécessaire pour la mise en application efficace de la présente loi ou des règlements;
44. régir l'application de la *Loi de 2000 sur le commerce électronique* ou d'une partie de cette loi à la présente loi;
45. prescrire toute question ou chose que la présente loi mentionne comme étant prescrite ou devant être conforme aux règlements.

Pouvoir résiduel d'agir

(2) Malgré toute délégation qu'il fait au ministre en vertu du présent article et sans avoir à révoquer la délégation, le lieutenant-gouverneur en conseil conserve le pouvoir de prendre des règlements à l'égard de la question qui fait l'objet de la délégation.

Révocation : mesure transitoire

(3) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut révoquer par écrit la délégation faite en faveur du ministre en vertu du présent article. Toutefois, cette révocation n'entraîne pas l'abrogation des règlements qu'a pris le ministre en vertu de la délégation, lesquels demeurent valides et peuvent être modifiés ou abrogés par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.

Non une révocation de la délégation

(4) La prise d'un règlement auquel s'applique le paragraphe (2) par le lieutenant-gouverneur en conseil n'entraîne la révocation d'une délégation aux termes du présent article que si le règlement le précise.

Portée

(5) Les règlements pris en application du présent article peuvent avoir une portée générale ou particulière.

PART X
COMMENCEMENT AND SHORT TITLE**Commencement**

44. The Act set out in this Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

45. The short title of the Act set out in this Schedule is the *Travel Industry Act, 2002*.

PARTIE X
ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ**Entrée en vigueur**

44. La loi figurant à la présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

45. Le titre abrégé de la loi figurant à la présente annexe est *Loi de 2002 sur le secteur du voyage*.

SCHEDULE E
AMENDMENTS TO OTHER ACTS

CONTENTS

1. *Business Practices Act* repealed
2. *Collection Agencies Act* amended
3. *Consumer Protection Act* repealed
4. *Consumer Protection Bureau Act* repealed
5. *Consumer Reporting Act* amended
6. *Discriminatory Business Practices Act* amended
7. *Highway Traffic Act* amended
8. *Licence Appeal Tribunal Act, 1999* amended
9. *Loan Brokers Act, 1994* repealed
10. *Ministry of Consumer and Business Services Act* amended
11. *Mortgage Brokers Act* amended
12. *Motor Vehicle Dealers Act* repealed
13. *Motor Vehicle Repair Act* repealed
14. *Personal Property Security Act* amended
15. *Prepaid Services Act* repealed
16. *Real Estate and Business Brokers Act* repealed
17. *Registered Insurance Brokers Act* amended
18. *Retail Sales Tax Act* amended
19. *Safety and Consumer Statutes Administration Act, 1996* amended
20. *Toronto Islands Residential Community Stewardship Act, 1993* amended
21. *Travel Industry Act* repealed
22. Commencement

Business Practices Act repealed

1. The *Business Practices Act*, as amended by Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 73, 1997, chapter 19, section 28, 1998 chapter 18, Schedule E, sections 40 and 41, 1999, chapter 12, Schedule G, section 14 and 2001, chapter 9, Schedule D, sections 13 and 14, is repealed.

Collection Agencies Act amended

2. (1) Clause 2 (d) of the *Collection Agencies Act* is amended by striking out "*Real Estate and Business Brokers Act*" and substituting "*Real Estate and Business Brokers Act, 2002*".

ANNEXE E
MODIFICATION D'AUTRES LOIS

SOMMAIRE

1. Abrogation de la *Loi sur les pratiques de commerce*
2. Modification de la *Loi sur les agences de recouvrement*
3. Abrogation de la *Loi sur la protection du consommateur*
4. Abrogation de la *Loi sur l'Office de protection du consommateur*
5. Modification de la *Loi sur les renseignements concernant le consommateur*
6. Modification de la *Loi sur les pratiques de commerce discriminatoires*
7. Modification du *Code de la route*
8. Modification de la *Loi de 1999 sur le Tribunal d'appel en matière de permis*
9. Abrogation de la *Loi de 1994 sur les courtiers en prêts*
10. Modification de la *Loi sur le ministère des Services aux consommateurs et aux entreprises*
11. Modification de la *Loi sur les courtiers en hypothèques*
12. Abrogation de la *Loi sur les commerçants de véhicules automobiles*
13. Abrogation de la *Loi sur les réparations de véhicules automobiles*
14. Modification de la *Loi sur les sûretés mobilières*
15. Abrogation de la *Loi sur les services prépayés*
16. Abrogation de la *Loi sur le courtage commercial et immobilier*
17. Modification de la *Loi sur les courtiers d'assurances inscrits*
18. Modification de la *Loi sur la taxe de vente au détail*
19. Modification de la *Loi de 1996 sur l'application de certaines lois traitant de sécurité et de services aux consommateurs*
20. Modification de la *Loi de 1993 sur l'administration de la zone résidentielle des îles de Toronto*
21. Abrogation de la *Loi sur les agences de voyages*
22. Entrée en vigueur

Abrogation de la *Loi sur les pratiques de commerce*

1. La *Loi sur les pratiques de commerce*, telle qu'elle est modifiée par l'article 73 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, par l'article 28 du chapitre 19 des Lois de l'Ontario de 1997, par les articles 40 et 41 de l'annexe E du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1998, par l'article 14 de l'annexe G du chapitre 12 des Lois de l'Ontario de 1999 et par les articles 13 et 14 de l'annexe D du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 2001, est abrogée.

Modification de la *Loi sur les agences de recouvrement*

2. (1) L'alinéa 2 d) de la *Loi sur les agences de recouvrement* est modifié par substitution de «*Loi de 2002 sur le courtage commercial et immobilier*» à «*Loi sur le courtage commercial et immobilier*».

Same

(2) Section 15 of the Act is repealed.

Consumer Protection Act repealed

3. The *Consumer Protection Act*, as amended by Statutes of Ontario, 1993, chapter 27, Schedule, 1997, chapter 35, section 1, 1998, chapter 15, Schedule E, section 4, 1998, chapter 18, Schedule E, sections 54 and 55, 1999, chapter 12, Schedule F, sections 11 to 20, 1999, chapter 12, Schedule G, section 19, 2001, chapter 9, Schedule D, section 4 and 2002, chapter 17, Schedule F, Table, is repealed.

Consumer Protection Bureau Act repealed

4. The *Consumer Protection Bureau Act*, as amended by Statutes of Ontario, 2001, chapter 9, Schedule D, section 13, is repealed.

*Consumer Reporting Act
amended*

5. (1) The definitions of "credit repair" and "credit repairer" in subsection 1 (1) of the *Consumer Reporting Act*, as enacted by the Statutes of Ontario, 2000, chapter 26, Schedule B, section 8, are repealed.

Same

(2) Sections 13.1, 13.2, 13.3, 13.4, 13.5, 13.6, 13.7 and 13.8 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 2000, chapter 26, Schedule B, section 8, are repealed.

Same

(3) Section 17 of the Act is repealed.

Discriminatory Business Practices Act amended

6. (1) Subsections 6 (2) and (3) of the *Discriminatory Business Practices Act* are repealed and the following substituted:

*Application of
Consumer Protection Act, 2002*

(2) If the Director proposes to make an order under subsection (1), subsections 111 (2) to (7) of the *Consumer Protection Act, 2002* apply with necessary modifications.

Order for immediate compliance

(3) Despite subsection (2), the Director may make an order under subsection (1) to take effect immediately if, in the Director's opinion, to do so is necessary for the protection of the public or of any person and in such case subsections 112 (2) to (6) of the *Consumer Protection Act, 2002* apply with necessary modifications and, subject to subsections 112 (3), (4) and (5) of that Act, the order takes effect immediately.

Idem

(2) L'article 15 de la Loi est abrogé.

Abrogation de la Loi sur la protection du consommateur

3. La *Loi sur la protection du consommateur*, telle qu'elle est modifiée par l'annexe du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1993, par l'article 1 du chapitre 35 des Lois de l'Ontario de 1997, par l'article 4 de l'annexe E du chapitre 15 et les articles 54 et 55 de l'annexe E du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1998, par les articles 11 à 20 de l'annexe F et l'article 19 de l'annexe G du chapitre 12 des Lois de l'Ontario de 1999, par l'article 4 de l'annexe D du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 2001 et par le tableau de l'annexe F du chapitre 17 des Lois de l'Ontario de 2002, est abrogée.

Abrogation de la Loi sur l'Office de protection du consommateur

4. La *Loi sur l'Office de protection du consommateur*, telle qu'elle est modifiée par l'article 13 de l'annexe D du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 2001, est abrogée.

*Modification de la Loi sur les renseignements
concernant le consommateur*

5. (1) Les définitions de «redressement de crédit» et de «redresseur de crédit» au paragraphe 1 (1) de la *Loi sur les renseignements concernant le consommateur*, telles qu'elles sont édictées par l'article 8 de l'annexe B du chapitre 26 des Lois de l'Ontario de 2000, sont abrogées.

Idem

(2) Les articles 13.1, 13.2, 13.3, 13.4, 13.5, 13.6, 13.7 et 13.8 de la Loi, tels qu'ils sont édictés par l'article 8 de l'annexe B du chapitre 26 des Lois de l'Ontario de 2000, sont abrogés.

Idem

(3) L'article 17 de la Loi est abrogé.

Modification de la Loi sur les pratiques de commerce discriminatoires

6. (1) Les paragraphes 6 (2) et (3) de la *Loi sur les pratiques de commerce discriminatoires* sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

*Champ d'application de la Loi de 2002 sur la protection
du consommateur*

(2) Si le directeur a l'intention de donner un ordre en vertu du paragraphe (1), les paragraphes 111 (2) à (7) de la *Loi de 2002 sur la protection du consommateur* s'appliquent avec les adaptations nécessaires.

Entrée en vigueur immédiate de l'ordre

(3) Malgré le paragraphe (2), le directeur peut prévoir l'entrée en vigueur immédiate de l'ordre qu'il donne en vertu du paragraphe (1) s'il est d'avis que la protection du public ou d'une personne l'exige. Les paragraphes 112 (2) à (6) de la *Loi de 2002 sur la protection du consommateur* s'appliquent alors, avec les adaptations nécessaires, et, sous réserve des paragraphes 112 (3), (4) et (5) de cette loi, l'ordre entre en vigueur immédiatement.

Same

(2) Section 8 of the Act is repealed and the following substituted:

Appointment of investigators

8. (1) The Director may appoint persons to be investigators for the purposes of conducting investigations.

Certificate of appointment

(2) The Director shall issue to every investigator a certificate of appointment bearing his or her signature or a facsimile of the signature.

Production of certificate of appointment

(3) Every investigator who is exercising powers under section 8.1 shall, upon request, produce the certificate of appointment as an investigator.

Search warrant

8.1 (1) Upon application made without notice by an investigator appointed under this Act, a justice of the peace may issue a warrant, if he or she is satisfied on information under oath that there is reasonable ground for believing that a person has contravened or is contravening this Act or the regulations, and,

- (a) there are in any building, dwelling, receptacle or place anything relating to the contravention of this Act or the regulations; or
- (b) there is information or other evidence relating to the contravention of this Act or the regulations that may be obtained through the use of an investigative technique or procedure or the doing of anything described in the warrant.

Same

(2) Subsections 107 (2) to (13) of the *Consumer Protection Act, 2002* apply with necessary modifications to a warrant issued under subsection (1).

Searches in exigent circumstances

8.2 (1) Although a warrant issued under section 8.1 would otherwise be required, an investigator may exercise any of the powers described in subsection 107 (2) of the *Consumer Protection Act, 2002* without a warrant if the conditions for obtaining the warrant exist but by reason of exigent circumstances it would be impracticable to obtain the warrant.

Dwellings

(2) Subsection (1) does not apply to a building or part of a building that is being used as a dwelling place.

Use of force

(3) The investigator may, in executing any authority given by this section, call upon police officers for assistance and use whatever force is reasonably necessary.

Idem

(2) L'article 8 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Nomination d'enquêteurs

8. (1) Le directeur peut nommer des enquêteurs pour mener des enquêtes.

Attestation de nomination

(2) Le directeur délivre une attestation de nomination portant sa signature, ou un fac-similé de celle-ci, à chaque enquêteur.

Production de l'attestation de nomination

(3) L'enquêteur qui exerce les pouvoirs que lui confère l'article 8.1 produit sur demande son attestation de nomination comme enquêteur.

Mandat de perquisition

8.1 (1) Sur demande sans préavis d'un enquêteur nommé en vertu de la présente loi, un juge de paix peut délivrer un mandat s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation faite sous serment, qu'il existe des motifs raisonnables de croire qu'une personne a contrevenu ou contrevient à la présente loi ou aux règlements et :

- a) soit qu'une chose quelconque se rapportant à la contravention à la présente loi ou aux règlements se trouve dans un bâtiment, un logement, un réceptacle ou un endroit;
- b) soit que des renseignements ou d'autres éléments de preuve se rapportant à la contravention à la présente loi ou aux règlements pourront être obtenus au moyen d'une technique ou méthode d'enquête ou d'un acte qui est mentionné dans le mandat.

Idem

(2) Les paragraphes 107 (2) à (13) de la *Loi de 2002 sur la protection du consommateur* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux mandats délivrés en vertu du paragraphe (1).

Perquisitions en cas d'urgence

8.2 (1) Malgré le fait qu'un mandat décerné en vertu de l'article 8.1 serait par ailleurs exigé, un enquêteur peut exercer sans mandat les pouvoirs visés au paragraphe 107 (2) de la *Loi de 2002 sur la protection du consommateur* lorsque l'urgence de la situation rend difficilement réalisable l'obtention du mandat, pourvu que les conditions de sa délivrance soient réunies.

Logements

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux bâtiments ou parties de bâtiments qui sont utilisés comme logements.

Recours à la force

(3) Dans l'exercice des pouvoirs que lui confère le présent article, l'enquêteur peut faire appel à des agents de police et recourir à toute la force raisonnablement nécessaire.

Admissibility

(4) A copy of a document or record certified by an investigator as being a true copy of the original is admissible in evidence to the same extent as the original and has the same evidentiary value.

Same

(3) Section 13 of the Act is amended by striking out "under section 8" in the portion before clause (a).

Same

(4) Clause 16 (1) (c) of the Act is amended by striking out "section 8" and substituting "section 8.1".

Highway Traffic Act amended

7. Subsection 59 (2) of the *Highway Traffic Act* is amended by striking out "*Motor Vehicle Dealers Act*" and substituting "*Motor Vehicle Dealers Act, 2002*".

Licence Appeal Tribunal Act, 1999
amended

8. Section 11 of the *Licence Appeal Tribunal Act, 1999* is amended,

- (a) by striking out "*Business Practices Act*";
- (b) by striking out "*Consumer Protection Act*" and substituting "*Consumer Protection Act, 2002*";
- (c) by striking out "*Loan Brokers Act, 1994*";
- (d) by striking out "*Motor Vehicle Dealers Act*" and substituting "*Motor Vehicle Dealers Act, 2002*";
- (e) by striking out "*Real Estate and Business Brokers Act*" and substituting "*Real Estate and Business Brokers Act, 2002*"; and
- (f) by striking out "*Travel Industry Act*" and substituting "*Travel Industry Act, 2002*".

Loan Brokers Act, 1994 repealed

9. The *Loan Brokers Act, 1994*, as amended by Statutes of Ontario, 1998, chapter 18, Schedule E, sections 176 to 178, 1999, chapter 12, Schedule G, section 26 and 2001, chapter 9, Schedule D, section 13, is repealed.

Ministry of Consumer and Business Services Act
amended

10. The *Ministry of Consumer and Business Services Act* is amended by adding the following sections:

Investigations

5.1 (1) The Minister may by written order appoint a

Admissibilité

(4) La copie d'un document ou d'un dossier qui est certifiée conforme à l'original par un enquêteur est admissible en preuve au même titre que l'original et a la même valeur probante.

Idem

(3) L'article 13 de la Loi est modifié par suppression de «en vertu de l'article 8» dans le passage qui précède l'alinéa a).

Idem

(4) L'alinéa 16 (1) c) de la Loi est modifié par substitution de «l'article 8.1» à «l'article 8».

Modification du Code de la route

7. Le paragraphe 59 (2) du *Code de la route* est modifié par substitution de «*Loi de 2002 sur le commerce des véhicules automobiles*» à «*Loi sur les commerçants de véhicules automobiles*».

Modification de la Loi de 1999 sur le Tribunal d'appel
en matière de permis

8. L'article 11 de la *Loi de 1999 sur le Tribunal d'appel en matière de permis* est modifié :

- a) par suppression de «*Loi sur les pratiques de commerce*»;
- b) par substitution de «*Loi de 2002 sur la protection du consommateur*» à «*Loi sur la protection du consommateur*»;
- c) par suppression de «*Loi de 1994 sur les courtiers en prêts*»;
- d) par substitution de «*Loi de 2002 sur le commerce des véhicules automobiles*» à «*Loi sur les commerçants de véhicules automobiles*»;
- e) par substitution de «*Loi de 2002 sur le courtage commercial et immobilier*» à «*Loi sur le courtage commercial et immobilier*»;
- f) par substitution de «*Loi de 2002 sur le secteur du voyage*» à «*Loi sur les agences de voyages*».

Abrogation de la Loi de 1994 sur les courtiers en prêts

9. La *Loi de 1994 sur les courtiers en prêts*, telle qu'elle est modifiée par les articles 176 à 178 de l'annexe E du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1998, par l'article 26 de l'annexe G du chapitre 12 des Lois de l'Ontario de 1999 et par l'article 13 de l'annexe D du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 2001, est abrogée.

Modification de la Loi sur le ministère des Services
aux consommateurs et aux entreprises

10. La *Loi sur le ministère des Services aux consommateurs et aux entreprises* est modifiée par adjonction des articles suivants :

Enquêtes

5.1 (1) Le ministre peut, par arrêté, nommer une per-

person to make an investigation into any matter that relates to an Act that has been assigned to him or her and is prescribed by regulation.

Powers, duties

(2) The person appointed shall report the result of the investigation to the Minister and, for the purposes of the investigation, that person has the powers of a commission under Part II of the *Public Inquiries Act*, which Part applies to the investigation as if it were an inquiry under that Act.

Experts

- (3) The Minister may appoint an expert,
- (a) to examine valuables, documents, records or other things obtained under this section; or
- (b) to provide assistance in producing a document or record in readable form from any data storage, processing or retrieval device or system.

Regulations

(4) The Lieutenant Governor in Council may make regulations prescribing Acts for the purpose of subsection (1).

Proof of document

10. Any document made under this Act that purports to be signed by the Minister or Deputy Minister, or a certified copy of the document, is receivable in evidence in any action, prosecution or other proceeding as proof, in the absence of evidence to the contrary, that the document is signed by the Minister or Deputy Minister without proof of the office or signature of the Minister or Deputy Minister.

Mortgage Brokers Act amended

11. (1) Clause 2 (b) of the *Mortgage Brokers Act* is amended by striking out "*Real Estate and Business Brokers Act*" and substituting "*Real Estate and Business Brokers Act, 2002*".

(2) Subsection 4 (4) of the Act is amended by striking out "*Real Estate and Business Brokers Act*" and substituting "*Real Estate and Business Brokers Act, 2002*".

Motor Vehicle Dealers Act repealed

12. The *Motor Vehicle Dealers Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 92, 1997, chapter 19, section 38, 1997, chapter 35, section 2, 1998, chapter 18, Schedule E, sections 184 to 186, 1999, chapter 12, Schedule G, section 29 and 2001, chapter 9, Schedule D, sections 13 and 14, is repealed.

sonne pour mener une enquête sur toute question relative à une loi dont l'application lui a été confiée et que prescrivent les règlements.

Pouvoirs et obligations

(2) La personne nommée présente un rapport au ministre sur les résultats de son enquête et, pour les besoins de celle-ci, est investie des pouvoirs que confère à une commission la partie II de la *Loi sur les enquêtes publiques*, laquelle partie s'applique à l'enquête comme s'il s'agissait d'une enquête au sens de cette loi.

Expert

- (3) Le ministre peut nommer un expert qu'il charge :
- a) soit d'examiner les objets de valeur, les documents, les dossiers ou autres choses obtenus en application du présent article;
- b) soit de fournir de l'aide pour produire un document ou un dossier sous forme lisible à partir d'un dispositif ou système de stockage, de traitement ou d'extraction des données.

Règlements

(4) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prescrire des lois pour l'application du paragraphe (1).

Force probante des documents

10. Les documents rédigés en application de la présente loi qui se présentent comme étant signé par le ministre ou le sous-ministre ou leurs copies certifiées conformes sont admissibles en preuve dans toute action, poursuite ou autre instance comme preuve, en l'absence de preuve contraire, qu'ils sont signés par lui, sans qu'il soit nécessaire d'établir sa qualité officielle ni l'authenticité de sa signature.

Modification de la *Loi sur les courtiers en hypothèques*

11. (1) L'alinéa 2 b) de la *Loi sur les courtiers en hypothèques* est modifié par substitution de «*Loi de 2002 sur le courtage commercial et immobilier*» à «*Loi sur le courtage commercial et immobilier*».

(2) Le paragraphe 4 (4) de la Loi est modifié par substitution de «*Loi de 2002 sur le courtage commercial et immobilier*» à «*Loi sur le courtage commercial et immobilier*».

Abrogation de la *Loi sur les commerçants de véhicules automobiles*

12. La *Loi sur les commerçants de véhicules automobiles*, telle qu'elle est modifiée par l'article 92 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, par l'article 38 du chapitre 19 et l'article 2 du chapitre 35 des Lois de l'Ontario de 1997, par les articles 184 à 186 de l'annexe E du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1998, par l'article 29 de l'annexe G du chapitre 12 des Lois de l'Ontario de 1999 et par les articles 13 et 14 de l'annexe D du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 2001, est abrogée.

Motor Vehicle Repair Act repealed

13. The *Motor Vehicle Repair Act*, as amended by Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 93, 1997, chapter 35, section 3 and 2001, chapter 9, Schedule D, section 13, is repealed.

Personal Property Security Act amended

14. (1) Subsection 14 (2) of the *Personal Property Security Act* is repealed and the following substituted:

Non-application

(2) Subsection (1) does not apply to an assignment to which section 83 of the *Consumer Protection Act, 2002* applies.

(2) Section 73 of the Act is amended by striking out "*Consumer Protection Act*" wherever it appears and substituting in each case "*Consumer Protection Act, 2002*".

Prepaid Services Act repealed

15. The *Prepaid Services Act*, as amended by Statutes of Ontario, 1999, chapter 12, Schedule F, section 33, is repealed.

Real Estate and Business Brokers Act repealed

16. The *Real Estate and Business Brokers Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 27, Schedule, 1994, chapter 27, section 98, 1996, chapter 19, section 24, 1997, chapter 19, section 41, 1998, chapter 18, Schedule E, sections 203 to 206, 1999, chapter 12, Schedule G, section 33, 2001, chapter 9, Schedule D, sections 13 and 14 and 2002, chapter 8, Schedule I, section 22, is repealed.

Registered Insurance Brokers Act amended

17. Clause 2 (2) (e) of the *Registered Insurance Brokers Act* is amended by striking out "*Travel Industry Act*" and substituting "*Travel Industry Act, 2002*".

Retail Sales Tax Act amended

18. Clause 4.2 (5) (a) of the *Retail Sales Tax Act*, as enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 12, section 5, is amended by striking out "*Motor Vehicle Dealers Act*" and substituting "*Motor Vehicle Dealers Act, 2002*".

Safety and Consumer Statutes Administration Act, 1996 amended

19. The Schedule to the *Safety and Consumer Statutes Administration Act, 1996*, as amended by the Stat-

Abrogation de la Loi sur les réparations de véhicules automobiles

13. La *Loi sur les réparations de véhicules automobiles*, telle qu'elle est modifiée par l'article 93 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, par l'article 3 du chapitre 35 des Lois de l'Ontario de 1997 et par l'article 13 de l'annexe D du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 2001, est abrogée.

Modification de la Loi sur les sûretés mobilières

14. (1) Le paragraphe 14 (2) de la *Loi sur les sûretés mobilières* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Non-application

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux cessions auxquelles s'applique l'article 83 de la *Loi de 2002 sur la protection du consommateur*.

(2) L'article 73 de la *Loi* est modifié par substitution de «*Loi de 2002 sur la protection du consommateur*» à «*Loi sur la protection du consommateur*».

Abrogation de la Loi sur les services prépayés

15. La *Loi sur les services prépayés*, telle qu'elle est modifiée par l'article 33 de l'annexe F du chapitre 12 des Lois de l'Ontario de 1999, est abrogée.

Abrogation de la Loi sur le courtage commercial et immobilier

16. La *Loi sur le courtage commercial et immobilier*, telle qu'elle est modifiée par l'annexe du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1993, par l'article 98 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, par l'article 24 du chapitre 19 des Lois de l'Ontario de 1996, par l'article 41 du chapitre 19 des Lois de l'Ontario de 1997, par les articles 203 à 206 de l'annexe E du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1998, par l'article 33 de l'annexe G du chapitre 12 des Lois de l'Ontario de 1999, par les articles 13 et 14 de l'annexe D du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 2001 et par l'article 22 de l'annexe I du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 2002, est abrogée.

Modification de la Loi sur les courtiers d'assurances inscrits

17. L'alinéa 2 (2) e) de la *Loi sur les courtiers d'assurances inscrits* est modifié par substitution de «*Loi de 2002 sur le secteur du voyage*» à «*Loi sur les agences de voyages*».

Modification de la Loi sur la taxe de vente au détail

18. L'alinéa 4.2 (5) a) de la *Loi sur la taxe de vente au détail*, tel qu'il est édicté par l'article 5 du chapitre 12 des Lois de l'Ontario de 1993, est modifié par substitution de «*Loi de 2002 sur le commerce des véhicules automobiles*» à «*Loi sur les commerçants de véhicules automobiles*».

Modification de la Loi de 1996 sur l'application de certaines lois traitant de sécurité et de services aux consommateurs

19. L'annexe de la *Loi de 1996 sur l'application de certaines lois traitant de sécurité et de services aux*

utes of Ontario, 1998, chapter 15, Schedule E, section 46 and 2000, chapter 16, section 46, is amended,

- (a) by striking out “*Motor Vehicle Dealers Act*” and substituting “*Motor Vehicle Dealers Act, 2002*”;
- (b) by striking out “*Real Estate and Business Brokers Act*” and substituting “*Real Estate and Business Brokers Act, 2002*”; and
- (c) by striking out “*Travel Industry Act*” and substituting “*Travel Industry Act, 2002*”.

Toronto Islands Residential Community Stewardship Act, 1993
amended

20. Paragraph 3 of subsection 14 (2) of the *Toronto Islands Residential Community Stewardship Act, 1993* is repealed and the following substituted:

- 3. *Real Estate and Business Brokers Act, 2002.*

Travel Industry Act repealed

21. The *Travel Industry Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 100, 1996, chapter 19, section 25, 1997, chapter 19, section 42, 1998, chapter 18, Schedule E, section 289, 1999, chapter 12, Schedule G, section 34 and 2001, chapter 9, Schedule D, sections 13 and 14, is repealed.

Commencement

22. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

consommateurs, telle qu'elle est modifiée par l'article 46 de l'annexe E du chapitre 15 des Lois de l'Ontario de 1998 et par l'article 46 du chapitre 16 des Lois de l'Ontario de 2000, est modifiée :

- a) par substitution de «*Loi de 2002 sur le commerce des véhicules automobiles*» à «*Loi sur les commerçants de véhicules automobiles*»;
- b) par substitution de «*Loi de 2002 sur le courtage commercial et immobilier*» à «*Loi sur le courtage commercial et immobilier*»;
- c) par substitution de «*Loi de 2002 sur le secteur du voyage*» à «*Loi sur les agences de voyages*».

Modification de la *Loi de 1993 sur l'administration de la zone résidentielle des îles de Toronto*

20. La disposition 3 du paragraphe 14 (2) de la *Loi de 1993 sur l'administration de la zone résidentielle des îles de Toronto* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

- 3. La *Loi de 2002 sur le courtage commercial et immobilier*.

Abrogation de la *Loi sur les agences de voyages*

21. La *Loi sur les agences de voyages*, telle qu'elle est modifiée par l'article 100 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, par l'article 25 du chapitre 19 des Lois de l'Ontario de 1996, par l'article 42 du chapitre 19 des Lois de l'Ontario de 1997, par l'article 289 de l'annexe E du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1998, par l'article 34 de l'annexe G du chapitre 12 des Lois de l'Ontario de 1999 et par les articles 13 et 14 de l'annexe D du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 2001, est abrogée.

Entrée en vigueur

22. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

EXPLANATORY NOTE

This Explanatory Note was written as a reader's aid to Bill 180 and does not form part of the law. Bill 180 has been enacted as Chapter 30 of the Statutes of Ontario, 2002.

The Bill amends several statutes in relation to consumer protection. Here are some of the principal amendments:

**SCHEDULE A
CONSUMER PROTECTION
ACT, 2002**

The Schedule enacts the *Consumer Protection Act, 2002*. The new Act includes the substantive contents of what was the former *Consumer Protection Act* and also that of the *Business Practices Act*, the *Consumer Protection Bureau Act*, the *Loan Brokers Act, 1994*, the *Motor Vehicle Repair Act*, the *Prepaid Services Act* and parts of the *Consumer Reporting Act*.

The Schedule is divided into eleven Parts.

Part I: Interpretation and Application

The new Act, subject to limited exceptions, applies to all consumer transactions where the consumer or the person with whom the consumer is conducting the transaction is located in Ontario. There is an anti-avoidance provision that allows the substance of a transaction or entity to be examined to determine whether it is covered by the Act, permitting the form to be ignored. Consumer agreements that meet the criteria for more than one type of agreement covered by the Act must comply with the provisions applicable to all the types of agreement for which they meet the criteria, except as the provisions are exempted by regulation. Supplier disclosure under the new Act must be clear, comprehensible and prominent. If a supplier is required to deliver information to a consumer, it must be delivered in a form in which it can be retained by the consumer.

Part II: Consumer Rights and Warranties

Nothing in the new Act is to be interpreted to limit any right or remedy of a consumer. Specifically, any provision that purports to require that disputes under a consumer agreement must be resolved by arbitration are not applicable to provisions in the new Act that give a consumer a right of action. Similarly, the consumer is given the right to commence or participate in a class proceeding arising from a consumer agreement, despite any provision in the agreement that purports to limit such a right.

Suppliers are deemed to warrant that services are of a reasonably acceptable quality. The implied conditions and warranties that apply to goods because of the *Sale of Goods Act* are made applicable to goods that are leased or traded and deemed or implied warranties or conditions cannot be negated. If a consumer receives an estimate, suppliers cannot charge consumers an amount that exceeds the estimate by more than 10 per cent. Ambiguities in any consumer agreement provided by the supplier and in required information are to be interpreted in favour of the consumer. A consumer cannot be charged to obtain a right or entitlement to which the consumer is entitled under the Act unless the entitlement is disclosed before the consumer agrees to pay the charge. Except as set out in limited circumstances, including on consent, a supplier cannot require payment for unsolicited goods or services.

NOTE EXPLICATIVE

La note explicative, rédigée à titre de service aux lecteurs du projet de loi 180, ne fait pas partie de la loi. Le projet de loi 180 a été édicté et constitue maintenant le chapitre 30 des Lois de l'Ontario de 2002.

Le projet de loi modifie plusieurs lois relatives à la protection du consommateur. Certaines des principales modifications sont présentées ci-dessous.

**ANNEXE A
LOI DE 2002 SUR LA PROTECTION
DU CONSOMMATEUR**

L'annexe édicte la *Loi de 2002 sur la protection du consommateur*. La nouvelle loi reprend en gros l'ancienne *Loi sur la protection du consommateur* ainsi que la *Loi sur les pratiques de commerce*, la *Loi sur l'Office de protection du consommateur*, la *Loi de 1994 sur les courtiers en prêts*, la *Loi sur les réparations de véhicules automobiles*, la *Loi sur les services prépayés* et des parties de la *Loi sur les renseignements concernant le consommateur*.

L'annexe se divise en 11 parties.

Partie I : Interprétation et champ d'application

À quelques exceptions près, le projet de loi s'applique à toute opération de consommation si le consommateur ou la personne avec qui il la mène se trouve en Ontario. Une disposition anti-évitement autorise l'examen du fond d'une opération ou d'une entité, sans égard à sa forme, pour déterminer si elle est assujettie à la Loi. La convention de consommation qui répond aux critères définissant au moins deux types de conventions que vise le projet de loi doit être conforme aux dispositions applicables à chacun de ces types, sauf si l'application est exclue par règlement. Les renseignements que divulgue le fournisseur en application de la nouvelle loi doivent être clairs, compréhensibles et bien en évidence. Les renseignements qu'il est tenu de remettre au consommateur doivent être sous une forme que celui-ci peut conserver.

Partie II : Droits et garanties accordés au consommateur

Le projet de loi n'a pas pour effet de limiter les droits ou recours du consommateur. Notamment, la stipulation qui aurait pour effet d'exiger le règlement par arbitrage d'un différend relatif à une convention de consommation ne s'applique pas aux dispositions de la Loi qui confèrent au consommateur le droit d'introduire une action. De même, la Loi prévoit le droit d'introduire un recours collectif au sujet d'une convention de consommation ou d'y participer, malgré toute stipulation de la convention qui aurait pour effet de limiter ce droit.

Le fournisseur est réputé garantir que ses services sont de qualité raisonnablement acceptable. Les conditions et garanties implicites qui s'appliquent à des objets sous le régime de la *Loi sur la vente d'objets* sont réputées s'appliquer aux marchandises louées ou échangées, et les conditions ou garanties réputées ou implicites ne peuvent être exclues. Le fournisseur ne doit pas exiger du consommateur une somme qui dépasse de plus de 10 pour cent le prix estimatif qu'a reçu le consommateur, le cas échéant. La convention de consommation remise par le fournisseur ou les renseignements exigés qui peuvent être interprétés de plus d'une façon le sont en faveur du consommateur. Nul ne doit exiger des frais du consommateur pour l'aider à obtenir un droit qu'il a en vertu de la Loi, à moins de lui en divulguer l'existence avant qu'il consente à payer les frais. Sauf dans des circonstances restreintes, y compris avec un consentement, le fournisseur ne doit pas exiger un paiement à l'égard de marchandises ou de services non sollicités.

Part III: Unfair Practices

Unfair practices include making a false, misleading or deceptive representation, making an unconscionable representation and renegotiating the price charged to a consumer in specified circumstances. Engaging in unfair practices is prohibited. A consumer agreement may be rescinded if it is entered into as the result of unfair practice and a consumer is entitled to any remedy available at law, including damages when an agreement is rescinded. Rescission of an agreement operates to cancel, as if they never existed, the agreement, related agreements, related guarantees and security and related credit agreements.

Part IV: Rights and Obligations Respecting Specific Consumer Agreements

Part IV covers several types of consumer agreements the regulation of which shares certain general characteristics. Future performance agreements, time share agreements, personal development services agreements, internet agreements, direct agreements and remote agreements are all regulated under this Part. In general, such agreements must meet a minimum total potential payment obligation to be regulated and must generally be provided in writing to the consumer. A consumer generally has a cooling-off period after delivery of the agreement to cancel and may generally cancel within one year after delivery of the agreement if the agreement did not meet the prescribed requirements.

Part V: Sectors Where Advanced Fee Prohibited

In certain sectors, credit repair, loan brokering and the supply of other prescribed goods or services, advance fees are prohibited. Payments cannot be required or accepted until the obligations under the agreement have been performed. Such agreements may be cancelled within 10 days after a written copy of the agreement is delivered to the consumer or within one year if the agreement does not meet the prescribed requirements.

Part VI: Repairs to Motor Vehicles and Other Goods

This Part regulates repairs to motor vehicles and other prescribed goods. Repairs cannot be undertaken unless the repairer provides the consumer with an estimate. However, a repairer may charge a consumer for work done without an estimate if the consumer declines the offer of an estimate and authorizes a maximum amount that he or she is willing to pay and the cost charged does not exceed that maximum amount. Repairers must tell consumers in advance if a fee is going to be charged for an estimate and cannot charge for an estimate where the work is authorized and carried out unless there has been unreasonable delay in obtaining the authorization.

If an authorization required under this Part is not given in writing, it must be recorded in accordance with the prescribed requirements. Repairers shall post the prescribed signs in accordance with the prescribed requirements. Invoices shall contain the prescribed information and shall be provided to consumers in the prescribed manner. Estimates or charges for work cannot be increased because cost is to be paid directly or indirectly by an insurance company.

There are requirements for returning parts when they are removed during repair and keeping such parts separate. Repairers are deemed to warrant parts and labour for a minimum of 90 days or 5,000 kilometres, whichever comes first, when a vehicle is repaired.

Partie III : Pratiques déloyales

Se livre à une pratique déloyale quiconque, notamment, fait une assertion fausse, trompeuse, mensongère ou abusive ou renégocie le prix exigé du consommateur dans les circonstances précitées. Il est interdit de se livrer à une pratique déloyale. La convention de consommation conclue par suite d'une pratique déloyale peut être résolue, auquel cas le consommateur peut se prévaloir des recours que lui accorde la loi, y compris des recours en dommages-intérêts. La résolution a pour effet de résilier, comme si elles n'avaient jamais existé, la convention et les garanties, sûretés, conventions de crédit et autres conventions connexes.

Partie IV : Droits et obligations découlant de certaines conventions de consommation

La partie IV vise plusieurs types de conventions de consommation dont la réglementation a certaines caractéristiques communes. Elle régit les conventions à exécution différée, les conventions de multipropriété, les conventions de services de perfectionnement personnel, les conventions électroniques, les conventions directes et les conventions à distance. En général, ces conventions ne sont réglementées que si elles prévoient un paiement éventuel total minimal, et doivent être remises par écrit au consommateur. En général, celui-ci peut, après avoir reçu la convention, la résilier au cours d'un délai de réflexion ou, si elle ne satisfait pas aux exigences prescrites, dans l'année qui suit.

Partie V : Domaines où les paiements anticipés sont interdits

Les paiements anticipés sont interdits dans certains domaines, notamment le redressement de crédit, le courtage en prêts et la fourniture d'autres marchandises ou services prescrits. Il est interdit d'exiger ou d'accepter un paiement avant que les obligations que prévoit la convention soient remplies. Le consommateur peut résilier une telle convention dans les 10 jours de la réception de sa copie, ou dans l'année qui suit si elle ne satisfait pas aux exigences prescrites.

Partie VI : Réparations de véhicules automobiles et d'autres marchandises

La partie VI régit les réparations de véhicules automobiles et d'autres marchandises prescrites. Le réparateur ne doit pas faire une réparation sans avoir remis un devis au consommateur. Il peut toutefois, sans devis, facturer un travail fait au consommateur si, d'une part, celui-ci refuse le devis offert et autorise le montant maximal qu'il est disposé à payer et que, d'autre part, le prix exigé ne dépasse pas ce montant maximal. Le réparateur doit informer le consommateur à l'avance s'il exige des frais de devis. Il ne peut pas en exiger si le travail est autorisé et fait, sauf s'il n'a pas pu obtenir l'autorisation dans un délai raisonnable.

L'autorisation exigée en application de la partie VI qui n'est pas donnée par écrit doit être consignée conformément aux exigences prescrites. Le réparateur doit afficher les écriteaux prescrits conformément aux exigences prescrites. Une facture doit comprendre les renseignements prescrits et être remise au consommateur de la manière prescrite. Le montant du devis ou de la facture ne doit pas être augmenté uniquement parce que le coût est couvert directement ou indirectement par une compagnie d'assurance.

Est prévue l'obligation de rendre les pièces retirées au cours d'une réparation et de les garder à part. Le réparateur est réputé garantir les pièces et la main-d'œuvre nécessaires à la réparation d'un véhicule pour au moins 90 jours ou, s'ils sont parcourus en moins de temps, 5 000 kilomètres.

Part VII: Credit Agreements

Except as excluded, credit agreements in which a lender extends credit to a borrower (a consumer who is a party to a credit agreement) are regulated under this Part. Credit on the security of real property is excluded, as are supplier credit agreements if the borrower makes a single payment within a certain period and the borrower pays no interest during that period. Consumers are not liable to make payments on unsolicited credit cards until the card is used and the liability of a consumer for the unauthorized use of a credit card may be limited as prescribed. A borrower under a credit agreement is not liable to pay a lender the cost of borrowing if the lender has not disclosed the required information.

If a borrower is required to purchase insurance, he or she may purchase it from any insurer except that the lender can disapprove, on reasonable grounds, an insurer selected by the borrower. A borrower is permitted to terminate optional services supplied by a lender on 30 days notice. If a lender invites a borrower to defer making a payment, the invitation must disclose whether or not interest will accrue during the deferral period. Default charges are limited to reasonable charges in respect of legal costs incurred in attempting to collect payment, reasonable costs incurred on realizing on security and reasonable costs incurred because a cheque or other instrument has been dishonoured. A borrower is entitled to prepay the full outstanding balance under a credit agreement without penalty or charge.

There are a number of provisions regulating disclosure. Brokerage fees must be disclosed to borrowers as part of the required initial disclosure statement. Such statements must disclose the prescribed information. In addition, there are requirements for subsequent disclosure of changes in interest rates and insufficiency of scheduled payments to cover interest. Monthly statements of account are generally required in credit agreements for open credit.

Lenders' representations in respect of credit agreements must meet prescribed requirements.

When a negotiable instrument given to secure credit is assigned, the required statements and, if there is one, the consumer agreement must be delivered. An assignee has no greater rights and is subject to the same obligations as the person who assigned the credit.

Statements of the cost of borrowing shall be based on an adjusted amount if a consumer agreement allows for adjustment for an allowance for a trade-in. If there is an adjustment, the consumer agreement cannot be adjusted to change the percentage rate of the cost of borrowing, the total number of required instalments or the price.

Part VIII: Leasing

This Part covers consumer agreements for the lease of goods other than a lease in connection with a residential tenancy. It applies to leases of a fixed term of four months or more, leases for an indefinite period that are renewed automatically and residual obligation leases. Lessors are required to deliver disclosure statements before the earlier of the time the lessee enters into the lease and the time the lessee makes any payment in connection with it. The disclosure statement must contain the prescribed information. The maximum amount of compensation that may be charged to a lessee for early termination of a lease may be limited as prescribed. The maximum liability of a lessee at the end of a term of a residual obligation lease must be calculated in a prescribed manner.

Partie VII : Conventions de crédit

Sauf exception, la partie VII régit les conventions de crédit aux termes desquelles un prêteur fait crédit à un emprunteur (le consommateur qui est partie à une telle convention). Sont exclus le crédit garanti par un bien immeuble et la convention de crédit fournisseur si l'emprunteur fait un paiement unique dans un certain délai pendant lequel il ne paie aucun intérêt. Le consommateur n'est redevable d'aucun paiement à l'égard d'une carte de crédit non sollicitée jusqu'à ce qu'elle soit utilisée, et sa responsabilité à l'égard de l'utilisation non autorisée d'une carte de crédit peut être limitée selon ce qui est prescrit. L'emprunteur visé par une convention de crédit n'est pas redevable du coût d'emprunt au prêteur si celui-ci n'a pas divulgué les renseignements exigés.

L'emprunteur qui est tenu de souscrire une assurance peut le faire auprès de tout assureur, mais le prêteur peut, pour des motifs raisonnables, refuser l'assureur ainsi choisi. L'emprunteur est autorisé à annuler les services facultatifs que fournit le prêteur en donnant un préavis de 30 jours. Le prêteur qui offre à l'emprunteur de reporter un paiement doit indiquer si des intérêts courront ou non au cours de la période de report. Les frais de défaut sont limités aux frais raisonnables liés aux frais de justice engagés pour tenter de percevoir un paiement et aux frais raisonnables engagés pour réaliser une sûreté ou par suite du refus d'un chèque ou d'un autre effet de paiement. L'emprunteur a le droit de payer par anticipation, sans indemnité ni frais, le solde impayé intégral relatif à une convention de crédit.

Plusieurs dispositions réglementent les déclarations. La déclaration initiale qui doit être remise à l'emprunteur doit faire état des frais de courtage et des renseignements prescrits. Des déclarations subséquentes sont également exigées en cas de modification des taux d'intérêt et d'insuffisance des paiements prévus pour payer les intérêts. Un relevé de compte mensuel est généralement exigé dans le cas des conventions de crédit en blanc.

Les assertions du prêteur à l'égard d'une convention de crédit doivent satisfaire aux exigences prescrites.

Lors de la cession d'un titre négociable remis en garantie de crédit, les déclarations exigées et, le cas échéant, la convention de consommation doivent être remises au cessionnaire. Ce dernier ne dispose pas de droits plus étendus que le cédant et a les mêmes obligations.

Le coût d'emprunt déclaré est fondé sur un montant rajusté si la convention de consommation permet un rajustement lié à la valeur d'une reprise. Dans ce cas, la convention ne peut être modifiée pour faire varier le taux en pourcentage du coût d'emprunt, le nombre total de versements échelonnés exigés et le prix.

Partie VIII : Location à long terme

La partie VIII vise toute convention de consommation prévoyant la location à bail de marchandises, à l'exclusion des conventions à usage d'habitation. Elle s'applique aux conventions de location d'une durée fixe de quatre mois ou plus, à celles d'une durée indéterminée renouvelée automatiquement et aux conventions à obligation résiduelle. Le bailleur est tenu de remettre une déclaration avant le moment où le preneur conclut la convention de location ou, s'il lui est antérieur, celui où il fait un paiement lié à la convention. La déclaration doit faire état des renseignements prescrits. Peut être limitée, selon ce qui est prescrit, l'indemnité maximale exigée du preneur qui annule une convention de location avant son terme. La somme maximale dont le preneur est redevable au terme de la convention à obligation résiduelle doit être calculée de la manière prescrite.

Part IX: Procedures for Consumer Remedies

This Part deals with the cancellation of consumer agreements other than those where the cancellation is being sought because of an unfair practice. Consumer agreements are not binding unless they are made in accordance with this Act and the regulations. The rules around the notice that a consumer must give to seek a remedy are set out including the form of notice, the date of effectiveness of notice and the address to which notice should be sent. If a consumer has a right to cancel an agreement, he or she can do so by giving notice. Cancellation of an agreement operates to cancel, as if they never existed, the consumer agreement, related agreements, related guarantees and security and related credit agreements. If a consumer agreement is cancelled, the supplier must refund payment and return goods delivered on a trade-in or refund an amount equal to the trade-in allowance.

Consumers may request that a credit issuer cancel or reverse a charge where the card was used to pay for a consumer agreement that was cancelled, to make a payment that was received in contravention of this Act or to make a payment that was collected in respect of unsolicited goods or services. A consumer may make such a request after the consumer has given notice of cancellation of the agreement or of a demand for a refund and the supplier has not refunded the payment within the required period. In these circumstances, the credit card issuer must acknowledge receipt of the request and cancel or reverse the charge or, after an investigation, send to the consumer a written notice explaining why the issuer is of the opinion that the consumer is not entitled to cancel the agreement or demand a refund.

If a consumer has a right to an action under this Act, the consumer may commence the action in the Superior Court of Justice. If successful in the action, the court must order, unless it would be inequitable in the circumstances, that the consumer recover the full payment to which he or she is entitled under this Act and the goods delivered on a trade-in or an amount equal to a trade-in allowance. It may also order exemplary or punitive damages or other appropriate relief.

Part X: Powers and Duties of Minister and Director

The Minister may disseminate information to educate and advise consumers, may provide information on alternative dispute resolution to consumers and may enforce this Act and other legislation for the protection of consumers. To enforce the Act and other legislation to protect consumers, the Minister may enter into agreements with law enforcement agencies and share and exchange information with them. The Director shall maintain a public record of undertakings of voluntary compliance, compliance orders, orders to cease false advertising and of other prescribed documents and information. Both the Minister and the Deputy Minister may delegate their powers and duties under this Act.

Part XI: General

A number of matters are dealt with under this Part. The Ministry may receive complaints and make inquiries. The Director may appoint investigators. With the assistance of a warrant, a search may be undertaken. In exigent circumstances, a search of premises other than premises that are a dwelling may be made without a warrant. The Director may order a person to cease making false, misleading or deceptive statements, which order takes effect immediately but is subject to a right of appeal. The Director may also make freeze orders if it is advisable for the protection of consumers and an investigation has been undertaken, a compliance order has been made or there has been an undertaking of voluntary compliance. The Director may propose to

Partie IX : Procédures relatives aux réparations demandées par le consommateur

La partie IX traite de la résiliation, non fondée sur une pratique déloyale, des conventions de consommation. Les conventions de consommation ne lient le consommateur que si elles sont conclues conformément à la présente loi et aux règlements. Sont énoncées les règles applicables à l'avis que le consommateur doit donner pour se prévaloir d'un recours, y compris sa forme, la date de sa prise d'effet et l'adresse où il doit être envoyé. Le consommateur qui a le droit de résilier une convention peut le faire en donnant un avis. La résiliation a pour effet de résilier, comme si elles n'avaient jamais existé, la convention et les garanties, sûretés, conventions de crédit et autres conventions connexes. En cas de résiliation, le fournisseur rembourse les paiements faits et retourne les marchandises livrées dans le cadre d'une reprise ou rembourse une somme égale à la valeur de reprise.

Le consommateur peut demander à l'émetteur d'une carte de crédit d'annuler ou de contrepasser un débit si elle a servi à faire un paiement à l'égard d'une convention de consommation résiliée, un paiement reçu en contravention de la Loi ou un paiement perçu à l'égard de marchandises ou de services non sollicités. Le consommateur peut présenter cette demande après avoir donné un avis de résiliation de la convention ou un avis de demande de remboursement si le fournisseur n'a pas remboursé le paiement dans le délai exigé. Dans ces circonstances, l'émetteur de la carte doit accuser réception de la demande et annuler ou contrepasser le débit ou, après avoir enquêté, aviser par écrit le consommateur de ses motifs de croire qu'il n'a pas droit à la résiliation ou au remboursement.

Le consommateur qui a le droit d'introduire une action en vertu de la Loi peut le faire devant la Cour supérieure de justice. S'il obtient gain de cause, le tribunal doit, à moins que cela ne soit inéquitable dans les circonstances, ordonner qu'il recouvre le paiement intégral auquel il a droit en vertu de la Loi ainsi que les marchandises livrées dans le cadre d'une reprise ou une somme égale à la valeur de reprise. Le tribunal peut également accorder des dommages-intérêts exemplaires ou un autre redressement approprié.

Partie X : Pouvoirs et fonctions du ministre et du directeur

Le ministre peut diffuser des renseignements pour sensibiliser et aviser les consommateurs, informer ceux-ci sur le règlement extrajudiciaire des différends et exécuter la Loi et d'autres textes législatifs sur la protection du consommateur. Il peut, pour l'exécution de la Loi et de ces autres textes, conclure des conventions avec des organismes d'exécution de la loi et partager et échanger des renseignements avec eux. Le directeur tient un registre public des engagements d'observation volontaire, des ordonnances d'observation, des ordonnances visant à mettre fin à une publicité mensongère et des autres documents et renseignements prescrits. Le ministre et le sous-ministre peuvent tous deux déléguer les pouvoirs et les fonctions que leur attribue la présente loi.

Partie XI : Dispositions générales

La partie XI traite de plusieurs questions. Le ministère peut recevoir des plaintes et demander des renseignements. Le directeur peut nommer des enquêteurs. Un mandat peut autoriser une perquisition, mais celle de locaux qui ne sont pas utilisés comme logements peut se faire sans mandat en cas d'urgence. Le directeur peut ordonner à quiconque de cesser de faire une assertion fausse, trompeuse ou mensongère. L'ordonnance est exécutoire immédiatement, mais elle peut être portée en appel. Le directeur peut également prendre une ordonnance de blocage si elle est souhaitable pour la protection des consommateurs et qu'une enquête a été entreprise, qu'une ordonnance d'observation a été prise ou qu'un engagement d'observation volontaire a été pris. Il

make a compliance order and, if it is in the public interest, may make an order for immediate compliance. Both are subject to appeal with a right to appeal to the Licence Appeal Tribunal. If the Director has made or is considering making an order against a person, the person may enter into an undertaking of voluntary compliance. If the person is not complying with the Act, the Director may apply to the Superior Court of Justice for a compliance order.

A person who fails to comply with an order, direction or other requirement under the Act is guilty of an offence. In addition, the failure to comply or contravention of the listed provisions is also an offence, as is an attempt to commit any of the listed offences. Officers and directors are guilty of an offence if they fail to take reasonable care to prevent a corporation from committing an offence. On conviction, individuals are liable to a \$50,000 fine or imprisonment of up to two years less a day and corporations are liable to a fine of no more than \$250,000. Restitution and compensation may also be ordered on conviction.

If the payment of a fine is in default for more than 60 days, the Director may disclose the name of the defaulter, the date of the default and the amount of the fine to a consumer reporting agency. If the fine is paid, the Director within 10 days after having notice of the payment shall notify the agency. The Director may also create a lien against the property of a person who has failed to pay a fine. Generally, matters that arise during the course of exercising powers or carrying out duties under the Act are to be kept confidential. This Part allows the Director to issue a certificate certifying as evidence of the facts stated in it. There are extensive regulation making powers.

SCHEDULE B MOTOR VEHICLE DEALERS ACT, 2002

The Bill revises and replaces the *Motor Vehicle Dealers Act*.

The Bill continues the offices of the registrar and director and permits them to be appointed by the board of directors of the administrative authority designated under the *Safety and Consumer Statutes Administration Act, 1996* to administer this Act. If there is no administrative authority, the Minister of Consumer and Business Services appoints the director and the Deputy Minister appoints the registrar.

The Bill requires that motor vehicle dealers and salespersons trading in motor vehicles be registered and that salespersons should not trade in motor vehicles on behalf of a motor vehicle dealer unless they are registered to trade on behalf of that dealer. An individual who trades in a motor vehicle on their own account or for a member of their family is exempt from registration if the motor vehicle has been used primarily for personal use.

There are provisions in the Bill that permit the registrar to deal with complaints made about registrants. The registrar may inspect the business premises of an applicant for registration. There are powers to inspect registrants and to appoint investigators. Investigators may conduct searches with the assistance of a warrant to investigate breaches of the statute. There may be a search of a premise, other than a premise used as a dwelling, without a warrant in exigent circumstances. In addition, a discipline committee and an appeal committee may be established. If these committees are established, registrants who have been found to have breached their code of ethics before a committee may be fined up to \$25,000 or a lesser prescribed amount. The

peut envisager de prendre une ordonnance d'observation et peut, dans l'intérêt public, prendre une ordonnance d'observation immédiate. Les deux peuvent faire l'objet d'un appel devant le Tribunal d'appel en matière de permis. La personne visée par une ordonnance qu'a prise ou qu'envisage de prendre le directeur peut prendre un engagement d'observation volontaire. Celui-ci peut, par voie de requête, demander à la Cour supérieure de justice de rendre une ordonnance d'observation si la personne n'observe pas la Loi.

Est coupable d'une infraction quiconque n'observe pas une ordonnance prise ou rendue, une directive donnée ou une autre exigence imposée en vertu de la Loi. Le défaut d'observer les dispositions précisées, le fait d'y contrevenir et une tentative de commettre une des infractions prévues constituent également des infractions. Est coupable d'une infraction le dirigeant ou l'administrateur d'une personne morale qui ne prend pas de précaution raisonnable pour l'empêcher de commettre une infraction. Le particulier déclaré coupable est passible d'une amende de 50 000 \$ ou d'un emprisonnement d'au plus deux ans moins un jour et la personne morale déclarée coupable, d'une amende maximale de 250 000 \$. Sur déclaration de culpabilité, la restitution et l'indemnisation peuvent également être ordonnées.

En cas de défaut de paiement d'une amende depuis plus de 60 jours, le directeur peut divulguer à une agence de renseignements sur le consommateur le nom de la personne en cause, la date du défaut et le montant de l'amende. Dans les 10 jours de la date où il a connaissance du paiement de l'amende, il doit toutefois en informer l'agence. Il peut également créer un privilège sur les biens de la personne en cause. En général, le secret est exigé à l'égard des renseignements venant à la connaissance de qui que ce soit dans l'exercice de pouvoirs ou de fonctions que lui attribue la Loi. Le directeur est autorisé à attester des déclarations comme preuves des faits qui y sont énoncés. Enfin, la Loi prévoit des pouvoirs réglementaires étendus.

ANNEXE B LOI DE 2002 SUR LE COMMERCE DES VÉHICULES AUTOMOBILES

Le projet de loi révisé et remplace la *Loi sur les commerçants de véhicules automobiles*.

Il maintient les postes de registrateur et de directeur, dont les titulaires peuvent être nommés par le conseil d'administration de l'organisme d'application désigné en application de la *Loi de 1996 sur l'application de certaines lois traitant de sécurité et de services aux consommateurs* pour appliquer la Loi. En l'absence d'un tel organisme, le ministre des Services aux consommateurs et aux entreprises nomme le directeur et le sous-ministre nomme le registrateur.

Le projet de loi exige des commerçants de véhicules automobiles et des vendeurs qui font le commerce de véhicules automobiles qu'ils soient inscrits et interdit aux vendeurs de faire ce commerce pour le compte d'un commerçant de véhicules automobiles à moins d'être inscrits pour le faire pour le compte de ce commerçant. Est dispensé de l'inscription le particulier qui fait, pour son compte ou celui d'un membre de sa famille, le commerce d'un véhicule automobile ayant servi principalement à des fins personnelles.

Certaines dispositions du projet de loi permettent au registrateur de traiter les plaintes reçues au sujet de personnes inscrites. Le registrateur peut inspecter les locaux commerciaux de l'auteur d'une demande d'inscription. Sont prévus le pouvoir d'inspecter une personne inscrite et celui de nommer des enquêteurs. Ceux-ci peuvent enquêter, en vertu d'un mandat, sur les violations de la Loi. Tout local, sauf s'il est utilisé comme logement, peut faire l'objet d'une perquisition sans mandat en cas d'urgence. En outre, peuvent être constitués un comité de discipline et un comité d'appel qui peuvent imposer une amende maximale de 25 000 \$, ou l'amende inférieure prescrite, à la personne inscrite à l'égard de laquelle ils concluent qu'elle n'a pas observé le

director may also freeze the assets of registrants and former registrants where it is advisable for the protection of the customers of the registrant or former registrant. The director may apply to the courts for the appointment of a receiver and manager to take the control of the business of a registrant in certain circumstances.

Motor vehicle dealers are required to ensure that the salespersons that they employ carry out their duties in compliance with the Act. Motor vehicle dealers are required to maintain a trust account.

Falsifying information, the furnishing of false information and false advertising are all prohibited. The registrar may make orders in respect of false advertising and may require that advertising be pre-approved before publication if an order in respect of false advertising has been made. The director may apply for a restraining order if a person is not complying with the Act.

The Bill contains an offence section. A person who contravenes the Act is guilty of an offence and, on conviction, is liable to a fine of up to \$50,000 and up to two years imprisonment if the person is an individual and a fine of up to \$250,000 if the person is a corporation. If there is a conviction, there may also be an order for restitution or compensation. If a fine is not paid, a lien may be registered against the person's property.

The Bill contains general provisions dealing with such matters as the preservation of secrecy, service of documents and the setting of fees by the Minister.

The Motor Vehicle Compensation Fund established under the Act is continued. The Fund is managed by a board of trustees and is supported by levies and payments imposed on registrants. The Fund shall be held in trust for the benefit of customers who are entitled to make a claim against it. The registrar may make arrangements with registrants for the payment of money owed to the Fund and the failure to make payments may result in the registrar refusing to renew the registrant's registration.

The Minister may make regulations establishing a code of ethics, governing the jurisdiction of committees and in areas prescribed by the Lieutenant Governor in Council. The Lieutenant Governor in Council may make regulations dealing with a broad range of matters to regulate the industry.

SCHEDULE C REAL ESTATE AND BUSINESS BROKERS ACT, 2002

The Bill revises and replaces the *Real Estate and Business Brokers Act*.

The Bill continues the offices of the registrar and director and permits them to be appointed by the board of directors of the administrative authority designated under the *Safety and Consumer Statutes Administration Act, 1996* to administer this Act. If there is no administrative authority, the Minister of Consumer and Business Services appoints the director and the Deputy Minister appoints the registrar.

The Bill requires that persons trading in real estate be registered as brokerages, brokers or salespersons, subject to certain specified exemptions. The Bill creates the new category of "brokerage" for registration. A brokerage is a business that trades in real estate on behalf of others.

There are provisions in the Bill that permit the registrar to deal with complaints made about registrants and the powers to both

code de déontologie. Le directeur peut également ordonner un blocage des biens de personnes inscrites et d'anciennes personnes inscrites si cela est souhaitable pour la protection de leurs clients. Le directeur peut, par voie de requête, demander aux tribunaux de nommer un administrateur-séquestre pour prendre le contrôle de l'entreprise d'une personne inscrite dans certaines circonstances.

Les commerçants de véhicules automobiles sont tenus de veiller à ce que les vendeurs qu'ils emploient exercent leurs fonctions conformément à la Loi. Ils doivent en outre tenir un compte en fiducie.

La falsification de renseignements, la communication de faux renseignements et la publicité mensongère sont interdites. Le registrateur peut prendre des ordonnances visant la publicité mensongère et exiger l'approbation d'une annonce publicitaire avant sa publication si une telle ordonnance a été prise. Le directeur peut, par voie de requête, demander une ordonnance de ne pas faire si quiconque n'observe pas la Loi.

Un article porte sur les infractions. Quiconque contrevient à la Loi est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende maximale de 50 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de deux ans, dans le cas d'un particulier, et d'une amende maximale de 250 000 \$, dans le cas d'une personne morale. En cas de déclaration de culpabilité, il peut également être rendu une ordonnance de restitution ou d'indemnisation. Un privilège peut être enregistré à l'égard des biens de quiconque ne paie pas une amende.

Le projet de loi contient des dispositions générales portant sur des questions comme la confidentialité, la signification de documents et la fixation de droits par le ministre.

Est maintenu le Fonds d'indemnisation des commerçants de véhicules automobiles créé en application de la *Loi sur les commerçants de véhicules automobiles*. Le Fonds est géré par un conseil d'administration et constitué des cotisations et des sommes exigées des personnes inscrites. Il est détenu en fiducie dans l'intérêt des clients qui ont le droit de présenter une demande d'indemnisation le visant. Le registrateur peut prendre, avec les personnes inscrites, des arrangements en vue du paiement de sommes dues au Fonds. En cas de défaut de paiement, il peut refuser de renouveler l'inscription de la personne inscrite.

Le ministre peut, par règlement, établir un code de déontologie, régir la compétence des comités et traiter de questions dans les domaines prescrits par le lieutenant-gouverneur en conseil, lequel peut, par règlement, traiter un large éventail de questions visant à réglementer le secteur.

ANNEXE C LOI DE 2002 SUR LE COURTAGE COMMERCIAL ET IMMOBILIER

Le projet de loi révisé et remplace la *Loi sur le courtage commercial et immobilier*.

Il maintient les postes de registrateur et de directeur, dont les titulaires peuvent être nommés par le conseil d'administration de l'organisme d'application qui est désigné pour appliquer la Loi en application de la *Loi de 1996 sur l'application de certaines lois traitant de sécurité et de services aux consommateurs*. En l'absence d'organisme d'application, c'est le ministre des Services aux consommateurs et aux entreprises qui nomme le directeur et le sous-ministre qui nomme le registrateur.

Le projet de loi exige des personnes qui mènent des opérations immobilières qu'elles soient inscrites à titre de maisons de courtage, de courtiers ou d'agents immobiliers, sous réserve des dispenses précisées. Il crée une nouvelle catégorie aux fins de l'inscription, celle des «maisons de courtage». Une maison de courtage est une entreprise qui mène des opérations immobilières pour le compte d'autrui.

Certaines dispositions du projet de loi permettent au registrateur de traiter les plaintes reçues au sujet de personnes inscrites et

inspect and investigate are continued from the Act, but are modified to require warrants in all investigations. There may be a search of a premise, other than a premise used as a dwelling, without a warrant in exigent circumstances. In addition, a discipline committee and an appeal committee are established and registrants who have been found to have breached their code of ethics before a committee may be fined up to \$25,000 or a lesser prescribed amount. The director may also freeze the assets of registrants and former registrants if it is advisable for the protection of the clients of the registrant or former registrant.

Brokerages are required to ensure that the salespersons and brokers they employ carry out their duties in compliance with the statute.

Brokerages are required to maintain trust accounts and unclaimed funds are passed on to the administrative authority and in certain circumstances to the Minister of Finance. The rights of persons who may claim entitlement to such funds are maintained.

There are provisions that are intended to prevent conflicts of interest and unethical behaviour, including restrictions against employing unregistered persons, against salespersons or brokers acting for any brokerage other than the one that employs them and against inducing any party to certain real estate agreements to break the agreement for the purpose of entering another agreement. Providing false information and false advertising are also prohibited.

The Bill contains general provisions dealing with such matters as the preservation of secrecy, service of documents and the setting of fees by the Minister. The Minister may make regulations establishing a code of ethics, governing the jurisdiction of committees and in areas prescribed by the Lieutenant Governor in Council. The Lieutenant Governor in Council may make regulations dealing with a broad range of matters to regulate the industry.

SCHEDULE D TRAVEL INDUSTRY ACT, 2002

The Bill revises and replaces the *Travel Industry Act*.

The Bill continues the offices of the registrar and director and permits them to be appointed by the board of directors of the administrative authority designated under the *Safety and Consumer Statutes Administration Act, 1996* to administer this Act. If there is no administrative authority, the Minister of Consumer and Business Services appoints the director and the Deputy Minister appoints the registrar.

The Bill requires that a person who acts as or holds himself out as a travel agent or travel wholesaler be registered. In order to bring an action for commission or other remuneration for services in connection with the sale of travel services, the person must be registered or the action may be stayed. Registrations are not transferable.

There are provisions in the Bill that permit the registrar to deal with complaints made about registrants. There are powers to inspect registrants and to conduct investigations. Investigators are authorized to search premises with a warrant. There may be a search of a premise, other than a premise used as a dwelling, without a warrant in exigent circumstances. In addition, a discipline committee and an appeal committee may be established and registrants who have been found to have breached their code of ethics before a committee may be fined up to \$25,000 or a lesser prescribed amount. The director may also freeze the assets of registrants and former registrants where it is advisable for the protection of the customers of the registrant or former

maintiennent les pouvoirs d'inspection et d'enquête prévus par la loi actuelle, mais ceux-ci sont modifiés pour exiger l'obtention d'un mandat dans toutes les enquêtes. Tout local, sauf s'il est utilisé comme logement, peut faire l'objet d'une perquisition sans mandat en cas d'urgence. En outre, sont constitués un comité de discipline et un comité d'appel qui peuvent imposer une amende maximale de 25 000 \$, ou l'amende inférieure prescrite, à la personne inscrite à l'égard de laquelle ils concluent qu'elle n'a pas observé le code de déontologie. Le directeur peut également ordonner un blocage des biens de personnes inscrites et d'anciennes personnes inscrites si cela est souhaitable pour la protection de leurs clients.

Les maisons de courtage sont tenues de veiller à ce que les courtiers et les agents immobiliers qu'elles emploient exercent leurs fonctions conformément à la Loi.

Les maisons de courtage doivent tenir des comptes en fiducie et verser à l'organisme d'application et, dans certaines circonstances, au ministre des Finances, les sommes en fiducie qui ne sont pas revendiquées. Les droits des personnes qui peuvent revendiquer ces sommes sont maintenus.

Certaines dispositions sont destinées à empêcher les conflits d'intérêts et les conduites contraires à la déontologie; notamment, elles interdisent l'emploi de personnes non inscrites, empêchent les agents immobiliers ou courtiers d'agir pour le compte d'une maison de courtage autre que celle qui les emploie et interdisent d'inciter des parties à certaines conventions immobilières à rompre leur contrat dans le but d'en conclure un nouveau. La communication de faux renseignements et la publicité mensongère sont également interdites.

Le projet de loi contient des dispositions générales portant sur des questions comme la confidentialité, la signification de documents et la fixation de droits par le ministre. Le ministre peut, par règlement, établir un code de déontologie, régir la compétence des comités et traiter de questions dans les domaines prescrits par le lieutenant-gouverneur en conseil, lequel peut, par règlement, traiter un large éventail de questions visant à régler le secteur.

ANNEXE D LOI DE 2002 SUR LE SECTEUR DU VOYAGE

Le projet de loi révisé et remplace la *Loi sur les agences de voyage*.

Il maintient les postes de registrateur et de directeur, dont les titulaires peuvent être nommés par le conseil d'administration de l'organisme d'application désigné en application de la *Loi de 1996 sur l'application de certaines lois traitant de sécurité et de services aux consommateurs* pour appliquer la Loi. En l'absence d'un tel organisme, le ministre des Services aux consommateurs et aux entreprises nomme le directeur et le sous-ministre nomme le registrateur.

Le projet de loi exige que les personnes qui agissent en qualité d'agent de voyages ou de voyageur ou qui se font passer pour tel soient inscrites. Au risque de voir l'action suspendue, une personne doit être inscrite pour pouvoir intenter une action en recouvrement d'une commission ou d'une autre rémunération pour des services rendus relativement à la fourniture de services de voyages. Les inscriptions ne sont pas transférables.

Certaines dispositions du projet de loi permettent au registrateur de traiter les plaintes reçues au sujet de personnes inscrites. Sont prévus le pouvoir d'inspecter les personnes inscrites et celui de mener des enquêtes. Les enquêteurs sont autorisés à procéder à une perquisition dans des locaux avec un mandat. Tout local, sauf s'il est utilisé comme logement, peut faire l'objet d'une perquisition sans mandat en cas d'urgence. En outre, peuvent être constitués un comité de discipline et un comité d'appel qui peuvent imposer une amende maximale de 25 000 \$, ou l'amende inférieure prescrite, à la personne inscrite à l'égard de laquelle ils concluent qu'elle n'a pas observé le code de déontologie. Le directeur peut également ordonner un blocage des

registrant. The director may apply to the courts for the appointment of a receiver and manager to take the control of the business of a registrant in certain circumstances.

Falsifying information, the furnishing of false information and false advertising are all prohibited. The registrar may make orders in respect of false advertising and may require that advertising be pre-approved before publication if an order in respect of false advertising has been made. The director may apply for a restraining order if a person is not complying with the Act.

The Bill contains an offence section. A person who contravenes the Act is guilty of an offence and, on conviction, is liable to a fine of up to \$50,000 and up to two years imprisonment if the person is an individual and a fine of up to \$250,000 if the person is a corporation. If there is a conviction, there may also be an order for restitution or compensation. If a fine is not paid, a lien may be registered against the person's property.

The Bill contains general provisions dealing with such matters as the preservation of secrecy, service of documents and the setting of fees by the Minister.

The Travel Industry Compensation Fund established under the Act is continued. The provisions relating to the administration and management of the Fund will be set out in the regulations.

The Minister may make regulations establishing a code of ethics, governing the jurisdiction of committees and in areas prescribed by the Lieutenant Governor in Council. The Lieutenant Governor in Council may make regulations dealing with a broad range of matters to regulate the industry.

SCHEDULE E AMENDMENTS TO OTHER ACTS

The Schedule contains amendments that are related to the enactments of Schedules A, B, C and D.

The Schedule repeals the *Business Practices Act*, the *Consumer Protection Act*, the *Consumer Protection Bureau Act*, the *Loan Brokers Act, 1994*, the *Motor Vehicle Dealers Act*, the *Motor Vehicle Repair Act*, the *Prepaid Services Act*, the *Real Estate and Business Brokers Act* and the *Travel Industry Act*.

Amendments consequential to the enactments of the other Schedules are made to the *Collection Agencies Act*, the *Consumer Reporting Act*, the *Discriminatory Business Practices Act*, the *Licence Appeal Tribunal Act, 1999*, the *Mortgage Brokers Act*, the *Registered Insurance Brokers Act*, the *Safety and Consumer Statutes Administration Act, 1996* and the *Toronto Islands Residential Community Stewardship Act, 1993*.

The *Ministry of Consumer and Business Services Act* is amended to permit the Minister to appoint investigators to investigate matters that relate to an Act that has been assigned to the Minister, to assign powers and duties to investigators and to permit the Minister to appoint experts to assist in the investigation. The Act is also amended to allow documents made under the Act and signed by the Minister or Deputy Minister to be receivable in evidence without having to prove the office or signature of the Minister or Deputy Minister.

biens de personnes inscrites et d'anciennes personnes inscrites si cela est souhaitable pour la protection de leurs clients. Le directeur peut, par voie de requête, demander aux tribunaux de nommer un administrateur-séquestre pour prendre le contrôle de l'entreprise d'une personne inscrite dans certaines circonstances.

La falsification de renseignements, la communication de faux renseignements et la publicité mensongère sont interdites. Le registrateur peut prendre des ordonnances visant la publicité mensongère et exiger l'approbation d'une annonce publicitaire avant sa publication si une telle ordonnance a été prise. Le directeur peut, par voie de requête, demander une ordonnance de ne pas faire si une personne n'observe pas la Loi.

Un article porte sur les infractions. Quiconque contrevient à la Loi est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende maximale de 50 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de deux ans, dans le cas d'un particulier, et d'une amende maximale de 250 000 \$, dans le cas d'une personne morale. En cas de déclaration de culpabilité, il peut également être rendu une ordonnance de restitution ou d'indemnisation. Un privilège peut être enregistré à l'égard des biens de quiconque ne paie pas une amende.

Le projet de loi contient des dispositions générales portant sur des questions comme la confidentialité, la signification de documents et la fixation de droits par le ministre.

Le Fonds d'indemnisation des agences de voyages créé sous le régime de la Loi est maintenu sous le nom de Fonds d'indemnisation du secteur du voyage. Les dispositions qui traitent de l'administration et de la gestion du Fonds seront énoncées par règlement.

Le ministre peut, par règlement, établir un code de déontologie, régir la compétence des comités et traiter de questions dans les domaines prescrits par le lieutenant-gouverneur en conseil, lequel peut, par règlement, traiter un large éventail de questions visant à réglementer le secteur.

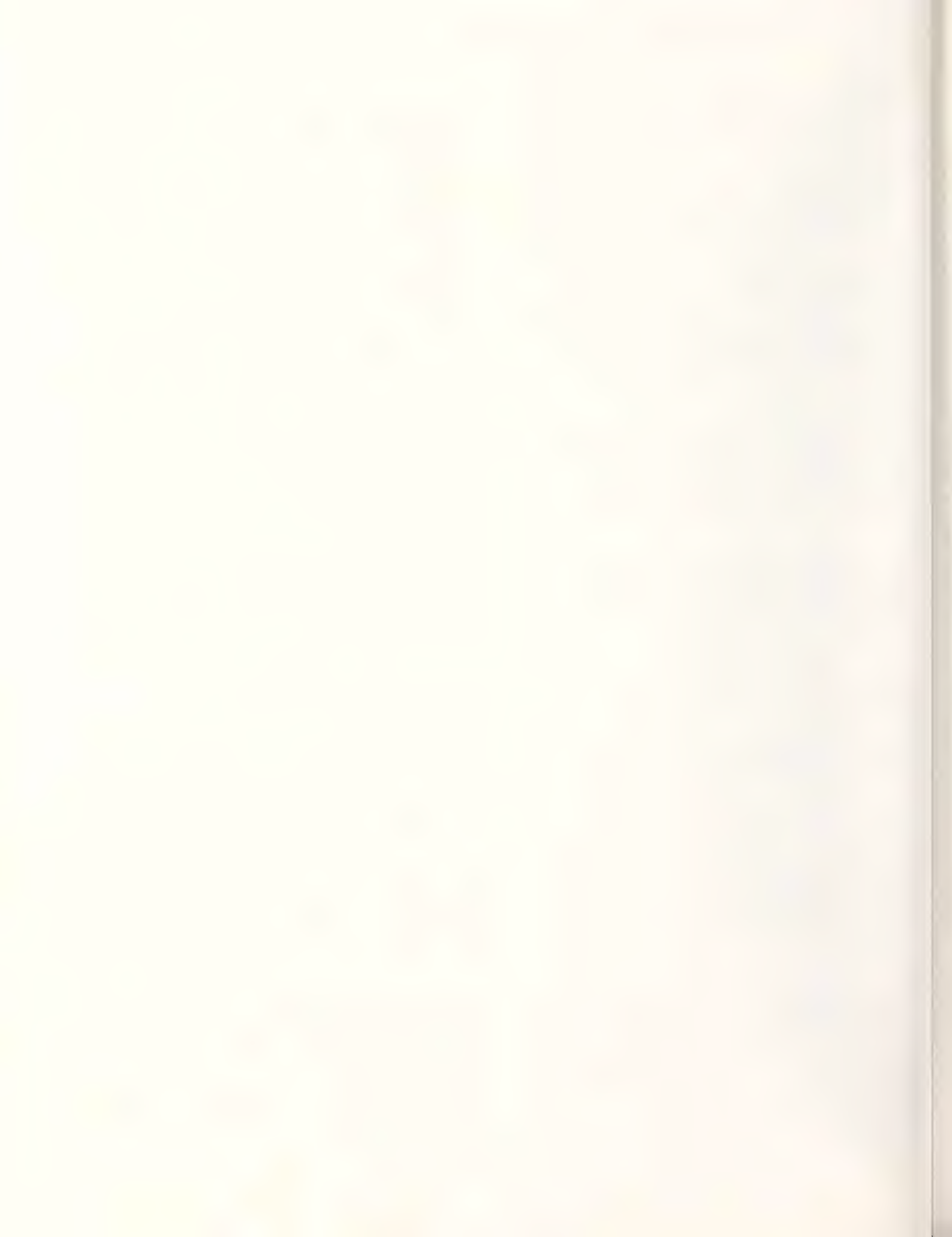
ANNEXE E MODIFICATION D'AUTRES LOIS

Cette annexe renferme des modifications consécutives à l'édiction des annexes A, B, C et D.

Elle abroge la *Loi sur les pratiques de commerce*, la *Loi sur la protection du consommateur*, la *Loi sur l'Office de protection du consommateur*, la *Loi de 1994 sur les courtiers en prêts*, la *Loi sur les commerçants de véhicules automobiles*, la *Loi sur les réparations de véhicules automobiles*, la *Loi sur les services prépayés*, la *Loi sur le courtage commercial et immobilier* et la *Loi sur les agences de voyages*.

Des modifications consécutives à l'édiction des autres annexes sont apportées à la *Loi sur les agences de recouvrement*, à la *Loi sur les renseignements concernant le consommateur*, à la *Loi sur les pratiques de commerce discriminatoires*, à la *Loi de 1999 sur le Tribunal d'appel en matière de permis*, à la *Loi sur les courtiers en hypothèques*, à la *Loi sur les courtiers d'assurances inscrits*, à la *Loi de 1996 sur l'application de certaines lois traitant de sécurité et de services aux consommateurs* et à la *Loi de 1993 sur l'administration de la zone résidentielle des îles de Toronto*.

La *Loi sur le ministère des Services aux consommateurs et aux entreprises* est modifiée pour autoriser le ministre à nommer des enquêteurs chargés d'enquêter sur toute question relative à une loi dont l'application lui a été confiée, à leur attribuer des pouvoirs et des fonctions et à nommer des experts pour les aider dans leur enquête. Elle est également modifiée pour permettre que les documents qui sont établis en application de la Loi et qui sont signés par le ministre ou le sous-ministre soient admissibles en preuve sans avoir à établir la qualité du signataire ni l'authenticité de sa signature.



CHAPTER 31

An Act to further highway safety and establish consumer protection through the regulation of the collision repair industry, and to make a complementary amendment to the Insurance Act

Assented to December 13, 2002

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

1. In this Act,

“Advisory Board” means the Collision Repair Advisory Board; (“Conseil consultatif”)

“certified collision repair shop” means a collision repair shop that has been certified by the Minister in accordance with the regulations; (“atelier de réparation en cas de collision agréé”)

“collision repair” means the repair of automobiles that have been damaged by collision, and includes the repair of automobiles that have been damaged by,

- (a) collision with another vehicle,
- (b) collision with the roadway or any object on the roadway,
- (c) an act of theft or attempted theft,
- (d) fire, or
- (e) vandalism; (“réparation en cas de collision”)

“collision repair shop” means a place of business where collision repair is performed, and includes an entity that provides towing services, where the entity is owned or operated either in whole or in part by an entity that provides collision repair; (“atelier de réparation en cas de collision”)

“Minister” means the Minister of Consumer and Business Services, or such other member of the Executive Council to whom the administration of this Act may be assigned under the *Executive Council Act*; (“ministre”)

“regulations” means the regulations made under this Act. (“règlements”)

CHAPITRE 31

Loi visant à améliorer la sécurité sur les voies publiques et à protéger les consommateurs en réglementant le secteur de la réparation en cas de collision et à apporter une modification complémentaire à la Loi sur les assurances

Sanctionnée le 13 décembre 2002

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Définitions

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«atelier de réparation en cas de collision» Établissement commercial où sont effectuées des réparations en cas de collision. S'entend notamment d'une entité qui fournit des services de remorquage, lorsqu'une entité qui fournit un service de réparation en cas de collision en est le propriétaire ou l'exploitant en totalité ou en partie. («collision repair shop»)

«atelier de réparation en cas de collision agréé» Atelier de réparation en cas de collision qui a été agréé par le ministre conformément aux règlements. («certified collision repair shop»)

«Conseil consultatif» Le Conseil consultatif sur la réparation en cas de collision. («Advisory Board»)

«ministre» Le ministre des Services aux consommateurs et aux entreprises ou l'autre membre du Conseil exécutif qui est chargé de l'application de la présente loi en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*. («Minister»)

«règlements» Les règlements pris en application de la présente loi. («regulations»)

«réparation en cas de collision» La réparation d'automobiles qui ont été endommagées à la suite d'une collision. S'entend en outre de la réparation d'automobiles qui ont été endommagées à la suite :

- a) d'une collision avec un autre véhicule;
- b) d'une collision avec la chaussée ou un objet présent sur la chaussée;
- c) d'un vol ou d'une tentative de vol;
- d) d'un feu;
- e) d'un acte de vandalisme. («collision repair»)

Purpose

2. The purposes of this Act are the following:

1. To further highway safety by promoting the proper and efficient repair of automobiles that have sustained structural or body damage.
2. To protect consumers from dishonest, deceptive and fraudulent practices in the repair of such motor vehicles.
3. To provide a fair marketplace for the collision repair industry and those who have an interest in it.
4. To implement a regulatory framework for the collision repair industry which will provide for the certification of collision repair shops based on industry standards, and decertify those collision repair shops which fail to meet those standards.
5. To establish province-wide standards for quality collision repair, and a system of inspection and compliance.

Advisory Board established

3. (1) A board is established under the name Collision Repair Advisory Board in English and Conseil consultatif sur la réparation en cas de collision in French.

Board membership

(2) The Advisory Board consists of 10 members appointed by the Lieutenant Governor in Council, of whom,

- (a) four shall be persons who work in the collision repair industry;
- (b) four shall be persons who represent the consumers of Ontario and who do not work in the collision repair industry; and
- (c) two shall be employees of the Government of Ontario.

Terms of office

(3) The terms of office of the members of the Advisory Board are subject to the following rules:

1. Members serve for a term set by the Lieutenant Governor in Council in the instrument of appointment.
2. Members may be reappointed.
3. When the term of a member expires, he or she continues to serve until a successor is appointed.

Chair and vice-chair

(4) The members of the Advisory Board shall designate a chair and a vice-chair from among the members.

Objets

2. Les objets de la présente loi sont les suivants :

1. Améliorer la sécurité sur les voies publiques en favorisant la réparation correcte et efficiente des automobiles dont la structure ou la carrosserie a été endommagée.
2. Protéger les consommateurs contre les pratiques malhonnêtes, trompeuses et frauduleuses en matière de réparation de tels véhicules automobiles.
3. Assurer un marché loyal pour le secteur de la réparation en cas de collision et les différents intérêts.
4. Mettre en place un cadre réglementaire pour le secteur de la réparation en cas de collision qui prévoit l'agrément des ateliers de réparation en cas de collision fondé sur les normes du secteur et la révocation de l'agrément pour les ateliers de réparation en cas de collision qui ne satisfont pas à ces normes.
5. Élaborer des normes de qualité à l'échelle de la province pour la réparation en cas de collision ainsi qu'un système d'inspection et de conformité.

Création du Conseil consultatif

3. (1) Un conseil est créé sous le nom de Conseil consultatif sur la réparation en cas de collision en français et Collision Repair Advisory Board en anglais.

Membres du conseil

(2) Le Conseil consultatif se compose de 10 membres que nomme le lieutenant-gouverneur en conseil, parmi lesquels :

- a) quatre sont des personnes qui travaillent dans le secteur de la réparation en cas de collision;
- b) quatre sont des personnes qui représentent les consommateurs de l'Ontario et qui ne travaillent pas dans le secteur de la réparation en cas de collision;
- c) deux sont des employés du gouvernement de l'Ontario.

Mandat

(3) Le mandat des membres du Conseil consultatif est assujéti aux règles suivantes :

1. Les membres sont nommés pour un mandat que fixe le lieutenant-gouverneur en conseil dans l'acte de nomination.
2. Le mandat des membres peut être renouvelé.
3. Lorsque le mandat d'un membre expire, celui-ci reste en fonctions jusqu'à la nomination de son successeur.

Président et vice-président

(4) Les membres du Conseil consultatif désignent un président et un vice-président parmi eux.

Quorum

(5) Five members of the Advisory Board constitute a quorum.

Procedures and practices

(6) The Advisory Board may make rules establishing its own procedures and practices.

Responsibilities of Advisory Board

4. (1) The Advisory Board shall,

- (a) make an annual report to the Minister concerning its activities, including an annual budget indicating the Advisory Board is self-financing, and make the report available to the public;
- (b) make recommendations to the Minister concerning requirements for the certification and decertification of collision repair shops;
- (c) make recommendations to the Minister concerning standards for certified collision repair shops;
- (d) review applications for the certification of collision repair shops, and recommend to the Minister whether the application should be granted;
- (e) review complaints against certified collision repair shops;
- (f) attempt to resolve disputes between consumers and the proprietors of certified collision repair shops;
- (g) where it is of the opinion, after giving the proprietor of a certified collision repair shop a chance to be heard, that the repair shop should be decertified according to the standards set by the regulations, advise the Minister accordingly; and
- (h) generally, perform all functions related to the certification and regulation of collision repair shops that are referred to it by the Minister.

Delegation

(2) The Advisory Board may, subject to any conditions prescribed in the regulations, delegate any of its responsibilities under subsection (1) to,

- (a) one of its members;
- (b) a committee of its members; or
- (c) one or more employees of the Ministry over which the Minister presides.

SPPA

(3) The *Statutory Powers Procedure Act* applies to procedures and hearings of the Advisory Board.

Powers of Minister

5. The Minister may,

Quorum

(5) Cinq membres du Conseil consultatif constituent le quorum.

Procédure et pratiques

(6) Le Conseil consultatif peut établir des règles pour sa propre procédure et ses propres pratiques.

Responsabilités du Conseil consultatif

4. (1) Le Conseil consultatif fait ce qui suit :

- a) il présente un rapport annuel au ministre en ce qui concerne ses activités, y compris un budget annuel indiquant sa capacité d'autofinancement, et met le rapport à la disposition du public;
- b) il fait des recommandations au ministre concernant les exigences pour l'agrément ou la révocation de l'agrément des ateliers de réparation en cas de collision;
- c) il fait des recommandations au ministre concernant les normes pour les ateliers de réparation en cas de collision agréés;
- d) il examine les demandes d'agrément des ateliers de réparation en cas de collision et recommande au ministre la délivrance ou non de l'agrément;
- e) il examine les plaintes présentées à l'encontre des ateliers de réparation en cas de collision agréés;
- f) il tente de résoudre les conflits opposant les consommateurs et les propriétaires d'ateliers de réparation en cas de collision agréés;
- g) si, après avoir donné au propriétaire d'un atelier de réparation en cas de collision agréé l'occasion d'être entendu, il est d'avis que l'agrément de l'atelier de réparation devrait être révoqué conformément aux normes énoncées par les règlements, il avise le ministre en conséquence;
- h) en général, il remplit les fonctions liées à l'agrément et à la réglementation des ateliers de réparation en cas de collision que lui transmet le ministre.

Délégation

(2) Le Conseil consultatif peut, sous réserve des conditions prescrites dans les règlements, déléguer les responsabilités qui lui sont conférées en application du paragraphe (1) à, selon le cas :

- a) un de ses membres;
- b) un comité de ses membres;
- c) un ou plusieurs des employés du ministère que dirige le ministre.

Loi sur l'exercice des compétences légales

(3) La *Loi sur l'exercice des compétences légales* s'applique à la procédure et aux audiences du Conseil consultatif.

Pouvoirs du ministre

5. Le ministre peut faire ce qui suit :

- (a) certify collision repair shops;
- (b) decertify collision repair shops; and
- (c) refer matters concerning the collision repair industry to the Advisory Board for review and advice.

Motorist's Bill of Rights

6. (1) At the time of providing an estimate to a customer, every operator of a certified collision repair shop shall provide every customer with a copy of the Motorist's Bill of Rights that complies with subsection (2).

Same

(2) The Motorist's Bill of Rights shall contain at least the following elements:

1. A statement advising the consumer of his or her right to select a certified collision repair shop for auto body damage.
2. A statement advising the consumer that an insurer may suggest that the work be done at a particular collision repair shop but may not require this work to be done at a particular collision repair shop.
3. A statement advising the consumer of his or her right to be informed about whether the auto body repairs will be made with new original equipment parts, new aftermarket parts, or other type of parts.
4. A statement confirming to the consumer that the repairer will, before the consumer takes custody of the repaired vehicle, provide the consumer with a certificate acknowledging that the repair has been made in accordance with all applicable safety standards.
5. Toll-free phone number and Internet address for reporting suspected fraud and other complaints and concerns about collision repair shops to the Advisory Board.

Inspections

7. (1) The Minister may appoint or designate inspectors for the purposes of this Act.

Entry by inspector

(2) An inspector may enter a certified collision repair shop during normal business hours for the purpose of determining whether the standards set by the regulations are being complied with.

Examination

(3) For the purposes of carrying out an inspection, an inspector may,

- (a) examine books and records of the certified collision repair shop;

- a) agréer les ateliers de réparation en cas de collision;
- b) révoquer l'agrément des ateliers de réparation en cas de collision;
- c) renvoyer des affaires concernant le secteur de la réparation en cas de collision au Conseil consultatif aux fins d'examen et de conseil.

Charte des droits de l'automobiliste

6. (1) Au moment où il fournit une estimation à ses clients, chaque exploitant d'un atelier de réparation en cas de collision agréé remet à chacun d'eux un exemplaire de la Charte des droits de l'automobiliste qui satisfait aux exigences du paragraphe (2).

Idem

(2) La Charte des droits de l'automobiliste contient au moins les éléments suivants :

1. Un énoncé informant le consommateur de son droit de choisir un atelier de réparation en cas de collision agréé pour faire réparer les dommages causés à la carrosserie d'une automobile.
2. Un énoncé informant le consommateur qu'un assureur peut suggérer mais non exiger que la réparation soit effectuée à un atelier de réparation en cas de collision particulier.
3. Un énoncé informant le consommateur de son droit d'être informé de la question de savoir si des pièces d'équipement d'origine neuves, des pièces de rechange neuves ou d'autres types de pièces seront utilisées pour effectuer les réparations de carrosserie.
4. Un énoncé confirmant au consommateur que le réparateur lui remettra, avant qu'il reprenne la garde de son véhicule réparé, une attestation portant que la réparation a été effectuée conformément à toutes les normes de sécurité applicables.
5. Un numéro de téléphone sans frais et une adresse Internet à utiliser pour signaler au Conseil consultatif des cas de fraude présumée et d'autres plaintes et inquiétudes au sujet d'ateliers de réparation en cas de collision.

Inspections

7. (1) Le ministre peut nommer ou désigner des inspecteurs pour l'application de la présente loi.

Entrée par l'inspecteur

(2) Un inspecteur peut pénétrer dans un atelier de réparation en cas de collision agréé pendant les heures normales de travail afin de déterminer si les normes énoncées par les règlements sont respectées.

Examen

(3) Dans le cadre de l'inspection, l'inspecteur peut faire ce qui suit :

- a) examiner les livres et les dossiers de l'atelier de réparation en cas de collision agréé;

- (b) carry away books and records and make copies of them, on the condition that the books and records are promptly returned; and
- (c) make reasonable inquiries.

Offence

(4) Every person who hinders or obstructs an inspector acting in the course of his or her duties is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine not exceeding \$5,000.

Duty to be certified

8. (1) No person shall operate a collision repair shop that is not certified by the Minister in accordance with the regulations.

Penalty

(2) Every person who contravenes this section is guilty of an offence, and on conviction is liable to a fine not exceeding \$10,000 for a first offence and not exceeding \$50,000 or to imprisonment for not more than six months, or to both, for each subsequent offence.

Regulations

9. (1) The Minister may make regulations,
- (a) setting standards for the certification and decertification of collision repair shops;
 - (b) setting standards that must be met by certified collision repair shops;
 - (c) prescribing anything that may be prescribed for the purposes of this Act;
 - (d) generally for implementing the provisions of this Act.

Fees

- (2) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,
- (a) requiring applicants for the certification of collision repair shops to pay reasonable fees to support the operation of the Advisory Board;
 - (b) to ensure that the Advisory Board is self-financing.

Insurance Act

10. The *Insurance Act* is amended by adding the following section:

Payment for collision repair

263.1 (1) An insured who is entitled to payment from an insurer for the repair of damage to an automobile as a result of a collision is entitled to have the repair performed at any certified collision repair shop within the meaning of the *Collision Repair Standards Act, 2002*, subject to any rules that may be made in regulations under subsection (3).

- b) emporter des livres et des dossiers et en faire des copies, à condition que ceux-ci soient rendus promptement;
- c) faire des recherches raisonnables.

Infraction

(4) Quiconque entrave un inspecteur dans l'exercice de ses fonctions est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende maximale de 5 000 \$.

Agrément obligatoire

8. (1) Nul ne doit exploiter un atelier de réparation en cas de collision qui n'est pas agréé par le ministre conformément aux règlements.

Peine

(2) Quiconque contrevient au présent article est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende maximale de 10 000 \$ pour une première infraction et d'une amende maximale de 50 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou d'une seule de ces deux peines, pour chaque infraction subséquente.

Règlements

9. (1) Le ministre peut, par règlement :
- a) énoncer des normes pour l'agrément et la révocation de l'agrément des ateliers de réparation en cas de collision;
 - b) énoncer des normes qui doivent être respectées par les ateliers de réparation en cas de collision agréés;
 - c) prescrire tout ce qui peut l'être pour l'application de la présente loi;
 - d) prendre toute mesure d'application de la présente loi.

Droits

- (2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :
- a) exiger de l'auteur d'une demande d'agrément d'un atelier de réparation en cas de collision qu'il paie les droits raisonnables pour soutenir le fonctionnement du Conseil consultatif;
 - b) faire en sorte que le Conseil consultatif s'auto-finance.

Loi sur les assurances

10. La *Loi sur les assurances* est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Paiement pour la réparation en cas de collision

263.1 (1) L'assuré qui a droit à un paiement de la part de l'assureur pour la réparation de dommages causés à une automobile à la suite d'une collision a le droit de faire effectuer la réparation dans tout atelier de réparation en cas de collision agréé au sens de la *Loi de 2002 sur les normes de réparation en cas de collision*, sous réserve des règles établies dans les règlements pris en application du paragraphe (3).

Cooling-off period

(2) Despite the terms of any policy, an insurer is not required to make a payment for the repair of damage to an automobile due to a collision where the automobile was towed to a collision repair shop or a collision reporting centre, and the automobile was not released for repair with the consent of both the insurer and the insured.

Regulations

(3) The Lieutenant Governor in Council may make regulations setting out rules for the purposes of subsection (1).

Definition

(4) In this section, "collision" includes,

- (a) collision with another vehicle,
- (b) collision with the roadway or any object on the roadway,
- (c) an act of theft or attempted theft,
- (d) fire, or
- (e) vandalism.

Commencement

11. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

12. The short title of this Act is the *Collision Repair Standards Act, 2002*.

EXPLANATORY NOTE

This Explanatory Note was written as a reader's aid to Bill 186 and does not form part of the law. Bill 186 has been enacted as Chapter 31 of the Statutes of Ontario, 2002.

The Bill empowers the Minister to establish a regulatory framework for the collision repair industry, including the certification and decertification of collision repair shops.

The Bill also establishes the Collision Repair Advisory Board to perform an advisory function concerning the automobile collision repair industry.

The Bill also amends the *Insurance Act* to provide that, subject to certain conditions, a consumer may have collision repairs performed at a certified collision repair shop of his or her choosing.

Période de réflexion

(2) Malgré les dispositions de toute police, l'assureur n'est pas tenu d'effectuer un paiement pour la réparation de dommages causés à une automobile à la suite d'une collision lorsque l'automobile a été remorquée jusqu'à un atelier de réparation en cas de collision ou un centre de déclaration des collisions et que l'assureur et l'assuré n'ont pas consenti à sa réparation.

Règlements

(3) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, établir des règles pour l'application du paragraphe (1).

Définition

(4) La définition qui suit s'applique au présent article.

«collision» S'entend notamment, selon le cas :

- a) d'une collision avec un autre véhicule;
- b) d'une collision avec la chaussée ou un objet présent sur la chaussée;
- c) d'un vol ou une tentative de vol;
- d) d'un feu;
- e) d'un acte de vandalisme.

Entrée en vigueur

11. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

12. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2002 sur les normes de réparation en cas de collision*.

NOTE EXPLICATIVE

La note explicative, rédigée à titre de service aux lecteurs du projet de loi 186, ne fait pas partie de la loi. Le projet de loi 186 a été édicté et constitue maintenant le chapitre 31 des Lois de l'Ontario de 2002.

Le projet de loi donne au ministre le pouvoir de mettre en place un cadre réglementaire pour le secteur de la réparation en cas de collision, y compris l'agrément et la révocation d'agrément pour les ateliers de réparation en cas de collision.

Le projet de loi crée également le Conseil consultatif sur la réparation en cas de collision afin qu'il remplisse des fonctions consultatives en ce qui concerne le secteur de la réparation dans le cas de collisions d'automobiles.

Le projet de loi modifie également la *Loi sur les assurances* en vue de prévoir que, sous réserve de certaines conditions, un consommateur peut faire effectuer des réparations en cas de collision dans l'atelier de réparation en cas de collision agréé de son choix.

CHAPTER 32

An Act respecting safe drinking water

Assented to December 13, 2002

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

CONTENTS

PART I INTERPRETATION

1. Purposes
2. Interpretation

PART II ADMINISTRATION

3. Powers and duties of the Minister
4. Advisory Council on Drinking-water Quality and Testing Standards
5. Consideration by Minister
6. Directors
7. Chief Inspector
8. Provincial officers
9. Minister's directive

PART III GENERAL REQUIREMENTS

10. Potable water
11. Duties of owners and operating authorities
12. Operator's certificate
13. Duty to have accredited operating authority
14. Agreement with accredited operating authority
15. Directions, operational plans
16. Operational plans
17. Ownership of operational plans
18. Duty to report adverse test result
19. Standard of care, municipal drinking-water system
20. Prohibition

PART IV ACCREDITATION OF OPERATING AUTHORITIES

21. Quality Management Standard
22. Accreditation body for operating authorities
23. Obligations of accreditation body
24. Accreditation agreement
25. Compliance with audit

CHAPITRE 32

Loi ayant trait à la salubrité de l'eau potable

Sanctionnée le 13 décembre 2002

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la Province de l'Ontario, édicte :

SOMMAIRE

PARTIE I INTERPRÉTATION

1. Objets
2. Interprétation

PARTIE II APPLICATION

3. Pouvoirs et fonctions du ministre
4. Conseil consultatif sur les normes de qualité et d'analyse de l'eau potable
5. Examen par le ministre
6. Directeurs
7. Inspecteur en chef
8. Agents provinciaux
9. Instructions du ministre

PARTIE III EXIGENCES GÉNÉRALES

10. Eau potable
11. Obligations des propriétaires et des organismes d'exploitation
12. Certificat d'exploitant
13. Obligation de se doter d'un organisme d'exploitation agréé
14. Entente conclue avec un organisme d'exploitation agréé
15. Directives applicables aux plans d'exploitation
16. Plans d'exploitation
17. Propriété des plans d'exploitation
18. Obligation de faire rapport des résultats d'analyse insatisfaisants
19. Degré de diligence : réseau municipal d'eau potable
20. Interdiction

PARTIE IV AGRÈMENT DES ORGANISMES D'EXPLOITATION

21. Norme de gestion de la qualité
22. Organisme d'agrément des organismes d'exploitation
23. Responsabilités de l'organisme d'agrément
24. Entente d'agrément
25. Conformité à la vérification

- 26. Report by auditor of violations
- 27. Obligation to report suspension or revocation of accreditation
- 28. Not an agent of the Crown
- 29. Annual reports, etc., by accreditation bodies

PART V

MUNICIPAL DRINKING-WATER SYSTEMS

- 30. Financial plans
- 31. Requirement for approval or permit and licence
- 32. Applications
- 33. Requirement to apply for permit and licence
- 34. Failure to apply for required approval, permit or licence
- 35. Late application

APPROVAL FOR MUNICIPAL DRINKING-WATER SYSTEMS

- 36. Approval
- 37. Approval conditions and Director's amendments
- 38. Condition in approval, relief from regulatory requirements
- 39. Suspension, revocation of approval

DRINKING-WATER WORKS PERMITS

- 40. Issue and amendment of permit
- 41. Permit conditions and Director's amendments
- 42. Revocation of drinking-water works permit
- 43. Certificate of compliance

MUNICIPAL DRINKING-WATER LICENCES

- 44. Director's decision, municipal drinking-water licence
- 45. Licence conditions and amendments
- 46. Licence conditions, relief from regulatory requirement
- 47. Licence renewal
- 48. Revocation of licence
- 49. Suspension of licence
- 50. Reinstatement of suspended licence
- 51. Transfer of municipal drinking-water system

PART VI

REGULATED NON-MUNICIPAL DRINKING-WATER SYSTEMS

- 52. Prohibition, regulated non-municipal drinking-water systems
- 53. Prohibition, development
- 54. Applications
- 55. Late application
- 56. Grant and amendment of approval
- 57. Approval conditions and Director's amendments
- 58. Failure to apply for required approval
- 59. Certificate of compliance
- 60. Condition in approval, relief from regulatory requirements
- 61. Suspension, revocation of approval

PART VII

DRINKING-WATER TESTING

- 62. Authorization of drinking-water tests
- 63. Requirement for licence

- 26. Rapport du vérificateur sur les violations
- 27. Obligation de faire rapport de la suspension ou de la révocation de l'agrément
- 28. Non un mandataire de la Couronne
- 29. Rapports annuels des organismes d'agrément

PARTIE V

RÉSEAUX MUNICIPAUX D'EAU POTABLE

- 30. Plans financiers
- 31. Approbation ou permis obligatoires
- 32. Demandes
- 33. Demande de permis obligatoire
- 34. Omission de demander l'approbation ou le permis exigés
- 35. Demande tardive

APPROBATIONS POUR LES RESEAUX MUNICIPAUX D'EAU POTABLE

- 36. Approbation
- 37. Conditions de l'approbation et modifications du directeur
- 38. Condition de l'approbation : dispense concernant les exigences réglementaires
- 39. Suspension et révocation de l'approbation

PERMIS D'AMÉNAGEMENT DE STATION DE PRODUCTION D'EAU POTABLE

- 40. Délivrance et modification d'un permis d'aménagement
- 41. Conditions du permis d'aménagement et modifications du directeur
- 42. Révocation du permis d'aménagement de station de production d'eau potable
- 43. Certificat de conformité

PERMIS MUNICIPAUX D'EAU POTABLE

- 44. Décision du directeur : permis municipal d'eau potable
- 45. Conditions du permis municipal et modifications
- 46. Conditions du permis municipal : dispense concernant une exigence réglementaire
- 47. Renouvellement d'un permis municipal
- 48. Révocation d'un permis municipal
- 49. Suspension d'un permis municipal
- 50. Rétablissement du permis suspendu
- 51. Transfert du réseau municipal d'eau potable

PARTIE VI

RÉSEAUX D'EAU POTABLE NON MUNICIPAUX RÉGLEMENTÉS

- 52. Interdiction : réseaux d'eau potable non municipaux réglementés
- 53. Interdiction : promotion
- 54. Demandes
- 55. Demande tardive
- 56. Octroi et modification de l'approbation
- 57. Conditions de l'approbation et modifications du directeur
- 58. Omission de demander l'approbation exigée
- 59. Certificat de conformité
- 60. Condition de l'approbation : dispense concernant les exigences réglementaires
- 61. Suspension et révocation de l'approbation

PARTIE VII

ANALYSES DE L'EAU POTABLE

- 62. Autorisation d'analyses de l'eau potable
- 63. Permis obligatoire

ACCREDITATION OF LABORATORIES

- 64. Accreditation body for drinking-water testing
- 65. Obligations of accreditation body
- 66. Accreditation agreement
- 67. Compliance with audit
- 68. Report by auditor of violations
- 69. Obligation to report suspension or revocation of accreditation
- 70. Not an agent of the Crown
- 71. Annual reports, etc., by accreditation bodies

DRINKING-WATER TESTING LICENCES

- 72. Applications
- 73. Director's decision, drinking-water testing licence
- 74. Licence to authorize test at non-accredited laboratory
- 75. Licence conditions
- 76. Director's direction
- 77. Licence amendment, renewal
- 78. Revocation of licence
- 79. Suspension of licence
- 80. Public health endangered if decision stayed

**PART VIII
INSPECTIONS**

- 81. Inspection
- 82. Authority to stop vehicles and vessels
- 83. Power to administer other statutes
- 84. Entry to dwellings
- 85. Identification
- 86. Entry, etc., may be prohibited
- 87. Order of justice prohibiting entry, etc.
- 88. Securing a place or thing
- 89. Entry or inspection order
- 90. Samples and copies
- 91. Seizure during inspection
- 92. Search without warrant
- 93. Detention or removal
- 94. Report to justice
- 95. Disposal of certain things
- 96. Notice of disposal
- 97. Forfeiture may be ordered
- 98. Relief against forfeiture
- 99. Use of force
- 100. Use of investigative device
- 101. Restoration
- 102. Police assistance
- 103. Additional inspection

**PART IX
COMPLIANCE AND ENFORCEMENT**

- 104. Interpretation
- 105. Order by provincial officer: contraventions
- 106. Order by provincial officer: drinking-water system
- 107. Request for review
- 108. Minister's order, imminent drinking-water health hazard
- 109. Director's order, imminent drinking-water health hazard
- 110. Notice of emergency response
- 111. Order to decommission
- 112. Order to continue operation

AGRÈMENT DES LABORATOIRES

- 64. Organisme d'agrément aux fins des analyses de l'eau potable
- 65. Responsabilités de l'organisme d'agrément
- 66. Entente d'agrément
- 67. Conformité à la vérification
- 68. Rapport du vérificateur sur les violations
- 69. Obligation de faire rapport de la suspension ou de la révocation de l'agrément
- 70. Non un mandataire de la Couronne
- 71. Rapports annuels des organismes d'agrément

PERMIS D'ANALYSE DE L'EAU POTABLE

- 72. Demandes
- 73. Décision du directeur : permis d'analyse de l'eau potable
- 74. Permis autorisant la conduite d'analyses à un laboratoire non agréé
- 75. Conditions du permis d'analyse
- 76. Directive du directeur
- 77. Modification ou renouvellement d'un permis d'analyse
- 78. Révocation d'un permis d'analyse
- 79. Suspension d'un permis d'analyse
- 80. Danger pour la santé publique en cas de suspension d'une décision

**PARTIE VIII
INSPECTIONS**

- 81. Inspection
- 82. Pouvoir d'arrêter des véhicules et des embarcations
- 83. Pouvoir d'appliquer d'autres lois
- 84. Entrée dans un lieu d'habitation
- 85. Identification
- 86. Entrée et utilisation pouvant être interdites
- 87. Ordonnance du juge interdisant l'entrée ou l'utilisation de choses
- 88. Interdiction d'accès au lieu ou à la chose
- 89. Ordonnance d'entrée ou d'inspection
- 90. Échantillons et copies
- 91. Saisie au cours d'une inspection
- 92. Perquisition sans mandat
- 93. Rétention ou enlèvement
- 94. Rapport fait à un juge
- 95. Disposition de certaines choses
- 96. Avis de la disposition
- 97. Confiscation
- 98. Redressement pour la confiscation
- 99. Recours à la force
- 100. Utilisation d'un dispositif d'enquête
- 101. Remise en état
- 102. Assistance d'un membre de la police
- 103. Nouvelle inspection

**PARTIE IX
CONFORMITÉ ET EXÉCUTION**

- 104. Interprétation
- 105. Arrêté de l'agent provincial : contraventions
- 106. Arrêté de l'agent provincial : réseau d'eau potable
- 107. Demande de révision
- 108. Arrêté du ministre : danger de l'eau potable pour la santé imminent
- 109. Arrêté du directeur : danger de l'eau potable pour la santé imminent
- 110. Avis d'intervention d'urgence
- 111. Arrêté de désaffectation
- 112. Arrêté de poursuite de l'exploitation

- 113. Appointment of interim operating authority
- 114. Order to provide service
- 115. Water supply after order under s. 114
- 116. Supply of water from deficient system
- 117. Temporary relief from strict compliance
- 118. Entry without judicial order
- 119. Order for preparation of operational plans
- 120. Power to restrain by action
- 121. Administrative penalties
- 122. Order to pay
- 123. Order to pay may be enforced as judgment of the Superior Court of Justice
- 124. Collection of costs by tax lien
- 125. Costs may be recovered from deposit or financial assurance

PART X APPEALS

- 126. Meaning of "Director"
- 127. Reviewable decisions
- 128. Notice of reviewable decision
- 129. Right to appeal to Tribunal
- 130. Parties to hearing
- 131. Stay of decision pending hearing
- 132. Powers of Tribunal
- 133. Appeal from order to pay costs
- 134. Appeal to Divisional Court, question of law
- 135. Appeal to Minister, other questions
- 136. Stay of decision on appeal

PART XI OFFENCES

- 137. Obstruction prohibited
- 138. False information
- 139. Refusal to furnish information
- 140. Offences
- 141. Amount of fine, etc.
- 142. Penalty for certain offences
- 143. Offences that result in drinking-water health hazard
- 144. Subsequent conviction
- 145. Penalty re monetary benefit
- 146. Order to prevent damage, etc.
- 147. Power to restrain by order upon conviction
- 148. Restitution orders
- 149. Forfeiture on conviction
- 150. Where fine not paid
- 151. Costs of seizure, etc.
- 152. Suspension for default in payment of fine
- 153. Limitations
- 154. Service of offence notice, etc., offences re vehicles
- 155. Service of offence notice or summons

PART XII MISCELLANEOUS

- 156. Service
- 157. Fees
- 158. Protection from personal liability
- 159. Official documents as evidence
- 160. Electronic signature
- 161. Joint and several liability
- 162. Orders and instruments, consequential authority

- 113. Nomination d'un organisme d'exploitation intérimaire
- 114. Arrêté de fourniture d'un service
- 115. Approvisionnement en eau après la prise de l'arrêté visé à l'art. 114
- 116. Approvisionnement en eau provenant d'un réseau défaillant
- 117. Dispense temporaire d'une rigoureuse conformité
- 118. Entrée dans un lieu sans ordonnance judiciaire
- 119. Arrêté exigeant la préparation de plans d'exploitation
- 120. Injonction
- 121. Pénalités administratives
- 122. Arrêté de paiement des frais
- 123. Exécution de l'arrêté de paiement des frais
- 124. Perception des frais : privilège à titre d'impôts
- 125. Recouvrement des frais : dépôt ou garantie financière

PARTIE X APPELS

- 126. Sens de «directeur»
- 127. Décisions susceptibles de révision
- 128. Avis de décision susceptible de révision
- 129. Droit d'interjeter appel devant le Tribunal
- 130. Parties à l'audience
- 131. Suspension de la décision pendant l'audience
- 132. Pouvoirs du Tribunal
- 133. Appel d'un arrêté de paiement des frais
- 134. Appel interjeté devant la Cour divisionnaire : question de droit
- 135. Appel interjeté devant le ministre : autres questions
- 136. Suspension de la décision en appel

PARTIE XI INFRACTIONS

- 137. Entrave interdite
- 138. Faux renseignements
- 139. Refus de fournir des renseignements
- 140. Infractions
- 141. Montant de l'amende
- 142. Peines pour certaines infractions
- 143. Infractions entraînant un danger de l'eau potable pour la santé
- 144. Déclaration de culpabilité subséquente
- 145. Peine concernant le bénéfice pécuniaire
- 146. Ordonnance en vue d'empêcher que des dommages ne soient causés
- 147. Injonction : ordonnance sur déclaration de culpabilité
- 148. Ordonnances de dédommagement
- 149. Confiscation sur déclaration de culpabilité
- 150. Non-paiement d'une amende
- 151. Frais relatifs à la saisie
- 152. Suspension pour non-paiement d'amende
- 153. Prescription
- 154. Signification d'un avis d'infraction : infractions relatives aux véhicules
- 155. Signification d'un avis d'infraction ou d'une assignation

PARTIE XII DISPOSITIONS DIVERSES

- 156. Signification
- 157. Droits
- 158. Immunité
- 159. Documents officiels reçus en preuve
- 160. Signature électronique
- 161. Responsabilité conjointe et individuelle
- 162. Arrêtés, permis et autres actes : pouvoir corrélatif

- 163. Administrative changes to instruments
- 164. Binds the Crown
- 165. Binding successors, assigns, etc.
- 166. Conflict
- 167. Regulations, Lieutenant Governor in Council
- 168. Regulations, Minister
- 169. Regulations, Minister re non-municipal drinking-water systems
- 170. Regulations, general rules

PART XIII COMPLEMENTARY AMENDMENT

- 171. Amendment to *Health Protection and Promotion Act*

PART XIV COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

- 172. Commencement
- 173. Short title

PART I INTERPRETATION

Purposes

1. The purposes of this Act are as follows:
 1. To recognize that the people of Ontario are entitled to expect their drinking water to be safe.
 2. To provide for the protection of human health and the prevention of drinking-water health hazards through the control and regulation of drinking-water systems and drinking-water testing.

Interpretation

Definitions

2. (1) In this Act,

“accredited operating authority” means an operating authority accredited under Part IV; (“organisme d’exploitation agréé”)

“Agency” means the Ontario Clean Water Agency established under the *Capital Investment Plan Act, 1993*; (“Agence”)

“alteration” includes the following, in respect of a drinking-water system, but excludes repairs to the system:

1. an extension of the system,
2. a replacement of part of the system,
3. a fragmentation of the system, and
4. taking all or part of the system permanently out of service; (“transformation”, “transformer”)

“deficiency” means, in respect of a drinking-water system, a violation under this Act that is prescribed as a deficiency for the purposes of this Act; (“défaillance”)

- 163. Modifications administratives apportées aux permis et autres actes
- 164. La Couronne est liée
- 165. Les successeurs et les ayants droit sont liés
- 166. Incompatibilité
- 167. Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil
- 168. Règlements du ministre
- 169. Règlements du ministre relatifs aux réseaux d'eau potable non municipaux
- 170. Règlements : règles générales

PARTIE XIII MODIFICATION COMPLÉMENTAIRE

- 171. Modification de la *Loi sur la protection et la promotion de la santé*

PARTIE XIV ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

- 172. Entrée en vigueur
- 173. Titre abrégé

PARTIE I INTERPRÉTATION

Objets

1. Les objets de la présente loi sont les suivants :

1. Reconnaître que la population de l'Ontario est en droit de s'attendre à ce que son eau potable soit saine.
2. Protéger la santé des êtres humains et prévenir les dangers de l'eau potable pour la santé au moyen du contrôle et de la réglementation des réseaux d'eau potable et des analyses de l'eau potable.

Interprétation

Définitions

2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«Agence» L'Agence ontarienne des eaux créée en application de la *Loi de 1993 sur le plan d'investissement*. («Agency»)

«analyse» La forme verbale «analyser» a un sens correspondant. («test», «testing»)

«analyse de l'eau potable» Analyse, pour l'application de la présente loi, aidant à déterminer la qualité d'eaux quelconques à l'égard d'un réseau d'eau potable. S'entend en outre de toute analyse prescrite. («drinking-water test»)

«approvisionnement en eau brute» Eau extérieure au réseau d'eau potable qui constitue une source d'eau pour le réseau. («raw water supply»)

«danger de l'eau potable pour la santé» Relativement à un réseau d'eau potable, s'entend de l'un ou l'autre des éléments suivants :

- a) une condition du réseau ou une condition liée aux eaux du réseau, notamment toute chose qui se trouve dans les eaux et qui, selon le cas :

“distribution system” means the part of a drinking-water system that is used in the distribution, storage or supply of water and that is not part of a treatment system; (“réseau de distribution”)

“document” includes a sound recording, video tape, film, photograph, chart, graph, map, plan, survey, book of account, and information recorded or stored by means of any device; (“document”)

“drinking water” means,

- (a) water intended for human consumption, or
- (b) water that is required by an Act, regulation, order, municipal by-law or other document issued under the authority of an Act,
 - (i) to be potable, or
 - (ii) to meet or exceed the requirements of the prescribed drinking water quality standards; (“eau potable”)

“drinking-water health hazard” means, in respect of a drinking-water system,

- (a) a condition of the system or a condition associated with the system’s waters, including any thing found in the waters,
 - (i) that adversely affects, or is likely to adversely affect, the health of the users of the system,
 - (ii) that deters or hinders, or is likely to deter or hinder, the prevention or suppression of disease, or
 - (iii) that endangers or is likely to endanger public health.
- (b) a prescribed condition of the drinking-water system, or
- (c) a prescribed condition associated with the system’s waters or the presence of a prescribed thing in the waters; (“danger de l’eau potable pour la santé”)

“drinking-water system” means a system of works, excluding plumbing, that is established for the purpose of providing users of the system with drinking water and that includes,

- (a) any thing used for the collection, production, treatment, storage, supply or distribution of water,
- (b) any thing related to the management of residue from the treatment process or the management of the discharge of a substance into the natural environment from the treatment system, and
- (c) a well or intake that serves as the source or entry point of raw water supply for the system; (“réseau d’eau potable”)

“drinking-water test” means a test for the purposes of this Act to assist in the determination of the quality of any waters in respect of a drinking-water system, and includes a prescribed test; (“analyse de l’eau potable”)

- (i) nuit ou nuira vraisemblablement à la santé des usagers du réseau,
- (ii) décourage ou entrave, ou découragera ou entravera vraisemblablement, la prévention ou la suppression de maladies,
- (iii) met ou mettra vraisemblablement la santé publique en danger;

- b) une condition prescrite du réseau d’eau potable;
- c) une condition prescrite liée aux eaux du réseau ou à la présence d’une chose prescrite dans celles-ci. («drinking-water health hazard»)

«défaillance» Relativement à un réseau d’eau potable, s’entend d’une violation prévue par la présente loi que celle-ci prescrit comme étant une défaillance aux fins de son application. («deficiency»)

«document» S’entend en outre d’un enregistrement sonore, d’une bande magnétoscopique, d’un film, d’une photo, d’un tableau, d’un graphique, d’une carte, d’un plan, d’un levé, d’un livre de comptes et des renseignements enregistrés ou conservés par n’importe quel moyen. («document»)

«eau brute» Eau contenue dans un réseau d’eau potable ou dans une installation de plomberie qui n’a pas été traitée conformément, selon le cas :

- a) aux normes et exigences prescrites qui s’appliquent au réseau;
- b) aux autres exigences en matière de traitement imposées par le permis ou l’approbation à l’égard du réseau, si ce dernier est assujéti à un permis ou à une approbation en application de la présente loi. («raw water»)

«eau potable» S’entend, selon le cas :

- a) de l’eau destinée à la consommation humaine;
- b) de l’eau dont une loi, un règlement, un ordre donné, une ordonnance rendue, un arrêté ou un décret pris, un règlement municipal adopté ou un autre document délivré sous le régime d’une loi exige :
 - (i) soit qu’elle soit potable,
 - (ii) soit qu’elle satisfasse aux exigences des normes prescrites en matière de qualité de l’eau potable ou les dépasse. («drinking water»)

«eaux» S’entend notamment de l’eau potable, de l’eau brute, de l’approvisionnement en eau brute et de l’eau contenue dans les installations de plomberie. («waters»)

«environnement naturel» S’entend notamment de l’air, du terrain et de l’eau qui sont compris dans la province de l’Ontario. («natural environment»)

«fragmentation» S’entend de ce qui suit :

- a) relativement à un réseau municipal d’eau potable, le remplacement de tout ou partie du réseau par tout ou partie d’un réseau d’eau potable non municipal;

“drinking-water testing licence” means a licence to provide a drinking-water testing service issued under Part VII; (“permis d’analyse de l’eau potable”)

“drinking-water testing service” means a service that involves the conduct of one or more drinking-water tests; (“service d’analyse de l’eau potable”)

“drinking-water works permit” means a permit issued under Part V; (“permis d’aménagement de station de production d’eau potable”)

“fragmentation” means,

- (a) in respect of a municipal drinking-water system, the replacement of all or part of the system with all or part of a non-municipal drinking-water system, and
- (b) in respect of a non-municipal drinking-water system that is in a class prescribed for the purposes of subsection 52 (2), the replacement of all or part of the system with a non-municipal drinking-water system that is not in a class prescribed for the purposes of that subsection; (“fragmentation”)

“justice” means a provincial judge or a justice of the peace; (“juge”)

“laboratory” means a place where drinking-water tests are or will be conducted, whether or not other types of tests may be conducted at the place; (“laboratoire”)

“major residential development” means a development of six or more private residences on one or more properties; (“grand aménagement résidentiel”)

“medical officer of health” means, in respect of a drinking-water system, the medical officer of health for the health unit in which the system is located or if none exists, the Chief Medical Officer of Health; (“médecin-hygiéniste”)

“Minister” means the Minister of the Environment or such other minister to whom the administration of this Act may be assigned under the *Executive Council Act*; (“ministre”)

“Ministry” means the ministry over which the Minister presides; (“ministère”)

“municipal drinking-water licence” means a licence issued under Part V; (“permis municipal d’eau potable”)

“municipal drinking-water system” means a drinking-water system or part of a drinking-water system,

- (a) that is owned by a municipality or by a municipal service board established under section 195 of the *Municipal Act, 2001*,
- (b) that is owned by a corporation established under section 203 of the *Municipal Act, 2001*,
- (c) from which a municipality obtains or will obtain water under the terms of a contract between the municipality and the owner of the system, or
- (d) that is in a prescribed class; (“réseau municipal d’eau potable”)

b) relativement à un réseau d’eau potable non municipal qui appartient à une catégorie prescrite pour l’application du paragraphe 52 (2), le remplacement de tout ou partie du réseau par un réseau d’eau potable non municipal qui n’appartient pas à une telle catégorie. («fragmentation»)

«grand aménagement résidentiel» S’entend de l’aménagement de six résidences privées ou plus sur une ou plusieurs propriétés. («major residential development»)

«installation de plomberie» Réseau d’ouvrages qui :

- a) d’une part, comprend un «réseau d’alimentation en eau» aux fins de la définition de «installation de plomberie» au paragraphe 1 (1) de la *Loi de 1992 sur le code du bâtiment*, sauf le matériel installé dans l’installation de plomberie pour traiter l’eau;
- b) d’autre part, est relié à un réseau d’eau potable. («plumbing»)

«juge» S’entend d’un juge provincial ou d’un juge de paix. («justice»)

«laboratoire» S’entend d’un lieu où sont ou seront effectuées des analyses de l’eau potable, que d’autres genres d’analyses puissent ou non y être effectuées. («laboratory»)

«lieu» S’entend en outre d’un bâtiment, d’un ouvrage, d’une machine, d’un véhicule ou d’une embarcation. («place»)

«médecin-hygiéniste» Relativement à un réseau d’eau potable, s’entend du médecin-hygiéniste de la circonscription sanitaire où est situé le réseau ou, s’il n’en existe pas, du médecin-hygiéniste en chef. («medical officer of health»)

«ministère» Le ministère que dirige le ministre. («Ministry»)

«ministre» Le ministre de l’Environnement ou l’autre ministre qui est chargé de l’application de la présente loi en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*. («Minister»)

«organisme d’exploitation» Relativement à un réseau d’eau potable, s’entend de la personne ou de l’entité à laquelle le propriétaire confie la responsabilité de l’exploitation, de la gestion, de l’entretien ou de la transformation du réseau. («operating authority»)

«organisme d’exploitation agréé» Organisme d’exploitation qui est agréé en application de la partie IV. («accredited operating authority»)

«permis d’aménagement de station de production d’eau potable» Permis d’aménagement délivré en application de la partie V. («drinking-water works permit»)

«permis d’analyse de l’eau potable» Permis délivré en application de la partie VII pour assurer la fourniture d’un service d’analyse de l’eau potable. («drinking-water testing licence»)

«permis municipal d’eau potable» Permis délivré en application de la partie V. («municipal drinking-water licence»)

“natural environment” includes the air, land and water of the Province of Ontario; (“environnement naturel”)

“non-municipal drinking-water system” means a drinking-water system that is not a municipal drinking-water system; (“réseau d’eau potable non municipal”)

“operating authority” means, in respect of a drinking-water system, the person or entity that is given responsibility by the owner for the operation, management, maintenance or alteration of the system; (“organisme d’exploitation”)

“operational plans” means, in respect of a drinking-water system, the operational plans required under this Act; (“plans d’exploitation”)

“owner” includes, in respect of a drinking-water system, every person who is a legal or beneficial owner of all or part of the system, but does not include the Agency or any of its predecessors where the Agency or predecessor is registered on title as the owner of the system; (“propriétaire”)

“person” includes a municipality; (“personne”)

“place” includes a building, structure, machine, vehicle and vessel; (“lieu”)

“plumbing” means a system of works,

- (a) that comprise a “water system” for the purposes of the definition of “plumbing” in subsection 1 (1) of the *Building Code Act, 1992*, other than equipment installed in plumbing to treat water, and
- (b) that are connected to a drinking-water system; (“installation de plomberie”)

“prescribed” means prescribed by the regulations made under this Act; (“prescrit”)

“private residence” has the prescribed meaning; (“résidence privée”)

“raw water” means water that is in a drinking-water system or in plumbing that has not been treated in accordance with,

- (a) the prescribed standards and requirements that apply to the system, or
- (b) such additional treatment requirements that are imposed by the licence or approval for the system, if the system is licensed or approved under this Act; (“eau brute”)

“raw water supply” means water outside a drinking-water system that is a source of water for the system; (“approvisionnement en eau brute”)

“Registry” means the environmental registry established under section 5 of the *Environmental Bill of Rights, 1993*; (“Registre”)

“regulated non-municipal drinking-water system” means, in respect of a provision of this Act or the regulations, a non-municipal drinking-water system that is in a class prescribed for the purposes of that provision; (“réseau d’eau potable non municipal réglementé”)

«personne» S’entend en outre d’une municipalité. («person»)

«plans d’exploitation» Relativement à un réseau d’eau potable, s’entend des plans d’exploitation exigés en application de la présente loi. («operational plans»)

«prescrit» Prescrit par les règlements pris en application de la présente loi. («prescribed»)

«propriétaire» Relativement à un réseau d’eau potable, s’entend notamment de toute personne qui est propriétaire en common law ou propriétaire bénéficiaire de tout ou partie du réseau. Est toutefois exclue de la présente définition l’Agence ou toute entité qu’elle remplace, lorsque l’une ou l’autre est enregistrée sur le titre comme propriétaire du réseau. («owner»)

«Registre» Le Registre environnemental établi en application de l’article 5 de la *Charte des droits environnementaux de 1993*. («Registry»)

«réseau d’eau potable» Réseau de stations, à l’exclusion des installations de plomberie, qui est aménagé pour fournir de l’eau potable à ses usagers. S’entend notamment de ce qui suit :

- a) toute chose servant au captage, à la production, au traitement, au stockage, à la fourniture ou à la distribution de l’eau;
- b) toute chose liée à la gestion des résidus du processus de traitement ou à la gestion du rejet dans l’environnement naturel de substances émanant du système de traitement;
- c) les puits ou prises qui servent de source ou de point d’entrée de l’approvisionnement en eau brute pour le réseau. («drinking-water system»)

«réseau d’eau potable non municipal» Réseau d’eau potable qui n’est pas un réseau municipal d’eau potable. («non-municipal drinking-water system»)

«réseau d’eau potable non municipal réglementé» Relativement à une disposition de la présente loi ou des règlements, s’entend d’un réseau d’eau potable non municipal qui appartient à une catégorie prescrite pour l’application de cette disposition. («regulated non-municipal drinking-water system»)

«réseau de distribution» Partie d’un réseau d’eau potable qui sert à la distribution ou au stockage de l’eau ou à l’approvisionnement en eau, mais qui ne fait pas partie d’un système de traitement. («distribution system»)

«réseau municipal d’eau potable» Tout ou partie d’un réseau d’eau potable :

- a) soit dont est propriétaire la municipalité ou une commission de services municipaux créée en vertu de l’article 195 de la *Loi de 2001 sur les municipalités*;
- b) soit dont est propriétaire une personne morale constituée en application de l’article 203 de la *Loi de 2001 sur les municipalités*;

“test” includes analyse when used as a verb, and “test”, when used as a noun, and “testing” have corresponding meanings; (“analyse”, “analyser”)

“treatment system” means any part of a drinking-water system that is used in relation to the treatment of water and includes,

- (a) any thing that conveys or stores water and is part of a treatment process, including any treatment equipment installed in plumbing,
- (b) any thing related to the management of residue from the treatment process or the management of the discharge of a substance into the natural environment from the system, and
- (c) a well or intake that serves as the source or entry point of raw water supply for the system; (“système de traitement”)

“Tribunal” means the Environmental Review Tribunal; (“Tribunal”)

“waters” includes drinking water, raw water, raw water supply and water contained in plumbing. (“eaux”)

c) soit duquel une municipalité obtient ou obtiendra de l'eau aux termes d'un contrat conclu entre la municipalité et le propriétaire du réseau;

d) soit qui appartient à une catégorie prescrite. («municipal drinking-water system»)

«résidence privée» S'entend au sens prescrit. («private residence»)

«service d'analyse de l'eau potable» Service consistant à effectuer une ou plusieurs analyses de l'eau potable. («drinking-water testing service»)

«système de traitement» Toute partie d'un réseau d'eau potable qui sert au traitement de l'eau. S'entend en outre de ce qui suit :

- a) toute chose servant au transport ou au stockage de l'eau et qui fait partie d'un processus de traitement, notamment le matériel de traitement installé dans les installations de plomberie;
- b) toute chose liée à la gestion des résidus du processus de traitement ou à la gestion du rejet dans l'environnement naturel de substances émanant du système;
- c) les puits ou prises qui servent de source ou de point d'entrée de l'approvisionnement en eau brute pour le réseau. («treatment system»)

«transformation» Relativement à un réseau d'eau potable, s'entend notamment de ce qui suit, mais non des réparations effectuées sur le réseau :

- 1. l'agrandissement du réseau;
- 2. le remplacement d'une partie du réseau;
- 3. la fragmentation du réseau;
- 4. la désaffectation permanente de tout ou partie du réseau.

Le verbe «transformer» a un sens correspondant. («alteration»)

«Tribunal» Le Tribunal de l'environnement. («Tribunal»)

References to Director

(2) In a provision of this Act or the regulations, other than Part X of this Act and the regulations made for the purposes of that Part, a reference to “the Director” is a reference to the director appointed under this Act for the purposes of the provision.

Regulations under this Act

(3) For greater certainty, a reference to “under this Act” includes “under the regulations made under this Act”.

PART II ADMINISTRATION

Powers and duties of the Minister

3. (1) The Minister shall be responsible for overseeing the regulation of safe drinking water in Ontario and, in

Mentions du directeur

(2) Dans toute disposition de la présente loi ou des règlements, sauf la partie X de la présente loi et les règlements d'application de cette partie, la mention du directeur vaut mention du directeur nommé en vertu de la présente loi pour l'application de la disposition.

Règlements pris en application de la présente loi

(3) Il est entendu que les mentions de «en vertu de la présente loi», «en application de la présente loi», «sous le régime de la présente loi», «prévu par la présente loi» et «visé par la présente loi» visent également les règlements d'application de la présente loi.

PARTIE II APPLICATION

Pouvoirs et fonctions du ministre

3. (1) Le ministre est chargé de superviser la réglementation de l'eau potable saine en Ontario et, à cette fin

that capacity and for the administration of this Act and the regulations, may,

- (a) investigate concerns and recommend standards relating to the potability, procurement, treatment, monitoring, testing and distribution of drinking water and the transportation and delivery of drinking water in bulk quantities in Ontario;
- (b) conduct research programs and prepare statistics relating to the potability, procurement, treatment, monitoring, testing and distribution of drinking water;
- (c) convene and conduct conferences, seminars and educational and training programs relating to the potability, procurement, treatment, monitoring, testing and distribution of drinking water;
- (d) develop, implement and facilitate training courses and programs relating to the potability, procurement, treatment, monitoring, testing and distribution of drinking water;
- (e) ensure that appropriate training and retraining programs are available to all operators of drinking-water systems in Ontario and facilitate accessibility to the programs for small and remote communities;
- (f) collect, test, publish and otherwise disseminate information, statistics and advice relating to drinking water;
- (g) provide technical assistance to owners and operators of drinking-water systems;
- (h) engage in joint discussions and initiatives with other levels of government to facilitate the provision of safe drinking water;
- (i) make grants and loans in such amounts and on such terms as the Minister considers advisable to support research and training relating to drinking-water quality and to assist in the planning, operation, development, improvement and enlarging of drinking-water systems;
- (j) perform such other functions or carry out such other duties as may be assigned from time to time by the Lieutenant Governor in Council.

Delegation

(2) The Minister may in writing delegate any of his or her powers or duties under this Act to an employee of the Ministry specified in the delegation, other than the power to make a regulation under this Act or an order under section 108.

et pour l'application de la présente loi et des règlements, il peut :

- a) enquêter sur des problèmes et recommander des normes qui ont trait à la potabilité, à l'obtention, au traitement, à la surveillance, à l'analyse et à la distribution de l'eau potable ainsi qu'au transport et à la livraison d'eau potable en grandes quantités en Ontario;
- b) entreprendre des programmes de recherche et préparer des données statistiques qui ont trait à la potabilité, à l'obtention, au traitement, à la surveillance, à l'analyse et à la distribution de l'eau potable;
- c) convoquer et organiser des conférences, des colloques et des séminaires et mener des programmes éducatifs et de formation en ce qui a trait à la potabilité, à l'obtention, au traitement, à la surveillance, à l'analyse et à la distribution de l'eau potable;
- d) élaborer et mettre en oeuvre des programmes et des cours de formation qui ont trait à la potabilité, à l'obtention, au traitement, à la surveillance, à l'analyse et à la distribution de l'eau potable, et en faciliter l'accès;
- e) faire en sorte que des programmes de formation et de recyclage appropriés soient offerts à tous les exploitants de réseaux d'eau potable en Ontario et faciliter l'accès à ces programmes dans les petites collectivités et dans les collectivités éloignées;
- f) recueillir, analyser, publier et diffuser d'autre façon des renseignements, des données statistiques et des conseils qui ont trait à l'eau potable;
- g) fournir une aide technique aux propriétaires et aux exploitants de réseaux d'eau potable;
- h) entamer des discussions et participer à des initiatives conjointes avec d'autres niveaux de gouvernement afin de faciliter la fourniture d'eau potable saine;
- i) accorder des subventions et des prêts, d'un montant et aux conditions qu'il estime opportuns, pour appuyer la recherche et la formation en ce qui a trait à la qualité de l'eau potable et aider à la planification, à l'exploitation, à l'aménagement, à l'amélioration et à l'agrandissement de réseaux d'eau potable;
- j) accomplir les autres tâches ou exercer les autres fonctions que lui attribue le lieutenant-gouverneur en conseil.

Délégation

(2) Le ministre peut déléguer par écrit les pouvoirs ou fonctions qui lui sont attribués en application de la présente loi à un employé du ministère précisé dans l'acte de délégation, sauf le pouvoir de prendre un règlement en application de la présente loi ou un arrêté en vertu de l'article 108.

Agreements

(3) The Minister may enter into agreements with such persons, entities or governments as the Minister considers appropriate for the purposes of this Act.

Annual report

(4) The Minister shall prepare and lay before the Assembly an annual drinking-water report for the province that includes,

- (a) the status of the development and establishment of drinking-water quality standards and the quality of drinking water in Ontario;
- (b) new and emerging information on pathogens, chemicals and other potential causes of drinking-water health hazards;
- (c) a summary of the results of inspections and accreditation audits under this Act for drinking-water systems and drinking-water testing services;
- (d) a summary of enforcement activities under this Act;
- (e) a review of the quality of raw water supplies and source protection initiatives across the province; and
- (f) such other matters as may be prescribed or that the Minister considers appropriate for inclusion in the report.

Advisory Council on Drinking-water Quality and Testing Standards

4. (1) The Minister shall establish an advisory body known in English as the "Advisory Council on Drinking-water Quality and Testing Standards" and in French as "Conseil consultatif sur les normes de qualité et d'analyse de l'eau potable" to consider issues relating to standards for drinking-water quality and testing and to make recommendations to the Minister.

Appointment of members

(2) The members of the Advisory Council shall be appointed by the Minister.

Notice

(3) The Advisory Council may publish information in the Registry.

Consideration by Minister

5. The Minister shall ensure that all recommendations of the Advisory Council on Drinking-water Quality and Testing Standards are taken into consideration in establishing and revising standards under this Act for drinking-water quality and testing.

Directors

6. (1) The Minister shall in writing appoint such directors as the Minister considers necessary, in respect of one

Ententes

(3) Le ministre peut conclure des ententes avec les personnes, entités ou gouvernements qu'il estime appropriés pour l'application de la présente loi.

Rapport annuel

(4) Le ministre rédige et dépose devant l'Assemblée un rapport annuel sur l'eau potable pour la province, lequel comprend les éléments suivants :

- a) l'état des progrès en matière d'élaboration et de mise en oeuvre des normes relatives à la qualité de l'eau potable et l'état de la qualité de l'eau potable en Ontario;
- b) de nouveaux renseignements sur les agents pathogènes, les produits chimiques et autres causes potentielles des dangers de l'eau potable pour la santé;
- c) un résumé des résultats des inspections et des vérifications de l'agrément prévues par la présente loi à l'égard des réseaux d'eau potable et des services d'analyse de l'eau potable;
- d) un résumé des mesures d'exécution prises en application de la présente loi;
- e) une étude de la qualité des approvisionnements en eau brute et des mesures de protection des sources prises à l'échelle de la province;
- f) les autres questions prescrites ou celles que le ministre estime approprié d'inclure dans le rapport.

Conseil consultatif sur les normes de qualité et d'analyse de l'eau potable

4. (1) Le ministre constitue un organisme consultatif appelé «Conseil consultatif sur les normes de qualité et d'analyse de l'eau potable» en français et «Advisory Council on Drinking-water Quality and Testing Standards» en anglais pour examiner les questions relatives aux normes de qualité et d'analyse de l'eau potable et lui faire des recommandations.

Nomination des membres

(2) Les membres du Conseil consultatif sont nommés par le ministre.

Avis

(3) Le Conseil consultatif peut publier des renseignements dans le Registre.

Examen par le ministre

5. Le ministre fait en sorte qu'il soit tenu compte de toutes les recommandations du Conseil consultatif sur les normes de qualité et d'analyse de l'eau potable lors de l'élaboration et de la révision, en application de la présente loi, des normes de qualité et d'analyse de l'eau potable.

Directeurs

6. (1) Le ministre nomme par écrit les personnes qu'il estime nécessaires au poste de directeur en ce qui con-

or more provisions of this Act or the regulations, as specified in the appointment.

Same

(2) In making an appointment under this section, the Minister shall appoint only,

- (a) an employee of the Ministry or a member of a class of employees of the Ministry; or
- (b) a person other than an employee of the Ministry or a member of a class of such employees, if the appointment is approved by the Lieutenant Governor in Council.

Limitation on authority

(3) The Minister may, in an appointment of a director, limit the authority of the director in such manner as the Minister considers necessary.

Chief Inspector

7. (1) The Minister shall appoint a Chief Inspector to carry out the following duties:

- 1. The provision of advice and recommendations to the Minister in respect of operational policies for inspections in relation to drinking water and drinking-water systems.
- 2. The implementation of operational policies for inspections in relation to drinking water and drinking-water systems.
- 3. The review on a periodic basis of all regulations, directions, policies, protocols and procedures relating to inspections referred to in paragraphs 1 and 2 and, if appropriate, the recommendation of revisions.
- 4. Developing and assisting in the development of training programs for provincial officers for the purposes of this Act.
- 5. Ensuring the continuing training on a periodic basis of provincial officers for the purposes of this Act.
- 6. Monitoring the overall frequency and efficacy of inspections referred to in paragraphs 1 and 2.
- 7. Such other duties as may be assigned by the Minister.

Annual report

(2) The Chief Inspector shall provide an annual written report to the Minister respecting the overall performance of drinking-water systems in Ontario and the inspection program for drinking-water systems and containing such other information as the Minister may require relating to inspections conducted under this Act.

No personal information

(3) A report under subsection (2) shall not contain any personal information that is maintained for the purpose of creating a record that is not available to the general public.

cerne une ou plusieurs dispositions de la présente loi ou des règlements qui sont précisées dans l'acte de nomination.

Idem

(2) Lorsqu'il procède à une nomination en application du présent article, le ministre nomme seulement :

- a) soit un employé du ministère ou un membre d'une catégorie d'employés de celui-ci;
- b) soit une personne autre qu'un employé du ministère ou qu'un membre d'une catégorie d'employés de celui-ci, si la nomination est approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Limitation des pouvoirs

(3) Le ministre peut, dans l'acte de nomination d'un directeur, limiter les pouvoirs de celui-ci de la façon qu'il estime nécessaire.

Inspecteur en chef

7. (1) Le ministre nomme un inspecteur en chef qui exerce les fonctions suivantes :

- 1. La fourniture de conseils et de recommandations au ministre à l'égard des politiques opérationnelles applicables aux inspections relatives à l'eau potable et aux réseaux d'eau potable.
- 2. La mise en oeuvre des politiques opérationnelles applicables aux inspections relatives à l'eau potable et aux réseaux d'eau potable.
- 3. L'étude périodique des règlements, des directives, des politiques, des protocoles et des marches à suivre qui ont trait aux inspections visées aux dispositions 1 et 2 et, s'il y a lieu, la recommandation de révisions.
- 4. L'élaboration et l'aide à l'élaboration de programmes de formation à l'intention des agents provinciaux pour l'application de la présente loi.
- 5. La fourniture périodique d'une formation suivie à l'intention des agents provinciaux pour l'application de la présente loi.
- 6. La surveillance de la fréquence et de l'efficacité générales des inspections visées aux dispositions 1 et 2.
- 7. Les autres fonctions que lui attribue le ministre.

Rapport annuel

(2) L'inspecteur en chef fournit chaque année au ministre un rapport écrit sur le rendement général des réseaux d'eau potable en Ontario et sur le programme d'inspection de ceux-ci. Le rapport contient les autres renseignements qu'exige le ministre en ce qui a trait aux inspections effectuées en application de la présente loi.

Absence de renseignements personnels

(3) Le rapport visé au paragraphe (2) ne doit contenir aucun des renseignements personnels qui sont conservés dans le but de dresser un dossier non accessible au grand public.

Same

(4) The Chief Inspector shall provide the annual report to the Minister on or before a day specified by the Minister.

Publication

(5) The Minister shall make the Chief Inspector's annual report public as soon as practicable after the Minister receives it.

Provincial officers

8. (1) The Minister shall in writing designate such persons and classes of persons as the Minister considers necessary as provincial officers in respect of one or more provisions of this Act or the regulations, as specified in the designation.

Limitation of authority

(2) The Minister may, in a designation of a provincial officer, limit the authority of the provincial officer in such manner as the Minister considers necessary.

Provincial officer

(3) A provincial officer is a peace officer for the purpose of enforcing this Act.

Investigation and prosecution

(4) A provincial officer may investigate offences under this Act and may prosecute any person whom the provincial officer reasonably believes is guilty of an offence under this Act.

Minister's directive

9. (1) The Minister may issue a written directive consistent with the purposes of this Act that relates to the exercise of a power or the performance of a duty by a person or entity appointed, designated or established under this Act.

Exception

(2) No directive shall be issued under this section that relates to the issue, granting, amendment, renewal, suspension or revocation of a particular accreditation, permit, licence, approval, certificate or order under this Act.

Compliance

(3) Every person to whom a directive is given under subsection (1) shall comply with the directive.

Publication

(4) Every directive issued under this section comes into effect on the day notice of the directive is given in the Registry.

Regulations Act not applicable

(5) The *Regulations Act* does not apply to a directive issued under this section.

Idem

(4) L'inspecteur en chef fournit le rapport annuel au ministre au plus tard à la date que précise celui-ci.

Publication

(5) Le ministre rend public le rapport annuel de l'inspecteur en chef dès que les circonstances le permettent après l'avoir reçu.

Agents provinciaux

8. (1) Le ministre désigne par écrit les personnes et catégories de personnes qu'il estime nécessaires au poste d'agent provincial en ce qui concerne une ou plusieurs dispositions de la présente loi ou des règlements qui sont précisées dans l'acte de désignation.

Limitation des pouvoirs

(2) Le ministre peut, dans l'acte de désignation d'un agent provincial, limiter les pouvoirs de celui-ci de la façon qu'il estime nécessaire.

Agent provincial

(3) Les agents provinciaux sont des agents de la paix aux fins de l'exécution de la présente loi.

Enquête et poursuite

(4) L'agent provincial peut enquêter sur les infractions prévues par la présente loi et poursuivre en justice les personnes qu'il croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, coupables d'une infraction prévue par la présente loi.

Instructions du ministre

9. (1) Le ministre peut donner par écrit des instructions conformes aux objets de la présente loi et ayant trait à l'exercice de pouvoirs ou de fonctions par une personne ou entité nommée, désignée ou constituée en application de la présente loi.

Exception

(2) Aucune instruction ne doit être donnée en vertu du présent article en ce qui a trait à la délivrance, à l'octroi, à la modification, au renouvellement, à la suspension ou à la révocation, en application de la présente loi, d'un agrément, d'un permis, d'une approbation, d'un certificat ou d'un arrêté particulier.

Conformité

(3) Les personnes se conforment aux instructions qui leur sont données en vertu du paragraphe (1).

Publication

(4) Les instructions données en vertu du présent article entrent en vigueur le jour où un avis à cet égard est donné dans le Registre.

Non-application de la Loi sur les règlements

(5) La *Loi sur les règlements* ne s'applique pas aux instructions données en vertu du présent article.

PART III GENERAL REQUIREMENTS

Potable water

10. Despite any other Act, a requirement that water be "potable" in any Act, regulation, order or other document issued under the authority of any Act or in a municipal by-law shall be deemed to be a requirement to meet, at a minimum, the requirements of the prescribed drinking-water quality standards.

Duties of owners and operating authorities

11. (1) Every owner of a municipal drinking-water system or a regulated non-municipal drinking-water system and, if an operating authority is responsible for the operation of the system, the operating authority for the system shall ensure the following:

1. That all water provided by the system to the point where the system is connected to a user's plumbing system meets the requirements of the prescribed drinking-water quality standards.
2. That, at all times in which it is in service, the drinking-water system,
 - i. is operated in accordance with the requirements under this Act,
 - ii. is maintained in a fit state of repair, and
 - iii. satisfies the requirements of the standards prescribed for the system or the class of systems to which the system belongs.
3. That the drinking-water system is operated by persons having the training or expertise for their operating functions that is required by the regulations and the licence or approval issued or granted for the system under this Act.
4. That all sampling, testing and monitoring requirements under this Act that relate to the drinking-water system are complied with.
5. That personnel at the drinking-water system are under the supervision of persons having the prescribed qualifications.
6. That the persons who carry out functions in relation to the drinking-water system comply with such reporting requirements as may be prescribed or that are required by the conditions in the licence or approval issued or granted for the system under this Act.

Duty of owner to report to public

(2) If an owner of a municipal drinking-water system or regulated non-municipal drinking-water system is required by the regulations to report on any matter to the public, the owner shall report in accordance with the regulations.

PARTIE III EXIGENCES GÉNÉRALES

Eau potable

10. Malgré toute autre loi, l'exigence portant que l'eau soit «potable» dans une loi, un règlement, un ordre donné, une ordonnance rendue, un arrêté ou un décret pris ou un autre document délivré sous le régime d'une loi ou dans un règlement municipal est réputée une exigence portant qu'elle satisfasse, au minimum, aux exigences des normes prescrites en matière de qualité de l'eau potable.

Obligations des propriétaires et des organismes d'exploitation

11. (1) Chaque propriétaire d'un réseau municipal d'eau potable ou d'un réseau d'eau potable non municipal réglementé et l'organisme d'exploitation du réseau, si son exploitation relève de lui, veillent à ce qui suit :

1. Que toute l'eau que fournit le réseau au point où il est relié à l'installation de plomberie d'un usager satisfasse aux exigences des normes prescrites en matière de qualité de l'eau potable.
2. Qu'en tout temps pendant qu'il est en service, le réseau d'eau potable satisfasse aux conditions suivantes :
 - i. il soit exploité conformément aux exigences prévues par la présente loi,
 - ii. il soit maintenu en bon état,
 - iii. il satisfasse aux exigences des normes prescrites pour le réseau ou la catégorie de réseaux à laquelle il appartient.
3. Que le réseau d'eau potable soit exploité par des personnes ayant la formation ou l'expertise qu'exigent les règlements pris et le permis municipal ou le permis d'analyse délivré ou l'approbation accordée à l'égard du réseau en application de la présente loi.
4. Qu'il soit satisfait à toutes les exigences prévues par la présente loi en matière d'échantillonnage, d'analyse et de surveillance qui ont trait au réseau d'eau potable.
5. Que le personnel au réseau d'eau potable soit supervisé par des personnes ayant les qualités prescrites.
6. Que les personnes qui exercent des fonctions relativement au réseau d'eau potable se conforment aux exigences, en matière de rapports, prescrites ou requises par les conditions du permis municipal ou du permis d'analyse délivré ou de l'approbation accordée à l'égard du réseau en application de la présente loi.

Obligation du propriétaire de faire rapport au public

(2) S'il est tenu de faire rapport de toute question au public en application des règlements, le propriétaire d'un réseau municipal d'eau potable ou d'un réseau d'eau potable non municipal réglementé en fait rapport conformément aux règlements.

Out-of-province drinking-water testing service

(3) No owner or operating authority of a municipal drinking-water system or regulated non-municipal drinking-water system shall obtain a drinking-water testing service from a person who is not licensed under Part VII to offer or provide the service unless,

- (a) the laboratory at which the testing is to be conducted is located outside Ontario and is an eligible laboratory in respect of the particular tests to be conducted;
- (b) the person agrees in writing to comply with section 18 and any prescribed requirements; and
- (c) the owner or operating authority provides to the Director appointed for the purposes of Part VII,
 - (i) written notice of the use of the testing service,
 - (ii) a copy of the accreditation referred to in clause (4) (a), if applicable, and
 - (iii) a copy of the agreement referred to in clause (b).

Eligible laboratory

(4) For the purposes of this section, a laboratory located outside Ontario is an eligible laboratory in respect of a particular test if the laboratory is on a list maintained by the Director appointed for the purposes of Part VII and,

- (a) the laboratory is accredited for the conduct of the test and, in the Director's opinion, the accreditation is equivalent to the accreditation standard of an accreditation body for drinking-water testing under Part VII; or
- (b) in the Director's opinion,
 - (i) it is desirable for the purposes of this Act that the test be available,
 - (ii) there is no laboratory, or there are insufficient laboratories, in the area for the conduct of the test under a licence issued under Part VII, and
 - (iii) the person who is to provide the drinking-water testing service will be capable of conducting the test at the laboratory, or causing the test to be conducted there.

List of out-of-province laboratories

(5) For the purposes of subsection (4), a laboratory may be added to the list maintained by the Director, and may be retained on the list, only if,

- (a) any fee required under this Act has been paid in respect of the laboratory; and

Service d'analyse de l'eau potable situé à l'extérieur de la province

(3) Aucun propriétaire ou organisme d'exploitation d'un réseau municipal d'eau potable ou d'un réseau d'eau potable non municipal réglementé ne doit obtenir un service d'analyse de l'eau potable auprès d'une personne non titulaire d'un permis délivré en application de la partie VII pour offrir ou fournir le service à moins que les conditions suivantes ne soient réunies :

- a) le laboratoire où les analyses doivent être effectuées est situé à l'extérieur de l'Ontario et est un laboratoire admissible à l'égard des analyses particulières visées;
- b) la personne consent par écrit à se conformer à l'article 18 et aux exigences prescrites;
- c) le propriétaire ou l'organisme d'exploitation fournit ce qui suit au directeur nommé pour l'application de la partie VII :
 - (i) un avis écrit de l'utilisation du service d'analyse,
 - (ii) une copie de l'agrément visé à l'alinéa (4) a), le cas échéant,
 - (iii) une copie du consentement visé à l'alinéa b).

Laboratoire admissible

(4) Pour l'application du présent article, un laboratoire situé à l'extérieur de l'Ontario est un laboratoire admissible à l'égard d'une analyse particulière s'il figure sur une liste que tient le directeur nommé pour l'application de la partie VII et que, selon le cas :

- a) il est agréé pour effectuer l'analyse et, de l'avis du directeur, son agrément équivaut à la norme d'agrément de l'organisme d'agrément aux fins des analyses de l'eau potable prévues à la partie VII;
- b) de l'avis du directeur :
 - (i) il est souhaitable pour l'application de la présente loi que l'analyse soit disponible,
 - (ii) il n'existe aucun laboratoire dans le secteur pour effectuer l'analyse aux termes d'un permis délivré en application de la partie VII, ou il n'en existe pas un nombre suffisant,
 - (iii) la personne qui doit fournir le service d'analyse de l'eau potable sera en mesure d'effectuer ou de faire effectuer l'analyse au laboratoire.

Liste des laboratoires situés à l'extérieur de la province

(5) Pour l'application du paragraphe (4), un laboratoire peut être ajouté à la liste que tient le directeur et y être maintenu que si :

- a) d'une part, les droits exigés en application de la présente loi ont été acquittés à l'égard du laboratoire;

- (b) the laboratory complies with the prescribed requirements.

Director's direction

(6) The Director may issue a direction to one or more owners or operating authorities prohibiting them from obtaining drinking-water testing services from a laboratory located outside Ontario if the Director has reason to believe that the laboratory has ceased to be an eligible laboratory or has failed to comply with section 18 or a prescribed requirement.

Same

(7) Every person who receives a direction under subsection (6) shall comply with the direction and advise the Director in writing of the alternative laboratory from which the person will obtain drinking-water testing services.

Revocation of direction

(8) The Director may revoke a direction issued under subsection (6) if he or she is of the opinion that the reasons for issuing the direction no longer exist.

Operator's certificate

12. (1) No person shall operate a municipal drinking-water system or a regulated non-municipal drinking-water system unless the person holds a valid operator's certificate issued in accordance with the regulations.

Transitional

(2) For the purposes of subsection (1), a valid operator's licence issued under section 6 of Ontario Regulation 435/93 under the *Ontario Water Resources Act* shall be deemed to be an operator's certificate until the day the operator's licence expires or is cancelled or suspended.

Same

(3) For the purposes of subsection (1), a valid operator's licence issued under section 7 or 8 of Ontario Regulation 435/93 under the *Ontario Water Resources Act* shall be deemed to be an operator's certificate until the earlier of,

- (a) the day the operator's licence is cancelled or suspended; and
- (b) the day that is the second anniversary of the day of filing of a regulation made under this Act governing the application and issue of operator's certificates.

Same

(4) If an operator's licence mentioned in subsection (3) expires before the day described in clause (3) (b) and is not renewed, the licence ceases to be deemed to be an operator's certificate on the day it expires.

Duty to have accredited operating authority

13. (1) Every owner of a municipal drinking-water system shall ensure that an accredited operating authority is in charge of the system at all times on and after the day

- b) d'autre part, le laboratoire se conforme aux exigences prescrites.

Directive du directeur

(6) Le directeur peut donner à un ou à plusieurs propriétaires ou organismes d'exploitation une directive leur interdisant d'obtenir des services d'analyse de l'eau potable auprès d'un laboratoire situé à l'extérieur de l'Ontario s'il a des motifs de croire que celui-ci n'est plus un laboratoire admissible ou qu'il ne s'est pas conformé à l'article 18 ou à une exigence prescrite.

Idem

(7) La personne à qui est donnée une directive en vertu du paragraphe (6) s'y conforme et informe le directeur par écrit de l'autre laboratoire auprès duquel elle obtiendra des services d'analyse de l'eau potable.

Révocation de la directive

(8) Le directeur peut révoquer une directive qu'il a donnée en vertu du paragraphe (6) s'il est d'avis que les raisons pour lesquelles il l'a donnée n'existent plus.

Certificat d'exploitant

12. (1) Nul ne doit exploiter un réseau municipal d'eau potable ou un réseau d'eau potable non municipal réglementé à moins de détenir un certificat d'exploitant valide délivré conformément aux règlements.

Disposition transitoire

(2) Pour l'application du paragraphe (1), un permis d'exploitant valide délivré en application de l'article 6 du Règlement de l'Ontario 435/93 pris en application de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario* est réputé un certificat d'exploitant jusqu'à ce qu'il expire ou qu'il soit annulé ou suspendu.

Idem

(3) Pour l'application du paragraphe (1), un permis d'exploitant valide délivré en application de l'article 7 ou 8 du Règlement de l'Ontario 435/93 pris en application de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario* est réputé un certificat d'exploitant jusqu'au premier en date des jours suivants :

- a) le jour de son annulation ou de sa suspension;
- b) le jour qui correspond au deuxième anniversaire du jour du dépôt d'un règlement régissant les demandes et la délivrance de certificats d'exploitant, pris en application de la présente loi.

Idem

(4) Le permis d'exploitant visé au paragraphe (3) qui expire avant le jour prévu à l'alinéa (3) b) sans être renouvelé cesse d'être réputé un certificat d'exploitant le jour de son expiration.

Obligation de se doter d'un organisme d'exploitation agréé

13. (1) Chaque propriétaire d'un réseau municipal d'eau potable fait en sorte qu'un organisme d'exploitation agréé soit responsable du réseau en tout temps à compter

specified in the regulations for the municipality, the system or the owner of the system.

Same

(2) If the Minister makes a regulation requiring an accredited operating authority to be in charge of a non-municipal drinking-water system, the owner of the system shall ensure that an accredited operating authority is in charge of the system at all times.

Agreement with accredited operating authority

14. (1) If an accredited operating authority is in charge of a drinking-water system and it is not the owner of the system, the accredited operating authority and the owner of the system shall enter into an agreement that contains the following:

1. A description of the system or the parts of the system for which the operating authority is responsible.
2. A description of the respective responsibilities of the owner and the operating authority to ensure that the operation, maintenance, management and alteration of the system comply with this Act, the regulations, any order under this Act and the conditions in,
 - i. the drinking-water works permit and the municipal drinking-water licence for the system, in the case of a municipal drinking-water system, or
 - ii. the approval for the system, in the case of a non-municipal drinking-water system.
3. A description of the respective responsibilities of the owner and the accredited operating authority in the event a deficiency is determined to exist or an emergency occurs.
4. A description of the respective responsibilities of the owner and the accredited operating authority to ensure that the operational plans for the system are reviewed and revised appropriately and that both parties are informed of all revisions.
5. Any other provisions required by the regulations.

Delegation of duty

(2) If an owner of a drinking-water system enters into an agreement with an accredited operating authority, the owner may, in the agreement, delegate a duty imposed on the owner under this Act to the accredited operating authority.

Exception

(3) A delegation referred to in subsection (2) shall not relieve the owner of the drinking-water system from the duty to comply with section 19 or the duty,

- (a) to ensure that the accredited operating authority carries out its duties under this Act and the agree-

de la date précisée dans les règlements pour la municipalité, le réseau ou le propriétaire de celui-ci.

Idem

(2) Si le ministre prend un règlement exigeant qu'un organisme d'exploitation agréé soit responsable d'un réseau d'eau potable non municipal, le propriétaire du réseau fait en sorte qu'un tel organisme soit responsable du réseau en tout temps.

Entente conclue avec un organisme d'exploitation agréé

14. (1) Si un organisme d'exploitation agréé est responsable d'un réseau d'eau potable sans en être propriétaire, celui-ci et le propriétaire du réseau concluent une entente qui contient les éléments suivants :

1. La description du réseau ou des parties de celui-ci dont l'organisme est responsable.
2. La description des responsabilités respectives qu'ont le propriétaire et l'organisme de faire en sorte que l'exploitation, l'entretien, la gestion et la transformation du réseau soient conformes à la présente loi, aux règlements pris, à tout arrêté pris ou à toute ordonnance rendue sous le régime de celle-ci ainsi qu'aux conditions :
 - i. soit du permis d'aménagement de station de production d'eau potable et du permis municipal d'eau potable délivré pour le réseau, dans le cas d'un réseau municipal d'eau potable,
 - ii. soit de l'approbation du réseau, dans le cas d'un réseau d'eau potable non municipal.
3. La description des responsabilités respectives que doivent assumer le propriétaire et l'organisme s'il est constaté une défaillance ou s'il survient une situation d'urgence.
4. La description des responsabilités respectives que doivent assumer le propriétaire et l'organisme pour faire en sorte que les plans d'exploitation du réseau soient étudiés et révisés adéquatement et que les deux parties soient informées de toutes les révisions.
5. Les autres dispositions qu'exigent les règlements.

Délégation d'une obligation

(2) Si le propriétaire d'un réseau d'eau potable conclut une entente avec un organisme d'exploitation agréé, il peut, dans l'entente, déléguer une obligation qui lui est imposée en application de la présente loi à l'organisme.

Exception

(3) La délégation visée au paragraphe (2) ne doit pas dispenser le propriétaire du réseau d'eau potable de l'obligation qu'il a de se conformer à l'article 19 ni de celle qu'il a :

- a) d'une part, de faire en sorte que l'organisme d'exploitation agréé exerce les fonctions qui lui sont at-

ment in a competent and diligent manner while it is in charge of the system; and

- (b) upon discovery that the accredited operating authority is failing to act in accordance with clause (a), to take all reasonable steps to ensure that the operation of the system complies with the requirements under this Act.

Agreement to be made public

(4) The contents of every agreement referred to in subsection (1) between an owner of a drinking-water system and an accredited operating authority shall be made public by the owner of the system in accordance with the requirements prescribed by the Minister.

Directions, operational plans

15. (1) The Director shall, on or before the prescribed date, issue directions governing the preparation and content of operational plans for municipal drinking-water systems and may issue such additional directions as the Director considers necessary for the purposes of this section.

Same

(2) If the Minister makes a regulation requiring a non-municipal drinking-water system or a class of non-municipal drinking-water systems to have operational plans, the Director shall, on or before the date prescribed by the Minister, issue directions governing the preparation and content of operational plans for the system or systems.

Same

(3) The Director may amend, revoke or replace a direction issued under this section.

Content of direction

- (4) The direction shall include,
 - (a) minimum content requirements for operational plans;
 - (b) rules respecting the retention of copies of versions of operational plans;
 - (c) rules respecting the public disclosure of the contents of operational plans; and
 - (d) such other requirements as the Director considers necessary for the purposes of this Act and the regulations.

Same

- (5) A direction issued under this section may,
 - (a) be general or limited in its application;
 - (b) apply in respect of any class of drinking-water systems;
 - (c) require the preparation of operational plans for a treatment system, a distribution system or any part of either or both of them.

tribuées en application de la présente loi et aux termes de l'entente avec compétence et diligence tant qu'il est responsable du réseau;

- b) d'autre part, dès qu'il découvre que l'organisme d'exploitation agréé n'agit pas conformément à l'alinéa a), de prendre les mesures raisonnables pour faire en sorte que l'exploitation du réseau soit conforme aux exigences prévues par la présente loi.

Entente rendue publique

(4) Le contenu de chaque entente visée au paragraphe (1) qui est conclue entre le propriétaire d'un réseau d'eau potable et un organisme d'exploitation agréé est rendu public par le propriétaire du réseau conformément aux exigences que prescrit le ministre.

Directives applicables aux plans d'exploitation

15. (1) Le directeur donne, au plus tard à la date prescrite, des directives régissant la préparation et le contenu des plans d'exploitation des réseaux municipaux d'eau potable et il peut donner les autres directives qu'il estime nécessaires pour l'application du présent article.

Idem

(2) Si le ministre prend un règlement exigeant qu'un réseau d'eau potable non municipal ou une catégorie de tels réseaux se dotent de plans d'exploitation, le directeur donne, au plus tard à la date que prescrit le ministre, des directives régissant la préparation et le contenu des plans d'exploitation du ou des réseaux.

Idem

(3) Le directeur peut modifier, révoquer ou remplacer toutes directives qu'il a données en vertu du présent article.

Contenu des directives

- (4) Les directives comportent les éléments suivants :
 - a) des exigences minimales en matière de contenu pour les plans d'exploitation;
 - b) des règles relatives à la conservation de copies des versions des plans d'exploitation;
 - c) des règles relatives à la divulgation au public du contenu des plans d'exploitation;
 - d) les autres exigences que le directeur estime nécessaires pour l'application de la présente loi et des règlements.

Idem

(5) Les directives données en vertu du présent article peuvent :

- a) avoir une portée générale ou particulière;
- b) s'appliquer à toute catégorie de réseaux d'eau potable;
- c) exiger la préparation de plans d'exploitation à l'égard de tout ou partie d'un système de traitement ou d'un réseau de distribution ou de tout ou partie des deux.

Publication

(6) A direction, amendment to a direction or revocation of a direction takes effect when a notice of the direction, amendment or revocation, as the case may be, is given in the Registry.

Regulations Act not applicable

(7) The *Regulations Act* does not apply to a direction issued under this section.

Operational plans

16. (1) If operational plans are required for a drinking-water system under this Act, every owner and accredited operational authority of the system shall,

- (a) ensure that the plans comply with such directions issued under section 15 that apply in respect of the system; and
- (b) make public the contents of the operating plans in accordance with the Director's directions.

Submission of plans, municipal drinking-water system

(2) Every owner of a municipal drinking-water system shall provide a copy of all operational plans for the system to the Director on or before the day prescribed by the regulations for the municipality, the system or the owner of the system.

Review of plans

(3) The Director shall review the operational plans for the municipal drinking-water system and shall issue a notice,

- (a) accepting the plans if the Director is satisfied that the plans satisfy the directions; or
- (b) rejecting the plans for the reasons set out in the notice, if the Director is not satisfied that the plans satisfy the directions.

Resubmission of plans

(4) The owner of a municipal drinking-water system whose operational plans are rejected by the Director shall revise and resubmit the revised plans to the Director in accordance with the directions specified in the notice.

Ownership of operational plans

17. (1) All operational plans for a drinking-water system remain the property of the owner of the system, irrespective of who prepares or revises the plans.

Retention of plans

(2) Every accredited operating authority of a drinking-water system for which operational plans are required under this Act shall retain copies of the operational plans for the system in accordance with the Director's directions under section 15.

Same

(3) Upon termination of an agreement between the owner and the accredited operating authority of a system,

Publication

(6) Les directives ou leur modification ou révocation entrent en vigueur lorsqu'un avis à leur égard est donné dans le Registre.

Non-application de la Loi sur les règlements

(7) La *Loi sur les règlements* ne s'applique pas aux directives données en vertu du présent article.

Plans d'exploitation

16. (1) Si des plans d'exploitation sont exigés en application de la présente loi pour un réseau d'eau potable, chaque propriétaire et chaque organisme d'exploitation agréé du réseau :

- a) d'une part, fait en sorte que les plans soient conformes aux directives données en vertu de l'article 15 qui s'appliquent au réseau;
- b) d'autre part, rend public le contenu des plans d'exploitation conformément aux directives du directeur.

Présentation des plans : réseau municipal d'eau potable

(2) Chaque propriétaire d'un réseau municipal d'eau potable fournit une copie de tous les plans d'exploitation du réseau au directeur au plus tard le jour prescrit par les règlements pour la municipalité, le réseau ou le propriétaire de celui-ci.

Étude des plans

(3) Le directeur étudie les plans d'exploitation du réseau municipal d'eau potable et délivre un avis portant :

- a) qu'il accepte les plans, s'il est convaincu qu'ils sont conformes aux directives;
- b) qu'il rejette les plans pour les motifs énoncés dans l'avis, s'il n'est pas convaincu qu'ils sont conformes aux directives.

Nouvelle présentation des plans

(4) Le propriétaire d'un réseau municipal d'eau potable dont les plans d'exploitation sont rejetés par le directeur les révisé et les présente à nouveau au directeur conformément aux directives précisées dans l'avis.

Propriété des plans d'exploitation

17. (1) Tous les plans d'exploitation d'un réseau d'eau potable demeurent la propriété du propriétaire du réseau, peu importe qui les prépare ou les révisé.

Conservation des plans

(2) Chaque organisme d'exploitation agréé d'un réseau d'eau potable à l'égard duquel des plans d'exploitation sont exigés en application de la présente loi conserve des copies des plans d'exploitation du réseau conformément aux directives que donne le directeur en vertu de l'article 15.

Idem

(3) Lors de la résiliation d'une entente conclue entre le propriétaire et l'organisme d'exploitation agréé d'un ré-

the accredited operating authority shall ensure that the owner has copies of the most recently prepared and revised operational plans for the system.

Duty to report adverse test result

18. (1) Each of the following persons shall report every prescribed adverse result of a drinking-water test conducted on any waters from a municipal drinking-water system or a regulated non-municipal drinking-water system to the Ministry and the medical officer of health immediately after the adverse result is obtained:

1. The accredited operating authority responsible for the system or, if there is no accredited operating authority responsible for the system, the owner of the system.
2. The person operating the laboratory at which the adverse result was obtained.

Same

(2) A report under subsection (1) shall be made in accordance with the regulations.

Duty to report to the owner

(3) If an accredited operating authority is required to report an adverse test result under subsection (1), the accredited operating authority shall also immediately report the adverse test result to the owner of the system for which the accredited operating authority is responsible.

Duty of laboratory to report

(4) Every person operating a laboratory who is required to report an adverse test result under subsection (1) shall also notify the accredited operating authority responsible for the system or, if there is no accredited operating authority responsible for the system, the owner of the system, of every adverse test result relating to the system, immediately after the adverse result is obtained.

Standard of care, municipal drinking-water system

19. (1) Each of the persons listed in subsection (2) shall,

- (a) exercise the level of care, diligence and skill in respect of a municipal drinking-water system that a reasonably prudent person would be expected to exercise in a similar situation; and
- (b) act honestly, competently and with integrity, with a view to ensuring the protection and safety of the users of the municipal drinking-water system.

Same

(2) The following are the persons listed for the purposes of subsection (1):

1. The owner of the municipal drinking-water system.
2. If the municipal drinking-water system is owned by a corporation other than a municipality, every officer and director of the corporation.
3. If the system is owned by a municipality, every person who, on behalf of the municipality, oversees the accredited operating authority of the sys-

seau, ce dernier fait en sorte que le propriétaire ait en main des copies des plans d'exploitation du réseau préparés et révisés le plus récemment.

Obligation de faire rapport des résultats d'analyse insatisfaisants

18. (1) Chacune des personnes suivantes fait rapport de chaque résultat insatisfaisant prescrit d'une analyse de l'eau potable effectuée relativement à des eaux quelconques provenant d'un réseau municipal d'eau potable ou d'un réseau d'eau potable non municipal réglementé au ministère et au médecin-hygiéniste immédiatement après que le résultat insatisfaisant a été obtenu :

1. L'organisme d'exploitation agréé responsable du réseau ou, s'il n'en existe pas, le propriétaire du réseau.
2. La personne qui exploite le laboratoire où a été obtenu le résultat insatisfaisant.

Idem

(2) Le rapport visé au paragraphe (1) est fait conformément aux règlements.

Obligation de faire rapport au propriétaire

(3) S'il est tenu de faire rapport d'un résultat d'analyse insatisfaisant en application du paragraphe (1), l'organisme d'exploitation agréé fait également rapport immédiatement du résultat d'analyse insatisfaisant au propriétaire du réseau dont il est responsable.

Obligation du laboratoire de faire rapport

(4) Toute personne exploitant un laboratoire qui est tenue de faire rapport d'un résultat d'analyse insatisfaisant en application du paragraphe (1) avise également l'organisme d'exploitation agréé responsable du réseau ou, s'il n'en existe pas, le propriétaire du réseau de chaque résultat d'analyse insatisfaisant obtenu à l'égard du réseau, immédiatement après que celui-ci a été obtenu.

Degré de diligence : réseau municipal d'eau potable

19. (1) Chacune des personnes désignées au paragraphe (2) :

- a) d'une part, fait preuve, à l'égard du réseau municipal d'eau potable, du degré de soin, de diligence et de compétence auquel il faudrait s'attendre dans une situation semblable de la part d'une personne d'une prudence raisonnable;
- b) d'autre part, agit honnêtement, avec compétence et intégrité, afin d'assurer la protection et la sécurité des usagers du réseau municipal d'eau potable.

Idem

(2) Les personnes suivantes sont désignées pour l'application du paragraphe (1) :

1. Le propriétaire du réseau municipal d'eau potable.
2. Si le réseau municipal d'eau potable appartient à une personne morale autre qu'une municipalité, chacun de ses dirigeants et de ses administrateurs.
3. S'il s'agit d'un réseau dont est propriétaire une municipalité, chaque personne qui, au nom de celle-ci, supervise l'organisme d'exploitation agréé

tem or exercises decision-making authority over the system.

Offence

(3) Every person under a duty described in subsection (1) who fails to carry out that duty is guilty of an offence.

Same

(4) A person may be convicted of an offence under this section in respect of a municipal drinking-water system whether or not the owner of the system is prosecuted or convicted.

Reliance on experts

(5) A person shall not be considered to have failed to carry out a duty described in subsection (1) in any circumstance in which the person relies in good faith on a report of an engineer, lawyer, accountant or other person whose professional qualifications lend credibility to the report.

Prohibition

20. (1) No person shall cause or permit any thing to enter a drinking-water system if it could result in,

- (a) a drinking-water health hazard;
- (b) a contravention of a prescribed standard; or
- (c) interference with the normal operation of the system.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply to prohibit activities that are carried out,

- (a) in the course of the proper operation, maintenance, repair or alteration of a drinking-water system; or
- (b) under a statutory authority or for the purposes of complying with a statutory requirement.

Dilution no defence

(3) For the purposes of prosecuting the offence of contravening subsection (1), it is not necessary to prove that the thing, if it was diluted when or after it entered the system, continued to result in or could have resulted in a drinking-water health hazard.

PART IV

ACCREDITATION OF OPERATING AUTHORITIES

Quality Management Standard

21. (1) On or before the first anniversary of the coming into force of this section, the Minister shall approve a Quality Management Standard for drinking-water systems.

Revisions

(2) The Minister may approve such revisions to the Quality Management Standard as the Minister considers advisable.

du réseau ou exerce un pouvoir décisionnel à l'égard du réseau.

Infraction

(3) La personne tenue à une obligation visée au paragraphe (1) qui ne la remplit pas est coupable d'une infraction.

Idem

(4) Une personne peut être déclarée coupable d'une infraction au présent article à l'égard d'un réseau municipal d'eau potable, que le propriétaire du réseau soit ou non poursuivi ou déclaré coupable.

Appui sur des experts

(5) Une personne ne peut être considérée comme ayant omis de remplir une obligation visée au paragraphe (1) dans le cas où elle s'est fiée en toute bonne foi au rapport d'un ingénieur, d'un avocat, d'un comptable ou d'une autre personne dont les qualités professionnelles donnent crédibilité au rapport.

Interdiction

20. (1) Nul ne doit faire entrer dans un réseau d'eau potable ou permettre qu'il y entre une chose qui puisse entraîner ou constituer, selon le cas :

- a) un danger de l'eau potable pour la santé;
- b) une contravention à une norme prescrite;
- c) une entrave à l'exploitation normale du réseau.

Exception

(2) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet d'interdire l'exercice d'activités :

- a) soit dans le cadre de l'exploitation, de l'entretien, de la réparation ou de la transformation normal du réseau d'eau potable;
- b) soit en vertu d'un pouvoir légal ou aux fins de conformité à une exigence légale.

Dilution : non une défense

(3) Aux fins de la poursuite de l'infraction consistant en la contravention au paragraphe (1), il n'est pas nécessaire de prouver que la chose, si elle a été diluée au moment de son entrée dans le réseau ou par la suite, a continué d'entraîner ou aurait pu entraîner un danger de l'eau potable pour la santé.

PARTIE IV

AGRÈMENT DES ORGANISMES D'EXPLOITATION

Norme de gestion de la qualité

21. (1) Au plus tard le jour du premier anniversaire de l'entrée en vigueur du présent article, le ministre approuve une Norme de gestion de la qualité à l'intention des réseaux d'eau potable.

Révisions

(2) Le ministre peut approuver les révisions qu'il estime opportun d'apporter à la Norme de gestion de la qualité.

Publication

(3) The Quality Management Standard, including any revisions to it, comes into effect upon the Ministry giving a notice of the Standard or revision in the Registry.

Same

(4) If the Minister proposes to make a regulation requiring accredited operating authorities to be in charge of non-municipal drinking-water systems, the Minister may approve revisions to the Quality Management Standard that include standards relating to non-municipal drinking-water systems.

Application of Standard

- (5) The Quality Management Standard may,
- (a) be general or limited in its application; and
 - (b) apply in respect of any class of activity, matter, person or thing.

Same

(6) A class mentioned in clause (5) (b) may be defined with respect to any attribute, quality, characteristic or combination of them and may be defined to consist of or to include or exclude any specified member of a class whether or not the member has the same attributes, qualities or characteristics as other members of the class.

Adoption by reference

(7) The Quality Management Standard may adopt by reference, in whole or in part, with such changes as the Minister considers necessary, any document, including a code, formula, standard, protocol or procedure.

Amendments to codes, etc.

(8) The power to adopt by reference and require conformity with a document in subsection (7) includes the power to adopt the document as it may be amended from time to time after it is adopted.

Regulations Act not applicable

(9) The *Regulations Act* does not apply to the approval of the Quality Management Standard or to the approval of revisions to the Standard.

Accreditation body for operating authorities

22. (1) One or more accreditation bodies for operating authorities shall be designated or established for the purposes of administering programs for the accreditation of operating authorities for drinking-water systems.

Designation by agreement

(2) The Minister may designate a person as an accreditation body for operating authorities by entering into an accreditation agreement under this Part with the person.

Same

(3) A person who enters into an accreditation agreement under this Part ceases to be designated as an ac-

Publication

(3) La Norme de gestion de la qualité, y compris les révisions qui y sont apportées, entre en vigueur dès que le ministre donne avis de celle-ci et de ses révisions éventuelles dans le Registre.

Idem

(4) S'il envisage de prendre un règlement qui exige que des organismes d'exploitation agréés soient responsables de réseaux d'eau potable non municipaux, le ministre peut approuver des révisions à la Norme de gestion de la qualité qui incluent des normes relatives à ces réseaux.

Application de la Norme

- (5) La Norme de gestion de la qualité peut :
- a) avoir une portée générale ou particulière;
 - b) s'appliquer à l'égard de toute catégorie d'activités, de questions, de personnes ou de choses.

Idem

(6) Une catégorie visée à l'alinéa (5) b) peut être définie en fonction d'un attribut, d'une qualité, d'une caractéristique ou d'une combinaison de ceux-ci, et elle peut être définie de façon à être constituée d'un membre donné d'une catégorie ou à comprendre ou exclure un tel membre, qu'il possède ou non les mêmes attributs, qualités ou caractéristiques.

Adoption par renvoi

(7) La Norme de gestion de la qualité peut adopter par renvoi, avec les modifications que le ministre estime nécessaires, tout ou partie d'un document, notamment un code, une formule, une norme, un protocole ou une procédure.

Modification des codes

(8) Le pouvoir d'adopter un document par renvoi en vertu du paragraphe (7) et d'exiger la conformité à celui-ci comprend le pouvoir d'adopter le document dans ses versions successives.

Non-application de la Loi sur les règlements

(9) La *Loi sur les règlements* ne s'applique pas à l'approbation de la Norme de gestion de la qualité ni à l'approbation des révisions qui y sont faites.

Organisme d'agrément des organismes d'exploitation

22. (1) Un ou plusieurs organismes d'agrément des organismes d'exploitation sont désignés ou créés pour administrer des programmes aux fins de l'agrément de ces derniers à l'égard des réseaux d'eau potable.

Entente de désignation

(2) Le ministre peut désigner une personne comme organisme d'agrément pour les organismes d'exploitation en concluant avec elle une entente d'agrément en application de la présente partie.

Idem

(3) La personne qui conclut une entente d'agrément en application de la présente partie cesse d'être désignée

creditation body for operating authorities on the termination of the agreement.

Designation or establishment by regulation

(4) One or more accreditation bodies for operating authorities may be designated or established by the regulations, whether or not the Minister enters into an accreditation agreement under this Part.

No action on termination

(5) No action or other proceeding shall be commenced in respect of,

- (a) the termination by the Minister of an accreditation agreement; or
- (b) the revocation of a regulation or a provision of a regulation designating or establishing an accreditation body for operating authorities.

Obligations of accreditation body

23. (1) Every accreditation body for operating authorities shall exercise and perform its powers and duties in accordance with the requirements under this Act and its accreditation agreement, if any.

Audit reports

(2) Every accreditation body for operating authorities shall,

- (a) provide a copy of the report of any audit required by the accreditation body to the Director within the time period specified by the Director; and
- (b) make public the results of any audit required by the accreditation body, in a form and manner specified by the Director.

Notice of proposed suspensions, revocations

(3) Every accreditation body for operating authorities shall, within the time specified by the Director,

- (a) notify the Director in writing of any proposed suspension or revocation of accreditation of an accredited operating authority, including the reasons for the proposed action; and
- (b) notify the Director in writing if the accreditation body implements the proposed suspension or revocation mentioned in clause (a).

Accreditation agreement

24. (1) The Minister may enter into an accreditation agreement with a person and every accreditation agreement shall include the following:

1. The requirement that the person establish and administer a program based on the Quality Management Standard for drinking-water systems for the accreditation of operating authorities for drinking-water systems.
2. The terms on which the accreditation program is to be administered.

comme organisme d'agrément pour les organismes d'exploitation dès la résiliation de l'entente.

Désignation ou création par règlement

(4) Un ou plusieurs organismes d'agrément des organismes d'exploitation peuvent être désignés ou créés par les règlements, que le ministre conclue ou non une entente d'agrément en application de la présente partie.

Aucune action en cas de résiliation

(5) Sont irrecevables les actions ou autres instances introduites à l'égard :

- a) soit de la résiliation d'une entente d'agrément par le ministre;
- b) soit de la révocation d'un règlement ou d'une disposition d'un règlement désignant ou créant un organisme d'agrément pour les organismes d'exploitation.

Responsabilités de l'organisme d'agrément

23. (1) Chaque organisme d'agrément des organismes d'exploitation exerce ses pouvoirs et ses fonctions conformément aux exigences prévues par la présente loi et à son entente d'agrément, le cas échéant.

Rapports de vérification

(2) Chaque organisme d'agrément des organismes d'exploitation :

- a) d'une part, fournit au directeur, dans le délai qu'il précise, une copie du rapport de toute vérification exigée par l'organisme d'agrément;
- b) d'autre part, rend public les résultats de toute vérification exigée par l'organisme d'agrément, sous la forme et de la façon que précise le directeur.

Préavis de suspension ou de révocation proposée

(3) Chaque organisme d'agrément des organismes d'exploitation fait ce qui suit dans le délai que précise le directeur :

- a) il avise le directeur par écrit de la suspension ou de la révocation proposée de l'agrément d'un organisme d'exploitation agréé, ainsi que des motifs de la mesure proposée;
- b) il avise le directeur par écrit s'il met en oeuvre la suspension ou la révocation proposée visée à l'alinéa a).

Entente d'agrément

24. (1) Le ministre peut conclure avec une personne une entente d'agrément et chaque entente doit comporter les éléments suivants :

1. L'exigence portant que la personne élabore et administre un programme fondé sur la Norme de gestion de la qualité visant les réseaux d'eau potable aux fins de l'agrément des organismes d'exploitation de ceux-ci.
2. Les conditions d'administration du programme d'agrément.

3. The requirement that the person administer an audit program to audit the level of conformity by accredited operating authorities with the Quality Management Standard.
4. The terms and conditions for the administration of the audit program including,
 - i. the frequency of audits,
 - ii. the required qualifications of the auditors,
 - iii. the powers and duties of the auditors,
 - iv. the types of matters to be audited and the requirements for reporting the auditors' findings and recommendations,
 - v. the requirement that copies of every audit report in respect of a system be provided to the Director and the operating authority and owner of the system and the results be made available to the public.
5. The authority for and procedures governing the granting, suspending and revocation of accreditation.
6. Requirements for the giving of notice in writing of a proposed suspension or revocation of accreditation of an accredited operating authority to the Director, the appropriate municipality or municipalities and the owner of the relevant drinking-water system, if the system is not owned by a municipality, including the manner for giving notice and the requirement that the notice set out the reasons for the proposed action.
7. The entitlement of the Minister to review or audit, at such time or times as the Minister considers advisable, the performance of the person under the agreement, including the conduct and results of audits under the agreement.
8. The requirement that the person obtain and maintain specified kinds and amounts of insurance.
9. Provisions governing the amendment and termination of the agreement.

Same

(2) Subsection (1) does not prohibit the inclusion in the agreement of such other provisions as the Minister considers advisable that are consistent with the provisions described in subsection (1) and the purposes of the agreement.

Compliance with audit

25. (1) Every owner and accredited operating authority of a drinking-water system shall,

- (a) submit to and assist with all audits required by an accreditation body for operating authorities; and

3. L'exigence portant que la personne administre un programme de vérification du degré de conformité des organismes d'exploitation agréés à la Norme de gestion de la qualité.
4. Les conditions d'administration du programme de vérification, notamment :
 - i. la fréquence des vérifications,
 - ii. les qualités exigées des vérificateurs,
 - iii. les pouvoirs et fonctions des vérificateurs,
 - iv. les genres de questions devant faire l'objet d'une vérification et les exigences en matière de communication des conclusions et des recommandations des vérificateurs,
 - v. l'exigence portant que des copies de chaque rapport de vérification à l'égard d'un réseau soient remises au directeur et à l'organisme d'exploitation ainsi qu'au propriétaire du réseau et que les résultats soient mis à la disposition du public.
5. Le pouvoir d'octroi, de suspension et de révocation d'un agrément et les modalités les régissant.
6. Les exigences portant que soit donné au directeur, à la ou aux municipalités concernées ainsi qu'au propriétaire du réseau d'eau potable pertinent, si ce réseau n'a pas pour propriétaire une municipalité, un préavis écrit de la suspension ou de la révocation proposée de l'agrément d'un organisme d'exploitation agréé, y compris la manière de donner le préavis et l'exigence portant que celui-ci énonce les motifs de la mesure proposée.
7. Le droit qu'a le ministre d'étudier ou de vérifier, aux moments qu'il estime opportuns, le rendement de la personne aux termes de l'entente, notamment la conduite et les résultats des vérifications prévues par celle-ci.
8. L'exigence portant que la personne souscrive et maintienne en vigueur des genres précisés d'assurance, selon des montants précisés.
9. Des dispositions régissant la modification et la résiliation de l'entente.

Idem

(2) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet d'interdire l'inclusion dans l'entente d'autres dispositions que le ministre estime opportunes et qui sont conformes aux dispositions visées à ce paragraphe et aux objets de l'entente.

Conformité à la vérification

25. (1) Chaque propriétaire et chaque organisme d'exploitation agréé d'un réseau d'eau potable :

- a) d'une part, se soumet et apporte son concours à toutes les vérifications qu'exige un organisme d'agrément pour les organismes d'exploitation;

- (b) consent to the release to the Director of all audit reports relating to the system and the release to the public of the results of the audits.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply in respect of a non-municipal drinking-water system unless the regulations require an accredited operating authority to be in charge of the system.

Report by auditor of violations

26. If an auditor, in the course of an audit, becomes aware of a violation of this Act, the regulations, a drinking-water works permit, a municipal drinking-water licence, an approval or order under this Act, the auditor shall report the violation to the Director as soon as practicable, and shall include a summary of his or her observations in relation to the violation in his or her report.

Obligation to report suspension or revocation of accreditation

27. If an operating authority's accreditation under this Part is suspended or revoked by an accreditation body, the operating authority shall, immediately after the suspension or revocation,

- (a) notify all owners of drinking-water systems, of which the operating authority is in charge, of the suspension or revocation; and
- (b) provide a copy of the accreditation body's order or decision to suspend or revoke the accreditation to each owner described in clause (a).

Not an agent of the Crown

28. (1) Despite the *Crown Agency Act*, no accreditation body for operating authorities is or shall hold itself out as an agent of Her Majesty for any purpose.

Crown not liable

(2) No action or other proceeding shall be instituted against the Crown, the Minister or any employee of the Ministry,

- (a) for any act done by an accreditation body for operating authorities in the execution or intended execution of a power or duty under this Act or its accreditation agreement, if any, or for an alleged neglect or default in the execution of such a power or duty; or
- (b) for any tort committed by an accreditation body for operating authorities or its employee or agent in relation to a power or duty under this Act or its accreditation agreement, if any.

- b) d'autre part, consent à la communication au directeur de tous les rapports de vérification ayant trait au réseau et à la communication au public des résultats des vérifications.

Exception

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'égard d'un réseau d'eau potable non municipal à moins que les règlements n'exigent qu'un organisme d'exploitation agréé soit responsable du réseau.

Rapport du vérificateur sur les violations

26. Si, au cours d'une vérification, il prend connaissance d'une violation de la présente loi, des règlements, d'un permis d'aménagement de station de production d'eau potable, d'un permis municipal d'eau potable, d'une approbation ou d'un arrêté pris ou d'une ordonnance rendue sous le régime de la présente loi, le vérificateur fait rapport de la violation au directeur dès que les circonstances le permettent et joint à son rapport un résumé de ses observations à ce sujet.

Obligation de faire rapport de la suspension ou de la révocation de l'agrément

27. Si un organisme d'agrément suspend ou révoque l'agrément d'un organisme d'exploitation en application de la présente partie, ce dernier prend immédiatement après les mesures suivantes :

- a) il en avise les propriétaires des réseaux d'eau potable dont il est responsable;
- b) il fournit à chaque propriétaire visé à l'alinéa a) une copie de l'ordre ou de la décision de l'organisme d'agrément portant suspension ou révocation de l'agrément.

Non un mandataire de la Couronne

28. (1) Malgré la *Loi sur les organismes de la Couronne*, aucun organisme d'agrément des organismes d'exploitation n'est ou ne doit se présenter comme mandataire de Sa Majesté à quelque fin que ce soit.

Immunité

(2) Sont irrecevables les actions ou autres instances introduites contre la Couronne, le ministre ou un employé du ministère :

- a) soit pour un acte accompli par un organisme d'agrément des organismes d'exploitation dans l'exercice effectif ou censé tel des pouvoirs ou fonctions qui lui sont attribués en application de la présente loi ou aux termes de son entente d'agrément, le cas échéant, ou pour une négligence ou un manquement qu'il aurait commis dans l'exercice de ces pouvoirs ou fonctions;
- b) soit pour un délit civil commis par un organisme d'agrément des organismes d'exploitation ou par un de ses employés ou mandataires relativement aux pouvoirs ou aux fonctions qui lui sont attribués en application de la présente loi ou aux termes de son entente d'agrément, le cas échéant.

Annual reports, etc., by accreditation bodies

29. (1) Every accreditation body for operating authorities shall report annually to the Minister on its activities over the previous year with respect to the execution of its powers and duties under this Act and its accreditation agreement, if any.

Additional reports

(2) Every accreditation body for operating authorities shall provide such additional reports to the Minister as the Minister may require or as required by its accreditation agreement, if any, and the Minister shall make public a copy of the report in a form and manner the Minister considers appropriate.

PART V MUNICIPAL DRINKING-WATER SYSTEMS

Financial plans

Definition

30. (1) In this Part,

“financial plans” means,

- (a) financial plans that satisfy the requirements of subsection (2), but only if,
 - (i) Bill 175 (*Sustainable Water and Sewage Systems Act, 2002*, introduced on September 23, 2002) receives Royal Assent, and
 - (ii) sections 3 and 9 of Bill 175 (*Sustainable Water and Sewage Systems Act, 2002*) are in force, or
- (b) financial plans that satisfy the requirements prescribed by the Minister, in any other case.

Requirements

(2) For the purposes of clause (a) of the definition of “financial plans” in subsection (1), the financial plans must include,

- (a) a report on the full cost of water services, approved and submitted to the Minister in accordance with section 3 of the *Sustainable Water and Sewage Systems Act, 2002*; and
- (b) a cost recovery plan for water services, approved and submitted to the Minister in accordance with section 9 of the *Sustainable Water and Sewage Systems Act, 2002*.

Same

(3) References in this section to provisions of Bill 175 and the *Sustainable Water and Sewage Systems Act, 2002* are references to those provisions as they were numbered in the first reading version of the Bill.

Rapports annuels des organismes d'agrément

29. (1) Chaque organisme d'agrément des organismes d'exploitation présente chaque année au ministre un rapport sur ses activités de l'année précédente à l'égard de l'exercice des pouvoirs et des fonctions qui lui sont attribués en application de la présente loi ou aux termes de son entente d'agrément, le cas échéant.

Autres rapports

(2) Chaque organisme d'agrément des organismes d'exploitation présente au ministre les autres rapports que peut exiger celui-ci ou qu'exige son entente d'agrément, le cas échéant, et le ministre rend public une copie du rapport, sous la forme et de la façon qu'il estime appropriées.

PARTIE V RÉSEAUX MUNICIPAUX D'EAU POTABLE

Plans financiers

Définition

30. (1) La définition qui suit s'applique à la présente partie.

«plans financiers» S'entend :

- a) soit des plans financiers qui satisfont aux exigences du paragraphe (2), mais seulement si :
 - (i) d'une part, le projet de loi 175 (*Loi de 2002 sur la durabilité des réseaux d'eau et d'égouts*), déposé le 23 septembre 2002, reçoit la sanction royale,
 - (ii) d'autre part, les articles 3 et 9 du projet de loi 175 (*Loi de 2002 sur la durabilité des réseaux d'eau et d'égouts*) sont en vigueur;
- b) soit des plans financiers qui satisfont aux exigences prescrites par le ministre, dans les autres cas.

Exigences

(2) Pour l'application de l'alinéa a) de la définition de «plans financiers» au paragraphe (1), les plans financiers doivent comporter les éléments suivants :

- a) un rapport sur le coût total des services d'approvisionnement en eau, approuvé et remis au ministre conformément à l'article 3 de la *Loi de 2002 sur la durabilité des réseaux d'eau et d'égouts*;
- b) un plan de recouvrement des coûts des services d'approvisionnement en eau, approuvé et remis au ministre conformément à l'article 9 de la *Loi de 2002 sur la durabilité des réseaux d'eau et d'égouts*.

Idem

(3) Les mentions, au présent article, de dispositions du projet de loi 175 et de la *Loi de 2002 sur la durabilité des réseaux d'eau et d'égouts* valent mention de ces dispositions selon leur numérotation dans la version de première lecture du projet de loi.

Requirement for approval or permit and licence**31. (1)** No person shall,

- (a) establish a new municipal drinking-water system or replace or carry out an alteration to a municipal drinking-water system except under the authority of and in accordance with an approval under this Part or a drinking-water works permit; or
- (b) use or operate a municipal drinking-water system that was established before or after this section comes into force except under the authority of and in accordance with an approval under this Part or municipal drinking-water licence.

Deemed approval under this Part

(2) An approval granted under section 52 of the *Ontario Water Resources Act* for a municipal drinking-water system shall be deemed to be an approval under this Part for the system and may be amended, suspended, reinstated and revoked as if it were an approval granted by the Director under this Part.

Exception, testing**(3)** Subsection (1) does not apply if,

- (a) the operator of the system is conducting a test or experiment on the system;
- (b) the water under treatment in the test or experiment is not distributed to users of the system; and
- (c) no substance is discharged from the treatment system into the natural environment during the test or experiment.

Exception, prescribed system

(4) Subsection (1) does not apply to a municipal drinking-water system if the system is a prescribed system or is a member of a prescribed class of systems.

Applications**New system**

32. (1) A person who proposes to establish a new municipal drinking-water system to which subsection 31 (1) will apply or to replace a municipal drinking-water system with a new system to which that subsection will apply shall make an application to the Director,

- (a) for an approval under this Part if the application is made before the day prescribed for the purposes of section 33 for the municipality, the proposed system or the owner of the system; or
- (b) for a drinking-water works permit and a municipal drinking-water licence for the proposed system if the application is made on or after the day referred to in clause (a).

Approbation ou permis obligatoires**31. (1)** Nul ne doit, selon le cas :

- a) établir un nouveau réseau municipal d'eau potable ni remplacer ou transformer un tel réseau si ce n'est en vertu d'une approbation visée à la présente partie ou d'un permis d'aménagement de station de production d'eau potable et conformément à une telle approbation ou à un tel permis;
- b) utiliser ou exploiter un réseau municipal d'eau potable qui était établi avant ou après l'entrée en vigueur du présent article si ce n'est aux termes d'une approbation visée à la présente partie ou d'un permis municipal d'eau potable et conformément à une telle approbation ou à un tel permis.

Approbation réputée accordée

(2) L'approbation accordée en application de l'article 52 de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario* à l'égard d'un réseau municipal d'eau potable est réputée une approbation visée à la présente partie à l'égard du réseau et peut être modifiée, suspendue, rétablie et révoquée comme s'il s'agissait d'une approbation accordée par le directeur en application de celle-ci.

Exception : analyses

(3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas si les conditions suivantes sont réunies :

- a) l'exploitant du réseau effectue une analyse ou une expérience concernant le réseau;
- b) l'eau traitée au cours de l'analyse ou de l'expérience n'est pas distribuée aux usagers du réseau;
- c) aucune substance émanant du système de traitement n'est rejetée dans l'environnement naturel au cours de l'analyse ou de l'expérience.

Exception : réseau prescrit

(4) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à un réseau municipal d'eau potable qui est un réseau prescrit ou qui appartient à une catégorie prescrite de réseaux.

Demandes**Nouveau réseau**

32. (1) La personne qui envisage d'établir un nouveau réseau municipal d'eau potable auquel s'appliquera le paragraphe 31 (1) ou de remplacer un tel réseau existant par un nouveau réseau auquel s'appliquera ce paragraphe demande au directeur :

- a) soit une approbation visée à la présente partie, si la demande est présentée avant la date prescrite pour l'application de l'article 33 pour la municipalité, le réseau envisagé ou le propriétaire de celui-ci;
- b) soit un permis d'aménagement de station de production d'eau potable et un permis municipal d'eau potable à l'égard du réseau envisagé, si la demande est présentée à la date visée à l'alinéa a) ou par la suite.

Alteration to system

(2) The owner of a municipal drinking-water system who proposes to carry out an alteration to the system shall apply to the Director,

- (a) for an amendment to the approval under this Part for the system, if the proposed alteration will be carried out before the owner of the system is required to obtain a drinking-water works permit for the system under this Part and the approval does not authorize the alteration; or
- (b) for an amendment to the drinking-water works permit for the system, if a permit has been issued for the system and the permit does not authorize the alteration.

Amendment, revocation

(3) The owner of a municipal drinking-water system may apply to the Director for,

- (a) an amendment to the approval under this Part or the drinking-water works permit or municipal drinking-water licence for the system; or
- (b) the revocation of the approval under this Part or the drinking-water works permit or municipal drinking-water licence for the system.

Licence renewal

(4) The owner of a municipal drinking-water system for which a municipal drinking-water licence has been issued may apply to the Director for a renewal of the licence on or before the day specified in the licence as the deadline for a renewal application.

Requirements of application

(5) An application under this section must satisfy the following requirements:

- 1. The application must be made in the manner and form approved by the Director and contain the information required by the Director.
- 2. In the case of an application for a licence, the application must include,
 - i. a copy of all current operational plans relating to the system, as of the date of the application, prepared in accordance with the Director's directions for operational plans,
 - ii. proof satisfactory to the Director that the financial plans for the system satisfy the requirements under this Act if,
 - A. financial plans for the system are required under Bill 175 (*Sustainable Water and Sewage Systems Act, 2002*, introduced on September 23, 2002) and the Bill receives Royal Assent, or

Transformation du réseau

(2) Le propriétaire d'un réseau municipal d'eau potable qui envisage de transformer le réseau demande au directeur :

- a) soit de modifier l'approbation visée à la présente partie qui a été accordée à l'égard du réseau, si la transformation envisagée sera effectuée avant que le propriétaire du réseau ne soit tenu d'obtenir un permis d'aménagement de station de production d'eau potable à l'égard du réseau en application de la présente partie et que l'approbation n'autorise pas la transformation;
- b) soit de modifier le permis d'aménagement de station de production d'eau potable délivré à l'égard du réseau, si un tel permis a été délivré à l'égard de celui-ci et que ce permis n'autorise pas la transformation.

Modification ou révocation

(3) Le propriétaire d'un réseau municipal d'eau potable peut demander au directeur :

- a) soit de modifier l'approbation visée à la présente partie, le permis d'aménagement de station de production d'eau potable ou le permis municipal d'eau potable accordée ou délivré à l'égard du réseau;
- b) soit de révoquer l'approbation visée à la présente partie, le permis d'aménagement de station de production d'eau potable ou le permis municipal d'eau potable accordée ou délivré à l'égard du réseau.

Renouvellement d'un permis

(4) Le propriétaire d'un réseau municipal d'eau potable à l'égard duquel un permis municipal d'eau potable a été délivré peut demander au directeur le renouvellement du permis au plus tard à la date limite pour ce faire, précisée dans le permis.

Exigences applicables à la demande

(5) La demande visée au présent article doit satisfaire aux exigences suivantes :

- 1. Elle doit être présentée de la façon et sous la forme qu'approuve le directeur et contenir les renseignements qu'exige celui-ci.
- 2. Dans le cas d'une demande de permis municipal, elle doit comprendre ce qui suit :
 - i. une copie de tous les plans d'exploitation du réseau en vigueur, à la date de la demande, qui ont été préparés conformément aux directives qu'a données le directeur à cet égard,
 - ii. une preuve que le directeur estime satisfaisante et portant que les plans financiers du réseau satisfont aux exigences prévues par la présente loi, si, selon le cas :
 - A. de tels plans sont exigés en application du projet de loi 175 (*Loi de 2002 sur la durabilité des réseaux d'eau et d'égouts*), déposé le 23 septembre 2002 et que ce projet de loi reçoit la sanction royale,

B. the Minister prescribes requirements referred to in clause (b) of the definition of "financial plans" in subsection 30 (1),

- iii. proof satisfactory to the Director that an accredited operating authority will be in charge of the system, and
- iv. proof satisfactory to the Director that a permit to take water has been or will be issued under section 34 of the *Ontario Water Resources Act*, if the licence relates to a part of a system that takes water from a raw water supply and a permit to take water is required under that Act.

3. All fees required on the application must be submitted to the Director as part of the application.

Additional information

(6) In connection with an application under this section, the Director may require the applicant to do one or more of the following:

- 1. Submit plans, specifications, engineers' reports and other information and documents relating to the municipal drinking-water system.
- 2. Carry out tests or experiments relating to the system or the raw water supply for the system, and report on the results.

Requirement to apply for permit and licence

33. The owner of a municipal drinking-water system shall apply to the Director, on or before the day prescribed for the municipality, the system or the owner of the system, for a drinking-water works permit and a municipal drinking-water licence for the system.

Failure to apply for required approval, permit or licence

34. If a person proceeds to establish, carry out an alteration to or operate a municipal drinking-water system without applying for an approval under this Part, a drinking-water works permit, an amendment to an approval, drinking-water works permit or municipal drinking-water licence, as required by this Part, and the person has failed to comply with an order issued under Part IX requiring the person to submit an application for it, the Director may,

- (a) retain such experts and obtain such facilities, at the person's expense, as the Director considers necessary for the investigation of the municipal drinking-water system and the raw water supply;

B. le ministre prescrit les exigences visées à l'alinéa b) de la définition de «plans financiers» au paragraphe 30 (1),

- iii. une preuve que le directeur estime satisfaisante et portant qu'un organisme d'exploitation agréé sera responsable du réseau,
- iv. une preuve que le directeur estime satisfaisante et portant qu'un permis de prélèvement d'eau a été ou sera délivré en application de l'article 34 de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario*, si le permis municipal a trait à une partie d'un réseau qui capte de l'eau en provenance d'un approvisionnement en eau brute et qu'un permis de prélèvement d'eau est exigé en application de cette loi.

3. Tous les droits y afférents qui sont exigés doivent être remis au directeur en même temps que la demande.

Autres renseignements

(6) Relativement à la demande présentée en application du présent article, le directeur peut exiger de l'auteur de la demande qu'il prenne une ou plusieurs des mesures suivantes :

- 1. Présenter des plans, des devis, des rapports d'ingénieur et d'autres renseignements et documents relatifs au réseau municipal d'eau potable.
- 2. Effectuer des analyses ou des expériences relative-ment au réseau ou à l'approvisionnement en eau brute utilisé pour le réseau, et présenter un rapport sur les résultats obtenus.

Demande de permis obligatoire

33. Le propriétaire d'un réseau municipal d'eau potable demande au directeur, au plus tard à la date prescrite pour la municipalité, le réseau ou le propriétaire de celui-ci, un permis d'aménagement de station de production d'eau potable et un permis municipal d'eau potable à l'égard du réseau.

Omission de demander l'approbation ou le permis exigés

34. Si une personne se met à établir, à transformer ou à exploiter un réseau municipal d'eau potable sans demander au préalable une approbation visée à la présente partie, un permis d'aménagement de station de production d'eau potable ou une modification d'une telle approbation, d'un tel permis d'aménagement ou d'un permis municipal d'eau potable, comme l'exige la présente partie, et que la personne ne s'est pas conformée à un arrêté pris en vertu de la partie IX exigeant qu'elle présente une demande en ce sens, le directeur peut :

- a) aux frais de la personne, retenir les services des experts et obtenir les installations qu'il estime nécessaires pour enquêter sur le réseau municipal d'eau potable et sur l'approvisionnement en eau brute;

- (b) require the person to produce all documents under the person's control that relate to the drinking-water system; and
- (c) grant or amend an approval or issue or amend a drinking-water works permit and municipal drinking-water licence for the system in accordance with his or her authority under this Part.

Late application

35. If an order is issued under Part IX to a person requiring the submission of an application for an approval under this Part, a drinking-water works permit, a municipal drinking-water licence or an amendment to an approval, permit or licence for a municipal drinking-water system by reason of the person's failure to make an application in accordance with the requirements under this Act, or if the Director considers it necessary for the purposes of this Act,

- (a) the Director may accept and consider a late application as though it were made within the time specified under this Part; and
- (b) in the case of an approval or drinking-water works permit, if the Director decides to grant or amend the approval or issue or amend the permit, the Director may impose as a condition the requirement that the person reverse any alteration that was made to the system that was not previously authorized by the Director in an approval or drinking-water works permit.

APPROVALS FOR MUNICIPAL DRINKING-WATER SYSTEMS

Approval

36. (1) After consideration of an application for an approval or an amendment to an approval, the Director shall, as he or she considers necessary for the purposes of this Act,

- (a) on an application for an approval under this Part, grant the approval with such conditions as the Director may impose under section 37;
- (b) on an application for the amendment of an approval under this Part, amend the approval to impose, vary or remove a condition, subject to subsection 37 (2); or
- (c) refuse to grant or amend the approval, as the case may be.

Same

(2) An approval granted under this section for a system that was established before this section came into force may deal with any works associated with the system.

- b) exiger que la personne produise tous les documents dont elle a le contrôle et qui ont trait au réseau d'eau potable;
- c) accorder ou modifier une approbation ou délivrer ou modifier un permis d'aménagement de station de production d'eau potable et un permis municipal d'eau potable à l'égard du réseau conformément au pouvoir qui lui est conféré en vertu de la présente partie.

Demande tardive

35. Si, en vertu de la partie IX, il est pris un arrêté exigeant qu'une personne présente une demande d'approbation visée à la présente partie, de permis d'aménagement de station de production d'eau potable ou de permis municipal d'eau potable ou de modification d'une telle approbation ou de l'un de ces permis à l'égard d'un réseau municipal d'eau potable parce qu'elle n'a pas présenté de demande conformément aux exigences prévues par la présente loi, ou si le directeur l'estime nécessaire pour l'application de la présente loi :

- a) d'une part, le directeur peut accepter et examiner une demande présentée en retard comme si elle avait été présentée dans le délai précisé en application de la présente partie;
- b) d'autre part, dans le cas d'une approbation ou d'un permis d'aménagement de station de production d'eau potable, le directeur peut, s'il décide d'accorder ou de modifier l'approbation ou de délivrer ou de modifier le permis d'aménagement, imposer comme condition l'exigence portant que la personne défasse toute transformation qu'elle a faite au réseau et que le directeur n'avait pas autorisée dans l'approbation ou le permis d'aménagement.

APPROBATIONS POUR LES RESEAUX MUNICIPAUX D'EAU POTABLE

Approbation

36. (1) Après avoir examiné une demande d'approbation ou de modification d'approbation, le directeur, s'il l'estime nécessaire pour l'application de la présente loi :

- a) soit, sur demande d'une approbation visée à la présente partie, accorde celle-ci avec les conditions dont il peut l'assortir en vertu de l'article 37;
- b) soit, sur demande de modification d'une approbation visée à la présente partie, modifie celle-ci de façon à l'assortir d'une condition ou à modifier ou à supprimer celle-ci, sous réserve du paragraphe 37 (2);
- c) soit refuse d'accorder ou de modifier l'approbation, selon le cas.

Idem

(2) L'approbation accordée en application du présent article à l'égard d'un réseau qui a été établi avant son entrée en vigueur peut traiter de tous les ouvrages liés au réseau.

Fragmentation

(3) Despite subsection (1), the Director shall not grant an approval or amend an approval to authorize the fragmentation of a municipal drinking-water system or part of the system unless,

- (a) the Director has consulted the medical officer of health concerning the proposed fragmentation;
- (b) the owner of the system proves to the satisfaction of the Director that the owner gave written notice in a form and manner approved by the Director to each user of the system who would cease to be served by a municipal drinking-water system if the fragmentation proceeds; and
- (c) the owner of the system demonstrates to the Director's satisfaction that the fragmentation will not expose users of the fragmented system to a drinking-water health hazard and will not endanger the natural environment.

Expiry of approval

(4) An approval for a municipal drinking-water system expires,

- (a) on the day a municipal drinking-water licence is issued for the system, if the owner makes an application for a drinking-water works permit and municipal drinking-water licence in accordance with section 33; or
- (b) on the day after the day the owner of the system is required under section 33 to apply for a drinking-water works permit and a municipal drinking-water licence for the system, if the owner fails to make the application on or before the day the application is required.

Extension

(5) The Director may authorize an extension of the expiry date of an approval for a municipal drinking-water system if an application for a drinking-water works permit and a municipal drinking-water licence for the system has been received by the day required under section 33 and the decision on the application is not made on or before the expiry date.

Approval conditions and Director's amendments

37. (1) The Director may,

- (a) impose such conditions in an approval at the time the approval is granted as the Director considers necessary for the purposes of this Act; and
- (b) on his or her own initiative, amend the approval to impose, vary or remove conditions in the approval at any time after it is granted, if the Director considers it necessary for the purposes of this Act.

Same

(2) The Director may impose any condition in an ap-

Fragmentation

(3) Malgré le paragraphe (1), le directeur ne doit ni accorder ni modifier une approbation de façon à autoriser la fragmentation d'un réseau municipal d'eau potable ou d'une partie de celui-ci, sauf si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le directeur a consulté le médecin-hygiéniste au sujet de la fragmentation proposée;
- b) le propriétaire du réseau prouve de façon satisfaisante au directeur qu'il a donné un avis écrit, sous la forme et de la façon qu'approuve celui-ci, à chacun des usagers du réseau qui cesseraient d'être desservis par le réseau municipal d'eau potable si la fragmentation était entreprise;
- c) le propriétaire du réseau démontre de façon satisfaisante au directeur que la fragmentation n'exposera pas les usagers du réseau fragmenté à un danger de l'eau potable pour la santé ni ne mettra l'environnement naturel en danger.

Expiration de l'approbation

(4) L'approbation accordée à l'égard d'un réseau municipal d'eau potable expire, selon le cas :

- a) le jour où un permis municipal d'eau potable est délivré à l'égard du réseau, si le propriétaire présente une demande de permis d'aménagement de station de production d'eau potable et de permis municipal d'eau potable conformément à l'article 33;
- b) le lendemain du jour où le propriétaire du réseau est tenu, en application de l'article 33, de présenter une demande de permis d'aménagement de station de production d'eau potable et de permis municipal d'eau potable à l'égard du réseau, s'il ne l'a pas présentée dans le délai imparti pour ce faire.

Prorogation

(5) Le directeur peut autoriser la prorogation de la date d'expiration d'une approbation accordée à l'égard d'un réseau municipal d'eau potable si la demande de permis d'aménagement de station de production d'eau potable et de permis municipal d'eau potable à l'égard du réseau a été reçue au plus tard à la date visée à l'article 33 et qu'aucune décision n'est prise à son égard au plus tard à la date d'expiration.

Conditions de l'approbation et modifications du directeur

37. (1) Le directeur peut :

- a) assortir une approbation, au moment de son octroi, des conditions qu'il estime nécessaires pour l'application de la présente loi;
- b) de sa propre initiative, modifier l'approbation de façon à l'assortir de conditions, après qu'elle a été accordée, ou à modifier ou à supprimer celles-ci s'il l'estime nécessaire pour l'application de la présente loi.

Idem

(2) Le directeur peut assortir une approbation des

approval that may be imposed in a drinking-water works permit or a municipal drinking-water licence and may include an expiry date for the approval as a condition in the approval.

Application of *Environmental Assessment Act*

(3) Subsection 12.2 (2) of the *Environmental Assessment Act* does not prohibit a Director from imposing a condition mentioned in paragraph 3 of subsection 41 (2) in an approval, but the other provisions of that Act continue to apply to any future alterations to a municipal drinking-water system that the Director may specify in an approval.

Certificate of compliance

(4) If a condition of an approval for a municipal drinking-water system so provides, no owner of the system shall put into service any works, equipment, mechanism or thing specified in the approval until the owner or the owner's designate has given the Director a certificate of compliance in such form as the Director requires.

Permitting inspections

(5) It is a condition in every approval under this Part, whether or not it is specified in the approval, that the owner and every other operator of the system shall permit provincial officers to conduct inspections authorized under,

- (a) this Act;
- (b) section 156, 156.1 or 158 of the *Environmental Protection Act*;
- (c) section 13, 14 or 16 of the *Nutrient Management Act, 2002*;
- (d) section 15, 15.1 or 17 of the *Ontario Water Resources Act*;
- (e) section 19, 19.1 or 20 of the *Pesticides Act*.

Condition in approval, relief from regulatory requirements Definition

38. (1) In this section,

“regulatory requirement” means a prescribed requirement relating to,

- (a) the sampling, testing or monitoring of water quality in a municipal drinking-water system or the reporting of the results, or
- (b) the treatment of water in a municipal drinking-water system.

Condition, relief from regulatory requirement

(2) Subject to subsection (3) and despite any other provision of this Act, the Director may impose a condition in an approval under section 37 that,

- (a) provides relief from the duty of strict compliance with a regulatory requirement; or

conditions dont peut être assorti un permis d'aménagement de station de production d'eau potable ou un permis municipal d'eau potable et y inclure une date d'expiration comme condition de l'approbation.

Application de la *Loi sur les évaluations environnementales*

(3) Le paragraphe 12.2 (2) de la *Loi sur les évaluations environnementales* n'a pas pour effet d'interdire à un directeur d'assortir une approbation d'une condition visée à la disposition 3 du paragraphe 41 (2). Toutefois, les autres dispositions de cette loi continuent de s'appliquer aux transformations futures d'un réseau municipal d'eau potable que le directeur précise dans l'approbation.

Certificat de conformité

(4) Si une condition d'une approbation accordée à l'égard d'un réseau municipal d'eau potable le prévoit, aucun propriétaire du réseau ne doit mettre en service des ouvrages, du matériel, des mécanismes ou des choses qui sont précisés dans l'approbation tant que lui-même ou son délégué n'a pas donné au directeur un certificat de conformité sous la forme qu'exige celui-ci.

Inspections permises

(5) Chaque approbation visée à la présente partie est assortie de la condition, qu'elle soit précisée ou non dans l'approbation, portant que le propriétaire et chaque autre exploitant du réseau permettent à des agents provinciaux d'effectuer des inspections autorisées en vertu de la loi et des dispositions de loi suivantes :

- a) la présente loi;
- b) l'article 156, 156.1 ou 158 de la *Loi sur la protection de l'environnement*;
- c) l'article 13, 14 ou 16 de la *Loi de 2002 sur la gestion des éléments nutritifs*;
- d) l'article 15, 15.1 ou 17 de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario*;
- e) l'article 19, 19.1 ou 20 de la *Loi sur les pesticides*.

Condition de l'approbation : dispense concernant les exigences réglementaires Définition

38. (1) La définition qui suit s'applique au présent article.

«exigence réglementaire» Exigence prescrite en ce qui a trait :

- a) soit à l'échantillonnage, à l'analyse ou à la surveillance de la qualité de l'eau d'un réseau municipal d'eau potable ou à la communication des résultats;
- b) soit au traitement de l'eau d'un réseau municipal d'eau potable.

Condition : dispense concernant une exigence réglementaire

(2) Sous réserve du paragraphe (3) et malgré toute autre disposition de la présente loi, le directeur peut assortir une approbation accordée en application de l'article 37 d'une condition qui, selon le cas :

- a) prévoit une dispense de l'obligation de se conformer rigoureusement à une exigence réglementaire;

- (b) imposes a condition in the approval, in place of a regulatory requirement, that is less onerous than the regulatory requirement.

Exception

(3) The Director shall not impose a condition described in subsection (2) in an approval granted under section 37 unless,

- (a) the owner of the municipal drinking-water system has applied in writing to the Director for relief from the regulatory requirement;
- (b) the regulations do not prohibit the Director from including the condition in the approval under the circumstances relating to the particular system;
- (c) the application includes, if required by the regulations, an assessment prepared in accordance with the regulations that demonstrates that providing the relief sought will not result in a drinking-water health hazard and the Director agrees with the conclusions of the assessment;
- (d) the owner has conducted public consultations on the application, if any are required by the regulations, and the public consultations, if required, have been conducted in accordance with the prescribed requirements; and
- (e) the owner has obtained all consents from individuals that are required by the regulations before the relief may be given.

Suspension, revocation of approval

39. (1) The Director may suspend an approval for a municipal drinking-water system if,

- (a) the Director is of the opinion that the continuing operation of the system will result in a drinking-water health hazard; or
- (b) the owner of the system has failed or refused to correct a deficiency associated with the system.

Reinstatement after suspension

(2) The Director may reinstate an approval for a municipal drinking-water system if the reason for suspending the approval no longer exists and there are no additional grounds for suspending the approval.

Revocation of approval

(3) The Director may revoke an approval for a municipal drinking-water system granted under this Part if,

- (a) the approval was issued on the basis of false information or information that was incomplete in a material respect;
- (b) the approval was issued in error or to the wrong person;
- (c) the owner of the system has decommissioned the system in accordance with the conditions in the approval;

- b) assortit l'approbation d'une condition, au lieu d'une exigence réglementaire, qui est moins astreignante que cette dernière.

Exception

(3) Le directeur ne doit pas assortir une approbation accordée en application de l'article 37 d'une condition visée au paragraphe (2), sauf si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le propriétaire du réseau municipal d'eau potable a demandé par écrit au directeur de le dispenser de l'exigence réglementaire;
- b) les règlements n'interdisent pas au directeur d'assortir l'approbation de la condition dans les circonstances ayant trait à ce réseau particulier;
- c) la demande comprend, si les règlements l'exigent, une évaluation préparée conformément à ceux-ci qui démontre que l'octroi de la dispense demandée n'entraînera pas un danger de l'eau potable pour la santé, et le directeur est d'accord avec les conclusions de l'évaluation;
- d) le propriétaire a procédé à des consultations publiques au sujet de la demande, si les règlements en exigent, et ces consultations, le cas échéant, ont été menées conformément aux exigences prescrites;
- e) le propriétaire a obtenu des particuliers tous les consentements qu'exigent les règlements avant que la dispense ne puisse être octroyée.

Suspension et révocation de l'approbation

39. (1) Le directeur peut suspendre une approbation accordée à l'égard d'un réseau municipal d'eau potable si, selon le cas :

- a) il est d'avis que la poursuite de l'exploitation du réseau entraînera un danger de l'eau potable pour la santé;
- b) le propriétaire du réseau n'a pas remédié à une défaillance liée au réseau ou a refusé de le faire.

Rétablissement après la suspension

(2) Le directeur peut rétablir une approbation accordée à l'égard d'un réseau municipal d'eau potable si le motif de sa suspension n'existe plus et qu'il n'y a aucun autre motif de suspension de l'approbation.

Révocation de l'approbation

(3) Le directeur peut révoquer une approbation accordée à l'égard d'un réseau municipal d'eau potable en application de la présente partie si, selon le cas :

- a) l'approbation a été accordée en se fondant sur des renseignements faux ou qui étaient incomplets sous un aspect important;
- b) l'approbation a été accordée par erreur ou à la mauvaise personne;
- c) le propriétaire du réseau a désaffecté ce dernier conformément aux conditions de l'approbation;

- (d) the owner of the system applies for revocation;
- (e) at least 365 days have passed since the approval was issued, no application for an extension of any deadlines specified in the approval has been received by the Director and the Director has reasonable grounds for believing that,
 - (i) the establishment of the system has not been significantly advanced since the approval was issued, or
 - (ii) work to establish the system has been essentially discontinued for a period of at least 365 days; or
- (f) the approval has been suspended.

DRINKING-WATER WORKS PERMITS

Issue and amendment of permit

40. (1) After consideration of an application for a drinking-water works permit under this Part or an amendment to a permit, the Director shall, as he or she considers necessary for the purposes of this Act,

- (a) on an application for the issue of a permit, issue the permit with such conditions as the Director may impose under section 41;
- (b) on an application for the amendment of a permit, amend the permit to impose, vary or remove a condition, including a condition described in subsection 41 (2); or
- (c) refuse to issue or amend the permit, as the case may be.

Fragmentation

(2) Despite subsection (1), the Director shall not issue or amend a drinking-water works permit to authorize the fragmentation of a municipal drinking-water system or part of the system unless,

- (a) the Director has consulted the medical officer of health concerning the proposed fragmentation;
- (b) the owner of the system proves to the satisfaction of the Director that the owner gave written notice in a form and manner approved by the Director to each user of the system who would cease to be served by a municipal drinking-water system if the fragmentation proceeds; and
- (c) the owner of the system demonstrates to the Director's satisfaction that the fragmentation will not expose users of the fragmented system to a drinking-water health hazard and will not endanger the natural environment.

Permit conditions and Director's amendments

41. (1) The Director may,

- d) le propriétaire du réseau demande la révocation;
- e) au moins 365 jours se sont écoulés depuis que l'approbation a été accordée, aucune demande de prorogation des dates limites précisées dans l'approbation n'a été reçue par le directeur et celui-ci a des motifs raisonnables de croire :
 - (i) soit que l'établissement du réseau n'a pas fait de progrès importants depuis que l'approbation a été accordée,
 - (ii) soit que les travaux d'établissement du réseau se sont essentiellement arrêtés pendant au moins 365 jours;
- f) l'approbation a été suspendue.

PERMIS D'AMÉNAGEMENT DE STATION DE PRODUCTION D'EAU POTABLE

Délivrance et modification d'un permis d'aménagement

40. (1) Après avoir examiné une demande de permis d'aménagement de station de production d'eau potable présentée en application de la présente partie ou de modification d'un tel permis, le directeur, s'il l'estime nécessaire pour l'application de la présente loi :

- a) soit, sur demande de délivrance d'un permis, délivre celui-ci avec les conditions dont il peut l'assortir en vertu de l'article 41;
- b) soit, sur demande de modification d'un permis, modifie celui-ci de façon à l'assortir d'une condition ou à modifier ou à supprimer celle-ci, notamment une condition visée au paragraphe 41 (2);
- c) soit refuse de délivrer ou de modifier le permis, selon le cas.

Fragmentation

(2) Malgré le paragraphe (1), le directeur ne doit ni délivrer ni modifier un permis d'aménagement de station de production d'eau potable de façon à autoriser la fragmentation d'un réseau municipal d'eau potable ou d'une partie de celui-ci, sauf si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le directeur a consulté le médecin-hygiéniste au sujet de la fragmentation proposée;
- b) le propriétaire du réseau prouve de façon satisfaisante au directeur qu'il a donné un avis écrit, sous la forme et de la façon qu'approuve celui-ci, à chacun des usagers du réseau qui cesseraient d'être desservis par le réseau municipal d'eau potable si la fragmentation était entreprise;
- c) le propriétaire du réseau démontre de façon satisfaisante au directeur que la fragmentation n'exposera pas les usagers du réseau fragmenté à un danger de l'eau potable pour la santé ni ne mettra l'environnement naturel en danger.

Conditions du permis d'aménagement et modifications du directeur

41. (1) Le directeur peut :

- (a) impose such conditions in a drinking-water works permit at the time of issue of the permit as the Director considers necessary for the purposes of this Act; and
- (b) on his or her own initiative, amend the permit to impose, vary or remove conditions in the permit at any time after it is issued, if the Director considers it necessary for the purposes of this Act.

Subject matter of conditions

(2) Permit conditions may include any or all of the following:

1. Requirements in relation to the construction, installation or alteration of any works, equipment, mechanism or other thing, including any specified details.
2. Requirements for compliance with design standards specified by the Director in the conditions.
3. Requirements in relation to the carrying out of future specified alterations to the system.
4. A condition specifying, for the purposes of this Act, which part or parts of the drinking-water system constitute the treatment system and which part or parts constitute the distribution system.
5. A condition directing the owner of the system to decommission all or part of the system in accordance with the directions specified in the condition.
6. A condition directing the owner to restore the system to the state specified in the condition.
7. Such other requirements relating to the works, equipment, mechanism or things authorized by the permit as the Director considers necessary to ensure that other conditions in the permit are satisfied in accordance with the requirements of those conditions.

Application of *Environmental Assessment Act*

(3) Subsection 12.2 (2) of the *Environmental Assessment Act* does not prohibit a Director from imposing a condition in a drinking-water works permit under paragraph 3 of subsection (2) of this section, but the other provisions of that Act continue to apply to any future alteration to the system specified in the permit.

Relief from strict compliance

(4) Subject to subsection (5), the Director may impose a condition in a drinking-water works permit that provides relief from the duty of strict compliance with a prescribed requirement and that authorizes or requires the installation of a water treatment process for a municipal drinking-water system that does not comply with the prescribed treatment standards or requirements for the system.

- a) assortir un permis d'aménagement de station de production d'eau potable, au moment de sa délivrance, des conditions qu'il estime nécessaires pour l'application de la présente loi;
- b) de sa propre initiative, modifier le permis de façon à l'assortir de conditions, après qu'il a été délivré, ou à modifier ou à supprimer celles-ci s'il l'estime nécessaire pour l'application de la présente loi.

Matière des conditions

(2) Les conditions dont est assorti un permis d'aménagement peuvent comprendre n'importe laquelle ou l'ensemble des exigences suivantes :

1. Des exigences relatives à la construction, à l'installation ou à la transformation d'ouvrages, de matériel, de mécanismes ou d'autres choses, notamment des détails précisés.
2. Des exigences de conformité aux normes de conception que précise le directeur dans les conditions.
3. Des exigences relatives à la réalisation des transformations futures précisées du réseau.
4. Une condition précisant, pour l'application de la présente loi, la ou les parties du réseau d'eau potable qui constituent le système de traitement et celle ou celles qui constituent le réseau de distribution.
5. Une condition enjoignant au propriétaire du réseau de désaffecter tout ou partie du réseau conformément aux directives précisées dans la condition.
6. Une condition enjoignant au propriétaire de remettre le réseau en l'état que précise la condition.
7. Les autres exigences relatives aux ouvrages, au matériel, aux mécanismes ou aux choses autorisés par le permis que le directeur estime nécessaires pour faire en sorte qu'il soit satisfait à d'autres conditions du permis conformément aux exigences de ces conditions.

Application de la *Loi sur les évaluations environnementales*

(3) Le paragraphe 12.2 (2) de la *Loi sur les évaluations environnementales* n'a pas pour effet d'interdire à un directeur d'assortir un permis d'aménagement de station de production d'eau potable d'une condition prévue à la disposition 3 du paragraphe (2) du présent article. Toutefois, les autres dispositions de cette loi continuent de s'appliquer aux transformations futures du réseau précisées dans le permis.

Dispense de conformité rigoureuse

(4) Sous réserve du paragraphe (5), le directeur peut assortir un permis d'aménagement de station de production d'eau potable d'une condition qui prévoit une dispense de l'obligation de se conformer rigoureusement à une exigence prescrite et qui autorise ou exige l'installation d'un processus de traitement de l'eau à l'égard d'un réseau municipal d'eau potable qui n'est pas conforme aux normes de traitement prescrites ou aux exigences prescrites à l'égard du réseau.

Same

(5) Subsection 46 (3) applies with necessary modifications in determining if the Director may impose a condition described in subsection (4) in a drinking-water works permit.

Permit applies to any works of established system

(6) A drinking-water works permit issued for a municipal drinking-water system that was established before this section came into force may deal with any works associated with the system.

Revocation of drinking-water works permit

42. The Director may revoke a drinking-water works permit if,

- (a) the permit was issued on the basis of false information or information that was incomplete in a material respect;
- (b) the permit was issued in error or to the wrong person;
- (c) at least 365 days have passed since the permit was issued, no application for an extension of any deadlines specified in the permit has been received by the Director and the Director has reasonable grounds for believing that,
 - (i) the establishment of the system has not been significantly advanced since the permit was issued, or
 - (ii) work to establish the system has been essentially discontinued for a period of at least 365 days;
- (d) the owner of the system requests that the permit be revoked; or
- (e) the owner of the system has decommissioned the system in accordance with the conditions in the permit.

Certificate of compliance

43. If a condition of a drinking-water works permit so provides, no owner of a municipal drinking-water system shall put into service any works, equipment, mechanism or thing specified in the permit until the owner or the owner's designate has given the Director a certificate of compliance in such form as the Director requires.

MUNICIPAL DRINKING-WATER LICENCES**Director's decision, municipal drinking-water licence**

44. (1) After consideration of an application for a municipal drinking-water licence under this Part, the Director shall issue a municipal drinking-water licence to the owner of a municipal drinking-water system if,

Idem

(5) Le paragraphe 46 (3) s'applique, avec les adaptations nécessaires, pour décider si le directeur peut assortir un permis d'aménagement de station de production d'eau potable d'une condition visée au paragraphe (4).

Application du permis à tout ouvrage du réseau

(6) Un permis d'aménagement de station de production d'eau potable délivré à l'égard d'un réseau municipal d'eau potable qui était établi avant l'entrée en vigueur du présent article peut traiter de tout ouvrage lié au réseau.

Révocation du permis d'aménagement de station de production d'eau potable

42. Le directeur peut révoquer un permis d'aménagement de station de production d'eau potable si, selon le cas :

- a) le permis a été délivré en se fondant sur des renseignements faux ou qui étaient incomplets sous un aspect important;
- b) le permis a été délivré par erreur ou à la mauvaise personne;
- c) au moins 365 jours se sont écoulés depuis que le permis a été délivré, aucune demande de prorogation des dates limites précisées dans le permis n'a été reçue par le directeur et celui-ci a des motifs raisonnables de croire :
 - (i) soit que l'établissement du réseau n'a pas fait de progrès importants depuis que le permis a été délivré,
 - (ii) soit que les travaux d'établissement du réseau se sont essentiellement arrêtés pendant au moins 365 jours;
- d) le propriétaire du réseau demande la révocation du permis;
- e) le propriétaire du réseau a désaffecté ce dernier conformément aux conditions du permis.

Certificat de conformité

43. Si une condition d'un permis d'aménagement de station de production d'eau potable le prévoit, aucun propriétaire d'un réseau municipal d'eau potable ne doit mettre en service des ouvrages, du matériel, des mécanismes ou des choses qui sont précisés dans le permis tant que lui-même ou son délégué n'a pas donné au directeur un certificat de conformité sous la forme qu'exige celui-ci.

PERMIS MUNICIPAUX D'EAU POTABLE**Décision du directeur : permis municipal d'eau potable**

44. (1) Après avoir examiné une demande de permis municipal d'eau potable présentée en application de la présente partie, le directeur délivre le permis demandé au propriétaire d'un réseau municipal d'eau potable si les conditions suivantes sont réunies :

- (a) a drinking-water works permit has been issued for the system;
- (b) the operational plans for the system satisfy the requirements in the Director's directions under Part III for the particular system or type of system;
- (c) the system will be operated by an accredited operating authority;
- (d) the financial plans for the system, if required, satisfy the requirements under this Act;
- (e) a permit to take water has been issued under section 34 of the *Ontario Water Resources Act*, if the licence relates to a part of a system that takes water from a raw water supply and a permit to take water is required under that Act; and
- (f) the Director is satisfied that the system will be operated in accordance with the requirements under this Act and the conditions in the licence.

Information in licence

(2) A licence shall identify the following:

- 1. All owners of the system.
- 2. The accredited operating authority responsible for the operation of the system.
- 3. The date of issue and number of the drinking-water works permit for the system.
- 4. The number of the most recent financial plans for the system that satisfy the requirements under this Act, as of the day the licence or renewed licence is issued, if financial plans are required for the system.
- 5. The number of each operational plan for the system.
- 6. The date of issue and number of each permit to take water, if one or more permits are required for the system.

Expiry date

(3) The expiry date for a licence issued or renewed under this Part shall be no later than the fifth anniversary of the day of issue or renewal of the licence, and shall be set out in the licence.

Date for application for renewal

(4) A licence or renewal under this Part shall contain a date that is the deadline for an application for renewal of the licence.

Same

(5) The date mentioned in subsection (4) must not be less than 90 days before the date of expiry of the licence.

- a) un permis d'aménagement de station de production d'eau potable a été délivré pour le réseau;
- b) les plans d'exploitation du réseau satisfont aux exigences contenues dans les directives qu'a données le directeur en vertu de la partie III pour ce réseau ou ce genre de réseaux particulier;
- c) le réseau sera exploité par un organisme d'exploitation agréé;
- d) les plans financiers dressés pour le réseau, s'ils sont exigés, satisfont aux exigences prévues par la présente loi;
- e) un permis de prélèvement d'eau a été délivré en application de l'article 34 de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario*, si le permis municipal a trait à une partie d'un réseau qui capte de l'eau en provenance d'un approvisionnement en eau brute et qu'un permis de prélèvement d'eau est exigé en application de cette loi;
- f) le directeur est convaincu que le réseau sera exploité conformément aux exigences prévues par la présente loi et aux conditions du permis municipal.

Renseignements contenus dans le permis municipal

(2) Le permis municipal contient les renseignements suivants :

- 1. Tous les propriétaires du réseau.
- 2. L'organisme d'exploitation agréé qui est responsable de l'exploitation du réseau.
- 3. La date de délivrance et le numéro du permis d'aménagement de station de production d'eau potable délivré pour le réseau.
- 4. Le numéro des plans financiers les plus récents du réseau qui satisfont aux exigences prévues par la présente loi au jour de la délivrance ou du renouvellement du permis municipal, si de tels plans sont exigés pour le réseau.
- 5. Le numéro de chaque plan d'exploitation du réseau.
- 6. La date de délivrance et le numéro de chaque permis de prélèvement d'eau, si un ou plusieurs permis sont exigés pour le réseau.

Date d'expiration

(3) La date d'expiration d'un permis municipal délivré ou renouvelé en application de la présente partie ne doit pas être postérieure au cinquième anniversaire du jour où le permis a été délivré ou renouvelé et figure sur celui-ci.

Délai de demande de renouvellement

(4) Le permis municipal délivré ou renouvelé en vertu de la présente partie contient une date qui constitue la date limite pour demander le renouvellement du permis.

Idem

(5) La date visée au paragraphe (4) ne doit pas tomber moins de 90 jours avant la date d'expiration du permis municipal.

Extension

(6) The Director may authorize an extension of the expiry date of a licence if an application for renewal of the licence has been received by the date described in subsection (4) and the decision on the application is not made on or before the expiry date.

Not transferable without consent

(7) A licence is not transferable without the consent of the Director.

Licence conditions and amendments

45. (1) The Director may,

- (a) impose such conditions in a municipal drinking-water licence at the time of issue of the licence as the Director considers necessary for the purposes of this Act; and
- (b) amend the licence at any time after it is issued, including on his or her initiative, in order to impose, vary or remove conditions in the licence, if the Director considers it necessary for the purposes of this Act.

Subject matter of conditions

(2) Without limiting subsection (1) and in addition to any prescribed requirements, licence conditions may include any or all of the following:

1. Staffing requirements.
2. Sampling, testing and monitoring requirements.
3. Treatment requirements.
4. Requirements relating to the management of residue from the treatment process and the management of a discharge of a substance from the treatment system into the natural environment, including standards for those discharges.
5. Requirements relating to drinking-water quality standards.
6. Requirements to prevent any thing from entering the system that will result in a drinking-water health hazard.
7. Reporting and notice requirements.
8. Requirements for ensuring that the operational plans for the system are revised as needed to,
 - i. satisfy the Director's directions under Part III,
 - ii. reflect any future alterations to the system permitted under the drinking-water works permit for the system, and
 - iii. reflect the conditions in the licence.
9. The requirement to make available copies of the current operational plans and financial plans to the

Prorogation

(6) Le directeur peut autoriser la prorogation de la date d'expiration d'un permis municipal si la demande de renouvellement du permis a été reçue au plus tard à la date visée au paragraphe (4) et qu'aucune décision n'est prise à son égard au plus tard à la date d'expiration.

Incessibilité sauf du consentement

(7) Le permis municipal est incessible sauf du consentement du directeur.

Conditions du permis municipal et modifications

45. (1) Le directeur peut :

- a) assortir un permis municipal d'eau potable, au moment de sa délivrance, des conditions qu'il estime nécessaires pour l'application de la présente loi;
- b) modifier le permis après qu'il a été délivré, notamment de sa propre initiative, de façon à l'assortir de conditions ou à modifier ou à supprimer celles-ci s'il l'estime nécessaire pour l'application de la présente loi.

Matière des conditions

(2) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1) et en plus des exigences prescrites, les conditions dont est assorti un permis municipal peuvent comprendre n'importe laquelle ou l'ensemble des exigences suivantes :

1. Des exigences en matière de dotation en personnel.
2. Des exigences en matière d'échantillonnage, d'analyse et de surveillance.
3. Des exigences en matière de traitement.
4. Des exigences relatives à la gestion des résidus du processus de traitement et à la gestion du rejet dans l'environnement naturel de substances émanant du système de traitement, notamment des normes applicables à ces rejets.
5. Des exigences en matière de normes de qualité de l'eau potable.
6. Des exigences visant à empêcher l'entrée dans le réseau d'une chose qui entraînera un danger de l'eau potable pour la santé.
7. Des exigences en matière de rapports et d'avis.
8. Des exigences visant à faire en sorte que les plans d'exploitation du réseau soient révisés au besoin :
 - i. pour satisfaire aux directives qu'a données le directeur en vertu de la partie III,
 - ii. pour tenir compte des transformations futures du réseau qui sont permises aux termes du permis d'aménagement de station de production d'eau potable à l'égard du réseau,
 - iii. pour tenir compte des conditions du permis municipal.
9. L'exigence portant que des copies des plans d'exploitation et des plans financiers en vigueur soient,

Director, provincial officers and auditors upon request.

Permitting inspections

(3) It is a condition in every licence, whether or not it is specified in the licence, that the owner and accredited operating authority of the system shall permit provincial officers to conduct inspections authorized under,

- (a) this Act;
- (b) section 156, 156.1 or 158 of the *Environmental Protection Act*;
- (c) section 13, 14 or 16 of the *Nutrient Management Act, 2002*;
- (d) section 15, 15.1 or 17 of the *Ontario Water Resources Act*;
- (e) section 19, 19.1 or 20 of the *Pesticides Act*.

Licence condition, relief from regulatory requirement Definition

46. (1) In this section,

“regulatory requirement” means a prescribed requirement relating to,

- (a) the sampling, testing or monitoring of water quality in a municipal drinking-water system or the reporting of the results, or
- (b) the treatment of water in a municipal drinking-water system.

Relief from compliance

(2) Subject to subsection (3) and despite any other provision of this Act, the Director may impose a condition in a municipal drinking-water licence that,

- (a) provides relief from the duty of strict compliance with a regulatory requirement; or
- (b) imposes a condition in the licence, in place of a regulatory requirement, that is less onerous than the regulatory requirement.

Exception

(3) The Director shall not impose a condition described in subsection (2) in a licence unless,

- (a) the owner of the municipal drinking-water system has applied in writing to the Director for relief from the regulatory requirement;
- (b) the regulations do not prohibit the Director from including the condition in the licence under the circumstances relating to the particular system;
- (c) the application includes, if required by the regulations, an assessment prepared in accordance with the regulations that demonstrates that providing the relief sought will not result in a drinking-water

sur demande, mises à la disposition du directeur, des agents provinciaux et des vérificateurs.

Inspections permises

(3) Chaque permis municipal est assorti de la condition, qu'elle soit précisée ou non dans le permis, portant que le propriétaire et l'organisme d'exploitation agréé du réseau permettent à des agents provinciaux d'effectuer des inspections autorisées en vertu de la loi et des dispositions de loi suivantes :

- a) la présente loi;
- b) l'article 156, 156.1 ou 158 de la *Loi sur la protection de l'environnement*;
- c) l'article 13, 14 ou 16 de la *Loi de 2002 sur la gestion des éléments nutritifs*;
- d) l'article 15, 15.1 ou 17 de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario*;
- e) l'article 19, 19.1 ou 20 de la *Loi sur les pesticides*.

Condition du permis municipal : dispense concernant une exigence réglementaire Définition

46. (1) La définition qui suit s'applique au présent article.

«exigence réglementaire» Exigence prescrite en ce qui a trait :

- a) soit à l'échantillonnage, à l'analyse ou à la surveillance de la qualité de l'eau d'un réseau municipal d'eau potable ou à la communication des résultats;
- b) soit au traitement de l'eau d'un réseau municipal d'eau potable.

Dispense

(2) Sous réserve du paragraphe (3) et malgré toute autre disposition de la présente loi, le directeur peut assortir un permis municipal d'eau potable d'une condition qui, selon le cas :

- a) prévoit une dispense de l'obligation de se conformer rigoureusement à une exigence réglementaire;
- b) assortit le permis d'une condition, au lieu d'une exigence réglementaire, qui est moins astreignante que cette dernière.

Exception

(3) Le directeur ne doit pas assortir un permis municipal d'une condition visée au paragraphe (2), sauf si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le propriétaire du réseau municipal d'eau potable a demandé par écrit au directeur de le dispenser de l'exigence réglementaire;
- b) les règlements n'interdisent pas au directeur d'assortir le permis de la condition dans les circonstances ayant trait à ce réseau particulier;
- c) la demande comprend, si les règlements l'exigent, une évaluation préparée conformément à ceux-ci qui démontre que l'octroi de la dispense demandée n'entraînera pas un danger de l'eau potable pour la

health hazard and the Director agrees with the conclusions of the assessment;

- (d) the owner has conducted public consultations on the application, if any are required by the regulations, and the public consultations, if required, have been conducted in accordance with the prescribed requirements; and
- (e) the owner has obtained all consents from individuals that are required by the regulations before the relief may be given.

Licence renewal

47. After consideration of an application to renew a municipal drinking-water licence, the Director shall renew the licence if the Director is satisfied that,

- (a) the system is and will continue to be operated by an accredited operating authority;
- (b) a drinking-water works permit remains in force for the system;
- (c) the operational plans for the system satisfy the requirements for the system under the Director's directions in Part III for the particular system or type of system;
- (d) the financial plans for the system, if required, satisfy the requirements under this Act;
- (e) the system has been and will continue to be operated in accordance with the requirements under this Act and the licence; and
- (f) a permit to take water under section 34 of the *Ontario Water Resources Act* remains in force, if the licence relates to a part of a system that takes water from a raw water supply and a permit to take water is required under that Act.

Revocation of licence

48. The Director may revoke a municipal drinking-water licence if,

- (a) the licence was issued on the basis of false information or information that was incomplete in a material respect;
- (b) the licence was issued in error or to the wrong person;
- (c) the drinking-water works permit for the system is revoked;
- (d) a drinking-water works permit is issued to decommission the system;
- (e) the owner of the system applies for revocation;
- (f) a permit to take water issued under the *Ontario Water Resources Act* that is required for the system is revoked or expires;

santé, et le directeur est d'accord avec les conclusions de l'évaluation;

- d) le propriétaire a procédé à des consultations publiques au sujet de la demande, si les règlements en exigent, et ces consultations, le cas échéant, ont été menées conformément aux exigences prescrites;
- e) le propriétaire a obtenu des particuliers tous les consentements qu'exigent les règlements avant que la dispense ne puisse être octroyée.

Renouvellement d'un permis municipal

47. Après avoir examiné une demande de renouvellement d'un permis municipal d'eau potable, le directeur renouvelle le permis s'il est convaincu de ce qui suit :

- a) le réseau est et continuera d'être exploité par un organisme d'exploitation agréé;
- b) un permis d'aménagement de station de production d'eau potable demeure en vigueur à l'égard du réseau;
- c) les plans d'exploitation du réseau satisfont aux exigences à l'égard du réseau contenues dans les directives qu'a données le directeur en vertu de la partie III pour ce réseau ou ce genre de réseaux particulier;
- d) les plans financiers dressés pour le réseau, s'ils sont exigés, satisfont aux exigences prévues par la présente loi;
- e) le réseau a été jusqu'ici et continuera d'être exploité conformément aux exigences prévues par la présente loi et par le permis municipal;
- f) un permis de prélèvement d'eau délivré en application de l'article 34 de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario* demeure en vigueur, si le permis municipal a trait à une partie d'un réseau qui capte de l'eau en provenance d'un approvisionnement en eau brute et qu'un permis de prélèvement d'eau est exigé en application de cette loi.

Révocation d'un permis municipal

48. Le directeur peut révoquer un permis municipal d'eau potable si, selon le cas :

- a) le permis a été délivré en se fondant sur des renseignements faux ou qui étaient incomplets sous un aspect important;
- b) le permis a été délivré par erreur ou à la mauvaise personne;
- c) le permis d'aménagement de station de production d'eau potable délivré pour le réseau est révoqué;
- d) un permis d'aménagement de station de production d'eau potable est délivré pour désaffecter le réseau;
- e) le propriétaire du réseau demande la révocation;
- f) un permis de prélèvement d'eau délivré en application de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario* qui est exigé pour le réseau est révoqué ou expire;

- (g) the system is not operated by an accredited operating authority; or
- (h) the licence has been suspended under section 49.

Suspension of licence

49. The Director may suspend a municipal drinking-water licence if,

- (a) the Director is of the opinion that the continuing operation of the system will result in a drinking-water health hazard;
- (b) the owner of the system has failed or refused to correct a deficiency associated with the system; or
- (c) the system is not operated by an accredited operating authority.

Reinstatement of suspended licence

50. The Director may reinstate a licence for a system that is suspended under section 49 if the reason for suspending the licence no longer exists and there are no additional grounds for suspending the licence.

Transfer of municipal drinking-water system

51. If a municipality transfers the ownership of a municipal drinking-water system to a person other than another municipality,

- (a) the municipality shall ensure that the agreement transferring the ownership of the system includes all the provisions required to be included by the regulations to ensure continuing municipal responsibility for the system; and
- (b) the drinking-water system shall be deemed to continue to be a municipal drinking-water system and shall be subject to all requirements under this Act that relate to municipal drinking-water systems.

PART VI REGULATED NON-MUNICIPAL DRINKING-WATER SYSTEMS

Prohibition, regulated non-municipal drinking-water systems

52. (1) No person shall establish, replace or operate a regulated non-municipal drinking-water system or carry out an alteration to the system except,

- (a) in accordance with the prescribed requirements that apply to the system; and
- (b) under the authority of and in accordance with an approval granted by the Director under this Part, if an approval is required under the regulations for the system.

Prohibition, fragmentation

(2) No person shall cause or permit the fragmentation of a non-municipal drinking-water system that is a regulated non-municipal drinking-water system for the purposes of this subsection unless the person first obtains the written consent of the Director.

Fragmentation

- (3) The Director shall not give his or her written con-

- g) le réseau n'est pas exploité par un organisme d'exploitation agréé;
- h) le permis a été suspendu en vertu de l'article 49.

Suspension d'un permis municipal

49. Le directeur peut suspendre un permis municipal d'eau potable si, selon le cas :

- a) il est d'avis que la poursuite de l'exploitation du réseau entraînera un danger de l'eau potable pour la santé;
- b) le propriétaire du réseau n'a pas remédié à une défaillance liée au réseau ou a refusé de le faire;
- c) le réseau n'est pas exploité par un organisme d'exploitation agréé.

Rétablissement du permis suspendu

50. Le directeur peut rétablir le permis municipal relatif à un réseau qui est suspendu en vertu de l'article 49 si le motif de sa suspension n'existe plus et qu'il n'y a aucun autre motif de suspension.

Transfert du réseau municipal d'eau potable

51. Si une municipalité transfère la propriété d'un réseau municipal d'eau potable à une personne autre qu'une autre municipalité :

- a) d'une part, elle fait en sorte que l'entente de transfert de la propriété du réseau comprenne toutes les dispositions que les règlements exigent d'inclure dans l'entente pour garantir la continuité de la responsabilité municipale à l'égard du réseau;
- b) d'autre part, le réseau d'eau potable est réputé toujours être un réseau municipal d'eau potable et est assujéti à toutes les exigences prévues par la présente loi qui ont trait à un tel réseau.

PARTIE VI RÉSEAUX D'EAU POTABLE NON MUNICIPAUX RÉGLEMENTÉS

Interdiction : réseaux d'eau potable non municipaux réglementés

52. (1) Nul ne doit établir, remplacer ou exploiter un réseau d'eau potable non municipal réglementé ou transformer un tel réseau si ce n'est :

- a) d'une part, conformément aux exigences prescrites qui s'appliquent au réseau;
- b) d'autre part, en vertu d'une approbation accordée par le directeur en application de la présente partie et conformément à une telle approbation, si les règlements en exigent une à l'égard du réseau.

Fragmentation interdite

(2) Nul ne doit faire faire ou permettre la fragmentation d'un réseau d'eau potable non municipal qui est un réseau d'eau potable non municipal réglementé pour l'application du présent paragraphe, à moins d'avoir obtenu au préalable le consentement écrit du directeur.

Fragmentation

- (3) Le directeur ne doit pas donner son consentement

sent under subsection (2) for the fragmentation of a non-municipal drinking-water system or part of the system unless,

- (a) the Director has consulted the medical officer of health concerning the proposed fragmentation;
- (b) the owner of the system proves to the satisfaction of the Director that the owner gave written notice in a form and manner approved by the Director to each user of the system who would cease to be served by a system prescribed as a regulated non-municipal drinking-water system for the purposes of subsection (2) if the fragmentation proceeds; and
- (c) the owner of the system demonstrates to the Director's satisfaction that the fragmentation will not expose users of the fragmented system to a drinking-water health hazard and will not endanger the natural environment.

Application to existing systems

(4) Subsections (1) and (2) apply in respect of the operation, alteration or fragmentation of a system whether the system was established before or after those subsections come into force.

Exception, testing

(5) The requirements under subsection (1) in respect of the operation of a system do not apply if,

- (a) the operator of the system is conducting a test or experiment on the system;
- (b) the water under treatment in the test or experiment is not distributed to users of the system; and
- (c) no substance is discharged from the treatment system into the natural environment during the test or experiment.

Transition, deemed approval

(6) If a non-municipal drinking-water system requires an approval under this Part, an approval granted under section 52 of the *Ontario Water Resources Act* before this section comes into force,

- (a) is deemed to be an approval granted under this Part while the approval is in force; and
- (b) may be amended, suspended, reinstated or revoked as if it were an approval granted by the Director under this Part.

Revocation of deemed approval

(7) If a non-municipal drinking-water system is not required under this Part to have an approval and an approval has been granted for the system under section 52 of the *Ontario Water Resources Act*, the approval under the *Ontario Water Resources Act* shall be deemed to be revoked on the date specified in the regulations.

écrit, prévu au paragraphe (2), à la fragmentation d'un réseau d'eau potable non municipal ou d'une partie de celui-ci, sauf si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le directeur a consulté le médecin-hygiéniste au sujet de la fragmentation proposée;
- b) le propriétaire du réseau prouve de façon satisfaisante au directeur qu'il a donné un préavis écrit sous la forme et de la façon qu'approuve celui-ci à chacun des usagers du réseau qui cesseraient d'être desservis par un réseau prescrit comme réseau d'eau potable non municipal réglementé pour l'application du paragraphe (2) si la fragmentation était entreprise;
- c) le propriétaire du réseau démontre de façon satisfaisante au directeur que la fragmentation n'exposera pas les usagers du réseau fragmenté à un danger de l'eau potable pour la santé ni ne mettra l'environnement naturel en danger.

Application aux réseaux existants

(4) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent à l'égard de l'exploitation, de la transformation ou de la fragmentation d'un réseau, que celui-ci ait été établi avant ou après l'entrée en vigueur de ces paragraphes.

Exception : analyses

(5) Les exigences visées au paragraphe (1) à l'égard de l'exploitation d'un réseau ne s'appliquent pas si les conditions suivantes sont réunies :

- a) l'exploitant du réseau effectue une analyse ou une expérience concernant le réseau;
- b) l'eau traitée au cours de l'analyse ou de l'expérience n'est pas distribuée aux usagers du réseau;
- c) aucune substance émanant du système de traitement n'est rejetée dans l'environnement naturel au cours de l'analyse ou de l'expérience.

Disposition transitoire : approbation réputée accordée

(6) Si un réseau d'eau potable non municipal nécessite l'obtention d'une approbation en application de la présente partie, l'approbation accordée en application de l'article 52 de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario* avant l'entrée en vigueur du présent article :

- a) d'une part, est réputée une approbation accordée en application de la présente partie tant que l'approbation est en vigueur;
- b) d'autre part, peut être modifiée, suspendue, rétablie ou révoquée comme s'il s'agissait d'une approbation accordée par le directeur en application de la présente partie.

Révocation d'une approbation réputée accordée

(7) Si un réseau d'eau potable non municipal ne nécessite pas l'obtention d'une approbation en application de la présente partie et qu'une approbation a été accordée en application de l'article 52 de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario* à l'égard du réseau, cette approbation est réputée révoquée à la date que précisent les règlements.

Prohibition, development

53. (1) No person shall construct a non-municipal drinking-water system that is intended to serve a major residential development within the geographic area of a municipality or extend an existing non-municipal drinking-water system within the geographic area of a municipality to serve a major residential development, unless the person obtains the written consent of the municipality to do so.

Same

(2) If a non-municipal drinking-water system crosses a municipal boundary and requires a consent for its construction or extension under subsection (1), a consent shall be obtained from each municipality in which the system is or will be located.

May impose conditions

(3) A municipality may give a written consent under subsection (1) subject to such conditions and limits as it considers necessary to prevent a deficiency in connection with the system.

Financial assurance

(4) If a municipality grants a consent mentioned in subsection (1), the municipality may, as a condition of granting the consent, require the owner of the system to provide cash, a letter of credit from a bank, a bond or another form of financial assurance that the municipality considers appropriate in any amount the municipality believes is necessary to ensure that the municipality has sufficient funds to deal with any failure by the owner or a future owner to comply with an order issued under this Act,

- (a) that relates to a deficiency with the system; or
- (b) that arises after the system or part of the system is abandoned, within the meaning of Part IX.

Copy of consent

(5) If a municipality grants a consent mentioned in subsection (1), the municipality shall provide the Director with a copy of the consent within 30 days of granting the consent.

Interpretation

(6) In this section, a reference to a municipality means, in the case of a two-tier municipality, the municipality that has jurisdiction to provide a water public utility under the *Municipal Act, 2001*.

Applications**New system**

54. (1) A person who proposes to establish a new regulated non-municipal drinking-water system or replace a regulated non-municipal drinking-water system with a new regulated non-municipal drinking-water system shall apply to the Director for an approval for the proposed system if an approval is required under the regulations for the proposed system.

Interdiction : promotion

53. (1) Nul ne doit construire un réseau d'eau potable non municipal qui est destiné à desservir un grand aménagement résidentiel situé dans le secteur géographique d'une municipalité ni agrandir un tel réseau existant pour qu'il desserve un grand aménagement résidentiel, à moins d'obtenir le consentement écrit de la municipalité pour ce faire.

Idem

(2) Si un réseau d'eau potable non municipal s'étend au-delà des limites d'une municipalité et nécessite un consentement aux fins de sa construction ou de son agrandissement en application du paragraphe (1), le consentement de chacune des municipalités dans lesquelles est ou sera situé le réseau doit être obtenu.

Conditions

(3) Une municipalité peut donner le consentement écrit visé au paragraphe (1) sous réserve des conditions et restrictions qu'elle estime nécessaires pour prévenir une défaillance liée au réseau.

Garantie financière

(4) Si une municipalité accorde le consentement visé au paragraphe (1), elle peut assortir son consentement d'une condition exigeant que le propriétaire du réseau fournisse des espèces, une lettre de crédit d'une banque, un cautionnement ou une autre forme de garantie financière que la municipalité estime appropriée, selon un montant qu'elle croit nécessaire pour faire en sorte qu'elle ait des fonds suffisants pour traiter de tout manquement du propriétaire ou d'un futur propriétaire à son obligation de se conformer à un arrêté pris ou à une ordonnance rendue en application de la présente loi :

- a) soit qui a trait à une défaillance au sein du réseau;
- b) soit qui découle de l'abandon, au sens de la partie IX, de tout ou partie du réseau.

Copie du consentement

(5) Si elle accorde le consentement visé au paragraphe (1), la municipalité en fournit une copie au directeur dans les 30 jours qui suivent.

Interprétation

(6) Au présent article, la mention d'une municipalité vaut mention, dans le cas d'une municipalité à deux paliers, de la municipalité qui a compétence pour fournir un service public d'approvisionnement en eau en application de la *Loi de 2001 sur les municipalités*.

Demandes**Nouveau réseau**

54. (1) La personne qui envisage d'établir un nouveau réseau d'eau potable non municipal réglementé ou de remplacer un tel réseau existant par un nouveau réseau d'eau potable non municipal réglementé demande au directeur de lui accorder une approbation à l'égard du réseau envisagé si les règlements exigent une telle approbation.

Alteration to system

(2) The owner of a non-municipal drinking-water system for which an approval is granted under this Part who proposes to carry out an alteration to the system that is not authorized by the approval shall apply to the Director for an amendment to the approval.

Applications for amendment, revocation

(3) An owner of a non-municipal drinking-water system for which an approval was granted under this Part may apply to the Director for an amendment to the approval or the revocation of the approval.

Voluntary application for approval

(4) An owner of a regulated non-municipal drinking-water system that is not required to have an approval may apply to the Director for an approval for the purpose of obtaining relief under section 60 from the duty of strict compliance with a regulatory requirement or for another purpose.

Requirements for application

- (5) An application under this section must,
- (a) be made in the manner and form approved by the Director and contain the information required by the Director;
 - (b) include a copy of any consent relating to the system that is required under section 53; and
 - (c) include all fees required on the application.

Additional information

- (6) In connection with an application under this section, the Director may require an applicant to,
- (a) submit plans, specifications, engineers' reports and other information and documents relating to the non-municipal drinking-water system; or
 - (b) carry out tests and experiments relating to the non-municipal drinking-water system or the raw water supply for the system, and report on the results.

Late application

55. If an order is issued under Part IX to a person requiring the submission of an application for an approval or an amendment to an approval for a non-municipal drinking-water system by reason of the person's failure to make an application in accordance with the requirements under this Act, or if the Director considers it necessary for the purposes of this Act,

- (a) the Director may accept and consider a late application as though it were made within the time specified under this Part; and
- (b) if the Director decides to issue or amend the approval, the Director may impose as a condition under section 57 the requirement that the person re-

Transformation du réseau

(2) Le propriétaire d'un réseau d'eau potable non municipal à l'égard duquel une approbation est accordée en application de la présente partie qui envisage de transformer le réseau d'une manière non autorisée par l'approbation demande au directeur de modifier l'approbation.

Demandes de modification ou de révocation

(3) Le propriétaire d'un réseau d'eau potable non municipal à l'égard duquel une approbation a été accordée en application de la présente partie peut demander au directeur de modifier ou de révoquer l'approbation.

Demande volontaire d'approbation

(4) Le propriétaire d'un réseau d'eau potable non municipal réglementé qui ne nécessite pas une approbation peut en demander une au directeur afin d'obtenir, en vertu de l'article 60, une dispense de l'obligation de se conformer rigoureusement à une exigence réglementaire ou à une autre fin.

Exigences applicables à la demande

- (5) La demande visée au présent article satisfait aux exigences suivantes :
- a) elle est présentée de la façon et sous la forme qu'approuve le directeur et contient les renseignements qu'exige celui-ci;
 - b) elle comprend une copie de tout consentement qu'exige l'article 53 relativement au réseau;
 - c) elle comprend tous les droits y afférents qui sont exigés.

Autres renseignements

- (6) Relativement à une demande visée au présent article, le directeur peut exiger de l'auteur de la demande :
- a) soit qu'il présente des plans, des devis, des rapports d'ingénieur et d'autres renseignements et documents relatifs au réseau d'eau potable non municipal;
 - b) soit qu'il effectue des analyses et des expériences relativement au réseau d'eau potable non municipal ou à l'approvisionnement en eau brute utilisée pour celui-ci, et qu'il présente un rapport sur les résultats obtenus.

Demande tardive

55. Si, en vertu de la partie IX, il est pris un arrêté exigeant qu'une personne présente une demande d'approbation ou de modification d'une approbation à l'égard d'un réseau d'eau potable non municipal parce qu'elle n'a pas présenté de demande conformément aux exigences prévues par la présente loi, ou si le directeur l'estime nécessaire pour l'application de celle-ci :

- a) d'une part, le directeur peut accepter et examiner une demande présentée en retard comme si elle avait été présentée dans le délai précisé en application de la présente partie;
- b) d'autre part, le directeur peut, s'il décide d'accorder ou de modifier l'approbation, imposer comme condition en vertu de l'article 57 l'exi-

verse any alteration that was made to the system that was not previously authorized by the Director in an approval.

Grant and amendment of approval

56. (1) After consideration of an application for an approval under this Part or an amendment to an approval, the Director shall, as he or she considers necessary for the purposes of this Act,

- (a) on an application for the grant of an approval under this Part, grant the approval with such conditions as the Director may impose under section 57;
- (b) on an application for the amendment of an approval under this Part, amend the approval to impose, vary or remove a condition, subject to subsection 57 (2); or
- (c) refuse to grant or amend the approval, as the case may be.

Same

(2) An approval granted under this Part for a system that was established before this section came into force may deal with any works associated with the system.

Approval conditions and Director's amendments

57. (1) The Director may,

- (a) impose such conditions in an approval under this Part at the time the approval is granted as the Director considers necessary for the purposes of this Act; and
- (b) on his or her own initiative, amend the approval to impose, vary or remove conditions in the approval at any time after it is granted, if the Director considers it necessary for the purposes of this Act.

Same

(2) The Director may impose any condition in an approval that may be imposed in a drinking-water works permit or a municipal drinking-water licence and may include an expiry date for the approval as a condition in the approval.

Permitting inspections

(3) It is a condition in every approval under this Part, whether or not it is specified in the approval, that the owner and every other operator of the system shall permit provincial officers to conduct inspections authorized under,

- (a) this Act;
- (b) section 156, 156.1 or 158 of the *Environmental Protection Act*;
- (c) section 13, 14 or 16 of the *Nutrient Management Act, 2002*;
- (d) section 15, 15.1 or 17 of the *Ontario Water Resources Act*;

gence portant que la personne défasse toute transformation qu'elle a faite au réseau et que le directeur n'avait pas autorisée dans l'approbation.

Octroi et modification de l'approbation

56. (1) Après avoir examiné une demande d'approbation présentée en application de la présente partie ou de modification de l'approbation, le directeur, s'il l'estime nécessaire pour l'application de la présente loi :

- a) soit, sur demande d'une approbation visée à la présente partie, accorde l'approbation avec les conditions dont il peut l'assortir en vertu de l'article 57;
- b) soit, sur demande de modification d'une approbation visée à la présente partie, modifie l'approbation de façon à l'assortir d'une condition ou à modifier ou à supprimer celle-ci, sous réserve du paragraphe 57 (2);
- c) soit refuse d'accorder ou de modifier l'approbation, selon le cas.

Idem

(2) L'approbation accordée en application de la présente partie à l'égard d'un réseau qui était établi avant l'entrée en vigueur du présent article peut traiter de tout ouvrage lié au réseau.

Conditions de l'approbation et modifications du directeur

57. (1) Le directeur peut :

- a) assortir une approbation visée à la présente partie, au moment où elle est accordée, des conditions qu'il estime nécessaires pour l'application de la présente loi;
- b) de sa propre initiative, modifier l'approbation de façon à l'assortir de conditions, après qu'elle a été accordée, ou à modifier ou à supprimer celles-ci s'il l'estime nécessaire pour l'application de la présente loi.

Idem

(2) Le directeur peut assortir une approbation de toute condition dont peut être assorti un permis d'aménagement de station de production d'eau potable ou un permis municipal d'eau potable et inclure dans l'approbation une date d'expiration de celle-ci comme condition.

Inspections permises

(3) Chaque approbation visée à la présente partie est assortie de la condition, qu'elle soit précisée ou non dans l'approbation, portant que le propriétaire et chaque autre exploitant du réseau permettent à des agents provinciaux d'effectuer des inspections autorisées en vertu de la loi et des dispositions de loi suivantes :

- a) la présente loi;
- b) l'article 156, 156.1 ou 158 de la *Loi sur la protection de l'environnement*;
- c) l'article 13, 14 ou 16 de la *Loi de 2002 sur la gestion des éléments nutritifs*;
- d) l'article 15, 15.1 ou 17 de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario*;

(c) section 19, 19.1 or 20 of the *Pesticides Act*.

Failure to apply for required approval

58. If a person proceeds to establish, replace, operate or carry out an alteration to a non-municipal drinking-water system without applying for any approval or amendment to an approval that is required by this Part and the person has failed to comply with an order issued under Part IX requiring the person to submit an application for it, the Director may,

- (a) retain, at the person's expense, such experts as the Director considers necessary for the investigation of the system and the raw water supply;
- (b) require the person to produce all documents under the person's control that relate to the drinking-water system; and
- (c) grant an approval for the system in accordance with his or her authority under this Part.

Certificate of compliance

59. If a prescribed requirement or a condition of an approval under this Part so provides, no owner of a regulated non-municipal drinking-water system shall put into service any works, equipment, mechanism or thing specified in the requirement or approval until the owner or the owner's designate has given the Director a certificate of compliance in such form as the Director requires.

Condition in approval, relief from regulatory requirements

Definition

60. (1) In this section,

“regulatory requirement” means a prescribed requirement relating to,

- (a) the sampling, testing or monitoring of water quality in a non-municipal drinking-water system or the reporting of the results, or
- (b) the treatment of water in a non-municipal drinking-water system.

Condition, relief from regulatory requirement

(2) Subject to subsection (3) and despite any other provision of this Act, the Director may impose a condition in an approval under this Part that,

- (a) provides relief from the duty of strict compliance with a regulatory requirement; or
- (b) imposes a condition in the approval, in place of a regulatory requirement, that is less onerous than the regulatory requirement.

Exception

(3) The Director shall not impose a condition described in subsection (2) in an approval unless,

e) l'article 19, 19.1 ou 20 de la *Loi sur les pesticides*.

Omission de demander l'approbation exigée

58. Si une personne se met à établir, à remplacer, à exploiter ou à transformer un réseau d'eau potable non municipal sans demander au préalable une approbation ou une modification d'une telle approbation, comme l'exige la présente partie, et que la personne ne s'est pas conformée à un arrêté pris en application de la partie IX exigeant qu'elle présente une demande en ce sens, le directeur peut :

- a) aux frais de la personne, retenir les services des experts qu'il estime nécessaires pour enquêter sur le réseau et sur l'approvisionnement en eau brute;
- b) exiger que la personne produise tous les documents dont elle a le contrôle et qui ont trait au réseau d'eau potable;
- c) accorder une approbation à l'égard du réseau conformément au pouvoir qui lui est conféré en vertu de la présente partie.

Certificat de conformité

59. Si une exigence prescrite ou une condition d'une approbation visée à la présente partie le prévoit, aucun propriétaire d'un réseau d'eau potable non municipal réglementé ne doit mettre en service des ouvrages, du matériel, des mécanismes ou des choses qui sont précisés dans l'exigence ou l'approbation tant que lui-même ou son délégué n'a pas donné au directeur un certificat de conformité sous la forme qu'exige celui-ci.

Condition de l'approbation : dispense concernant les exigences réglementaires

Définition

60. (1) La définition qui suit s'applique au présent article.

«exigence réglementaire» Exigence prescrite ayant trait :

- a) soit à l'échantillonnage, à l'analyse ou à la surveillance de la qualité de l'eau d'un réseau d'eau potable non municipal ou à la communication des résultats;
- b) soit au traitement de l'eau d'un réseau d'eau potable non municipal.

Condition : dispense concernant une exigence réglementaire

(2) Sous réserve du paragraphe (3) et malgré toute autre disposition de la présente loi, le directeur peut assortir une approbation accordée en application de la présente partie d'une condition qui, selon le cas :

- a) prévoit une dispense de l'obligation de se conformer rigoureusement à une exigence réglementaire;
- b) assortit l'approbation d'une condition, au lieu d'une exigence réglementaire, qui est moins astreignante que cette dernière.

Exception

(3) Le directeur ne doit pas assortir une approbation d'une condition visée au paragraphe (2), sauf si les conditions suivantes sont réunies :

- (a) the owner of the drinking-water system has applied in writing to the Director for relief from the regulatory requirement;
- (b) the regulations do not prohibit the Director from including the condition in the approval under the circumstances relating to the particular system;
- (c) the application includes, if required by the regulations, an assessment prepared in accordance with the regulations that demonstrates that providing the relief sought will not result in a drinking-water health hazard and the Director agrees with the conclusions of the assessment;
- (d) the owner has conducted public consultations on the application, if any are required by the regulations, and the public consultations, if required, have been conducted in accordance with the prescribed requirements; and
- (e) the owner has obtained all consents from individuals that are required by the regulations before the relief may be given.

If no approval required for system

(4) If an approval is granted by the Director to provide relief from a regulatory requirement for a regulated non-municipal drinking-water system that does not require an approval under this Part, the approval granting the regulatory relief shall not be construed as an approval granted for the system under this Part.

Suspension, revocation of approval

61. (1) The Director may suspend an approval for a non-municipal drinking-water system if,

- (a) the Director is of the opinion that the continuing operation of the system will result in a drinking-water health hazard;
- (b) the owner of the system has failed or refused to correct a deficiency associated with the system;
- (c) the system is abandoned within the meaning of Part IX; or
- (d) an accredited operating authority is not in charge of the system and the regulations require an accredited operating authority to be in charge of the system.

Notice of suspension

(2) If the Director suspends an approval under subsection (1), the Director shall notify the local municipality in which the system that is the subject of the approval is located.

Reinstatement after suspension

(3) The Director may reinstate an approval for a system if the reason for suspending the approval no longer exists and there are no additional grounds for suspending the approval.

- a) le propriétaire du réseau d'eau potable lui a demandé par écrit de le dispenser de l'exigence réglementaire;
- b) les règlements ne lui interdisent pas d'assortir l'approbation de la condition dans les circonstances ayant trait à ce réseau particulier;
- c) la demande comprend, si les règlements l'exigent, une évaluation préparée conformément à ceux-ci qui démontre que l'octroi de la dispense demandée n'entraînera pas un danger de l'eau potable pour la santé, et le directeur est d'accord avec les conclusions de l'évaluation;
- d) le propriétaire a procédé à des consultations publiques au sujet de la demande, si les règlements en exigent, et ces consultations, le cas échéant, ont été menées conformément aux exigences prescrites;
- e) le propriétaire a obtenu des particuliers tous les consentements qu'exigent les règlements avant que la dispense ne puisse être octroyée.

Approbation non obligatoire à l'égard du réseau

(4) Si le directeur accorde une approbation de dispense d'une exigence réglementaire à l'égard d'un réseau d'eau potable non municipal réglementé qui ne nécessite pas d'approbation en application de la présente partie, l'approbation octroyant la dispense ne doit pas être interprétée comme étant une approbation accordée à l'égard du réseau en application de la présente partie.

Suspension et révocation de l'approbation

61. (1) Le directeur peut suspendre une approbation accordée à l'égard d'un réseau d'eau potable non municipal si, selon le cas :

- a) il est d'avis que la poursuite de l'exploitation du réseau entraînera un danger de l'eau potable pour la santé;
- b) le propriétaire du réseau n'a pas remédié à une défaillance liée au réseau ou a refusé de le faire;
- c) le réseau est abandonné au sens de la partie IX;
- d) aucun organisme d'exploitation agréé n'est responsable du réseau, contrairement à ce qu'exigent les règlements.

Avis de suspension

(2) S'il suspend une approbation en vertu du paragraphe (1), le directeur avise la municipalité locale où est situé le réseau visé par l'approbation.

Rétablissement après la suspension

(3) Le directeur peut rétablir une approbation accordée à l'égard d'un réseau si le motif de sa suspension n'existe plus et qu'il n'y a aucun autre motif de suspension de l'approbation.

Revocation of approval

(4) The Director may revoke an approval for a non-municipal drinking-water system granted under this Part if,

- (a) the approval was issued on the basis of false information or information that was incomplete in a material respect;
- (b) the approval was issued in error or to the wrong person;
- (c) the owner of the system has decommissioned the system in accordance with the conditions in the approval;
- (d) the owner of the system applies for revocation;
- (e) at least 365 days have passed since the approval was issued, no application for an extension of any deadlines specified in the approval has been received by the Director and the Director has reasonable grounds for believing that,
 - (i) the establishment of the system has not been significantly advanced since the approval was issued, or
 - (ii) work to establish the system has been essentially discontinued for a period of at least 365 days;
- (f) the system, if required under this Act, is not operated by an accredited operating authority; or
- (g) the approval has been suspended.

**PART VII
DRINKING-WATER TESTING**

Authorization of drinking-water tests

62. For the purposes of this Act, a drinking-water testing licence only authorizes the offer or provision of a drinking-water testing service that involves the conduct of a drinking-water test at a laboratory if,

- (a) the test is specified in the licence or is in a class specified in the licence;
- (b) the laboratory is specified in the licence; and
- (c) where the test is in a class specified in the licence, either,
 - (i) the laboratory is accredited by an accreditation body for drinking-water testing to conduct the test, or
 - (ii) the licence expressly authorizes the conduct of the test.

Requirement for licence

63. (1) No person shall offer or provide a drinking-water testing service except under the authority of and in accordance with a drinking-water testing licence.

Révocation de l'approbation

(4) Le directeur peut révoquer une approbation accordée à l'égard d'un réseau d'eau potable non municipal en application de la présente partie si, selon le cas :

- a) l'approbation a été accordée en se fondant sur des renseignements faux ou qui étaient incomplets sous un aspect important;
- b) l'approbation a été accordée par erreur ou à la mauvaise personne;
- c) le propriétaire du réseau a désaffecté ce dernier conformément aux conditions de l'approbation;
- d) le propriétaire du réseau demande la révocation;
- e) au moins 365 jours se sont écoulés depuis que l'approbation a été accordée, aucune demande de prorogation des dates limites précisées dans l'approbation n'a été reçue par le directeur et celui-ci a des motifs raisonnables de croire :
 - (i) soit que l'établissement du réseau n'a pas fait de progrès importants depuis que l'approbation a été accordée,
 - (ii) soit que les travaux d'établissement du réseau se sont essentiellement arrêtés pendant au moins 365 jours;
- f) le réseau, s'il doit être exploité par un organisme d'exploitation agréé en application de la présente loi, ne l'est pas;
- g) l'approbation a été suspendue.

**PARTIE VII
ANALYSES DE L'EAU POTABLE**

Autorisation d'analyses de l'eau potable

62. Pour l'application de la présente loi, un permis d'analyse de l'eau potable n'autorise à offrir ou à fournir un service d'analyse de l'eau potable consistant à effectuer une analyse de l'eau potable à un laboratoire que si les conditions suivantes sont réunies :

- a) l'analyse est précisée dans le permis, ou appartient à une catégorie qui y est précisée;
- b) le laboratoire est précisé dans le permis;
- c) dans le cas où l'analyse appartient à une catégorie précisée dans le permis :
 - (i) soit le laboratoire est agréé par un organisme d'agrément aux fins des analyses de l'eau potable pour effectuer l'analyse,
 - (ii) soit le permis autorise expressément la conduite de l'analyse.

Permis obligatoire

63. (1) Nul ne doit offrir ni fournir un service d'analyse de l'eau potable si ce n'est en vertu d'un permis d'analyse de l'eau potable et conformément à un tel permis.

Exception, prescribed testing at drinking-water systems

(2) Subsection (1) does not apply to the offer or provision of a drinking-water testing service that involves only the conduct of a prescribed test at a drinking-water system by a person with prescribed qualifications under the authority of the owner or operating authority of the system in relation to water supplied through the system.

Employees, etc.

(3) A person employed or otherwise engaged to conduct drinking-water tests by a person who offers or provides a drinking-water testing service shall not be taken to offer or provide a drinking-water testing service by virtue only of such employment or engagement.

ACCREDITATION OF LABORATORIES**Accreditation body for drinking-water testing**

64. (1) One or more accreditation bodies for drinking-water testing shall be designated or established for the purposes of administering programs to accredit laboratories for the conduct of drinking-water tests under the authority of drinking-water testing licences.

Designation by agreement

(2) The Minister may designate a person as an accreditation body for drinking-water testing by entering into an accreditation agreement with the person.

Same

(3) A person who enters into an accreditation agreement under this Part ceases to be designated as an accreditation body for drinking-water testing on the termination of the agreement.

Designation or establishment by regulation

(4) One or more accreditation bodies for drinking-water testing may be designated or established by the regulations, whether or not the Minister enters into an accreditation agreement under this Part.

No action for termination of agreement, etc.

(5) No action or other proceeding shall be commenced in respect of,

- (a) the termination by the Minister of an accreditation agreement; or
- (b) the revocation of a regulation or a provision of a regulation designating or establishing an accreditation body for drinking-water testing.

Obligations of accreditation body

65. (1) Every accreditation body for drinking-water testing shall exercise and perform its powers and duties in accordance with the requirements under this Act and its accreditation agreement, if any.

Exception : analyses prescrites effectuées dans les réseaux d'eau potable

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'offre ni à la fourniture d'un service d'analyse de l'eau potable s'il ne s'agit que de faire effectuer une analyse prescrite sur les lieux d'un réseau d'eau potable par une personne ayant les qualités prescrites et relevant du propriétaire ou de l'organisme d'exploitation du réseau en ce qui a trait à l'eau fournie par le réseau.

Employés

(3) La personne employée ou engagée d'autre façon pour effectuer des analyses de l'eau potable par une personne qui offre ou fournit un service d'analyse de l'eau potable ne doit pas être considérée comme offrant ou fournissant un tel service du seul fait de son emploi ou de son engagement.

AGRÈMENT DES LABORATOIRES**Organisme d'agrément aux fins des analyses de l'eau potable**

64. (1) Un ou plusieurs organismes d'agrément sont désignés ou créés, aux fins des analyses de l'eau potable, pour administrer les programmes d'agrément des laboratoires chargés d'effectuer des analyses de l'eau potable aux termes de permis d'analyse de l'eau potable.

Désignation par entente

(2) Le ministre peut désigner une personne comme organisme d'agrément aux fins des analyses de l'eau potable en concluant une entente d'agrément avec elle.

Idem

(3) La personne qui conclut une entente d'agrément en application de la présente partie cesse d'être désignée comme organisme d'agrément aux fins des analyses de l'eau potable dès la résiliation de l'entente.

Désignation ou création par règlement

(4) Un ou plusieurs organismes d'agrément peuvent être désignés ou créés par les règlements aux fins des analyses de l'eau potable, que le ministre conclue ou non une entente d'agrément en application de la présente partie.

Aucune action pour résiliation de l'entente

(5) Sont irrecevables les actions ou autres instances introduites à l'égard :

- a) soit de la résiliation d'une entente d'agrément par le ministre;
- b) soit de l'abrogation d'un règlement ou d'une disposition d'un règlement désignant ou créant un organisme d'agrément aux fins des analyses de l'eau potable.

Responsabilités de l'organisme d'agrément

65. (1) Chaque organisme d'agrément aux fins des analyses de l'eau potable exerce ses pouvoirs et ses fonctions conformément aux exigences prévues par la présente loi et par son entente d'agrément, le cas échéant.

Audit reports, copies to Director

(2) Every accreditation body for drinking-water testing shall, within the time specified by the Director, give to the Director a copy of the report of any drinking-water testing audit required by the accreditation body.

Audit reports, public availability

(3) The Director shall make the results of any drinking-water testing audit required by the accreditation body available to any person, including a provincial officer, who requests it.

Notice of proposed suspension or revocation

(4) Every accreditation body for drinking-water testing shall, within the time specified by the Director,

- (a) notify the Director in writing of any proposed suspension or revocation of accreditation, for a drinking-water test or tests, of the laboratory at which a licensee conducts drinking-water tests, including the reasons for the proposed action; and
- (b) notify the Director in writing if the body implements the proposed suspension or revocation mentioned in clause (a).

Accreditation agreement

66. (1) The Minister may enter into an accreditation agreement with a person, and every accreditation agreement shall include the following:

- 1. The requirement that the person establish and administer a program to accredit laboratories for the conduct of drinking-water tests under the authority of drinking-water testing licences.
- 2. The terms on which the accreditation program is to be administered.
- 3. The authority for and procedures governing the granting, suspending and revocation of accreditation.
- 4. Provision for the person to be able to make decisions about accreditation by reference to,
 - i. a testing standard or standards included in, or adopted by, the agreement, including an adopted standard as amended from time to time after the agreement is made,
 - ii. a testing standard or standards prescribed by the regulations, including a standard or standards in a document or documents adopted by the regulations, or
 - iii. advice received from any other body.
- 5. The requirement that the person comply with applicable Ministry standards and policies in administering the accreditation program.

Rapports de vérification : remise de copies au directeur

(2) Chaque organisme d'agrément aux fins des analyses de l'eau potable remet au directeur, dans le délai qu'il précise, une copie du rapport de toute vérification des analyses de l'eau potable exigée par l'organisme.

Rapports de vérifications accessibles au public

(3) Le directeur met à la disposition de toute personne qui le demande, notamment d'un agent provincial, les résultats de toute vérification des analyses de l'eau potable exigée par l'organisme d'agrément.

Préavis de suspension ou de révocation proposée

(4) Chaque organisme d'agrément aux fins des analyses de l'eau potable fait ce qui suit dans le délai que précise le directeur :

- a) il avise le directeur par écrit de la suspension ou de la révocation proposée de l'agrément, aux fins d'une ou de plusieurs analyses de l'eau potable, du laboratoire où un titulaire de permis effectue des analyses de l'eau potable, ainsi que des motifs de la mesure proposée;
- b) il avise le directeur par écrit s'il met en oeuvre la suspension ou la révocation proposée visée à l'alinéa a).

Entente d'agrément

66. (1) Le ministre peut conclure une entente d'agrément avec une personne et chaque entente doit comporter les éléments suivants :

- 1. L'exigence portant que la personne élabore et administre un programme d'agrément des laboratoires chargés d'effectuer des analyses de l'eau potable aux termes de permis d'analyse de l'eau potable.
- 2. Les conditions d'administration du programme d'agrément.
- 3. Le pouvoir d'octroi, de suspension et de révocation d'un agrément et les modalités les régissant.
- 4. La possibilité pour la personne de prendre des décisions au sujet de l'agrément en tenant compte, selon le cas :
 - i. de la ou des normes d'analyse comprises dans l'entente, ou adoptées par celle-ci, notamment des normes adoptées après la conclusion de l'entente, avec leurs modifications successives,
 - ii. de la ou des normes d'analyse prescrites par les règlements, notamment de celles contenues dans un ou plusieurs documents adoptés par ceux-ci,
 - iii. des conseils obtenus d'un autre organisme.
- 5. L'exigence portant que la personne se conforme aux normes et aux politiques applicables du ministère lorsqu'elle administre le programme d'agrément.

6. The requirement that the person administer an audit program to audit conformity by the holders of drinking-water testing licences with the testing standard or standards mentioned in paragraph 4.
7. The terms for the administration of the audit program, including the following:
 - i. The frequency of audits.
 - ii. The required qualifications of the testing auditors.
 - iii. The powers and duties of the testing auditors.
 - iv. The types of matters to be audited and the requirements for reporting the testing auditors' findings and recommendations.
 - v. The requirement that copies of all audit reports be provided to the Minister and the licensee that is the subject of the audit, and the results be made available to the public.
8. The requirements for the giving of notice in writing of a proposed suspension or revocation of accreditation, for a drinking-water test or tests, of the laboratory at which a licensee conducts drinking-water tests to the Director and the licensee in the manner specified in the agreement, including the reasons for the proposed action.
9. The entitlement of the Minister to review or audit, at such time or times as the Minister considers advisable, the performance of the person under the agreement, including the conduct and results of audits under the agreement.
10. The requirement that the person obtain and maintain specified kinds and amounts of insurance.
11. Provisions governing the amendment and termination of the agreement.

Same

(2) Subsection (1) does not prohibit the inclusion in the agreement of such other provisions as the Minister considers advisable that are consistent with the provisions described in subsection (1) and the purposes of the agreement.

Compliance with audit

67. Every person who offers or provides a drinking-water testing service shall,

- (a) submit to and assist with all audits required by an accreditation body for drinking-water testing; and
- (b) consent to the release to the Director of all audit reports relating to the service and the release to the public of the results of the audits.

6. L'exigence portant que la personne administre un programme de vérification de la conformité des titulaires de permis d'analyse de l'eau potable à la ou aux normes d'analyse visées à la disposition 4.
7. Les conditions d'administration du programme de vérification, notamment :
 - i. La fréquence des vérifications.
 - ii. Les qualités exigées des vérificateurs d'analyses.
 - iii. Les pouvoirs et fonctions des vérificateurs d'analyses.
 - iv. Les genres de questions devant faire l'objet d'une vérification et les exigences en matière de communication des conclusions et des recommandations des vérificateurs d'analyses.
 - v. L'exigence portant que des copies de tous les rapports de vérification soient remises au ministre et au titulaire de permis visé par la vérification et que les résultats soient mis à la disposition du public.
8. Les exigences portant que soient donnés au directeur et au titulaire de permis, de la manière précisée dans l'entente, un préavis écrit de la suspension ou de la révocation proposée de l'agrément, aux fins d'une ou de plusieurs analyses de l'eau potable, du laboratoire où un titulaire de permis effectue des analyses de l'eau potable, ainsi que les motifs de la mesure proposée.
9. Le droit qu'a le ministre d'étudier ou de vérifier, aux moments qu'il estime opportuns, le rendement de la personne aux termes de l'entente, notamment la conduite et les résultats des vérifications prévues par celle-ci.
10. L'exigence portant que la personne souscrive et maintienne en vigueur des genres précisés d'assurance, selon des montants précisés.
11. Des dispositions régissant la modification et la résiliation de l'entente.

Idem

(2) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet d'interdire l'inclusion dans l'entente des autres dispositions que le ministre estime opportunes et qui sont conformes aux dispositions visées à ce paragraphe et aux objets de l'entente.

Conformité à la vérification

67. Chaque personne qui offre ou fournit un service d'analyse de l'eau potable :

- a) d'une part, se soumet et apporte son concours à toutes les vérifications qu'exige un organisme d'agrément aux fins des analyses de l'eau potable;
- b) d'autre part, consent à la communication au directeur de tous les rapports de vérification ayant trait au service et à la communication au public des résultats des vérifications.

Report by auditor of violations

68. If an auditor, in the course of an audit, becomes aware of a violation of this Act, the regulations, a drinking-water testing licence or an order under this Act, the auditor shall report the violation to the Director as soon as practicable, and shall include a summary of his or her observations in relation to the violation in his or her report.

Obligation to report suspension or revocation of accreditation

69. If a laboratory's accreditation for a drinking-water test is suspended or revoked by an accreditation body for drinking-water testing, the person who holds a drinking-water testing licence for the laboratory shall, immediately after the suspension or revocation,

- (a) notify accordingly all owners and accredited operating authorities of drinking-water systems who could reasonably be expected to be affected by the suspension or revocation; and
- (b) provide a copy of the accreditation body's order or decision to suspend or revoke the accreditation to each owner and accredited operating authority described in clause (a).

Not an agent of the Crown

70. (1) Despite the *Crown Agency Act*, no accreditation body for drinking-water testing is or shall hold itself out as an agent of Her Majesty for any purpose.

Crown not liable for acts of accreditation bodies

(2) No action or other proceeding shall be instituted against the Crown, the Minister or any employee of the Ministry,

- (a) for any act done by an accreditation body for drinking-water testing in the execution or intended execution of a power or duty under this Act or its accreditation agreement, if any, or for an alleged neglect or default in the execution of such a power or duty; or
- (b) for any tort committed by an accreditation body for drinking-water testing or its employee or agent in relation to a power or duty under this Act or its accreditation agreement, if any.

Annual reports, etc., by accreditation bodies

71. (1) Every accreditation body for drinking-water testing shall report annually to the Minister on its activities over the previous year with respect to the execution of its powers and duties under this Act and its accreditation agreement, if any.

Rapport du vérificateur sur les violations

68. Si, au cours d'une vérification, il prend connaissance d'une violation de la présente loi, des règlements, d'un permis d'analyse de l'eau potable ou d'un arrêté pris ou d'une ordonnance rendue sous le régime de la présente loi, le vérificateur fait rapport de la violation au directeur dès que les circonstances le permettent et joint à son rapport un résumé de ses observations à ce sujet.

Obligation de faire rapport de la suspension ou de la révocation de l'agrément

69. Si un organisme d'agrément aux fins des analyses de l'eau potable suspend ou révoque l'agrément d'un laboratoire à l'égard d'une analyse de l'eau potable, la personne qui détient un permis d'analyse de l'eau potable pour le laboratoire prend immédiatement après les mesures suivantes :

- a) elle en avise tous les propriétaires et tous les organismes d'exploitation agréés des réseaux d'eau potable dont il serait raisonnable de s'attendre qu'ils seront touchés par la suspension ou la révocation;
- b) elle fournit à chaque propriétaire et à chaque organisme d'exploitation agréé visés à l'alinéa a) une copie de l'ordre ou de la décision de l'organisme d'agrément portant suspension ou révocation de l'agrément.

Non un mandataire de la Couronne

70. (1) Malgré la *Loi sur les organismes de la Couronne*, aucun organisme d'agrément aux fins des analyses de l'eau potable n'est ou ne doit se présenter comme mandataire de Sa Majesté à quelque fin que ce soit.

Immunité de la Couronne à l'égard des actes des organismes d'agrément

(2) Sont irrecevables les actions ou autres instances introduites contre la Couronne, le ministre ou un employé du ministère :

- a) soit pour un acte accompli par un organisme d'agrément aux fins des analyses de l'eau potable dans l'exercice effectif ou censé tel des pouvoirs ou fonctions qui lui sont attribués en application de la présente loi ou aux termes de son entente d'agrément, le cas échéant, ou pour une négligence ou un manquement qu'il aurait commis dans l'exercice de ces pouvoirs ou fonctions;
- b) soit pour un délit civil commis par un organisme d'agrément aux fins des analyses de l'eau potable ou par un de ses employés ou mandataires relativement aux pouvoirs ou fonctions qui lui sont attribués en application de la présente loi ou aux termes de son entente d'agrément, le cas échéant.

Rapports annuels des organismes d'agrément

71. (1) Chaque organisme d'agrément aux fins des analyses de l'eau potable présente chaque année au ministre un rapport sur ses activités de l'année précédente à l'égard de l'exercice des pouvoirs et fonctions qui lui sont attribués en application de la présente loi et aux termes de son entente d'agrément, le cas échéant.

Additional reports

(2) Every accreditation body for drinking-water testing shall provide such additional reports to the Minister as the Minister may require or as required by its accreditation agreement, if any, and the Minister shall make public a copy of the report in a form and manner the Minister considers appropriate.

DRINKING-WATER TESTING LICENCES**Applications****Licence**

72. (1) A person who proposes to offer a drinking-water testing service involving the conduct of drinking-water tests at a laboratory shall apply to the Director for a drinking-water testing licence authorizing the conduct of such tests at the laboratory.

Amendment

(2) The holder of a drinking-water testing licence may apply to the Director for an amendment to the licence.

Renewal

(3) The holder of a drinking-water testing licence may apply to the Director for the renewal of the licence before the expiry of the licence.

Requirements of application

(4) An application under this section must satisfy the following requirements:

1. The application must be made in the manner and form approved by the Director and contain the information required by the Director.
2. The application must include all prescribed information or documents.
3. All fees required on the application must be submitted to the Director as part of the application.

Director's decision, drinking-water testing licence

73. (1) After consideration of an application for a drinking-water testing licence, the Director shall, subject to subsection (2), issue a licence to the applicant in relation to the conduct of a drinking-water test or class of tests at a single laboratory specified in the licence if the Director is satisfied that,

- (a) either,
 - (i) the laboratory is accredited by an accreditation body for drinking-water testing for the conduct of the test or one or more tests within the class of tests, or
 - (ii) the requirements of section 74 are met in relation to the conduct of the test or tests;
- (b) the testing will be conducted using suitable laboratory facilities;

Autres rapports

(2) Chaque organisme d'agrément aux fins des analyses de l'eau potable présente au ministre les autres rapports que peut exiger celui-ci, ou qu'exige son entente d'agrément, le cas échéant, et le ministre rend public une copie du rapport sous la forme et de la façon qu'il estime appropriées.

PERMIS D'ANALYSE DE L'EAU POTABLE**Demandes****Permis d'analyse**

72. (1) La personne qui envisage d'offrir un service d'analyse de l'eau potable consistant à effectuer des analyses de l'eau potable à un laboratoire demande au directeur un permis d'analyse de l'eau potable qui l'autorise à les y effectuer.

Modification

(2) Le titulaire d'un permis d'analyse de l'eau potable peut demander au directeur de modifier le permis.

Renouvellement

(3) Le titulaire d'un permis d'analyse de l'eau potable peut demander au directeur de renouveler le permis avant son expiration.

Exigences applicables à la demande

(4) La demande visée au présent article doit satisfaire aux exigences suivantes :

1. Elle doit être présentée de la façon et sous la forme qu'approuve le directeur et contenir les renseignements qu'il exige.
2. Elle doit comprendre tous les renseignements ou documents prescrits.
3. Tous les droits y afférents qui sont exigés doivent être remis au directeur en même temps que la demande.

Décision du directeur : permis d'analyse de l'eau potable

73. (1) Après avoir examiné une demande de permis d'analyse de l'eau potable et sous réserve du paragraphe (2), le directeur délivre à l'auteur de la demande un permis à l'égard de la conduite d'une analyse ou catégorie d'analyses de l'eau potable à un seul laboratoire précisé dans le permis si le directeur est convaincu de ce qui suit :

- a) selon le cas :
 - (i) le laboratoire est agréé par un organisme d'agrément aux fins des analyses de l'eau potable pour effectuer l'analyse ou une ou plusieurs analyses appartenant à la catégorie d'analyses,
 - (ii) il est satisfait aux exigences de l'article 74 relativement à la conduite de l'analyse ou des analyses;
- b) les analyses seront effectuées dans des installations de laboratoire adéquates;

- (c) the applicant will have suitable resources, including staff, technical resources and records management systems, to comply with the requirements under this Act;
- (d) the applicant will be able to carry out the necessary test associated with the testing and to articulate the results to persons who submit drinking-water for testing;
- (e) the applicant will be able to meet the notice and reporting requirements to be imposed under the licence;
- (f) drinking-water testing services will be provided,
 - (i) in accordance with the requirements under this Act and the licence, and
 - (ii) with competence, honesty and integrity; and
- (g) any other prescribed criteria have been met.

Same

(2) In making a determination of whether to issue a licence under subsection (1), the Director shall,

- (a) take into consideration any prior failure of the applicant to comply with the requirements under this Act or an order issued under this Act, including the seriousness of the prior failure to comply; and
- (b) not issue the licence if the Director has reason to believe that, if the licence were issued, the applicant would fail to comply with the requirements under this Act or an order issued under this Act.

Authorized tests, specification by class

(3) If the Director issues a licence in relation to the conduct of a test or tests at a laboratory,

- (a) the licence need not specify the particular test or tests; and
- (b) the licence may state instead that the conduct of any test in a specified class of tests is authorized if,
 - (i) the laboratory is accredited to conduct the test, or
 - (ii) the conduct of the test is expressly authorized under the licence.

Expiry date

(4) The expiry date of a licence, including a licence that is renewed, shall be determined in accordance with the regulations.

Extension

- (5) The Director may authorize an extension of the

- c) l'auteur de la demande aura les ressources adéquates, notamment du personnel, des ressources techniques et des systèmes de gestion des dossiers, pour se conformer aux exigences prévues par la présente loi;
- d) l'auteur de la demande sera en mesure d'effectuer l'analyse pertinente nécessaire et d'en exprimer et communiquer les résultats aux personnes qui fournissent de l'eau potable aux fins d'analyse;
- e) l'auteur de la demande sera en mesure de satisfaire aux exigences imposées aux termes du permis en matière d'avis et de rapports;
- f) les services d'analyse de l'eau potable seront fournis :
 - (i) d'une part, conformément aux exigences prévues par la présente loi et par le permis,
 - (ii) d'autre part, avec compétence, honnêteté et intégrité;
- g) il a été satisfait aux autres critères prescrits.

Idem

(2) Lorsqu'il détermine s'il doit délivrer un permis en application du paragraphe (1), le directeur :

- a) d'une part, tient compte de tout manquement antérieur de l'auteur de la demande à son obligation de se conformer aux exigences prévues par la présente loi ou par un arrêté pris ou une ordonnance rendue en application de celle-ci, y compris la gravité du manquement;
- b) d'autre part, ne doit pas délivrer le permis s'il a des motifs de croire que s'il était délivré, l'auteur de la demande ne se conformerait pas aux exigences prévues par la présente loi ou par un arrêté pris ou une ordonnance rendue en application de celle-ci.

Analyses autorisées : par catégorie

(3) Si le directeur délivre un permis à l'égard de la conduite d'une ou de plusieurs analyses à un laboratoire, le permis:

- a) d'une part, n'a pas besoin de préciser l'analyse ou les analyses particulières;
- b) d'autre part, peut indiquer à la place que la conduite de n'importe laquelle des analyses appartenant à une catégorie d'analyses précisée est autorisée si, selon le cas :
 - (i) le laboratoire est agréé pour effectuer l'analyse,
 - (ii) le permis autorise expressément la conduite de l'analyse.

Date d'expiration

(4) La date d'expiration d'un permis, notamment d'un renouvellement de permis, est fixée conformément aux règlements.

Prorogation

- (5) Le directeur peut autoriser la prorogation de la date

expiry date of a licence if an application for renewal of the licence has been received and the decision on the application is not made on or before the expiry date.

Not transferable without consent

(6) A licence is not transferable without the consent of the Director.

Licence to authorize test at non-accredited laboratory

74. (1) The Director may issue or amend a drinking-water testing licence to authorize the conduct of a drinking-water test at a laboratory that is not accredited by an accreditation body for drinking-water testing for the conduct of the test only if subsection (2), (3) or (4) applies.

Location of laboratory

(2) This subsection applies if the Director is satisfied that,

- (a) it is desirable for the purposes of this Act that the test be available in the area in which the laboratory is situated, or is to be situated;
- (b) there is no laboratory, or there are insufficient laboratories, in the area for the conduct of the test under a drinking-water testing licence; and
- (c) the licensee will be capable of providing a drinking-water testing service involving the conduct of the test at the laboratory.

No accreditation standards in Ontario

(3) This subsection applies if the Director is satisfied that,

- (a) no accreditation body for drinking-water testing is able to provide accreditation for the conduct of the test because there are no accreditation standards for the test currently applicable in Ontario; and
- (b) the licensee will be capable of providing a drinking-water testing service involving the conduct of the test at the laboratory.

Prescribed laboratory

(4) This subsection applies if the laboratory is a prescribed laboratory or a member of a prescribed class of laboratories and the Director is satisfied that the drinking-water tests at the laboratory will be conducted by persons having the prescribed qualifications or experience.

Licence conditions

75. (1) The Director may, if he or she considers it necessary for the purposes of this Act,

- (a) impose conditions in a drinking-water testing licence at the time of issue of the licence; and
- (b) on his or her own initiative, amend a drinking-water testing licence at any time after it is issued in order to impose, vary or remove conditions in the licence.

d'expiration d'un permis si la demande de renouvellement du permis a été reçue et qu'aucune décision n'est prise à son égard au plus tard à la date d'expiration.

Incessibilité sauf du consentement

(6) Le permis est incessible sauf du consentement du directeur.

Permis autorisant la conduite d'analyses à un laboratoire non agréé

74. (1) Le directeur ne peut délivrer ou modifier un permis d'analyse de l'eau potable en vue d'autoriser la conduite d'une analyse de l'eau potable à un laboratoire qui n'est pas agréé pour la conduite de cette analyse par un organisme d'agrément aux fins des analyses de l'eau potable que si le paragraphe (2), (3) ou (4) s'applique.

Emplacement du laboratoire

(2) Le présent paragraphe s'applique si le directeur est convaincu de ce qui suit :

- a) il est souhaitable pour l'application de la présente loi que l'analyse soit disponible dans le secteur où est ou doit être situé le laboratoire;
- b) il n'existe aucun laboratoire dans le secteur pour effectuer l'analyse aux termes d'un permis d'analyse de l'eau potable, ou il n'en existe pas un nombre suffisant;
- c) le titulaire de permis sera en mesure de fournir un service d'analyse de l'eau potable consistant à effectuer l'analyse au laboratoire.

Aucune norme d'agrément en Ontario

(3) Le présent paragraphe s'applique si le directeur est convaincu de ce qui suit :

- a) aucun organisme d'agrément aux fins des analyses de l'eau potable n'est en mesure d'octroyer l'agrément aux fins de la conduite de l'analyse parce qu'aucune norme d'agrément pour l'analyse n'est applicable actuellement en Ontario;
- b) le titulaire de permis sera en mesure de fournir un service d'analyse de l'eau potable consistant à effectuer l'analyse au laboratoire.

Laboratoire prescrit

(4) Le présent paragraphe s'applique si le laboratoire est un laboratoire prescrit ou appartient à une catégorie prescrite de laboratoires et que le directeur est convaincu que les analyses de l'eau potable y seront effectuées par des personnes ayant les qualités ou l'expérience prescrites.

Conditions du permis d'analyse

75. (1) Le directeur peut, s'il l'estime nécessaire pour l'application de la présente loi :

- a) assortir un permis d'analyse de l'eau potable de conditions au moment de sa délivrance;
- b) de sa propre initiative, modifier un permis d'analyse de l'eau potable, après qu'il a été délivré, de façon à l'assortir de conditions ou à modifier ou à supprimer celles-ci.

Subject matter of conditions

(2) Without limiting subsection (1), and in addition to any condition under subsection (3), licence conditions may include any or all of the following:

1. Authorization for the conduct of a drinking-water test or tests at the laboratory specified in the licence, subject to section 74.
2. If the laboratory specified in the licence is not accredited by an accreditation body for drinking-water testing to conduct a particular drinking-water test,
 - i. authorization for the conduct of the test, subject to section 74, and
 - ii. a requirement, in conjunction with the conduct of the test, that a specified method be used or one or more other tests be conducted.
3. Staffing requirements.
4. Requirements for laboratory facilities and equipment.
5. Requirements for the analysis that must be conducted for any particular test.
6. Requirements for the method for articulating the results of any test to the person who submitted the drinking water for testing.
7. Reporting and notice requirements.

Statutory conditions

(3) A drinking-water testing licence is issued subject to the following conditions, whether or not they are specified in the licence:

1. The licensee may only cause or permit the conduct of the drinking-water tests authorized under the licence, at the laboratory specified in the licence.
2. If the licence authorizes the conduct of a class of drinking-water tests at a laboratory that is accredited to conduct one or more tests in that class,
 - i. a test in that class may be conducted there only while the accreditation for the test is still current, unless the licence expressly provides otherwise, and
 - ii. the licensee shall take all reasonable steps to keep the accreditation in good standing, including paying any fees required by an accreditation body for drinking-water testing.
3. The licensee shall take all reasonable steps to ensure compliance with the prescribed requirements for handling drinking-water samples and collecting information.

Matière des conditions

(2) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1) et en plus des conditions visées au paragraphe (3), les conditions dont est assorti un permis peuvent comprendre n'importe lequel ou l'ensemble des éléments suivants :

1. L'autorisation d'effectuer une ou plusieurs analyses de l'eau potable au laboratoire précisé dans le permis, sous réserve de l'article 74.
2. Si le laboratoire précisé dans le permis n'est pas agréé par un organisme d'agrément aux fins des analyses de l'eau potable pour effectuer une analyse de l'eau potable particulière :
 - i. d'une part, l'autorisation d'effectuer l'analyse, sous réserve de l'article 74,
 - ii. d'autre part, une exigence liée à la conduite de l'analyse et portant qu'une méthode précisée soit utilisée ou que soient effectuées une ou plusieurs autres analyses.
3. Des exigences en matière de dotation en personnel.
4. Des exigences en matière d'installations et de matériel de laboratoire.
5. Des exigences relatives à l'évaluation qui doit être faite à l'égard d'une analyse particulière.
6. Des exigences relatives à la méthode qui doit être utilisée pour exprimer et communiquer les résultats de toute analyse à la personne qui a fourni de l'eau potable aux fins d'analyse.
7. Des exigences en matière de rapports et d'avis.

Conditions légales

(3) Un permis d'analyse de l'eau potable est délivré aux conditions suivantes, que celles-ci y soient ou non précisées :

1. Le titulaire de permis peut seulement faire effectuer ou permettre que soient effectuées les analyses de l'eau potable qu'autorise le permis, au laboratoire qui y est précisé.
2. Si le permis autorise la conduite d'une catégorie d'analyses de l'eau potable à un laboratoire qui est agréé pour effectuer une ou plusieurs analyses appartenant à cette catégorie :
 - i. d'une part, une analyse appartenant à cette catégorie ne peut y être effectuée que pendant que l'agrément relatif à l'analyse est en vigueur, à moins que le permis ne prévoie expressément autre chose,
 - ii. d'autre part, le titulaire de permis prend toutes les mesures raisonnables pour maintenir l'agrément en règle, notamment en acquittant les droits qu'exige l'organisme d'agrément aux fins des analyses de l'eau potable.
3. Le titulaire de permis prend toutes les mesures raisonnables pour faire en sorte qu'il soit satisfait aux exigences prescrites relativement à la manutention des échantillons d'eau potable et à la collecte de renseignements.

4. The licensee shall not sub-contract with another person to perform a drinking-water testing service at another laboratory in relation to a sample submitted for testing unless,

- i. the person who submitted the sample consents, and
- ii. the other person is licensed under this Part for the conduct of the test at the other laboratory, or the other laboratory is an eligible laboratory for the purposes of section 11.

5. The licensee shall permit provincial officers to conduct inspections authorized under,

- i. this Act,
- ii. section 156, 156.1 or 158 of the *Environmental Protection Act*,
- iii. section 13, 14 or 16 of the *Nutrient Management Act, 2002*,
- iv. section 15, 15.1 or 17 of the *Ontario Water Resources Act*, or
- v. section 19, 19.1 or 20 of the *Pesticides Act*.

6. Any other prescribed condition.

Director's direction

76. (1) If the Director considers it necessary for the purposes of this Act, the Director may, by written notice, issue a direction to one or more holders of drinking-water testing licences that a drinking-water test or class of tests is to be conducted under the licence in accordance with a method specified in the direction.

May authorize test at non-accredited laboratory

(2) A direction under subsection (1) may authorize the conduct of a drinking-water test at a laboratory that is not accredited for the purpose if the Director considers it necessary for the purposes of this Act.

Amendment or revocation of direction

(3) The Director may amend or revoke a direction by written notice to all licensees to whom the direction was given.

Direction deemed a condition

(4) A direction given to a licensee under this section is deemed to be a condition of the licence.

Notice

(5) The Director shall give notice to the accreditation body for drinking-water testing of every direction issued under this section and every amendment and revocation of a direction.

4. Le titulaire de permis ne doit pas confier en sous-traitance à une autre personne la fourniture d'un service d'analyse de l'eau potable à un autre laboratoire relativement à un échantillon fourni aux fins d'analyse sauf si :

- i. d'une part, la personne qui a fourni l'échantillon y consent,
- ii. d'autre part, l'autre personne est pourvue d'un permis délivré en application de la présente partie qui l'autorise à effectuer l'analyse à l'autre laboratoire, ou cet autre laboratoire est un laboratoire admissible pour l'application de l'article 11.

5. Le titulaire de permis permet à des agents provinciaux d'effectuer des inspections autorisées, selon le cas, en vertu de la loi et des dispositions de loi suivantes :

- i. la présente loi,
- ii. l'article 156, 156.1 ou 158 de la *Loi sur la protection de l'environnement*,
- iii. l'article 13, 14 ou 16 de la *Loi de 2002 sur la gestion des éléments nutritifs*,
- iv. l'article 15, 15.1 ou 17 de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario*,
- v. l'article 19, 19.1 ou 20 de la *Loi sur les pesticides*.

6. Les autres conditions prescrites.

Directive du directeur

76. (1) S'il l'estime nécessaire pour l'application de la présente loi, le directeur peut, au moyen d'un avis écrit, donner à un ou plusieurs titulaires de permis d'analyse de l'eau potable une directive portant qu'une analyse ou catégorie d'analyses de l'eau potable soit effectuée aux termes du permis conformément à une méthode précisée dans la directive.

Autorisation possible d'une analyse à un laboratoire non agréé

(2) La directive prévue au paragraphe (1) peut autoriser la conduite d'une analyse de l'eau potable à un laboratoire qui n'est pas agréé à cette fin si le directeur l'estime nécessaire pour l'application de la présente loi.

Modification ou révocation d'une directive

(3) Le directeur peut modifier ou révoquer une directive en remettant un avis écrit à cet effet à tous les titulaires de permis auxquels elle a été donnée.

Directive réputée une condition

(4) La directive donnée à un titulaire de permis en vertu du présent article est réputée une condition de son permis.

Avis

(5) Le directeur remet à l'organisme d'agrément aux fins des analyses de l'eau potable un avis de chaque directive qu'il donne en vertu du présent article ainsi que de chaque modification et de chaque révocation d'une directive.

Expiry of direction

(6) A direction under this section remains in force until,

- (a) the day specified in the notice of revocation of the direction; or
- (b) the third anniversary of the day the direction is issued, if the direction is not revoked.

Licence amendment, renewal

77. (1) After consideration of an application to amend or renew a drinking-water testing licence in relation to the conduct of a drinking-water test or class of tests at a laboratory specified in the licence, the Director shall amend or renew the licence, as the case may be, if the Director is satisfied that,

- (a) either,
 - (i) the laboratory is accredited by an accreditation body for drinking-water testing for the conduct of the test or one or more tests within the class of tests, or
 - (ii) the requirements of section 74 are met in relation to the conduct of the test or tests;
- (b) the testing will be conducted using suitable laboratory facilities;
- (c) the licensee will have suitable resources, including staff, technical resources and records management systems, to comply with the requirements under this Act;
- (d) the licensee will be able to carry out the necessary analysis associated with the testing and to articulate the results to persons who submit drinking water for testing;
- (e) the licensee will be able to meet notice and reporting requirements imposed under the licence;
- (f) drinking-water testing services will be provided,
 - (i) in accordance with the requirements under this Act and the licence, and
 - (ii) with competence, honesty and integrity; and
- (g) any other prescribed criteria have been met.

Same

(2) In making a determination of whether to amend or renew a licence under subsection (1), the Director shall,

- (a) take into consideration any prior failure of the applicant to comply with the requirements under this

Durée d'effet de la directive

(6) La directive donnée en vertu du présent article demeure en vigueur :

- a) soit jusqu'au jour précisé dans l'avis de sa révocation;
- b) soit jusqu'au troisième anniversaire du jour où elle est donnée, si elle n'est pas révoquée.

Modification ou renouvellement d'un permis d'analyse

77. (1) Après avoir examiné une demande de modification ou de renouvellement d'un permis d'analyse de l'eau potable à l'égard de la conduite d'une analyse ou catégorie d'analyses de l'eau potable à un laboratoire précisé dans le permis, le directeur modifie ou renouvelle le permis, selon le cas, s'il est convaincu de ce qui suit :

- a) soit :
 - (i) le laboratoire est agréé par un organisme d'agrément aux fins des analyses de l'eau potable pour effectuer l'analyse ou une ou plusieurs analyses appartenant à la catégorie d'analyses,
 - (ii) il est satisfait aux exigences de l'article 74 relativement à la conduite de l'analyse ou des analyses;
- b) les analyses seront effectuées dans des installations de laboratoire adéquates;
- c) le titulaire de permis aura les ressources adéquates, notamment du personnel, des ressources techniques et des systèmes de gestion des dossiers, pour se conformer aux exigences prévues par la présente loi;
- d) le titulaire de permis sera en mesure de faire l'évaluation nécessaire à l'égard des analyses et d'en exprimer et communiquer les résultats aux personnes qui fournissent de l'eau potable aux fins d'analyse;
- e) le titulaire de permis sera en mesure de satisfaire aux exigences imposées aux termes du permis en matière d'avis et de rapports;
- f) les services d'analyse de l'eau potable seront fournis :
 - (i) d'une part, conformément aux exigences prévues par la présente loi et par le permis,
 - (ii) d'autre part, avec compétence, honnêteté et intégrité;
- g) il a été satisfait aux autres critères prescrits.

Idem

(2) Lorsqu'il détermine s'il doit modifier ou renouveler un permis en application du paragraphe (1), le directeur :

- a) d'une part, tient compte de tout manquement antérieur de l'auteur de la demande à son obligation de

Act or an order issued under this Act, including the seriousness of the prior failure to comply; and

- (b) not amend or renew the licence if the Director has reason to believe that, if the licence were amended or renewed, the applicant would fail to comply with the requirements under this Act or an order issued under this Act.

Revocation of licence

78. The Director may revoke a drinking-water testing licence if the Director is satisfied that,

- (a) the licence was issued on the basis of false information or information that was incomplete in a material respect;
- (b) the licence was issued in error or to the wrong person;
- (c) grounds would exist to refuse to renew the licence; or
- (d) the continuing provision of drinking-water testing services by the licensee, or from the laboratory specified in the licence, endangers or is likely to endanger public health.

Suspension of licence

79. (1) The Director may suspend a drinking-water testing licence if,

- (a) the Director is of the opinion that the continuing provision of drinking-water testing services by the licensee, or from the laboratory specified in the licence, endangers or is likely to endanger public health; or
- (b) the licensee is no longer authorized as provided by section 62 to offer or provide any drinking-water testing service.

Reinstatement after suspension

(2) The Director may reinstate a suspended drinking-water testing licence if the reason for suspending the licence no longer exists and there are no additional grounds for suspending the licence.

Public health endangered if decision stayed

80. (1) If the Director believes that a reviewable decision that he or she is about to make in respect of a drinking-water testing licence, if stayed by an appeal, would endanger, or likely endanger, public health, the Director shall include in the decision the reasons for his or her belief and shall also serve a copy of the decision on the Chief Medical Officer of Health.

Reviewable decision

(2) In this section, "reviewable decision" has the meaning given in section 127.

se conformer aux exigences prévues par la présente loi ou par un arrêté pris ou une ordonnance rendue en application de celle-ci, y compris la gravité du manquement;

- b) d'autre part, ne doit pas modifier ni renouveler le permis s'il a des motifs de croire que s'il était modifié ou renouvelé, l'auteur de la demande ne se conformerait pas aux exigences prévues par la présente loi ou par un arrêté pris ou une ordonnance rendue en application de celle-ci.

Révocation d'un permis d'analyse

78. Le directeur peut révoquer un permis d'analyse de l'eau potable s'il est convaincu que, selon le cas :

- a) le permis a été délivré en se fondant sur des renseignements faux ou qui étaient incomplets sous un aspect important;
- b) le permis a été délivré par erreur ou à la mauvaise personne;
- c) il existerait des motifs de refuser de renouveler le permis;
- d) la fourniture continue de services d'analyse de l'eau potable par le titulaire de permis, ou à partir du laboratoire précisé dans le permis, met ou mettra vraisemblablement la santé publique en danger.

Suspension d'un permis d'analyse

79. (1) Le directeur peut suspendre un permis d'analyse de l'eau potable si, selon le cas :

- a) il est d'avis que la fourniture continue de services d'analyse de l'eau potable par le titulaire de permis, ou à partir du laboratoire précisé dans le permis, met ou mettra vraisemblablement la santé publique en danger;
- b) le titulaire de permis n'est plus autorisé, comme le prévoit l'article 62, à offrir ou à fournir un service d'analyse de l'eau potable.

Rétablissement après la suspension

(2) Le directeur peut rétablir un permis d'analyse de l'eau potable qui a été suspendu si le motif de sa suspension n'existe plus et qu'il n'y a aucun autre motif de suspension.

Danger pour la santé publique en cas de suspension d'une décision

80. (1) S'il croit qu'une décision susceptible de révision qu'il est sur le point de prendre à l'égard d'un permis d'analyse de l'eau potable, si elle devait être suspendue par un appel, mettrait ou mettrait vraisemblablement la santé publique en danger, le directeur inclut dans sa décision les motifs sur lesquels se fonde sa croyance et en signifie également une copie au médecin-hygiéniste en chef.

Décision susceptible de révision

(2) La définition qui suit s'applique au présent article. «décision susceptible de révision» S'entend au sens de l'article 127.

PART VIII INSPECTIONS

Inspection

81. (1) A provincial officer may, at any reasonable time and without a warrant or court order, conduct an inspection for the purposes of determining compliance of any person with this Act or the regulations.

Powers of provincial officer

(2) A provincial officer may do any one or more of the following in the course of conducting an inspection:

1. Enter into or on any part of the natural environment to ascertain or to attempt to ascertain,
 - i. the extent to which a drinking-water health hazard, if any, exists or did exist,
 - ii. the cause of any drinking-water health hazard, or
 - iii. how a drinking-water health hazard may be prevented, eliminated or ameliorated, and the natural environment restored.
2. Enter any place where the provincial officer reasonably believes a drinking-water system or part of a drinking-water system is located.
3. Enter any place where the provincial officer reasonably believes plumbing is located if the provincial officer reasonably believes,
 - i. the condition of the plumbing or something in the water in the plumbing may create a drinking-water health hazard, or
 - ii. a thing may be found in the plumbing or connected to the plumbing that may create a drinking-water health hazard.
4. Enter any place where the provincial officer reasonably believes drinking-water tests are conducted.
5. Enter any place where the provincial officer reasonably believes is likely to contain documents that relate to,
 - i. an activity or undertaking that is, or is required to be, the subject of a certificate, permit, licence, approval, agreement or order under this Act,
 - ii. an activity or undertaking that is exempted under this Act from a requirement to have an approval, permit or licence, if the activity or undertaking is regulated by the provisions of this Act or the regulations, or
 - iii. a drinking-water system.

PARTIE VIII INSPECTIONS

Inspection

81. (1) Un agent provincial peut, à toute heure raisonnable et sans mandat ni ordonnance du tribunal, effectuer une inspection, pour déterminer si une personne se conforme à la présente loi ou aux règlements.

Pouvoirs de l'agent provincial

(2) L'agent provincial peut prendre une ou plusieurs des mesures suivantes lorsqu'il effectue une inspection :

1. Pénétrer dans une partie de l'environnement naturel pour déterminer ou tenter de déterminer, selon le cas :
 - i. la mesure dans laquelle il existe ou a existé un danger de l'eau potable pour la santé, le cas échéant,
 - ii. la cause de tout danger de l'eau potable pour la santé,
 - iii. comment prévenir, éliminer ou atténuer un danger de l'eau potable pour la santé et reconstituer l'environnement naturel.
2. Pénétrer dans un lieu où l'agent provincial croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, qu'il s'y trouve un réseau d'eau potable ou une partie d'un tel réseau.
3. Pénétrer dans un lieu où l'agent provincial croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, qu'il s'y trouve une installation de plomberie s'il a des motifs raisonnables de croire :
 - i. soit que l'état de l'installation ou quoi que ce soit qui se trouve dans l'eau qu'elle contient peut constituer un danger de l'eau potable pour la santé,
 - ii. soit qu'une chose susceptible de constituer un danger de l'eau potable pour la santé peut se trouver dans l'installation ou peut y être reliée.
4. Pénétrer dans un lieu où l'agent provincial croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, que sont effectuées des analyses de l'eau potable.
5. Pénétrer dans un lieu où l'agent provincial croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, qu'il contient vraisemblablement des documents ayant trait à l'un ou l'autre des éléments suivants :
 - i. une activité ou entreprise qui fait ou doit faire l'objet d'un certificat, d'un permis, d'une approbation, d'une entente, d'un arrêté ou d'une ordonnance prévus par la présente loi,
 - ii. une activité ou entreprise qui est exemptée en vertu de la présente loi de toute exigence visant l'obtention d'une approbation ou d'un permis, si elle est réglementée par les dispositions de la présente loi ou des règlements,
 - iii. un réseau d'eau potable.

- | | |
|---|---|
| <p>6. Enter any place that the provincial officer reasonably believes,</p> <ul style="list-style-type: none"> i. is, or is required to be, subject to or referred to in a permit, licence, approval, order or agreement under this Act, ii. is subject to or referred to in a provision of this Act or the regulations that provides an exemption from a requirement to have an approval, permit or licence under this Act, if the provisions of this Act or the regulations regulate any activity or undertaking at the place, or iii. is regulated by a provision of this Act or the regulations. <p>7. Require that any thing be operated, used or set in motion under conditions specified by the provincial officer.</p> <p>8. Take samples for testing.</p> <p>9. Conduct tests, take measurements and carry away samples from the testing.</p> <p>10. Examine, record or copy any document by any method.</p> <p>11. Record the condition of a place or a part of the natural environment by means of a photograph, video recording or other visual recording.</p> <p>12. Require the production of any document required to be kept under this Act and of any other document related to the purposes of the inspection.</p> <p>13. Remove from a place documents produced under paragraph 12 for the purpose of making copies.</p> <p>14. Make reasonable inquiries of any person, orally or in writing.</p> <p>15. Make necessary excavations.</p> <p>16. Require any person at a place that tests drinking water to conduct a test under conditions specified by the provincial officer.</p> | <p>6. Pénétrer dans un lieu dont l'agent provincial croit, en se fondant sur des motifs raisonnables :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. soit qu'il fait ou doit faire l'objet d'un permis, d'une approbation, d'un arrêté, d'une ordonnance ou d'une entente prévus par la présente loi ou qu'il y est ou doit y être visé, ii. soit qu'il est assujéti à une disposition de la présente loi ou des règlements qui prévoit une exemption de toute exigence prévue par la présente loi et visant l'obtention d'une approbation ou d'un permis, ou qu'il y est visé, si les dispositions de la présente loi ou des règlements réglementent toute activité ou entreprise dans le lieu, iii. soit qu'il est réglementé par une disposition de la présente loi ou des règlements. <p>7. Exiger qu'une chose soit actionnée, utilisée ou mise en marche dans les conditions que précise l'agent provincial.</p> <p>8. Prélever des échantillons à des fins d'analyse.</p> <p>9. Effectuer des analyses, prendre des mesures et emporter des échantillons découlant des analyses.</p> <p>10. Examiner, enregistrer ou copier un document de quelque façon que ce soit.</p> <p>11. Enregistrer l'état d'un lieu ou d'une partie de l'environnement naturel au moyen de photographies, de bandes vidéo ou d'autres enregistrements visuels.</p> <p>12. Exiger la production des documents qui doivent être conservés en application de la présente loi, et celle des autres documents qui sont liés à l'objet de l'inspection.</p> <p>13. Enlever d'un lieu les documents produits en application de la disposition 12 afin d'en faire des copies.</p> <p>14. Présenter à une personne des demandes raisonnables de renseignements, verbalement ou par écrit.</p> <p>15. Effectuer les excavations nécessaires.</p> <p>16. Exiger qu'une personne affectée à un lieu où sont effectuées des analyses de l'eau potable effectue une analyse dans les conditions que précise l'agent provincial.</p> |
|---|---|

Limitation re photographs, recordings

(3) A record made under paragraph 11 of subsection (2) must be made in a manner that does not intercept any private communication and that accords with reasonable expectations of privacy.

Limitation re removal of documents

(4) A provincial officer shall not remove documents under paragraph 13 of subsection (2) without giving a receipt for them and shall promptly return the documents to the person who produced them.

Restriction applicable aux photographies et enregistrements

(3) L'enregistrement effectué en vertu de la disposition 11 du paragraphe (2) doit l'être de manière à n'intercepter aucune communication privée et à respecter les attentes raisonnables en matière de protection de la vie privée.

Restriction applicable à l'enlèvement de documents

(4) L'agent provincial ne doit pas enlever d'un lieu des documents en vertu de la disposition 13 du paragraphe (2) sans remettre un reçu à cet effet, et il les rend promptement à la personne qui les a produits.

Power to exclude persons

(5) A provincial officer who exercises the power set out in paragraph 14 of subsection (2) may exclude from the questioning any person except counsel for the individual being questioned.

Assistance to be given

(6) A provincial officer may, in the course of an inspection, require a person to produce a document and to provide whatever assistance is reasonably necessary, including using any data storage, processing or retrieval device or system to produce a document in readable form and the person shall produce the document or provide the assistance.

Assistance in inspection of drinking-water system

(7) The following persons may accompany a provincial officer on an inspection conducted under this section for the purposes of assessing the condition of a drinking-water system and reporting to the Director:

1. If the Director has issued or is considering issuing a notice of emergency response under Part IX, an employee or agent of the Agency or the person to whom the Director issued or would issue the notice of emergency response.
2. If the Director has appointed or is considering appointing an interim operating authority under Part IX, an employee or agent of the interim operating authority.
3. If the Director has issued or is considering issuing a notice to a municipality under subsection 114 (2), an employee or agent of the municipality.
4. A person who has special, expert or professional knowledge in relation to the operation of a drinking-water system.

Assistance in inspecting laboratory

(8) An employee of the Ministry with expertise in drinking-water testing may accompany a provincial officer on an inspection of a laboratory conducted under this section for the purposes of assessing the competence of the laboratory to conduct a drinking-water test and of reporting to the Director appointed for the purposes of Part VIII.

Authority to stop vehicles and vessels**Definition**

82. (1) In this section,

“vehicle” includes a trailer or other equipment attached to the vehicle.

Requirement to stop

(2) For the administration of this Act or the regulations, a provincial officer may signal a vehicle or vessel to stop.

Pouvoir d'éloigner des personnes

(5) L'agent provincial qui exerce le pouvoir énoncé à la disposition 14 du paragraphe (2) peut demander à toute personne de s'éloigner, à l'exception de l'avocat du particulier qu'il interroge.

Aide

(6) L'agent provincial peut, au cours d'une inspection, exiger qu'une personne produise un document et fournisse toute l'aide qui est raisonnablement nécessaire en l'occurrence, notamment en ayant recours aux dispositifs ou systèmes de stockage, de traitement ou d'extraction des données qui permettent de produire un document sous une forme lisible, auquel cas la personne obtempère.

Aide : inspection d'un réseau d'eau potable

(7) Les personnes suivantes peuvent accompagner un agent provincial lors d'une inspection effectuée en application du présent article afin d'évaluer l'état d'un réseau d'eau potable et de présenter un rapport au directeur :

1. Si le directeur a délivré un avis d'intervention d'urgence en application de la partie IX ou envisage de le faire, un employé ou mandataire de l'Agence ou de la personne à qui le directeur a délivré ou délivrerait l'avis.
2. Si le directeur a nommé un organisme d'exploitation intérimaire en application de la partie IX ou envisage de le faire, un employé ou mandataire de l'organisme.
3. Si le directeur a délivré un avis à une municipalité en application du paragraphe 114 (2) ou envisage de le faire, un employé ou mandataire de la municipalité.
4. Quiconque possède des connaissances particulières ou professionnelles en ce qui concerne l'exploitation d'un réseau d'eau potable.

Aide : inspection d'un laboratoire

(8) Un employé du ministère ayant de l'expertise en ce qui concerne les analyses de l'eau potable peut accompagner un agent provincial lors d'une inspection d'un laboratoire effectuée en application du présent article afin d'évaluer la compétence du laboratoire pour ce qui est d'effectuer une analyse de l'eau potable et de présenter un rapport au directeur nommé pour l'application de la partie VIII.

Pouvoir d'arrêter des véhicules et des embarcations**Définition**

82. (1) La définition qui suit s'applique au présent article.

«véhicule» S'entend en outre d'une remorque ou de tout autre matériel fixé au véhicule.

Arrêt obligatoire

(2) Pour l'application de la présente loi ou des règlements, un agent provincial peut faire signe à un véhicule ou à une embarcation de s'arrêter.

Same

(3) On a provincial officer's signal to stop, the operator of a vehicle or vessel shall immediately come to a safe stop.

Signal to stop

(4) For the purposes of this section, a signal to stop includes,

- (a) intermittent flashes of red light in the case of a vehicle;
- (b) intermittent flashes of blue light in the case of a vessel; and
- (c) a hand signal to stop by a provincial officer who is readily identifiable as a provincial officer.

Sign to report

(5) Where a clearly marked sign is posted indicating that a class of vehicles or vessels should report to a certain place in the vicinity of the sign, the operator of a vehicle or vessel that passes the sign and that falls within the class of vehicles or vessels indicated shall report forthwith to the place the sign directs.

Production of documents

(6) Where the operator of a vehicle or vessel stops under subsection (3) or reports under subsection (5), the provincial officer may make reasonable inquiries of the operator and the operator shall produce for inspection any documents related to the operation or ownership of the vehicle or vessel, including licenses, permits and any documents that are required to be kept by the law of any jurisdiction in relation to the carriage of any cargo or container.

Inspection powers

(7) Based on questioning or an examination of documents conducted under subsection (6), the provincial officer may, without warrant or court order, inspect any means of containment that the provincial officer reasonably believes is being used for the handling or transportation of drinking water or water from a raw water supply.

Same

(8) As part of an inspection under subsection (7), the provincial officer may open or require the operator to open any cargo hold, container or other means of containment.

Same

(9) During an inspection conducted under subsection (6) or (7), the provincial officer may exercise such powers under subsection 81 (2) as are reasonably required for the administration of this Act or the regulations.

Idem

(3) Lorsque l'agent provincial lui fait signe de s'arrêter, le conducteur du véhicule ou de l'embarcation obéit immédiatement en toute sécurité.

Signal d'arrêt

(4) Pour l'application du présent article, un signal d'arrêt s'entend notamment de ce qui suit :

- a) un feu rouge à lumière intermittente, dans le cas d'un véhicule;
- b) un feu bleu à lumière intermittente, dans le cas d'une embarcation;
- c) un signal de la main d'un agent provincial facilement identifiable comme tel.

Panneau

(5) Lorsqu'il est affiché un panneau indiquant clairement qu'une catégorie de véhicules ou d'embarcations devraient se diriger vers un certain lieu situé à proximité du panneau, le conducteur d'un véhicule ou d'une embarcation appartenant à la catégorie indiquée qui passe le panneau se présente sans délai au lieu indiqué par le panneau.

Production de documents

(6) Lorsque le conducteur d'un véhicule ou d'une embarcation s'arrête en application du paragraphe (3) ou se présente en application du paragraphe (5), l'agent provincial peut lui adresser toute demande raisonnable de renseignements. Le conducteur produit alors aux fins d'inspection tous documents liés à la conduite ou au droit de propriété du véhicule ou de l'embarcation, y compris les permis de conduire, certificats d'immatriculation et autres documents qui doivent être conservés en application de la loi de toute autorité législative relativement au transport de tout chargement ou conteneur.

Pouvoirs d'inspection

(7) En se fondant sur l'interrogatoire ou l'examen des documents qu'il a effectué en vertu du paragraphe (6), l'agent provincial peut, sans mandat ni ordonnance du tribunal, inspecter tout type de contenant dont il croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, qu'il est utilisé pour la manutention ou le transport d'eau potable ou d'eau en provenance d'un approvisionnement en eau brute.

Idem

(8) Dans le cadre d'une inspection qu'il effectue en vertu du paragraphe (7), l'agent provincial peut ouvrir toute cale de chargement, tout conteneur ou tout autre type de contenant ou exiger que le conducteur le fasse.

Idem

(9) Au cours d'une inspection qu'il effectue en vertu du paragraphe (6) ou (7), l'agent provincial peut exercer les pouvoirs que lui confère le paragraphe 81 (2) et qui sont raisonnablement nécessaires pour l'application de la présente loi ou des règlements.

Same

(10) Subsections 81 (3), (4), (5) and (6) apply to the exercise of a power under subsection (9).

Power to administer other statutes

83. A provincial officer who exercises any power set out in section 81, 82, 91, 92 or 93 may, if he or she is designated a provincial officer under the *Environmental Protection Act*, the *Ontario Water Resources Act*, the *Pesticides Act* or the *Nutrient Management Act, 2002*, as the case may be, do anything authorized by,

- (a) section 156, 156.1, 160, 161 or 161.1 of the *Environmental Protection Act*;
- (b) section 13, 14 or 16 of the *Nutrient Management Act, 2002*;
- (c) section 15, 15.1, 19, 20 or 20.1 of the *Ontario Water Resources Act*; or
- (d) section 19, 19.1, 22, 23 or 23.1 of the *Pesticides Act*.

Entry to dwellings

84. A person shall not exercise a power conferred by this Act to enter a room actually used as a dwelling without the consent of the occupier except under the authority of an order issued under section 89.

Identification

85. On request, a provincial officer who exercises a power under this Act shall identify himself or herself as a provincial officer, either by the production of a copy of his or her designation or in some other manner, and shall explain the purpose of the exercise of the power.

Entry, etc., may be prohibited

86. (1) A provincial officer may by order prohibit entry into all or part of any place or prohibit the use of, interference with, disruption of or destruction of any thing in any of the following circumstances:

- 1. During an inspection under this Part.
- 2. During a search under this Part.
- 3. During the time required for the provincial officer to obtain an order under this Part or a warrant under section 158 of the *Provincial Offences Act*.
- 4. During a search carried out under a warrant issued under section 158 of the *Provincial Offences Act*.

Requirements for order

(2) An order under subsection (1) shall not be issued unless the provincial officer reasonably believes that,

Idem

(10) Les paragraphes 81 (3), (4), (5) et (6) s'appliquent à l'exercice d'un pouvoir en vertu du paragraphe (9).

Pouvoir d'appliquer d'autres lois

83. L'agent provincial, désigné en tant que tel en application de la *Loi sur la protection de l'environnement*, de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario*, de la *Loi sur les pesticides* ou de la *Loi de 2002 sur la gestion des éléments nutritifs*, selon le cas, peut, dans l'exercice d'un pouvoir énoncé à l'article 81, 82, 91, 92 ou 93, accomplir tout acte autorisé, selon le cas :

- a) par l'article 156, 156.1, 160, 161 ou 161.1 de la *Loi sur la protection de l'environnement*;
- b) par l'article 13, 14 ou 16 de la *Loi de 2002 sur la gestion des éléments nutritifs*;
- c) par l'article 15, 15.1, 19, 20 ou 20.1 de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario*;
- d) par l'article 19, 19.1, 22, 23 ou 23.1 de la *Loi sur les pesticides*.

Entrée dans un lieu d'habitation

84. Nul ne doit exercer un pouvoir conféré par la présente loi pour pénétrer, sans le consentement de l'occupant, dans une pièce effectivement utilisée à des fins d'habitation, sauf en application d'une ordonnance rendue en vertu de l'article 89.

Identification

85. Si la demande lui en est faite, l'agent provincial qui exerce un pouvoir qui lui est conféré en vertu de la présente loi révèle son identité d'agent provincial par la production d'une copie de l'acte de sa désignation ou d'une autre façon, et explique l'objet de l'exercice de ce pouvoir.

Entrée et utilisation pouvant être interdites

86. (1) L'agent provincial peut, par arrêté, interdire l'entrée dans tout ou partie d'un lieu ou interdire l'utilisation, le dérangement, la perturbation ou la destruction de toute chose dans l'une ou l'autre des circonstances suivantes :

- 1. Au cours d'une inspection effectuée en vertu de la présente partie.
- 2. Au cours d'une perquisition effectuée en vertu de la présente partie.
- 3. Au cours du délai nécessaire à l'agent provincial pour obtenir une ordonnance en vertu de la présente partie ou un mandat en vertu de l'article 158 de la *Loi sur les infractions provinciales*.
- 4. Au cours d'une perquisition effectuée aux termes d'un mandat décerné en vertu de l'article 158 de la *Loi sur les infractions provinciales*.

Conditions exigées pour la prise d'un arrêté

(2) L'agent provincial ne doit prendre l'arrêté visé au paragraphe (1) que s'il croit, en se fondant sur des motifs raisonnables :

- (a) in the case of an order prohibiting entry, there is, on the land or in the place, a thing that will afford evidence of an offence under this Act;
- (b) in the case of an order prohibiting the use of, interference with, disruption of, or destruction of a thing, the thing will afford evidence of an offence under this Act; or
- (c) in the case of an order prohibiting entry or an order prohibiting the use of, interference with, disruption of, or destruction of a thing, failure to make the order will or could result in,
 - (i) a drinking-water health hazard, or
 - (ii) an alteration of test results or testing equipment relating to drinking water.

Notice of order

(3) The provincial officer shall give notice of the order in the manner that he or she considers appropriate in the circumstances.

Contents of notice

(4) Notice of the order shall include an explanation of the rights provided by subsections (6) and (7).

Order not effective without notice

(5) An order under subsection (1) is not effective in any court proceeding against a person if the person satisfies the court that the person neither knew nor should have known of the order.

Request for revocation

(6) A person aggrieved by the order may make an oral or written request to the Director to revoke it and may make oral or written submissions to the Director in support of the request.

Powers of Director

(7) The Director shall give prompt consideration to any request or submissions made under subsection (6) and may rescind the order.

Same

(8) For the purposes of subsection (7), the Director may substitute his or her own opinion for that of the provincial officer.

Same

(9) A Director who rescinds an order under subsection (7) shall give such directions to a provincial officer as he or she considers appropriate to bring the rescission to the attention of persons affected.

No stay

(10) A request for rescission of an order under subsection (1) does not stay the order, unless the Director orders otherwise in writing.

- a) soit qu'une chose qui attestera d'une infraction prévue par la présente loi se trouve sur le bien-fonds ou dans le lieu, dans le cas d'un arrêté interdisant l'entrée;
- b) soit qu'une chose attestera d'une infraction prévue par la présente loi, dans le cas d'un arrêté interdisant l'utilisation, le dérangement, la perturbation ou la destruction de la chose;
- c) soit, dans le cas d'un arrêté interdisant l'entrée ou d'un arrêté interdisant l'utilisation, le dérangement, la perturbation ou la destruction d'une chose, que le fait de ne pas prendre l'arrêté entraînera ou pourrait entraîner, selon le cas :
 - (i) un danger de l'eau potable pour la santé,
 - (ii) une transformation des résultats ou du matériel d'analyse ayant trait à l'eau potable.

Avis de l'arrêté

(3) L'agent provincial donne un avis de l'arrêté de la manière qu'il estime appropriée dans les circonstances.

Contenu de l'avis

(4) L'avis de l'arrêté contient une explication des droits prévus aux paragraphes (6) et (7).

Arrêté sans effet en l'absence d'avis

(5) L'arrêté pris en vertu du paragraphe (1) est sans effet dans une instance judiciaire introduite contre une personne si celle-ci convainc le tribunal qu'elle n'a pas eu ni n'aurait dû avoir connaissance de l'arrêté.

Demande d'annulation

(6) La personne lésée par l'arrêté peut demander verbalement ou par écrit au directeur de l'annuler et peut lui présenter des observations verbales ou écrites à l'appui de sa demande.

Pouvoirs du directeur

(7) Le directeur examine promptement la demande ou les observations présentées en vertu du paragraphe (6) et peut annuler l'arrêté.

Idem

(8) Pour l'application du paragraphe (7), le directeur peut substituer son opinion à celle de l'agent provincial.

Idem

(9) Le directeur qui annule un arrêté en vertu du paragraphe (7) donne à l'agent provincial les directives qu'il estime appropriées pour porter l'annulation à la connaissance des personnes concernées.

Suspension non automatique

(10) La demande d'annulation d'un arrêté pris en vertu du paragraphe (1) n'a pas pour effet de suspendre l'application de l'arrêté, sauf si le directeur ordonne autrement par écrit.

Duration of order

(11) An order under subsection (1) shall,

- (a) subject to clause (b), be effective for the shorter of the length of time necessary to complete the inspection or search referred to in that subsection or a period not exceeding two days excluding holidays; or
- (b) if the inspection or search referred to in subsection (1) is under section 89 of this Act or under a warrant issued under section 158 of the *Provincial Offences Act* and a time limit for the inspection or search is specified in the order or warrant, be effective until the expiration of that time.

Order of justice prohibiting entry, etc.

87. (1) If a justice is satisfied, on evidence under oath by a provincial officer, that there is reasonable ground for believing that it is appropriate for the administration of this Act or the regulations or necessary to protect human health or safety or to protect property, the justice may issue an order prohibiting entry into all or part of any place or prohibiting the use of, interference with, disruption of or destruction of any thing.

Same

(2) The prohibition under the justice's order shall, subject to subsection (3), be for the period of time set out in the order.

Expiry

(3) Unless renewed, an order under this section expires on the earlier of the day specified for the purpose in the order and the day that is 30 days after the day on which the order is made.

Renewal

(4) An order under this section may be renewed for any reason set out in subsection (1), before or after expiry, for one or more periods of not more than 30 days each.

Notice of application

(5) An initial order under subsection (1) may be issued on application without notice.

Same

(6) A renewal order under subsection (4) may be issued on application made with such notice, if any, as may be specified under subsection (7).

Same

(7) In an order under subsection (1) or (4), a justice may specify notice requirements that must be met by a person applying for a renewal of the order or for a further renewal of the order, as the case may be.

Durée de validité de l'arrêté

(11) Un arrêté pris en vertu du paragraphe (1) satisfait à l'une ou l'autre des conditions suivantes :

- a) sous réserve de l'alinéa b), il est en vigueur pendant le laps de temps nécessaire pour mener à bien l'inspection ou la perquisition visée à ce paragraphe ou, si elle est plus courte, pendant une période de deux jours au plus, jours fériés exclus;
- b) si l'inspection ou la perquisition visée au paragraphe (1) est effectuée en application de l'article 89 de la présente loi ou aux termes d'un mandat décerné en vertu de l'article 158 de la *Loi sur les infractions provinciales* et que l'arrêté ou le mandat précise un délai pour effectuer l'inspection ou la perquisition, il est en vigueur jusqu'à l'expiration de ce délai.

Ordonnance du juge interdisant l'entrée ou l'utilisation de choses

87. (1) Un juge peut, par ordonnance, interdire l'entrée dans tout ou partie d'un lieu ou interdire l'utilisation, le dérangement, la perturbation ou la destruction de toute chose s'il est convaincu, sur la foi des preuves présentées sous serment par un agent provincial, qu'il existe des motifs raisonnables de croire que cela est approprié pour l'application de la présente loi ou des règlements ou que cela est nécessaire pour protéger la santé ou la sécurité d'êtres humains ou protéger des biens.

Idem

(2) Sous réserve du paragraphe (3), la durée de l'interdiction prévue par l'ordonnance du juge est celle que précise l'ordonnance.

Expiration

(3) À défaut de renouvellement, l'ordonnance rendue en vertu du présent article expire à la date d'expiration précisée dans l'ordonnance ou, s'il lui est antérieur, le jour qui tombe 30 jours après la date à laquelle l'ordonnance est rendue.

Renouvellement

(4) L'ordonnance rendue en vertu du présent article peut être renouvelée, avant ou après son expiration, pour un motif énoncé au paragraphe (1), et ce pour une ou plusieurs périodes ne dépassant pas 30 jours chacune.

Préavis de requête

(5) L'ordonnance initiale prévue au paragraphe (1) peut être rendue sur requête présentée sans préavis.

Idem

(6) L'ordonnance de renouvellement prévue au paragraphe (4) peut être rendue sur requête présentée avec le préavis, le cas échéant, qui peut être précisé à cet égard en vertu du paragraphe (7).

Idem

(7) Dans l'ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1) ou (4), un juge peut préciser les exigences en matière de préavis auxquelles doit satisfaire la personne qui demande le renouvellement de l'ordonnance ou un autre renouvellement de celle-ci, selon le cas.

Notice of order

(8) A provincial officer may give notice of an order under subsection (1) or (4) in the manner that he or she considers appropriate in the circumstances.

Order not effective without notice

(9) An order under subsection (1) or (4) is not effective in any court proceeding against a person if the person satisfies the court that the person neither knew nor should have known of the order.

Securing a place or thing

88. If an order under section 86 or 87 is in effect, a provincial officer may take measures to secure the land, place or thing to which the order relates by means of locks, gates, fences, security guards or such other means as the provincial officer deems necessary to prevent entry into the place or to prevent the use of, interference with, disruption of or destruction of the thing.

Entry or inspection order

89. (1) A justice may issue an order authorizing a provincial officer to do anything set out in section 81 or 82 if the justice is satisfied, on evidence under oath by a provincial officer, that there are reasonable grounds to believe that it is appropriate for the administration of this Act or the regulations for the provincial officer to do it and that the provincial officer may not be able to effectively carry out his or her duties without an order under this section because,

- (a) no occupier is present to grant access to a place that is locked or otherwise inaccessible;
- (b) a person has prevented the provincial officer from doing anything set out in section 81 or 82;
- (c) there is reasonable ground to believe that a person may prevent a provincial officer from doing anything set out in section 81 or 82;
- (d) it is impractical, because of the remoteness of the place to be inspected or because of any other reason, for the provincial officer to obtain an order under this section without delay if access is denied; or
- (e) there is reasonable ground to believe that an attempt by the provincial officer to do anything set out in section 81 or 82 without the order,
 - (i) might not achieve its purpose, or
 - (ii) might endanger human health or safety or might damage property.

Same

(2) Subsections 81 (3), (4) and (5) apply to an inspection under an order under this section.

Avis de l'ordonnance

(8) L'agent provincial peut donner un avis de l'ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1) ou (4) de la manière qu'il estime appropriée dans les circonstances.

Ordonnance sans effet en l'absence d'avis

(9) L'ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1) ou (4) est sans effet dans une instance judiciaire introduite contre une personne si celle-ci convainc le tribunal qu'elle n'a pas eu ni n'aurait dû avoir connaissance de l'ordonnance.

Interdiction d'accès au lieu ou à la chose

88. Si un arrêté pris ou une ordonnance rendue en vertu de l'article 86 ou 87 est en vigueur, un agent provincial peut prendre des mesures pour interdire l'accès au bien-fonds, au lieu ou à la chose visés par l'arrêté ou l'ordonnance par tout moyen qu'il estime nécessaire, notamment au moyen de cadenas, de grilles, de clôtures ou d'agents de sécurité, pour empêcher l'entrée dans le lieu ou pour empêcher l'utilisation, le dérangement, la perturbation ou la destruction de la chose.

Ordonnance d'entrée ou d'inspection

89. (1) Un juge peut, par ordonnance, autoriser un agent provincial à accomplir un acte énoncé à l'article 81 ou 82 s'il est convaincu, sur la foi des preuves présentées sous serment par un agent provincial, qu'il existe des motifs raisonnables de croire qu'il est approprié pour l'application de la présente loi ou des règlements que l'agent provincial accomplisse un tel acte et qu'il est possible que l'agent provincial ne puisse pas s'acquitter de ses fonctions convenablement sans une ordonnance rendue en vertu du présent article, pour l'une ou l'autre des raisons suivantes :

- a) aucun occupant n'est présent pour donner accès à un lieu fermé à clef ou autrement inaccessible;
- b) une personne a empêché l'agent provincial d'accomplir un acte énoncé à l'article 81 ou 82;
- c) il existe des motifs raisonnables de croire qu'une personne pourrait empêcher un agent provincial d'accomplir un acte énoncé à l'article 81 ou 82;
- d) à cause de l'éloignement du lieu devant faire l'objet de l'inspection ou pour tout autre motif, il n'est pas pratique pour l'agent provincial d'obtenir sans retard une ordonnance en vertu du présent article si l'accès du lieu lui est refusé;
- e) il existe des motifs raisonnables de croire qu'une tentative par l'agent provincial d'accomplir, sans l'ordonnance, un acte énoncé à l'article 81 ou 82 pourrait, selon le cas :
 - (i) ne pas atteindre son but,
 - (ii) mettre en danger la santé ou la sécurité d'êtres humains ou endommager des biens.

Idem

(2) Les paragraphes 81 (3), (4) et (5) s'appliquent à une inspection effectuée aux termes d'une ordonnance rendue en vertu du présent article.

Expiry

(3) Unless renewed, an order under this section expires on the earlier of the expiry date specified in the order and the day that is 30 days after the date on which the order is made.

Renewal

(4) An order under this section may be renewed in the circumstances in which an order may be made under subsection (1), before or after expiry, for one or more periods each of which is not more than 30 days.

When to be executed

(5) An order under this section shall be carried out between 6 a.m. and 9 p.m., unless the order otherwise authorizes.

Application without notice

(6) An order under this section may be issued or renewed on application without notice.

Samples and copies

90. A provincial officer may retain samples and copies obtained in an inspection under section 81, 82 or 89 for any period and for any purposes of this Act or the regulations.

Seizure during inspection

91. During an inspection under section 81, 82 or 89, a provincial officer may, without a warrant or court order, seize any thing that is produced to the provincial officer or that is in plain view, if,

- (a) the provincial officer reasonably believes that the thing will afford evidence of an offence under this Act;
- (b) the provincial officer reasonably believes that the thing was used or is being used in connection with the commission of an offence under this Act and that the seizure is necessary to prevent the continuation or repetition of the offence; or
- (c) the provincial officer reasonably believes that a drinking-water health hazard may result from the thing.

Search without warrant**Definition**

92. (1) In this section,

“offence” means an offence under this Act for which a person may be prosecuted under Part XI.

Search by provincial officer

(2) A provincial officer may, without a search warrant, search any place other than a room actually used as a dwelling if the provincial officer has reasonable ground to believe,

Expiration

(3) À défaut de renouvellement, une ordonnance rendue en vertu du présent article expire à la date précisée en ce sens dans l'ordonnance ou, s'il lui est antérieur, le jour qui tombe 30 jours après la date à laquelle l'ordonnance est rendue.

Renouvellement

(4) Une ordonnance rendue en vertu du présent article peut être renouvelée, avant ou après son expiration, dans les circonstances dans lesquelles une ordonnance peut être rendue en vertu du paragraphe (1), et ce pour une ou plusieurs périodes ne dépassant pas 30 jours chacune.

Délai d'exécution de l'ordonnance

(5) Une ordonnance rendue en vertu du présent article est exécutée entre 6 h et 21 h, sauf autorisation contraire accordée par l'ordonnance.

Requête sans préavis

(6) Une ordonnance visée au présent article peut être rendue ou renouvelée sur requête présentée sans préavis.

Échantillons et copies

90. L'agent provincial peut conserver les échantillons et les copies obtenus au cours d'une inspection qu'il effectue en vertu de l'article 81, 82 ou 89 pour une période indéterminée et pour l'application de la présente loi ou des règlements.

Saisie au cours d'une inspection

91. Au cours d'une inspection qu'il effectue en vertu de l'article 81, 82 ou 89, l'agent provincial peut, sans mandat ni ordonnance du tribunal, saisir toute chose qui lui est produite ou qui est en évidence devant lui si, selon le cas :

- a) il croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, que la chose attestera d'une infraction prévue par la présente loi;
- b) il croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, que la chose a été ou est utilisée relativement à la commission d'une infraction prévue par la présente loi et que la saisie est nécessaire pour empêcher la continuation ou la répétition de l'infraction;
- c) il croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, que la chose peut entraîner un danger de l'eau potable pour la santé.

Perquisition sans mandat**Définition**

92. (1) La définition qui suit s'applique au présent article.

«infraction» S'entend d'une infraction prévue par la présente loi pour laquelle une personne peut être poursuivie en vertu de la partie XI

Perquisition par l'agent provincial

(2) L'agent provincial peut, sans mandat de perquisition, perquisitionner un lieu autre qu'une pièce effectivement utilisée à des fins d'habitation s'il croit, en se fondant sur des motifs raisonnables :

- (a) that an offence has been committed;
- (b) that there is in the place any thing that will afford evidence as to the commission of the offence; and
- (c) that there are exigent circumstances that make it impractical to obtain a search warrant.

Seizure during search

(3) During a search under subsection (2), a provincial officer may, without warrant or court order, seize any thing if,

- (a) the provincial officer reasonably believes that the thing will afford evidence of an offence; or
- (b) the provincial officer reasonably believes that the thing was used or is being used in connection with the commission of an offence and that the seizure is necessary to prevent the continuation or repetition of the offence.

Detention or removal

93. (1) A provincial officer who seizes any thing under 91 or 92 may remove the thing or retain it in the place where it is seized.

Receipt

(2) Where possible, a provincial officer shall inform the person from whom a thing is seized under section 91 or 92 as to the reason for the seizure and shall give the person a receipt for the thing seized.

Report to justice

94. (1) A provincial officer who seizes any thing during an inspection or search under section 91 or 92 shall bring the thing seized before a justice or, if that is not reasonably possible, shall report the seizure to a justice.

Procedure

(2) Sections 159 and 160 of the *Provincial Offences Act* apply with necessary modifications in respect of a thing seized by a provincial officer during an inspection or search under section 91 or 92.

Disposal of certain things

95. (1) If the Director believes that given the nature of a thing seized under section 91 or 92 the thing may pose a risk to human health or safety or to property, the Director may direct the person having custody of the thing to dispose of the thing in a manner satisfactory to the Director.

Non-application of provision

(2) Section 94 does not apply to a thing disposed of in accordance with this section.

Forfeiture

(3) A thing disposed of in accordance with this section is forfeited to the Crown.

- a) qu'une infraction a été commise;
- b) qu'une chose pouvant attester de l'infraction se trouve dans le lieu;
- c) que les circonstances exigent une action immédiate et rendent difficile l'obtention d'un mandat de perquisition.

Saisie au cours d'une perquisition

(3) Au cours d'une perquisition qu'il effectue en vertu du paragraphe (2), l'agent provincial peut, sans mandat ni ordonnance du tribunal, saisir une chose si l'une ou l'autre des conditions suivantes est remplie :

- a) il croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, que la chose attestera d'une infraction;
- b) il croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, que la chose a été ou est utilisée relativement à la commission d'une infraction et que la saisie est nécessaire pour empêcher la continuation ou la répétition de l'infraction.

Rétention ou enlèvement

93. (1) L'agent provincial qui saisit une chose en vertu de l'article 91 ou 92 peut l'enlever du lieu où il l'a saisie ou l'y retenir.

Reçu

(2) Dans la mesure du possible, l'agent provincial informe la personne de qui il a saisi une chose en vertu de l'article 91 ou 92 du motif de la saisie et lui remet un reçu en échange de la chose saisie.

Rapport fait à un juge

94. (1) L'agent provincial qui saisit une chose au cours d'une inspection ou d'une perquisition effectuée en vertu de l'article 91 ou 92 remet la chose saisie à un juge. S'il ne peut pas raisonnablement le faire, il fait rapport de la saisie à un juge.

Procédure

(2) Les articles 159 et 160 de la *Loi sur les infractions provinciales* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'égard d'une chose saisie par un agent provincial au cours d'une inspection ou d'une perquisition effectuée en vertu de l'article 91 ou 92.

Disposition de certaines choses

95. (1) Si le directeur croit qu'une chose saisie en vertu de l'article 91 ou 92 peut présenter, compte tenu de sa nature, un danger pour la santé ou la sécurité d'êtres humains ou pour des biens, il peut ordonner à la personne qui en a la garde d'en disposer d'une manière qu'il estime satisfaisante.

Non-application d'une disposition

(2) L'article 94 ne s'applique pas à la chose dont il est disposé conformément au présent article.

Confiscation

(3) La chose dont il est disposé conformément au présent article est confisquée au profit de la Couronne.

Notice of disposal

96. (1) If a thing has been disposed of in accordance with section 95, the Director shall ensure that a provincial officer gives written notice of the seizure and disposal within 15 days of the disposal,

- (a) to every person whom the provincial officer knows or has reason to believe is an owner of the thing seized; and
- (b) to every person who has a security interest in the thing that is perfected by registration under the *Personal Property Security Act* against the name of any person whom the provincial officer knows or has reason to believe is the owner.

Contents of notice

- (2) A notice under subsection (1) shall include,
 - (a) a description of the thing seized sufficient to enable it to be identified;
 - (b) the location at which the thing was seized;
 - (c) the date of the seizure and disposal;
 - (d) the name and telephone number of the provincial officer who seized the thing or of his or her delegate;
 - (e) a statement of the reason for the seizure and disposal;
 - (f) a reference to the statutory provision authorizing the seizure and disposal; and
 - (g) a reference to the statutory provision permitting the person to apply to the Superior Court of Justice for relief against the forfeiture.

Forfeiture may be ordered

97. (1) On the application of the Director, the Superior Court of Justice may order that a thing seized under section 91 or 92 or under a warrant issued under the *Provincial Offences Act* in connection with the commission or suspected commission of an offence under this Act be forfeited to the Crown.

Where no order to be made

(2) No order shall be made under subsection (1) unless the court is satisfied that,

- (a) the seizure was lawful; and
- (b) no later than seven days before the hearing of the application, written notice was provided by a provincial officer to every person described in clauses 96 (1) (a) and (b) and, if the thing seized is a vehicle, to,
 - (i) every person who has a security interest in the vehicle that is perfected by registration under

Avis de la disposition

96. (1) S'il a été disposé d'une chose conformément à l'article 95, le directeur fait en sorte que l'agent provincial donne un avis écrit de la saisie et de la disposition, dans les 15 jours qui suivent la disposition, aux personnes suivantes :

- a) chaque personne qui, selon ce que l'agent provincial sait ou a des motifs de croire, est propriétaire de la chose saisie;
- b) chaque personne qui bénéficie d'une sûreté portant sur la chose et rendue opposable par enregistrement, en vertu de la *Loi sur les sûretés mobilières*, en regard du nom de toute personne qui, selon ce que l'agent provincial sait ou a des motifs de croire, en est propriétaire.

Contenu de l'avis

- (2) L'avis prévu au paragraphe (1) contient ce qui suit :
 - a) une description de la chose saisie qui est suffisante pour en permettre l'identification;
 - b) la mention de l'endroit où la chose a été saisie;
 - c) la date de la saisie et de la disposition;
 - d) les nom et numéro de téléphone de l'agent provincial qui a saisi la chose ou de son délégué;
 - e) un énoncé du motif de la saisie et de la disposition;
 - f) la mention de la disposition législative autorisant la saisie et la disposition;
 - g) la mention de la disposition législative permettant à la personne de demander, par voie de requête, un redressement pour la confiscation à la Cour supérieure de justice.

Confiscation

97. (1) Sur requête du directeur, la Cour supérieure de justice peut ordonner qu'une chose saisie en vertu de l'article 91 ou 92 ou aux termes d'un mandat décerné en vertu de la *Loi sur les infractions provinciales* relativement à la commission ou à la commission soupçonnée d'une infraction prévue par la présente loi soit confisquée au profit de la Couronne.

Aucune ordonnance

(2) Le tribunal ne doit pas rendre d'ordonnance en vertu du paragraphe (1) à moins d'être convaincu de ce qui suit :

- a) la saisie était légitime;
- b) l'agent provincial a donné un avis écrit, au plus tard sept jours avant l'audition de la requête, aux personnes visées aux alinéas 96 (1) a) et b) et, si la chose saisie est un véhicule :
 - (i) d'une part, à chaque personne qui bénéficie d'une sûreté portant sur le véhicule et rendue

the *Personal Property Security Act* against the vehicle identification number of the vehicle, and

- (ii) every person who is registered as the owner of the vehicle under the *Highway Traffic Act*.

Contents of notice

- (3) Notice under subsection (2) shall include,
 - (a) a description of the thing seized sufficient to enable it to be identified;
 - (b) the location at which the thing was seized;
 - (c) the date of the seizure;
 - (d) the name and telephone number of the provincial officer who seized the thing or of his or her delegate;
 - (e) a statement of the reason for the seizure;
 - (f) a reference to the statutory provision authorizing the seizure;
 - (g) a statement that an order for forfeiture of the thing is being sought under this section; and
 - (h) a statement that the person to whom the notice is provided may make submissions to the Superior Court of Justice with respect to the issuance of an order under this section.

Disposition of things forfeited

- (4) A thing forfeited under this section may be disposed of as the Director directs.

Relief against forfeiture

98. (1) A person who had an interest in a thing forfeited under section 95 or 97 may apply to the Superior Court of Justice for relief against the forfeiture and the court may make an order providing for any relief that it considers appropriate, including, but not limited to, one or more of the following orders:

1. An order directing that the thing or any part of the thing be returned to the applicant.
2. An order directing that any interest in the thing be vested in the applicant.
3. An order directing that an amount be paid by the Crown to the applicant by way of compensation for the forfeiture.

When relief not to be ordered

- (2) The court shall not make an order for relief under subsection (1) in respect of a thing forfeited where the person applying for the relief,

- (a) has been served with a notice under section 121 requiring the person to pay an administrative pen-

opposable par enregistrement, en vertu de la *Loi sur les sûretés mobilières*, en regard du numéro d'identification du véhicule,

- (ii) d'autre part, à chaque personne enregistrée comme propriétaire du véhicule en application du *Code de la route*.

Contenu de l'avis

- (3) L'avis prévu au paragraphe (2) contient ce qui suit :
 - a) une description de la chose saisie qui est suffisante pour en permettre l'identification;
 - b) la mention de l'endroit où la chose a été saisie;
 - c) la date de la saisie;
 - d) les nom et numéro de téléphone de l'agent provincial qui a saisi la chose ou de son délégué;
 - e) un énoncé du motif de la saisie;
 - f) la mention de la disposition législative autorisant la saisie;
 - g) une déclaration indiquant qu'une ordonnance de confiscation de la chose est demandée en vertu du présent article;
 - h) une déclaration indiquant que la personne à qui l'avis est donné peut présenter des observations à la Cour supérieure de justice à l'égard du prononcé d'une ordonnance en vertu du présent article.

Disposition des choses confisquées

- (4) Il peut être disposé d'une chose confisquée en vertu du présent article de la façon qu'ordonne le directeur.

Redressement pour la confiscation

98. (1) La personne qui avait un intérêt sur une chose confisquée en vertu de l'article 95 ou 97 peut, par voie de requête, demander un redressement pour la confiscation à la Cour supérieure de justice et le tribunal peut rendre une ordonnance prévoyant le redressement qu'il estime approprié, notamment l'une ou plusieurs des ordonnances suivantes :

1. Une ordonnance portant que tout ou partie de la chose soit rendu au requérant.
2. Une ordonnance portant qu'un intérêt sur la chose soit dévolu au requérant.
3. Une ordonnance enjoignant à la Couronne de verser un montant au requérant à titre compensatoire pour la confiscation.

Aucune ordonnance de redressement

- (2) Le tribunal ne doit pas rendre d'ordonnance de redressement en vertu du paragraphe (1) à l'égard d'une chose confisquée si le requérant, selon le cas :

- a) a reçu signification d'un avis prévu à l'article 121 et exigeant qu'il verse une pénalité administrative

alty in connection with a matter that was associated with the seizure of the thing, unless the requirement to pay the administrative penalty is rescinded under section 121; or

- (b) has been charged with an offence that was associated with the seizure of the thing, unless the charge has been withdrawn or dismissed.

Use of force

99. (1) A provincial officer may use such force as is reasonably necessary,

- (a) to carry out an order issued under this Act, other than an order issued by a provincial officer;
- (b) to execute a warrant issued under the *Provincial Offences Act*; or
- (c) to prevent the destruction of any thing that the provincial officer reasonably believes may afford evidence of an offence under this Act.

Same

(2) For the purposes of clause (1) (a), an order issued by the Director that confirms or amends an order issued by a provincial officer is not an order issued by a provincial officer.

Use of investigative device

Definition

100. (1) In this section,

“device” means a substance or tracking device that, when placed or installed in or on any place, land or thing, may be used to help ascertain, by electronic or other means, the origin, identity or location of any thing.

Order may be issued

(2) On application without notice, a justice may issue an order in writing authorizing a provincial officer, subject to this section, to use any device, investigative technique or procedure or to do anything described in the order if the justice is satisfied by evidence under oath that there are reasonable grounds to believe that an offence under this Act has been or will be committed and that information concerning the offence will be obtained through the use of the device, technique or procedure or the doing of the thing.

Expert help

(3) An order under subsection (2) may authorize persons who have special, expert or professional knowledge to accompany and assist the provincial officer in the execution of the order.

Limitation

(4) An order under this section shall not authorize the interception of any private communication.

relativement à une question qui était liée à la saisie de la chose, à moins que cette exigence n'ait été annulée en application de cet article;

- b) a été accusé d'une infraction qui était liée à la saisie de la chose, à moins que l'accusation n'ait été retirée ou rejetée.

Recours à la force

99. (1) L'agent provincial peut avoir recours à la force raisonnablement nécessaire pour, selon le cas :

- a) exécuter un arrêté pris ou une ordonnance rendue en vertu de la présente loi, à l'exception d'un arrêté pris par un agent provincial;
- b) exécuter un mandat décerné en application de la *Loi sur les infractions provinciales*;
- c) empêcher la destruction d'une chose que l'agent provincial croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, être susceptible d'attester d'une infraction prévue par la présente loi.

Idem

(2) Pour l'application de l'alinéa (1) a), l'arrêté que prend le directeur pour confirmer ou modifier un arrêté pris par un agent provincial ne constitue pas un arrêté pris par un agent provincial.

Utilisation d'un dispositif d'enquête

Définition

100. (1) La définition qui suit s'applique au présent article.

«dispositif» Substance ou dispositif de localisation qui, lorsqu'ils sont placés ou installés dans un lieu, sur un bien-fonds ou dans ou sur une chose, peuvent être utilisés pour déterminer l'origine, la nature ou l'emplacement d'une chose par des moyens électroniques ou autres.

Ordonnance

(2) Sur demande présentée sans préavis, un juge peut rendre une ordonnance par écrit autorisant un agent provincial, sous réserve du présent article, à utiliser un dispositif ou une technique ou méthode d'enquête, ou à faire quoi que ce soit qui y est mentionné, s'il est convaincu, sur la foi des preuves présentées sous serment, qu'il existe des motifs raisonnables de croire qu'une infraction prévue par la présente loi a été ou sera commise et que des renseignements relatifs à l'infraction seront obtenus par l'utilisation du dispositif, de la technique ou de la méthode ou par l'accomplissement de l'acte.

Assistance professionnelle

(3) L'ordonnance rendue en vertu du paragraphe (2) peut autoriser des personnes qui possèdent des connaissances particulières ou professionnelles à accompagner et à assister l'agent provincial pour exécuter l'ordonnance.

Restriction

(4) L'ordonnance rendue en vertu du présent article ne doit autoriser l'interception d'aucune communication privée.

Same

(5) No device, technique or procedure shall be used to intercept any private communication under an order issued under this section.

Provisions of order

(6) An order issued under this section shall contain such provisions as the justice considers advisable in the circumstances.

Activities under order

(7) An order issued under this section may authorize a provincial officer,

- (a) to place, install, maintain or remove a device in or on any land, place or thing; and
- (b) to monitor, or to have monitored, a device or information from the device placed or installed in or on any land, place or thing.

Duration of order

(8) An order issued under this section is valid for a period of 60 days or for such shorter period as may be specified in the order.

Further orders

(9) A justice may issue further orders under subsection (2).

Restoration

101. A provincial officer who makes or causes the making of an excavation in the course of his or her duties under this Act shall restore the property, so far as is reasonably possible, to the condition it was in before the excavation was made.

Police assistance

102. Whenever a provincial officer is required or empowered by this Act to do or direct the doing of anything, the provincial officer may take such steps and employ such assistance as is necessary to accomplish what is required, and may, when obstructed in doing so, call for the assistance of any member of the Ontario Provincial Police Force or the police force in the area where the assistance is required and it is the duty of every member of a police force to render assistance.

Additional inspection

103. If a provincial officer finds on an inspection or search under this Part that there is a prescribed deficiency, the Director shall direct a provincial officer to carry out a new inspection under this Part no later than 365 days after the last day of the inspection in which the deficiency was found.

Idem

(5) Aucun dispositif ni aucune technique ou méthode ne doit être utilisé pour intercepter toute communication privée aux termes d'une ordonnance rendue en vertu du présent article.

Dispositions de l'ordonnance

(6) L'ordonnance rendue en vertu du présent article est assortie des dispositions que le juge estime souhaitables dans les circonstances.

Activités autorisées par l'ordonnance

(7) L'ordonnance rendue en vertu du présent article peut autoriser un agent provincial à faire ce qui suit :

- a) placer, installer et maintenir un dispositif sur un bien-fonds, dans un lieu ou dans ou sur une chose, ou l'en retirer;
- b) surveiller ou faire surveiller un dispositif ou les renseignements transmis par un dispositif placé ou installé sur un bien-fonds, dans un lieu ou dans ou sur une chose.

Durée de l'ordonnance

(8) L'ordonnance rendue en vertu du présent article est valide pour une période de 60 jours ou pour toute période plus courte qui y est précisée.

Ordonnances additionnelles

(9) Un juge peut rendre des ordonnances additionnelles en vertu du paragraphe (2).

Remise en état

101. Dans la mesure de ce qui est possible et raisonnable, l'agent provincial qui, dans le cadre de l'exécution des fonctions qui lui sont attribuées en application de la présente loi, fait ou fait faire une excavation, remet la propriété en l'état où elle était avant l'excavation.

Assistance d'un membre de la police

102. Lorsque l'agent provincial est tenu par la présente loi d'accomplir un acte ou d'ordonner qu'il soit accompli, ou est habilité à ce faire, il peut prendre les mesures et recourir à l'assistance qui s'avèrent nécessaires pour accomplir ce qu'exige la situation. Il peut également, lorsqu'il est entravé dans l'exercice de ses fonctions, demander l'assistance de tout membre de la Police provinciale de l'Ontario ou du corps de police de la région dans laquelle il demande cette assistance. Il incombe à chacun des membres d'un corps de police d'apporter son assistance.

Nouvelle inspection

103. Si, lors d'une inspection ou d'une perquisition prévue par la présente partie, un agent provincial constate une défaillance prescrite, le directeur lui enjoint d'effectuer une nouvelle inspection en application de la présente partie au plus tard 365 jours après le dernier jour de l'inspection au cours de laquelle la défaillance a été constatée.

PART IX COMPLIANCE AND ENFORCEMENT

Interpretation

Abandonment of drinking-water system

104. (1) For the purposes of this Part, a drinking-water system or part of a drinking-water system shall be deemed to be abandoned if,

- (a) the owner of the system or part of the system cannot be ascertained; or
- (b) the system or part of the system has escheated to the Crown.

Alternative supply

(2) For the purposes of this Part, a requirement to provide users of a drinking-water system with an alternative supply of drinking water shall be deemed, at a minimum, to be a requirement to provide the users with access to a supply of drinking water for daily human consumption and food preparation purposes.

Order by provincial officer: contraventions

105. (1) A provincial officer may issue an order to any person that the provincial officer reasonably believes is contravening or has contravened,

- (a) a provision of this Act or the regulations;
- (b) a provision of an order made under this Act; or
- (c) a condition in a certificate, permit, licence or approval issued or granted under this Act.

Information to be included in order

- (2) The order shall,
 - (a) specify the provision or condition that the provincial officer believes is being or has been contravened;
 - (b) briefly describe the nature and, where applicable, the location of the contravention; and
 - (c) state that a review of the order may be requested in accordance with section 107.

What order may require

(3) The order may require the person to whom it is directed to comply with any directions set out in the order, within the time specified, relating to,

- (a) achieving compliance with the provision or condition;
- (b) preventing the continuation or repetition of the contravention;
- (c) the securing, whether through locks, gates, fences, security guards or other means, of any land, place or thing;

PARTIE IX CONFORMITÉ ET EXÉCUTION

Interprétation

Abandon d'un réseau d'eau potable

104. (1) Pour l'application de la présente partie, un réseau d'eau potable ou une partie d'un tel réseau est réputé abandonné si, selon le cas :

- a) l'identité du propriétaire du réseau ou de la partie du réseau ne peut pas être établie;
- b) le réseau ou la partie du réseau a été dévolu à la Couronne pour cause de déshérence.

Autre source d'approvisionnement

(2) Pour l'application de la présente partie, une exigence portant que soit fournie aux usagers d'un réseau d'eau potable une autre source d'approvisionnement en eau potable est réputée, au minimum, une exigence portant que soit donné aux usagers accès à un approvisionnement en eau potable pour la consommation humaine quotidienne et la préparation des aliments.

Arrêté de l'agent provincial : contraventions

105. (1) L'agent provincial peut prendre un arrêté contre toute personne s'il croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, qu'elle contrevient ou a contrevenu :

- a) soit à une disposition de la présente loi ou des règlements;
- b) soit à une disposition d'un arrêté pris ou d'une ordonnance rendue en vertu de la présente loi;
- c) soit à une condition d'un certificat ou d'un permis délivré ou d'une approbation accordée en vertu de la présente loi.

Renseignements à inclure dans l'arrêté

- (2) L'arrêté :
 - a) précise la disposition ou la condition à laquelle l'agent provincial croit qu'il y a ou qu'il y a eu contravention;
 - b) décrit brièvement la nature de la contravention et, le cas échéant, l'endroit où celle-ci s'est produite;
 - c) indique qu'une révision de l'arrêté peut être demandée conformément à l'article 107.

Exigences de l'arrêté

(3) L'arrêté peut exiger que la personne à laquelle il s'adresse se conforme, dans le délai précisé, aux directives qui y sont énoncées et qui visent l'une ou l'autre des mesures suivantes :

- a) se conformer effectivement à la disposition ou à la condition en question;
- b) empêcher la continuation ou la répétition de la contravention;
- c) interdire l'accès à un bien-fonds, à un lieu ou à une chose au moyen de cadenas, de grilles, de clôtures ou d'agents de sécurité ou par d'autres moyens;

- (d) the repair, maintenance or operation of a drinking-water system, water testing equipment or a laboratory in such manner and with such equipment as may be specified in the order;
- (e) the requirement to treat water in a drinking-water system, including, with respect to a regulated non-municipal drinking-water system, the requirement to treat water in plumbing;
- (f) sampling, testing, monitoring and reporting with respect to the quality or quantity of any waters;
- (g) providing an alternative supply of drinking water if the continued operation of the drinking-water system will result in a drinking-water health hazard;
- (h) submitting a plan for achieving compliance with the provision or condition, including the engagement of contractors or consultants satisfactory to a provincial officer;
- (i) the requirement to retain an accredited operating authority by the date specified in the order and no later than three months from the date the order is issued, if the order relates to a failure to have an accredited operating authority in charge of a drinking-water system as required under this Act;
- (j) submitting an application for a certificate, permit, licence or approval under this Act or for an amendment to a certificate, permit, licence or approval; or
- (k) posting notice of the order.

Order by provincial officer: drinking-water system

106. (1) If the provincial officer considers it necessary for the purposes of this Act, the provincial officer may issue an order to any person who owns, manages or has control of,

- (a) a municipal drinking-water system; or
- (b) a regulated non-municipal drinking-water system.

Information to be included in order

- (2) The order shall,
 - (a) briefly describe the reasons for the order and the circumstances on which the reasons are based; and
 - (b) state that a review of the order may be requested in accordance with section 107.

What the order may require

- (3) The order may require the person to whom it is directed to comply with any directions under subsection (4), within the time specified.

- d) réparer, entretenir ou exploiter un réseau d'eau potable, du matériel d'analyse de l'eau ou un laboratoire de la façon et au moyen du matériel précisés dans l'arrêté;
- e) traiter l'eau du réseau d'eau potable, y compris, s'il s'agit d'un réseau d'eau potable non municipal réglementé, l'eau située dans la plomberie;
- f) prélever des échantillons, effectuer des analyses, exercer une surveillance et présenter des rapports relativement à la qualité ou à la quantité d'eaux quelconques;
- g) fournir une autre source d'approvisionnement en eau potable si la poursuite de l'exploitation du réseau d'eau potable entraînera un danger de l'eau potable pour la santé;
- h) présenter un plan pour que la personne se conforme effectivement à la disposition ou à la condition en question, lequel prévoit notamment l'engagement des entrepreneurs ou experts-conseils qu'un agent provincial estime compétents;
- i) faire appel à un organisme d'exploitation agréé au plus tard à la date précisée dans l'arrêté, mais pas plus de trois mois à compter de la date de prise de l'arrêté, si celui-ci a trait au défaut de confier à un organisme d'exploitation agréé la responsabilité d'un réseau d'eau potable comme cela est exigé en application de la présente loi;
- j) présenter une demande de certificat, de permis ou d'approbation prévus par la présente loi ou de modification d'un certificat, d'un permis ou d'une approbation;
- k) afficher un avis de l'arrêté.

Arrêté de l'agent provincial : réseau d'eau potable

106. (1) S'il l'estime nécessaire pour l'application de la présente loi, l'agent provincial peut prendre un arrêté contre toute personne qui a la propriété, la gestion ou le contrôle, selon le cas :

- a) d'un réseau municipal d'eau potable;
- b) d'un réseau d'eau potable non municipal réglementé.

Renseignements à inclure dans l'arrêté

- (2) L'arrêté :
 - a) expose brièvement les motifs pour lesquels il est pris et les circonstances sur lesquelles ces motifs se fondent;
 - b) indique qu'une révision de l'arrêté peut être demandée conformément à l'article 107.

Exigences de l'arrêté

- (3) L'arrêté peut exiger que la personne à laquelle il s'adresse se conforme, dans le délai précisé, aux directives visées au paragraphe (4).

Same

(4) The following directions may be specified in the order:

1. A direction to secure, whether through locks, gates, fences, security guards or other means, any land, place or thing.
2. A direction to operate, maintain and repair a drinking-water system in such manner and with such equipment as may be specified in the order.
3. A direction to sample, test, monitor and report with respect to the quality or quantity of any waters.
4. A direction to disconnect or repair any thing connected to the drinking-water system or plumbing, if the provincial officer reasonably believes that the thing poses a drinking-water health hazard.
5. A direction to engage contractors or consultants satisfactory to the provincial officer for the purposes of preparing a plan or carrying out any work required by the order.
6. A direction to provide such information relating to a non-municipal drinking-water system or conduct such tests on the system as the provincial officer may require in order to ascertain whether the system is a member of a prescribed class of regulated non-municipal drinking-water systems or is a regulated non-municipal drinking-water system for the purposes of any provision of this Act or the regulations.
7. A direction to post a notice of the order.

Request for review

107. (1) A person to whom an order under section 105 or 106 is directed may, within seven days after being served with a copy of the order, request that the Director review the order.

Manner of making request

(2) The request may be made orally, with written confirmation served on the Director within the time specified in subsection (1), or in writing.

Contents of request for review

(3) A written request for review under subsection (1) or a written confirmation of an oral request under subsection (2) shall include,

- (a) the portions of the order in respect of which the review is requested;
- (b) any submissions that the applicant for the review wishes the Director to consider; and

Idem

(4) Les directives suivantes peuvent être précisées dans l'arrêté :

1. Une directive interdisant l'accès à un bien-fonds, à un lieu ou à une chose au moyen de cadenas, de grilles, de clôtures ou d'agents de sécurité ou par d'autres moyens.
2. Une directive ordonnant d'exploiter, d'entretenir et de réparer un réseau d'eau potable de la façon et au moyen du matériel précisés dans l'arrêté.
3. Une directive ordonnant de prélever des échantillons, d'effectuer des analyses, d'exercer une surveillance et de présenter des rapports relativement à la qualité ou à la quantité d'eaux quelconques.
4. Une directive ordonnant de débrancher ou de réparer toute chose reliée au réseau d'eau potable ou à l'installation de plomberie, si l'agent provincial croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, que la chose présente un danger de l'eau potable pour la santé.
5. Une directive ordonnant d'engager des entrepreneurs ou experts-conseils que l'agent provincial estime compétents pour préparer un plan ou effectuer tous travaux exigés par l'arrêté.
6. Une directive ordonnant de fournir les renseignements ou d'effectuer les analyses qu'exige l'agent provincial relativement à un réseau d'eau potable non municipal afin de déterminer si le réseau appartient à une catégorie prescrite de réseaux d'eau potable non municipaux réglementés ou constitue un réseau d'eau potable non municipal réglementé pour l'application de toute disposition de la présente loi ou des règlements.
7. Une directive ordonnant d'afficher un avis de l'arrêté.

Demande de révision

107. (1) La personne à laquelle s'adresse un arrêté pris en vertu de l'article 105 ou 106 peut, dans les sept jours qui suivent la date où lui est signifiée une copie de l'arrêté, demander que le directeur le révise.

Façon de présenter la demande

(2) La demande peut être présentée verbalement, si une confirmation écrite en est signifiée au directeur dans le délai précisé au paragraphe (1), ou par écrit.

Contenu de la demande de révision

(3) La demande de révision présentée par écrit en vertu du paragraphe (1) ou la confirmation écrite de la demande présentée verbalement en vertu du paragraphe (2) comporte les éléments suivants :

- a) les parties de l'arrêté qui font l'objet de la demande de révision;
- b) les observations que l'auteur de la demande de révision souhaite que le directeur étudie;

- (c) for the purpose of subsection (7), an address that may be used for service in accordance with the requirements under this Act.

No automatic stay

(4) The request for review does not stay the order, unless the Director orders otherwise in writing.

Decision of Director

(5) A Director who receives a request for review may,

- (a) revoke the order of the provincial officer; or
- (b) by order directed to the person requesting the review, confirm or amend the order of the provincial officer.

Same

(6) For the purposes of subsection (5), the Director may substitute his or her own opinion for that of the provincial officer.

Notice of decision

(7) The Director shall serve the person requesting the review with a copy of,

- (a) a decision to revoke the order of the provincial officer; or
- (b) an order to confirm or amend the order of the provincial officer, together with reasons.

Automatic confirmation of order

(8) If, within seven days of receiving a written request for review or a written confirmation of an oral request for review, the Director does not make a decision under subsection (5) or does not give oral or written notice of the decision to the person requesting the review, the order in respect of which the review is sought shall be deemed to have been confirmed by order of the Director.

Same

(9) For the purpose of an appeal to the Tribunal, a confirming order deemed to be made under subsection (8),

- (a) shall be deemed to be issued to each person to whom the order of the provincial officer was directed; and
- (b) shall be deemed to be served, on each person to whom the order of the provincial officer was directed, at the expiry of the time period referred to in subsection (8).

Extension of time to retain accredited operating authority

(10) If a provincial officer issued an order under section 105 that requires a person to retain an accredited operating authority by a date specified in the order, the Director may, under subsection (5) or by a further order that amends the Director's order under subsection (5) or (8), extend the date specified in the provincial officer's order

- c) pour l'application du paragraphe (7), une adresse pouvant être utilisée aux fins de signification conformément aux exigences prévues par la présente loi.

Suspension non automatique

(4) La demande de révision n'a pas pour effet de suspendre l'application de l'arrêté, sauf si le directeur ordonne autrement par écrit.

Décision du directeur

(5) Le directeur qui reçoit une demande de révision peut, selon le cas :

- a) révoquer l'arrêté de l'agent provincial;
- b) par arrêté adressé à l'auteur de la demande de révision, confirmer ou modifier l'arrêté de l'agent provincial.

Idem

(6) Pour l'application du paragraphe (5), le directeur peut substituer son opinion à celle de l'agent provincial.

Avis de décision

(7) Le directeur signifie à l'auteur de la demande de révision une copie :

- a) soit de la décision de révoquer l'arrêté de l'agent provincial;
- b) soit d'un arrêté confirmant ou modifiant l'arrêté de l'agent provincial, accompagné des motifs.

Confirmation automatique de l'arrêté

(8) Si, dans les sept jours de la réception d'une demande de révision présentée par écrit ou de la confirmation écrite de la demande présentée verbalement, le directeur ne rend pas de décision en vertu du paragraphe (5) ni ne donne d'avis verbal ou écrit de la décision à l'auteur de la demande de révision, l'arrêté qui fait l'objet de la demande de révision est réputé avoir été confirmé par arrêté du directeur.

Idem

(9) Aux fins d'un appel interjeté devant le Tribunal, l'arrêté de confirmation qui est réputé être pris en vertu du paragraphe (8) :

- a) d'une part, est réputé être pris contre chaque personne à qui s'adressait l'arrêté de l'agent provincial;
- b) d'autre part, est réputé être signifié, à l'expiration du délai visé au paragraphe (8), à chaque personne à qui s'adressait l'arrêté de l'agent provincial.

Prorogation du délai imparti pour faire appel à un organisme d'exploitation agréé

(10) Si un agent provincial a pris, en vertu de l'article 105, un arrêté portant qu'une personne fasse appel à un organisme d'exploitation agréé au plus tard à la date précisée dans l'arrêté, le directeur peut, en vertu du paragraphe (5) ou par un autre arrêté qui modifie celui qu'il a pris en vertu du paragraphe (5) ou (8), proroger la date précisée

to a date that is not later than 180 days after the date the provincial officer's order was issued.

Minister's order, imminent drinking-water health hazard

108. (1) If the Minister is of the opinion that an imminent drinking-water health hazard exists in respect of one or more municipal drinking-water systems or one or more regulated non-municipal drinking-water systems or that the failure of one or more laboratories to do a thing in respect of a drinking-water test endangers or is likely to endanger public health in one or more areas of the Province, the Minister may by written order exercise one or more of the following powers under this Act to eliminate or ameliorate the circumstances giving rise to the order:

1. If the circumstances giving rise to the order relate to the failure of a laboratory to do one or more things in respect of a drinking-water test, the Minister may include one or more of the following things in the order:
 - i. A directive to one or more holders of drinking-water testing licences under Part VII that a drinking-water test or class of tests is to be conducted under the licence in accordance with a method specified in the directive.
 - ii. The suspension of one or more licences issued under Part VII for a period that does not exceed 90 days, unless the Minister reinstates the licence earlier.
2. If the circumstances giving rise to the order relate to the condition of one or more drinking-water systems or the condition of their waters, including any thing that may be present in the waters, the Minister may,
 - i. issue any order under section 109 that the Director could issue, and
 - ii. direct the Director to issue a notice of emergency response under section 110 and to make such arrangements with the Agency or person as the Minister directs.

Deemed direction

(2) A directive described in subparagraph 1 i of subsection (1) shall be deemed to be a direction given under section 76.

Notice of order

(3) Each of the following persons shall be provided with a copy of an order issued by the Minister under this section immediately after the order is issued:

1. The person to whom the order is issued.
2. The owner of any drinking-water system that is the subject of the order or, if an operating authority is in charge of the system, the operating authority.

sée dans l'arrêté de l'agent provincial d'au plus 180 jours à compter de la date de la prise de celui-ci.

Arrêté du ministre : danger de l'eau potable pour la santé imminent

108. (1) S'il est d'avis qu'il existe un danger de l'eau potable pour la santé imminent relativement à un ou à plusieurs réseaux municipaux d'eau potable ou à un ou à plusieurs réseaux d'eau potable non municipaux réglementés ou que le manquement d'un ou de plusieurs laboratoires à leur obligation de faire une chose à l'égard d'une analyse de l'eau potable met ou mettra vraisemblablement la santé publique en danger dans un ou plusieurs secteurs de la province, le ministre peut, par arrêté écrit, exercer un ou plusieurs des pouvoirs suivants qui lui sont conférés en application de la présente loi pour éliminer ou améliorer les circonstances qui ont donné lieu à la prise de l'arrêté :

1. Si les circonstances qui ont donné lieu à la prise de l'arrêté ont trait au défaut d'un laboratoire de faire une ou plusieurs choses à l'égard d'une analyse de l'eau potable, il peut inclure un ou plusieurs des éléments suivants dans son arrêté :
 - i. Des instructions ordonnant à un ou à plusieurs titulaires de permis d'analyse de l'eau potable délivrés en application de la partie VII d'effectuer une analyse ou catégorie d'analyses de l'eau potable aux termes du permis conformément à une méthode précisée dans ses instructions.
 - ii. La suspension d'un ou de plusieurs permis délivrés en application de la partie VII pour une période maximale de 90 jours, à moins qu'il ne rétablisse le permis plus tôt.
2. Si les circonstances qui ont donné lieu à la prise de l'arrêté ont trait à l'état d'un ou de plusieurs réseaux d'eau potable ou à l'état de leurs eaux, notamment de toute chose qui peut s'y trouver, il peut :
 - i. prendre en vertu de l'article 109 un arrêté que pourrait prendre le directeur,
 - ii. enjoindre au directeur de délivrer un avis d'intervention d'urgence en vertu de l'article 110 et de conclure l'arrangement qu'il ordonne avec l'Agence ou la personne.

Instructions assimilées à des directives

(2) Les instructions visées à la sous-disposition 1 i du paragraphe (1) sont réputées une directive donnée en vertu de l'article 76.

Avis de l'arrêté

(3) Il doit être fourni à chacune des personnes suivantes une copie de l'arrêté que prend le ministre en vertu du présent article, immédiatement après la prise de l'arrêté :

1. La personne contre laquelle est pris l'arrêté.
2. Le propriétaire de tout réseau d'eau potable visé par l'arrêté ou, si un organisme d'exploitation est responsable du réseau, l'organisme.

3. The local municipality in which any drinking-water system that is the subject of the order is located.
4. The Director who issued the licence or approval to the drinking-water testing service or drinking-water system that is the subject of the order.
5. The Chief Medical Officer of Health.

Minister's order prevails

(4) An order issued by the Minister under this section prevails over any order issued by the Director or a provincial officer under this Part or any direction issued by the Director under section 76.

Director's order, imminent drinking-water health hazard

109. (1) If the Director is of the opinion that an imminent drinking-water health hazard exists in respect of a municipal drinking-water system or a regulated non-municipal drinking-water system, the Director may issue an order to the owner or the operating authority for the system, requiring the owner or operating authority, in accordance with the directions specified in the order, to do one or more of the following:

1. Immediately cease or restrict the operation of the system.
2. Provide the users of the system with an alternative supply of drinking water.
3. Notify the users of the system of the order.
4. Operate, maintain and repair the system in such manner and with such equipment as the Director directs in the order.
5. Sample, test, monitor and report with respect to the quality or quantity of any waters.
6. Assess and report with respect to the condition of any specified part of the drinking-water system.
7. Secure, whether through locks, gates, fences, security guards or other means, any land, place or thing.

Requirement to comply

(2) When a copy of an order under subsection (1) is given to an owner or operating authority of a drinking-water system, the owner or operating authority shall immediately cease or restrict the provision of drinking water in accordance with the directions in the order.

Notice of the order

(3) The Director shall provide a copy of an order issued under subsection (1) to the following persons:

1. The person to whom the order is issued.

3. La municipalité locale où est situé le réseau d'eau potable visé par l'arrêté.
4. Le directeur qui a délivré le permis municipal ou le permis d'analyse ou accordé l'approbation à l'égard du service d'analyse de l'eau potable ou du réseau d'eau potable visé par l'arrêté.
5. Le médecin-hygiéniste en chef.

L'arrêté du ministre l'emporte

(4) L'arrêté que prend le ministre en vertu du présent article l'emporte sur tout autre arrêté que prend le directeur ou un agent provincial en vertu de la présente partie ou sur toute directive que donne le directeur en vertu de l'article 76.

Arrêté du directeur : danger de l'eau potable pour la santé imminent

109. (1) S'il est d'avis qu'il existe un danger de l'eau potable pour la santé imminent relativement à un réseau municipal d'eau potable ou à un réseau d'eau potable non municipal réglementé, le directeur peut prendre contre le propriétaire ou l'organisme d'exploitation du réseau un arrêté portant qu'il prenne une ou plusieurs des mesures suivantes conformément aux directives qui y sont précisées :

1. Cesser ou restreindre immédiatement l'exploitation du réseau.
2. Fournir aux usagers du réseau une autre source d'approvisionnement en eau potable.
3. Aviser les usagers du réseau de l'arrêté.
4. Exploiter, entretenir et réparer le réseau de la façon et au moyen du matériel qu'ordonne le directeur dans son arrêté.
5. Prélever des échantillons, effectuer des analyses, exercer une surveillance et présenter des rapports relativement à la qualité ou à la quantité d'eaux quelconques.
6. Évaluer l'état de toute partie précisée du réseau d'eau potable et présenter un rapport à ce sujet.
7. Interdire l'accès à un bien-fonds, à un lieu ou à une chose au moyen de cadenas, de grilles, de clôtures ou d'agents de sécurité ou par d'autres moyens.

Obligation de se conformer

(2) Lorsqu'une copie d'un arrêté pris en vertu du paragraphe (1) est donnée au propriétaire ou à l'organisme d'exploitation d'un réseau d'eau potable, le propriétaire ou l'organisme cesse ou restreint immédiatement la fourniture de l'eau potable conformément aux directives contenues dans l'arrêté.

Avis de l'arrêté

(3) Le directeur fournit une copie de tout arrêté qu'il prend en vertu du paragraphe (1) aux personnes suivantes :

1. La personne contre laquelle est pris l'arrêté.

2. The Chief Medical Officer of Health and the medical officer of health.
3. The local municipality in which the system that is the subject of the order is located.
4. The Minister.

Revocation of order

(4) The Director may revoke an order issued under subsection (1) in one or more of the following circumstances:

1. The Director is satisfied, after consulting with the medical officer of health, that the circumstances giving rise to the order have been eliminated or ameliorated.
2. The Director has appointed an interim operating authority under section 113 to take charge of the drinking-water system to which the order relates.
3. A municipality has, in accordance with a direction under section 114, taken charge of the system to which the order relates.

Notice of emergency response

110. (1) If one or more of the following circumstances exist in respect of a municipal drinking-water system or a regulated non-municipal drinking-water system, the Director may issue a notice of emergency response to the persons listed in subsection (3) and, in the notice, direct the Agency or such other person as the Director considers appropriate to do one or more of the things mentioned in subsection (2):

1. An order has been issued under section 108 or 109 to an owner or operating authority to immediately cease or restrict the operation of the system and the owner or operating authority, as the case may be, fails or refuses to comply with the order or the Director has reason to believe that the owner or operating authority is unlikely to comply with the order.
2. The Minister has issued an order under section 108 in respect of an imminent drinking-water health hazard and has directed the Director to make an arrangement under this section with the Agency or the person specified by the Minister in the directive to eliminate or ameliorate the circumstances giving rise to the order.
3. The Director is of the opinion that unless an emergency response notice is issued under this section, a drinking-water health hazard will result in respect of the system.

Direction

(2) In a notice of emergency response issued under subsection (1), the Director may direct the Agency or person to do one or more of the following in accordance with the directions specified in the notice:

2. Le médecin-hygiéniste en chef et le médecin-hygiéniste.
3. La municipalité locale où est situé le réseau visé par l'arrêté.
4. Le ministre.

Révocation de l'arrêté

(4) Le directeur peut révoquer un arrêté qu'il prend en vertu du paragraphe (1) dans une ou plusieurs des circonstances suivantes :

1. Il est convaincu, après avoir consulté le médecin-hygiéniste, que les circonstances qui ont donné lieu à la prise de l'arrêté ont été éliminées ou améliorées.
2. Il a nommé un organisme d'exploitation intérimaire en vertu de l'article 113 pour assumer la responsabilité du réseau d'eau potable visé par l'arrêté.
3. Une municipalité a, conformément à une directive donnée en vertu de l'article 114, assumé la responsabilité du réseau visé par l'arrêté.

Avis d'intervention d'urgence

110. (1) Si une ou plusieurs des circonstances suivantes existent à l'égard d'un réseau municipal d'eau potable ou d'un réseau d'eau potable non municipal réglementé, le directeur peut délivrer aux personnes visées au paragraphe (3) un avis d'intervention d'urgence enjoignant à l'Agence ou aux autres personnes qu'il estime appropriées de faire une ou plusieurs des choses visées au paragraphe (2) :

1. Un arrêté a été pris en vertu de l'article 108 ou 109 contre un propriétaire ou un organisme d'exploitation portant qu'il cesse ou restreigne immédiatement l'exploitation du réseau et le propriétaire ou l'organisme, selon le cas, ne se conforme pas à l'arrêté ou refuse de s'y conformer ou le directeur a des motifs de croire qu'il ne s'y conformera vraisemblablement pas.
2. Le ministre a pris un arrêté en vertu de l'article 108 à l'égard d'un danger de l'eau potable pour la santé imminent et a enjoint au directeur de conclure un arrangement en vertu du présent article avec l'Agence ou la personne que précise le ministre dans les instructions qu'il donne pour éliminer ou améliorer les circonstances qui ont donné lieu à la prise de l'arrêté.
3. Le directeur est d'avis qu'à moins qu'un avis d'intervention d'urgence ne soit délivré en vertu du présent article, il surviendra un danger de l'eau potable pour la santé à l'égard du réseau.

Directives

(2) Dans l'avis d'intervention d'urgence qu'il délivre en vertu du paragraphe (1), le directeur peut enjoindre à l'Agence ou à la personne de prendre une ou plusieurs des mesures suivantes conformément aux directives précisées dans l'avis :

1. Cease or restrict the operation of the system.
2. Operate, maintain and repair the system in such manner and with such equipment as the Director specifies in the direction.
3. Provide the users of the system with an alternative supply of drinking water.
4. Assess and report on the condition of any specified part of the system.
5. Sample, test, monitor and report with respect to the quality or quantity of any waters.

Notice

(3) The Director shall give a copy of a notice of emergency response issued under subsection (1) to the following persons:

1. The owner of the system or, if an operating authority is in charge of the system, the operating authority.
2. The Agency or person to whom a direction is given in the notice.
3. The Chief Medical Officer of Health and the medical officer of health.
4. The local municipality in which the system that is the subject of the notice is located.
5. The Minister.

Notice in respect of abandoned system

(4) If the Director issues a notice of emergency response under subsection (1) in respect of an abandoned drinking-water system, the Director may, in the notice, direct the Agency or person, as the case may be, to notify the users of the system in the form and manner specified by the Director in the notice of,

- (a) the circumstances giving rise to the drinking-water health hazard; and
- (b) a summary of the contents of the notice issued under subsection (1).

Transfer of control of the system

(5) The owner of a drinking-water system to which a notice of emergency response relates and all of the owner's employees and agents, including any operating authority for the system, shall, if the notice requires, relinquish control and operation of the system to the Agency or the person named in the notice.

Same

(6) If a notice of emergency response is issued under subsection (1) in respect of a drinking-water system,

- (a) the owner of the system and all persons in charge of, managing or controlling the system or a place or thing associated with the system shall permit the

1. Cesser ou restreindre l'exploitation du réseau.
2. Exploiter, entretenir et réparer le réseau de la façon et au moyen du matériel que précise le directeur dans sa directive.
3. Fournir aux usagers du réseau une autre source d'approvisionnement en eau potable.
4. Évaluer l'état d'une partie précisée du réseau et présenter un rapport à ce sujet.
5. Prélever des échantillons, effectuer des analyses, exercer une surveillance et présenter des rapports relativement à la qualité ou à la quantité d'eaux quelconques.

Avis

(3) Le directeur remet une copie de l'avis d'intervention d'urgence qu'il délivre en vertu du paragraphe (1) aux personnes suivantes :

1. Le propriétaire du réseau ou, si un organisme d'exploitation est responsable du réseau, l'organisme.
2. L'Agence ou la personne à qui une directive est donnée dans l'avis.
3. Le médecin-hygiéniste en chef et le médecin-hygiéniste.
4. La municipalité locale où est situé le réseau visé par l'avis.
5. Le ministre.

Avis concernant un réseau abandonné

(4) S'il délivre un avis d'intervention d'urgence en vertu du paragraphe (1) à l'égard d'un réseau d'eau potable abandonné, le directeur peut, dans l'avis, enjoindre à l'Agence ou à la personne, selon le cas, d'aviser les usagers du réseau, sous la forme et de la façon qu'il précise dans l'avis, de ce qui suit :

- a) les circonstances qui ont donné lieu au danger de l'eau potable pour la santé;
- b) un résumé du contenu de l'avis délivré en vertu du paragraphe (1).

Transfert du contrôle du réseau

(5) Le propriétaire d'un réseau d'eau potable visé par un avis d'intervention d'urgence et tous ses employés et mandataires, y compris tout organisme d'exploitation du réseau, cèdent le contrôle et l'exploitation du réseau à l'Agence ou à la personne désignée dans l'avis, si celui-ci l'exige.

Idem

(6) Si un avis d'intervention d'urgence est délivré en vertu du paragraphe (1) à l'égard d'un réseau d'eau potable, les règles suivantes s'appliquent :

- a) le propriétaire du réseau et toutes les personnes qui ont la responsabilité du réseau ou d'un lieu ou d'une chose liés au réseau ou qui en assument la

Agency or the person named in the notice, as the case may be, unimpeded access to the system, place or thing;

- (b) no person shall hinder or obstruct any employee or agent of the Agency or person in the performance of their duties and responsibilities as specified in the notice; and
- (c) the owner and any operating authority of the system shall provide such assistance as the Director directs in the notice and provide the Agency or person named in the notice with access to all documents relevant to the operation of the system.

No action shall be commenced

(7) No action or proceeding shall be commenced against the Agency or a person acting under the authority of a notice of emergency response issued under subsection (1), or against an employee or agent of either of them, for any thing the Agency, person, employee or agent does or fails to do in respect of the drinking-water system to which the notice relates or for anything related to or arising from the condition of the drinking-water system immediately before the notice of emergency response was issued, unless the action or proceeding arises from the failure of the Agency, person, employee or agent to comply with a direction of the Director in the notice.

Revocation of notice of emergency response

(8) The Director may revoke a notice of emergency response if the Director is of the opinion that the circumstances giving rise to the issue of the notice have been eliminated or ameliorated.

Time limit

(9) An arrangement made under a notice of emergency response shall not exceed 90 days and may only be extended with the approval of,

- (a) the Chief Medical Officer of Health; or
- (b) the Minister.

Requirement to comply

(10) The Agency or the person acting under the authority of a notice of emergency response shall comply with any direction the Director may specify in the notice and any further written directions the Director may give to the Agency or person from time to time by an amendment to the notice.

Not an agent of the Crown

(11) Despite the *Crown Agency Act*, no person acting under the authority of a notice of emergency response is or shall hold himself or herself out as an agent of Her Majesty for any purpose.

Crown not liable

(12) No action or other proceeding shall be instituted against the Crown, the Minister or any employee of the Ministry,

gestion ou le contrôle y donnent libre accès à l'Agence ou à la personne désignée dans l'avis, selon le cas;

- b) nul ne doit gêner ou entraver un employé ou mandataire de l'Agence ou de la personne dans l'exercice de ses fonctions et responsabilités précisées dans l'avis;
- c) le propriétaire et tout organisme d'exploitation du réseau apportent l'aide qu'ordonne le directeur dans l'avis et donne à l'Agence ou à la personne qui y est désignée accès à tous les documents se rapportant à l'exploitation du réseau.

Irrecevabilité des actions ou instances

(7) Sont irrecevables les actions ou instances introduites contre l'Agence ou la personne qui agit en vertu d'un avis d'intervention d'urgence délivré en vertu du paragraphe (1) ou contre un de leurs employés ou mandataires pour toute chose que l'Agence, la personne, l'employé ou le mandataire fait ou ne fait pas relativement au réseau d'eau potable visé par l'avis ou pour quoi que ce soit qui est lié à l'état dans lequel se trouvait le réseau immédiatement avant la délivrance de l'avis, ou qui en découle, sauf si l'action ou l'instance découle du fait que l'Agence, la personne, l'employé ou le mandataire ne s'est pas conformé à une directive du directeur énoncée dans l'avis.

Révocation de l'avis d'intervention d'urgence

(8) Le directeur peut révoquer un avis d'intervention d'urgence s'il est d'avis que les circonstances qui ont donné lieu à sa délivrance ont été éliminées ou améliorées.

Délai

(9) La durée d'un arrangement conclu aux termes d'un avis d'intervention d'urgence ne doit pas dépasser 90 jours et l'arrangement ne peut être prorogé qu'avec l'approbation :

- a) soit du médecin-hygiéniste en chef;
- b) soit du ministre.

Obligation de se conformer

(10) L'Agence ou la personne qui agit en vertu d'un avis d'intervention d'urgence se conforme aux directives que précise le directeur dans l'avis et aux autres directives écrites qu'il peut lui donner à l'occasion au moyen d'une modification de l'avis.

Non un mandataire de la Couronne

(11) Malgré la *Loi sur les organismes de la Couronne*, aucune personne qui agit en vertu d'un avis d'intervention d'urgence n'est ou ne doit se présenter comme mandataire de Sa Majesté à quelque fin que ce soit.

Immunité de la Couronne

(12) Sont irrecevables les actions ou autres instances introduites contre la Couronne, le ministre ou un employé du ministère :

- (a) for any act done by a person acting under the authority of a notice of emergency response in the execution or intended execution of a power or duty under this Act or for an alleged neglect or default in the execution of such a power or duty; or
- (b) for any tort committed by the person referred to in clause (a) or by his or her employee or agent in relation to a power or duty under this Act.

**Order to decommission
Application**

111. (1) This section applies if,

- (a) a continuing drinking-water health hazard exists in respect of a municipal drinking-water system or a regulated non-municipal drinking-water system and the circumstances giving rise to the drinking-water health hazard cannot be eliminated or ameliorated by the owner of the system; or
- (b) the owner of a municipal drinking-water system or a regulated non-municipal drinking-water system has failed to decommission all or part of the system after taking it permanently out of service.

Director's order

(2) The Director may, by written order served on the owner of a drinking-water system referred to in subsection (1), require the owner to,

- (a) decommission all or part of the system in accordance with the directions specified in the order; or
- (b) replace all or part of the system in accordance with the directions specified in the order, if the order relates to a continuing drinking-water health hazard.

Same

(3) An order described in clause (2) (b) may include one or both of the following requirements:

- 1. A requirement to relocate a well or intake associated with the system.
- 2. A requirement to establish a new source of raw water supply for the system.

Order to continue operation

112. If the Director becomes aware that an owner of a municipal drinking-water system or a regulated non-municipal drinking-water system proposes to stop supplying water to the users of the system or has already done so, the Director may, by written order served on the owner or the operating authority of the system, require the owner or operating authority to continue to operate the system for its users.

Appointment of interim operating authority

113. (1) The Director may issue a written notice, in any of the following circumstances, appointing an interim operating authority to take charge of a municipal drink-

- a) soit pour un acte accompli par une personne agissant en vertu d'un avis d'intervention d'urgence dans l'exercice effectif ou censé tel des pouvoirs ou fonctions qui lui sont attribués en application de la présente loi ou pour une négligence ou un manquement qu'elle aurait commis dans l'exercice de ces pouvoirs ou fonctions;
- b) soit pour un délit civil commis par la personne visée à l'alinéa a) ou par un de ses employés ou mandataires relativement aux pouvoirs ou fonctions qui lui sont attribués en application de la présente loi.

**Arrêté de désaffectation
Application**

111. (1) Le présent article s'applique si, selon le cas :

- a) il existe un danger de l'eau potable pour la santé persistant à l'égard d'un réseau municipal d'eau potable ou d'un réseau d'eau potable non municipal réglementé et les circonstances qui ont donné lieu au danger ne peuvent pas être éliminées ou améliorées par le propriétaire du réseau;
- b) le propriétaire d'un réseau municipal d'eau potable ou d'un réseau d'eau potable non municipal réglementé n'a pas désaffecté tout ou partie du réseau après l'avoir mis hors service de façon permanente.

Arrêté du directeur

(2) Le directeur peut, par arrêté écrit signifié au propriétaire d'un réseau d'eau potable visé au paragraphe (1), exiger que celui-ci :

- a) soit désaffecte tout ou partie du réseau conformément aux directives précisées dans l'arrêté;
- b) soit remplace tout ou partie du réseau conformément aux directives précisées dans l'arrêté, si celui-ci a trait à un danger de l'eau potable pour la santé persistant.

Idem

(3) L'arrêté visé à l'alinéa (2) b) peut comporter l'une ou l'autre des exigences suivantes ou les deux :

- 1. Le déplacement d'un puits ou d'une prise d'eau lié au réseau.
- 2. L'établissement d'une nouvelle source d'approvisionnement en eau brute pour le réseau.

Arrêté de poursuite de l'exploitation

112. S'il apprend que le propriétaire d'un réseau municipal d'eau potable ou d'un réseau d'eau potable non municipal réglementé envisage d'arrêter de fournir de l'eau aux usagers du réseau ou qu'il l'a déjà fait, le directeur peut, par arrêté écrit signifié au propriétaire ou à l'organisme d'exploitation du réseau, exiger qu'il poursuive l'exploitation du réseau à l'intention de ses usagers.

Nomination d'un organisme d'exploitation intérimaire

113. (1) Le directeur peut, dans l'une ou l'autre des circonstances suivantes, délivrer un avis écrit nommant un organisme d'exploitation intérimaire pour assumer la

ing-water system or a regulated non-municipal drinking-water system:

1. There has been a failure or refusal to retain an accredited operating authority within the time specified by an order issued under this Part.
2. In the case of a municipal drinking-water system, the Director has suspended the approval or municipal drinking-water licence for the system.
3. There has been a failure or refusal to comply with an order issued under this Act in respect of a deficiency in a regulated non-municipal drinking-water system for which an order cannot be made under section 114 and the Director is of the opinion that the continuing operation of the system will result in a drinking-water health hazard.
4. In the case of an abandoned regulated non-municipal drinking-water system in unorganized territory, there is a deficiency in the system and the Director is of the opinion that the continuing operation of the system will result in a drinking-water health hazard.
5. A notice of emergency response has been issued under section 110 in respect of a drinking-water system for which an order cannot be made under section 114 and the Minister directs the Director to appoint an interim operating authority for the system.
6. There has been a failure or refusal to comply with an order issued under section 111.
7. There has been a failure or refusal to comply with an order issued under section 112.

Agreement

(2) Before issuing a notice under this section, the Director shall enter into an agreement with the person or entity that will be the interim operating authority.

Same

(3) The Director shall ensure that an agreement under subsection (2) includes the prescribed terms, if any.

Term of appointment

(4) The term of appointment of an interim operating authority shall not exceed 24 months unless the Minister approves the extension and the interim operating authority consents to the extension.

Directions to interim operating authority

(5) In a notice issued under subsection (1), the Director may, if the Director considers it necessary for the purposes of this Act, by the notice direct the interim operating authority to do one or more of the following:

1. In the case of a drinking-water system that has a deficiency, implement measures specified in the

responsabilité d'un réseau municipal d'eau potable ou d'un réseau d'eau potable non municipal réglementé :

1. Il y a eu défaut ou refus de faire appel à un organisme d'exploitation agréé dans le délai précisé par un arrêté pris en vertu de la présente partie.
2. S'il s'agit d'un réseau municipal d'eau potable, le directeur en a suspendu l'approbation ou le permis municipal d'eau potable.
3. Il y a eu défaut ou refus de se conformer à un arrêté pris ou à une ordonnance rendue en application de la présente loi relativement à une défaillance au sein d'un réseau d'eau potable non municipal réglementé pour lequel un arrêté ne peut pas être pris en vertu de l'article 114 et le directeur est d'avis que la poursuite de l'exploitation du réseau entraînera un danger de l'eau potable pour la santé.
4. S'il s'agit d'un réseau d'eau potable non municipal réglementé abandonné qui est situé dans un territoire non érigé en municipalité, il est constaté une défaillance au sein du réseau et le directeur est d'avis que la poursuite de l'exploitation du réseau entraînera un danger de l'eau potable pour la santé.
5. Un avis d'intervention d'urgence a été délivré en vertu de l'article 110 à l'égard d'un réseau d'eau potable pour lequel un arrêté ne peut pas être pris en vertu de l'article 114 et le ministre enjoint au directeur de nommer un organisme d'exploitation intérimaire pour le réseau.
6. Il y a eu défaut ou refus de se conformer à un arrêté pris en vertu de l'article 111.
7. Il y a eu défaut ou refus de se conformer à un arrêté pris en vertu de l'article 112.

Entente

(2) Avant de délivrer un avis en vertu du présent article, le directeur conclut une entente avec la personne ou l'entité qui agira à titre d'organisme d'exploitation intérimaire.

Idem

(3) Le directeur fait en sorte que l'entente visée au paragraphe (2) comporte les conditions prescrites, le cas échéant.

Mandat

(4) La durée du mandat d'un organisme d'exploitation intérimaire ne doit pas dépasser 24 mois sauf si le ministre approuve sa prorogation et que l'organisme y consent.

Directives à l'intention de l'organisme d'exploitation intérimaire

(5) Dans l'avis qu'il délivre en vertu du paragraphe (1), le directeur peut, s'il l'estime nécessaire pour l'application de la présente loi, enjoindre à l'organisme d'exploitation intérimaire de prendre une ou plusieurs des mesures suivantes :

1. S'il s'agit d'un réseau d'eau potable qui présente une défaillance, mettre en oeuvre les mesures pre-

notice to correct the deficiency, including specified alterations to the system.

2. If a permit, licence or approval is required for the drinking-water system, apply, on behalf of the owner, for the permit, licence or approval or for an amendment to the permit, licence or approval for the system, as specified in the notice.
3. If the drinking-water system to which the notice relates requires operational plans under this Act,
 - i. prepare operational plans for the system as specified in the notice, if no plans exist, or
 - ii. revise the operational plans for the system, as specified in the notice.
4. If the notice is issued in respect of a failure or refusal to comply with an order issued under section 111, decommission or replace all or part of the drinking-water system, as specified in the notice.
5. Repair, maintain and operate a drinking-water system in such manner and with such equipment as the Director specifies in the notice.
6. Sample, test, monitor and report with respect to the quality or quantity of any waters.
7. Provide the users of the system with an alternative supply of drinking water.
8. Assess and report on the condition of any specified part of the drinking-water system.

Revocation, amendment, etc.

- (6) The Director may, by further written notice,
 - (a) revoke a notice issued under subsection (1); or
 - (b) amend the notice to add or remove any direction described in subsection (5).

Requirement to comply with direction

(7) The interim operating authority shall comply with any direction given by the notice under subsection (1), as amended under subsection (6).

Termination of agreement

- (8) If the agreement referred to in subsection (2) is terminated by the Director or the interim operating authority,
 - (a) the appointment of the person or entity as the interim operating authority shall be deemed to be revoked;
 - (b) the Director may enter into an agreement with another person or body under subsection (2) to serve as an interim operating authority; and

cisées dans l'avis pour y remédier, notamment apporter les transformations précisées au réseau.

2. Si un permis ou une approbation est exigé à l'égard du réseau d'eau potable, demander, au nom du propriétaire, le permis ou l'approbation ou une modification du permis ou de l'approbation à l'égard du réseau, selon ce que précise l'avis.
3. Si le réseau d'eau potable visé par l'avis nécessite des plans d'exploitation en application de la présente loi :
 - i. soit préparer les plans d'exploitation du réseau, selon ce que précise l'avis, si aucun plan n'existe,
 - ii. soit réviser les plans d'exploitation du réseau selon ce que précise l'avis.
4. Si l'avis est délivré à l'égard d'un défaut ou d'un refus de se conformer à un arrêté pris en vertu de l'article 111, désaffecter ou remplacer tout ou partie du réseau d'eau potable, selon ce que précise l'avis.
5. Réparer, entretenir et exploiter un réseau d'eau potable de la façon et au moyen du matériel que précise le directeur dans l'avis.
6. Prélever des échantillons, effectuer des analyses, exercer une surveillance et présenter des rapports relativement à la qualité ou à la quantité d'eaux quelconques.
7. Fournir aux usagers du réseau une autre source d'approvisionnement en eau potable.
8. Évaluer l'état de toute partie précisée du réseau d'eau potable et présenter un rapport à ce sujet.

Révocation et modification

- (6) Le directeur peut, au moyen d'un autre avis écrit :
 - a) soit révoquer un avis délivré en vertu du paragraphe (1);
 - b) soit modifier l'avis de façon à ajouter ou à supprimer toute directive visée au paragraphe (5).

Obligation de se conformer à la directive

(7) L'organisme d'exploitation intérimaire se conforme à toute directive qui lui est donnée dans l'avis prévu au paragraphe (1), tel qu'il est modifié en vertu du paragraphe (6).

Résiliation de l'entente

- (8) Si le directeur ou l'organisme d'exploitation intérimaire résilie l'entente visée au paragraphe (2), les règles suivantes s'appliquent :
 - a) la nomination de la personne ou de l'entité comme organisme d'exploitation intérimaire est réputée révoquée;
 - b) le directeur peut conclure une entente avec une autre personne ou un autre organisme en vertu du paragraphe (2) pour agir comme organisme d'exploitation intérimaire;

- (c) the Director shall, under subsection (1), issue a notice of appointment of the new interim operating authority, if the Director enters into an agreement referred to in clause (b).

To whom the notice is given

(9) The Director shall give a notice issued under this section to,

- (a) the interim operating authority appointed in the notice;
- (b) the owner of the drinking-water system to which the notice relates;
- (c) the medical officer of health; and
- (d) the local municipality in which the system that is the subject of the notice is located.

Requirement to notify users of abandoned system

(10) If a notice is issued under subsection (1) in respect of an abandoned drinking-water system, the Director may, by the notice, direct the interim operating authority to notify the users of the system in a form and manner specified in the direction.

Transfer of system to interim operating authority

(11) The owner of the drinking-water system to which a notice under subsection (1) relates and all of the owner's employees and agents, including any operating authority for the system, shall, if required by the notice, relinquish control and operation of the system to the interim operating authority by the date and in the manner specified in the notice.

Same

(12) If a notice is issued under subsection (1) in respect of a drinking-water system,

- (a) the owner of the system and all persons in charge of or managing or controlling the system or a place or thing associated with the system shall permit the interim operating authority unimpeded access to the system, place or thing;
- (b) no person shall hinder or obstruct any employee or agent of the interim operating authority in the performance of their duties and responsibilities as specified in the notice; and
- (c) the owner or former operating authority of the system shall provide such assistance as the Director directs in the notice and provide the interim operating authority with access to all documents relevant to the operation of the system.

Agreement between owner and operating authority terminated

(13) Upon the appointment under this section of an interim operating authority for a drinking-water system, any agreement between the owner of the system and an operating authority that relates to the operation of the system shall be deemed to be terminated on the day the

- c) le directeur délivre, en vertu du paragraphe (1), un avis de nomination du nouvel organisme d'exploitation intérimaire s'il conclut l'entente visée à l'alinéa b).

Destinataires de l'avis

(9) Le directeur remet l'avis qu'il délivre en vertu du présent article aux personnes et aux entités suivantes :

- a) l'organisme d'exploitation intérimaire nommé dans l'avis;
- b) le propriétaire du réseau d'eau potable visé par l'avis;
- c) le médecin-hygiéniste;
- d) la municipalité locale où est situé le réseau visé par l'avis.

Obligation d'informer les usagers d'un réseau abandonné

(10) S'il est délivré un avis en vertu du paragraphe (1) à l'égard d'un réseau d'eau potable abandonné, le directeur peut, au moyen de l'avis, enjoindre à l'organisme d'exploitation intérimaire d'en informer les usagers du réseau sous la forme et de la façon précisée dans la directive.

Transfert d'un réseau à l'organisme d'exploitation intérimaire

(11) Le propriétaire du réseau d'eau potable visé par l'avis prévu au paragraphe (1), ainsi que tous ses employés et mandataires, y compris tout organisme d'exploitation du réseau, cèdent le contrôle et l'exploitation du réseau à l'organisme d'exploitation intérimaire au plus tard à la date et de la façon précisées dans l'avis, si celui-ci l'exige.

Idem

(12) S'il est délivré un avis en vertu du paragraphe (1) à l'égard d'un réseau d'eau potable, les règles suivantes s'appliquent :

- a) le propriétaire du réseau et toutes les personnes qui ont la responsabilité du réseau ou d'un lieu ou d'une chose liés au réseau ou qui en assument la gestion ou le contrôle y donnent libre accès à l'organisme d'exploitation intérimaire;
- b) nul ne doit gêner ou entraver un employé ou mandataire de l'organisme d'exploitation intérimaire dans l'exercice de ses fonctions et responsabilités précisées dans l'avis;
- c) le propriétaire ou l'ancien organisme d'exploitation du réseau apporte l'aide qu'ordonne le directeur dans l'avis et donne à l'organisme d'exploitation intérimaire accès à tous les documents se rapportant à l'exploitation du réseau.

Résiliation de l'entente conclue entre le propriétaire et un organisme d'exploitation

(13) Dès qu'un organisme d'exploitation intérimaire est nommé en vertu du présent article à l'égard d'un réseau d'eau potable, toute entente conclue entre le propriétaire du réseau et un organisme d'exploitation relativement à l'exploitation du réseau est réputée résiliée le jour

interim operating authority takes charge of the system.

No action shall be commenced

(14) No action or proceeding shall be commenced against an interim operating authority or an employee or agent of the interim operating authority acting under the authority of a notice issued under subsection (1) for any thing the interim operating authority, employee or agent does or fails to do in respect of the drinking-water system to which the notice relates or for anything related to or arising from the condition of the drinking-water system immediately before the appointment of the interim operating authority, unless the action or proceeding arises from the failure by the interim operating authority, employee or agent to comply with a direction of the Director in the notice.

Who may be appointed

(15) The Director shall appoint as an interim operating authority under this section only,

- (a) the Agency; or
- (b) a person or entity that is an accredited operating authority.

Not an agent of the Crown

(16) Despite the *Crown Agency Act*, no interim operating authority is or shall hold itself out as an agent of Her Majesty for any purpose.

Crown not liable

(17) No action or other proceeding shall be instituted against the Crown, the Minister or any employee of the Ministry,

- (a) for any act done by an interim operating authority in the execution or intended execution of a power or duty under this Act or for an alleged neglect or default in the execution of such a power or duty; or
- (b) for any tort committed by the interim operating authority or an employee or agent of it in relation to a power or duty under this Act.

Order to provide service

114. (1) After complying with the requirements in subsection (2), the Director may issue a written order, in one or more of the following circumstances, requiring a municipality to provide service from a municipal drinking-water system to residents in a major residential development in the municipality or to oversee the establishment or alteration of one or more non-municipal drinking-water systems to serve those residents:

1. There has been a failure or refusal to comply with an order issued under this Act in respect of a defi-

où l'organisme d'exploitation intérimaire assume la responsabilité du réseau.

Irrecevabilité des actions ou instances

(14) Sont irrecevables les actions ou instances introduites contre un organisme d'exploitation intérimaire, ou contre un de ses employés ou mandataires qui agit en vertu d'un avis délivré en vertu du paragraphe (1), pour toute chose que l'organisme, l'employé ou le mandataire fait ou ne fait pas relativement au réseau d'eau potable visé par l'avis ou pour quoi que ce soit qui est lié à l'état dans lequel se trouvait le réseau immédiatement avant la nomination de l'organisme, ou qui en découle, sauf si l'action ou l'instance découle du fait que l'organisme, l'employé ou le mandataire ne s'est pas conformé à une directive du directeur énoncée dans l'avis.

Personnes et entités susceptibles d'être nommées

(15) Le directeur nomme comme organisme d'exploitation intérimaire en vertu du présent article seulement, selon le cas :

- a) l'Agence;
- b) une personne ou une entité qui est un organisme d'exploitation agréé.

Non un mandataire de la Couronne

(16) Malgré la *Loi sur les organismes de la Couronne*, aucun organisme d'exploitation intérimaire n'est ou ne doit se présenter comme mandataire de Sa Majesté à quelque fin que ce soit.

Immunité de la Couronne

(17) Sont irrecevables les actions ou autres instances introduites contre la Couronne, le ministre ou un employé du ministère :

- a) soit pour un acte accompli par un organisme d'exploitation intérimaire dans l'exercice effectif ou censé tel des pouvoirs ou fonctions qui lui sont attribués en application de la présente loi ou pour une négligence ou un manquement qu'il aurait commis dans l'exercice de ces pouvoirs ou fonctions;
- b) soit pour un délit civil commis par l'organisme d'exploitation intérimaire ou par un de ses employés ou mandataires relativement aux pouvoirs ou fonctions qui lui sont attribués en application de la présente loi.

Arrêté de fourniture d'un service

114. (1) Le directeur peut, dans une ou plusieurs des circonstances suivantes et après s'être conformé aux exigences du paragraphe (2), prendre un arrêté écrit portant qu'une municipalité fournisse le service d'un réseau municipal d'eau potable aux résidents d'un grand aménagement résidentiel situé dans la municipalité ou qu'elle supervise l'établissement ou la transformation d'un ou de plusieurs réseaux d'eau potable non municipaux pour desservir ces résidents :

1. Il y a eu défaut ou refus de se conformer à un arrêté pris ou à une ordonnance rendue en application

ciency in a regulated non-municipal drinking-water system or privately-owned municipal drinking-water system that serves the major residential development and the Director is of the opinion that the continuing use of the system will result in a drinking-water health hazard.

2. There is a deficiency in an abandoned regulated non-municipal drinking-water system that serves the major residential development and the Director is of the opinion that the continuing operation of the system will result in a drinking-water health hazard.
3. The municipality granted a consent for a non-municipal drinking-water system under section 53 in respect of the major residential development and there continues to be a deficiency in the system because,
 - i. the system is abandoned, or
 - ii. the owner of the system has failed or refused to comply with an order that relates to the deficiency.
4. The Director is of the opinion that the major residential development requires servicing by a municipal drinking-water system in order to protect residents from a drinking-water health hazard.

Requirements for issuing order

(2) The Director shall not issue an order under subsection (1) until the Director has done the following:

1. The Director shall consult with the medical officer of health.
2. The Director shall give notice to the municipality of his or her intention to issue an order under subsection (1) and give written reasons in the notice for the proposed order.
3. The Director shall provide the municipality with the opportunity to respond to the notice in accordance with subsection (10).

Direction to operate system in certain circumstances

(3) If the medical officer of health advises the Director in accordance with section 116 that a drinking-water system that is the subject of the notice can continue to be used to supply water for a domestic purpose other than human consumption or food preparation, the Director may, by the notice under subsection (2), direct the municipality to take charge of the system and do one or more of the following things:

1. Operate, maintain and repair the drinking-water system in such manner and with such equipment as the Director specifies in the direction included in the notice under subsection (2).
2. Provide the users of the system with notice of the Director's direction to the municipality in the manner specified in the notice under subsection (2).

de la présente loi relativement à une défaillance au sein d'un réseau d'eau potable non municipal réglementé ou d'un réseau municipal d'eau potable privé qui dessert le grand aménagement résidentiel et le directeur est d'avis que la poursuite de l'utilisation du réseau entraînera un danger de l'eau potable pour la santé.

2. Il est constaté une défaillance au sein d'un réseau d'eau potable non municipal réglementé abandonné qui dessert le grand aménagement résidentiel et le directeur est d'avis que la poursuite de l'exploitation du réseau entraînera un danger de l'eau potable pour la santé.
3. La municipalité a consenti à un réseau d'eau potable non municipal en vertu de l'article 53 relativement au grand aménagement résidentiel et il existe toujours une défaillance au sein du réseau du fait :
 - i. soit qu'il a été abandonné,
 - ii. soit que son propriétaire ne s'est pas conformé à un arrêté qui a trait à la défaillance ou a refusé de s'y conformer.
4. Le directeur est d'avis que le grand aménagement résidentiel a besoin d'être desservi par un réseau municipal d'eau potable de façon à protéger les résidents contre un danger de l'eau potable pour la santé.

Exigences relatives à la prise de l'arrêté

(2) Le directeur ne doit prendre l'arrêté visé au paragraphe (1) que s'il a satisfait aux exigences suivantes :

1. Il a consulté le médecin-hygiéniste.
2. Il a donné à la municipalité un avis écrit motivé de son intention de prendre l'arrêté visé au paragraphe (1).
3. Il a donné à la municipalité l'occasion de répondre à l'avis conformément au paragraphe (10).

Directive d'exploitation d'un réseau dans certaines circonstances

(3) Si le médecin-hygiéniste l'informe conformément à l'article 116 qu'un réseau d'eau potable visé par l'avis peut continuer à être utilisé pour fournir de l'eau à des fins ménagères autres que la consommation humaine ou la préparation des aliments, le directeur peut, au moyen de l'avis prévu au paragraphe (2), enjoindre à la municipalité d'assumer la responsabilité du réseau et de prendre une ou plusieurs des mesures suivantes :

1. Exploiter, entretenir et réparer le réseau d'eau potable de la façon et avec le matériel que précise le directeur dans la directive contenue dans l'avis prévu au paragraphe (2).
2. Fournir aux usagers du réseau un avis de la directive qu'a donnée le directeur à la municipalité de la façon précisée dans l'avis prévu au paragraphe (2).

3. Sample, test, monitor and report with respect to the quality or quantity of any waters.

Requirement to comply with direction

(4) A municipality to which a direction is given by a notice under subsection (2) in respect of a drinking-water system shall comply with the direction and such further written directions as the Director may give to the municipality from time to time by an amendment to the notice.

Municipality not liable

(5) No action or proceeding shall be commenced against a municipality or an employee or agent of a municipality acting under the authority of a notice issued under subsection (2) for any thing the municipality or the employee or agent does or fails to do in respect of a drinking-water system to which the notice relates or for anything related to or arising from the condition of the drinking-water system immediately before the municipality took charge of it, unless the action or proceeding arises from the failure by the municipality or the employee or agent to comply with a direction specified by the Director in the notice.

Transfer of system to municipality

(6) The owner of the drinking-water system to which a direction under this section relates and all of the owner's employees and agents, including any operating authority for the system, shall, if required by the direction, relinquish control and operation of the system to the municipality by the date and in the manner specified in the direction.

Same

(7) If a notice is issued under this section directing a municipality to take charge of a drinking-water system,

- (a) the owner of the system and all persons in charge of, managing or controlling the system or a place or thing associated with the system shall permit the municipality's employees and agents unimpeded access to the system, place or thing;
- (b) no person shall hinder or obstruct any employee or agent of the municipality in the performance of their duties and responsibilities as specified in the notice;
- (c) the owner or former operating authority of the system shall provide such assistance as the Director directs in the notice and provide the municipality with access to all documents relevant to the operation of a drinking-water system;
- (d) the municipality shall continue to operate and maintain the system in accordance with the directions until,
 - (i) the Director revokes the order issued under subsection (1) or advises the municipality that the Director no longer intends to issue the order, or

3. Prélever des échantillons, effectuer des analyses, exercer une surveillance et présenter des rapports relativement à la qualité ou à la quantité d'eaux quelconques.

Obligation de se conformer à une directive

(4) La municipalité à laquelle une directive est donnée, au moyen d'un avis prévu au paragraphe (2), à l'égard d'un réseau d'eau potable se conforme à la directive et aux autres directives écrites qu'il peut lui donner à l'occasion au moyen d'une modification de l'avis.

Municipalité non tenue responsable

(5) Sont irrecevables les actions ou instances introduites contre une municipalité, ou contre un de ses employés ou mandataires qui agit en vertu d'un avis délivré en application du paragraphe (2), pour toute chose que la municipalité, l'employé ou le mandataire fait ou ne fait pas relativement au réseau d'eau potable visé par l'avis ou pour quoi que ce soit qui est lié à l'état dans lequel se trouvait le réseau immédiatement avant que la municipalité en ait assumé la responsabilité, ou qui en découle, sauf si l'action ou l'instance découle du fait que la municipalité, l'employé ou le mandataire ne s'est pas conformé à une directive du directeur énoncée dans l'avis.

Transfert du réseau à la municipalité

(6) Le propriétaire du réseau d'eau potable visé par une directive donnée en vertu du présent article et tous ses employés et mandataires, y compris tout organisme d'exploitation du réseau, cèdent le contrôle et l'exploitation du réseau à la municipalité au plus tard à la date et de la façon précisées dans la directive, si celle-ci l'exige.

Idem

(7) S'il est délivré, en vertu du présent article, un avis enjoignant à une municipalité d'assumer la responsabilité d'un réseau d'eau potable, les règles suivantes s'appliquent :

- a) le propriétaire du réseau et toutes les personnes qui ont la responsabilité du réseau ou d'un lieu ou d'une chose liés au réseau ou qui en assument la gestion ou le contrôle y donnent libre accès aux employés et mandataires de la municipalité;
- b) nul ne doit gêner ou entraver un employé ou mandataire de la municipalité dans l'exercice de ses fonctions et responsabilités précisées dans l'avis;
- c) le propriétaire ou l'ancien organisme d'exploitation du réseau apporte l'aide qu'ordonne le directeur dans l'avis et donne à la municipalité accès à tous les documents se rapportant à l'exploitation d'un réseau d'eau potable;
- d) la municipalité continue à exploiter et à entretenir le réseau conformément aux directives jusqu'à ce que, selon le cas :
 - (i) le directeur révoque l'arrêté qu'il a pris en vertu du paragraphe (1) ou informe la municipalité qu'il n'a plus l'intention de prendre l'arrêté,

(ii) the municipality has fully complied with the order; and

(e) the municipality may make any by-law under Part XII of the *Municipal Act, 2001* it considers necessary to recover from the users of the system all costs it incurs in operating, maintaining or repairing the system in accordance with the directions issued by the Director.

To whom notice given

(8) A notice under subsection (2) shall be given to,

- (a) the medical officer of health; and
- (b) the owner of the drinking-water system to which the notice relates.

Compliance methods

(9) A municipality must do one or more of the following to comply with an order issued under subsection (1):

1. If the order is issued under a circumstance mentioned in paragraph 1, 2 or 3 of subsection (1), assume responsibility for the regulated non-municipal drinking-water system or privately-owned municipal drinking-water system, as the case may be, and take all steps necessary to bring it into compliance with all requirements under this Act that relate to municipal drinking-water systems.
2. Extend an existing municipal drinking-water system to serve residents of the major residential development.
3. Establish a new municipal drinking-water system to serve residents of the major residential development.
4. Enter into an arrangement with another municipality to serve residents of the major residential development from a municipal drinking-water system owned by the other municipality.
5. Oversee the establishment or alteration of one or more non-municipal drinking-water systems to serve residents of the major residential development.

Municipality's response

(10) On or before the 15th day after receiving a notice under subsection (2) or the day specified in the notice, whichever day is later, a municipality shall provide a written response to the Director and medical officer of health,

- (a) indicating which action described in subsection (9) the municipality proposes to take to comply with an order under subsection (1); or

(ii) la municipalité se soit conformée pleinement à l'arrêté;

e) la municipalité peut, en vertu de la partie XII de la *Loi de 2001 sur les municipalités*, adopter les règlements municipaux qu'elle estime nécessaires pour recouvrer auprès des usagers du réseau tous les frais engagés pour exploiter, entretenir ou réparer le réseau conformément aux directives que donne le directeur.

Destinataires de l'avis

(8) L'avis prévu au paragraphe (2) est donné aux personnes suivantes :

- a) le médecin-hygiéniste;
- b) le propriétaire du réseau d'eau potable visé par l'avis.

Méthodes de conformité

(9) La municipalité doit prendre une ou plusieurs des mesures suivantes pour se conformer à l'arrêté pris en vertu du paragraphe (1) :

1. Si l'arrêté est pris dans l'une ou l'autre des circonstances visées à la disposition 1, 2 ou 3 du paragraphe (1), elle assume la responsabilité du réseau d'eau potable non municipal réglementé ou du réseau municipal d'eau potable privé, selon le cas, et prend toutes les mesures nécessaires pour le rendre conforme à toutes les exigences prévues par la présente loi qui ont trait aux réseaux municipaux d'eau potable.
2. Elle agrandit un réseau municipal d'eau potable existant pour desservir les résidents du grand aménagement résidentiel.
3. Elle établit un nouveau réseau municipal d'eau potable pour desservir les résidents du grand aménagement résidentiel.
4. Elle conclut avec une autre municipalité un arrangement afin que les résidents du grand aménagement résidentiel soient desservis par un réseau municipal d'eau potable dont est propriétaire l'autre municipalité.
5. Elle supervise l'établissement ou la transformation d'un ou de plusieurs réseaux d'eau potable non municipaux pour desservir les résidents du grand aménagement résidentiel.

Réponse de la municipalité

(10) Au plus tard le 15^e jour après avoir reçu un avis délivré en application du paragraphe (2) ou à la date précisée dans l'avis, si elle est postérieure à ce jour, la municipalité donne par écrit au directeur et au médecin-hygiéniste une réponse qui, selon le cas :

- a) indique laquelle des mesures visées au paragraphe (9) la municipalité envisage de prendre pour se conformer à un arrêté pris en vertu du paragraphe (1);

- (b) proposing terms of reference for a study to be completed by the municipality that evaluates the advantages and disadvantages of each action described in subsection (9), having regard to the purposes of this Act.

Same

(11) If a municipality proposes terms of reference under clause (10) (b),

- (a) the Director may amend the terms of reference; and
- (b) the municipality shall prepare a study in accordance with the final terms of reference and submit it to the Director and the medical officer of health for their consideration.

Review of response

(12) After reviewing the municipality's response under subsection (10) and any study prepared under subsection (11), the Director may issue an order under subsection (1) requiring the municipality to,

- (a) implement the action proposed by the municipality in such manner and subject to such conditions as may be specified by the Director in the order; or
- (b) implement another action described in subsection (9) in such manner and subject to such conditions as the Director specifies in the order, if the Director is of the opinion that the action proposed by the municipality does not satisfy the purposes of this Act.

Deemed municipal drinking-water system

(13) If, to comply with an order under subsection (1), a municipality assumes responsibility for a regulated non-municipal drinking water-system under paragraph 1 of subsection (9), the system shall be deemed to be a municipal drinking-water system for the purposes of this Act.

Obligation to comply

(14) Every municipality shall forthwith do every act and thing in its power to comply with an order issued to it under subsection (1) and, despite section 24 of the *Planning Act*,

- (a) the order prevails over the provisions of the municipality's official plan and the by-laws passed by the municipality; and
- (b) in the case of a lower-tier municipality, the order prevails over the provisions of the upper-tier municipality's official plan and the by-laws passed by the upper-tier municipality.

Implementation by Director

(15) If a municipality fails to do everything in its power to comply with an order under this section and the time for appealing from the order has passed or there has been a final disposition of an appeal confirming or amending the order, the Director, with the approval of the

- b) propose le cadre de référence d'une étude que doit effectuer la municipalité afin d'évaluer les avantages et les désavantages de chacune des mesures visées au paragraphe (9) en tenant compte des objets de la présente loi.

Idem

(11) Si la municipalité propose un cadre de référence en application de l'alinéa (10) b) :

- a) d'une part, le directeur peut le modifier;
- b) d'autre part, la municipalité prépare une étude conformément au cadre de référence définitif et la présente au directeur et au médecin-hygiéniste aux fins d'examen.

Étude de la réponse

(12) Après avoir étudié la réponse de la municipalité prévue au paragraphe (10) et toute étude préparée en application du paragraphe (11), le directeur peut, en vertu du paragraphe (1), prendre un arrêté exigeant que la municipalité, selon le cas :

- a) mette en oeuvre la mesure qu'elle envisage de prendre de la façon et aux conditions que précise le directeur dans l'arrêté;
- b) mette en oeuvre une autre mesure visée au paragraphe (9) de la façon et aux conditions que précise le directeur dans l'arrêté, si celui-ci est d'avis que la mesure qu'elle envisage de prendre ne satisfait pas aux objets de la présente loi.

Assimilation à un réseau municipal d'eau potable

(13) Si, afin de se conformer à un arrêté pris en vertu du paragraphe (1), une municipalité assume la responsabilité d'un réseau d'eau potable non municipal réglementé en application de la disposition 1 du paragraphe (9), le réseau est réputé un réseau municipal d'eau potable pour l'application de la présente loi.

Obligation de se conformer

(14) Chaque municipalité prend sans délai toutes les mesures et fait toutes les choses qui sont en son pouvoir pour se conformer à un arrêté pris contre elle en vertu du paragraphe (1), et, malgré l'article 24 de la *Loi sur l'aménagement du territoire* :

- a) d'une part, l'arrêté l'emporte sur les dispositions du plan officiel de la municipalité et sur les règlements municipaux qu'elle a adoptés;
- b) d'autre part, dans le cas d'une municipalité de palier inférieur, l'arrêté l'emporte sur les dispositions du plan officiel de la municipalité de palier supérieur et sur les règlements municipaux que cette dernière a adoptés.

Mise en oeuvre des mesures par le directeur

(15) Si une municipalité ne prend pas toutes les mesures qui sont en son pouvoir pour se conformer à un arrêté pris en vertu du présent article, et que le délai d'appel de l'arrêté est écoulé ou qu'il y a eu un règlement définitif de l'appel confirmant ou modifiant l'arrêté, le directeur, avec

Ontario Municipal Board, may direct that all action necessary to comply with the order be done at the expense of the municipality and may arrange for the Agency to do it.

Water supply after order under s. 114

115. If a notice is issued under section 114 to a municipality of the Director's intention to issue an order under that section, the municipality shall provide residents of the area that is the subject of the order with an alternative supply of drinking water until,

- (a) the Director revokes the order or advises the municipality that the Director no longer intends to issue the order; or
- (b) the municipality has complied with the order.

Supply of water from deficient system

116. (1) If the medical officer of health is of the opinion that a deficient drinking-water system referred to in section 110, 113 or 114 can continue to supply water for a domestic purpose other than human consumption or food preparation, the medical officer of health may,

- (a) notify the Director in writing and advise the Director of any direction the Director should include in a notice issued under this Part; and
- (b) advise users of the system in such manner as he or she considers appropriate of any domestic purpose for which the water may be used and the precautions the users should take when using the water.

Inclusion of advice

(2) On receipt of advice under subsection (1), the Director shall include in any notice issued under this Part any directions the medical officer of health advises the Director to include.

Temporary relief from strict compliance

117. (1) Despite any requirements under this Act, an order issued under this Part may,

- (a) provide temporary relief from strict compliance with any requirement under this Act relating to a drinking-water system;
- (b) specify a date by which a person is required to achieve compliance with a requirement; and
- (c) impose interim conditions in place of a requirement that may be less onerous than the requirement under this Act.

Same

(2) If a person is provided with relief under subsection (1) in an order, the person shall not be subject to prosecution or a penalty under section 121 for not complying with the requirement, as long as the person is complying with the terms of the order.

l'approbation de la Commission des affaires municipales de l'Ontario, peut ordonner que soient prises, aux frais de la municipalité, toutes les mesures nécessaires pour se conformer à l'arrêté, et il peut prendre des dispositions pour que l'Agence s'en charge.

Approvisionnement en eau après la prise de l'arrêté visé à l'art. 114

115. Si un avis de l'intention qu'a le directeur de prendre un arrêté en vertu de l'article 114 est délivré à une municipalité en application de cet article, celle-ci fournit aux résidents du secteur visé par l'arrêté une autre source d'approvisionnement en eau potable jusqu'à ce que, selon le cas :

- a) le directeur révoque l'arrêté ou informe la municipalité qu'il n'a plus l'intention de prendre l'arrêté;
- b) la municipalité se soit conformée à l'arrêté.

Approvisionnement en eau provenant d'un réseau défaillant

116. (1) S'il est d'avis qu'un réseau d'eau potable défaillant visé à l'article 110, 113 ou 114 peut continuer à fournir de l'eau à des fins ménagères autres que la consommation humaine ou la préparation des aliments, le médecin-hygiéniste peut :

- a) aviser le directeur par écrit et lui donner des conseils sur toute directive qu'il devrait inclure dans l'avis délivré en application de la présente partie;
- b) informer les usagers du réseau de la façon qu'il estime appropriée des fins ménagères auxquelles l'eau peut être utilisée ainsi que des précautions qu'ils devraient prendre lorsqu'ils le font.

Directives incluses dans l'avis

(2) Dès qu'il reçoit les conseils visés au paragraphe (1), le directeur inclut dans tout avis qu'il délivre en vertu de la présente partie les directives que le médecin-hygiéniste lui a conseillé d'inclure.

Dispense temporaire d'une rigoureuse conformité

117. (1) Malgré les exigences prévues par la présente loi, un arrêté pris ou une ordonnance rendue en application de la présente partie peut :

- a) prévoir une dispense temporaire de l'obligation de se conformer rigoureusement à toute exigence prévue par la présente loi relativement à un réseau d'eau potable;
- b) préciser un délai dans lequel une personne est tenue de se conformer effectivement à une exigence;
- c) imposer des conditions intérimaires, au lieu de l'exigence prévue par la présente loi, qui soient moins astreignantes que celle-ci.

Idem

(2) Si un arrêté ou une ordonnance lui accorde la dispense prévue au paragraphe (1), la personne ne peut pas être poursuivie ou une pénalité ne peut pas lui être imposée en vertu de l'article 121 du fait qu'elle ne s'est pas conformée à l'exigence, et ce tant qu'elle se conforme aux conditions de l'arrêté ou de l'ordonnance.

Same

(3) For greater certainty, a person remains subject to prosecution or a penalty in respect of a contravention of a requirement under this Act that occurred or was continuing to occur immediately before the order was issued.

Same

(4) Despite any provision of this Act or the regulations, a person or entity acting under the authority of a notice issued under this Part may use or operate the drinking-water system to which the notice relates or carry out an alteration to the drinking-water system to which the notice relates, if the use, operation or alteration is carried out in accordance with the directions specified by the Director in the notice.

Entry without judicial order

118. (1) A person who is responsible for carrying out a direction specified by the Director in a notice issued under this Part may, without an order and for the purposes of carrying out the direction, enter on any land or into any place on or in which any thing is to be done in carrying out the direction and any adjacent land or place if,

- (a) the entry is made with the consent of an occupier or owner of the land or place; or
- (b) the delay necessary to obtain an order under subsection (2) will result in a drinking-water health hazard.

Order authorizing entry

(2) A justice who is satisfied on evidence under oath that there is reasonable ground to believe that entry on the land or into the place is necessary for carrying out a direction specified by the Director in a notice issued under this Part may issue an order authorizing the person named in the order to make the entry for the purpose of carrying out the direction.

Execution and expiry of order

- (3) An order issued under subsection (2) shall,
 - (a) specify the times, which may be 24 hours each day, during which the order may be carried out; and
 - (b) state when the order expires.

Renewal

(4) Before or after the order or a renewed order expires, a justice may renew the order for such additional periods as the justice considers necessary.

Use of force

(5) A person who enters on land or into a place under this section may call on police officers as necessary and may use force as necessary to make the entry and do the thing.

Idem

(3) Il est entendu qu'une personne peut toujours faire l'objet d'une poursuite ou d'une pénalité à l'égard d'une contravention à une exigence prévue par la présente loi qui a été commise ou a continué d'être commise immédiatement avant que l'arrêté ne soit pris ou l'ordonnance ne soit rendue.

Idem

(4) Malgré les dispositions de la présente loi ou des règlements, la personne ou l'entité qui agit en vertu d'un avis délivré en application de la présente partie peut utiliser ou exploiter le réseau d'eau potable visé par l'avis ou lui apporter une transformation visée par l'avis, à condition qu'elle le fasse conformément aux directives que précise le directeur dans l'avis.

Entrée dans un lieu sans ordonnance judiciaire

118. (1) La personne qui est chargée d'exécuter une directive que précise le directeur dans un avis délivré en application de la présente partie peut, à cette fin et sans ordonnance, pénétrer sur un bien-fonds ou dans un lieu sur ou dans lequel toute chose doit être faite pour exécuter la directive et sur tout bien-fonds ou dans tout lieu adjacents si, selon le cas :

- a) l'entrée se fait avec le consentement d'un occupant ou d'un propriétaire du bien-fonds ou du lieu;
- b) le délai nécessaire pour obtenir une ordonnance en vertu du paragraphe (2) entraînera un danger de l'eau potable pour la santé.

Ordonnance autorisant l'entrée

(2) Le juge qui est convaincu, sur la foi des preuves présentées sous serment, qu'il existe des motifs raisonnables de croire que l'entrée sur le bien-fonds ou dans le lieu est nécessaire pour exécuter une directive que précise le directeur dans un avis délivré en application de la présente partie peut rendre une ordonnance autorisant la personne qui y est nommée à pénétrer sur le bien-fonds ou dans le lieu et à y exécuter la directive.

Exécution et expiration de l'ordonnance

- (3) L'ordonnance rendue en vertu du paragraphe (2) :
 - a) précise les périodes, qui peuvent être de 24 heures chaque jour, pendant lesquelles l'ordonnance peut être exécutée;
 - b) porte une date d'expiration.

Renouvellement

(4) Un juge peut renouveler l'ordonnance ou l'ordonnance renouvelée, avant ou après son expiration, pour les périodes additionnelles qu'il estime nécessaires.

Recours à la force

(5) La personne qui pénètre sur un bien-fonds ou dans un lieu en vertu du présent article peut faire appel aux agents de police et recourir à la force qui sont nécessaires pour y pénétrer et faire cette chose.

Assistance

(6) A person named in an order issued under subsection (2) may call on any other persons he or she considers advisable to carry out the order.

Application without notice

(7) A justice may receive and consider an application for an order or a renewal of an order under this section without notice to the owner or occupier of the land or place.

Identification

(8) On the request of an owner or occupier of the land or place, a person who exercises a power conferred under subsection (1) or (2) shall identify himself or herself and shall explain the purpose of the entry.

Order for preparation of operational plans

119. The Director may, by order served on the owner of a municipal drinking-water system or a regulated non-municipal drinking-water system, appoint the Agency or a person, at the owner's expense, to prepare operational plans for the system or a part of the system or amend any plan that relates to the system if in the Director's opinion,

- (a) there has been a failure to correct, within a reasonable time, deficiencies in the operational plans that are identified in an auditor's report under Part IV or by a provincial officer in an inspection; or
- (b) the operational plans do not meet the minimum requirements in the Director's directions under Part III.

Power to restrain by action

120. If a provision of this Act, the regulations, any order under this Act or the conditions in a licence, permit or approval issued or granted under this Act is contravened, in addition to any other remedy and to any penalty imposed by law, the contravention may be restrained by action at the instance of the Minister.

Administrative penalties

121. (1) The Director may, subject to the regulations, issue a notice in writing requiring a person to pay an administrative penalty if the Director is of the opinion that the person,

- (a) has contravened a provision of this Act or the regulations the contravention of which is prescribed to be subject to a penalty under this section;
- (b) has failed to comply with a condition in a permit, licence or approval issued or granted under this Act; or
- (c) has failed to comply with an order made under this Act.

Limitation

- (2) The Director shall not issue a notice in respect of a

Aide

(6) La personne nommée dans une ordonnance rendue en vertu du paragraphe (2) peut faire appel aux autres personnes qu'elle estime souhaitables pour exécuter l'ordonnance.

Demande sans préavis

(7) Un juge peut recevoir et examiner une demande d'obtention d'une ordonnance visée au présent article ou de renouvellement de celle-ci, présentée sans préavis au propriétaire ou à l'occupant du bien-fonds ou du lieu.

Identification

(8) À la demande d'un propriétaire ou d'un occupant du bien-fonds ou du lieu, la personne qui exerce un pouvoir que lui confère le paragraphe (1) ou (2) révèle son identité et explique l'objet de l'entrée.

Arrêté exigeant la préparation de plans d'exploitation

119. Le directeur peut, par arrêté signifié au propriétaire d'un réseau municipal d'eau potable ou d'un réseau d'eau potable non municipal réglementé, nommer l'Agence ou une personne, aux frais du propriétaire, pour préparer des plans d'exploitation pour le réseau ou une partie de celui-ci ou modifier tout plan relatif au réseau s'il est d'avis :

- a) soit qu'il n'a pas été remédié, dans un délai raisonnable, aux défaillances au sein des plans d'exploitation constatées dans le rapport d'un vérificateur prévu à la partie IV ou par un agent provincial au cours d'une inspection;
- b) soit que les plans d'exploitation ne satisfont pas aux exigences minimales contenues dans les directives du directeur prévues à la partie III.

Injonction

120. S'il est contrevenu à une disposition de la présente loi, aux règlements ou à un arrêté pris, à une ordonnance rendue ou aux conditions d'un permis délivré ou d'une approbation accordée en vertu de la présente loi, outre les autres recours et les sanctions qu'impose la loi, le ministre peut obtenir une injonction interdisant la contravention.

Pénalités administratives

121. (1) Le directeur peut, sous réserve des règlements, délivrer à une personne un avis écrit exigeant qu'elle verse une pénalité administrative s'il est d'avis que la personne, selon le cas :

- a) a contrevenu à une disposition de la présente loi ou des règlements pour la contravention de laquelle une pénalité est prescrite en application du présent article;
- b) ne s'est pas conformée à une condition d'un permis délivré ou d'une approbation accordée en vertu de la présente loi;
- c) ne s'est pas conformée à un arrêté pris ou à une ordonnance rendue en vertu de la présente loi.

Prescription

- (2) Le directeur ne doit pas délivrer d'avis à l'égard

contravention or failure later than two years after the later of,

- (a) the day the contravention or failure occurred; and
- (b) the day on which the evidence of the contravention or failure first came to the attention of the Director or a provincial officer.

Amount of penalty, limited

(3) An administrative penalty under subsection (1) shall not exceed \$10,000 for each day or part of a day on which the contravention or failure occurred or continues to occur.

Contents of notice

(4) The notice of an administrative penalty shall be served on the person who is required to pay the penalty and shall,

- (a) contain a description of the contravention or failure to which the notice relates, including, where appropriate, the date and location of the contravention or failure;
- (b) specify the amount of the penalty, determined by the Director in accordance with the regulations, for each day or part of a day during which the contravention or failure occurred or continues to occur;
- (c) give particulars respecting the time for paying the penalty and the manner of payment; and
- (d) provide information to the person as to the person's right to require a hearing of the matter by the Tribunal.

No offence charged if penalty paid

(5) If, in accordance with a notice under this section or a decision of the Tribunal, a person pays an administrative penalty in respect of a contravention or failure, the person shall not be charged with an offence in respect of the contravention or failure.

Failure to pay when required

(6) If a person fails to comply with a notice under this section to pay an administrative penalty, and no Tribunal hearing is pending in the matter, or a person fails to comply with a decision of the Tribunal to pay an administrative penalty,

- (a) the notice or decision may be filed with a local registrar of the Superior Court of Justice and the notice or decision may be enforced as if it were an order of the court;
- (b) the Director may suspend any permit, licence or approval issued or granted to the person under this Act until the administrative penalty is paid; and
- (c) the Director may refuse to issue, renew or make an amendment to any permit, licence or approval for

d'une contravention ou d'un défaut plus de deux ans après le dernier en date des jours suivants :

- a) le jour où la contravention ou le défaut a été commis;
- b) le jour où les preuves de la contravention ou du défaut ont été portées pour la première fois à la connaissance du directeur ou d'un agent provincial.

Montant maximal de la pénalité

(3) La pénalité administrative imposée en vertu du paragraphe (1) ne doit pas dépasser 10 000 \$ pour chaque journée ou partie de journée au cours de laquelle la contravention ou le défaut a été commis ou continue d'être commis.

Contenu de l'avis

(4) L'avis de pénalité administrative est signifié à la personne qui est tenue de payer celle-ci et remplit les conditions suivantes :

- a) il décrit la contravention ou le défaut sur lequel il porte, y compris, si cela est approprié, la date et l'endroit de la contravention ou du défaut;
- b) il précise le montant de la pénalité, fixé par le directeur conformément aux règlements pour chaque journée ou partie de journée au cours de laquelle la contravention ou le défaut a été commis ou continue d'être commis;
- c) il donne les détails concernant le moment où doit être payée la pénalité et le mode de paiement de celle-ci;
- d) il informe la personne de son droit d'exiger la tenue d'une audience par le Tribunal sur la question.

Aucune accusation en cas de paiement de la pénalité

(5) La personne qui, conformément à un avis prévu au présent article ou à une décision du Tribunal, paie une pénalité administrative à l'égard d'une contravention ou d'un défaut ne doit pas être accusée d'une infraction à l'égard de la contravention ou du défaut.

Défaut de payer la pénalité imposée

(6) Si une personne ne se conforme pas à un avis prévu au présent article qui exige le paiement d'une pénalité administrative et qu'aucune audience du Tribunal n'est en cours sur la question ou qu'une personne ne se conforme pas à une décision rendue par le Tribunal lui enjoignant de payer une telle pénalité, il s'ensuit que :

- a) l'avis ou la décision peut être déposé auprès du greffier local de la Cour supérieure de justice et peut être exécuté comme s'il s'agissait d'une ordonnance du tribunal;
- b) le directeur peut suspendre un permis délivré ou une approbation accordée à la personne en vertu de la présente loi jusqu'à ce que la pénalité administrative soit payée;
- c) le directeur peut refuser de délivrer le permis ou d'accorder l'approbation qu'a demandé la personne

which the person applied under this Act until the administrative penalty is paid.

Same

(7) Section 129 of the *Courts of Justice Act* applies in respect of a notice or decision filed under subsection (6) and, for that purpose, the date on which the notice or decision is filed shall be deemed to be the date of the order.

Order to pay

122. (1) If a notice of emergency response or a notice of appointment of an interim operating authority has been issued under this Part, the Director may issue an order to pay the costs of doing any thing caused to be done in connection with the notice to,

- (a) the owner of the drinking-water system to which the notice relates, if the system is not abandoned; or
- (b) the class of persons prescribed by the regulations, if the drinking-water system is abandoned.

Contents of order

(2) An order under subsection (1) to pay costs shall include,

- (a) a description of things that the Director directed a person or entity to do in connection with the notice;
- (b) a detailed account of the costs incurred in doing the things; and
- (c) a direction that the person to whom the order is issued pay the costs to the Minister of Finance.

Order to pay may be enforced as judgment of the Superior Court of Justice

123. (1) An order to pay costs may be filed with the Superior Court of Justice and enforced as if it were an order of the court.

Interest

(2) Section 129 of the *Courts of Justice Act* applies in respect of an order filed with the court under subsection (1) and, for the purpose, the date of filing shall be deemed to be the date of the order.

Collection of costs by tax lien

Instruction to municipality to recover amounts

124. (1) The Director may instruct a municipality to recover amounts specified in an order to pay costs issued under section 122 that relate to things done in connection with a drinking-water system if,

- (a) the person to whom the order is directed owns land in the municipality; and
- (b) the drinking-water system or part of the drinking-water system is or was located in the municipality.

en vertu de la présente loi, de le renouveler ou d'y apporter une modification, tant que la pénalité administrative n'a pas été payée.

Idem

(7) L'article 129 de la *Loi sur les tribunaux judiciaires* s'applique à un avis ou à une décision déposé en vertu du paragraphe (6) et, à cette fin, la date du dépôt de l'avis ou de la décision est réputée la date de l'ordonnance.

Arrêté de paiement des frais

122. (1) Si un avis d'intervention d'urgence ou un avis de nomination d'un organisme d'exploitation intérimaire a été délivré en vertu de la présente partie, le directeur peut prendre un arrêté de paiement des frais d'exécution de toute chose qu'il a fait faire relativement à l'avis contre :

- a) soit le propriétaire du réseau d'eau potable visé par l'avis, si le réseau n'est pas abandonné;
- b) soit la catégorie de personnes prescrite par les règlements, si le réseau d'eau potable est abandonné.

Contenu de l'arrêté de paiement

(2) L'arrêté de paiement des frais prévu au paragraphe (1) comporte les éléments suivants :

- a) la description des choses que le directeur a enjoint à une personne ou à une entité de faire relativement à l'avis;
- b) le détail des frais engagés pour faire ces choses;
- c) une directive indiquant que la personne contre qui est pris l'arrêté doit payer les frais au ministre des Finances.

Exécution de l'arrêté de paiement des frais

123. (1) Un arrêté de paiement des frais peut être déposé auprès de la Cour supérieure de justice et exécuté comme s'il s'agissait d'une ordonnance du tribunal.

Intérêt

(2) L'article 129 de la *Loi sur les tribunaux judiciaires* s'applique à un arrêté déposé auprès de la Cour en application du paragraphe (1). À cette fin, la date du dépôt est réputée la date de l'arrêté.

Perception des frais : privilège à titre d'impôts

Ordre de recouvrement de sommes donné à la municipalité

124. (1) Le directeur peut ordonner à une municipalité de recouvrer les sommes précisées dans un arrêté de paiement des frais pris en vertu de l'article 122 qui ont trait à des choses qui ont été faites relativement à un réseau d'eau potable si :

- a) d'une part, la personne visée par l'arrêté est propriétaire d'un bien-fonds situé dans la municipalité;
- b) d'autre part, le réseau d'eau potable ou la partie de celui-ci est ou était situé dans la municipalité.

Municipal tax lien

(2) If the Director gives an instruction to a municipality under subsection (1),

- (a) the municipality shall have a lien for the amounts described in subsection (1) on all land in the municipality owned by the person to whom the order to pay costs is directed; and
- (b) the amounts described in subsection (1) shall be deemed to be municipal taxes in respect of the land mentioned in clause (a) and shall be added by the clerk of the municipality to the collector's roll and collected in the same way and with the same priorities as municipal taxes.

Lien not an estate or interest of the Crown

(3) A lien created under this section in favour of a municipality is not an estate or interest of the Crown described in clause 379 (7) (b) of the *Municipal Act, 2001*.

Amounts collected to be paid to Minister of Finance

(4) Subject to subsection (6), money collected in accordance with subsection (1), less the costs reasonably attributable to the collection, shall be paid by the municipality to the Minister of Finance.

Definition: cancellation price

(5) In subsections (6) and (7),

“cancellation price” has the same meaning as in Part XI of the *Municipal Act, 2001*.

Proceeds of tax sale

(6) If there is a sale of land under Part XI of the *Municipal Act, 2001* and amounts are payable out of the proceeds to the Minister of Finance under this Act, the *Environmental Protection Act*, the *Ontario Water Resources Act* or the *Fire Protection and Prevention Act, 1997*, those amounts shall not be paid until after payment of all other amounts payable out of the proceeds in respect of the cancellation price of the land.

Cancellation price

(7) Despite any provision of the *Municipal Act, 2001*, the treasurer of a municipality may sell land under that Act for less than the cancellation price, so long as the land is not sold for less than what the cancellation price would have been but for this Act, the *Environmental Protection Act*, the *Ontario Water Resources Act* and the *Fire Protection and Prevention Act, 1997*, and the purchaser may be declared to be the successful purchaser under the *Municipal Act, 2001*.

Instruction to Land Tax Collector to recover amounts

(8) The Director may instruct the Land Tax Collector appointed under the *Provincial Land Tax Act* to recover amounts specified in an order to pay costs issued under

Privilège à titre d'impôts municipaux

(2) Si le directeur donne un ordre à une municipalité en vertu du paragraphe (1) :

- a) d'une part, la municipalité a un privilège, à l'égard des sommes visées au paragraphe (1), sur le bien-fonds situé dans la municipalité dont est propriétaire la personne visée par l'arrêté de paiement des frais;
- b) d'autre part, les sommes visées au paragraphe (1) sont réputées des impôts municipaux à l'égard du bien-fonds visé à l'alinéa a) et sont ajoutées au rôle de perception par le secrétaire de la municipalité et perçues de la même façon et selon le même ordre de priorité que les impôts municipaux.

Privilège non un domaine ni un intérêt de la Couronne

(3) Le privilège créé en application du présent article en faveur d'une municipalité ne constitue pas un domaine ni un intérêt de la Couronne visés à l'alinéa 379 (7) b) de la *Loi de 2001 sur les municipalités*.

Sommes perçues payables au ministre des Finances

(4) Sous réserve du paragraphe (6), les sommes perçues conformément au paragraphe (1), moins les frais raisonnablement imputables à leur perception, sont versées au ministre des Finances par la municipalité.

Définition : coût d'annulation

(5) La définition qui suit s'applique aux paragraphes (6) et (7).

«coût d'annulation» S'entend au sens de la partie XI de la *Loi de 2001 sur les municipalités*.

Produit de la vente pour impôts

(6) Si un bien-fonds fait l'objet d'une vente en application de la partie XI de la *Loi de 2001 sur les municipalités* et que des parties du produit de la vente sont payables au ministre des Finances en application de la présente loi, de la *Loi sur la protection de l'environnement*, de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario* ou de la *Loi de 1997 sur la prévention et la protection contre l'incendie*, ces sommes ne doivent pas être versées tant que ne sont pas réglées les autres parties du produit de la vente à affecter au paiement du coût d'annulation du bien-fonds.

Coût d'annulation

(7) Malgré toute disposition de la *Loi de 2001 sur les municipalités*, le trésorier d'une municipalité peut vendre un bien-fonds en vertu de cette loi à un prix moindre que le coût d'annulation pourvu que ce prix ne soit pas inférieur à ce que le coût d'annulation aurait été si ce n'était la présente loi, la *Loi sur la protection de l'environnement*, la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario* et la *Loi de 1997 sur la prévention et la protection contre l'incendie*. L'acquéreur peut être désigné adjudicataire en application de la *Loi de 2001 sur les municipalités*.

Ordre donné au percepteur de l'impôt foncier de recouvrer des sommes

(8) Le directeur peut ordonner au percepteur de l'impôt foncier nommé en application de la *Loi sur l'impôt foncier provincial* de recouvrer les sommes précé-

section 122 that relate to things done in connection with a drinking-water system if,

- (a) the person to whom the order is directed owns land in unorganized territory; and
- (b) the drinking-water system or part of the drinking-water system to which the order relates is or was located in the same territorial district as the person's land.

Provincial tax lien

(9) If the Director gives an instruction to the Land Tax Collector under subsection (8),

- (a) the Crown shall have a lien for the amounts described in subsection (8) on all land owned by the person to whom the order to pay costs is directed that is located in the same territorial district as the drinking-water system to which the order relates; and
- (b) the amounts described in subsection (8) shall be deemed to be taxes imposed under section 3 of the *Provincial Land Tax Act* on the land referred to in clause (a) and may be collected in the same way and with the same priorities as taxes under that Act.

Instruction to specify amounts for things done

(10) An instruction under subsection (1) or (8) shall state which of the amounts specified in the order to pay under section 122 relate to things done in connection with the drinking-water system.

Interpretation

(11) For the purposes of subsections (1), (8) and (10), a thing done in connection with a drinking-water system includes any thing done to the system whether or not it is done on land owned by the person to whom the order was directed.

Costs may be recovered from deposit or financial assurance

125. If an order to pay costs is directed to a person who has given a deposit under section 35 of the *Environmental Protection Act*, or is in respect of works or property for which financial assurance is required under Part XII of that Act, the deposit or financial assurance may be used to recover amounts specified in the order to pay costs.

PART X APPEALS

Meaning of "Director"

Definition

126. In this Part,

"Director" means, in relation to a reviewable decision, the Director who made the decision.

Reviewable decisions

127. (1) Each of the following decisions of a Director

sées dans un arrêté de paiement des frais pris en vertu de l'article 122 qui ont trait à des choses qui ont été faites relativement à un réseau d'eau potable si :

- a) d'une part, la personne visée par l'arrêté est propriétaire d'un bien-fonds situé dans un territoire non érigé en municipalité;
- b) d'autre part, le réseau d'eau potable ou la partie de celui-ci que vise l'arrêté est ou était situé dans le même district territorial que le bien-fonds de la personne.

Privilège à titre d'impôts provinciaux

(9) Si le directeur donne un ordre au percepteur de l'impôt foncier en vertu du paragraphe (8) :

- a) d'une part, la Couronne a un privilège, à l'égard des sommes visées au paragraphe (8), sur le bien-fonds dont est propriétaire la personne visée par l'arrêté de paiement des frais et qui est situé dans le même district territorial que le réseau d'eau potable visé par l'arrêté;
- b) d'autre part, les sommes visées au paragraphe (8) sont réputées des impôts établis en application de l'article 3 de la *Loi sur l'impôt foncier provincial* à l'égard du bien-fonds visé à l'alinéa a), et peuvent être perçues de la même façon et selon le même ordre de priorité que les impôts prévus par cette loi.

Indication des sommes liées aux choses faites

(10) L'ordre visé au paragraphe (1) ou (8) indique quelles sont les sommes précisées dans l'arrêté de paiement visé à l'article 122 qui se rapportent aux choses faites relativement au réseau d'eau potable.

Interprétation

(11) Pour l'application des paragraphes (1), (8) et (10), une chose faite relativement à un réseau d'eau potable comprend toute chose faite au réseau, qu'elle soit ou non faite sur le bien-fonds dont est propriétaire la personne visée par l'arrêté.

Recouvrement des frais : dépôt ou garantie financière

125. Si un arrêté de paiement des frais est adressé à une personne qui a donné un dépôt en application de l'article 35 de la *Loi sur la protection de l'environnement*, ou vise des travaux ou des biens pour lesquels une garantie financière est exigée en application de la partie XII de cette loi, le dépôt ou la garantie financière peut être affecté au recouvrement des sommes précisées dans l'arrêté.

PARTIE X APPELS

Sens de «directeur»

Définition

126. La définition qui suit s'applique à la présente partie.

«directeur» Relativement à une décision susceptible de révision, s'entend du directeur qui a pris la décision.

Décisions susceptibles de révision

127. (1) Chacune des décisions suivantes que prend

under this Act is a reviewable decision for the purposes of this Part:

1. A refusal to issue or amend a permit, licence or approval.
2. A refusal to grant a consent for the fragmentation of a non-municipal drinking-water system.
3. A decision to impose, vary or remove conditions in a permit, licence or approval.
4. A refusal to impose a condition in a permit, licence or approval.
5. A decision to suspend a licence or approval, other than a suspension of a drinking-water testing licence ordered by the Minister under section 108.
6. A decision to revoke a permit, licence or approval.
7. A refusal to extend the expiry date of a licence under subsection 44 (6) or 73 (5).
8. A refusal to renew a licence or approval.
9. A refusal to consent to the transfer of a licence.
10. A decision to issue an order, including an order to pay costs under section 122.
11. A decision to confirm, amend or revoke an order made by a Director or a provincial officer.
12. A decision to issue a notice of administrative penalty under section 121.

Exception, decisions requested or consented to

(2) Subsection (1) does not apply to a decision made at the request or with the consent of,

- (a) the applicant for, or holder of, the permit, licence or approval, if the decision concerns a permit, licence or approval; or
- (b) the person to whom the order is issued, if the decision concerns an order.

Exception, refusal to issue, amend or revoke order

(3) A refusal by a Director or provincial officer to issue, amend or revoke an order is not a reviewable decision for the purposes of this Part.

Notice of reviewable decision

128. (1) The Director shall serve notice of a reviewable decision,

- (a) if the decision concerns a permit, licence or approval, on the applicant for, or the holder of, the permit, licence or approval; or

un directeur en vertu de la présente loi est susceptible de révision pour l'application de la présente partie :

1. Le refus de délivrer ou de modifier un permis ou d'accorder ou de modifier une approbation.
2. Le refus de consentir à la fragmentation d'un réseau d'eau potable non municipal.
3. Le fait d'assortir un permis ou une approbation de conditions ou d'en modifier ou d'en supprimer certaines.
4. Le refus d'assortir un permis ou une approbation de conditions.
5. La suspension d'un permis municipal, d'un permis d'analyse de l'eau ou d'une approbation, sauf s'il s'agit de la suspension d'un permis d'analyse de l'eau potable qu'ordonne le ministre en vertu de l'article 108.
6. La révocation d'un permis ou d'une approbation.
7. Le refus de proroger la date d'expiration d'un permis municipal ou d'un permis d'analyse en vertu du paragraphe 44 (6) ou 73 (5).
8. Le refus de renouveler un permis municipal, un permis d'analyse ou une approbation.
9. Le refus de consentir à la cession d'un permis municipal ou d'un permis d'analyse.
10. La prise d'un arrêté, notamment un arrêté de paiement des frais visé à l'article 122.
11. La confirmation, la modification ou la révocation d'un arrêté pris par un directeur ou un agent provincial.
12. La délivrance d'un avis de pénalité administrative en vertu de l'article 121.

Exception : décisions demandées ou acceptées

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à la décision prise à la demande ou avec le consentement :

- a) soit de l'auteur de la demande du permis ou de l'approbation ou du titulaire du permis ou de l'approbation, si la décision a trait à un permis ou à une approbation;
- b) soit de la personne contre laquelle l'arrêté est pris, si la décision a trait à un arrêté.

Exception : refus de prendre, de modifier ou de révoquer un arrêté

(3) Le refus d'un directeur ou d'un agent provincial de prendre, de modifier ou de révoquer un arrêté ne constitue pas une décision susceptible de révision pour l'application de la présente partie.

Avis de décision susceptible de révision

128. (1) Le directeur signifie un avis de décision susceptible de révision :

- a) soit, si la décision a trait à un permis ou à une approbation, à l'auteur de la demande du permis ou de l'approbation ou au titulaire du permis ou de l'approbation;

- (b) if the decision concerns an order or a notice of administrative penalty, on the person to whom the order or notice is issued.

Notice to include information about right of appeal

(2) A notice of a reviewable decision shall include details of the right to appeal to the Tribunal given under this Part.

Right to appeal to Tribunal

129. (1) Within 15 days after being served with a notice of a reviewable decision, the person notified may require a hearing by the Tribunal by written notice served on the Director and the Tribunal.

Extension of time

(2) On application by a person notified of a reviewable decision, the Tribunal shall extend the time in which a notice requiring a hearing may be served, if the Tribunal considers that,

- (a) service of the notice of the decision did not give the person adequate notice of the decision; or
- (b) it is otherwise just to do so.

Contents of notice requiring hearing

(3) A person requiring a hearing shall state in the notice requiring the hearing,

- (a) the aspect of the decision, including the portion of the permit, licence, approval, order or notice of administrative penalty in respect of which the hearing is required; and
- (b) the grounds for review to be relied on by the person at the hearing.

Effect of contents of notice

(4) Except with leave of the Tribunal, a person requiring a hearing in relation to a reviewable decision is not entitled to,

- (a) a review of an aspect of the decision other than that stated in the notice requiring the hearing; or
- (b) a review of the decision other than on the grounds stated in the notice.

Leave by Tribunal, review of matters outside notice, etc.

(5) The Tribunal may grant leave under subsection (4), if it considers that to do so would be proper in the circumstances, subject to such directions as the Tribunal considers proper in the circumstances.

Parties to hearing

130. The following are parties to a hearing under this Part:

1. The person requiring the hearing.
2. The Director.

- b) soit, si la décision a trait à un arrêté ou à un avis de pénalité administrative, à la personne contre laquelle l'arrêté est pris ou à qui l'avis est délivré.

Avis d'inclusion de renseignements au sujet du droit d'appel

(2) L'avis de décision susceptible de révision comprend des précisions sur le droit d'interjeter appel devant le Tribunal, que confère la présente partie.

Droit d'interjeter appel devant le Tribunal

129. (1) Au plus tard 15 jours après que l'avis d'une décision susceptible de révision lui a été signifié, la personne ainsi avisée peut demander une audience devant le Tribunal en lui signifiant, ainsi qu'au directeur, un avis écrit.

Prorogation du délai

(2) Sur requête de la personne qui a été avisée d'une décision susceptible de révision, le Tribunal proroge le délai de signification d'un avis de demande d'audience s'il estime que, selon le cas :

- a) la signification de l'avis de la décision à la personne ne s'est pas faite de façon à lui donner un avis adéquat de celle-ci;
- b) il est par ailleurs juste de le faire.

Contenu de l'avis de demande d'audience

(3) La personne qui demande une audience indique dans l'avis de demande d'audience :

- a) d'une part, le volet de la décision, notamment la partie du permis, de l'approbation, de l'arrêté ou de l'avis de pénalité administrative, qui fait l'objet de la demande d'audience;
- b) d'autre part, les motifs en faveur de la révision sur lesquels elle se fondera à l'audience.

Effet du contenu de l'avis

(4) Sauf si elle y est autorisée par le Tribunal, la personne qui demande une audience relativement à une décision susceptible de révision n'a pas le droit :

- a) soit de demander la révision d'un volet de la décision autre que celui indiqué dans l'avis de demande d'audience;
- b) soit de demander la révision de la décision en se fondant sur des motifs autres que ceux indiqués dans l'avis.

Autorisation du Tribunal : révision de questions non indiquées dans l'avis

(5) Le Tribunal peut accorder l'autorisation visée au paragraphe (4) s'il est d'avis que cette mesure est appropriée dans les circonstances, sous réserve des directives qu'il estime appropriées dans les circonstances.

Parties à l'audience

130. Sont parties à l'audience tenue en application de la présente partie :

1. La personne qui demande l'audience.
2. Le directeur.

3. Any other person specified by the Tribunal.

Stay of decision pending hearing

131. (1) The commencement of a proceeding before the Tribunal does not stay the operation of the relevant reviewable decision, except in the case of,

- (a) a decision to issue a notice of administrative penalty; or
- (b) a decision in relation to an order to pay costs under section 122.

Tribunal may grant stay

(2) On the application of a party to a proceeding, the Tribunal may stay the operation of the relevant reviewable decision, except in the case of an application in respect of,

- (a) a requirement in an order that relates to the sampling, testing, monitoring or reporting with respect to the quality or quantity of any waters;
- (b) an order under section 109 in respect of an imminent drinking-water health hazard;
- (c) the suspension of a licence or approval issued or granted under this Act; or
- (d) a reviewable decision in respect of a drinking-water testing licence, if the Chief Medical Officer of Health advises the Tribunal, the licensee and the Director in writing that in his or her opinion the staying of the decision would endanger, or likely endanger, public health.

No stay if danger to public health

(3) The Tribunal may not stay the operation of a reviewable decision, if to do so would endanger, or likely endanger, public health.

Removal of stay

(4) The Tribunal may remove a stay of the operation of a reviewable decision,

- (a) on the application of a party to the proceedings, if circumstances have arisen that were not known to the party, or not in existence, when the stay was granted;
- (b) on the application of a party added to the proceedings after the stay was granted; or
- (c) on the application of any party, if failure to do so would endanger, or likely endanger, public health.

Powers of Tribunal

132. (1) A hearing by the Tribunal is a new hearing.

3. Toute autre personne que précise le Tribunal.

Suspension de la décision pendant l'audience

131. (1) L'introduction d'une instance devant le Tribunal n'a pas pour effet de suspendre l'application de la décision susceptible de révision pertinente, sauf s'il s'agit, selon le cas :

- a) d'une décision portant que soit délivré un avis de pénalité administrative;
- b) d'une décision relative à un arrêté de paiement des frais visé à l'article 122.

Le Tribunal peut accorder la suspension

(2) Le Tribunal peut, sur requête présentée par une partie à une instance introduite devant lui, suspendre l'application de la décision susceptible de révision pertinente, sauf s'il s'agit d'une requête concernant, selon le cas :

- a) une exigence d'un arrêté qui a trait à l'échantillonnage, à l'analyse, à la surveillance ou à la présentation de rapports à l'égard de la qualité ou de la quantité d'eaux quelconques;
- b) un arrêté pris en vertu de l'article 109 à l'égard d'un danger de l'eau potable pour la santé imminent;
- c) la suspension d'un permis municipal ou d'un permis d'analyse délivré ou d'une approbation accordée en vertu de la présente loi;
- d) une décision susceptible de révision à l'égard d'un permis d'analyse de l'eau potable, si le médecin-hygiéniste en chef informe le Tribunal, le titulaire de permis et le directeur par écrit qu'à son avis, la suspension de la décision mettrait ou mettrait vraisemblablement la santé publique en danger.

Aucune suspension en cas de danger pour la santé publique

(3) Le Tribunal ne peut pas suspendre l'application d'une décision susceptible de révision si une telle mesure devait mettre ou mettre vraisemblablement la santé publique en danger.

Fin de la suspension

(4) Le Tribunal peut mettre fin à la suspension de l'application d'une décision susceptible de révision :

- a) soit sur requête d'une partie à l'instance, s'il survient des circonstances dont elle ne connaissait pas l'existence, ou qui n'existaient pas, lorsque la suspension a été accordée;
- b) soit sur requête d'une partie jointe à l'instance après que la suspension a été accordée;
- c) soit sur requête d'une partie quelconque, si le fait de ne pas y mettre fin devait mettre ou mettre vraisemblablement la santé publique en danger.

Pouvoirs du Tribunal

132. (1) L'audience tenue par le Tribunal constitue une nouvelle audience.

Same

(2) The Tribunal may do any or all of the following on a hearing in relation to a reviewable decision:

1. Confirm, vary or revoke the decision.
2. Direct the Director to take such action as the Tribunal considers necessary for the purposes of this Act.
3. Substitute its opinion for that of the Director.

Exceptions

(3) Subsections (1) and (2) do not apply to a decision in relation to a notice of administrative penalty or an order to pay costs under section 122.

Notice of administrative penalty, powers of Tribunal

(4) On a hearing in relation to a decision to issue a notice of administrative penalty, the Tribunal may,

- (a) confirm or revoke the decision; or
- (b) vary the decision, but not so as to vary the amount of the penalty unless it considers the amount to be unreasonable.

Notice of administrative penalty, application of s. 121 regulations

(5) For greater certainty, any regulations made for the purposes of section 121 apply to a decision of the Tribunal in relation to a notice of administrative penalty.

Appeal from order to pay costs

133. (1) This section applies to a hearing before the Tribunal in relation to a decision of the Director to make an order to pay costs under section 122.

Tribunal's powers

(2) The Tribunal may only confirm, vary or revoke the decision.

Director's request to vary decision

(3) At any time during the hearing, the Director may, on reasonable notice to all parties, request the Tribunal to vary the Director's decision by adding new items of costs or by increasing the amounts set out in the order.

Matters to be considered

(4) In making a decision in relation to the hearing, including a request under subsection (3), the Tribunal, in respect of a cost specified or to be specified in the order, may only consider,

- (a) whether the cost relates to something done in connection with a notice of emergency response under section 110 or a notice of appointment of interim operating authority under section 113; and
- (b) whether the cost is reasonable, having regard to the nature of that thing.

Idem

(2) Lors d'une audience, le Tribunal peut prendre n'importe laquelle ou l'ensemble des mesures suivantes relativement à une décision susceptible de révision :

1. Confirmer, modifier ou révoquer la décision.
2. Enjoindre au directeur de prendre les mesures que le Tribunal estime nécessaires pour l'application de la présente loi.
3. Substituer son opinion à celle du directeur.

Exceptions

(3) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas à une décision rendue relativement à un avis de pénalité administrative ni à un arrêté de paiement des frais prévu à l'article 122.

Avis de pénalité administrative : pouvoirs du Tribunal

(4) Lors d'une audience relative à une décision de délivrer un avis de pénalité administrative, le Tribunal peut :

- a) confirmer ou révoquer la décision;
- b) modifier la décision, mais non le montant de la pénalité, à moins qu'il ne l'estime déraisonnable.

Avis de pénalité administrative : application des règlements pris en application de l'art. 121

(5) Il est entendu que les règlements pris en application de l'article 121 s'appliquent à une décision du Tribunal relative à un avis de pénalité administrative.

Appel d'un arrêté de paiement des frais

133. (1) Le présent article s'applique à l'audience tenue devant le Tribunal relativement à une décision du directeur de prendre un arrêté de paiement des frais en application de l'article 122.

Pouvoirs du Tribunal

(2) Le Tribunal peut seulement confirmer, modifier ou révoquer la décision.

Demande de modification de la décision émanant du directeur

(3) En tout temps au cours de l'audience, le directeur peut, après avoir donné un avis suffisant à toutes les parties, demander au Tribunal de modifier sa décision en y ajoutant de nouveaux frais ou en augmentant les sommes qui sont fixées dans l'arrêté.

Questions à examiner

(4) Lorsqu'il rend une décision relativement à l'audience, y compris à une demande présentée en vertu du paragraphe (3), le Tribunal, à l'égard de frais précisés ou devant être précisés dans l'arrêté, ne peut examiner que les éléments suivants :

- a) la question de savoir si les frais sont liés à une chose faite relativement à un avis d'intervention d'urgence prévu à l'article 110 ou à un avis de nomination d'un organisme d'exploitation intérimaire prévu à l'article 113;
- b) la question de savoir si les frais sont raisonnables compte tenu de la nature de cette chose.

Appeal to Divisional Court, question of law

134. (1) A party to a hearing before the Tribunal may appeal to the Divisional Court on a question of law from the decision or order of the Tribunal, in accordance with the rules of court.

Exceptions

(2) This section does not apply in relation to the following hearings:

1. A hearing in relation to a notice of administrative penalty.
2. A hearing in relation to an order to pay costs under section 122.

Appeal to Minister, other questions

135. (1) A party to a hearing before the Tribunal may appeal in writing to the Minister from the Tribunal's decision on any matter other than a question of law,

- (a) within 30 days after receipt of notice of the Tribunal's decision; or
- (b) if there is an appeal to the Divisional Court by any party, within 30 days after final disposition of the appeal.

Minister's powers on appeal

(2) On an appeal under this section, the Minister may, if he or she considers it to be necessary for the purposes of this Act, confirm, vary or revoke the Tribunal's decision.

Exceptions

(3) This section does not apply in relation to the following hearings:

1. A hearing in relation to a notice of administrative penalty.
2. A hearing in relation to an order to pay costs under section 122.

Stay of decision on appeal

136. (1) This section applies if an appeal is made to the Divisional Court or the Minister from a decision of the Tribunal on a hearing under this Part.

Tribunal may order stay

(2) The appeal does not stay the operation of the relevant reviewable decision, unless the Tribunal orders otherwise.

Court or Minister may grant stay

(3) On application by a party to the Tribunal hearing, the Divisional Court or the Minister (as the case may be) may stay the operation of the Tribunal's decision, except in the case of an appeal from a decision of the Tribunal of an order requiring sampling, testing, monitoring or reporting with respect to the quality or quantity of any waters.

Appel interjeté devant la Cour divisionnaire : question de droit

134. (1) Une partie à une audience tenue devant le Tribunal peut interjeter appel devant la Cour divisionnaire, sur une question de droit, de la décision ou de l'ordonnance qu'a rendue le Tribunal, et ce conformément aux règles de pratique.

Exceptions

(2) Le présent article ne s'applique pas relativement aux audiences suivantes :

1. Une audience portant sur un avis de pénalité administrative.
2. Une audience portant sur un arrêté de paiement des frais prévu à l'article 122.

Appel interjeté devant le ministre : autres questions

135. (1) Une partie à une audience tenue devant le Tribunal peut interjeter appel par écrit devant le ministre de la décision qu'a rendue le Tribunal au sujet de toute question autre qu'une question de droit :

- a) dans les 30 jours qui suivent la réception de l'avis de la décision du Tribunal;
- b) dans les 30 jours qui suivent le règlement définitif de l'appel, si une partie a interjeté appel devant la Cour divisionnaire.

Pouvoirs du ministre en cas d'appel

(2) Lors d'un appel interjeté en vertu du présent article, le ministre peut confirmer, modifier ou révoquer la décision du Tribunal s'il l'estime nécessaire pour l'application de la présente loi.

Exceptions

(3) Le présent article ne s'applique pas relativement aux audiences suivantes :

1. Une audience portant sur un avis de pénalité administrative.
2. Une audience portant sur un arrêté de paiement des frais prévu à l'article 122.

Suspension de la décision en appel

136. (1) Le présent article s'applique s'il est interjeté appel devant la Cour divisionnaire ou le ministre d'une décision qu'a rendue le Tribunal à l'issue d'une audience tenue en application de la présente partie.

Suspension possible par le Tribunal

(2) L'appel n'a pas pour effet de suspendre l'application de la décision susceptible de révision pertinente, à moins que le Tribunal n'ordonne autrement.

La Cour ou le ministre peut accorder la suspension

(3) Sur requête d'une partie à l'audience tenue par le Tribunal, la Cour divisionnaire ou le ministre, selon le cas, peut suspendre l'application de la décision du Tribunal, sauf s'il s'agit d'un appel d'une décision de celui-ci concernant un arrêté exigeant un échantillonnage, des analyses, une surveillance ou la présentation de rapports relativement à la qualité ou à la quantité d'eaux quelconques.

No stay if danger to public health

(4) The Divisional Court or the Minister may not stay the operation of a decision of the Tribunal if to do so would endanger, or likely endanger, public health.

Removal of stay

(5) On application by a party to the Tribunal hearing, a stay imposed by order of the Tribunal, or under this section, may be removed by the Divisional Court or the Minister, as the case requires, if,

- (a) circumstances have arisen that were not known to the party, or not in existence, when the stay was granted; or
- (b) failure to do so would endanger, or likely endanger, public health.

PART XI OFFENCES

Obstruction prohibited

137. No person shall hinder or obstruct any of the following persons in the performance of his or her duties under this Act:

- 1. A provincial officer.
- 2. An employee or agent of the Ministry.
- 3. An employee or agent of the Agency.
- 4. An employee or agent of any person or entity acting under the authority of a notice issued by the Director under Part IX.

False information

138. (1) No person shall orally, in writing or electronically, give or submit false or misleading information in any statement or document to a provincial officer, the Minister, the Ministry, the Agency, an accreditation body, a laboratory, a person or entity acting under the authority of a notice issued by the Director under Part IX, or any employee or agent of any of them, or to any person involved in carrying out a program of the Ministry, in respect of any matter related to this Act or the regulations.

Same

(2) No person shall include false or misleading information in any document required to be created, stored or submitted under this Act.

Refusal to furnish information

139. No person shall refuse to furnish any provincial officer, the Minister, the Ministry, an accreditation body, a person or entity acting under the authority of a notice issued by the Director under Part IX, or any employee or agent of any of them, with information required for the purposes of this Act and the regulations.

Aucune suspension en cas de danger pour la santé publique

(4) La Cour divisionnaire ou le ministre ne peut pas suspendre l'application d'une décision du Tribunal si une telle mesure devait mettre ou mettre vraisemblablement la santé publique en danger.

Fin de la suspension

(5) Sur requête d'une partie à l'audience tenue devant le Tribunal, la Cour divisionnaire ou le ministre, selon le cas, peut mettre fin à la suspension imposée par ordonnance du Tribunal, ou en vertu du présent article si, selon le cas :

- a) il survient des circonstances dont elle ne connaissait pas l'existence, ou qui n'existaient pas, lorsque la suspension a été accordée;
- b) le fait de ne pas y mettre fin devait mettre ou mettre vraisemblablement la santé publique en danger.

PARTIE XI INFRACTIONS

Entrave interdite

137. Nul ne doit gêner ni entraver les personnes suivantes dans l'exercice des fonctions qui leur sont attribuées en application de la présente loi :

- 1. Un agent provincial.
- 2. Un employé ou agent du ministère.
- 3. Un employé ou mandataire de l'Agence.
- 4. Un employé ou mandataire de toute personne ou entité qui agit en vertu d'un avis délivré par le directeur en application de la partie IX.

Faux renseignements

138. (1) Nul ne doit fournir ou présenter, verbalement, par écrit ou de façon électronique, des renseignements faux ou trompeurs dans une déclaration ou un document adressés à un agent provincial, au ministre, au ministère, à l'Agence, à un organisme d'agrément, à un laboratoire, à une personne ou entité agissant en vertu d'un avis délivré par le directeur en application de la partie IX ou à un de leurs employés, agents ou mandataires ou à toute personne qui participe à la réalisation d'un programme du ministère, à l'égard d'une question touchant la présente loi ou les règlements.

Idem

(2) Nul ne doit inclure des renseignements faux ou trompeurs dans un document dont la constitution, la conservation ou la présentation est exigée en application de la présente loi.

Refus de fournir des renseignements

139. Nul ne doit refuser de fournir à un agent provincial, au ministre, au ministère, à un organisme d'agrément, à une personne ou entité agissant en vertu d'un avis délivré par le directeur en application de la partie IX ou à un de leurs employés, agents ou mandataires les renseignements requis pour l'application de la présente loi et des règlements.

Offences

140. (1) Every person is guilty of an offence who contravenes a provision of this Act that is listed in subsection (2), if the person is required under this Act to comply with the provision.

List of provisions

(2) Each of the following is a provision of this Act that is listed for the purposes of subsection (1):

1. Subsections 11 (1), (3) and (7).
2. Subsection 12 (1).
3. Section 13.
4. Subsection 14 (1).
5. Subsections 16 (1), (2) and (4).
6. Subsections 17 (2) and (3).
7. Section 18.
8. Subsection 20 (1).
9. Subsection 25 (1).
10. Section 27.
11. Subsection 31 (1).
12. Section 33.
13. Section 43.
14. Subsections 52 (1), (2) and (3).
15. Subsection 53 (1).
16. Section 59.
17. Subsection 63 (1).
18. Section 67.
19. Section 69.
20. Subsection 81 (6).
21. Subsections 82 (3), (5) and (6).
22. Section 137.
23. Subsections 138 (1) and (2).
24. Section 139.

Offence re regulation

(3) A person who contravenes a provision of a regulation made by the Lieutenant Governor in Council is guilty of an offence.

Offence re order

(4) Every person who fails to comply with an order made under this Act, other than an order under section 122 to pay costs, is guilty of an offence.

Offence re permit, licence, approval

(5) Every person that contravenes a condition in an operator's certificate, permit, licence or approval issued or granted under this Act is guilty of an offence.

Infractions

140. (1) Est coupable d'une infraction la personne qui contrevient à une des dispositions de la présente loi énumérées au paragraphe (2) si elle est tenue, en application de la présente loi, de s'y conformer.

Liste de dispositions

(2) Sont énumérées, pour l'application du paragraphe (1), les dispositions suivantes de la présente loi :

1. Les paragraphes 11 (1), (3) et (7).
2. Le paragraphe 12 (1).
3. L'article 13.
4. Le paragraphe 14 (1).
5. Les paragraphes 16 (1), (2) et (4).
6. Les paragraphes 17 (2) et (3).
7. L'article 18.
8. Le paragraphe 20 (1).
9. Le paragraphe 25 (1).
10. L'article 27.
11. Le paragraphe 31 (1).
12. L'article 33.
13. L'article 43.
14. Les paragraphes 52 (1), (2) et (3).
15. Le paragraphe 53 (1).
16. L'article 59.
17. Le paragraphe 63 (1).
18. L'article 67.
19. L'article 69.
20. Le paragraphe 81 (6).
21. Les paragraphes 82 (3), (5) et (6).
22. L'article 137.
23. Les paragraphes 138 (1) et (2).
24. L'article 139.

Infraction à l'égard d'un règlement

(3) La personne qui contrevient à une disposition d'un règlement pris par le lieutenant-gouverneur en conseil est coupable d'une infraction.

Infraction à l'égard d'un arrêté ou d'une ordonnance

(4) La personne qui ne se conforme pas à un arrêté pris ou à une ordonnance rendue en vertu de la présente loi, à l'exclusion d'un arrêté de paiement des frais prévu à l'article 122, est coupable d'une infraction.

Infraction à l'égard d'un permis ou d'une approbation

(5) La personne qui contrevient à une des conditions d'un certificat d'exploitant ou d'un permis délivré ou d'une approbation accordée en vertu de la présente loi est coupable d'une infraction.

Offence re fees

(6) Every person who fails to pay a fee that the person is required to pay under this Act is guilty of an offence.

Officers, directors, etc.

(7) Every officer, director, employee and agent of a corporation who commits an offence under this Act, for which the corporation would be liable for prosecution, is guilty of an offence and on conviction is liable to the punishment provided for the offence, whether or not the corporation has been prosecuted or convicted.

Act of officer, etc.

(8) For the purposes of this Act and the regulations, an act or thing done or omitted to be done by an officer, director, employee or agent of a corporation in the course of his or her employment or in the exercise of his or her powers or the performance of his or her duties shall be deemed to be also an act or thing done or omitted to be done by the corporation.

Amount of fine, etc.**Individuals**

141. (1) Every individual convicted of an offence under this Act is liable,

- (a) on a first conviction, for each day or part of a day on which the offence occurs or continues to occur, to a fine of not more than \$20,000; and
- (b) on each subsequent conviction,
 - (i) for each day or part of a day on which the offence occurs or continues to occur, to a fine of not more than \$50,000,
 - (ii) to imprisonment for a term of not more than one year, or
 - (iii) to both a fine under subclause (i) and imprisonment under subclause (ii).

Corporations

(2) Every corporation convicted of an offence under this Act is liable,

- (a) on a first conviction, for each day or part of a day on which the offence occurs or continues to occur, to a fine of not more than \$100,000; and
- (b) on each subsequent conviction, for each day or part of a day on which the offence occurs or continues to occur, to a fine of not more than \$200,000.

Infraction à l'égard de droits

(6) La personne qui ne paie pas les droits qu'elle est tenue de payer en application de la présente loi est coupable d'une infraction.

Dirigeants, administrateurs

(7) Le dirigeant, l'administrateur, l'employé ou le mandataire d'une personne morale qui commet une infraction prévue par la présente loi et pour laquelle celle-ci pourrait être poursuivie est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, de la peine prévue pour cette infraction, que la personne morale ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable.

Acte d'un dirigeant

(8) Pour l'application de la présente loi et des règlements, un acte ou une omission de la part d'un dirigeant, d'un administrateur, d'un employé ou d'un mandataire d'une personne morale dans le cadre de son emploi ou dans l'exercice de ses pouvoirs ou de ses fonctions est réputé aussi un acte ou une omission de la part de la personne morale.

Montant de l'amende**Particuliers**

141. (1) Le particulier qui est déclaré coupable d'une infraction prévue par la présente loi est passible des peines suivantes :

- a) dans le cas d'une première déclaration de culpabilité, pour chaque journée ou partie de journée au cours de laquelle l'infraction est commise ou continue d'être commise, une amende maximale de 20 000 \$;
- b) dans le cas de chaque déclaration de culpabilité subséquente, selon le cas :
 - (i) pour chaque journée ou partie de journée au cours de laquelle l'infraction est commise ou continue d'être commise, une amende maximale de 50 000 \$,
 - (ii) une peine d'emprisonnement maximale d'un an,
 - (iii) à la fois l'amende prévue au sous-alinéa (i) et la peine d'emprisonnement prévue au sous-alinéa (ii).

Personnes morales

(2) La personne morale qui est déclarée coupable d'une infraction prévue par la présente loi est passible des peines suivantes :

- a) dans le cas d'une première déclaration de culpabilité, pour chaque journée ou partie de journée au cours de laquelle l'infraction est commise ou continue d'être commise, une amende maximale de 100 000 \$;
- b) dans le cas de chaque déclaration de culpabilité subséquente, pour chaque journée ou partie de journée au cours de laquelle l'infraction est commise ou continue d'être commise, une amende maximale de 200 000 \$.

Penalty for certain offences**Corporations**

142. (1) Every corporation convicted of an offence described in subsection (3) is liable, in substitution for any penalty provided in section 141, for each day or part of a day on which the offence occurs or continues to occur, to a fine of not more than \$250,000 on a first conviction and not more than \$500,000 on each subsequent conviction.

Individuals

(2) Every individual convicted of an offence described in subsection (3) is liable, in substitution for any penalty provided in section 141,

- (a) for each day or part of a day on which the offence occurs or continues to occur, to a fine of not more than \$50,000 on a first conviction and not more than \$100,000 on each subsequent conviction;
- (b) to imprisonment for a term of not more than one year; or
- (c) to both a fine under clause (a) and imprisonment under clause (b).

Offences

(3) Each of the following is an offence for the purposes of subsections (1) and (2):

- 1. An offence under section 137, 138 or 139 or subsection 140 (4) or (5).
- 2. An offence under this Act that could have resulted in a drinking-water health hazard.

Offences that result in drinking-water health hazard**Corporations**

143. (1) Every corporation convicted of an offence described in subsection (3) is liable, in substitution for any penalty provided in section 141 or 142, for each day or part of a day on which the offence occurs or continues to occur, to a fine of not more than \$6,000,000 on a first conviction and not more than \$10,000,000 on each subsequent conviction.

Individuals

(2) Every individual convicted of an offence described in subsection (3) is liable, in substitution for any penalty provided in section 141 or 142,

- (a) for each day or part of a day on which the offence occurs or continues to occur, to a fine of not more than \$4,000,000 on a first conviction and not more than \$7,000,000 on each subsequent conviction;

Peines pour certaines infractions**Personnes morales**

142. (1) La personne morale qui est déclarée coupable d'une infraction visée au paragraphe (3) est passible, pour chaque journée ou partie de journée au cours de laquelle l'infraction est commise ou continue d'être commise, non pas d'une peine prévue à l'article 141, mais plutôt d'une amende maximale de 250 000 \$ dans le cas d'une première déclaration de culpabilité et d'une amende maximale de 500 000 \$ dans le cas de chaque déclaration de culpabilité subséquente.

Particuliers

(2) Le particulier qui est déclaré coupable d'une infraction visée au paragraphe (3) est passible non pas d'une peine prévue à l'article 141 mais plutôt, selon le cas :

- a) pour chaque journée ou partie de journée au cours de laquelle l'infraction est commise ou continue d'être commise, d'une amende maximale de 50 000 \$ dans le cas d'une première déclaration de culpabilité et d'une amende maximale de 100 000 \$ dans le cas de chaque déclaration de culpabilité subséquente;
- b) d'une peine d'emprisonnement maximale d'un an;
- c) à la fois de l'amende prévue à l'alinéa a) et de la peine d'emprisonnement prévue à l'alinéa b).

Infractions

(3) Constitue une infraction pour l'application des paragraphes (1) et (2) chacune des infractions suivantes :

- 1. Une infraction à l'article 137, 138 ou 139 ou prévue au paragraphe 140 (4) ou (5).
- 2. Une infraction prévue par la présente loi qui aurait pu entraîner un danger de l'eau potable pour la santé.

Infractions entraînant un danger de l'eau potable pour la santé**Personnes morales**

143. (1) La personne morale qui est déclarée coupable d'une infraction visée au paragraphe (3) est passible, pour chaque journée ou partie de journée au cours de laquelle l'infraction est commise ou continue d'être commise, non pas d'une peine prévue à l'article 141 ou 142, mais plutôt d'une amende maximale de 6 000 000 \$ dans le cas d'une première déclaration de culpabilité et d'une amende maximale de 10 000 000 \$ dans le cas de chaque déclaration de culpabilité subséquente.

Particuliers

(2) Le particulier qui est déclaré coupable d'une infraction visée au paragraphe (3) est passible non pas d'une peine prévue à l'article 141 ou 142 mais plutôt, selon le cas :

- a) pour chaque journée ou partie de journée au cours de laquelle l'infraction est commise ou continue d'être commise, d'une amende maximale de 4 000 000 \$ dans le cas d'une première déclaration de culpabilité et d'une amende maximale de

- (b) to imprisonment for a term of not more than five years less a day; or
- (c) to both a fine under clause (a) and imprisonment under clause (b).

Offences

(3) Each of the following is an offence for the purposes of subsections (1) and (2):

1. A contravention of subsection 18 (1), (2), (3) or (4).
2. An offence under this Act that results in a drinking-water health hazard.
3. A contravention of a requirement described in paragraph 1 or 2 of subsection 11 (1) that involves a failure to satisfy the requirements of a water treatment standard for a drinking-water system.
4. An offence under subsection 140 (4) or (5) that involves a failure to satisfy the requirements of a water treatment standard.

Subsequent conviction

144. For the purposes of determining the penalty for which a person is liable under section 141, 142 or 143, a conviction for an offence under this Act is a subsequent conviction if the person has been previously convicted of an offence under,

- (a) this Act;
- (b) the *Ontario Water Resources Act*;
- (c) the *Environmental Protection Act*, other than for an offence related to Part IX of that Act; or
- (d) the *Pesticides Act*.

Penalty re monetary benefit

145. The court that convicts a person of an offence under this Act, in addition to any other penalty imposed by the court, may increase a fine imposed on the person by an amount equal to the amount of the monetary benefit acquired by or that accrued to the person as a result of the commission of the offence, despite any maximum fine elsewhere provided.

Order to prevent damage, etc.

146. (1) On its own initiative or on the request of the prosecutor, the court that convicts a person of an offence under this Act, in addition to any other penalty imposed by the court, may order the person,

- (a) to take such action, including, but not limited to, providing an alternative drinking-water supply, as the court directs within the time specified in the order, to prevent or eliminate any drinking-water

7 000 000 \$ dans le cas de chaque déclaration de culpabilité subséquente;

- b) d'une peine d'emprisonnement maximale de cinq ans moins un jour;
- c) à la fois de l'amende prévue à l'alinéa a) et de la peine d'emprisonnement prévue à l'alinéa b).

Infractions

(3) Constitue une infraction pour l'application des paragraphes (1) et (2) chacune des infractions suivantes :

1. Une contravention au paragraphe 18 (1), (2), (3) ou (4).
2. Une infraction prévue par la présente loi qui entraîne un danger de l'eau potable pour la santé.
3. Une contravention à une exigence visée à la disposition 1 ou 2 du paragraphe 11 (1) qui consiste à ne pas satisfaire aux exigences d'une norme de traitement de l'eau à l'égard d'un réseau d'eau potable.
4. Une infraction prévue au paragraphe 140 (4) ou (5) qui consiste à ne pas satisfaire aux exigences d'une norme de traitement de l'eau.

Déclaration de culpabilité subséquente

144. Afin de déterminer la peine dont une personne est passible en application de l'article 141, 142 ou 143, la déclaration de culpabilité d'une personne à l'égard d'une infraction prévue par la présente loi constitue une déclaration de culpabilité subséquente si la personne a été déclarée coupable antérieurement d'une infraction prévue par l'une des lois suivantes :

- a) la présente loi;
- b) la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario*;
- c) la *Loi sur la protection de l'environnement*, exception faite d'une infraction relative à la partie IX de cette loi;
- d) la *Loi sur les pesticides*.

Peine concernant le bénéfice pécuniaire

145. Le tribunal qui déclare une personne coupable d'une infraction prévue par la présente loi peut, outre toute autre peine qu'il lui impose, augmenter une amende imposée à la personne d'un montant équivalent au montant du bénéfice pécuniaire que la personne a acquis ou qui lui est revenu par suite de la commission de l'infraction, et ce malgré l'établissement d'une amende maximale dans une autre disposition.

Ordonnance en vue d'empêcher que des dommages ne soient causés

146. (1) De sa propre initiative ou sur demande du poursuivant, le tribunal qui déclare une personne coupable d'une infraction prévue par la présente loi peut, outre toute autre peine qu'il lui impose, ordonner à la personne de faire ce qui suit :

- a) prendre, dans le délai que précise l'ordonnance, les mesures que le tribunal lui enjoint de prendre, notamment la fourniture d'une autre source d'approvisionnement en eau potable, pour empêcher ou

health hazard or public health risk that results from, could result from or is in any way connected to the commission of the offence; and

- (b) to comply with any order made under this Act and directed to the person in relation to the health hazard or public health risk described in clause (a).

Other conditions

(2) An order under subsection (1) may contain such other conditions relating to the circumstances of the offence, and of the person that contributed to the commission of the offence, as the court considers appropriate to prevent similar unlawful conduct, to reduce the risk of a drinking-water health hazard or public health risk or to rehabilitate the natural environment.

Variation of order

(3) The court that made an order under subsection (1) may, at any time upon its own initiative or upon application by counsel for the prosecutor or upon the application of the person convicted or counsel or agent for the person convicted, with notice to the other party, after a hearing or, with the consent of the parties, without a hearing, make any changes in or additions to the conditions prescribed in the order that in the opinion of the court are rendered desirable by a change in circumstances.

Conflict

(4) Nothing in subsection (1) authorizes the making of an order that conflicts with an order previously made by a Director or the Minister under this Act, but an order made under subsection (1) may supplement the provisions of another order.

Continuation in force

(5) If a person bound by an order under subsection (1) is imprisoned, the order continues in force except in so far as the imprisonment renders it impossible for the person to comply for the time being with the order.

Power to restrain by order upon conviction

147. On its own initiative or on the request of the prosecutor, the court that convicts a person of an offence under this Act, in addition to any other remedy and to any other penalty imposed by law, may make an order prohibiting the continuation or repetition by the person of the act or omission for which the person is convicted.

Restitution orders

148. (1) On its own initiative or on the request of the prosecutor, the court that convicts a person of an offence under this Act, in addition to any other penalty imposed by the court, may make an order for restitution against the

éliminer tout danger de l'eau potable pour la santé ou tout risque pour la santé publique qui résulte ou pourrait résulter de la commission de l'infraction ou qui y est lié de quelque façon que ce soit;

- b) se conformer à tout arrêté pris ou à toute ordonnance rendue en vertu de la présente loi et adressé à la personne relativement au danger pour la santé ou au risque pour la santé publique visés à l'alinéa a).

Autres conditions

(2) L'ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1) peut être assortie des autres conditions relatives aux circonstances de l'infraction et à la situation de la personne qui ont contribué à la commission de l'infraction que le tribunal estime appropriées pour empêcher d'autres actes illicites du même genre, pour réduire le risque d'un danger de l'eau potable pour la santé ou un risque pour la santé publique ou pour contribuer à la reconstitution de l'environnement naturel.

Modification de l'ordonnance

(3) Le tribunal qui a rendu une ordonnance en vertu du paragraphe (1) peut, en tout temps et de sa propre initiative ou à la requête de l'avocat du poursuivant, ou à la requête de la personne déclarée coupable ou de son avocat ou représentant, apporter aux conditions prescrites dans l'ordonnance les modifications ou les adjonctions qui, selon le tribunal, sont devenues souhaitables en raison d'un changement de circonstances. Le tribunal doit en aviser l'autre partie et peut faire ces modifications ou ces adjonctions après une audience ou, avec le consentement des parties, sans audience.

Incompatibilité

(4) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet d'autoriser que soit rendue une ordonnance qui est incompatible avec un arrêté qu'a pris antérieurement un directeur ou le ministre en vertu de la présente loi. Toutefois, il peut être rendu en vertu du paragraphe (1) une ordonnance qui complète les dispositions d'une autre ordonnance.

Ordonnance toujours en vigueur

(5) Si une personne visée par une ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1) est incarcérée, l'ordonnance reste en vigueur sauf dans la mesure où l'incarcération empêche la personne, à l'époque considérée, de s'y conformer.

Injonction : ordonnance sur déclaration de culpabilité

147. Outre les autres recours et les autres sanctions qu'impose la loi, le tribunal qui déclare une personne coupable d'une infraction prévue par la présente loi peut, de sa propre initiative ou sur demande du poursuivant, rendre une ordonnance pour interdire à la personne de continuer ou de répéter l'acte ou l'omission à l'égard desquels elle a été déclarée coupable.

Ordonnances de dédommagement

148. (1) De sa propre initiative ou sur demande du poursuivant, le tribunal qui déclare une personne coupable d'une infraction prévue par la présente loi peut, outre toute autre peine qu'il lui impose, rendre contre elle une

person convicted of the offence, requiring the person to pay another person for reasonable expenses actually incurred by the other person to provide an alternative drinking-water supply, if the need for the alternative supply results from or is in any way connected to the commission of the offence, in such amount and on such terms and conditions as the court considers just.

No restitution to person who committed offence

(2) The court shall not make an order for restitution in favour of any person, on account of any matter that is the result of,

- (a) the commission of an offence by the person; or
- (b) a contravention or failure in respect of which a notice has been served on the person, requiring the person to pay an administrative penalty under this Act, unless the requirement to pay the administrative penalty has been rescinded.

Notice of order

(3) If a court makes an order for restitution, it shall cause a copy of the order or a notice of the content of the order to be given to the person to whom the restitution is ordered to be paid.

Filing of order in court

(4) An order for restitution may be filed with a local registrar of the Superior Court of Justice and the responsibility for filing shall be on the person to whom the restitution is ordered to be paid.

Enforcement of order

(5) An order for restitution filed under subsection (4) may be enforced as if it were an order of the court.

Same

(6) Section 129 of the *Courts of Justice Act* applies in respect of an order for restitution filed under subsection (4) and, for that purpose, the date of filing shall be deemed to be the date of the order.

Civil remedy

(7) No civil remedy for an act or omission is affected by reason only that an order for restitution under this section has been made in respect of that act or omission.

Forfeiture on conviction

149. (1) On its own initiative or on the request of the prosecutor, the court that convicts a person of an offence under this Act, in addition to any other penalty imposed by the court, may, if the conviction is in relation to an offence in connection with which a thing has been seized under section 91 or 92 or under a warrant issued under the *Provincial Offences Act*, order that the thing be forfeited to the Crown.

Same

(2) The court shall not make an order under subsection (1), unless the court is satisfied that,

ordonnance de dédommagement exigeant qu'elle rembourse à une autre personne les dépenses raisonnables que cette dernière a effectivement engagées pour fournir une autre source d'approvisionnement en eau potable, si le besoin de cette autre source résulte de la commission de l'infraction ou y est lié de quelque façon que ce soit. En pareil cas, le tribunal fixe le montant et les conditions du dédommagement qu'il estime justes.

Aucun dédommagement pour l'auteur de l'infraction

(2) Le tribunal ne doit pas rendre d'ordonnance de dédommagement en faveur d'une personne en raison de toute affaire qui résulte, selon le cas :

- a) de la commission d'une infraction par la personne;
- b) d'une contravention ou d'un défaut à l'égard duquel il a été signifié à la personne un avis exigeant qu'elle verse une pénalité administrative en application de la présente loi, sauf si cette exigence a été annulée.

Avis de l'ordonnance

(3) Si le tribunal rend une ordonnance de dédommagement, il fait remettre une copie de l'ordonnance ou un avis de son contenu à la personne à laquelle le dédommagement doit être payé.

Dépôt de l'ordonnance au tribunal

(4) L'ordonnance de dédommagement peut être déposée auprès du greffier local de la Cour supérieure de justice et la responsabilité du dépôt repose sur la personne à laquelle le dédommagement doit être payé.

Exécution de l'ordonnance

(5) L'ordonnance de dédommagement déposée en application du paragraphe (4) peut être exécutée comme s'il s'agissait d'une ordonnance du tribunal.

Idem

(6) L'article 129 de la *Loi sur les tribunaux judiciaires* s'applique à une ordonnance de dédommagement déposée en application du paragraphe (4) et, à cette fin, la date du dépôt est réputée la date de l'ordonnance.

Recours civil

(7) Une ordonnance de dédommagement rendue en vertu du présent article à l'égard d'un acte ou d'une omission ne porte pas atteinte au recours civil fondé sur cet acte ou cette omission.

Confiscation sur déclaration de culpabilité

149. (1) De sa propre initiative ou sur demande du poursuivant, le tribunal qui déclare une personne coupable d'une infraction prévue par la présente loi relativement à laquelle une chose a été saisie en vertu de l'article 91 ou 92 ou d'un mandat décerné en vertu de la *Loi sur les infractions provinciales* peut, outre toute autre peine qu'il lui impose, ordonner que la chose soit confisquée au profit de la Couronne.

Idem

(2) Le tribunal ne doit pas rendre d'ordonnance en vertu du paragraphe (1), à moins d'être convaincu de ce qui suit :

- (a) the seizure of the thing was lawful; and
- (b) no later than seven days before the hearing of the request, written notice was provided by a provincial officer,
 - (i) to every person whom the provincial officer knows, or has reason to believe, is an owner of the thing seized,
 - (ii) to every person who has a security interest in the thing that is perfected by registration under the *Personal Property Security Act* against the name of any person whom the provincial officer knows, or has reason to believe, is the owner,
 - (iii) where the thing seized is a vehicle, to every person who has a security interest in the vehicle that is perfected by registration under the *Personal Property Security Act* against the vehicle identification number of the vehicle, and
 - (iv) where the thing seized is a vehicle and the vehicle is registered under the *Highway Traffic Act*, to the registered owner.

Contents of notice

- (3) Notice under subsection (2) shall include,
 - (a) a description of the thing seized, sufficient to enable it to be identified;
 - (b) the location at which the thing was seized;
 - (c) the date of the seizure;
 - (d) the name and telephone number of the provincial officer who seized the thing, or of his or her delegate;
 - (e) a statement of the reason for the seizure;
 - (f) a reference to the statutory provision authorizing the seizure;
 - (g) a statement that an order for forfeiture of the thing is being sought under this section; and
 - (h) a statement that the person to whom the notice is provided may make submissions to the court with respect to the issuance of an order under this section.

Disposition of things forfeited

- (4) A thing forfeited under this section may be disposed of as the Director directs.

Relief against forfeiture

- (5) A person who had an interest in a thing forfeited under this section may apply to the Superior Court of Justice for relief against the forfeiture and the court may make an order providing for any relief that it considers appropriate, including, but not limited to, one or more of the following orders:

- a) la saisie de la chose était légitime;
- b) l'agent provincial a donné un avis écrit, au plus tard sept jours avant l'audition de la demande, aux personnes suivantes :
 - (i) chaque personne qui, selon ce que l'agent provincial sait ou a des motifs de croire, est propriétaire de la chose saisie,
 - (ii) chaque personne qui bénéficie d'une sûreté portant sur la chose et rendue opposable par enregistrement, en vertu de la *Loi sur les sûretés mobilières*, en regard du nom de toute personne qui, selon ce que l'agent provincial sait ou a des motifs de croire, en est le propriétaire,
 - (iii) si la chose saisie est un véhicule, chaque personne qui bénéficie d'une sûreté portant sur le véhicule et rendue opposable par enregistrement, en vertu de la *Loi sur les sûretés mobilières*, en regard du numéro d'identification du véhicule,
 - (iv) si la chose saisie est un véhicule et que celui-ci est immatriculé en application du *Code de la route*, le propriétaire enregistré.

Contenu de l'avis

- (3) L'avis prévu au paragraphe (2) contient ce qui suit :
 - a) une description de la chose saisie qui est suffisante pour en permettre l'identification;
 - b) la mention de l'endroit où la chose a été saisie;
 - c) la date de la saisie;
 - d) les nom et numéro de téléphone de l'agent provincial qui a saisi la chose ou de son délégué;
 - e) un énoncé du motif de la saisie;
 - f) la mention de la disposition législative autorisant la saisie;
 - g) une déclaration indiquant qu'une ordonnance de confiscation de la chose est demandée en vertu du présent article;
 - h) une déclaration indiquant que la personne à qui l'avis est donné peut présenter des observations au tribunal à l'égard du prononcé d'une ordonnance en vertu du présent article.

Disposition des choses confisquées

- (4) Il peut être disposé d'une chose confisquée en vertu du présent article de la façon qu'ordonne le directeur.

Redressement pour la confiscation

- (5) La personne qui avait un intérêt sur une chose confisquée en application du présent article peut, par voie de requête, demander un redressement pour la confiscation à la Cour supérieure de justice et le tribunal peut rendre une ordonnance prévoyant le redressement qu'il estime approprié, notamment l'une ou plusieurs des ordonnances suivantes :

1. An order directing that the thing or any part of the thing be returned to the applicant.
2. An order directing that any interest in the thing be vested in the applicant.
3. An order directing that an amount be paid by the Crown to the applicant by way of compensation for the forfeiture.

When relief not to be ordered

(6) The court shall not make an order for relief under subsection (5), in respect of a thing forfeited, where the person applying for the relief,

- (a) has been served with a notice under section 121 requiring the person to pay an administrative penalty in connection with a matter that was associated with the seizure of the thing, unless the requirement to pay the administrative penalty is rescinded under that section; or
- (b) has been charged with an offence that was associated with the seizure of the thing, unless the charge has been withdrawn or dismissed.

Where fine not paid

150. (1) If a person is convicted of an offence under this Act and a fine is imposed,

- (a) a thing seized in connection with the offence and not forfeited to the Crown under section 91, 92 or 149 shall not be returned until the fine has been paid; or
- (b) a justice may order that the thing referred to in clause (a) be forfeited to the Crown, if payment of the fine is in default within the meaning of section 69 of the *Provincial Offences Act*.

Application of subs. 149 (2) to (6)

(2) Subsections 149 (2) to (6) apply with necessary modifications in relation to an order under clause (1) (b).

Costs of seizure, etc.

151. If a person is convicted of an offence under this Act, the justice may, in addition to any other penalty, order the person to pay all or part of the expenses incurred by the Ministry, with respect to the seizure, storage or disposition of any thing seized in connection with the offence.

Suspension for default in payment of fine

152. (1) If a person is in default of payment of a fine imposed upon conviction for an offence under this Act, on the application of the Director, an order may be made under subsection 69 (2) of the *Provincial Offences Act* directing that, until the fine is paid,

1. Une ordonnance portant que tout ou partie de la chose soit rendu au requérant.
2. Une ordonnance portant qu'un intérêt sur la chose soit dévolu au requérant.
3. Une ordonnance enjoignant à la Couronne de verser une somme au requérant à titre compensatoire pour la confiscation.

Aucune ordonnance de redressement

(6) Le tribunal ne doit pas rendre d'ordonnance de redressement en vertu du paragraphe (5) à l'égard d'une chose confisquée si le requérant, selon le cas :

- a) a reçu signification d'un avis prévu à l'article 121 et exigeant qu'il verse une pénalité administrative relativement à une question qui était liée à la saisie de la chose, à moins que cette exigence n'ait été annulée en application de cet article;
- b) a été accusé d'une infraction liée à la saisie de la chose, à moins que l'accusation n'ait été retirée ou rejetée.

Non-paiement d'une amende

150. (1) Si une personne est déclarée coupable d'une infraction prévue par la présente loi et qu'une amende lui est imposée :

- a) soit une chose saisie relativement à l'infraction qui n'est pas confisquée au profit de la Couronne en vertu de l'article 91, 92 ou 149 ne doit pas être rendue tant que l'amende n'a pas été payée;
- b) soit un juge peut ordonner que la chose visée à l'alinéa a) soit confisquée au profit de la Couronne, s'il y a défaut de paiement de l'amende au sens de l'article 69 de la *Loi sur les infractions provinciales*.

Champ d'application des par. 149 (2) à (6)

(2) Les paragraphes 149 (2) à (6) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à une ordonnance rendue en vertu de l'alinéa (1) b).

Frais relatifs à la saisie

151. Si une personne est déclarée coupable d'une infraction prévue par la présente loi, le juge peut, outre toute autre peine qu'il lui impose, ordonner à la personne de payer tout ou partie des dépenses engagées par le ministère à l'égard de la saisie, de l'entreposage ou de la disposition de toute chose qui a été saisie relativement à l'infraction.

Suspension pour non-paiement d'amende

152. (1) Si une personne ne paie pas une amende imposée à l'égard d'une déclaration de culpabilité pour une infraction prévue par la présente loi, le directeur peut demander que soit rendue, en vertu du paragraphe 69 (2) de la *Loi sur les infractions provinciales*, une ordonnance prévoyant l'application des mesures suivantes jusqu'à ce que la personne ait payé l'amende :

- (a) one or more of the person's permits, licences or approvals under this Act be suspended; and
- (b) no permit, licence or approval be issued to the person under this Act.

Duty of Director

- (2) The Director shall,
 - (a) on being informed of an outstanding order referred to in subsection (1), suspend the person's permits, licences and approvals, if they are not already suspended under another order referred to in subsection (1); and
 - (b) on being informed that the fine and any fee for reinstatement are paid, reinstate the permits, licences and approvals unless the Director has been informed that,
 - (i) there is another outstanding order referred to in subsection (1) directing that they be suspended, or
 - (ii) any of them are suspended under another order or under another Act or regulation, or otherwise under this Act.

Limitations

153. Proceedings for an offence under this Act shall not be commenced later than two years after the later of,

- (a) the day on which the offence was committed; and
- (b) the day on which evidence of the offence first came to the attention of a provincial officer or a Director.

Service of offence notice, etc., offences

re vehicles

Definitions

154. (1) In this section,

“commercial motor vehicle” and “motor vehicle” have the same meanings as in the *Highway Traffic Act*; (“véhicule utilitaire”, “véhicule automobile”)

“offence notice or summons” means,

- (a) an offence notice or summons under Part I of the *Provincial Offences Act*, or
- (b) a summons under Part III of the *Provincial Offences Act*. (“avis d’infraction ou assignation”)

Service of offence notice or summons

(2) Delivery of an offence notice or summons to the operator of a commercial motor vehicle in respect of an offence under this Act related to the use of the vehicle shall be deemed to be personal service of the offence notice or summons on the owner or lessee of the vehicle who is named in the offence notice or summons.

- a) d’une part, qu’un ou plusieurs des permis délivrés ou des approbations accordées de la personne en vertu de la présente loi soient suspendus;
- b) d’autre part, qu’aucun permis ne soit délivré ou approbation accordée à la personne en vertu de la présente loi.

Devoir du directeur

(2) Il incombe au directeur :

- a) dès qu’il est informé de l’existence d’une ordonnance visée au paragraphe (1), de suspendre les permis et les approbations de la personne, s’ils ne sont pas déjà sous le coup d’une suspension en vertu d’une autre ordonnance visée au paragraphe (1);
- b) dès qu’il est informé que l’amende et tous droits de remise en vigueur ont été acquittés, de remettre en vigueur les permis et les approbations, à moins qu’il n’ait été informé :
 - (i) soit qu’il existe une autre ordonnance visée au paragraphe (1) en vertu de laquelle ils doivent être suspendus,
 - (ii) soit que n’importe lesquels d’entre eux sont suspendus en vertu d’une autre ordonnance, d’une autre loi ou d’un autre règlement ou autrement en vertu de la présente loi.

Prescription

153. Est irrecevable l’instance introduite en vertu de la présente loi plus de deux ans après le dernier en date des jours suivants :

- a) le jour où l’infraction a été commise;
- b) le jour où des preuves de l’infraction ont été portées pour la première fois à la connaissance d’un agent provincial ou d’un directeur.

Signification d’un avis d’infraction : infractions relatives

aux véhicules

Définitions

154. (1) Les définitions qui suivent s’appliquent au présent article.

«avis d’infraction ou assignation» S’entend, selon le cas :

- a) de l’avis d’infraction ou de l’assignation visés à la partie I de la *Loi sur les infractions provinciales*;
- b) de l’assignation visée à la partie III de la *Loi sur les infractions provinciales*. («offence notice or summons»)

«véhicule utilitaire» et «véhicule automobile» S’entendent au sens du *Code de la route*. («commercial motor vehicle», «motor vehicle»)

Signification de l’avis d’infraction ou de l’assignation

(2) La remise d’un avis d’infraction ou d’une assignation au conducteur d’un véhicule utilitaire relativement à une infraction prévue par la présente loi liée à l’utilisation du véhicule est réputée une signification à personne de l’avis d’infraction ou de l’assignation au propriétaire ou au locataire du véhicule nommé dans l’avis d’infraction ou dans l’assignation.

Employer

(3) Delivery of an offence notice or summons to the operator of a motor vehicle in respect of an offence under this Act related to the use of the vehicle in the course of the operator's employment shall be deemed to be personal service of the offence notice or summons on the employer of the operator of the vehicle.

Exception

(4) Subsection (2) does not apply if, at the time of the offence, the vehicle was in the possession of the operator without the consent of the owner or lessee of the vehicle, as the case may be, but the burden of proof of that shall be on the owner or lessee of the vehicle.

Permit holder deemed owner

(5) For the purposes of this section, the holder of a permit under Part II of the *Highway Traffic Act* shall be deemed to be the owner of the vehicle referred to in the permit if a number plate under that Part bearing a number that corresponds to the permit was displayed on the vehicle at the time the offence was committed.

Non-application of subs. (5)

(6) Subsection (5) does not apply if the number plate was displayed on the vehicle without the consent of the holder of the permit, but the burden of proof of that shall be on the holder of the permit.

**Service of offence notice or summons
Municipality**

155. (1) Service of an offence notice or summons on a municipality may be effected by delivering the offence notice or summons personally to the mayor, warden, reeve or other chief officer of the municipality or to the clerk of the municipality.

Service on other corporations

(2) Service of an offence notice or summons on a corporation other than a municipality may be effected by delivering the offence notice or summons personally to the manager, secretary or other officer of the corporation or to a person apparently in charge of a branch office of the corporation.

Service on partnership

(3) Service of an offence notice or summons on a partnership may be effected by delivering the offence notice or summons personally to a partner or to a person apparently in charge of an office of the partnership.

Service on a sole proprietorship

(4) Service of an offence notice or summons on a sole proprietorship may be effected by delivering it personally to the sole proprietor or to a person apparently in charge of an office of the sole proprietorship.

Substituted service

(5) On application without notice, a justice, on being

Employeur

(3) La remise d'un avis d'infraction ou d'une assignation au conducteur d'un véhicule automobile relativement à une infraction prévue par la présente loi liée à l'utilisation du véhicule par le conducteur dans le cadre de son emploi est réputée une signification à personne de l'avis d'infraction ou de l'assignation à l'employeur du conducteur du véhicule.

Exception

(4) Le paragraphe (2) ne s'applique pas si, au moment de l'infraction, le véhicule était en la possession du conducteur sans le consentement du propriétaire ou du locataire, selon le cas, mais c'est au propriétaire ou au locataire que revient le fardeau de prouver que tel était le cas.

Titulaire du permis réputé propriétaire

(5) Pour l'application du présent article, le titulaire d'un permis délivré en application de la partie II du *Code de la route* est réputé le propriétaire du véhicule mentionné dans le permis si, au moment de l'infraction, une plaque d'immatriculation conforme à cette partie, portant le numéro correspondant au permis, était affixée au véhicule.

Non-application du par. (5)

(6) Le paragraphe (5) ne s'applique pas si la plaque d'immatriculation était affixée au véhicule sans le consentement du titulaire du permis, mais c'est au titulaire que revient le fardeau de prouver que tel était le cas.

**Signification d'un avis d'infraction ou d'une assignation
Municipalités**

155. (1) La signification d'un avis d'infraction ou d'une assignation à une municipalité peut être effectuée par sa remise en mains propres au dirigeant principal de celle-ci, notamment au maire, au président du conseil ou au préfet, ou encore au secrétaire de celle-ci.

Signification aux autres personnes morales

(2) La signification d'un avis d'infraction ou d'une assignation à une personne morale autre qu'une municipalité peut être effectuée par sa remise en mains propres à un dirigeant de celle-ci, notamment au directeur ou au secrétaire, ou encore au responsable apparent d'une de ses succursales.

Signification à une société en nom collectif

(3) La signification d'un avis d'infraction ou d'une assignation à une société en nom collectif peut être effectuée par sa remise en mains propres à un associé ou au responsable apparent d'un des bureaux de la société.

Signification à une entreprise individuelle

(4) La signification d'un avis d'infraction ou d'une assignation à une entreprise individuelle peut être effectuée par remise en mains propres au propriétaire unique ou au responsable apparent d'un des bureaux de l'entreprise.

Signification indirecte

(5) S'il est convaincu que la signification ne peut se

satisfied that service cannot be made effectively in accordance with subsections (1) to (4), may by order authorize another method of service that has a reasonable likelihood of coming to the attention of the municipality, other corporation, partnership or sole proprietorship.

PART XII MISCELLANEOUS

Service

156. (1) A document, other than an offence notice or summons, that is to be given or served under this Act is sufficiently given or served if it is,

- (a) delivered personally;
- (b) sent by mail addressed to the person to whom delivery or service is required to be made at the latest address for the person appearing on the records of the Ministry;
- (c) sent by facsimile transmission to the last fax number appearing on the records of the Ministry for the person to whom delivery or service is required to be made; or
- (d) given or served in accordance with the regulations respecting service.

Service deemed made

(2) If service is made by mail, the service shall be deemed to be made on the fifth day after the day of mailing, unless the person on whom service is being made establishes that the person did not, acting in good faith, through absence, accident, illness or other cause beyond the person's control, receive the document until a later date.

Same

(3) If service is made by fax, the service shall be deemed to be made on the day after the day the fax is sent, unless the person on whom service is being made establishes that the person did not, acting in good faith, through absence, accident, illness or other cause beyond the person's control, receive the faxed document until a later date.

Fees

157. (1) The Minister may by order,

- (a) establish fees that are payable under this Act in respect of applications for permits, licences, approvals, certificates, amendments and renewals of any of them and other administrative matters; and
- (b) establish rules governing the refund of all or part of a fee paid under this Act.

Payable to specified person

(2) An order may specify the person to whom the fees are payable, and may provide for the retention of all or part of the fees by the person.

faire d'une manière effective conformément aux paragraphes (1) à (4), un juge peut, sur requête présentée sans préavis, rendre une ordonnance autorisant un autre mode de signification grâce auquel la municipalité, l'autre personne morale, la société en nom collectif ou l'entreprise individuelle a des chances raisonnables de prendre connaissance du document signifié.

PARTIE XII DISPOSITIONS DIVERSES

Signification

156. (1) Les documents, sauf les avis d'infraction et les assignations, qui doivent être donnés ou signifiés en application de la présente loi le sont suffisamment s'ils sont, selon le cas :

- a) remis à personne;
- b) envoyés par courrier à la personne à qui la remise ou la signification doit être faite, à la dernière adresse de la personne figurant dans les dossiers du ministère;
- c) envoyés par télécopie au dernier numéro de télécopieur, figurant dans les dossiers du ministère, de la personne à qui la remise ou la signification doit être faite;
- d) donnés ou signifiés conformément aux règlements relatifs à la signification.

Signification réputée faite

(2) Si la signification est faite par courrier, elle est réputée faite le cinquième jour qui suit le jour de la mise à la poste, à moins que son destinataire ne démontre qu'agissant de bonne foi, du fait de son absence, d'un accident, d'une maladie ou pour un autre motif indépendant de sa volonté, il n'a reçu le document que plus tard.

Idem

(3) Si la signification est faite par télécopie, elle est réputée faite le lendemain de l'envoi de la télécopie, à moins que son destinataire ne démontre qu'agissant de bonne foi, du fait de son absence, d'un accident, d'une maladie ou pour un autre motif indépendant de sa volonté, il n'a reçu le document télécopié que plus tard.

Droits

157. (1) Le ministre peut, par arrêté :

- a) fixer les droits payables en application de la présente loi à l'égard des demandes de permis, d'approbations et de certificats et des demandes de modification et de renouvellement de ceux-ci, ainsi qu'à l'égard d'autres questions administratives;
- b) établir des règles régissant le remboursement de tout ou partie des droits payés en application de la présente loi.

Droits payables à une personne précisée

(2) L'arrêté peut préciser la personne à laquelle les droits sont payables et prévoir la rétention de tout ou partie de ceux-ci par la personne.

Non-application of Regulations Act

(3) An order made under this section is not a regulation for the purposes of the *Regulations Act*.

Protection from personal liability

158. (1) Except in the case of an application for judicial review, or an action or proceeding that is specifically provided for with respect to a person referred to in this subsection, in any Act or in a regulation under this or any other Act, no action or other proceeding for damages or otherwise shall be instituted in respect of any act done in good faith in the execution or intended execution of any duty or authority under this Act, or for any alleged neglect or default in the execution in good faith of a duty or authority under this Act, against any of the following:

1. A member of the Tribunal.
2. An employee of the Ministry or the Agency.
3. A Crown employee within the meaning of the *Public Service Act* acting under the direction of a member of the Tribunal or employee of the Ministry or the Agency.
4. The Advisory Council on Drinking-water Quality and Testing Standards and any employee of the Council.

Crown not relieved of liability

(2) Subsection (1) does not, by reason of subsections 5 (2) and (4) of the *Proceedings Against the Crown Act*, relieve the Crown of liability in respect of a tort committed by an agent or servant of the Crown to which it would otherwise be subject, and the Crown is liable under that Act for any such tort in a like manner as if subsection (1) had not been enacted.

Official documents as evidence

159. (1) An official document, other than an official document mentioned in clause (c) or (d) of the definition of "official document" in subsection (3), that purports to be signed by the Minister, a Director, an employee of the Ministry or an auditor under this Act shall be received in evidence in any proceeding as proof, in the absence of evidence to the contrary, of the facts stated in the official document without proof of the signature or position of the person appearing to have signed the official document.

Same

(2) An official document mentioned in clause (c), (d) or (e) of the definition of "official document" in subsection (3) that purports to be signed by an analyst shall be received in evidence in any proceeding as proof, in the absence of evidence to the contrary, of the facts stated in the official document without proof of the signature or position of the person appearing to have signed the official document.

Non-application de la Loi sur les règlements

(3) Les arrêtés pris en vertu du présent article ne sont pas des règlements pour l'application de la *Loi sur les règlements*.

Immunité

158. (1) Sauf dans le cas d'une demande de révision judiciaire ou dans le cas d'une action ou d'une instance qu'une loi ou un règlement pris en application de la présente loi ou d'une autre loi prévoit expressément à l'égard d'une personne mentionnée au présent paragraphe, sont irrecevables les actions ou autres instances, notamment celles en dommages-intérêts, introduites contre les personnes ou entités suivantes pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel d'une fonction ou d'un pouvoir qui leur est attribué en application de la présente loi ou pour une négligence ou un manquement qu'elles auraient commis dans l'exercice de bonne foi de cette fonction ou de ce pouvoir :

1. Un membre du Tribunal.
2. Un employé du ministère ou de l'Agence.
3. Un employé de la Couronne au sens de la *Loi sur la fonction publique* qui agit selon les directives d'un membre du Tribunal ou d'un employé du ministère ou de l'Agence.
4. Le Conseil consultatif sur les normes de qualité et d'analyse de l'eau potable et ses employés.

Responsabilité de la Couronne

(2) Malgré les paragraphes 5 (2) et (4) de la *Loi sur les instances introduites contre la Couronne*, le paragraphe (1) ne dégage pas la Couronne de la responsabilité qu'elle serait autrement tenue d'assumer à l'égard d'un délit civil commis par un de ses mandataires ou de ses employés. La Couronne en est responsable en vertu de cette loi comme si le paragraphe (1) n'avait pas été édicté.

Documents officiels reçus en preuve

159. (1) Un document officiel, sauf un document officiel visé à l'alinéa c) ou d) de la définition de «document officiel» au paragraphe (3), qui se présente comme étant signé par le ministre, par un directeur, par un employé du ministère ou par un vérificateur visés par la présente loi est reçu en preuve dans toute instance pour établir, en l'absence de preuve contraire, les faits énoncés dans le document, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature ou la qualité de la personne qui semble l'avoir signé.

Idem

(2) Un document officiel visé à l'alinéa c), d) ou e) de la définition de «document officiel» au paragraphe (3) qui se présente comme étant signé par un analyste est reçu en preuve dans toute instance pour établir, en l'absence de preuve contraire, les faits énoncés dans le document, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature ou la qualité de la personne qui semble l'avoir signé.

Definitions

(3) In this section,

“analyst” means an analyst appointed under the *Environmental Protection Act*; (“analyste”)

“official document” means,

- (a) a certificate, permit, licence, approval, notice or order under this Act,
- (b) a certificate as to service of a document mentioned in clause (a),
- (c) a certificate or report as to the analysis, description, ingredients, quality, quantity or temperature of any solid, liquid or gas or any combination of any of them,
- (d) a certificate or report as to the analysis, description, quality or quantity of any odour, heat, sound, vibration, radiation or any combination of any of them,
- (e) a certificate or report as to the custody of any solid, liquid or gas or any combination of any of them,
- (f) a certificate as to the custody of any book, record or report or as to the custody of any other document, or
- (g) a certificate as to whether or not any document or notice was received or issued by the Minister or the Ministry under this Act. (“document officiel”)

Electronic signature

160. (1) Despite any requirement under this Act, for the purposes of anything done under this Act, a document may be prepared and signed by electronic means in an electronic format and may be filed by direct electronic transmission, if the preparation, signature and filing are in accordance with the *Electronic Commerce Act, 2000*.

Deemed filing

(2) A printed copy of a document filed under subsection (1) shall be deemed to have been filed as the original document if it is printed in accordance with the regulations.

Joint and several liability

161. (1) If a permit, licence or approval is issued or granted to more than one person under this Act, those persons are jointly and severally liable to comply with all conditions in the permit, licence or approval.

Same

(2) If an order is issued to more than one person under this Act, those persons are jointly and severally liable to

Définitions

(3) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«analyste» Analyste nommé en vertu de la *Loi sur la protection de l'environnement*. («analyst»)

«document officiel» S'entend, selon le cas :

- a) d'un certificat, d'un permis, d'une approbation, d'un avis, d'un arrêté ou d'une ordonnance visés par la présente loi;
- b) d'un certificat attestant la signification d'un document visé à l'alinéa a);
- c) d'un certificat ou d'un rapport qui porte sur l'analyse, la description, les ingrédients, la qualité, la quantité ou la température d'un solide, d'un liquide ou d'un gaz, ou d'une combinaison de ces éléments;
- d) d'un certificat ou d'un rapport qui porte sur l'analyse, la description, la qualité ou la quantité d'une odeur, de la chaleur, d'un son, d'une vibration, d'une radiation ou d'une combinaison de ces éléments;
- e) d'un certificat ou d'un rapport qui porte sur la garde d'un solide, d'un liquide ou d'un gaz, ou d'une combinaison de ces éléments;
- f) d'un certificat qui atteste la garde d'un document, notamment d'un livre, d'un dossier ou d'un rapport;
- g) d'un certificat qui atteste si un document ou un avis a été ou non reçu ou délivré par le ministre ou le ministère en vertu de la présente loi. («official document»)

Signature électronique

160. (1) Malgré toute exigence prévue par la présente loi et pour l'accomplissement de toute chose en application de celle-ci, un document peut être établi et signé par des moyens électroniques sur support électronique et déposé par transmission électronique directe, si l'établissement, la signature et le dépôt de celui-ci sont conformes à la *Loi de 2000 sur le commerce électronique*.

Copie réputée déposée

(2) Une copie imprimée d'un document déposé en application du paragraphe (1) est réputée avoir été déposée comme document original si elle est imprimée conformément aux règlements.

Responsabilité conjointe et individuelle

161. (1) Si un permis est délivré ou qu'une approbation est accordée à plus d'une personne en application de la présente loi, ces personnes sont conjointement et individuellement tenues de se conformer à toutes les conditions du permis ou de l'approbation.

Idem

(2) Si un arrêté est pris ou une ordonnance est rendue contre plus d'une personne en application de la présente

comply with all requirements of the order.

Orders and instruments, consequential authority
Orders, intermediate action, etc.

162. (1) The authority to make an order or notice under this Act includes the authority to require the person or entity to whom the order or notice is issued to take any intermediate actions or procedural steps, specified in the order or notice, that are related to the action required or prohibited by the order or notice.

Orders, authority to order access

(2) A person who has authority under this Act to order that a thing be done on or in any place also has authority to order any person who owns, occupies or has the charge, management or control of the place to permit access to the place for the purpose of doing the thing.

Authority to amend or revoke included

(3) For greater certainty, where a section in this Act gives a person the power to issue a directive, direction, order or notice and the section does not expressly provide the authority to amend or revoke the directive, direction, order or notice, the section shall be interpreted as including the authority to do so.

Administrative changes to instruments

163. A Director may amend or revoke a permit, licence, approval, order or notice issued under this Act if,

- (a) it is desirable for administrative reasons to,
 - (i) reflect changes that have occurred with respect to the identity or description of a person or place, or
 - (ii) eliminate provisions that are spent or obsolete; and
- (b) the Director is satisfied that it is in the public interest to do so.

Binds the Crown

164. This Act binds the Crown.

Binding successors, assigns, etc.

165. (1) A permit, licence, approval or order under this Act is binding on the executor, administrator, administrator with the will annexed, guardian of property or attorney for property of the person to whom it is directed, and any other successor or assignee of the person to whom it is directed.

Extent of liability

(2) If, pursuant to subsection (1), an order is binding on an executor, administrator, administrator with will annexed, guardian of property or attorney for property, their obligations to incur costs to comply with the order is limited to the value of assets they hold or administer, less

loi, ces personnes sont conjointement et individuellement tenues de se conformer à toutes les exigences de l'arrêté ou de l'ordonnance.

Arrêtés, permis et autres actes : pouvoir corrélatif
Arrêtés et avis : mesures intermédiaires

162. (1) Le pouvoir de prendre un arrêté ou de délivrer un avis en vertu de la présente loi comprend celui d'exiger de la personne ou de l'entité visée par l'arrêté ou l'avis de prendre les mesures intermédiaires ou de procédure qui y sont précisées et qui sont liées à la mesure requise ou interdite par l'arrêté ou l'avis.

Arrêtés : pouvoir de demander l'accès au bien-fonds

(2) La personne qui a le pouvoir en vertu de la présente loi d'ordonner qu'une chose soit faite sur ou dans un lieu a également le pouvoir d'ordonner, par arrêté, à toute personne qui est propriétaire du lieu, qui en est l'occupant ou qui en a la responsabilité, la gestion ou le contrôle de permettre l'accès au lieu dans le but de faire cette chose.

Pouvoir de modification ou de révocation compris

(3) Il est entendu que lorsqu'un article de la présente loi donne à une personne le pouvoir de donner des instructions ou des directives, de prendre un arrêté ou de délivrer un avis et que l'article ne prévoit pas expressément le pouvoir de modifier ou de révoquer ceux-ci, l'article s'interprète comme s'il donnait le pouvoir de le faire.

Modifications administratives apportées aux permis et autres actes

163. Le directeur peut modifier ou révoquer un permis délivré, une approbation accordée, un arrêté pris ou un avis délivré en vertu de la présente loi si :

- a) d'une part, il est souhaitable, pour des raisons administratives :
 - (i) soit de tenir compte des changements survenus relativement à l'identité, à la nature ou à la description d'une personne ou d'un lieu,
 - (ii) soit d'éliminer des dispositions qui sont caduques ou périmées;
- b) d'autre part, le directeur est convaincu qu'il est dans l'intérêt public de le faire.

La Couronne est liée

164. La présente loi lie la Couronne.

Les successeurs et les ayants droit sont liés

165. (1) Un permis délivré, une approbation accordée, un arrêté pris ou une ordonnance rendue en application de la présente loi lie l'exécuteur testamentaire, l'administrateur successoral ou testamentaire, le tuteur ou procureur aux biens et tout autre successeur ou ayant droit de la personne visée.

Étendue de la responsabilité

(2) Si, conformément au paragraphe (1), un arrêté ou une ordonnance lie l'exécuteur testamentaire, l'administrateur successoral ou testamentaire ou le tuteur ou procureur aux biens, leur obligation d'engager des frais pour s'y conformer se limite à la valeur des éléments d'actif

their reasonable costs of holding or administering the assets.

Binding on receiver, etc.

(3) A permit, licence, approval or order under this Act that relates to a drinking-water system or a laboratory is binding on a receiver or trustee that holds or administers the system or laboratory.

Same

(4) If, pursuant to subsection (3), an order is binding on a trustee, other than a trustee in bankruptcy, the trustee's obligation to incur costs to comply with the order is limited to the value of the assets held or administered by the trustee, less the trustee's reasonable costs of holding or administering the assets.

Conflict

166. (1) The provisions of this Act and the regulations prevail over the provisions of any other Act and any regulation made under any other Act, irrespective of when the other Act is enacted or the regulation is made under the other Act.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply if the other Act referred to in subsection (1) expressly states that a provision of that Act or of a regulation made under it prevails over the provisions of this Act.

**Regulations, Lieutenant Governor in Council
Drinking-water quality standards**

167. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

1. prescribing drinking-water quality standards;
2. governing measures to be taken where a drinking-water quality standard is not complied with;
3. providing for a person to be deemed to have complied with a drinking-water quality standard for the purposes of this Act and the regulations, if the person complies with prescribed measures.

Provision of drinking water generally

(2) The Lieutenant Governor in Council may make regulations governing the provision of drinking water for any prescribed purpose, including the provision of drinking water to any fixture attached to a plumbing system.

Drinking-water systems

(3) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

1. prescribing standards and requirements relating to the planning, location, design, construction, installation, operation, management, maintenance, repair, replacement or alteration of drinking-water systems or any works, equipment, mechanism or other thing related to a drinking-water system;

qu'ils détiennent ou administrent, moins les frais raisonnables qu'ils engagent à cette fin.

Le séquestre est lié

(3) Un permis délivré, une approbation accordée, un arrêté pris ou une ordonnance rendue en application de la présente loi relativement à un réseau d'eau potable ou à un laboratoire lie le séquestre ou le fiduciaire qui détient ou administre le réseau ou le laboratoire.

Idem

(4) Si, conformément au paragraphe (3), un arrêté ou une ordonnance lie un fiduciaire, sauf un syndic de faillite, son obligation d'engager des frais pour s'y conformer se limite à la valeur des éléments d'actif qu'il détient ou administre, moins les frais raisonnables qu'il engage à cette fin.

Incompatibilité

166. (1) Les dispositions de la présente loi et des règlements l'emportent sur celles de toute autre loi et de tout règlement pris en application de toute autre loi, sans égard à la date d'édiction de l'autre loi ou à la date de prise du règlement en application de celle-ci.

Exception

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas si l'autre loi visée à ce paragraphe indique expressément qu'une disposition de cette loi ou d'un règlement pris en application de celle-ci l'emporte sur les dispositions de la présente loi.

**Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil
Normes de qualité de l'eau potable**

167. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

1. prescrire les normes de qualité de l'eau potable;
2. régir les mesures à prendre lorsqu'il n'est pas satisfait à une norme de qualité de l'eau potable;
3. prévoir qu'une personne est réputée s'être conformée à une norme de qualité de l'eau potable pour l'application de la présente loi et des règlements si elle se conforme aux mesures prescrites.

Fourniture d'eau potable en général

(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, régir la fourniture d'eau potable à n'importe quelle fin prescrite, notamment la fourniture d'eau potable à tout accessoire fixe lié à une installation de plomberie.

Réseaux d'eau potable

(3) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

1. prescrire des normes et des exigences concernant la planification, l'emplacement, la conception, la construction, l'installation, l'exploitation, la gestion, l'entretien, la réparation, le remplacement ou la transformation de réseaux d'eau potable ou d'ouvrages, de matériel, de mécanismes ou d'autres choses liées à un réseau d'eau potable;

2. respecting the qualifications, training and level of expertise of persons engaged in the design, construction, installation, operation, management, maintenance, repair, replacement or alteration of drinking-water systems or any works, equipment, mechanism or other thing related to a drinking-water system;
3. prescribing operating requirements for drinking-water systems, including requirements relating to insurance, facilities, staffing, monitoring, testing, record-keeping and submission of reports in electronic form or otherwise to the Ministry;
4. prescribing reporting requirements by owners of drinking-water systems, including requirements for reporting to the public and the matters on which owners are to report;
5. prescribing treatment standards and treatment requirements for drinking-water systems or for water for drinking-water use;
6. prescribing treatment standards and treatment, monitoring, testing and reporting requirements for water in plumbing;
7. prescribing monitoring, testing and reporting requirements for devices installed in plumbing to prevent back-flows of anything into the plumbing or a drinking-water system;
8. prescribing standards and monitoring, testing and reporting requirements for treatment equipment installed in plumbing;
9. respecting operators of drinking-water systems, including regulations,
 - i. prescribing criteria for the issue of operators' certificates, including particular qualifications and other requirements for the issue of an operator's certificate for different types of drinking-water systems,
 - ii. prescribing procedures for applying for, issuing and amending operators' certificates,
 - iii. requiring owners or operating authorities of drinking-water systems to conduct training needs assessments for operators,
 - iv. governing training, curriculum, courses or training providers,
 - v. authorizing the Director to delegate the approval of training courses, instructors or training providers to any person,
2. traiter des qualités requises, de la formation et du niveau d'expertise des personnes qui participent à la conception, à la construction, à l'installation, à l'exploitation, à la gestion, à l'entretien, à la réparation, au remplacement ou à la transformation de réseaux d'eau potable ou d'ouvrages, de matériel, de mécanismes ou d'autres choses liées à un réseau d'eau potable;
3. prescrire les exigences d'exploitation des réseaux d'eau potable, notamment en ce qui a trait aux assurances, aux installations, à la dotation en personnel, à la surveillance, à l'analyse, à la tenue de dossiers et à la présentation de rapports, notamment sous forme électronique, au ministère;
4. prescrire les exigences en matière de rapports auxquelles doivent satisfaire les propriétaires de réseaux d'eau potable, notamment les exigences en la matière à l'endroit du public et les questions sur lesquelles ils doivent faire rapport;
5. prescrire les normes et exigences de traitement à l'égard des réseaux d'eau potable ou de l'eau devant être utilisée comme eau potable;
6. prescrire les normes de traitement et les exigences en matière de traitement, de surveillance, d'analyse et de rapports à l'égard de l'eau se trouvant dans les installations de plomberie;
7. prescrire les exigences en matière de surveillance, d'analyse et de rapports auxquelles doivent satisfaire les dispositifs installés dans les installations de plomberie pour prévenir les refoulements de quoi que ce soit dans celles-ci ou dans un réseau d'eau potable;
8. prescrire les normes auxquelles et les exigences en matière de surveillance, d'analyse et de rapports auxquelles doit satisfaire le matériel de traitement installé dans les installations de plomberie;
9. traiter des exploitants de réseaux d'eau potable, notamment :
 - i. prescrire les critères applicables à la délivrance de certificats d'exploitant, y compris les qualités requises particulières et autres exigences liées à la délivrance d'un tel certificat pour différents genres de réseaux d'eau potable,
 - ii. prescrire la marche à suivre pour demander, délivrer et modifier des certificats d'exploitant,
 - iii. exiger que les propriétaires ou les organismes d'exploitation de réseaux d'eau potable évaluent les besoins des exploitants en matière de formation,
 - iv. régir la formation, le programme, les cours ou les fournisseurs de formation,
 - v. autoriser le directeur à déléguer à toute personne l'approbation des cours de formation, des moniteurs ou des fournisseurs de formation,

- vi. requiring operators to undergo training as a condition of retention of the operators' certificates,
- vii. requiring owners or operating authorities of drinking-water systems to designate one or more operators as the overall responsible operator or operators, and prescribing the qualifications and training standards for that operator or operators,
- viii. prescribing criteria for the suspension or revocation of operators' certificates;
- 10. prescribing standards and procedures for the collection, transport, custody, labelling and testing of drinking-water samples from drinking-water systems;
- 11. in respect of proposals under section 38, 41, 46 or 60 to include conditions in permits, licences or approvals for drinking-water systems relieving the permit holder, licensee or approval holder from regulatory requirements,
 - i. prohibiting the Director, in prescribed circumstances, from including prescribed conditions,
 - ii. governing assessments to determine the effect of including the proposed conditions, including the circumstances in which an assessment must be made and requirements about public consultation and the obtaining of consent from prescribed individuals;
- 12. prescribing the day on or before which the owner of a particular municipal drinking-water system shall apply under this Act for a municipal drinking-water licence and a drinking-water works permit for the system;
- 13. governing agreements for the transfer of ownership of municipal drinking-water systems;
- 14. prescribing different classes of regulated non-municipal drinking-water systems for the purposes of different provisions under this Act, including prescribing which classes of regulated non-municipal drinking-water systems require an approval under this Act.

Drinking-water testing

(4) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- 1. prescribing drinking-water tests for the purpose of the definition of "drinking-water test" in section 2;
- 2. prescribing drinking-water tests to which this Act does not apply until a prescribed day or days;

- vi. exiger que les exploitants suivent une formation comme condition de maintien de leur certificat d'exploitant,
- vii. exiger que les propriétaires ou les organismes d'exploitation de réseaux d'eau potable désignent un ou plusieurs exploitants pour assumer la responsabilité générale de l'exploitation et prescrire les qualités requises de ceux-ci et les normes de formation qui leur sont applicables,
- viii. prescrire les critères de suspension ou de révocation de certificats d'exploitant;
- 10. prescrire les normes et les marches à suivre en matière de collecte, de transport, de garde, d'étiquetage et d'analyse des échantillons d'eau potable provenant des réseaux d'eau potable;
- 11. relativement aux intentions visées à l'article 38, 41, 46 ou 60 d'assortir les permis délivrés ou les approbations accordées à l'égard de réseaux d'eau potable de conditions dispensant le titulaire de permis ou d'approbation des exigences réglementaires :
 - i. interdire au directeur, dans les circonstances prescrites, d'inclure des conditions prescrites,
 - ii. régir les évaluations visant à déterminer l'effet de l'inclusion des conditions proposées, notamment les circonstances dans lesquelles une évaluation doit être faite et les exigences en matière de consultations publiques et d'obtention des consentements des particuliers prescrits;
- 12. prescrire le jour où le propriétaire d'un réseau municipal d'eau potable particulier doit demander au plus tard un permis municipal d'eau potable et un permis d'aménagement de station de production d'eau potable à l'égard du réseau en application de la présente loi;
- 13. régir les ententes de transfert de la propriété des réseaux municipaux d'eau potable;
- 14. prescrire différentes catégories de réseaux d'eau potable non municipaux réglementés pour l'application de différentes dispositions prévues par la présente loi, notamment les catégories de tels réseaux qui nécessitent une approbation en application de la présente loi.

Analyses de l'eau potable

(4) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- 1. prescrire les analyses de l'eau potable aux fins de la définition de «analyse de l'eau potable» à l'article 2;
- 2. prescrire les analyses de l'eau potable auxquelles la présente loi ne s'applique pas avant un ou plusieurs jours prescrits;

3. in respect of the provision of drinking-water testing services at laboratories outside Ontario,
 - i. prescribing requirements to be met by persons providing such services,
 - ii. prescribing requirements for such laboratories to be eligible for the purposes of section 11,
 - iii. governing the inspection of such laboratories;
4. prescribing drinking-water tests for the purposes of subsection 63 (2), together with the qualifications, training and level of expertise of persons who may conduct them and any protocols for their conduct;
5. respecting the qualifications, training and level of expertise of persons who may offer or provide drinking-water testing services or conduct drinking-water tests;
6. prescribing protocols for the conduct of drinking-water tests;
7. prescribing requirements in relation to drinking-water testing for record-keeping;
8. prescribing what constitutes an adverse result of a drinking-water test for the purposes of this Act;
9. governing record-keeping, the reporting of the results of drinking-water tests, and the persons required to be notified of those results.

Administrative penalties

(5) The Lieutenant Governor in Council may make regulations for the purposes of section 121,

1. specifying the form and content of notices of administrative penalties;
2. specifying the types of contraventions or failures subject to a penalty under that section;
3. specifying the circumstances in which the Director shall not issue a notice under that section in respect of a contravention or failure that would otherwise be subject to a penalty under that section;
4. governing the determination of the amounts of administrative penalties, including the criteria to be considered and provision for different amounts depending on when an administrative penalty is paid;
5. respecting any other matter necessary for the administration of the system of administrative penalties provided for by that section.

General

(6) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

3. relativement à la fourniture de services d'analyse de l'eau potable à des laboratoires situés à l'extérieur de l'Ontario :
 - i. prescrire les exigences auxquelles doivent satisfaire les personnes qui fournissent de ces services,
 - ii. prescrire les exigences auxquelles doivent satisfaire ces laboratoires pour être admissibles pour l'application de l'article 11,
 - iii. régir l'inspection de ces laboratoires;
4. prescrire les analyses de l'eau potable pour l'application du paragraphe 63 (2), ainsi que les qualités requises, la formation et le niveau d'expertise des personnes qui peuvent les effectuer et les protocoles relatifs à la conduite de ces analyses;
5. traiter des qualités requises, de la formation et du niveau d'expertise des personnes qui peuvent offrir ou fournir des services d'analyse de l'eau potable ou effectuer des analyses de l'eau potable;
6. prescrire les protocoles relatifs à la conduite des analyses de l'eau potable;
7. prescrire les exigences relatives aux analyses de l'eau potable aux fins de la tenue de dossiers;
8. prescrire ce qui constitue un résultat insatisfaisant à l'égard d'une analyse de l'eau potable pour l'application de la présente loi;
9. régir la tenue de dossiers, la communication des résultats d'analyses de l'eau potable et les personnes qui doivent être avisées de ces résultats.

Pénalités administratives

(5) Pour l'application de l'article 121, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

1. préciser la forme et le contenu des avis de pénalités administratives;
2. préciser les genres de contraventions ou de défauts qui font l'objet d'une pénalité en application de cet article;
3. préciser les circonstances dans lesquelles le directeur ne doit pas délivrer un avis en vertu de cet article à l'égard de contraventions ou de défauts qui feraient par ailleurs l'objet d'une pénalité en application de celui-ci;
4. régir la détermination des montants des pénalités administratives, y compris les critères à prendre en considération à cette fin et le fait de prévoir des montants différents en fonction du moment où les pénalités administratives sont payées;
5. traiter de toute autre question nécessaire à l'administration du système de pénalités administratives prévu par cet article.

Disposition générale

(6) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

1. prescribing matters that are appropriate for inclusion in the Minister's annual report under subsection 3 (4);
2. prescribing dates and periods for the purposes of this Act;
3. prescribing anything that in this Act may be or is required to be prescribed, anything that may be or is required to be determined or regulated by the regulations, or any matter referred to in this Act as prescribed by the regulations;
4. prescribing the requirements for anything that is required by this Act to be in accordance with the regulations;
5. defining any word or expression used in this Act that is not defined in this Act;
6. exempting any class of person, activity or thing from any provision of this Act or the regulations, and prescribing conditions for such exemptions.

Regulations, Minister

Drinking-water systems and testing

168. (1) The Minister may make regulations,

1. providing that despite the definition of "drinking water system" in section 2, or any provision of the *Building Code Act, 1992* or the regulations under that Act, a prescribed part of plumbing is deemed to be part of a drinking-water system for the purposes of this Act;
2. governing the application of the provisions of this Act and the regulations in circumstances prescribed by the Minister in which a major residential development will be served by more than one non-municipal drinking-water system including,
 - i. providing that the proposed systems be deemed for the purposes of one or more provisions of this Act or the regulations to be a single regulated non-municipal drinking-water system of a class prescribed by the Minister,
 - ii. prescribing how the requirements of this Act and the regulations that apply to regulated non-municipal drinking-water systems of that class will apply to the deemed single system, and
 - iii. prescribing rules for determining to which class of regulated non-municipal drinking-water systems the deemed single system belongs;
3. prescribing classes of drinking-water systems as municipal drinking-water systems;
4. governing agreements between accredited operating authorities and owners of drinking-water systems, including requirements for disclosing the contents of the agreements to the public;

1. prescrire les questions qu'il est approprié d'inclure dans le rapport annuel du ministre prévu au paragraphe 3 (4);
2. prescrire des dates et des délais pour l'application de la présente loi;
3. prescrire tout ce qui, dans la présente loi, peut ou doit être prescrit, tout ce qui peut ou doit être déterminé ou réglementé par les règlements ou toute question que la présente loi mentionne comme étant prescrite par les règlements;
4. prescrire les exigences applicables à tout ce que la présente loi exige comme devant être conforme aux règlements;
5. définir les termes utilisés dans la présente loi qui n'y sont pas définis;
6. soustraire toute catégorie de personnes, d'activités ou de choses à l'application de toute disposition de la présente loi ou des règlements, et prescrire les conditions de telles exemptions.

Règlements du ministre

Réseaux d'eau potable et analyses

168. (1) Le ministre peut, par règlement :

1. prévoir que, malgré la définition de «réseau d'eau potable» à l'article 2 ou toute disposition de la *Loi de 1992 sur le code du bâtiment* ou de ses règlements d'application, une partie prescrite de l'installation de plomberie est réputée faire partie d'un réseau d'eau potable pour l'application de la présente loi;
2. régir l'application des dispositions de la présente loi et des règlements dans les circonstances que prescrit le ministre dans lesquelles un grand aménagement résidentiel sera desservi par plusieurs réseaux d'eau potable non municipaux, notamment :
 - i. prévoir que les réseaux proposés sont réputés, pour l'application d'une ou de plusieurs dispositions de la présente loi ou des règlements, constituer un seul réseau d'eau potable non municipal réglementé d'une catégorie prescrite par le ministre,
 - ii. prescrire la façon dont les exigences de la présente loi et des règlements qui s'appliquent aux réseaux d'eau potable non municipaux réglementés de cette catégorie s'appliqueront au réseau réputé unique,
 - iii. prescrire les règles à suivre pour déterminer la catégorie de réseaux d'eau potable non municipaux réglementés à laquelle appartient le réseau réputé unique;
3. prescrire des catégories de réseaux d'eau potable comme réseaux municipaux d'eau potable;
4. régir les ententes entre les organismes d'exploitation agréés et les propriétaires de réseaux d'eau potable, y compris les exigences en matière de divulgation du contenu des ententes au public;

5. respecting accreditation bodies for operating authorities for drinking-water systems, and accreditation bodies for drinking-water testing, including regulations,
 - i. designating or establishing such bodies,
 - ii. governing the powers and duties of such bodies,
 - iii. prescribing requirements for accreditation by such bodies;
6. authorizing accreditation bodies for operating authorities, and accreditation bodies for drinking-water testing, to adopt or adapt standards and procedures established by another person;
7. prescribing requirements for financial plans, for the purposes of clause (b) of the definition of "financial plans" in subsection 30 (1).

Permits, licences, approvals, certificates

(2) The Minister may make regulations in respect of permits, licences, approvals or certificates under this Act, prescribing requirements for,

1. application, issue, amendment and renewal;
2. conditions that are to be included, or are not to be included, including circumstances in which a condition may or may not be included.

Inspections and Chief Inspector

(3) The Minister may make regulations in respect of inspections under this Act,

1. respecting the qualifications, training and level of expertise of persons who may conduct inspections;
2. governing the frequency of inspections;
3. prescribing violations of this Act that constitute deficiencies for the purposes of this Act;
4. governing procedures on the finding of a deficiency in an inspection;
5. prescribing additional duties of the Chief Inspector.

Ministry functions

(4) On or before the day Part VIII comes into force, or as soon as reasonably possible afterwards, the Minister shall make a regulation respecting the Ministry's functions in relation to compliance with and the enforcement of this Act and the regulations, including, but not limited to,

1. the frequency of inspections, and the actions required and response time in the event of a deficiency;
2. procedures and protocols for investigations and enforcement, including procedures to be followed

5. traiter des organismes d'agrément des organismes d'exploitation à l'égard de réseaux d'eau potable et des organismes d'agrément aux fins des analyses de l'eau potable, notamment :
 - i. désigner ou constituer ces organismes d'agrément,
 - ii. régir les pouvoirs et les fonctions de ces organismes d'agrément,
 - iii. prescrire les exigences relatives à l'agrément par ces organismes d'agrément;
6. autoriser les organismes d'agrément des organismes d'exploitation et les organismes d'agrément aux fins des analyses de l'eau potable à adopter ou à adapter des normes et des marches à suivre qu'a établies une autre personne;
7. prescrire des exigences relatives aux plans financiers pour l'application de l'alinéa b) de la définition de «plans financiers» au paragraphe 30 (1).

Permis, approbations et certificats

(2) À l'égard des permis, des approbations ou des certificats prévus par la présente loi, le ministre peut, par règlement, prescrire des exigences relatives à ce qui suit :

1. la demande, la délivrance, la modification et le renouvellement;
2. les conditions à inclure ou à ne pas inclure, notamment les circonstances dans lesquelles une condition peut ou ne peut pas être incluse.

Inspections et inspecteur en chef

(3) À l'égard des inspections prévues par la présente loi, le ministre peut, par règlement :

1. traiter des qualités requises, de la formation et du niveau d'expertise des personnes qui peuvent effectuer des inspections;
2. régir la fréquence des inspections;
3. prescrire les violations de la présente loi qui constituent des défaillances pour l'application de celle-ci;
4. régir les marches à suivre lors de la constatation de défaillances au cours d'inspections;
5. prescrire les fonctions supplémentaires de l'inspecteur en chef.

Fonctions du ministère

(4) Au plus tard le jour de l'entrée en vigueur de la partie VIII ou dès que raisonnablement possible par la suite, le ministre prend un règlement concernant les fonctions du ministère en ce qui a trait à la conformité à la présente loi et aux règlements, ainsi qu'à leur exécution, y compris ce qui suit :

1. la fréquence des inspections ainsi que les mesures à prendre et les délais à respecter s'il est constaté une défaillance;
2. les marches à suivre et les protocoles applicables aux enquêtes et aux activités d'exécution, y com-

to respond to a request from the public for an investigation of an alleged offence under this Act.

General

(5) The Minister may make regulations prescribing anything that in this Act may be or is required to be prescribed by the Minister or any matter referred to in this Act as prescribed by the Minister.

Regulations, Minister re non-municipal drinking-water systems

169. (1) The Minister may make regulations to come into force on or after the fifth anniversary of the day Part VI comes into force,

1. requiring non-municipal drinking-water systems or a class of non-municipal drinking-water systems to be managed by accredited operating authorities;
2. requiring operational plans for non-municipal drinking-water systems or a class of non-municipal drinking-water systems and prescribing a date on or before which the Director must issue directions under section 15 in relation to the plans.

Same

(2) If the Minister makes a regulation under paragraph 1 of subsection (1), the Minister may make regulations,

1. requiring the accreditation body for operating authorities to administer programs for the accreditation of operating authorities for non-municipal drinking-water systems;
2. prescribing provisions of Part IV that apply and governing their application.

Regulations, general rules

170. (1) A regulation may be general or particular in its application, may be limited as to time or place or both and may exclude any person or place from the application of the regulation.

Classes

(2) A regulation may apply in respect of any class of activity, matter, person or thing.

Same

(3) A class under this Act or the regulations may be defined with respect to any attribute, quality or characteristic or combination thereof, and may be defined to consist of or to include or exclude any specified member, whether or not with the same attributes, qualities or characteristics.

Adoption of codes in regulations

(4) A regulation may adopt by reference, in whole or in part, with such changes as the Lieutenant Governor in Council considers necessary, any document, including a code, formula, standard, protocol or procedure, and may require compliance with any document so adopted.

pris les marches à suivre pour répondre à une demande d'enquête de la part du public sur une allégation d'infraction prévue par la présente loi.

Disposition générale

(5) Le ministre peut, par règlement, prescrire tout ce qui, en vertu de la présente loi, peut ou doit être prescrit par le ministre ou toute question que la présente loi mentionne comme étant prescrite par le ministre.

Règlements du ministre relatifs aux réseaux d'eau potable non municipaux

169. (1) Le ministre peut prendre des règlements devant entrer en vigueur le jour du cinquième anniversaire de l'entrée en vigueur de la partie VI ou par la suite, aux fins suivantes :

1. exiger que les réseaux d'eau potable non municipaux ou une catégorie de ceux-ci soient gérés par des organismes d'exploitation agréés;
2. exiger l'élaboration de plans d'exploitation pour les réseaux d'eau potable non municipaux ou pour une catégorie de ceux-ci et prescrire une date à laquelle le directeur doit donner au plus tard des directives en application de l'article 15 à l'égard des plans.

Idem

(2) S'il prend un règlement en application de la disposition 1 du paragraphe (1), le ministre peut, par règlement :

1. exiger que l'organisme d'agrément des organismes d'exploitation administre les programmes d'agrément des organismes d'exploitation des réseaux d'eau potable non municipaux;
2. prescrire les dispositions de la partie IV qui s'appliquent et régir leur application.

Règlements : règles générales

170. (1) Les règlements peuvent avoir une portée générale ou particulière, être limités quant au temps ou au lieu ou aux deux et exclure des personnes ou des lieux quelconques de leur application.

Catégories

(2) Les règlements peuvent s'appliquer à toute catégorie d'activités, de questions, de personnes ou de choses.

Idem

(3) Une catégorie visée par la présente loi ou les règlements peut être définie en fonction d'un attribut, d'une qualité, d'une caractéristique ou d'une combinaison de ceux-ci, et elle peut être définie de façon à être constituée d'un membre donné ou à comprendre ou exclure un tel membre, qu'il possède ou non les mêmes attributs, qualités ou caractéristiques.

Adoption de codes dans les règlements

(4) Les règlements peuvent adopter par renvoi, avec les modifications que le lieutenant-gouverneur en conseil estime nécessaires, tout ou partie d'un document, notamment un code, une formule, une norme, un protocole ou une procédure et en exiger l'observation.

Amendments to codes

(5) The power to adopt by reference and require compliance with a document in subsection (4) includes the power to adopt such a document as it may be amended from time to time.

When effective

(6) The adoption of an amendment to a document that has been adopted by reference comes into effect upon the Ministry publishing notice of the amendment in *The Ontario Gazette* or in the Registry.

Retroactivity

(7) If a regulation provides that a provision of the regulation shall be deemed to have come into force on a day before the regulation is filed, the provision shall be deemed to have come into force on that day.

**PART XIII
COMPLEMENTARY AMENDMENT**

171. Section 62 of the *Health Protection and Promotion Act* is amended by adding the following subsection:

Vacancy

(2) If the position of medical officer of health of a board of health becomes vacant, the board of health and the Minister, acting in concert, shall work expeditiously towards filling the position with a full-time medical officer of health.

**PART XIV
COMMENCEMENT AND SHORT TITLE**

Commencement

172. (1) Subject to subsection (2), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Same

(2) Sections 1 to 170 come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

173. The short title of this Act is the *Safe Drinking Water Act, 2002*.

Modification des codes

(5) Le pouvoir d'adopter par renvoi un document en vertu du paragraphe (4) et d'en exiger l'observation comprend le pouvoir de l'adopter dans ses versions successives.

Prise d'effet

(6) L'adoption d'une modification apportée à un document qui a été adopté par renvoi prend effet dès la publication d'un avis de la modification par le ministère dans la *Gazette de l'Ontario* ou dans le Registre.

Effet rétroactif

(7) Si un règlement prévoit qu'une de ses dispositions est réputée être entrée en vigueur à une date antérieure au dépôt du règlement, la disposition est réputée être entrée en vigueur à cette date.

**PARTIE XIII
MODIFICATION COMPLÉMENTAIRE**

171. L'article 62 de la *Loi sur la protection et la promotion de la santé* est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Vacance

(2) Si le poste de médecin-hygiéniste d'un conseil de santé devient vacant, le conseil et le ministre, agissant de concert, veillent promptement à combler la vacance en engageant un médecin-hygiéniste à temps plein.

**PARTIE XIV
ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ**

Entrée en vigueur

172. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Idem

(2) Les articles 1 à 170 entrent en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

173. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2002 sur la salubrité de l'eau potable*.

EXPLANATORY NOTE

This Explanatory Note was written as a reader's aid to Bill 195 and does not form part of the law. Bill 195 has been enacted as Chapter 32 of the Statutes of Ontario, 2002.

The Act recognizes that the people of Ontario are entitled to expect their drinking water to be safe and provides for the protection of human health and the prevention of drinking-water health hazards through the control and regulation of drinking-water systems and drinking-water testing. The Act identifies the Minister of the Environment as the Minister responsible for overseeing the regulation of safe drinking water in Ontario and for the administration of the Act. The Minister shall prepare and lay before the Assembly an annual drinking-water report.

The Minister shall establish an advisory council, to be known as the Advisory Council on Drinking-water Quality and Testing Standards, to consider issues and provide recommendations relating to standards for drinking-water quality and testing. The Act requires the Minister to appoint a Chief Inspector who will be responsible for providing advice and implementing operational policies related to inspections, the development of inspection training programs and monitoring the efficacy of inspections conducted under the Act.

The drinking-water quality standards prescribed under the Act are applied where there is a requirement in any Act, regulation, legislative instrument or municipal by-law that water be "potable". Owners and operating authorities of municipal drinking-water systems and regulated non-municipal drinking-water systems (classes of non-municipal drinking-water systems to be prescribed in the regulations) must supply water to users that satisfies quality standards for drinking water under the Act. The Act imposes duties on owners, operating authorities and operators of drinking-water systems, related to the operation, management and maintenance of drinking-water systems. There is a duty on owners, operating authorities and laboratories to immediately report adverse water test results from municipal and regulated non-municipal drinking-water systems to the Ministry and the local medical officer of health. The Act imposes a standard of care on those who have oversight over municipal drinking-water systems.

The Minister may enter into agreements with accreditation bodies to provide programs for the accreditation and audit of operating authorities for drinking-water systems and for the accreditation and audit of laboratories for the conduct of drinking-water tests. Accreditation bodies may also be designated or established by regulation. An accredited operating authority must be in charge of a municipal drinking-water system. Five years after Part VI (Non-municipal drinking-water systems) comes into force, the Minister may make regulations requiring accredited operating authorities to be in charge of regulated non-municipal drinking-water systems. Operational plans for every municipal drinking water system must be reviewed and approved under the Act.

The Act establishes a system of permits, licences and approvals for municipal drinking-water systems, regulated non-municipal drinking-water systems and laboratories at which drinking-water tests are conducted.

A municipal drinking-water licence is required for every municipal drinking-water system in Ontario. In order to obtain a licence, the owner must have a drinking-water works permit, an operational plan and, in certain cases, a financial plan and a permit-to-take-water under the *Ontario Water Resources Act*. The Act provides that the licence and permit for a municipal

NOTE EXPLICATIVE

La note explicative, rédigée à titre de service aux lecteurs du projet de loi 195, ne fait pas partie de la loi. Le projet de loi 195 a été édicté et constitue maintenant le chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 2002.

La Loi reconnaît que la population de l'Ontario est en droit de s'attendre à ce que son eau potable soit saine et vise à protéger la santé des êtres humains et à prévenir les dangers de l'eau potable pour la santé au moyen du contrôle et de la réglementation des réseaux d'eau potable et des analyses de l'eau potable. La Loi désigne le ministre de l'Environnement comme étant le ministre chargé de surveiller la réglementation de l'eau potable saine en Ontario et d'appliquer la Loi. Le ministre prépare un rapport annuel sur l'eau potable et le dépose à l'Assemblée.

Le ministre constituera un conseil consultatif, appelé Conseil consultatif sur les normes de qualité et d'analyse de l'eau potable, pour examiner les questions relatives aux normes de qualité et d'analyse de l'eau potable et faire des recommandations à cet égard. La Loi exige que le ministre nomme un inspecteur en chef dont la responsabilité consistera à donner des conseils et à mettre en oeuvre les politiques opérationnelles relatives aux inspections, à l'élaboration des programmes de formation en matière d'inspection et à la surveillance de l'efficacité des inspections effectuées en application de la Loi.

Les normes en matière de qualité de l'eau potable prescrites en application de la Loi sont appliquées lorsqu'il est exigé que l'eau soit «potable» dans une loi, un règlement, un acte découlant d'une loi ou un règlement municipal. Les propriétaires et les organismes d'exploitation de réseaux municipaux d'eau potable et de réseaux d'eau potable «non municipaux réglementés» — les catégories de réseaux d'eau potable non municipaux devant être prescrites dans les règlements — doivent fournir aux usagers une eau qui répond aux normes de qualité prévues par la Loi en ce qui a trait à l'eau potable. La Loi impose aux propriétaires, aux organismes d'exploitation et aux exploitants de réseaux d'eau potable des obligations relatives à l'exploitation, à la gestion et à l'entretien de réseaux d'eau potable. Les propriétaires, les organismes d'exploitation et les laboratoires sont tenus de signaler immédiatement au ministère et au médecin-hygiéniste local les résultats insatisfaisants d'analyses de l'eau provenant de réseaux municipaux d'eau potable et de réseaux d'eau potable non municipaux réglementés. La Loi impose un degré de diligence à ceux qui sont chargés de la supervision des réseaux municipaux d'eau potable.

Le ministre peut conclure avec des organismes d'agrément des ententes visant à offrir des programmes d'agrément et de vérification à l'intention des organismes d'exploitation de réseaux d'eau potable et à l'intention des laboratoires qui effectuent des analyses de l'eau potable. Les organismes d'agrément peuvent également être désignés ou constitués par règlement. Un organisme d'exploitation agréé doit assumer la responsabilité d'un réseau municipal d'eau potable. Cinq ans après l'entrée en vigueur de la partie VI (Réseaux d'eau potable non municipaux), le ministre peut, par règlement, exiger que les organismes d'exploitation agréés assument la responsabilité des réseaux d'eau potable non municipaux réglementés. Les plans d'exploitation de chaque réseau municipal d'eau potable doivent être révisés et approuvés en application de la Loi.

La Loi établit un système de permis et d'approbations à l'égard des réseaux municipaux d'eau potable, des réseaux d'eau potable non municipaux réglementés et des laboratoires où sont effectuées des analyses de l'eau potable.

Un permis municipal d'eau potable est exigé à l'égard de chaque réseau municipal d'eau potable de l'Ontario. Pour en obtenir un, le propriétaire doit avoir un permis d'aménagement de station de production d'eau potable, un plan d'exploitation et, dans certains cas, un plan financier et un permis de prélèvement d'eau délivré en vertu de la *Loi sur les ressources en eau de*

drinking water system may be issued with conditions. There is authority to amend conditions and to suspend and revoke permits and licences in certain circumstances. If a municipality transfers the ownership of a drinking-water system to a person other than another municipality, the municipality must ensure that the transfer agreement includes the prescribed requirements. After the transfer, the system is deemed to continue to be a municipal system for the purposes of the Act.

Regulated non-municipal drinking-water systems will be required to meet certain standards prescribed by regulation. Certain systems will require an approval under the Act. An approval previously issued under section 52 of the *Ontario Water Resources Act*, while it remains in force, is deemed to be an approval under the new Act for a regulated non-municipal drinking water system. If a person intends to construct a drinking water system that serves a major residential development (defined as six or more private residences), or to extend the system so that it will serve a major residential development, the person must obtain a municipal consent to do so. Municipalities may require financial assurances as a condition of the consent.

All laboratories that conduct drinking-water tests must be licensed under the Act. In order to obtain a licence, laboratories must generally be accredited for the tests they conduct. Certain exceptions apply to accommodate geographic constraints, or if the accreditation body does not have an accredited method for a particular test. The Act provides that a licence may be issued with conditions. There is authority to amend conditions and to suspend and revoke licences for failure to comply with the requirements of the Act. The Director who issues the licence may issue a direction requiring one or more laboratories to conduct a test in accordance with a specified method.

The Act also authorizes inspections of drinking-water systems and laboratories. A follow-up inspection is required within one year if a deficiency is found during an inspection of a drinking-water system. Provincial officers and directors may issue orders requiring compliance with the Act or to address drinking-water health hazards. The Act also authorizes the Director to appoint a person to take control of drinking-water systems in the case of emergency or to appoint an interim operating authority if the owner of a drinking-water system has been ordered to correct a deficiency and has failed to do so. The Act also requires the Director to give the medical officer of health notice of certain decisions made under the Act. The Minister may also issue an order requiring specified things to be done if the Minister is of the opinion that an imminent drinking-water health hazard exists or there is a threat to human health.

The Act makes a complementary amendment to the *Health Protection and Promotion Act*. If the position of medical officer of health of a board of health becomes vacant, the board of health and the Minister of Health and Long-Term Care, acting in concert, are required to work expeditiously towards filling the position with a full-time medical officer of health.

l'Ontario. La Loi prévoit que le permis municipal d'exploitation et le permis d'aménagement relatifs à un réseau municipal d'eau potable peuvent être délivrés à certaines conditions. Elle permet de modifier des conditions et de suspendre et de révoquer des permis dans certaines circonstances. Si une municipalité transfère la propriété d'un réseau d'eau potable à une personne autre qu'une autre municipalité, elle doit faire en sorte que l'entente de transfert comporte les exigences prescrites. Après le transfert, le réseau est réputé toujours être un réseau municipal pour l'application de la Loi.

Les réseaux d'eau potable non municipaux réglementés seront tenus de répondre à certaines normes prescrites par règlement. Certains réseaux devront obtenir une approbation en application de la Loi. Celle accordée antérieurement en vertu de l'article 52 de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario*, tant qu'elle est en vigueur, est réputée une approbation accordée en application de la nouvelle loi à l'égard d'un réseau d'eau potable non municipal réglementé. Si une personne a l'intention de construire un réseau d'eau potable qui dessert un grand aménagement résidentiel (défini comme étant composé de six résidences privées ou plus) ou de l'agrandir de façon à ce qu'il desserve un grand aménagement résidentiel, elle doit obtenir pour ce faire le consentement de la municipalité. Les municipalités peuvent exiger des garanties financières comme condition de leur consentement.

Tous les laboratoires qui effectuent des analyses de l'eau potable doivent détenir un permis en application de la Loi. Pour en obtenir un, les laboratoires doivent généralement être agréés à l'égard des analyses qu'ils effectuent. Certaines exceptions s'appliquent pour tenir compte des restrictions géographiques ou dans le cas où un organisme d'agrément n'a pas de méthode agréée pour une analyse particulière. La Loi prévoit qu'un permis peut être délivré à certaines conditions. La Loi permet de modifier les conditions des permis et de suspendre et de révoquer des permis en cas de manquement à l'obligation de se conformer aux exigences de la Loi. Le directeur qui délivre le permis peut donner une directive portant qu'un ou plusieurs laboratoires effectuent une analyse conformément à une méthode particulière.

La Loi autorise également les inspections des réseaux d'eau potable et des laboratoires. Une inspection de contrôle est exigée dans un délai d'un an s'il est constaté une défaillance lors d'une inspection d'un réseau d'eau potable. Les agents provinciaux et les directeurs peuvent prendre des arrêtés pour exiger la conformité à la Loi ou remédier aux dangers de l'eau potable pour la santé. La Loi autorise également le directeur à nommer une personne pour assumer le contrôle de réseaux d'eau potable en cas d'urgence ou à nommer un organisme d'exploitation intérimaire s'il a été ordonné au propriétaire d'un réseau d'eau potable de remédier à une défaillance et que celui-ci ne l'a pas fait. La Loi exige également que le directeur donne au médecin-hygiéniste avis de certaines décisions qu'il a prises en vertu de la Loi. Le ministre peut aussi prendre un arrêté exigeant que des choses précisées soient faites s'il est d'avis qu'il existe un danger de l'eau potable pour la santé imminent ou une menace à la santé d'êtres humains.

La Loi apporte une modification complémentaire à la *Loi sur la protection et la promotion de la santé*. Si le poste de médecin-hygiéniste d'un conseil de santé devient vacant, le conseil et le ministre de la Santé et des Soins de longue durée, agissant de concert, sont tenus de veiller promptement à combler la vacance en engageant un médecin-hygiéniste à temps plein.

CHAPTER 33

An Act respecting funerals, burials, cremations and related services and providing for the amendment of other statutes

Assented to December 13, 2002

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

CONTENTS

PART I DEFINITIONS AND INTERPRETATION

1. Definitions

PART II ADMINISTRATION

2. Director
3. Registrar

PART III PROHIBITIONS AND GENERAL DUTIES RE: OPERATION OF BUSINESSES

4. Prohibitions respecting cemeteries
5. Duties in operating cemeteries
6. Prohibitions respecting crematoriums
7. Duties in operating crematoriums
8. Prohibitions respecting funeral establishments
9. Duties respecting the operation of funeral establishments
10. Casket retailing business
11. Marker retailers business
12. Operation of transfer services
13. Transition

PART IV LICENSING

14. Requirements for licences
15. Disclosure upon application
16. Conditions
17. Revocation, refusal to issue or renew, etc.
18. Notice and hearing
19. Immediate suspension
20. Service requirements for hearing request
21. Voluntary cancellation
22. Continuation pending renewal
23. Information re: cemetery
24. Further application
25. Appointment of manager
26. Notice of transfer of shares

CHAPITRE 33

Loi traitant des funérailles, des enterrements, des crémations et des services connexes et prévoyant la modification d'autres lois

Sanctionnée le 13 décembre 2002

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

SOMMAIRE

PARTIE I DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

1. Définitions

PARTIE II APPLICATION

2. Directeur
3. Registrateur

PARTIE III INTERDICTIONS ET OBLIGATIONS GÉNÉRALES CONCERNANT L'EXPLOITATION D'ENTREPRISES

4. Interdictions visant les cimetières
5. Obligations liées à l'exploitation des cimetières
6. Interdictions visant les crématoires
7. Obligations liées à l'exploitation des crématoires
8. Interdictions visant les résidences funéraires
9. Obligations liées à l'exploitation des résidences funéraires
10. Entreprises de vente au détail de cercueils
11. Entreprises de vente au détail de repères
12. Exploitation des services de transfert
13. Dispositions transitoires

PARTIE IV DÉLIVRANCE DE PERMIS

14. Exigences relatives aux permis
15. Divulcation au moment de la demande
16. Conditions
17. Révocation ou refus de délivrer ou de renouveler
18. Avis et audience
19. Suspension immédiate
20. Signification de la demande d'audience
21. Annulation volontaire
22. Maintien jusqu'au renouvellement
23. Renseignements : cimetière
24. Demande ultérieure
25. Nomination d'un administrateur
26. Avis de transfert d'actions

PART V CONSUMER PROTECTION

GENERAL

- 27. False advertising
- 28. Order of registrar re: false advertising
- 29. Prohibitions against soliciting
- 30. False information
- 31. Furnishing false information
- 32. Disclosure by licensee
- 33. Price list
- 34. Prohibition: exceeding listed price
- 35. Good standing
- 36. One contract
- 37. Guaranteed prices
- 38. Contract price
- 39. Storage of supplies
- 40. Contract requirements
- 41. Cancellation, unenforceable contract
- 42. 30-day cooling-off period
- 43. No delivery within 30 days
- 44. Further cancellation rights
- 45. Other persons to cancel contract
- 46. Transition

INTERMENT AND SCATTERING RIGHTS

- 47. Resale of rights
- 48. Other rights upon purchase of interment rights
- 49. Declaration of abandonment
- 50. Redress

PART VI TRUST ACCOUNTS

- 51. Trust accounts, funds
- 52. Money held in trust
- 53. Cemetery care and maintenance fund
- 54. Deficient care and maintenance fund
- 55. Cemetery trust money temporarily held
- 56. Sale of future interment rights
- 57. Investment of trust funds by trustee
- 58. Information to registrar, Public Guardian and Trustee
- 59. Passing accounts
- 60. No compensation to licensee

PART VII COMPENSATION FUNDS

- 61. Compensation fund scheme

PART VIII CODE OF ETHICS AND DISCIPLINE

- 62. Code of ethics
- 63. Discipline and appeal committee
- 64. Discipline proceedings
- 65. Transition

PART IX COMPLAINTS, INSPECTIONS AND INVESTIGATIONS

- 66. Complaints
- 67. Inspection by registrar
- 68. Inquiries concerning contravention of Act
- 69. Appointment of investigators
- 70. Search warrant
- 71. Searches in exigent circumstances

PARTIE V PROTECTION DU CONSOMMATEUR

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- 27. Publicité mensongère
- 28. Ordonnance du registraire : publicité mensongère
- 29. Interdiction de la sollicitation
- 30. Faux renseignements
- 31. Communication de faux renseignements
- 32. Divulgaration par le titulaire de permis
- 33. Tarif
- 34. Interdiction : somme supérieure au tarif
- 35. Participation au fonds
- 36. Un seul contrat
- 37. Prix garantis
- 38. Prix contractuel
- 39. Entreposage des fournitures
- 40. Conditions d'exécution du contrat
- 41. Résiliation : contrat inexécutable
- 42. Délai de réflexion de 30 jours
- 43. Pas de fourniture dans les 30 jours
- 44. Autres droits de résiliation
- 45. Autres personnes pouvant résilier le contrat
- 46. Dispositions transitoires

DROITS D'INHUMATION ET DE DISPERSION

- 47. Revente de droits
- 48. Autres droits lors de l'achat de droits d'inhumation
- 49. Déclaration d'abandon
- 50. Réparation

PARTIE VI COMPTES EN FIDUCIE

- 51. Comptes et fonds en fiducie
- 52. Somme détenue en fiducie
- 53. Fonds d'entretien d'un cimetière
- 54. Fonds d'entretien insuffisant
- 55. Détention temporaire des sommes en fiducie du cimetière
- 56. Vente de droits d'inhumation futurs
- 57. Placement des fonds en fiducie par le fiduciaire
- 58. Communication de renseignements au registraire et au Tuteur et curateur public
- 59. Approbation des comptes
- 60. Aucune indemnité pour le titulaire de permis

PARTIE VII FONDS D'INDEMNISATION

- 61. Régime de fonds d'indemnisation

PARTIE VIII CODE DE DÉONTOLOGIE ET MESURES DISCIPLINAIRES

- 62. Code de déontologie
- 63. Comités de discipline et d'appel
- 64. Instances disciplinaires
- 65. Disposition transitoire

PARTIE IX PLAINTES, INSPECTIONS ET ENQUÊTES

- 66. Plaintes
- 67. Inspection par le registraire
- 68. Renseignements sur les contraventions à la Loi
- 69. Nomination d'enquêteurs
- 70. Mandat de perquisition
- 71. Perquisitions en cas d'urgence

**PART X
ENFORCEMENT**

- 72. Freeze order
- 73. Notice registered against land
- 74. Release of assets
- 75. Application to court
- 76. Appeal to Tribunal
- 77. Appointment of receiver and manager
- 78. Restraining orders
- 79. Offence
- 80. Orders for compensation, restitution
- 81. Disclosure of default in payment of fine
- 82. Liens and charges

**PART XI
SPECIAL PROVISIONS
RE: CEMETERIES, CREMATORIAL
AND BURIAL SITES****ESTABLISHMENT OF CEMETERY OR CREMATORIUM**

- 83. Conditions to establishment, etc.
- 84. Municipal approval
- 85. Appeal to O.M.B.
- 86. Registrar's consent
- 87. Appeal to Tribunal

CLOSING CEMETERY

- 88. Cemetery closing
- 89. Appeal
- 90. Certificate of closing, cemeteries
- 91. Maintenance fund
- 92. Other trust money
- 93. Appeal to Tribunal

BURIAL SITES

- 94. Disturbing burial site prohibited
- 95. Unmarked burial sites
- 96. Investigation into origins of site
- 97. Declaration
- 98. Site disposition agreement
- 99. Arbitrated settlement
- 100. Irregular burial site

WAR GRAVES

- 101. Removal, etc., of war graves

GENERAL

- 102. Prohibition: interfering with cemetery
- 103. Liability
- 104. Municipal power to expropriate
- 105. Act prevails

**PART XII
MISCELLANEOUS**

- 106. Matters confidential
- 107. Service
- 108. Fees
- 109. Certificate as evidence
- 110. Names of and information concerning licensees
- 111. Information provided

**PART XIII
REGULATIONS**

- 112. Minister's regulations
- 113. Lieutenant Governor in Council regulations

**PARTIE X
EXÉCUTION**

- 72. Ordonnance de blocage
- 73. Enregistrement d'un avis sur le bien-fonds
- 74. Soustraction de biens
- 75. Présentation d'une requête au tribunal
- 76. Appel devant le Tribunal
- 77. Nomination d'un administrateur-séquestre
- 78. Ordonnance de ne pas faire
- 79. Infraction
- 80. Ordonnance : indemnité ou restitution
- 81. Défaut de paiement d'amende
- 82. Privilèges et charges

**PARTIE XI
DISPOSITIONS SPÉCIALES CONCERNANT
LES CIMETIÈRES, LES CRÉMATOIRES
ET LES LIEUX DE SÉPULTURE****CRÉATION D'UN CIMETIÈRE OU D'UN CRÉMATOIRE**

- 83. Conditions de création
- 84. Approbation de la municipalité
- 85. Appel devant la C.A.M.O.
- 86. Autorisation du registrateur
- 87. Appel devant le Tribunal

FERMETURE D'UN CIMETIÈRE

- 88. Fermeture d'un cimetière
- 89. Appel
- 90. Certificat de fermeture : cimetière
- 91. Fonds d'entretien
- 92. Autres sommes détenues en fiducie
- 93. Appel devant le Tribunal

LIEUX DE SÉPULTURE

- 94. Interdiction de déranger un lieu de sépulture
- 95. Lieux de sépulture non identifiés
- 96. Enquête sur l'origine
- 97. Déclaration
- 98. Entente de disposition d'un lieu
- 99. Règlement par arbitrage
- 100. Lieu de sépulture irrégulier

SÉPULTURES DE GUERRE

- 101. Sépultures de guerre

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- 102. Interdiction de nuisance : cimetière
- 103. Responsabilité
- 104. Pouvoirs d'expropriation de la municipalité
- 105. Incompatibilité

**PARTIE XII
DISPOSITIONS DIVERSES**

- 106. Confidentialité
- 107. Signification
- 108. Droits
- 109. Déclaration admissible en preuve
- 110. Noms des titulaires de permis et renseignements les concernant
- 111. Renseignements fournis

**PARTIE XIII
RÈGLEMENTS**

- 112. Règlements du ministre
- 113. Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil

**PART XIV
REPEALS, AMENDMENTS
AND TRANSITION**

114.-139. Repeals, amendments and transition

**PART XV
CONSEQUENTIAL AMENDMENTS**

140.-153. Consequential amendments

**PART XVI
COMMENCEMENT AND SHORT TITLE**

154. Commencement
155. Short title

**PART I
DEFINITIONS AND INTERPRETATION**

Definitions

1. (1) In this Act,

“burial site” means land containing human remains that has not been approved or consented to as a cemetery in accordance with this Act or a predecessor of this Act that related to cemeteries; (“lieu de sépulture”)

“casket” means a container intended to hold a dead human body for funeral, cremation or interment purposes; (“cercueil”)

“cemetery” means, except when referring to an unapproved cemetery or an unapproved aboriginal peoples cemetery,

(a) land that has been established as a cemetery under sections 83 to 87 or under a predecessor of this Act that related to cemeteries and in respect of which a certificate of consent issued by the registrar under section 86 is registered in the land registry office, or

(b) land that is otherwise set aside to be used either for the interment of human remains or for the scattering of cremated human remains, or for both of those purposes,

and includes a mausoleum, columbarium or other structure intended for the interment of human remains that is situated on the land; (“cimetière”)

“cemetery services” means services provided in respect of the interment of human remains or the scattering of cremated human remains at a cemetery and includes such services as may be prescribed; (“services de cimetière”)

“columbarium” means a structure designed for the purpose of interring cremated human remains in compartments; (“columbarium”)

“crematorium” means a building fitted with appliances for the purpose of cremating human remains that has been approved or consented to as a crematorium in accordance with sections 83 to 87 or established in accor-

**PARTIE XIV
ABROGATIONS, MODIFICATIONS
ET DISPOSITIONS TRANSITOIRES**

114. à 139. Abrogations, modifications et dispositions transitoires

**PARTIE XV
MODIFICATIONS CORRÉLATIVES**

140. à 153. Modifications corrélatives

**PARTIE XVI
ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ**

154. Entrée en vigueur
155. Titre abrégé

**PARTIE I
DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION**

Définitions

1. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«action participante» Relativement à une personne morale, s'entend d'une action d'une de ses catégories ou séries d'actions qui sont assorties d'un droit de vote en toutes circonstances ou dans certaines circonstances qui se sont produites et qui se poursuivent. («equity share»)

«aire de dispersion» Parcelle d'un cimetière réservée à la dispersion de restes humains incinérés. («scattering grounds»)

«cercueil» Coffre destiné à accueillir le corps d'un être humain décédé en vue de ses funérailles, de sa crémation ou de son inhumation. («casket»)

«cimetière» Sauf s'il est question d'un cimetière non approuvé ou d'un cimetière autochtone non approuvé, s'entend :

a) soit d'un bien-fonds sur lequel un cimetière a été créé en application des articles 83 à 87 ou d'une loi concernant les cimetières que la présente loi remplace et à l'égard duquel un certificat d'autorisation délivré par le registrateur en application de l'article 86 est enregistré au bureau d'enregistrement immobilier;

b) soit d'un bien-fonds par ailleurs réservé soit à l'inhumation de restes humains, soit à la dispersion de restes humains, incinérés ou à ces deux fonctions.

S'entend en outre d'un mausolée, d'un columbarium ou d'une autre construction destinée à l'inhumation de restes humains, situé sur le bien-fonds. («cemetery»)

«columbarium» Construction conçue pour inhumer des restes humains incinérés dans des compartiments. («columbarium»)

«crématoire» Bâtiment doté d'appareils pour la crémation de restes humains qui a été approuvé ou autorisé en tant que tel conformément aux articles 83 à 87 ou qui a été

- dance with the requirements of a predecessor of this Act that related to cemeteries and includes everything necessarily incidental and ancillary thereto; ("crématoire")
- "crematorium services" means services provided in respect of the cremation of dead human bodies and includes such services as may be prescribed; ("services de crématoire")
- "embalm" means to preserve and disinfect all or part of a dead human body by any means other than by refrigeration, but does not include religious rites relating to the washing of a body; ("embaumer")
- "employ" means to employ, appoint, authorize or otherwise arrange to have another person act on one's behalf, including as an independent contractor; ("employer")
- "equity share" means, in respect of a corporation, a share of a class or series of shares of a corporation that carries a voting right either under all circumstances or under circumstances that have occurred and are continuing; ("action participante")
- "funeral director" means an individual licensed to act as a funeral director under subsection 8 (2); ("directeur de funérailles")
- "funeral establishment" means premises established for the purpose of providing funeral services and includes premises used for the purpose of temporarily placing dead human bodies so that persons may attend and pay their respects; ("résidence funéraire")
- "funeral services" means the care and preparation of dead human bodies, the co-ordination and provision of rites and ceremonies with respect to dead human bodies and the provision of such other services as may be prescribed, but does not include cemetery or crematorium services; ("services funéraires")
- "human remains" means a dead human body or the remains of a cremated human body; ("restes humains")
- "income" means the interest or money earned, including the compounding thereof, by the investment of funds, but does not include any capital gains realized from the investment of funds; ("revenu")
- "inter" means the burial of human remains and includes the placing of human remains in a lot; ("inhumer")
- "interment rights" includes the right to require or direct the interment of human remains in a lot; ("droits d'inhumation")
- "interment rights holder" means the person who holds the interment rights with respect to a lot whether the person be the purchaser of the rights, the person named in the certificate of interment or such other person to whom the interment rights have been assigned; ("titulaire de droits d'inhumation")
- "licensed services" means services that may only be sold or provided by a person licensed to do so under sections 4 to 12 or by regulation and includes interment rights and scattering rights; ("services autorisés")
- créé conformément aux exigences d'une loi concernant les cimetières que la présente loi remplace. S'entend en outre de tout ce qui y est nécessairement accessoire ou connexe. («crematorium»)
- «directeur de funérailles» Particulier qui a obtenu un permis de directeur de funérailles en application du paragraphe 8 (2). («funeral director»)
- «dirigeant» S'entend notamment du président et d'un vice-président du conseil d'administration, du président, d'un vice-président, du secrétaire, du secrétaire adjoint, du trésorier, du trésorier adjoint, du directeur général et du directeur général adjoint de la personne morale, de l'associé, du directeur général et du directeur général adjoint d'une société de personnes, des autres particuliers désignés à titre de dirigeant par règlement administratif ou résolution, ou des autres particuliers qui exercent des fonctions qu'exerce normalement le titulaire d'un tel poste. («officer»)
- «droits d'inhumation» S'entend notamment du droit d'exiger l'inhumation de restes humains dans une sépulture ou de donner des directives à cet égard. («interment rights»)
- «droits de dispersion» S'entend notamment du droit d'exiger la dispersion de restes humains incinérés sur l'aire de dispersion d'un cimetière ou de donner des directives à cet égard. («scattering rights»)
- «embaumer» Conserver et désinfecter tout ou partie du corps d'un être humain décédé, par différents procédés autres que la réfrigération. Sont exclus les rites religieux concernant la toilette d'un corps. («embalm»)
- «employer» Employer ou nommer une autre personne pour agir pour son compte, y compris en qualité d'entrepreneur indépendant, l'autoriser à ce faire ou prendre d'autres dispositions pour qu'elle le fasse. («employ»)
- «exploitant» Titulaire d'un permis l'autorisant à exploiter un cimetière, un crématoire, une résidence funéraire, une entreprise de vente au détail de cercueils, une entreprise de vente au détail de repères ou un service de transfert, ou toute autre entreprise pour laquelle les règlements exigent un permis. S'entend en outre d'un propriétaire de cimetière qui est réputé être un exploitant de cimetière en application du paragraphe 5 (2). («operator»)
- «fournitures autorisées» Cercueils ou repères qui ne peuvent être vendus que par le titulaire d'un permis délivré à cette fin ou toute autre fourniture vendue par le titulaire d'un permis délivré en application de la présente loi dans le cours normal de son entreprise. («licensed supplies»)
- «inhumer» Ensevelir des restes humains et, en outre, les placer dans une sépulture. («inter»)
- «lieu de sépulture» Bien-fonds où reposent des restes humains et qui n'a été ni approuvé ni autorisé en tant que cimetière conformément à la présente loi ou à une loi concernant les cimetières qu'elle remplace. («burial site»)

- “licensed supplies” means a casket or marker that may only be sold by a person who holds a licence to do so or any other supply that is sold by a person licensed under this Act in the normal course of business; (“fournitures autorisées”)
- “licensee” means a person who holds a licence issued under this Act; (“titulaire de permis”)
- “lot” means an area of land in a cemetery containing, or set aside to contain, human remains and includes a tomb, crypt or compartment in a mausoleum and a niche or compartment in a columbarium and any other similar facility or receptacle; (“sépulture”)
- “marker” means any monument, tombstone, plaque, headstone, cornerstone or other structure or ornament affixed to or intended to be affixed to a burial lot, mausoleum crypt, columbarium niche or other structure or place intended for the deposit of human remains; (“repère”)
- “mausoleum” means a building or structure, other than a columbarium, used as a place for the interment of human remains in crypts or compartments; (“mausolée”)
- “Minister” means the Minister of Consumer and Business Services or such other member of the Executive Council to whom administration for this Act is assigned under the *Executive Council Act*; (“ministre”)
- “Ministry” means the Ministry of Consumer and Business Services or the ministry of the member of the Executive Council to whom administration for this Act is assigned under the *Executive Council Act*; (“ministère”)
- “officer” includes the chair and any vice-chair of the board of directors, the president and any vice-president, the secretary and assistant secretary, the treasurer and assistant treasurer and the general manager or assistant general manager of the corporation or a partner or general manager or assistant general manager of a partnership, any other individual designated as an officer by by-law or resolution or any other individual who performs functions normally performed by an individual occupying such office; (“dirigeant”)
- “operator” means a person who is licensed to operate a cemetery, crematorium, funeral establishment, casket retailing business, marker retailing business, transfer service or any other business for which a licence may be required by regulation and includes a cemetery owner who is deemed to be a cemetery operator under subsection 5 (2); (“exploitant”)
- “prescribed” means prescribed by the regulations; (“prescrit”)
- “registrar” means the registrar appointed under section 3; (“registreur”)
- “regulations” means regulations made under this Act; (“règlements”)
- “sales representative” means an individual who is issued a licence under this Act to sell licensed services, caskets or markers on behalf of an operator; (“représentant commercial”)
- «mausolée» Bâtiment ou construction, à l'exclusion d'un columbarium, utilisé comme lieu d'inhumation de restes humains dans des cryptes ou des compartiments. («mausoleum»)
- «ministère» Le ministère des Services aux consommateurs et aux entreprises ou le ministère de l'autre membre du Conseil exécutif qui est chargé de l'application de la présente loi en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*. («Ministry»)
- «ministre» Le ministre des Services aux consommateurs et aux entreprises ou l'autre membre du Conseil exécutif qui est chargé de l'application de la présente loi en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*. («Minister»)
- «prescrit» Prescrit par les règlements. («prescribed»)
- «registreur» Le registraire nommé en application de l'article 3. («registrar»)
- «règlements» Les règlements pris en application de la présente loi. («regulations»)
- «repère» Monument, pierre tombale, plaque, pierre angulaire ou autre construction ou ornement fixés, ou destinés à être fixés, à une sépulture, à un mausolée, à une crypte, à une niche de columbarium ou à une autre construction ou à un autre endroit destiné au dépôt de restes humains. («marker»)
- «représentant commercial» Particulier auquel est délivré, en application de la présente loi, un permis l'autorisant à vendre des services autorisés, des cercueils ou des repères pour le compte d'un exploitant. («sales representative»)
- «résidence funéraire» Locaux destinés à la fourniture de services funéraires et, en outre, locaux où des corps d'êtres humains décédés sont exposés provisoirement pour y recevoir des marques de respect. («funeral establishment»)
- «restes humains» Le corps d'un être humain décédé ou les restes d'un corps incinéré. («human remains»)
- «revenu» Intérêts ou sommes gagnés du fait du placement de fonds, y compris leur capitalisation, à l'exclusion des gains en capital réalisés grâce à ce placement. («income»)
- «sépulture» Parcelle d'un cimetière où reposent des restes humains ou qui est réservée à cette fin. S'entend en outre d'une tombe, d'une crypte ou d'un compartiment de mausolée ainsi que d'une niche ou d'un compartiment de columbarium ou d'autres installations ou réceptacles semblables. («lot»)
- «service de transfert» Service offert au public concernant la disposition de corps d'êtres humains décédés et, notamment, leur transport et la préparation de la documentation nécessaire aux fins de leur disposition. («transfer service»)
- «services autorisés» Services qui ne peuvent être vendus ou fournis que par le titulaire d'un permis délivré en application des articles 4 à 12 ou d'un règlement. S'entend notamment des droits d'inhumation et des droits de dispersion. («licensed services»)

“scattering grounds” means the land within a cemetery that is set aside to be used for the scattering of cremated human remains; (“aire de dispersion”)

“scattering rights” includes the right to require or direct the scattering of cremated human remains on the scattering grounds of a cemetery; (“droits de dispersion”)

“scattering rights holder” means the person who holds the scattering rights with respect to a scattering ground whether the person be the purchaser of the rights, the person named in the certificate of scattering or such other person to whom the interment rights have been assigned; (“titulaire de droits de dispersion”)

“transfer service” means a service to the public with respect to the disposition of dead human bodies, including the transportation of dead human bodies and the filling out of the necessary documentation with respect to the disposition of dead human bodies; (“service de transfert”)

“Tribunal” means the Licence Appeal Tribunal established under the *Licence Appeal Tribunal Act, 1999* or such other tribunal as may be prescribed. (“Tribunal”)

Associated shareholders

(2) For the purposes of this Act, one shareholder is associated with another shareholder in any of the following circumstances:

1. One shareholder is a corporation of which the other shareholder is an officer or director.
2. One shareholder is a partnership of which the other shareholder is a partner.
3. Both shareholders are partners of the same partnership.
4. One shareholder is a corporation that is controlled directly or indirectly by the other shareholder.
5. Both shareholders are corporations and one shareholder is controlled directly or indirectly by the same person who controls directly or indirectly the other shareholder.
6. Both shareholders are members of a voting trust and the trust relates to shares of the corporation.

«services de cimetière» Les services fournis en ce qui concerne l'inhumation de restes humains ou la dispersion de restes humains incinérés dans un cimetière et, en outre, les services prescrits. («cemetery services»)

«services de crématoire» Les services fournis en ce qui concerne la crémation de corps d'êtres humains décédés et, en outre, les services prescrits. («crematorium services»)

«services funéraires» Le soin et la préparation de corps d'êtres humains décédés, ainsi que la coordination et la prestation des rites et cérémonies dont ils font l'objet et tout autre service prescrit. Sont exclus les services de cimetière ou de crématoire. («funeral services»)

«titulaire de droits d'inhumation» Titulaire de droits d'inhumation à l'égard d'une sépulture, qu'il s'agisse de l'acquéreur des droits, de la personne nommée dans le certificat d'inhumation ou d'une autre personne à qui les droits d'inhumation ont été cédés. («interment rights holder»)

«titulaire de droits de dispersion» Titulaire de droits de dispersion à l'égard d'une aire de dispersion, qu'il s'agisse de l'acquéreur des droits, de la personne nommée dans le certificat de dispersion ou d'une autre personne à qui les droits de dispersion ont été cédés. («scattering rights holder»)

«titulaire de permis» Titulaire d'un permis délivré en application de la présente loi. («licensee»)

«Tribunal» Le Tribunal d'appel en matière de permis créé en application de la *Loi de 1999 sur le Tribunal d'appel en matière de permis* ou l'autre tribunal qui est prescrit. («Tribunal»)

Actionnaires associés

(2) Pour l'application de la présente loi, un actionnaire est associé avec un autre actionnaire dans l'un ou l'autre des cas suivants :

1. L'un d'eux est une personne morale dont l'autre est un dirigeant ou un administrateur.
2. L'un d'eux est une société de personnes dont l'autre est un associé.
3. Les deux sont des associés de la même société de personnes.
4. L'un d'eux est une personne morale qui est contrôlée, directement ou indirectement, par l'autre.
5. Les deux sont des personnes morales qui sont contrôlées, directement ou indirectement, par la même personne.
6. Les deux sont parties à une convention de vote fiduciaire afférente aux actions de la personne morale.

7. Both shareholders are associated within the meaning of paragraphs 1 to 6 with the same person.

PART II ADMINISTRATION

Director

2. (1) Subject to subsection (2), the Minister shall appoint one or more directors for the purposes of this Act and may appoint one or more deputy directors.

Director cannot be registrar

(2) A person appointed as a registrar or a deputy registrar under subsection 3 (1) shall not be appointed as a director or a deputy director under subsection (1).

Deputy director, duties

(3) A deputy director shall perform such duties as are assigned by the director and shall act as director in his or her absence.

Deputy director

(4) Where more than one deputy director has been appointed, only one deputy director may act as the director under subsection (3) at any one time.

Registrar

3. (1) Subject to subsection (2), the deputy minister to the Minister shall appoint one or more registrars for the purposes of this Act and may appoint one or more deputy registrars.

Registrar cannot be director

(2) A person appointed as a director or a deputy director under subsection 2 (1) shall not be appointed as a registrar or a deputy registrar under subsection (1).

Powers and duties

(3) The registrar shall exercise the powers and perform the duties imposed on him or her under this Act under the supervision of the director and a deputy registrar shall perform such duties as are assigned by the registrar and shall act as the registrar in the registrar's absence.

Deputy registrar

(4) If more than one deputy registrar has been appointed, only one deputy registrar may act as the registrar under subsection (3) at any one time.

Transition

(5) The Minister shall appoint the Registrar appointed under the *Board of Funeral Services Act* as registrar for the purposes of this Act, to exercise all the powers and duties of the registrar under this Act in relation to licensees who are also licensees as defined in section 1 of that Act until the day the *Board of Funeral Services Act* is repealed under section 139.

7. Les deux sont associés, au sens des dispositions 1 à 6, avec la même personne.

PARTIE II APPLICATION

Directeur

2. (1) Sous réserve du paragraphe (2), le ministre doit nommer un ou plusieurs directeurs pour l'application de la présente loi et peut nommer un ou plusieurs directeurs adjoints.

Interdiction du cumul

(2) La personne nommée registrateur ou registrateur adjoint en application du paragraphe 3 (1) ne doit pas être nommée directeur ou directeur adjoint en application du paragraphe (1).

Fonctions du directeur adjoint

(3) Le ou les directeurs adjoints exercent les fonctions que leur attribue le directeur et le remplacent en son absence.

Directeur adjoint

(4) S'il y a plus d'un directeur adjoint, un seul peut remplacer le directeur en application du paragraphe (3) à un moment donné.

Registrateur

3. (1) Sous réserve du paragraphe (2), le sous-ministre du ministre doit nommer un ou plusieurs registrateurs pour l'application de la présente loi et peut nommer un ou plusieurs registrateurs adjoints.

Interdiction du cumul

(2) La personne nommée directeur ou directeur adjoint en application du paragraphe 2 (1) ne doit pas être nommée registrateur ou registrateur adjoint en application du paragraphe (1).

Pouvoirs et fonctions

(3) Le registrateur exerce, sous la supervision du directeur, les pouvoirs et fonctions que lui attribue la présente loi. Le ou les registrateurs adjoints exercent les fonctions que leur attribue le registrateur et le remplacent en son absence.

Registrateur adjoint

(4) S'il y a plus d'un registrateur adjoint, un seul peut remplacer le registrateur en application du paragraphe (3) à un moment donné.

Disposition transitoire

(5) Le ministre nomme au poste de registrateur prévu par la présente loi le registrateur nommé en application de la *Loi sur le Conseil des services funéraires* pour qu'il exerce les pouvoirs et les fonctions que la présente loi attribue au registrateur à l'égard des titulaires de permis qui sont également titulaires d'un permis au sens de l'article 1 de cette loi jusqu'au jour de son abrogation en application de l'article 139.

PART III
PROHIBITIONS AND GENERAL DUTIES
RE: OPERATION OF BUSINESSES

Prohibitions respecting cemeteries**Operating cemeteries**

4. (1) No person shall operate a cemetery, or hold themselves out as the operator of a cemetery, unless the person is licensed to do so.

Selling rights and services

(2) No person shall sell interment rights, scattering rights or cemetery services to the public, or hold themselves out as available to sell such rights or services to the public, unless,

- (a) the person is licensed as a sales representative of a cemetery operator and is acting on behalf of the cemetery operator specified in the sales representative's licence; or
- (b) the person is licensed as a cemetery operator.

Interring remains

(3) No person shall inter human remains in a place other than in a cemetery that is operated by a person licensed under subsection (1).

Scattering remains

(4) No person shall scatter cremated human remains at a place other than at a scattering ground operated by a person licensed under subsection (1) unless the person is permitted by regulation to scatter cremated human remains in such circumstances, at such a place or in such a manner as may be prescribed.

Duties in operating cemeteries**Owner's duties**

5. (1) An owner of a cemetery shall,
- (a) ensure that the cemetery is operated and maintained by a person who is licensed to operate the cemetery; and
 - (b) ensure that the cemetery operator complies with the requirements of this Act and the regulations.

Owner deemed operator

(2) If the operator of a cemetery is a person other than the cemetery owner and, before a new operator is found as a replacement, the operator's licence is revoked, suspended or refused renewal or the operator otherwise ceases to operate the cemetery, the owner shall, subject to the regulations,

- (a) be deemed to be the operator of the cemetery for the purposes of this Act; and
- (b) ensure that the cemetery is operated and maintained in accordance with this Act and the regulations.

Operator's duties

(3) A cemetery operator shall ensure that the cemetery is operated in accordance with this Act and the regulations and shall ensure that,

PARTIE III
INTERDICTIONS ET OBLIGATIONS GÉNÉRALES
CONCERNANT L'EXPLOITATION D'ENTREPRISES

Interdictions visant les cimetières**Exploitation des cimetières**

4. (1) Nul ne doit exploiter un cimetière, ni prétendre en être l'exploitant, sans être titulaire d'un permis délivré à cet effet.

Vente de droits et de services

(2) Nul ne doit vendre des droits d'inhumation, des droits de dispersion ou des services de cimetière au public, ni prétendre être en mesure de le faire, sans, selon le cas :

- a) être titulaire d'un permis de représentant commercial d'un exploitant de cimetière et agir pour le compte de l'exploitant de cimetière précisé dans son permis;
- b) être titulaire d'un permis d'exploitant de cimetière.

Inhumation de restes

(3) Nul ne doit inhumer des restes humains ailleurs que dans un cimetière exploité par le titulaire d'un permis délivré en application du paragraphe (1).

Dispersion de cendres

(4) Nul ne doit disperser de restes humains incinérés ailleurs que sur l'aire de dispersion exploitée par le titulaire d'un permis délivré en application du paragraphe (1) sans être autorisé par règlement à en disperser dans les conditions, de la manière et à l'endroit prescrits.

Obligations liées à l'exploitation des cimetières**Obligations du propriétaire**

5. (1) Le propriétaire d'un cimetière veille à ce qui suit :
- a) le cimetière est exploité et entretenu par la personne qui est titulaire du permis de l'exploiter;
 - b) l'exploitant du cimetière satisfait aux exigences de la présente loi et des règlements.

Propriétaire réputé exploitant

(2) Si l'exploitant d'un cimetière n'en est pas le propriétaire et que son permis est révoqué ou suspendu ou fait l'objet d'un refus de renouvellement, ou qu'il cesse par ailleurs d'exploiter le cimetière, avant qu'un nouvel exploitant soit trouvé pour le remplacer, le propriétaire, sous réserve des règlements :

- a) d'une part, est réputé être l'exploitant du cimetière pour l'application de la présente loi;
- b) d'autre part, veille à ce que le cimetière soit exploité et entretenu conformément à la présente loi et aux règlements.

Obligations de l'exploitant

(3) L'exploitant veille à ce que le cimetière soit exploité conformément à la présente loi et aux règlements et à ce qui suit :

- (a) any interment of human remains and any scattering of cremated human remains are carried out in a decent and orderly manner and that quiet and good order are maintained in the cemetery at all times;
- (b) cemetery grounds, including all lots, structures and markers, are maintained to ensure the safety of the public and to preserve the dignity of the cemetery; and
- (c) every person has reasonable access to a lot or scattering ground at any time except as prohibited by the cemetery by-laws.

Greater certainty

(4) For greater certainty, the duties of an owner and operator under subsections (1), (2) and (3) in relation to the maintenance of a cemetery continue until the cemetery is closed under sections 88 to 90 even though interments are no longer being carried out and cremated human remains are no longer being scattered in the cemetery.

Operator's duties re: employees, etc.

- (5) A cemetery operator shall ensure that,
 - (a) every sales representative that the operator employs carries out his or her duties in compliance with this Act and the regulations; and
 - (b) every other person to whom the operator delegates responsibility carries out that responsibility in compliance with this Act and the regulations.

Prohibitions respecting crematoriums Operating crematoriums

6. (1) No person shall operate a crematorium, or hold himself out as the operator of a crematorium, unless the person is licensed to do so.

Selling services

(2) No person shall sell crematorium services to the public, or hold himself out as available to sell crematorium services to the public, unless,

- (a) the person is licensed as a sales representative of a crematorium operator and is acting on behalf of the crematorium operator specified in the sales representative's licence; or
- (b) the person is licensed as a crematorium operator.

Cremating remains

(3) No person shall cremate a human body at a place other than a crematorium operated by a person licensed under subsection (1).

Duties in operating crematoriums Operator's duties

7. (1) A crematorium operator shall ensure that the crematorium is operated in accordance with this Act and the regulations and shall ensure that all cremations in the crematorium are carried out in a decent and orderly manner and that quiet and good order are maintained in the crematorium at all times.

- a) les inhumations de restes humains et les dispersions de restes humains incinérés se déroulent de façon digne et ordonnée et l'ordre et la tranquillité règnent dans le cimetière en tout temps;
- b) les terrains du cimetière, y compris les sépultures, constructions et repères, sont entretenus de façon à assurer la sécurité du public et à préserver la dignité des lieux;
- c) toute personne a le droit d'accéder raisonnablement à une sépulture ou à une aire de dispersion en tout temps sauf lorsque les règlements administratifs l'interdisent.

Précision

(4) Il est entendu que l'obligation que les paragraphes (1), (2) et (3) imposent au propriétaire et à l'exploitant d'un cimetière en ce qui concerne son entretien est maintenue jusqu'à sa fermeture en application des articles 88 à 90 même si des inhumations n'y sont plus effectuées et que des restes humains incinérés n'y sont plus dispersés.

Obligations de l'exploitant : employés et autres

- (5) L'exploitant d'un cimetière veille à ce qui suit :
 - a) les représentants commerciaux qu'il emploie exercent leurs fonctions conformément à la présente loi et aux règlements;
 - b) les autres personnes auxquelles il délègue des responsabilités s'en acquittent conformément à la présente loi et aux règlements.

Interdictions visant les crématoires Exploitation des crématoires

6. (1) Nul ne doit exploiter un crématoire, ni prétendre en être l'exploitant, sans être titulaire d'un permis délivré à cet effet.

Vente de services

(2) Nul ne doit vendre des services de crématoire au public, ni prétendre être en mesure de le faire, sans, selon le cas :

- a) être titulaire d'un permis de représentant commercial d'un exploitant de crématoire et agir pour le compte de l'exploitant de crématoire précisé dans son permis;
- b) être titulaire d'un permis d'exploitant de crématoire.

Crémation de restes

(3) Nul ne doit incinérer un corps humain ailleurs que dans un crématoire exploité par le titulaire d'un permis délivré en application du paragraphe (1).

Obligations liées à l'exploitation des crématoires Obligations de l'exploitant

7. (1) L'exploitant d'un crématoire veille à ce qu'il soit exploité conformément à la présente loi et aux règlements, à ce que les crémations qui y sont effectuées se déroulent de façon digne et ordonnée et à ce que l'ordre et la tranquillité y règnent en tout temps.

Same re: employees, etc.

- (2) A crematorium operator shall ensure that,
- (a) every sales representative that the operator employs carries out his or her duties in compliance with this Act and the regulations; and
 - (b) every other person to whom the operator delegates responsibility carries out that responsibility in compliance with this Act and the regulations.

Prohibitions respecting funeral establishments

Operating funeral establishments

8. (1) No person shall operate a funeral establishment, or hold himself out as the operator of a funeral establishment, unless the person is licensed to do so.

Acting as funeral director

(2) No person shall act as a funeral director, or hold himself out as available to act as a funeral director, unless the person is an individual who is licensed to do so.

Same

(3) For the purpose of subsection (2), any person who offers, sells or arranges for the provision of funeral services is acting as a funeral director.

Management

(4) The operator of a funeral establishment shall ensure that the funeral establishment is managed by a funeral director.

Restriction on managing more than one

(5) No funeral director shall manage more than one funeral establishment except in the prescribed circumstances.

Same: embalming

(6) No person shall embalm dead human bodies, or hold himself out as available to embalm dead human bodies, unless,

- (a) the person holds a licence to act as a funeral director and the licence authorizes the person to embalm dead human bodies; or
- (b) a person is part of a class of persons prescribed by regulation and licensed under this Act.

Place of business

(7) The operator of a funeral establishment shall not operate the funeral establishment at a place other than the place named in the licence.

Exception, trainees

(8) Despite subsections (2) and (6), a person who is not a funeral director may act as a funeral director or embalm a dead human body if the person is,

- (a) a person in a training program who is working under the supervision and in the presence of a funeral director; or

Idem : employés et autres

(2) L'exploitant d'un crématoire veille à ce qui suit :

- a) les représentants commerciaux qu'il emploie exercent leurs fonctions conformément à la présente loi et aux règlements;
- b) les autres personnes auxquelles il délègue des responsabilités s'en acquittent conformément à la présente loi et aux règlements.

Interdictions visant les résidences funéraires

Exploitation des résidences funéraires

8. (1) Nul ne doit exploiter une résidence funéraire, ni prétendre en être l'exploitant, sans être titulaire d'un permis délivré à cet effet.

Directeur de funérailles

(2) Nul ne doit agir en qualité de directeur de funérailles, ni prétendre être en mesure de le faire, sans être un particulier titulaire d'un permis délivré à cet effet.

Idem

(3) Pour l'application du paragraphe (2), quiconque offre ou vend des services funéraires ou conclut des arrangements pour leur fourniture agit en qualité de directeur de funérailles.

Gestion

(4) L'exploitant d'une résidence funéraire veille à ce qu'elle soit gérée par un directeur de funérailles.

Restriction : gestion de plusieurs résidences

(5) Sauf dans les conditions prescrites, nul directeur de funérailles ne doit gérer plus d'une résidence funéraire.

Idem : embaumement

(6) Nul ne doit embaumer le corps d'un être humain décédé, ni prétendre être en mesure de le faire, sans, selon le cas :

- a) être titulaire d'un permis de directeur de funérailles qui l'autorise à ce faire;
- b) appartenir à une catégorie prescrite de personnes auxquelles un permis a été délivré en application de la présente loi.

Établissement

(7) L'exploitant d'une résidence funéraire ne doit pas l'exploiter ailleurs qu'à l'endroit indiqué sur son permis.

Exception : apprentis

(8) Malgré les paragraphes (2) et (6), quiconque n'est pas directeur de funérailles peut agir en cette qualité ou embaumer le corps d'un être humain décédé si, selon le cas :

- a) il travaille, dans le cadre d'un programme de formation, sous la surveillance et en la présence d'un directeur de funérailles;

- (b) a person who is enrolled in a course of funeral services education recognized by the Ministry and who is working under the supervision and in the presence of the course instructor.

Same

(9) Despite subsection (6), a person who is not a funeral director may embalm a dead human body if the person is employed in a faculty of medicine or in a school of anatomy designated under the *Anatomy Act*.

Exception

(10) Despite anything in this section, a licence is not required with respect to rites or ceremonies traditionally provided in a place of worship.

Duties respecting the operation of funeral establishments

Operators

9. (1) The operator of a funeral establishment shall ensure that,

- (a) the funeral establishment is operated in accordance with this Act and the regulations;
- (b) every funeral director that is employed in the funeral establishment carries out his or her duties in compliance with this Act and the regulations; and
- (c) every other person to whom the operator or the managing funeral director delegates responsibility carries out that responsibility in compliance with this Act and the regulations.

Funeral directors

(2) Every funeral director shall comply with the requirements of this Act and the regulations.

Corporations

(3) If the operator of a funeral establishment is a corporation, it shall ensure that at least one of the directors of the corporation is a funeral director.

Partnerships

(4) If the operator of a funeral establishment is a partnership, it shall ensure that at least one of the partners is a funeral director.

Sole proprietor

(5) If the operator of a funeral establishment is an individual, he or she shall be a funeral director.

Corporation sole

(6) If the operator of a funeral establishment is a corporation sole, it shall ensure that such a person as may be prescribed is a funeral director.

Casket retailing business

Prohibition: operation of business

10. (1) No person shall operate a casket retailing business, or hold themselves out as the operator of such a business, unless the person is licensed to do so.

- b) il est inscrit à un cours en services funéraires reconnu par le ministère et travaille sous la surveillance et en la présence de la personne qui donne le cours.

Idem

(9) Malgré le paragraphe (6), quiconque n'est pas directeur de funérailles peut embaumer le corps d'un être humain décédé s'il est employé dans une faculté de médecine ou une école d'anatomie désignée en application de la *Loi sur l'anatomie*.

Exception

(10) Malgré les dispositions du présent article, les rites et cérémonies qui se déroulent traditionnellement dans un lieu de culte ne nécessitent pas de permis.

Obligations liées à l'exploitation des résidences funéraires

Exploitants

9. (1) L'exploitant d'une résidence funéraire veille à ce qui suit :

- a) la résidence est exploitée conformément à la présente loi et aux règlements;
- b) les directeurs de services funéraires employés dans la résidence exercent leurs fonctions conformément à la présente loi et aux règlements;
- c) les autres personnes auxquelles l'exploitant de la résidence ou le directeur de funérailles qui la dirige délègue des responsabilités s'en acquittent conformément à la présente loi et aux règlements.

Directeur de funérailles

(2) Les directeurs de funérailles satisfont aux exigences de la présente loi et des règlements.

Personnes morales

(3) L'exploitant d'une résidence funéraire qui est une personne morale veille à ce qu'au moins un de ses administrateurs soit directeur de funérailles.

Sociétés de personnes

(4) L'exploitant d'une résidence funéraire qui est une société de personnes veille à ce qu'au moins un de ses associés soit directeur de funérailles.

Propriétaire unique

(5) L'exploitant d'une résidence funéraire qui est un particulier doit être directeur de funérailles.

Personne morale simple

(6) L'exploitant d'une résidence funéraire qui est une personne morale simple veille à ce que la personne prescrite soit directeur de funérailles.

Entreprises de vente au détail de cercueils

Interdiction visant l'exploitation

10. (1) Nul ne doit exploiter une entreprise de vente au détail de cercueils, ni prétendre en être l'exploitant, sans être titulaire d'un permis délivré à cet effet.

Same: sale of caskets

(2) No person shall sell a casket to the public, or hold themselves out as available to sell a casket to the public, unless the person is,

- (a) licensed to operate a casket retailing business, cemetery or crematorium;
- (b) licensed as a sales representative of the operator of a casket retailing business, cemetery or crematorium and acting on behalf of the operator specified in his or her licence;
- (c) licensed as a funeral director and selling on behalf of a funeral establishment; or
- (d) such other person as may be prescribed.

Place of business

(3) A person who is licensed to operate a casket retailing business shall not operate the business at a place other than the place named in the licence.

Operator's duties

(4) The operator of a casket retailing business shall comply with this Act and the regulations and shall ensure that,

- (a) every sales representative that the operator employs carries out his or her duties in compliance with this Act and the regulations; and
- (b) every other person to whom the operator delegates responsibility carries out that responsibility in compliance with this Act and the regulations.

Marker retailing business**Prohibition: operation**

11. (1) No person shall operate a marker retailing business, or hold themselves out as the operator of such a business, unless the person is licensed to do so.

Same: sale of markers

(2) No person shall sell a marker to the public, or hold themselves out as available to sell a marker to the public, unless the person is,

- (a) licensed to operate a marker retailing business, cemetery or crematorium;
- (b) licensed as a sales representative of the operator of a marker retailing business, cemetery or crematorium and acting on behalf of the operator specified in his or her licence;
- (c) licensed as a funeral director and selling on behalf of a funeral establishment; or
- (d) such other person as may be prescribed.

Idem : vente de cercueils

(2) Nul ne doit vendre des cercueils au public, ni prétendre être en mesure de le faire, sans, selon le cas :

- a) être titulaire d'un permis d'exploitation d'entreprise de vente au détail de cercueils, de cimetière ou de crématoire;
- b) être titulaire d'un permis de représentant commercial d'un exploitant d'entreprise de vente au détail de cercueils, de cimetière ou de crématoire et agir pour le compte de l'exploitant précisé dans son permis;
- c) être titulaire d'un permis de directeur de funérailles et vendre pour le compte d'une résidence funéraire;
- d) être une autre personne prescrite.

Établissement

(3) Le titulaire du permis d'exploitation d'une entreprise de vente au détail de cercueils ne doit pas l'exploiter ailleurs qu'à l'endroit indiqué sur son permis.

Obligations de l'exploitant

(4) L'exploitant d'une entreprise de vente au détail de cercueils observe la présente loi et les règlements et veille à ce qui suit :

- a) les représentants commerciaux qu'il emploie exercent leurs fonctions conformément à la présente loi et aux règlements;
- b) les autres personnes auxquelles il délègue des responsabilités s'en acquittent conformément à la présente loi et aux règlements.

Entreprises de vente au détail de repères**Interdiction concernant l'exploitation**

11. (1) Nul ne doit exploiter une entreprise de vente au détail de repères, ni prétendre en être l'exploitant, sans être titulaire d'un permis délivré à cet effet.

Idem : vente de repères

(2) Nul ne doit vendre des repères au public, ni prétendre être en mesure de le faire, sans, selon le cas :

- a) être titulaire d'un permis d'exploitation d'entreprise de vente au détail de repères, de cimetière ou de crématoire;
- b) être titulaire d'un permis de représentant commercial d'un exploitant d'entreprise de vente au détail de repères, de cimetière ou de crématoire et agir pour le compte de l'exploitant précisé dans son permis;
- c) être titulaire d'un permis de directeur de funérailles et vendre pour le compte d'une résidence funéraire;
- d) être une autre personne prescrite.

Place of business

(3) A person who is licensed to operate a marker retailing business shall not operate the business at a place other than the place named in the licence.

Operator's duties

(4) The operator of a marker retailing business shall comply with this Act and the regulations and shall ensure that,

- (a) every sales representative that the operator employs carries out his or her duties in compliance with this Act and the regulations; and
- (b) every other person to whom the operator delegates responsibility carries out that responsibility in compliance with this Act and the regulations.

Operation of transfer services**Prohibition**

12. (1) No person shall operate, or hold themselves out as the operator of a transfer service, unless the person is,

- (a) licensed to operate a transfer service; or
- (b) licensed to operate a funeral establishment and the transfer service is operated as part of the normal operation of the funeral establishment.

Selling services

(2) No person shall sell transfer services to the public, or hold themselves out as available to sell transfer services to the public, unless,

- (a) the person is licensed as a sales representative of a transfer service operator and is acting on behalf of the transfer service operator specified in the sales representative's licence;
- (b) the person is licensed as a transfer service operator; or
- (c) the person is licensed as a funeral director and selling on behalf of a funeral establishment operator.

Place of business

(3) A person who is licensed to operate a transfer service shall not operate the transfer service at a place other than the place named in the licence.

Operator's duties

(4) The operator of a transfer service shall comply with this Act and the regulations and shall ensure that,

- (a) every sales representative that the operator employs carries out his or her duties in compliance with this Act and the regulations; and
- (b) every other person to whom the operator delegates responsibility carries out that responsibility in compliance with this Act and the regulations.

Transition

13. (1) Despite the repeal of the *Cemeteries Act (Revised)*, any person who held a licence as a sales represen-

Établissement

(3) Le titulaire du permis d'exploitation d'une entreprise de vente au détail de repères ne doit pas l'exploiter ailleurs qu'à l'endroit indiqué sur son permis.

Obligations de l'exploitant

(4) L'exploitant de l'entreprise de vente au détail de repères observe la présente loi et les règlements et veille à ce qui suit :

- a) les représentants commerciaux qu'il emploie exercent leurs fonctions conformément à la présente loi et aux règlements;
- b) les autres personnes auxquelles il délègue des responsabilités s'en acquittent conformément à la présente loi et aux règlements.

Exploitation des services de transfert**Interdiction**

12. (1) Nul ne doit exploiter un service de transfert, ni prétendre en être l'exploitant, sans, selon le cas :

- a) être titulaire d'un permis délivré à cet effet;
- b) être titulaire d'un permis d'exploitation de résidence funéraire, à la condition que le service de transfert fasse partie de l'exploitation normale de la résidence funéraire.

Vente de services

(2) Nul ne doit vendre des services de transfert au public, ni prétendre être en mesure de le faire, sans, selon le cas :

- a) être titulaire d'un permis de représentant commercial d'un exploitant de service de transfert et agir pour le compte de l'exploitant de services de transfert précisé dans son permis;
- b) être titulaire d'un permis d'exploitant de service de transfert;
- c) être titulaire d'un permis de directeur de funérailles et vendre pour le compte de l'exploitant d'une résidence funéraire.

Établissement

(3) Le titulaire du permis d'exploitation d'un service de transfert ne doit pas l'exploiter ailleurs qu'à l'endroit indiqué sur son permis.

Obligations de l'exploitant

(4) L'exploitant d'un service de transfert observe la présente loi et les règlements et veille à ce qui suit :

- a) les représentants commerciaux qu'il emploie exercent leurs fonctions conformément à la présente loi et aux règlements;
- b) les autres personnes auxquelles il délègue des responsabilités s'en acquittent conformément à la présente loi et aux règlements.

Dispositions transitoires

13. (1) Malgré l'abrogation de la *Loi sur les cimetières (révisée)*, quiconque était titulaire d'un permis de re-

tative for a cemetery or a crematorium under that Act immediately before sections 4 and 6 of this Act are proclaimed into force shall be deemed to hold a licence as a sales representative for a cemetery or a crematorium, as the case may be, under this Act until the person is required to renew their licence under this Act.

Same

(2) If a person was licensed as a cemetery owner under the *Cemeteries Act (Revised)* immediately before section 4 of this Act is proclaimed into force and the person would be required to be licensed as a cemetery operator under this Act, the person shall be deemed to be licensed as a cemetery operator under this Act until the person is required to renew their licence under this Act.

Same

(3) If a person was licensed as a crematorium owner under the *Cemeteries Act (Revised)* immediately before section 6 of this Act is proclaimed into force and the person would be required to be licensed as a crematorium operator under this Act, the person shall be deemed to be licensed as a crematorium operator under this Act until the person is required to renew their licence under this Act.

Same

(4) Despite the repeal of sections 19 and 20 of the *Board of Funeral Services Act*, any person who held a licence as the operator of a funeral establishment, as a funeral director or as the operator of a transfer service under that Act immediately before section 8 or 12 of this Act is proclaimed into force shall be deemed to hold an equivalent licence under this Act until the person is required to renew their licence under this Act.

PART IV LICENSING

Requirements for licences

14. (1) An applicant is entitled to a licence or to a renewal of that licence unless,

- (a) the applicant or an interested person in respect of the applicant is carrying on activities,
 - (i) that are in contravention of this Act or the regulations, or
 - (ii) that will be in contravention of this Act, the regulations or a municipal by-law if the applicant is issued a licence;
- (b) having regard to the applicant's financial position or the financial position of an interested person in respect of the applicant, the applicant cannot reasonably be expected to be financially responsible in the conduct of business;

présentant d'un cimetière ou d'un crématoire sous le régime de cette loi immédiatement avant la proclamation de l'entrée en vigueur des articles 4 et 6 de la présente loi est réputé titulaire d'un permis de représentant commercial d'un cimetière ou d'un crématoire, selon le cas, sous le régime de la présente loi jusqu'au moment où il doit renouveler son permis en application de celle-ci.

Idem

(2) Quiconque était titulaire d'un permis de propriétaire de cimetière sous le régime de la *Loi sur les cimetières (révisée)* immédiatement avant la proclamation de l'entrée en vigueur de l'article 4 de la présente loi et serait tenu d'être titulaire d'un permis d'exploitant de cimetière sous le régime de celle-ci est réputé titulaire d'un permis d'exploitant de cimetière sous le régime de la présente loi jusqu'au moment où il doit renouveler son permis en application de celle-ci.

Idem

(3) Quiconque était titulaire d'un permis de propriétaire de crématoire sous le régime de la *Loi sur les cimetières (révisée)* immédiatement avant la proclamation de l'entrée en vigueur de l'article 6 de la présente loi et serait tenu d'être titulaire d'un permis d'exploitant de crématoire sous le régime de celle-ci est réputé titulaire d'un permis d'exploitant de crématoire sous le régime de la présente loi jusqu'au moment où il doit renouveler son permis en application de celle-ci.

Idem

(4) Malgré l'abrogation des articles 19 et 20 de la *Loi sur le Conseil des services funéraires*, quiconque était titulaire d'un permis d'exploitant d'établissement funéraire, de directeur de services funéraires ou d'exploitant d'un service de transfert sous le régime de cette loi immédiatement avant la proclamation de l'entrée en vigueur de l'article 8 ou 12 de la présente loi est réputé titulaire d'un permis équivalent sous le régime de la présente loi jusqu'au moment où il doit renouveler son permis en application de celle-ci.

PARTIE IV DÉLIVRANCE DE PERMIS

Exigences relatives aux permis

14. (1) L'auteur d'une demande a droit à un permis ou à son renouvellement, sauf dans les cas suivants :

- a) lui-même ou une personne intéressée à son égard se livre à des activités qui, selon le cas :
 - (i) contreviennent à la présente loi ou aux règlements,
 - (ii) contreviendront à la présente loi, aux règlements ou à un règlement municipal si un permis lui est délivré;
- b) compte tenu de sa situation financière ou de celle d'une personne intéressée à son égard, il n'y a pas raisonnablement lieu de s'attendre à ce qu'il pratique une saine gestion financière dans l'exploitation de son entreprise;

- (c) the past conduct of the applicant or of an interested person in respect of the applicant affords reasonable grounds to believe that the applicant will not carry on business in accordance with the law and with integrity and honesty;
 - (d) the applicant, an employee or agent of the applicant makes a false statement or provides a false statement in an application for a licence or for a renewal of the licence;
 - (e) in the case of an applicant for a licence to operate a funeral establishment, or for a renewal of that licence,
 - (i) where the applicant is a corporation, the applicant does not have a funeral director as a director of the corporation,
 - (ii) where the applicant is a sole proprietor, the applicant is not a funeral director,
 - (iii) where the applicant is a partnership, the applicant does not have a funeral director as a partner in the partnership, or
 - (iv) where the applicant is a corporation sole, such person as may be prescribed is not a funeral director;
 - (f) in the case of an applicant for a licence to operate a cemetery, crematorium, funeral establishment, casket or marker retailing business or transfer service, or a renewal of such a licence,
 - (i) in the opinion of the registrar, the applicant or managing employees of the applicant do not have the experience and competence required to manage the business in accordance with the law,
 - (ii) the applicant is unable to provide the resources and facilities required to manage a business, or
 - (iii) the registrar has reasonable grounds to believe that the operation of the business by the applicant creates a risk to public health, safety or decency;
 - (g) the applicant or such other person as may be prescribed has not successfully completed such educational requirements as may be prescribed; or
 - (h) the applicant is a corporation and,
 - (i) having regard to its financial position or the financial position of an interested person in respect of the corporation, the applicant cannot reasonably be expected to be financially responsible in the conduct of its business,
 - (ii) having regard to the financial position of its officers or directors or of an interested person in respect of its officers or directors, the applicant cannot reasonably be expected to be financially responsible in the conduct of its business,
- c) sa conduite antérieure ou celle d'une personne intéressée à son égard offre des motifs raisonnables de croire qu'il n'exploitera pas son entreprise conformément à la loi ni avec intégrité et honnêteté;
 - d) lui-même ou un de ses employés ou mandataires fait ou fournit une fausse déclaration dans une demande de permis ou de renouvellement de permis;
 - e) dans le cas de l'auteur d'une demande de permis d'exploitation de résidence funéraire ou de renouvellement d'un tel permis qui est :
 - (i) une personne morale, aucun de ses administrateurs n'est directeur de funérailles,
 - (ii) un propriétaire unique, il n'est pas directeur de funérailles,
 - (iii) une société de personnes, aucun de ses associés n'est directeur de funérailles,
 - (iv) une personne morale simple, la personne prescrite n'est pas directeur de funérailles;
 - f) dans le cas de l'auteur d'une demande de permis d'exploitation de cimetière, de crématoire, de résidence funéraire, d'entreprise de vente au détail de cercueils ou de repères ou de service de transfert, ou de renouvellement d'un tel permis :
 - (i) soit de l'avis du registrateur, lui-même ou ses employés-cadres ne possèdent ni l'expérience ni la compétence voulues pour gérer l'entreprise conformément à la loi,
 - (ii) soit il n'est pas en mesure de fournir les ressources et installations nécessaires à la gestion d'une entreprise,
 - (iii) soit le registrateur a des motifs raisonnables de croire que son exploitation de l'entreprise risque de porter atteinte à la santé publique, à la sécurité publique ou à la décence;
 - g) lui-même ou toute autre personne prescrite ne satisfait pas aux exigences prescrites en matière de formation;
 - h) il s'agit d'une personne morale et, selon le cas :
 - (i) compte tenu de sa situation financière ou de celle d'une personne intéressée à son égard, il n'y a pas raisonnablement lieu de s'attendre à ce qu'il pratique une saine gestion financière dans l'exploitation de son entreprise,
 - (ii) compte tenu de la situation financière de ses dirigeants ou administrateurs ou d'une personne intéressée à leur égard, il n'y a pas raisonnablement lieu de s'attendre à ce qu'il pratique une saine gestion financière dans l'exploitation de son entreprise,

- (iii) the past conduct of its officers or directors or of an interested person in respect of its officers or directors or of an interested person in respect of the corporation affords reasonable grounds for belief that its business will not be carried on in accordance with the law and with integrity and honesty, or
- (iv) an officer or director of the corporation makes a false statement or provides a false statement in an application for a licence or for renewal of a licence.

Licence not transferable

- (2) A licence is not transferable.

Interested persons

(3) For the purposes of subsection (1), a person shall be deemed to be an interested person in respect of another person if, in the opinion of the registrar,

- (a) the person has or may have a beneficial interest in the other person's business;
- (b) the person exercises or may exercise control either directly or indirectly over the other person; or
- (c) the person has provided or may have provided financing either directly or indirectly to the other person's business.

Disclosure upon application Corporations

15. (1) Upon being issued a licence or a renewal of a licence, an applicant that is a corporation shall disclose to the registrar the identity of any shareholders or any associated shareholders that beneficially own or control 10 per cent or more of the equity shares issued and outstanding at the time of the issuance of the licence or of its renewal, as the case may be.

Calculating number of shares

(2) In calculating the total number of equity shares of the corporation beneficially owned or controlled for the purposes of this section, the total number shall be calculated as the total number of all shares beneficially owned or controlled, but each share that carries the right to more than one vote shall be calculated as the number of shares equalling the total number of votes carried.

Individuals

(3) If an applicant for a licence or a renewal of a licence intends to be employed by more than one operator or intends to operate a licensed business and be employed by another operator, the applicant shall disclose this fact to the registrar and to any operator by whom he or she is employed or intends to be employed.

Change in employer

(4) A licensee who is employed by an operator shall disclose such information as may be prescribed to the

- (iii) la conduite antérieure de ses dirigeants ou administrateurs ou celle d'une personne intéressée à leur égard ou à son propre égard offre des motifs raisonnables de croire que son entreprise ne sera pas exploitée conformément à la loi ni avec intégrité et honnêteté,

- (iv) un de ses dirigeants ou administrateurs fait ou fournit une fausse déclaration dans une demande de permis ou de renouvellement de permis.

Non-transférabilité

- (2) Les permis ne sont pas transférables.

Personnes intéressées

(3) Pour l'application du paragraphe (1), une personne est réputée intéressée à l'égard d'une autre si, de l'avis du registrateur :

- a) soit elle a ou peut avoir un intérêt bénéficiaire dans l'entreprise de l'autre personne;
- b) soit elle contrôle ou peut contrôler, directement ou indirectement, l'autre personne;
- c) soit elle a ou peut avoir fourni un financement, directement ou indirectement, à l'entreprise de l'autre personne.

Divulgence au moment de la demande Personnes morales

15. (1) Au moment de la délivrance de son permis ou du renouvellement de celui-ci, l'auteur d'une demande qui est une personne morale divulgue au registrateur l'identité des actionnaires ou des actionnaires associés qui détiennent à titre bénéficiaire au moins 10 pour cent de ses actions participantes émises et en circulation au moment de la délivrance du permis ou de son renouvellement, selon le cas, ou qui exercent un contrôle sur une telle tranche.

Calcul des actions

(2) Pour l'application du présent article, il est tenu compte, dans le calcul du nombre total des actions participantes de la personne morale qui sont détenues à titre bénéficiaire ou sur lesquelles est exercé un contrôle, de toutes les actions concernées. Toutefois, les actions auxquelles est rattaché le droit à plus d'une voix sont comptées comme si leur nombre était égal au nombre total de voix qui leur est rattaché.

Particuliers

(3) L'auteur d'une demande de permis ou de renouvellement d'un permis qui a l'intention soit d'être employé par plus d'un exploitant, soit d'exploiter une entreprise pour laquelle il a obtenu un permis et d'être employé par un autre exploitant doit divulguer ces faits au registrateur et à tout exploitant qui l'emploie ou par lequel il a l'intention d'être employé.

Changement d'employeur

(4) Le titulaire de permis qui est employé par un exploitant divulgue les renseignements prescrits au registra-

registrar and to the operator within the prescribed time if the licensee changes employment or begins working as an employee for another operator.

Conditions

16. (1) A licence is subject to such conditions as are consented to by the applicant or licensee, imposed by the registrar under subsection (2), ordered by the Tribunal or prescribed by regulation.

Same

- (2) Subject to section 18, the registrar may,
 - (a) issue or renew the licence, subject to such conditions as he or she considers appropriate; and
 - (b) at any time, attach such conditions as he or she considers appropriate to a licence.

Revocation, refusal to issue or renew, etc.

17. (1) Subject to section 18, the registrar may refuse to issue a licence or to renew a licence or may suspend or revoke a licence if, in his or her opinion, the applicant or licensee is not eligible for a licence under section 14 or the licensee is in breach of a condition of his or her licence.

Limitation re: suspension of operation of cemetery

(2) Despite subsection (1), the registrar shall not suspend or revoke a licence to operate a cemetery unless the director has appointed a manager in accordance with section 25 to operate the cemetery instead of the person who is licensed to operate it.

Notice and hearing

18. (1) The registrar shall notify an applicant or licensee in writing if he or she proposes to,

- (a) refuse to issue or renew a licence;
- (b) suspend or revoke a licence; or
- (c) apply conditions to a licence or renewal of a licence to which the applicant or licensee has not consented.

Content of notice

(2) The notice of proposal shall set out the reasons for the proposed action and shall state that the applicant or licensee is entitled to a hearing by the Tribunal if the applicant or licensee mails or delivers, within 15 days after service of the notice, a written request for a hearing to the registrar and to the Tribunal.

Service

(3) The notice of proposal shall be served on the applicant or licensee in accordance with section 20.

Where no request for hearing

(4) If an applicant or licensee does not request a hearing in accordance with subsection (2), the registrar may carry out the proposal.

teur et à l'exploitant dans le délai prescrit s'il change d'emploi ou commence à travailler comme employé d'un autre exploitant.

Conditions

16. (1) Le permis est assujéti aux conditions auxquelles consent l'auteur de la demande ou le titulaire de permis, dont le registrateur l'a assorti en vertu du paragraphe (2), que le Tribunal impose par ordonnance ou que prescrivent les règlements.

Idem

- (2) Sous réserve de l'article 18, le registrateur peut :
 - a) d'une part, délivrer ou renouveler le permis aux conditions qu'il estime appropriées;
 - b) d'autre part, en tout temps assortir un permis des conditions qu'il estime appropriées.

Révocation ou refus de délivrer ou de renouveler

17. (1) Sous réserve de l'article 18, le registrateur peut refuser de délivrer ou de renouveler un permis ou peut suspendre ou révoquer un permis s'il est d'avis que l'auteur de la demande ou le titulaire du permis n'a pas le droit à un permis en application de l'article 14 ou que le titulaire enfreint une condition de son permis.

Restriction : suspension de l'exploitation d'un cimetière

(2) Malgré le paragraphe (1), le registrateur ne doit pas suspendre ou révoquer un permis d'exploitation de cimetière à moins que le directeur nomme un administrateur conformément à l'article 25 pour exploiter le cimetière à la place du titulaire du permis d'exploitation.

Avis et audience

18. (1) Le registrateur avise par écrit l'auteur d'une demande ou le titulaire d'un permis de son intention :

- a) soit de refuser de délivrer ou de renouveler un permis;
- b) soit de suspendre ou de révoquer un permis;
- c) soit d'assortir un permis ou son renouvellement de conditions que l'un ou l'autre n'a pas acceptées.

Contenu de l'avis

(2) L'avis d'intention énonce les motifs de la mesure envisagée et indique que l'auteur de la demande ou le titulaire du permis a droit à une audience devant le Tribunal à la condition de poster ou de remettre une demande écrite d'audience au registrateur et au Tribunal dans les 15 jours qui suivent la signification de l'avis.

Signification

(3) L'avis d'intention est signifié à l'auteur de la demande ou au titulaire du permis conformément à l'article 20.

Aucune demande d'audience

(4) Le registrateur peut donner suite à son intention si l'auteur de la demande ou le titulaire du permis ne demande pas d'audience conformément au paragraphe (2).

Hearing and order

(5) If a hearing is requested, the Tribunal shall hold the hearing and may by order direct the registrar to carry out the registrar's proposal or substitute its opinion for that of the registrar and may attach conditions to its order or to a licence.

Parties

(6) The registrar, the applicant or licensee and such other persons as the Tribunal may specify are parties to the proceedings under this section.

Immediate effect pending appeal

(7) Even if a licensee appeals an order of the Tribunal under section 11 of the *Licence Appeal Tribunal Act, 1999*, the order takes effect immediately but the Tribunal may grant a stay until the disposition of the appeal.

Immediate suspension

19. (1) If the registrar proposes to suspend or revoke a licence under section 17 and if the registrar considers it in the public interest to do so, the registrar may by order temporarily suspend the licence.

Immediate effect

(2) An order under subsection (1) takes effect immediately.

Expiry of order

(3) If a hearing is requested under section 18,

- (a) the order expires 15 days after the written request for a hearing is received by the Tribunal; or
- (b) the Tribunal may extend the time of expiration until the hearing is concluded, if a hearing is commenced within the 15-day period referred to in clause (a).

Same

(4) Despite subsection (3), if it is satisfied that the conduct of the licensee has delayed the commencement of the hearing, the Tribunal may extend the time of the expiration for the order,

- (a) until the hearing commences; and
- (b) once the hearing commences, until the hearing is concluded.

Service requirements for hearing request

20. (1) A request for a hearing under section 18 is sufficiently served if delivered personally or if sent by registered mail or by such other manner as may be prescribed to the registrar and to the Tribunal.

Same

(2) If service is made by registered mail, it shall be deemed to be made on the third day after the day of mailing.

Audience et ordonnance

(5) Le Tribunal doit tenir l'audience s'il en est demandé une. Il peut, par ordonnance, enjoindre au registrateur de donner suite à son intention ou substituer son opinion à la sienne et il peut assortir son ordonnance ou le permis de conditions.

Parties

(6) Le registrateur, l'auteur de la demande ou le titulaire du permis et les autres personnes que précise le Tribunal sont parties à l'instance visée au présent article.

Effet immédiat

(7) Même si le titulaire du permis interjette appel d'une ordonnance du Tribunal en vertu de l'article 11 de la *Loi de 1999 sur le Tribunal d'appel en matière de permis*, l'ordonnance entre en vigueur immédiatement; toutefois, le Tribunal peut surseoir à son exécution jusqu'à ce qu'il soit statué sur l'appel.

Suspension immédiate

19. (1) Le registrateur peut ordonner la suspension temporaire d'un permis s'il a l'intention de le suspendre ou de le révoquer en vertu de l'article 17 et qu'il estime qu'il est dans l'intérêt public de le faire.

Entrée en vigueur immédiate

(2) L'ordonnance prévue au paragraphe (1) entre en vigueur immédiatement.

Expiration de l'ordonnance

(3) Si une audience est demandée en vertu de l'article 18 :

- a) l'ordonnance expire 15 jours après la réception de la demande écrite d'audience par le Tribunal;
- b) le Tribunal peut proroger la date d'expiration jusqu'à la conclusion de l'audience, si elle a débuté pendant le délai de 15 jours visé à l'alinéa a).

Idem

(4) Malgré le paragraphe (3), s'il est convaincu que la conduite de la personne inscrite a retardé le début de l'audience, le Tribunal peut proroger la date d'expiration de l'ordonnance :

- a) jusqu'au début de l'audience;
- b) une fois l'audience commencée, jusqu'à sa conclusion.

Signification de la demande d'audience

20. (1) La demande d'audience visée à l'article 18 est valablement signifiée si elle est remise à personne ou envoyée au registrateur et au Tribunal par courrier recommandé ou d'une autre manière prescrite.

Idem

(2) La signification faite par courrier recommandé est réputée faite le troisième jour qui suit la date de la mise à la poste.

Other methods

(3) Despite this section, the Tribunal may order any other method of service.

Voluntary cancellation

21. The registrar may cancel a licence upon the request in writing of the licensee and section 18 does not apply to the cancellation.

Continuation pending renewal

22. If, within the time prescribed or, if no time is prescribed, before the expiry of the licensee's licence, the licensee has applied for renewal of a licence and paid the fee required under section 108, the licence shall be deemed to continue,

- (a) until the renewal is granted; or
- (b) if the licensee is served notice that the registrar proposes to refuse to grant the renewal, until the time for requesting a hearing has expired or, if a hearing is requested, until the Tribunal makes its order.

Information re: cemetery

23. (1) Every cemetery operator shall file with the registrar such information as may be prescribed at such time and in such manner as may be prescribed.

Failure to file information

(2) An operator who fails to file the information in accordance with subsection (1) shall, upon receiving notice of the failure from the registrar, do or cease to do such things as are prescribed.

Further application

24. A person who is refused a licence or a renewal of a licence or whose licence is revoked may reapply for a licence only if,

- (a) the time prescribed to reapply has passed since the refusal, revocation or refusal to renew; and
- (b) new or other evidence is available or it is clear that material circumstances have changed.

Appointment of manager

25. (1) The director may appoint a manager to operate a cemetery in the place of the person who is licensed to operate the cemetery if,

- (a) the director has reasonable and probable grounds, based on a statement under oath, to believe that the person licensed to operate the cemetery is doing or is about to do something in the operation of the cemetery that,
 - (i) creates or is likely to create a risk to public health, safety or decency, or
 - (ii) is causing or is likely to cause financial loss to members of the public; or

Autres modes

(3) Malgré le présent article, le Tribunal peut ordonner le recours à un autre mode de signification.

Annulation volontaire

21. Le registrateur peut annuler un permis à la demande écrite de son titulaire et l'article 18 ne s'applique pas à l'annulation.

Maintien jusqu'au renouvellement

22. Si, dans le délai prescrit ou, à défaut, avant l'expiration de son permis, le titulaire en demande le renouvellement et acquitte les droits exigés en application de l'article 108, le permis est réputé en vigueur :

- a) soit jusqu'à ce que le renouvellement soit accordé;
- b) soit, si le registrateur lui signifie un avis de son intention de ne pas accorder le renouvellement, jusqu'à l'expiration du délai imparti pour demander une audience ou, si une audience est demandée, jusqu'à ce que le Tribunal rende son ordonnance.

Renseignements : cimetière

23. (1) Les exploitants de cimetière déposent auprès du registrateur les renseignements prescrits au moment prescrit et de la manière prescrite.

Omission de déposer les renseignements

(2) L'exploitant qui ne dépose pas les renseignements conformément au paragraphe (1) fait ou cesse de faire toute chose prescrite dès qu'il reçoit l'avis du registrateur l'informant de l'omission.

Demande ultérieure

24. La personne qui se voit refuser un permis ou le renouvellement de son permis ou dont le permis est révoqué ne peut présenter une nouvelle demande de permis que si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le délai prescrit pour présenter une nouvelle demande s'est écoulé depuis le refus, la révocation ou le refus du renouvellement;
- b) il existe de nouvelles preuves ou des preuves supplémentaires ou il est évident que des circonstances importantes ont changé.

Nomination d'un administrateur

25. (1) Le directeur peut nommer un administrateur chargé d'exploiter un cimetière à la place du titulaire de son permis d'exploitation dans les cas suivants :

- a) le directeur, sur la foi d'une déclaration faite sous serment, a des motifs raisonnables et probables de croire que le titulaire du permis est en train ou sur le point de faire, dans le cadre de l'exploitation du cimetière, quelque chose qui :
 - (i) soit porte atteinte ou risque de porter atteinte à la santé publique, à la sécurité publique ou à la décence,
 - (ii) soit entraîne ou risque d'entraîner une perte financière pour des membres du public;

- (b) the licence of the person who operates the cemetery is suspended or revoked.

Powers of manager

(2) A manager appointed under subsection (1) has all the powers of the person licensed to operate the cemetery with respect to the operation of the cemetery and may,

- (a) exclude the cemetery operator or the cemetery owner from the premises of the business; or
- (b) if the cemetery operator or the cemetery owner is a corporation, exclude the directors and officers of the corporation from the premises of the business.

Effect of appointment

(3) From the time a manager is appointed under subsection (1) until the day the appointment is cancelled, the person licensed to operate the cemetery shall not deal with any assets or trust funds relating to the cemetery and shall not be involved in the operation of the cemetery.

Cancellation

(4) Any person affected by an appointment of a manager may apply to a judge of the Superior Court of Justice for an order cancelling the appointment and the order may include such directions and conditions as seems appropriate.

Notice of transfer of shares

26. (1) In addition to the disclosure required under subsection 15 (1), every licensee that is a corporation shall notify the registrar in writing within 30 days after the issue or the transfer of any equity shares if the issue or transfer results in any one shareholder or any associated shareholders,

- (a) acquiring or accumulating beneficial ownership or control of 10 per cent or more of the total number of all issued and outstanding equity shares of the licensee; or
- (b) increasing such holding, if the shareholder or associated shareholders already beneficially owned or controlled 10 per cent or more of the total number of all issued and outstanding equity shares before the issue or transfer.

Same

(2) Despite subsection (1), if a licensee that is a corporation becomes aware of a transfer that otherwise falls into subsection (1) after the transfer has taken place, it shall notify the registrar in writing within 30 days after knowledge of the transfer comes to the attention of its officers or directors.

Calculation of total number of equity shares

(3) In calculating the total number of equity shares of the corporation beneficially owned or controlled for the purpose of this section, the total number shall be calculated as the total of all the shares beneficially owned or controlled, but each share that carries the right to more

- b) le permis de l'exploitant du cimetière est suspendu ou révoqué.

Pouvoirs de l'administrateur

(2) L'administrateur nommé en vertu du paragraphe (1) a tous les pouvoirs du titulaire du permis d'exploitation du cimetière en ce qui a trait à son exploitation et il peut :

- a) soit interdire l'accès aux locaux de l'entreprise à l'exploitant ou au propriétaire du cimetière;
- b) soit, si l'exploitant ou le propriétaire du cimetière est une personne morale, interdire l'accès aux locaux de l'entreprise à ses administrateurs et dirigeants.

Effet de la nomination

(3) À partir du moment où un administrateur est nommé en vertu du paragraphe (1) et jusqu'à la révocation de sa nomination, le titulaire du permis d'exploitation du cimetière ne doit administrer aucun fonds en fiducie ni aucun bien y ayant trait, ni participer à son exploitation.

Révocation

(4) Quiconque est concerné par la nomination d'un administrateur peut, par voie de requête, demander à un juge de la Cour supérieure de justice de rendre une ordonnance révoquant la nomination. L'ordonnance peut être assortie des directives et conditions qui semblent appropriées.

Avis de transfert d'actions

26. (1) Outre la divulgation exigée par le paragraphe 15 (1), chaque titulaire d'un permis qui est une personne morale avise le registrateur par écrit dans les 30 jours qui suivent l'émission ou le transfert d'actions participantes, si cette émission ou ce transfert a pour résultat qu'un actionnaire ou des actionnaires associés :

- a) soit acquièrent, d'un seul coup ou progressivement, la propriété bénéficiaire ou le contrôle d'au moins 10 pour cent du total de ses actions participantes émises et en circulation;
- b) soit augmentent ce pourcentage, s'ils sont déjà propriétaires bénéficiaires d'au moins 10 pour cent du total des actions participantes émises et en circulation avant l'émission ou le transfert ou qu'ils exercent alors un contrôle sur une telle tranche.

Idem

(2) Malgré le paragraphe (1), si le titulaire de permis qui est une personne morale apprend après le fait qu'un transfert visé par ailleurs à ce paragraphe a été effectué, elle en avise le registrateur par écrit dans les 30 jours qui suivent la date où le transfert est venu à la connaissance de ses dirigeants ou administrateurs.

Calcul des actions

(3) Pour l'application du présent article, il est tenu compte, dans le calcul du nombre total des actions participantes de la personne morale qui sont détenues à titre bénéficiaire ou sur lesquelles est exercé un contrôle, de toutes les actions concernées. Toutefois, les actions aux-

than one vote shall be calculated as the number of shares equalling the total number of votes it carries.

PART V CONSUMER PROTECTION

GENERAL

False advertising

27. No licensee shall make a false, misleading or deceptive statement in any advertisement, circular, pamphlet or material published or distributed by any means relating to the sale or provision of any licensed supplies or services.

Order of registrar re: false advertising

28. (1) Where the registrar believes on reasonable grounds that a licensee is making a false, misleading or deceptive statement in any advertisement, circular, pamphlet or similar material published by any means, the registrar may,

- (a) order the cessation of the use of such material;
- (b) order the licensee to retract the statement or publish a correction of equal prominence to the original publication; or
- (c) order both a cessation described in clause (a) and a retraction or correction described in clause (b).

Notice and hearing

(2) Section 18 applies with necessary modifications to an order under this section in the same manner as to a proposal by the registrar to refuse to issue a licence.

Effect

(3) The order of the registrar shall take effect immediately, but the Tribunal may grant a stay until the registrar's order becomes final.

Preapproval

(4) If the licensee does not appeal an order under this section or if the order or a variation of it is upheld by the Tribunal, the licensee shall, upon the request of the registrar, submit all statements in any advertisement, circular, pamphlet or similar material to the registrar for approval before publication for such period as may be prescribed.

Prohibitions against soliciting

By phone or in person

29. (1) No licensee or other person shall contact, by telephone or in person, a person for the purpose of soliciting the making of, or negotiating, a contract for the sale or provision of a licensed supply or service.

Vulnerable persons

(2) No licensee or other person shall contact, by any means, a person in a hospital, nursing home, home for the

quelles est rattaché le droit à plus d'une voix sont comptées comme si leur nombre était égal au nombre total de voix qui leur est rattaché.

PARTIE V PROTECTION DU CONSOMMATEUR

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Publicité mensongère

27. Un titulaire de permis ne doit pas faire de déclarations fausses, mensongères ou trompeuses dans une annonce, une circulaire, une brochure ou un document, publié ou diffusé de quelque façon que ce soit, qui concerne la vente ou la fourniture de services ou de fournitures autorisés.

Ordonnance du registrateur : publicité mensongère

28. (1) S'il a des motifs raisonnables de croire que le titulaire de permis fait une déclaration fausse, mensongère ou trompeuse dans une annonce, une circulaire, une brochure ou un document semblable publié par tout moyen, le registrateur peut :

- a) soit ordonner la cessation de l'utilisation de ces documents;
- b) soit lui ordonner de rétracter la déclaration ou de publier une correction de même importance que l'original;
- c) soit ordonner à la fois la cessation visée à l'alinéa a) et la rétractation ou la correction visée à l'alinéa b).

Avis et audience

(2) L'article 18 s'applique, avec les adaptations nécessaires, à une ordonnance visée au présent article de la même manière qu'à l'intention du registrateur de refuser de délivrer un permis.

Effet

(3) L'ordonnance du registrateur entre en vigueur immédiatement, mais le Tribunal peut surseoir à son exécution jusqu'à ce qu'elle devienne définitive.

Approbation préalable

(4) S'il n'interjette pas appel de l'ordonnance visée au présent article ou que le Tribunal confirme l'ordonnance dans sa version originale ou modifiée, le titulaire du permis, à la demande du registrateur, soumet à son approbation pendant la période prescrite, et ce avant sa publication, toute déclaration faite dans une annonce, une circulaire, une brochure ou un document semblable.

Interdiction de la sollicitation

Par téléphone ou en personne

29. (1) Ni le titulaire de permis ni aucune autre personne ne doit communiquer, par téléphone ou en personne, avec un tiers afin de solliciter la conclusion ou la négociation d'un contrat de vente ou de fourniture de services ou de fournitures autorisés.

Personnes vulnérables

(2) Ni le titulaire de permis ni aucune autre personne ne doit communiquer de quelque façon que ce soit avec

aged, hospice or such other institution as may be prescribed for the purpose of soliciting the making of, or negotiating, a contract for the sale or provision of a licensed supply or service.

Exception

- (3) This section does not prohibit a licensee from,
- (a) contacting a person at the request of that person; or
 - (b) contacting another licensee for the purpose of soliciting the making of, or negotiating, a contract referred to in subsection (1) if the supplies or services sold or provided under the contract are not for the personal use or benefit of the other licensee.

False information

30. No licensee shall,
- (a) falsify, assist in falsifying or induce or counsel another person to falsify or assist in falsifying any information or document relating to the sale or provision of any licensed supplies or services; or
 - (b) make a misleading or deceptive statement, or assist, induce or counsel another person to make a misleading or deceptive statement, in any information or document relating to the sale or provision of any licensed supplies or services.

Furnishing false information

31. No licensee shall furnish, assist in furnishing or induce or counsel another person to furnish or assist in furnishing any false, misleading or deceptive information or documents relating to the sale or provision of any licensed supplies or services.

Disclosure by licensee

32. (1) A licensee shall disclose such information as may be prescribed to such persons as may be prescribed and shall make the disclosure at such time and in such a manner as may be prescribed.

Remedies

(2) If a licensee fails to make a disclosure as required under subsection (1) or fails to do so in a timely way, in addition to any other remedies that may be available, the person to whom disclosure should have been made is entitled to such other remedies as may be prescribed.

Price list

33. (1) Every operator shall maintain a price list of the licensed supplies and services that are provided by the operator in accordance with the regulations.

Price list available to public

(2) Every licensee shall make the price list maintained under subsection (1) available to the public in accordance with the regulations.

une personne qui se trouve dans un hôpital, une maison de soins infirmiers, un foyer pour personnes âgées, un hospice ou un établissement prescrit afin de solliciter la conclusion ou la négociation d'un contrat de vente ou de fourniture de services ou de fournitures autorisés.

Exception

- (3) Le présent article n'a pas pour effet d'interdire à un titulaire de permis :
- a) soit d'entrer en communication avec une personne qui en fait la demande;
 - b) soit d'entrer en communication avec un autre titulaire de permis afin de solliciter la conclusion ou la négociation d'un contrat visé au paragraphe (1) si les fournitures ou les services vendus ou fournis aux termes du contrat ne sont pas destinés à être utilisés personnellement par lui ni à son avantage personnel.

Faux renseignements

30. Nul titulaire de permis ne doit :
- a) falsifier ou aider à falsifier des renseignements ou des documents ayant trait à la vente ou la fourniture de services ou de fournitures autorisés, ni inciter une autre personne à le faire ou à aider à le faire, ni le lui conseiller;
 - b) faire de déclarations mensongères ou trompeuses dans des renseignements ou un document ayant trait à la vente ou à la fourniture de services ou de fournitures autorisés, ni inciter une autre personne à le faire ou à aider à le faire, ni le lui conseiller.

Communication de faux renseignements

31. Nul titulaire de permis ne doit fournir ou aider à fournir des renseignements ou des documents faux, mensongers ou trompeurs ayant trait à la vente ou à la fourniture de services ou de fournitures autorisés, ni inciter une autre personne à le faire ou à aider à le faire, ni le lui conseiller.

Divulgaration par le titulaire de permis

32. (1) Le titulaire de permis divulgue les renseignements prescrits aux personnes prescrites, au moment prescrit et de la manière prescrite.

Recours

(2) Si le titulaire de permis ne fait pas la divulgation exigée par le paragraphe (1) ou ne la fait pas en temps opportun, la personne à qui il devait la faire a droit aux recours prescrits, outre ceux qui existent par ailleurs.

Tarif

33. (1) L'exploitant tient à jour, conformément aux règlements, un tarif des services et des fournitures autorisés qu'il fournit.

Tarif accessible au public

(2) Le titulaire de permis met le tarif qu'il tient à jour en application du paragraphe (1) à la disposition du public conformément aux règlements.

Prohibition: exceeding listed price

34. (1) No licensee shall charge, collect or receive any amount of money for a licensed supply or service that is more than the price indicated on the price list maintained under section 33.

Repayment

(2) A licensee who charges, collects or receives an amount of money for a licensed supply or service that is more than the price indicated on the price list or, if the price for the supply or service sold is not on the price list, more than the price charged for a similar supply or service, shall repay the difference to the purchaser.

Good standing

35. (1) No operator shall enter into a contract for the sale or provision of licensed supplies or services unless the operator has made such payments to the prescribed compensation scheme as may be required by regulation.

Same

(2) An operator shall ensure that no person enters into a contract for the sale or provision of licensed supplies and services on the operator's behalf unless the operator has made such payments to the prescribed compensation scheme as may be required by regulation.

One contract

36. If a licensee agrees to sell or provide licensed supplies or services for the benefit of a person, all the licensed supplies or services to be sold or provided for the benefit of that person shall be included in a single contract.

Guaranteed prices

37. No licensee shall enter into a contract that guarantees the price of a particular licensed supply or service that is to be provided at a future date, unless the contract guarantees the price of all licensed supplies and services to be provided under the contract.

Contract price

38. If money is paid under a contract for the sale or provision of licensed supplies and services in advance of the provision of the supplies and services and, subsequent to the payment but before the provision of the supplies and services, the price for the supplies and services indicated on the operator's price list increases or decreases,

- (a) in the case of an increase, the operator shall not charge the purchaser any additional amount in respect of the increase; and
- (b) in the case of a decrease, the operator shall, upon the provision of the supplies or services, refund to the purchaser an amount equal to the difference between the lower price indicated on the price list and the amount paid by the purchaser under the contract.

Storage of supplies

39. An operator who sells a prescribed licensed supply in advance of the use of the supply shall, in the prescribed

Interdiction : somme supérieure au tarif

34. (1) Nul titulaire de permis ne doit exiger, percevoir ni recevoir pour des services ou des fournitures autorisés une somme supérieure au prix prévu au tarif tenu à jour en application de l'article 33.

Remboursement

(2) Le titulaire de permis qui exige, perçoit ou reçoit, pour des services ou des fournitures autorisés, une somme supérieure au prix prévu au tarif ou, si le prix des fournitures ou des services vendus ne figure pas au tarif, une somme supérieure au prix exigé pour des fournitures ou des services semblables, doit rembourser la différence à l'acquéreur.

Participation au fonds

35. (1) Nul exploitant ne doit conclure de contrat de vente ou de fourniture de services ou de fournitures autorisés à moins d'avoir versé au régime d'indemnisation prescrit les sommes qu'exigent les règlements.

Idem

(2) L'exploitant veille à ce que personne ne conclue de contrat de vente ou de fourniture de services ou de fournitures autorisés pour son compte à moins qu'il n'ait versé au régime d'indemnisation prescrit les sommes qu'exigent les règlements.

Un seul contrat

36. Si le titulaire de permis convient de vendre ou de fournir des services ou des fournitures autorisés destinés à une personne, toutes ces fournitures et tous ces services doivent être inclus dans un seul contrat.

Prix garantis

37. Nul titulaire de permis ne doit conclure de contrat garantissant le prix d'une fourniture ou d'un service autorisé précis à fournir à une date ultérieure sans que le contrat ne garantisse le prix de toutes les fournitures et de tous les services autorisés à fournir à ses termes.

Prix contractuel

38. Si des sommes sont payées aux termes d'un contrat de vente ou de fourniture de services ou de fournitures autorisés avant leur fourniture et que, après le paiement mais avant cette dernière, le prix des fournitures ou des services qui figure au tarif de l'exploitant augmente ou diminue :

- a) dans le cas d'une augmentation, l'exploitant ne doit pas demander plus d'argent à l'acquéreur au titre de l'augmentation;
- b) dans le cas d'une diminution, l'exploitant rembourse à l'acquéreur, dès que les fournitures ou les services sont fournis, l'excédent de la somme payée aux termes du contrat sur le prix plus bas figurant au tarif.

Entreposage des fournitures

39. L'exploitant qui vend des fournitures autorisées prescrites avant leur utilisation doit, dans les conditions

circumstances, store the supply, or ensure that the supply is stored by another person, in accordance with the regulations.

Contract requirements

40. (1) A contract for the provision of licensed supplies or services is not enforceable by an operator unless,

- (a) the contract is written, signed by both parties and complies with the regulations;
- (b) the contract sets out the purchaser's cancellation rights under this Act;
- (c) the contract sets out all the supplies and services to be provided and the price charged for each of them;
- (d) the operator delivers a signed copy of the contract to the purchaser in the prescribed manner;
- (e) in the case of a contract for the purchase of interment rights, the operator delivers to the purchaser,
 - (i) a copy of the by-laws of the cemetery and written notice as to whether the by-laws of the cemetery permit the purchaser to resell the interment rights to a third party, and
 - (ii) a description of the location of the lot that is purchased;
- (f) in the case of a contract for the purchase of scattering rights, the operator delivers to the purchaser,
 - (i) a copy of the by-laws of the cemetery and written notice as to whether the by-laws of the cemetery permit the purchaser to resell the scattering rights to a third party, and
 - (ii) a description of the location of the scattering ground where the rights may be exercised;
- (g) in the case of a contract for the purchase of crematorium supplies and services, the operator delivers to the purchaser a copy of the crematorium's by-laws; and
- (h) such other requirements as may be prescribed are met.

Right of action

(2) A purchaser under a contract that does not meet the requirements of clauses (1) (a), (b) or (c) or in respect of which the operator has not complied with the requirements of clauses (1) (d), (e), (f), (g) or (h) may bring an action in a court of competent jurisdiction to recover any amounts paid under the contract together with costs if,

- (a) the purchaser has given the operator notice of cancellation under subsection 41 (1); and
- (b) the operator has refused to pay the purchaser the amount payable under subsection 41 (2).

prescrites, les entreposer conformément aux règlements ou veiller à ce qu'elles le soient par une autre personne.

Conditions d'exécution du contrat

40. (1) L'exploitant ne peut forcer l'exécution d'un contrat de fourniture de services ou de fournitures autorisés que si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le contrat est écrit, signé par les deux parties et conforme aux règlements;
- b) le contrat énonce les droits de résiliation que la présente loi confère à l'acquéreur;
- c) le contrat énonce tous les services et fournitures qui doivent être fournis ainsi que le prix de chacun d'eux;
- d) l'exploitant remet une copie signée du contrat à l'acquéreur de la manière prescrite;
- e) s'il s'agit d'un contrat d'achat de droits d'inhumation, l'exploitant remet à l'acquéreur :
 - (i) un exemplaire des règlements administratifs du cimetière et un avis écrit précisant s'ils l'autorisent ou non à revendre les droits d'inhumation à un tiers,
 - (ii) une description de l'emplacement de la sépulture achetée;
- f) s'il s'agit d'un contrat d'achat de droits de dispersion, l'exploitant remet à l'acquéreur :
 - (i) un exemplaire des règlements administratifs du cimetière et un avis écrit précisant s'ils l'autorisent ou non à revendre les droits de dispersion à un tiers,
 - (ii) une description de l'emplacement de l'aire de dispersion où les droits peuvent être exercés;
- g) s'il s'agit d'un contrat d'achat de services ou de fournitures de crématoire, l'exploitant remet à l'acquéreur un exemplaire des règlements administratifs du crématoire;
- h) les autres exigences prescrites sont respectées.

Droit d'action

(2) L'acquéreur visé à un contrat qui ne satisfait pas aux exigences des alinéas (1) a), b) ou c) ou à l'égard duquel l'exploitant n'a pas observé les exigences des alinéas (1) d), e), f), g) ou h) peut intenter une action devant le tribunal compétent en vue de recouvrer les sommes versées aux termes du contrat ainsi que les dépens, si les conditions suivantes sont remplies :

- a) l'acquéreur a remis à l'exploitant l'avis de résiliation prévu au paragraphe 41 (1);
- b) l'exploitant a refusé de payer à l'acquéreur les sommes à payer en application du paragraphe 41 (2).

Joint liability in funeral establishments

(3) If a person is entitled to the repayment of money paid for or on account of funeral services, the operator of the funeral establishment, the funeral director who manages the funeral establishment and any funeral director employed in the funeral establishment who received the money or any part thereof are liable jointly and severally with any other person who is liable for the repayment of the money.

Cancellation, unenforceable contract

41. (1) A purchaser under a contract that is not enforceable by the operator under subsection 40 (1) may cancel the contract at any time after it is made by giving the operator written notice of cancellation.

Refund

(2) An operator who receives a notice of cancellation under subsection (1) shall, within 30 days of receiving the notice, refund to the purchaser all money received under the contract together with any income earned on that money.

Where contract performed

(3) Subsections (1) and (2) apply even though the licensed supplies and services provided for under the contract have been delivered or performed.

Repossession or return of supplies

(4) If licensed supplies were delivered under a contract that is cancelled under this section, the purchaser shall, subject to the regulations,

- (a) permit the supplies to be repossessed by the operator who delivered them;
- (b) return the supplies to the operator; or
- (c) deal with them in such manner as may be prescribed.

Reasonable care

(5) If a purchaser cancels a contract under this section, the purchaser shall take reasonable care of the licensed supplies delivered to the purchaser under the contract for the prescribed period.

30-day cooling-off period

42. (1) If a purchaser enters into a contract for the provision of licensed supplies and services and all of the requirements in subsection 40 (1) are met, the purchaser is entitled to cancel the contract at any time within 30 days after the day on which the last of the requirements described in subsection 40 (1) is met.

Notice

(2) A purchaser may cancel a contract under subsection (1) by giving the operator written notice of the cancellation.

Refund

(3) An operator who receives a notice of cancellation under subsection (2) shall, within 30 days after receiving the notice, refund to the purchaser all money received

Responsabilité conjointe dans les résidences funéraires

(3) Lorsqu'une personne a droit au remboursement de sommes versées en contrepartie de services funéraires ou à valoir sur ceux-ci, les personnes qui les ont reçues en totalité ou en partie, qu'il s'agisse de l'exploitant de la résidence funéraire, du directeur de funérailles qui la gère ou de tout directeur de funérailles qui y est employé, sont conjointement et individuellement responsables avec toute autre personne tenue de les rembourser.

Résiliation : contrat inexécutable

41. (1) L'acquéreur visé par un contrat dont l'exploitant ne peut forcer l'exécution en raison de l'application du paragraphe 40 (1) peut le résilier en tout temps après sa conclusion en remettant à l'exploitant un avis écrit de résiliation.

Remboursement

(2) L'exploitant qui reçoit un avis de résiliation en vertu du paragraphe (1) rembourse à l'acquéreur, dans les 30 jours qui suivent la réception de l'avis, la totalité des sommes reçues aux termes du contrat, majorée du revenu qu'elles ont produit.

Cas où le contrat est exécuté

(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent même si les fournitures et les services autorisés prévus au contrat ont été fournis.

Reprise de possession ou retour des fournitures

(4) Lorsque des fournitures autorisées ont été livrées aux termes d'un contrat résilié en vertu du présent article, l'acquéreur, sous réserve des règlements :

- a) soit permet à l'exploitant qui les a livrées d'en reprendre possession;
- b) soit les retourne à l'exploitant;
- c) soit les traite de la manière prescrite.

Soin raisonnable

(5) L'acquéreur qui résilie un contrat en vertu du présent article prend raisonnablement soin, pendant la période prescrite, des fournitures autorisées qui lui ont été livrées à ses termes.

Délai de réflexion de 30 jours

42. (1) S'il est satisfait aux exigences du paragraphe 40 (1), l'acquéreur qui conclut un contrat de fourniture de fournitures et de services autorisés a le droit de le résilier en tout temps dans les 30 jours qui suivent le jour où il est satisfait à la dernière exigence visée à ce paragraphe.

Avis

(2) L'acquéreur peut résilier un contrat en vertu du paragraphe (1) en remettant à l'exploitant un avis écrit de résiliation.

Remboursement

(3) L'exploitant qui reçoit un avis de résiliation en vertu du paragraphe (2) rembourse à l'acquéreur, dans les 30 jours qui suivent la réception de l'avis, la totalité des

under the contract together with any income earned on that money.

Where contract performed

(4) Subsections (1), (2) and (3) apply even though the licensed supplies and services provided for under the contract have been delivered or performed.

Repossession or return of supplies

(5) Subsections 41 (4) and (5) apply with necessary modifications to a purchaser who cancels a contract under this section.

No delivery within 30 days

43. (1) An operator who enters into a contract for the provision of licensed supplies and services shall not provide any of the licensed supplies and services under the contract within the 30 days after the day the contract is made unless the purchaser consents to their provision in accordance with subsection (2).

Consent to delivery

(2) In such circumstances as may be prescribed, a purchaser under a contract described in subsection (1) may consent to the provision by the operator of all or part of the licensed supplies and services under the contract within 30 days after the day the contract is made.

Same

(3) A consent under subsection (2) shall be in writing on a form that meets such requirements as may be prescribed.

Validity of consent

(4) A consent under subsection (2) is not valid unless, before the consent is given, the operator gives the purchaser written notice in accordance with the regulations which shall,

- (a) set out the fact that this Act prohibits the provision of the supplies and services within 30 days after the day the contract is made unless the purchaser gives his or her consent in accordance with subsection (2);
- (b) inform the purchaser that if consent is given to receive licensed supplies and services within the 30-day period described in subsection (1), the purchaser, as of the time the supplies and services are provided, is no longer entitled to cancel the contract under section 42 with respect to those supplies and services.

If consent given

(5) If the purchaser consents to the provision of licensed supplies and services within 30 days after the day the contract is made,

- (a) between the time the consent is given and such time as the supplies and services are provided,
 - (i) the purchaser continues to be entitled to cancel the contract under sections 41 and 42 with respect to all supplies and services under the contract, including those in respect of which the consent was given, and

sommes reçues aux termes du contrat, majorée du revenu qu'elles ont produit.

Cas où le contrat est exécuté

(4) Les paragraphes (1), (2) et (3) s'appliquent même si les fournitures et les services autorisés prévus au contrat ont été fournis.

Reprise de possession ou retour des fournitures

(5) Les paragraphes 41 (4) et (5) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'acquéreur qui résilie un contrat en vertu du présent article.

Pas de fourniture dans les 30 jours

43. (1) L'exploitant qui conclut un contrat de fourniture de services et de fournitures autorisés ne doit fournir aucun des services ni aucune des fournitures prévus au contrat dans les 30 jours qui suivent sa conclusion, sauf si l'acquéreur y consent conformément au paragraphe (2).

Consentement

(2) Dans les circonstances prescrites, l'acquéreur visé au contrat dont il est question au paragraphe (1) peut consentir à la fourniture par l'exploitant de tout ou partie des services et des fournitures autorisés prévus au contrat dans les 30 jours qui suivent sa conclusion.

Idem

(3) Le consentement visé au paragraphe (2) se donne par écrit selon une formule qui satisfait aux exigences prescrites.

Validité du consentement

(4) Le consentement visé au paragraphe (2) n'est valide que si, au préalable, l'exploitant donne à l'acquéreur un avis écrit conforme aux règlements qui remplit les conditions suivantes :

- a) il précise que la présente loi interdit la fourniture des services et des fournitures dans les 30 jours qui suivent la conclusion du contrat à moins que l'acquéreur n'y consente conformément au paragraphe (2);
- b) il informe l'acquéreur que, s'il consent à recevoir des fournitures et des services autorisés dans le délai de 30 jours prévu au paragraphe (1), il n'a plus le droit, à compter de la fourniture des services et des fournitures, de résilier le contrat en vertu de l'article 42 à leur égard.

Cas où le consentement est donné

(5) Si l'acquéreur consent à la fourniture de services et de fournitures autorisés dans les 30 jours qui suivent la conclusion du contrat :

- a) entre le moment du consentement et celui de la fourniture des services et des fournitures :
 - (i) d'une part, l'acquéreur conserve le droit de résilier le contrat en vertu des articles 41 et 42 à l'égard des fournitures et des services visés au contrat, y compris ceux visés par le consentement,

- (ii) if the purchaser exercises his or her right of cancellation under section 41 or 42, the amount of the refund to which the purchaser is entitled shall be the amount provided for under section 41 or 42, as the case may be, less a prescribed amount; and
- (b) after the supplies and services are provided,
 - (i) the purchaser is no longer entitled to cancel the contract under section 42 with respect to the supplies and services that have been provided,
 - (ii) the purchaser continues to be entitled to cancel the contract under section 41 or 42 with respect to any other licensed supplies and services under the contract, and
 - (iii) if the purchaser exercises his or her right of cancellation as described in subclause (ii), the amount of the refund to which the purchaser is entitled shall be the amount provided for under section 41 or 42, as the case may be, less the value of such supplies and services as have been provided with the purchaser's consent.

Where delivery without consent

(6) If the operator provides licensed supplies and services to a purchaser within 30 days after the day the contract is made without obtaining the consent of the purchaser under subsection (2), the purchaser continues to be entitled to such cancellation rights with respect to those supplies and services as are provided under sections 41 and 42.

Revoking consent

(7) A purchaser may revoke a consent given under this section at any time before the provision of the licensed supplies or services by giving the operator written notice of the revocation on a form that meets such requirements as may be prescribed.

Further cancellation rights

44. (1) In addition to any right of cancellation under section 41 or 42, the purchaser under a contract for the provision of licensed supplies and services, other than interment rights and scattering rights, may cancel the contract at any time after the 30-day cooling-off period described in section 42 but before such time as the contract is fully performed by the operator.

Notice

(2) A purchaser may cancel a contract under subsection (1) by giving the operator written notice of cancellation.

Election to return, etc.

(3) If supplies were delivered under a contract that is cancelled under this section, the purchaser may elect to keep all or part of the supplies or to return all or part of the supplies that have been delivered or make them available to be repossessed by the operator.

- (ii) d'autre part, si l'acquéreur exerce le droit de résiliation que lui confère l'article 41 ou 42, le montant du remboursement auquel il a droit correspond au montant prévu à l'article 41 ou 42, selon le cas, déduction faite du montant prescrit;

b) après la fourniture des services et des fournitures :

- (i) l'acquéreur n'a plus le droit de résilier le contrat en vertu de l'article 42 à l'égard des fournitures et des services fournis,
- (ii) l'acquéreur conserve le droit de résilier le contrat en vertu de l'article 41 ou 42 à l'égard des autres fournitures et services autorisés prévus au contrat,
- (iii) si l'acquéreur exerce le droit de résiliation que lui confère le sous-alinéa (ii), le montant du remboursement auquel il a droit correspond au montant prévu à l'article 41 ou 42, selon le cas, déduction faite de la valeur des fournitures et services fournis avec son consentement.

Fourniture sans consentement

(6) L'acquéreur à qui l'exploitant fournit des services et des fournitures autorisés dans les 30 jours qui suivent la conclusion du contrat sans qu'il y consente en vertu du paragraphe (2) conserve le droit de résiliation que lui confèrent les articles 41 et 42 à l'égard des fournitures et des services.

Révocation du consentement

(7) L'acquéreur peut révoquer le consentement qu'il a donné en vertu du présent article en tout temps avant la fourniture des services et des fournitures autorisés en remettant à l'exploitant un avis écrit de révocation selon une formule qui satisfait aux exigences prescrites.

Autres droits de résiliation

44. (1) Outre le droit de résiliation prévu à l'article 41 ou 42, l'acquéreur visé à un contrat de fourniture de services et de fournitures autorisés, autres que des droits d'inhumation et des droits de dispersion, peut le résilier en tout temps après le délai de réflexion de 30 jours prévu à l'article 42, mais avant son exécution intégrale par l'exploitant.

Avis

(2) L'acquéreur peut résilier un contrat en vertu du paragraphe (1) en remettant à l'exploitant un avis écrit de résiliation.

Choix de retourner ou non les fournitures

(3) Si des fournitures ont été livrées aux termes d'un contrat qui est résilié en vertu du présent article, l'acquéreur peut choisir de les conserver en totalité ou en partie, de les retourner en totalité ou en partie ou de les mettre à la disposition de l'exploitant afin qu'il en reprenne possession.

Refund

(4) An operator who receives a notice of cancellation under subsection (1) shall, within 30 days of receiving the notice, refund to the purchaser,

- (a) if none of the licensed supplies and services under the contract have been provided at the time the contract is cancelled, all money received under the contract together with any income earned on that money, less a prescribed amount; and
- (b) if part of the licensed supplies and services under the contract have been provided at the time the contract is cancelled, the amount provided for under clause (a) less the value of such supplies as the purchaser has elected to keep.

Reasonable care

(5) If a purchaser elects under subsection (3) to return licensed supplies to the operator or to make the supplies available for repossession, the purchaser shall take reasonable care of the supplies until such time as the supplies are in the operator's possession.

Customized goods

(6) Despite subsection (4), the amount of the refund to which a purchaser who cancels a contract under this section is entitled shall not be as provided under subsection (4) but shall be determined in accordance with the regulations if,

- (a) under the terms of the cancelled contract, the operator was required to provide licensed supplies that were customized to the purchaser's specifications; and
- (b) the operator has, at the time of the cancellation, incurred expenses in relation to the provision of the customized supplies.

Other persons to cancel contract

45. The rights to cancel a contract to which a purchaser under the contract is entitled under sections 41, 42 and 44 may also be exercised by such other persons as may be prescribed and the refund payable under those sections may be required to be paid to such other persons as may be prescribed, if the regulations so provide.

Transition

46. (1) The cancellation rights under sections 41, 42 and 44 apply to any contracts made under this Act on or after the day these sections come into force.

Same

(2) The cancellation rights provided under any predecessor legislation continue to apply with respect to any contract to which they applied before the day sections 41, 42 and 44 come into force.

Remboursement

(4) L'exploitant qui reçoit un avis de résiliation en vertu du paragraphe (1) rembourse à l'acquéreur, dans les 30 jours qui suivent la réception de l'avis :

- a) la totalité des sommes reçues aux termes du contrat, majorée du revenu qu'elles ont produit, déduction faite du montant prescrit, si aucun des services ni aucune des fournitures autorisés prévus au contrat n'a été fourni au moment de la résiliation;
- b) le montant prévu à l'alinéa a), déduction faite de la valeur des fournitures que l'acquéreur a choisi de conserver, si une partie des fournitures et des services autorisés prévus au contrat a été fournie au moment de la résiliation.

Soin raisonnable

(5) L'acquéreur qui choisit, en vertu du paragraphe (3), de retourner des fournitures autorisées ou de permettre qu'il en soit repris possession en prend raisonnablement soin jusqu'à ce que l'exploitant les ait en sa possession.

Biens personnalisés

(6) Malgré le paragraphe (4), le montant du remboursement auquel a droit l'acquéreur qui résilie le contrat en vertu du présent article ne correspond pas au montant prévu à ce paragraphe, mais doit être calculé conformément aux règlements si les conditions suivantes sont réunies :

- a) aux termes du contrat résilié, l'exploitant était tenu de fournir des fournitures autorisées qui étaient personnalisées selon les précisions de l'acquéreur;
- b) au moment de la résiliation, l'exploitant a engagé des dépenses à l'égard de la fourniture des fournitures personnalisées.

Autres personnes pouvant résilier le contrat

45. Le droit de résilier un contrat que les articles 41, 42 et 44 confèrent à l'acquéreur qui y est visé peut également être exercé par les autres personnes prescrites et le remboursement prévu par ces articles peut devoir être versé à ces personnes si les règlements le prévoient.

Dispositions transitoires

46. (1) Le droit de résiliation prévu aux articles 41, 42 et 44 s'applique aux contrats conclus sous le régime de la présente loi le jour de l'entrée en vigueur de ces articles ou par la suite.

Idem

(2) Tout droit de résiliation prévu dans une loi que la présente loi remplace continue à s'appliquer à l'égard des contrats auxquels ils s'appliquaient avant le jour de l'entrée en vigueur des articles 41, 42 et 44.

INTERMENT AND SCATTERING RIGHTS

Resale of rights

47. (1) Despite section 4, an interment rights holder or a scattering rights holder has the right to sell the interment rights or scattering rights, as the case may be, to a third party before the rights are exercised, if such a resale is not prohibited by the by-laws of the cemetery.

Disclosure to third party

(2) An interment rights holder or a scattering rights holder who sells interment rights or scattering rights under subsection (1) shall disclose in writing,

- (a) to the third party purchaser, such information as may be prescribed; and
- (b) to the cemetery operator, such information as may be prescribed in such a manner as may be prescribed.

Prohibition against speculating

(3) No person shall purchase interment rights or scattering rights for the sole or primary purpose of reselling the rights with a view to making a financial gain.

Same

(4) An interment rights holder or a scattering rights holder who resells rights under this section shall not sell the rights for an amount that is greater than the price of those rights as indicated on the cemetery's price list.

If no resale permitted

(5) Subject to subsections (9) and (10), if the by-laws of a cemetery prohibit an interment rights holder or a scattering rights holder to sell the interment rights or scattering rights to a third party, then, in addition to any rights of cancellation that may exist under section 41 or 42, the rights holder may, at any time, cancel the contract under which the rights were purchased by giving the cemetery operator written notice of the cancellation and require the operator to repurchase the interment rights or the scattering rights, as the case may be.

Refund

(6) If an interment rights holder or a scattering rights holder cancels a contract for the purchase of interment rights or scattering rights under subsection (5), the operator shall pay the rights holder the greater of the following amounts, less a prescribed amount:

1. All money received by the operator under the contract.
2. The market value of the interment rights or scattering rights on the day the operator receives notice of cancellation of the contract.

Evidence

(7) For the purposes of paragraph 2 of subsection (6), the value of the interment rights or scattering rights, as the case may be, as indicated on the price list maintained by the operator under section 33 shall be evidence of the market value of the rights.

DROITS D'INHUMATION ET DE DISPERSION

Revente de droits

47. (1) Malgré l'article 4, le titulaire de droits d'inhumation ou le titulaire de droits de dispersion a le droit de les vendre à un tiers avant de les exercer à la condition que les règlements administratifs du cimetière ne l'interdisent pas.

Divulgarion à des tiers

(2) Le titulaire de droits d'inhumation ou le titulaire de droits de dispersion qui les vend en vertu du paragraphe (1) doit divulguer par écrit :

- a) les renseignements prescrits au tiers acquéreur;
- b) les renseignements prescrits, de la manière prescrite, à l'exploitant du cimetière.

Interdiction de spéculer

(3) Nul ne doit acheter des droits d'inhumation ou des droits de dispersion dans le seul but ou dans le but principal de les revendre en vue de réaliser un profit.

Idem

(4) Le titulaire de droits d'inhumation ou le titulaire de droits de dispersion qui revend des droits en vertu du présent article ne doit pas les vendre pour une somme supérieure à leur prix qui figure au tarif du cimetière.

Cas où la revente est interdite

(5) Sous réserve des paragraphes (9) et (10), le titulaire de droits d'inhumation ou le titulaire de droits de dispersion auquel les règlements administratifs d'un cimetière interdisent de les vendre à un tiers peut en tout temps, outre le droit de résiliation dont il peut se prévaloir en vertu des articles 41 ou 42, en résilier le contrat d'achat en remettant à l'exploitant du cimetière un avis écrit de résiliation et exiger de lui qu'il les rachète.

Remboursement

(6) Si le titulaire de droits d'inhumation ou le titulaire de droits de dispersion résilie le contrat d'achat des droits en vertu du paragraphe (5), l'exploitant lui verse la plus élevée des sommes suivantes, déduction faite de la somme prescrite :

1. La totalité des sommes qu'il a reçues aux termes du contrat.
2. La valeur marchande des droits d'inhumation ou des droits de dispersion le jour où il reçoit l'avis de résiliation du contrat.

Preuve

(7) Pour l'application de la disposition 2 du paragraphe (6), la valeur des droits d'inhumation ou des droits de dispersion, selon le cas, qui figure au tarif tenu à jour par l'exploitant en application de l'article 33 vaut preuve de leur valeur marchande.

Timing

(8) A refund under subsection (6) shall be made by the cemetery operator within 30 days of receiving notice of the cancellation.

No cancellation right

(9) A person who holds interment rights with respect to a lot in a cemetery plot is not entitled to cancel the contract under which the rights were purchased under subsection (5) if interment rights to another lot in the plot have already been exercised.

Same: scattering rights

(10) A person who holds scattering rights with respect to scattering grounds in a cemetery is not entitled to cancel the contract under which the rights were purchased under subsection (5) if other scattering rights with respect to the same scattering grounds have already been exercised.

Plot

(11) In subsection (9),

“plot” means two or more lots in respect of which the rights to inter have been sold as a unit.

Application

(12) This section applies to any contract for the provision of interment rights or scattering rights, including any such contract that was made before the day this section comes into force.

Other rights upon purchase of interment rights

48. (1) An interment rights holder or his or her personal representative has the right to,

- (a) inter any human remains in the lot to which the interment rights relate in accordance with the cemetery by-laws;
- (b) erect a marker on the lot, or other receptacle for human remains, to which the interment rights relate if doing so does not contravene the cemetery by-laws;
- (c) reasonable access to the lot to which interment rights relate at any time permitted under the cemetery by-laws; and
- (d) once the interment rights have been paid in full, receive a certificate of interment rights from the operator.

Same

(2) An interment rights holder and the relatives of any person whose remains are interred in a cemetery have the right to decorate the lot in which the remains are interred if the decoration does not contravene the cemetery by-laws.

Same: scattering rights

(3) A scattering rights holder or his or her personal representative has the right to,

Délai

(8) L'exploitant du cimetière effectue le remboursement prévu au paragraphe (6) dans les 30 jours qui suivent la réception de l'avis de résiliation.

Pas de droit de résiliation

(9) Le titulaire de droits d'inhumation visant une sépulture d'une concession d'un cimetière n'a pas le droit de résilier le contrat d'achat de ces droits en vertu du paragraphe (5) si des droits d'inhumation visant une autre sépulture de la concession ont déjà été exercés.

Idem : droits de dispersion

(10) Le titulaire de droits de dispersion visant une aire de dispersion d'un cimetière n'a pas le droit de résilier le contrat d'achat de ces droits en vertu du paragraphe (5) si d'autres droits de dispersion visant la même aire de dispersion ont déjà été exercés.

Concession

(11) La définition qui suit s'applique au paragraphe (9).

«concession» Deux sépultures ou plus à l'égard desquelles des droits d'inhumation ont été vendus en une unité.

Application

(12) Le présent article s'applique à tout contrat de fourniture de droits d'inhumation ou de droits de dispersion, y compris celui conclu avant le jour de l'entrée en vigueur du présent article.

Autres droits lors de l'achat de droits d'inhumation

48. (1) Le titulaire de droits d'inhumation ou son représentant personnel a le droit de faire ce qui suit :

- a) inhumer des restes humains dans la sépulture visée par les droits d'inhumation conformément aux règlements administratifs du cimetière;
- b) ériger un repère sur la sépulture ou l'autre réceptacle destiné à des restes humains visé par les droits d'inhumation si cela ne contrevient pas aux règlements administratifs du cimetière;
- c) accéder raisonnablement à la sépulture visée par les droits d'inhumation aux moments autorisés par les règlements administratifs du cimetière;
- d) recevoir de l'exploitant un certificat de droits d'inhumation une fois que les droits d'inhumation ont été payés intégralement.

Idem

(2) Le titulaire de droits d'inhumation et les parents d'une personne dont les restes sont inhumés dans un cimetière ont le droit de décorer la sépulture où sont inhumés les restes si la décoration ne contrevient pas aux règlements administratifs du cimetière.

Idem : droits de dispersion

(3) Le titulaire de droits de dispersion ou son représentant personnel a le droit de faire ce qui suit :

- (a) scatter any cremated human remains on the scattering grounds to which the scattering rights relate in accordance with the cemetery by-laws;
- (b) erect a marker on the scattering grounds to which the scattering rights relate if doing so does not contravene the cemetery by-laws;
- (c) reasonable access to the scattering grounds to which the rights relate at any time permitted under the cemetery by-laws; and
- (d) once the scattering rights have been paid in full, receive a certificate of scattering rights from the operator.

Same

(4) A scattering rights holder and the relatives of any person whose cremated remains are scattered in a cemetery have the right to decorate the scattering grounds on which the remains are scattered if the decoration does not contravene the cemetery by-laws.

Declaration of abandonment

49. (1) If interment rights or scattering rights are sold and are not exercised within 20 years of the date of sale, the cemetery operator may, after the 20 years has elapsed, apply to the registrar for a declaration that the rights are abandoned.

Inquiry by registrar

(2) Upon receiving an application under subsection (1), the registrar shall make such inquiry as seems reasonable in the circumstances and direct the operator of the cemetery to give notice of the application to such persons as seems reasonable in the circumstances.

Declaration

(3) Upon being satisfied that the interment rights or scattering rights are abandoned, the registrar shall issue a declaration to that effect.

Notice

(4) The registrar shall give notice of the declaration or of a decision not to issue a declaration to the applicant and to every person who has indicated to the registrar an interest in the matter.

Appeal

(5) Any person with an interest in the matter may appeal the decision of the registrar to the Tribunal within 30 days after notice of the decision is given under subsection (4).

Effect of declaration

(6) If the registrar has declared interment rights or scattering rights abandoned, the operator of the relevant cemetery may,

- (a) sell the interment rights or scattering rights; and
- (b) remove any marker that has been erected on the lot or scattering ground in respect of which the interment rights or scattering rights have been declared abandoned.

- a) disperser des restes humains incinérés sur l'aire de dispersion visée par les droits de dispersion conformément aux règlements administratifs du cimetière;
- b) ériger un repère sur l'aire de dispersion visée par les droits de dispersion si cela ne contrevient pas aux règlements administratifs du cimetière;
- c) accéder raisonnablement à l'aire de dispersion visée par les droits de dispersion aux moments autorisés par les règlements administratifs du cimetière;
- d) recevoir de l'exploitant un certificat de droits de dispersion une fois que les droits de dispersion ont été payés intégralement.

Idem

(4) Le titulaire de droits de dispersion et les parents d'une personne dont les restes incinérés sont dispersés dans un cimetière ont le droit de décorer l'aire de dispersion où les restes sont dispersés si la décoration ne contrevient pas aux règlements administratifs du cimetière.

Déclaration d'abandon

49. (1) Si des droits d'inhumation ou des droits de dispersion vendus ne sont pas exercés dans les 20 années qui suivent la vente, l'exploitant du cimetière peut, après l'écoulement des 20 années, demander au registrateur de les déclarer abandonnés.

Enquête du registrateur

(2) Sur réception de la demande prévue au paragraphe (1), le registrateur procède à l'enquête qui lui semble raisonnable dans les circonstances et enjoint à l'exploitant du cimetière d'aviser de la demande les personnes qu'il estime raisonnable d'aviser dans les circonstances.

Déclaration

(3) Lorsqu'il est convaincu que les droits d'inhumation ou les droits de dispersion ont été abandonnés, le registrateur délivre une déclaration à cet effet.

Avis

(4) Le registrateur donne avis de la déclaration ou de sa décision de ne pas en délivrer une à l'auteur de la demande et à chaque personne qui lui a signalé son intérêt dans l'affaire.

Appel

(5) Quiconque a un intérêt dans l'affaire peut interjeter appel de la décision du registrateur devant le Tribunal, dans les 30 jours qui suivent celui où l'avis de la décision est donné en application du paragraphe (4).

Effet de la déclaration

(6) Si le registrateur déclare des droits d'inhumation ou des droits de dispersion abandonnés, l'exploitant du cimetière concerné peut :

- a) d'une part, les vendre;
- b) d'autre part, enlever tout repère érigé sur la sépulture ou l'aire de dispersion qu'ils visent.

Time limitation on sale

(7) The operator of a cemetery shall not sell interment rights or scattering rights that have been declared abandoned until,

- (a) if there is no appeal, the end of the time for appeal; or
- (b) if there is an appeal, the Tribunal has affirmed the declaration of abandonment.

Storage of marker

(8) The operator of a cemetery who removes a marker under clause (6) (b) shall keep the marker in storage at the operator's expense for a period of at least 20 years.

Redress

50. (1) A person whose interment rights or scattering rights have been declared abandoned under section 49 may apply to the registrar for an order under subsection (2).

Order

(2) Upon receiving an application under subsection (1), the registrar may order,

- (a) if the operator of the cemetery has sold the interment rights or scattering rights to another person,
 - (i) in the case of interment rights that have been sold, that the operator of the cemetery provide the applicant with interment rights with respect to a lot, in the cemetery or in another cemetery operated by the same person, that the applicant considers equivalent to or better than the lot in respect of which the interment rights were declared abandoned,
 - (ii) in the case of scattering rights that have been sold, that the operator of the cemetery provide the applicant with scattering rights with respect to a scattering ground, in the cemetery or in another cemetery operated by the same person, that the applicant considers equivalent to or better than the scattering grounds in respect of which the scattering rights were declared abandoned, or
 - (iii) that the operator of the cemetery reimburse the applicant for the loss of the interment rights or scattering rights in an amount prescribed by regulation; or
- (b) if the operator of the cemetery has not sold the interment rights or scattering rights to another person, that the declaration of abandonment be cancelled and that the operator of the cemetery restore the rights to the applicant.

Marker restored

(3) If the registrar orders an operator to provide alternative interment rights or scattering rights or to restore the applicant's interment rights or scattering rights, the operator of the cemetery shall re-erect any marker stored under clause 49 (6) (b) at the appropriate site at the operator's expense.

Délai de vente

(7) L'exploitant d'un cimetière ne doit pas vendre des droits d'inhumation ou des droits de dispersion déclarés abandonnés :

- a) en l'absence d'appel, avant l'expiration du délai d'appel;
- b) en cas d'appel, avant que le Tribunal confirme la déclaration d'abandon.

Entreposage des repères

(8) L'exploitant d'un cimetière qui enlève un repère en application de l'alinéa (6) b) le garde en entreposage à ses frais pendant au moins 20 ans.

Réparation

50. (1) La personne dont les droits d'inhumation ou les droits de dispersion ont été déclarés abandonnés en application de l'article 49 peut demander au registraire de prendre une ordonnance en vertu du paragraphe (2).

Ordonnance

(2) Sur réception de la demande prévue au paragraphe (1), le registraire peut ordonner :

- a) si l'exploitant du cimetière a vendu les droits d'inhumation ou les droits de dispersion à un tiers :
 - (i) soit, dans le cas de droits d'inhumation, qu'il fournisse à l'auteur de la demande, dans ce cimetière ou dans un autre cimetière exploité par la même personne, des droits d'inhumation à l'égard d'une sépulture que ce dernier considère équivalente ou supérieure à celle visée par les droits d'inhumation déclarés abandonnés,
 - (ii) soit, dans le cas de droits de dispersion, qu'il fournisse à l'auteur de la demande, dans ce cimetière ou dans un autre cimetière exploité par la même personne, des droits de dispersion à l'égard d'une aire de dispersion que ce dernier considère équivalente ou supérieure à celle visée par les droits de dispersion déclarés abandonnés,
 - (iii) soit qu'il rembourse la somme prescrite par les règlements à l'auteur de la demande pour la perte de ses droits d'inhumation ou de ses droits de dispersion;
- b) si l'exploitant du cimetière n'a pas vendu les droits d'inhumation ou les droits de dispersion à un tiers, que la déclaration d'abandon soit annulée et qu'il rétablisse les droits en faveur de l'auteur de la demande.

Rétablissement des repères

(3) Si le registraire lui ordonne de fournir d'autres droits d'inhumation ou de dispersion à l'auteur de la demande ou de rétablir ses droits d'inhumation ou de dispersion, l'exploitant du cimetière érige à nouveau à ses frais, à l'endroit approprié, tout repère qu'il a entreposé en application de l'alinéa 49 (6) b).

PART VI TRUST ACCOUNTS

Trust accounts, funds

51. An operator shall maintain such trust accounts or establish such trust funds as may be required by regulation.

Money held in trust

52. (1) An operator who receives money in respect of the sale of licensed supplies or services, in advance of the provision of those supplies or services, shall ensure that the money is held in trust in accordance with the regulations.

Money in respect of sale

(2) For the purposes of subsection (1), money received by an operator in respect of a sale of licensed supplies and services includes any money paid by the purchaser to cover an administrative fee or any disbursements incurred by the operator.

Non-application

(3) This section does not apply to money received by or on behalf of a cemetery operator if the money is required to be paid into a fund under clause 53 (7) (b) or section 56.

Payments into trust

(4) A licensee shall pay the money that is required to be held in trust into a trust account within the prescribed time.

Payment out of trust account

(5) Money held in trust under this section and any income from the money shall not be paid out except,

- (a) to cover the cost of expenses that the licensee incurs in order to provide the supplies and services under the contract;
- (b) upon cancellation of the contract to purchase the licensed supplies or services; or
- (c) in accordance with the regulations.

Disbursement of capital gains

(6) Capital gains realized from the investment of money held in trust under this section shall be disbursed in accordance with the regulations.

Repayment of excess

(7) If, at the time licensed supplies and services are provided, the money that was placed in the trust account for the provision of the supplies and services, together with any income earned on that money, exceeds the current selling price for the supplies and services as set out in the price list maintained by the operator under section 33, the excess money, including any income earned on the money, shall be paid out of the trust fund to a prescribed person in accordance with the regulations.

PARTIE VI COMPTES EN FIDUCIE

Comptes et fonds en fiducie

51. L'exploitant tient les comptes en fiducie ou constitue les fonds en fiducie qu'exigent les règlements.

Somme détenue en fiducie

52. (1) L'exploitant qui reçoit une somme à l'égard de la vente de fournitures ou de services autorisés avant de les fournir veille à ce qu'elle soit détenue en fiducie conformément aux règlements.

Sommes relatives à la vente

(2) Pour l'application du paragraphe (1), les sommes reçues par un exploitant à l'égard de la vente de fournitures ou de services autorisés comprennent les sommes versées par l'acquéreur pour couvrir les frais d'administration ou les débours de l'exploitant.

Non-application

(3) Le présent article ne s'applique pas aux sommes reçues par un exploitant de cimetière ou pour son compte qui doivent être versées dans un fonds en application de l'alinéa 53 (7) b) ou de l'article 56.

Versement au fonds

(4) Le titulaire de permis verse les sommes qui doivent être détenues en fiducie dans un compte en fiducie dans le délai prescrit.

Prélèvements sur le fonds

(5) Aucun prélèvement sur les sommes détenues en fiducie en application du présent article et sur les revenus qu'elles produisent ne doit être effectué si ce n'est, selon le cas :

- a) pour couvrir les frais qu'engage le titulaire de permis pour fournir des fournitures et des services aux termes du contrat;
- b) à la résiliation du contrat d'achat des fournitures et des services autorisés;
- c) conformément aux règlements.

Attribution de gains en capital

(6) Les gains en capital réalisés sur les sommes détenues en fiducie en application du présent article sont attribués conformément aux règlements.

Remboursement de l'excédent

(7) Si, au moment de la fourniture de services et de fournitures autorisés, la somme versée dans un compte en fiducie à cette fin, majorée du revenu qu'elle a produit, est supérieure au prix en vigueur des fournitures et des services qui figure au tarif tenu par l'exploitant en application de l'article 33, l'excédent, y compris tout revenu qu'il a produit, est prélevé sur le fonds en fiducie et versé à une personne prescrite conformément aux règlements.

Use of income by operator

(8) If, at the time licensed supplies and services are provided, the money that was placed in the trust account for the provision of the supplies and services is less than the current selling price for the supplies and services as set out in the price list maintained by the operator under section 33, the operator may apply any income earned on the money held in trust to cover the cost of the supplies and services.

Application

(9) This section applies to money received by an operator on or after the day this section comes into force.

Transition

(10) If an operator who was licensed under a predecessor Act is, immediately before the day this section comes into force, holding in trust money to which this section would apply if it were received by the operator on or after the day this section comes into force, the operator shall continue to hold the money in trust on and after the day this section comes into force in accordance with the rules established under the predecessor Act.

Cemetery care and maintenance fund

53. (1) Every cemetery operator who sells, assigns or transfers interment rights or scattering rights shall establish a trust fund to be known as the cemetery's care and maintenance fund.

Place

(2) The care and maintenance fund shall be established in a prescribed type of institution.

Purpose of fund

(3) The purpose of the care and maintenance fund is to generate income for the care and maintenance of the cemetery.

Trustee of fund

(4) The care and maintenance fund shall be administered by a trustee who meets the prescribed criteria or is employed by a prescribed type of institution.

Exception, municipal operator

(5) Despite subsection (4), a municipality that is licensed to operate a cemetery may act as the trustee,

- (a) of the care and maintenance fund established by that municipality; or
- (b) in prescribed circumstances, of the care and maintenance fund established by another operator.

Exception, Public Guardian and Trustee

(6) Despite subsection (4), an operator who does not have a practical alternative may require the Public Guardian and Trustee to act as a trustee for the care and maintenance fund established by the licensee.

Utilisation du revenu par l'exploitant

(8) Si, au moment de la fourniture de services et de fournitures autorisés, la somme versée dans un compte en fiducie à cette fin est inférieure au prix en vigueur des fournitures et des services qui figure au tarif tenu par l'exploitant en application de l'article 33, ce dernier peut affecter tout revenu qu'elle a produit au coût des fournitures et des services.

Application

(9) Le présent article s'applique aux sommes reçues par un exploitant le jour où il entre en vigueur ou par la suite.

Disposition transitoire

(10) Si un exploitant à qui un permis a été délivré en vertu d'une loi que la présente loi remplace détient en fiducie, immédiatement avant le jour de l'entrée en vigueur du présent article, des sommes auxquelles cet article s'appliquerait s'il les recevaient ce jour-là ou par la suite, il continue de les détenir en fiducie à partir de ce jour conformément aux règles établies aux termes de la loi que la présente loi remplace.

Fonds d'entretien d'un cimetière

53. (1) L'exploitant d'un cimetière qui vend, cède ou transfère des droits d'inhumation ou des droits de dispersion constitue un fonds en fiducie appelé fonds d'entretien.

Lieu

(2) Le fonds d'entretien est constitué auprès d'un type d'institution prescrit.

Objet du fonds

(3) Le fonds d'entretien a pour objet de générer le revenu nécessaire à l'entretien du cimetière.

Fiduciaire du fonds

(4) Le fonds d'entretien est géré par un fiduciaire qui remplit les critères prescrits ou est employé par un type d'institution prescrit.

Exception : exploitant municipal

(5) Malgré le paragraphe (4), la municipalité qui est titulaire d'un permis d'exploitation de cimetière peut agir comme fiduciaire :

- a) soit du fonds d'entretien qu'elle a constitué;
- b) soit, dans les conditions prescrites, du fonds d'entretien constitué par un autre exploitant.

Exception : Tuteur et curateur public

(6) Malgré le paragraphe (4), l'exploitant qui n'a aucune autre solution pratique peut demander au Tuteur et curateur public d'agir comme fiduciaire du fonds d'entretien qu'il a constitué.

Payments into fund

(7) In addition to any amount deposited in the care and maintenance fund under subsection (8), a cemetery operator shall pay the prescribed amount into the fund,

- (a) upon the establishment of the cemetery;
- (b) within the prescribed time after receiving money for the sale or transfer of interment rights or scattering rights; and
- (c) at such other times or on such other occasions as may be prescribed.

Marker installation

(8) Before a marker is installed in a cemetery, the person who is responsible for the installation of the marker shall pay the prescribed amount to the cemetery operator who shall deposit the amount in the care and maintenance fund.

Same

(9) A cemetery operator who does not receive the prescribed amount under subsection (8) upon the installation of a marker in the cemetery shall pay a prescribed amount into the cemetery's care and maintenance fund.

Payments out of fund

(10) A trustee of a care and maintenance fund for a cemetery shall pay the income from the fund, after deducting the trustee's fees, to the cemetery operator.

Use of money

(11) A cemetery operator who receives money under subsection (10) shall use the money for the upkeep of the cemetery and the markers and structures therein in the prescribed manner.

No use of capital portion

(12) No trustee of a care and maintenance fund shall pay out any of the capital portion of the fund except as permitted by regulation.

Exception

(13) Subsection (12) does not preclude a trustee from transferring the fund, with the consent of the registrar, to another trustee.

Transition

(14) A care and maintenance fund that was established by a cemetery owner under the *Cemeteries Act (Revised)* and that is in existence immediately before the day this section comes into force shall, on and after the day this section comes into force, be deemed to be a care and maintenance fund established under this section and be subject to the provisions of this Act and of the regulations relating to care and maintenance funds.

Deficient care and maintenance fund

54. (1) If there is a deficiency in the care and maintenance fund of a cemetery that is not a commercial cemetery, the owner of the cemetery may request that the registrar,

Versement au fonds

(7) Outre la somme versée au fonds d'entretien en application du paragraphe (8), l'exploitant d'un cimetière y verse la somme prescrite aux moments suivants :

- a) dès la création du cimetière;
- b) dans le délai prescrit après avoir reçu une somme au titre de la vente ou du transfert de droits d'inhumation ou de droits de dispersion;
- c) aux autres moments ou occasions prescrits.

Installation d'un repère

(8) Avant l'installation d'un repère dans un cimetière, la personne qui est responsable de son installation verse la somme prescrite à l'exploitant du cimetière, qui la dépose au fonds d'entretien.

Idem

(9) L'exploitant d'un cimetière qui ne reçoit pas la somme prescrite en application du paragraphe (8) après l'installation d'un repère dans le cimetière verse une somme prescrite au fonds d'entretien du cimetière.

Prélèvements sur le fonds

(10) Le fiduciaire du fonds d'entretien d'un cimetière en verse le revenu, après en avoir déduit ses honoraires, à l'exploitant du cimetière.

Affectation des sommes

(11) L'exploitant d'un cimetière utilise les sommes qu'il reçoit en application du paragraphe (10) pour entretenir, de la manière prescrite, le cimetière et les repères et constructions qui s'y trouvent.

Interdiction d'utiliser le capital

(12) Le fiduciaire d'un fonds d'entretien ne doit déboursier aucune partie du capital du fonds, sauf dans la mesure permise par les règlements.

Exception

(13) Le paragraphe (12) n'a pas pour effet d'empêcher le fiduciaire de transférer le fonds, avec le consentement du registrateur, à un autre fiduciaire.

Disposition transitoire

(14) Un fonds d'entretien créé par un propriétaire de cimetière aux termes de la *Loi sur les cimetières (révisée)* et qui existe immédiatement avant le jour de l'entrée en vigueur du présent article est réputé, ce jour-là et par la suite, être un fonds d'entretien créé en application du présent article et être soumis aux dispositions de la présente loi et des règlements traitant des fonds d'entretien.

Fonds d'entretien insuffisant

54. (1) Si le fonds d'entretien d'un cimetière qui n'est pas un cimetière commercial est insuffisant, le propriétaire du cimetière peut demander au registrateur de faire ce qui suit :

- (a) make a determination as to the amount of the deficiency;
- (b) determine, in accordance with the regulations, whether the cemetery owner is entitled to a cancellation, reduction or refund of all or part of the taxes assessed or levied on cemetery land that is owned by the cemetery owner and that is eligible land under section 357.1 of the *Municipal Act, 2001* or section 21.2 of the *Provincial Land Tax Act*, as the case may be, and, if so, determine in accordance with the regulations the amount of any reduction or refund; and
- (c) if the registrar determines under clause (b) that the owner is entitled to a cancellation, reduction or refund, prepare a notice for the purposes of section 357.1 of the *Municipal Act, 2001* or section 21.2 of the *Provincial Land Tax Act*, as appropriate, which notice shall,
 - (i) confirm whether the owner has a deficiency in its care and maintenance fund, and
 - (ii) direct the local municipality or the collector under the *Provincial Land Tax Act* to cancel the taxes assessed or levied on the eligible land or to reduce or refund the taxes by the amount specified in the notice.

Decision by registrar

(2) The determination made by the registrar under clause (1) (b) as to whether to cancel, reduce or refund taxes or as to the amount of any reduction or refund of the taxes shall be made in accordance with the regulations, but in no case shall the amount of a refund exceed the amount of the taxes assessed or levied in respect of the eligible land in the taxation year in respect of which the application is made.

Notice of decision

(3) The registrar shall notify the cemetery owner who made a request under subsection (1) in writing of his or her determination and the notice shall be accompanied where appropriate with a copy of the notice to the local municipality or collector referred to in clause (1) (c).

Right to hearing

(4) A notice to a cemetery owner under subsection (3) shall state that the cemetery owner is entitled to a hearing by the Tribunal to review the registrar's determination if the owner mails or delivers, within 15 days after service of the notice, a written request for a hearing to the registrar and to the Tribunal.

Service

(5) Section 20 applies with necessary modification to the service of a notice under subsection (4).

Hearing and order

(6) If a hearing is requested, the Tribunal shall hold the

- a) établir le montant de l'insuffisance;
- b) établir, conformément aux règlements, si le propriétaire du cimetière a droit à une annulation, à une diminution ou à un remboursement de la totalité ou d'une partie des impôts fixés ou prélevés à l'égard du bien-fonds du cimetière qui appartient au propriétaire du cimetière et qui est un bien-fonds admissible au sens de l'article 357.1 de la *Loi de 2001 sur les municipalités* ou de l'article 21.2 de la *Loi sur l'impôt foncier provincial*, selon le cas, et, le cas échéant, fixer le montant de la diminution ou du remboursement conformément aux règlements;
- c) s'il établit aux termes de l'alinéa b) que le propriétaire a droit à une annulation, à une diminution ou à un remboursement, préparer un avis pour l'application de l'article 357.1 de la *Loi de 2001 sur les municipalités* ou de l'article 21.2 de la *Loi sur l'impôt foncier provincial*, selon le cas, lequel avis :
 - (i) d'une part, confirme que le fonds d'entretien du propriétaire est insuffisant,
 - (ii) d'autre part, enjoint à la municipalité locale ou au percepteur au sens de la *Loi sur l'impôt foncier provincial* d'annuler les impôts fixés ou prélevés à l'égard du bien-fonds admissible ou de les diminuer ou de les rembourser à hauteur du montant précisé dans l'avis.

Décision du registrateur

(2) Le registrateur prend sa décision en application de l'alinéa (1) b) quant à l'annulation, à la diminution ou au remboursement d'impôts ou au montant de leur diminution ou de leur remboursement conformément aux règlements; toutefois, le montant d'un remboursement ne doit en aucun cas dépasser le montant des impôts fixés ou prélevés à l'égard du bien-fonds admissible dans l'année d'imposition que vise la demande.

Avis de la décision

(3) Le registrateur remet au propriétaire du cimetière qui a présenté une demande en vertu du paragraphe (1) un avis écrit de sa décision, lequel est accompagné, si cela est indiqué, d'une copie de l'avis adressé à la municipalité locale ou au percepteur, visé à l'alinéa (1) c).

Droit d'audience

(4) L'avis adressé au propriétaire du cimetière en application du paragraphe (3) indique qu'il a droit à une audience devant le Tribunal afin d'y faire examiner la décision du registrateur à la condition de poster ou de remettre un avis écrit à cet effet au registrateur et au Tribunal dans les 15 jours qui suivent la signification de l'avis.

Signification

(5) L'article 20 s'applique, avec les adaptations nécessaires, à la signification de l'avis visé au paragraphe (4).

Audience et ordonnance

(6) Le Tribunal doit tenir l'audience s'il en est deman-

hearing and may by order substitute its opinion for that of the registrar and attach conditions to its order.

Parties

(7) The registrar, the cemetery owner or such other persons as the Tribunal may specify are parties to the proceedings under this section.

Where no hearing requested

(8) If a hearing is not requested, the cemetery owner may make an application under section 357.1 of the *Municipal Act, 2001* or under section 21.2 of the *Provincial Land Tax Act*, as the case may be, and include a copy of the notice prepared under clause (1) (c) in the application.

Deposit into fund

(9) The owner of a cemetery who receives a cancellation, reduction or refund of taxes under section 357.1 of the *Municipal Act, 2001* or under section 21.2 of the *Provincial Land Tax Act* shall promptly deposit into the cemetery's care and maintenance fund an amount equal to,

- (a) the amount of the reduction or refund; or
- (b) the amount of tax that the owner would have had to remit if the taxes had not been cancelled.

Definitions

(10) In this section,

“commercial cemetery” means a cemetery operated for the purpose of making a profit for the owner; (“cimetière commercial”)

“deficiency” means a deficiency as defined by regulation; (“insuffisance”, “insuffisant”)

“eligible land” means land located on a cemetery other than a commercial cemetery that is liable to assessment and taxation in respect of the operation of a crematorium, funeral establishment, transfer service or other business related to the provision of licensed supplies or licensed services. (“bien-fonds admissible”)

Cemetery trust money temporarily held

55. (1) All money received by a cemetery operator that is required to be paid into a care and maintenance fund and that is not placed immediately in the fund shall be deposited by the operator into a trust account described in subsection (2) until such time as it is transferred to the care and maintenance fund or paid out in accordance with the regulations.

Trust account

(2) A trust account referred to in subsection (1) shall be in a bank or authorized foreign bank within the meaning of section 2 of the *Bank Act* (Canada), loan or trust corporation, credit union as defined in the *Credit Unions and Caisses Populaires Act, 1994* or the Province of Ontario Savings Office.

dée une. Il peut, par ordonnance, substituer son opinion à celle du registrateur et assortir son ordonnance de conditions.

Parties

(7) Le registrateur, le propriétaire du cimetière et les autres personnes que précise le Tribunal sont parties à l'instance visée au présent article.

Aucune demande d'audience

(8) S'il ne demande pas d'audience, le propriétaire du cimetière peut présenter une demande en vertu de l'article 357.1 de la *Loi de 2001 sur les municipalités* ou de l'article 21.2 de la *Loi sur l'impôt foncier provincial*, selon le cas, et y joindre une copie de l'avis préparé en application de l'alinéa (1) c).

Versement au fonds

(9) Le propriétaire d'un cimetière qui obtient l'annulation, la diminution ou le remboursement d'impôts en vertu de l'article 357.1 de la *Loi de 2001 sur les municipalités* ou de l'article 21.2 de la *Loi sur l'impôt foncier provincial* verse promptement au fonds d'entretien du cimetière une somme équivalant, selon le cas :

- a) au montant de la diminution ou du remboursement;
- b) au montant des impôts qu'il aurait dû payer s'ils n'avaient pas été annulés.

Définitions

(10) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«bien-fonds admissible» Bien-fonds situé dans un cimetière qui n'est pas un cimetière commercial et assujéti à l'évaluation foncière et imposable en ce qui concerne l'exploitation d'un crématoire, d'une résidence funéraire, d'un service de transfert ou d'une autre entreprise liée à la fourniture de services ou de fournitures autorisés. («eligible land»)

«cimetière commercial» Cimetière exploité à des fins lucratives par son propriétaire. («commercial cemetery»)

«insuffisance» S'entend au sens des règlements. Le terme «insuffisant» a un sens correspondant. («deficiency»)

Détention temporaire des sommes en fiducie du cimetière

55. (1) L'exploitant d'un cimetière dépose dans un compte en fiducie visé au paragraphe (2) les sommes qu'il reçoit et qu'il ne verse pas immédiatement au fonds d'entretien, jusqu'à leur virement au fonds ou jusqu'à leur déboursement conformément aux règlements.

Compte en fiducie

(2) Le compte en fiducie visé au paragraphe (1) est ouvert auprès d'une banque ou d'une banque étrangère autorisée au sens de l'article 2 de la *Loi sur les banques* (Canada), d'une société de prêt ou de fiducie, d'une caisse au sens de la *Loi de 1994 sur les caisses populaires et les credit unions* ou de la Caisse d'épargne de l'Ontario.

Transfer of money, etc.

(3) If money is placed in a trust account under this section, it shall be transferred to the cemetery operator's care and maintenance fund or paid out within no less than 30 days and no more than 60 days.

Sale of future interment rights

56. (1) If interment rights are sold with respect to a cemetery lot in a part of a cemetery or in a mausoleum, columbarium or other facility in the cemetery that, at the time of the sale, has not been built, developed or otherwise made ready for interment purposes, the operator of the cemetery,

- (a) is not, despite clause 53 (7) (b), required to pay any money from the sale of the interment rights into the cemetery's care and maintenance fund; and
- (b) shall ensure that the money described in clause (a) and any money received from the sale of any cemetery supplies and services related to the sale of interment rights is held in trust in accordance with the regulations.

Money held separately

(2) The money held under this section shall be held in trust separate from any other money held by the cemetery operator and disbursed in accordance with the regulations.

Application, scattering rights

(3) This section applies with necessary modifications to scattering rights that are sold with respect to land in a cemetery if land in the cemetery has not, at the time of the sale, been set aside as scattering grounds to be used for the scattering of cremated human remains.

Investment of trust funds by trustee

57. Despite subsection 27 (9) of the *Trustee Act*, a trust agreement with respect to money required to be held in trust under this Act shall not authorize a trustee to make investments with the trust money that would contravene the standard for investments required under subsection 27 (2) of the *Trustee Act*.

Information to registrar, Public Guardian and Trustee

58. (1) The registrar or the Public Guardian and Trustee may require any licensee or trustee to provide,

- (a) audited financial statements on any trust account or trust fund that is required to be established under this Act; and
- (b) any information on trust accounts or trust funds that the licensee or trustee is required to establish under this Act.

Same

(2) A licensee or trustee who receives a request under subsection (1) shall promptly provide all the information or the statement required.

Virement des sommes

(3) Les sommes qui sont placées dans un compte en fiducie en application du présent article sont virées au fonds d'entretien de l'exploitant du cimetière ou déboursées dans un délai d'au moins 30 jours et d'au plus 60 jours.

Vente de droits d'inhumation futurs

56. (1) Si des droits d'inhumation sont vendus à l'égard d'une sépulture de cimetière dans une partie d'un cimetière ou d'un mausolée, d'un columbarium ou d'une autre installation du cimetière qui, au moment de la vente, n'a pas été construite, aménagée ou préparée d'une autre façon aux fins d'inhumation, l'exploitant du cimetière :

- a) d'une part, malgré l'alinéa 53 (7) b), n'est tenu de verser aucune somme provenant de la vente de droits d'inhumation au fonds d'entretien;
- b) d'autre part, veille à ce que les sommes visées à l'alinéa a) et celles qu'il reçoit par suite de la vente de fournitures et de services de cimetière liée à la vente de droits d'inhumation soient détenues en fiducie conformément aux règlements.

Sommes détenues séparément

(2) Les sommes visées au présent article sont détenues en fiducie séparément des autres sommes détenues par l'exploitant du cimetière et sont déboursées conformément aux règlements.

Application : droits de dispersion

(3) Le présent article s'applique, avec les adaptations nécessaires, aux droits de dispersion vendus à l'égard d'un bien-fonds d'un cimetière si celui-ci n'a pas été réservé, au moment de la vente, comme aire de dispersion aux fins de la dispersion de restes humains incinérés.

Placement des fonds en fiducie par le fiduciaire

57. Malgré le paragraphe 27 (9) de la *Loi sur les fiduciaires*, aucune convention de fiducie conclue à l'égard des sommes qui doivent être détenues en fiducie en application de la présente loi ne doit autoriser un fiduciaire à faire des placements qui contreviendraient au critère de placement imposé par le paragraphe 27 (2) de la *Loi sur les fiduciaires*.

Communication de renseignements au registraire et au Tuteur et curateur public

58. (1) Le registraire ou le Tuteur et curateur public peut exiger que le titulaire de permis ou le fiduciaire lui fournisse :

- a) d'une part, des états financiers vérifiés portant sur les comptes ou les fonds en fiducie dont la présente loi exige l'ouverture ou la constitution;
- b) d'autre part, des renseignements sur les comptes ou les fonds en fiducie qu'il est tenu d'ouvrir ou de constituer en application de la présente loi.

Idem

(2) Le titulaire de permis ou le fiduciaire qui reçoit une demande en vertu du paragraphe (1) fournit promptement les renseignements ou les états exigés.

Passing accounts

59. (1) Upon receiving a written direction from the registrar or Public Guardian and Trustee to do so, a person who is required under this Act to establish a trust fund or to hold money in trust shall apply to the Superior Court of Justice to pass the accounts of that trust fund or trust money.

Same

(2) The court, on passing any account, may review and pass upon any agreement made by a licensee.

Same

(3) The court, on passing any account, may make any order that it considers necessary to ensure that the trust is carried out.

No compensation to licensee

60. No licensee shall charge a purchaser of licensed supplies or services, or receive any compensation or payment from such a purchaser, for establishing or maintaining a trust fund.

PART VII COMPENSATION FUNDS

Compensation fund scheme

61. (1) A compensation fund scheme shall be established for the purposes of this Act in accordance with the regulations.

Purpose of compensation fund

(2) The purpose of any prescribed compensation fund shall be to compensate any person who suffers a financial loss due to a failure on the part of a licensee to comply with the Act or the regulations or with the terms of an agreement between the licensee and the person who suffered the loss.

Contributions to fund

(3) A licensee shall make such contributions to a prescribed compensation fund as may be required by regulation at such times and in such a manner as may be prescribed.

PART VIII CODE OF ETHICS AND DISCIPLINE

Code of ethics

62. It is a condition of every licence issued under this Act that a licensee shall comply with such code of ethics as may be established by the Minister under section 112.

Discipline and appeal committee

63. (1) One or more discipline committees shall be established by the Minister in accordance with the regulations for the purpose of hearing and determining matters relevant to a code of ethics.

Approbation des comptes

59. (1) Sur réception d'une directive écrite du registraire ou du Tuteur et curateur public en ce sens, quiconque est tenu de constituer un fonds en fiducie ou de détenir des sommes en fiducie en application de la présente loi demande, par voie de requête, à la Cour supérieure de justice d'approuver les comptes relatifs à ce fonds ou à ces sommes.

Idem

(2) Lors de l'approbation des comptes, le tribunal peut examiner et approuver toute convention conclue par le titulaire de permis.

Idem

(3) Lors de l'approbation des comptes, le tribunal peut rendre toute ordonnance qu'il estime nécessaire pour assurer le respect de la fiducie.

Aucune indemnité pour le titulaire de permis

60. Le titulaire de permis ne doit pas exiger ni recevoir d'indemnité ou de paiement de l'acquéreur de fournitures ou de services autorisés pour la constitution ou le maintien d'un fonds en fiducie.

PARTIE VII FONDS D'INDEMNISATION

Régime de fonds d'indemnisation

61. (1) Un régime de fonds d'indemnisation est établi conformément aux règlements pour l'application de la présente loi.

Objet des fonds d'indemnisation

(2) Tout fonds d'indemnisation prescrit a pour objet d'indemniser quiconque subit une perte financière en raison d'un manquement, de la part d'un titulaire de permis, à son obligation d'observer la présente loi, les règlements ou les conditions d'une convention qu'il a conclue avec la personne qui a subi la perte.

Cotisation au fonds

(3) Le titulaire de permis verse à un fonds d'indemnisation prescrit les cotisations qu'exigent les règlements aux moments prescrits et de la manière prescrite.

PARTIE VIII CODE DE DÉONTOLOGIE ET MESURES DISCIPLINAIRES

Code de déontologie

62. Tout permis délivré en application de la présente loi est assorti de la condition que son titulaire observe le code de déontologie pertinent qu'établit le ministre en application de l'article 112.

Comités de discipline et d'appel

63. (1) Sont constitués par le ministre, conformément aux règlements, un ou plusieurs comités de discipline chargés de décider des affaires concernant un code de déontologie.

Appeals committee

(2) One or more appeals committees shall be established in accordance with the regulations for the purpose of considering appeals from the discipline committees.

Composition

(3) The composition and appointment of the members of a discipline committee and appeals committee shall be as prescribed.

Discipline proceedings

64. (1) A discipline committee may hear and determine any allegation that a licensee has failed to comply with a code of ethics established by the Minister under section 112 in accordance with the prescribed procedures.

Order

(2) If a discipline committee determines that a licensee has failed to comply with the code of ethics, it may order any of the following as appropriate:

1. Require the licensee to take further educational courses.
2. If the licensee is an operator, require the operator to fund educational courses for any sales representative or funeral director employed by the operator in accordance with the terms that may be specified by the committee or to arrange and fund such educational courses.
3. Impose such fine as the committee considers appropriate, to a maximum of \$25,000 or such lesser amount as is prescribed, to be paid by the licensee to the Minister of Finance or to such other person as may be prescribed.
4. Suspend or postpone the taking of further educational courses, the funding or the funding and arranging of educational courses or the imposition of the fine for such period and upon such terms as the committee designates.
5. Fix and impose costs to be paid by the licensee to the Minister of Finance or to such other person as may be prescribed.

Appeal

(3) A party to the discipline proceeding may appeal the decision of the discipline committee to the appeals committee.

Payment of fine

(4) If a fine is imposed under subsection (2), the licensee shall pay the fine within the period specified by the discipline committee or, where there has been an appeal, by the appeals committee, and where no period has been specified, within 60 days after the fine has been imposed.

Public access

(5) Decisions of a discipline committee and an appeals committee shall be made available to the public in such manner as may be prescribed.

Comités d'appel

(2) Sont constitués, conformément aux règlements, un ou plusieurs comités d'appel qui sont saisis des appels des décisions des comités de discipline.

Composition

(3) La composition des comités de discipline et des comités d'appel ainsi que le mode de nomination de leurs membres sont ceux prescrits.

Instances disciplinaires

64. (1) Les comités de discipline peuvent, conformément à la procédure prescrite, décider de la question de savoir si un titulaire de permis n'a pas observé un code de déontologie établi par le ministre en application de l'article 112.

Ordonnance

(2) S'ils décident qu'un titulaire de permis n'a pas observé le code de déontologie, les comités de discipline peuvent, par ordonnance, prendre n'importe laquelle des mesures suivantes, selon ce qui est approprié :

1. Exiger que le titulaire de permis suive d'autres cours de formation.
2. Conformément aux conditions qu'ils précisent, exiger du titulaire de permis qui est un exploitant qu'il finance des cours de formation suivis par les représentants commerciaux ou les directeurs de funérailles qu'il emploie ou qu'il prenne des dispositions pour offrir de tels cours et les financer.
3. Imposer l'amende qu'ils estiment appropriée, laquelle ne peut dépasser 25 000 \$, ou toute somme inférieure prescrite, que le titulaire de permis doit payer au ministre des Finances ou à toute autre personne prescrite.
4. Suspendre ou différer, pour la durée et aux conditions qu'ils fixent, l'obligation de suivre d'autres cours de formation, leur financement, la prise de dispositions pour les offrir et leur financement ou l'imposition de l'amende.
5. Fixer et imposer les dépens que le titulaire de permis doit payer au ministre des Finances ou à toute autre personne prescrite.

Appel

(3) Une partie à l'instance disciplinaire peut interjeter appel d'une décision d'un comité de discipline devant un comité d'appel.

Paiement de l'amende

(4) Le titulaire de permis à qui une amende est imposée en vertu du paragraphe (2) la paie dans le délai que précise le comité de discipline ou, s'il y a eu appel, le comité d'appel, ou, à défaut, au plus tard 60 jours après son imposition.

Consultation par le public

(5) Les décisions des comités de discipline et des comités d'appel sont rendues publiques de la manière prescrite.

Taking of educational course

(6) The licensee shall take the educational course required under subsection (2),

- (a) within the time period specified in the order of the discipline committee or, if the requirement is the subject of an appeal, within the time period specified in the order of the appeals committee; or
- (b) at the first reasonable opportunity after the last order made in respect of the educational course, if no time period is specified in that order.

Transition

65. Until such time as the *Board of Funeral Services Act* is repealed under section 139, this Part and any regulation made under this Part do not apply to licensees who are subject to disciplinary proceedings under sections 16, 17 and 18 of the *Board of Funeral Services Act*.

PART IX COMPLAINTS, INSPECTIONS AND INVESTIGATIONS

Complaints

66. (1) If the registrar receives a complaint about a licensee, the registrar may request information in relation to the complaint from any licensee.

Request for information

(2) A request for information made under subsection (1) shall indicate the nature of the complaint.

Compliance with request

(3) A licensee who receives a written request under subsection (1) shall provide the information as soon as practicable.

Powers

(4) In handling complaints, the registrar may, in accordance with the information received, do any of the following, as appropriate:

1. Attempt to mediate or resolve the complaint.
2. Give the licensee a written warning that if the licensee continues with the activity that led to the complaint, action may be taken against the licensee.
3. Require the licensee to take further educational courses.
4. Refer the matter, in whole or in part, to the discipline committee.
5. Take an action under section 17, subject to section 18.
6. Take further action as is appropriate in accordance with this Act.

Cours de formation

(6) Le titulaire de permis suit tout cours de formation exigé en application du paragraphe (2) :

- a) dans le délai précisé dans l'ordonnance du comité de discipline ou, si l'exigence est portée en appel, dans le délai précisé dans l'ordonnance du comité d'appel;
- b) dès que cela est raisonnablement possible après la dernière ordonnance prise à l'égard du cours, si aucun délai n'y est précisé.

Disposition transitoire

65. Jusqu'à l'abrogation de la *Loi sur le Conseil des services funéraires* en application de l'article 139, la présente partie et ses règlements d'application ne s'appliquent pas aux titulaires de permis qui sont soumis à des instances disciplinaires en application des articles 16, 17 et 18 de cette loi.

PARTIE IX PLAINTES, INSPECTIONS ET ENQUÊTES

Plaintes

66. (1) S'il reçoit une plainte au sujet d'un titulaire de permis, le registrateur peut demander des renseignements sur la plainte à tout titulaire de permis.

Demande de renseignements

(2) La demande de renseignements prévue au paragraphe (1) indique la nature de la plainte.

Conformité

(3) Le titulaire de permis qui reçoit la demande écrite prévue au paragraphe (1) fournit les renseignements le plus tôt possible.

Pouvoirs

(4) Lorsqu'il traite les plaintes, le registrateur peut, compte tenu des renseignements reçus, prendre n'importe laquelle des mesures suivantes, selon ce qui est approprié :

1. Tenter de régler la plainte ou de la résoudre par la médiation.
2. Donner au titulaire de permis un avertissement écrit portant que des mesures pourront être prises à son égard s'il poursuit l'activité qui a donné lieu à la plainte.
3. Exiger que le titulaire de permis suive d'autres cours de formation.
4. Renvoyer l'affaire, en totalité ou en partie, au comité de discipline.
5. Prendre une mesure prévue à l'article 17, sous réserve de l'article 18.
6. Prendre les autres mesures appropriées conformément à la présente loi.

Inspection by registrar

67. (1) The registrar or a person designated in writing by the registrar may conduct an inspection and may, as part of that inspection, enter and inspect at any reasonable time the business premises of a licensee, other than any part of the premises used as a dwelling, for the purposes of,

- (a) ensuring that this Act and the regulations are being complied with;
- (b) dealing with a complaint under section 66; or
- (c) ensuring the licensee remains entitled to a licence.

Powers on inspection

- (2) While carrying out an inspection, an inspector may,
 - (a) examine all money, valuables, documents, records and things that are relevant to the inspection;
 - (b) require a person on the premises being inspected to produce a document, record or thing that is relevant to the inspection;
 - (c) upon giving a receipt therefore, remove, for the purpose of making copies or extracts, documents, records or things relevant to the inspection;
 - (d) inquire into negotiations, transactions, loans or borrowings of a licensee and into assets owned, held in trust, acquired or disposed of by a licensee that are relevant to an inspection;
 - (e) use any data storage, processing or retrieval device or system used in carrying on business in the place in order to produce a document or record in readable form;
 - (f) conduct such tests as are reasonably necessary; and
 - (g) remove materials or substances for examination or test purposes subject to the licensee, or other occupant of the premises, being notified thereof.

Identification

(3) A person conducting an inspection shall produce, on request, evidence of his or her authority to carry out an inspection.

Return of removed things

(4) An inspector who removes any document, record, material, substance or other thing from premises under subsection (2) shall promptly return them to the person being inspected.

Obligation to produce and assist

(5) A person who is required to produce a document, record or thing under clause (2) (b) shall produce it and shall, on request by the inspector, provide any assistance that is reasonably necessary, including assistance in using any data storage, processing or retrieval device or system, to produce a document or record in readable form.

Inspection par le registrateur

67. (1) Le registrateur ou la personne qu'il désigne par écrit peut mener une inspection et, dans ce cadre et à toute heure raisonnable, pénétrer dans les locaux commerciaux d'un titulaire de permis, sauf toute partie qui est utilisée comme logement, et les inspecter pour, selon le cas :

- a) s'assurer que la présente loi et les règlements sont observés;
- b) traiter une plainte visée à l'article 66;
- c) vérifier que le titulaire de permis a toujours le droit de l'être.

Pouvoirs de l'inspecteur

- (2) Dans le cadre d'une inspection, l'inspecteur peut :
 - a) examiner les choses, l'argent, les objets de valeur, les documents et les dossiers pertinents;
 - b) exiger d'une personne se trouvant dans les locaux inspectés qu'elle produise une chose, un document ou un dossier pertinent;
 - c) après remise d'un récépissé à cet effet, prendre les choses, les documents et les dossiers pertinents afin d'en tirer des copies ou des extraits;
 - d) enquêter, pourvu qu'ils soient pertinents, sur les négociations, les transactions, les prêts ou les emprunts d'un titulaire de permis ainsi que sur les biens qui lui appartiennent, qu'il détient en fiducie ou dont il a fait l'acquisition ou a disposé;
 - e) recourir aux dispositifs ou systèmes de stockage, de traitement ou d'extraction des données utilisés pour exploiter une entreprise à cet endroit en vue de produire un document ou un dossier sous forme lisible;
 - f) faire les tests jugés nécessaires;
 - g) prendre, après en avoir avisé le titulaire de permis ou l'occupant des locaux, des matières ou des substances pour effectuer des examens ou des tests.

Identification

(3) La personne qui fait une inspection produit sur demande une preuve de son autorité.

Restitution des choses prises

(4) L'inspecteur qui prend une chose, un document, un dossier, une matière ou une substance dans les locaux en vertu du paragraphe (2) doit les rendre promptement à la personne visée par l'inspection.

Obligation d'aider et de produire des documents

(5) La personne qui est tenue de produire un document, dossier ou objet en vertu de l'alinéa (2) b) le produit et, sur demande de l'inspecteur, fournit l'aide qui est raisonnablement nécessaire, notamment en ce qui a trait à l'utilisation d'un dispositif ou système de stockage, de traitement ou d'extraction des données, afin de produire un document ou un dossier sous forme lisible.

Obstruction prohibited

(6) No person shall obstruct an inspector conducting an inspection or withhold from him or her or conceal or destroy any money, valuables, documents or records that are relevant to the inspection.

Use of force prohibited

(7) An inspector shall not use force to enter and inspect premises under this section.

Admissibility of copies

(8) A copy of a document or record certified by an inspector to be a true copy of the original is admissible in evidence to the same extent as the original and has the same evidentiary value.

Inquiries concerning contravention of Act

68. The Ministry may make inquiries and gather information concerning any matter that comes to its attention that may be a contravention of this Act or the regulations.

Appointment of investigators

69. (1) The director may appoint persons to be investigators for the purposes of conducting investigations.

Certificate of appointment

(2) The director shall issue to every investigator a certificate of appointment bearing his or her signature or a facsimile of the signature.

Production of certificate of appointment

(3) Every investigator who is exercising powers under section 70 shall, upon request, produce the certificate of appointment as an investigator.

Search warrant

70. (1) Upon application made without notice by an investigator appointed under this Act, a justice of the peace may issue a warrant, if he or she is satisfied on information under oath that there is reasonable ground for believing that,

- (a) a person,
 - (i) has contravened or is contravening this Act or the regulations, or
 - (ii) has committed an offence that is relevant to the person's fitness to be licensed under this Act under the *Criminal Code* (Canada) or under the law of any jurisdiction; and
- (b) there are in any building, dwelling, receptacle or place any money, valuables, documents, records or other things relating to a contravention of this Act or the regulations or to the person's fitness to be licensed under this Act.

Interdiction de faire entrave

(6) Nul ne doit faire entrave à l'inspecteur qui fait une inspection, ni retenir, dissimuler ou détruire de l'argent, des objets de valeur, des documents ou des dossiers pertinents.

Interdiction de recourir à la force

(7) L'inspecteur ne doit pas recourir à la force pour pénétrer dans des locaux et les inspecter en vertu du présent article.

Admissibilité des copies

(8) La copie d'un document ou d'un dossier qui est certifiée conforme à l'original par un inspecteur est admissible en preuve au même titre que l'original et a la même valeur probante.

Renseignements sur les contraventions à la Loi

68. Le ministre peut demander et recueillir des renseignements sur toute question susceptible de constituer une contravention à la présente loi ou aux règlements qui vient à sa connaissance.

Nomination d'enquêteurs

69. (1) Le directeur peut nommer des enquêteurs pour mener des enquêtes.

Attestation de nomination

(2) Le directeur délivre une attestation de nomination portant sa signature, ou un fac-similé de celle-ci, à chaque enquêteur.

Production de l'attestation de nomination

(3) L'enquêteur qui exerce les pouvoirs que lui confère l'article 70 produit sur demande son attestation de nomination comme enquêteur.

Mandat de perquisition

70. (1) Sur demande sans préavis d'un enquêteur nommé en vertu de la présente loi, un juge de paix peut délivrer un mandat, s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation faite sous serment, qu'il existe des motifs raisonnables de croire ce qui suit :

- a) une personne, selon le cas :
 - (i) a contrevenu ou contrevient à la présente loi ou aux règlements,
 - (ii) a commis une infraction soit au *Code criminel* (Canada), soit à une loi d'une autorité législative, qui touche son aptitude à recevoir un permis sous le régime de la présente loi;
- b) des choses se rapportant à une contravention à la présente loi ou aux règlements, ou à l'aptitude de la personne à recevoir un permis sous le régime de la présente loi, notamment de l'argent, des objets de valeur, des documents ou des dossiers, se trouvent dans un bâtiment, un logement, un réceptacle ou un endroit.

Powers

(2) A warrant obtained under subsection (1) may authorize an investigator named in the warrant to, upon producing his or her appointment,

- (a) enter premises, including a dwelling, specified in the warrant;
- (b) examine money, valuables, documents, records and other things relevant to the investigation;
- (c) require a person on the premises being investigated to produce a document, record or thing that is relevant to the investigation;
- (d) upon giving a receipt therefore, remove, for the purpose of making copies or extracts, documents, records or things relevant to the investigation;
- (e) use any data storage, processing or retrieval device or system used in carrying on business in order to produce a document or record in readable form;
- (f) inquire into negotiations, transactions, loans or borrowings of a licensee and into assets owned, held in trust, acquired or disposed of by a licensee that are relevant to the investigation;
- (g) conduct such tests as are reasonably necessary;
- (h) remove materials or substances for examination or test purposes subject to the licensee, or other occupant of the premises, being notified thereof; and
- (i) use any other investigative technique or procedure or do anything described in the warrant if information and other evidence concerning the offence will be obtained through the use of the technique or procedure or the doing of the thing.

Conditions on search warrant

(3) A warrant obtained under subsection (1) shall contain such conditions as the justice of the peace considers advisable to ensure that any search authorized by the warrant is reasonable in the circumstances.

Expert help

(4) The warrant may authorize persons who have special, expert or professional knowledge to accompany and assist the investigator in respect of the execution of the warrant.

Powers

(5) For the purposes of this section, the investigator has the powers of a commission under Part II of the *Public Inquiries Act*, which Part applies to the investigation as if it were an inquiry under that Act.

Time of execution

(6) An entry under a warrant issued under this section shall be made between 6 a.m. and 9 p.m., unless the warrant specifies otherwise.

Pouvoirs

(2) Le mandat obtenu en vertu du paragraphe (1) peut autoriser l'enquêteur qui y est nommé à faire ce qui suit, sur présentation de son attestation de nomination :

- a) pénétrer dans les locaux, y compris les logements, qui y sont précisés;
- b) examiner des choses pertinentes, notamment de l'argent, des objets de valeur, des documents et des dossiers;
- c) exiger d'une personne se trouvant dans les locaux qui font l'objet de l'enquête qu'elle produise une chose, un document ou un dossier pertinent;
- d) après remise d'un récépissé à cet effet, prendre les choses, les documents et les dossiers pertinents afin d'en tirer des copies ou des extraits;
- e) recourir aux dispositifs ou systèmes de stockage, de traitement ou d'extraction des données utilisés pour exploiter l'entreprise en vue de produire un document ou un dossier sous forme lisible;
- f) enquêter, pourvu qu'ils soient pertinents, sur les négociations, les transactions, les prêts ou les emprunts d'un titulaire de permis et sur les biens qui lui appartiennent, qu'il détient en fiducie ou dont il a fait l'acquisition ou a disposé;
- g) faire les tests jugés raisonnablement nécessaires;
- h) prendre, après en avoir avisé le titulaire du permis ou l'occupant des locaux, des matières ou des substances pour effectuer des examens ou des tests;
- i) utiliser toute autre technique ou méthode d'enquête ou accomplir tout acte qui est mentionné dans le mandat si la technique, la méthode ou l'acte permettra d'obtenir des renseignements ou d'autres éléments de preuve se rapportant à l'infraction.

Conditions : mandat

(3) Le mandat obtenu en vertu du paragraphe (1) est assorti des conditions que le juge de paix estime souhaitables pour faire en sorte que la perquisition qu'il autorise soit raisonnable dans les circonstances.

Experts

(4) Le mandat peut autoriser des personnes qui possèdent des connaissances particulières, spécialisées ou professionnelles à accompagner l'enquêteur et à l'aider à exécuter le mandat.

Pouvoirs

(5) Pour l'application du présent article, l'enquêteur est investi des pouvoirs que confère à une commission la partie II de la *Loi sur les enquêtes publiques*, laquelle partie s'applique à l'enquête comme s'il s'agissait d'une enquête au sens de cette loi.

Heures d'exécution

(6) Sauf mention contraire, l'entrée autorisée par un mandat délivré en vertu du présent article a lieu entre 6 heures et 21 heures.

Expiry of warrant

(7) A warrant issued under this section shall name a date of expiry, which shall be no later than 30 days after the warrant is issued, but a justice of the peace may extend the date of expiry for an additional period of no more than 30 days, upon application without notice by the investigator named in the warrant.

Use of force

(8) The investigator named in the warrant may call upon police officers for assistance in executing the warrant and the investigator may use whatever force is reasonably necessary to execute the warrant.

Obstruction

(9) No person shall obstruct an investigator carrying out an investigation under this section or withhold from him or her or conceal, alter or destroy any money, valuables, documents, records or other things relevant to the investigation.

Obligation to produce and assist

(10) A person who is required to produce a document, record or thing under clause (2) (c) shall produce it and shall, on request by the investigator, provide any assistance that is reasonably necessary, including assistance in using any data storage, processing or retrieval device or system, to produce a document or record in readable form.

Return of removed things

(11) An investigator who removes any document, record, material, substance or other thing from premises under subsection (2) shall return them within a reasonable time.

Admissibility

(12) A copy of a document or record certified by an investigator as being a true copy of the original is admissible in evidence to the same extent as the original and has the same evidentiary value.

Searches in exigent circumstances

71. (1) Although a warrant issued under section 70 would otherwise be required, an investigator may exercise any of the powers described in subsection 70 (2) without a warrant if the conditions for obtaining the warrant exist but by reason of exigent circumstances it would be impracticable to obtain the warrant.

Dwellings

(2) Subsection (1) does not apply to a building or part of a building that is being used as a dwelling place.

Use of force

(3) The investigator may, in executing any authority given by this section, call upon police officers for assistance and use whatever force is reasonably necessary.

Expiration du mandat

(7) Le mandat délivré en vertu du présent article précise sa date d'expiration, qui ne doit pas tomber plus de 30 jours après sa délivrance. Toutefois, un juge de paix peut reporter la date d'expiration d'au plus 30 jours sur demande sans préavis de l'enquêteur nommé sur le mandat.

Recours à la force

(8) L'enquêteur nommé sur le mandat peut faire appel à l'aide d'agents de police et recourir à toute la force raisonnablement nécessaire pour l'exécuter.

Entrave

(9) Nul ne doit faire entrave à l'enquêteur qui mène une enquête en vertu du présent article, ni retenir, dissimuler, modifier ou détruire des choses pertinentes, notamment de l'argent, des objets de valeur, des documents ou des dossiers.

Obligation d'aider et de produire des documents

(10) La personne qui est tenue de produire une chose, un document ou un dossier en vertu de l'alinéa (2) c) le produit et, sur demande de l'inspecteur, fournit l'aide qui est raisonnablement nécessaire, notamment en ce qui a trait à l'utilisation d'un dispositif ou système de stockage, de traitement ou d'extraction des données, afin de produire un document ou un dossier sous forme lisible.

Restitution des choses prises

(11) L'enquêteur qui prend une chose, un document, un dossier, une matière ou une substance dans des locaux en vertu du paragraphe (2) doit les rendre dans un délai raisonnable.

Admissibilité

(12) La copie d'un document ou d'un dossier qui est certifiée conforme à l'original par un enquêteur est admissible en preuve au même titre que l'original et a la même valeur probante.

Perquisitions en cas d'urgence

71. (1) Malgré le fait qu'un mandat décerné en vertu de l'article 70 serait par ailleurs exigé, un enquêteur peut exercer sans mandat les pouvoirs visés au paragraphe 70 (2) lorsque l'urgence de la situation rend difficilement réalisable l'obtention du mandat, pourvu que les conditions de sa délivrance soient réunies.

Logements

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux bâtiments ou parties de bâtiments qui sont utilisés comme logements.

Recours à la force

(3) Dans l'exercice des pouvoirs que lui confère le présent article, l'enquêteur peut faire appel à des agents de police et recourir à toute la force raisonnablement nécessaire.

Admissibility

(4) A copy of a document or record certified by an investigator as being a true copy of the original is admissible in evidence to the same extent as the original and has the same evidentiary value.

**PART X
ENFORCEMENT**

Freeze order

72. (1) If the conditions in subsection (2) are met, the director may in writing,

- (a) order any person having on deposit or controlling any assets or trust funds of a licensee or former licensee to hold those funds or assets;
- (b) order a licensee or former licensee to refrain from withdrawing any asset or trust fund from a person having it on deposit or controlling it; or
- (c) order a licensee or former licensee to hold any asset or trust fund of a client, customer or other person in trust for the person entitled to it.

Conditions

(2) The director may make an order under subsection (1) if he or she believes that it is advisable for the protection of the clients or customers of a licensee or former licensee and,

- (a) an investigation of the licensee or former licensee has been undertaken under this Act; or
- (b) criminal proceedings or proceedings in relation to a contravention of any Act or regulation are about to be or have been instituted against the licensee or former licensee in connection with or arising out of the business in respect of which the licensee or former licensee is or was licensed.

Scope of order

(3) In the case of an asset or trust fund on deposit with or controlled by a bank or authorized foreign bank within the meaning of section 2 of the *Bank Act* (Canada), a credit union within the meaning of the *Credit Unions and Caisses Populaires Act, 1994* or a loan or trust corporation or a Province of Ontario Savings Office, the order under subsection (1) applies only to the offices and branches named in the order.

Exception

(4) Subsection (1) does not apply if the licensee or former licensee files with the director, in such manner and amount as the director determines,

- (a) a personal bond accompanied by collateral security;

Admissibilité

(4) La copie d'un document ou d'un dossier qui est certifiée conforme à l'original par un enquêteur est admissible en preuve au même titre que l'original et a la même valeur probante.

**PARTIE X
EXÉCUTION**

Ordonnance de blocage

72. (1) Si les conditions énoncées au paragraphe (2) sont réunies, le directeur peut, par écrit :

- a) soit ordonner à la personne qui est le dépositaire ou qui a le contrôle de fonds en fiducie ou de biens d'un titulaire de permis ou d'un ancien titulaire de permis de les retenir;
- b) soit ordonner à un titulaire de permis ou à un ancien titulaire de permis de s'abstenir de retirer des fonds en fiducie ou des biens des mains de la personne qui en est le dépositaire ou qui en a le contrôle;
- c) soit ordonner à un titulaire de permis ou à un ancien titulaire de permis de détenir en fiducie pour la personne qui y a droit les fonds en fiducie ou les biens d'un client ou d'une autre personne.

Conditions

(2) Le directeur peut prendre une ordonnance en vertu du paragraphe (1) s'il l'estime souhaitable pour la protection des clients d'un titulaire de permis ou d'un ancien titulaire de permis et :

- a) soit qu'une enquête sur le titulaire de permis ou l'ancien titulaire de permis a été entreprise en vertu de la présente loi;
- b) soit qu'une poursuite criminelle ou une poursuite pour contravention à une loi ou à un règlement a été ou est sur le point d'être intentée contre le titulaire de permis ou l'ancien titulaire de permis et qu'elle se rapporte à l'entreprise à l'égard de laquelle un permis lui a été délivré ou en découle.

Portée de l'ordonnance

(3) Dans le cas d'un fonds en fiducie ou d'un bien déposé auprès d'une banque ou d'une banque étrangère autorisée au sens de l'article 2 de la *Loi sur les banques* (Canada), d'une caisse au sens de la *Loi de 1994 sur les caisses populaires et les credit unions*, d'une société de prêt ou de fiducie ou de la Caisse d'épargne de la province de l'Ontario ou dont celle-ci a le contrôle, l'ordonnance prise en vertu du paragraphe (1) ne s'applique qu'aux bureaux et succursales qui y sont précisés.

Exception

(4) Le paragraphe (1) ne s'applique pas si le titulaire de permis ou l'ancien titulaire de permis dépose auprès du directeur, de la manière et selon le montant qu'il détermine :

- a) soit un cautionnement personnel accompagné d'une garantie accessoire;

- (b) a bond of an insurer licensed under the *Insurance Act* to write surety and fidelity insurance;
- (c) a bond of a guarantor accompanied by collateral security; or
- (d) another prescribed form of security.

Term of order

(5) A person who has been ordered to hold assets or trust funds or to refrain from withdrawing assets or trust funds under subsection (1) shall continue to comply with the order until,

- (a) the director consents to the release of the asset or trust fund or revokes the order under section 74;
- (b) an order is made by a judge of the Superior Court of Justice under section 75; or
- (c) the order made under subsection (1) is cancelled in whole or in part by the Tribunal under section 76.

Notice registered against land

73. (1) If an order is made under subsection 72 (1), the director may register in the appropriate land registry office a notice that an order under subsection 72 (1) has been issued and that the order may affect land belonging to the person referred to in the notice.

Effect of registration

(2) The registration of a notice under subsection (1) has the same effect as the registration of a certificate of pending litigation, except that the director may in writing revoke or modify the notice.

Release of assets

74. The director may consent to the release of any particular asset or trust fund from an order made under subsection 72 (1) or may wholly revoke the order.

Application to court

75. (1) If an order is made under subsection 72 (1), an application may be made to a judge of the Superior Court of Justice for a determination in respect of the disposition of any asset or trust fund,

- (a) by the director;
- (b) by a person who controls or has on deposit an asset or trust fund that is subject to the order; or
- (c) by a person who claims an interest in any asset or trust fund that is subject to the order.

Same

(2) If notice of an order has been registered in a land registry office under subsection 73 (1), the director may

- b) soit le cautionnement d'un assureur titulaire d'un permis délivré en vertu de la *Loi sur les assurances* qui l'autorise à faire souscrire de l'assurance de cautionnement et de l'assurance contre les détournements;
- c) soit le cautionnement d'un garant accompagné d'une garantie accessoire;
- d) soit l'autre forme de garantie qui est prescrite.

Durée de l'ordonnance

(5) La personne à qui il a été ordonné, en application du paragraphe (1), de retenir des fonds en fiducie ou des biens ou de s'abstenir de les retirer continue de se conformer à l'ordonnance jusqu'à ce que, selon le cas :

- a) le directeur consente à soustraire le fonds en fiducie ou le bien à l'application de l'ordonnance ou la révoque en vertu de l'article 74;
- b) un juge de la Cour supérieure de justice rende une ordonnance en vertu de l'article 75;
- c) le Tribunal annule, en vertu de l'article 76, tout ou partie de l'ordonnance prise en vertu du paragraphe (1).

Enregistrement d'un avis sur le bien-fonds

73. (1) S'il prend une ordonnance en vertu du paragraphe 72 (1), le directeur peut enregistrer au bureau d'enregistrement immobilier compétent un avis indiquant qu'une ordonnance visée à ce paragraphe a été rendue et que celle-ci peut toucher des biens-fonds de la personne mentionnée dans l'avis.

Effet de l'enregistrement

(2) L'enregistrement d'un avis en vertu du paragraphe (1) a le même effet que l'enregistrement d'un certificat d'affaire en instance, sauf que le directeur peut le révoquer ou le modifier par écrit.

Soustraction de biens

74. Le directeur peut consentir à soustraire un fonds en fiducie ou un bien particulier à l'application d'une ordonnance prise en vertu du paragraphe 72 (1) ou la révoquer en totalité.

Présentation d'une requête au tribunal

75. (1) S'il est pris une ordonnance en vertu du paragraphe 72 (1), l'une ou l'autre des personnes suivantes peut présenter une requête à un juge de la Cour supérieure de justice pour qu'il soit statué sur la disposition d'un fonds en fiducie ou d'un bien :

- a) le directeur;
- b) quiconque a le contrôle d'un fonds en fiducie ou d'un bien visé par l'ordonnance ou auprès de qui il est déposé;
- c) quiconque revendique un intérêt sur un fonds en fiducie ou un bien visé par l'ordonnance.

Idem

(2) Si un avis d'ordonnance a été enregistré à un bureau d'enregistrement immobilier en vertu du paragraphe

apply to the Superior Court of Justice for a determination in respect of the disposition of any land affected by the registration of the notice.

Notice not required

(3) An application by the director under subsection (1) or (2) may be made without notice.

Order

(4) A judge who receives an application under subsection (1) or (2) may give directions or make an order as to the disposition of assets, trust funds or land affected by the order or notice.

Appeal to Tribunal

76. (1) A licensee or former licensee in respect of whom an order has been made under subsection 72 (1) or any person having an interest in land in respect of which a notice is registered under subsection 73 (1) may apply to the Tribunal for cancellation in whole or in part of the order or for discharge in whole or in part of the registration.

Disposition by Tribunal

(2) The Tribunal shall dispose of the application after a hearing and may cancel the order or discharge the registration in whole or in part if it finds,

- (a) that the order or registration is not required in whole or in part for the protection of clients or customers of the applicant or of other persons having an interest in the land; or
- (b) that the interests of other persons are unduly prejudiced by the order or registration.

Parties

(3) The applicant, the director and such other persons as the Tribunal may specify are parties to the proceedings before the Tribunal.

Appointment of receiver and manager

77. (1) The director may apply to the Superior Court of Justice for the appointment of a receiver and manager to take possession and control of the business of an operator if,

- (a) an investigation of the licensee has been undertaken under this Act;
- (b) the director has made or is about to make an order under section 72;
- (c) the director has reasonable grounds to believe that a licensee has failed or is about to fail to provide contracted and paid for supplies or services to a customer; or
- (d) the director is advised that the registrar has proposed to suspend or revoke a licence under section 17 or to temporarily suspend a licence under section 19.

73 (1), le directeur peut, par voie de requête, demander à la Cour supérieure de justice de statuer sur la disposition des biens-fonds touchés par l'enregistrement de l'avis.

Avis non exigé

(3) Le directeur peut présenter une requête en vertu du paragraphe (1) ou (2) sans préavis.

Ordonnance

(4) Le juge qui reçoit la requête visée au paragraphe (1) ou (2) peut donner des directives ou rendre une ordonnance quant à la disposition des fonds en fiducie, des biens ou des biens-fonds visés par l'ordonnance ou l'avis.

Appel devant le Tribunal

76. (1) Le titulaire de permis ou l'ancien titulaire de permis visé par une ordonnance prise en vertu du paragraphe 72 (1), ou le titulaire d'un intérêt sur un bien-fonds à l'égard duquel un avis est enregistré en vertu du paragraphe 73 (1), peut, par voie de requête, demander au Tribunal l'annulation de tout ou partie de l'ordonnance ou la radiation de tout ou partie de l'enregistrement.

Décision du Tribunal

(2) Le Tribunal doit décider de la requête après la tenue d'une audience et peut annuler l'ordonnance ou radier l'enregistrement, en totalité ou en partie, s'il conclut :

- a) soit que l'ordonnance ou l'enregistrement n'est pas en totalité ou en partie nécessaire pour protéger les clients du requérant ou les autres titulaires d'intérêts sur le bien-fonds;
- b) soit que l'ordonnance ou l'enregistrement porte indûment atteinte aux intérêts d'autres personnes.

Parties

(3) Le requérant, le directeur et les autres personnes que précise le Tribunal sont parties à l'instance tenue devant celui-ci.

Nomination d'un administrateur-séquestre

77. (1) Le directeur peut, par voie de requête, demander à la Cour supérieure de justice de nommer un administrateur-séquestre chargé de prendre possession de l'entreprise d'un exploitant et d'en assumer le contrôle si, selon le cas :

- a) une enquête sur le titulaire de permis a été entreprise en application de la présente loi;
- b) il a pris une ordonnance en vertu de l'article 72 ou est sur le point de le faire;
- c) il a des motifs raisonnables de croire que le titulaire de permis n'a pas fourni des services ou des fournitures qu'il s'est engagé à fournir par contrat à un client qui les a payés ou est sur le point de ne pas les fournir;
- d) il est informé que le registrateur a manifesté son intention de suspendre ou de révoquer un permis en vertu de l'article 17 ou de le suspendre temporairement en vertu de l'article 19.

Order to appoint

(2) The court may make an order for the appointment of a receiver and manager if it is satisfied that it is in the public interest to have a receiver and manager take control of an operator's business.

Notice

(3) The court may make an order under subsection (2) without notice, or if it considers that notice should be given, upon such notice as the court stipulates.

Appointment not longer than 60 days

(4) The order of the court shall provide for the term of the receiver and manager but the term shall not be longer than 60 days.

60-day extensions

(5) Despite subsection (4), the director may, without notice, apply to the court to extend the receiver and manager's term for further terms of not more than 60 days each.

Duties of receiver and manager

- (6) The receiver and manager shall,
 - (a) take possession and control of the assets of the operator's business;
 - (b) conduct the operator's business; and
 - (c) take such steps that are, in the opinion of the receiver and manager, necessary for the rehabilitation of the business.

Powers of receiver and manager

(7) The receiver and manager has all the powers of the board of directors of the corporation, if the operator is a corporation, or of a sole proprietor or all partners if the operator is not a corporation.

May exclude directors, etc.

(8) Without limiting the generality of subsection (7), the receiver and manager may exclude the directors, officers, employees and agents of the business, interested persons in respect of the business and any other persons connected with the business from the premises and property of the business.

Interested persons

(9) Subsection 14 (3) applies to this section except that the opinion as to whether a person is deemed to be interested in respect of another person is that of the receiver and manager.

Restraining orders

78. (1) If it appears to the director that a person is not complying with this Act or the regulations or an order made under this Act, the director may apply to the Superior Court of Justice for an order directing that person to comply, and, upon the application, the court may make such order as the court thinks fit.

Ordonnance de nomination

(2) S'il est convaincu qu'il est dans l'intérêt public qu'un administrateur-séquestre assume le contrôle de l'entreprise d'un exploitant, le tribunal peut, par ordonnance, en nommer un.

Préavis

(3) Le tribunal peut rendre l'ordonnance visée au paragraphe (2) sans préavis ou avec le préavis qu'il juge utile.

Mandat d'au plus 60 jours

(4) L'ordonnance du tribunal fixe la durée du mandat de l'administrateur-séquestre, qui ne doit pas dépasser 60 jours.

Prorogation de 60 jours

(5) Malgré le paragraphe (4), le directeur peut, par voie de requête et sans préavis, demander au tribunal de proroger le mandat de l'administrateur-séquestre pour des périodes supplémentaires d'au plus 60 jours chacune.

Fonctions de l'administrateur-séquestre

- (6) L'administrateur-séquestre fait ce qui suit :
 - a) il prend possession des éléments d'actif de l'entreprise de l'exploitant et en assume le contrôle;
 - b) il dirige l'entreprise de l'exploitant;
 - c) il prend les mesures qu'il estime nécessaires au redressement de l'entreprise.

Pouvoirs de l'administrateur-séquestre

(7) L'administrateur-séquestre a tous les pouvoirs du conseil d'administration de la personne morale, si l'exploitant en est une, ou d'un propriétaire unique ou de tous les associés, s'il n'en est pas une.

Exclusion des administrateurs

(8) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (7), l'administrateur-séquestre peut interdire l'accès aux locaux et aux biens de l'entreprise à ses administrateurs, dirigeants, employés et mandataires, aux personnes intéressées à son égard et à quiconque a un autre lien avec elle.

Personnes intéressées

(9) Le paragraphe 14 (3) s'applique au présent article, sauf que c'est à l'administrateur-séquestre qu'il revient de décider si une personne est réputée être intéressée à l'égard d'une autre personne.

Ordonnance de ne pas faire

78. (1) S'il lui semble qu'une personne n'observe pas la présente loi, les règlements ou une ordonnance prise ou rendue en vertu de celle-ci, le directeur peut demander, par voie de requête, à la Cour supérieure de justice de rendre une ordonnance lui enjoignant de les observer. La Cour peut alors rendre l'ordonnance qu'elle estime indiquée.

Same

(2) Subsection (1) applies in addition to any other procedures that may be available to the director, whether or not the director has exercised his or her rights under such procedures.

Appeal

(3) An appeal lies to the Divisional Court from an order made under subsection (1).

Offence

79. (1) A person is guilty of an offence who,

- (a) furnishes false information in any application under this Act or in any statement or return required under this Act;
- (b) fails to comply with any order, other than an order issued under section 64, direction or other requirement under this Act; or
- (c) contravenes or fails to comply with any section of this Act or the regulations, other than a code of ethics established by the Minister under section 112.

Corporations

(2) An officer or director of a corporation is guilty of an offence who fails to take reasonable care to prevent the corporation from committing an offence mentioned in subsection (1).

Penalties

(3) An individual who is convicted of an offence under this Act is liable to a fine of not more than \$50,000 or to imprisonment for a term of not more than two years less a day, or both, and a corporation that is convicted of an offence under this Act is liable to a fine of not more than \$250,000.

Limitation

(4) No proceeding under this section shall be commenced more than two years after the facts upon which the proceeding is based first came to the knowledge of the director.

Orders for compensation, restitution

80. (1) If a person is convicted of an offence under this Act, the court making the conviction may, in addition to any other penalty, order the person convicted to pay compensation or make restitution.

Where insurance has paid

(2) If an order is made in a person's favour under subsection (1) and that person has already received compensation or restitution from an insurer, the person ordered to pay the compensation or make restitution shall deliver the amount to the insurer.

Idem

(2) Le paragraphe (1) s'applique en plus des autres recours dont dispose le directeur, qu'il ait exercé ou non les droits que lui confèrent ces recours.

Appel

(3) Il peut être interjeté appel de l'ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1) devant la Cour divisionnaire.

Infraction

79. (1) Est coupable d'une infraction quiconque, selon le cas :

- a) fournit de faux renseignements, soit dans une demande ou une requête présentée en vertu de la présente loi, soit dans une déclaration ou un rapport qu'exige la présente loi;
- b) n'observe pas une ordonnance prise ou rendue, une directive donnée ou une autre exigence imposée en vertu de la présente loi, à l'exception d'une ordonnance prise en vertu de l'article 64;
- c) contrevient à un article de la présente loi ou de ses règlements d'application, à l'exception d'un code de déontologie établi par le ministre en vertu de l'article 112, ou ne l'observe pas.

Personnes morales

(2) Est coupable d'une infraction le dirigeant ou l'administrateur d'une personne morale qui ne prend aucune précaution raisonnable pour l'empêcher de commettre une infraction prévue au paragraphe (1).

Peines

(3) Le particulier qui est déclaré coupable d'une infraction prévue par la présente loi est passible d'une amende maximale de 50 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de deux ans moins un jour, ou d'une seule de ces peines. La personne morale qui est déclarée coupable d'une telle infraction est passible d'une amende maximale de 250 000 \$.

Prescription

(4) Est irrecevable l'instance introduite en vertu du présent article plus de deux ans après que les faits sur lesquels elle se fonde sont venus à la connaissance du directeur pour la première fois.

Ordonnance : indemnité ou restitution

80. (1) Le tribunal qui déclare une personne coupable d'une infraction prévue par la présente loi peut, en plus de toute autre peine, lui ordonner de verser une indemnité ou d'effectuer une restitution.

Cas où l'assureur a payé

(2) Si une ordonnance est rendue en faveur d'une personne en vertu du paragraphe (1) et qu'un assureur lui a déjà versé une indemnité ou a déjà effectué la restitution en sa faveur, la personne à qui il est ordonné de verser l'indemnité ou d'effectuer la restitution remet la somme à l'assureur.

Disclosure of default in payment of fine

81. (1) If a fine payable as a result of a conviction for an offence under this Act is in default for at least 60 days, the director may disclose to a consumer reporting agency the name of the defaulter, the amount of the fine and the date the fine went into default.

Where payment made

(2) Within 10 days after the director has notice that the fine has been paid in full, the director shall inform the consumer reporting agency of the payment.

Transition

(3) Despite the repeal of section 79 of the *Cemeteries Act (Revised)* and of section 45 of the *Board of Funeral Services Act*, if a fine is payable as a result of a conviction under one of those sections, the director may treat the fine as if it is payable as a result of a conviction under this Act, and subsections (1) and (2) apply to such a fine in like manner as they apply to a fine payable for a conviction under this Act.

Liens and charges

82. (1) If a fine payable as a result of a conviction for an offence under this Act is in default for at least 60 days, the director may by order create a lien against the property of the person who is liable to pay the fine.

Liens on personal property

(2) If the lien created by the director under subsection (1) relates to personal property,

- (a) the *Personal Property Security Act*, except Part V, applies with necessary modifications to the lien, despite clause 4 (1) (a) of that Act;
- (b) the lien shall be deemed to be a security interest that has attached for the purposes of the *Personal Property Security Act*; and
- (c) the director may perfect the security interest referred to in clause (b) for the purposes of the *Personal Property Security Act* by the registration of a financing statement under that Act.

Liens and charges on real property

(3) If the lien created by the director under subsection (1) relates to real property, the director may register the lien against the property of the person liable to pay the fine in the proper land registry office and, on registration, the obligation under the lien becomes a charge on the property.

Défaut de paiement d'amende

81. (1) En cas de défaut de paiement, depuis au moins 60 jours, d'une amende payable par suite d'une déclaration de culpabilité pour infraction à la présente loi, le directeur peut divulguer à une agence de renseignements sur le consommateur le nom de la personne en défaut, le montant de l'amende et la date à laquelle son paiement est en défaut.

Paiement effectué

(2) Dans les 10 jours qui suivent la date à laquelle il reçoit un avis du paiement intégral de l'amende, le directeur en informe l'agence de renseignements sur le consommateur.

Disposition transitoire

(3) Malgré l'abrogation de l'article 79 de la *Loi sur les cimetières (révisée)* et de l'article 45 de la *Loi sur le Conseil des services funéraires*, si une amende est payable par suite d'une déclaration de culpabilité prononcée en application d'un de ces articles, le directeur peut la traiter comme si elle était payable par suite d'une déclaration de culpabilité prononcée en application de la présente loi. Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent alors à l'amende de la même manière qu'ils s'appliquent à une amende payable par suite d'une déclaration de culpabilité prononcée en application de la présente loi.

Privilèges et charges

82. (1) En cas de défaut de paiement, depuis au moins 60 jours, d'une amende payable par suite d'une déclaration de culpabilité pour infraction à la présente loi, le directeur peut, par ordonnance, créer un privilège sur les biens de la personne en cause.

Privilèges sur des biens meubles

(2) Si le privilège créé par le directeur en vertu du paragraphe (1) concerne des biens meubles :

- a) la *Loi sur les sûretés mobilières*, à l'exclusion de la partie V, s'applique, avec les adaptations nécessaires, au privilège, malgré l'alinéa 4 (1) a) de cette loi;
- b) le privilège est réputé une sûreté qui grève les biens meubles pour l'application de la *Loi sur les sûretés mobilières*;
- c) le directeur peut rendre la sûreté visée à l'alinéa b) opposable pour l'application de la *Loi sur les sûretés mobilières* en enregistrant un état de financement en application de cette loi.

Privilèges et charges sur des biens immeubles

(3) Si le privilège créé par le directeur en vertu du paragraphe (1) concerne un bien immeuble de la personne tenue de payer l'amende, le directeur peut l'enregistrer à l'égard du bien au bureau d'enregistrement immobilier compétent et l'obligation qui découle du privilège devient une charge sur le bien au moment de son enregistrement.

Initiation of sale proceedings prohibited

(4) The director shall not initiate sale proceedings in respect of any real property against which he or she has registered a lien under subsection (3).

Proceeds of sale

(5) If a lien is perfected by registration under subsection (2) or is registered against real property under subsection (3) and the related real or personal property is sold, the director shall ensure that the funds he or she receives as a result of the sale are used to pay the fine.

Discharge of lien

(6) Within 10 days after the director has knowledge of the payment in full of the fine, the director shall,

- (a) discharge the registration of any financing statement registered under clause (2) (c); and
- (b) register a discharge of a charge created on registration of a lien under subsection (3).

**PART XI
SPECIAL PROVISIONS
RE: CEMETERIES, CREMATORIALS
AND BURIAL SITES**

ESTABLISHMENT OF CEMETERY OR CREMATORIUM**Conditions to establishment, etc.**

83. No person shall establish, alter or increase the capacity of a cemetery or crematorium unless,

- (a) the person has obtained the approval of,
 - (i) in the case of a cemetery or crematorium that is situated in a municipality or that is proposed to be established in or extended to a municipality, the municipality, or
 - (ii) in the case of a cemetery or crematorium that is situated on Crown lands in unorganized territory or that is proposed to be established on, or enlarged to encroach on, Crown lands in unorganized territory, the Minister of Natural Resources; and
- (b) after having obtained an approval under clause (a), where appropriate, the person has obtained the consent of the registrar.

Municipal approval

84. (1) A municipality that receives a request for an approval to establish, alter or increase a cemetery or crematorium in the municipality, shall grant the approval if, in the municipality's opinion, it is in the public interest.

Public hearing

(2) A municipality may hold a public hearing to determine if the approval is in the public interest.

Interdiction : démarches visant la vente

(4) Le directeur ne doit pas entreprendre de démarches visant la vente d'un bien immeuble à l'égard duquel il a enregistré un privilège en vertu du paragraphe (3).

Produit de la vente

(5) Si un privilège est rendu opposable par enregistrement en vertu du paragraphe (2) ou est enregistré à l'égard d'un bien immeuble en vertu du paragraphe (3) et que le bien qu'il vise est vendu, le directeur veille à ce que les sommes qu'il reçoit par suite de la vente soient affectées au paiement de l'amende.

Mainlevée du privilège

(6) Dans les 10 jours qui suivent la date à laquelle il a connaissance du paiement intégral de l'amende, le directeur :

- a) d'une part, donne mainlevée de l'enregistrement de l'état de financement enregistré en vertu de l'alinéa (2) c);
- b) d'autre part, enregistre une mainlevée de la charge créée au moment de l'enregistrement d'un privilège en application du paragraphe (3).

**PARTIE XI
DISPOSITIONS SPÉCIALES CONCERNANT
LES CIMETIÈRES, LES CRÉMATOIRES
ET LES LIEUX DE SÉPULTURE**

CRÉATION D'UN CIMETIÈRE OU D'UN CRÉMATOIRE**Conditions de création**

83. Nul ne doit créer, modifier ou agrandir un cimetière ou un crématoire sans :

- a) d'une part, avoir obtenu l'approbation :
 - (i) soit de la municipalité concernée, dans le cas d'un cimetière ou d'un crématoire qui est situé dans une municipalité ou qu'il est envisagé de créer ou d'agrandir dans une municipalité,
 - (ii) soit du ministre des Richesses naturelles, dans le cas d'un cimetière ou d'un crématoire qui est situé sur des terres de la Couronne d'un territoire non érigé en municipalité ou qu'il est envisagé de créer sur de telles terres ou d'agrandir de sorte qu'il empiète sur elles;
- b) d'autre part, avoir obtenu l'autorisation du registraire après avoir obtenu l'approbation visée à l'alinéa a).

Approbation de la municipalité

84. (1) La municipalité qui reçoit une demande d'approbation en vue de la création, de la modification ou de l'agrandissement d'un cimetière ou d'un crématoire qui y est situé accorde son approbation si elle est d'avis qu'il est dans l'intérêt public de le faire.

Audience publique

(2) La municipalité peut tenir une audience publique afin d'établir s'il est dans l'intérêt public de donner l'approbation.

Timing of decision

(3) A municipality shall give or refuse its approval within a reasonable time after receiving a request for an approval.

Notice of decision

(4) Upon deciding to approve or refuse a request for an approval, a municipality shall,

- (a) send a copy of the decision together with the reasons for it to the registrar and to the person making the request; and
- (b) publish notice of the decision in a local newspaper.

Appeal to O.M.B.

85. (1) The applicant, registrar or any person with an interest therein may appeal the decision of a municipality under section 84 to the Ontario Municipal Board within,

- (a) 15 days after the day of publication in a local newspaper; or
- (b) if the appeal is brought by the applicant or registrar and that person receives a copy of the municipality's decision after the day it was published in a local newspaper, 15 days after the day the applicant or registrar, as the case may be, receives a copy of the decision.

Hearing

(2) The Ontario Municipal Board shall hold a hearing and the registrar is entitled to make representations at any such hearing.

Decision

(3) The Ontario Municipal Board may reverse the decision appealed from and substitute its own decision which is final.

Registrar's consent

86. (1) Upon application made by a person described in subsection (2), the registrar shall consent to the establishment, alteration or increase in the capacity of a cemetery or crematorium if the applicant,

- (a) pays the fee required under section 108;
- (b) submits the prescribed documents showing the layout of the cemetery and the location of existing or proposed plots, lots, scattering grounds, structures and fixtures;
- (c) pays a deposit in a prescribed amount into a care and maintenance fund;
- (d) is licensed to operate the cemetery or crematorium and is, and will be upon granting the consent, in compliance with the requirements of this Act and the regulations and the laws intended for the protection of the environment and of health; and

Délai

(3) La municipalité accorde ou refuse son approbation dans un délai raisonnable après avoir reçu une demande en ce sens.

Avis de la décision

(4) Dès qu'elle décide d'approuver ou de rejeter une demande d'approbation, la municipalité :

- a) d'une part, envoie une copie de sa décision, accompagnée des motifs, au registrateur et à l'auteur de la demande;
- b) d'autre part, publie un avis de la décision dans un journal local.

Appel devant la C.A.M.O.

85. (1) L'auteur de la demande, le registrateur ou toute personne qui a un intérêt dans la demande peut interjeter appel de la décision qu'une municipalité a prise en application de l'article 84 devant la Commission des affaires municipales de l'Ontario :

- a) soit dans les 15 jours qui suivent la publication de la décision dans un journal local;
- b) soit, si l'appel émane de l'auteur de la demande ou du registrateur et qu'il reçoit une copie de la décision de la municipalité après le jour de sa publication dans un journal local, dans les 15 jours qui suivent la réception.

Audience

(2) La Commission des affaires municipales de l'Ontario tient une audience et le registrateur a le droit d'y présenter des observations.

Décision

(3) La Commission des affaires municipales de l'Ontario peut infirmer la décision faisant l'objet de l'appel et lui substituer sa propre décision, laquelle est définitive.

Autorisation du registrateur

86. (1) Sur demande présentée par une personne visée au paragraphe (2), le registrateur autorise la création, la modification ou l'agrandissement d'un cimetière ou d'un crématoire si l'auteur de la demande remplit les conditions suivantes :

- a) il acquitte les droits exigés aux termes de l'article 108;
- b) il présente les documents prescrits indiquant le tracé du cimetière et l'emplacement des concessions, sépultures, aires de dispersion, constructions et accessoires fixes existants ou envisagés;
- c) il verse un dépôt d'un montant prescrit dans un fonds d'entretien;
- d) il est titulaire du permis d'exploitation du cimetière ou crématoire et satisfait et satisfera, lors de l'obtention de l'autorisation, aux exigences de la présente loi, des règlements et des lois visant la protection de l'environnement et de la santé;

- (e) where applicable, has received the approval of a municipality or of the Minister of Natural Resources.

Applicant

(2) An application under subsection (1) shall be made by,

- (a) if the application relates to the establishment of a cemetery, the owner of the land on which the cemetery is to be established;
- (b) if the application relates to an alteration or an increase in the capacity of a cemetery, the owner of the cemetery; or
- (c) if the application relates to the establishment of a crematorium or an alteration or an increase in the capacity of a crematorium, the prescribed person.

Same

(3) Despite subsection (1), in the case of an application to establish, alter or increase the capacity of a cemetery or crematorium in a municipality, the registrar shall not consent to the establishment, alteration or increase unless notice of the municipality's decision to grant its approval has been published in accordance with clause 84 (4) (b).

Same

(4) If an applicant proposes to establish, alter or increase the capacity of a cemetery or crematorium on land that is situated in unorganized territory, but not on Crown land, the registrar shall consent to the application only if he or she is satisfied that the consent is in the public interest.

Certificate of consent

(5) If the registrar consents to the establishment, alteration or increase in the capacity of a cemetery or crematorium, the registrar shall give the applicant a certificate of consent.

Same, cemeteries

(6) A certificate of consent issued with respect to a cemetery shall contain a sufficient description of the cemetery so that it may be registered in the appropriate land registry office.

Registration of consent

(7) Upon registration in a land registry office of a certificate of consent issued with respect to a cemetery, the land described in the certificate becomes a cemetery.

Notice of refusal to consent

(8) The registrar, on refusing to consent to an application under this section, shall advise the applicant in writing of,

- (a) the reasons for the refusal; and
- (b) the applicant's right to appeal.

- e) si cela est nécessaire, il a reçu l'approbation d'une municipalité ou du ministre des Richesses naturelles.

Auteur d'une demande

(2) La demande prévue au paragraphe (1) est présentée par :

- a) le propriétaire du bien-fonds sur lequel le cimetière doit être créé, dans le cas d'une demande de création d'un cimetière;
- b) le propriétaire du cimetière, dans le cas d'une demande de modification ou d'agrandissement d'un cimetière;
- c) la personne prescrite, dans le cas d'une demande de création, de modification ou d'agrandissement d'un crématoire.

Idem

(3) Malgré le paragraphe (1), dans le cas d'une demande de création, de modification ou d'agrandissement d'un cimetière ou d'un crématoire situé dans une municipalité, le registrateur ne doit donner son autorisation que si l'avis de la décision de la municipalité d'accorder son approbation a été publié conformément à l'alinéa 84 (4) b).

Idem

(4) Si l'auteur de la demande envisage de créer, de modifier ou d'agrandir un cimetière ou crématoire sur un bien-fonds qui est situé dans un territoire non érigé en municipalité qui n'est pas une terre de la Couronne, le registrateur ne doit approuver la demande que s'il est convaincu qu'il est dans l'intérêt public de le faire.

Certificat d'autorisation

(5) S'il approuve une demande de création, de modification ou d'agrandissement d'un cimetière ou d'un crématoire, le registrateur remet un certificat d'autorisation à l'auteur de la demande.

Idem : cimetières

(6) Un certificat d'autorisation délivré à l'égard d'un cimetière contient une description assez précise du cimetière pour qu'il puisse être enregistré au bureau d'enregistrement immobilier compétent.

Enregistrement de l'autorisation

(7) Dès l'enregistrement au bureau d'enregistrement immobilier d'un certificat d'autorisation délivré à l'égard d'un cimetière, le bien-fonds qui y est décrit devient un cimetière.

Avis de refus d'autorisation

(8) S'il refuse d'approuver une demande en application du présent article, le registrateur avise l'auteur de la demande par écrit de ce qui suit :

- a) le motif de son refus;
- b) le droit d'appel que possède l'auteur de la demande.

Appeal to Tribunal

87. (1) An applicant who receives a notice of the registrar's refusal to consent to an application under subsection 86 (8) may appeal to the Tribunal within 15 days after receiving the notice.

Order by Tribunal

(2) If the Tribunal finds that the applicant is in compliance with subsection 86 (1) and, where applicable, that giving the consent is in the public interest, the Tribunal shall order the registrar to issue a certificate of consent with the description of cemetery lands as set out in the application for consent or with such modifications to the description as the Tribunal may consider necessary.

Compliance by registrar

(3) Upon receiving an order under subsection (2), the registrar shall issue the certificate as ordered.

CLOSING CEMETERY**Cemetery closing**

88. (1) The registrar may order a cemetery to be closed in accordance with this section.

Notice of proposed closing required

(2) An order shall not be made under subsection (1) until the cemetery owner or such other person as may be prescribed has given notice of the intention to close the cemetery to the prescribed persons in the prescribed manner.

Exception

(3) The registrar is not required to give notice under subsection (2) if,

- (a) the closing of the cemetery is being ordered at the request of the cemetery owner;
- (b) no interments have been made in the cemetery to be closed; and
- (c) the consent of all affected interment rights holders has been obtained.

Content of notice

(4) A notice under subsection (2) shall inform the person receiving the notice of the proposed closing and of the person's right to make a submission to the registrar in accordance with subsection (5).

Submissions

(5) A person who receives notice of a cemetery closure or any other interested person may make submissions relating to the proposed closure within such time as is prescribed.

Public interest test

(6) After the time for making submissions has elapsed and after considering any submissions that are made, the registrar may order the cemetery to be closed if the registrar believes that the closing is in the public interest.

Appel devant le Tribunal

87. (1) L'auteur d'une demande qui reçoit l'avis du refus du registrateur d'approuver une demande en vertu du paragraphe 86 (8) peut interjeter appel devant le Tribunal dans les 15 jours qui suivent la réception de l'avis.

Ordonnance du Tribunal

(2) S'il décide que l'auteur de la demande observe le paragraphe 86 (1) et que, le cas échéant, il est dans l'intérêt public d'accorder l'autorisation, le Tribunal ordonne au registrateur de délivrer le certificat d'autorisation contenant la description des biens-fonds du cimetière, telle qu'elle est énoncée dans la demande d'autorisation, ou une description modifiée de ceux-ci, selon ce que le Tribunal estime nécessaire.

Obligation du registrateur de se conformer

(3) Sur réception de l'ordonnance prévue au paragraphe (2), le registrateur délivre le certificat conformément aux termes de celle-ci.

FERMETURE D'UN CIMETIÈRE**Fermeture d'un cimetière**

88. (1) Le registrateur peut ordonner la fermeture d'un cimetière conformément au présent article.

Avis de fermeture envisagée

(2) Le registrateur ne doit pas prendre une ordonnance en vertu du paragraphe (1) avant que le propriétaire du cimetière ou l'autre personne prescrite ne donne avis de son intention de fermer le cimetière aux personnes prescrites et de la manière prescrite.

Exception

(3) Le registrateur n'est pas tenu de donner l'avis prévu au paragraphe (2) si les conditions suivantes sont réunies :

- a) la fermeture du cimetière est ordonnée à la demande de son propriétaire;
- b) aucune inhumation n'a eu lieu dans le cimetière qui doit être fermé;
- c) les titulaires de droits d'inhumation concernés ont donné leur consentement.

Contenu de l'avis

(4) L'avis prévu au paragraphe (2) informe son destinataire de la fermeture envisagée et du droit qu'il possède de présenter des observations au registrateur conformément au paragraphe (5).

Observations

(5) Le destinataire de l'avis de fermeture du cimetière ou toute autre personne intéressée peut présenter des observations au sujet de la fermeture envisagée dans le délai prescrit.

Critère de l'intérêt public

(6) Une fois expiré le délai imparti pour présenter des observations et après avoir examiné les observations présentées, le registrateur peut ordonner la fermeture du cimetière s'il croit qu'elle est dans l'intérêt public.

Order

- (7) In an order to close a cemetery, the registrar shall,
- (a) declare that the cemetery is to be closed and that no other interments or scattering of cremated human remains shall be carried out in the cemetery; and
 - (b) order the cemetery owner or such other person as is named in the order to,
 - (i) disinter all human remains in the cemetery in the manner specified in the order and either reinter the remains in the place and in the manner specified in the order or deal with the remains in such other manner as may be specified in the order,
 - (ii) remove any markers and relocate them to a specified place, and
 - (iii) provide or acquire equivalent interment rights for all holders of interment rights with respect to unused lots in the cemetery and to provide equivalent scattering rights in another cemetery for all holders of scattering rights.

Notice of order

(8) The registrar shall give notice of an order to close a cemetery to every person who made a submission under subsection (5) and advise the person of their right of appeal under section 89.

Effective date of order

(9) Unless there is an appeal of the order under section 89, an order to close a cemetery takes effect on the later of,

- (a) the day that is 30 days after the day the order is made;
- (b) 30 days after the last day on which notice was given to a person under subsection (8); or
- (c) the day set out in the order.

Effect of order

(10) Once an order to close an cemetery under this section takes effect, no interments of human remains shall be carried out in the cemetery.

Order for partial closing

(11) The registrar may make an order to close a part of a cemetery under this section and subsections (1) to (10) apply with necessary modifications to such an order as though it were an order to close the whole cemetery.

Ordonnance

- (7) Dans son ordonnance de fermeture d'un cimetière, le registrateur fait ce qui suit :
- a) il déclare que le cimetière doit être fermé et qu'aucune autre inhumation ni aucune autre dispersion de restes humains incinérés ne doit y être effectuée;
 - b) il ordonne au propriétaire du cimetière ou à toute autre personne nommée dans l'ordonnance de faire ce qui suit :
 - (i) exhumer tous les restes humains qui s'y trouvent de la manière que précise l'ordonnance et soit les inhumer à nouveau de la manière et à l'endroit qu'elle précise, soit les traiter de toute autre manière qu'elle précise également,
 - (ii) enlever les repères et les replacer dans un endroit précisé,
 - (iii) fournir des droits d'inhumation équivalents à tous les titulaires de droits d'inhumation visant les sépultures inutilisées du cimetière ou les acquérir à leur intention et fournir des droits de dispersion équivalents dans un autre cimetière à tous les titulaires de droits de dispersion.

Avis d'ordonnance

(8) Le registrateur donne avis de son ordonnance de fermeture d'un cimetière aux personnes qui ont présenté des observations en vertu du paragraphe (5) et les informe du droit d'appel que leur confère l'article 89.

Date d'entrée en vigueur de l'ordonnance

(9) Sauf si elle est portée en appel en vertu de l'article 89, l'ordonnance de fermeture d'un cimetière entre en vigueur le dernier en date des jours suivants :

- a) le jour qui tombe 30 jours après celui où elle est prise;
- b) 30 jours après le dernier jour où un avis a été donné à une personne en application du paragraphe (8);
- c) le jour fixé dans l'ordonnance.

Effet de l'ordonnance

(10) Une fois qu'une ordonnance de fermeture d'un cimetière est en vigueur, aucune inhumation ne doit y être effectuée.

Ordonnance de fermeture partielle

(11) Le registrateur peut prendre une ordonnance de fermeture d'une partie d'un cimetière en vertu du présent article et les paragraphes (1) à (10) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à une telle ordonnance comme s'il s'agissait d'une ordonnance de fermeture du cimetière tout entier.

Appel

89. (1) An appeal of an order to close a cemetery or a part of a cemetery may be made to the Tribunal by a person who receives notice of the order or by any other person with an interest in the matter at any time before the day the order takes effect under subsection 88 (9).

Same

(2) If a person requested that the registrar close a cemetery or a part of a cemetery and the registrar refused the order, a person with an interest therein may appeal to the Tribunal a refusal to order a cemetery closed.

Certificate of closing, cemeteries

90. (1) The registrar shall issue a certificate certifying that a cemetery or a part of a cemetery is closed if satisfied that all things that were required to be done under subsection 88 (7) have been carried out.

Description of land

(2) A certificate of closing shall include a legal description of the land involved.

Registration

(3) A certificate of closing may be registered in the appropriate land registry office.

Effect of registration

(4) The certificate of closing is conclusive evidence that all the human remains that had been interred in the cemetery have been disinterred and reinterred elsewhere and that all interment rights with respect to the land have been settled and, upon registration of the certificate of closing, the land described therein ceases to be a cemetery.

Transition

(5) If a certificate certifying that a cemetery is closed was issued under a predecessor Act that related to cemeteries but was not registered in the land registry office, a person may apply to the registrar for a new certificate under this section and the registrar shall issue the certificate upon being satisfied that the previous certificate had in fact been issued.

Application

(6) Subsections (2), (3) and (4) apply with necessary modifications to a certificate issued under subsection (5).

Maintenance fund

91. (1) If a cemetery is ordered to be closed and the human remains interred in the cemetery are to be reinterred in another cemetery and the interment rights holders and scattering rights holders of the cemetery are to be given equivalent rights in another cemetery, the registrar shall direct the trustee of the care and maintenance fund of the cemetery that is to be closed to transfer the money in the fund to the trustee of the care and maintenance fund of the other cemetery.

Appel

89. (1) Le destinataire de l'avis d'ordonnance ou toute autre personne qui a un intérêt dans l'affaire peut interjeter appel d'une ordonnance de fermeture de tout ou partie d'un cimetière devant le Tribunal en tout temps avant le jour de l'entrée en vigueur de l'ordonnance prévu au paragraphe 88 (9).

Idem

(2) Si une personne a demandé au registrateur de fermer tout ou partie d'un cimetière et que celui-ci a refusé de prendre une ordonnance en ce sens, quiconque possède un intérêt dans l'affaire peut interjeter appel du refus devant le Tribunal.

Certificat de fermeture : cimetière

90. (1) Le registrateur délivre un certificat attestant le fermeture de tout ou partie d'un cimetière s'il est convaincu que tout ce qui devait être fait en application du paragraphe 88 (7) a été réalisé.

Description du bien-fonds

(2) Le certificat de fermeture comprend une description légale du bien-fonds concerné.

Enregistrement

(3) Le certificat de fermeture peut être enregistré au bureau d'enregistrement immobilier compétent.

Effet de l'enregistrement

(4) Le certificat de fermeture constitue la preuve concluante que tous les restes humains inhumés dans le cimetière ont été exhumés et inhumés à nouveau ailleurs et que tous les droits d'inhumation à l'égard du bien-fonds ont été réglés. Dès l'enregistrement du certificat de fermeture, le bien-fonds qui y est décrit cesse d'être un cimetière.

Disposition transitoire

(5) Si un certificat attestant qu'un cimetière est fermé a été délivré en vertu d'une loi concernant les cimetières que la présente loi remplace mais n'a pas été enregistré au bureau d'enregistrement immobilier, quiconque peut demander au registrateur de délivrer un nouveau certificat en vertu du présent article. Le registrateur délivre le nouveau certificat s'il est convaincu que le certificat précédent a bien été délivré.

Champ d'application

(6) Les paragraphes (2), (3) et (4) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au certificat délivré en vertu du paragraphe (5).

Fonds d'entretien

91. (1) Si un cimetière doit être fermé, que les restes humains qui y sont inhumés doivent être inhumés à nouveau dans un autre cimetière et que les titulaires de droits d'inhumation et de droits de dispersion du cimetière doivent recevoir des droits équivalents dans un autre cimetière, le registrateur enjoint au fiduciaire du fonds d'entretien du cimetière qui doit être fermé de transférer l'argent du fonds au fiduciaire du fonds d'entretien de l'autre cimetière.

Same

(2) The amount transferred under subsection (1) is a credit against the amount required to be paid into the fund by the operator of the cemetery into which the human remains from the closed cemetery are to be reinterred and at which the transferred interment rights and scattering rights are to be exercised.

Other trust money

92. If a cemetery is ordered to be closed and the interment rights holders and scattering rights holders of the cemetery are to be given equivalent rights in another cemetery, the registrar shall direct that any money held in trust by or on behalf of the operator of the cemetery that is to be closed in order to ensure the provision of the interment rights or scattering rights be transferred to the operator of the other cemetery and held in trust to ensure the provision of the interment rights and scattering rights in that cemetery.

Appeal to Tribunal

93. (1) If an appeal is made to the Tribunal under section 87 or 89, the Tribunal shall appoint a time for and hold a hearing.

Order

- (2) After holding a hearing, the Tribunal may,
- (a) in the case of an appeal under section 87 make such order as may be made in accordance with subsection 87 (2); or
 - (b) in the case of an appeal under section 89, by order direct the registrar to order the closing of the cemetery or a part of the cemetery or not to do so or to take such action as the Tribunal considers that the registrar ought to take and for such purposes the Tribunal may substitute its opinion for that of the registrar.

Conditions

(3) The Tribunal may attach such conditions to its order or to the licence as it considers necessary.

Parties

(4) The registrar, the cemetery operator, the appellant and such other person as the Tribunal may specify are parties to the appeal.

BURIAL SITES**Disturbing burial site prohibited**

94. No person shall disturb or order the disturbance of a burial site or artifacts associated with the human remains except,

- (a) on instruction by the coroner; or
- (b) pursuant to a site disposition agreement.

Unmarked burial sites

95. Any person discovering or having knowledge of a burial site shall immediately notify the police or coroner.

Idem

(2) La somme transférée en vertu du paragraphe (1) constitue un crédit à imputer à celle qu'est tenu de verser au fonds l'exploitant du cimetière où doivent être inhumées à nouveau les restes humains provenant du cimetière fermé et où les droits d'inhumation et les droits de dispersion transférés doivent être exercés.

Autres sommes détenues en fiducie

92. Si un cimetière doit être fermé et que les titulaires de droits d'inhumation et de droits de dispersion du cimetière doivent recevoir des droits équivalents dans un autre cimetière, le registrateur ordonne que les sommes détenues en fiducie par l'exploitant du cimetière qui doit être fermé ou pour son compte afin de garantir les droits d'inhumation ou les droits de dispersion soient transférées à l'exploitant de l'autre cimetière et détenues en fiducie afin de les garantir dans ce cimetière.

Appel devant le Tribunal

93. (1) S'il est interjeté appel devant le Tribunal en vertu de l'article 87 ou 89, celui-ci tient une audience après en avoir fixé la date.

Ordonnance

(2) Après la tenue d'une audience, le Tribunal peut faire ce qui suit :

- a) dans le cas d'un appel interjeté en vertu de l'article 87, rendre l'ordonnance qui peut être rendue conformément au paragraphe 87 (2);
- b) dans le cas d'un appel interjeté en vertu de l'article 89, enjoindre, par ordonnance, au registrateur d'ordonner la fermeture de tout ou partie du cimetière, de s'en abstenir ou de prendre les mesures que, selon lui, le registrateur devrait prendre, et, à ces fins, substituer son opinion à celle du registrateur.

Conditions

(3) Le Tribunal peut assortir son ordonnance ou le permis des conditions qu'il estime nécessaires.

Parties

(4) Le registrateur, l'exploitant du cimetière, l'appelant et les autres personnes que précise le Tribunal sont parties à l'appel.

LIEUX DE SÉPULTURE**Interdiction de déranger un lieu de sépulture**

94. Nul ne doit déranger ou ordonner que soient dérangés un lieu de sépulture ou des artefacts liés à des restes humains, sauf, selon le cas :

- a) sur ordre du coroner;
- b) conformément à une convention de disposition d'un lieu.

Lieux de sépulture non identifiés

95. Quiconque découvre un lieu de sépulture ou en connaît l'existence avertit sans délai la police ou le coroner.

Investigation into origins of site

96. (1) The registrar may order the owner of land on which a burial site is discovered to cause an investigation to be made to determine the origin of the site.

Non-application

(2) Section 94 does not apply to a person investigating the nature or origin of the site who is disturbing the site in the course of the investigation.

Minimal disturbance

(3) A person conducting an investigation shall do so with the minimum disturbance to the site that is reasonable in the circumstances.

Where registrar investigates

(4) If the registrar is of the opinion that an investigation under subsection (1) would impose an undue financial burden on the land owner, the registrar shall undertake the investigation.

Declaration

97. (1) As soon as the origin of a burial site is determined, the registrar shall declare the site to be,

- (a) an unapproved aboriginal peoples cemetery;
- (b) an unapproved cemetery; or
- (c) an irregular burial site.

Interpretation, irregular burial site

(2) An irregular burial site is a burial site that was not set aside with the apparent intention of interring therein human remains.

Same, unapproved cemetery

(3) An unapproved cemetery is land set aside with the apparent intention of interring therein, in accordance with cultural affinities, human remains and containing remains identified as those of persons who were not one of the aboriginal peoples of Canada.

Same, unapproved aboriginal peoples cemetery

(4) An unapproved aboriginal peoples cemetery is land set aside with the apparent intention of interring therein, in accordance with cultural affinities, human remains and containing remains identified as those of persons who were one of the aboriginal peoples of Canada.

Definition

(5) For the purposes of this section and section 98,

“unapproved” means not approved in accordance with this Act or a predecessor of this Act that related to cemeteries.

Site disposition agreement

98. (1) The registrar, on declaring a burial site to be an unapproved aboriginal peoples cemetery or an unapproved cemetery, shall serve notice of the declaration on such persons or class of persons as are prescribed.

Enquête sur l'origine

96. (1) Le registrateur peut ordonner au propriétaire du bien-fonds où a été découvert un lieu de sépulture de faire mener une enquête pour en établir l'origine.

Non-application

(2) L'article 94 ne s'applique pas à la personne qui dérange le lieu pendant qu'elle fait enquête sur la nature ou l'origine de ce lieu.

Dérangement minimal

(3) La personne qui mène une enquête dérange le lieu le moins possible dans les circonstances.

Enquête du registrateur

(4) Le registrateur se charge de l'enquête visée au paragraphe (1) s'il est d'avis qu'elle imposerait un fardeau financier injustifié au propriétaire du bien-fonds.

Déclaration

97. (1) Dès que l'origine d'un lieu de sépulture est établie, le registrateur déclare le lieu, selon le cas :

- a) cimetière autochtone non approuvé;
- b) cimetière non approuvé;
- c) lieu de sépulture irrégulier.

Interprétation : lieu de sépulture irrégulier

(2) Un lieu de sépulture irrégulier est un lieu de sépulture qui n'a pas été réservé dans le but apparent d'y inhumer des restes humains.

Idem : cimetière non approuvé

(3) Un cimetière non approuvé est un bien-fonds réservé dans le but apparent d'y inhumer des restes humains, en tenant compte des affinités culturelles, et qui contient des restes identifiés comme étant ceux de personnes qui n'appartenaient pas à l'un des peuples autochtones du Canada.

Idem : cimetière autochtone non approuvé

(4) Un cimetière autochtone non approuvé est un bien-fonds réservé dans le but apparent d'y inhumer des restes humains, en tenant compte des affinités culturelles, et qui contient des restes identifiés comme étant ceux de personnes qui appartenaient à l'un des peuples autochtones du Canada.

Définition

(5) La définition qui suit s'applique au présent article et à l'article 98.

«non approuvé» Non approuvé conformément à la présente loi ou à une loi concernant les cimetières qu'elle remplace.

Entente de disposition d'un lieu

98. (1) Lorsqu'il déclare un lieu de sépulture cimetière autochtone non approuvé ou cimetière non approuvé, le registrateur signifie un avis de sa déclaration aux personnes ou catégories de personnes prescrites.

Negotiations

(2) All persons served with notice under subsection (1) shall enter into negotiations with a view of entering into a site disposition agreement.

Arbitration

(3) If a site disposition agreement is not made within the prescribed time, the registrar shall refer the matter to arbitration.

Deferring arbitration

(4) Despite subsection (3), the registrar, if of the opinion that an agreement may be reached, may defer referring the matter to arbitration so long as there appears to be a reasonable prospect of an agreement being reached.

Arbitrated settlement

99. The persons named in an arbitrated settlement who have been given the opportunity to fully participate in the arbitration process are bound by the settlement whether they chose to participate or not.

Irregular burial site

100. (1) An owner of land that contains an irregular burial site shall ensure that the remains found in the site are interred in a cemetery.

Charges

(2) No owner of a cemetery interring human remains for an owner of land to whom this section applies may charge more than the prescribed amount for the interment.

WAR GRAVES**Removal, etc., of war graves**

101. (1) No person shall alter or move the remains or marker of a Canadian or Allied veteran or a Commonwealth War Burial without the agreement of the Department of Veterans Affairs (Federal), the Commonwealth War Graves Commission or such other persons and associations as are prescribed.

Application

(2) Subsection (1) applies with respect to the alteration or removal of the remains or a marker of a Canadian or Allied veteran only if the Department of Veterans Affairs (Federal) contributed to the cost of the interment.

Application for direction

(3) If an agreement is not reached, the person who wants to make the alteration or move may apply to the registrar for directions.

Notice

(4) When an application is made under subsection (3), the registrar shall instruct the applicant to give notice of the application to such persons and associations as the registrar considers may have an interest in the matter.

Négociations

(2) Les personnes qui ont reçu signification de l'avis prévu au paragraphe (1) entreprennent des négociations en vue de conclure une entente de disposition du lieu visé.

Arbitrage

(3) Si une entente de disposition du lieu n'est pas conclue dans le délai prescrit, le registrateur soumet la question à l'arbitrage.

Report

(4) Malgré le paragraphe (3), le registrateur peut, s'il est d'avis qu'une entente peut être conclue, reporter la soumission de l'affaire à l'arbitrage à la condition qu'il semble y avoir des perspectives raisonnables d'en arriver à une entente.

Règlement par arbitrage

99. Les personnes nommées dans un règlement par arbitrage qui ont eu l'occasion de participer pleinement au processus d'arbitrage sont liées par le règlement, qu'elles aient ou non choisi d'y participer.

Lieu de sépulture irrégulier

100. (1) Le propriétaire d'un bien-fonds qui contient un lieu de sépulture irrégulier veille à ce que les restes qui y sont trouvés soient inhumés dans un cimetière.

Frais

(2) Le propriétaire d'un cimetière qui inhume des restes humains pour le compte du propriétaire d'un bien-fonds auquel s'applique le présent article ne doit pas exiger, pour l'inhumation, un montant supérieur au montant prescrit.

SÉPULTURES DE GUERRE**Sépultures de guerre**

101. (1) Nul ne doit modifier ni déplacer les restes ou le repère de la sépulture d'un ancien combattant des forces armées canadiennes ou alliées ou d'une sépulture de guerre du Commonwealth sans l'accord du ministère fédéral des Anciens Combattants, de la commission appelée Commonwealth War Graves Commission ou des autres personnes et associations prescrites.

Application

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique à l'égard de la modification ou de l'enlèvement des restes ou du repère de la sépulture d'un ancien combattant des forces armées canadiennes ou alliées que si le ministère fédéral des Anciens Combattants a participé aux frais d'inhumation.

Demande de directives

(3) Si aucune entente n'est conclue, la personne qui désire procéder à la modification ou au déplacement peut demander des directives au registrateur.

Avis

(4) Lorsqu'une demande lui est adressée en vertu du paragraphe (3), le registrateur enjoint à l'auteur de la demande d'en donner avis aux personnes et associations qui, de l'avis du registrateur, peuvent avoir un intérêt dans l'affaire.

Submissions

(5) All persons and associations receiving a notice under subsection (4) may make submissions on the matter to the registrar in such form and manner as the registrar instructs.

Direction

(6) After considering all submissions made, the registrar shall direct the applicant on the manner of dealing with the remains or marker in question.

Non-application

(7) Subsection (1) does not apply to a person altering or moving remains or markers in accordance with the direction of the registrar.

GENERAL**Prohibition: interfering with cemetery**

102. No person shall cause or commit a nuisance in a cemetery or willfully and unlawfully disturb persons assembled for the purpose of interring human remains in a cemetery.

Liability

103. (1) Any person who, in a cemetery, damages or moves any tree, plant, marker, fence, structure or other thing usually erected, planted or placed in a cemetery is liable to the cemetery operator and any interment rights holder who, as a result, incurs damage.

Same

(2) In any action under subsection (1), the amount of damages shall be the amount required to restore the cemetery to the state that it was in before anything was damaged or moved by the person liable.

Same

(3) Any person collecting damages under this section shall use the full amount collected to restore the cemetery.

Municipal power to expropriate

104. (1) A municipality may expropriate,

- (a) a cemetery or part of a cemetery, whether the cemetery exists within or outside the municipality; or
- (b) land on which to establish or enlarge a cemetery.

By-laws

(2) A council of a municipality may pass by-laws authorizing,

- (a) the purchase of a cemetery or part thereof that is situated within the municipality;
- (b) the acquisition of land within the municipality or in an adjacent township or unorganized territory for a cemetery or for the enlargement of an existing

Observations

(5) Les personnes et associations qui reçoivent l'avis prévu au paragraphe (4) peuvent présenter leurs observations sur l'affaire au registrateur, de la manière et dans la forme qu'il précise.

Directives

(6) Après avoir examiné les observations qui lui ont été présentées, le registrateur donne à l'auteur de la demande des directives quant aux mesures à prendre à l'égard des restes ou du repère concernés.

Non-application

(7) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à la personne qui modifie ou déplace des dépouilles ou des repères conformément aux directives du registrateur.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES**Interdiction de nuisance : cimetière**

102. Aucune personne ne doit occasionner ou commettre une nuisance dans un cimetière ni sciemment et illégalement déranger des personnes rassemblées pour y inhumer des restes humains.

Responsabilité

103. (1) Quiconque endommage ou déplace un arbre, une plante, un repère, une clôture ou une construction d'un cimetière ou un objet qui y est habituellement érigé, planté ou placé est responsable envers l'exploitant du cimetière et le titulaire de droits d'inhumation qui, en conséquence, subit des dommages.

Idem

(2) Dans une action intentée en vertu du paragraphe (1), le montant des dommages-intérêts est la somme nécessaire pour remettre le cimetière dans l'état où il se trouvait avant que la personne tenue responsable n'endommage ou ne déplace quelque chose.

Idem

(3) La personne qui reçoit des dommages-intérêts en vertu du présent article utilise le montant intégral reçu pour remettre le cimetière en état.

Pouvoirs d'expropriation de la municipalité

104. (1) La municipalité peut exproprier :

- a) soit tout ou partie d'un cimetière, qu'il soit situé à l'intérieur ou à l'extérieur de la municipalité;
- b) soit un bien-fonds dont on entend se servir pour créer ou agrandir un cimetière.

Règlements municipaux

(2) Le conseil d'une municipalité peut, par règlement municipal, autoriser :

- a) soit l'achat de tout ou partie d'un cimetière situé à l'intérieur de la municipalité;
- b) soit l'acquisition d'un bien-fonds situé à l'intérieur de la municipalité ou dans un canton ou un territoire non érigé en municipalité contigu en vue de la

cemetery owned by the municipality; or

- (c) the sale, transfer or lease of a cemetery or part of a cemetery.

Act prevails

105. This Act prevails over Part VI of the *Ontario Heritage Act*.

PART XII MISCELLANEOUS

Matters confidential

106. (1) Every person exercising any power or carrying out any duties related to the administration of this Act and the regulations shall preserve secrecy with respect to all matters that come to his, her or its knowledge in the course of exercising those powers or carrying out those duties and shall not communicate any such matters to any person except,

- (a) as may be required in connection with the administration of this Act and the regulations, including any proceedings under this Act;
- (b) to a ministry, department or agency of a government engaged in the administration of legislation similar to this Act or legislation that protects consumers or to any entity to which the administration of legislation similar to this Act or legislation that protects consumers has been assigned;
- (c) to a prescribed entity or organization if the purpose for the communication is consumer protection;
- (d) to a law enforcement agency;
- (e) to his or her counsel; or
- (f) with the consent of the person to whom the matter relates.

Testimony

(2) No person to whom subsection (1) applies shall be required to give testimony in any civil proceeding with regard to information obtained in the course of his or her duties under this Act except in a proceeding under this Act.

Service

107. (1) Any notice, order or request is sufficiently given or served if it is,

- (a) delivered personally;
- (b) sent by registered mail; or
- (c) sent by another manner if the sender can prove receipt of the notice, order or request.

Deemed service

(2) If service is made by registered mail, the service shall be deemed to be made on the third day after the day of mailing unless the person on whom service is being made establishes that the person did not, acting in good faith, through absence, accident, illness or other cause beyond the person's control, receive the notice, order or request until a later date.

création d'un cimetière ou de l'agrandissement d'un cimetière appartenant déjà à la municipalité;

- c) soit la vente, le transfert ou la location à bail de tout ou partie d'un cimetière.

Incompatibilité

105. La présente loi l'emporte sur la partie VI de la *Loi sur le patrimoine de l'Ontario*.

PARTIE XII DISPOSITIONS DIVERSES

Confidentialité

106. (1) Quiconque exerce des pouvoirs ou des fonctions qui se rapportent à l'application de la présente loi et des règlements est tenu au secret à l'égard de toute question venant à sa connaissance à ce titre et ne doit rien en divulguer à qui que ce soit, sauf, selon le cas :

- a) dans la mesure où l'exige l'application de la présente loi et des règlements, y compris toute instance introduite en vertu de la présente loi;
- b) à un ministère ou organisme d'un gouvernement chargé de l'application de textes législatifs semblables à la présente loi ou de textes législatifs qui protègent les consommateurs, ou à toute entité à laquelle a été confiée l'application de tels textes;
- c) à une entité ou organisation prescrite, si la divulgation a pour objet la protection des consommateurs;
- d) à un organisme chargé de l'exécution de la loi;
- e) à son avocat;
- f) avec le consentement de la personne à laquelle se rapporte la question.

Témoignage

(2) Nulle personne visée par le paragraphe (1) ne doit être contrainte à témoigner dans une instance civile relativement à des renseignements obtenus dans l'exercice des fonctions que lui attribue la présente loi, sauf dans une instance introduite en vertu de celle-ci.

Signification

107. (1) Les avis, ordonnances et demandes sont suffisamment remis ou signifiés s'ils sont :

- a) soit remis à personne;
- b) soit envoyés par courrier recommandé;
- c) soit envoyés d'une autre manière si l'expéditeur peut en prouver la réception.

Signification réputée faite

(2) La signification faite par courrier recommandé est réputée faite le troisième jour qui suit la date de la mise à la poste, à moins que le destinataire ne démontre que, agissant de bonne foi, il n'a reçu l'avis, l'ordonnance ou la demande qu'à une date ultérieure pour cause d'absence, d'accident ou de maladie ou pour un autre motif indépendant de sa volonté.

Exception

(3) Despite subsections (1) and (2), the Tribunal may order any other method of service it considers appropriate in the circumstances.

Fees

108. (1) The Minister may by order establish fees that are payable under this Act in respect of the issuing or renewal of a licence, late filings and other administrative matters.

Non-application of the *Regulations Act*

(2) An order made under this section is not a regulation for the purposes of the *Regulations Act*.

Certificate as evidence

109. (1) For all purposes in any proceeding, a statement purporting to be certified by the director is, without proof of the office or signature of the director, admissible in evidence as proof in the absence of evidence to the contrary, of the facts stated in it in relation to,

- (a) the issuing of a licence to any person or the refusal to issue a licence to any person;
- (b) the filing or non-filing of any document or material required or permitted to be filed with the registrar;
- (c) the time when the facts upon which the proceedings are based first came to the knowledge of the director; or
- (d) any other matter pertaining to licensing of any person or the refusal to license any person or to filing or non-filing of information.

Proof of document

(2) Any document made under this Act that purports to be signed by the director or a certified copy of the document is admissible in evidence in any proceeding as proof, in the absence of evidence to the contrary, that the document is signed by the director without proof of the office or signature of the director.

Names of and information concerning licensees

110. (1) As required by regulation, the registrar shall make available to the public the names of licensees and other information, as prescribed, in respect of licensees.

Same

(2) The names of licensees shall be made available in the prescribed form and manner and with such information as is prescribed.

Information provided

111. A licensee shall provide the registrar with such information as may be requested.

Exception

(3) Malgré les paragraphes (1) et (2), le Tribunal peut ordonner le recours à tout autre mode de signification qu'il estime indiqué dans les circonstances.

Droits

108. (1) Le ministre peut, par arrêté, fixer les droits qui sont payables en application de la présente loi à l'égard de la délivrance ou du renouvellement d'un permis, du dépôt tardif de documents et d'autres questions administratives.

Non-application de la *Loi sur les règlements*

(2) Les arrêtés pris en vertu du présent article ne sont pas des règlements pour l'application de la *Loi sur les règlements*.

Déclaration admissible en preuve

109. (1) Les déclarations concernant l'une ou l'autre des questions suivantes qui se présentent comme étant attestées par le directeur sont admissibles en preuve dans toute instance comme preuve, en l'absence de preuve contraire, des faits qui y sont énoncés, sans qu'il soit nécessaire d'établir sa qualité officielle ni l'authenticité de sa signature :

- a) la délivrance d'un permis à une personne ou le refus de lui en délivrer un;
- b) le dépôt ou le non-dépôt d'un document qui doit ou peut être déposé auprès du registraire;
- c) la date à laquelle les faits sur lesquels l'instance est fondée sont venus à la connaissance du directeur;
- d) toute autre question qui se rapporte à la délivrance d'un permis à une personne, au refus de lui en délivrer un ou au dépôt ou au non-dépôt de renseignements.

Force probante des documents

(2) Les documents rédigés en application de la présente loi qui se présentent comme étant signés par le directeur ou leurs copies certifiées conformes sont admissibles en preuve dans toute instance comme preuve, en l'absence de preuve contraire, qu'ils sont signés par lui, sans qu'il soit nécessaire d'établir sa qualité officielle ni l'authenticité de sa signature.

Noms des titulaires de permis et renseignements les concernant

110. (1) Le registraire rend public le nom des titulaires de permis et les autres renseignements prescrits les concernant, selon ce qu'exigent les règlements.

Idem

(2) Le nom des titulaires de permis est rendu public sous la forme et de la manière prescrites et est accompagné des renseignements prescrits.

Renseignements fournis

111. Le titulaire de permis fournit les renseignements exigés au registraire.

PART XIII REGULATIONS

Minister's regulations

112. (1) The Minister may make regulations,
- (a) establishing one or more codes of ethics for the purposes of section 62 and determining to which licensees or classes of licensees each code of ethics applies;
 - (b) governing the jurisdiction and procedures of any committee established under this Act;
 - (c) respecting any matters that may be delegated by the Lieutenant Governor in Council under section 113.

Delegation

(2) If one or more administrative authorities are designated under the *Safety and Consumer Statutes Administration Act, 1996* for the purposes of administering this Act, then despite subsection 3 (4) of that Act, the Minister may, in writing, delegate to the board of a designated administrative authority the power to make some or all of the regulations under this section, subject to the approval of the Minister.

Approval

(3) The Minister may approve or refuse to approve the regulations but approval shall not be given unless, in his or her opinion, they have been made in accordance with the consultation process and criteria set out in the administrative agreement described in subsection 4 (1) of the *Safety and Consumer Statutes Administration Act, 1996*.

Revocation, transition

(4) The Minister may, in writing, revoke the delegation under subsection (2), but the revocation does not result in the revocation of the regulations, which remain valid and may be amended or revoked by the Minister.

Conflicts

(5) If there is a conflict between a regulation made under clause (1) (c) and a regulation made by the Lieutenant Governor in Council under section 113, the latter prevails.

General or particular

(6) A regulation under this section may be general or particular in its application.

Lieutenant Governor in Council regulations

113. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

1. prescribing classes of licences for the purposes of this Act and conditions that apply to each class;
2. governing applications for licences and for their renewal;
3. prescribing the conditions of a licence;

PARTIE XIII RÈGLEMENTS

Règlements du ministre

112. (1) Le ministre peut, par règlement :

- a) établir un ou plusieurs codes de déontologie pour l'application de l'article 62 et décider à quels titulaires de permis ou à quelles catégories de ceux-ci s'applique chaque code;
- b) régir la compétence et la procédure de tout comité constitué en application de la présente loi;
- c) traiter des questions que le lieutenant-gouverneur en conseil peut déléguer en vertu de l'article 113.

Délégation

(2) Si un ou plusieurs organismes d'applications sont désignés, en application de la *Loi de 1996 sur l'application de certaines lois traitant de sécurité et de services aux consommateurs*, aux fins de l'application de la présente loi, le ministre peut, malgré le paragraphe 3 (4) de cette loi, déléguer par écrit au conseil d'administration d'un de ces organismes le pouvoir de prendre, sous réserve de son approbation, certains ou la totalité des règlements visés au présent article.

Approbation

(3) Le ministre peut approuver ou refuser d'approuver les règlements, mais il ne doit les approuver que s'il estime qu'ils ont été pris conformément aux critères de consultation et au processus énoncés dans l'accord d'application visé au paragraphe 4 (1) de la *Loi de 1996 sur l'application de certaines lois traitant de sécurité et de services aux consommateurs*.

Révocation : disposition transitoire

(4) Le ministre peut révoquer par écrit la délégation faite en vertu du paragraphe (2). Toutefois, cette révocation n'entraîne pas l'abrogation des règlements, qui demeurent valides et qu'il peut modifier ou abroger.

Incompatibilité

(5) Les règlements que le lieutenant-gouverneur en conseil prend en application de l'article 113 l'emportent sur tout règlement incompatible pris en application de l'alinéa (1) c).

Portée

(6) Les règlements pris en application du présent article peuvent avoir une portée générale ou particulière.

Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil

113. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

1. prescrire des catégories de permis pour l'application de la présente loi et les conditions qui s'appliquent à chacune d'elles;
2. régir les demandes de permis ou de renouvellement de permis;
3. prescrire les conditions des permis;

4. governing the educational requirements for the issuing or renewal of any licence, including a licence to practise as a funeral director, and designating entities authorized to develop educational requirements and programs;
 5. prohibiting activities, other than those for which a licence is already required in this Act, that relate to, or occur in the course of operating a cemetery, crematorium, funeral establishment, transfer service, casket or marker retailing business or a related business and,
 - i. requiring persons to be licensed to carry out the activity,
 - ii. governing provisions of this Act and the regulations that apply with respect to persons who are issued a licence referred to in subparagraph i;
 6. prescribing a class of persons for the purposes of clause 8 (6) (b) and,
 - i. governing the requirements and qualifications for the issuing of a licence to such persons, including the educational requirements,
 - ii. prescribing conditions that attach to such licences, and
 - iii. prescribing sections of this Act and the regulations that apply to persons who are issued such licences;
 7. prescribing practices or actions that are evidence of incompetence or lack of honesty and integrity for the purposes of clause 14 (1) (c);
 8. prescribing the time within which a person may reapply for a licence under section 24 and providing that the time prescribed may be abridged if specified circumstances exist;
 9. governing the administration and operation of licensed businesses;
 10. governing duties of operators and other licensees;
 11. governing the documents, records and information that must be kept by licensees, including the manner and location at which they are kept and authorizing the registrar to specify the location at which they must be kept;
 12. prescribing documents, records or information that must be provided to the registrar, respecting the time and manner in which they must be provided and requiring that specified information be verified by affidavit;
4. régir les exigences en matière de formation liées à la délivrance ou au renouvellement d'un permis, y compris un permis de directeur de funérailles, et désigner les entités autorisées à élaborer des exigences et des programmes en matière de formation;
 5. interdire des activités, autres que celles pour lesquelles un permis est déjà exigé dans la présente loi, qui sont liées à un cimetière, à un crématoire, à une résidence funéraire, à un service de transfert, à une entreprise de vente au détail de cercueil ou de repères ou à une entreprise connexe ou qui sont exercées dans le cadre de leur exploitation et :
 - i. d'une part, exiger que des personnes soient titulaires d'un permis pour exercer ces activités,
 - ii. d'autre part, régir les dispositions de la présente loi et des règlements qui s'appliquent à l'égard des personnes auxquelles est délivré un permis visé à la sous-disposition i;
 6. prescrire une catégorie de personnes pour l'application de l'alinéa 8 (6) b) et faire ce qui suit :
 - i. régir les exigences et les compétences nécessaires pour la délivrance d'un permis à ces personnes, y compris les exigences en matière de formation,
 - ii. prescrire les conditions dont sont assortis ces permis,
 - iii. prescrire les articles de la présente loi et des règlements qui s'appliquent aux personnes auxquelles ces permis sont délivrés;
 7. prescrire les pratiques ou les actes qui sont une preuve d'incompétence ou de manque d'honnêteté et d'intégrité pour l'application de l'alinéa 14 (1) c);
 8. prescrire le délai dans lequel une personne peut présenter une nouvelle demande de permis en vertu de l'article 24 et prévoir que le délai prescrit peut être écourté dans des conditions précisées;
 9. régir la gestion et l'exploitation d'entreprises pour lesquelles sont obtenus des permis;
 10. régir les fonctions des exploitants et des autres titulaires de permis;
 11. régir les documents, dossiers et renseignements que doivent tenir les titulaires de permis, y compris la manière dont ils sont tenus, l'endroit où ils le sont et autoriser le registrateur à préciser l'endroit où ils doivent être conservés;
 12. prescrire les documents, dossiers et renseignements qui doivent être fournis au registrateur, traiter de la manière de les fournir et du délai pour le faire et exiger que des renseignements précisés soient appuyés d'un affidavit;

13. prescribing information to be provided to the public, any person or any class of persons and prescribing the manner of providing that information;
14. governing the keeping of books and records by licensees, including prescribing the types and classes of information to be retained by licensees and time periods for retaining types and classes of information;
15. prescribing the information that licensees must disclose to a customer concerning a sale of licensed supplies or services and the time or times when disclosures must be made;
16. requiring licensees to provide proof of their licence to customers and prescribing the nature of the proof and the manner in which it is to be provided;
17. governing advertising and representations or promises intended to induce the purchase, sale or exchange of licensed supplies and services;
18. providing for the posting of bonds and prescribing amounts thereof;
19. providing for the forfeiture of posted bonds and for the distribution of the proceeds of forfeited bonds;
20. governing contracts for the sale of licensed supplies or services and respecting the terms and conditions of any contract or class of contract and prohibiting prescribed practices in relation to any contract or class of contract;
21. governing remedies for failure to meet prescribed conditions of contracts for the sale of licensed supplies and services and governing remedies available to a purchaser if a licensee fails to disclose prescribed information or fails to disclose it in a timely fashion;
22. governing price lists of licensed supplies and services that an operator is required to maintain under section 33, respecting the type of supplies and services that must be included on the list and the manner in which and times at which the price list must be made available to the public;
23. governing the obligations of a purchaser who cancels a contract for the purchase of licensed supplies and services with respect to supplies that were delivered before cancellation and prescribing the circumstances in which the purchaser must make the supplies available for repossession by the operator or return the supplies to the operator;
24. respecting what constitutes supplies that are customized to the purchaser's specifications for the purposes of subsection 44 (6) and governing the determination of the amount of a refund to which a purchaser is entitled under subsection 44 (6);
25. prescribing amounts for the purposes of subsection 47 (6) and prescribing different amounts in respect of different classes of contracts;
13. prescrire les renseignements qui doivent être fournis au public, à toute personne ou à toute catégorie de personnes et prescrire la manière de les fournir;
14. régir la tenue de livres et de dossiers par les titulaires de permis, y compris prescrire les types et catégories de renseignements qu'ils doivent conserver et leur délai de conservation;
15. prescrire les renseignements que les titulaires de permis doivent divulguer à un client au sujet d'une vente de fournitures ou de services autorisés et le ou les moments de cette divulgation;
16. exiger que les titulaires de permis fournissent une preuve de leur permis aux clients et prescrire la nature de la preuve et la manière dont elle doit être fournie;
17. régir la publicité et les assertions ou promesses visant à favoriser l'achat, la vente ou l'échange de fournitures et de services autorisés;
18. prévoir le dépôt de cautionnements et en prescrire le montant;
19. prévoir la confiscation des cautionnements déposés ainsi que la répartition de leur produit;
20. régir les contrats de vente de fournitures ou de services autorisés, traiter des conditions des contrats ou catégories de contrats et interdire des pratiques prescrites à l'égard des contrats ou catégories de contrat;
21. régir les recours en cas de défaut de satisfaire aux conditions prescrites d'un contrat de vente de fournitures et de services autorisés et régir les recours dont dispose l'acquéreur si le titulaire de permis omet de divulguer des renseignements prescrits ou de le faire en temps opportun;
22. régir les tarifs de fournitures et de services autorisés qu'un exploitant est tenu de tenir à jour en application de l'article 33 et traiter des types de fournitures et de services qui doivent y figurer ainsi que de la manière et des moments de les mettre à la disposition du public;
23. régir les obligations de l'acquéreur qui résilie un contrat d'achat de fournitures et de services autorisés à l'égard des fournitures livrées avant la résiliation et prescrire les circonstances dans lesquelles il doit mettre les fournitures à la disposition de l'exploitant afin qu'il en reprenne possession ou les lui retourner;
24. traiter de ce qui constitue des fournitures personnalisées selon les indications de l'acquéreur pour l'application du paragraphe 44 (6) et régir le calcul du remboursement auquel il a droit en vertu de ce paragraphe;
25. prescrire des sommes pour l'application du paragraphe 47 (6) et prescrire des sommes différentes pour des catégories différentes de contrats;

26. governing the establishment, maintenance and operation of trust accounts and trust funds that a licensee is required to maintain under section 51;
 27. governing the payment of money into and out of trust accounts and trust funds, including the time within which and the circumstances under which payments are to be made;
 28. governing the disbursements of capital gains realized from the investments of money held in trust under this Act;
 29. prescribing records and information on trust accounts and trust funds to be provided to purchasers of licensed supplies and services;
 30. prescribing fees that may be retained by trustees in respect of any type of trust fund;
 31. governing a compensation fund scheme for the purposes of this Act, establishing one or more compensation funds and determining which licensees or classes of licensees shall be participants in each compensation fund;
 32. providing for the payment of contributions to any compensation fund established by regulation, requiring licensees or classes of licensees to contribute to specified funds and prescribing the amounts and timing of the contributions;
 33. respecting the maintenance of any compensation fund established by regulation, establishing a committee or board to administer each fund, providing for the selection or appointment of members of the committee or board and of its chair, respecting the powers and duties of the members, the operation of the committee or board and procedures before the committee or board;
 34. requiring that a compensation fund be kept in trust and respecting the selection of the trustee of the fund;
 35. governing the investing of compensation fund money;
 36. governing payments out of a compensation fund and providing for appeals from a refusal to pay out of a compensation fund;
 37. governing procedures and obligations if a participant is in default in making a payment to a compensation fund;
 38. respecting the removal of an operator as a participant in a compensation fund and the obligations of operators on ceasing to be participants in a compensation fund;
 39. respecting the borrowing of money to supplement a compensation fund;
 40. governing the procedures to be followed in cases of over-capitalization of a compensation fund;
26. régir l'ouverture, la constitution, la tenue et la gestion des comptes en fiducie et des fonds en fiducie qu'un titulaire de permis doit tenir en application de l'article 51;
 27. régir le versement de sommes dans des comptes en fiducie et des fonds en fiducie ainsi que les prélèvements sur ceux-ci, y compris les délais et les conditions de paiement et de prélèvement;
 28. régir l'attribution des gains en capital réalisés sur les sommes détenues en fiducie en application de la présente loi;
 29. prescrire les dossiers et les renseignements concernant les comptes en fiducie et les fonds en fiducie qui doivent être fournis aux acquéreurs de fournitures et de services autorisés;
 30. prescrire les honoraires que les fiduciaires peuvent retenir à l'égard de tout genre de fonds en fiducie;
 31. régir un régime de fonds d'indemnisation pour l'application de la présente loi, constituer un ou plusieurs fonds d'indemnisation et déterminer quels titulaires de permis ou quelles catégories de ceux-ci doivent participer à chacun de ces fonds;
 32. prévoir le versement de cotisations aux fonds d'indemnisation constitués par règlement, exiger de titulaires de permis ou de catégories de ceux-ci qu'ils cotisent à des fonds précisés et prescrire le montant de ces cotisations et le calendrier de leur versement;
 33. traiter du fonctionnement des fonds d'indemnisation constitués par règlement, mettre en place un comité ou conseil chargé de gérer chaque fonds, prévoir le choix ou la nomination des membres des comités ou des conseils et de leur président, et traiter des pouvoirs et des fonctions des membres ainsi que du fonctionnement et de la procédure des comités ou des conseils;
 34. exiger qu'un fonds d'indemnisation soit détenu en fiducie et traiter du choix de son fiduciaire;
 35. régir le placement des fonds d'indemnisation;
 36. régir les prélèvements sur les fonds d'indemnisation et prévoir les modalités d'appel d'un refus de prélèvement sur un fonds d'indemnisation;
 37. régir la marche à suivre et les obligations à respecter si un participant n'effectue pas un versement à un fonds d'indemnisation;
 38. traiter de l'exclusion d'un exploitant d'un fonds d'indemnisation et des obligations des exploitants lorsqu'ils cessent d'y participer;
 39. traiter des emprunts nécessaires pour compléter les fonds d'indemnisation;
 40. régir la marche à suivre en cas de surcapitalisation des fonds d'indemnisation;

41. requiring licensees to maintain business premises that comply with prescribed rules;
42. governing the establishment of one or more discipline committees and appeals committees for the purpose of enforcing the codes of ethics established by the Minister under section 112 against licensees or classes of licensees, respecting the appointment of members of those committees and the composition of the committees;
43. governing procedures in relation to matters brought before a discipline or appeals committee;
44. respecting the manner in which and the frequency with which decisions of the discipline committee and appeals committee are made available to the public;
45. governing complaints under section 66, including procedures relating to those complaints;
46. respecting inspections, inquiries and investigations under this Act;
47. varying the manner in which a notice under section 73 or a lien under subsection 82 (3) is registered in order to provide for registration that is suitable to technological or electronic changes in the filing of documents in the land registry office;
48. governing the maintenance of registers of persons who are licensed under this Act, prescribing the form and content of such registers and governing its circulation and inspection by the public or others;
49. governing standards of practice and operation for licensees;
50. prescribing rules relating to addresses for service under the Act;
51. governing procedures for hearings held by the Tribunal and providing for the responsibility for the payment of witness fees and expenses at proceedings before the Tribunal and prescribing the amounts of the fees and expenses;
52. requiring that any information required under this Act be in a form approved by the director, the registrar or the Minister, as specified in the regulations;
53. governing the sale of insurance policies or products in relation to the sale of licensed supplies and services;
54. exempting any person, class of person or class of licensee from any provision of this Act or the regulations and attaching conditions to the exemption;
55. delegating any matter that may be the subject of a regulation under this subsection, subsection (2) or (3) to the Minister;
41. exiger des titulaires de permis qu'ils tiennent des locaux commerciaux conformes aux règles prescrites;
42. régir la constitution d'un ou de plusieurs comités de discipline et comités d'appel en vue d'appliquer les codes de déontologie que le ministre établit en vertu de l'article 112 à l'égard des titulaires de permis ou de catégories de ceux-ci, et traiter de la composition de ces comités ainsi que du mode de nomination de leur membres;
43. régir la procédure des comités de discipline ou des comités d'appel;
44. traiter de la manière dont les décisions des comités de discipline et des comités d'appel sont rendues publiques et de la fréquence à laquelle elles doivent l'être;
45. régir les plaintes visées à l'article 66, y compris la marche à suivre les concernant;
46. traiter des inspections, des demandes de renseignements et des enquêtes prévues par la présente loi;
47. modifier la manière dont un avis visé à l'article 73 ou un privilège visé au paragraphe 82 (3) est enregistré en fonction des nouvelles méthodes technologiques ou électroniques de dépôt de documents au bureau d'enregistrement immobilier;
48. régir la tenue de tableaux où est consigné le nom des personnes à qui un permis est délivré en application de la présente loi, prescrire la forme et le contenu de ces tableaux et régir leur diffusion et leur consultation par le public ou des tiers;
49. régir les normes de pratique et d'exploitation que doivent respecter les titulaires de permis;
50. prescrire des règles relatives aux adresses aux fins de signification pour l'application de la présente loi;
51. régir la procédure des audiences du Tribunal, prévoir qui est tenu de payer les indemnités de témoin et les dépens lors de ces audiences et en prescrire le montant;
52. exiger que tout renseignement exigé en vertu de la présente loi se présente sous la forme qu'approuve le directeur, le registrateur ou le ministre, selon ce que précise le règlement;
53. régir l'offre de polices ou de produits d'assurance touchant à la vente de fournitures et de services autorisés;
54. soustraire une personne, une catégorie de personnes ou une catégorie de titulaires de permis à l'application d'une disposition de la présente loi ou des règlements et assortir toute dispense de conditions;
55. déléguer au ministre toute question qui peut faire l'objet d'un règlement pris en application du présent paragraphe, du paragraphe (2) ou du paragraphe (3);

56. providing for any transitional matter necessary for the effective implementation of this Act or the regulations;
57. prescribing any matter or thing that may be or is required to be prescribed in this Act and respecting any matter that is required by this Act to be done in accordance with the regulations;
58. governing the application of the *Electronic Commerce Act, 2000* or any part of that Act to this Act.

Same, cemeteries

(2) The Lieutenant Governor in Council may make regulations in respect of cemeteries, including regulations,

1. prescribing classes of cemeteries;
2. governing the administration, operation, care and maintenance of cemeteries;
3. prohibiting operators from charging interment rights holders and scattering rights holders for the costs associated with the maintenance of the cemetery except in such circumstances as may be prescribed;
4. governing cemetery by-laws including,
 - i. respecting the procedure for making and revoking by-laws by operators,
 - ii. prescribing by-laws that apply to cemeteries or classes of cemeteries,
 - iii. requiring that cemetery by-laws be approved by the registrar and providing for an appeal process if the approval is denied, and
 - iv. prescribing the criteria that the registrar shall use in approving by-laws;
5. respecting the standards of care that apply to the care and maintenance of a cemetery and in the provision of cemetery supplies and services and requiring cemetery operators to comply with the standards;
6. permitting such persons as may be prescribed to scatter cremated human remains at a place other than at a scattering ground for the purposes of subsection 4 (4) and prescribing the circumstances under which, the place at which and the manner in which the scattering shall be carried out;
7. respecting the circumstances in which a cemetery owner shall be deemed to be a cemetery operator under subsection 5 (2), prescribing such circumstances, respecting the length of time for which an owner may be deemed to be the cemetery operator and the conditions under which the owner ceases to be deemed to be the cemetery operator;

56. prévoir des dispositions transitoires nécessaires à l'application efficace de la présente loi et des règlements;
57. prescrire toute question ou chose que la présente loi permet ou exige de prescrire et traiter de tout ce qu'elle exige de faire conformément aux règlements;
58. régir l'application de la *Loi de 2000 sur le commerce électronique* ou d'une partie de cette loi à la présente loi.

Idem : cimetières

(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut traiter des cimetières par règlement et, notamment :

1. prescrire des catégories de cimetières;
2. régir l'administration, l'exploitation et l'entretien des cimetières;
3. interdire aux exploitants de facturer aux titulaires de droits d'inhumation et aux titulaires de droits de dispersion les coûts liés à l'entretien du cimetière sauf dans les conditions prescrites;
4. régir les règlements administratifs des cimetières et notamment :
 - i. traiter de la marche à suivre pour la prise et la révocation de règlements administratifs par les exploitants,
 - ii. prescrire les règlements administratifs qui s'appliquent aux cimetières ou à des catégories de cimetières,
 - iii. exiger que les règlements administratifs des cimetières soient approuvés par le registrateur et prévoir un processus d'appel en cas de refus de cette approbation,
 - iv. prescrire les critères dont le registrateur doit se servir pour approuver les règlements administratifs;
5. traiter des normes de soin nécessaires pour l'entretien d'un cimetière et pour la fourniture de services et de fournitures de cimetière et exiger que les exploitants de cimetière les respectent;
6. permettre aux personnes prescrites de disperser des restes humains incinérés ailleurs que sur une aire de dispersion pour l'application du paragraphe 4 (4) et prescrire les conditions, la manière et le lieu de cette dispersion;
7. traiter des conditions dans lesquelles un propriétaire de cimetière est réputé être un exploitant de cimetière en application du paragraphe 5 (2), prescrire ces conditions, traiter de la durée pendant laquelle un propriétaire peut être réputé être l'exploitant du cimetière et des conditions dans lesquelles le propriétaire cesse d'être réputé être l'exploitant du cimetière;

8. governing neglected cemeteries, requiring operators of neglected cemeteries to comply with the prescribed standards, allowing municipalities to require the operators to comply with the standards or to perform the necessary repairs and maintenance and be reimbursed by the operator;
9. governing applications to declare cemeteries abandoned, respecting the procedures that govern such applications, prescribing the circumstances under which a cemetery may be declared abandoned and respecting the effect of such a declaration;
10. governing the interment, disinterment, disposition and removal of human remains;
11. governing the preparation of disinterred human remains for transportation including prescribing the design and material of container to be used;
12. prescribing standards for the construction, installation, stabilization, repair, removal and preservation of markers and other cemetery supplies and requiring compliance with the standards;
13. prescribing requirements and standards for the placing and spacing of interments, markers, fixtures, fences or other structures in a cemetery;
14. prescribing the minimum depth of coverage for in-ground burials;
15. prescribing the drains, sewers and other structures for the flow of water required in a cemetery;
16. governing mausoleums, columbariums and other structures on or in a cemetery and establishing construction standards;
17. prescribing the form of certificates of interment rights, the use of such certificates and the information to be included in the certificates;
18. governing the uses to which cemetery operators may apply income from care and maintenance funds;
19. governing mortgages, encumbrances and charges on land on which a cemetery is located and restricting the cemetery operator's ability to borrow money against such land;
20. requiring cemetery operators to inter the remains of specified persons at the request of a welfare administrator and respecting the payment for such interments;
21. defining "welfare administrator" for the purposes of a regulation made under paragraph 20;
22. defining "deficiency" for the purposes of section 54 and respecting the manner in which the owner of one or more cemeteries may calculate deficiencies in his or her care and maintenance funds;
8. régir les cimetières négligés, exiger des exploitants de cimetières négligés qu'ils observent les normes prescrites et autoriser les municipalités à exiger des exploitants qu'ils observent les normes ou à réaliser les réparations et l'entretien nécessaires et à se faire rembourser par l'exploitant;
9. régir les demandes en vue de faire déclarer un cimetière abandonné, traiter de la marche à suivre qui régit de telles demandes, prescrire les conditions dans lesquelles un cimetière peut être déclaré abandonné et traiter de l'effet d'une telle déclaration;
10. régir l'inhumation, l'exhumation, la disposition et le retrait de restes humains;
11. régir la préparation des restes humains exhumés pour le transport et prescrire les caractéristiques et le matériau du contenant à utiliser;
12. prescrire des normes de construction, d'installation, de stabilisation, de réparation, de retrait et de préservation des repères et autres fournitures de cimetière et exiger le respect de ces normes;
13. prescrire des exigences et des normes à l'égard du lieu des inhumations, de la mise en place des repères, des accessoires fixes, des clôtures et des autres constructions d'un cimetière ainsi que de leur espacement;
14. prescrire la profondeur minimale des fosses pour les mises en terre;
15. prescrire les drains, égouts et autres constructions destinées à l'écoulement de l'eau qui sont nécessaires dans un cimetière;
16. régir les mausolées, columbariums et autres constructions d'un cimetière et en établir les normes de construction;
17. prescrire la forme des certificats de droits d'inhumation, leur usage ainsi que les renseignements qui doivent y figurer;
18. régir les emplois auxquels les exploitants de cimetières peuvent affecter le revenu des fonds d'entretien;
19. régir les hypothèques, les sûretés et les charges grevant le bien-fonds sur lequel le cimetière est situé et restreindre la capacité de l'exploitant du cimetière d'emprunter de l'argent sur le bien-fonds;
20. exiger des exploitants de cimetières qu'ils inhumant les restes de personnes précisées à la demande d'un administrateur de l'aide sociale et traiter du paiement pour de telles inhumations;
21. définir «administrateur de l'aide sociale» pour l'application des règlements pris en application de la disposition 20;
22. définir «insuffisance» et «insuffisant» pour l'application de l'article 54 et traiter de la manière dont le propriétaire d'un ou de plusieurs cimetières peut calculer l'insuffisance de ses fonds d'entretien;

23. governing the decision made by the registrar under section 54 as to whether to cancel, reduce or refund all or part of the taxes assessed or levied against the eligible land or as to the amount of any reduction or refund of the taxes assessed or levied against the eligible land and respecting the determination as to the amount of the reduction or refund;
24. prescribing procedures to be followed in dealing with burial sites and requiring that they be followed;
25. governing arbitration in the absence of a site disposition agreement and requiring compliance with prescribed procedures;
26. prescribing the subject-matters to be contained in a site disposition agreement or arbitration settlement and requiring their inclusion;
27. prescribing the classes of persons to whom notice is required to be given in respect of a declaration regarding a burial site under section 98;
28. prescribing the time within which a site disposition agreement must be made under section 98;
29. prescribing the maximum amount that a cemetery owner or operator may charge in respect of interment of human remains removed from an irregular burial site under section 100.

Same, crematoriums

(3) The Lieutenant Governor in Council may make regulations in respect of crematoriums, including regulations,

1. prescribing classes of crematoriums;
2. governing the administration and operation of crematoriums;
3. governing crematorium by-laws including,
 - i. respecting the procedure for making and revoking by-laws by operators,
 - ii. prescribing by-laws that apply to crematoriums or classes of crematoriums,
 - iii. requiring that crematorium by-laws be approved by the registrar, and
 - iv. prescribing the criteria that the registrar shall use in approving by-laws;
4. respecting the standards of care that apply in the provision of crematorium supplies and services and requiring crematorium operators to comply with the standards;

23. régir la décision prise par le registrateur en vertu de l'article 54 d'annuler, de diminuer ou de rembourser la totalité ou une partie des impôts fixés ou prélevés à l'égard du bien-fonds admissible ou sa décision concernant le montant de la diminution ou du remboursement de ces impôts et traiter de la façon de fixer ce montant;
24. prescrire les modalités à suivre à l'égard des lieux de sépulture et en exiger le respect;
25. régir l'arbitrage en l'absence d'une entente de disposition d'un lieu et exiger le respect des modalités prescrites;
26. prescrire les sujets devant être traités dans l'entente de disposition d'un lieu ou dans le règlement par arbitrage et exiger leur inclusion;
27. prescrire les catégories de personnes auxquelles un avis doit être donné en ce qui concerne une déclaration concernant un lieu de sépulture en application de l'article 98;
28. prescrire le délai dans lequel une entente de disposition d'un lieu doit être conclue en application de l'article 98;
29. prescrire le montant maximal que le propriétaire ou l'exploitant d'un cimetière peut exiger pour l'inhumation de restes humains retirés d'un lieu de sépulture irrégulier en application de l'article 100.

Idem : crématoires

(3) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut traiter des crématoires par règlement et, notamment :

1. prescrire des catégories de crématoires;
2. régir l'administration et l'exploitation des crématoires;
3. régir les règlements administratifs des crématoires et notamment :
 - i. traiter de la marche à suivre pour la prise et la révocation de règlements administratifs par les exploitants,
 - ii. prescrire les règlements administratifs qui s'appliquent aux crématoires ou à des catégories de crématoires,
 - iii. exiger que les règlements administratifs des crématoires soient approuvés par le registrateur,
 - iv. prescrire les critères dont le registrateur doit se servir pour approuver les règlements administratifs;
4. traiter des normes de soin nécessaires pour la fourniture de services et de fournitures de crématoire et exiger que les exploitants de crématoire les respectent;

5. governing the manner of conducting cremations and dealing with cremated remains and prescribing conditions for performing cremations;
6. permitting crematorium operators to require deposits in order to pay for disposing of cremated human remains if they are not claimed, prescribing the amount of the deposit or method of determining the amount, respecting the handling of the trust money and the conditions for the return or forfeiture of the deposit;
7. governing mortgages, encumbrances and charges on land on which a crematorium is located and restricting the crematorium operator's ability to borrow money against such land;
8. requiring crematorium operators to cremate the remains of specified persons at the request of a welfare administrator, respecting the payment for such cremations;
9. defining "welfare administrator" for the purposes of a regulation made under paragraph 8.

Same, funeral establishments

(4) The Lieutenant Governor in Council may make regulations in respect of funeral establishments, including regulations,

1. authorizing persons, other than funeral directors, to perform specified acts relating to the providing of funeral services under the supervision or direction of a funeral director;
2. governing the administration and operation of funeral establishments;
3. respecting the methods and materials that may be used in providing funeral services;
4. governing the construction, location, equipment, maintenance, repairs, additions and alterations to funeral establishments and governing the information, plans and materials to be furnished to the registrar with respect thereto;
5. governing the equipment and practices, including hygienic practices, with respect to the embalming, transportation, preparation and disposal of human remains;
6. regulating, controlling and prohibiting the use of terms, titles or designations by licensees;
7. governing the availability and display of services and supplies to which this Act applies;
8. prescribing specifications and minimum requirements for services and supplies to be offered, performed or supplied by a licensee;

5. régir la façon de procéder aux crémations et de disposer des restes incinérés et prescrire les conditions qui doivent être réunies pour procéder aux crémations;
6. autoriser les exploitants de crématoires à exiger un acompte pour couvrir le coût de la disposition de restes humains incinérés au cas où ils ne seraient pas revendiqués, prescrire le montant de l'acompte ou son mode de fixation et traiter du traitement des sommes détenues en fiducie et des conditions de la restitution ou de la confiscation de l'acompte;
7. régir les hypothèques, les sûretés et les charges grevant le bien-fonds sur lequel le crématoire est situé et restreindre la capacité de l'exploitant du crématoire d'emprunter de l'argent sur le bien-fonds;
8. exiger des exploitants de crématoires qu'ils incinèrent les restes de personnes précisées à la demande d'un administrateur de l'aide sociale et traiter du paiement pour de telles crémations;
9. définir «administrateur de l'aide sociale» pour l'application d'un règlement pris en application de la disposition 8.

Idem : résidences funéraires

(4) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut traiter des résidences funéraires par règlement et, notamment :

1. autoriser des personnes qui ne sont pas directeurs de funérailles à accomplir des actes précisés afin de fournir des services funéraires sous la surveillance ou la conduite d'un directeur de funérailles;
2. régir l'administration et l'exploitation des résidences funéraires;
3. traiter des méthodes et du matériel pouvant servir à fournir des services funéraires;
4. régir la construction, l'emplacement, le matériel, l'entretien et la réparation ainsi que les agrandissements ou les transformations des résidences funéraires et régir les renseignements, les plans et les documents à fournir au registrateur à cet égard;
5. régir le matériel et les règles, y compris les règles d'hygiène, en ce qui concerne l'embaumement, le transport, la préparation et la disposition de restes humains;
6. réglementer, contrôler et interdire l'utilisation de termes, titres et appellations par les titulaires de permis;
7. régir la disponibilité des services et des fournitures auxquels s'applique la présente loi et la façon de les exposer au public;
8. prescrire les caractéristiques et les exigences minimales relativement aux services et aux fournitures offerts ou fournis par un titulaire de permis;

9. prescribing circumstances under which a funeral director may manage or supervise the operation of more than one funeral establishment.

Residual authority to act

(5) Despite any delegation to the Minister under this section and without having to revoke the delegation, the Lieutenant Governor in Council continues to have authority to make regulations in respect of the matter that is the subject of the delegation.

Revocation, transition

(6) The Lieutenant Governor in Council may, in writing, revoke a delegation to the Minister under this section, but the revocation shall not result in the revocation of any regulation made by the Minister under the delegation and the regulation remains valid and may be amended or revoked by regulation made by the Lieutenant Governor in Council.

Making regulation not a revocation

(7) The making of a regulation to which subsection (5) applies by the Lieutenant Governor in Council shall not constitute the revocation of a delegation to the Minister unless the regulation specifies that the delegation is revoked.

Classes

(8) A regulation may create different classes of persons, businesses, contracts, accounts or funds and may establish different entitlements for or relating to each class or impose different requirements, conditions or restrictions on or relation to each class.

General or particular

(9) A regulation under this section may be general or particular in its application.

PART XIV REPEALS, AMENDMENTS AND TRANSITION CEMETERIES ACT (REVISED)

114. The *Cemeteries Act (Revised)*, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 11, section 382, 1994, chapter 27, section 74, 1996, chapter 19, section 18, 1998, chapter 18, Schedule B, section 2, 1999, chapter 12, Schedule G, section 15, 2001, chapter 9, Schedule D, sections 13 and 14, 2002, chapter 8, Schedule I, section 4 and 2002, chapter 17, Schedule F, Table, is repealed.

FUNERAL, BURIAL AND CREMATION SERVICES ACT, 2002

115. (1) This section applies only if Bill 180 (*Consumer Protection Statute Law Amendment Act, 2002*) receives Royal Assent.

9. prescrire les conditions dans lesquelles un directeur de funérailles peut gérer ou surveiller l'exploitation de plusieurs résidences funéraires.

Pouvoir résiduel d'agir

(5) Malgré toute délégation qu'il fait au ministre en vertu du présent article et sans avoir à révoquer la délégation, le lieutenant-gouverneur en conseil conserve le pouvoir de prendre des règlements à l'égard de la question qui fait l'objet de la délégation.

Révocation : disposition transitoire

(6) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut révoquer par écrit la délégation faite en faveur du ministre en vertu du présent article. Toutefois, cette révocation n'entraîne pas l'abrogation des règlements qu'a pris le ministre en vertu de la délégation, lesquels demeurent valides et peuvent être modifiés ou abrogés par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.

Non une révocation de la délégation

(7) La prise d'un règlement auquel s'applique le paragraphe (5) par le lieutenant-gouverneur en conseil n'entraîne la révocation d'une délégation faite en faveur du ministre que si le règlement le précise.

Catégories

(8) Un règlement peut créer différentes catégories de personnes, d'entreprises, de contrats, de comptes ou de fonds et établir des droits différents pour chaque catégorie ou à son égard, ou imposer des exigences, des conditions ou des restrictions différentes à chaque catégorie ou à son égard.

Portée

(9) Les règlements pris en application du présent article peuvent avoir une portée générale ou particulière.

PARTIE XIV ABROGATIONS, MODIFICATIONS ET DISPOSITIONS TRANSITOIRES LOI SUR LES CIMETIÈRES (RÉVISÉE)

114. La *Loi sur les cimetières (révisée)*, telle qu'elle est modifiée par l'article 382 du chapitre 11 et l'article 74 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, par l'article 18 du chapitre 19 des Lois de l'Ontario de 1996, par l'article 2 de l'annexe B du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1998, par l'article 15 de l'annexe G du chapitre 12 des Lois de l'Ontario de 1999, par les articles 13 et 14 de l'annexe D du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 2001 et par l'article 4 de l'annexe I du chapitre 8 et le tableau de l'annexe F du chapitre 17 des Lois de l'Ontario de 2002, est abrogée.

LOI DE 2002 SUR LES SERVICES FUNÉRAIRES ET LES SERVICES D'ENTERREMENT ET DE CRÉMATION

115. (1) Le présent article ne s'applique que si le projet de loi 180 (*Loi de 2002 modifiant des lois en ce qui concerne la protection du consommateur*) reçoit la sanction royale.

(2) References in this section to provisions of Bill 180 are references to those provisions as they were numbered in the first reading version of the Bill.

(3) On the later of the day subsection 77 (1) of this Act comes into force and the day section 10 of Schedule E to Bill 180 comes into force, subsection 77 (1) of this Act is amended by striking out “or” at the end of clause (c), by adding “or” at the end of clause (d) and by adding the following clause:

- (e) the director is advised that an investigation under section 5.1 of the *Ministry of Consumer and Business Services Act* has been ordered.

FUNERAL DIRECTORS AND ESTABLISHMENTS ACT

116. (1) The definition of “beneficiary” in section 1 of the *Funeral Directors and Establishments Act* is repealed.

(2) Section 1 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1999, chapter 12, Schedule G, section 23, 2001, chapter 9, Schedule D, section 7 and 2002, chapter 8, Schedule I, section 12, is amended by adding the following definition:

“casket” means a container intended to hold a dead human body for interment purposes; (“cercueil”)

(3) The following definitions in section 1 of the Act are repealed:

1. The definitions of “cemetery” and “contract”.
2. The definition of “depository”, as amended by the Statutes of Ontario, 2002, chapter 8, Schedule I, section 12.
3. The definition of “Director”, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 2001, chapter 9, Schedule D, section 7.
4. The definitions of “disbursements”, “embalming”, “equity share” and “funeral”.

(4) The definitions of “funeral director”, “funeral establishment” and “funeral services” in section 1 of the Act are repealed and the following substituted:

“funeral director” means an individual licensed as a funeral director under subsection 8 (2) of the *Funeral, Burial and Cremation Services Act, 2002*; (“directeur de funérailles”)

“funeral establishment” means premises established for the purpose of providing funeral services and includes premises established for the purpose of temporarily placing dead human bodies so that persons may attend and pay their respects; (“résidence funéraire”)

(2) Les mentions de dispositions du projet de loi 180 dans le présent article valent mention de ces dispositions selon la numérotation qui figure dans le texte de première lecture du projet de loi.

(3) Au dernier en date du jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 77 (1) de la présente loi et du jour de l'entrée en vigueur de l'article 10 de l'annexe E du projet de loi 180, le paragraphe 77 (1) de la présente loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- e) il est informé qu'une enquête visée à l'article 5.1 de la *Loi sur le ministère des Services aux consommateurs et aux entreprises* a été ordonnée.

LOI SUR LES DIRECTEURS DE SERVICES FUNÉRAIRES ET LES ÉTABLISSEMENTS FUNÉRAIRES

116. (1) La définition de «bénéficiaire» à l'article 1 de la *Loi sur les directeurs de services funéraires et les établissements funéraires* est abrogée.

(2) L'article 1 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 23 de l'annexe G du chapitre 12 des Lois de l'Ontario de 1999, par l'article 7 de l'annexe D du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 2001 et par l'article 12 de l'annexe I du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 2002, est modifié par adjonction de la définition suivante :

«cercueil» Coffre destiné à accueillir le corps d'un être humain décédé en vue de son inhumation. («casket»)

(3) Les définitions suivantes de l'article 1 de la Loi sont abrogées :

1. Les définitions de «cimetière» et «contrat».
2. La définition de «dépositaire», telle qu'elle est modifiée par l'article 12 de l'annexe I du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 2002.
3. La définition de «directeur», telle qu'elle est rééditée par l'article 7 de l'annexe D du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 2001.
4. Les définitions de «action participante», «débours», «embaumement» et «funérailles».

(4) Les définitions de «directeur de services funéraires», «établissement funéraire» et «services funéraires» à l'article 1 de la Loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

«directeur de funérailles» Particulier qui a obtenu un permis de directeur de funérailles en application du paragraphe 8 (2) de la *Loi de 2002 sur les services funéraires et les services d'enterrement et de crémation*. («funeral director»)

«résidence funéraire» Locaux destinés à la fourniture de services funéraires et, en outre, locaux où des corps d'êtres humains décédés sont exposés provisoirement pour y recevoir des marques de respect. («funeral establishment»)

“funeral services” means the care and preparation of dead human bodies, the co-ordination and provision of rites and ceremonies with respect to dead human bodies and the provision of such other services as may be prescribed, but does not include cemetery or crematorium services as those terms are defined in the *Funeral, Burial and Cremation Services Act, 2002*; (“services funéraires”)

(5) The definition of “income” in section 1 of the Act is repealed.

(6) The definition of “licence” in section 1 of the Act is repealed and the following substituted:

“licence” means a licence to operate a funeral establishment, transfer service or casket retailing business or a licence to act as funeral director or as a sales representative of a transfer service operator or casket retailing business operator that is issued under the *Funeral, Burial and Cremation Services Act, 2002*, and “licensed” and “licensee” have a corresponding meaning; (“permis”, “titulaire d’un permis”)

(7) The definition of “Minister” in section 1 of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 2001, chapter 9, Schedule D, section 7, is repealed and the following substituted:

“Minister” means the Minister of Consumer and Business Services or such other member of the Executive Council to whom administration for this Act is assigned under the *Executive Council Act*; (“ministre”)

(8) The definitions of “prearrangement”, “prepaid contract”, “prepayment” and “prepayment funds” in section 1 of the Act are repealed.

(9) The definition of “Tribunal” in section 1 of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1999, chapter 12, Schedule G, section 23, is repealed and the following substituted:

“Tribunal” means the Licence Appeal Tribunal established under the *Licence Appeal Tribunal Act, 1999* or such other tribunal as may be prescribed. (“Tribunal”)

117. (1) Subsection 2 (1) of the Act is amended by adding “or the *Funeral, Burial and Cremation Services Act, 2002*” at the end.

(2) Subsection 2 (2) of the Act is amended by striking out “by or under this Act” and substituting “by or under this Act or the *Funeral, Burial and Cremation Services Act, 2002*”.

(3) Clause 2 (3) (a) of the Act is repealed and the following substituted:

(a) the name of every person licensed under the *Funeral, Burial and Cremation Services Act, 2002* to

«services funéraires» Le soin et la préparation de corps d’êtres humains décédés, ainsi que la coordination et la prestation des rites et cérémonies dont ils font l’objet et tout autre service prescrit. Sont exclus les services de cimetière ou de crématoire au sens de la *Loi de 2002 sur les services funéraires et les services d’enterrement et de crémation*. («funeral services»)

(5) La définition de «revenu» à l’article 1 de la Loi est abrogée.

(6) La définition de «permis» à l’article 1 de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«permis» Permis d’exploitation d’une résidence funéraire, d’un service de transfert ou d’une entreprise de vente au détail de cercueils ou permis de directeur de funérailles ou de représentant commercial d’un exploitant de service de transfert ou d’entreprise de vente au détail de cercueils délivré aux termes de la *Loi de 2002 sur les services funéraires et les services d’enterrement et de crémation*. Le terme «titulaire d’un permis» a un sens correspondant. («licence», «licensed», «licensee»)

(7) La définition de «ministre» à l’article 1 de la Loi, telle qu’elle est rééditée par l’article 7 de l’annexe D du chapitre 9 des Lois de l’Ontario de 2001, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«ministre» Le ministre des Services aux consommateurs et aux entreprises ou l’autre membre du Conseil exécutif qui est chargé de l’application de la présente loi en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*. («Minister»)

(8) Les définitions de «contrat prépayé», «fonds réservés au prépaiement» «préarrangement» et «prépaiement» à l’article 1 de la Loi sont abrogées.

(9) La définition de «Tribunal» à l’article 1 de la Loi, telle qu’elle rééditée par l’article 23 de l’annexe G du chapitre 12 des Lois de l’Ontario de 1999, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«Tribunal» Le Tribunal d’appel en matière de permis créé en application de la *Loi de 1999 sur le Tribunal d’appel en matière de permis* ou l’autre tribunal qui est prescrit. («Tribunal»)

117. (1) Le paragraphe 2 (1) de la Loi est modifié par adjonction de «ou de la *Loi de 2002 sur les services funéraires et les services d’enterrement et de crémation*» à la fin du paragraphe.

(2) Le paragraphe 2 (2) de la Loi est modifié par substitution de «sous le régime de la présente loi ou de la *Loi de 2002 sur les services funéraires et les services d’enterrement et de crémation*» à «par la présente loi ou en vertu de celle-ci».

(3) L’alinéa 2 (3) a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) le nom de chaque titulaire d’un permis d’exploitation de résidence funéraire, de service de trans-

operate a funeral establishment, transfer service or casket retailing business or to act as funeral director or a sales representative of a transfer service operator or casket retailing business operator;

118. (1) Subsection 3 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

Principal object

(2) The principal object of the Board is to regulate the practices of funeral directors and persons who operate funeral establishments, transfer services and casket retailing businesses in accordance with this Act, the regulations and the by-laws in order that the public interest may be served and protected.

(2) Paragraphs 1, 2 and 3 of subsection 3 (3) of the Act are repealed and the following substituted:

1. To establish, maintain and develop standards of knowledge and skill among funeral directors and persons who operate funeral establishments, transfer services and casket retailing businesses.
2. To establish, maintain and develop standards of qualification and standards of practice for funeral directors and persons who operate funeral establishments, transfer services and casket retailing businesses.
3. To establish, maintain and develop standards of professional ethics among funeral directors and persons who operate funeral establishments, transfer services and casket retailing businesses.

(3) Paragraphs 5, 6 and 7 of subsection 3 (3) of the Act are repealed and the following substituted:

5. To oversee and inspect trust accounts that funeral establishments, transfer services and casket retailing businesses are required by law to establish or maintain.
6. To establish and develop standards for funeral establishments, transfer services and casket retailing businesses.

(4) Clause 3 (5) (b) of the Act is repealed and the following substituted:

- (b) approve or set courses of study and examinations for the qualification of applicants under the *Funeral, Burial and Cremation Services Act, 2002* for licences to operate funeral establishments, transfer services and casket retailing businesses and licences as funeral directors; and

119. (1) The French version of paragraph 1 of subsection 4 (1) of the Act is amended by striking out “directeurs de services funéraires” and substituting “di-

recteurs de services funéraires” and substituting “directeurs de services funéraires” and substituting “di-

118. (1) Le paragraphe 3 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Mission principale

(2) Afin de servir et de protéger l'intérêt public, le Conseil a pour mission principale de réglementer les activités des directeurs de funérailles et des personnes qui exploitent des résidences funéraires, des services de transfert et des entreprises de vente au détail de cercueils conformément à la présente loi, aux règlements et aux règlements administratifs.

(2) Les dispositions 1, 2 et 3 du paragraphe 3 (3) de la Loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

1. D'élaborer et de maintenir des normes de connaissance et de compétence parmi les directeurs de funérailles et les personnes qui exploitent des résidences funéraires, des services de transfert et des entreprises de vente au détail de cercueils.
2. D'élaborer et de maintenir des normes de qualification professionnelle et d'exercice pour les directeurs de funérailles et les personnes qui exploitent des résidences funéraires, des services de transfert et des entreprises de vente au détail de cercueils.
3. D'élaborer et de maintenir des normes de déontologie parmi les directeurs de funérailles et les personnes qui exploitent des résidences funéraires, des services de transfert et des entreprises de vente au détail de cercueils.

(3) Les dispositions 5, 6 et 7 du paragraphe 3 (3) de la Loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

5. De surveiller et d'inspecter les comptes en fiducie que les résidences funéraires, les services de transfert et les entreprises de vente au détail de cercueils sont tenus par la loi d'ouvrir ou de maintenir.
6. D'élaborer des normes pour les résidences funéraires, les services de transfert et les entreprises de vente au détail de cercueils.

(4) L'alinéa 3 (5) b) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- b) approuve ou élabore des programmes d'études et des examens afin de vérifier l'admissibilité des personnes qui demandent, en application de la *Loi de 2002 sur les services funéraires et les services d'enterrement et de crémation*, un permis d'exploitation de résidence funéraire, de service de transfert et d'entreprise de vente au détail de cercueils ou un permis de directeur de funérailles;

119. (1) La version française de la disposition 1 du paragraphe 4 (1) de la Loi est modifiée par substitution de «directeurs de funérailles» à «directeurs de

recteurs de funérailles” and by striking out “un établissement funéraire” wherever it appears and substituting in each case “une résidence funéraire”.

(2) Paragraph 2 of subsection 4 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

2. A prescribed number of persons who are not funeral directors and who represent such classes of persons as may be prescribed.

120. Paragraph 3 of subsection 7 (1) of the Act is repealed.

121. Section 10 of the Act is repealed.

122. Section 14 of the Act is repealed.

123. (1) Section 15 of the Act is amended by striking out “Despite subsection 14 (1)” at the beginning.

(2) The French version of section 15 of the Act is amended by striking out “directeur de services funéraires” and substituting “directeur de funérailles”.

124. (1) Clause 16 (1) (a) of the Act is amended by striking out “Board, Executive Committee or Complaints Committee” and substituting “Board or Executive Committee”.

(2) Clause 16 (1) (b) of the Act is amended by striking out “Registrar, Executive Committee or Complaints Committee” and substituting “Registrar or Executive Committee”.

125. (1) The French version of subsections 16 (1), (2), (3), (4), (5), (8), (11), (12), (13) and (16) and 17 (1) and (2) of the Act are amended by striking out “directeur de services funéraires” wherever it appears and substituting in each case “directeur de funérailles” and by striking out “directeurs de services funéraires” wherever it appears and substituting in each case “directeurs de funérailles”.

(2) On a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor, subsections 16 (1), (2), (3), (4), (5), (8), (11), (12), (13) and (16) and 17 (1) and (2) of the Act, as amended by subsection (1), are amended by striking out “funeral director” wherever it appears and substituting in each case “licensee” and by striking out “funeral directors” wherever it appears and substituting in each case “licensees”.

126. (1) Subsection 18 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

Notice

(2) The Discipline Committee shall send to the funeral director who is the subject of the decision by prepaid first class mail a copy of the decision and its reasons therefore, if any, together with notice that informs the funeral director that he or she is entitled to a hearing by the Tribunal if he or she mails or delivers to the Discipline Committee and to the Tribunal, within 15 days after the notice is served on the person, notice in writing requiring a hearing and the person may so require such a hearing.

No hearing

(3) If a funeral director does not require a hearing by

services funéraires» et de «une résidence funéraire» à «un établissement funéraire» partout où figurent ces expressions.

(2) La disposition 2 du paragraphe 4 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

2. Un nombre prescrit de personnes qui ne sont pas directeurs de funérailles et qui représentent des catégories de personnes prescrites.

120. La disposition 3 du paragraphe 7 (1) de la Loi est abrogée.

121. L'article 10 de la Loi est abrogé.

122. L'article 14 de la Loi est abrogé.

123. (1) L'article 15 de la Loi est modifié par suppression de «Malgré le paragraphe 14 (1),».

(2) La version française de l'article 15 de la Loi est modifiée par substitution de «directeur de funérailles» à «directeur de services funéraires».

124. (1) L'alinéa 16 (1) a) de la Loi est modifié par substitution de «le Conseil ou le comité de direction» à «le Conseil, le comité de direction ou le comité des plaintes».

(2) L'alinéa 16 (1) b) de la Loi est modifié par substitution de «le registrateur ou le comité de direction» à «le registrateur, le bureau ou le comité des plaintes».

125. (1) La version française des paragraphes 16 (1), (2), (3), (4), (5), (8), (11), (12), (13) et (16) et 17 (1) et (2) de la Loi est modifiée par substitution de «directeur de funérailles» à «directeur de services funéraires» et de «directeurs de funérailles» à «directeurs de services funéraires» partout où figurent ces expressions.

(2) Le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation, les paragraphes 16 (1), (2), (3), (4), (5), (8), (11), (12), (13) et (16) et 17 (1) et (2) de la Loi, tels qu'ils sont modifiés par le paragraphe (1), sont modifiés par substitution de «titulaire de permis» à «directeur de funérailles» et de «titulaires de permis» à «directeurs de funérailles» aux endroits où figurent ces expressions.

126. (1) Le paragraphe 18 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Avis

(2) Le comité de discipline envoie au directeur de funérailles visé, par courrier affranchi de première classe, une copie de la décision, motivée le cas échéant, ainsi qu'un avis l'informant qu'il a droit à une audience devant le Tribunal à la condition de poster ou de remettre une demande écrite d'audience au comité de discipline et au Tribunal dans les 15 jours de la signification de l'avis. Le directeur de funérailles peut demander une audience de cette façon.

Aucune audience

(3) Le comité de discipline peut donner suite à sa déci-

the Tribunal, the Discipline Committee may carry out its decision.

Hearing

(4) If the funeral director requires a hearing, the Tribunal shall appoint a time for and hold a hearing.

Order

(5) After holding a hearing, the Tribunal may by order direct the Discipline Committee to carry out its decision or refrain from carrying out its decision and to take such action as the Tribunal considers the Discipline Committee ought to take in accordance with this Act and the regulations and, for such purposes, the Tribunal may substitute its opinion for that of the Discipline Committee.

Conditions

(6) The Tribunal may attach such conditions to its order as it considers proper to give effect to the purposes of this Act.

Parties

(7) The Registrar, the funeral director who required the hearing and such other persons as the Tribunal may specify are parties to proceedings before the Tribunal under this section.

(2) On a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor, subsections 18 (2) to (7) of the Act, as set out in subsection (1), are amended by striking out “funeral director” wherever it appears and substituting in each case “licensee”.

127. Sections 19 to 24 of the Act are repealed.

128. Section 25 of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1999, chapter 12, Schedule G, section 23, is repealed.

129. Sections 26 to 39 of the Act are repealed.

130. Section 40 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 2001, chapter 9, Schedule D, section 7, is repealed.

131. Section 41 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 83 and 2001, chapter 9, Schedule D, section 7, is repealed.

132. Sections 42 to 44 of the Act are repealed.

133. Section 45 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 2001, chapter 9, Schedule D, section 7, is repealed.

134. (1) Paragraphs 1, 2, 3 and 4 of subsection 46 (1) of the Act are repealed.

(2) Paragraphs 15, 16, 17, 18 and 19 of subsection 46 (1) of the Act are repealed.

(3) Paragraphs 21 to 40 of subsection 46 (1) of the Act are repealed.

135. Section 47 of the Act is repealed.

sion si le directeur de funérailles ne demande pas d'audience devant le Tribunal.

Audience

(4) Le Tribunal tient l'audience que demande le directeur de funérailles après en avoir fixé la date.

Ordonnance

(5) Après avoir tenu l'audience, le Tribunal peut, au moyen d'une ordonnance, enjoindre au comité de discipline de donner suite à sa décision, ou de s'en abstenir et de prendre les mesures que, selon le Tribunal, le comité de discipline devrait prendre conformément à la présente loi et aux règlements. Le Tribunal peut, à ces fins, substituer son opinion à celle du comité de discipline.

Conditions

(6) Le Tribunal peut assortir son ordonnance des conditions qu'il juge appropriées pour assurer la réalisation des objets de la présente loi.

Parties

(7) Le registrateur, le directeur de funérailles qui a demandé l'audience et les autres personnes que précise le Tribunal sont parties à l'instance introduite devant lui en vertu du présent article.

(2) Le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation, les paragraphes 18 (2) à (7) de la Loi, tels qu'ils sont énoncés au paragraphe (1), sont modifiés par substitution de «titulaire de permis» à «directeur de funérailles» partout où figure cette expression.

127. Les articles 19 à 24 de la Loi sont abrogés.

128. L'article 25 de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 23 de l'annexe G du chapitre 12 des Lois de l'Ontario de 1999, est abrogé.

129. Les articles 26 à 39 de la Loi sont abrogés.

130. L'article 40 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 7 de l'annexe D du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 2001, est abrogé.

131. L'article 41 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 83 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994 et par l'article 7 de l'annexe D du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 2001, est abrogé.

132. Les articles 42 à 44 de la Loi sont abrogés.

133. L'article 45 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 7 de l'annexe D du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 2001, est abrogé.

134. (1) Les dispositions 1, 2, 3 et 4 du paragraphe 46 (1) de la Loi sont abrogées.

(2) Les dispositions 15, 16, 17, 18 et 19 du paragraphe 46 (1) de la Loi sont abrogées.

(3) Les dispositions 21 à 40 du paragraphe 46 (1) de la Loi sont abrogées.

135. L'article 47 de la Loi est abrogé.

136. Section 48 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 2001, chapter 9, Schedule D, section 7, is repealed.

137. Sections 49 and 50 of the Act are repealed.

138. The title of the *Funeral Directors and Establishments Act* is repealed and the following substituted:

Board of Funeral Services Act

139. The *Board of Funeral Services Act* is repealed on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

PART XV CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

ANATOMY ACT

140. The definition of “disposition” in section 1 of the *Anatomy Act* is amended by striking out “*Cemeteries Act*” and substituting “*Funeral, Burial and Cremation Services Act, 2002*”.

ASSESSMENT ACT

141. (1) Paragraph 2 of subsection 3 (1) of the *Assessment Act*, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 29, section 3, is repealed and the following substituted:

Cemeteries, burial sites

2. A cemetery and a burial site, as those terms are defined in the *Funeral, Burial and Cremation Services Act, 2002*, so long as the land is actually being used for the interment of the dead or any ancillary purpose prescribed by the Minister, and not including any portion of the land used for any other purpose.

Crematoriums

2.1 Land on which is located a crematorium, as defined in the *Funeral, Burial and Cremation Services Act, 2002* and which is part of a cemetery or burial site, as those terms are defined in the *Funeral, Burial and Cremation Services Act, 2002*, if,

- i. the Registrar under the *Cemeteries Act (Revised)* consented to the establishment of the crematorium on or before January 1, 2002,
- ii. the ownership of the land has not changed since January 1, 2002, and
- iii. the taxation year is a taxation year that is no more than five years after the taxation year in which the *Funeral, Burial and Cremation Services Act, 2002* comes into force.

(2) Subparagraph 3 ii of subsection 3 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 2000, chapter

136. L'article 48 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 7 de l'annexe D du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 2001, est abrogé.

137. Les articles 49 et 50 de la Loi sont abrogés.

138. Le titre de la *Loi sur les directeurs de services funéraires et les établissements funéraires* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Loi sur le Conseil des services funéraires

139. La *Loi sur le Conseil des services funéraires* est abrogée le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

PARTIE XV MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

LOI SUR L'ANATOMIE

140. La définition de «disposition» à l'article 1 de la *Loi sur l'anatomie* est modifiée par substitution de «*Loi de 2002 sur les services funéraires et les services d'enterrement et de crémation*» à «*Loi sur les cimetières*».

LOI SUR L'ÉVALUATION FONCIÈRE

141. (1) La disposition 2 du paragraphe 3 (1) de la *Loi sur l'évaluation foncière*, telle qu'elle est rééditée par l'article 3 du chapitre 29 des Lois de l'Ontario de 1997, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

Cimetières et lieux de sépulture

2. Les cimetières et les lieux de sépulture au sens de la *Loi de 2002 sur les services funéraires et les services d'enterrement et de crémation*, tant que ces biens-fonds servent effectivement à l'inhumation des défunts ou à toute fin accessoire prescrite par le ministre, à l'exclusion de leurs parties qui servent à d'autres fins.

Crématoires

2.1 Les biens-fonds sur lesquels est situé un crématoire au sens de la *Loi de 2002 sur les services funéraires et les services d'enterrement et de crémation* et qui font partie d'un cimetière ou d'un lieu de sépulture au sens de la même loi, si les conditions suivantes sont réunies :

- i. le registrateur nommé en application de la *Loi sur les cimetières (révisée)* a autorisé la création du crématoire au plus tard le 1^{er} janvier 2002,
- ii. la propriété du bien-fonds n'a pas changé depuis le 1^{er} janvier 2002,
- iii. l'année d'imposition n'est pas postérieure de plus de cinq ans à celle de l'entrée en vigueur de la *Loi de 2002 sur les services funéraires et les services d'enterrement et de crémation*.

(2) La sous-disposition 3 ii du paragraphe 3 (1) de la Loi, telle qu'elle est édictée par l'article 2 du chap-

25, section 2, is repealed and the following substituted:

- ii. a churchyard,
- ii.1 a burying ground so long as the land is actually being used for the interment of the dead or any ancillary purpose prescribed by the Minister, and not including any portion of the land used for any other purpose, or

(3) Subsection 3 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 5, section 4, 1997, chapter 29, section 3, 1997, chapter 43, Schedule F, section 1, 1997, chapter 43, Schedule G, section 18, 1998, chapter 28, section 66, 2000, chapter 25, section 2, 2002, chapter 17, Schedule F, Table and 2002, chapter 22, section 2, is amended by adding the following paragraph:

Same

- 9.1 Despite paragraph 9, land owned by a municipality that is a burial site, burying ground or cemetery is not exempt from taxation unless it meets the requirements for exemption under paragraph 2, 2.1 or 3.

(4) Section 3 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 5, section 4, 1997, chapter 29, section 3, 1997, chapter 43, Schedule F, section 1, 1997, chapter 43, Schedule G, section 18, 1998, chapter 28, section 66, 1998, chapter 33, section 2, 2000, chapter 25, section 2, 2002, chapter 17, Schedule F, Table and 2002, chapter 22, section 2, is amended by adding the following subsection:

Non-application: special exemptions

(1.1) Despite any provision in any Act of special or general application, an exemption from assessment or taxation under such an Act for burial sites, burying grounds or cemeteries shall, on and after the day section 141 of the *Funeral, Burial and Cremation Services Act, 2002* comes into force, no longer apply.

CORONERS ACT

142. Section 24 of the *Coroners Act* is amended by striking out “*Cemeteries Act*” and substituting “*Funeral, Burial and Cremation Services Act, 2002* or a regulation made under that Act”.

LICENCE APPEAL TRIBUNAL ACT, 1999

143. Section 11 of the *Licence Appeal Tribunal Act, 1999* is amended by adding “*Board of Funeral Services Act*” and “*Funeral, Burial and Cremation Services Act, 2002*” and by striking out “*Cemeteries Act (Revised)*” and “*Funeral Directors and Establishments Act*”.

tre 25 des Lois de l'Ontario de 2000, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

- ii. une cour d'église,
- ii.1 un lieu d'inhumation, tant que le bien-fonds sert effectivement à l'inhumation des défunts ou à toute fin accessoire prescrite par le ministre, à l'exclusion de ses parties qui servent à d'autres fins,

(3) Le paragraphe 3 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 4 du chapitre 5, l'article 3 du chapitre 29, l'article 1 de l'annexe F du chapitre 43 et l'article 18 de l'annexe G du chapitre 43 des Lois de l'Ontario de 1997, par l'article 66 du chapitre 28 des Lois de l'Ontario de 1998, par l'article 2 du chapitre 25 des Lois de l'Ontario de 2000 et par le tableau de l'annexe F du chapitre 17 et l'article 2 du chapitre 22 des Lois de l'Ontario de 2002, est modifié par adjonction de la disposition suivante :

Idem

- 9.1 Malgré la disposition 9, les biens-fonds appartenant à une municipalité qui sont des lieux de sépulture, des lieux d'inhumation ou des cimetières ne sont pas exemptés d'impôts à moins qu'ils remplissent les critères d'exemption prévus à la disposition 2, 2.1 ou 3.

(4) L'article 3 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 4 du chapitre 5, l'article 3 du chapitre 29, l'article 1 de l'annexe F du chapitre 43 et l'article 18 de l'annexe G du chapitre 43 des Lois de l'Ontario de 1997, par l'article 66 du chapitre 28 et l'article 2 du chapitre 33 des Lois de l'Ontario de 1998, par l'article 2 du chapitre 25 des Lois de l'Ontario de 2000 et par le tableau de l'annexe F du chapitre 17 et l'article 2 du chapitre 22 des Lois de l'Ontario de 2002, est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Non-application : exemption spéciale

(1.1) Malgré les dispositions de toute loi spéciale ou générale, l'exemption d'évaluation foncière ou d'impôt qu'elle accorde aux lieux de sépulture, aux lieux d'inhumation ou aux cimetières ne s'applique plus à compter du jour de l'entrée en vigueur de l'article 141 de la *Loi de 2002 sur les services funéraires et les services d'enterrement et de crémation*.

LOI SUR LES CORONERS

142. L'article 24 de la *Loi sur les coroners* est modifié par substitution de «*Loi de 2002 sur les services funéraires et les services d'enterrement et de crémation* ou ses règlements d'application» à «*Loi sur les cimetières*».

LOI DE 1999 SUR LE TRIBUNAL D'APPEL EN MATIÈRE DE PERMIS

143. L'article 11 de la *Loi de 1999 sur le Tribunal d'appel en matière de permis* est modifié par adjonction de «*Loi sur le Conseil des services funéraires*» et «*Loi de 2002 sur les services funéraires et les services d'enterrement et de crémation*» et par suppression de

McMICHAEL CANADIAN ART COLLECTION ACT

144. Clauses 7 (2) (g) and (h) of the *McMichael Canadian Art Collection Act* are amended by striking out “under the *Cemeteries Act* or a predecessor of that Act” in both clauses and substituting in each case “under the *Funeral, Burial and Cremation Services Act, 2002* or a predecessor of that Act that related to cemeteries”.

MUNICIPAL ACT, 2001

145. The *Municipal Act, 2001* is amended by adding the following section:

Tax relief re: cemeteries

357.1 (1) The purpose of this section is to provide tax relief to a cemetery owner if the cemetery's care and maintenance fund is not adequately funded.

Application for cancellation, reduction, refund

(2) If a cemetery is located in a local municipality and the cemetery owner has a deficiency in one or more of its care and maintenance funds as prescribed, the cemetery owner may apply to the treasurer of the local municipality for the cancellation, reduction or refund of all or part of the taxes assessed or levied against the part of the land that is eligible land in the year in respect of which the application is made.

Timing of application

(3) An application under subsection (2) shall be delivered to the local municipality on or before February 28 of the year following the taxation year in respect of which the notice is given or such later date as the Minister of Finance may prescribe.

Registrar's notice

(4) The application under subsection (2) shall include a notice from the registrar prepared under section 54 of the *Funeral, Burial and Cremation Services Act, 2002*, which notice shall,

- (a) confirm whether the owner has a deficiency in its care and maintenance fund; and
- (b) direct the local municipality to cancel the taxes assessed or levied on the eligible land or to reduce or refund the taxes by the amount specified in the notice.

Decision by registrar

(5) The decision made by the registrar as to whether the taxes assessed or levied against the eligible land should be cancelled, reduced or refunded and as to the amount of any reduction or refund of the taxes assessed or levied against the eligible land shall be made in accordance with the regulations, but in no case shall the amount of a refund exceed the amount of the taxes as-

«*Loi sur les cimetières (révisée)*» et de «*Loi sur les directeurs de services funéraires et les établissements funéraires*».

LOI SUR LA COLLECTION McMICHAEL D'ART CANADIEN

144. Les alinéas 7 (2) g) et h) de la *Loi sur la Collection McMichael d'art canadien* sont modifiés par substitution de «en vertu de la *Loi de 2002 sur les services funéraires et les services d'enterrement et de crémation* ou d'une loi concernant les cimetières qu'elle remplace» à «en vertu de la *Loi sur les cimetières* ou d'une loi que cette loi remplace» dans les deux alinéas.

LOI DE 2001 SUR LES MUNICIPALITÉS

145. La *Loi de 2001 sur les municipalités* est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Allègement fiscal : cimetières

357.1 (1) L'objet du présent article est de prévoir un allègement fiscal pour les propriétaires des cimetières dont le fonds d'entretien n'est pas capitalisé de façon adéquate.

Demande d'annulation, de diminution ou de remboursement

(2) Le propriétaire d'un cimetière situé dans une municipalité locale peut, si un ou plusieurs de ses fonds d'entretien sont insuffisants, selon ce qui est prescrit, demander au trésorier de la municipalité l'annulation, la diminution ou le remboursement de la totalité ou d'une partie des impôts fixés ou prélevés à l'égard de la partie du bien-fonds qui est un bien-fonds admissible au cours de l'année que vise la demande.

Délai

(3) La demande prévue au paragraphe (2) est remise à la municipalité locale au plus tard le 28 février de l'année qui suit l'année d'imposition que vise l'avis ou à la date ultérieure que prescrit le ministre des Finances.

Avis du registrateur

(4) La demande prévue au paragraphe (2) comprend un avis du registrateur préparé en application de l'article 54 de la *Loi de 2002 sur les services funéraires et les services d'enterrement et de crémation*, lequel avis :

- a) d'une part, confirme que le fonds d'entretien du propriétaire est insuffisant;
- b) d'autre part, enjoint à la municipalité locale d'annuler les impôts fixés ou prélevés à l'égard du bien-fonds admissible ou de les diminuer ou de les rembourser à hauteur du montant précisé dans l'avis.

Décision du registrateur

(5) Le registrateur prend sa décision quant à l'annulation, à la diminution ou au remboursement des impôts fixés ou prélevés à l'égard du bien-fonds admissible ou au montant de leur diminution ou de leur remboursement conformément aux règlements; toutefois, le montant d'un remboursement ne doit en aucun cas dépasser le montant des impôts fixés ou prélevés à l'égard du bien-fonds ad-

sessed or levied in respect of the eligible land in the taxation year in respect of which the application is made.

Compliance by municipality

(6) Upon receipt of a notice under subsection (4), the local municipality shall carry out the direction contained in the notice.

Same

(7) The local municipality shall issue any refund to which a cemetery owner is entitled under this Act within 120 days after the last day on which the owner is entitled to make an application under subsection (3).

Regulations

(8) The Minister of Finance may make regulations,

- (a) defining deficiency for the purposes of this section;
- (b) prescribing the cemetery that has a deficiency in its care and maintenance fund for the purposes of subsection (2) and respecting the manner in which the owner of one or more cemeteries may calculate deficiencies in his or her care and maintenance funds;
- (c) prescribing a date for the purposes of subsection (3);
- (d) governing the decision made by the registrar as to whether to cancel the taxes assessed or levied against the eligible land or as to the amount of the reduction or refund of the taxes assessed or levied against the eligible land and respecting the determination as to the amount of the reduction or refund.

Definitions

(9) In this section,

“care and maintenance fund” and “cemetery” have the same meaning as they have in the *Funeral, Burial and Cremation Services Act, 2002*; (“fonds d’entretien”, “cimetière”)

“commercial cemetery” means a cemetery operated for the purpose of making a profit for the owner; (“cimetière commercial”)

“crematorium”, “funeral establishment”, “licensed services” and “licensed supplies” have the same meaning as they have in the *Funeral, Burial and Cremation Services Act, 2002*; (“crématoire”, “résidence funéraire”, “services autorisés”, “fournitures autorisées”)

“deficiency” means a deficiency as defined by regulation; (“insuffisance”, “insuffisant”)

“eligible land” means land located on a cemetery other than a commercial cemetery that is liable to assessment and taxation in respect of the operation of a crematorium, funeral establishment, transfer service or other business related to the provision of licensed supplies or licensed services; (“bien-fonds admissible”)

missible dans l’année d’imposition que vise la demande.

Respect de la décision par la municipalité

(6) Sur réception d’un avis prévu au paragraphe (4), la municipalité locale donne suite à la directive qu’il contient.

Idem

(7) La municipalité locale verse le remboursement auquel un propriétaire de cimetière a droit en vertu de la présente loi dans les 120 jours qui suivent celui où il a le droit de présenter une demande en application du paragraphe (3).

Règlements

(8) Le ministre des Finances peut, par règlement :

- a) définir insuffisance et insuffisant pour l’application du présent article;
- b) prescrire les cimetières dont le fonds d’entretien est insuffisant pour l’application du paragraphe (2) et traiter de la façon dont le propriétaire d’un ou de plusieurs cimetières calcule l’insuffisance de ses fonds d’entretien;
- c) prescrire une date pour l’application du paragraphe (3);
- d) régir la décision prise par le registrateur d’annuler ou non les impôts fixés ou prélevés à l’égard d’un bien-fonds admissible ou sa décision quant au montant de leur diminution ou de leur remboursement et traiter du mode de calcul de ce montant.

Définitions

(9) Les définitions qui suivent s’appliquent au présent article.

«bien-fonds admissible» Bien-fonds situé dans un cimetière qui n’est pas un cimetière commercial et assujéti à l’évaluation foncière et imposable en ce qui concerne l’exploitation d’un crématoire, d’une résidence funéraire, d’un service de transfert ou d’une autre entreprise liée à la fourniture de services ou de fournitures autorisés. («eligible land»)

«cimetière» et «fonds d’entretien» S’entendent au sens de la *Loi de 2002 sur les services funéraires et les services d’enterrement et de crémation*. («cemetery», «care and maintenance fund»)

«cimetière commercial» Cimetière exploité à des fins lucratives par son propriétaire. («commercial cemetery»)

«crématoire», «fournitures autorisées», «résidence funéraire» et «services autorisés» S’entendent au sens de la *Loi de 2002 sur les services funéraires et les services d’enterrement et de crémation*. («crematorium», «licensed supplies», «funeral establishment», «licensed services»)

“registrar” means the registrar appointed with respect to cemeteries under the *Funeral, Burial and Cremation Services Act, 2002*; (“registrateur”)

“transfer service” means a transfer service as defined in the *Funeral, Burial and Cremation Services Act, 2002*. (“service de transfert”)

ONTARIO WATER RESOURCES ACT

146. Clause 53 (6) (e) of the *Ontario Water Resources Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 7, section 6, is amended by striking out “*Cemeteries Act*” and substituting “*Funeral, Burial and Cremation Services Act, 2002*”.

PROVINCIAL LAND TAX ACT

147. (1) Paragraph 3 of subsection 3 (1) of the *Provincial Land Tax Act* is repealed and the following substituted:

Churches, etc.

3. Every place of worship and land used in connection therewith, every churchyard, and every cemetery or burying ground that is enclosed and actually required, used and occupied for the interment of the dead or for any ancillary purpose prescribed by the Minister, but not including any portion of the land used for any other purpose nor land rented or leased to a church or religious organization by a person other than another church or religious organization.

Crematoriums

- 3.1 Land on which is located a crematorium, as defined in the *Funeral, Burial and Cremation Services Act, 2002* and which is part of a cemetery or burying ground if,

- i. the Registrar under the *Cemeteries Act (Revised)* consented to the establishment of the crematorium on or before January 1, 2002,
- ii. the ownership of the land has not changed since January 1, 2002, and
- iii. the taxation year is a taxation year that is no more than five years after the taxation year in which the *Funeral, Burial and Cremation Services Act, 2002* comes into force.

(2) Section 3 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 25, section 84, 1997, chapter 43, Schedule F, section 11 and 2000, chapter 25, section 49, is amended by adding the following subsection:

«insuffisance» S'entend au sens des règlements. Le terme «insuffisant» a un sens correspondant. («deficiency»)

«registrateur» Le registrateur nommé à l'égard des cimetières en application de la *Loi de 2002 sur les services funéraires et les services d'enterrement et de crémation*. («registrar»)

«service de transfert» S'entend au sens de la *Loi de 2002 sur les services funéraires et les services d'enterrement et de crémation*. («transfer service»)

LOI SUR LES RESSOURCES EN EAU DE L'ONTARIO

146. L'alinéa 53 (6) e) de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario*, tel qu'il est modifié par l'article 6 du chapitre 7 des Lois de l'Ontario de 1997, est modifié par substitution de «*Loi de 2002 sur les services funéraires et les services d'enterrement et de crémation*» à «*Loi sur les cimetières*».

LOI SUR L'IMPÔT FONCIER PROVINCIAL

147. (1) La disposition 3 du paragraphe 3 (1) de la *Loi sur l'impôt foncier provincial* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

Églises

3. Les lieux de culte et les biens-fonds utilisés conjointement à ceux-ci, les cours d'église, les cimetières et les lieux d'enterrement enclos, effectivement requis, utilisés et occupés pour l'inhumation des défunts ou à toute fin accessoire prescrite par le ministre. Sont exclus, toutefois, les parties du bien-fonds qui servent à d'autres fins et les biens-fonds loués ou donnés à bail à une église ou à un organisme religieux par une personne autre qu'une église ou un organisme religieux.

Crématoires

- 3.1 Les biens-fonds sur lesquels est situé un crématoire au sens de la *Loi de 2002 sur les services funéraires et les services d'enterrement et de crémation* et qui font partie d'un cimetière ou d'un lieu d'enterrement si les conditions suivantes sont réunies :

- i. le registrateur nommé en application de la *Loi sur les cimetières (révisée)* a autorisé la création du crématoire au plus tard le 1^{er} janvier 2002,
- ii. la propriété du bien-fonds n'a pas changé depuis le 1^{er} janvier 2002,
- iii. l'année d'imposition n'est pas postérieure de plus de cinq ans à celle de l'entrée en vigueur de la *Loi de 2002 sur les services funéraires et les services d'enterrement et de crémation*.

(2) L'article 3 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 84 du chapitre 25 des Lois de l'Ontario de 1994, par l'article 11 de l'annexe F du chapitre 43 des Lois de l'Ontario de 1997 et par l'article 49 du chapitre 25 des Lois de l'Ontario de 2000, est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Non-application: special exemptions

(1.1) Despite any provision in any Act of special or general application, an exemption from assessment or taxation under such an Act for burial sites, burying grounds or cemeteries shall, on and after the day section 147 of the *Funeral, Burial and Cremation Services Act, 2002* comes into force, no longer apply.

148. The Act is amended by adding the following section:**Tax cancellation, reduction or refund re: cemeteries**

21.2 (1) The purpose of this section is to provide tax relief to a cemetery owner if the cemetery's care and maintenance fund is not adequately funded.

Application for cancellation, reduction, refund

(2) If a cemetery is located in unorganized territory and the cemetery owner has a deficiency in one or more of its care and maintenance funds as prescribed, the cemetery owner may apply to the collector for the cancellation, reduction or refund of all or part of the taxes assessed or levied against the part of the land that is eligible land in the year in respect of which the application is made.

Timing of application

(3) An application under subsection (2) shall be delivered to the collector on or before February 28 of the year following the taxation year in respect of which the notice is given or such later date as the Minister of Finance may prescribe.

Registrar's notice

(4) The application under subsection (2) shall include a notice from the registrar prepared under section 54 of the *Funeral, Burial and Cremation Services Act, 2002*, which notice shall,

- (a) confirm whether the owner has a deficiency in its care and maintenance fund; and
- (b) direct the collector to cancel the taxes assessed or levied on the eligible land or to reduce or refund the taxes by the amount specified in the notice.

Decision by registrar

(5) The decision made by the registrar as to whether the taxes assessed or levied against the eligible land should be cancelled, reduced or refunded and as to the amount of any reduction or refund of the taxes assessed or levied against the eligible land shall be made in accordance with the regulations, but in no case shall the amount of a refund exceed the amount of the taxes assessed or levied in respect of the eligible land in the taxation year in respect of which the application is made.

Compliance by collector

(6) Upon receipt of a notice under subsection (4), the collector shall carry out the direction contained in the notice.

Non-application : exonération spéciale

(1.1) Malgré les dispositions de toute loi spéciale ou générale, l'exonération d'évaluation ou d'impôt qu'elle accorde aux lieux de sépulture, aux lieux d'enterrement ou aux cimetières ne s'applique plus à compter du jour de l'entrée en vigueur de l'article 147 de la *Loi de 2002 sur les services funéraires et les services d'enterrement et de crémation*.

148. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :**Annulation, diminution ou remboursement de l'impôt : cimetières**

21.2 (1) L'objet du présent article est de prévoir un allègement fiscal pour les propriétaires des cimetières dont le fonds d'entretien n'est pas capitalisé de façon adéquate.

Demande d'annulation, de diminution ou de remboursement

(2) Le propriétaire d'un cimetière situé dans un territoire non érigé en municipalité peut, si un ou plusieurs de ses fonds d'entretien sont insuffisants, selon ce qui est prescrit, demander au percepteur l'annulation, la diminution ou le remboursement de la totalité ou d'une partie de l'impôt fixé ou prélevé à l'égard de la partie du bien-fonds qui est un bien-fonds admissible au cours de l'année que vise la demande.

Délai

(3) La demande prévue au paragraphe (2) est remise au percepteur au plus tard le 28 février de l'année qui suit l'année d'imposition que vise l'avis ou à la date ultérieure que prescrit le ministre des Finances.

Avis du registrateur

(4) La demande prévue au paragraphe (2) comprend un avis du registrateur préparé en application de l'article 54 de la *Loi de 2002 sur les services funéraires et les services d'enterrement et de crémation*, lequel avis :

- a) d'une part, confirme que le fonds d'entretien du propriétaire est insuffisant;
- b) d'autre part, enjoint au percepteur d'annuler l'impôt fixé ou prélevé à l'égard du bien-fonds admissible ou de le diminuer ou de le rembourser à hauteur du montant précisé dans l'avis.

Décision du registrateur

(5) Le registrateur prend sa décision quant à l'annulation, la diminution ou le remboursement de l'impôt fixé ou prélevé à l'égard du bien-fonds admissible ou au montant de sa diminution ou de son remboursement conformément aux règlements; toutefois, le montant d'un remboursement ne doit en aucun cas dépasser le montant de l'impôt fixé ou prélevé à l'égard du bien-fonds admissible dans l'année d'imposition que vise la demande.

Respect de la décision par le percepteur

(6) Sur réception d'un avis prévu au paragraphe (4), le percepteur donne suite à la directive qu'il contient.

Same

(7) The collector shall issue any refund to which a cemetery owner is entitled under this Act within 120 days after the last day on which the owner is entitled to make an application under subsection (3).

Regulations

- (8) The Minister of Finance may make regulations,
- (a) defining deficiency for the purposes of this section;
 - (b) prescribing the cemetery that has a deficiency in its care and maintenance fund for the purposes of subsection (2) and respecting the manner in which the owner of one or more cemeteries may calculate deficiencies in his or her care and maintenance funds;
 - (c) prescribing a date for the purposes of subsection (3);
 - (d) governing the decision made by the registrar as to whether to cancel the taxes assessed or levied against the eligible land or as to the amount of the reduction or refund of the taxes assessed or levied against the eligible land and respecting the determination as to the amount of the reduction or refund.

Definitions

(9) In this section,

“care and maintenance fund” and “cemetery” have the same meaning as they have in the *Funeral, Burial and Cremation Services Act, 2002*; (“fonds d’entretien”, “cimetière”)

“commercial cemetery” means a cemetery operated for the purpose of making a profit for the owner; (“cimetière commercial”)

“crematorium”, “funeral establishment”, “licensed services” and “licensed supplies” have the same meaning as they have in the *Funeral, Burial and Cremation Services Act, 2002*; (“crématoire”, “résidence funéraire”, “services autorisés”, “fournitures autorisées”)

“deficiency” means a deficiency as defined by regulation; (“insuffisance”, “insuffisant”)

“eligible land” means land located on a cemetery other than a commercial cemetery that is liable to assessment and taxation in respect of the operation of a crematorium, funeral establishment, transfer service or other business related to the provision of licensed supplies or licensed services; (“bien-fonds admissible”)

“registrar” means the registrar appointed with respect to cemeteries under the *Funeral, Burial and Cremation Services Act, 2002*; (“registrateur”)

“transfer service” means a transfer service as defined in the *Funeral, Burial and Cremation Services Act, 2002*. (“service de transfert”)

Idem

(7) Le percepteur verse le remboursement auquel un propriétaire de cimetière a droit en vertu de la présente loi dans les 120 jours qui suivent celui où il a le droit de présenter une demande en application du paragraphe (3).

Règlements

- (8) Le ministre des Finances peut, par règlement :
- a) définir insuffisance et insuffisant pour l’application du présent article;
 - b) prescrire les cimetières dont le fonds d’entretien est insuffisant pour l’application du paragraphe (2) et traiter de la façon dont le propriétaire d’un ou plusieurs cimetières calcule l’insuffisance de ses fonds d’entretien;
 - c) prescrire une date pour l’application du paragraphe (3);
 - d) régir la décision prise par le registrateur d’annuler ou non l’impôt fixé ou prélevé à l’égard d’un bien-fonds admissible ou sa décision quant au montant de la diminution ou du remboursement de cet impôt et traiter du mode de calcul de ce montant.

Définitions

(9) Les définitions qui suivent s’appliquent au présent article.

«bien-fonds admissible» Bien-fonds situé dans un cimetière qui n’est pas un cimetière commercial et assujéti à l’évaluation et imposable en ce qui concerne l’exploitation d’un crématoire, d’une résidence funéraire, d’un service de transfert ou d’une autre entreprise liée à la fourniture de services ou de fournitures autorisés. («eligible land»)

«cimetière» et «fonds d’entretien» S’entendent au sens de la *Loi de 2002 sur les services funéraires et les services d’enterrement et de crémation*. («cemetery», «care and maintenance fund»)

«cimetière commercial» Cimetière exploité à des fins lucratives par son propriétaire. («commercial cemetery»)

«crématoire», «fournitures autorisées», «résidence funéraire» et «services autorisés» S’entendent au sens de la *Loi de 2002 sur les services funéraires et les services d’enterrement et de crémation*. («crematorium», «licensed supplies», «funeral establishment», «licensed services»)

«insuffisance» S’entend au sens des règlements. Le terme «insuffisant» a un sens correspondant. («deficiency»)

«registrateur» Le registrateur nommé à l’égard des cimetières en application de la *Loi de 2002 sur les services funéraires et les services d’enterrement et de crémation*. («registrar»)

«service de transfert» S’entend au sens de la *Loi de 2002 sur les services funéraires et les services d’enterrement et de crémation*. («transfer service»)

REGULATIONS ACT

149. Clause (b) of the definition of “regulation” in section 1 of the *Regulations Act* is amended by striking out “section 78 of the *Cemeteries Act*”.

SAFETY AND CONSUMER
STATUTES ADMINISTRATION
ACT, 1996

150. (1) Subsection 3 (3) of the *Safety and Consumer Statutes Administration Act, 1996* is amended by striking out “relating to its administration” and substituting “relating to its administration, or to such part of its administration as may be specified in the designation”.

(2) Section 3 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same

(3.1) For greater certainty, the Lieutenant Governor in Council may under this section designate two or more administrative authorities in respect to one designated statute or regulation and, in each designation, delegate the administration of the statute or regulation to each authority as it relates to,

- (a) different provisions in the statute or regulation as may be specified in each designation; or
- (b) the same provisions in the statute or regulation as they apply to different classes of persons, entities or activities, as may be specified in each designation.

151. Subsection 7 (1) of the Act is amended by striking out “the administration of designated legislation delegated to it and” and substituting “the administration of designated legislation delegated to it, or such part of the administration of designated legislation as is delegated to it, and”.

152. (1) The Schedule to the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 15, Schedule E, section 46 and 2000, chapter 16, section 46, is amended by adding “*Funeral, Burial and Cremation Services Act, 2002*”.

(2) The Schedule to the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 15, Schedule E, section 46 and 2000, chapter 16, section 46, is amended by striking out “*Cemeteries Act (Revised)*”.

VITAL STATISTICS ACT

153. The definition of “cremation” in section 1 of the *Vital Statistics Act* is amended by striking out “*Cemeteries Act*” and substituting “*Funeral, Burial and Cremation Services Act, 2002*”.

LOI SUR LES RÈGLEMENTS

149. L’alinéa b) de la définition de «règlement» à l’article 1 de la *Loi sur les règlements* est modifié par substitution de «ou de la *Loi sur la profession enseignante*» à «, de la *Loi sur la profession enseignante* ou de l’article 78 de la *Loi sur les cimetières*».

LOI DE 1996 SUR L’APPLICATION DE CERTAINES
LOIS TRAITANT DE SÉCURITÉ ET DE SERVICES
AUX CONSOMMATEURS

150. (1) Le paragraphe 3 (3) de la *Loi de 1996 sur l’application de certaines lois traitant de sécurité et de services aux consommateurs* est modifié par substitution de «qui ont trait à son application ou aux aspects de son application que précise l’acte de désignation» à «qui ont trait à son application».

(2) L’article 3 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem

(3.1) Il est entendu que le lieutenant-gouverneur en conseil peut désigner un ou plusieurs organismes d’application en vertu du présent article à l’égard d’une même loi ou d’un même règlement désigné et, dans chaque désignation, peut déléguer l’application de la loi ou du règlement à chaque organisme en ce qui a trait :

- a) soit à des dispositions différentes de la loi ou du règlement, que précise la désignation;
- b) soit aux mêmes dispositions de la loi ou du règlement, que précise chaque désignation, dans leur application à des catégories différentes de personnes, d’entités ou d’activités.

151. Le paragraphe 7 (1) de la Loi est modifié par substitution de «l’application ou d’un aspect de l’application d’un texte législatif désigné qui lui est délégué» à «l’application d’un texte législatif désigné qui lui est déléguée».

152. (1) L’annexe de la Loi, telle qu’elle est modifiée par l’article 46 de l’annexe E du chapitre 15 des Lois de l’Ontario de 1998 et par l’article 46 du chapitre 16 des Lois de l’Ontario de 2000, est modifiée par adjonction de «*Loi de 2002 sur les services funéraires et les services d’enterrement et de crémation*».

(2) L’annexe de la Loi, telle qu’elle est modifiée par l’article 46 de l’annexe E du chapitre 15 des Lois de l’Ontario de 1998 et par l’article 46 du chapitre 16 des Lois de l’Ontario de 2000, est modifiée par suppression de «*Loi sur les cimetières (révisée)*».

LOI SUR LES STATISTIQUES DE L’ÉTAT CIVIL

153. La définition de «crémation» à l’article 1 de la *Loi sur les statistiques de l’état civil* est modifiée par substitution de «*Loi de 2002 sur les services funéraires et les services d’enterrement et de crémation*» à «*Loi sur les cimetières*».

**PART XVI
COMMENCEMENT AND SHORT TITLE**

Commencement

154. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

155. The short title of this Act is the *Funeral, Burial and Cremation Services Act, 2002*.

EXPLANATORY NOTE

This Explanatory Note was written as a reader's aid to Bill 209 and does not form part of the law. Bill 209 has been enacted as Chapter 33 of the Statutes of Ontario, 2002.

The Bill repeals the *Cemeteries Act (Revised)* and the *Funeral Directors and Establishments Act* and replaces them with one statute. The Bill provides for a transition period during which the *Funeral Directors and Establishments Act* is amended to allow the Board of Funeral Services established under that Act to continue until such time as that Act is repealed.

The Bill provides for the appointment of registrars and directors for the purposes of administering the Act. The Minister may appoint more than one registrar or director, each being responsible for a different group of licensees. During the transition period, the Minister may appoint the registrar appointed by the Board of Funeral Services as a registrar under the Act and that registrar will exercise powers and duties under the new Act with respect to funeral directors, funeral establishment operators, transfer service operators, casket retail business operators and sales representatives for transfer service operators and casket retail business operators.

The Bill requires that the following persons be licensed:

1. Cemetery operators and their sales representatives.
2. Crematorium operators and their sales representatives.
3. Funeral establishment operators.
4. Funeral directors.
5. Transfer service operators and their sales representatives.
6. Casket retail business operators and their sales representatives.
7. Marker retail business operators and their sales representatives.

The Bill provides that persons who are licensed under the *Cemeteries Act (Revised)* and the *Funeral Directors and Establishments Act* continue to be licensed under the new Act when it comes into force. The Bill also gives regulation-making power to require the licensing of new classes of persons in relation to prescribed activities that relate to the businesses already licensed under the Act and to specify which provisions of the Act or regulations apply to the new licensees.

**PARTIE XVI
ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ**

Entrée en vigueur

154. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

155. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2002 sur les services funéraires et les services d'enterrement et de crémation*.

NOTE EXPLICATIVE

La note explicative, rédigée à titre de service aux lecteurs du projet de loi 209, ne fait pas partie de la loi. Le projet de loi 209 a été édicté et constitue maintenant le chapitre 33 des Lois de l'Ontario de 2002.

Le projet de loi abroge la *Loi sur les cimetières (révisée)* et la *Loi sur les directeurs de services funéraires et les établissements funéraires* et les remplace par une seule loi. Il prévoit une période transitoire pendant laquelle la *Loi sur les directeurs de services funéraires et les établissements funéraires* est modifiée en vue de permettre que le Conseil des services funéraires créé en application de cette loi soit maintenu jusqu'à son abrogation.

Le projet de loi prévoit la nomination de registrateurs et de directeurs pour l'application de la Loi. Le ministre peut nommer plusieurs registrateurs ou directeurs, chacun étant chargé d'un groupe de titulaires de permis différent. Pendant la période transitoire, le ministre peut nommer le registrateur nommé par le Conseil des services funéraires au poste de registrateur prévu par la Loi et ce registrateur exerce les pouvoirs et les fonctions prévus par la nouvelle loi à l'égard des directeurs de funérailles, des exploitants de résidences funéraires ainsi que des exploitants de services de transfert et d'entreprises de vente au détail de cercueils et de leurs représentants commerciaux.

Le projet de loi exige que les personnes suivantes soient titulaires d'un permis :

1. Les exploitants de cimetières et leurs représentants commerciaux.
2. Les exploitants de crématoires et leurs représentants commerciaux.
3. Les exploitants de résidences funéraires.
4. Les directeurs de funérailles.
5. Les exploitants de services de transfert et leurs représentants commerciaux.
6. Les exploitants d'entreprises de vente au détail de cercueils et leurs représentants commerciaux.
7. Les exploitants d'entreprises de vente au détail de repères et leurs représentants commerciaux.

Le projet de loi prévoit que les personnes qui sont titulaires d'un permis en application de la *Loi sur les cimetières (révisée)* et de la *Loi sur les directeurs de services funéraires et les établissements funéraires* continuent de l'être sous le régime de la nouvelle loi lors de son entrée en vigueur. Il prévoit également des pouvoirs réglementaires qui permettent, d'une part, d'obliger à obtenir un permis de nouvelles catégories de personnes qui se livrent à des activités prescrites liées à des entreprises déjà visées par un permis en application de la Loi et, d'autre part, de préciser quelles dispositions de la Loi ou des règlements s'appliquent aux nouveaux titulaires de permis.

Cemetery owners are responsible for ensuring that cemeteries are operated by licensed operators and if the operator suddenly ceases to operate the cemetery, the owner is deemed to be the operator and has all of the duties and powers of an operator under the Act. All licensed operators are required to ensure that the salespersons that they employ carry out their duties in compliance with the Act.

The Bill contains provisions relating to consumer protection. Falsifying information, false advertising and the furnishing of false information are all prohibited. The registrar may make orders in respect of false advertising and may require that advertising be pre-approved before publication if an order in respect of false advertising has been made. The Bill contains broad regulation-making powers in relation to disclosure requirements imposed on licensees. Operators are required to maintain price lists in relation to the supplies and services they sell and are prohibited from selling at a price that is more than the price indicated on the price list.

The Bill specifies contract requirements and cancellation rights relating to sales of supplies and services by licensees. Such contracts must be in writing, a copy of the contract delivered to the purchaser and other specified requirements must be met, if the contract is to be enforceable by the operator. A purchaser is entitled to cancel a contract at any time if the specified requirements are not met. In addition, the purchaser of licensed supplies and services is entitled to a 30-day cooling-off period within which the contract may be cancelled and any money paid under the contract fully refunded. Furthermore, the person who purchases licensed supplies and services, other than interment rights and scattering rights, from a licensee may cancel the contract at any time until the supplies and services are provided and any money paid will be fully refunded less a prescribed amount. The person who purchases or holds interment rights or scattering rights may resell the rights to a third party unless the cemetery by-laws prohibit the resale. If the resale is prohibited by by-law, the cemetery owner is required to repurchase the rights from the rights holder in accordance with the Act. The Bill sets out other rights specific to interment and scattering rights holders, including rights arising out of the registrar's declaration that the rights have been abandoned.

Licensed operators are to maintain trust accounts. Any money received by an operator in respect of the sale of supplies and services, in advance of the provision of those supplies and services, must be held in trust.

Cemetery operators who sell interment rights or scattering rights are required to establish and maintain a care and maintenance fund to ensure the proper care and maintenance of cemetery land, markers and structures. If there is a deficiency in a non-commercial cemetery's care and maintenance fund, the cemetery owner may apply to the registrar for a determination as to the amount of the deficiency and a determination as to the owner's entitlement, under the regulations, to a cancellation, reduction or refund of taxes assessed or levied under the *Assessment Act* or the *Provincial Land Tax Act*. The registrar shall direct the appropriate municipality or the collector under the *Provincial Land Tax Act* to cancel, reduce or refund taxes assessed or levied against the cemetery owner and as to the amount of any reduction or refund. Cemetery operators who sell interment rights or scattering rights with respect to a part of the cemetery that is not yet developed or ready to be used for interment or scattering purposes shall hold the money received from such sales in trust, separate from any other money held by operators.

Il incombe aux propriétaires de cimetières de veiller à ce que ceux-ci soient exploités par des exploitants titulaires de permis; si l'exploitant cesse subitement d'exploiter le cimetière, le propriétaire est réputé être l'exploitant et a tous les pouvoirs et toutes les fonctions que la Loi confère à un exploitant. Tous les exploitants titulaires de permis sont tenus de veiller à ce que les vendeurs qu'ils emploient exercent leurs fonctions conformément à la Loi.

Le projet de loi comprend des dispositions concernant la protection des consommateurs. La falsification de renseignements, la publicité mensongère et la communication de faux renseignements sont interdites. Le registraire peut prendre des ordonnances visant la publicité mensongère et exiger l'approbation d'une annonce publicitaire avant sa publication si une telle ordonnance a été prise. Le projet de loi comprend des pouvoirs réglementaires étendus en ce qui concerne les exigences de divulgation imposées aux titulaires de permis. Les exploitants doivent tenir un tarif des fournitures et des services qu'ils vendent et n'ont pas le droit de pratiquer des prix plus élevés que ceux qui y figurent.

Le projet de loi précise les exigences concernant les contrats de vente de fournitures et de services conclus par les titulaires de permis et les droits de résiliation y afférents. L'exploitant ne peut en forcer l'exécution que s'ils sont écrits, que si une copie en est remise à l'acquéreur et que si d'autres exigences précisées sont respectées. L'acquéreur a le droit de résilier le contrat en tout temps si les exigences précisées ne sont pas respectées. En outre, l'acquéreur de fournitures et de services autorisés a droit à une période de réflexion de 30 jours pendant laquelle le contrat peut être résilié et toute somme versée à ses termes peut être entièrement remboursée. De plus, la personne qui achète des fournitures et des services autorisés, à l'exception de droits d'inhumation et de droits de dispersion, auprès d'un titulaire de permis peut résilier le contrat en tout temps jusqu'à ce que les fournitures et les services soient fournis et toute somme versée sera entièrement remboursée, déduction faite d'une somme prescrite. L'acquéreur ou le titulaire de droits d'inhumation ou de droits de dispersion peut les revendre à un tiers, sauf si les règlements administratifs du cimetière l'interdisent. Si la revente est interdite par règlement administratif, le propriétaire du cimetière est tenu de racheter les droits à leur titulaire conformément à la Loi. Le projet de loi énonce d'autres droits qui concernent plus particulièrement les titulaires de droits d'inhumation et de dispersion, y compris ceux qui naissent de la déclaration du registraire que ces droits ont été abandonnés.

Les exploitants titulaires de permis doivent tenir des comptes en fiducie. Les sommes qu'ils reçoivent à l'égard de la vente de fournitures et de services avant leur fourniture doivent être détenues en fiducie.

Les exploitants de cimetières qui vendent des droits d'inhumation ou des droits de dispersion sont tenus de constituer et de tenir un fonds d'entretien afin d'assurer l'entretien correct du bien-fonds, des repères et des constructions du cimetière. Le propriétaire d'un cimetière non-commercial dont le fonds d'entretien est insuffisant peut demander au registraire d'établir le montant de l'insuffisance et son droit, selon ce que prévoit les règlements, à l'annulation, à la diminution ou au remboursement des impôts fixés ou prélevés en application de la *Loi sur l'évaluation foncière* ou de la *Loi sur l'impôt foncier provincial*. Le registraire enjoint à la municipalité concernée ou au percepteur nommé en application de la *Loi sur l'impôt foncier provincial* d'annuler, de diminuer ou de rembourser les impôts fixés ou prélevés à l'égard du propriétaire du cimetière et fixe le montant de la diminution ou du remboursement. Les exploitants de cimetières qui vendent des droits d'inhumation ou des droits de dispersion à l'égard d'une partie du cimetière qui n'est pas encore aménagée ou prête à servir à des inhumations ou à des dispersions conservent les sommes reçues d'une telle vente dans un compte en fiducie distinct.

The Bill gives broad regulation-making powers to provide for a compensation fund scheme. During the transition period, the Board of Funeral Services established under the *Funeral Directors and Establishments Act* will continue to administer the Prepaid Funeral Services Compensation Fund established under that Act as it applies to funeral directors, funeral establishment operators and transfer service operators.

The Bill provides for the establishment of a discipline committee and an appeals committee. Licensees who are found to have breached the code of ethics by the discipline committee may be fined up to \$25,000 or a lesser prescribed amount. During the transition period, the discipline committee established by the Board of Funeral Services established under the *Funeral Directors and Establishments Act* is continued and will continue to deal with and hear matters in accordance with the rules established under that Act with respect to funeral directors. The provisions of the *Funeral Directors and Establishments Act* may also be extended so that the discipline committee will deal with all disciplinary matters relating to funeral establishment operators, transfer service operators, casket retail business operators and sales representatives for transfer service operators and casket retail business operators.

There are provisions in the Bill that permit the registrar to deal with complaints made about licensees. There are powers to inspect licensees and to appoint investigators. Investigators may conduct searches with the assistance of a warrant to investigate breaches of the statute. There may be a search of a premise, other than a premise used as a dwelling, without a warrant in exigent circumstances. The director may also freeze the assets of licensees and former licensees where it is advisable for the protection of the customers of the licensee or former licensee. The director may apply to the courts for the appointment of a receiver and manager to take the control of the business of a licensee in certain circumstances. The director may apply for a restraining order if a person is not complying with the Act.

The Bill contains an offence section. A person who contravenes the Act is guilty of an offence and, on conviction, is liable to a fine of up to \$50,000 and up to two years imprisonment if the person is an individual and a fine of up to \$250,000 if the person is a corporation. If there is a conviction, there may also be an order for restitution or compensation. If a fine is not paid, a lien may be registered against the person's property.

The Bill preserves certain provisions from the *Cemeteries Act (Revised)* relating to the establishment and closing of cemeteries, the procedures relating to discovering and investigating burial sites, the maintenance of war graves and other general provisions.

The Bill contains general provisions dealing with such matters as the preservation of secrecy, service of documents and the setting of fees by the Minister.

The Minister may make regulations establishing a code of ethics, governing the jurisdiction of committees and in areas delegated by the Lieutenant Governor in Council. The Lieutenant Governor in Council may make regulations dealing with a broad range of matters to regulate the industry.

Until such time as it is repealed in its entirety, the *Funeral Directors and Establishments Act* is amended by repealing all of its provisions except for those relating to the establishment of the Board and its committees and their administration. The Board is to continue to exercise jurisdiction in relation to funeral directors, funeral establishment operators and transfer service operators and its jurisdiction is extended to casket retailers and

Le projet de loi prévoit des pouvoirs réglementaires étendus en vue de prévoir un régime de fonds d'indemnisation. Pendant la période transitoire, le Conseil des services funéraires constitué en application de la *Loi sur les directeurs de services funéraires et les établissements funéraires* continue à gérer le Fonds d'indemnisation des services funéraires prépayés constitué en application de cette loi dans la mesure où il s'applique aux directeurs de funérailles, aux exploitants de résidences funéraires et aux exploitants de services de transfert.

Le projet de loi prévoit la création d'un comité de discipline et d'un comité d'appel. Les titulaires de permis que le comité de discipline déclare coupables d'infraction au code de déontologie sont passibles d'une amende d'au plus 25 000 \$ ou de la somme moins élevée prescrite. Pendant la période transitoire, le comité de discipline créé par le Conseil des services funéraires constitué en vertu de la *Loi sur les directeurs de services funéraires et les établissements funéraires* est maintenu et continuera à connaître des affaires conformément aux règles établies en application de cette loi à l'égard des directeurs de funérailles. La portée des dispositions de la *Loi sur les directeurs de services funéraires et les établissements funéraires* peut également être étendue afin que le comité de discipline traite de toutes les affaires disciplinaires concernant les exploitants d'établissements funéraires ainsi que les exploitants de services de transfert et d'entreprises de vente au détail de cercueils et leurs représentants commerciaux.

Certaines dispositions du projet de loi permettent au registraire de traiter les plaintes reçues au sujet des titulaires de permis. Sont prévus le pouvoir d'inspecter un titulaire de permis et celui de nommer des enquêteurs. Ceux-ci peuvent mener des perquisitions en vertu d'un mandat afin d'enquêter sur les violations de la Loi. Tout local, sauf s'il est utilisé comme logement, peut faire l'objet d'une perquisition en cas d'urgence. Le directeur peut également bloquer les biens de titulaires de permis ou d'anciens titulaires de permis si cela est souhaitable pour la protection de leurs clients. Le directeur peut, par voie de requête, demander aux tribunaux de nommer un administrateur-séquestre pour prendre le contrôle de l'entreprise d'un titulaire de permis dans certaines circonstances. Le directeur peut, par voie de requête, demander une ordonnance de ne pas faire si quiconque n'observe pas la Loi.

Le projet de loi comprend un article sur les infractions. Quiconque contrevient à la Loi est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 50 000 \$ et d'un emprisonnement d'au plus deux ans, dans le cas d'un particulier, et d'une amende d'au plus 250 000 \$, dans le cas d'une personne morale. En cas de déclaration de culpabilité, il peut également être rendu une ordonnance de restitution ou d'indemnisation. Un privilège peut être enregistré à l'égard des biens de quiconque ne paie pas une amende.

Le projet de loi conserve certaines dispositions de la *Loi sur les cimetières (révisée)* concernant la création et la fermeture des cimetières, la marche à suivre lors de la découverte de lieux de sépulture et des enquêtes menées à leur propos, l'entretien des sépultures de guerre et d'autres dispositions générales.

Le projet de loi contient des dispositions générales portant sur des questions comme la confidentialité, la signification de documents et la fixation de droits par le ministre.

Le ministre peut, par règlement, établir un code de déontologie, régir la compétence des comités et traiter des questions que lui délègue le lieutenant-gouverneur en conseil, lequel peut, par règlement, traiter d'un large éventail de questions en vue de réglementer le secteur.

Jusqu'au moment de son abrogation complète, la *Loi sur les directeurs de services funéraires et les établissements funéraires* est modifiée par abrogation de toutes ses dispositions à l'exception de celles concernant la constitution du Conseil et de ses comités et leur administration. Le Conseil continue à avoir compétence en ce qui concerne les directeurs de funérailles, les exploitants de résidences funéraires et les exploitants de services

sales representatives for transfer service operators and casket retail business operators. The short title of the Act is changed to the *Board of Funeral Services Act*. The Act is to be repealed on day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

The Bill makes consequential amendments to a number of other statutes, including to the statutes that follow.

The *Assessment Act* is amended to provide that the tax exemption for cemetery land on which crematoriums are located will expire five years after the taxation year in which the *Funeral, Burial and Cremation Services Act, 2002* comes into force.

The *Municipal Act, 2001* and the *Provincial Land Tax Act* are amended to provide a non-commercial cemetery owner with a tax cancellation, reduction or refund if the owner has a deficiency in one or more of his or her cemetery's care and maintenance funds.

The *Safety and Consumer Statutes Administration Act, 1996* is amended in order that administrative authorities may be designated under that Act for the purpose of administering all or a part of the administration of this Act. The reference to the *Cemeteries Act (Revised)* in the Schedule to the *Safety and Consumer Statutes Administration Act, 1996* is repealed.

de transfert; sa compétence est étendue aux détaillants de cercueils et aux représentants commerciaux d'exploitants de services de transfert et d'entreprises de vente au détail de cercueils. Le titre abrégé de la Loi est remplacé par celui de *Loi sur le Conseil des services funéraires*. La Loi sera abrogée le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Le projet de loi apporte des modifications corrélatives à un certain nombre d'autres lois, notamment celles qui suivent.

La *Loi sur l'évaluation foncière* est modifiée en vue de prévoir que l'exemption d'impôt accordée aux biens-fonds de cimetières sur lesquels se trouvent des crématoires expirera cinq ans après l'année d'imposition de l'entrée en vigueur de la *Loi de 2002 sur les services funéraires et les services d'enterrement et de crémation*.

La *Loi de 2001 sur les municipalités* et la *Loi sur l'impôt foncier provincial* sont modifiées en vue de prévoir une annulation, une diminution ou un remboursement d'impôt en faveur du propriétaire d'un cimetière non-commercial dont un ou plusieurs fonds d'entretien sont insuffisants.

La *Loi de 1996 sur l'application de certaines lois traitant de sécurité et de services aux consommateurs* est modifiée afin que des organismes d'application puissent être désignés en vertu de cette loi en vue d'être chargé, en totalité ou en partie, de l'application de la présente loi. La mention de la *Loi sur les cimetières (révisée)* à l'annexe de la *Loi de 1996 sur l'application de certaines lois traitant de sécurité et de services aux consommateurs* est abrogée.



CHAPTER 34

**An Act respecting
access to information,
the review of expenses and the
accountability of Cabinet ministers,
Opposition leaders and
certain other persons**

Assented to December 13, 2002

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Schedule A

1. The *Cabinet Ministers' and Opposition Leaders' Expenses Review and Accountability Act, 2002*, as set out in Schedule A to this Act, is hereby enacted.

Schedule B

2. Schedule B to this Act is hereby enacted.

Commencement

3. (1) Subject to subsection (2), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Same

(2) Schedules A and B come into force as provided in the commencement section at or near the end of each Schedule.

Short title

4. The short title of this Act is the *Accountability for Expenses Act (Cabinet Ministers and Opposition Leaders), 2002*.

CHAPITRE 34

**Loi concernant
l'accès à l'information
ainsi que l'examen des dépenses
et l'obligation de rendre compte
des ministres, des chefs
d'un parti de l'opposition
et de certaines autres personnes**

Sanctionnée le 13 décembre 2002

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Annexe A

1. Est édictée la *Loi de 2002 sur l'examen des dépenses des ministres et des chefs d'un parti de l'opposition et l'obligation de rendre compte*, telle qu'elle figure à l'annexe A de la présente loi.

Annexe B

2. Est édictée l'annexe B de la présente loi.

Entrée en vigueur

3. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Idem

(2) Les annexes A et B entrent en vigueur comme le prévoit l'article sur leur entrée en vigueur figurant à la fin ou vers la fin de chacune d'elles.

Titre abrégé

4. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2002 sur l'obligation de rendre compte des dépenses (ministres et chefs d'un parti de l'opposition)*.

**SCHEDULE A
CABINET MINISTERS' AND
OPPOSITION LEADERS' EXPENSES REVIEW
AND ACCOUNTABILITY ACT, 2002**

CONTENTS

INTERPRETATION

1. Definitions

REVIEWABLE EXPENSES

2. Reviewable expenses of Cabinet ministers, etc.
3. Reviewable expenses of Opposition leaders and staff

ALLOWABLE EXPENSES

4. Allowable expenses
5. Authority to make rules
6. Advice re allowable expenses
7. Payment of allowable expenses

ANNUAL REVIEW BY THE
INTEGRITY COMMISSIONER

8. Duty to give copies to the Commissioner
9. Review by the Commissioner
10. Annual report to the Speaker

DISCRETIONARY REVIEW BY THE COMMISSIONER

11. Authority to obtain expense claims, etc.
12. Authority to review, etc.

TRANSITIONAL REVIEW AND REPORT BY THE COMMISSIONER

13. Duty to give copies to the Commissioner
14. Public inspection of expense claims
15. Mandatory review by the Commissioner
16. Special report to the Speaker

GENERAL

17. *Members' Integrity Act, 1994*
18. Commencement
19. Short title

INTERPRETATION

Definitions

1. In this Act,

“allowable expense” means a reviewable expense that, according to subsection 4 (1), is an allowable expense; (“dépense autorisée”)

“applicable rules” means the applicable rules described in subsection 4 (2) or (3), as the case may be; (“règles applicables”)

“Cabinet minister” means a member of the Executive Council; (“ministre”)

“Integrity Commissioner” or “Commissioner” means the Integrity Commissioner appointed under the *Members'*

**ANNEXE A
LOI DE 2002 SUR L'EXAMEN DES DÉPENSES
DES MINISTRES ET DES CHEFS D'UN PARTI
DE L'OPPOSITION ET L'OBLIGATION
DE RENDRE COMPTE**

SOMMAIRE

DÉFINITIONS

1. Définitions

DÉPENSES SUJETTES À EXAMEN

2. Dépenses sujettes à examen : ministres et autres
3. Dépenses sujettes à examen : chefs d'un parti de l'opposition et personnel

DÉPENSES AUTORISÉES

4. Dépenses autorisées
5. Pouvoir d'établir des règles
6. Avis concernant les dépenses autorisées
7. Remboursement des dépenses autorisées

EXAMEN ANNUEL EFFECTUÉ PAR
LE COMMISSAIRE À L'INTÉGRITÉ

8. Obligation de remettre des copies au commissaire
9. Examen effectué par le commissaire
10. Présentation d'un rapport annuel au président de l'Assemblée

EXAMEN DISCRÉTIONNAIRE DU COMMISSAIRE

11. Pouvoir d'obtenir des demandes de remboursement
12. Pouvoir d'effectuer un examen

EXAMEN ET RAPPORT TRANSITOIRES DU COMMISSAIRE

13. Obligation de remettre des copies au commissaire
14. Demandes de remboursement mises à la disposition du public
15. Examen obligatoire du commissaire
16. Présentation d'un rapport spécial au président de l'Assemblée

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

17. *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés*
18. Entrée en vigueur
19. Titre abrégé

DÉFINITIONS

Définitions

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«Caisse de l'Assemblée législative» S'entend au sens de l'article 81 de la *Loi sur l'Assemblée législative*. («Legislative Assembly Fund»)

«chef d'un parti de l'opposition» Le chef d'un parti reconnu, au sens du paragraphe 62 (5) de la *Loi sur l'Assemblée législative*, à l'exclusion du premier ministre. («Opposition leader»)

«commissaire à l'intégrité» ou «commissaire» Le commissaire à l'intégrité nommé en application de la *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés*. («Integrity Commissioner», «Commissioner»)

Integrity Act, 1994; ("commissaire à l'intégrité", "commissaire")

"Legislative Assembly Fund" has the same meaning as in section 81 of the *Legislative Assembly Act*; ("Caisse de l'Assemblée législative")

"Opposition leader" means the leader of a recognized party, within the meaning of subsection 62 (5) of the *Legislative Assembly Act*, other than the Premier; ("chef d'un parti de l'opposition")

"reviewable expense" means an expense that, according to subsection 2 (1) or (2) or section 3, as the case may be, is a reviewable expense. ("dépense sujette à examen")

REVIEWABLE EXPENSES

Reviewable expenses of Cabinet ministers, etc.

2. (1) An expense of a Cabinet minister or a person employed in his or her office is a reviewable expense under this Act,

- (a) if the expense was incurred in the performance of a ministerial duty or function; and
- (b) if a claim was made for payment of the expense from the Consolidated Revenue Fund.

Same, parliamentary assistants and staff

(2) An expense of a parliamentary assistant or a person employed in his or her office is a reviewable expense under this Act,

- (a) if the expense was incurred in the performance of a ministerial duty or function, or in the performance of a duty or function of a parliamentary assistant; and
- (b) if a claim was made for payment of the expense from the Consolidated Revenue Fund.

Reviewable expenses of Opposition leaders and staff

3. An expense of an Opposition leader or a person employed in his or her office is a reviewable expense under this Act,

- (a) if the expense was for travel, hotels and similar accommodation, meals or hospitality; and
- (b) if a claim was made for payment of the expense from the Legislative Assembly Fund, but not a claim for payment pertaining to the leader's constituency work as a member of the Assembly.

ALLOWABLE EXPENSES

Allowable expenses

4. (1) A reviewable expense of a Cabinet minister, parliamentary assistant, Opposition leader or person employed in their offices is an allowable expense if the ex-

«dépense autorisée» Dépense sujette à examen qui, selon le paragraphe 4 (1), constitue une dépense autorisée. («allowable expense»)

«dépense sujette à examen» Dépense qui, selon le paragraphe 2 (1) ou (2) ou l'article 3, selon le cas, constitue une telle dépense. («reviewable expense»)

«ministre» Membre du Conseil exécutif. («Cabinet minister»)

«règles applicables» Les règles applicables visées au paragraphe 4 (2) ou (3), selon le cas. («applicable rules»)

DÉPENSES SUJETTES À EXAMEN

Dépenses sujettes à examen : ministres et autres

2. (1) Une dépense d'un ministre ou d'une personne employée dans son bureau constitue une dépense sujette à examen au sens de la présente loi s'il est satisfait aux conditions suivantes :

- a) la dépense a été engagée dans l'exercice d'une fonction ministérielle;
- b) une demande de remboursement de la dépense sur le Trésor a été présentée.

Idem : adjoints parlementaires et personnel

(2) Une dépense d'un adjoint parlementaire ou d'une personne employée dans son bureau constitue une dépense sujette à examen au sens de la présente loi s'il est satisfait aux conditions suivantes :

- a) la dépense a été engagée dans l'exercice d'une fonction ministérielle ou dans l'exercice d'une fonction d'adjoint parlementaire;
- b) une demande de remboursement de la dépense sur le Trésor a été présentée.

Dépenses sujettes à examen : chefs d'un parti de l'opposition et personnel

3. Une dépense du chef d'un parti de l'opposition ou d'une personne employée dans son bureau constitue une dépense sujette à examen au sens de la présente loi s'il est satisfait aux conditions suivantes :

- a) il s'agit de frais de déplacement, d'hôtel ou d'hébergement semblable, de repas ou de représentation;
- b) une demande de remboursement de la dépense sur la Caisse de l'Assemblée législative a été présentée, à l'exclusion toutefois d'une demande de remboursement ayant trait au travail de circonscription du chef en sa qualité de député à l'Assemblée.

DÉPENSES AUTORISÉES

Dépenses autorisées

4. (1) Une dépense sujette à examen engagée par un ministre, un adjoint parlementaire, le chef d'un parti de l'opposition ou une personne employée dans le bureau de

pense is reasonable and appropriate in the circumstances and if the expense meets the standards set out in the applicable rules.

Applicable rules

(2) The applicable rules for a reviewable expense incurred on or after January 1, 2003 are the rules made under section 5.

Transition

(3) The applicable rules for a reviewable expense incurred before January 1, 2003 are the guidelines that were used by the Management Board of Cabinet or by the Board of Internal Economy, as the case may be, to determine whether to pay such an expense.

Same, public notice

(4) The Chair of the Management Board of Cabinet shall ensure that a copy of the guidelines that were used by the Management Board of Cabinet is available to the public for inspection and the Speaker shall ensure that a copy of the guidelines that were used by the Board of Internal Economy is available to the public for inspection.

Authority to make rules

5. (1) The Lieutenant Governor in Council may make rules respecting allowable expenses, and the Executive Council shall consult with the Integrity Commissioner before the Lieutenant Governor in Council makes such rules.

Same

(2) Without limiting the generality of subsection (1), the rules may,

- (a) impose restrictions on the types of expenses or the amounts that may be claimed or on the circumstances in which claims may be made;
- (b) specify the circumstances in which expenses are considered to be reasonable or unreasonable and appropriate or inappropriate;
- (c) require specified information or documents to be supplied or kept in support of a claim;
- (d) establish procedural requirements for claiming expenses.

Public notice

(3) The Chair of the Management Board of Cabinet shall ensure that a copy of the rules made under subsection (1) is available to the public upon request and is posted on the Internet.

Non-application of *Regulations Act*

(4) The *Regulations Act* does not apply to rules made under this section.

Advice re allowable expenses

6. (1) Upon request, the Integrity Commissioner may

l'un ou l'autre constitue une dépense autorisée si elle est raisonnable et appropriée dans les circonstances et qu'elle respecte les normes fixées dans les règles applicables.

Règles applicables

(2) Les règles applicables en ce qui concerne les dépenses sujettes à examen engagées le 1^{er} janvier 2003 ou par la suite sont les règles établies en vertu de l'article 5.

Disposition transitoire

(3) Les règles applicables en ce qui concerne les dépenses sujettes à examen engagées avant le 1^{er} janvier 2003 sont les lignes directrices que le Conseil de gestion du gouvernement ou la Commission de régie interne, selon le cas, a utilisées pour décider s'il fallait rembourser de telles dépenses.

Idem : avis public

(4) Le président du Conseil de gestion du gouvernement fait en sorte qu'une copie des lignes directrices que celui-ci a utilisées soit mise à la disposition du public aux fins de consultation et le président de l'Assemblée fait en sorte qu'une copie des lignes directrices utilisées par la Commission de régie interne soit mise à la disposition du public aux mêmes fins.

Pouvoir d'établir des règles

5. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir des règles ayant trait aux dépenses autorisées et le Conseil exécutif doit consulter le commissaire à l'intégrité avant qu'il le fasse.

Idem

(2) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1), les règles peuvent :

- a) imposer des restrictions quant aux types de dépenses ou aux sommes dont le remboursement peut être demandé ou quant aux circonstances dans lesquelles une demande de remboursement peut être présentée;
- b) préciser les circonstances dans lesquelles des dépenses sont considérées comme raisonnables ou déraisonnables et appropriées ou inappropriées;
- c) exiger que des renseignements ou des documents précisés soient fournis ou conservés à l'appui d'une demande de remboursement;
- d) fixer la marche à suivre pour demander un remboursement.

Avis public

(3) Le président du Conseil de gestion du gouvernement fait en sorte qu'une copie des règles établies en vertu du paragraphe (1) soit mise à la disposition du public sur demande et affichée sur Internet.

Non-application de la *Loi sur les règlements*

(4) La *Loi sur les règlements* ne s'applique pas aux règles établies en vertu du présent article.

Avis concernant les dépenses autorisées

6. (1) Sur demande, le commissaire à l'intégrité peut

advise a Cabinet minister, a parliamentary assistant, an Opposition leader or a person employed in their offices as to whether an expense is an allowable expense.

Effect of advice

(2) If the Commissioner advises a person, in writing, that an expense is an allowable expense in the opinion of the Commissioner, the expense shall be deemed to be an allowable expense of the person.

Exception

(3) Subsection (2) does not apply if the person fails to disclose to the Commissioner all of the relevant facts known to the person when seeking the Commissioner's advice.

Payment of allowable expenses

Cabinet ministers, parliamentary assistants and their staff

7. (1) The allowable expenses of Cabinet ministers, parliamentary assistants and persons employed in their offices are payable from the Consolidated Revenue Fund out of amounts appropriated therefor by the Assembly, but only if a claim for payment of the expense is made in accordance with the applicable rules.

Opposition leaders and staff

(2) The allowable expenses of the Opposition leaders and persons employed in their offices are payable from the Legislative Assembly Fund out of amounts authorized therefor by the Board of Internal Economy, but only if a claim for payment of the expense is made in accordance with the applicable rules.

Restriction re certain types of expense

(3) The allowable expenses of Cabinet ministers, parliamentary assistants and persons employed in their offices for travel, hotels and similar accommodation, meals or hospitality shall not be paid out of the Legislative Assembly Fund.

ANNUAL REVIEW BY THE INTEGRITY COMMISSIONER

Duty to give copies to the Commissioner

Cabinet ministers and parliamentary assistants

8. (1) On or before April 30 each year, the Chair of the Management Board of Cabinet shall give the Integrity Commissioner a copy of all expense claims made for reviewable expenses incurred during the previous fiscal year by Cabinet ministers, parliamentary assistants and the persons employed in their offices and shall indicate whether each expense claim was paid, in whole or in part, from the Consolidated Revenue Fund or was refused, in whole or in part.

Opposition leaders

(2) On or before April 30 each year, the Speaker shall give the Commissioner a copy of all expense claims made for reviewable expenses incurred during the previous fis-

donner, à un ministre, à un adjoint parlementaire, au chef d'un parti de l'opposition ou à une personne employée dans le bureau de l'un ou l'autre, son avis quant à la question de savoir si une dépense constitue une dépense autorisée.

Effet de l'avis

(2) Si le commissaire avise une personne par écrit qu'une dépense constitue selon lui une dépense autorisée, la dépense est réputée une dépense autorisée de la personne.

Exception

(3) Le paragraphe (2) ne s'applique pas si la personne ne divulgue pas au commissaire tous les faits pertinents dont elle avait connaissance lorsqu'elle lui a demandé son avis.

Remboursement des dépenses autorisées

Ministres, adjoints parlementaires et leur personnel

7. (1) Les dépenses autorisées engagées par les ministres, les adjoints parlementaires et les personnes employées dans leurs bureaux ne sont remboursables par prélèvement sur le Trésor des sommes affectées à cette fin par l'Assemblée que si une demande de remboursement est présentée conformément aux règles applicables.

Chefs d'un parti de l'opposition et leur personnel

(2) Les dépenses autorisées engagées par les chefs d'un parti de l'opposition et les personnes employées dans leurs bureaux ne sont remboursables par prélèvement sur la Caisse de l'Assemblée législative des sommes autorisées à cette fin par la Commission de régie interne que si une demande de remboursement est présentée conformément aux règles applicables.

Restriction relative à certains types de dépenses

(3) Les dépenses autorisées que les ministres, les adjoints parlementaires et les personnes employées dans leurs bureaux engagent à titre de frais de déplacement, d'hôtel ou d'hébergement semblable, de repas ou de représentation ne doivent pas être remboursées sur la Caisse de l'Assemblée législative.

EXAMEN ANNUEL EFFECTUÉ PAR LE COMMISSAIRE À L'INTÉGRITÉ

Obligation de remettre des copies au commissaire

Ministres et adjoints parlementaires

8. (1) Au plus tard le 30 avril de chaque année, le président du Conseil de gestion du gouvernement remet au commissaire à l'intégrité une copie de toutes les demandes de remboursement présentées à l'égard des dépenses sujettes à examen que les ministres, les adjoints parlementaires et les personnes employées dans leurs bureaux ont engagées pendant l'exercice précédent et il indique, pour chaque demande, si le remboursement a été effectué, en totalité ou en partie, sur le Trésor ou a été refusé, en totalité ou en partie.

Chefs d'un parti de l'opposition

(2) Au plus tard le 30 avril de chaque année, le président de l'Assemblée remet au commissaire une copie de toutes les demandes de remboursement présentées à

cal year by the Opposition leaders and the persons employed in their offices and shall indicate whether each expense claim was paid, in whole or in part, from the Legislative Assembly Fund or was refused, in whole or in part.

Supporting documents

(3) The expense claims given to the Commissioner must be accompanied by the supporting documents.

Transition

(4) On or before April 30, 2003, the Chair of the Management Board of Cabinet and the Speaker shall give the Commissioner a copy of all expense claims made for reviewable expenses incurred from January 1, 2003 to March 31, 2003 only, not for those incurred during the entire 2002-2003 fiscal year.

Review by the Commissioner

9. (1) The Integrity Commissioner may review any of the expense claims given to him or her under section 8 to determine whether, in his or her opinion, the reviewable expenses are allowable expenses.

Authority re expenses that are not allowable expenses

(2) If the Commissioner determines that a reviewable expense is not, in his or her opinion, an allowable expense in whole or in part, the Commissioner may notify the claimant and such other persons as the Commissioner considers appropriate and may,

- (a) direct the claimant to repay the Consolidated Revenue Fund or the Legislative Assembly Fund, as the case may be, and specify a deadline for doing so; and
- (b) recommend that other remedial action be taken and specify a deadline for doing so.

Exception

(3) Subsection (2) does not apply to the extent that payment of the expense from the Consolidated Revenue Fund or the Legislative Assembly Fund was refused when the claim was submitted for payment.

Discretion of Commissioner

(4) The Commissioner may, in such circumstances as he or she considers appropriate, choose not to direct the repayment of an amount and choose not to recommend other remedial action.

Notice to Commissioner

(5) Each person to whom the Commissioner gives a direction or recommendation under subsection (2) shall promptly give written notice to the Commissioner of the action, if any, taken by him or her.

Same

(6) If the Commissioner has not received the written notice required by subsection (5) within one week after

l'égard des dépenses sujettes à examen que les chefs d'un parti de l'opposition et les personnes employées dans leurs bureaux ont engagées pendant l'exercice précédent et il indique, pour chaque demande, si le remboursement a été effectué, en totalité ou en partie, sur la Caisse de l'Assemblée législative ou a été refusé, en totalité ou en partie.

Documents à l'appui

(3) Les documents à l'appui doivent être joints aux demandes de remboursement remises au commissaire.

Disposition transitoire

(4) Au plus tard le 30 avril 2003, le président du Conseil de gestion du gouvernement et le président de l'Assemblée remettent au commissaire une copie de toutes les demandes de remboursement présentées à l'égard des dépenses sujettes à examen engagées du 1^{er} janvier 2003 au 31 mars 2003 seulement, et non pas à l'égard de celles engagées pendant l'exercice 2002-2003 au complet.

Examen effectué par le commissaire

9. (1) Le commissaire à l'intégrité peut examiner n'importe laquelle des demandes de remboursement qui lui sont remises en application de l'article 8 pour déterminer si, selon lui, les dépenses sujettes à examen constituent des dépenses autorisées.

Pouvoir relatif aux dépenses non autorisées

(2) S'il détermine qu'une dépense sujette à examen ne constitue pas, selon lui, une dépense autorisée en totalité ou en partie, le commissaire peut en informer l'auteur de la demande et les autres personnes qu'il estime appropriées et peut faire ce qui suit :

- a) ordonner à l'auteur de la demande de rembourser le Trésor ou la Caisse de l'Assemblée législative, selon le cas, et préciser une date limite pour le faire;
- b) recommander que d'autres mesures correctives soient prises et préciser une date limite pour le faire.

Exception

(3) Le paragraphe (2) ne s'applique pas dans la mesure où le remboursement de la dépense sur le Trésor ou la Caisse de l'Assemblée législative a été refusé lorsque la demande de remboursement a été présentée.

Pouvoir discrétionnaire du commissaire

(4) Le commissaire peut, dans les circonstances qu'il estime appropriées, choisir de ne pas ordonner le remboursement d'une somme et choisir de ne pas recommander la prise d'autres mesures correctives.

Avis au commissaire

(5) Chaque personne à qui le commissaire donne un ordre ou fait une recommandation en vertu du paragraphe (2) lui donne promptement un avis écrit de la mesure, le cas échéant, qu'elle a prise.

Idem

(6) S'il n'a pas reçu l'avis écrit exigé par le paragraphe (5) dans la semaine qui suit la date limite précisée pour le

the deadline specified for the repayment or other remedial action, the Commissioner may assume that the amount has not been repaid or that no remedial action has been taken.

Effect of failure to remedy

(7) If the amount is not repaid or remedial action that the Commissioner considers appropriate is not taken by the specified deadline, the Commissioner may include in the report to the Speaker under section 10 such details relating to the expenses and the claim as the Commissioner considers appropriate.

Annual report to the Speaker

10. (1) Each year, the Integrity Commissioner shall give the Speaker a written report about the Commissioner's review of the reviewable expenses during a fiscal year of Cabinet ministers, parliamentary assistants, Opposition leaders and the persons employed in their offices.

Same

(2) The Commissioner shall give the report for a fiscal year to the Speaker no later than the date on which the Speaker tables in the Assembly the report prepared for the Speaker on individual members' expenditures for the same fiscal year.

Contents

(3) The Commissioner's report shall contain such information as the Commissioner considers appropriate relating only to,

- (a) expense claims for reviewable expenses that, in the Commissioner's opinion, are allowable expenses;
- (b) expense claims for reviewable expenses in respect of which the Commissioner ordered an amount to be repaid but it was not repaid or in respect of which the Commissioner recommended remedial action but remedial action that the Commissioner considers appropriate was not taken.

Restriction

(4) In the report, the Commissioner shall not identify any individual in connection with an expense claim other than a Cabinet minister, parliamentary assistant or Opposition leader or a person who was employed in their offices when the expense was incurred.

DISCRETIONARY REVIEW BY THE COMMISSIONER

Authority to obtain expense claims, etc.

11. (1) The Integrity Commissioner may make a written request to any person who is or was, on or after June 26, 1995, a Cabinet minister, parliamentary assistant, Opposition leader or person employed in their offices for information and documents relating to reviewable expenses.

remboursement ou la prise d'autres mesures correctives, le commissaire peut présumer que la somme n'a pas été remboursée ou qu'aucune mesure corrective n'a été prise.

Effet de l'omission de prendre des mesures correctives

(7) Si la somme n'est pas remboursée ou qu'aucune mesure corrective qu'il estime appropriée n'est prise au plus tard à la date limite précisée, le commissaire peut inclure dans le rapport qu'il présente au président de l'Assemblée en application de l'article 10 les détails relatifs aux dépenses et à la demande qu'il estime appropriés.

Présentation d'un rapport annuel au président de l'Assemblée

10. (1) Chaque année, le commissaire à l'intégrité remet au président de l'Assemblée un rapport écrit sur son examen des dépenses sujettes à examen qu'ont engagées, pendant un exercice, les ministres, les adjoints parlementaires, les chefs d'un parti de l'opposition et les personnes employées dans leurs bureaux.

Idem

(2) Le commissaire remet son rapport pour un exercice au président de l'Assemblée au plus tard à la date à laquelle ce dernier dépose devant l'Assemblée le relevé des dépenses des députés pour le même exercice préparé à son intention.

Contenu

(3) Le rapport du commissaire contient les renseignements que ce dernier estime appropriés et qui ne se rapportent qu'à ce qui suit :

- a) les demandes de remboursement des dépenses sujettes à examen qui, selon lui, constituent des dépenses autorisées;
- b) les demandes de remboursement des dépenses sujettes à examen à l'égard desquelles le commissaire a ordonné le remboursement d'une somme sans qu'elle ait été remboursée ou à l'égard desquelles il a recommandé la prise de mesures correctives sans qu'aucune mesure corrective qu'il estime appropriée n'ait été prise.

Restriction

(4) Dans son rapport, le commissaire ne doit pas révéler, en ce qui concerne une demande de remboursement, l'identité d'un particulier sauf un ministre, un adjoint parlementaire ou le chef d'un parti de l'opposition ou une personne employée dans le bureau de l'un ou l'autre lorsque la dépense a été engagée.

EXAMEN DISCRÉTIONNAIRE DU COMMISSAIRE

Pouvoir d'obtenir des demandes de remboursement

11. (1) Le commissaire à l'intégrité peut présenter une demande écrite pour obtenir des renseignements et des documents relatifs aux dépenses sujettes à examen à toute personne qui est ou a été, le 26 juin 1995 ou par la suite, ministre, adjoint parlementaire, chef d'un parti de l'opposition ou une personne employée dans le bureau de l'un ou l'autre.

Same, Cabinet ministers and parliamentary assistants

(2) The Commissioner may make a written request to a Cabinet minister or parliamentary assistant for information and documents relating to reviewable expenses incurred by a person employed in his or her office.

Same, Opposition leaders, etc.

(3) The Commissioner may make a written request to an Opposition leader for information and documents relating to reviewable expenses incurred by a person employed in his or her office.

Duty to comply

(4) A person to whom the Commissioner makes a request shall comply with it within the time specified by the Commissioner.

Authority to review, etc.

12. (1) The Integrity Commissioner may review information and documents obtained under section 11 in order to determine whether the reviewable expenses are, in his or her opinion, allowable expenses.

Same

(2) Subsections 9 (2) to (7) apply, with necessary modifications, with respect to the Commissioner's review.

TRANSITIONAL REVIEW AND REPORT
BY THE COMMISSIONER

Duty to give copies to the Commissioner**Cabinet ministers**

13. (1) On or before December 31, 2002, the Chair of the Management Board of Cabinet shall give the Integrity Commissioner a copy of all expense claims made for reviewable expenses incurred by the following persons on or after June 26, 1995 and before January 1, 2003 and shall indicate whether each expense claim was paid, in whole or in part, from the Consolidated Revenue Fund or was refused, in whole or in part:

1. Every person who holds office as a Cabinet minister on November 28, 2002.
2. Every person employed in the office of a Cabinet minister described in paragraph 1 at any time on or after June 26, 1995 and before January 1, 2003.

Parliamentary assistants

(2) On or before December 31, 2002, the Chair of the Management Board of Cabinet shall give the Commissioner a copy of the following expense claims made for reviewable expenses incurred by a person who holds office as a parliamentary assistant on November 28, 2002 or by a person employed in the office of such a parliamentary assistant and shall indicate whether each expense claim was paid, in whole or in part, from the Consolidated Revenue Fund or was refused, in whole or in part:

Idem : ministres et adjoints parlementaires

(2) Le commissaire peut présenter à un ministre ou à un adjoint parlementaire une demande écrite pour obtenir des renseignements et des documents relatifs aux dépenses sujettes à examen qui ont été engagées par une personne employée dans son bureau.

Idem : chefs d'un parti de l'opposition

(3) Le commissaire peut présenter au chef d'un parti de l'opposition une demande écrite pour obtenir des renseignements et des documents relatifs aux dépenses sujettes à examen qui ont été engagées par une personne employée dans son bureau.

Obligation de se conformer

(4) La personne à qui le commissaire présente une demande se conforme à celle-ci dans le délai qu'il précise.

Pouvoir d'effectuer un examen

12. (1) Le commissaire à l'intégrité peut examiner les renseignements et les documents obtenus en vertu de l'article 11 afin de déterminer si les dépenses sujettes à examen constituent, selon lui, des dépenses autorisées.

Idem

(2) Les paragraphes 9 (2) à (7) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'égard de l'examen effectué par le commissaire.

EXAMEN ET RAPPORT TRANSITOIRES
DU COMMISSAIRE

Obligation de remettre des copies au commissaire**Ministres**

13. (1) Au plus tard le 31 décembre 2002, le président du Conseil de gestion du gouvernement remet au commissaire à l'intégrité une copie de toutes les demandes de remboursement présentées à l'égard des dépenses sujettes à examen que les personnes suivantes ont engagées le 26 juin 1995 ou par la suite mais avant le 1^{er} janvier 2003 et il indique, pour chaque demande, si le remboursement a été effectué, en totalité ou en partie, sur le Trésor ou a été refusé, en totalité ou en partie :

1. Les personnes qui occupent la charge de ministre le 28 novembre 2002.
2. Les personnes employées à un moment quelconque dans le bureau d'un ministre visé à la disposition 1 le 26 juin 1995 ou par la suite mais avant le 1^{er} janvier 2003.

Adjoints parlementaires

(2) Au plus tard le 31 décembre 2002, le président du Conseil de gestion du gouvernement remet au commissaire une copie des demandes de remboursement présentées à l'égard des dépenses sujettes à examen suivantes qu'a engagées une personne qui occupe la charge d'adjoint parlementaire le 28 novembre 2002 ou une personne employée dans le bureau d'un tel adjoint parlementaire et il indique, pour chaque demande, si le remboursement a été effectué, en totalité ou en partie, sur le Trésor ou a été refusé, en totalité ou en partie :

1. Every reviewable expense incurred by the parliamentary assistant on or after the date on which he or she was appointed to the particular office that he or she holds on November 28, 2002 and before January 1, 2003.
2. Every reviewable expense incurred during the period described in paragraph 1 by a person employed in the office of the parliamentary assistant.

Opposition leaders

(3) On or before December 31, 2002, the Speaker shall give the Commissioner a copy of all expense claims in the custody or control of the Assembly on November 28, 2002 that were made for reviewable expenses incurred by the following persons on or after June 26, 1995 and before January 1, 2003 and shall indicate whether each expense claim was paid, in whole or in part, from the Legislative Assembly Fund or was refused, in whole or in part:

1. Every person who held office as an Opposition leader at any time on or after June 26, 1995 and before January 1, 2003.
2. Every person employed in the office of an Opposition leader at any time on or after June 26, 1995 and before January 1, 2003.

Supporting documents

(4) The expense claims given to the Commissioner must be accompanied by the supporting documents.

Public inspection of expense claims

14. (1) On or before January 31, 2003, the Integrity Commissioner shall make available to the public for inspection a copy of every expense claim given to the Commissioner under section 13, together with the supporting documents.

Restriction

(2) The Commissioner shall ensure that the expense claims and supporting documents made available to the public do not identify any individual other than a Cabinet minister, parliamentary assistant or Opposition leader or a person who was employed in their offices when the expense was incurred.

Mandatory review by the Commissioner

15. (1) The Integrity Commissioner shall review the expense claims given to him or her under section 13 to determine whether, in the Commissioner's opinion, the reviewable expenses are allowable expenses.

Same

(2) Subsections 9 (2) to (7) apply, with necessary modifications, with respect to the Commissioner's review.

1. Les dépenses sujettes à examen que l'adjoint parlementaire a engagées à partir de la date de sa nomination à la charge qu'il occupe le 28 novembre 2002 mais avant le 1^{er} janvier 2003.
2. Les dépenses sujettes à examen qu'une personne employée dans le bureau de l'adjoint parlementaire a engagées pendant la période visée à la disposition 1.

Chefs d'un parti de l'opposition

(3) Au plus tard le 31 décembre 2002, le président de l'Assemblée remet au commissaire une copie de toutes les demandes de remboursement dont l'Assemblée a la garde ou le contrôle le 28 novembre 2002 et qui ont été présentées à l'égard des dépenses sujettes à examen que les personnes suivantes ont engagées le 26 juin 1995 ou par la suite mais avant le 1^{er} janvier 2003 et il indique, pour chaque demande, si le remboursement a été effectué, en totalité ou en partie, sur la Caisse de l'Assemblée législative ou a été refusé, en totalité ou en partie :

1. Chaque personne qui a occupé à un moment quelconque la charge de chef d'un parti de l'opposition le 26 juin 1995 ou par la suite mais avant le 1^{er} janvier 2003.
2. Chaque personne qui a été employée à un moment quelconque dans le bureau du chef d'un parti de l'opposition le 26 juin 1995 ou par la suite mais avant le 1^{er} janvier 2003.

Documents à l'appui

(4) Les documents à l'appui doivent être joints aux demandes de remboursement remises au commissaire.

Demandes de remboursement mises à la disposition du public

14. (1) Au plus tard le 31 janvier 2003, le commissaire à l'intégrité met à la disposition du public, aux fins de consultation, une copie des demandes de remboursement qui lui ont été remises en application de l'article 13, ainsi que des documents à l'appui.

Restriction

(2) Le commissaire fait en sorte que les demandes de remboursement et les documents à l'appui mis à la disposition du public ne révèlent pas l'identité d'un particulier sauf un ministre, un adjoint parlementaire ou le chef d'un parti de l'opposition ou une personne qui était employée dans le bureau de l'un ou l'autre lorsque les dépenses ont été engagées.

Examen obligatoire du commissaire

15. (1) Le commissaire à l'intégrité examine les demandes de remboursement qui lui sont remises en application de l'article 13 afin de déterminer si les dépenses sujettes à examen constituent, selon lui, des dépenses autorisées.

Idem

(2) Les paragraphes 9 (2) à (7) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'égard de l'examen du commissaire.

Special report to the Speaker

16. (1) On or before January 31, 2003, the Integrity Commissioner shall give the Speaker a written report about the Commissioner's review of the reviewable expenses for which the Commissioner was given expense claims under section 13.

Contents

(2) Subsections 10 (3) and (4) apply, with necessary modifications, with respect to the report required by subsection (1).

GENERAL***Members' Integrity Act, 1994***

17. Nothing in this Act affects or detracts from the role of the Integrity Commissioner under the *Members' Integrity Act, 1994*.

Commencement

18. The Act set out in this Schedule comes into force on the day the *Accountability for Expenses Act (Cabinet Ministers and Opposition Leaders), 2002* receives Royal Assent.

Short title

19. The short title of the Act set out in this Schedule is the *Cabinet Ministers' and Opposition Leaders' Expenses Review and Accountability Act, 2002*.

Présentation d'un rapport spécial au président de l'Assemblée

16. (1) Au plus tard le 31 janvier 2003, le commissaire à l'intégrité remet au président de l'Assemblée un rapport écrit sur son examen des dépenses sujettes à examen à l'égard desquelles des demandes de remboursement lui ont été remises en application de l'article 13.

Contenu

(2) Les paragraphes 10 (3) et (4) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'égard du rapport exigé par le paragraphe (1).

DISPOSITIONS GÉNÉRALES***Loi de 1994 sur l'intégrité des députés***

17. La présente loi n'a pas pour effet de porter atteinte au rôle que la *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés* confère au commissaire à l'intégrité.

Entrée en vigueur

18. La loi figurant à la présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2002 sur l'obligation de rendre compte des dépenses (ministres et chefs d'un parti de l'opposition)* reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

19. Le titre abrégé de la loi figurant à la présente annexe est *Loi de 2002 sur l'examen des dépenses des ministres et des chefs d'un parti de l'opposition et l'obligation de rendre compte*.

SCHEDULE B AMENDMENTS TO OTHER ACTS

EXECUTIVE COUNCIL ACT

1. Subsection 4 (2) of the *Executive Council Act* is repealed.

FREEDOM OF INFORMATION AND PROTECTION OF PRIVACY ACT

2. The *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* is amended by adding the following section:

Limited application re Assembly

1.1 (1) This Act applies to the Assembly, but only in respect of records of reviewable expenses of the Opposition leaders and the persons employed in their offices and in respect of the personal information contained in those records.

Same

(2) Sections 11, 31, 32, 33, 34, 36, 44, 45 and 46 do not apply with respect to the Assembly.

Definitions

(3) In this section,

“Opposition leader” has the same meaning as in section 1 of the *Cabinet Ministers’ and Opposition Leaders’ Expenses Review and Accountability Act, 2002*; (“chef d’un parti de l’opposition”)

“reviewable expense” means a reviewable expense as described in section 3 of the *Cabinet Ministers’ and Opposition Leaders’ Expenses Review and Accountability Act, 2002*. (“dépense sujette à examen”)

3. (1) The definition of “head” in subsection 2 (1) of the Act is amended by adding the following clause:

(0.a) in the case of the Assembly, the Speaker,

(2) The definition of “institution” in subsection 2 (1) of the Act is amended by adding the following clause:

(0.a) the Assembly,

Commencement

4. (1) Subject to subsection (2), this Schedule comes into force on the day the *Accountability for Expenses Act (Cabinet Ministers and Opposition Leaders), 2002* receives Royal Assent.

Same

(2) Sections 2 and 3 come into force on January 1, 2003.

ANNEXE B MODIFICATION D'AUTRES LOIS

LOI SUR LE CONSEIL EXÉCUTIF

1. Le paragraphe 4 (2) de la *Loi sur le Conseil exécutif* est abrogé.

LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION ET LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE

2. La *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Application limitée : Assemblée

1.1 (1) La présente loi s'applique à l'Assemblée, mais uniquement à l'égard des documents se rapportant aux dépenses sujettes à examen des chefs d'un parti de l'opposition et des personnes employées dans leurs bureaux et à l'égard des renseignements personnels qu'ils contiennent.

Idem

(2) Les articles 11, 31, 32, 33, 34, 36, 44, 45 et 46 ne s'appliquent pas à l'égard de l'Assemblée.

Définitions

(3) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«chef d'un parti de l'opposition» S'entend au sens de l'article 1 de la *Loi de 2002 sur l'examen des dépenses des ministres et des chefs d'un parti de l'opposition et l'obligation de rendre compte*. («Opposition leader»)

«dépense sujette à examen» S'entend d'une dépense sujette à examen visée à l'article 3 de la *Loi de 2002 sur l'examen des dépenses des ministres et des chefs d'un parti de l'opposition et l'obligation de rendre compte*. («reviewable expense»)

3. (1) La définition de «personne responsable» au paragraphe 2 (1) de la Loi est modifiée par adjonction de l'alinéa suivant :

0.a) du président, dans le cas de l'Assemblée;

(2) La définition de «institution» au paragraphe 2 (1) de la Loi est modifiée par adjonction de l'alinéa suivant :

0.a) l'Assemblée;

Entrée en vigueur

4. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2002 sur l'obligation de rendre compte des dépenses (ministres et chefs d'un parti de l'opposition)* reçoit la sanction royale.

Idem

(2) Les articles 2 et 3 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2003.

EXPLANATORY NOTE

This Explanatory Note was written as a reader's aid to Bill 216 and does not form part of the law. Bill 216 has been enacted as Chapter 34 of the Statutes of Ontario, 2002.

The Bill creates a new Act, the *Cabinet Ministers' and Opposition Leaders' Expenses Review and Accountability Act, 2002*, and makes related amendments to the *Executive Council Act* and the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.

The new Act

The new Act authorizes the Integrity Commissioner to review certain expenses of Cabinet ministers, parliamentary assistants, Opposition leaders and people employed in their offices in order to determine whether those expenses are, in the Commissioner's opinion, allowable expenses under the Act.

Sections 2 and 3 of the Act specify which expenses are reviewable expenses. For Cabinet ministers and their staff, expenses incurred in the performance of a ministerial duty or function are reviewable if a claim was made for payment of the expense out of the Consolidated Revenue Fund. For parliamentary assistants and their staff, expenses incurred in the performance of a ministerial duty or function or in the performance of a duty or function of a parliamentary assistant are reviewable if a claim was made for payment of the expense out of the Consolidated Revenue Fund. For Opposition leaders and their staff, expenses incurred for travel, hotels and similar accommodations, meals and hospitality are reviewable if a claim was made for payment of the expense out of the Legislative Assembly Fund, but not a claim for payment pertaining to the leader's constituency work as a member of the Assembly.

Section 4 of the Act specifies which expenses are allowable expenses. An expense is an allowable expense if it is reasonable and appropriate in the circumstances and if it meets the standards set out in the applicable rules. Under section 5, the Lieutenant Governor in Council is authorized to make rules, after the Executive Council consults with the Integrity Commissioner, relating to expenses incurred on or after January 1, 2003. Section 6 enables the Integrity Commissioner to give binding advice about whether an expense is an allowable expense.

Section 7 governs the payment of allowable expenses. Certain allowable expenses of Cabinet ministers, parliamentary assistants and their staff cannot be paid out of the Legislative Assembly Fund.

Sections 8 to 10 of the Act govern the Integrity Commissioner's annual review and report to the Speaker about reviewable expenses. Under section 8, the Chair of the Management Board of Cabinet and the Speaker are required to give information and documents to the Commissioner for review. Section 9 governs the review, and authorizes the Commissioner to recommend remedial actions and to require the claimant to repay amounts, when the expenses claimed were not allowable expenses. Section 10 governs the Commissioner's report to the Speaker.

Under sections 11 and 12 of the Act, the Integrity Commissioner is authorized to undertake a discretionary review of expense claims.

Sections 13 to 16 provide for a transitional review by the Integrity Commissioner of specified reviewable expenses of

NOTE EXPLICATIVE

La note explicative, rédigée à titre de service aux lecteurs du projet de loi 216, ne fait pas partie de la loi. Le projet de loi 216 a été édicté et constitue maintenant le chapitre 34 des Lois de l'Ontario de 2002.

Le projet de loi crée une nouvelle loi, la *Loi de 2002 sur l'examen des dépenses des ministres et des chefs d'un parti de l'opposition et l'obligation de rendre compte*, et apporte des modifications connexes à la *Loi sur le Conseil exécutif* et à la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*.

La nouvelle loi

La nouvelle loi autorise le commissaire à l'intégrité à examiner certaines dépenses engagées par les ministres, les adjoints parlementaires, les chefs d'un parti de l'opposition et les personnes employées dans leurs bureaux afin de déterminer si ces dépenses constituent, selon lui, des dépenses autorisées au sens de la Loi.

Les articles 2 et 3 de la Loi précisent les dépenses qui constituent des dépenses sujettes à examen. Dans le cas des ministres et de leur personnel, les dépenses qu'ils engagent dans l'exercice d'une fonction ministérielle sont sujettes à examen si une demande de remboursement sur le Trésor a été présentée à leur égard. Dans le cas des adjoints parlementaires et de leur personnel, les dépenses qu'ils engagent dans l'exercice d'une fonction ministérielle ou dans l'exercice d'une fonction d'adjoint parlementaire sont sujettes à examen si une demande de remboursement sur le Trésor a été présentée à leur égard. Dans le cas des chefs d'un parti de l'opposition et de leur personnel, les frais de déplacement, d'hôtel ou d'hébergement semblable, de repas et de représentation qu'ils engagent constituent des dépenses sujettes à examen si une demande de remboursement sur la Caisse de l'Assemblée législative a été présentée à leur égard, à l'exclusion toutefois d'une demande de remboursement ayant trait au travail de circonscription du chef en sa qualité de député à l'Assemblée.

L'article 4 de la Loi précise les dépenses qui constituent des dépenses autorisées. Une dépense constitue une dépense autorisée si elle est raisonnable et appropriée dans les circonstances et qu'elle respecte les normes fixées dans les règles applicables. L'article 5 de la Loi autorise le lieutenant-gouverneur en conseil à établir, après que le Conseil exécutif a consulté le commissaire à l'intégrité, des règles ayant trait aux dépenses engagées à partir du 1^{er} janvier 2003. L'article 6 permet au commissaire à l'intégrité de donner un avis contraignant quant à la question de savoir si une dépense constitue une dépense autorisée.

L'article 7 régit le remboursement des dépenses autorisées. Certaines de ces dépenses engagées par les ministres, les adjoints parlementaires et leur personnel ne peuvent pas être remboursées sur la Caisse de l'Assemblée législative.

Les articles 8 à 10 de la Loi régissent l'examen annuel des dépenses sujettes à examen qu'effectue le commissaire à l'intégrité et le rapport qu'il doit présenter à ce sujet au président de l'Assemblée. Le président du Conseil de gestion du gouvernement et le président de l'Assemblée sont tenus, en application de l'article 8, de fournir des renseignements et des documents au commissaire aux fins d'examen. L'article 9 régit l'examen et autorise le commissaire à recommander la prise de mesures correctives et à exiger de l'auteur d'une demande qu'il rembourse des sommes lorsque les dépenses dont le remboursement a été demandé ne constituaient pas des dépenses autorisées. L'article 10 régit le rapport que le commissaire doit présenter au président de l'Assemblée.

Les articles 11 et 12 de la Loi autorisent le commissaire à l'intégrité à effectuer un examen discrétionnaire des demandes de remboursement.

Les articles 13 à 16 prévoient que le commissaire à l'intégrité doit effectuer un examen transitoire des dépenses

people who hold office as Cabinet ministers or parliamentary assistants on November 28, 2002 and their staff and people who have held office as Opposition leader anytime on or after June 26, 1995 and their staff. The Chair of the Management Board of Cabinet and the Speaker are required to give information and documents to the Commissioner by December 31, 2002. The Commissioner is required to make those documents available for public inspection by January 31, 2003. The Commissioner is also required to review the expense claims and to make a report to the Speaker by January 31, 2003.

Amendments to the *Executive Council Act*

Subsection 4 (2) of the *Executive Council Act*, which authorizes the payment of the expenses of parliamentary assistants, is repealed.

Amendments to the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*

Currently, the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* applies to ministries of the Government of Ontario and to other entities specified in the regulations. An amendment provides that the Act will be given limited application to the Assembly beginning on January 1, 2003. The new section 1.1 of the Act provides that the Act will apply to the Assembly in respect only of records of reviewable expenses of Opposition leaders and their staff (within the meaning of the *Cabinet Ministers' and Opposition Leaders' Expenses Review and Accountability Act, 2002*) and the personal information in those records.

sujettes à examen précisées qui ont été engagées par les personnes qui occupent la charge de ministre ou d'adjoint parlementaire le 28 novembre 2002 et par leur personnel ainsi que par les personnes qui ont occupé à un moment quelconque la charge de chef d'un parti de l'opposition le 26 juin 1995 ou par la suite et par leur personnel. Le président du Conseil de gestion du gouvernement et le président de l'Assemblée sont tenus de fournir des renseignements et des documents au commissaire au plus tard le 31 décembre 2002. Le commissaire est tenu de mettre ces documents à la disposition du public aux fins de consultation au plus tard le 31 janvier 2003. De plus, il est tenu d'examiner les demandes de remboursement et de présenter un rapport au président de l'Assemblée au plus tard à cette date.

Modification de la *Loi sur le Conseil exécutif*

Le paragraphe 4 (2) de la *Loi sur le Conseil exécutif*, lequel autorise le remboursement des dépenses engagées par les adjoints parlementaires, est abrogé.

Modification de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*

À l'heure actuelle, la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* s'applique aux ministères du gouvernement de l'Ontario et aux autres entités précisées dans les règlements. Une modification prévoit que la Loi s'appliquera de façon restreinte à l'Assemblée à partir du 1^{er} janvier 2003. Le nouvel article 1.1 de la Loi prévoit que celle-ci ne s'appliquera à l'Assemblée qu'en ce qui concerne les documents se rapportant aux dépenses sujettes à examen engagées par les chefs d'un parti de l'opposition et leur personnel (au sens de la *Loi de 2002 sur l'examen des dépenses des ministres et des chefs d'un parti de l'opposition et l'obligation de rendre compte*) et les renseignements personnels qu'ils contiennent.



CHAPTER 35

An Act to amend the repeal date of the Edible Oil Products Act

Assented to December 13, 2002

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Repeal date of *Edible Oil Products Act*

1. Subsection 61 (2) of the *Food Safety and Quality Act, 2001* is amended by striking out "2003" and substituting "2004".

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Edible Oil Products Repeal Date Amendment Act, 2002*.

EXPLANATORY NOTE

This Explanatory Note was written as a reader's aid to Bill 231 and does not form part of the law. Bill 231 has been enacted as Chapter 35 of the Statutes of Ontario, 2002.

The Bill postpones the repeal date of the *Edible Oil Products Act* from June 1, 2003 to June 1, 2004.

CHAPITRE 35

Loi modifiant la date d'abrogation de la Loi sur les produits oléagineux comestibles

Sanctionnée le 13 décembre 2002

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Date d'abrogation de la *Loi sur les produits oléagineux comestibles*

1. Le paragraphe 61 (2) de la *Loi de 2001 sur la qualité et la salubrité des aliments* est modifié par substitution de «2004» à «2003».

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2002 modifiant la date d'abrogation de la Loi sur les produits oléagineux comestibles*.

NOTE EXPLICATIVE

La note explicative, rédigée à titre de service aux lecteurs du projet de loi 231, ne fait pas partie de la loi. Le projet de loi 231 a été édicté et constitue maintenant le chapitre 35 des Lois de l'Ontario de 2002.

Le projet de loi reporte la date d'abrogation de la *Loi sur les produits oléagineux comestibles* du 1^{er} juin 2003 au 1^{er} juin 2004.



CHAPTER 36

An Act to authorize the payment of certain amounts for the public service for the fiscal year ending on March 31, 2003

Assented to December 13, 2002

Preamble

Messages from the Honourable the Lieutenant Governor of the Province of Ontario, accompanied by estimates and supplementary estimates, indicate that the amounts mentioned in the Schedule are required to pay expenses of the public service of Ontario that are not otherwise provided for, for the fiscal year ending on March 31, 2003.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Supply granted

1. (1) For the period from April 1, 2002 to March 31, 2003, amounts not exceeding a total of \$39,638,635,900 may be paid out of the Consolidated Revenue Fund to be applied to the operating and capital expenses of the public service, as set out in the Schedule, that are not otherwise provided for.

Votes and items

(2) The money shall be applied in accordance with the votes and items of the estimates and the supplementary estimates.

Expenditures

(3) An operating or capital expenditure in the votes and items of the estimates may be made by the Crown through any ministry to which, during the fiscal year ended March 31, 2003, responsibility has been given for the program or activity that includes that expenditure.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Supply Act, 2002*.

CHAPITRE 36

Loi autorisant le paiement de certaines sommes destinées à la fonction publique pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

Sanctionnée le 13 décembre 2002

Préambule

Il ressort des messages de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de l'Ontario, accompagnés du budget des dépenses et du budget des dépenses supplémentaire, que les sommes indiquées à l'annexe sont nécessaires pour assumer les dépenses de la fonction publique de l'Ontario auxquelles il n'est pas autrement pourvu pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003.

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Crédits accordés

1. (1) Le gouvernement peut, pour la période allant du 1^{er} avril 2002 au 31 mars 2003, prélever sur le Trésor des sommes ne dépassant pas au total 39 638 635 900 \$ et les affecter aux dépenses de fonctionnement et aux dépenses en immobilisations de la fonction publique, indiquées à l'annexe, auxquelles il n'est pas autrement pourvu.

Crédits et postes

(2) Ces sommes sont affectées conformément aux crédits et postes du budget des dépenses et du budget des dépenses supplémentaire.

Dépenses

(3) Une dépense de fonctionnement ou une dépense en immobilisations figurant aux crédits et postes du budget des dépenses peut être engagée par la Couronne par l'intermédiaire du ministère à qui a été confiée, pendant l'exercice se terminant le 31 mars 2003, la responsabilité du programme ou de l'activité auquel s'applique la dépense.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de crédits de 2002*.

**SUPPLY/CRÉDITS
SCHEDULE/ANNEXE**

	2002-03 Estimates		2002-03 Supplementary Estimates		Total	
	<i>Budget des dépenses de</i>		<i>Budget des dépenses</i>		<i>Total</i>	
	2002-2003		Supplémentaires de 2002-2003			
	Operating	Capital	Operating	Capital		
	<i>Fonctionnement</i>	<i>Immobilisations</i>	<i>Fonctionnement</i>	<i>Immobilisations</i>		
	\$	\$	\$	\$	\$	
Agriculture and Food	253,958,900	156,711,200	-	-	410,670,100	<i>Agriculture et Alimentation</i>
Assembly, Office of the	82,393,200	-	-	-	82,393,200	<i>Bureau de l'Assemblée législative</i>
Attorney General	629,452,100	22,361,000	-	-	651,813,100	<i>Procureur général</i>
Cabinet Office	11,455,300	-	-	-	11,455,300	<i>Bureau du Conseil des ministres</i>
Chief Election Officer, Office of the	1,959,300	-	-	-	1,959,300	<i>Bureau du directeur général des élections</i>
Citizenship	49,176,700	-	-	-	49,176,700	<i>Affaires civiles</i>
Community, Family and Children's Services	5,124,767,000	17,384,900	153,900,000	-	5,296,051,900	<i>Services à la collectivité, à la famille et à l'enfance</i>
Consumer and Business Services	89,080,400	9,600	-	-	89,090,000	<i>Services aux consommateurs et aux entreprises</i>
Culture	93,803,700	3,000	-	-	93,806,700	<i>Culture</i>
Education	6,146,581,900	9,706,000	-	-	6,156,287,900	<i>Education</i>
Enterprise, Opportunity and Innovation	177,503,000	33,684,000	-	-	211,187,000	<i>Entreprise, Débouchés et Innovation</i>
Environment and Energy	160,436,400	4,219,100	-	-	164,655,500	<i>Environnement et Énergie</i>
Finance	1,015,698,400	123,500,000	-	-	1,139,198,400	<i>Finances</i>
Francophone Affairs, Office of	2,487,300	-	-	-	2,487,300	<i>Office des affaires francophones</i>
Health and Long-Term Care	17,676,565,100	323,853,400	350,000,000	-	18,350,418,500	<i>Santé et Soins de longue durée</i>
Intergovernmental Affairs	2,278,900	-	-	-	2,278,900	<i>Affaires intergouvernementales</i>
Labour	50,249,500	-	-	-	50,249,500	<i>Travail</i>
Lieutenant Governor, Office of the	494,100	-	-	-	494,100	<i>Bureau du Lieutenant-gouverneur</i>
Management Board Secretariat	304,554,700	19,436,600	400,000,000	-	723,991,300	<i>Secrétariat du Conseil de gestion</i>
Municipal Affairs and Housing	449,524,800	870,500	-	-	450,395,300	<i>Affaires municipales et Logement</i>
Native Affairs Secretariat, Ontario	10,424,600	4,740,000	-	-	15,164,600	<i>Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario</i>
Natural Resources	183,402,700	59,855,300	-	-	243,258,000	<i>Richesses naturelles</i>
Northern Development and Mines	38,672,500	211,679,600	-	21,600,000	271,952,100	<i>Développement du Nord et Mines</i>
Ombudsman Ontario	6,093,400	-	-	-	6,093,400	<i>Ombudsman Ontario</i>
Premier, Office of the	1,977,900	-	-	-	1,977,900	<i>Cabinet du Premier ministre</i>
Provincial Auditor, Office of the	6,253,400	-	-	-	6,253,400	<i>Bureau du vérificateur provincial</i>
Public Safety and Security	999,436,900	65,710,600	-	-	1,065,147,500	<i>Sûreté et Sécurité publique</i>
Tourism and Recreation	60,412,000	109,000,000	-	-	169,412,000	<i>Tourisme et Loisirs</i>
Training, Colleges and Universities	2,595,224,700	50,000,000	-	10,000,000	2,655,224,700	<i>Formation, Collèges et Universités</i>
Transportation	435,163,900	690,228,400	-	140,700,000	1,266,092,300	<i>Transports</i>
Total	36,659,482,700	1,902,953,200	903,900,000	172,300,000	39,638,635,900	Total



PART II
PRIVATE
ACTS

PARTIE II
LOIS
D'INTÉRÊT
PRIVÉ



CHAPTER Pr1

An Act respecting Wycliffe College

Assented to June 27, 2002

Preamble

The trustees of Wycliffe College have applied for special legislation concerning the powers and duties of the trustees and concerning property held in trust for the benefit of the College.

It is appropriate to grant the application.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Sections 2, 3, 4 and 5 of *An Act respecting Wycliffe College*, being chapter 112 of the Statutes of Ontario, 1916, are repealed and the following substituted:

Trustees

2. (1) There shall be no more than 50 trustees of the College at any time.

Same

(2) The following matters are to be established by by-law:

1. The qualifications of persons who hold office as trustees, including any requirement to be a member of the Anglican Church of Canada.
2. The election of trustees.
3. The term of office of trustees.
4. Such other matters as the trustees consider appropriate.

Duties of trustees

3. The trustees shall govern the College and manage its affairs and the property vested in it.

Power to acquire property

4. The trustees may acquire land for the purposes of the College and may dispose of the land.

Property held in trust

5. (1) Any property transferred to the trustees of the College in trust for the benefit of the College, a department of the College or the Institute of Evangelism at the College is vested in the College.

Same

(2) Any property transferred to any person in trust for the benefit of the College, a department of the College or the Institute of Evangelism at the College is vested in the College.

Same, transition

(3) Property transferred to the trustees of the College in trust, as described in subsection (1), or to any person in trust, as described in subsection (2), before the *Wycliffe College Act, 2002* receives Royal Assent vests in the College on the day that Act receives Royal Assent.

Conditions and restrictions

(4) The transferred property remains subject to the conditions and restrictions imposed by the applicable trust documents.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Wycliffe College Act, 2002*.

CHAPTER Pr2

**An Act respecting
the City of Ottawa***Assented to June 27, 2002***Preamble**

The council of the City of Ottawa has applied for special legislation to permit it to pass by-laws requiring that retail business establishments be closed on Remembrance Day until 12:30 o'clock in the afternoon.

It is appropriate to grant the application.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Retail business establishments closing on Remembrance Day

1. (1) The City of Ottawa may require that all or any class or classes of retail business establishments be closed to the public on Remembrance Day in each year until 12:30 o'clock in the afternoon.

Definition

(2) In subsection (1),

"retail business establishment" means the premises where goods or services are sold or offered for sale by retail.

Amendment to *The City of Ottawa Act, 1967*

2. Section 2 of *The City of Ottawa Act, 1967* is repealed.

Commencement

3. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

4. The short title of this Act is the *City of Ottawa Act (Remembrance Day), 2002*.

CHAPTER Pr3

An Act respecting Groves Memorial Community Hospital

Assented to June 27, 2002

Preamble

The Corporation of the Township of Centre Wellington and The Groves Memorial Community Hospital Commission have applied for special legislation to incorporate the Groves Memorial Community Hospital as a corporation without share capital. The applicants also wish to transfer to the hospital corporation any gifts, trusts and bequests made to the Township in trust for the hospital. The applicants represent that the Alexandra Hospital was transferred to The Corporation of the Village of Fergus by Abraham Groves, M.D. in 1931. The applicants further represent that the transfer was validated and the name of the hospital was changed to The Groves Memorial Hospital by *The Village of Fergus Act, 1932* and that the name of the hospital was changed to The Groves Memorial Community Hospital and its management was vested in The Groves Memorial Community Hospital Commission by *The Town of Fergus Act, 1954*. The applicants further represent that The Corporation of the Township of Centre Wellington, created pursuant to a restructuring order under section 25.2 of the *Municipal Act* dated November 26, 1997, is the successor to The Corporation of the Town of Fergus and The Corporation of the Village of Fergus.

It is appropriate to grant the application.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

1. In this Act,

“catchment area”, with respect to the hospital corporation, means the geographic area that is regularly and consistently served by the hospital corporation;

“hospital commission” means the Groves Memorial Community Hospital Commission;

“hospital corporation” means the corporation established under section 2;

“Township” means The Corporation of the Township of Centre Wellington.

Hospital corporation incorporated

2. (1) Groves Memorial Community Hospital is hereby established as a corporation without share capital.

Composition

(2) The hospital corporation is composed of its board of directors and such other persons who later become members of the hospital corporation in accordance with its by-laws.

Objects

3. The objects of the hospital corporation are,

- (a) to establish, equip, maintain and operate a public hospital;
- (b) to maintain and operate related facilities;
- (c) to participate in the education of persons who provide health care; and
- (d) to provide health care services and programs, including long-term care facilities and in-home health care services.

Powers

4. The hospital corporation has the capacity and the rights, powers and privileges of a natural person.

Board of directors

5. (1) The affairs of the hospital corporation shall be governed by its board of directors.

Composition

(2) The board of directors shall be composed of,

- (a) the persons required by the *Public Hospitals Act*;
- (b) three members of the Township council;
- (c) one member of the Wellington County council;
- (d) the president of the volunteer association of the hospital corporation; and
- (e) 11 persons, who are representative of the public within the catchment area, appointed by the Township council after considering the recommendations of the nominating committee of the hospital corporation made in accordance with the hospital corporation's by-laws.

First board

(3) Despite subsection (2), the members of the first board of directors shall be the members of the hospital commission in office immediately before the coming into force of this Act, and they shall remain in office

until their successors are appointed in accordance with this Act and the hospital corporation's by-laws.

In the event of Township being restructured

(4) In the event that the Township is restructured under the *Municipal Act* in a manner described in subsection (6), the board of directors of the hospital corporation shall be composed of a maximum of 18 persons, being,

- (a) the persons required by the *Public Hospitals Act*;
- (b) three members (or, if there are not three members, such lesser number of members) of the council of the restructured municipality who, for a continuous period of at least three months, have resided or been employed or carried on a business in the catchment area of the hospital corporation;
- (c) the president of the volunteer association of the hospital corporation; and
- (d) such other persons, who are representative of the public within the catchment area, elected by the members of the hospital corporation as are required by the hospital corporation's by-laws.

First board following restructuring

(5) Despite subsection (4), the members of the board of directors of the hospital corporation immediately before the Township is restructured shall remain in office until the first annual meeting of the hospital corporation after the restructuring.

Application, details of restructuring

(6) Subsections (4) and (5) apply only if the Township is restructured under the *Municipal Act* such that,

- (a) the population of the catchment area of the hospital corporation that was within the geographic boundaries of the Township immediately before the restructuring is less than two-thirds of the population of the entire restructured municipality; or
- (b) there is a public hospital other than Groves Memorial Community Hospital within the geographic boundaries of the restructured municipality and the board of the other hospital is elected by the members of the other hospital.

Interest in property

6. (1) Any interest of the Township in real or personal property that is used by or held in trust for the hospital commission immediately before this Act comes into force is hereby transferred to the hospital corporation.

Exception — scheduled land

(2) Despite subsection (1) and subsections 7 (1), (2) and (3), the land described in the Schedule shall continue to be held by the Township in trust for the hospital corporation for as long as the hospital corporation continues to operate as a public hospital and no part of that land shall be sold, leased, mortgaged or otherwise disposed of

without the requisite government approvals, if any, and the approval of the hospital corporation

Gifts, etc.

7. (1) The hospital corporation shall hold and administer all gifts, trusts and bequests made to the Township in trust for the hospital commission or the hospital corporation, unless the gift, trust or bequest expressly provides otherwise.

Same

(2) A gift, trust or bequest described in subsection (1) shall be transferred to the hospital corporation.

Trustee of trust property

(3) The hospital corporation is the trustee of property that, before its transfer under this Act, is trust property held in trust by the Township for the hospital commission or the hospital corporation and, following the transfer, the property remains trust property.

Claims

(4) Subject to subsection (7), claims that may be made by or against the Township with respect to property held in trust by the Township for the hospital commission or the hospital corporation before this Act comes into force may be made by or against the hospital corporation in its place when this Act comes into force.

Same

(5) Subject to subsection (7), no claim may be made by or against the Township with respect to property held in trust by the Township for the hospital commission or hospital corporation before this Act comes into force.

Proceedings

(6) Subject to subsection (7), the hospital corporation replaces the Township as a party in any ongoing proceeding with respect to property held in trust by the Township for the hospital commission or hospital corporation before this Act comes into force.

Exceptions — scheduled land

(7) Subsections (4), (5) and (6) do not apply to claims or proceedings relating to the land described in the Schedule.

Transfers upon dissolution

8. Upon the dissolution of the hospital corporation, the remaining property of the hospital corporation after claims against the hospital corporation are satisfied shall be given to charitable organizations to provide health care services to the residents of the hospital corporation's catchment area as it was constituted immediately prior to dissolution.

Repeal

9. The following are repealed:

- 1. *The Village of Fergus Act, 1932.*
- 2. *The Town of Fergus Act, 1954.*

Commencement

10. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

11. The short title of this Act is the *Groves Memorial Community Hospital Act, 2002*.

SCHEDULE

Part of Queen Street (dedicated by By-law No. 1660 – Instrument No. M-53763) and Part of 5 Acre Lot, East of Gowrie Street abutting the river, and Part Lot 8, Registered Plan 350, Town of Fergus, now in the Township of Centre Wellington being more fully described as PARTS 2, 3, 4, 5, 6 and 10 on Reference Plan 61R-8496 together with a right of way over Lot 4 and Part of Lot 8, Registered Plan 350, Town of Fergus, now in the Township of Centre Wellington being more fully described as PARTS 7 and 11 on Reference Plan 61R-8496.

CHAPTER Pr4

An Act to revive 1397399 Ontario Inc.

Assented to June 27, 2002

Preamble

Robert Boomsma has applied for special legislation to revive 1397399 Ontario Inc. The applicant represents that he was the sole director and shareholder of the corporation when it was dissolved. The corporation was dissolved under the *Business Corporations Act* on September 20, 2000 for failure to comply with subsection 115 (2) of that Act. The applicant represents that this default was inadvertent and that business has been carried on in the name of the corporation despite the dissolution.

It is appropriate to grant the application.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Corporation revived

1. 1397399 Ontario Inc. is revived and is, subject to any rights acquired by any person after its dissolution, restored to its legal position, including all its property, rights, privileges and franchises and subject to all its liabilities, contracts, disabilities and debts, as of the date of its dissolution, in the same manner and to the same extent as if it had not been dissolved.

Commencement

2. **This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.**

Short title

3. **The short title of this Act is the *1397399 Ontario Inc. Act, 2002*.**

CHAPTER Pr5

An Act respecting Royal Ottawa Health Care Group/ Services de Santé Royal Ottawa

Assented to June 27, 2002

Preamble

The Board of Trustees of the Royal Ottawa Health Care Group/Services de Santé Royal Ottawa and the City of Ottawa have applied for special legislation to transfer the rights, obligations, assets and liabilities of the Board of Trustees to a separate corporation. The separate corporation is named Royal Ottawa Health Care Group 2002/Services de Santé Royal Ottawa 2002, but the applicants wish to change its name to Royal Ottawa Health Care Group/Services de Santé Royal Ottawa. The applicants also wish to remove any interest that the Lung Association (formerly the Ottawa Anti-Tuberculosis Association) and the City of Ottawa have in the health-care operations provided by the Board of Trustees or in the assets related to those operations. The applicants represent that the City of Ottawa was authorized by special Act in 1909 to enter into an agreement with the Ottawa Anti-Tuberculosis Association to erect and operate a hospital or sanatorium, that the hospital or sanatorium was named the Royal Ottawa Sanatorium by an amending special Act in 1924, that the management of the Royal Ottawa Sanatorium was vested by an amending special Act in 1945 in a corporation established under that special Act as The Board of Trustees of the Royal Ottawa Sanatorium, that the objects of the Royal Ottawa Sanatorium and the powers of The Board of Trustees of the Royal Ottawa Sanatorium were expanded by an amending special Act in 1960-61 and that The Board of Trustees of the Royal Ottawa Sanatorium changed the name of the Royal Ottawa Sanatorium by supplementary letters patent on November 1, 1968 to Royal Ottawa Hospital and on June 9, 1987 to the Royal Ottawa Health Care Group/Services de Santé Royal Ottawa. The applicants further represent that Royal Ottawa Health Care Group 2002/Services de Santé Royal Ottawa 2002 to which they wish to transfer the rights, obligations, assets and liabilities is another corporation without share capital that was incorporated by letters patent on June 13, 2002 under the *Corporations Act*, with the approval of the Minister of Health and Long-Term Care pursuant to the *Public Hospitals Act*.

It is appropriate to grant the application.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

1. In this Act,

“new corporation” means the corporation incorporated on June 13, 2002 by letters patent under the *Corporations Act* under the name Royal Ottawa Health Care Group 2002/Services de Santé Royal Ottawa 2002;

“special Act corporation” means the Royal Ottawa Health Care Group/Services de Santé Royal Ottawa, incorporated under *The Royal Ottawa Sanatorium Act, 1945*.

Transfer of rights, obligations, assets and liabilities

2. (1) The rights, obligations, assets and liabilities of the special Act corporation are hereby vested in the new corporation and the new corporation stands in the place of the special Act corporation for all purposes.

Transfer of gifts

(2) On the day this Act comes into force, all gifts, other than gifts made by trust or bequest, made to or intended for the special Act corporation shall be construed as gifts to the new corporation for the purpose of carrying out its objects, unless the gift expressly provides otherwise.

Claims

(3) Claims that may be made by or against the special Act corporation with respect to the health-care operations provided by it before this Act comes into force or the assets related to those operations may be made by or against the new corporation in its place when this Act comes into force.

Proceedings

(4) On the day this Act comes into force, the new corporation replaces the special Act corporation as a party in any ongoing proceeding with respect to the health-care operations provided by the special Act corporation before this Act comes into force or the assets related to those operations.

Taxes

(5) The *Retail Sales Tax Act* and the *Land Transfer Tax Act* do not apply to any transfer of assets under this section.

Termination of agreements

3. All agreements relating to the special Act corporation that were made among the special Act corporation, the City of Ottawa and the Lung Association, Ottawa-Carleton Region (formerly the Ottawa Anti-Tuberculosis Association), or between the special Act corporation and either of the other two parties, are hereby terminated.

Name of new corporation changed

4. On the day this Act comes into force, the name of the new corporation is changed to Royal Ottawa Health Care Group/Services de Santé Royal Ottawa.

Repeals

5. The following are repealed:

1. *An Act respecting the establishment in the City of Ottawa of a Hospital or Sanatorium for the reception, care and treatment of persons suffering from tuberculosis*, being chapter 117 of the Statutes of Ontario, 1909.

2. *The Royal Ottawa Sanatorium Act, 1924.*

3. *The Royal Ottawa Sanatorium Act, 1945.*

4. *The Royal Ottawa Sanatorium Act, 1960-61.*

Commencement

6. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

7. The short title of this Act is the *Royal Ottawa Health Care Group/Services de Santé Royal Ottawa Act, 2002*.

CHAPTER Pr6

An Act respecting the Tilbury Area Public School and the William J. Miller Trust

Assented to December 13, 2002

Preamble

Howard Herman, John Fantin and Douglas Edwards, who are the trustees for the William J. Miller Trust (the "Miller Trust"), and the Municipality of Chatham-Kent have applied for special legislation respecting the trust. The Miller Trust was established by *The Tilbury Public School Board Act, 1966* for the benefit of Tilbury Public School. Since then, municipal and school board restructuring has rendered some of the existing terms of the trust ambiguous. The applicants wish to amend the provision governing the appointment of trustees and to clarify the purposes for which the capital and income of the trust can be used.

It is appropriate to grant the application.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Trust continued

1. (1) The William J. Miller Trust, established by section 1 of *The Tilbury Public School Board Act, 1966*, is hereby continued.

Use of income

(2) Every year, the trustees may use all or part of the income from the trust,

- (a) to purchase or lease goods and services for and provide programs at the Tilbury Area Public School that are not usually paid for by the school board; and
- (b) to provide scholarships, bursaries and prizes for students and former students of the Tilbury Area Public School.

Same

(3) Income from the trust that is not used in one year may be used in a subsequent year for the purposes described in subsection (2).

Use of capital

(4) With the consent of the Lambton-Kent District School Board, the trustees may use all or part of the capital from the trust to pay for a capital project, or part of one, at the Tilbury Area Public School or to purchase equipment for the school.

Trustees

2. (1) The Municipality of Chatham-Kent shall appoint three persons to act as trustees of the Miller Trust.

Eligibility

(2) Only persons who are public school supporters (within the meaning of the *Education Act*) and who are residents of the former geographic Town of Tilbury are eligible to hold office as trustees of the Miller Trust.

Term

(3) Each trustee is appointed for a term of three years and may be reappointed.

Vacancy

(4) If a trustee ceases to hold office before his or her term expires, the municipality may appoint a replacement for the remainder of the unexpired term.

Transition

(5) Despite subsections (1) and (2), the trustees who are in office when this Act comes into force continue in office until the expiry of their term.

Annual audit

3. (1) The trustees shall ensure that the Miller Trust is audited each year by a public accountant licensed under the *Public Accountancy Act*.

Same

(2) The trustees shall give the auditor such information and documents as the auditor may request in order to perform the audit.

Same

(3) The trustees shall give a copy of every auditor's report to the Lambton-Kent District School Board.

Repeal

4. The following are repealed:

- 1. *The Tilbury Public School Board Act, 1966.*
- 2. *The Tilbury Public School Board Act, 1968-69.*

Commencement

5. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

6. The short title of this Act is the *Tilbury Area Public School Act (William J. Miller Trust), 2002*.

CHAPTER Pr7

An Act respecting The Elliott

Assented to December 13, 2002

Preamble

The Corporation of the City of Guelph, referred to in this Act as the City, and the Board of Trustees of The Elliott have applied for special legislation to alter the composition of the board of trustees, including by permitting up to one-third of the members of the board of trustees to be non-residents of the City of Guelph, and to alter its powers. The applicants represent that The Elliott was created in 1903 as an institution known as The Guelph Home of the Friendless by the will of George Elliott, late of the City of Guelph, was incorporated by special legislation in 1907 and was continued under the name The Elliott by special legislation in 1963. The applicants further represent that The Elliott has been operating since its inception as a home for the aged for the benefit of the residents of the City of Guelph and its surrounding areas and that both applicants are committed to working together for the continued provision of services for seniors in the community.

It is appropriate to grant the application.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Corporation continued

1. (1) The corporation known as The Elliott is continued as a corporation without share capital under the same name.

Current board continued

(2) The Board of Trustees of The Elliott in office immediately before this Act comes into force shall continue in office until a board of trustees is appointed under this Act.

Local board

2. The Elliott is a local board, within the meaning of the *Municipal Affairs Act*, of the City.

Object

3. (1) The object of The Elliott is to provide care and services to persons of senior years who, because of infirmity or physical, developmental, financial, emotional or social disadvantage, are unable to support themselves or are in need of such care or services.

Same

(2) The Elliott shall construct, establish, operate and maintain the buildings, institutions and facilities it considers necessary to carry out its object.

Board of trustees

4. (1) The affairs of The Elliott shall be managed by its board of trustees.

Composition

(2) The board of trustees shall be composed of a minimum of five and a maximum of 11 persons, including the mayor of the City.

Same

(3) The mayor of the City may appoint another member of the City council to represent him or her and act in his or her place on the board of trustees at any time.

Residency requirements

(4) Every member of the board of trustees must be a resident of Ontario and at least two-thirds of the members must be residents of the City of Guelph.

Appointment

(5) The members of the board of trustees shall be appointed by the City council from among the persons recommended by the nominating committee of the board of trustees.

Same

(6) Despite subsection (5), the City council may request that the nominating committee provide additional names for its consideration and, after considering three revised lists of names submitted by the nominating committee in respect of one appointment to the board of trustees or if the nominating committee does not provide a revised list within 30 days of the City council's request, the City council may appoint any person to the board of trustees, whether or not that person was recommended by the nominating committee.

Term

(7) The members of the board of trustees shall be appointed for a term of three years, but members shall continue to serve after their terms have expired until their successors are appointed.

First appointments

(8) Despite subsection (7), a maximum of one-third of the first members of the board of trustees shall be appointed for a one-year term and a maximum one-third of the first members of the board of trustees shall be appointed for a two-year term, as determined by the City council.

Reappointment

(9) Every member of the board of trustees is eligible for reappointment at the end of his or her term, but a member shall not be reappointed after serving for 10 consecutive years; after serving for 10 consecutive years, a former member of the board of trustees is again eligible for reappointment after the expiry of one year when he or she was not a member of the board of trustees.

Removal

(10) The City council may remove a member of the board of trustees before the expiry of his or her term by serving the member with written notice of the removal, together with reasons,

- (a) upon the recommendation to the council by the board of trustees; or
- (b) on the council's initiative and after consulting with the board of trustees.

By-laws

(11) The board of trustees may pass by-laws and make rules, not contrary to this Act, for the governance and administration of The Elliott.

Powers

5. (1) The Elliott has all the powers necessary to carry out its object.

Same

(2) Without limiting the generality of subsection (1), The Elliott may,

- (a) subject to the *Charitable Gifts Act*, purchase or otherwise acquire, take or receive by gift, bequest or devise, and hold and enjoy any estate or property, whether real or personal, and sell, grant, convey, mortgage, pledge or otherwise dispose of or deal with such estate or property or any part of it;
- (b) subject to subsection (3), borrow money and create mortgages, bonds and debentures as security for the repayment of the money.

Borrowing restrictions

(3) The Elliott may not borrow money without the prior consent of the City council, and the City council shall, if its consent is requested, reply within 45 days of the request and shall not withhold its consent unreasonably.

Auditor

6. (1) Despite being a local board of the City, the board of trustees shall appoint an auditor who is licensed under the *Public Accountancy Act* to audit The Elliott's accounts and transactions each year.

Annual report

(2) The auditor shall submit an annual report to the board of trustees.

Same

(3) The board of trustees shall give a copy of each annual report to the City council within 30 days after it receives the report from the auditor.

Lease of land

7. (1) The Elliott shall lease from the City the lands owned by the City and further described in subsection (2) and on which, immediately before this Act comes into force, The Elliott operated and maintained buildings, institutions and facilities in furtherance of its object.

Same

(2) Subsection (1) applies to the lands comprising Lots 61, 62, 63, 64 and 65 on Registered Plan 221, being Parts 11, 12 and 13 on Plan WGR 50, in the City of Guelph (formerly the Township of Guelph) in the County of Wellington.

Use of assets

8. Despite the residuary clause of the will of George Elliott and despite any stipulation to the contrary in any gift, devise or bequest made before this Act comes into force in favour of The Guelph Home of the Friendless or The Elliott, the assets and property of The Elliott, except for restricted trust property held for the benefit of specific residents, may, in the discretion of the board of trustees, be applied and expended in furtherance of The Elliott's object, as set out in section 3.

Repeals

9. (1) Section 1 of *An Act to incorporate The Guelph Home of the Friendless, and for other purposes*, being chapter 119 of the Statutes of Ontario, 1907, is repealed.

Same

(2) *The Elliott Act, 1962-63* is repealed.

Commencement

10. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

11. The short title of this Act is the *Elliott Act, 2002*.

CHAPTER Pr8

An Act respecting the Town of Erin

Assented to December 13, 2002

Preamble

The Corporation of the Town of Erin has applied for special legislation to continue in force all current by-laws, resolutions and official plans of the former Township of Erin and the former Village of Erin until they are repealed. The applicant represents that it was created on January 1, 1998 by a restructuring order made under section 25.2 of the *Municipal Act* that amalgamated The Corporation of the Township of Erin and The Corporation of the Village of Erin and that the restructuring order provides that all by-laws, resolutions and official plans of the former municipalities cease to be in force on December 31, 2002.

It is appropriate to grant the application.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

1. In this Act,

“former municipality” means The Corporation of the Township of Erin or The Corporation of the Village of Erin, as they existed on December 31, 1997;

“municipality” means The Corporation of the Town of Erin;

“restructuring order” means the order amalgamating the former municipalities into the municipality, effective on January 1, 1998, that was made on June 12, 1997 by the Minister of Municipal Affairs and Housing under section 25.2 of the *Municipal Act*, as the order appears in *The Ontario Gazette* dated June 28, 1997.

**By-laws, resolutions,
official plans of former municipalities continued**

2. (1) A by-law, resolution or official plan of a former municipality that is in force on the day this Act receives Royal Assent remains in force until it is repealed by the municipality.

Same

(2) Subsection (1) applies despite subsections 6 (1) and (2) of the restructuring order and subsection 25.2 (12) of the *Municipal Act*.

Commencement

3. **This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.**

Short title

4. **The short title of this Act is the *Town of Erin Act, 2002*.**

CHAPTER Pr9

An Act respecting the Reena Foundation

Assented to December 13, 2002

Preamble

The board of directors of the Reena Foundation (the “Foundation”) and the board of directors of 1085316 Ontario Ltd. (the “numbered company”) have applied for special legislation to exempt certain land from taxation for municipal and school purposes beginning in 2003 while the land is used for a specified purpose and to cancel the taxes for municipal and school purposes that were payable from 1999 to 2002. The applicants represent that the Foundation was incorporated under the *Corporations Act* by letters patent dated June 12, 1973 and that it is a registered charitable organization within the meaning of the *Income Tax Act* (Canada). The applicants also represent that the numbered company was incorporated under the *Business Corporations Act* by letters patent dated June 13, 1994, and that it has a freehold interest in the land. The applicants represent that the Foundation leases the land from the numbered company, and that the Foundation has operated a facility known as the Toby and Henry Battle Developmental Centre on the land since March 1997.

It is appropriate to grant the application.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definition

1. In this Act,
“specified property” means the land, as defined in the *Assessment Act*, municipally known as 927 Clark Avenue in the City of Vaughan.

Tax exemption

2. Beginning on January 1, 2003, the specified property is exempt from taxation for municipal and school purposes,

- (a) if the specified property is occupied and used solely for the purposes of the Toby and Henry Battle Developmental Centre operated by the Foundation; and
- (b) if the Foundation is a registered charity within the meaning of the *Income Tax Act* (Canada).

Tax cancellation, 1999 to 2002

3. (1) The taxes on the specified property that were payable for municipal and school purposes for 1999, 2000, 2001 and 2002 are hereby cancelled.

Chargeback

(2) Section 421 (where deficiency occurs) of the *Municipal Act* and section 353 (taxes collected on behalf of other bodies) of the *Municipal Act, 2001* apply, with necessary modifications, to taxes cancelled by subsection (1).

Commencement

4. **This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.**

Repeal

5. **This Act is repealed on May 1, 2008.**

Short title

6. **The short title of this Act is the *Reena Foundation Act, 2002*.**



GUIDE TO REFERENCE TABLES

GUIDE DES TABLES DE RÉFÉRENCE



GUIDE TO REFERENCE TABLES

The tables described in this Guide are available on-line on the Government of Ontario e-Laws website (www.e-laws.gov.on.ca). They are continuously updated.

STATUTES

Statutes Titles

This is a list of all statutes currently available on e-Laws.

Table of Public Statutes (Legislative History)

The Table of Public Statutes enables a reader to determine if a public statute has been amended since January 1, 1991. It lists all the public Acts contained in the Revised Statutes of Ontario, 1990 and all public Acts enacted since January 1, 1991. Acts enacted before January 1, 1991 are also included in the list if they were not included in the Revised Statutes of Ontario, 1990 and have been amended since that date.

Detailed Legislative History (Public Statutes) Table

This Table provides a much more detailed presentation of legislative history than that given in the Table of Public Statutes (Legislative History), citing amendments to and repeals of individual sections, subsections, clauses, etc.

Table of Proclamations

The Table of Proclamations sets out the public Acts and provisions of public Acts in the Revised Statutes of Ontario, 1990 and all public acts enacted since January 1, 1991 that have come into force on Proclamation and those that are to come into force on Proclamation but have not yet been proclaimed.

Table of Repealed Public Statutes

The Table of Repealed Public Statutes enables a reader to determine if a public statute contained in the Revised Statutes of Ontario, 1990 or enacted since January 1, 1991 has been repealed. Statutes enacted before January 1, 1991 are also included in this Table if they were not included in the Revised Statutes of Ontario, 1990 and have been repealed since that date.

Table of Unconsolidated and Unrepealed Public Statutes

The Table of Unconsolidated and Unrepealed Public Statutes lists public statutes that were enacted before January 1, 1991 and that remain in force even though they were not included in the Revised Statutes of Ontario, 1990.

GUIDE DES TABLES DE RÉFÉRENCE

Les tables décrites dans le présent guide sont accessibles en ligne sur le site Web de Lois-en-ligne du gouvernement de l'Ontario (www.lois-en-ligne.gouv.on.ca). Elles sont continuellement mises à jour.

LOIS D'INTÉRÊT PUBLIC

Titres des lois

La liste énumère toutes les lois actuellement accessibles sur le site de Lois-en-ligne.

Table des lois d'intérêt public (historique législatif)

La Table des lois d'intérêt public permet à l'utilisateur de déterminer si une loi d'intérêt public a été modifiée depuis le 1^{er} janvier 1991. Elle énumère toutes les lois d'intérêt public figurant dans les Lois refondues de l'Ontario de 1990 et toutes les lois d'intérêt public édictées depuis le 1^{er} janvier 1991. Les lois édictées avant le 1^{er} janvier 1991 sont également comprises dans la liste si elles ne figurent pas dans les Lois refondues de l'Ontario de 1990 et qu'elles ont été modifiées depuis cette date.

Historique législatif détaillé (lois d'intérêt public)

La table offre beaucoup plus de détails sur l'historique législatif que la Table des lois d'intérêt public (historique législatif), puisqu'elle donne la référence précise aux dispositions modificatives et abrogatives pertinentes dans le cas de chaque disposition concernée.

Table des proclamations

La Table des proclamations énumère les lois d'intérêt public et les dispositions de lois d'intérêt public figurant dans les Lois refondues de l'Ontario de 1990 et les lois d'intérêt public édictées depuis le 1^{er} janvier 1991 qui sont entrées en vigueur par proclamation, ainsi que celles qui doivent entrer en vigueur par proclamation mais qui n'ont pas encore été proclamées en vigueur.

Table des lois d'intérêt public abrogées

La Table des lois d'intérêt public abrogées permet à l'utilisateur de déterminer si une loi d'intérêt public figurant dans les Lois refondues de l'Ontario de 1990 ou édictée depuis le 1^{er} janvier 1991 a été abrogée. Les lois édictées avant le 1^{er} janvier 1991 figurent également dans la Table si elles ne figurent pas dans les Lois refondues de l'Ontario de 1990 et qu'elles ont été abrogées depuis cette date.

Table des lois d'intérêt public non abrogées et non codifiées

La Table des lois d'intérêt public non abrogées et non codifiées énumère les lois d'intérêt public qui ont été édictées avant le 1^{er} janvier 1991 et qui demeurent en vigueur bien qu'elles ne figurent pas dans les Lois refondues de l'Ontario de 1990.

Annual Tables of Contents

These tables list the statutes enacted in each year since January 1, 2001.

Table of Private Acts (Legislative History)

The Table of Private Acts lists the private Acts of the Legislature of Ontario passed since 1867 that may still have effect.

REGULATIONS

Regulations Titles

This is a list of all regulations currently available on e-Laws.

Table of Regulations (Legislative History)

The Table of Regulations shows the regulations contained in the Revised Regulations of Ontario, 1990 and those made after December 31, 1990. It also shows the amendments to those regulations.

Detailed Legislative History (Regulations) Table

This Table provides a much more detailed presentation of legislative history than that given in the Table of Regulations (Legislative History), citing amendments to and repeals of individual sections, subsections, clauses, etc.

Table of Revoked, Spent and Expired Regulations

The Table of Revoked, Spent and Expired Regulations enables a reader to determine if a regulation contained in the Revised Regulations of Ontario, 1990 or filed under the *Regulations Act* since January 1, 1991 has been revoked, is spent or has expired.

Table of Unconsolidated and Unrevoked Regulations

The Table of Unconsolidated and Unrevoked Regulations lists regulations that were unrevoked on December 31, 1990 but not included in the Revised Regulations of Ontario, 1990. The regulations listed in the Table remain in force until they are revoked, expire or become spent.

Table of Corrections

This Table sets out the dates that notices of corrections were published in *The Ontario Gazette* subsequent to January 1, 2001.

Table of Publication Dates

This Table shows the dates on which regulations were published in print form in *The Ontario Gazette*.

Sommaires annuels

Les sommaires énumèrent les lois édictées chaque année depuis le 1^{er} janvier 2001.

Table des lois d'intérêt privé (historique législatif)

La Table des lois d'intérêt privé énumère les lois d'intérêt privé de la Législature de l'Ontario adoptées depuis 1867 et qui peuvent encore avoir un effet.

RÈGLEMENTS

Titres des règlements

La liste énumère tous les règlements actuellement accessibles sur le site de Lois-en-ligne.

Table des règlements (historique législatif)

La Table des règlements énumère tous les règlements contenus dans les Règlements refondus de l'Ontario de 1990 et ceux pris après le 31 décembre 1990. Elle indique également les modifications apportées à ces règlements.

Historique législatif détaillé (règlements)

La table offre beaucoup plus de détails sur l'historique législatif que la Table des règlements (historique législatif), puisqu'elle donne la référence précise aux dispositions modificatives et abrogatives pertinentes dans le cas de chaque disposition concernée.

Table des règlements abrogés, caducs et périmés

La Table des règlements abrogés, caducs et périmés permet au lecteur de déterminer si un règlement figurant dans les Règlements refondus de l'Ontario de 1990 ou déposé en application de la *Loi sur les règlements* depuis le 1^{er} janvier 1991 a été abrogé ou est périmé ou caduc.

Table des règlements non abrogés et non codifiés

La Table des règlements non abrogés et non codifiés énumère les règlements qui n'étaient pas abrogés le 31 décembre 1990 mais qui ne figurent pas dans les Règlements refondus de l'Ontario de 1990. Les règlements compris dans la Table demeurent en vigueur jusqu'à ce qu'ils soient abrogés ou deviennent périmés ou caducs.

Table des corrections

La Table énonce les dates auxquelles les avis des corrections ont été publiés dans la *Gazette de l'Ontario* après le 1^{er} janvier 2001.

Table des dates de publication

La Table indique la date à laquelle les règlements ont été publiés sous forme imprimée dans la *Gazette de l'Ontario*.

